

Rosa Luxemburg



Anthologie

1899-1919

Avant-propos	9
Réforme sociale ou révolution ? (1899).....	10
Grève de masses, parti et syndicat (1906).....	77
Introduction à l'économie politique (1907).....	138
L'accumulation du capital (1913).....	354
La crise de la social-démocratie (1915).....	720
La révolution russe (1918).....	824
« L'ordre règne à Berlin » (1919).....	851

Table des matières

Avant-propos	9
Réforme sociale ou révolution ? (1899)	10
Introduction (Édition Maspero de 1969).....	11
Préface.....	19
Première partie.....	21
1. <i>La méthode opportuniste</i>	21
2. <i>L'adaptation du capitalisme</i>	24
3. <i>La réalisation du socialisme par des réformes sociales</i>	31
4. <i>La politique douanière et le militarisme</i>	36
5. <i>Conséquences pratiques et caractère général du révisionnisme</i>	40
Seconde partie.....	47
1. <i>Le développement économique et le socialisme</i>	47
2. <i>Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique</i>	53
3. <i>La conquête du pouvoir politique</i>	61
4. <i>L'effondrement</i>	68
5. <i>L'opportunisme en théorie et en pratique</i>	71
Grève de masses, parti et syndicat (1906)	77
1.....	77
2.....	80
3.....	84
4.....	102
5.....	110
6.....	115
7.....	120
8.....	126
Introduction à l'économie politique (1907)	138
Qu'est-ce l'économie politique ?.....	139
I.....	139

II.....	143
III.....	147
IV.....	166
V.....	171
VI.....	184
La société communiste primitive	195
I.....	195
II.....	210
III.....	222
IV.....	234
La dissolution de la société communiste primitive.....	243
I.....	243
II.....	271
La production marchande	280
I.....	280
II.....	288
III.....	294
IV.....	303
Le travail salarié	307
I.....	307
II.....	319
III. <i>La formation de l'armée de réserve</i>	322
IV.....	327
V.....	331
VI.....	335
Les tendances de l'économie mondiale	337
Annexes	344
<i>Annexe 1 : Rosa Luxemburg enseignante</i>	344
<i>Annexe 2 : L'école du parti</i>	347
L'accumulation du capital (1913).....	354

Préface	355
Avant-propos	367
I. Le problème de la reproduction.....	368
<i>Objet de l'analyse</i>	368
<i>Analyse du procès de la reproduction chez Quesnay et chez Adam Smith</i>	381
<i>Critique de l'analyse de Smith</i>	394
<i>Le schéma de la simple reproduction de Marx</i>	404
<i>La circulation de l'argent</i>	419
<i>La reproduction élargie</i>	430
<i>Analyse du schéma de la reproduction élargie de Marx</i>	442
<i>Les tentatives de solution de la difficulté chez Marx</i>	457
<i>La difficulté du point de vue du procès de la circulation</i>	470
II. Exposé historique du problème	484
<i>Première polémique : Controverse entre Sismondi – Malthus et Say - Ricardo - Mac Culloch</i>	484
<i>Deuxième polémique : Controverse entre Rodbertus et von Kirchmann</i>	526
<i>Troisième polémique : Struve-Boulgakov - Tougan-Baranowsky, contre Vorontsov-Nicolai-on</i>	558
III. Les conditions historiques de l'accumulation.....	602
<i>Les contradictions du schéma de la reproduction élargie</i>	602
<i>La reproduction du capital et son milieu</i>	617
<i>La lutte contre l'économie naturelle</i>	634
<i>L'introduction de l'économie marchande</i>	648
<i>La lutte contre l'économie paysanne</i>	656
<i>L'emprunt international</i>	677
<i>Le protectionnisme et l'accumulation</i>	701
<i>Le militarisme, champ d'action du capital</i>	707
La crise de la social-démocratie (1915)	720
<i>Socialisme ou Barbarie ?</i>	721

<i>Devant le fait indéniable de la Guerre.....</i>	731
<i>Le développement de l'Impérialisme.....</i>	741
<i>La Turquie.....</i>	749
<i>Mais le Tsarisme !.....</i>	772
<i>La fin de la lutte des classes.....</i>	782
<i>Invasion et lutte des classes.....</i>	792
<i>La lutte contre l'Impérialisme.....</i>	810
<i>Annexe : Thèses sur les tâches de la social-démocratie.....</i>	820
La révolution russe (1918).....	824
<i>I. Nécessité de la critique.....</i>	824
<i>II. Le parti bolchevik, force motrice de la révolution russe.....</i>	826
<i>III. Deux mots d'ordre petit-bourgeois.....</i>	831
<i>IV. La dissolution de l'Assemblée constituante.....</i>	839
« L'ordre règne à Berlin » (1919).....	851

Avant-propos

Le présent recueil de textes a été établi à partir de diverses sources électroniques, listées ici. Ainsi, les traductions peuvent parfois être erronées ou de moins bonne qualité par rapport aux traductions actuelles, auxquelles il convient de se rapporter en cas de doute. De même, les introductions, parfois incluses dans les versions électroniques de ces éditions, doivent parfois être remises en contexte : on en appellera au jugement critique du lecteur pour éviter de « prendre au pied de la lettre » certaines interprétations partisanses et parfois dogmatiques.

Sources utilisées :

- Réforme sociale ou révolution ?

<http://www.marxists.org>

- Grève de masses, parti et syndicat ?

Idem.

- Introduction à l'économie politique

<http://www.uqac.quebec.ca/> (à partir de Rosa Luxemburg, Introduction à l'économie politique. Paris : Éditions Anthropos, 1970, 277 pages. Collection : Marxisme d'hier et d'aujourd'hui.)

- L'accumulation du capital

Idem.

- La crise de la social-démocratie

<http://www.marxists.org>

- La révolution russe

Idem.

- L'ordre règne à Berlin

Idem.

Réforme sociale ou révolution ? (1899)

Introduction (Édition Maspero de 1969)

Rosa Luxemburg est née le 5 mars 1871¹ dans une petite ville de Pologne russe, à Zamosc. Après des études au lycée de Varsovie, elle entra dans la lutte politique avec le “Parti révolutionnaire socialiste prolétariat”, qui devint ensuite le “Prolétariat”.

En 1889 craignant des poursuites policières elle s’enfuit de Varsovie pour Zurich où elle fit des études d’économie politique. Elle y contracta un mariage blanc avec Gustav Lübeck, afin d’obtenir un passeport. Après la fin de ses études, docteur en économie politique, elle alla s’installer en Allemagne où elle occupa très vite une place importante dans la social-démocratie. Elle collabora à la presse socialiste, dirigeant quelque temps la *Sächsische Arbeiterzeitung*, puis écrivant régulièrement à la *Leipziger Volkszeitung* et à la revue théorique dirigée par Kautsky, *Die neue Zeit*. Elle s’engagea à fond dans la lutte contre le révisionnisme.

Quelques mois après qu’eut éclaté la première révolution russe, en décembre 1905, elle partit illégalement pour la Pologne où elle se livra à un intense travail de propagande et d’explication politique. Elle fut arrêtée en même temps que son compagnon Leo Jogiches. Libérée sous caution, elle revint en Allemagne après un court séjour en Finlande.

Après 1906 et l’échec de la révolution, elle fut surtout absorbée par son activité de professeur à l’école du Parti nouvellement créée. Ses cours d’économie politique lui inspirèrent son ouvrage théorique le plus important : *l’Accumulation du capital*, paru en 1913.

Le jour même où le groupe parlementaire socialiste votait, à la stupéfaction générale, les crédits de guerre, le 4 août 1914, un groupe de militants se réunissait chez Rosa Luxemburg : le noyau qui deviendrait en 1916 la Ligue Spartakus était constitué. Dès le mois d’août 1915 paraissaient les *Lettres politiques* (ou *Lettres de Spartakus*) rédigées surtout par Rosa Luxemburg, Liebknecht et Mehring. La lutte clandestine contre le militarisme et la guerre devait se poursuivre jusqu’en 1918.

Mais dès le 18 février 1915, Rosa Luxemburg était incarcérée. Libérée en février 1916, elle retournait en prison en juillet de la même année et ne devait en sortir que le 9 novembre 1918, au moment où éclatait la révolution.

¹ La date de la naissance de Rosa Luxemburg était incertaine. C’est Peter Nettl qui, dans sa biographie de Rosa Luxemburg (à paraître prochainement chez Maspero), l’a établie de manière convaincante.

C'est en prison qu'elle écrit la brochure *Junius et les Lettres de Spartakus*, qu'elle travaillait à son Introduction à l'économie politique.

Dès sa sortie de prison Rosa Luxemburg se jeta dans l'action révolutionnaire. Avec Liebknecht elle créa le journal *Die rote Fahne*. De toutes ses forces elle s'opposait à la ligne suivie par les majoritaires (Ebert-Scheidemann). Elle contribua à la fondation du Parti communiste allemand (Ligue Spartakus) en décembre 1918. La contre-révolution battait son plein. La première semaine de janvier, les spartakistes lançaient une insurrection armée à Berlin : bien qu'elle fût opposée à cette offensive, une fois la décision prise, Rosa Luxemburg se lança dans la bataille. Ce fut la fameuse semaine sanglante de Berlin ; le soulèvement spartakiste fut sauvagement écrasé. Rosa Luxemburg et Liebknecht furent arrêtés le 15 janvier par les troupes gouvernementales et assassinés ("abattus au cours d'une tentative de fuite"). Le corps de Rosa Luxemburg fut retrouvé plusieurs mois après dans le Landwehrkanal. Ses assassins furent acquittés.

Le premier texte politique de Rosa Luxemburg publié dans ce volume, *Réforme ou révolution ?* est une réponse à une série d'écrits de Bernstein : aux articles publiés par Bernstein dans la *Neue Zeit* en 1897-1898 sous le titre *Probleme des Sozialismus*, Rosa Luxemburg répliqua par des articles parus dans la *Leipziger Volkszeitung* du 21 au 28 septembre 1898 : ce sont des articles qu'elle réunit dans la première partie de la brochure *Réforme ou révolution ?* La deuxième partie est une critique du livre de Bernstein : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgabe der Sozialdemokratie* (Les fondements du socialisme et les tâches de la social-démocratie) paru en 1899.

En 1890, après l'abolition de la loi d'exception contre les socialistes le Parti connut un essor foudroyant : ses succès électoraux étaient éclatants, à tel point que les socialistes se demandaient après chaque élection si l'on n'allait pas abolir ou restreindre le suffrage universel pour les élections au Reichstag. Le nombre de ses adhérents croissait également de manière vertigineuse, et encore plus celui des adhérents aux syndicats (qui étaient passés de 300 000 en 1890 à 2 500 000 en 1914). Cette croissance du Parti coïncidait avec une période d'essor économique. Après le krach de 1873 le développement industriel de l'Allemagne fit un nouveau bond ; il fut accéléré par la poussée colonialiste et impérialiste qui débuta en Allemagne dans les années 80. La concentration du capital prit des dimensions jusqu'alors inconnues en Europe.

Le niveau de vie des ouvriers allemands s'éleva parallèlement. Pendant la période même de la loi d'exception Bismarck avait pour faire échec à la propagande socialiste, fondé le premier système européen d'assurances sociales. Quand le Parti ne fut plus persécuté naquirent des sortes d'"îlots" socialistes : les coopératives. Le mouvement ouvrier conscient de sa force et de son organisation visait non seulement dans sa pratique quotidienne à la poursuite

des conquêtes sociales, telles que la journée de huit heures, mais surtout à l'instauration d'une démocratie politique de type libéral : l'échec de la révolution de 1848 avait restauré un ordre où les anciennes puissances féodales détenaient une bonne partie du pouvoir : les hobereaux prussiens, les grands propriétaires terriens, les militaires.

Les plus fortes attaques des social-démocrates étaient dirigées contre ces puissances. En revanche ils appuyaient et parfois surestimaient tout ce qui pouvait préfigurer un ordre démocratique bourgeois. C'est ainsi que dans le Sud de l'Allemagne où contrairement à la Prusse les élections au Parlement local (ou Landtag) se faisaient au suffrage universel, la participation socialiste à la politique de gestion du Land était beaucoup plus "positive" que dans le Nord ; on allait même jusqu'à voter régulièrement le budget, ce qui était contraire à la tradition socialiste et suscita de vives critiques.

Cette pratique opportuniste dans le Parti et les syndicats n'avait pas, avant Bernstein, trouvé d'expression théorique. Au contraire, on voyait coexister dans le Parti une politique réformiste – à propos de laquelle on ne se posait pas de questions – et une théorie marxiste "orthodoxe" dont le gardien le plus jaloux était Kautsky et qui s'exprimait par une opposition absolue de principes contre la politique gouvernementale et le système capitaliste, ainsi qu'une croyance en la révolution socialiste, dont la date et les circonstances restaient très vagues dans les esprits. Ainsi le mouvement ouvrier allemand vivait à l'écart du reste de la nation dans une sorte de ghetto idéologique, tandis que la pratique quotidienne du Parti et des syndicats se préoccupait surtout de la conquête progressive d'avantages matériels.

Bernstein, par les thèses contenues dans ses articles et dans son livre, fit éclater la contradiction. Sa théorie était la suivante : Marx avait prédit l'effondrement inévitable du capitalisme et la révolution socialiste dans un avenir proche. Or sa prédiction semblait infirmée par les faits. Non seulement le cycle décennal des crises était rompu, mais la prospérité économique s'affirmait. Après la grande crise de 1873 le capitalisme avait manifesté une vigueur et une élasticité étonnantes. Marx avait analysé une tendance à la concentration croissante du capital. Bernstein affirme au contraire que les petites entreprises non seulement survivent mais encore s'accroissent en nombre. Comme facteur d'adaptation du capitalisme, Bernstein souligne le rôle du crédit. Puisque, selon lui, on ne peut s'attendre à une crise catastrophique du capitalisme, le parti socialiste doit se donner pour tâche le passage insensible et pacifique au socialisme (*das Hineinwachsen in den Sozialismus*). L'essentiel à ses yeux n'est plus le but du socialisme : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, mais le mouvement par lequel le Parti avance pas à pas dans la voie des conquêtes sociales. Comme exemple de ces conquêtes pacifiques et progressives du socialisme, Bernstein cite les coopératives ouvrières. Comparant l'action concrète réformiste du Parti avec ses principes révolutionnaires,

Bernstein estime que le Parti doit mettre en accord la théorie et la praxis, et procéder à une révision des thèses marxistes : le Parti doit avoir “le courage de paraître ce qu’il est aujourd’hui en réalité : un parti réformiste, démocrate socialiste” (Voraussetzungen, p. 162). Le livre de Bernstein eut un grand retentissement et souleva de vives protestations. On cite souvent le passage d’une lettre d’Ignace Auer à Bernstein : “Ede, tu es un âne, on n’écrit pas ces choses, on les pratique.”

Le premier, Belford Bax vit le danger, suivi par Kautsky et Parvus. Ce dernier attaqua Bernstein dans la *Sächsische Arbeiter-Zeitung*. Mais c’est Rosa Luxemburg qui alla le plus loin dans l’analyse et la critique des thèses bernsteiniennes. Elle ne se contenta pas d’en appeler aux sacro-saints principes du marxisme orthodoxe contre l’hérésie bernsteinienne : elle montra le lien vivant et dialectique qui unit la théorie et la pratique. Dans la première partie de l’ouvrage, elle analyse, pour la réfuter, toute l’argumentation de Bernstein concernant la souplesse d’adaptation du capitalisme. En particulier elle montre très bien que le crédit, loin d’être un facteur d’adaptation en temps de crise, ne fait que rendre celle-ci plus aiguë et précipite la chute du capitalisme. Elle se moque de l’importance attribuée par Bernstein aux coopératives : il n’est pas vrai que le système coopératif, s’étende peu à peu pour envahir toute l’économie capitaliste ; au contraire il se réduit aux modestes coopératives de consommation.

Mais c’est dans la seconde partie de sa brochure que Rosa Luxemburg va le plus loin dans son analyse. Elle établit le lien entre la pratique opportuniste – qui a toujours existé de manière empirique dans le Parti – et la théorie bernsteinienne ; elle montre que l’opportunisme se caractérise par une méfiance générale à l’égard de la théorie et par la volonté de séparer nettement la pratique quotidienne d’une théorie dont on sait – ou veut – qu’elle reste sans conséquence sur le plan de la lutte. Pour elle, le marxisme n’est pas un assemblage de dogmes sans vie, mais une doctrine vivante ayant des applications pratiques dans tous les domaines. Ici sans doute sa critique est plus pénétrante que celle de Kautsky qui foudroie l’hérétique au nom des grands principes intangibles du marxisme. Pour Rosa Luxemburg les principes du marxisme ne sont pas figés ; elle y discerne surtout une méthode et une doctrine inspirées de l’histoire, elle en use comme d’une arme toujours actuelle. Même si Marx a pu se tromper quant à l’estimation de la date et des circonstances de l’effondrement du capitalisme, quant à la périodicité et à la fréquence des crises, cela n’implique pas que cet effondrement ne se produira pas. Abandonner le but du socialisme, c’est, en bonne dialectique, abandonner aussi les moyens de lutte, car détournés de leur fin ceux-ci perdent tout caractère révolutionnaire. Enfin, pour elle, Bernstein abandonne complètement le terrain de la lutte des classes, sous-estimant ou niant la résistance de la bourgeoisie aux conquêtes pratiques du mouvement ouvrier. Certes Rosa Luxemburg ne veut

pas renoncer à la lutte pour les réformes sociales ; mais cette lutte ne vise pas seulement à conquérir des avantages pratiques ; si elle n'est pas orientée vers la prise du pouvoir politique par le prolétariat, elle perd tout caractère révolutionnaire.

De cette querelle qui passionna le socialisme européen au tournant du siècle, le marxisme "orthodoxe" sortit vainqueur. Mais Rosa Luxemburg avait espéré que la condamnation officielle de Bernstein et de ses amis aboutirait à leur exclusion du Parti. La première édition de sa brochure contenait un certain nombre d'allusions à cet espoir qui ne fut jamais exaucé. Malgré la condamnation des thèses révisionnistes, la pratique opportuniste ne cessa de se développer dans le Parti et surtout dans les syndicats, dont le rôle allait être de plus en plus considérable. Il y aura un glissement inavoué du Parti vers la droite qui ira en s'accroissant jusqu'en 1914.

Pendant en 1905 un sursaut secouait toute l'Europe : la Révolution russe, remplissant d'espoir les masses prolétariennes de tous les pays. Elle débute, on le sait, le 22 janvier 1905, le dimanche rouge. Rosa Luxemburg décrit assez les événements et le climat politique de la Russie pour qu'il soit inutile d'y revenir ici. Elle-même, après quelques mois où, malade, elle dut se contenter d'un travail de propagande et d'explication en Allemagne même, partit en 1905 sous un faux nom pour Varsovie ; elle jugeait que sa place était là où l'on se battait.

En Pologne, son activité illégale de propagande fut bientôt stoppée ; elle fut arrêtée le 4 mars 1906 et incarcérée à Varsovie. Mais sa mauvaise santé lui permit d'être libérée sous caution et, citoyenne allemande, elle put quitter la Pologne le 31 juillet suivant. Elle se rendit en Finlande à Knokkala : c'est là qu'en quelques semaines elle écrivit Grève de masse, Parti et Syndicat.

La brochure était écrite à l'intention du parti allemand et devait paraître avant le congrès de Mannheim en septembre 1906. Rosa Luxemburg tirait les leçons des événements russes pour la classe ouvrière allemande. Elle entendait se démarquer des analyses très superficielles faites dans la presse socialiste allemande (en particulier dans le Vorwärts) où l'enthousiasme soulevé par la Révolution russe s'accompagnait de considérations sur le caractère spécifiquement russe des événements : le SPD avait conscience, étant par le nombre, la force et l'organisation le premier parti socialiste européen, de n'avoir à recevoir de leçons de personne.

Or, pour Rosa Luxemburg, les leçons à tirer de la Révolution sont nombreuses. Et d'abord les masses ont expérimenté une arme nouvelle qui a démontré son efficacité : la grève de masse.

Certes, les discussions sur la grève de masse politique n'étaient nouvelles ni en Allemagne ni dans l'Internationale. Tout d'abord, il faut remarquer

que l'on a employé ce terme pour prendre des distances à l'égard du concept anarchiste de la grève générale. Rosa Luxemburg s'en explique au début de sa brochure à propos des attaques d'Engels contre le bakounisme. Les idées anarchistes, moins répandues dans le parti allemand que dans les partis des pays latins, avaient été défendues par le groupe des "jeunes" (devenus plus tard les "indépendants"). Sous l'influence d'Engels et de Wilhelm Liebknecht ils avaient été rapidement réduits au silence. La lutte contre le révisionnisme avait pris la relève de la lutte contre l'anarchisme.

Dès 1893, au Congrès international de Zurich, Kautsky avait proposé que l'on fit une distinction entre la grève générale anarchiste et la grève de masse à caractère politique, recommandant sinon l'emploi, du moins la discussion de cette tactique éventuelle du mouvement ouvrier. Cette idée lui était inspirée par les récents événements de Belgique où le parti socialiste avait obtenu des concessions importantes dans le domaine du suffrage universel, grâce à un mouvement massif de grèves. Dans les pays d'Europe occidentale, ce fut précisément, jusqu'en 1905, à propos du suffrage universel que furent déclenchées les grèves de masse de caractère politique : en Belgique encore, en 1902 – cette fois le mouvement se solda par un échec – en France à Carmaux, pour des élections municipales, en Italie et en Autriche enfin, pour le suffrage universel égalitaire. Si bien que dans les différents partis socialistes l'idée de la grève de masse était liée à l'idée de la conquête ou de la défense du suffrage universel. Le parti allemand était resté extrêmement réservé dans la discussion, craignant une résurgence des idées anarchistes. L'un des premiers, Parvus avait défendu l'idée de la grève de masse politique comme arme possible du prolétariat. En 1902 Rosa Luxemburg avait fait paraître dans la *Neue Zeit* une série d'articles intitulés *Das belgische Experiment* (L'expérience belge) où seule dans le parti allemand elle donnait pour cause principale de la défaite belge l'alliance avec les libéraux. En 1904, au Congrès d'Amsterdam, fut adoptée une résolution admettant la grève de masse comme le dernier recours du prolétariat pour la défense des droits électoraux, comme une arme purement défensive. C'est cette doctrine qui prévalut à l'intérieur du Parti allemand. Personne n'imaginait une grève de masse offensive et révolutionnaire jusqu'au moment où les événements russes vinrent renverser toutes les conceptions reçues.

Ce sont ces conceptions reçues que Rosa Luxemburg veut ébranler par son analyse de la Révolution russe. Son livre, s'adressant au parti allemand, ne tire des événements que les leçons qui peuvent s'appliquer directement au mouvement ouvrier allemand : c'est ainsi qu'elle laisse de côté tout ce qui touche à l'insurrection armée (problème qu'elle avait traité dans ses écrits polonais). Elle propose non pas un modèle de révolution mais l'emploi tactique d'une arme révolutionnaire qui a fait ses preuves.

Ce qui a frappé non seulement ses contemporains, mais la postérité, c'est un certain nombre d'idées nouvelles contenues dans son livre.

Soulignons d'abord l'importance accordée au fait que des masses jusqu'alors inorganisées se joignent à un mouvement révolutionnaire et en assurent le succès.

Contrairement à l'idée adoptée en Allemagne où l'on accordait une importance de plus en plus considérable à l'organisation et à la discipline du Parti, Rosa Luxemburg montre qu'en Russie ce n'est pas l'organisation qui a créé la Révolution, mais la Révolution qui a produit l'organisation en de nombreux endroits : en pleine bataille de rues se créaient des syndicats et tout un réseau d'organisations ouvrières. Loin de penser avec les syndicalistes allemands que pour entreprendre une action révolutionnaire de masse il fallait attendre que la classe ouvrière fût, sinon entièrement, du moins assez puissamment organisée, elle estime au contraire que c'est d'une action spontanée de la masse que naît l'organisation. Il a été beaucoup écrit à propos de l'idée luxemburgienne de la spontanéité et il a surgi un certain nombre de malentendus. Rosa Luxemburg part il est vrai du postulat implicite que les masses prolétariennes sont spontanément révolutionnaires et qu'il suffit d'un incident mineur pour déclencher une action révolutionnaire d'envergure. Cette thèse sous-tend tout son livre. Mais son optimisme ne s'accompagne pas a priori d'une méfiance quant au rôle du Parti dans la Révolution ; du moins dans cet écrit et à cette date Rosa Luxemburg n'oppose pas la masse révolutionnaire au Parti ; ses attaques sont dirigées non contre le Parti allemand mais contre les syndicats, dont elle juge l'influence néfaste et le rôle le plus souvent démobilisateur.

Quant au Parti, sa fonction doit consister non pas à déclencher l'action révolutionnaire : ceci est une thèse commune, écrit-elle, à Bernstein et aux anarchistes – qu'ils se fassent les champions ou les détracteurs de la grève de masse. On ne décide pas par une résolution de Congrès la grève de masse à tel jour, à telle heure. De même on ne décrète pas artificiellement que la grève sera limitée à tel objectif, par exemple la défense des droits parlementaires : cette conception est dérisoire et sans cesse démentie par les faits. Le Parti doit – si l'on ose employer ce terme – coller au mouvement de masse ; une fois la grève spontanément déclenchée il a pour tâche de lui donner un contenu politique et des mots d'ordre justes. S'il n'en a pas l'initiative, il en a la direction et l'orientation politique. C'est seulement ainsi qu'il empêchera l'action de se perdre ou de refluer dans le chaos.

2° Une autre idée originale qui parcourt l'ouvrage, c'est celle d'un lien vivant et dialectique entre la grève économique et la grève politique. Dans une période révolutionnaire, il est impossible de tracer une frontière rigide entre les grèves revendicatives et les grèves purement politiques : tantôt les grèves économiques prennent un certain moment une dimension politique, tantôt c'est une grève politique puissante qui se disperse en une infinité de mouvements revendicatifs partiels. Elle va plus loin : la révolution, c'est précisément la synthèse vivante des luttes politiques et des luttes revendicatives. Loin d'imaginer

la révolution sous la forme d'un acte unique et bref, d'une sorte de putsch de caractère blanquiste, Rosa Luxemburg pense que le processus révolutionnaire est un mouvement continu caractérisé précisément par une série d'actions à la fois politiques et économiques. C'est pourquoi elle pose en termes absolument nouveaux la question du succès ou de l'échec de la révolution : si la révolution n'est pas un acte unique, mais une série d'actions s'étendant sur une période plus ou moins longue, un échec momentané ne met pas tout le mouvement en cause. Bien plus, de son point de vue, la révolution ne se produit jamais prématurément : ce n'est qu'après un certain nombre de victoires et de reculs que le prolétariat s'emparera du pouvoir politique et le conservera.

Certes l'on peut objecter que Rosa Luxemburg écrivit son livre à l'apogée du mouvement révolutionnaire russe et que son optimisme a été démenti par les faits ultérieurs. Cependant il reste l'idée importante que c'est l'action révolutionnaire elle-même qui est la meilleure école du prolétariat. Ce n'est pas la théorie ni l'organisation classique qui forment et éduquent le milieu et la classe ouvrière, c'est la lutte. Dans la lutte seule le prolétariat prendra conscience de ses problèmes et de sa force.

Rosa Luxemburg conclut par ce qui peut sembler un paradoxe : ce n'est pas la révolution qui crée la grève de masse, mais la grève de masse qui produit la révolution. Mieux : révolution et grève de masse sont identiques.

Quelques mots sur l'édition de ces textes : nous avons traduit d'après la deuxième édition des deux écrits, éditions revues par Rosa Luxemburg elle-même. Elle avait jugé anachroniques certains points de vue exprimés dans l'une et l'autre brochure. Nous n'avons donné en note qu'un seul passage de la première édition qui nous paraissait particulièrement significatif.

Irène PETIT

Préface

Le titre de cet ouvrage peut surprendre au premier abord. Réforme sociale ou révolution ? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

Ces deux éléments du mouvement ouvrier, nous les trouvons opposés pour la première fois dans les thèses d'Edouard Bernstein, telles qu'elles sont exposées dans ses articles sur les "Problèmes du socialisme", parus dans la *Neue Zeit* en 1897-1898, ou encore dans son ouvrage intitulé : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*². Sa théorie tout entière tend pratiquement à une seule chose : à nous faire abandonner le but final de la social-démocratie, la révolution sociale, et à faire inversement de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but ultime. Bernstein lui-même a formulé ses opinions de la façon la plus nette et la plus caractéristique, écrivant : "Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout".

Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe *contre* ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être.

Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu – et chacun, dans le parti, doit en être conscient – c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence tout entière du mouvement socialiste.

Or, il est doublement important pour les travailleurs d'en avoir conscience parce que c'est d'eux, très précisément, qu'il s'agit et de leur influence dans le mouvement, parce que c'est leur propre peau qu'on veut vendre ici. Le

² Paru en français sous le titre : Socialisme théorique et social-démocratie pratique, Paris, Stock 3^e éd. 1912. (NdT).

courant opportuniste à l'intérieur du parti, qui a trouvé, grâce à Bernstein, sa formulation théorique, n'est rien d'autre qu'une tentative inconsciente d'assurer la prédominance aux éléments petits-bourgeois venus au parti, et d'infléchir la pratique, de transformer les objectifs du parti dans leur esprit.

L'alternative : réforme sociale ou révolution, but final ou mouvement, est, sous une autre face, l'alternative du caractère petit-bourgeois ou prolétarien du mouvement ouvrier.

ROSA LUXEMBURG

Première partie

1. La méthode opportuniste

S'il est vrai que les théories sont les images des phénomènes du monde extérieur reflétées dans le cerveau humain, il faut ajouter, en ce qui concerne les thèses de Bernstein, que ce sont des images renversées. La thèse de l'instauration du socialisme par le moyen de réformes sociales, après l'abandon définitif des réformes en Allemagne ! La thèse d'un contrôle des syndicats sur la production – après la défaite des constructeurs de machines anglais ! La thèse d'une majorité parlementaire socialiste – après la révision de la constitution saxonne et les attentats contre le suffrage universel au Reichstag³ ! Cependant, l'essentiel de la théorie de Bernstein n'est pas sa conception des tâches pratiques de la social-démocratie ; ce qui compte, c'est la tendance objective de l'évolution de la société capitaliste et qui va de pair avec cette conception. D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste 1° dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ; 2° dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ; 3° enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives.

Bernstein lui-même ne voit rien de nouveau dans ces thèses. Il pense tout au contraire qu'elles sont conformes aussi bien à certaines déclarations de Marx et d'Engels qu'à l'orientation générale prise jusqu'à présent par la social-démocratie.

³ Chaque État (Land) de l'Empire allemand avait sa constitution et son Parlement (Landtag). Après l'expansion considérable du mouvement socialiste, dès l'abolition de la loi d'exception, la Saxe avait instauré un système électoral analogue à celui existant en Prusse et fondé sur les catégories de revenus (Dreiklassenwahl). (NdT)

Il est cependant incontestable que la théorie de Bernstein est en contradiction absolue avec les principes du socialisme scientifique. Si le révisionnisme consistait seulement à prédire une évolution du capitalisme beaucoup plus lente que l'on a coutume de se la figurer, on pourrait seulement en déduire un ajournement de la conquête du pouvoir par le prolétariat ; dans la pratique, il en résulterait simplement un ralentissement de la lutte.

Mais il ne s'agit pas de cela. Ce que Bernstein remet en cause, ce n'est pas la rapidité de l'évolution, mais l'évolution elle-même de la société capitaliste et de ce fait même le passage au socialisme. Dans la thèse socialiste affirmant que le point de départ de la révolution socialiste serait une crise générale et catastrophique, il faut à notre avis distinguer deux choses : l'idée fondamentale qu'elle contient et sa forme extérieure.

L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme : 1° sur l'*anarchie* croissante de l'économie capitaliste qui en entraînera fatalement l'effondrement ; 2° sur la *socialisation* croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ; 3° enfin sur l'*organisation* et la *conscience de classe* croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente.

Bernstein élimine le premier de ces fondements du socialisme scientifique : il prétend que l'évolution du capitalisme ne s'oriente pas dans le sens d'un effondrement économique général. De ce fait, ce n'est pas une forme déterminée de l'écroulement du capitalisme qu'il rejette, mais cet écroulement lui-même. Il écrit textuellement : "On pourrait objecter que lorsqu'on parle de l'écroulement de la société actuelle, on a autre chose en vue qu'une crise commerciale générale et plus forte que les autres, à savoir un écroulement complet du système capitaliste par suite de ses propres contradictions."

Il réfute cette objection en ces termes : "Un écroulement complet et à peu près général du système de production actuel est, du fait du développement croissant de la société, non pas plus probable, mais plus improbable, parce que celui-ci accroît d'une part, la capacité d'adaptation, et d'autre part – ou plutôt simultanément – la différenciation de l'industrie." (*Neue Zeit*, 1897-1898, V, 18, p. 555).

Mais alors une grande question se pose : atteindrons-nous le but final où tendent nos aspirations et, si oui, pourquoi et comment ? Pour le socialisme scientifique la nécessité historique de la révolution socialiste est surtout dé-

montrée par l'anarchie croissante du système capitaliste qui enferme celui-ci dans une impasse. Mais si l'on admet l'hypothèse de Bernstein : l'évolution du capitalisme ne s'oriente pas dans le sens de l'effondrement – alors le socialisme cesse d'être une *nécessité objective*. Il ne reste plus, des fondements scientifiques du socialisme, que les deux autres données du système capitaliste : la socialisation du processus de production et la conscience de classe du prolétariat. C'est bien, en effet, ce à quoi Bernstein faisait allusion dans le passage suivant : “[Refuser l'effondrement de la thèse du capitalisme] n'affaiblit aucunement la force de conviction de la pensée socialiste. Car en examinant de plus près tous les facteurs d'élimination ou de modification des anciennes crises, nous constatons qu'ils sont tout simplement les prémisses ou même les germes de la socialisation de la production et de l'échange” (*Neue Zeit*, 1897-1898, V, n° 18, page 554).

Il suffit d'un coup d'œil pour apercevoir l'inexactitude de ces conclusions. Les phénomènes désignés par Bernstein comme étant les signes de l'adaptation du capitalisme : les cartels, le crédit, les moyens de communication perfectionnés, l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière, signifient simplement ceci : ils abolissent, ou du moins atténuent, les contradictions internes de l'économie capitaliste, les empêchent de se développer et de s'exaspérer. Ainsi la disparition des crises signifie l'abolition de l'antagonisme entre la production et l'échange sur une base capitaliste ; ainsi l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière soit comme telle, soit dans la mesure où une partie des ouvriers passe à la classe moyenne, signifie l'atténuation de l'antagonisme entre le capital et le travail. Si les cartels, le système du crédit, les syndicats, etc., abolissent les contradictions capitalistes, sauvant ainsi le système capitaliste de la catastrophe (c'est pourquoi Bernstein les appelle les “facteurs d'adaptation”) comment peuvent-ils en même temps constituer les “prémisses ou même les germes” du socialisme ? Il faut sans doute comprendre qu'ils font ressortir plus nettement le caractère social de la production. Mais en conservant la forme capitaliste ils rendent superflu le passage de cette production socialisée à la production socialiste. Aussi peuvent-ils être des prémisses et des germes du socialisme au sens théorique et non pas au sens historique du terme, phénomènes dont nous savons, par notre conception du socialisme, qu'ils sont apparentés avec lui mais ne suffisent pas à l'instaurer et moins encore à le rendre superflu. Il ne reste donc plus, comme fondement du socialisme, que la conscience de classe du prolétariat. Mais même celle-ci ne reflète plus sur le plan intellectuel les contradictions internes toujours plus flagrantes du capitalisme ou l'imminence de son effondrement, puisque les “facteurs d'adaptation” empêchent celui-ci de se produire ; elle se réduit donc à un idéal, dont la force de conviction ne repose plus que sur les perfections qu'on lui attribue.

En un mot, cette théorie fait reposer le socialisme sur la “connaissance pure” autrement dit en termes clairs, il s’agit d’un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s’appuie plus sur le développement matériel de la société. La théorie révisionniste est confrontée à une alternative : ou bien la transformation socialiste de la société est la conséquence, comme auparavant, des contradictions internes du système capitaliste, et alors l’évolution du système inclut aussi le développement de ses contradictions, aboutissant nécessairement un jour ou l’autre à un effondrement sous une forme ou sous une autre ; en ce cas, même les “facteurs d’adaptation” sont inefficaces, et la théorie de la catastrophe est juste. Ou bien les “facteurs d’adaptation” sont capables de prévenir réellement l’effondrement du système capitaliste et d’en assurer la survie, donc d’abolir ces contradictions, en ce cas, le socialisme cesse d’être une nécessité historique ; il est alors tout ce que l’on veut sauf le résultat du développement matériel de la société. Ce dilemme engendre un autre : ou bien le révisionnisme a raison quant au sens de l’évolution du capitalisme – en ce cas la transformation socialiste de la société est une utopie ; ou bien le socialisme n’est pas une utopie, et en ce cas la théorie des “facteurs d’adaptation” ne tient pas.

That is the question : c’est là toute la question.

2. *L’adaptation du capitalisme*

Les moyens d’adaptation les plus efficaces de l’économie capitaliste sont l’institution du crédit, l’amélioration des moyens de communication, et les organisations patronales.

Commençons par le crédit. De ses multiples fonctions dans l’économie capitaliste, la plus importante consiste à accroître la capacité d’extension de la production et à faciliter l’échange. Au cas où la tendance interne de la production capitaliste à un accroissement illimité se heurte aux limites de la propriété privée, aux dimensions restreintes du capital privé, le crédit apparaît comme le moyen de surmonter ces limites dans le cadre du capitalisme ; il intervient pour concentrer un grand nombre de capitaux privés en un seul – c’est le système des sociétés par actions – et pour assurer aux capitalistes la disposition de capitaux étrangers – c’est le système du crédit industriel. Par ailleurs, le crédit commercial accélère l’échange des marchandises, donc le reflux du capital dans le circuit de la production. On se rend aisément compte de l’influence qu’exercent ces deux fonctions essentielles du crédit sur la formation des crises. On sait que les crises résultent de la contradiction entre la capacité d’extension, la tendance à l’expansion de la production d’une part, et la capacité de consommation restreinte du marché d’autre part ; en ce sens le crédit est précisément, nous l’avons vu plus haut, le moyen spécifique de faire éclater cette contradiction aussi souvent que possible. Tout d’abord, il augmente la ca-

pacité d'extension de la production dans des proportions gigantesques ; il est la force motrice interne qui la pousse à dépasser constamment les limites du marché. Mais il frappe de deux côtés. En sa qualité de facteur de la production, il a contribué à provoquer la surproduction ; en sa qualité de facteur d'échange il ne fait, pendant la crise, qu'aider à la destruction radicale des forces productives qu'il a lui-même mises en marche. Dès les premiers symptômes d'engorgement du marché, le crédit fond ; il abandonne la fonction de l'échange précisément au moment où celui-ci serait indispensable ; il révèle son inefficacité et son inutilité quand il existe encore, et contribue au cours de la crise à réduire au minimum la capacité de consommation du marché. Nous avons cité les deux effets principaux du crédit ; il agit encore diversement sur la formation des crises. Non seulement il offre au capitaliste la possibilité de recourir aux capitaux étrangers, mais encore il l'encourage à faire un usage hardi et sans scrupules de la propriété d'autrui, autrement dit il l'incite à des spéculations hasardeuses. Ainsi, en qualité de facteur secret d'échange de marchandises, non seulement il aggrave la crise, mais encore il facilite son apparition et son extension, en faisant de l'échange un mécanisme extrêmement complexe et artificiel, ayant pour base réelle un minimum d'argent métallique ; de ce fait, il provoque, à la moindre occasion, des troubles dans ce mécanisme. Ainsi le crédit, loin de contribuer à abolir ou même à atténuer les crises, en est au contraire un agent puissant. Il ne peut d'ailleurs en être autrement. La fonction spécifique du crédit consiste – très généralement parlant – à corriger tout ce que le système capitaliste peut avoir de rigidité en y introduisant toute l'élasticité possible, à rendre toutes les forces capitalistes extensibles, relatives et sensibles. Il ne fait évidemment ainsi que faciliter et qu'exaspérer les crises, celles-ci étant définies comme le heurt périodique entre les forces contradictoires de l'économie capitaliste.

Ceci nous amène à une autre question : comment le crédit peut-il apparaître comme un "facteur d'adaptation" du capitalisme ? Sous quelque forme qu'on s'imagine cette adaptation, sa fonction ne pourrait consister qu'à réduire un antagonisme quelconque du capitalisme, à en résoudre ou en atténuer une contradiction en débloquent des forces grippées à tel ou tel point du mécanisme. Or, s'il existe un moyen d'exaspérer au plus haut point les contradictions de l'économie capitaliste actuelle, c'est bien le crédit. Il aggrave la contradiction entre le mode de production et le mode d'échange en favorisant au maximum la tendance à l'expansion de la production, tout en paralysant l'échange à la moindre occasion. Il aggrave la contradiction entre le mode de production et le mode d'appropriation en séparant la production de la propriété, en transformant le capital en capital social ; mais par ailleurs en donnant à une partie du profit la forme d'intérêt du capital, donc en le réduisant à être un simple titre de propriété. Il aggrave la contradiction entre les rapports de propriété et les rapports de production, en expropriant un grand nombre de petits capitalistes et en concentrant entre les mains de quelques-uns des forces pro-

ductives considérables. Il aggrave la contradiction entre le *caractère social* de la production et le *caractère privé* de la propriété capitaliste en rendant nécessaire l'intervention de l'État dans la production (création de sociétés par actions).

En un mot, le crédit ne fait que reproduire les contradictions cardinales du capitalisme, il les exaspère, il accélère l'évolution qui en précipitera l'anéantissement, l'effondrement. Le premier moyen d'adaptation du capitalisme quant au crédit devait être la suppression du crédit, l'abolition de ses effets. Tel qu'il est, celui-ci ne constitue nullement un moyen d'adaptation, mais un facteur de destruction à l'effet profondément révolutionnaire. Ce caractère révolutionnaire qui conduit le crédit à dépasser le capitalisme n'a-t-il pas été jusqu'à inspirer des plans de réforme d'esprit plus ou moins socialiste ? Il n'est qu'à voir ce grand représentant du crédit qu'est en France un Isaac Péreire et que ces plans de réforme font apparaître, selon Marx, à moitié comme un prophète et à moitié comme une canaille.

Tout aussi fragile apparaît, quand on l'examine de plus près, le deuxième facteur d'adaptation de la production – les organisations patronales. D'après la théorie de Bernstein, elles doivent, en réglementant la production, mettre fin à l'anarchie et prévenir l'apparition des crises. Sans doute le développement des cartels et des trusts est-il un phénomène dont on n'a pas encore étudié toutes les diverses conséquences économiques. Il constitue un problème qu'on ne peut résoudre qu'à l'aide de la doctrine marxiste. En tout cas une chose est certaine : les associations patronales ne réussiraient à endiguer l'anarchie capitaliste que dans la mesure où les cartels, les trusts, etc., deviendraient, au moins approximativement, une forme de production généralisée ou dominante. Or la nature même des cartels l'interdit. Le but économique final et l'action des organisations consistent, en excluant la concurrence à l'intérieur d'une branche de la production, à influencer sur la répartition de la masse du profit réalisée sur le marché de manière à augmenter la part de cette branche d'industrie. L'organisation ne peut augmenter le taux de profit dans une branche d'industrie qu'aux dépens des autres, c'est précisément pourquoi elle ne peut être généralisée. Étendue à toutes les branches d'industrie importantes, elle annule elle-même son effet.

Mais même dans les limites de leur application pratique les associations patronales sont bien loin de supprimer l'anarchie, au contraire. Les cartels n'obtiennent ordinairement cette augmentation du profit sur le marché intérieur qu'en faisant rapporter pour l'étranger à un taux de profit bien inférieur la part du capital excédentaire qu'ils ne peuvent utiliser pour les besoins intérieurs, c'est-à-dire en vendant leurs marchandises à l'étranger à meilleur marché qu'à l'intérieur du pays. Il en résulte une aggravation de la concurrence à l'étranger, un renforcement de l'anarchie sur le marché mondial, c'est-à-dire précisément

le contraire de ce que l'on se proposait d'obtenir. C'est ce que prouve, entre autres, l'histoire de l'industrie mondiale du sucre.

Enfin, et plus généralement en leur qualité de phénomènes liés au mode de production capitaliste, les associations patronales ne peuvent être considérées que comme un stade provisoire, comme une phase déterminée du développement capitaliste. En effet, les cartels ne sont rien d'autre au fond qu'un palliatif à la baisse fatale du taux de profit dans certaines branches de production. Quelles méthodes utilisent les cartels à cet effet ? Il ne s'agit au fond que de la mise en jachère d'une partie du capital accumulé, c'est-à-dire de la même méthode employée sous une autre forme dans les crises. Or, du remède à la maladie il n'y a qu'une différence de degré, et le remède ne peut passer pour un moindre mal que pendant un certain temps. Le jour où les débouchés viendront à diminuer, le marché mondial étant développé au maximum et épuisé par la concurrence des pays capitalistes, – et l'on ne peut nier que ce mouvement arrivera tôt ou tard – alors la mise en jachère partielle et forcée du capital prendra des dimensions considérables : le remède deviendra le mal même et le capital fortement socialisé par l'organisation et la concentration se transformera de nouveau en capital privé. En présence de difficultés accrues pour se faire une place sur le marché, chaque portion privée du capital préférera tenter seule sa chance. À ce moment-là, les organisations crèveront comme des bulles de savon, laissant la place à une concurrence aggravée⁴.

Dans l'ensemble les cartels, tout comme le crédit, apparaissent donc comme des phases déterminées du développement qui ne font, en dernière analyse, qu'accroître encore l'anarchie du monde capitaliste, manifestant en eux-mêmes et portant à maturité toutes ses contradictions internes. Ils aggravent l'antagonisme existant entre le mode de production et le mode d'échange en exaspérant la lutte entre les producteurs et les consommateurs ; nous en voyons un exemple aux États-Unis d'Amérique. Ils aggravent en outre la contradiction

⁴ Dans une note au livre III du Capital, F. Engels écrit en 1894 : "Depuis que les lignes ci-dessus ont été écrites (1865) la concurrence a considérablement augmenté sur le marché mondial, grâce au développement rapide de l'industrie dans tous les pays civilisés, particulièrement en Amérique et en Allemagne. La constatation que l'accroissement rapide et gigantesque des forces productives modernes dépasse chaque jour de plus en plus les lois de l'échange capitaliste des marchandises, dans le cadre duquel ces forces doivent se mouvoir, cette constatation s'impose à l'heure actuelle avec une évidence sans cesse croissante même à la conscience des capitalistes. Cette constatation se montre notamment dans deux symptômes. D'abord, dans la nouvelle manie protectionniste devenue générale et qui diffère de l'ancien système protectionniste surtout en ce qu'elle protège particulièrement les articles les plus aptes à l'exportation. Ensuite dans les trusts par lesquels les fabricants de grandes sphères entières de production réglementent la production et, par suite, les prix et les profits. Il va de soi que ces expériences ne sont possibles que si la situation économique est relativement favorable. La première perturbation les réduira à néant et démontrera que, bien que la production ait besoin d'être réglementée, ce n'est assurément pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire. En attendant, ces trusts ou cartels n'ont qu'un seul but : prendre toutes les mesures pour que les petits soient mangés par les gros plus rapidement encore que par le passé". (Capital, III, tome IX, p. 204-205, traduction Molitor, éd. Costes).

entre le mode de production et le mode d'appropriation en opposant à la classe ouvrière, de la manière la plus brutale, la force supérieure du capital organisé, exaspérant ainsi à l'extrême l'antagonisme entre le capital et le travail. Enfin ils aggravent la contradiction entre le caractère international de l'économie capitaliste mondiale et le caractère national de l'État capitaliste, parce qu'ils s'accompagnent toujours d'une guerre douanière générale ; ils exaspèrent ainsi les antagonismes entre les différents États capitalistes. À cela il faut ajouter l'influence révolutionnaire exercée par les cartels sur la concentration de la production, son perfectionnement technique, etc.

Ainsi, quant à l'action exercée sur l'économie capitaliste, les cartels et les trusts n'apparaissent pas comme un "facteur d'adaptation" propre à en atténuer les contradictions, mais bien plutôt comme l'un des moyens qu'elle invente elle-même pour aggraver sa propre anarchie, développer ses contradictions internes, accélérer sa propre ruine.

Cependant, si le système du crédit, si les cartels, etc., n'éliminent pas l'anarchie du monde capitaliste, comment se fait-il que pendant deux décennies, depuis 1873, nous n'ayons eu aucune grande crise commerciale ? N'est-ce pas là un signe que le mode de production capitaliste s'est – au moins dans ses grandes lignes – "adapté" aux besoins de la société, contrairement à l'analyse faite par Marx ? La réponse ne s'est pas fait attendre. À peine Bernstein avait-il relégué en 1898 la théorie sur les crises de Marx⁵ parmi les vieilles lunes qu'une violente crise générale éclata en 1900 ; sept ans plus tard une crise nouvelle éclatait aux États-Unis, gagnant tout le marché mondial. Ainsi la théorie de l' "adaptation" du capitalisme fut démentie par des faits éloquentes. Ce démenti même démontrait que ceux qui abandonnaient la théorie sur les crises de Marx⁶ pour la seule raison qu'aucune crise n'avait éclaté au "terme" prévu par l'échéance avaient confondu l'essence de cette théorie avec un de ses aspects extérieurs secondaires : le cycle de dix ans. Or la formule d'une période décennale accomplissant tout le cycle de l'industrie capitaliste était chez Marx et Engels dans les années 60 et 70 une simple constatation des faits : ces faits ne correspondaient pas à une loi naturelle, mais à une série de circonstances historiques déterminées ; ils étaient liés à l'extension par bonds de la sphère d'influence du jeune capitalisme.

⁵ Dans la traduction originale d'I. Petit, le terme « marxien » était parfois utilisé. On sait qu'il a en français une signification politique marquée. Il n'est pas certain que R. Luxemburg eut voulu utiliser un tel terme qui ne l'est pas dans l'original allemand. Nous l'avons donc systématiquement remplacé.

Ainsi, nous avons remplacé « la théorie marxienne des crises » par « la théorie sur les crises de Marx ». (MIA)

⁶ *Id.*

La crise de 1825 fut en effet le résultat des grands investissements de capitaux dans la construction des routes, des canaux et des usines à gaz qui furent accomplis au cours de la décennie précédente et notamment en Angleterre où éclata la crise. De même la crise suivante, de 1836 à 1839, fut la conséquence de placements formidables dans la construction des moyens de transport. La crise de 1847 fut provoquée, on le sait, par l'essor fiévreux de la construction des chemins de fer anglais (de 1844 à 1847, c'est-à-dire en trois ans seulement, le Parlement anglais accorda des concessions de lignes de chemins de fer pour une valeur d'environ 1,5 milliard de thalers). Dans ces trois cas ce sont par conséquent différentes formes d'expansion nouvelle de l'économie grâce au capitalisme, de la création de nouvelles bases du développement capitaliste qui sont à l'origine des crises. En 1857 on assiste d'abord à l'ouverture brusque de nouveaux débouchés à l'industrie européenne en Amérique et en Australie, à la suite de la découverte des mines d'or : puis ce fut, en France notamment, à la suite des exemples anglais, la construction de nombreuses lignes de chemins de fer (de 1852 à 1856 on construisit en France pour 1 250 000 francs de nouvelles lignes de chemins de fer). Enfin la grande crise de 1873 fut, comme on sait, une conséquence directe de la création et de l'expansion brutale de la grande industrie en Allemagne et en Autriche, qui suivirent les événements politiques de 1866 et 1871.

Ce fut par conséquent chaque fois l'expansion brusque de l'économie capitaliste et non le rétrécissement de son champ ni son épuisement qui fut à l'origine des crises commerciales. La périodicité décennale de ces crises internationales est un fait purement extérieur, un hasard. Le schéma marxiste de la formation des crises tel qu'Engels et Marx l'ont exposé le premier dans l'*Anti-Dühring*, le second dans le livre I et le livre III du *Capital*, ne s'applique d'une façon juste à ces crises que dans la mesure où il découvre leur mécanisme interne et leurs causes générales profondes ; peu importe que ces crises se répètent tous les dix ou tous les cinq ans, ou encore alternativement tous les vingt ou tous les huit ans. Mais ce qui démontre le mieux l'inexactitude de la théorie bersteinienne, c'est le fait que ce sont précisément les pays où les fameux "facteurs d'adaptation" capitalistes : le crédit, les moyens d'information, et les trusts sont le plus développés, qui ont ressenti avec le plus de violence les effets de la crise de 1907-1908.

L'idée que la production capitaliste pourrait "s'adapter" à l'échange implique de deux choses l'une : ou bien que le marché mondial s'accroît sans limites, à l'infini, ou bien au contraire qu'il y a un frein au développement des forces productives afin que celles-ci ne débordent pas les limites du marché. La première hypothèse se heurte à une impossibilité matérielle ; à la seconde s'opposent les progrès constants de la technique dans tous les domaines de la production, suscitant tous les jours de nouvelles forces productives.

Reste un phénomène qui, d'après Bernstein, contredirait la tendance ci-dessus indiquée du développement capitaliste : c'est la "phalange inébranlable" des entreprises moyennes. Il voit dans leur existence un signe que le développement de la grande industrie n'a pas une influence aussi révolutionnaire du point de vue de la concentration des entreprises que ne le croient les tenants de la "théorie de la catastrophe". Mais il est ici encore victime d'un malentendu qu'il a lui-même créé. Cela serait en effet mal comprendre le développement de la grande industrie que de s'imaginer qu'il entraîne nécessairement la disparition progressive des entreprises moyennes.

Dans le cours général du développement capitaliste, les petits capitaux jouent, d'après la théorie marxiste, le rôle de pionniers de la révolution technique et ceci à un double titre : d'abord, en ce qui concerne les méthodes nouvelles de production dans les anciennes branches fortement enracinées, ensuite dans la création de nouvelles branches de production non encore exploitées par les gros capitaux. On aurait donc tort de se figurer l'histoire des entreprises moyennes comme une ligne droite descendante qui irait du déclin progressif jusqu'à la disparition totale. L'évolution réelle est ici encore dialectique ; elle oscille sans cesse entre des contradictions. Les classes moyennes capitalistes se trouvent tout comme la classe ouvrière sous l'influence de deux tendances antagonistes, l'une ascendante, l'autre descendante. La tendance descendante est la croissance continue de l'échelle de la production qui déborde périodiquement le cadre des capitaux moyens, les écartant régulièrement du champ de la concurrence mondiale. La tendance ascendante est constituée par la dépréciation périodique du capital existant qui fait baisser pour un certain temps l'échelle de la production selon la valeur du capital minimum nécessaire, ainsi que la pénétration de la production capitaliste dans les sphères nouvelles. Il ne faut pas regarder la lutte des entreprises moyennes contre le grand capital comme une bataille en règle où la partie la plus faible verrait de plus en plus diminuer et fondre ses troupes en nombre absolu ; c'est plutôt comme si de petits capitaux étaient périodiquement fauchés pour s'empressement de repousser afin d'être fauchés à nouveau par la grande industrie. Des deux tendances qui se disputent le sort des classes moyennes capitalistes, c'est finalement la tendance descendante qui l'emporte. L'évolution est ici inverse de celle de la classe ouvrière. Cela ne se manifeste pas nécessairement dans une diminution numérique absolue des entreprises moyennes ; il peut y avoir 1° une augmentation progressive du capital minimum nécessaire au fonctionnement des entreprises dans les anciennes branches de la production ; 2° une diminution constante de l'intervalle de temps pendant lequel les petits capitaux conservent l'exploitation des nouvelles branches de la production. Il en résulte pour le petit capital individuel une durée d'existence de plus en plus brève et un changement de plus en plus rapide des méthodes de production ainsi que de la nature des investissements. Pour la classe moyenne dans son ensemble il en résulte une accélération du métabolisme social.

Bernstein le sait parfaitement bien et il le constate d'ailleurs lui-même. Mais ce qu'il semble oublier, c'est que c'est là la loi même du mouvement des entreprises moyennes capitalistes. Si on admet que les petits capitaux sont les pionniers du progrès technique, qui est lui-même le moteur essentiel de l'économie capitaliste, on doit conclure que les petits capitaux accompagnent nécessairement le développement du capitalisme, car ils font partie intégrante de celui-ci et ne disparaîtront qu'avec lui. La disparition progressive des entreprises moyennes – au sens statistique absolu dont parle Bernstein – signifierait non pas comme le pense ce dernier, la tendance révolutionnaire du développement capitaliste, mais le contraire, c'est-à-dire un arrêt, un assoupissement de ce développement. “Le taux du profit, c'est-à-dire l'accroissement proportionnel du capital, dit Marx, est important avant tout pour tous les nouveaux pla- ceurs de capitaux se groupant indépendamment. Et dès que la formation de capital tomberait exclusivement aux mains d'une poignée de gros capitaux tout formés, le feu vivifiant de la production s'éteindrait – entrerait en somno- lence.” (*Capital*, livre III, ch. 15, 2, tome X, p. 202, traduction Molitor).

3. La réalisation du socialisme par des réformes sociales

Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste. Quelle est donc la voie qui y mène selon les théoriciens de l'“adaptation du capitalisme” ? Bernstein ne fait que de brèves allusions à cette question à laquelle Conrad Schmidt⁷ a essayé de répondre en détail dans l'esprit de Bernstein (voir le *Vorwärts* du 20 février 1898, revue des livres). D'après Conrad Schmidt “la lutte syndicale et la lutte politique pour les ré- formes auraient pour résultat un contrôle social de plus en plus poussé sur les conditions de la production” ; et parviendraient à “restreindre de plus en plus au moyen de la législation les droits du propriétaire du capital en réduisant son rôle à celui d'un simple administrateur” jusqu'au jour où finalement on “enlè- vera au capitaliste à bout de résistance, voyant sa propriété perdre de plus en plus de valeur pour lui, la direction et l'administration de l'exploitation” et où l'on introduira en fin de compte l'exploitation collective.

Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démoc- ratisation politique de l'État, tels sont les moyens de réaliser progressivement le socialisme.

⁷ Conrad Schmidt (mort en 1932), socialiste allemand, économiste. Vers la fin de la période de la loi d'exception, il fit partie du groupe des “Jeunes” (ou aile anarchiste du SPD). Rédacteur du *Vorwärts*, plus tard il passe à la tendance révisionniste et collabore aux *Sozialistische Monatshefte*. (NdT)

Commençons par les syndicats : leur principale fonction – personne ne l’a mieux exposé que Bernstein lui-même en 1891 dans la *Neue Zeit* – consiste à permettre aux ouvriers de réaliser la loi capitaliste des salaires, c’est-à-dire la vente de la force de travail au prix conjoncturel du marché. Les syndicats servent le prolétariat en utilisant dans leur propre intérêt, à chaque instant, ces conjonctures du marché. Mais ces conjonctures elles-mêmes, c’est-à-dire d’une part la demande de force de travail déterminée par l’état de la production, et d’autre part l’offre de force de travail créée par la prolétarianisation des classes moyennes et la reproduction naturelle de la classe ouvrière, enfin le degré de productivité du travail sont situées en dehors de la sphère d’influence des syndicats. Aussi ces éléments ne peuvent-ils pas supprimer la loi des salaires. Ils peuvent, dans le meilleur des cas, maintenir l’exploitation capitaliste à l’intérieur des limites “normales” dictées à chaque instant par la conjoncture, mais ils sont absolument hors d’état de supprimer l’exploitation elle-même, même progressivement.

Conrad Schmidt considère, il est vrai, le syndicalisme actuel comme étant “à un faible stade de début”, il espère que dans l’avenir le “mouvement syndical exercera une influence de plus en plus régulatrice sur la production”. Mais cette influence régulatrice sur la production ne peut s’entendre que de deux manières : il s’agit soit d’intervenir dans le domaine technique du processus de la production, soit de fixer les dimensions de la production elle-même. De quelle nature peut être, dans ces deux domaines, l’influence des syndicats ? Il est évident que, pour ce qui est de la technique de la production, l’intérêt du capitalisme coïncide jusqu’à un certain point avec le progrès et le développement de l’économie capitaliste. C’est la nécessité vitale qui le pousse aux améliorations techniques. Mais la situation de l’ouvrier individuel est absolument inverse : toute transformation technique s’oppose aux intérêts des ouvriers directement concernés et aggrave leur situation immédiate en dépréciant la force de travail, en rendant le travail plus intensif, plus monotone, plus pénible. Dans la mesure où le syndicat peut intervenir dans la technique de la production il ne peut évidemment le faire qu’en ce sens, c’est-à-dire en épousant l’attitude de chaque groupe ouvrier directement intéressé, par conséquent en s’opposant nécessairement aux innovations. En ce cas, on n’agit pas dans l’intérêt de l’ensemble de la classe ouvrière ni de son émancipation, qui coïncide plutôt avec le progrès technique, c’est-à-dire avec l’intérêt de chaque capitaliste, mais tout au contraire dans le sens de la réaction. En effet, de telles interventions dans le domaine technique se rencontrent non dans l’avenir, où les cherche Conrad Schmidt, mais dans le passé du mouvement syndical. Elles sont caractéristiques de la plus ancienne phase du trade-unionisme anglais (jusqu’au milieu des années 1860) où l’on retrouvait des survivances corporatives moyenâgeuses et qui s’inspiraient du principe périmé du “droit acquis à un travail con-

venable”, selon l’expression des Webb dans leur *Théorie et pratique des syndicats anglais* (t. II, p. 100 et suivantes). La tentative des syndicats pour fixer les dimensions de la production et les prix des marchandises est, tout au contraire, un phénomène de date récente. Ce n’est que dans les tout derniers temps que nous le voyons apparaître, encore une fois en Angleterre seulement (*ibid.*, t. II, p. 115 et suiv.). Il est d’inspiration et de tendance analogues aux précédentes. À quoi se réduit en effet la participation active des syndicats à la fixation des dimensions et du coût de la production des marchandises ? À un cartel rassemblant des ouvriers et des entrepreneurs contre le consommateur : ils font usage contre les entrepreneurs concurrents de mesures coercitives qui ne le cèdent en rien aux méthodes de l’association patronale ordinaire. Il ne s’agit plus là d’un conflit entre le travail et le capital mais d’une lutte menée solidairement par le capital et la force de travail contre la société consommatrice. Si nous jugeons sa valeur sociale, c’est une entreprise réactionnaire, elle ne peut constituer un stade de la lutte pour l’émancipation du prolétariat, car elle est tout le contraire d’une lutte de classes ; si nous jugeons sa valeur pratique, c’est une utopie : il suffit d’un coup d’œil pour voir qu’elle ne peut s’étendre à de grandes branches de production travaillant pour le marché mondial.

L’activité des syndicats se réduit donc essentiellement à la lutte pour l’augmentation des salaires et pour la réduction du temps de travail ; elle cherche uniquement à avoir une influence régulatrice sur l’exploitation capitaliste en suivant les fluctuations du marché ; toute intervention sur le processus de production lui reste, par la nature même des choses, interdite. Mais, bien plus, le mouvement syndical se développe dans un sens tout à fait opposé à l’hypothèse de Conrad Schmidt : il tend à couper entièrement le marché du travail de tout contact direct avec le reste du marché. Citons un exemple caractéristique de cette tendance : toute tentative pour relier directement le contrat de travail à la situation générale de la production par le système de l’échelle mobile des salaires est dépassée par l’évolution historique, et les trade-unions s’en écartent de plus en plus (Webb, *ibid.*, p. 115). Mais même à l’intérieur des limites de sa sphère d’influence, le mouvement syndical n’accroît pas indéfiniment son expansion, comme le supposait la théorie de l’adaptation du capitalisme. Bien au contraire. Si l’on examine d’assez longues périodes de développement social, on est obligé de constater que dans l’ensemble nous allons au-devant d’une époque non pas d’expansion triomphante, mais de difficultés croissantes pour le mouvement syndical. Les réformes se heurtent d’ailleurs aux limites des intérêts du capital. Certes, Bernstein et Conrad Schmidt esti-

Sidney WEBB et sa femme Béatrice POTTER-WEBB (1858-1943), économistes anglais. S. Webb fut l’un des fondateurs de la Fabian Society (1889), fonda l’hebdomadaire *The New Statesman* en 1913. Les Webb rédigèrent en commun leurs ouvrages : *The History of Trade-Unionism* (1894), *Industrial Democracy* (1897), etc. (NdT)

ment que le mouvement actuel n'est qu'à un "faible stade de début" ; ils espèrent pour l'avenir des réformes se développant à l'infini pour le plus grand bien de la classe ouvrière. Ils cèdent en cela à la même illusion que lorsqu'ils croient à l'expansion illimitée du syndicalisme. Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra difficile : 1° parce que les conjonctures objectives du marché seront défavorables à la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui ; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires n'est-elle pas, en somme, selon Marx, l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits ? (voir Marx, *Capital*, livre III, chap. XIV, 2, tome X, p. 162). L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade la lutte se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense des droits acquis, et même celle-ci devient de plus en plus difficile. Telle est la tendance générale de l'évolution dont la contre-partie doit être le développement de la lutte de classe politique et sociale.

Conrad Schmidt commet la même erreur de perspective historique en ce qui concerne la réforme sociale : il attend d'elle qu'elle "dicte à la classe capitaliste avec l'aide des coalitions ouvrières syndicales les conditions dans lesquelles celle-ci peut acheter la force de travail". C'est dans le sens de la réforme sociale ainsi comprise que Bernstein appelle la législation ouvrière un morceau de "contrôle social" et comme tel, un morceau de socialisme. De même Conrad Schmidt dit en parlant des lois de protection ouvrière : "contrôle social" ; après avoir transformé ainsi avec bonheur l'État en société, il ajoute, avec une belle confiance : "c'est-à-dire la classe ouvrière ascendante" ; grâce à ce tour de passe-passe les inoffensives mesures de protection du travail décrétées par le Conseil fédéral allemand deviennent des mesures de transition vers le socialisme du prolétariat allemand.

La mystification saute aux yeux. L'État actuel n'est justement pas une "société" dans le sens de "classe ouvrière ascendante", mais le représentant de la société capitaliste, c'est-à-dire un État de classe. C'est pourquoi la réforme qu'il propose n'est pas une application du "contrôle social", c'est-à-dire du contrôle de la société des travailleurs libres sur son propre processus de travail, mais un contrôle de l'organisation de classe de capital sur le processus de production du capital. Les réformes se heurtent d'ailleurs aux limites des intérêts du capital ; certes Bernstein et Conrad Schmidt ne voient dans le courant actuel qu'un "faible stade de début", ils espèrent pour l'avenir des réformes se développant à l'infini, pour le plus grand bien de la classe ouvrière. Ils sont vic-

times de la même illusion que lorsqu'ils cédaient à leur foi en une expansion illimitée du syndicalisme.

La théorie de la réalisation progressive du socialisme au moyen de réformes sociales implique, et c'est là son fondement, un certain développement objectif tant de la propriété capitaliste que de l'État. En ce qui concerne la première, le schéma du développement futur tend, d'après Conrad Schmidt, à "restreindre de plus en plus les droits du propriétaire du capital en réduisant son rôle à celui de simple administrateur". Pour compenser la prétendue impossibilité d'abolir d'un seul coup la propriété des moyens de production, Conrad Schmidt invente une théorie de l'expropriation progressive. Il imagine que le droit de propriété se divise en "droit suprême de propriété" attribué à la "société" et appelé selon lui à s'étendre toujours davantage, et en droit de jouissance qui, dans les mains du capitalisme, se réduirait de plus en plus à la simple gestion de l'entreprise. Or, de deux choses l'une : ou bien cette construction théorique n'est qu'une innocente figure de rhétorique à laquelle il n'attache guère d'importance, et alors la théorie de l'expropriation progressive perd tout fondement. Ou bien elle représente à ses yeux le véritable schéma de l'évolution juridique ; mais alors il se trompe du tout au tout. La décomposition du droit de propriété en diverses compétences juridiques, dont Conrad Schmidt se réclame pour échafauder sa théorie de "l'expropriation progressive" du capital, caractérise la société féodale fondée sur l'économie naturelle : la répartition du produit social entre les différentes classes de la société se faisait en nature et se fondait sur des relations personnelles entre le seigneur féodal et ses sujets. La décomposition de la propriété en divers droits partiels correspondait à l'organisation établie de la répartition de la richesse sociale. En revanche, le passage à la production marchande et la dissolution de tous les liens personnels entre les différents participants au processus de la production renforcent les rapports entre l'homme et la chose, c'est-à-dire la propriété privée. La répartition ne se fondait plus désormais sur des liens personnels, mais s'accomplissait par le moyen de l'échange, les différents droits de participation à la richesse sociale ne se mesurant pas en fractions de droits de propriété d'un objet commun, mais selon la valeur apportée par chacun sur le marché. Aussi bien le premier grand changement introduit dans les rapports juridiques et consécutif à la naissance de la production marchande dans les communes urbaines du Moyen Âge fut-il la création de la propriété privée absolue au sein même des rapports juridiques féodaux, dans un régime de droit de propriété morcelé. Mais dans la production capitaliste cette évolution ne fait que se poursuivre. Plus le processus de production est socialisé, plus la répartition se fonde exclusivement sur l'échange, et plus la propriété privée capitaliste prend un caractère absolu et sacré ; la propriété capitaliste, qui était un droit sur les produits de son propre travail, se transforme de plus en plus en un droit de s'approprier le travail d'autrui. Tant que le capitaliste gère lui-même l'usine, la répartition reste liée, dans une certaine mesure, à une participation personnelle au proces-

sus de la production. Mais dans la mesure où on peut se passer du capitaliste pour diriger l'usine – ce qui est tout à fait le cas dans les sociétés par actions – la propriété du capital en tant que participation à la répartition se détache complètement de toute relation personnelle avec la production, il apparaît alors dans sa forme la plus pure et la plus absolue. C'est dans le capital-action et le capital de crédit industriel que le droit de propriété capitaliste est parvenu à son stade le plus achevé.

Le schéma historique de Conrad Schmidt qui montre le propriétaire passant de la fonction de "propriétaire à celle de simple gestionnaire" ne correspond donc aucunement à la tendance réelle de l'évolution : celle-ci nous le montre au contraire passant du rôle de propriétaire et de gestionnaire au rôle de simple propriétaire.

Il en va de Conrad Schmidt ici comme de Goethe : "ce qu'il possède il le voit comme lointain, ce qui n'est plus devient réalité à ses yeux".

Son schéma historique nous indique une évolution économique qui rétrograderait du stade moderne de la société par actions à celui de la manufacture ou même de l'atelier artisanal ; de même juridiquement il veut ramener le monde capitaliste à son berceau, le monde féodal de l'économie naturelle.

Dans cette perspective le "contrôle social" tel que nous le montre Conrad Schmidt apparaît sous un autre jour. Ce qui joue aujourd'hui le rôle de "contrôle social" – la législation ouvrière, le contrôle des sociétés par actions, etc. – n'a, en fait, rien de commun avec une participation au droit de propriété, avec une "propriété suprême" de la société. Sa fonction n'est pas de limiter la propriété capitaliste, mais au contraire de la protéger. Ou encore – économiquement parlant – il ne constitue pas une atteinte à l'exploitation capitaliste, mais une tentative pour la normaliser. Lorsque Bernstein pose la question de savoir si telle ou telle loi de protection ouvrière contient plus ou moins de socialisme, nous pouvons lui répondre que la meilleure des lois de protection ouvrière contient à peu près autant de socialisme que les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz – qui relèvent aussi du "contrôle social".

4. La politique douanière et le militarisme

La deuxième condition nécessaire à la réalisation progressive du socialisme selon Edouard Bernstein est la transformation graduelle de l'État en société. C'est aujourd'hui un lieu commun que de dire que l'État actuel est un État de classe. Il faut prendre cette affirmation non pas dans un sens absolu et rigide, mais dans un sens dialectique comme tout ce qui a trait à la société capitaliste.

Par la victoire politique de la bourgeoisie, l'État est devenu un État capitaliste. Certes, le développement du capitalisme lui-même modifie profondément le caractère de l'État, élargissant sans cesse la sphère de son action, lui imposant constamment de nouvelles fonctions, notamment dans le domaine de l'économie où il rend de plus en plus nécessaires son intervention et son contrôle. En ce sens il prépare peu à peu la fusion future de l'État et de la société, et, pour ainsi dire, la reprise des fonctions de l'État par la société. Dans cet ordre d'idées on peut parler également d'une transformation progressive de l'État capitaliste en société ; en ce sens il est incontestable, comme Marx le dit, que la législation ouvrière est la première intervention consciente de la "société" dans son processus vital social, phase à laquelle se réfère Bernstein.

Mais d'autre part, ce même développement du capitalisme réalise une autre transformation dans la nature de l'État. L'État actuel est avant tout une organisation de la classe capitaliste dominante. Il assume sans doute des fonctions d'intérêt général dans le sens du développement social ; mais ceci seulement dans la mesure où l'intérêt général et le développement social coïncident avec les intérêts de la classe dominante. La législation de protection ouvrière, par exemple, sert autant l'intérêt immédiat de classe des capitalistes que ceux de la société en général. Mais cette harmonie cesse à un certain stade du développement capitaliste. Quand ce développement a atteint un certain niveau, les intérêts de classe de la bourgeoisie et ceux du progrès économique commencent à se séparer même à l'intérieur du système de l'économie capitaliste. Nous estimons que cette phase a déjà commencé ; en témoignent deux phénomènes extrêmement importants de la vie sociale actuelle : la *politique douanière* d'une part, et le *militarisme* de l'autre. Ces deux phénomènes ont joué dans l'histoire du capitalisme un rôle indispensable et, en ce sens, progressif, révolutionnaire. Sans la protection douanière, le développement de la grande industrie dans les différents pays eût été presque impossible. Mais actuellement la situation est tout autre. La protection douanière ne sert plus à développer les jeunes industries, mais à maintenir artificiellement des formes vieilles de production. Du point de vue du développement capitaliste, c'est-à-dire du point de vue de l'économie mondiale, il importe peu que l'Allemagne exporte plus de marchandises en Angleterre ou que l'Angleterre exporte plus de marchandises en Allemagne. Par conséquent, si l'on considère le développement du capitalisme, la protection douanière a joué le rôle du bon serviteur qui, ayant rempli son office, n'a plus qu'à partir. Il *devrait* même le faire ; étant donné l'état de dépendance réciproque dans lequel se trouvent actuellement les différentes branches d'industrie, les droits de douane sur n'importe quelle marchandise ont nécessairement pour résultat de renchérir la production des autres marchandises à l'intérieur du pays, c'est-à-dire d'entraver à nouveau le développement de l'industrie. Il n'en est pas de même du point de vue des intérêts de la classe capitaliste. L'industrie n'a pas besoin, pour son développement, de la protection douanière, mais les entrepreneurs en ont besoin, eux, pour protéger leurs

débouchés. Cela signifie qu'actuellement les douanes ne servent plus à protéger une production capitaliste en voie de développement contre une autre plus avancée, mais qu'ils favorisent la concurrence d'un groupe national de capitalistes contre un autre groupe national. En outre, les douanes n'ont plus la fonction nécessaire de protection de l'industrie naissante, elles n'aident plus celle-ci à créer et conquérir un marché intérieur ; elles sont des agents indispensables dans la cartellisation de l'industrie, c'est-à-dire dans la lutte des producteurs capitalistes contre la société consommatrice. Enfin, dernier trait spécifique de la politique douanière actuelle : ce n'est pas l'industrie mais l'agriculture qui joue aujourd'hui le rôle prédominant dans la politique douanière, autrement dit le protectionnisme est devenu un moyen d'expression des intérêts féodaux et sert à les maquiller des couleurs du capitalisme.

On assiste à une évolution semblable du militarisme. Si nous considérons l'histoire non telle qu'elle aurait pu ou dû être, mais telle qu'elle s'est produite dans la réalité, nous sommes obligés de constater que la guerre a été un auxiliaire indispensable du développement capitaliste. Aux États-Unis d'Amérique du Nord, en Allemagne, en Italie, dans les États balkaniques, en Russie, et en Pologne, dans tous ces pays le capitalisme dut son premier essor aux guerres, quelle qu'en fût l'issue, victoire ou défaite. Tant qu'il existait des pays dont il fallait détruire l'état de division intérieure ou d'isolement économique, le militarisme joua un rôle révolutionnaire du point de vue capitaliste, mais aujourd'hui la situation est différente. L'enjeu des conflits qui menacent la scène de la politique mondiale n'est pas l'ouverture de nouveaux marchés au capitalisme ; il s'agit plutôt d'exporter dans d'autres continents les antagonismes européens déjà existants. Ce qui s'affronte aujourd'hui, les armes à la main, qu'il s'agisse de l'Europe ou des autres continents, ce ne sont pas d'une part les pays capitalistes, et d'autre part les pays d'économie naturelle ; ce sont des États d'économie capitaliste avancée, poussés au conflit par l'identité de leur développement. Il est vrai que le conflit, s'il éclate, ne pourra être que fatal à ce développement ; en effet, il ébranlera et bouleversera profondément la vie économique de tous les pays capitalistes. Mais la chose apparaît tout à fait différente du point de vue de la *classe* capitaliste. Pour elle, le militarisme est actuellement devenu indispensable à un triple point de vue : 1° Il lui sert à défendre des intérêts nationaux en concurrence contre d'autres groupes nationaux ; 2° il constitue un domaine d'investissement privilégié, tant pour le capital financier que pour le capital industriel, et 3° il lui est utile à l'intérieur pour assurer sa domination de classe sur le peuple travailleur, tous intérêts qui n'ont, en soi, rien de commun avec le progrès du capitalisme. Deux traits spécifiques caractérisent le militarisme actuel : c'est d'abord son développement général et concurrent dans tous les pays ; on le dirait poussé à s'accroître par une force motrice interne et autonome : phénomène encore inconnu il y a quelques décennies ; c'est ensuite le caractère fatal, inévitable de l'explosion imminente, bien que l'on ignore l'occasion qui la déclenchera, les États qui seront d'abord

touchés, l'objet du conflit et toutes les autres circonstances. Le moteur du développement capitaliste, le militarisme, à son tour, est devenu une maladie capitaliste.

Dans ce conflit entre le développement du capitalisme et les intérêts de la classe dominante, l'État se range du côté de cette dernière. Sa politique, de même que celle de la bourgeoisie, s'oppose au développement social. Il cesse ainsi toujours plus d'être le représentant de l'ensemble de la société et en même temps se transforme toujours plus en un pur État de classe, ou plus exactement ces deux qualités cessent de coïncider pour devenir des données contradictoires internes de l'État. Et cette contradiction ne fait que s'aggraver de jour en jour. Car d'une part on voit s'accroître les fonctions d'intérêt général de l'État, ses interventions dans la vie sociale, son "contrôle" sur celle-ci. Mais d'autre part son caractère de classe l'oblige toujours plus à accentuer son activité coercitive dans des domaines qui ne servent que le caractère de classe de la bourgeoisie et n'ont pour la société qu'une importance négative : à savoir le militarisme et la politique douanière et coloniale. Et par ailleurs le "contrôle social" qu'il exerce est également marqué par son caractère de classe (que l'on songe à la façon dont est appliquée la protection ouvrière dans tous les pays).

Bernstein voyait dans l'extension de la démocratie un dernier moyen de réaliser progressivement le socialisme : or une telle extension, loin de s'opposer à la transformation du caractère de l'État telle que nous venons de la décrire, ne fait que la confirmer.

Conrad Schmidt affirme même que la conquête d'une majorité socialiste au Parlement est le moyen direct de réaliser le socialisme par étapes. Or les formes démocratiques de la politique sont incontestablement un signe très net du passage progressif de l'État en société ; il y a bien là en ce sens une étape vers la transformation socialiste. Mais le caractère contradictoire de l'État capitaliste se manifeste de manière éclatante dans le parlementarisme moderne. Certes, formellement, le parlementarisme sert à exprimer dans l'organisation de l'État les intérêts de l'ensemble de la société. Mais d'autre part, ce que le parlementarisme représente ici, c'est uniquement la société capitaliste, c'est-à-dire une société dans laquelle prédominent les intérêts *capitalistes*. Par conséquent, dans cette société, les institutions formellement démocratiques ne sont, quant à leur contenu, que des instruments des intérêts de la classe dominante. On en a des preuves concrètes : dès que la démocratie a tendance à nier son caractère de classe et à se transformer en instrument de véritables intérêts du peuple, les formes démocratiques elles-mêmes sont sacrifiées par la bourgeoisie et par sa représentation d'État. Aussi l'idée de la conquête d'une majorité parlementaire apparaît-elle comme un faux calcul : en se préoccupant uniquement, à la manière du libéralisme bourgeois, de l'aspect formel de la démocratie, on néglige entièrement l'autre aspect, son contenu réel. Et le parlementarisme dans son ensemble n'apparaît pas du tout, comme le croit

Bernstein, comme un élément immédiatement socialiste, qui imprégnerait peu à peu toute la société capitaliste, mais au contraire comme un instrument spécifique de l'État de classe bourgeois, un moyen de faire mûrir et de développer les contradictions capitalistes.

Si l'on considère ce développement objectif de l'État, on se rend compte que le mot de Bernstein et de Conrad Schmidt sur le "contrôle social" croissant n'est qu'une formule creuse contredite de jour en jour davantage par la réalité.

La théorie de l'instauration progressive du socialisme évoque finalement une réforme de la propriété et de l'État capitaliste évoluant dans le sens du socialisme. Or la propriété et l'État évoluent, des faits sociaux en témoignent, dans un sens absolument opposé. Le processus de production se socialise de plus en plus, et l'intervention du contrôle de l'État sur ce processus de production s'étend de plus en plus. Mais en même temps la propriété privée prend toujours plus la forme de l'exploitation capitaliste brutale du travail d'autrui, et le contrôle exercé par l'État est toujours plus marqué par des intérêts de classe. Par conséquent, dans la mesure où l'État, c'est-à-dire l'organisation politique, et les rapports de propriété, c'est-à-dire l'organisation juridique du capitalisme deviennent de plus en plus capitalistes, et non pas de plus en plus socialistes, ils opposent à la théorie de l'introduction progressive du socialisme deux difficultés insurmontables.

Fourier avait eu l'invention fantastique de transformer, grâce au système des phalanstères, toute l'eau des mers du globe en limonade. Mais l'idée de Bernstein de transformer, en y versant progressivement les bouteilles de limonade réformistes, la mer de l'amertume capitaliste en l'eau douce du socialisme, est peut-être plus plate, mais non moins fantastique.

Les rapports de production de la société capitaliste se rapprochent de plus en plus des rapports de production de la société socialiste. En revanche, ses rapports politiques et juridiques élèvent entre la société capitaliste et la société socialiste un mur de plus en plus haut. Ce mur, non seulement les réformes sociales ni la démocratie ne le battent en brèche, mais au contraire elles l'affermissent et le consolident. Ce qui pourra l'abattre, c'est uniquement le coup de marteau de la révolution, *c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.*

5. Conséquences pratiques et caractère général du révisionnisme

Nous avons dans notre premier chapitre essayé de montrer que la théorie de Bernstein retire au programme socialiste toute assise matérielle et le transporte sur une base idéaliste. Voilà pour le fondement théorique de sa doc-

trine – mais comment apparaît la théorie traduite dans la pratique ? Constatons d’abord que dans la forme elle ne se distingue en rien de la pratique de la lutte social-démocrate telle qu’elle est exercée jusqu’à présent. Luttes syndicales, luttes pour les réformes sociales et pour la démocratisation des institutions politiques, c’est bien là le contenu formel de l’activité du Parti social-démocrate. La différence ne réside donc pas ici dans le *quoi* mais dans le *comment*. Dans l’état actuel des choses la lutte syndicale et la lutte parlementaire sont conçues comme des moyens de diriger et d’éduquer peu à peu le prolétariat en vue de la prise du pouvoir politique. Selon la théorie révisionniste, qui considère comme inutile et impossible la conquête du pouvoir, la lutte syndicale et la lutte parlementaire doivent être menées uniquement en vue d’objectifs immédiats pour l’amélioration de la situation matérielle des ouvriers et en vue de la réduction progressive de l’exploitation capitaliste et de l’extension du contrôle social. Laissons de côté l’amélioration immédiate de la situation des ouvriers, puisque l’objectif est commun aux deux conceptions, celle du Parti et celle du révisionnisme ; la différence entre ces deux conceptions peut alors être définie en quelques mots : selon la conception courante, la lutte politique et syndicale a une signification socialiste en ce sens qu’elle prépare le prolétariat – qui est le facteur *subjectif* de la transformation socialiste – à réaliser cette transformation. D’après Bernstein la lutte syndicale et politique a pour tâche de réduire progressivement l’exploitation capitaliste, d’enlever de plus en plus à la société capitaliste ce caractère capitaliste et de lui donner le caractère socialiste, en un mot de réaliser objectivement la transformation socialiste de la société. Quand on examine la chose de plus près, on s’aperçoit que ces deux conceptions sont absolument opposées. Selon la conception courante du parti, le prolétariat acquiert par l’expérience de la lutte syndicale et politique la conviction qu’il est impossible de transformer de fond en comble sa situation au moyen de cette seule lutte, et qu’il n’y parviendra définitivement qu’en s’emparant du pouvoir politique. La théorie de Bernstein part du préalable de l’impossibilité de la conquête du pouvoir pour réclamer l’instauration du socialisme au moyen de la seule lutte syndicale et politique.

La théorie de Bernstein croit au caractère socialiste de la lutte syndicale et parlementaire, à laquelle elle attribue une action socialisante progressive sur l’économie capitaliste. Mais cette action socialisante n’existe, nous l’avons montré, que dans l’imagination de Bernstein.

Les structures capitalistes de la propriété et de l’État se développent dans une direction tout à fait opposée. De ce fait la lutte quotidienne concrète de la social-démocratie perd, en dernière analyse, tout rapport avec le socialisme. La lutte syndicale et la lutte politique sont importantes parce qu’elles agissent sur la *conscience* du prolétariat, qu’elles lui donnent une conscience socialiste, qu’elles l’organisent en tant que classe. Leur attribuer un pouvoir direct de socialisation de l’économie capitaliste, c’est non seulement aller au-

devant d'un échec en ce domaine, mais encore leur faire perdre tout autre signification : elles cessent alors d'être un moyen d'éduquer la classe ouvrière, de la préparer à la conquête du pouvoir. Aussi Edouard Bernstein et Conrad Schmidt font-ils un contresens complet lorsque pour se rassurer ils affirment que même si l'on réduit la lutte aux réformes sociales et au mouvement syndical on n'abandonne pas pour autant le but final du mouvement ouvrier : chaque pas fait en cette voie ne déborde-t-il pas ses propres buts et le but socialiste n'est-il pas présent dans tout le mouvement comme tendance qui l'anime ? C'est tout à fait vrai, sans doute, de la tactique actuelle de la social-démocratie où la conscience du but – la conquête du pouvoir politique – et l'effort pour l'atteindre précèdent et orientent toute la lutte syndicale et le mouvement pour les réformes. Mais si l'on sépare cette orientation préalable du mouvement et si l'on fait de la réforme sociale un objectif autonome, elle ne mènera certes pas à la réalisation du but final, au contraire. Conrad Schmidt s'en remet à un mouvement pour ainsi dire automatique qui, une fois déclenché, ne peut plus s'arrêter de lui-même ; il part de l'idée très simple que l'appétit vient en mangeant et que la classe ouvrière ne peut se contenter de réformes tant que la transformation socialiste de la société n'est pas achevée. Ce dernier postulat est sans doute exact, et l'insuffisance des réformes capitalistes en témoigne. Mais la conclusion qu'il en tire ne serait vraie que si l'on pouvait construire une chaîne ininterrompue de réformes sociales de plus en plus étendues qui mènerait du régime capitaliste actuel au régime socialiste. C'est là une vue fantaisiste. D'après la nature des choses la chaîne se rompra très vite et à partir de cette rupture les voies où le mouvement peut s'engager sont multiples et variées.

Le résultat immédiat le plus probable est un changement de tactique en vue d'obtenir par tous les moyens les résultats pratiques de la lutte, c'est-à-dire les réformes sociales. Le point de vue de classe irréconciliable n'a de sens que si l'on se propose la prise du pouvoir ; il n'est que gênant à partir du moment où l'on n'a en vue que les objectifs pratiques immédiats. On en arrive bientôt à adopter une "politique de compensation" – traduisez une "politique de maquignonnage" – et une attitude conciliante sagement diplomatique. Mais le mouvement ne peut s'arrêter longtemps. Quelque tactique que l'on emploie, puisque les réformes sociales sont et restent, en régime capitaliste, des coquilles vides, en bonne logique l'étape suivante sera la désillusion, même en ce qui concerne les réformes – on aboutira à ce havre paisible où se sont réfugiés les professeurs Schmoller et C^{ie} qui, après avoir navigué sur les eaux du réformisme social, finissent par laisser tout aller à la grâce de Dieu⁸. Le socialisme

⁸ En 1872, les professeurs Wagner, Schmoller, Brentano, etc. se réunirent en congrès à Eisenach où ils proclamèrent à grand tapage et avec force publicité que leur but était l'instauration des réformes sociales pour la protection de la classe ouvrière. Ces mêmes messieurs, que le libéral Oppenheimer qualifie ironiquement de "maîtres à penser universitaires du socialisme", fondèrent immédiatement l'Association pour les réformes sociales. Quelques années plus tard, au moment où la lutte contre

ne découle donc pas automatiquement et en toutes circonstances de la lutte quotidienne de la classe ouvrière. Il naîtra de l'exaspération des contradictions internes de l'économie capitaliste et de la prise de conscience de la classe ouvrière, qui comprendra la nécessité de les abolir au moyen de la révolution sociale. Nier les unes et refuser l'autre, comme le fait le révisionnisme, aboutit à réduire le mouvement ouvrier à une simple association corporative, au réformisme, et conduit automatiquement à abandonner le point de vue de classe.

Ces conséquences apparaissent clairement quand on considère le révisionnisme sous un autre aspect et que l'on se pose la question du caractère général de cette théorie. Il est évident que le révisionnisme ne défend pas les positions capitalistes et n'en nie pas, comme les économistes bourgeois, les contradictions. Au contraire, il admet le préalable marxiste de l'existence de ces contradictions. Mais d'autre part – nous sommes là au cœur de sa conception et c'est là ce qui le différencie de la théorie jusque-là en vigueur dans le parti – il ne fonde pas sa doctrine sur la *suppression* de ces contradictions, qui seraient la conséquence propre de leur développement interne.

La théorie révisionniste occupe une place intermédiaire entre ces deux pôles extrêmes. Elle ne veut pas porter à maturité les contradictions capitalistes ni les supprimer une fois atteint leur développement extrême par un renversement révolutionnaire de la situation ; elle veut les atténuer, les *émousser*. Ainsi elle prétend que la contradiction entre la production et l'échange sera atténuée par l'arrêt des crises, par la formation des associations patronales ; de même la contradiction entre le capital et le travail sera atténuée par l'amélioration de la situation du prolétariat et par la survie des classes moyennes, celle entre l'État de classe et la société par un contrôle social croissant et le progrès de la démocratie.

Certes, la tactique social-démocrate normale ne consiste pas à *attendre* le développement extrême des contradictions capitalistes jusqu'à ce que se produise un renversement révolutionnaire de la situation. Au contraire, l'essence de toute tactique révolutionnaire consiste à reconnaître la tendance du développement et à en tirer les conséquences extrêmes dans la lutte politique. C'est ainsi, par exemple, que la social-démocratie a toujours combattu le protectionnisme et le militarisme sans attendre que leur caractère réactionnaire se

la social-démocratie s'aggrava, ces flambeaux du "socialisme universitaire" votèrent, en leur qualité de députés au Reichstag, pour la prolongation de la loi d'exception contre les socialistes. À part cela, toute l'activité de l'association consiste en assemblées générales annuelles où l'on donne lecture de quelques rapports académiques sur différents thèmes. En outre, l'association a publié plus de cent volumes sur différentes questions économiques. Mais quant aux réformes sociales, ces professeurs, qui d'ailleurs interviennent en faveur des droits protectionnistes, du militarisme, etc. n'ont pas fait un pas. L'association a même, en fin de compte, abandonné toutes les réformes sociales pour s'occuper exclusivement de la question des crises, des cartels, etc.

soit entièrement dévoilé. Mais la tactique de Bernstein ne consiste pas à s'appuyer sur le développement et l'exaspération des antagonismes, il mise au contraire sur leur atténuation. Il définit lui-même sa tactique en parlant d'une "adaptation" de l'économie capitaliste. À quel moment se vérifierait une telle conception ? Les contradictions de la société actuelle résultent toutes du mode de production capitaliste. Supposons que ce mode de production continue à se développer dans la direction actuelle ; il poursuivra nécessairement ses propres conséquences, les contradictions continueront de s'exaspérer, et de s'aggraver au lieu de s'atténuer. Pour que la théorie de Bernstein se vérifie, il faudrait donc que le mode de production capitaliste lui-même soit entravé dans son développement. En un mot, le postulat général qu'implique la théorie de Bernstein, c'est un *arrêt du développement capitaliste*.

Par là, sa théorie se condamne elle-même doublement. D'une part, elle trahit son caractère *utopique* quant au but final du socialisme : il est clair d'avance que l'enlisement du développement capitaliste n'aboutira pas à une transformation socialiste de la société ; nous en avons la confirmation dans notre exposé des conséquences pratiques de cette théorie. Ensuite, elle dévoile son caractère *réactionnaire* quant au développement effectif du capitalisme, qui est rapide. Voilà donc la question qui se pose à présent : étant donné ce développement capitaliste effectif, comment expliquer, ou plutôt caractériser la théorie de Bernstein ?

Nous avons montré dans notre premier chapitre que le postulat économique sur lequel se fonde l'analyse bernsteinienne des rapports sociaux actuels ne tient pas – il suffit de voir sa théorie de "l'adaptation" du capitalisme. Nous avons vu que ni le système de crédit, ni les cartels ne peuvent être considérés comme des "facteurs d'adaptation" de l'économie capitaliste, et que ni l'arrêt momentané des crises, ni la survie des classes moyennes ne peuvent passer pour des symptômes de l'adaptation du capitalisme. Mais tous ces points de détail de la théorie de l'adaptation présentent, outre leur caractère erroné, un trait commun. Cette théorie, plutôt que de rattacher organiquement ces phénomènes de la vie économique à l'ensemble du développement capitaliste, de les relier au mécanisme général de l'économie, les arrache au contexte global et les examine séparément comme des fragments épars d'une machine sans vie. Il en est ainsi, par exemple, de la thèse du crédit comme facteur d'adaptation. Si l'on considère le crédit comme une étape supérieure et naturelle de l'échange, lié aux contradictions immanentes, à l'échange capitaliste, il est impossible d'en faire un "facteur d'adaptation" mécanique, existant en dehors du processus global de l'échange ; pas plus qu'il n'est possible de considérer l'argent, la marchandise, le capital, comme des "facteurs d'adaptation" du capitalisme. Or, le crédit est au même titre que l'argent, la marchandise ou le capital, un maillon organique de l'économie capitaliste à un certain stade de son développement, et, tout comme ceux-ci, constitue à ce stade, un rouage in-

dispensable du mécanisme de l'économie capitaliste, ainsi qu'un facteur destructif, puisqu'il entraîne une aggravation de ces contradictions internes.

Il en est de même des cartels et des moyens de communication perfectionnés.

La même conception mécanique et anti-dialectique se manifeste dans l'idée bersteinienne que l'arrêt des crises est un symptôme "d'adaptation" de l'économie capitaliste. Pour lui les crises sont simplement des désordres qui se produisent dans le mécanisme de l'économie ; si ces désordres cessent, le mécanisme se remet en marche. Or, en fait les crises ne sont pas des désordres au sens propre du mot, ou plutôt si, ce sont des désordres, mais sans lesquels l'économie capitaliste ne peut pas se développer. S'il est vrai que les crises constituent – disons-le schématiquement – la seule méthode possible à l'intérieur du capitalisme, et donc normale, pour corriger périodiquement le déséquilibre existant entre la capacité d'expansion illimitée de la production et les limites étroites du marché, alors les crises sont des manifestations organiques inséparables de l'ensemble de l'économie capitaliste.

C'est bien plutôt l'absence de désordre dans le développement de la production capitaliste qui recèlerait des dangers plus graves que les crises elles-mêmes. C'est la baisse constante du taux de profit, résultant non pas de la contradiction entre la production et l'échange mais de l'accroissement de la productivité du travail, qui menace de rendre la production impossible aux petits et moyens capitaux, risquant ainsi de limiter la création de nouveaux investissements et de freiner leur expansion. Les crises, autre conséquence du même processus, ont précisément pour effet, en dépréciant périodiquement le capital, en faisant baisser le prix des moyens de production, et en paralysant une partie du capital actif, d'augmenter le profit, créant par là même les conditions de nouveaux investissements, d'une nouvelle extension de la production. Elles apparaissent donc comme un moyen d'animer le développement capitaliste ; si elles cessaient (non pas à certains moments, lorsque le marché mondial se développe mais si elles cessaient tout à fait), leur disparition, loin de favoriser l'essor de l'économie capitaliste, comme le pense Bernstein, provoquerait au contraire son enlèvement. Avec la rigidité mécanique qui caractérise toute sa théorie, Bernstein oublie à la fois la nécessité des crises et celle, périodique, de nouveaux investissements de petits et de moyens capitaux ; c'est pourquoi la renaissance constante des petits capitaux lui apparaît comme un signe de l'arrêt du développement capitaliste et non, comme c'est le cas, du développement normal du capitalisme.

Le seul point de vue d'où tous les phénomènes mentionnés ci-dessus apparaissent effectivement tels que les présente la théorie de l'adaptation, c'est celui du capitaliste isolé. Dans cette perspective les faits économiques apparaissent déformés par les lois de la concurrence et se reflètent dans la cons-

cience du capitaliste individuel. Celui-ci considère en effet chaque fragment organique de l'ensemble de l'économie comme un tout indépendant, il n'en voit que les effets sur lui, capitaliste isolé, et par conséquent les considère comme de simples "désordres" ou de simples "facteurs d'adaptation". Pour le capitaliste isolé les crises sont effectivement de simples désordres dont la disparition lui accorderait un plus long délai d'existence. Pour lui le crédit est un moyen d'adapter ses forces de production insuffisantes aux besoins du marché. Pour lui le cartel auquel il adhère supprime effectivement l'anarchie.

En un mot, la théorie bersteinienne de l'adaptation n'est rien d'autre qu'une généralisation théorique du point de vue du capitaliste isolé ; or ce point de vue est traduit en théorie par l'économie bourgeoise vulgaire. Toutes les erreurs économiques de cette école reposent précisément sur le malentendu selon lequel les phénomènes de la concurrence, considérés du point de vue du capital isolé, passent pour des manifestations de l'ensemble de l'économie capitaliste. Comme le fait Bernstein à propos du crédit, l'économie vulgaire considère encore par exemple l'argent comme un ingénieux "moyen d'adaptation" aux besoins de l'échange. Elle cherche également dans les phénomènes capitalistes eux-mêmes l'antidote contre les maux capitalistes. Elle croit, comme Bernstein, à la possibilité d'une régularisation de l'économie capitaliste. Elle croit à la possibilité d'atténuer les contradictions capitalistes et de replâtrer les lézardes de l'économie capitaliste, en d'autres termes sa démarche est réactionnaire, et non révolutionnaire, elle est du ressort de l'utopie.

On peut donc définir et résumer la théorie révisionniste par ces mots : c'est une théorie de l'enlissement du socialisme fondée sur la théorie de l'économie vulgaire de l'enlissement du capitalisme.

Seconde partie

1. Le développement économique et le socialisme⁹

La plus grande conquête de la lutte de classe prolétarienne au cours de son développement a été la découverte que la réalisation du socialisme trouve un appui dans les *fondements économiques* de la société capitaliste. Jusque-là le socialisme était un "idéal", l'objet de rêves millénaires de l'humanité ; il est devenu une *nécessité historique*.

Bernstein conteste l'existence dans la société actuelle de ces fondements économiques du socialisme. Son argumentation a d'ailleurs subi une évolution intéressante à cet égard. Au début, dans la *Neue Zeit*, il constatait simplement la rapidité du processus de concentration de l'industrie, il se fondait sur une comparaison des chiffres de la statistique professionnelle en Allemagne de 1895 et de 1882. Pour pouvoir utiliser ces résultats à ses fins, il était obligé d'avoir recours à des procédés sommaires et mécaniques. Mais même dans le meilleur des cas Bernstein, en montrant la survie tenace des moyennes entreprises, ne pouvait affaiblir en rien l'analyse marxiste. Le marxisme n'implique, comme condition de la réalisation du socialisme, ni un certain rythme de la concentration industrielle, c'est-à-dire un délai déterminé pour la réalisation du but final du socialisme, ni, comme nous l'avons déjà montré, la disparition absolue des petits capitaux, autrement dit la disparition de la petite bourgeoisie.

Par la suite, dans son livre Bernstein fournit un nouveau matériel de preuves, à savoir : la statistique des *sociétés par actions*, qui d'après lui doit montrer que le nombre des actionnaires s'accroît constamment, que par conséquent la classe capitaliste, loin de diminuer en nombre, augmente. Il est étonnant de constater à quel point Bernstein connaît peu les documents existants et comme il sait peu les utiliser en faveur de sa thèse !

S'il avait voulu, en s'appuyant sur les sociétés par actions, citer des preuves contre la loi marxiste du développement industriel, il aurait dû fournir de tout autres chiffres. Car quiconque connaît l'histoire des sociétés par actions en Allemagne, sait que leur capital de fondation moyen par entreprises *diminue* presque régulièrement. C'est ainsi que, tandis qu'avant 1871 ce capital s'élevait à environ 10,8 millions de marks, il n'était plus en 1871 que de 4,01 millions de marks ; en 1873 de 3,8 millions ; de 1882 à 1887 de moins d'un million ; en 1891 de 0,52 million ; et en 1892 de 0,62 million de marks seule-

⁹ Cette partie se rapporte non plus aux articles mais au livre de Bernstein "Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozial-Demokratie." Les pages que nous indiquons renvoient à l'édition allemande. (NdT).

ment. Depuis, ces chiffres ont oscillé autour d'un million de marks, ils sont même tombés du chiffre de 1,78 million en 1895 à 1,19 million de marks au cours du premier semestre 1897 (Van der Borgh : *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 1).

Voilà des chiffres étonnants ; Bernstein pouvait en déduire toute une tendance anti-marxiste du développement qui serait la réduction des grandes entreprises et le retour à de petites entreprises. Mais en ce cas n'importe qui pourrait lui répondre : pour que ces statistiques aient une valeur de preuve, vous devez tout d'abord prouver qu'elles se rapportent aux *mêmes* branches d'industrie ; vous devez démontrer qu'on voit apparaître de petites entreprises à la place de grandes entreprises, et non dans une branche où dominait le capital familial ou même l'artisanat ou la minuscule entreprise. Cette preuve, vous ne pouvez pas la fournir, car le remplacement d'immenses sociétés par actions par des entreprises moyennes ou petites ne peut s'expliquer que par le fait que le système des sociétés par actions pénètre dans des branches toujours nouvelles de la production ; il est vrai que ce système ne s'appliquait au début qu'à un petit nombre de grandes entreprises, il s'est adapté de plus en plus aux moyennes et même aux petites entreprises (on constate même des fondations de sociétés par actions au-dessous de mille marks de capital !).

Mais que signifie sur le plan économique l'extension de plus en plus grande du système des sociétés par actions ? Elle signifie la *socialisation croissante de la production* à l'intérieur du capitalisme, la socialisation de la grande, mais également de la moyenne et de la petite production, par conséquent quelque chose qui ne contredit pas la théorie marxiste, mais la confirme au contraire de la manière la plus éclatante.

En effet, s'il faut définir économiquement la fondation de sociétés par actions, on dira que ce phénomène consiste d'une part à réunir un grand nombre de petites fortunes en un grand capital de production ; d'autre part, à séparer la production et la propriété du capital ; par conséquent il réussit à dépasser d'une double manière le mode de production capitaliste sans quitter ses fondements capitalistes. Que signifie donc, en face de ces faits, la statistique citée par Bernstein du grand nombre des actionnaires participant à une entreprise ? Elle prouve simplement qu'actuellement une entreprise capitaliste ne correspond pas, comme autrefois, à un seul propriétaire du capital, mais à un nombre de plus en plus considérable de capitalistes et que, par conséquent, la notion économiste de "capitaliste" ne recouvre plus un individu isolé, elle signifie donc que le capitaliste industriel d'aujourd'hui est une personne collective composée de centaines et même de milliers d'individus, que la catégorie capitaliste elle-même est devenue, dans les cadres de l'économie capitaliste, une catégorie sociale, qu'elle est *socialisée*.

Comment expliquer alors l'erreur de Bernstein qui voit dans le phénomène des sociétés par actions une dispersion et non une concentration du capital, et qui aperçoit l'extension de la propriété capitaliste là où Marx voyait tout au contraire la "suppression de cette même propriété" ? Cette erreur s'explique par une confusion économique très simple : pour Bernstein la notion de capitaliste recouvre non pas une catégorie de la production mais du droit de propriété, non pas une unité économique mais une unité fiscale et par capital il entend non pas un facteur de la production, mais simplement une certaine fortune en argent. C'est pourquoi dans l'exemple qu'il cite du trust anglais du fil, il voit, non pas la fusion de 12 300 individus en une seule personne collective, mais 12 300 capitalistes individuels ; c'est pourquoi son ingénieur Schulze qui a reçu du rentier Müller, en guise de dot pour sa femme, "un grand nombre d'actions" (p. 54) est à ses yeux un capitaliste. C'est pourquoi le monde entier lui paraît fourmiller de "capitalistes"¹⁰. Mais cette confusion héritée de l'économie vulgaire sert à Bernstein de base théorique à une "vulgarisation" du socialisme. En transférant la notion de capitaliste de la sphère de la production dans celle de la propriété, et en "parlant d'hommes au lieu de parler d'entrepreneurs" (p. 53), Bernstein transfère également le socialisme du domaine de la production dans le domaine des rapports de fortune ; il transforme les rapports entre le capital et le travail en rapports entre riches et pauvres.

Nous voilà ramenés de Marx et d'Engels à l'auteur de l'Évangile *du pauvre pécheur*, avec cette différence que Weitling¹¹, avec son sûr instinct de prolétaire, voyait précisément dans cet antagonisme entre riches et pauvres les antagonismes de classe sous leur forme primitive ; il entendait en faire un levier du socialisme ; Bernstein, lui, voit la réalisation du socialisme dans la transformation des pauvres en riches, c'est-à-dire dans l'atténuation des antagonismes de classe ; il s'engage donc dans une voie petite-bourgeoise.

¹⁰ Bernstein voit manifestement dans la grande diffusion des petites actions une preuve que la richesse sociale commence à verser sa pluie de bienfaits sur les petites gens. En effet, qui pourrait, sinon les petits-bourgeois ou même les ouvriers, acheter des actions pour la bagatelle d'une livre sterling ou de vingt marks ! Malheureusement cette hypothèse repose sur une erreur de calcul : on opère avec la valeur nominale des actions au lieu d'opérer avec leur valeur marchande, ce qui est tout différent. Sur le marché minier on a traité entre autres les mines sud-africaines du Rand, les actions, tout comme la plupart des valeurs minières d'une livre sterling, soit 20 marks papier. Mais elles coûtaient déjà en 1899 trois livres sterling (voir les cours de la fin du mois de mars), c'est-à-dire non pas 20 mais 860 marks ! Il en est à peu près de même partout. En réalité, les petites actions sont donc, bien qu'elles aient l'air si démocratiques, des "bons sur la richesse sociale" tout à fait bourgeois et nullement petit-bourgeois ou prolétariens, car ce n'est que par une toute petite minorité d'actionnaires qu'elles sont achetées à leur valeur nominale.

¹¹ Wilhelm WEITLING, socialiste allemand (1808-1871). Ouvrier tailleur, il organisa en Suisse parmi les Allemands émigrés la "Ligue des Justes". Proche des idées de Fourier et plus tard de Lamennais il écrivit l'Évangile du pauvre pécheur (1845) (NdT).

Il est vrai que Bernstein ne se borne pas à la statistique des revenus. Il nous fournit également des statistiques d'entreprises, dans plusieurs pays : l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Suisse, l'Autriche et les États-Unis. Mais que valent ces statistiques ? Il ne compare pas les chiffres de différentes périodes dans chaque pays, mais de chaque période dans différents pays, il ne compare pas par conséquent – à l'exception de l'Allemagne, où il reprend sa vieille comparaison entre les années 1895 et 1882 – la statistique d'un des pays déterminés à différentes époques, mais seulement les chiffres absolus pour différents pays (pour l'Angleterre en 1891, pour la France en 1894, et pour les États-Unis en 1890, etc.). Il aboutit à la conclusion que si “la grande exploitation domine effectivement aujourd'hui l'industrie, elle ne représente cependant, en y incluant les entreprises qui dépendent d'elle, même dans un pays aussi développé que la Prusse, *que la moitié tout au plus de la population occupée dans la production*”. Il en est de même pour l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, etc.

Ce qu'il démontre ainsi, ce n'est manifestement pas telle ou telle tendance du développement économique, mais seulement le rapport absolu des forces des différentes formes d'entreprises ou des différentes classes professionnelles. Il prétend prouver ainsi la possibilité de réaliser le socialisme, mais son argumentation se fonde sur la thèse selon laquelle ce qui décide de l'issue de la bataille sociale, c'est le rapport des forces numériques matérielles, des éléments qui s'affrontent ; par conséquent, la seule *violence*. Bernstein, qui partout ailleurs n'a pas assez d'invectives contre le blanquisme, tombe lui-même dans la plus grossière erreur blanquiste. Avec cette différence toutefois que les blanquistes, qui sont de tendance socialiste révolutionnaire, partent du postulat de la possibilité de la réalisation économique du socialisme et fondent sur ce postulat les chances de victoire d'une révolution violente, même accomplie par une petite minorité ; Bernstein au contraire conclut de la majorité numérique insuffisante du peuple à l'impossibilité de la réalisation économique du socialisme. La social-démocratie n'attend pas la réalisation du but final de la violence victorieuse d'une minorité, pas plus que de la supériorité numérique de la majorité ; c'est la nécessité économique – et la conscience de cette nécessité – qui conduira au renversement du capitalisme par les masses populaires ; l'expression la plus visible de cette nécessité est l'*anarchie capitaliste*.

Quant à cette question décisive de l'anarchie dans l'économie capitaliste, Bernstein lui-même ne nie que les grandes crises générales mais non pas les crises partielles, ou nationales. Ce faisant, il conteste qu'il y ait beaucoup d'anarchie ; il admet l'existence d'un peu d'anarchie. Il en est de l'économie capitaliste, pour Bernstein, comme, pour citer Marx, de cette vierge folle avec son enfant “qui était tout petit”. Mais le malheur, dans une affaire comme celle-ci, c'est que peu ou beaucoup d'anarchie reviennent absolument au même. Si Bernstein admet l'existence d'un peu d'anarchie, le mécanisme de

l'économie marchande provoque automatiquement l'extension monstrueuse de cette anarchie – jusqu'à ce que le système s'effondre. Mais si Bernstein espère que tout en restant dans le cadre de l'économie marchande ce petit jeu d'anarchie cédera la place à l'ordre et à l'harmonie, il tombe à son tour dans l'une des erreurs fondamentales de l'économie bourgeoise vulgaire, en regardant le mode d'échange comme indépendant du mode de production.

Nous ne prétendons pas montrer ici dans toute son ampleur la confusion surprenante que Bernstein manifeste dans son livre à propos des principes les plus élémentaires de l'économie politique. Mais il est un point à traiter à propos de la question fondamentale de l'anarchie capitaliste et que nous devons éclairer brièvement.

Bernstein déclare que la *loi de la valeur-travail* de Marx est une simple abstraction ; ce terme, en économie politique, a manifestement pour lui la valeur d'une injure. Or si la valeur travail est une simple abstraction, "une construction de l'esprit", tout citoyen normal ayant fait son service militaire, payant régulièrement ses impôts, a le même droit que Marx d'inventer n'importe quelle sottise pour en faire une "construction de l'esprit" telle que la loi de la valeur. "Marx a le droit de faire abstraction des qualités des marchandises pour en faire de simples incarnations de quantités de ce travail humain, aussi bien que les économistes de l'école de Boehm-Jevons¹², celui de faire abstraction de toutes les qualités des marchandises en ne gardant que leur utilité."

Par conséquent le travail social de Marx et l'utilité abstraite de Menger¹³ se valent à ses yeux, il s'agit dans les deux cas d'une pure abstraction. Mais Bernstein oublie complètement que l'abstraction de Marx n'est pas une invention pure et simple mais une découverte, sortie non pas de la tête de Marx, mais de l'économie marchande, qu'elle n'a pas une existence imaginaire, mais une existence sociale réelle, si réelle qu'elle peut être découpée, pesée et monnayée. Le travail humain abstrait découvert par Marx n'est rien d'autre sous une forme développée que l'*argent*, c'est là une des découvertes économiques les plus géniales de Marx ; en revanche, pour toute l'économie politique bourgeoise, du premier des mercantilistes jusqu'au dernier des clas-

¹² JEVONS, philosophe et économiste anglais (1835-1882). Partisan de la théorie de l'utilité marginale. L'école marginaliste pratiquait le recours systématique aux mathématiques. (*Theory of Practical Economy* 1871). BOEHM, plus souvent appelé par son nom complet Boehm-Bawerk, économiste autrichien (1851-1914). Fondateur de l'école autrichienne de l'utilité marginale. Auteur de *Kapital und Kapitalzins* (1884-1889), *Macht oder ökonomisches Gesetz* (1924-1926) (NdT).

¹³ Carl Menger, économiste autrichien (1840-1921). Membre de l'école psychologique autrichienne. Auteur de la théorie de la "moindre jouissance", qu'il défend dans les *Principes d'économie politique* (1871), proches des théories de Jevons. (NdT)

siques, l'argent a gardé son caractère mystique qui en fait une énigme insoluble.

Par contre, l'idée de l'utilité abstraite, chère à Boehm et à Jevons, n'est effectivement qu'une construction de l'esprit, ou plutôt une construction du néant intellectuel, une sottise dont on ne peut rendre responsable ni la société capitaliste ni aucune autre société humaine, mais uniquement l'économie vulgaire bourgeoise elle-même. Avec cette belle "construction de l'esprit", Bernstein, Boehm et Jevons et toute leur communauté mystique peuvent bien rester cois pendant vingt ans encore devant le mystère de l'argent : ils n'en découvriront rien d'autre que ce que savait déjà n'importe quel savetier : à savoir que l'argent est chose "utile".

Ainsi Bernstein s'est interdit tout moyen de comprendre la théorie de la valeur de Marx. Or il est bien évident pour ceux qui connaissent tant soit peu la doctrine économique de Marx, que sans la loi de la valeur l'ensemble du système reste incompréhensible ; soyons plus concrets : si on ne comprend pas le caractère de la marchandise et de l'échange, l'économie capitaliste et ses rapports restent nécessairement mystérieux. Grâce à quelle clé magique Marx a-t-il réussi à pénétrer les secrets les plus profonds de tous les phénomènes capitalistes, à résoudre comme en se jouant des problèmes dont les plus grands esprits de l'économie politique bourgeoise, tels que Smith et Ricardo ne soupçonnaient même pas l'existence ? C'est simplement qu'il a conçu l'économie capitaliste tout entière comme un phénomène historique, dont l'histoire s'étend non seulement derrière elle, comme l'admettait à la rigueur l'économie classique, mais aussi devant elle ; c'est d'avoir considéré non seulement le passé, l'économie féodale, mais aussi l'*avenir socialiste*. Le secret de la théorie de la valeur chez Marx, de son analyse de l'argent, de sa théorie du capital, du taux de profit, et par conséquent de tout le système économique actuel, est la découverte du caractère éphémère et transitoire de l'économie capitaliste, son effondrement et par conséquent – ceci n'en est que l'aspect complémentaire – le but final socialiste. C'est uniquement parce que Marx considérait l'économie capitaliste en sa qualité de socialiste, c'est-à-dire *du point de vue historique*, qu'il put en déchiffrer les hiéroglyphes ; c'est parce qu'il se plaçait à un point de vue socialiste, pour analyser scientifiquement la société bourgeoise, qu'il put à son tour donner une base scientifique au socialisme.

C'est en sachant cela qu'il faut juger les observations de Bernstein à la fin de son livre, où il se plaint de la "dualité" "qui se manifeste à travers l'œuvre monumentale de Marx", "dualité dans le caractère de l'œuvre qui, d'une part veut être une étude scientifique, et d'autre part prétend prouver une thèse toute faite antérieure à la rédaction du livre ; thèse qui se fonde sur un schéma préétabli contenant déjà le résultat, devrait être l'aboutissement de l'étude même. Le retour au *Manifeste communiste* [c'est-à-dire le but final so-

cialiste R. L. !] montre ici l'existence d'un reste d'utopisme dans la doctrine de Marx" (p. 77).

En qualifiant la dualité théorique de Marx de "survivance de l'utopisme", Bernstein avoue naïvement qu'il nie la dualité historique existant dans la société bourgeoise, les antagonismes capitalistes de classe, il avoue que le socialisme lui-même n'est à ses yeux qu'une "survivance de l'utopisme". Le "monisme", l'unité de Bernstein, c'est l'unité du régime capitaliste voué à l'éternité, l'unité du socialiste qui a renoncé au but final et voit dans la société bourgeoise une et inébranlable l'étape ultime de l'évolution de l'humanité.

Mais puisqu'il ignore dans la structure économique du capitalisme la dualité, le germe du socialisme, il lui faut pour sauver le programme socialiste, au moins dans sa forme, avoir recours à une construction idéaliste, extérieure à l'évolution économique et faire du socialisme, de phase historique déterminée du développement social qu'il est en réalité, un principe abstrait.

Le principe bernsteinien du coopératisme, dont il prétend orner l'économie capitaliste, cette maigre décantation du but final socialiste, apparaît comme une concession de sa théorie bourgeoise faite non pas à l'avenir socialiste de la société, mais au passé socialiste de Bernstein.

2. Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique

Le socialisme de Bernstein tend, nous l'avons vu, à faire participer les ouvriers à la richesse sociale, à transformer les pauvres en riches. Par quelle voie y parviendra-t-on ? Dans ses articles parus dans la *Neue Zeit* et intitulés : "*Problèmes du socialisme*" il n'y faisait que de très vagues allusions. Dans son livre, en revanche, il nous donne sur cette question toutes les précisions désirables. Son socialisme dit être réalisé par deux moyens : par les syndicats ou, comme il dit, par la démocratie économique et par les coopératives. Grâce aux premiers il veut supprimer le profit industriel, par les secondes le profit commercial.

Les coopératives, et d'abord les coopératives de production sont des institutions de nature hybride au sein de l'économie capitaliste : elles constituent une production socialisée en miniature, qui s'accompagne d'un échange capitaliste. Mais dans l'économie capitaliste l'échange domine la production ; à cause de la concurrence il exige, pour que puisse vivre l'entreprise, une exploitation impitoyable de la force de travail, c'est-à-dire la domination complète du processus de production par les intérêts capitalistes. Pratiquement, cela se traduit par la nécessité d'intensifier le travail, d'en raccourcir ou d'en prolonger la durée selon la conjoncture, d'embaucher ou de licencier la force de travail selon les besoins du marché, en un mot de pratiquer toutes méthodes bien connues qui permettent à une entreprise capitaliste de soutenir la concurrence des

autres entreprises. D'où, pour la coopérative de production, la nécessité, contradictoire pour les ouvriers, de se gouverner eux-mêmes avec toute l'autorité absolue nécessaire et de jouer vis-à-vis d'eux-mêmes le rôle d'entrepreneurs capitalistes. De cette contradiction la coopérative de production meurt, en ce sens qu'elle redevient une entreprise capitaliste ou bien, au cas où les intérêts des ouvriers sont les plus forts, qu'elle se dissout. Tels sont les faits. Bernstein les constate lui-même, mais visiblement sans les comprendre, puisqu'il voit après Mme Potter-Webb dans le manque de "discipline" la cause de l'échec des coopératives de production en Angleterre. Ce qui reçoit ici la qualification superficielle et plate de "discipline" n'est autre chose que le régime absolu qui est naturel au capital et que les ouvriers ne peuvent évidemment pas employer contre eux-mêmes¹⁴.

D'où il résulte que la coopérative ne peut assurer son existence au sein de l'économie capitaliste qu'en supprimant, par un détour, la contradiction qu'elle recèle entre le mode de production et le mode d'échange, en se soustrayant artificiellement aux lois de la libre concurrence. Elle ne peut le faire qu'en s'assurant par avance un marché, un cercle constant de consommateurs, la *coopérative de consommation* lui en fournit le moyen. Voilà la raison – c'est Bernstein qui nous le révèle – de la faillite des coopératives de production autonomes, dont l'existence ne peut être assurée que par une coopérative de consommation ; cela n'a rien à voir avec la distinction entre les coopératives d'achat et de vente inventées par Oppenheimer.

On constate donc que l'existence des coopératives de production est liée actuellement à l'existence des coopératives de consommation ; il en résulte que les coopératives de production doivent se contenter, dans le meilleur des cas, de petits débouchés locaux et qu'elles se limitent à quelques produits de première nécessité, de préférence aux produits alimentaires. Toutes les branches les plus importantes de la production capitaliste : l'industrie textile, minière, métallurgique, pétrolière, ainsi que l'industrie de construction de machines, des locomotives et des navires sont exclues d'avance de la coopérative de consommation et, par conséquent, des coopératives de production. C'est pourquoi, même en faisant abstraction de leur caractère hybride, les coopératives de production ne peuvent jouer le rôle d'une réforme sociale générale, pour cette raison que la réalisation générale implique d'abord la suppression du marché mondial et le morcellement de l'économie mondiale actuelle en petits groupes de production et d'échange locaux : il s'agirait, en somme, d'un retour de l'économie du grand capitalisme à l'économie marchande du Moyen Âge.

¹⁴ "Les coopératives ouvrières de production sont elles-mêmes au sein de la forme ancienne la première brèche faite à cette ancienne forme, quoique naturellement dans leur organisation réelle partout elles reproduisent forcément toutes les défauts du système existant." (Marx, Capital, livre III, ch. 27, t. XI, p. 287, trad. Molitor, Paris, Coste.)

Mais, même dans les limites de la réalisation possible, dans la société actuelle les coopératives de production jouent le rôle de simples annexes des coopératives de consommation ; celles-ci sont donc au premier plan et apparaissent comme la base principale de la réforme socialiste projetée. De ce fait, la réforme socialiste basée sur le système des coopératives abandonne la lutte contre le capital de production c'est-à-dire contre la branche maîtresse de l'économie capitaliste et se contente de diriger ses coups contre un capital commercial et plus exactement le petit et le moyen capital commercial ; elle ne s'attaque plus qu'aux *branches secondaires* du tronc capitaliste.

Quant aux syndicats qui, dans la doctrine de Bernstein, sont un autre moyen de lutter contre l'exploitation du capital de production, nous avons déjà montré qu'ils sont incapables d'imposer l'influence de la classe ouvrière sur le processus de production, pas plus en ce qui concerne les dimensions de la production que ses procédés techniques.

Examinons maintenant l'aspect purement économique du problème, ce que Bernstein appelle : "la lutte du taux de salaire contre le taux du profit" ; or cette lutte ne se poursuit pas dans l'abstrait, dans un espace immatériel, mais dans le cadre bien déterminé de la loi des salaires qu'elle ne peut abolir, mais seulement réaliser. Cela apparaît avec évidence quand on examine le problème sous une autre face et que l'on se pose la question du rôle véritable des syndicats. Bernstein assigne aux syndicats une mission particulière dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière : c'est à eux, dit-il, de mener la bataille contre le taux du profit industriel et de le transformer progressivement en taux de salaire ; or les syndicats n'ont absolument pas le pouvoir de mener une politique d'offensive économique contre le profit, parce qu'ils ne sont rien d'autre, en réalité, que la *défense* organisée de la force de travail contre les attaques du profit, l'expression de la résistance de la classe ouvrière à la tendance oppressive de l'économie capitaliste. Et ceci pour deux raisons : 1° Les syndicats ont pour tâche d'agir par leur organisation sur le marché de la force de travail, mais l'organisation est constamment débordée par le processus de prolétarianisation des classes moyennes qui amène continuellement sur le marché du travail de nouvelles recrues. 2° Les syndicats se proposent d'améliorer les conditions d'existence, d'augmenter la part de la richesse sociale qui revient à la classe ouvrière ; mais cette part est sans cesse réduite, avec la fatalité d'un phénomène naturel, par l'accroissement de la productivité du travail. Pour s'en rendre compte, il n'est pas nécessaire d'être marxiste, il suffit d'avoir eu une fois entre les mains le livre de Rodbertus¹⁵ intitulé : "*Zur Beleuchtung der so-*

¹⁵ Rodbertus, économiste et homme politique (1805-1875). D'idées libérales il défendait l'idée d'un socialisme d'État. Dans sa théorie de la "quote-part décroissante du salaire" il soutient que les ouvriers touchent une part toujours décroissante du revenu national ; pour y remédier il propose que l'État fixe de manière autoritaire et une fois pour toutes cette quote-part. (NdT)

zialen Frage” (“Pour éclairer la question sociale”). À cause de ces facteurs objectifs, qui sont le fait de la société capitaliste, les deux fonctions essentielles du syndicalisme se transforment profondément, et la lutte syndicale devient un véritable travail de Sisyphe. Ce travail de Sisyphe est pourtant indispensable si l’on veut que l’ouvrier reçoive le taux de salaire qui lui revient dans la situation conjoncturelle du marché, que la loi capitaliste se réalise et que la tendance dépressive du développement économique soit stoppée ou plus exactement atténuée dans son effet. Mais vouloir que les syndicats parviennent à réduire progressivement le profit à l’avantage du salaire implique : 1° que cessent la prolétarianisation des classes moyennes et l’accroissement numérique de la population ouvrière ; 2° que la productivité du travail cesse d’augmenter ; dans le cas où ces deux conditions sociales seraient réalisées il s’agirait ici aussi – comme à propos de l’économie coopérative¹⁶ de consommation – d’un retour à une *économie antérieure au capitalisme*.

Les deux moyens grâce auxquels Bernstein prétendait réaliser la réforme socialiste, à savoir les coopératives et les syndicats, se révèlent donc absolument incapables de transformer le *mode de production capitaliste*. Bernstein en a lui-même une conscience plus ou moins claire ; il ne les regarde que comme des moyens de réduire le profit capitaliste et d’enrichir les ouvriers, ce qui revient à renoncer à lutter contre le mode de production capitaliste ; il oriente le mouvement socialiste vers la lutte contre le *mode de répartition capitaliste*. Bernstein lui-même définit à plusieurs reprises son socialisme comme une tentative d’introduire un mode de répartition “juste”, “plus juste” (p. 51 de son livre) et même “encore plus juste” (*Vorwärts*, 26 mars 1899).

Il est vrai que l’aiguillon qui pousse d’abord vers le mouvement socialiste les masses populaires, c’est le mode de répartition “injuste” du régime capitaliste. En luttant pour la socialisation de toute l’économie, la social-démocratie témoigne en même temps de son aspiration naturelle à une répartition “juste” de la richesse sociale. Mais nous avons appris, grâce à Marx, que le mode de répartition d’une époque déterminée n’est que la conséquence naturelle du mode de production de cette époque : en conséquence, la social-démocratie intensifie sa lutte non pas contre le système de la répartition dans le *cadre* de la production capitaliste, elle vise à supprimer la production marchande capitaliste elle-même. En un mot, la social-démocratie veut établir un mode de répartition socialiste en supprimant le mode de production capitaliste, tandis que la méthode bernsteinienne consiste à l’inverse à combattre le mode de répartition capitaliste dans l’espoir d’arriver à établir progressivement par ce moyen même, un mode de production socialiste.

¹⁶ L’édition Maspero écrit : corporative. Notre version est conforme au texte allemand : ...der konsumgenossenschaftlichen Wirtschaft (MIA).

Sur quoi Bernstein fonde-t-il alors la réforme socialiste ? Sur certaines tendances déterminées de la production capitaliste ? Non, car : 1° il nie ces tendances, et 2°, nous le savons par ce qui précède, il voit dans la transformation socialiste de la production la conséquence d'une transformation de la répartition, et non l'inverse. Les fondements du socialisme de Bernstein ne sont donc pas d'ordre économique. Après avoir complètement renversé le rapport du but et des moyens du socialisme, après avoir abattu ce fondement économique, *il ne peut pas* donner à son programme un fondement matérialiste¹⁷, il est obligé d'avoir recours à l'idéalisme.

“Pourquoi faire dériver le socialisme de la contrainte économique ?” écrit-il. “Pourquoi dégrader *l'intelligence, le sentiment de la justice, la volonté humaine* ?” (*Vorwärts*, 26 mars 1899). Bernstein prétend que la répartition plus juste qu'il souhaite sera réalisée non par le fait d'une nécessité économique contraignante, mais par la libre volonté de l'homme ou plutôt, puisque la volonté elle-même n'est qu'un instrument, par la conscience de la justice, bref, grâce à *l'idée* de la justice.

Nous en revenons donc au principe de la justice, à ce vieux cheval de bataille que, depuis des millénaires, chevauchent tous les réformateurs du monde entier, faute de plus sûrs moyens historiques de progrès, à cette Rossinante fourbue sur laquelle tous les Don Quichotte de l'histoire ont galopé vers la grande réforme du monde, pour revenir déconfits avec un œil au beurre noir.

Tel est donc le socialisme de Bernstein, qui a pour fondement social les rapports entre riches et pauvres, pour contenu le principe des coopératives, pour but une “répartition plus juste” et pour légitimation historique l'idée de justice. Comme Weitling, il y a plus de cinquante ans, avait défendu avec plus de force, d'esprit et de brio cette sorte de socialisme ! Assurément le génial tailleur ne connaissait pas encore le socialisme scientifique. Or pour faire passer aujourd'hui, un demi-siècle plus tard, sa doctrine mise en pièces par Marx et Engels, pour en recoudre les morceaux et la présenter au prolétariat allemand comme le dernier mot de la science, il faut aussi un tailleur... mais celui-ci est bien loin d'être génial.

Au même titre que les syndicats et les coopératives qui en constituent le fondement économique, le postulat *politique* de la théorie révisionniste est un développement toujours croissant de la démocratie. Les explosions réactionnaires actuelles ne sont pour le révisionnisme que des “sursauts” fortuits et éphémères dont il ne faut pas tenir compte dans la ligne générale de la lutte ouvrière. Pour Bernstein, la démocratie apparaît comme une étape nécessaire de l'évolution de la société moderne ; que dis-je ? La démocratie est pour lui,

¹⁷ L'édition Maspero écrit : impérialiste. Notre version est conforme au texte allemand : ...keine materialistische Begründung (MIA).

comme pour le théoricien bourgeois du libéralisme, la loi fondamentale de l'évolution historique en général, à la réalisation de laquelle doivent tendre toutes les forces actives de la vie politique. Or, dans cette formulation absolue, ce jugement est faux ; c'est là une manière petite-bourgeoise et superficielle de schématiser les résultats d'une période très courte de l'histoire de la bourgeoisie : les vingt-cinq ou trente dernières années. Si l'on examine de près l'évolution de la démocratie dans l'histoire, et simultanément l'histoire politique du capitalisme, on obtient un résultat différent.

Tout d'abord nous trouvons la démocratie dans les structures sociales les plus différentes : dans les sociétés communistes primitives, dans les États esclavagistes de l'antiquité, dans les communes du Moyen Âge. De même, nous rencontrons l'absolutisme et la monarchie constitutionnelle dans les régimes économiques les plus divers. D'autre part, le capitalisme à ses débuts, au stade de la production marchande, donne naissance à une constitution démocratique dans les communes municipales du Moyen Âge ; plus tard, dans sa forme plus développée, au stade de la production manufacturière, il trouve dans la monarchie absolue la forme politique qui lui correspond. Enfin, au stade de l'économie industrielle développée, il produit nécessairement en France la république démocratique (1793), la monarchie absolue de Napoléon I^{er}, la monarchie nobiliaire de l'époque de la Restauration (1815-1830), la monarchie constitutionnelle bourgeoise de Louis-Philippe, puis de nouveau la république démocratique, encore une fois la monarchie de Napoléon III, et enfin, pour la troisième fois, la république. En Allemagne, la seule institution véritablement démocratique, le suffrage universel, n'est pas une conquête du libéralisme bourgeois, mais un instrument servant à l'unification politique des petits États ; il a par conséquent cette seule fonction dans le développement de la bourgeoisie allemande qui se satisfait parallèlement d'une monarchie constitutionnelle semi-féodale. En Russie le capitalisme a prospéré longtemps sous le régime de l'absolutisme oriental sans que la bourgeoisie ait manifesté le moins du monde le désir de voir s'instaurer la démocratie. En Autriche le suffrage universel est apparu surtout comme le moyen de sauver la monarchie en voie de décomposition. En Belgique enfin, la conquête démocratique du mouvement ouvrier, le suffrage universel, est un effet de la faiblesse du militarisme et par conséquent de la situation géographique et politique particulière de la Belgique et surtout, ce "morceau de démocratie" est acquis, non pas *par* la bourgeoisie, mais *contre* elle.

Le développement ininterrompu de la démocratie que le révisionnisme, à l'instar du libéralisme bourgeois, prend pour la loi fondamentale de l'histoire humaine, ou du moins de l'histoire moderne, se révèle, quand on l'examine de près, comme un mirage. On ne peut établir de rapports universels et absolus entre le développement du capitalisme et la démocratie. Le régime politique est chaque fois le résultat de l'ensemble des facteurs politiques aussi

bien internes qu'externes ; à l'intérieur de ces limites il présente tous les différents degrés de l'échelle depuis la monarchie absolue jusqu'à la République démocratique.

Nous devons donc renoncer à établir une loi historique universelle du développement de la démocratie, même dans le cadre de la société moderne ; si nous nous tournons vers la phase actuelle de l'histoire bourgeoise, nous constatons, ici aussi, dans la situation politique, l'existence de facteurs qui n'entrent pas dans le cadre du schéma de Bernstein, mais conduisent au contraire à l'abandon, par la société bourgeoise, des conquêtes obtenues.

D'une part, les institutions démocratiques – c'est un fait important – ont terminé leur rôle dans le développement de la société bourgeoise. Dans la mesure où elles ont aidé à l'unification des petits États et contribué à la création de grands États modernes (Allemagne, Italie) elles ont épuisé leur utilité. Le développement économique a, entre temps, achevé l'œuvre de cohésion interne des États.

On peut faire les mêmes remarques à propos de toute la machine politique et administrative de l'État passant d'un organisme féodal ou semi-féodal à un mécanisme capitaliste. Cette transformation, historiquement inséparable du développement de la démocratie, est aujourd'hui si complètement achevée que les composantes purement démocratiques de la société, le suffrage universel, le régime républicain, pourraient être supprimées sans que l'administration, les finances, l'organisation militaire eussent besoin de revenir aux formes antérieures à la Révolution de mars 1848, en Allemagne.

On constate donc que le libéralisme est devenu comme tel inutile à la société bourgeoise, il en entrave même le développement à d'autres égards. Il faut mentionner ici deux facteurs qui dominent toute la vie politique des États actuels : la *politique mondiale* et le *mouvement ouvrier* – l'un et l'autre n'étant que deux aspects différents de la phase actuelle du capitalisme.

À cause du développement de l'économie mondiale, de l'aggravation et de la généralisation de la concurrence sur le marché mondial, le militarisme et le marinisme, instruments de la politique mondiale, sont devenus un facteur décisif de la vie extérieure et intérieure des grands États. Cependant si la politique mondiale et le militarisme représentent une tendance *ascendante* de la phase actuelle du capitalisme, la démocratie bourgeoise doit alors logiquement entrer dans une phase descendante. En Allemagne, l'ère des grands armements, qui date de 1893, et la politique mondiale inaugurée par la prise de Kiao-Tchéou, ont eu pour compensation deux sacrifices payés par la démocratie bourgeoise : la décomposition du libéralisme, et le passage du Parti du Centre de l'opposition au gouvernement. Les dernières élections au Reichstag, en

1907¹⁸, qui se sont déroulées sous le signe de la politique coloniale allemande, marquent l'enterrement historique du libéralisme allemand.

La politique extérieure jette donc ainsi la bourgeoisie dans les bras de la réaction – mais la politique intérieure l'y pousse aussi : la montée de la classe ouvrière. Bernstein le reconnaît lui-même : pour lui la légende de l'ogre social-démocrate, autrement dit l'orientation socialiste de la lutte ouvrière, est responsable de la trahison de la bourgeoisie libérale. Il conseille donc au prolétariat, pour rassurer le libéralisme effrayé et le faire sortir du repère de la réaction où il s'est réfugié, d'abandonner le but final du socialisme. En faisant ainsi de l'abandon du socialisme une condition première, des prémisses sociales de la démocratie bourgeoise, il démontre d'une manière éclatante à la fois que la démocratie contredit l'orientation interne actuelle de l'évolution sociale, et que le mouvement ouvrier est un résultat direct de cette orientation.

Mais il prouve encore autre chose : il prétend que la condition essentielle d'une résurrection de la démocratie bourgeoise est l'abandon par la classe ouvrière du but final du socialisme ; par là même, il démontre à l'inverse la fausseté de son affirmation selon laquelle la démocratie bourgeoise est une condition indispensable du mouvement et de la victoire socialistes. Ici, l'argumentation de Bernstein se meut dans un cercle vicieux : sa conclusion anéantit ses propres prémisses.

Pour sortir de ce cercle, il suffit de reconnaître que le libéralisme bourgeois a rendu l'âme, épouvanté par le développement du mouvement ouvrier ; on conclura que le mouvement ouvrier socialiste est aujourd'hui le seul soutien de la démocratie, il n'en existe pas d'autre. On verra alors que ce n'est pas le sort du mouvement socialiste qui est lié à la démocratie bourgeoise, mais inversement celui de la démocratie qui est lié au mouvement socialiste. On constatera que les chances de la démocratie ne sont pas liées au fait que la classe ouvrière renonce à la lutte pour son émancipation, mais au contraire au fait que le mouvement socialiste sera assez puissant pour combattre les conséquences réactionnaires de la politique mondiale et de la trahison de la bourgeoisie.

Quiconque souhaite le renforcement de la démocratie devra souhaiter également le renforcement et non pas l'affaiblissement du mouvement socia-

¹⁸ Les élections au Reichstag de janvier 1907 furent appelées "élections hottentotes" : elles venaient à la fin des sanglantes guerres coloniales contre les Héréros et les Hottentots et furent marquées par un certain recul de la social-démocratie, qui perdit un grand nombre de sièges. La propagande gouvernementale réussit à faire, au cours de la campagne électorale, l'union des partis bourgeois et conservateurs contre le SPD. (NdT)

liste ; renoncer à la lutte pour le socialisme, c'est renoncer en même temps au mouvement ouvrier et à la démocratie elle-même.

3. La conquête du pouvoir politique

Le sort de la démocratie est lié, nous l'avons vu, au sort du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie rend-il superflue ou impossible une révolution prolétarienne dans le sens de la prise du pouvoir d'État, de la conquête du pouvoir politique ?

Bernstein tranche cette question en pesant soigneusement les aspects positifs et les aspects négatifs de la réforme légale et de la révolution, à peu près comme on pèse de la cannelle ou du poivre dans une coopérative de consommation. Dans le cours légal, il voit l'action du raisonnement ; dans son cours révolutionnaire, celle du sentiment ; dans le travail réformiste, une méthode lente ; dans la révolution, une méthode rapide de progrès historique ; dans la légalité, une force méthodique, dans l'insurrection, une violence spontanée.

C'est une chose bien connue que le réformateur petit-bourgeois aperçoit en tout un "bon" et un "mauvais" côté et qu'il mange à tous les râteliers. C'est aussi une chose bien connue que le cours réel de l'histoire ne se soucie guère des combinaisons petites-bourgeoises, et renverse d'un coup les échafaudages bien construits et les calculs, sans tenir compte des "bons côtés" des choses, si bien triés en tas.

En fait, dans l'histoire, la réforme légale ou la révolution se mettent en marche pour des raisons plus puissantes que le calcul des avantages ou des inconvénients comparés des deux méthodes.

Dans l'histoire de la société bourgeoise, la réforme légale eut pour effet de renforcer progressivement la classe ascendante jusqu'à ce que celle-ci se sente assez forte pour s'emparer du pouvoir politique et mettre à bas le système juridique pour en construire un nouveau. Bernstein, qui condamne les méthodes de prise de pouvoir politique en leur reprochant de reprendre les théories blanquistes de la violence taxe à tort de blanquisme ce qui est depuis des siècles le pivot et la force motrice de l'histoire humaine. Depuis qu'il existe des sociétés de classe et que la lutte des classes constitue le moteur essentiel de l'histoire, la conquête du pouvoir politique a toujours été le but de toutes les classes ascendantes ainsi que le point de départ et le point d'aboutissement de toute période historique. C'est ce que nous constatons dans les longues luttes de la paysannerie contre les financiers et contre la noblesse dans l'ancienne Rome, dans les luttes du patriciat contre les évêques et dans celles de l'artisanat contre les patriciens dans les villes du Moyen Âge, ainsi que dans celles de la bourgeoisie contre le féodalisme dans les temps modernes.

La réforme légale et la révolution ne sont donc pas des méthodes différentes de progrès historique que l'on pourrait choisir à volonté comme on choisirait des saucisses chaudes ou des viandes froides au buffet, mais des facteurs différents de l'évolution de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent réciproquement, tout en s'excluant, comme par exemple le pôle Sud et le pôle Nord, la bourgeoisie et le prolétariat.

À chaque époque, en effet, la constitution légale est un simple produit de la révolution. Si la révolution est l'acte de création politique de l'histoire de classe, la législation n'est que l'expression, sur le plan politique, de l'existence végétative et continue de la société. Le travail légal de réformes ne possède aucune autre forme motrice propre, indépendante de la révolution ; il ne s'accomplit dans chaque période historique que dans la direction que lui a donnée l'impulsion de la dernière révolution, et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir ou, pour parler concrètement, seulement dans le cadre de la forme sociale créée par la dernière révolution. Nous sommes là au cœur du problème.

Il est inexact et contraire à la vérité historique de se représenter le travail de réforme comme une révolution diluée dans le temps, et la révolution comme une réforme condensée. Une révolution sociale et une réforme légale ne sont pas des éléments distincts par leur *durée*, mais par leur *contenu* ; tout le secret des révolutions historiques, de la prise du pouvoir politique, est précisément dans le passage de simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle ou, pour parler concrètement, dans le passage d'une période historique d'une forme de société donnée à une autre.

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même.

Cependant, ce que nous venons de dire de la fonction respective de la réforme légale et de la révolution n'est-il pas valable uniquement pour une lutte de classes du passé ?

Peut-être, grâce au développement du système juridique bourgeois, incombe-t-il à la réforme légale de faire passer la société d'une phase historique à une autre ? La conquête du pouvoir d'État par le prolétariat n'est-elle pas devenue "une phrase vide de sens", comme le prétend Bernstein ?

En fait, c'est le contraire qui est vrai. Qu'est-ce qui distingue la société bourgeoise des autres sociétés de classe, de la société antique et de la société féodale ? C'est le fait que la domination de classe n'y repose pas sur les "droits acquis", mais sur de véritables rapports économiques, le fait que le salariat n'est pas un rapport juridique, mais un rapport purement économique. On ne trouvera dans tout notre système juridique aucun statut légal de la domination de classe actuelle. S'il en reste encore des traces, ce sont des survivances de la société féodale, tel le règlement du statut de la domesticité.

Comment supprimer alors l'esclavage du salariat progressivement "par la voie légale", s'il n'est pas traduit dans les lois ? Bernstein, qui prétend, par le moyen de la réforme légale, abolir le capitalisme, se trouve dans la même situation que le romancier russe Ouspenski¹⁹, qui racontait ainsi son aventure : "Vite je saisis le gaillard au collet ! Mais que vois-je ? Ce misérable n'avait pas de collet !" Voilà le problème...

"Toutes les sociétés antérieures étaient fondées sur l'antagonisme de la classe opprimante et de la classe opprimée" (*Manifeste communiste*). Mais dans les phases précédentes de la société moderne, cet antagonisme se traduisait par des rapports juridiques bien déterminés ; de ce fait, il pouvait accorder dans une certaine mesure une place aux nouveaux rapports dans le cadre des anciens. "Au sein même du servage, le serf s'est élevé au rang de membre de la commune" (*Manifeste communiste*). Comment cela fut-il possible ? Par la suppression progressive de tous les privilèges dans le domaine de la cité : corvées, droit de vêtement, taxes sur l'héritage, droit du meilleur *catel*²⁰, impôt personnel, contrainte de mariage, droits de succession, etc., dont l'ensemble constituait précisément le servage.

C'est de cette manière également que le petit-bourgeois du Moyen Âge a réussi "sous le joug de l'absolutisme féodal à s'élever au rang de bourgeois" (*Manifeste communiste*). Par quel moyen ? Par l'abolition partielle et formelle ou par le relâchement effectif des liens corporatifs, par la transformation progressive de l'administration des finances et de l'armée.

Si l'on considère le problème dans l'absolu, et non dans une perspective historique, on peut au moins *imaginer*, dans le cadre des anciens rapports

¹⁹ OUSPENSKI, écrivain russe (1843-1902) célèbre par un recueil de nouvelles Les mœurs de la rue du désordre. Représentant du populisme en littérature. (NdT)

²⁰ Droit en vertu duquel les seigneurs, après la mort d'un vassal, prenaient à leur choix le meilleur des meubles du défunt (NdT).

de classes, une voie légale, réformiste, du passage de la société féodale à la société bourgeoise. Mais la réalité montre que là non plus les réformes légales n'ont pas rendu inutile la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, au contraire elles ont servi à la préparer et à l'introduire. Il a fallu une révolution politique et sociale en règle, à la fois pour abolir le servage et pour supprimer le féodalisme. Aujourd'hui la situation est tout autre. Aucune loi n'oblige le prolétariat à se soumettre au joug du capital, c'est la misère et le manque de moyens de production qui l'y contraignent. Mais aucune loi au monde ne peut lui accorder ses moyens de production dans le cadre de la société bourgeoise parce que ce n'est pas la loi, mais le développement économique qui l'a dépossédé de ses moyens de production.

De même l'exploitation à l'*intérieur* du système du salariat n'est pas non plus fondée sur la loi, car le niveau des salaires n'est pas fixé par voie légale, il dépend de facteurs économiques. Le fait lui-même de l'exploitation n'a pas pour origine une disposition légale, il a un fondement purement économique, à savoir le fait que la force de travail joue le rôle d'une marchandise, possédant entre autres cette qualité de produire de la valeur, et même *plus* de valeur que n'en consomment les ouvriers dans leurs moyens de subsistance.

En un mot, il est impossible de transformer les rapports fondamentaux de la société capitaliste, qui sont ceux de la domination d'une classe par une autre, par des réformes légales qui en respecteraient le fondement bourgeois ; ces rapports ne sont pas en effet le produit d'une législation bourgeoise, ils ne sont pas traduits par des lois. Bernstein l'ignore, apparemment, puisqu'il se propose une "réforme" socialiste, mais il le reconnaît implicitement lorsqu'il écrit à la page 10 de son livre que le "motif économique se dévoile aujourd'hui, alors qu'autrefois il était masqué par toutes sortes de rapports de domination et d'idéologie".

Ce n'est pas tout. Le régime capitaliste a ceci de particulier que tous les éléments de la société future, en se développant, au lieu de s'orienter vers le socialisme, s'en éloignent, au contraire. La production revêt de plus en plus un caractère social. Mais comment se traduit ce caractère social ? Il prend la forme de la grande entreprise, de la société par actions, du cartel, au sein desquels les antagonismes capitalistes, l'exploitation, l'oppression de la force de travail, s'exaspèrent à l'extrême.

Dans l'armée, l'évolution du capitalisme entraîne l'extension du service militaire obligatoire, la réduction du temps de service ; il semble que l'on tende vers un système de milice populaire. Mais cette évolution s'accomplit dans le cadre du militarisme moderne ; la domination du peuple par l'État militariste s'y manifeste nettement, ainsi que le caractère de classe de l'État.

Dans le domaine politique, l'évolution du système conduit, si le terrain y est favorable, à la démocratie, à la participation de toutes les couches de la

population à la vie politique. On s'oriente donc en quelque sorte vers un "État populaire". Mais ceci dans le cadre du parlementarisme bourgeois où les antagonismes de classe, loin d'être résolus, s'étalent au contraire au grand jour. L'évolution du capitalisme oscille donc entre des contradictions ; pour dégager le noyau socialiste de la gangue capitaliste, il faut que le prolétariat s'empare du pouvoir politique, et que le système capitaliste soit entièrement aboli.

De ces constatations Bernstein tire de tout autres conclusions : s'il est vrai que le développement du capitalisme doit exaspérer et non pas atténuer les contradictions capitalistes, alors "la social-démocratie devrait", à l'en croire, "pour ne pas se rendre la tâche plus difficile, essayer de barrer la route aux réformes sociales et d'empêcher l'extension des institutions démocratiques" (page 71). Ce serait juste, en effet, si la social-démocratie avait le souci petit-bourgeois et vain de trier les bons et les mauvais côtés de l'histoire. En ce cas, elle devrait, pour être conséquente, "essayer de barrer la route" au capitalisme tout entier, puisque c'est bien lui le noir criminel qui met des obstacles au socialisme. En fait le capitalisme, tout en mettant des obstacles au socialisme, offre les seules possibilités de réaliser le programme socialiste. Ceci vaut également pour la démocratie. La démocratie est peut-être inutile, ou même gênante pour la bourgeoisie aujourd'hui ; pour la classe ouvrière, elle est nécessaire, voire indispensable.

Elle est nécessaire, parce qu'elle crée *les formes* politiques (auto-administration, droit de vote, etc.) qui serviront au prolétariat de tremplin et de soutien dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société bourgeoise. Mais elle est aussi indispensable, parce que c'est seulement en luttant pour la démocratie et en exerçant ses droits que le prolétariat prendra conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.

En un mot, la démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend inutile la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ; au contraire, elle rend nécessaire et en même temps possible cette prise du pouvoir. Lorsque Engels dans sa préface à *La lutte des classes en France* révisait la tactique du mouvement ouvrier moderne, opposant aux barricades la lutte légale, il n'avait pas en vue – et chaque ligne de cette préface le démontre – le problème de la conquête définitive du pouvoir politique, mais celui de la lutte quotidienne actuelle. Il n'analysait pas l'attitude du prolétariat à l'égard de l'État capitaliste au moment de la prise du pouvoir, mais son attitude dans le cadre de l'État capitaliste. En un mot, Engels donnait les directives au prolétariat *opprimé*, et non au prolétariat victorieux.

En revanche, la phrase célèbre de Marx sur la question agraire en Angleterre, et dont Bernstein tire argument, à savoir "qu'on la réglerait plus facilement en achetant les landlords" – cette phrase ne se rapporte pas à l'attitude du prolétariat *avant*, mais *après* sa victoire. Car on ne peut parler d'acheter les

classes dominantes que si la classe ouvrière est au pouvoir. Ce que Marx envisageait, c'était l'exercice pacifique de la dictature prolétarienne, et non le remplacement de la dictature par des réformes sociales capitalistes.

Marx et Engels n'ont jamais mis en doute la nécessité de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Il était réservé à Bernstein de considérer la mare aux grenouilles du parlementarisme bourgeois comme l'instrument appelé à réaliser le bouleversement social le plus formidable de l'histoire, à savoir la transformation des structures capitalistes en structures socialistes.

Mais en exposant sa théorie, Bernstein avait commencé par exprimer simplement la crainte que le prolétariat ne s'empare *trop tôt* du pouvoir. Si tel était le cas, une telle action reviendrait, selon Bernstein, à laisser la société bourgeoise dans la situation où elle est, et le prolétariat subirait une défaite redoutable. Cette crainte montre à quoi aboutit pratiquement la théorie de Bernstein : à conseiller au prolétariat, pour le cas où les circonstances l'amèneraient au pouvoir, d'aller tout simplement se coucher. Mais par là même cette théorie se juge elle-même, se dévoile comme une doctrine condamnant le prolétariat, aux instants décisifs de la lutte, à l'inaction, donc à une trahison passive de sa propre cause.

Si notre programme ne pouvait être applicable à toutes les éventualités et à tous les moments de la lutte – il ne serait qu'un vil chiffon de papier. Formulation globale de l'évolution historique du capitalisme, notre programme doit également décrire dans leurs traits fondamentaux toutes les phases transitoires de ce développement, et donc orienter à chaque instant l'attitude du prolétariat dans le sens d'une marche vers le socialisme. On peut donc conclure qu'il n'existe *aucune* circonstance où le prolétariat serait contraint d'abandonner son programme, ou d'être abandonné par lui.

Concrètement, cela veut dire qu'il n'y a aucun moment où le prolétariat, porté au pouvoir par les circonstances, ne puisse, ou ne soit tenu de prendre certaines mesures en vue de réaliser son programme, des mesures de transition vers le socialisme. Affirmer que le programme socialiste pourrait se révéler impuissant à une phase quelconque de la prise du pouvoir et incapable de donner des directives en vue de sa réalisation, revient à affirmer que le programme socialiste est, d'une manière générale et de tout temps, *irréalisable*.

Mais si les mesures transitoires sont prématurées ?

Cette objection révèle une série de malentendus quant à la nature réelle et au déroulement de la révolution sociale. Premier malentendu : la prise du pouvoir politique par le prolétariat, c'est-à-dire par une grande classe populaire, ne se fait pas artificiellement. Sauf en certains cas exceptionnels – tels que la Commune de Paris, où le prolétariat n'a pas obtenu le pouvoir au terme d'une lutte consciente, mais où le pouvoir lui est échu comme un bien dont

personne ne veut plus – la prise du pouvoir politique implique une situation politique et économique parvenue à un certain degré de maturité. C’est là toute la différence entre des coups d’État de style blanquiste, accomplis par “une minorité agissante”, déclenchés à n’importe quel moment, et en fait, toujours inopportunément, et la conquête du pouvoir politique par la grande masse populaire consciente ; une telle conquête ne peut être que le produit de la décomposition de la société bourgeoise ; elle porte donc en elle-même la justification économique et politique de son opportunité.

Si l’on considère les *conditions sociales* de la conquête du pouvoir, la révolution ne peut donc se produire prématurément ; si elle est prématurée, c’est du point de vue des conséquences politiques lorsqu’il s’agit de *conserver* le pouvoir.

La révolution prématurée, dont le spectre hante les nuits de Bernstein, menaçante comme une épée de Damoclès, ne peut être conjurée par aucune prière, aucune supplication, toutes les trances et toutes les angoisses sont impuissantes à cet égard. Et cela pour deux raisons très simples.

Tout d’abord un bouleversement aussi formidable que le passage de la société capitaliste à la société socialiste ne peut se produire d’un bond, par un coup de main heureux du prolétariat. L’imaginer, c’est faire preuve encore une fois de conceptions résolument blanquistes. La révolution socialiste implique une lutte longue et opiniâtre au cours de laquelle, selon toute probabilité, le prolétariat aura le dessous plus d’une fois ; si l’on regarde le résultat final de la lutte globale, sa première attaque aura donc été prématurée : il sera parvenu trop tôt au pouvoir.

Or – et c’est là le deuxième point – cette conquête “prématurée” du pouvoir politique est inévitable, parce que ces attaques prématurées du prolétariat constituent un facteur, et même un facteur très important, créant les conditions politiques de la victoire définitive : en effet, ce n’est qu’au cours de la crise politique qui accompagnera la prise du pouvoir, au cours de longues luttes opiniâtres, que le prolétariat acquerra le degré de maturité politique lui permettant d’obtenir la victoire définitive de la révolution. Ainsi ces assauts “prématurés” du prolétariat contre le pouvoir d’État sont eux-mêmes des facteurs historiques importants, contribuant à provoquer et à déterminer le moment de la victoire définitive. De ce point de vue l’idée d’une conquête “prématurée” du pouvoir politique par les travailleurs apparaît comme un contresens politique, contresens dû à une conception mécanique de l’évolution de la société ; une telle conception suppose pour la victoire de la lutte des classes un moment fixé *en dehors* et *indépendamment* de la lutte des classes.

Or, nous avons vu que le prolétariat ne peut faire autrement que de s’emparer “prématurément” du pouvoir politique, ou, en d’autres termes, il ne peut que le conquérir une ou plusieurs fois trop tôt pour parvenir enfin à sa

conquête définitive ; de ce fait, s'opposer à une conquête "prématurée" du pouvoir, revient à s'opposer, en général, à l'aspiration du prolétariat à s'emparer du pouvoir d'État.

Tous les chemins mènent à Rome : nous aboutissons logiquement, ici encore, à cette conclusion que le conseil révisionniste d'abandonner le *but final* socialiste revient à abandonner le *mouvement* socialiste tout entier.

4. L'effondrement

Bernstein, révisant le programme socialiste, commençait par abandonner la théorie de l'effondrement du capitalisme. Or, cette théorie est la clef de voûte du socialisme scientifique ; en la rejetant, Bernstein provoque nécessairement l'écroulement de toute sa conception socialiste. Au cours de la discussion, il est en effet conduit, pour maintenir sa première affirmation, à abandonner successivement les positions socialistes les unes après les autres.

Sans l'effondrement du capitalisme l'expropriation de la classe capitaliste est impossible. Bernstein renonce donc à l'expropriation et pose comme objectif du mouvement ouvrier la réalisation progressive du "principe coopératif". Mais le système des coopératives ne peut être réalisé à l'intérieur d'un régime de production capitaliste. Bernstein renonce donc à la socialisation de la production et se contente de proposer la réforme du commerce, le développement des coopératives de consommation.

Mais la transformation de la société par les coopératives de consommation, même avec les syndicats, est incompatible avec le développement matériel effectif de la société capitaliste. Bernstein renonce donc à la conception matérialiste de l'histoire.

Mais sa propre conception du sens du développement économique est incompatible avec la théorie marxiste de la plus-value. C'est pourquoi Bernstein abandonne la théorie marxiste de la valeur et de la plus-value et, du même coup, toute la doctrine économique de Marx.

Mais il ne peut y avoir de lutte prolétarienne de classes sans un but final déterminé et sans base économique de la société actuelle. Bernstein abandonne donc la lutte de classes et prêche la réconciliation avec le libéralisme bourgeois.

Dans une société de classe cependant la lutte de classe est un phénomène naturel et inévitable ; Bernstein conteste donc en fin de compte l'existence même des classes dans notre société : la classe ouvrière n'est pour lui qu'une masse d'individus isolés et dispersés, non seulement politiquement et intellectuellement, mais encore économiquement. La bourgeoisie n'est pas non plus, selon lui, rassemblée politiquement par des intérêts économiques in-

ternes, sa cohésion n'est maintenue que par une pression extérieure venue d'en-haut ou d'en-bas.

Mais s'il n'existe pas de fondement économique à la lutte de classes et si on nie en fin de compte l'existence même des classes, on affirme par là même l'impossibilité non seulement de la lutte future du prolétariat contre la bourgeoisie, mais même de sa lutte passée ; la social-démocratie elle-même et ses succès deviennent absolument incompréhensibles. Ou alors ils ne s'expliquent que comme le produit de la pression politique du gouvernement ; ils apparaissent non pas comme la conséquence naturelle historique, mais comme un résultat fortuit de la politique des Hohenzollern ; ils font figure non pas d'enfants légitimes de la société capitaliste, mais de bâtards de la réaction. C'est ainsi que Bernstein passe avec une logique rigoureuse de la conception matérialiste de l'histoire à celle de la *Frankfurter Zeitung* et de la *Vossische Zeitung*.

Après avoir abjuré toute la critique socialiste de la société capitaliste, il ne reste plus qu'à trouver satisfaisant le système actuel du moins dans son ensemble. C'est un pas que Bernstein n'hésite pas à franchir ; il estime qu'en Allemagne actuellement la réaction n'est pas si puissante : "dans les pays de l'Europe Occidentale on ne peut parler de réaction politique" ; il pense que dans tous les pays de l'Occident "l'attitude des classes bourgeoises à l'égard du mouvement socialiste est tout au plus une attitude de défense et non pas d'oppression" (*Vorwärts*, 26 mars 1899). Il n'y a pas de paupérisation, mais une amélioration du niveau de vie des ouvriers ; la bourgeoisie est politiquement progressive et même moralement saine. On ne peut parler ni de réaction ni d'oppression. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes... Après avoir dit A, Bernstein est amené d'une façon tout à fait logique et conséquente à réciter l'alphabet tout entier. Il avait commencé par abandonner le *but final* pour le mouvement. Mais comme il ne peut y avoir en pratique de mouvement socialiste sans but socialiste, il est obligé de renoncer au *mouvement* lui-même.

Toute la doctrine socialiste de Bernstein s'est ainsi effondrée. La fière et admirable construction symétrique du système marxiste est devenue pour lui un tas de décombres où les débris de tous les systèmes, les fragments de pensée de tous les grands et petits esprits ont trouvé une fosse commune. Marx et Proudhon, Leo von Buch et Franz Oppenheimer, Friedrich-Albert Lange et Kant, Prokopovitch et le docteur Ritter von Neupauer, Herkner et Schulze-Gaevernitz, Lassalle et le professeur Julius Wolff²¹ : tous ont apporté leur con-

²¹ Frantz OPPENHEIMER, économiste et sociologue (1864-1943). Tenant d'un socialisme libéral. Il voyait l'origine de la misère dans le monopole de la propriété du sol. Friedrich Albert LANGE, philosophe (1852-1875). Théoricien du néo-kantisme. A soutenu certaines théories du socialisme utopique. HERKNER, économiste (1863-1932) : un des représentants du "socialisme de la chaire" (Kathedersozialismus). SCHULZE-GAEVERNITZ, économiste (1864-1943). Auteur de *Zum Sozialen Frieden* et de *Imperialismus und englischer Freihandel*. (NdT)

tribution au système bernsteinien. De chacun il a pris un peu. Quoi d'étonnant à cela ? En abandonnant le point de vue de classe, il a perdu tout point de repère politique, en renonçant au socialisme scientifique il a perdu l'axe de cristallisation intellectuel autour duquel les faits isolés se groupent dans l'ensemble organique d'une conception du monde cohérente.

Cette doctrine composée des fragments de tous les systèmes possibles sans distinction semble au premier abord complètement libre de préjugés. En effet, Bernstein ne veut pas entendre parler d'une "science de parti" ou, plus précisément, d'une science de classe, pas plus que d'un libéralisme de classe ou d'une morale de classe. Il croit représenter une science abstraite universelle, humaine, un libéralisme abstrait, une morale abstraite.

Mais la société véritable se compose de classes ayant des intérêts, des aspirations, des conceptions diamétralement opposées, et une science humaine universelle dans le domaine social, un libéralisme abstrait, une morale abstraite sont pour le moment du ressort de la fantaisie et de la pure utopie. Ce que Bernstein prend pour sa science, sa démocratie, sa morale universelle tellement humaine, c'est tout simplement celles de la classe dominante, c'est-à-dire la science, la démocratie, la morale *bourgeoises*.

En effet : abjurer le système économique marxiste et se convertir aux doctrines de Brentano, Boehm-Jevons, Say, Julius Wolff, n'est-ce pas troquer la base scientifique de l'émancipation de la classe ouvrière contre l'apologétique de la bourgeoisie ? En évoquant le caractère universellement humain du libéralisme, en dénaturant le socialisme jusqu'à en faire une caricature, Bernstein ne fait rien de moins que d'enlever au socialisme son caractère de classe, donc son contenu historique, et, en somme, tout contenu ; inversement, il en vient à faire de la bourgeoisie, championne du libéralisme dans l'histoire, la représentante de l'intérêt universellement humain.

Bernstein condamne l'importance excessive attribuée "aux facteurs matériels considérés comme les forces toutes-puissantes de l'évolution", il part en guerre contre le "mépris de l'idéal" dans la social-démocratie ; il se fait le champion de l'idéalisme, de la morale, mais en même temps s'élève contre l'unique source de connaissances morales pour le prolétariat, la lutte de classes révolutionnaire ; ce faisant, il en vient à prêcher dans la classe ouvrière ce qui est la quintessence de la morale bourgeoise, la réconciliation avec l'ordre établi et le transfert de l'espoir dans l'au-delà de l'univers moral. Enfin, en réservant ses attaques les plus violentes à la dialectique, ne vise-t-il pas le mode de penser spécifique du prolétariat conscient, luttant pour ses aspirations ? La dialectique n'est-elle pas l'instrument qui doit aider le prolétariat à sortir des ténèbres où baigne son avenir historique, l'arme intellectuelle permettant au prolétariat encore sous le joug matériel de la bourgeoisie de triompher d'elle, de la vaincre qu'elle est condamnée à périr, de lui prouver la certitude infaillible de

sa victoire ? Cette arme n'a-t-elle pas déjà accompli dans le domaine de l'esprit la révolution ? Bernstein, en abandonnant la dialectique, en se livrant au petit jeu intellectuel des formules d'équilibriste telles que le "oui, mais", "d'une part, d'autre part", "quoique, cependant", "plus ou moins", adopte, tout à fait logiquement, le mode de penser historique de la bourgeoisie décadente, mode de penser qui reflète fidèlement son existence sociale et son action politique. Le petit jeu politique de l'équilibre qui se traduit par les formules : "d'une part, d'autre part", "si, mais", cher à la bourgeoisie d'aujourd'hui, tout cela trouve son reflet fidèle dans le mode de pensée de Bernstein ; et le mode de pensée de Bernstein est le symptôme le plus sensible et le plus sûr de son idéologie bourgeoise. Mais pour Bernstein le terme de bourgeois ne désigne plus une classe, c'est un concept social universel. Cela signifie simplement que – logique jusqu'à ses dernières conséquences, jusqu'au dernier point sur le dernier i – en abandonnant la science, la politique, la morale, et le mode de pensée du prolétariat il abandonne également le langage historique du prolétariat pour celui de la bourgeoisie. Puisque par *Bürger*²⁷ Bernstein entend sans différenciation à la fois le bourgeois et le prolétaire, donc l'homme en général, c'est qu'effectivement l'homme est pour lui tout bonnement le bourgeois, que la société humaine est identique à la société bourgeoise.

5. *L'opportunisme en théorie et en pratique*

Le livre de Bernstein a eu pour le mouvement ouvrier allemand et international une grande importance historique : il a constitué la première tentative pour donner aux courants opportunistes dans²³ la social-démocratie, une base théorique.

Si l'on tient compte de certaines manifestations sporadiques qui se sont fait jour – nous pensons par exemple à la fameuse question de la subvention accordée aux compagnies maritimes – les tendances opportunistes à l'intérieur de notre mouvement remontent assez loin. Mais c'est seulement en 1890 qu'on voit se dessiner une tendance déclarée et unique en ce sens : après l'abolition de la loi d'exception contre les socialistes, quand la social-démocratie eut reconquis le terrain de la légalité. Le socialisme d'État à la Vollmar²⁴, le vote du budget en Bavière²⁵, le socialisme agraire d'Allemagne

²² Le mot allemand désigne à la fois le bourgeois et le citoyen. (NdT)

²³ L'édition Maspero écrit : ...opportunistes, à la social-démocratie. Notre version est conforme au texte allemand : ...den opportunistischen Strömungen in der Sozialdemokratie (MIA).

²⁴ Georg von VOLLMAR, membre du S.P.D., 1850-1922. Député au Reichstag. Depuis 1891 il défendait l'idée d'un travail "positif" de réforme au Parlement et en Bavière. Représentant de l'aile réformiste.

²⁵ Vote du budget en Bavière : À partir des années 90 fut introduite la tradition dans le parti socialiste en Bavière de voter le budget du Land. C'était contraire à la tradition du Parti dans son ensemble : au

du Sud, les projets de Heine tendant à l'établissement d'une politique de marchandage, les vues de Schippel sur la politique douanière et la milice : telles sont les principales étapes qui jalonnent la voie de la pratique opportuniste.

Le signe distinctif de l'opportunisme, c'est d'abord l'hostilité à la "théorie". C'est tout naturel, puisque notre "théorie" – c'est-à-dire les principes du socialisme scientifique – pose des limites très fermes à l'action pratique à la fois quant aux objectifs visés, aux moyens de lutte, et enfin au *mode* de lutte lui-même.

Aussi ceux qui ne recherchent que les succès pratiques ont-ils tout naturellement tendance à réclamer la liberté de manœuvre, c'est-à-dire à séparer la pratique de la "théorie", à s'en rendre indépendants.

Mais à chaque tentative d'action pratique la théorie leur retombait sur la tête : le socialisme d'État, le socialisme agraire, la politique de marchandage, le problème de la milice, autant de défaites pour l'opportunisme. Bien évidemment, pour affirmer son existence contre nos principes, ce courant devait en toute logique finir par s'en prendre à la théorie elle-même, aux principes, et plutôt que de les ignorer chercher à les ébranler et à construire sa propre théorie. La théorie de Bernstein fut une tentative de cet ordre ; aussi avons-nous vu au Congrès de Stuttgart tous les éléments opportunistes se grouper autour de la bannière de Bernstein.

Si les divers courants de l'opportunisme pratique sont un phénomène très naturel, explicable par les conditions de notre lutte et la croissance de notre mouvement, la théorie de Bernstein est par ailleurs une tentative non moins naturelle pour réunir ces courants en une expression théorique générale, pour découvrir une base théorique qui leur soit propre et rompre en lice avec le socialisme scientifique. La doctrine bernsteinienne sert donc de légitimation scientifique à l'opportunisme et le soumit à l'épreuve du feu. Comment l'opportunisme soutint-il cette épreuve ? Nous l'avons vu : l'opportunisme n'est pas en mesure de construire une théorie positive qui résiste, si peu que ce soit, à la critique. Il n'est capable que de s'attaquer d'abord à certains principes isolés de la doctrine marxiste ; mais comme cette doctrine constitue un édifice solidement assemblé, il finit par abattre le système tout entier, du dernier étage aux fondations. Ce qui prouve que l'opportunisme pratique est incompatible, par sa nature et ses fondements, avec le système marxiste.

Reichstag les députés socialistes refusaient chaque année en bloc le budget. Wolfgang HEINE (1861-1944) socialiste allemand. Député au Reichstag. Rédacteur à la revue Sozialistische Monatshefte, appartenait à l'aile droite du parti. SCHIPPEL (1859-1928) appartient au groupe révisionniste. Rédacteur aux Sozialistische Monatshefte, partisan d'un certain protectionnisme. (NdT)

Mais cela prouve également que l'opportunisme est incompatible avec le socialisme en général ; sa tendance intime le porte à orienter le mouvement ouvrier dans la voie bourgeoise, autrement dit à paralyser complètement la lutte de classes prolétarienne. Sans doute, si on les considère dans une perspective historique, la lutte de classes prolétarienne et le système marxiste ne sont-ils pas identiques. *Avant* Marx et indépendamment de lui il y a eu un mouvement ouvrier et divers systèmes socialistes ; ceux-ci, chacun à sa manière et selon les conditions de l'époque, traduisaient sur le plan théorique les aspirations à l'émancipation de la classe ouvrière. Tous les éléments de la doctrine de Bernstein se trouvent déjà dans des systèmes antérieurs au marxisme : un socialisme fondé sur des notions morales de justice, la lutte contre le mode de répartition des richesses plutôt que contre le mode de production ; une conception des antagonismes de classes réduits à l'antagonisme entre pauvres et riches ; la volonté de greffer sur l'économie marxiste le système du "coopératisme". Or, *en leur temps*, ces théories malgré leur insuffisance, étaient des théories authentiques de la lutte de classes prolétarienne ; elles furent l'alphabet historique dans lequel le prolétariat apprit à lire.

Mais après l'évolution de la lutte des classes et de ses conditions sociales, une fois ces théories abandonnées, et les principes du socialisme scientifique formulés – il ne peut exister, en Allemagne du moins, d'autre socialisme que le socialisme marxiste ni d'autre lutte de classe socialiste que celle de la social-démocratie. Revenir aux théories socialistes antérieures à Marx, ce n'est pas seulement revenir au b a ba, au premier grand alphabet du prolétariat, c'est annoncer le catéchisme anachronique de la bourgeoisie.

La théorie de Bernstein fut la première tentative, mais aussi la dernière, pour donner à l'opportunisme une base théorique. Nous disons "la dernière" parce qu'avec la doctrine bernsteinienne l'opportunisme est allé si loin – à la fois négativement dans l'abjuration du socialisme scientifique et positivement dans la confusion théorique, l'assemblage incohérent de tous les éléments disponibles des autres systèmes – qu'il ne lui reste rien à ajouter. Le livre de Bernstein marque la fin de l'évolution théorique de l'opportunisme, il en tire les dernières conséquences.

La doctrine marxiste est non seulement capable de le réfuter théoriquement mais encore elle est seule en mesure d'*expliquer* ce phénomène historique qu'est l'opportunisme à l'intérieur de l'évolution du parti. La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassem-

bler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se transformer en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme.

L'arsenal théorique du marxisme nous offre sans doute depuis plus d'un demi-siècle des armes capables de parer à l'un et à l'autre de ces dangers opposés. Mais notre mouvement est un mouvement de masse et les dangers qui le menacent ne sont pas l'invention de cerveaux individuels, mais le produit de conditions sociales ; aussi la doctrine marxiste ne pouvait-elle à l'avance, une fois pour toutes, nous mettre à l'abri des déviations anarchistes ou opportunistes : c'est seulement quand les déviations sont passées dans la pratique qu'elles peuvent être surmontées par le mouvement lui-même – mais seulement à l'aide des armes fournies par Marx.

La social-démocratie a déjà surmonté le moins grave de ces deux dangers, la maladie infantile anarchiste, avec le “mouvement des indépendants”²⁶. Elle est en train de surmonter actuellement le second et le plus grave de ces maux : l'hydropisie opportuniste.

Si l'on considère l'expansion énorme prise par le mouvement au cours des dernières années et le caractère complexe des conditions où devait s'engager la lutte ainsi que des objectifs qu'elle devait se donner, il était inévitable que se manifeste à un moment donné un certain flottement : scepticisme quant à la possibilité d'atteindre les grands objectifs finaux, hésitations quant à l'élément théorique du mouvement. Le mouvement ouvrier ne peut ni ne doit progresser autrement ; les instants d'hésitation, de crainte, bien loin de surprendre les marxistes, ont été au contraire prévus et prédits depuis bien longtemps par Marx :

“Les révolutions bourgeoises”, écrivait Marx, il y a un demi-siècle dans son *Dix-huit brumaire*, “comme celles du XVIII^e siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques se surpassent à l'envi, hommes et choses semblent s'envoler dans des feux de diamants, l'enthousiasme extatique est la mentalité quotidienne, mais elles ont la vie courte. Rapidement elles ont atteint leur point culminant, et un long mal aux cheveux s'empare de la société avant qu'elle n'apprenne à s'approprier tranquillement les résultats de sa période orageuse. Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celle

²⁶ Le “mouvement des Indépendants” est issu du groupe des “Junge” de tendance anarchiste, à l'intérieur du S.P.D. (NdT).

du XIX^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à tout instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble accompli, pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les insuffisances, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour que, tirant de la terre des forces nouvelles, il se dresse à nouveau, plus gigantesque en face d'elles, prennent constamment peur à nouveau devant l'immensité infinie de leur propre but, jusqu'à ce que soit créée la situation qui rend impossible tout retour en arrière et que les circonstances elles-mêmes leur crient :

“Hic Rhodus, hic salta !”

“C'est ici qu'est la rose ! c'est ici qu'il faut danser²⁷ !”

Ceci n'a pas cessé d'être vrai, même après qu'ait été édifée la théorie du socialisme scientifique. Le mouvement prolétarien n'en est pas pour autant devenu d'un seul coup, même en Allemagne, socialiste ; il le *devient* peu à peu chaque jour, il le devient en corrigeant les déviations opposées : l'anarchisme, l'opportunisme ; l'une et l'autre erreur ne sont que des phases du mouvement socialiste considéré comme un *processus* continu.

Dans cette perspective ce n'est pas tant l'apparition d'un courant opportuniste qui doit surprendre, c'est plutôt sa faiblesse. Tant qu'il ne s'était manifesté qu'à des occasions isolées, à propos de l'action pratique du parti, on pouvait imaginer qu'il s'appuyait sur une base théorique sérieuse.

Mais aujourd'hui, en lisant dans le livre de Bernstein l'expression théorique accomplie de cette tendance, on s'écrie avec stupéfaction : Comment ? C'est tout ce que vous avez à dire ? Pas l'ombre d'une pensée originale ! Pas une idée que le marxisme n'ait, il y a des dizaines d'années, réfutée, écrasée, raillée, réduite en poussière ! Il a suffi que l'opportunisme prît la parole pour démontrer qu'il n'avait rien à dire. C'est là ce qui fait, pour l'histoire du parti, toute l'importance du livre de Bernstein.

Bernstein a abandonné les catégories de pensée du prolétariat révolutionnaire, la dialectique et la conception matérialistes de l'histoire ; or, c'est à elles qu'il doit les circonstances atténuantes de son revirement. Car seules la dialectique et la conception matérialistes de l'histoire peuvent le faire apparaître, dans leur grande magnanimité, pour ce qu'il a été inconsciemment : l'instrument prédestiné qui, en révélant à la classe ouvrière une défaillance

²⁷ Marx, Le Dix-huit brumaire de Louis Bonaparte, trad. Molitor, p. 154. La traduction respecte le contresens fait par Marx sur le proverbe latin tiré de la fable d'Ésope et dont le sens est : C'est ici qu'est Rhodes, saute ! (NdT)

passagère de son élan, l'a forcée à le rejeter loin d'elle d'un geste de mépris railleur²⁸.

²⁸ La première édition se terminait par les deux paragraphes suivants que Rosa Luxemburg a supprimés parce qu'ils ne lui paraissaient plus opportuns. Nous en donnons ici la traduction :

“Nous avons dit : le mouvement devient socialiste en corrigeant les déviations anarchistes et opportunistes qui sont un produit inévitable de sa croissance. Mais les surmonter ne signifie pas laisser tout faire en toute tranquillité comme il plaît à Dieu. Surmonter le courant opportuniste actuel signifie le rejeter.

Bernstein termine son livre par le conseil donné au parti : qu'il ose paraître ce qu'il est : c'est-à-dire un parti réformiste, socialiste et démocrate. Le parti, c'est-à-dire son organe suprême, le Congrès devrait, à notre avis, suivre ce conseil en proposant à Bernstein de paraître à son tour ce qu'il est : un progressiste démocrate petit-bourgeois.”

Ce passage indique donc que Rosa Luxemburg jugeait opportune, en 1899, l'exclusion de Bernstein et des révisionnistes. En 1908 cette exigence avait perdu toute actualité, le révisionnisme semblait définitivement vaincu. (NdT)

Grève de masses, parti et syndicat (1906)

I.

Presque tous les écrits et les déclarations du socialisme international traitant de la question de la grève générale datent de l'époque antérieure à la révolution russe, où fut expérimenté pour la première fois dans l'histoire, sur une large échelle, ce moyen de lutte. Cela explique pourquoi ces écrits ont pour la plupart vieilli. Ils s'inspirent d'une conception identique à celle d'Engels, qui, en 1873, critiquant Bakounine et sa manie de fabriquer artificiellement la révolution en Espagne, écrivait :

« La grève générale est, dans le programme de Bakounine, le levier qui sert à déclencher la révolution sociale. Un beau matin tous les ouvriers de toutes les entreprises d'un pays ou même du monde entier abandonnent le travail, obligeant ainsi, en quatre semaines tout au plus, les classes possédantes soit à capituler, soit à attaquer les ouvriers, si bien que ceux-ci auraient le droit de se défendre, et par la même occasion d'abattre la vieille société tout entière. Cette suggestion est bien loin d'être une nouveauté : des socialistes français et à leur suite des socialistes belges, ont, depuis 1848, souvent enfourché ce cheval de bataille qui, à l'origine, est de race anglaise. Au cours du développement rapide et vigoureux du chartisme parmi les ouvriers anglais, à la suite de la crise de 1837, on prêchait dès 1839, le « saint mois », la suspension du travail à l'échelle de la nation²⁹, et cette idée avait trouvé un tel écho que les ouvriers du nord de l'Angleterre tentèrent en juillet 1842 de la mettre en pratique. Le Congrès des Alliances à Genève, le 1^{er} septembre 1873, mit également à l'ordre du jour la grève générale. Simplement tout le monde admettait qu'il fallait pour la faire que la classe ouvrière soit entièrement organisée et qu'elle ait des fonds de réserve. C'est là précisément que le bât blesse. D'une part les gouvernements, surtout si on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront jamais arriver à ce stade ni l'organisation ni la trésorerie des ouvriers ; et d'autre part les événements politiques et les interventions des classes dominantes amèneront l'affranchissement des travailleurs bien avant que le prolétariat ne parvienne à se donner cette organisation idéale et ce fonds de réserve gigantesque. Par ailleurs, s'il les possédait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir à son but³⁰. »

²⁹ Voir Engels, La situation des classes laborieuses en Angleterre.

³⁰ Frédéric Engels : Die Bakunisten an der Arbeit, dans le recueil d'articles intitulé : internationales aus dem Volksstaat, page 20.

C'est sur une telle argumentation que se fonda dans les années suivantes l'attitude de la social-démocratie internationale à l'égard de la grève de masse. Elle est dirigée contre la théorie anarchiste de la grève générale qui oppose la grève générale, facteur de déclenchement de la révolution sociale, à la lutte politique quotidienne de la classe ouvrière. Elle tient tout entière dans ce dilemme simple : ou bien le prolétariat dans son ensemble ne possède pas encore d'organisation ni de fonds considérables – et alors il ne peut réaliser la grève générale – ou bien il est déjà assez puissamment organisé – et alors il n'a pas besoin de la grève générale. Cette argumentation est, à vrai dire, si simple et si inattaquable à première vue, que pendant un quart de siècle elle a rendu d'immenses services au mouvement ouvrier moderne, soit pour combattre au nom de la logique les chimères anarchistes, soit pour aider à porter l'idée de la lutte politique dans les couches les plus profondes de la classe ouvrière. Les progrès immenses du mouvement ouvrier dans tous les pays modernes au cours des vingt-cinq dernières années vérifient de la manière la plus éclatante la tactique de la lutte politique préconisée par Marx et Engels, par opposition au bakouninisme : la social-démocratie allemande dans sa puissance actuelle, sa situation à l'avant-garde de tout mouvement ouvrier international est, pour une très grosse part, le produit direct de l'application conséquente et rigoureuse de cette tactique.

Aujourd'hui la révolution russe a soumis cette argumentation à une révision fondamentale ; elle a, pour la première fois, dans l'histoire des luttes de classe, permis une réalisation grandiose de l'idée de la grève de masse et même – nous l'expliquerons plus en détail – de la grève générale, inaugurant ainsi une époque nouvelle dans l'évolution du mouvement ouvrier.

Il ne faut certes pas conclure que Marx et Engels ont soutenu à tort la tactique de la lutte politique ou que leur critique de l'anarchisme est fautive. Tout au contraire, ce sont les mêmes raisonnements, les mêmes méthodes dont s'inspire la tactique de Marx et d'Engels et qui fondent encore aujourd'hui la pratique de la social-démocratie allemande, et qui dans la révolution russe ont produit de nouveaux éléments et de nouvelles conditions de la lutte de classe.

La révolution russe, cette même révolution qui constitue la première expérience historique de la grève générale, non seulement ne réhabilite pas l'anarchisme, mais encore aboutit à une liquidation historique de l'anarchisme. On pourrait penser que le règne exclusif du parlementarisme sur une aussi longue période expliquait peut-être l'existence végétative à laquelle l'essor puissant de la social-démocratie allemande condamnait cette tendance. On pouvait certes supposer que le mouvement orienté tout entier vers « l'offensive » et « l'action directe » que la « tendance révolutionnaire » au sens le plus brutal de levée de fourches était simplement mis en sommeil par le train-train de la routine parlementaire, prêt à se réveiller dès le retour d'une pé-

riode de lutte ouverte, dans une révolution de rue, et à déployer alors sa force interne.

La Russie surtout semblait particulièrement faite pour servir de champ d'expériences aux exploits de l'anarchisme. Un pays où le prolétariat n'avait absolument aucun droit politique et ne possédait qu'une organisation extrêmement faible, un mélange sans cohérence de populations aux intérêts très divers se traversant et s'entrecroisant ; le faible niveau de culture où végétait la grande masse de la population, la brutalité la plus extrême employée par le régime régnant, tout cela devait concourir à donner à l'anarchisme une puissance soudaine même si elle devait être éphémère. En fin de compte, la Russie n'était-elle pas historiquement le berceau de l'anarchisme ? Pourtant la patrie de Bakounine devait devenir le tombeau de sa doctrine. Non seulement en Russie ce ne sont pas les anarchistes qui se sont trouvés ou se trouvent à la tête du mouvement de grèves de masse, non seulement la direction politique de l'action révolutionnaire ainsi que la grève de masse sont entièrement aux mains des organisations social-démocrates, dénoncées avec acharnement par les anarchistes comme « un parti bourgeois » – ou aux mains d'organisations plus ou moins influencées par la social-démocratie ou proches d'elle comme le parti terroriste des « Socialistes révolutionnaires³¹ », mais l'anarchisme est absolument inexistant dans la révolution russe comme tendance politique sérieuse. On note seulement à Bialystok, petite ville de Lituanie où la situation est particulièrement difficile, où les ouvriers ont les origines nationales les plus diverses, où la petite industrie est très éparpillée, où le niveau du prolétariat est très bas, parmi les six ou sept groupements révolutionnaires différents une poignée d'« anarchistes » ou soi-disant tels qui entretiennent de toutes leurs forces la confusion et le désarroi de la classe ouvrière. On peut aussi observer à Moscou et peut-être dans deux ou trois villes une poignée de gens de cette espèce. Mais à part ces quelques groupes « révolutionnaires », quel est le rôle propre joué par l'anarchisme dans la révolution russe ? Il est devenu l'enseigne de voleurs et de pillards vulgaires ; c'est sous la raison sociale de « l'anarcho-communisme » qu'ont été commis une grande partie de ces innombrables vols et brigandages chez des particuliers qui, dans chaque période de dépression, de reflux momentanée de la révolution, font rage. L'anarchisme dans la révolution russe n'est pas la théorie du prolétariat militant mais l'enseigne idéologique du Lumpenproletariat contre-révolutionnaire grondant comme une bande de requins dans le sillage du navire de guerre de la révolution. Et c'est ainsi sans doute que finit la carrière historique de l'anarchisme.

D'un autre côté la grève de masse a été pratiquée en Russie non pas dans la perspective d'un passage brusque à la révolution, comme un coup de

³¹ Le parti social-révolutionnaire, créé en 1900 par Tchernov. Héritier du socialisme traditionnel russe, il préconisait la collectivisation du sol dans le cadre du mir. Il employait volontiers des méthodes terroristes (assassinat de trois ministres de l'Intérieur et du grand-duc Serge en 1905).

théâtre qui permettrait de faire l'économie de la lutte politique de la classe ouvrière et en particulier du parlementarisme, mais comme le moyen de créer d'abord pour le prolétariat les conditions de la lutte politique quotidienne et en particulier du parlementarisme. En Russie la population laborieuse et, à la tête de celle-ci, le prolétariat mènent la lutte révolutionnaire en se servant des grèves de masse comme de l'arme la plus efficace en vue très précisément de conquérir ces mêmes droits et conditions politiques dont, les premiers, Marx et Engels ont démontré la nécessité et l'importance dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dont ils se sont fait les champions au sein de l'Internationale, les opposant à l'anarchisme. Ainsi la dialectique de l'histoire, le fondement de roc sur lequel s'appuie toute la doctrine du socialisme marxiste, a eu ce résultat que l'anarchisme auquel l'idée de la grève de masse était indissolublement liée, est entré en contradiction avec la pratique de la grève de masse elle-même ; en revanche la grève de masse, combattue naguère comme contraire à l'action politique du prolétariat, apparaît aujourd'hui comme l'arme la plus puissante de la lutte politique pour la conquête des droits politiques. S'il est vrai que la révolution russe oblige à réviser fondamentalement l'ancien point de vue marxiste à l'égard de la grève de masse, pourtant seuls le marxisme, ses méthodes et ses points de vue généraux remportent à cet égard la victoire sous une nouvelle forme. « La femme aimée du Maure ne peut mourir que de la main du Maure³² ».

2.

Dans la question de la grève de masse, les événements de Russie nous obligent à réviser tout d'abord la *conception* générale du problème. Jusqu'à présent, ceux qui étaient partisans de « tenter la grève de masse » en Allemagne, les Bernstein, Eisner, etc., aussi bien que les adversaires rigoureux d'une telle tentative représentés dans le syndicat par exemple par Bömelburg³³, s'en tiennent pour le fond à une même conception, à savoir la conception anarchiste. Les pôles opposés en apparence non seulement ne s'excluent pas, mais encore se conditionnent et se complètent réciproquement. Pour la conception anarchiste des choses en effet, la spéculation sur le « grand chambardement », sur la révolution sociale, n'est qu'un caractère extérieur et non essentiel ; l'essentiel, c'est la façon toute abstraite, anti-historique, de considérer la grève de masse ainsi d'ailleurs que toutes les conditions de la lutte prolétarienne. L'anarchiste n'envisage que deux conditions matérielles préalables de ces spéculations « révolutionnaires » : c'est d'abord « l'espace éthéré » et ensuite la

³² Allusion à l'Othello de Shakespeare.

³³ BÖMELBURG (1862-1912) : syndicaliste allemand de la fédération du bâtiment. Au congrès de Cologne, repoussa toutes les tentatives d'introduire de nouvelles tactiques fondées sur la grève politique de masse.

bonne volonté et le courage de sauver l'humanité de la vallée de larmes capitaliste où elle gémit aujourd'hui. C'est dans cet « espace éthéré » que naquit ce raisonnement il y a plus de soixante ans déjà que la grève de masse était le moyen le plus court, le plus sûr et le plus facile de faire le saut périlleux dans un au-delà social meilleur. C'est dans ce même « espace abstrait » que naquit récemment cette idée, issue de la spéculation théorique, que la lutte syndicale est la seule réelle « action de masse directe » et par conséquent la seule lutte révolutionnaire – dernier refrain, comme on sait, des « syndicalistes » français et italiens. Le malheur a toujours été pour l'anarchiste que les méthodes de lutte improvisées dans l' « espace éthéré », se sont toujours révélées de pures utopies, en outre la plupart du temps, comme elles refusaient de compter avec la triste réalité méprisée, elles cessaient insensiblement d'être des théories révolutionnaires pour devenir les auxiliaires pratiques de la réaction.

Or c'est sur le même terrain de la considération abstraite et *sans souci de l'histoire* que se placent aujourd'hui d'une part ceux qui voudraient déclencher prochainement en Allemagne la grève de masse à un jour déterminé du calendrier, sur un décret de la direction du Parti, et d'autre part ceux qui, comme les délégués du Congrès syndical de Hambourg veulent liquider définitivement le problème de la grève de masse en interdisant la « propagande ». L'une et l'autre tendances partent de l'idée commune et absolument anarchiste que la grève de masse n'est qu'une arme purement technique qui pourrait à volonté, selon qu'on le juge utile, être « décidée » ou inversement « interdite », tel un couteau que l'on peut tenir fermé pour toute éventualité dans la poche ou au contraire ouvert et prêt à servir quand on le décide. Sans doute les adversaires de la grève de masse revendiquent-ils à juste titre le mérite de tenir compte du terrain historique et des conditions matérielles de la situation actuelle en Allemagne, par opposition aux « romantiques de la révolution » qui planent dans l'espace immatériel et se refusent absolument à envisager la dure réalité, ses possibilités et impossibilités. « Des faits et des chiffres, des chiffres et des faits », s'écrient-ils comme M. Gradgrind dans *Les Temps difficiles* de Dickens. Ce que les adversaires syndicalistes de la grève de masse entendent par le « terrain historique » et les « conditions matérielles », ce sont deux éléments différents : d'une part la faiblesse du prolétariat, de l'autre la force du militarisme prussien.

L'insuffisance des organisations ouvrières et de l'état des fonds, la puissance des baïonnettes prussiennes, tels sont les « faits et chiffres » sur lesquels ces dirigeants syndicaux fondent leur conception pratique du problème. Certes, les caisses syndicales comme les baïonnettes prussiennes sont incontestablement des faits matériels et même très historiques, mais la conception politique fondée sur ces faits n'est pas le matérialisme historique au sens de Marx,

mais un matérialisme policier au sens de Puttkammer³⁴. Même les représentants de l'État policier comptent beaucoup et même exclusivement avec la puissance effective du prolétariat organisé à chaque moment comme avec la puissance matérielle des baïonnettes ; du tableau comparatif de ces deux chiffres, ils ne cessent de tirer cette conclusion tranquillisante : le mouvement ouvrier révolutionnaire est produit par des meneurs, des agitateurs ; *ergo* nous avons dans les prisons et les baïonnettes un moyen suffisant pour nous rendre maîtres de ce « phénomène passager et désagréable ».

La classe ouvrière consciente de l'Allemagne a depuis longtemps compris le comique de cette théorie policière, selon laquelle tout le mouvement ouvrier moderne serait le produit artificiel et arbitraire d'une poignée d'« agitateurs et de meneurs » sans scrupules. Nous voyons la même conception se manifester lorsque deux ou trois braves camarades se forment en colonnes de veilleurs de nuit volontaires pour mettre en garde la classe ouvrière allemande contre les menées dangereuses de quelques « romantiques de la révolution » et leur « propagande pour la grève de masse » ; ou encore, lorsque du côté adverse, on assiste au lancement d'une campagne indignée et larmoyante par ceux qui, déçus dans leur attente d'une explosion de la grève de masse en Allemagne, s'en croient frustrés par je ne sais quelles collusions « secrètes » de la direction du Parti et de la Commission générale des syndicats. Si le déclenchement des grèves dépendait de la « propagande » incendiaire des « romantiques de la révolution » ou des décisions secrètes ou publiques des Comités directeurs nous n'aurions eu jusqu'ici aucune grève de masse importante en Russie. Il n'y a pas de pays – j'ai déjà relevé le fait dans la Gazette ouvrière de la Saxe (*Sächsische Arbeiterzeitung*) en mars 1905 – où l'on ait aussi peu pensé à « propager » ou même à « discuter » la grève de masse que la Russie. Et les quelques exemples isolés de résolutions et d'accords de la direction du parti socialiste russe qui décrétaient de toutes pièces la grève générale – comme la dernière tentative en août 1905 après la dissolution de la Douma – ont presque entièrement échoué. La révolution russe nous apprend donc une chose : c'est que la grève de masse n'est ni « fabriquée » artificiellement ni « décidée », ou « propagée », dans un éther immatériel et abstrait, mais qu'elle est un phénomène historique résultant à un certain moment d'une situation sociale à partir d'une nécessité historique.

Ce n'est donc pas par des spéculations abstraites sur la possibilité ou l'impossibilité, sur l'utilité ou le danger de la grève de masse, c'est par l'étude des facteurs et de la situation sociale qui provoquent la grève de masse dans la phase actuelle de la lutte des classes, qu'on résoudra le problème ; ce problème, on ne le comprendra pas et on ne pourra pas le discuter à partir d'une appréciation subjective de la grève générale en considérant ce qui est souhai-

³⁴ PUTTKAMMER (1828-1900), ministre de l'Intérieur de Bismarck de 1881 à 1888.

table ou non, mais à partir d'un *examen objectif* des origines de la grève de masse, et en se demandant si elle est historiquement nécessaire.

Dans l'espace immatériel de l'analyse logique abstraite on peut prouver avec la même rigueur aussi bien l'impossibilité absolue, la défaite certaine de la grève de masse, que sa possibilité absolue et sa victoire assurée. Aussi la valeur de la démonstration est-elle dans les deux cas la même, je veux dire nulle. C'est pourquoi craindre la propagande pour la grève de masse, prétendre excommunier formellement les coupables de ce crime, c'est être victime d'un malentendu absurde. Il est tout aussi impossible de « propager » la grève de masse comme moyen abstrait de lutte qu'il est impossible de « propager » la révolution. La « révolution » et la « grève de masse » sont des concepts qui ne sont eux-mêmes que la forme extérieure de la lutte des classes et ils n'ont de sens et de contenu que par rapport à des situations politiques bien déterminées.

Entreprendre une propagande en règle pour la grève de masse comme forme de l'action prolétarienne, vouloir colporter cette « idée » pour y gagner peu à peu la classe ouvrière serait une occupation aussi oiseuse, aussi vaine et insipide que d'entreprendre une campagne de propagande pour l'idée de la révolution ou du combat sur les barricades. Si la grève de masse est devenue à l'heure qu'il est le centre du vif intérêt de la classe ouvrière allemande et internationale, c'est qu'elle représente une nouvelle forme de lutte, et, comme telle, le symptôme certain de profonds changements intérieurs dans les rapports des classes et les conditions de la lutte des classes. Si la masse des prolétaires allemands – malgré la résistance obstinée de ses dirigeants syndicaux – manifeste un intérêt aussi ardent à ce problème nouveau, cela témoigne de son sûr instinct révolutionnaire et de sa vive intelligence. Mais à cet intérêt, à cette noble soif intellectuelle, à cet élan des ouvriers pour l'action révolutionnaire, on ne répondra pas en dissertant par une gymnastique cérébrale abstraite sur la possibilité ou l'impossibilité de la grève de masse ; on y répondra en expliquant le déroulement de la révolution russe, son importance internationale, l'exaspération des conflits de classes dans l'Europe occidentale, les nouvelles perspectives politiques de la lutte de classe en Allemagne, le rôle et les devoirs de la masse dans les luttes à venir. C'est seulement sous cette forme que la discussion sur la grève de masse servira à élargir l'horizon intellectuel du prolétariat, contribuera à aiguïser sa conscience de classe, à approfondir ses idées et à fortifier son énergie pour l'action. Par ailleurs, dans cette perspective, on voit apparaître le ridicule du procès criminel intenté par les adversaires du « romantisme révolutionnaire » qui accusent les tenants de cette tendance de ne pas avoir obéi à la lettre de la résolution d'Iéna³⁵. Les partisans d'une politique

³⁵ Au congrès d'Iéna (1905) de la social-démocratie allemande fût votée une résolution reconnaissant la grève de masse comme arme éventuelle du prolétariat, en particulier pour la défense des libertés démocratiques. Cette résolution, rédigée par Bebel était jugée trop tiède par R. Luxemburg, qui considérait cependant son adoption comme une victoire.

« raisonnable et pratique » acceptent à la rigueur cette résolution parce qu'elle lie la grève de masses aux destinées du suffrage universel. Ils croient pouvoir en conclure deux choses : 1^o que la grève de masse conserve un caractère purement défensif ; 2^o qu'elle est elle-même subordonnée au parlementarisme, muée en une simple annexe du parlementarisme. Mais le véritable fond de la résolution d'Iéna réside dans l'analyse selon laquelle, dans l'état actuel de l'Allemagne, une atteinte portée par la réaction, par le pouvoir, contre le suffrage universel pour les élections au Reichstag, pourrait être le facteur qui déclencherait le signal d'une période de luttes politiques orageuses. C'est alors que pour la première fois en Allemagne la grève de masse pourrait être appliquée.

Seulement vouloir restreindre et mutiler artificiellement par un texte d'une résolution de Congrès la portée sociale et le champ historique de la grève de masse, comme problème et comme phénomène de la lutte des classes, c'est faire preuve d'un esprit aussi étroit et borné que dans la résolution du Congrès de Cologne³⁶ qui interdit la discussion de la grève de masse. Dans la résolution d'Iéna, la social-démocratie allemande a pris officiellement acte de la profonde transformation accomplie par la révolution russe, dans les conditions internationales de la lutte des classes ; elle manifestait sa capacité d'évolution révolutionnaire, d'adaptation aux exigences nouvelles de la phase à venir des luttes de classes. En cela réside l'importance de la résolution d'Iéna. Quant à l'application pratique de la grève de masse en Allemagne, l'histoire en décidera comme elle en a décidé en Russie ; pour l'histoire, la social-démocratie et ses résolutions sont un facteur important, certes, mais un facteur parmi beaucoup d'autres.

3.

La grève de masse, telle qu'elle sert actuellement de thème de discussion en Allemagne, est un phénomène particulier très clair et très simple à concevoir, ses délimitations sont précises : il s'agit uniquement de la grève politique de masse. On entend par là un débrayage massif et unique du prolétariat industriel, entrepris à l'occasion d'un fait politique de la plus grande portée, sur la base d'une entente réciproque intervenue à propos entre les bureaux du Parti et des syndicats, et qui, mené avec l'ordre le plus parfait et dans un esprit de discipline, cesse dans un ordre plus parfait encore, sur un mot d'ordre donné au moment opportun par les bureaux dirigeants, étant entendu que le règlement des subsides, des frais, des sacrifices, en un mot tout le bilan matériel de la grève, est déterminé à l'avance avec précision.

³⁶ Au congrès syndical de Cologne (1906) les syndicats réclament une certaine autonomie vis-à-vis du Parti et refusent la discussion sur la grève de masse ; c'est là un recul par rapport à la résolution d'Iéna.

Or, en comparant ce schéma théorique avec la grève de masse telle qu'elle se manifeste en Russie depuis cinq ans, on est obligé de constater qu'un concept autour duquel tournent toutes les discussions allemandes ne correspond à la réalité d'aucune des nombreuses grèves de masse qui ont eu lieu et que, d'autre part, les grèves de masse en Russie se présentent sous des formes si variées qu'il est absolument impossible de parler de « la » grève de masse, d'une grève schématique abstraite.

Non seulement chacun des éléments de la grève de masse ainsi que son caractère différent selon les villes et les régions, mais surtout son caractère général lui-même s'est plusieurs fois modifié au cours de la révolution. Les grèves de masse ont connu en Russie une certaine évolution historique et elles la poursuivent encore. Ainsi quiconque veut parler de la grève de masse en Russie doit avant tout avoir son histoire devant les yeux. On fait commencer à juste titre la période actuelle, pour ainsi dire officielle, de la révolution russe avec le soulèvement du prolétariat de Saint-Pétersbourg le 22 janvier 1905, ce défilé de deux cent mille employés devant le palais du tsar qui se termina par un terrible massacre. La sanglante fusillade de Saint-Pétersbourg fut, comme on sait, le signal qui déclencha la première série gigantesque de grèves de masse ; celles-ci s'étendirent en quelques jours à toute la Russie et firent retentir l'appel de la révolution dans tous les coins de l'Empire, gagnant toutes les couches du prolétariat.

Mais ce soulèvement de Saint-Pétersbourg, le 22 janvier n'était que le point culminant d'une grève de masse qui avait mis en mouvement tout le prolétariat de la capitale du tsar, en janvier 1905. À son tour, cette grève de janvier à Saint-Pétersbourg était la conséquence immédiate de la gigantesque grève générale qui avait éclaté peu auparavant, en décembre 1904, dans le Caucase, à Bakou et tint longtemps toute la Russie en haleine. Or, les événements de décembre à Bakou n'étaient eux-mêmes qu'un dernier et puissant écho des grandes grèves qui, en 1903 et 1904, tels des tremblements de terre périodiques, ébranlèrent tout le sud de la Russie, et dont le prologue fut la grève de Batoum dans le Caucase en mars 1902. Au fond cette première série de grèves, dans la chaîne continue de éruptions révolutionnaires actuelles, n'est elle-même distante que de cinq ou six ans de la grève générale des ouvriers du textile de Saint-Pétersbourg en 1896 et 1897. On peut croire que quelques années d'une accalmie apparente et d'une réaction sévère séparent le mouvement d'alors de la révolution d'aujourd'hui ; mais si l'on connaît tant soit peu l'évolution politique interne du prolétariat russe jusqu'au stade actuel de sa conscience de classe et de son énergie révolutionnaire, on ne manquera pas de faire remonter l'histoire de la période présente des luttes de masse aux grèves générales de Saint-Pétersbourg. Celles-ci sont importantes pour le problème de la grève de masse parce qu'elles contiennent déjà en germe tous les éléments principaux des grèves de masse qui suivirent. Au premier abord, la grève géné-

rale de 1896 à Saint-Pétersbourg apparaît comme une lutte revendicative partielle aux objectifs purement économiques. Elle fut provoquée par les conditions intolérables de travail des fileurs et des tisserands de Saint-Pétersbourg : journées de travail de 13, 14 et 15 heures, salaire aux pièces misérable ; à cela s'ajoute tout l'ensemble des vexations patronales. Cependant, les ouvriers textiles supportèrent longtemps cette situation jusqu'à ce qu'un incident en apparence minime fit déborder la mesure. En mai 1896, en effet, eut lieu le couronnement du tsar actuel, Nicolas II, que l'on avait différé pendant deux ans par peur des révolutionnaires ; à cette occasion les chefs d'entreprise manifestèrent leur zèle patriotique en imposant à leurs ouvriers trois jours de chômage forcé, se refusant par ailleurs, point notable, à payer les salaires pour ces journées. Les ouvriers textiles exaspérés s'agitèrent. Une délibération eut lieu au jardin d'Ekaterinev, à laquelle participèrent environ trois cents ouvriers parmi les plus mûrs politiquement, la grève fut décidée et les revendications suivantes formulées : 1° les journées du couronnement devraient être payées ; 2° durée de travail réduite à dix heures ; 3° augmentation du salaire aux pièces. Cela se passa le 24 mai. Une semaine plus tard toutes les usines de tissage et les filatures étaient fermées et quarante mille ouvriers étaient en grève. Aujourd'hui, cet événement, comparé aux vastes grèves de la révolution, peut paraître minime. Dans le climat de stagnation politique de la Russie à cette époque, une grève générale était une chose inouïe, c'était toute une révolution en miniature. Naturellement la répression la plus brutale s'ensuivit : un millier d'ouvriers environ furent arrêtés et renvoyés dans leur pays d'origine, la grève générale fut écrasée. Nous voyons déjà ici se dessiner tous les caractères de la future grève de masse : tout d'abord l'occasion qui déclencha le mouvement fut fortuite et même accessoire, l'explosion en fut spontanée. Mais dans la manière dont le mouvement fut mis en branle se manifestèrent les fruits de la propagande menée pendant plusieurs années par la social-démocratie ; au cours de la grève générale les propagandistes social-démocrates restèrent à la tête du mouvement, le dirigèrent et en firent le tremplin d'une vive agitation révolutionnaire. Par ailleurs, si les grèves semblaient, extérieurement, se borner à une revendication purement économique touchant les salaires, l'attitude du gouvernement ainsi que l'agitation socialiste en firent un événement politique de premier ordre. En fin de compte, la grève fut écrasée, les ouvriers subirent une « défaite ». Néanmoins, dès le mois de janvier de l'année suivante (1897), les ouvriers du textile de Saint-Pétersbourg recommencèrent la grève générale, obtenant cette fois un succès éclatant : l'instauration de la journée de onze heures trente dans toute la Russie. Résultat plus important encore : après la première grève générale de 1896, qui fut entreprise sans l'ombre d'organisation ouvrière et sans caisse de grève s'organisa peu à peu dans la Russie proprement dite, une lutte syndicale intensive qui bientôt s'étendit de Saint-Pétersbourg au reste du pays, ouvrant à la propagande et à l'organisation de la social-démocratie des perspectives toutes nouvelles. C'est ainsi qu'un travail invisible et souterrain

préparait, dans l'apparent silence sépulcral des années qui suivirent, la révolution prolétarienne. La grève du Caucase en mars 1902 explosa de manière aussi fortuite que celle de 1896 et semblait, elle aussi, être le résultat de facteurs purement économiques, s'attacher à des revendications partielles. Elle est liée à la dure crise industrielle et commerciale qui précéda en Russie la guerre russo-japonaise, et contribua fortement à créer, ainsi que cette guerre, la fermentation révolutionnaire. La crise engendra un chômage énorme, alimentant le mécontentement dans la masse des prolétaires. Aussi, le gouvernement entreprit-il, pour apaiser la classe ouvrière, de ramener progressivement la « main-d'œuvre inutile » dans son pays d'origine. Cette mesure, qui devait toucher environ quatre cents ouvriers du pétrole, provoqua précisément à Batoum une protestation massive. Il y eut des manifestations, des arrestations, une répression sanglante et, finalement, un procès politique au cours duquel la lutte pour des revendications partielles et purement économiques prit le caractère d'un événement politique et révolutionnaire. Cette même grève de Batoum, qui ne fut pas couronnée de succès et qui aboutit à une défaite, eut pour résultat une série de manifestations révolutionnaires de masse à Njini-Novgorod, à Saratov, en d'autres villes ; elle fut donc à l'origine de la vague révolutionnaire générale. Dès novembre 1902, on en voit la première répercussion véritable sous la forme d'une grève générale à Rostov-sur-le-Don. Ce mouvement fut déclenché par un conflit à propos des salaires qui s'éleva dans les ateliers du chemin de fer de Vladicaucase. L'administration voulant réduire les salaires, le Comité social-démocrate du Don publia un manifeste appelant à la grève et faisant état des revendications suivantes : journée de neuf heures, augmentation des salaires, suppression des punitions, renvoi d'ingénieurs impopulaires, etc. Tous les ateliers de chemin de fer se mirent en grève. Toutes les autres branches d'activité se joignirent au débrayage, et Rostov connut soudain une situation sans précédent ; il y avait un arrêt de travail général dans l'industrie, tous les jours se tenaient en plein air des meetings monstres de 15 à 20 000 ouvriers, les manifestants y étant cernés souvent par un cordon de Cosaques : des orateurs social-démocrates y prenaient, pour la première fois, publiquement la parole ; des discours enflammés sur le socialisme et la liberté politique y étaient tenus et accueillis avec un enthousiasme extraordinaire ; des tracts révolutionnaires étaient diffusés à des dizaines de milliers d'exemplaires. Au milieu de la Russie figée dans son absolutisme, le prolétariat de Rostov conquiert, pour la première fois, dans le feu de l'action, le droit de réunion, la liberté de parole. Certes, la répression sanglante ne se fit pas attendre. En quelques jours, les revendications salariales dans les ateliers de chemin de fer de Vladicaucase avaient pris les proportions d'une grève générale politique et d'une bataille révolutionnaire de rues. Une seconde grève générale suivit immédiatement la première, cette fois à la station de Tichoretzkaïa, sur la même ligne de chemin de fer. Là encore, elle donna lieu à une répression sanglante, puis à un procès, et Tichoretzkaïa prit place à son tour dans la chaîne ininterrompue des épisodes

révolutionnaires. Le printemps de 1903 apporta une revanche aux défaites des grèves de Rostov et de Tichoretzkaïa : en mai, juin, juillet, tout le sud de la Russie est en feu. Il y a littéralement grève générale à Bakou, Tiflis, Batoum, Elisabethgrad, Odessa, Kiev, Nicolaïev, Ekaterinoslav. Mais là non plus le mouvement n'est pas déclenché à partir d'un centre, selon un plan conçu à l'avance : il se déclenche en divers points pour des motifs divers et sous des formes différentes pour confluer ensuite. Bakou ouvre la marche : plusieurs revendications partielles de salaires dans diverses usines et diverses branches finissent par aboutir à une grève générale. À Tiflis ce sont deux mille employés de commerce, dont la journée de travail va de six heures du matin à onze heures du soir, qui commencent la grève ; le 4 juillet, à huit heures du soir, ils quittent tous leurs magasins et défilent en cortège à travers la ville pour obliger les boutiquiers à fermer. La victoire est complète : les employés de commerce obtiennent la journée de travail de huit heures à huit heures et demie ; le mouvement s'étend aussitôt aux usines, aux ateliers, aux bureaux. Les journaux cessent de paraître, les tramways ne circulent que sous la protection de la troupe. À Elisabethgrad, la grève se déclencha le 10 juillet dans toutes les usines, avec pour objectif des revendications purement économiques. Celles-ci sont acceptées pour la plupart et la grève cesse le 14 juillet. Mais deux semaines plus tard elle éclate à nouveau ; ce sont cette fois les boulangers qui donnent le mot d'ordre suivis par les carriers, les menuisiers, les teinturiers, les meuniers, et finalement par tous les ouvriers d'usine. À Odessa, le mouvement débute par une revendication salariale, à laquelle participe l'association ouvrière « légale », fondée par les agents du gouvernement d'après le programme du célèbre policier Zoubatov. C'est là encore une des plus belles ruses de la dialectique historique. Les luttes économiques de la période précédente – entre autres la grande grève générale de Saint-Pétersbourg (en 1896) – avaient amené la social-démocratie russe à exagérer ce qu'on appelle « l'économisme », préparant par là dans la classe ouvrière le terrain aux menées démagogiques de Zoubatov. Mais un peu plus tard le grand courant révolutionnaire fit virer de bord l'esquif aux cent pavillons et le força à voguer à la tête de la flottille prolétarienne révolutionnaire. Ce sont les associations de Zoubatov qui donnèrent au printemps de 1904 le mot d'ordre de la grande grève générale d'Odessa, comme en janvier 1905 de la grève générale de Saint-Pétersbourg. Les travailleurs d'Odessa, que l'on avait jusqu'alors bercés dans l'illusion de la bienveillance du gouvernement à leur égard et de sa sympathie en faveur d'une lutte purement économique voulurent tout à coup en faire l'épreuve : ils contraignirent l'« Association ouvrière » de Zoubatov à proclamer la grève avec des objectifs revendicatifs modestes. Le patronat les jeta tout simplement à la rue, et lorsqu'ils réclamèrent au chef de l'Association l'appui gouvernemental promis, ce personnage s'esquiva, ce qui mit le comble à la fermentation révolutionnaire. Aussitôt les social-démocrates prirent la tête du mouvement de grève, qui gagna d'autres fabriques. Le 1^{er} juillet, grève de 2 500 ouvriers des che-

mins de fer ; le 4 juillet, les ouvriers du port se mettent en grève, réclamant une augmentation de salaires allant de 80 kopeks à deux roubles et une réduction d'une demi-heure de la journée de travail. Le 6 juillet les marins se joignent au mouvement. Le 13 juillet, débrayage du personnel des tramways. Un rassemblement de tous les grévistes – 7 à 8 000 personnes – a lieu ; le cortège se forme, allant de fabrique en fabrique, grossit comme une avalanche jusqu'à compter une masse de 40 à 50 000 personnes, et se rend au port pour organiser un débrayage général. Bientôt, dans toute la ville, règne la grève générale. À Kiev, débrayage le 21 juillet dans les ateliers de chemin de fer. Là encore, ce qui déclenche la grève, ce sont les conditions misérables de travail et les revendications salariales. Le lendemain les fonderies suivent l'exemple. Le 23 juillet se produit un incident qui donne le signal de la grève générale. Dans la nuit, deux délégués des cheminots sont arrêtés ; les grévistes réclament leur mise en liberté immédiate ; devant le refus qui leur est opposé, ils décident d'empêcher les trains de sortir de la ville. À la gare, tous les grévistes avec leurs femmes et leurs enfants se postent sur les rails, véritable marée de têtes humaines. On menace d'ouvrir le feu sur eux. Les ouvriers découvrent leurs poitrines en criant : « Tirez ! » On tire sur la foule, on compte trente à quarante morts parmi lesquels des enfants et des femmes. À cette nouvelle, tout Kiev se met en grève. Les cadavres des victimes sont portés à bout de bras et accompagnés par un cortège imposant.

Réunions, prises de parole, arrestations, combats de rue isolés – Kiev est en pleine révolution. Le mouvement s'arrête vite ; mais les typographes ont gagné une réduction d'une heure de la journée de travail ainsi qu'une augmentation de salaire d'un rouble ; on accorde la journée de huit heures dans une fabrique de porcelaine ; les ateliers de chemins de fer sont fermés par décision ministérielle ; d'autres professions continuent une grève partielle pour leurs revendications. Par contagion, la grève générale gagne Nicolaïev, sous l'influence immédiate des nouvelles d'Odessa, de Bakou, de Batoum et de Tiflis, et malgré la résistance du comité social-démocrate, qui voulait retarder le déclenchement du mouvement jusqu'au moment où la troupe sortirait de la ville pour les manœuvres : il ne put freiner le mouvement de masse ; les grévistes allaient d'atelier en atelier ; la résistance de la troupe ne fit que jeter de l'huile sur le feu. Bientôt on vit se former des cortèges énormes qui entraînaient au son de chants révolutionnaires tous les ouvriers, les employés, le personnel des tramways, hommes et femmes. Le débrayage était total. À Ekaterinoslav les boulangers commencent la grève le 5 août ; le 7 ce sont les ouvriers des ateliers de chemin de fer ; puis toutes les autres usines ; le 8 août la circulation des tramways s'arrête, les journaux cessent de paraître. C'est ainsi que se forma la grandiose grève générale du sud de la Russie au cours de l'été 1903. Mille conflits économiques partiels, mille incidents « fortuits » convergèrent, confluent en un océan puissant ; en quelques semaines tout le sud de l'Empire tsariste fut transformé en une étrange République ouvrière révolutionnaire.

« Accolades fraternelles, cris d'enthousiasme et de ravissement, chants de liberté, rires joyeux, gaieté et transports de joie : c'était tout un concert qu'on entendait dans cette foule de milliers de personnes allant et venant à travers la ville du matin au soir. Il régnait une atmosphère d'euphorie ; on pouvait presque croire qu'une vie nouvelle et meilleure commençait sur la terre. Spectacle profondément émouvant et en même temps idyllique et touchant. » Ainsi écrivait alors le correspondant *d'Osvobojudenié*, organe libéral de M. Pierre de Struve.

Dès le début de l'année 1904, ce fut la guerre, ce qui pour un temps provoqua une interruption du mouvement de grève générale. Au commencement, on vit se répandre dans le pays une vague trouble de manifestations « patriotiques » organisées par la police. Le chauvinisme tsariste officiel commença par abattre la société bourgeoise « libérale ». Mais bientôt la social-démocratie reprit possession du champ de bataille ; aux manifestations policières de la canaille patriotique s'opposent des manifestations ouvrières révolutionnaires. À la fin les honteuses défaites de l'armée tsariste tirent la société libérale elle-même de son sommeil. L'ère des congrès, des banquets, des discours, des adresses et des manifestes libéraux et démocratiques commence. Momentanément diminué par la honte de la défaite, l'absolutisme dans son désarroi laisse faire ces messieurs qui voient s'ouvrir déjà devant eux le paradis libéral. Le libéralisme occupe le devant de la scène politique pour six mois, le prolétariat rentre dans l'ombre. Seulement, après une longue dépression, l'absolutisme se redresse, la camarilla rassemble ses forces ; il suffit de faire taper du pied les Cosaques pour chasser les libéraux dans leur trou, et ceci dès le mois de décembre. Et les discours, les congrès sont taxés de « prétention insolente » et interdits d'un trait de plume, le libéralisme se trouve subitement au bout de son latin. Mais au moment même où le libéralisme est désorienté commence l'action du prolétariat. En décembre 1904 éclate à la faveur du chômage la gigantesque grève générale de Bakou : la classe ouvrière occupe de nouveau le champ de bataille. La parole interdite est réduite au silence, l'action recommence. À Bakou, pendant plusieurs semaines, en pleine grève générale, la social-démocratie domine entièrement la situation ; les événements étranges de décembre dans le Caucase auraient provoqué une émotion extraordinaire s'ils n'avaient été rapidement débordés par le flot montant de la révolution dont ils étaient eux-mêmes l'origine. Les nouvelles fantaisistes et confuses sur la grève générale de Bakou n'étaient pas encore parvenues à toutes les extrémités de l'Empire, lorsqu'en janvier 1905 éclata la grève générale de Saint-Petersbourg. Là encore, l'occasion qui déclencha le mouvement fut, comme on le sait, minime. Deux ouvriers des chantiers de Poutilov avaient été licenciés parce qu'ils appartenaient à l'association « légale » de Zoubatov. Cette mesure de rigueur provoqua le 16 janvier une grève de solidarité de tous les ouvriers de ces chantiers, au nombre de 12 000. La grève fut l'occasion pour les social-démocrates d'entreprendre une propagande active pour l'extension des revendications : ils

réclamaient la journée de huit heures, le droit de coalition, la liberté de la parole et de la presse, etc. L'agitation qui animait les ateliers de Poutilov gagna rapidement les autres usines et, quelques jours après, 140 000 ouvriers étaient en grève. Après des délibérations en commun et des discussions orageuses fut élaborée la charte prolétarienne des libertés civiques, mentionnant comme première revendication la journée de huit heures ; c'est en portant cette charte que, le 22 janvier, 200 000 ouvriers, conduits par le prêtre Gapone³⁷, défilèrent devant le palais du tsar. En une semaine, le conflit provoqué par le licenciement de deux ouvriers des chantiers de Poutilov devenait le prologue de la plus puissante révolution des temps modernes. Les événements qui suivirent sont connus : la répression sanglante de Saint-Pétersbourg donnait lieu, en janvier et en février, dans tous les centres industriels et les villes de Russie, de Pologne, de Lituanie, des provinces baltes, du Caucase, de la Sibérie, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, à de gigantesques grèves de masse et à des grèves générales. Mais si l'on examine les choses de plus près, les grèves de masse prennent des formes différentes de celles de la période précédente cette fois ce sont partout les organisations social-démocrates qui appelèrent à la grève, partout c'est la solidarité révolutionnaire avec le prolétariat de Saint-Pétersbourg qui fut expressément désignée comme le motif et le but de la grève générale, partout il y eut dès le début des manifestations, des discours, des affrontements avec la troupe. Pourtant, là non plus, on ne peut parler ni de plan préalable, ni d'action organisée car l'appel des partis avait peine à suivre les soulèvements spontanés de la masse ; les dirigeants avaient à peine le temps de formuler des mots d'ordre, tandis que la masse des prolétaires allait à l'assaut. Autre différence, les grèves de masse et les grèves générales antérieures avaient leur origine dans la convergence des revendications salariales partielles ; celles-ci, dans l'atmosphère générale de la situation révolutionnaire et sous l'impulsion de la propagande social-démocrate, devenaient vite des manifestations politiques ; l'élément économique et l'éparpillement syndical en étaient le point de départ, l'action de classe concertée et la direction politique en étaient le résultat final. Ici le mouvement est inverse. Les grèves générales de janvier-février éclatèrent tout d'abord sous la forme d'une action révolutionnaire concertée sous la direction de la social-démocratie ; mais cette action s'éparpilla bientôt en une infinité de grèves locales, parcellaires, économiques, dans diverses régions, villes, professions, usines. Pendant tout le printemps de 1905 jusqu'au plein été on vit dans cet Empire gigantesque sourdre une lutte politique puissante du prolétariat entier contre le capital ; l'agitation gagne par en haut les professions libérales et petites-bourgeoises, les employés de commerce, de banque, les ingénieurs, les comédiens, les artistes, et pénètre par en bas jusque chez les gens de maison, les agents subalternes de la police, jusque même dans les couches du

³⁷ GAPONE (1870-1906) : prêtre russe, organisa en accord avec la police de Zoubatov, le "dimanche rouge" de Pétersbourg qui marqua le début de la révolution de 1905.

« sous-prolétariat », s'étendant en même temps dans les campagnes et frappant même aux portes des casernes. Voici la fresque immense et variée de la bataille générale du travail contre le capital ; nous y voyons se refléter toute la complexité de l'organisme social, de la conscience politique de chaque catégorie et de chaque région ; nous y voyons se développer toute la gamme des conflits depuis la lutte syndicale en bonne et due forme menée par l'armée d'élite bien entraînée du prolétariat industriel jusqu'à l'explosion anarchique de révolte d'une poignée d'ouvriers agricoles et au soulèvement confus d'une garnison militaire, depuis la révolte distinguée et discrète en manchettes et en col dur au comptoir d'une banque jusqu'aux protestations à la fois timides et audacieuses de policiers mécontents secrètement réunis dans un poste enfumé, obscur et sale.

Les partisans de « batailles ordonnées et disciplinées » conçues selon un plan et un schéma, ceux qui en particulier veulent toujours exactement savoir de loin comment « il aurait fallu faire », ceux-là estiment que ce fut une « grave erreur » que de morceler la grande action de grève générale politique de janvier 1905 en une infinité de luttes économiques, car cela aboutit à leurs yeux à paralyser cette action et à en faire un « feu de paille ». Même le parti social-démocrate russe, qui certes participa à la révolution, mais n'en fut pas l'auteur, et qui doit en apprendre les lois au fur et à mesure de son déroulement, se trouva quelque temps un peu désorienté par le reflux apparemment stérile de la première marée de grèves générales. L'histoire cependant, qui avait commis cette « grande erreur » accomplissait par là même un travail révolutionnaire gigantesque aussi inévitable qu'incalculable dans ses conséquences, sans se soucier des leçons de ceux qui s'instituaient eux-mêmes maîtres d'école.

Le brusque soulèvement général du prolétariat en janvier, déclenché par les événements de Saint-Petersbourg, était dans son action extérieure, un acte politique révolutionnaire, une déclaration de guerre à l'absolutisme. Mais cette première lutte générale et directe des classes déclencha une réaction d'autant plus puissante à l'intérieur qu'elle éveillait pour la première fois, comme par une secousse électrique, le sentiment et la conscience de classe chez des millions et des millions d'hommes. Cet éveil de la conscience de classe se manifeste immédiatement de la manière suivante : une masse de millions de prolétaires découvre tout à coup, avec un sentiment d'acuité insupportable, le caractère intolérable de son existence sociale et économique, dont elle subissait l'esclavage depuis des décennies sous le joug du capitalisme. Aussitôt se déclenche un soulèvement général et spontané en vue de secouer ce joug, de briser ces chaînes. Sous mille formes les souffrances du prolétariat moderne ravivent le souvenir de ces vieilles plaies toujours saignantes. Ici on lutte pour la journée de huit heures, là, contre le travail aux pièces. Ici on emmène sur des charrettes à bras les maîtres brutaux après les avoir ligotés dans un sac ; ail-

leurs, on combat l'infâme système des amendes ; partout on lutte pour meilleurs salaires, ici et là pour la suppression du travail à domicile. Les métiers anachroniques et dégradés des grandes villes, les petites villes provinciales assoupies jusque-là dans un sommeil idyllique, le village avec son système de propriété hérité du servage – tout cela est tiré brusquement du sommeil par le coup de tonnerre de janvier, prend conscience de ses droits et cherche fiévreusement à réparer le temps perdu. Ici la lutte économique fut donc en réalité non un morcellement, non un émiettement de l'action, mais un changement de front : la première bataille générale contre l'absolutisme devient soudain et tout naturellement un règlement de comptes général avec le capitalisme, et celui-ci, conformément à sa nature, revêt la *forme* de conflits partiels pour les salaires. Il est faux de dire que l'action politique de classe janvier fut brisée parce que la grève générale s'émietta en grèves économiques. C'est le contraire qui est vrai : une fois épuisé le contenu possible de l'action politique, compte tenu de la situation donnée, et de la phase où se trouvait la révolution, celle-ci s'émietta ou plutôt se transforma en action économique. En fait, que pouvait obtenir de plus la grève générale de janvier ? Il fallait être inconscient pour s'attendre à ce que l'absolutisme fût écrasé d'un coup par une seule grève générale « prolongée » selon le modèle anarchiste. C'est par le prolétariat que l'absolutisme doit être renversé en Russie. Mais le prolétariat a besoin pour cela d'un haut degré d'éducation politique, de conscience de classe et d'organisation. Il ne peut apprendre tout cela dans les brochures ou dans les tracts, mais cette éducation, il l'acquerra à l'école politique vivante, dans la lutte et par la lutte, au cours de la révolution en marche. D'ailleurs, l'absolutisme ne peut pas être renversé n'importe quand, à l'aide simplement d'une dose suffisante « d'efforts » et de « persévérance ». La chute de l'absolutisme n'est qu'un signe extérieur de l'évolution intérieure des classes dans la société russe. Auparavant, pour que l'absolutisme soit renversé, il faut que la structure interne de la future Russie bourgeoise soit établie, que sa structure d'État moderne de classes soit constituée. Cela implique la division et la diversification des couches sociales et des intérêts, la constitution, non seulement du parti prolétarien révolutionnaire, mais encore des divers partis : libéral, radical, petit-bourgeois, conservateur et réactionnaire ; cela implique l'éveil à la connaissance, la conscience de classe non seulement des couches populaires, mais encore des couches bourgeoises ; mais ces dernières ne peuvent se constituer et mûrir que dans la lutte au cours de la révolution en marche, à l'école vivante des événements, dans l'affrontement avec le prolétariat et entre elles dans un frottement continu et réciproque. Cette division et cette maturation des classes dans la société bourgeoise, ainsi que leur action dans la lutte contre l'absolutisme, sont à la fois entravées et gênées d'une part, stimulées et accélérées d'autre part, par le rôle dominant et particulier du prolétariat et par son action de classe. Les divers courants souterrains du processus révolutionnaire s'entrecroisent, se font obstacle mutuellement, avivent les contradictions internes de la révolution, ce qui

a pour résultat cependant de précipiter et d'intensifier la puissante explosion. Ainsi ce problème en apparence si simple, si peu complexe, purement mécanique : le renversement de l'absolutisme, exige tout un processus social très long ; il faut que le terrain social soit labouré de fond en comble, que ce qui est en bas apparaisse à la surface, que ce qui est en haut soit enfoui profondément, que « l'ordre » apparent se mue en chaos et qu'à partir de « l'anarchie » apparente soit créé un ordre nouveau. Or, dans ce processus du bouleversement des structures sociales de l'ancienne Russie, ce n'est pas seulement le coup de tonnerre de la grève générale de janvier, mais bien plus encore le grand orage du printemps et de l'été suivants et les grèves économiques qui jouèrent un rôle irremplaçable. La bataille générale et acharnée du salariat contre le capital a contribué à la fois à la différenciation des diverses couches populaires et à celle des couches bourgeoises, à la formation d'une conscience de classe dans le prolétariat révolutionnaire, comme aussi dans la bourgeoisie libérale et conservatrice. Si, dans les villes, les revendications salariales ont contribué à la création du grand parti monarchique des industriels de Moscou, la grande révolte paysanne de Livonie a entraîné la rapide liquidation du fameux libéralisme aristocrate et agrarien des *Zemtvos*. Mais en même temps la période des batailles économiques du printemps et de l'été 1905 a, grâce à la propagande intense menée par la social-démocratie et grâce à sa direction politique, permis au prolétariat des villes de tirer après coup les leçons du prologue de janvier et de prendre conscience des tâches futures de la révolution. À ce premier résultat s'ajoute un autre de caractère social durable : l'élévation générale du niveau de vie du prolétariat sur le plan économique, social et intellectuel. Les grèves du printemps 1905 ont presque toutes eu une issue victorieuse. Citons seulement, à titre d'exemple choisi parmi une collection de faits énormes et dont on ne peut pas encore mesurer l'ampleur, un certain nombre de données sur quelques grèves importantes, qui se sont toutes déroulées à Varsovie sous la conduite de la social-démocratie polonaise et lituanienne. Dans les plus grandes entreprises métallurgiques de Varsovie : Société anonyme Lilpop, Rau et Löwenstein, Rudzki et Cie, Bormann Schwede et Cie, Handtke, Gerlach et Pulst, Geisler frères, Eberhard, Wolski et Cie, Société anonyme Conrad et Jarmuskiescicz, Weber et Daehm, Gwizdzinski et Cie, Tréfileries Wolanoski, Société anonyme Gostynski et Cie, K. Brun et fils, Fraget, Norblin, Werner, Buch, Kenneberg frères, Labor, fabrique de lampes Dittmar, Serkowski, Weszynski, en tout 22 établissements, les ouvriers obtinrent, après une grève de 4 à 5 semaines (commencée le 25 et le 26 janvier) la journée de travail de 9 heures ainsi qu'une augmentation de salaires de 15 à 25 % ; ainsi que diverses améliorations de moindre importance. Dans les plus grands chantiers de l'industrie du bois de Varsovie, notamment chez Karmanski, Damiecki, Gromel, Szerbinski, Trenerovski, Horn, Bevensee, Twarkovski, Daab et Martens, en tout dix établissements, les grévistes obtinrent dès le 23 février, la journée de 9 heures ; ils ne s'en contentèrent pas cependant et maintinrent l'exigence de la journée de 8

heures, qu'ils réussirent à obtenir une semaine plus tard en même temps qu'une augmentation de salaires. Toute l'industrie du bâtiment se mit en grève le 27 février, réclamant, selon le mot d'ordre donné par la social-démocratie, la journée de huit heures ; le 11 mars, elle obtenait la journée de 9 heures, une augmentation de salaires pour toutes les catégories, le paiement régulier du salaire par semaine, etc. Les peintres en bâtiment, les charrons, les selliers, et les forgerons obtinrent ensemble la journée de 8 heures sans réduction de salaire. Les ateliers de téléphone furent en grève pendant dix jours et obtinrent la journée de 8 heures ainsi qu'une augmentation de salaire de 10 à 15 %. La grande usine de tissage de lin de Hielle et Dietrich (10 000 ouvriers) obtint après neuf semaines de grève une réduction d'une heure de la journée de travail et des augmentations de salaire allant de 5 à 10 %. On constate des résultats analogues avec des variantes infinies dans toutes les autres industries de Varsovie, de Lodz, de Sosnovice.

Dans la Russie proprement dite, la journée de 8 heures fut obtenue : en décembre 1904, par plusieurs catégories des ouvriers du naphte à Bakou, en mai 1905, par les ouvriers des sucreries du district de Kiev ; en janvier, dans l'ensemble des imprimeries de la ville de Samara (en même temps qu'une augmentation des salaires aux pièces et la suppression des amendes) ; en février, dans la fabrique d'instruments de médecine de l'armée, dans une ébénisterie et dans la fabrique de cartouches de Saint-Pétersbourg. De plus, on instaura dans les mines de Vladivostok un système de travail par équipes de huit heures ; en mars, dans l'atelier mécanique de l'imprimerie des papiers d'État, appartenant à l'État ; en avril, chez les forgerons de la ville de Bodroujsk ; en mai, chez les employés des tramways électriques à Tiflis ; en mai fut introduite également la journée de 8 heures et demie dans l'énorme entreprise de tissage de laine de Morosov (en même temps qu'on supprimait le travail de nuit et qu'on augmentait les salaires de 8 %) ; en juin, on introduisait la journée de 8 heures dans plusieurs moulins à huile de Saint-Pétersbourg et de Moscou ; la journée de huit heures et demie en juillet chez les forgerons du port de Saint-Pétersbourg ; en novembre, dans toutes les imprimeries privées de la ville d'Orel, ainsi qu'une augmentation de 20 % des salaires à l'heure et de 100 % des salaires aux pièces, on instituait également un comité d'arbitrage composé en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

La journée de neuf heures dans tous les ateliers de chemins de fer en février ; dans beaucoup d'arsenaux nationaux de guerre et de chantiers navals ; dans la plupart des usines de Berdjansk ; dans toutes les imprimeries de Poltava et de Minsk ; la journée de neuf heures et demie dans les bassins maritimes, le chantier et la fonderie mécanique de Nicolaïev ; en juin, après une grève générale des garçons de café de Varsovie, elle fut introduite dans la plupart des restaurants et cafés en même temps qu'une augmentation de salaires de 20 à 40 % et un congé de quinze jours par an.

La journée de dix heures dans presque toutes les fabriques de Lodz, Sosnovice, Riga, Kovno, Reval, Dorpat, Minsk, Kharkov ; chez les boulangers d'Odessa ; dans les ateliers artisanaux à Kichinev, dans plusieurs fabriques de chapeaux de Saint-Pétersbourg ; dans les fabriques d'allumettes de Kovno (en même temps qu'une augmentation de salaire de 10 %), dans tous les chantiers navals de l'État et chez tous les ouvriers des ports.

Les augmentations de salaires sont généralement moins considérables que la réduction du temps de travail, mais néanmoins importantes ; ainsi, à Varsovie, dans le courant du mois de mars 1905, les ateliers municipaux instaurèrent une augmentation de salaire de 15 %, à Ivanovo-Voznessensk, centre d'industries textiles, les augmentations de salaire atteignirent entre 7 et 15 % ; à Kovno, 75 % de la population ouvrière totale bénéficièrent des augmentations de salaire. On instaura un salaire minimum fixe dans un certain nombre de boulangeries d'Odessa, dans les chantiers maritimes de la Néva à Saint-Pétersbourg, etc. À la vérité, ces avantages ont été plus d'une fois retirés tantôt à un endroit, tantôt à un autre. Mais cela ne fut que l'occasion de nouvelles batailles, de revanches plus acharnées encore ; c'est ainsi que la période des grèves du printemps de 1905 introduisit elle-même une série infinie de conflits économiques toujours plus vastes et plus enchevêtrés qui durent encore à l'heure actuelle. Dans les périodes d'accalmie extérieure de la révolution, où les dépêches ne font parvenir aucune nouvelle sensationnelle du front russe, où le lecteur d'Europe occidentale repose son journal quotidien en constatant avec déception qu'il n'y a « rien de neuf » en Russie, en réalité la révolution poursuit sans trêve, jour après jour, heure après heure, son immense travail souterrain, minant les profondeurs de l'empire tout entier. La lutte économique intense fait passer rapidement, par des méthodes accélérées, du stade de l'accumulation primitive de l'économie patriarcale fondée sur le pillage, au stade de la civilisation plus moderne. Actuellement la Russie est en avance, en ce qui concerne la durée réelle du travail, non seulement sur la législation russe qui prévoit une journée de travail de onze heures et demie, mais sur les conditions effectives du travail en Allemagne. Dans la plupart des branches de la grande industrie russe on pratique aujourd'hui la journée de huit heures, qui constitue, aux yeux-mêmes de la social-démocratie allemande, un objectif inaccessible. Bien plus, ce « constitutionnalisme industriel » tant souhaité en Allemagne, objet de tous les vœux, au nom duquel les adeptes d'une tactique opportuniste voudraient garder les eaux stagnantes du parlementarisme – seule voie possible du salut – à l'abri de tout souffle d'air un peu vif, a vu le jour en Russie, en pleine tempête révolutionnaire, en même temps que le « constitutionnalisme » politique. En réalité, ce qui s'est produit, ce n'est pas seulement une élévation générale du niveau de vie de la classe ouvrière, ni non plus de son niveau de civilisation. Le niveau de vie, sous une forme durable de bien-être matériel, n'a pas de place dans la révolution. Celle-ci est pleine de contradictions et de contrastes, elle entraîne tantôt des victoires économiques surpre-

nantes, tantôt les revanches les plus brutales du capitalisme : aujourd'hui la journée de huit heures, demain les lock-out en masse et la famine totale pour des centaines de milliers de gens. Le résultat le plus précieux, parce que permanent dans ce flux et reflux brusque de la révolution est d'ordre spirituel : la croissance par bonds du prolétariat sur le plan intellectuel et culturel donne une garantie absolue de son irrésistible progrès futur dans la lutte économique aussi bien que politique.

Mais ce n'est pas tout, les rapports mêmes entre ouvriers et patrons sont bouleversés : depuis la grève générale de janvier et les grèves suivantes de 1905, le principe du capitaliste maître chez lui est pratiquement supprimé. On a vu se constituer spontanément dans les plus grandes usines de tous les centres industriels importants des Comités ouvriers, seules instances avec qui le patron traite et qui arbitrent tous les conflits. Et enfin, plus encore les grèves en apparence chaotiques et l'action révolutionnaire « inorganisée » qui ont suivi la grève générale de janvier deviennent le point de départ d'un précieux travail d'organisation. L'histoire se moque des bureaucrates amoureux des schémas préfabriqués, gardiens jaloux du bonheur des syndicats. Les organisations solides conçues comme des forteresses inexpugnables, et dont il faut assurer l'existence avant de songer éventuellement à entreprendre une hypothétique grève de masse en Allemagne, – ces organisations au contraire sont issues de la grève de masse elle-même. Et tandis que les gardiens jaloux des syndicats allemands craignent avant tout de voir se briser en mille morceaux ces organisations, comme de la porcelaine précieuse au milieu du tourbillon révolutionnaire, la révolution russe nous présente un tableau tout différent ce qui émerge des tourbillons et de la tempête, des flammes et du brasier des grèves de masse, telle Aphrodite surgissant de l'écume des mers, ce sont... des syndicats neufs et jeunes, vigoureux et ardents. Ne citons encore une fois qu'un petit exemple, mais typique pour tout l'Empire. Au cours de la deuxième conférence des syndicats russes, qui eut lieu à la fin de février 1906 à Saint-Petersbourg, le délégué des syndicats pétersbourgeois présenta un rapport sur le développement des organisations syndicales dans la capitale des tsars, rapport dans lequel il disait :

« Le 22 janvier 1905, qui a balayé l'association de Gapone, a marqué une étape. La masse des travailleurs a appris par la force des événements à apprécier l'importance de l'organisation et ils ont compris qu'ils pouvaient seuls créer ces organisations. C'est en liaison directe avec le mouvement de janvier que naît à Saint-Petersbourg le premier syndicat : celui des typographes. La commission élue pour l'étude des tarifs a élaboré les statuts et le 19 juin fut le premier jour de l'existence du syndicat. Les syndicats des comptables et teneurs de livres virent le jour à peu près en même temps. À côté de ces organisations dont l'existence était presque publique (et légale) on vit surgir entre janvier et octobre 1905 des syndicats semi-légaux et illégaux. Citons

parmi les premiers celui des aides pharmaciens et celui des employés de commerce. Parmi les syndicats illégaux il faut mentionner l'Union des horlogers dont la première séance secrète eut lieu le 24 avril. Toutes les tentatives pour convoquer une Assemblée générale publique échouèrent contre la résistance obstinée de la police et des patrons représentés par la Chambre de commerce. Cet échec n'a pas empêché l'existence du syndicat qui tint des assemblées secrètes de ses adhérents le 9 juin et le 14 août, sans compter les séances du bureau des syndicats. Le syndicat des tailleurs et tailleuses fut fondé au printemps de 1905 au cours d'une réunion secrète tenue en pleine forêt à laquelle assistaient 70 tailleurs. Après avoir discuté du problème de la fondation, une Commission élue fut chargée d'élaborer les statuts. Toutes les tentatives de la Commission pour assurer au syndicat une existence légale sont restées sans effet. Son action se limita à la propagande ou au recrutement dans les différents ateliers. Un sort pareil était réservé au syndicat des cordonniers. En juillet une réunion secrète fut convoquée la nuit dans un bois hors de la ville. Plus de cent cordonniers furent réunis ; on présenta un rapport sur l'importance des syndicats, sur leur histoire dans l'Europe occidentale, et leur mission en Russie. Là-dessus, on décida de fonder un syndicat, une commission de 12 membres fut élue et chargée de rédiger les statuts et de convoquer une Assemblée générale des cordonniers. Les statuts furent rédigés, mais on n'a pu jusqu'ici ni les imprimer ni convoquer l'Assemblée générale. »

Tels furent les difficiles débuts des syndicats. Puis vinrent les journées d'octobre, la deuxième grève générale, l'ukase du 30 octobre, et la courte « période constitutionnelle ». Les travailleurs se jetèrent avec enthousiasme dans les flots de la liberté politique, afin de l'utiliser au travail d'organisation. À côté des activités politiques quotidiennes – réunions, discussions, fondations de groupes – on se mit immédiatement au travail d'organisation des syndicats. En octobre et novembre quarante syndicats nouveaux furent créés à Saint-Pétersbourg. Tout de suite on fonda un « bureau central », c'est-à-dire une union de syndicats ; plusieurs journaux syndicaux paraissent, et même à partir de novembre un organe central *Le Syndicat*. La description de ce qui s'est passé à Saint-Pétersbourg s'applique à Moscou et à Odessa, à Kiev et à Nicolaïev, à Saratov, et à Voronej, à Samara et à Nijni-Novgorod, à toutes les grandes villes de la Russie et plus encore à la Pologne. Les syndicats de toutes ces villes cherchent à prendre contact entre eux ; ils tiennent des conférences. La fin de la « période constitutionnelle » et le retour à la réaction de décembre 1905 mettent provisoirement fin à l'activité publique large des syndicats, sans pour autant amener leur dépérissement. Ils se maintiennent clandestinement en tant qu'organisations et poursuivent en même temps officiellement les revendications salariales. C'est un mélange original d'activité syndicale à la fois légale et illégale correspondant aux contradictions de la situation révolutionnaire. Mais au milieu même de la lutte, le travail d'organisation se poursuit avec sérieux, voire avec pédantisme. Les syndicats de la social-démocratie polonaise

et lituanienne, par exemple, qui, au dernier Congrès du Parti (en juillet 1906) étaient représentés par cinq délégués, et comprenaient dix mille membres cotisants, sont pourvus de statuts réguliers, de cartes d'adhérents imprimées, de timbres mobiles, etc. Et ces mêmes boulangers et cordonniers, métallurgistes et typographes, de Varsovie et de Lodz, qui en juin 1905 étaient sur les barricades et, en décembre, n'attendaient qu'un mot d'ordre de Saint-Pétersbourg pour descendre dans la rue, trouvent le temps de réfléchir sérieusement entre deux grèves, entre la prison et le lock-out, en plein état de siège, et de discuter à fond et attentivement des statuts syndicaux. Bien plus, ceux qui se battaient hier et qui se battront demain sur les barricades ont plus d'une fois au cours des réunions blâmé sévèrement leurs dirigeants et les ont menacés de quitter le Parti parce qu'on n'avait pu imprimer assez vite les cartes syndicales – dans des imprimeries clandestines et sous la menace constante de poursuites policières. Cet enthousiasme et ce sérieux durent encore jusqu'à ce jour. Au cours des deux premières semaines de juillet 1906 furent créés – pour citer un exemple – quinze nouveaux syndicats à Ekaterinoslav ; à Kostroma six, d'autres à Kiev, Poltava, à Smolensk, à Tcherkassy, Proskourov, – et jusque dans les plus petites localités des districts provinciaux. À la séance tenue le 5 juin dernier (1906) par l'Union des syndicats de Moscou, il fut décidé, conformément aux conclusions des rapports des délégués de chaque syndicat que les syndicats devaient veiller à la discipline de leurs adhérents, et les empêcher de prendre part à des combats de rue, parce que la grève de masse est considérée comme inopportune. En face de provocations éventuelles du gouvernement ils doivent veiller à ce que la masse ne descende pas dans la rue. Enfin l'Union a décidé que pendant tout le temps où un syndicat mène une grève, les autres doivent s'abstenir de revendications salariales. La plupart des luttes économiques sont désormais dirigées par les syndicats³⁸.

³⁸ Rien que dans les deux premières semaines de juin 1906, les syndicats ont mené les luttes revendicatives suivantes :

les typographes de Saint-Pétersbourg, Moscou, Odessa, Minsk, Vima, Saratov, Moghilev, Tambov, pour la journée de huit heures et le repos hebdomadaire ;

grève générale des marins à Odessa, Nicolaïev, Kertch, la Crimée, le Caucase, la flotte du Volga, à Cronstadt, à Varsovie et à Plock, pour la reconnaissance du syndicat et la libération des délégués arrêtés ;

les ouvriers des ports à Saratov, Nicolaïev, Tsaritsma, Archangelsk, Nijnj-Novgorod, Rybinsk ;

grève des boulangers à Kiev, Arkhangelsk, Bialystok, Vilna, Odessa, Kharkov, Brest-Litovsk, Radom, Tiflis ;

les ouvriers agricoles dans les districts de Verkhné-Dnieprovsk, Borinsovsk, Simferopol, dans les gouvernements de Todolsk, Toula, Koursk, dans les districts de Kozlov, Lipovitz, en Finlande, dans le gouvernement de Kiev, dans le district d'Elisabethgrad ;

dans plusieurs villes la grève s'étendit dans cette période à presque tous les métiers en même temps ; par exemple à Saratov, Arkhangelsk, Kertch, Krementchoug ;

C'est ainsi que la grande lutte économique dont le point de départ a été la grève générale de janvier et qui continue jusqu'à ce jour, constitue l'arrière-plan de la révolution, d'où l'on voit tantôt jaillir des explosions isolées, tantôt éclater d'immenses batailles du prolétariat tout entier – sous l'influence conjuguée et alternée de la propagande politique et des événements extérieurs. Citons quelques-unes de ces explosions successives : à Varsovie, le 1^{er} mai 1905, à l'occasion de la fête du travail, une grève générale totale sans exemple jusque-là, accompagnée d'une manifestation de masse parfaitement pacifique, se termina par un affrontement sanglant de la foule désarmée avec la troupe. À Lodz, en juin, la dispersion par l'armée d'un rassemblement de masse donna lieu à une manifestation de cent mille ouvriers, à l'occasion de l'enterrement de quelques victimes de la soldatesque, à un nouvel accrochage avec l'armée, et finalement à la grève générale – celle-ci aboutissant les 23, 24 et 25 mai à un combat de barricades, le premier de l'Empire des tsars. C'est en juin également qu'éclata dans le port d'Odessa à propos d'un petit incident à bord du cuirassé Potemkine la première grande révolte de matelots de la flotte de la mer Noire qui provoqua en contrecoup une immense grève de masse à Odessa et à Nicolaïev. Cette mutinerie eut d'autres répercussions encore : une grève et des révoltes de marins à Cronstadt, Libau, et Vladivostok.

En octobre eut lieu à Saint-Pétersbourg l'expérience révolutionnaire de l'instauration de la journée de 8 heures. Le Conseil des délégués ouvriers décide d'introduire par des méthodes révolutionnaires la journée de 8 heures. C'est ainsi qu'à une date déterminée tous les ouvriers de Saint-Pétersbourg déclareront à leurs patrons qu'ils refusent de travailler plus de 8 heures par jour et quitteront leurs lieux de travail à l'heure ainsi fixée. Cette idée fut l'occasion d'une campagne intense de propagande, fut accueillie et exécutée avec enthousiasme, par le prolétariat qui ne regarda pas aux plus grands sacrifices. C'est ainsi par exemple que pour les ouvriers du textile, qui jusqu'alors étaient payés aux pièces, et dont la journée de travail était de onze heures, la journée de huit heures représentait une perte de salaire énorme, qu'ils acceptèrent cependant sans hésitation. En l'espace d'une semaine on avait introduit dans toutes les usines et ateliers de Saint-Pétersbourg la journée de huit heures, et la joie de la classe ouvrière ne connaît plus de bornes. Bientôt cependant, le patronat, d'abord désarmé, se prépare à la riposte, partout on menace de fermer les usines. Un certain nombre d'ouvriers acceptent de négocier, obtenant ici la journée de dix heures, là la journée de neuf heures. Cependant, l'élite du prolé-

à Backmout, grève générale des mineurs dans tout le bassin ; dans d'autres villes le mouvement revendicatif toucha au cours de ces deux semaines tous les métiers successivement, par exemple à Saint-Pétersbourg, Varsovie, Moscou, dans toute la province d'Ivanovo-Vosnesensk.

La grève avait partout pour objectifs : la réduction du temps de travail, le repos hebdomadaire, des revendications relatives aux salaires. La plupart des grèves aboutirent à la victoire, les rapports locaux font ressortir qu'elles touchèrent partiellement des catégories d'ouvriers qui participaient pour la première fois à une lutte revendicative.

tariat de Saint-Pétersbourg, les ouvriers des grandes usines nationales de métallurgie, restent inébranlables ; il s'ensuit un lock-out, 45 à 50 000 ouvriers sont mis à la rue pour un mois. De ce fait, le mouvement en faveur de la journée de huit heures se poursuit dans la grève générale de décembre, déclenchée en grande partie par le lock-out. Cependant dans l'intervalle survient en octobre, en riposte au projet de Douma de Boulygine³⁹, la seconde et très puissante grève générale déclenchée sur un mot d'ordre des cheminots et qui s'étend à l'Empire tout entier. Cette seconde grande action révolutionnaire du prolétariat revêt un caractère sensiblement différent de la première grève de janvier. La conscience politique y joue un rôle beaucoup plus important. Certes, l'occasion qui déclencha la grève de masse fut ici encore accessoire et apparemment fortuite ; il s'agit du conflit entre les cheminots et l'administration, à propos de la Caisse des retraites. Mais le soulèvement général du prolétariat industriel qui suivit est soutenu par une pensée politique claire. Le prologue de la grève de janvier avait été une supplique adressée au tsar afin d'obtenir la liberté politique ; le mot d'ordre de la grève d'octobre était : « Finissons-en avec la comédie constitutionnelle du tsarisme ! » Et grâce au succès immédiat de la grève générale qui se traduisit par le manifeste tsariste du 30 octobre, le mouvement ne reflue pas en lui-même comme en janvier pour revenir au début de la lutte économique mais déborde vers l'extérieur, exerçant avec ardeur la liberté politique nouvellement conquise. Des manifestations, des réunions, une presse toute jeune, des discussions publiques, des massacres sanglants, pour terminer les réjouissances, suivis de nouvelles grèves de masse et de nouvelles manifestations, tel est le tableau mouvementé des journées de novembre et de décembre. En novembre, à l'appel de la social-démocratie, est organisée à Saint-Pétersbourg la première grève démonstrative de protestation contre la répression sanglante et la proclamation de l'état de siège en Livonie et en Pologne. Le rêve de la Constitution est suivi d'un réveil brutal. Et l'agitation sourde finit par déclencher en décembre la troisième grève générale de masse, qui s'étend à l'Empire tout entier. Cette fois, le cours et l'issue en sont tout autres que dans les deux cas précédents. L'action politique ne cède pas la place à l'action économique comme en janvier, mais elle n'obtient pas non plus une victoire rapide comme en octobre. La camarilla tsariste ne renouvelle pas ses essais d'instaurer une liberté politique véritable, et l'action révolutionnaire se heurte ainsi pour la première fois dans toute son étendue à ce mur inébranlable : la force matérielle de l'absolutisme. Par l'évolution logique interne des événements en cours, la grève de masse se transforme en révolte ouverte, en lutte armée, en combats de rue et de barricades à Moscou. Les journées de décembre à Moscou sont le point culminant de l'action politique et du mouvement de grèves de masse, clôturant ainsi la première année laborieuse de la révolution.

³⁹ BOULYGINE (1851-1919) : ministre de l'Intérieur russe en février 1905, rédigea face à la montée révolutionnaire, une promesse de régime constitutionnel. La première Douma qui siégea après la révolution de 1905 porte son nom.

Les événements de Moscou montrent en une image réduite l'évolution logique et l'avenir du mouvement révolutionnaire dans son ensemble : son aboutissement inévitable en une révolte générale ouverte ; celle-ci cependant ne peut se produire qu'après un entraînement acquis par une série de révoltes partielles et préparatoires, aboutissant provisoirement à des « défaites » extérieures et partielles, pouvant apparaître chacune comme « prématurée ».

L'année 1906 est celle des élections et de l'épisode de la Douma. Le prolétariat, animé d'un puissant instinct révolutionnaire lui permettant d'avoir une vue claire de la situation, boycotte la farce constitutionnelle tsariste. Le libéralisme occupe de nouveau pour quelques mois le devant de la scène politique. Il semble que ce soit la situation de 1904 qui revienne, l'action cède la place à la parole et le prolétariat rentre dans l'ombre pour quelque temps, pour se consacrer avec plus d'ardeur encore à la lutte syndicale et au travail d'organisation. Les grèves de masse cessent, tandis que jour après jour les libéraux font jaillir les fusées de leur éloquence. Enfin le rideau de fer s'abaisse brusquement, les acteurs sont dispersés, des fusées d'éloquence libérale, il ne reste que la fumée et la poussière. Une tentative de la social-démocratie pour appeler à manifester par une quatrième grève de masse en faveur de la Douma et du rétablissement de la liberté de parole tombe à plat. La grève politique de masse a épuisé son rôle en tant que telle, et le passage de la grève au soulèvement général du peuple et aux combats de rue n'est pas mûr. L'épisode libéral est fini, l'épisode prolétarien n'a pas encore recommencé. La scène reste provisoirement vide.

4.

Dans les pages qui précèdent nous avons tenté d'esquisser en quelques traits sommaires l'histoire de la grève de masse en Russie. Un simple coup d'œil rapide sur cette histoire nous en donne une image qui ne ressemble en rien à celle qu'on se fait habituellement en Allemagne de la grève de masse au cours des discussions. Au lieu du schéma rigide et vide qui nous montre une « action » politique linéaire exécutée avec prudence et selon un plan décidé par les instances suprêmes des syndicats, nous voyons un fragment de vie réelle fait de chair et de sang qu'on ne peut arracher du milieu révolutionnaire, rattachée au contraire par mille liens à l'organisme révolutionnaire tout entier. La grève de masse telle que nous la montre la révolution russe est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. Son champ d'application, sa force d'action, les facteurs de son déclenchement, se transforment continuellement. Elle ouvre soudain à la révolution de vastes perspectives nouvelles au moment où celle-ci semblait engagée dans une impasse. Et elle refuse de fonctionner au moment où l'on croit pouvoir compter sur elle en

toute sécurité. Tantôt la vague du mouvement envahit tout l'Empire, tantôt elle se divise en un réseau infini de minces ruisseaux ; tantôt elle jaillit du sol comme une source vive, tantôt elle se perd dans la terre. Grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rue, combats de barricades – toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre, c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. Et la loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement, elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités techniques, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire et tout décalage dans le rapport des forces aux prises, dans le développement du Parti et la division des classes, dans la position de la contre-révolution, tout cela influe immédiatement sur l'action de la grève par mille chemins invisibles et incontrôlables. Cependant l'action de la grève elle-même ne s'arrête pratiquement pas un seul instant. Elle ne fait que revêtir d'autres formes, que modifier son extension, ses effets. Elle est la pulsation vivante de la révolution et en même temps son moteur le plus puissant. En un mot la grève de masse, comme la révolution russe nous en offre le modèle, n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. À partir de là on peut déduire quelques points de vue généraux qui permettront de juger le problème de la grève de masse.

1° Il est absolument faux d'imaginer la grève de masse comme une action unique. La grève de masse est bien plutôt un terme qui désigne collectivement toute une période de la lutte de classes s'étendant sur plusieurs années, parfois sur des décennies. Si l'on considère les innombrables et différentes grèves de masse qui ont eu lieu en Russie depuis quatre ans, une seule variante et encore d'importance secondaire correspond à la définition de la grève de masse, acte unique et bref de caractère purement politique, déclenché et stoppé à volonté selon un plan préconçu, il s'agit là de la pure grève de démonstration. Dans tout le cours de la période de cinq ans nous ne voyons en Russie que quelques grèves de ce genre en petit nombre et, fait remarquable, limitées ordinairement à une ville. Citons entre autres la grève générale annuelle du 1^{er} mai à Varsovie et à Lodz – dans la Russie proprement dite l'usage n'est pas encore largement répandu, de célébrer le 1^{er} mai par un arrêt de travail – la grève de masse de Varsovie le 11 septembre 1905 à l'occasion des obsèques du condamné à mort Martin Kasprzak⁴⁰; celle de novembre 1905 à Saint-Pétersbourg

⁴⁰ Martin KASPRZAR, dirigeant du groupe de Varsovie du "Parti Révolutionnaire Socialiste Proletariat". Rosa Luxemburg le connaît en 1887, quand elle adhère au mouvement.

en protestation contre la proclamation de l'état de siège en Pologne et en Livonie ; celle du 22 janvier 1906 à Varsovie, Lodz, Czenstochau et dans le bassin minier de Dombrowa, ainsi que dans certaines villes russes en commémoration du dimanche sanglant de Saint-Pétersbourg ; en juillet 1906 une grève générale à Tiflis en manifestation de solidarité à l'égard des soldats condamnés pour mutinerie et enfin pour la même raison en septembre de cette année pendant le procès militaire de Reval. Toutes les autres grèves de masse partielles ou grèves générales furent non pas des grèves de démonstration, mais de lutte ; comme telles elles naquirent spontanément à l'occasion d'incidents particuliers locaux et fortuits et non d'après un plan préconçu et délibéré et, avec la puissance de forces élémentaires, elles prirent les dimensions d'un mouvement de grande envergure ; elles ne se terminaient pas par une retraite ordonnée, mais se transformaient tantôt en luttes économiques, tantôt en combats de rues, et tantôt s'effondraient d'elles-mêmes.

Dans ce tableau d'ensemble, les grèves de démonstration politique pure jouèrent un rôle mineur – celui de points minuscules et isolés au milieu d'une grande surface. Si l'on considère les choses selon la chronologie, on remarque ceci : les grèves de démonstration qui, à la différence des grèves de lutte, exigent un niveau très élevé de discipline de parti, une direction politique et une idéologie politique conscientes, et apparaissent donc selon le schéma comme la forme la plus haute et la plus mûre de la grève de masse, sont surtout importantes *au début* du mouvement. Ainsi le débrayage total du 1^{er} mai 1905 à Varsovie, premier exemple de l'application parfaite d'une décision du Parti, fut un événement d'une grande portée pour le mouvement prolétarien en Pologne. De même la grève de solidarité en novembre 1905 à Saint-Pétersbourg, premier exemple d'une action de masse concertée, fit sensation. De même la « grève de masse à l'essai » des camarades de Hambourg le 17 janvier 1906 tiendra une place considérable dans l'histoire de la future grève de masse en Allemagne : elle est la première tentative spontanée d'user de cette arme si discutée, tentative réussie du reste, qui témoigne de la combativité des ouvriers de Hambourg.

De même, la période de grève de masse, une fois commencée sérieusement en Allemagne, aboutira à coup sûr à l'instauration de la fête du 1^{er} mai avec un arrêt général du travail. Cette fête du 1^{er} mai pourrait être célébrée comme la première démonstration sous le signe des luttes de masse. En ce sens ce « vieux cheval de bataille », comme on a appelé le 1^{er} mai au Congrès syndical de Cologne, a encore un grand avenir devant lui et est appelé à jouer un rôle important dans la lutte de classe prolétarienne en Allemagne. Cependant avec le développement des luttes révolutionnaires, l'importance de telles démonstrations diminue rapidement. Les mêmes facteurs qui rendaient objectivement possible le déclenchement des grèves de démonstration selon un plan conçu à l'avance et d'après le mot d'ordre des partis, à savoir la croissance de

la conscience politique et de l'éducation du prolétariat, rendent impossible cette sorte de grève ; aujourd'hui le prolétariat russe, et plus précisément l'avant-garde la plus active de la masse, ne veut plus rien savoir des grèves de démonstration ; les ouvriers n'entendent plus la plaisanterie et ne veulent plus que des luttes sérieuses avec toutes leurs conséquences. S'il est vrai qu'au cours de la première grande grève de masse en janvier 1905 l'élément démonstratif jouait encore un grand rôle – sous une forme non pas délibérée, mais instinctive et spontanée – en revanche la tentative du Comité central du Parti social-démocrate russe pour appeler au mois d'août à une grève de masse en faveur de la Douma échoua entre autres à cause de l'aversion du prolétariat conscient à l'égard d'actions tièdes et de pure démonstration.

2° Mais si nous considérons non plus cette variété mineure que représente la grève de démonstration, mais la grève de lutte telle qu'aujourd'hui en Russie elle constitue le support réel de l'action prolétarienne, on est frappé du fait que l'élément économique et l'élément politique y sont indissolublement liés. Ici encore la réalité s'écarte du schéma théorique ; la conception pédante, qui fait dériver logiquement la grève de masse politique pure de la grève générale économique comme en étant le stade le plus mûr et le plus élevé et qui distingue soigneusement les deux formes l'une de l'autre, est démentie par l'expérience de la révolution russe. Ceci n'est pas seulement démontré historiquement par le fait que les grèves de masse – depuis la première grande grève revendicative des ouvriers du textile à Saint-Petersbourg en 1896-97 jusqu'à la dernière grande grève de décembre 1905 – sont passées insensiblement du domaine des revendications économiques à celui de la politique, si bien qu'il est presque impossible de tracer des frontières entre les unes et les autres. Mais chacune des grandes grèves de masse retrace, pour ainsi dire en miniature, l'histoire générale des grèves en Russie, commençant par un conflit syndical purement revendicatif ou du moins partiel, parcourant ensuite tous les degrés jusqu'à la manifestation politique. La tempête qui ébranla le sud de la Russie en 1902 et 1903 commença à Bakou, nous l'avons vu, par une protestation contre la mise à pied de chômeurs ; à Rostov par des revendications salariales ; à Tiflis par une lutte des employés de commerce pour obtenir une diminution de la journée de travail ; à Odessa par une revendication de salaires dans une petite usine isolée. La grève de masse de janvier 1905 a débuté par un conflit à l'intérieur des usines Poutilov, la grève d'octobre par les revendications des cheminots pour leur caisse de retraite ; la grève de décembre enfin par la lutte des employés des postes et du télégraphe pour obtenir le droit de coalition. Le progrès du mouvement ne se manifeste pas par le fait que l'élément économique disparaît, mais plutôt par la rapidité avec laquelle on parcourt toutes les étapes jusqu'à la manifestation politique, et par la position plus ou moins extrême du point final atteint par la grève de masse.

Cependant le mouvement dans son ensemble ne s'oriente pas uniquement dans le sens d'un passage de l'économique au politique, mais aussi dans le sens inverse. Chacune des grandes actions de masse politiques se transforme, après avoir atteint son apogée, en une foule de grèves économiques. Ceci ne vaut pas seulement pour chacune des grandes grèves, mais aussi pour la révolution dans son ensemble. Lorsque la lutte politique s'étend, se clarifie et s'intensifie, non seulement la lutte revendicative ne disparaît pas, mais elle s'étend, s'organise, et s'intensifie parallèlement. Il y a interaction complète entre les deux.

Chaque nouvel élan et chaque nouvelle victoire de la lutte politique donnent une impulsion puissante à la lutte économique en élargissant ses possibilités d'action extérieure et en donnant aux ouvriers une nouvelle impulsion pour améliorer leur situation en augmentant leur combativité. Chaque vague d'action politique laisse derrière elle un limon fertile d'où surgissent aussitôt mille pousses nouvelles, les revendications économiques. Et inversement, la guerre économique incessante que les ouvriers livrent au capital tient en éveil l'énergie combative même aux heures d'accalmie politique ; elle constitue en quelque sorte un réservoir permanent d'énergie d'où la lutte politique tire toujours des forces fraîches ; en même temps le travail infatigable de grignotage revendicatif déclenche tantôt ici, tantôt là des conflits aigus d'où éclatent brusquement des batailles politiques.

En un mot la lutte économique présente une continuité, elle est le fil qui relie les différents nœuds politiques ; la lutte politique est une fécondation périodique préparant le sol aux luttes économiques. La cause et l'effet se succèdent et alternent sans cesse, et ainsi le facteur économique et le facteur politique, bien loin de se distinguer complètement ou même de s'exclure réciproquement, comme le prétend le schéma pédant, constituent dans une période de grève de masse deux aspects complémentaires de la lutte de classe prolétarienne en Russie. C'est précisément la grève de masse qui constitue leur unité. La théorie subtile dissèque artificiellement, à l'aide de la logique, la grève de masse pour obtenir une « grève politique pure » ; or une telle dissection – comme toutes les dissections – ne nous permet pas de voir le phénomène vivant, elle nous livre un cadavre.

3° Enfin les événements de Russie nous montrent que la grève de masse est inséparable de la révolution. L'histoire de la grève de masse en Russie se confond avec l'histoire de la révolution. Sans doute, quand les champions de l'opportunisme en Allemagne entendent parler de révolution, ils pensent tout de suite au sang versé, aux batailles de rue, à la poudre et au plomb, et ils en déduisent en toute logique que la grève de masse conduit inévitablement à la révolution – ils en concluent qu'il faut s'en abstenir. Et en fait nous constatons en Russie que presque chaque grève de masse aboutit à un affrontement sanglant avec les forces de l'ordre tsaristes ; ceci est aussi vrai des grèves pré-

tendement politiques que des conflits économiques. Mais la révolution est autre chose, est davantage qu'un simple bain de sang. À la différence de la police qui, par révolution entend simplement la bataille de rue et la bagarre, c'est-à-dire le « désordre », le socialisme scientifique voit d'abord dans la révolution un bouleversement interne profond des rapports de classe. De ce point de vue il y a entre la révolution et la grève de masse en Russie un rapport bien plus étroit que celui établi par la constatation triviale, à savoir que la grève de masse se termine généralement par un bain de sang.

Nous avons étudié le mécanisme interne de la grève de masse russe fondée sur un rapport de causalité réciproque entre le conflit politique et le conflit économique. Mais ce rapport de causalité réciproque est précisément déterminé par la période révolutionnaire. C'est seulement dans la tempête révolutionnaire que chaque lutte partielle entre le capital et le travail prend les dimensions d'une explosion générale. En Allemagne on assiste tous les ans, tous les jours, aux conflits les plus violents, les plus brutaux entre les ouvriers et les patrons sans que la lutte dépasse les limites de la branche d'industrie, de la ville ou même de l'usine en question. La mise à pied d'ouvriers organisés comme à Saint-Pétersbourg, le chômage comme à Bakou, des revendications salariales comme à Odessa, des luttes pour le droit de coalition comme à Moscou : tout cela se produit tous les jours en Allemagne. Mais aucun de ces incidents ne donne lieu à une action de classe commune. Et même si ces conflits s'étendent jusqu'à devenir des grèves de masse à caractère nettement politique, ils ne déclenchent pas d'explosion générale. La grève générale des cheminots hollandais qui, malgré les sympathies ardentes qu'elle a suscitées, s'est éteinte dans l'immobilité absolue de l'ensemble du prolétariat, en fournit un exemple frappant.

Inversement ce n'est qu'en période révolutionnaire, où les fondements sociaux et les murs qui séparent les classes sociales sont ébranlés, que n'importe quelle action politique du prolétariat peut en quelques heures arracher à l'indifférence des couches populaires restées jusqu'alors à l'écart, ce qui se manifeste naturellement par une bataille économique tumultueuse. Les ouvriers brusquement électrisés par l'action politique réagissent immédiatement dans le domaine qui leur est le plus proche : ils se soulèvent contre leur condition d'esclavage économique. Le geste de révolte qu'est la lutte politique leur fait sentir avec une intensité insoupçonnée le poids de leurs chaînes économiques. Tandis qu'en Allemagne la lutte politique la plus violente, la campagne électorale ou les débats parlementaires au sujet des tarifs douaniers, n'ont qu'une influence minime sur le cours ou l'intensité des luttes revendicatives qui sont menées en même temps, en Russie toute action du prolétariat se manifeste immédiatement par une extension et une intensification de la lutte économique.

Ainsi c'est la révolution qui crée seule les conditions sociales permettant un passage immédiat de la lutte économique à la lutte politique et de la lutte politique à la lutte économique, ce qui se traduit par la grève de masse. Le schéma vulgaire n'aperçoit de rapport entre la grève de masse et la révolution que dans les affrontements sanglants où aboutissent les grèves de masse ; mais un examen plus approfondi des événements russes nous fait découvrir un rapport *inversé* ; en réalité ce n'est pas la grève de masse qui produit la révolution, mais la révolution qui produit la grève de masse.

4° Il suffit de résumer ce qui précède pour découvrir une solution au problème de la direction et de l'initiative de la grève de masse. Si la grève de masse ne signifie pas un acte unique mais toute une période de la lutte de classe, et si cette période se confond avec la période révolutionnaire, il est clair qu'on ne peut déclencher arbitrairement la grève de masse, même si la décision vient des instances suprêmes du parti socialiste le plus puissant. Tant qu'il n'est pas au pouvoir de la social-démocratie de mettre en scène ou de décommander des révolutions à son gré, même l'enthousiasme et l'impatience la plus fougueuse des troupes socialistes ne réussiront pas à susciter une période de grève de masse qui soit un mouvement populaire puissant et vivant. L'audace de la direction du parti et la discipline des ouvriers peuvent sans doute réussir à mettre sur pied une manifestation unique et de courte durée : ce fut le cas de la grève de masse en Suède ou des grèves plus récentes en Autriche, ou encore de la grève du 17 janvier à Hambourg⁴¹. Mais ces manifestations ne ressemblent pas plus à une véritable période de grève de masse révolutionnaire que des manœuvres navales, faites dans un port étranger quand les relations diplomatiques sont tendues, ne ressemblent à la guerre. Une grève de masse produite simplement par la discipline et l'enthousiasme ne jouera dans le meilleur des cas que le rôle d'un symptôme de la combativité des travailleurs, après quoi la situation retombera dans le paisible train-train quotidien. Certes, même pendant la révolution les grèves ne tombent pas du ciel. il faut qu'elles soient d'une façon ou d'une autre faites par les ouvriers. La résolution et la décision de la classe ouvrière y jouent aussi un rôle et il faut préciser que l'initiative ainsi que la direction des opérations ultérieures en incombent tout naturellement à la partie la plus éclairée et la mieux organisée du prolétariat, à la social-démocratie. Mais cette initiative et cette direction ne s'appliquent qu'à l'exécution de telle ou telle action isolée, de telle ou telle grève de masse lorsque la période révolutionnaire est déjà en cours, et cela le plus souvent à l'intérieur d'une ville donnée. Par exemple, nous l'avons déjà vu, c'est la social-démocratie qui a plus d'une fois donné expressément et avec succès le mot d'ordre de grève à Bakou, à Varsovie, à Lodz, à Saint-Petersbourg. Une telle initiative a beaucoup moins de chances de succès si elle s'applique à des mouvements généraux touchant

⁴¹ Le 17 janvier 1906, à Hambourg eut lieu ce que Rosa Luxemburg appelle une "grève de masse à l'essai".

l'ensemble du prolétariat. Par ailleurs, l'initiative et la direction des opérations ont leurs limites déterminées. C'est justement pendant la révolution qu'il est extrêmement difficile à un organisme dirigeant du mouvement ouvrier de prévoir et de calculer quelle occasion et quels facteurs peuvent déclencher ou non des explosions. Prendre l'initiative et la direction des opérations ne consiste pas, ici non plus, à donner arbitrairement des ordres, mais à s'adapter le plus habilement possible à la situation, et à garder le contact le plus étroit avec le moral des masses. L'élément spontané joue, nous l'avons vu, un grand rôle dans toutes les grèves de masse en Russie, soit comme élément moteur, soit comme frein. Mais cela ne vient pas de ce qu'en Russie la social-démocratie est encore jeune et faible, mais du fait que chaque opération particulière est le résultat d'une telle infinité de facteurs économiques, politiques, sociaux, généraux et locaux, matériels et psychologiques, qu'aucune d'elles ne peut se définir ni se calculer comme un exemple arithmétique. Même si le prolétariat avec la social-démocratie à sa tête, y joue le rôle dirigeant, la révolution n'est pas une manœuvre du prolétariat, mais une bataille qui se déroule alors qu'alentour tous les fondements sociaux craquent, s'effritent et se déplacent sans cesse. Si l'élément spontané joue un rôle aussi important dans les grèves de masses en Russie, ce n'est pas parce que le prolétariat russe est « inéduqué », mais parce que les révolutions ne s'apprennent pas à l'école.

Par ailleurs nous constatons en Russie que cette révolution qui rend si difficile à la social-démocratie de prendre la direction de la grève et qui tantôt lui arrache, tantôt lui tend la baguette de chef d'orchestre, résout en revanche précisément toutes les difficultés de la grève, ces difficultés que le schéma théorique tel qu'il est discuté en Allemagne considère comme le souci principal de la direction le problème de « l'approvisionnement », des « frais », des « sacrifices matériels ». Sans doute ne les résout-elle pas de la manière dont on les règle, crayon en main, au cours d'une paisible conférence secrète, tenue par les instances supérieures du mouvement ouvrier. Le « règlement » de tous ces problèmes se résume à ceci : la révolution fait entrer en scène des masses populaires si énormes que toute tentative pour régler d'avance ou estimer les frais du mouvement – comme on fait l'estimation des frais d'un procès civil – apparaît comme une entreprise désespérée. Certes, en Russie aussi, les organismes directeurs essaient de soutenir au mieux de leurs moyens les victimes du combat. C'est ainsi par exemple que le Parti aida pendant des semaines les courageuses victimes du gigantesque lock-out qui eut lieu à Saint-Pétersbourg, à la suite de la campagne pour la journée de huit heures. Mais toutes ces mesures sont, dans l'immense bilan de la révolution, une goutte d'eau dans la mer. Au moment où commence une période de grèves de masse de grande envergure, toutes les prévisions et tous les calculs des frais sont aussi vains que la prétention de vider l'Océan avec un verre d'eau. Le prix que paie la masse prolétarienne pour toute révolution est en effet un océan de privations et de souffrances terribles. Une période révolutionnaire résout cette difficulté en appa-

rence insoluble en déchaînant dans la masse une telle somme d'idéalisme que celle-ci en devient insensible aux souffrances les plus aiguës. On ne peut faire ni la révolution ni la grève de masse avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consentirait à arrêter le travail le 1^{er} mai qu'à la condition de pouvoir compter, en cas de licenciement, sur un subside déterminé à l'avance avec précision. Mais, dans la tempête révolutionnaire, le prolétaire, le père de famille prudent, soucieux de s'assurer un subside, se transforme en « révolutionnaire romantique » pour qui le bien suprême lui-même – la vie – et à plus forte raison le bien-être matériel n'ont que peu de valeur en comparaison de l'idéal de la lutte. S'il est donc vrai que c'est à la période révolutionnaire que revient la direction de la grève au sens de l'initiative de son déclenchement et de la prise en charge des frais, il n'est pas moins vrai qu'en un tout autre sens la direction dans les grèves de masse revient à la social-démocratie et à ses organismes directeurs. Au lieu de se poser le problème de la technique et du mécanisme de la grève de masse, la social-démocratie est appelée, dans une période révolutionnaire, à en prendre la direction *politique*. La tâche la plus importante de « direction » dans la période de la grève de masse, consiste à donner le mot d'ordre de la lutte, à l'orienter, à régler la *tactique* de la lutte politique de telle manière qu'à chaque phase et à chaque instant du combat, est réalisée et mise en activité la totalité de la puissance du prolétariat déjà engagé et lancé dans la bataille et que cette puissance s'exprime par la position du Parti dans la lutte ; il faut que la tactique de la social-démocratie ne se trouve jamais, quant à l'énergie et à la précision, au-dessous du niveau du rapport des forces en présence, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau ; alors cette direction politique se transformera automatiquement en une certaine mesure en direction technique. Une tactique socialiste conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse un sentiment de sécurité, de confiance, de combativité ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une sous-estimation des forces du prolétariat, paralyse et désoriente la masse. Dans le premier cas les grèves de masse éclatent « spontanément » et toujours « en temps opportun » ; dans le deuxième cas la direction du Parti a beau appeler directement à la grève – c'est en vain. La révolution nous offre des exemples parlants de l'un et l'autre cas.

5.

La question qui se pose à présent est la suivante : dans quelle mesure toutes les leçons que l'on peut tirer de la grève générale en Russie s'appliquent-elles à l'Allemagne. Les conditions sociales et politiques, l'histoire et la situation du mouvement ouvrier diffèrent entièrement en Allemagne et en Russie. À première vue on pourrait croire que les lois internes des grèves de masse en Russie, telles que nous les avons exposées plus haut, résultent de conditions spécifiquement russes, qui ne sont absolument pas valables pour le prolétariat allemand. Dans la révolution, la lutte politique et la lutte

économique sont liées par les rapports internes les plus étroits ; leur unité se révèle dans la période des grèves de masse. Mais n'est-ce pas une simple conséquence de l'absolutisme russe ? Dans un État où toute forme et toute manifestation du mouvement ouvrier sont interdites, où la grève la plus simple est un crime, toute lutte économique se transforme nécessairement en lutte politique.

Par ailleurs, si inversement la première explosion de la révolution a entraîné un règlement de comptes général de la classe ouvrière avec le patronat, c'est la simple conséquence du fait que l'ouvrier russe avait jusqu'alors le niveau de vie le plus bas, et n'avait encore jamais mené la moindre bataille économique en règle pour améliorer son sort. Le prolétariat russe devait d'abord commencer par se tirer de la plus ignoble condition : quoi d'étonnant à ce qu'il y ait mis une ardeur juvénile dès que la révolution eut apporté le premier souffle vivifiant dans l'air étouffant de l'absolutisme ? Et enfin le cours tumultueux de la grève de masse ainsi que son caractère élémentaire et spontané s'expliquent d'une part par la situation politique arriérée de la Russie, d'autre part par le manque d'organisation et d'éducation du prolétariat russe. Dans un pays où la classe ouvrière a derrière elle trente années d'expérience de vie politique, un Parti socialiste fort de trois millions de voix et un noyau de troupes syndicalement organisées qui atteint un million et un quart, il est impossible que la lutte politique, que les grèves de masse revêtent le même caractère orageux et élémentaire que dans un État semi-barbare qui vient seulement de passer sans transition du Moyen Âge à l'ordre bourgeois moderne. Telle est l'idée que se font généralement des gens qui veulent mesurer le degré de maturité de la situation économique d'un pays d'après la lettre de ses lois écrites.

Examinons les problèmes un à un. D'abord il est inexact de faire remonter le début de la lutte économique à l'explosion de la révolution. En fait, les grèves et les conflits salariaux n'avaient cessé d'être de plus en plus à l'ordre du jour, depuis le début des années 90 en Russie proprement dite, et même depuis la fin des années 80 en Pologne russe, et ils avaient pratiquement acquis droit de cité. Il est vrai qu'ils entraînaient souvent de brutales répressions policières, cependant ils faisaient partie des faits quotidiens. C'est ainsi qu'à Varsovie et à Łódź, dès 1891, il existait une caisse syndicale collective considérable ; l'enthousiasme pour les syndicats fit même naître quelque temps en Pologne ces illusions « économistes » qui, quelques années plus tard, régnèrent à Saint-Petersbourg et dans le reste de la Russie⁴².

⁴² C'est donc par suite d'une erreur de fait que la camarade Roland-Holst écrit dans la préface de l'édition russe de son livre sur La grève générale :

« Le prolétariat (de Russie) s'était presque, dès les débuts de la grande industrie, familiarisé avec la grève de masse pour la simple raison que sous l'oppression politique de l'absolutisme les grèves partielles s'étaient révélées impossibles » (voir *Neue Zeit* 1906, n°33).

De même il y a beaucoup d'exagérations dans l'idée qu'on se faisait de la misère du prolétariat de l'empire tsariste avant la révolution. La catégorie d'ouvriers actuellement la plus active et la plus ardente dans la lutte économique aussi bien que politique, celle des travailleurs de la grande industrie des grandes villes, avait un niveau d'existence à peine inférieur à celui des catégories correspondantes du prolétariat allemand ; dans un certain nombre de métiers on rencontre des salaires égaux et même parfois supérieurs à ceux pratiqués en Allemagne. De même, en ce qui concerne la durée du travail, la différence entre les grandes entreprises industrielles des deux pays est insignifiante. Ainsi cette idée d'un prétendu ilotisme matériel et culturel de la classe ouvrière russe ne repose sur rien. Si l'on y réfléchit quelque peu, elle est réfutée par le fait même de la révolution et du rôle éminent qu'y a joué le prolétariat. Ce n'est pas avec un sous-prolétariat misérable qu'on fait des révolutions de cette maturité et de cette lucidité politique. Les ouvriers de la grande industrie de Saint-Petersbourg, de Varsovie, de Moscou et d'Odessa, qui étaient à la pointe du combat, sont sur le plan culturel et intellectuel beaucoup plus proches du type occidental que ne l'imaginent ceux qui considèrent le parlementarisme bourgeois et la pratique syndicale régulière comme l'unique et indispensable école du prolétariat. Le développement industriel moderne de la Russie et l'influence de quinze ans de social-démocratie dirigeant et encourageant la lutte économique ont accompli, même en l'absence des garanties extérieures de l'ordre légal bourgeois, un travail civilisateur important.

Mais les différences s'atténuent encore si nous considérons l'autre aspect de la question et examinons de plus près le niveau de vie réel de la classe ouvrière allemande. Les grandes grèves de masse politiques ont ébranlé, dès le premier instant, les couches les plus larges du prolétariat russe qui s'est jeté fiévreusement dans la bataille économique. Mais n'y a-t-il pas en Allemagne au sein de la classe ouvrière des catégories qui vivent dans une obscurité que la

C'est tout le contraire qui s'est produit. Ainsi le rapporteur de l'Union des Syndicats de Saint-Petersbourg disait-il, au commencement de son rapport, au cours de la deuxième conférence des Syndicats russes en février 1906 :

« Au moment où se réunit la Conférence où nous nous trouvons, je n'ai pas besoin de faire remarquer que notre mouvement syndical n'a pas son origine dans la période « libérale » du prince Sviatopolk-Mirski (en 1904, R. L.) comme beaucoup essaient de le faire croire, d'où est né du 22 janvier. Le mouvement syndical a des racines bien plus profondes il est indissolublement lié à tout le passé de notre mouvement ouvrier. Nos syndicats ne sont que des formes nouvelles d'organisation, poursuivant la lutte économique que le prolétariat russe mène depuis des années. Sans entrer plus avant dans l'histoire, on a le droit de dire que la lutte économique des ouvriers de Saint-Petersbourg revêt des formes plus ou moins organisées, depuis les mémorables grèves 1896 et 1897. La direction de cette lutte politique revient à cette organisation social-démocrate qui s'est appelée Union pétersbourgeoise de combat pour l'affranchissement de la classe ouvrière et qui, à la suite de la conférence de mars 1898 s'est appelée Comité pétersbourgeois du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il s'est créé un système compliqué d'organisations dans les usines, les arrondissements et les faubourgs par d'innombrables fils reliant l'organisme central avec les masses ouvrières et lui permettant de répondre par des affiches à tous les besoins de la classe ouvrière. Ainsi la possibilité est donnée d'appuyer et de diriger les grèves. »

bienfaisante lumière du syndicat a encore à peine réchauffée, catégories qui ont encore à peine essayé ou ont essayé sans succès de sortir de leur ilotisme social en menant quotidiennement la lutte pour les salaires ? Prenons l'exemple de la misère des *mineurs* : même dans le paisible train-train quotidien, dans la froide atmosphère de la routine parlementaire allemande – comme dans les autres pays d'ailleurs, même en Angleterre, le paradis des syndicats – la lutte des mineurs ne se manifeste guère que par à-coups, par de fortes éruptions, des grèves de masses ayant le caractère de forces élémentaires. C'est là la preuve que l'opposition entre le capital et le travail est trop exacerbée, trop violente pour permettre l'émiettement en luttes syndicales partielles paisibles et méthodiques. Mais cette misère ouvrière de caractère éruptif qui, même en temps normaux, constitue un foyer d'orages d'où partent des secousses violentes, devrait à l'occasion de toute action politique de masse en Allemagne, de tout choc un peu violent, ébranlant momentanément l'équilibre social normal, déclencher aussitôt et inévitablement un conflit politique et économique brutal. Prenons par ailleurs l'exemple de la misère des *ouvriers du textile* : ici aussi, la lutte économique se manifeste par des explosions exaspérées et la plupart du temps inutiles, qui ébranlent le pays tous les deux ou trois ans et qui ne donnent qu'une faible idée de la violence explosive avec laquelle l'énorme masse agglomérée des esclaves de la grande industrie textile cartellisée réagirait au moment d'un ébranlement politique à l'occasion d'une puissante action de masse du prolétariat allemand. Prenons encore la misère des travailleurs à domicile, des ouvriers de la confection, de l'électricité – autant de foyers d'éruptions où, à la moindre secousse politique, éclateraient d'autant plus sûrement des conflits économiques violents que le prolétariat s'engage ici plus rarement dans la bataille en temps de paix sociale, que sa lutte est chaque fois plus vaine, et que le capital lui impose à nouveau plus brutalement son joug détesté.

Considérons maintenant de grandes catégories du prolétariat qui, en général, en temps de « situation normale » n'ont aucun moyen de mener une lutte économique pacifique pour améliorer leur condition, et sont privés de tout droit de coalition. Citons pour premier exemple la misère éclatante des employés des *chemins de fer* et des *postes*.

Ces ouvriers de l'État sont en Allemagne, en plein pays de légalité parlementaire, dans la même situation que les employés russes – et encore avant la révolution, au temps où régnait un absolutisme sans entraves. Dès la grande grève d'octobre 1905 la situation du cheminot russe, dans un pays où régnait encore formellement l'absolutisme, était, en ce qui concerne sa liberté de mouvement économique et sociale, à cent pieds au-dessus de celle du cheminot allemand. Les cheminots et les postiers russes ont, en fait, conquis le droit de coalition pour ainsi dire en pleine tourmente révolutionnaire, et même si momentanément il pleut procès sur procès et renvois sur renvois, rien ne peut plus

leur arracher leur solidarité interne. Pourtant ce serait faire un calcul psychologique entièrement faux que de supposer, comme le fait toute la réaction en Allemagne, que l'obéissance inconditionnelle des cheminots et des postiers allemands durera éternellement, qu'elle est un roc inébranlable. Il est vrai que les dirigeants syndicaux allemands sont tellement accoutumés à la situation existante que, mécontents de supporter sans émotion cette honte sans exemple en Europe, ils peuvent contempler avec quelque satisfaction les progrès de la lutte syndicale dans leur pays ; mais s'il y a un soulèvement général du prolétariat industriel, la colère sourde et longtemps amassée dans le cœur de ces esclaves en uniforme de l'État explosera inévitablement. Et lorsque l'avant-garde du prolétariat, les ouvriers industriels, voudront conquérir de nouveaux droits politiques ou défendre les anciens, la grande armée des cheminots et des postiers prendra nécessairement conscience de la honte de sa situation et finira par se soulever pour se délivrer de cette part d'absolutisme russe qu'on a créée spécialement pour elle en Allemagne. La théorie pédante qui prétend faire se dérouler les grands mouvements populaires selon des schémas et des recettes voit dans la conquête du droit de coalition pour les cheminots la *condition préalable* sans laquelle il est inutile de même « songer » à une grève de masse. Le cours véritable et naturel des événements ne peut être qu'inverse : c'est seulement par une action de masses vigoureuse et spontanée que sera conquis le droit de coalition pour les postiers et les cheminots allemands, et ce problème insoluble dans la situation actuelle de l'Allemagne trouvera brusquement sa solution et sa réalisation sous l'impression et la pression d'une action générale du prolétariat. Et enfin la plus grande et la plus importante des misères : celle des *ouvriers agricoles*. Étant donné le caractère spécifique de l'économie anglaise et le rôle minime joué par l'agriculture dans l'ensemble de l'économie nationale, on peut comprendre que les syndicats soient organisés à l'usage exclusif des ouvriers industriels. En Allemagne, une organisation syndicale aussi merveilleusement développée qu'elle soit, qui ne comprendrait que des ouvriers industriels, serait inaccessible à l'immense armée des ouvriers agricoles et ne donnerait qu'une image faible et partielle de la condition prolétarienne dans son ensemble. Mais ce serait par ailleurs une illusion tout aussi dangereuse que de croire que les conditions dans les campagnes sont immuables et éternelles, et d'ignorer que le travail infatigable d'éducation accompli par la social-démocratie et plus encore toute la politique de l'Allemagne ne cessent de miner la passivité apparente de l'ouvrier agricole ; on aurait tort de penser qu'au cas où le prolétariat industriel allemand entreprendrait une grande action de classe, quelque objectif qu'elle se soit fixé, le prolétariat agricole se tiendrait en dehors. Or la participation des ouvriers ne peut se manifester d'abord que par une lutte économique orageuse, par de puissantes grèves de masse.

Ainsi nous avons de la prétendue supériorité économique du prolétariat allemand par rapport au prolétariat russe une tout autre image si, laissant de côté la liste des professions industrielles ou artisanales syndicalement organi-

sées, nous nous tournons vers les grandes catégories d'ouvriers qui sont en marge de la lutte syndicale ou dont la situation économique particulière ne peut entrer dans le cadre étroit de la petite lutte syndicale quotidienne. Mais même si nous nous tournons de nouveau vers l'avant-garde organisée du prolétariat industriel allemand et si par ailleurs nous gardons à l'esprit les objectifs économiques poursuivis actuellement par les ouvriers russes, nous constatons qu'il ne s'agit absolument pas là de combats que les plus anciens syndicats allemands aient lieu de mépriser comme anachroniques. Ainsi, la revendication générale principale des grèves russes depuis le 22 janvier 1905 : la journée de huit heures, n'est absolument pas un objectif dépassé pour le prolétariat allemand, au contraire, dans la plupart des cas, il apparaît comme un bel idéal lointain. On peut en dire autant de la lutte contre la « situation du patron maître chez lui », la lutte pour l'introduction des comités ouvriers dans toutes les usines, la suppression du travail aux pièces, du travail artisanal à domicile, le respect absolu du repos dominical, la reconnaissance du droit de coalition. Bien plus, en y regardant de plus près, tous les objectifs économiques que le prolétariat russe met aujourd'hui à l'ordre du jour de la révolution sont aussi de la plus grande actualité pour le prolétariat allemand et touchent des points douloureux de l'existence ouvrière. Il résulte d'abord de ces réflexions que la grève de masse purement politique, thème préféré de toutes les discussions est, pour l'Allemagne aussi, un simple schéma théorique et sans vie. Si les grèves de masse naissent d'une grande fermentation révolutionnaire, et se transforment tout naturellement en luttes politiques résolues du prolétariat urbain, elles céderont aussi tout naturellement la place, comme en Russie, à toute une période de luttes économiques élémentaires. Les craintes des dirigeants syndicaux qui redoutent que dans une période de luttes politiques orageuses, dans une période de grèves de masse, la bataille pour des objectifs économiques puisse être écartée ou étouffée, ces craintes reposent sur une conception toute scolastique et gratuite du déroulement des événements. Une période révolutionnaire transformerait bien plutôt, même en Allemagne, le caractère de la bataille économique et intensifierait au contraire celle-ci à tel point que la petite guérilla syndicale actuelle apparaîtrait en comparaison comme un jeu d'enfant. Et par ailleurs cette explosion élémentaire de grèves de masse économiques donnerait à la lutte politique un nouvel élan et des forces fraîches. L'interaction entre la lutte économique et la lutte politique qui constitue aujourd'hui le moteur interne des grèves de masse en Russie, et en même temps le mécanisme régulateur de l'action révolutionnaire du prolétariat se produirait en Allemagne également comme une conséquence naturelle de la situation.

6.

Dans cette perspective le problème de l'organisation dans ses rapports avec le problème de la grève de masse en Allemagne prend un tout autre as-

pect. La position adoptée par de nombreux dirigeants syndicaux sur ce problème se borne la plupart du temps à l'affirmation suivante :

« Nous ne sommes pas encore assez puissants pour risquer une épreuve de force aussi téméraire que la grève de masse ». Or ce point de vue est indéfendable : c'est en effet un problème insoluble que de vouloir apprécier à froid, par un calcul arithmétique, à quel moment le prolétariat serait « assez puissant » pour entreprendre la lutte quelle qu'elle soit. Il y a trente ans les syndicats allemands comptaient 50 000 membres : chiffre qui, manifestement, d'après les critères établis plus haut, ne permettait même pas de songer à une grève de masse. Quinze ans plus tard les syndicats étaient huit fois plus puissants, comptant 237 000 membres. Si cependant on avait à cette époque, demandé aux dirigeants actuels si l'organisation du prolétariat avait la maturité nécessaire pour entreprendre une grève de masse, ils auraient sûrement répondu qu'elle en était loin, que l'organisation syndicale devrait d'abord regrouper des millions d'adhérents. Aujourd'hui on compte plus d'un million d'ouvriers syndiqués, mais l'opinion des dirigeants est toujours la même – cela peut durer ainsi indéfiniment. Cette attitude se fonde sur le postulat implicite que la classe ouvrière allemande tout entière jusqu'au dernier homme, à la dernière femme, doit entrer dans l'organisation avant que l'on soit « assez puissant » pour risquer une action de masses ; il est alors probable que, selon la vieille formule, celle-ci se révélerait superflue. Mais cette théorie est parfaitement utopique pour la simple raison qu'elle souffre d'une contradiction interne, qu'elle se meut dans un cercle vicieux. Avant d'entreprendre une action directe de masse quelconque, les ouvriers doivent être organisés dans leur totalité. Mais les conditions, les circonstances de l'évolution capitaliste et de l'État bourgeois font que dans une situation « normale » sans de violentes luttes de classes certaines catégories – et en fait il s'agit précisément du gros de la troupe, les catégories les plus importantes, les plus misérables, les plus écrasées par l'État et par le capital – ne peuvent absolument pas être organisées. Ainsi nous constatons que, même en Angleterre, un siècle entier de travail syndical infatigable sans tous ces « troubles » – excepté au début la période du chartisme – sans toutes les déviations et les tentations du « romantisme révolutionnaire » n'a réussi qu'à organiser une minorité parmi les catégories privilégiées du prolétariat.

Mais par ailleurs les syndicats, pas plus que les autres organisations de combat du prolétariat, ne peuvent à la longue se maintenir que par la lutte, et une lutte qui n'est pas seulement une petite guerre de grenouilles et de rats dans les eaux stagnantes du parlementarisme bourgeois, mais une période révolutionnaire de luttes violentes de masses. La conception rigide et mécanique de la bureaucratie n'admet la lutte que comme résultat de l'organisation parvenue à un certain degré de sa force. L'évolution dialectique vivante, au contraire, fait naître l'organisation comme un produit de la lutte. Nous avons déjà vu un magnifique exemple de ce phénomène en Russie où un prolétariat quasi inorgani-

sé a commencé à créer en un an et demi de luttes révolutionnaires tumultueuses un vaste réseau d'organisations. Un autre exemple de cet ordre nous est fourni par la propre histoire des syndicats allemands. En 1878 les syndicats comp- taient 50 000 membres. Selon la théorie des dirigeants syndicaux actuels, nous l'avons vu, cette organisation n'était pas « assez puissante », et de loin, pour s'engager dans une lutte politique violente. Mais les syndicats allemands, quelque faibles qu'ils fussent à l'époque, se sont pourtant engagés dans la lutte – il s'agit de la lutte contre la loi d'exception⁴³ – et se sont révélés non seule- ment « assez puissants » pour en sortir vainqueurs, mais encore ils ont multi- plié leur puissance par cinq. Après la suppression de la loi en 1891 ils comp- taient 227 659 adhérents. À vrai dire, la méthode grâce à laquelle les syndicats ont remporté la victoire dans la lutte contre la loi d'exception, ne correspond en rien à l'idéal d'un travail paisible et patient de fourmi ; ils commencèrent par tous sombrer dans la bataille pour remonter et renaître ensuite avec la pro- chaine vague. Or, c'est là précisément la méthode spécifique de croissance des organisations prolétariennes, celles-ci font l'épreuve de leurs forces dans la ba- taille et en sortent renouvelées. En examinant de plus près les conditions alle- mandes et la situation des diverses catégories d'ouvriers, on voit clairement que la prochaine période de luttes politiques de masses violentes entraînerait pour les syndicats non pas la menace du désastre que l'on craint, mais au con- traire la perspective nouvelle et insoupçonnée d'une extension par bonds rap- pides de sa sphère d'influence. Mais ce problème a encore un autre aspect. Le plan qui consisterait à entreprendre une grève de masse à titre d'action poli- tique de classe importante avec l'aide des seuls ouvriers organisés est absolu- ment illusoire. Pour que la grève, ou plutôt les grèves de masse, pour que la lutte soit couronnée de succès, elles doivent devenir un véritable mouvement populaire, c'est-à-dire entraîner dans la bataille les couches les plus larges du prolétariat. Même sur le plan parlementaire, la puissance de la lutte des classes prolétariennes ne s'appuie pas sur un petit noyau organisé, mais sur la vaste pé- riphérie du prolétariat animé de sympathies révolutionnaires. Si la social- démocratie voulait mener la bataille électorale avec le seul appui des quelques centaines de milliers d'organisés, elle se condamnerait elle-même au néant. Bien que la social-démocratie souhaite faire entrer dans ses organisations presque tout le contingent de ses électeurs, l'expérience de trente années montre que l'électorat socialiste n'augmente pas en fonction de la croissance du Parti, mais à l'inverse que les couches ouvrières nouvellement conquises au cours de la bataille électorale constituent le terrain qui sera ensuite fécondé par l'organisation. Ici encore, ce n'est pas l'organisation seule qui fournit les troupes combattantes, mais la bataille qui fournit dans une bien plus large me- sure les recrues pour l'organisation. Ceci est évidemment beaucoup plus va-

⁴³ La loi d'exception contre les socialistes que Bismarck réussit à faire voter par le Reichstag en 1878 et à faire renouveler jusqu'en 1890, interdisait le parti social-démocrate. Beaucoup de diri- geants émigrèrent, en particulier en Suisse, d'où ils faisaient paraître le journal « Der Sozialdemokrat ».

lable encore pour l'action politique de masse directe que pour la lutte parlementaire. Bien que la social-démocratie, noyau organisé de la classe ouvrière, soit à l'avant-garde de toute la masse des travailleurs, et bien que le mouvement ouvrier tire sa force, son unité, sa conscience politique de cette même organisation, cependant le mouvement prolétarien ne doit jamais être conçu comme le mouvement d'une minorité organisée. Toute véritable grande lutte de classe doit se fonder sur l'appui et sur la collaboration des couches les plus larges ; une stratégie de la lutte de classe qui ne tiendrait pas compte de cette collaboration, mais qui n'envisagerait que les défilés bien ordonnés de la petite partie du prolétariat enrégimentée dans ses rangs, serait condamnée à un échec lamentable. En Allemagne les grèves et les actions politiques de masse ne peuvent absolument pas être menées par les seuls militants organisés ni « commandées » par un état-major émanant d'un organisme central du Parti. Comme en Russie, ce dont on a besoin dans un tel cas, c'est moins de « discipline », d'« éducation politique », d'une évaluation aussi précise que possible des frais et des subsides que d'une action de classe résolue et véritablement révolutionnaire, capable de toucher et d'entraîner les couches les plus étendues des masses prolétaires inorganisées, mais révolutionnaires par leur sympathie et leur condition. La surestimation ou la fausse appréciation du rôle de l'organisation dans la lutte de classe du prolétariat est liée généralement à une sous-estimation de la masse des prolétaires inorganisés et de leur maturité politique. C'est seulement dans une période révolutionnaire, dans le bouillonnement des grandes luttes orageuses de classe que se manifeste le rôle éducateur de l'évolution rapide du capitalisme et de l'influence socialiste sur les larges couches populaires ; en temps normal les statistiques des organisations ou même les statistiques électorales ne donnent qu'une très faible idée de cette influence.

Nous avons vu qu'en Russie, depuis à peu près deux ans, le moindre conflit limité des ouvriers avec le patronat, la moindre brutalité de la part des autorités gouvernementales locales, peuvent engendrer immédiatement une action générale du prolétariat. Tout le monde s'en rend compte et trouve cela naturel parce qu'en Russie précisément il y a « la révolution », mais qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le sentiment, l'instinct de classe est tellement vif dans le prolétariat russe que toute affaire partielle intéressant un groupe restreint d'ouvriers le concerne directement comme une affaire générale, comme une affaire de classe, et qu'il réagit immédiatement dans son ensemble. Tandis qu'en Allemagne, en France, en Italie, en Hollande, les conflits syndicaux les plus violents ne donnent lieu à aucune action générale du prolétariat – ni même de son noyau organisé – en Russie, le moindre incident déclenche une tempête violente. Mais ceci ne signifie qu'une chose, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'instinct de classe dans le prolétariat russe tout jeune, inéduqué, peu éclairé et encore moins organisé, est infiniment plus vigoureux que dans la classe ouvrière organisée, éduquée, et éclairée

d'Allemagne ou de tout autre pays d'Europe occidentale. Ceci n'est pas à mettre au compte d'une quelconque vertu de « l'Orient jeune et vierge » par opposition avec « l'Occident pourri » ; mais c'est tout simplement le résultat de l'action révolutionnaire directe de la masse. Chez l'ouvrier allemand éclairé, la conscience de classe inculquée par la social-démocratie est une conscience *théorique latente* : dans la période de la domination du parlementarisme bourgeois, elle n'a en général pas l'occasion de se manifester par une action de masse directe ; elle est la somme idéale des quatre cents actions parallèles des circonscriptions pendant la lutte électorale, des nombreux conflits économiques partiels, etc. Dans la révolution où la masse elle-même paraît sur la scène politique, la conscience de classe devient *concrète et active*. Aussi une année de révolution a-t-elle donné au prolétariat russe cette « éducation » que trente ans de luttes parlementaires et syndicales ne peuvent donner artificiellement au prolétariat allemand. Certes, cet instinct vivant et actif de classe qui anime le prolétariat diminuera sensiblement même en Russie une fois close la période révolutionnaire et une fois institué le régime parlementaire bourgeois légal, ou du moins il se transformera en une conscience cachée et latente. Mais inversement il est non moins certain qu'en Allemagne, dans une période d'actions politiques énergiques, un instinct de classe vivant révolutionnaire, avide d'agir, s'emparera des couches les plus larges et les plus profondes du prolétariat ; cela se fera d'autant plus rapidement et avec d'autant plus de force que l'influence éducatrice de la social-démocratie aura été plus puissante. Cette œuvre éducatrice ainsi que l'action stimulante révolutionnaire de la politique allemande actuelle, se manifesteront en ceci : dans une période révolutionnaire authentique, la masse de tous ceux qui actuellement se trouvent dans un état d'apathie politique apparente et sont insensibles à tous les efforts des syndicats et du Parti pour les organiser s'enrôlera derrière la bannière de la social-démocratie. Six mois de révolution feront davantage pour l'éducation de ces masses actuellement inorganisées que dix ans de réunions publiques et de distributions de tracts. Et lorsque la situation en Allemagne aura atteint le degré de maturité nécessaire à une telle période, les catégories aujourd'hui les plus arriérées et inorganisées constitueront tout naturellement dans la lutte l'élément le plus radical, le plus fougueux, et non le plus passif. Si des grèves de masse se produisent en Allemagne ce ne seront sûrement pas les travailleurs les mieux organisés – certainement pas les travailleurs de l'imprimerie – mais les ouvriers les moins bien organisés ou même inorganisés – tels que les mineurs, les ouvriers du textile, ou même les ouvriers agricoles – qui déploieront la plus grande capacité d'action.

Ainsi nous parvenons pour l'Allemagne aux mêmes conclusions en ce qui concerne le rôle propre de la « direction » de la social-démocratie par rapport aux grèves de masse que dans l'analyse des événements de Russie. En effet, laissons de côté la théorie pédante d'une grève de démonstration mise en scène artificiellement par le Parti et les syndicats et exécutée par une minorité

organisée, et considérons le vivant tableau d'un véritable mouvement populaire issu de l'exaspération des conflits de classe et de la situation politique, explosant avec la violence d'une force élémentaire en conflits aussi bien économiques que politiques et en grèves de masse alors la tâche de la social-démocratie consistera non pas dans la préparation ou la direction technique de la grève, mais dans la *direction politique* de l'ensemble du mouvement.

La social-démocratie est l'avant-garde la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat. Elle ne peut ni ne doit attendre avec fatalisme, les bras croisés, que se produise une « situation révolutionnaire » ni que le mouvement populaire spontané tombe du ciel. Au contraire, elle a le devoir comme toujours de *devancer* le cours des choses, de chercher à le précipiter. Elle n'y parviendra pas en donnant au hasard à n'importe quel moment, opportun ou non, le mot d'ordre de grève, mais bien plutôt en faisant comprendre aux couches les plus larges du prolétariat que la venue d'une telle période est *inévitabile*, en leur expliquant les *conditions sociales* internes qui y mènent ainsi que ses conséquences politiques. Pour entraîner les couches les plus larges du prolétariat dans une action politique de la social-démocratie, et inversement pour que la social-démocratie puisse prendre et garder la direction véritable d'un mouvement de masse, et être à la tête de tout le mouvement *au sens politique* du terme, il faut qu'elle sache en toute clarté et avec résolution, fournir au prolétariat allemand pour la période des luttes à venir, une *tactique* et des *objectifs*.

7.

Nous avons vu qu'en Russie la grève de masse n'est pas le produit artificiel d'une tactique imposée par la social-démocratie, mais un phénomène historique naturel né sur le sol de la révolution actuelle. Or quels sont les facteurs qui ont provoqué cette nouvelle forme d'incarnation ? la révolution ? La révolution russe a pour première tâche l'abolition de l'absolutisme et l'établissement d'un État légal moderne au régime parlementaire bourgeois. Dans la forme c'est la même tâche que s'était donnée pour but la révolution de mars 1848 en Allemagne, et la grande Révolution française de la fin du XVIII^e siècle. Mais ces révolutions, qui présentent des analogies formelles avec la révolution actuelle, ont eu lieu dans des conditions et dans un climat historique entièrement différents de celui de la Russie actuelle. La différence essentielle est celle-ci : entre ces révolutions bourgeoises d'Occident et la révolution bourgeoise actuelle en Orient s'est déroulé tout le cycle du développement capitaliste. Le capitalisme n'a pas touché seulement des pays d'Europe occidentale, mais également la Russie absolutiste. La grande industrie avec toutes ses séquelles : la division moderne des classes et les contrastes sociaux accusés, la vie des grandes villes et le prolétariat moderne, est devenue en Russie le mode de production dominant, c'est-à-dire décisif pour l'évolution sociale. Or il en

est résulté une situation historique étrange et pleine de contradictions : la révolution bourgeoise est d'abord accomplie, quant à ses objectifs formels, par un prolétariat moderne, à la conscience de classe développée, dans un milieu international placé sous le signe de la décadence bourgeoise. Ce n'est pas aujourd'hui la bourgeoisie qui en est l'élément moteur, comme c'était le cas autrefois dans les révolutions occidentales, tandis que la masse prolétarienne, noyée au sein de la petite bourgeoisie, servait à la bourgeoisie de masse de manœuvre, – inversement c'est le prolétariat conscient qui constitue l'élément actif et dirigeant, tandis que les couches de la grande bourgeoisie se montrent soit ouvertement contre-révolutionnaires, soit modérément libérales, et que seule la petite bourgeoisie rurale ainsi que l'intelligentsia petite-bourgeoise des villes a une attitude franchement oppositionnelle, voire révolutionnaire. Mais le prolétariat russe appelé ainsi à jouer un rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise s'engage dans la lutte au moment où l'opposition entre le capital et le travail est particulièrement tranchée, et où il est affranchi des illusions de la démocratie bourgeoise ; en revanche il a une conscience aiguë de ses intérêts spécifiques de classe. Cette situation contradictoire se manifeste par le fait que dans cette révolution formellement bourgeoise le conflit entre la société bourgeoise et l'absolutisme est dominé par le conflit entre le prolétariat et la société bourgeoise ; que le prolétariat lutte à la fois contre l'absolutisme et contre l'exploitation capitaliste ; que la lutte révolutionnaire a pour objectif à la fois la liberté politique et la conquête de la journée de huit heures ainsi que d'un niveau matériel d'existence convenable pour le prolétariat. Ce caractère double de la révolution russe se manifeste dans cette liaison et interaction étroites entre la lutte économique et la lutte politique, que les événements de Russie nous ont fait connaître et qui s'expriment précisément dans la grève de masse. Dans les révolutions bourgeoises antérieures, ce sont les partis bourgeois qui avaient pris en main l'éducation politique et la direction de la masse révolutionnaire, et d'autre part il s'agissait de renverser purement et simplement l'ancien gouvernement ; alors le combat de barricades, de courte durée, était la forme la plus appropriée de la lutte révolutionnaire. Aujourd'hui la classe ouvrière est obligée de s'éduquer, de se rassembler, et de se diriger elle-même au cours de la lutte et ainsi la révolution est dirigée autant contre l'exploitation capitaliste que contre le régime d'État ancien ; si bien que la grève de masse apparaît comme le moyen naturel de recruter, d'organiser et de préparer à la révolution les couches prolétaires les plus larges, de même qu'elle est en même temps un moyen de miner et d'abattre l'État ancien ainsi que d'endiguer l'exploitation capitaliste. Le prolétariat industriel urbain est aujourd'hui l'âme de la révolution en Russie. Mais pour accomplir une action politique de masse, il faut d'abord que le prolétariat se rassemble en masse ; pour cela il faut qu'il sorte des usines et des ateliers, des mines et des hauts fourneaux et qu'il surmonte cette dispersion et cet éparpillement auxquels le condamne le joug capitaliste. Ainsi la grève de masse est la première forme naturelle et spontanée de

toute grande action révolutionnaire du prolétariat ; plus l'industrie devient la forme prédominante de l'économie dans une société, plus le prolétariat joue un rôle important dans la révolution, plus l'opposition entre le travail et le capital s'exaspère et plus les grèves de masse prennent nécessairement de l'ampleur et de l'importance. Ce qui autrefois était la manifestation extérieure principale de la révolution : le combat de barricades, l'affrontement direct avec les forces armées de l'État, ne constitue dans la révolution actuelle que le point culminant, qu'une phase du processus de la lutte de masse prolétarienne.

Ainsi la forme nouvelle de la révolution a permis d'atteindre ce stade « civilisé » et « atténué » des luttes de classe prophétisé par les opportunistes de la social-démocratie allemande, les Bernstein, les David⁴⁴ et consorts. À la vérité, ceux-ci imaginaient cette lutte des classes « atténuée », « civilisée » selon leurs vœux à travers les illusions petites bourgeoises et démocratiques : ils croyaient que la lutte des classes se limiterait exclusivement à la bataille parlementaire et que la révolution – au sens de combat de rues – serait tout simplement supprimée. L'histoire a résolu le problème à sa manière, qui est à la fois plus profonde et plus subtile : elle a fait surgir la grève de masse révolutionnaire qui, certes, ne remplace ni ne rend superflus les affrontements directs et brutaux dans la rue, mais les réduit à un simple moment de la longue période de luttes politiques et en même temps lie à la révolution un travail gigantesque de civilisation au sens strict du terme : l'élévation matérielle et intellectuelle de l'ensemble de la classe ouvrière, en « civilisant » les formes barbares de l'exploitation capitaliste.

La grève de masse apparaît ainsi non pas comme un produit spécifiquement russe de l'absolutisme, mais comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe. Les trois révolutions bourgeoises : la grande Révolution française de 1789, la révolution allemande de mars 1848, et l'actuelle révolution russe constituent de ce point de vue une chaîne d'évolution continue : elles reflètent la grandeur et la décadence du siècle capitaliste. Dans la grande Révolution française les conflits internes de la société bourgeoise encore latents cèdent la place à une longue période de luttes brutales où toutes les oppositions vite germées et mûries à la chaleur de la révolution éclatent avec une violence extrême et sans nulle entrave. Un demi-siècle plus tard la révolution de la bourgeoisie allemande, explosant à mi-chemin de l'évolution capitaliste, est stoppée par l'opposition des intérêts et l'équilibre des forces entre le capital et le travail, étouffée par un compromis entre le féodalisme et la bourgeoisie, réduite à un bref et piteux intermède, vite muselée. Un demi-siècle encore et la révolution russe actuelle éclate à un point de l'évolution historique si-

⁴⁴ Eduard DAVID (1863-1930) : homme politique, député socialiste au Reichstag, auteur en 1895 d'un projet de programme agraire rejeté par le parti, théoricien réformiste, partisan de la petite propriété paysanne.

tué déjà sur l'autre versant de la montagne, au-delà de l'apogée de la société capitaliste ; la révolution bourgeoise ne peut plus être étouffée par l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat ; au contraire elle s'étend sur une longue période de conflits sociaux violents qui font apparaître les vieux règlements de comptes avec l'absolutisme comme dérisoires comparés à ceux nouveaux réclamés par la révolution. La révolution d'aujourd'hui réalise, dans ce cas particulier de la Russie absolutiste, les résultats du développement capitaliste international ; elle apparaît moins comme l'héritière des vieilles révolutions bourgeoises que comme le précurseur d'une nouvelle série de révolutions prolétariennes. Le pays le plus arriéré, précisément parce qu'il a mis un retard impardonnable à accomplir sa révolution bourgeoise, montre au prolétariat d'Allemagne et des pays capitalistes les plus avancés les voies et les méthodes de la lutte de classe à venir. Il est tout à fait erroné, même de ce point de vue, de considérer de loin la révolution russe comme un spectacle grandiose, comme quelque chose de spécifiquement russe, en se contentant d'admirer l'héroïsme des combattants, autrement dit les accessoires extérieurs de la bataille. Il importe au contraire que les ouvriers allemands apprennent à regarder la révolution russe comme *leur propre affaire* ; il ne suffit pas qu'ils éprouvent une solidarité internationale de classe avec le prolétariat russe, ils doivent considérer cette révolution comme un *chapitre de leur propre histoire sociale et politique*. Les dirigeants syndicaux et les parlementaires qui pensent que le prolétariat allemand est « trop faible » et la situation en Allemagne peu mûre pour des luttes révolutionnaires de masse ne se doutent pas que ce qui reflète le degré de maturité de la situation de classe et la puissance du prolétariat en Allemagne, ce ne sont ni les statistiques des syndicats ni les statistiques électorales, mais les événements de la révolution russe. Le degré de maturité des luttes de classe en France sous la Monarchie de Juillet et les batailles de juin à Paris s'est mesuré dans la révolution de mars 1848 en Allemagne, dans son évolution et dans son échec. De même aujourd'hui la maturité des oppositions de classe en Allemagne se reflète dans les événements et la puissance de la révolution russe. Les bureaucrates fouillent les tiroirs de leur bureau pour trouver la preuve de la puissance et de la maturité du mouvement ouvrier allemand sans voir que ce qu'ils cherchent est devant leurs yeux, dans une grande révélation historique. Car, historiquement, la révolution russe est un reflet de la puissance et de la maturité du mouvement ouvrier international et d'abord du mouvement allemand. Ce serait réduire la révolution russe à un résultat bien mince, grotesquement mesquin, que d'en tirer pour le prolétariat allemand la simple leçon qu'en tirent les camarades Frohme⁴⁵, Elm⁴⁶ et autres, emprunter à la révolution russe la forme extérieure de la lutte, la grève de masse, et la garder

⁴⁵ FROHME (1850-1933), socialiste, syndicaliste (fédération du bâtiment).

⁴⁶ ELM (1857-1918) : un des pionniers du mouvement des coopératives. Syndicaliste et défenseur de l'autonomie des syndicats.

dans l'arsenal de réserve pour le cas où on supprimerait le suffrage universel, autrement dit la réduire au rôle passif d'une arme de défense⁴⁷ pour le parlementarisme. Si l'on nous enlève le droit de suffrage au Reichstag, nous nous défendrons. C'est là un principe qui va de soi. Mais pour maintenir ce principe, il est inutile de prendre la pose héroïque d'un Danton, comme l'a fait le camarade Elm au Congrès d'Iéna ; la défense des droits parlementaires modestes que nous possédons déjà n'est pas une innovation sublime réclamant, pour en encourager l'exécution, les terribles hécatombes de la révolution russe. Mais la politique du prolétariat en période révolutionnaire ne doit en aucun cas se réduire à une simple attitude défensive. Sans doute est-il difficile de prévoir avec certitude si l'abolition du suffrage universel en Allemagne entraînerait une situation provoquant immédiatement une grève de masse ; par ailleurs il est certain qu'une fois l'Allemagne entrée dans une période de grève de masse, il serait impossible à la social-démocratie d'arrêter sa tactique à une simple défense des droits parlementaires. Il est hors du pouvoir de la social-démocratie de déterminer à l'avance l'occasion et le moment où se déclencheront les grèves de masse en Allemagne, parce qu'il est hors de son pouvoir de faire naître des situations historiques au moyen de simples résolutions de congrès. Mais ce qui est en son pouvoir et ce qui est de son devoir, c'est de préciser l'orientation politique de ces luttes lorsqu'elles se produisent et de la traduire par une tactique résolue et conséquente. On ne dirige pas à son gré les événements historiques en leur imposant des règles, mais on peut calculer à l'avance leurs suites probables et régler sa propre conduite en conséquence.

Le danger politique le plus imminent qui guette le mouvement ouvrier allemand depuis des années est celui d'un coup d'État de la réaction, qui prétendrait priver les masses populaires les plus larges de leur droit politique le plus important, à savoir le suffrage universel pour les élections au Reichstag. Malgré la portée immense qu'aurait un tel événement, il est impossible de prédire avec certitude, répétons-le, qu'il y aurait immédiatement une riposte populaire directe à ce coup d'État, sous forme d'une grève de masse : nous ignorons en effet, aujourd'hui, l'infinité de circonstances et de facteurs qui, dans un mouvement de masse, contribue à déterminer la situation. Cependant, si l'on considère l'exaspération des antagonismes de classes en Allemagne et d'autre part les conséquences internationales multiples de la révolution russe ainsi que dans l'avenir, d'une situation rénovée en Russie, il est évident que le bouleversement politique que provoquerait en Allemagne l'abolition du suffrage universel ne se cantonnerait pas à la seule défense de ce droit. Un tel coup d'État déchaînerait inévitablement dans un laps de temps plus ou moins long une explosion élémentaire de colère : les masses populaires une fois en éveil régle-

⁴⁷ Depuis le début du siècle on s'attendait à voir supprimer le suffrage universel par les élections au Reichstag, ceci afin d'enrayer la poussée socialiste. En réalité ce n'est que pour les Parlements locaux (Landtag) qu'existait une sorte de suffrage censitaire.

raient tous leurs comptes politiques avec la réaction, s'élèveraient contre le prix usuraire du pain, contre le renchérissement artificiel de la viande, les charges imposées par les dépenses illimitées du militarisme et du marinisme, la corruption de la politique coloniale, la honte nationale du procès de Koenigsberg, l'arrêt des réformes sociales ; contre les mesures visant à priver de leurs droits les cheminots, les employés des postes, et les ouvriers agricoles ; contre les mesures répressives prises à l'égard des mineurs, contre le jugement de Löbtau et toute la justice de classe, contre le système brutal du lock-out – bref, contre toute l'oppression exercée depuis vingt ans par la puissance coalisée des hobereaux de Prusse orientale et du grand capital des cartels.

Une fois la pierre mise en mouvement, elle ne peut s'arrêter de rouler, que la social-démocratie le veuille ou non. Les adversaires de la grève de masse refusent la leçon et l'exemple de la révolution russe comme inapplicables à l'Allemagne, sous prétexte qu'en Russie il fallait d'abord sauter sans transition d'un régime de despotisme oriental à un ordre légal bourgeois moderne. Cet écart formel entre le régime politique ancien et le régime moderne suffirait à expliquer la véhémence et la violence de la révolution russe. En Allemagne, nous possédons depuis longtemps les formes et les garanties d'un régime d'État fondé sur le droit ; aussi un déchaînement aussi élémentaire de conflits sociaux est-il à leurs yeux impossible. Ceux qui raisonnent ainsi oublient qu'en revanche, en Allemagne, les luttes politiques une fois ouvertes, l'objectif historique sera tout autre qu'aujourd'hui en Russie. C'est justement parce qu'en Allemagne le régime bourgeois constitutionnel existe depuis longtemps, qu'il a eu le temps de s'épuiser et d'arriver à son déclin, c'est parce que la démocratie bourgeoise et le libéralisme sont parvenus à leur terme qu'il ne peut plus être question de révolution *bourgeoise* en Allemagne. Aussi une période de luttes politiques ouvertes n'aurait nécessairement en Allemagne pour seul objectif historique que la *dictature du prolétariat*. Mais la distance qui sépare la situation actuelle en Allemagne de cet objectif est encore bien plus considérable que celle qui sépare le régime légal bourgeois du régime du despotisme oriental. C'est pourquoi cet objectif ne peut être atteint d'un seul coup ; il ne peut être réalisé qu'après une longue période de conflits sociaux gigantesques.

Mais n'y a-t-il pas des contradictions flagrantes dans les perspectives que nous ouvrons ? D'une part nous affirmons qu'au cours d'une éventuelle période d'actions de masse future, ce sont d'abord les couches sociales les plus arriérées d'Allemagne, les ouvriers agricoles, les employés des chemins de fer et des postes, qui commenceront par obtenir le droit de coalition et qu'il faudra d'abord supprimer les excès les plus odieux de l'exploitation capitaliste ; par ailleurs, l'objectif politique de cette période serait déjà la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. D'une part, il s'agirait de revendications économiques et syndicales en vue d'intérêts immédiats, et d'autre part du but final de

la social-démocratie. Certes ce sont là des contradictions flagrantes, mais des contradictions relevant non pas de notre logique, mais de l'évolution du capitalisme. Le capitalisme n'évolue pas en suivant une belle ligne droite, il suit un parcours capricieux et plein de zigzags brusques. De même que les différents pays capitalistes représentent les stades les plus divers de l'évolution, à l'intérieur de chaque pays on trouve les couches diverses d'une même classe ouvrière. Mais l'histoire n'attend pas avec patience que les pays et les couches les plus arriérés aient rejoint les pays et les couches les plus avancés, afin que l'ensemble puisse se mettre en marche en formation symétrique, en colonnes serrées. Il y a des explosions aux points les plus brûlants dès que la situation est mûre et dans la tourmente révolutionnaire, il suffit de quelques jours ou de quelques mois pour compenser les retards, corriger les inégalités, mettre en marche d'un seul coup tout le progrès social. Dans la révolution russe, tous les stades de développement, toute l'échelle des intérêts des catégories diverses d'ouvriers étaient représentés dans le programme révolutionnaire de la social-démocratie et le nombre infini des luttes partielles confluaient dans l'immense action commune de classe du prolétariat ; il en sera de même en Allemagne quand la situation sera mûre. La tâche de la social-démocratie consistera à régler sa tactique non pas sur les stades les plus arriérés mais sur les stades les plus avancés de l'évolution.

8.

Dans la période des grandes luttes qui s'ouvrira tôt ou tard pour le prolétariat allemand, une des conditions les plus importantes du succès sera, outre une tactique résolue et conséquente, l'unité la plus étroite possible dans l'aile marchante du prolétariat, la social-démocratie, unité qui seule permet un maximum d'efficacité. Pourtant, dès les premières tentatives timides pour entreprendre une action de masse d'une certaine importance, on a vu se révéler un état de fait fâcheux, la division et l'autonomie complète des deux organisations du mouvement ouvrier, le parti social-démocrate d'une part, et les syndicats d'autre part. En regardant attentivement les grèves de masse en Russie ainsi que la situation allemande, on voit clairement qu'il est impossible d'envisager une action de masse importante, quelle qu'elle soit – à moins qu'elle ne se limite à une manifestation brève et unique – selon les critères de ce qu'on a coutume d'appeler une grève politique de masse. Une telle action réclamerait la participation des syndicats tout autant que du parti socialiste et ceci non pas – comme se le figurent les dirigeants syndicaux – parce que le Parti, disposant d'une organisation numériquement inférieure aux syndicats serait obligé de recourir à la collaboration du million et quart de syndiqués, sans lesquels il ne pourrait rien faire, mais pour une raison beaucoup plus profonde parce que toute action de masse et toute période de luttes de classe violentes auraient un caractère à la fois politique et économique. Qu'il se produise en Al-

Allemagne, à telle ou telle occasion, à tel ou tel moment, de grandes luttes politiques, des grèves de masse, elles inaugureront simultanément une période de violentes luttes syndicales, sans que l'histoire demande aux dirigeants syndicaux leur approbation ou leur désapprobation. Si les dirigeants syndicaux devaient rester en marge du mouvement, ou même s'y opposer, leur attitude n'aurait qu'une seule conséquence : ils seraient laissés de côté par la vague des événements, et les luttes économiques ou politiques de la masse se poursuivraient sans eux ; il en serait de même, dans un cas analogue, des dirigeants du parti. En effet, la distinction entre la lutte politique et la lutte économique, l'autonomie de ces deux formes de combat ne sont qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable, de la période parlementaire. D'une part, dans l'ordre « normal » de la société bourgeoise la lutte économique est dispersée, morcelée en une infinité de luttes partielles dans chaque entreprise, dans chaque branche de production. D'autre part, ce ne sont pas les masses elles-mêmes qui mènent la lutte politique par une action directe, mais conformément aux normes de l'État bourgeois, l'action politique s'exerce par voie représentative, par une pression opérée sur les corps législatifs. Dès l'ouverture d'une période de luttes révolutionnaires, c'est-à-dire dès que ces masses apparaissent sur le champ de bataille, cette dispersion des luttes économiques cesse, ainsi que la forme parlementaire indirecte de la lutte politique : dans une action révolutionnaire de masse, la lutte politique et la lutte économique ne font plus qu'un, et les barrières artificielles élevées entre le syndicat et la social-démocratie considérés comme deux formes distinctes parfaitement autonomes du mouvement ouvrier tombent purement et simplement. Mais ces phénomènes qui se manifestent avec une évidence frappante au cours des mouvements révolutionnaires de masse sont une réalité objective, même en période parlementaire. Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère politique, et l'autre de caractère économique, il n'y a qu'une seule lutte de classe, visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise. S'il est vrai qu'en période parlementaire les deux aspects de la lutte de classe se distinguent pour des raisons techniques, ils ne représentent pas pour autant deux actions parallèles, mais seulement deux phases, deux degrés de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. La lutte syndicale embrasse les intérêts immédiats, la lutte politique de la social-démocratie les intérêts futurs du mouvement ouvrier. Les communistes, est-il écrit dans le *Manifeste communiste*, défendent en face des groupes d'intérêts divers (nationaux ou locaux) les intérêts communs au prolétariat tout entier, et à tous les stades de développement de la lutte de classe l'intérêt du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire le but final : l'émancipation du prolétariat. Les syndicats représentent l'intérêt des groupes particuliers et un certain stade du développement du mouvement ouvrier. La social-démocratie représente la classe ouvrière et les intérêts de son émancipation dans leur ensemble. Le rapport des syndicats au parti

socialiste est donc celui d'une partie au tout, si la théorie de « l'égalité » des droits entre le syndicat et la social-démocratie trouve tant d'écho parmi les dirigeants syndicaux, cela provient d'une méconnaissance foncière de la nature des syndicats et de leur rôle dans la lutte générale pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Cette théorie de l'action parallèle du Parti et des syndicats et de leur « égalité de droits » n'est pourtant pas tout à fait une invention gratuite, elle a des racines historiques. Elle se fonde en effet sur une illusion née dans la période calme et « normale » de la société bourgeoise où la lutte politique de la social-démocratie semble se borner à la lutte parlementaire. Mais la lutte parlementaire, parallèle et complémentaire de la lutte syndicale, se met, comme cette dernière, sur le terrain de l'ordre social bourgeois. Elle est par nature un travail de réforme politique comme la lutte syndicale est un travail de réforme économique. Elle représente un travail politique au jour le jour, tout comme les syndicats accomplissent un travail économique au jour le jour. Elle est comme la lutte syndicale une simple phase, un simple stade dans la lutte de classe prolétarienne globale dont le but final dépasse aussi bien, et dans la même mesure, la lutte parlementaire et la lutte syndicale. La lutte parlementaire est à la politique du parti social-démocrate dans le rapport d'une partie au tout, exactement comme le travail syndical. Le parti social-démocrate est précisément le point de rencontre de la lutte parlementaire et de la lutte syndicale. Il réunit en lui ces deux aspects de la lutte de classe qui visent la destruction de l'ordre social bourgeois.

La théorie de « l'égalité des droits » entre les syndicats et le parti socialiste n'est donc pas un simple malentendu, une pure confusion théorique : elle exprime cette tendance bien connue de l'aile opportuniste du Parti qui prétend effectivement réduire la lutte politique de la classe ouvrière à la lutte parlementaire et entend transformer le caractère révolutionnaire prolétarien de la social-démocratie pour en faire un parti réformiste petit-bourgeois⁴⁸, si le parti

⁴⁸ Comme l'existence d'une telle tendance à l'intérieur du Parti socialiste allemand est généralement niée, il faut rendre hommage à la franchise avec laquelle l'aile opportuniste a récemment défini ses objectifs et ses vœux. Dans une réunion du Parti tenue à Mayence le 10 septembre dernier, le Dr David a présenté la résolution suivante qui fut adoptée :

« Considérant que le parti social-démocrate conçoit la notion de « révolution » non pas au sens de bouleversement violent mais au sens pacifique d'évolution, c'est-à-dire de mise en place d'un nouveau système économique, l'assemblée du Parti réunie à Mayence, récuse tout « romantisme révolutionnaire.

« L'assemblée ne voit dans la conquête du pouvoir politique rien d'autre que la conquête de la majorité de la population aux idées et aux exigences de la social-démocratie, conquête qui se fera non par la violence, mais par la révolution dans les esprits, au moyen d'une propagande idéologique et d'un travail concret de réforme dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale.

« Convaincue que la social-démocratie a bien plus à gagner en employant les méthodes légales que par les méthodes illégales et le bouleversement violent, l'assemblée rejette le principe tactique de l'action directe de masse et s'en tient au principe de l'action parlementaire pour la réforme autrement

socialiste acceptait la théorie de « l'égalité des droits », il accepterait par là même indirectement et implicitement cette transformation de son caractère que cherchent depuis longtemps les représentants de la tendance opportuniste.

Cependant, un tel changement des rapports de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier allemand est moins concevable que dans n'importe quel autre pays. Le rapport théorique qui fait des syndicats une simple partie de la social-démocratie trouve en Allemagne une illustration classique dans les faits, dans la pratique vivante ; il s'y manifeste de trois manières :

1. Les syndicats sont le produit direct du parti socialiste : c'est lui qui est à l'origine du mouvement syndical allemand, c'est lui qui a veillé à sa croissance, qui lui fournit aujourd'hui encore ses dirigeants et ses militants les plus actifs.

2. Les syndicats allemands sont encore un produit du parti social-démocrate en ce sens que la doctrine socialiste anime la pratique syndicale ; ce qui donne aux syndicats une supériorité par rapport à tous les syndicats bourgeois et confessionnels, c'est l'idée de la lutte de classe ; leurs succès matériels, leur puissance sont dus au fait que leur pratique est éclairée par la théorie du socialisme scientifique et s'élève ainsi bien au-dessus d'un empirisme mesquin et borné. La force de la « politique pratique » des syndicats allemands réside dans leur intelligence des causes profondes, des conditions sociales et économiques du régime capitaliste ; or cette intelligence, ils la doivent uniquement à la théorie du socialisme scientifique sur laquelle se fonde leur pratique. En ce sens, lorsque les syndicats cherchent à s'émanciper de la théorie social-démocrate, lorsqu'ils sont en quête d'une nouvelle « théorie syndicale » opposée à celle de la social-démocratie, ils se livrent là à une véritable tentative de suicide. Détacher la pratique syndicale de la théorie du socialisme scientifique équivaldrait pour les syndicats allemands à perdre immédiatement toute

dit, elle souhaite que le Parti continue à s'efforcer d'atteindre nos objectifs progressivement par la voie législative et l'évolution organique.

« Le postulat fondamental de cette méthode de lutte pour la réforme est évidemment qu'il ne soit pas porté atteinte à la possibilité pour les masses non possédantes de participer à la législation du Reich et les différents Länder, mais au contraire qu'il y ait une extension de cette participation jusqu'à une égalité de droits parfaite.

« Pour cette raison l'assemblée regarde comme un droit imprescriptible pour les ouvriers d'arrêter le travail pour un laps de temps plus ou moins long en protestation contre les atteintes portées à ses droits légaux ou en vue d'obtenir des droits plus étendus, si tous les autres moyens de défense se révèlent insuffisants.

« Mais comme la grève politique de masse ne peut être couronnée de succès que si elle est maintenue dans des voies strictement légales et que l'attitude des grévistes ne donne pas le prétexte à une intervention armée, l'assemblée estime que la seule préparation à l'usage de ce moyen de lutte est l'extension de l'organisation politique, syndicale et coopérative. Car c'est seulement ainsi que pourront être créées dans la masse du peuple les conditions qui garantissent le succès d'une grève de masse : une discipline consciente de ses objectifs et un soutien économique approprié ».

leur supériorité par rapport à tous les syndicats bourgeois, et à descendre au niveau d'un empirisme plat et tâtonnant.

3. Enfin, bien que leurs dirigeants en aient peu à peu perdu conscience, les syndicats sont aussi, quant à leur *puissance numérique*, un produit du mouvement et de la propagande socialistes. Sans doute la propagande syndicale précède-t-elle dans bien des endroits la propagande du parti, et partout le travail syndical prépare la voie au travail du parti. Du point de vue de l'action sur les masses, le parti et les syndicats travaillent la main dans la main. Mais si l'on considère la lutte des classes en Allemagne dans son ensemble et dans ses rapports plus profonds, les choses changent. Bien des dirigeants syndicaux contemplent du haut de leur million et quart d'adhérents, non sans un certain sentiment de triomphe, les quelque cinq cent mille adhérents inscrits au Parti, se plaisent à leur rappeler le temps, il y a dix ou douze ans, où dans les rangs du Parti on envisageait l'avenir syndical sous des couleurs sombres. Mais ils ne voient pas qu'entre ces deux faits : le chiffre élevé des syndiqués et le chiffre inférieur des membres inscrits au parti socialiste, il y a *un rapport direct de cause à effet*. Des milliers et des milliers d'ouvriers n'adhèrent pas aux organisations du Parti précisément parce qu'ils entrent dans les syndicats. En théorie tous les ouvriers devraient être doublement organisés : assister aux réunions des deux organisations, payer double cotisation, lire deux journaux ouvriers, etc. Mais une telle activité implique un degré d'intelligence et un idéalisme qui, conscient des devoirs envers le mouvement ouvrier, ne reculerait devant aucun sacrifice quotidien de temps ou d'argent ; elle implique enfin un intérêt passionné pour la vie du Parti proprement dite, qui ne peut se satisfaire qu'en adhérant à son organisation. Tout ceci se rencontre dans la minorité la plus éclairée et la plus intelligente des ouvriers socialistes des grandes villes où la vie du Parti est riche et attrayante, où le niveau de vie des ouvriers est assez élevé. Mais dans les couches les plus larges de la population ouvrière des grandes villes, de même qu'en province, dans les localités de modeste importance, où la politique locale, loin d'être indépendante ne fait que refléter les événements de la capitale, où la vie du Parti est pauvre et monotone, où le niveau d'existence des ouvriers est généralement misérable, on rencontre très difficilement cette double appartenance à l'organisation syndicale et au Parti.

Pour la masse des ouvriers qui ont des convictions socialistes le problème est résolu de lui-même : ils adhèrent à leur syndicat. Pour satisfaire aux intérêts immédiats de la lutte revendicative il n'y a pas d'autre solution, en effet, de par la nature même de la lutte, que d'adhérer à une organisation professionnelle. La cotisation que l'ouvrier paie, souvent au prix de lourds sacrifices, lui apporte des avantages immédiats. Quant à ses convictions socialistes, il peut les exprimer même sans appartenir à une organisation spécifique du Parti : par son bulletin de vote électoral, en assistant à des réunions publiques du parti socialiste, en suivant les comptes rendus des discours socialistes au Parlement,

en lisant la presse du Parti, – il suffit de comparer le nombre des électeurs socialistes et celui des abonnés au *Vorwärts*⁴⁹ avec le nombre des membres inscrits au Parti à Berlin. Et, point décisif : l'ouvrier moyen qui a des sympathies socialistes, qui, en homme simple, n'entend rien aux théories compliquées et subtiles des « deux âmes⁵⁰ » a le sentiment d'appartenir à une organisation *socialiste* en étant inscrit au syndicat. Même si les fédérations syndicales n'arborent pas l'enseigne officielle du Parti, l'ouvrier moyen de chaque ville, grande ou petite, voit à la tête de son syndicat comme dirigeants les plus actifs précisément les mêmes collègues dont il sait dans la vie publique qu'ils sont membres du parti social-démocrate ; qu'ils soient députés au Reichstag ou au Landtag⁵¹, ou élus municipaux, ou encore qu'ils soient hommes de confiance du Parti, présidents de comités électoraux, rédacteurs de journaux, secrétaires des organisations du Parti ou tout simplement orateurs et propagandistes du Parti. Il retrouve dans les thèmes de propagande évoqués dans son syndicat les mêmes idées familières qui lui sont chères sur l'exploitation capitaliste et les rapports de classe ; bien plus, la plupart des orateurs et les plus populaires qui prennent la parole dans les réunions syndicales, sont des sociaux-démocrates connus.

Ainsi, tout concourt à donner à l'ouvrier conscient moyen le sentiment qu'en adhérant à une organisation syndicale il adhère également à son parti ouvrier, à l'organisation social-démocrate. Et c'est en cela précisément que réside la force d'attraction et le pouvoir de recrutement des syndicats allemands. Ce n'est pas l'apparence de la neutralité, c'est leur caractère véritablement socialiste qui a permis aux fédérations syndicales d'atteindre à leur puissance actuelle. Ce fait est simplement confirmé par l'existence même de différents syndicats bourgeois d'appartenance politique ou confessionnelle : syndicats catholiques, syndicats de Hirsch-Duncker⁵², etc., par laquelle on veut prouver la nécessité de cette prétendue « neutralité » politique.

Quand l'ouvrier allemand qui est libre d'adhérer à un syndicat chrétien, catholique ou évangélique, ou encore libéral, ne choisit aucune de ces organisations, mais opte pour le « syndicat libre », quitte l'une des premières pour adhérer à ce dernier, c'est parce qu'il voit dans les fédérations syndicales des organisations de la lutte de classe moderne ou, ce qui revient au même, des syndicats socialistes. Bref, l'apparence de neutralité, dont font état beaucoup de dirigeants syndicaux, n'existe pas pour la masse des adhérents du syndicat. Et c'est bien là la grande chance du mouvement syndical. Si cette apparence de

⁴⁹ Le *Vorwärts*, fondé en 1891, était l'organe central du Parti social-démocrate allemand.

⁵⁰ Allusion à un vers célèbre de Faust : « Deux âmes habitent hélas ! dans ma poitrine ».

⁵¹ Parlement du Land (Prusse, Saxe, etc.)

⁵² Hirsch, homme politique (1832-1905). Co-fondateur du parti progressiste, avec Duncker et Schulze-Delitzsch. Fonda en 1868 les *Deutsche Gewerkvereine* ou syndicats.

neutralité, si cette distance prise par rapport à la social-démocratie devait se réaliser et surtout si elle devenait réelle aux yeux de la masse des prolétaires, les syndicats perdraient immédiatement tout leur avantage par rapport aux organisations concurrentes de la bourgeoisie et, par-là même, leur pouvoir d'attraction, la flamme qui les anime. Ce que nous venons de dire est démontré par des faits universellement connus. L'apparence de « neutralité » politique des syndicats pourrait en effet exercer une certaine force d'attraction dans un pays où la social-démocratie n'aurait aucun crédit auprès des masses, où son impopularité nuirait plus qu'elle ne servirait une organisation ouvrière aux yeux de la masse, où, en un mot, les syndicats devraient recruter leurs troupes au sein d'une masse absolument inéduquée dont les sympathies iraient à la bourgeoisie. Au siècle dernier, et aujourd'hui encore dans une certaine mesure, le modèle exemplaire d'un tel pays est l'Angleterre. Mais en Allemagne, la situation du parti est tout autre. Dans un pays où le parti socialiste est le plus puissant, où sa force d'attraction est attestée par une armée de plus de trois millions de prolétaires, il est ridicule de parler d'une impopularité qui détournerait les masses de la social-démocratie, et de la nécessité, pour une organisation de combat de la classe ouvrière, de garder un caractère de neutralité. Il suffit de comparer le chiffre des électeurs socialistes avec le chiffre des organisations syndicales en Allemagne pour convaincre même un enfant, que les syndicats allemands ne recrutent pas leurs troupes, comme en Angleterre, dans les masses inéduquées aux sympathies bourgeoises, mais au sein d'un prolétariat déjà éclairé par la social-démocratie et acquis à l'idée de la lutte de classe dans la masse des électeurs socialistes. Beaucoup de dirigeants syndicaux repoussent avec indignation – corollaire obligé de la théorie de la « neutralité » – l'idée des syndicats qui seraient des écoles de recrutement pour le socialisme. En fait, cette hypothèse qui leur paraît si insultante et qui, en réalité, serait extrêmement flatteuse, est purement imaginaire, parce que la situation est généralement inverse : c'est la social-démocratie qui, en Allemagne, constitue une école de recrutement pour les syndicats. Le travail d'organisation syndicale est certes encore difficile et pénible ; pour que la récolte soit abondante, il faut non seulement – sauf dans certains cas et certaines régions – que le terrain ait été défriché au préalable par la social-démocratie, mais il faut encore que la semence syndicale et même que les semeurs soient socialistes, soient « rouges ». Si nous comparons donc le chiffre des syndiqués non pas avec celui des militants socialistes, mais avec celui des électeurs socialistes – seule comparaison exacte – on arrive à une conclusion fort éloignée de l'idée généralement répandue. Il apparaît en effet que les « syndicats libres » ne représentent actuellement en Allemagne qu'une minorité de la classe ouvrière consciente, puisque avec leur million et quart d'adhérents, ils n'atteignent même pas la moitié de la masse touchée par la social-démocratie. La conclusion la plus importante que nous pouvons tirer des faits exposés ici est celle-ci : l'unité complète du mouvement ouvrier syndical et socialiste, indispensable aux futures luttes de masse

en Allemagne, est *d'ores et déjà réalisée* ; elle est concrètement incarnée par l'énorme masse qui constitue à la fois la base du parti socialiste et celle des syndicats ; les deux aspects du mouvement ouvrier sont confondus dans *l'unité* spirituelle que constitue la conscience de cette large masse. Dans cet état de choses la prétendue opposition entre Parti et syndicats se réduit à une opposition entre le Parti et un certain groupe de dirigeants syndicaux ; mais cette opposition elle-même existe à l'intérieur des syndicats, entre le groupe des dirigeants et la masse des ouvriers syndiqués.

L'énorme développement du mouvement syndical en Allemagne au cours des quinze dernières années, et notamment dans la période de prospérité économique qui va de 1895 à 1900, a tout naturellement entraîné une autonomie plus grande des syndicats, une spécialisation de ses méthodes de lutte et de sa direction, créant ainsi une véritable caste de fonctionnaires syndicaux permanents.

Tous ces phénomènes sont le résultat historiquement explicable de la croissance des syndicats pendant quinze ans, ils sont le produit de la prospérité économique et de l'accalmie politique en Allemagne. Quoique inséparables de certains inconvénients ils n'en sont pas moins un mal nécessaire. Cependant la dialectique de l'évolution veut que ces moyens indispensables au développement du syndicat, se changent, lorsque la situation historique a atteint un certain degré de maturité, en leur contraire et deviennent un obstacle à la continuation de ce développement.

Les fonctionnaires syndicaux, du fait de la spécialisation de leur activité professionnelle ainsi que de la mesquinerie de leur horizon, résultat du morcellement des luttes économiques en périodes de calme, deviennent les victimes du bureaucratisme et d'une certaine étroitesse de vues. Ces deux défauts se manifestent dans des tendances diverses qui peuvent devenir tout à fait fatales à l'avenir du mouvement syndical. L'une d'elles consiste à surestimer l'organisation et à en faire peu à peu une fin en soi et le bien suprême auquel les intérêts de la lutte doivent être subordonnés. Ainsi s'expliquent ce besoin avoué de repos, cette crainte devant un risque important à prendre et devant de prétendus dangers qui menaceraient l'existence des syndicats, cette hésitation devant l'issue incertaine d'actions de masse d'une certaine ampleur et enfin la surestimation de la lutte syndicale elle-même, de ses perspectives et de ses succès. Les dirigeants syndicaux, continuellement absorbés par la lutte économique quotidienne, et qui se donnent pour tâche d'expliquer aux masses le prix inestimable de la moindre augmentation de salaires, ou de la moindre réduction du temps de travail, en viennent peu à peu à perdre le sens des grands rapports d'ensemble et de la situation générale. Ainsi s'explique, par exemple, que beaucoup de dirigeants syndicaux aient mis l'accent avec tant de complaisance sur les succès des quinze dernières années, sur les millions de marks d'augmentations de salaires au lieu d'insister au contraire sur les revers de la

médaille : l'abaissement simultané et considérable du niveau de vie des ouvriers, dû au prix du pain, à toute la politique fiscale et douanière, à la spéculation sur les terrains, qui fait monter les prix de manière exorbitante, bref sur toutes les tendances objectives de la politique bourgeoise qui ont partiellement annulé les conquêtes de quinze ans de luttes syndicales. Au lieu de s'attacher à la vérité socialiste globale qui, tout en soulignant le rôle et la nécessité absolue du travail quotidien, met l'accent surtout sur la *critique* et les limites de ce travail, on ne défend ainsi qu'une *demi-vérité* syndicale, en ne relevant que l'aspect positif de la lutte quotidienne. Et, en fin de compte, l'habitude de passer sous silence les limites objectives tracées par l'ordre social bourgeois à la lutte syndicale, devient une hostilité ouverte contre toute critique théorique qui soulignerait ces limites et rappellerait le but final du mouvement ouvrier. On considère comme le devoir de tout « ami du mouvement syndical » d'en faire un panégyrique absolu et de montrer un enthousiasme illimité à son égard. Mais comme le point de vue socialiste consiste précisément à combattre cet optimisme syndical inconditionnel, de même qu'il combat l'optimisme parlementaire inconditionnel, on s'attaque finalement à la théorie socialiste elle-même : on cherche à tâtons une nouvelle théorie syndicale, une théorie qui, contrairement à la doctrine socialiste, ouvrirait aux luttes syndicales sur le terrain même de l'ordre capitaliste, des perspectives illimitées de progrès économique. À vrai dire, une telle théorie existe depuis longtemps : c'est celle du professeur Sombart⁵³ ; elle fut inventée tout exprès dans le but de semer la discorde entre les syndicats et le parti social-démocrate allemand, et d'attirer les syndicats dans le camp de l'ordre bourgeois. Ces tendances théoriques sont accompagnées d'un changement dans les relations entre les dirigeants et la masse. On substitue à la direction collégiale par des comités locaux – qui certes présentaient des insuffisances incontestables – une direction professionnelle par des fonctionnaires syndicaux. L'initiative et le jugement deviennent alors pour ainsi dire des compétences techniques spécialisées, tandis que la masse n'a plus qu'à exercer la discipline passive de l'obéissance. Ces inconvénients du fonctionnarisme s'étendent même au parti, ainsi cette innovation récente de l'institution de secrétaires locaux du parti ne serait pas sans danger si la masse des adhérents ne veillait constamment à ce que les secrétaires restent de purs organes exécutifs sans jamais être considérés comme des spécialistes chargés des initiatives et de la direction de la vie locale du parti. Mais, dans la social-démocratie, par la nature même des choses, et par le caractère de la lutte politique elle-même, le bureaucratisme est nécessairement enfermé dans des limites plus étroites que dans la vie syndicale. Dans celle-ci, la spécialisation technique des revendications salariales – citons entre autres l'élaboration d'accords compliqués sur les tarifs – fait qu'on dénie à la masse des ouvriers syndiqués la possibilité d'avoir

⁵³ Werner Sombart, économiste et sociologue (1863-1941). A fait des travaux sur le Capitalisme moderne. Spécialiste du socialisme au début, plus ou moins influencé par le marxisme, il en devint plus tard un adversaire acharné.

une « vue d'ensemble de la vie corporative » ; on se fonde là-dessus pour constater son incapacité de juger la situation. La logique de cette conception a pour résultat l'absurdité suivante : toute critique théorique des perspectives et des possibilités de la pratique syndicale est à bannir, car elle constituerait un danger pour la dévotion aveugle des masses dans les syndicats. On se fonde sur cet argument que seule une foi aveugle et puérile dans la lutte syndicale, unique moyen de salut, peut gagner et conserver à l'organisation les masses ouvrières. C'est tout l'opposé du socialisme, qui fonde son influence sur l'intelligence et le sens critique des masses, leur révélant les contradictions de l'ordre existant et la nature compliquée de son évolution, et exigeant d'elles une attitude critique à tous les moments et à tous les stades de leur propre lutte de classe ; au contraire, d'après la fausse théorie syndicale, les syndicats fondent leur influence et leur puissance sur l'absence de jugement et de sens critique des masses : il faut maintenir intacte la « foi du peuple ». C'est de ce principe que partent nombre de fonctionnaires syndicaux pour qualifier d'attaque contre le mouvement syndical toute analyse critique des insuffisances de ce mouvement. À la fin, ultime résultat de cette spécialisation et de ce bureaucratisme, citons une forte tendance à l'autonomie et à la « neutralité » des syndicats par rapport au parti socialiste. L'autonomie externe de l'organisation syndicale est le produit naturel de sa croissance, elle est née de la division technique du travail entre les formes de lutte politique et syndicale. La « neutralité » des syndicats allemands est, de son côté, un produit de la législation réactionnaire sur les associations et du caractère policier de l'État prussien. Avec le temps, ces deux éléments ont changé de nature. De la neutralité politique des syndicats, état de fait imposé par la contrainte policière, on a tiré après coup une théorie de leur neutralité volontaire dont on a fait une nécessité fondée prétendument sur la nature même de la lutte syndicale. Et l'autonomie technique des syndicats, fondée sur une division du travail pratique à l'intérieur d'une lutte de classe unique, de caractère socialiste, a conduit au séparatisme des syndicats qui se sont détachés du parti social-démocrate, de ses idées et de sa direction, invoquant une prétendue « égalité de droits » avec le parti.

Or cette autonomie et cette égalité apparente entre les syndicats et le parti s'incarnent tout particulièrement dans les fonctionnaires syndicaux, elles sont concrétisées par l'appareil administratif des syndicats. Extérieurement, l'existence de tout un corps de fonctionnaires, de comités centraux absolument indépendants, de journaux corporatifs nombreux et de congrès syndicaux donne l'illusion parfaite d'un parallélisme avec l'appareil administratif du parti social-démocrate, de son bureau directeur, de sa presse et de ses congrès. Cette apparence d'égalité et de parallélisme entre parti et syndicats a entraîné cette conséquence monstrueuse que les congrès du parti et les congrès syndicaux discutant d'ordres du jour analogues, aboutissaient sur le même problème à des résolutions différentes, voire absolument opposées. Les tâches respectives du congrès du Parti – qui est de défendre les intérêts généraux de l'ensemble du

mouvement ouvrier – et de la Conférence des syndicats – dont le domaine beaucoup plus étroit est celui des intérêts et problèmes particuliers de la lutte corporative au jour le jour – ont cessé d’être du ressort d’une division naturelle du travail ; on a creusé un fossé artificiel entre une prétendue conception syndicale des choses et une conception socialiste à propos des *mêmes* problèmes et des intérêts généraux du mouvement ouvrier. Ainsi s’est créé cet étrange état de fait : le même mouvement syndical qui, à la base, dans la vaste masse prolétarienne ne fait qu’un avec le socialisme, s’en sépare nettement au sommet dans la superstructure administrative : il se dresse en face du parti socialiste comme une seconde grande puissance autonome. Le mouvement ouvrier allemand revêt ainsi la forme étrange d’une double pyramide dont la base et le corps sont constitués par une même masse mais dont les deux pointes vont en s’éloignant l’une de l’autre.

De ce qui a été exposé plus haut, les conclusions s’imposent avec évidence : on voit par quelle méthode, la seule naturelle et efficace, peut être créée cette unité compacte du mouvement ouvrier allemand qui est absolument nécessaire en vue des luttes politiques futures et dans l’intérêt même du développement ultérieur des syndicats. Rien ne serait plus faux et plus illusoire que de vouloir établir cette unité par le moyen de négociations sporadiques ou régulières entre la direction du parti et la centrale syndicale sur des questions particulières du mouvement ouvrier. Ce sont précisément les instances supérieures des organisations des deux formes du mouvement ouvrier qui incarnent, nous l’avons vu, leur autonomie et leur séparation ; ce sont ces instances qui donnent l’illusion de l’égalité des droits et de la coexistence parallèle du parti socialiste et des syndicats. Vouloir réaliser l’unité des deux organisations par le rapprochement du Bureau du Parti et de la Commission générale des syndicats, ce serait vouloir édifier un pont là où le fossé est le plus large et le passage le plus difficile. Ce n’est pas en haut, au sommet des organisations, dans une sorte d’alliance fédérative, c’est à la base, dans la masse des prolétaires organisés, que se trouve la garantie d’une unité véritable du mouvement ouvrier. Dans la conscience de millions de syndiqués, le parti et les syndicats ne font *qu’un*, ils incarnent la lutte d’émancipation *socialiste* du prolétariat sous des formes différentes. D’où la nécessité, pour supprimer les frottements qui se sont produits entre le parti socialiste et une partie des syndicats, de faire coïncider leurs rapports réciproques avec la conscience qu’en ont les masses prolétariennes, autrement dit, il s’agit de subordonner de nouveau les syndicats au parti. En agissant ainsi on ne fera qu’exprimer la synthèse de l’évolution des faits : les syndicats, d’abord annexés au parti socialiste, s’en sont détachés pour préparer ensuite, à travers une période de forte croissance aussi bien des syndicats que du parti, la période future des grandes luttes de masse ; ce fait même implique la nécessité de réunir Parti et syndicats dans l’intérêt même des deux organisations. Il ne s’agit pas, bien entendu, de détruire toute la structure syndicale dans le Parti ; mais il s’agit de rétablir entre la direction du Parti socia-

liste et celle des syndicats, entre les congrès du Parti et ceux des syndicats, un rapport naturel qui corresponde au rapport de fait entre le mouvement ouvrier dans son ensemble et ce phénomène particulier et partiel qui s'appelle le syndicat. Un tel bouleversement ne se fera pas sans provoquer l'opposition violente d'une partie des dirigeants syndicaux. Mais il est grand temps que la masse ouvrière socialiste montre si elle est capable de jugement et d'action, il est temps qu'elle manifeste sa maturité pour les périodes des grandes tâches et des grandes luttes à venir ; dans ces périodes c'est elle, la masse, qui sera le cœur agissant et les directions ne joueront le rôle que de porte-parole, d'interprètes de la volonté de la masse.

Le mouvement syndical n'est pas le reflet des illusions, explicables certes, mais erronées, d'une minorité de dirigeants syndicaux ; il traduit la réalité vivante existant dans la conscience des prolétaires conquis à l'idée de la lutte des classes. Dans cette conscience, le mouvement syndical est un élément partiel de la social-démocratie. « Qu'il ose donc paraître ce qu'il est⁵⁴. »

⁵⁴ Allusion à la phrase de Bernstein à propos de la révision nécessaire de la doctrine du Parti : celui-ci doit, écrit-il, avoir « le courage de paraître ce qu'il est aujourd'hui en réalité un parti réformiste démocrate socialiste » (Voraussetzungen, p.162)

Introduction à l'économie politique (1907)

Qu'est-ce l'économie politique ?

I.

L'économie politique est une science remarquable. Les difficultés et les désaccords y commencent dès le premier pas, dès qu'on se pose cette question très élémentaire : Quel est au juste l'objet de cette science ? Le simple ouvrier, qui n'a qu'une idée tout à fait vague de ce que l'économie politique enseigne, attribuera son incertitude à l'insuffisance de sa propre culture générale. En l'occurrence, cependant, il partage en un sens son infortune avec beaucoup de savants et d'intellectuels qui écrivent de volumineux ouvrages et donnent dans les universités des cours à la jeunesse étudiante sur l'économie politique. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est pourtant un fait que la plupart des spécialistes d'économie politique n'ont qu'une notion très confuse du véritable objet de leur savoir.

Comme il est d'usage chez Messieurs les spécialistes de travailler sur des définitions, c'est-à-dire d'épuiser l'essence des choses les plus compliquées en quelques phrases bien ordonnées, informons-nous donc, à titre d'essai, auprès d'un représentant officiel de l'économie politique, et demandons-lui ce qu'est au fond cette science. Qu'en dit le doyen des professeurs allemands, auteur d'innombrables et énormes manuels d'économie politique, fondateur de l'école dite " historique ", *Wilhelm Roscher* ? Dans son premier grand ouvrage, *Les fondements de l'économie politique, manuel et recueil de lectures pour hommes d'affaires et étudiants*, paru en 1854 et 23 fois réédité depuis lors, nous lisons au chapitre 2. § 16 :

" Nous entendons par économie politique la doctrine du développement des lois de l'économie nationale ⁵⁵, de la vie économique nationale (philosophie de l'histoire de l'économie nationale d'après von Mangoldt). Comme toutes les sciences portant sur la vie d'une nation, elle se rattache d'une part à l'étude de l'individu, et s'étend d'autre part à l'étude de toute l'humanité. "

Les " hommes d'affaires et étudiants " comprennent-ils maintenant ce qu'est l'économie politique ? C'est précisément... l'économie politique. Qu'est-ce que des lunettes d'écaille ? Ce sont des lunettes à monture d'écaille. Qu'est-ce qu'un âne de charge ? Un âne sur lequel on charge des fardeaux. Procédé des plus simples, en vérité, pour expliquer à des enfants l'usage de telles locu-

⁵⁵ Économie nationale.

* Le terme allemand correspondant à " économie politique ", traduit littéralement, signifie " économie nationale ", " économie d'un peuple, d'une nation " (N. d. T.).

D'où l'ironie de Rosa Luxemburg : " l'économie nationale " est " l'économie d'une nation " ; la belle explication !

tions.* Le seul ennui est que si l'on ne comprend pas le sens des mots en question, on n'est pas plus avancé quand ils sont disposés autrement.

Adressons-nous à un autre savant allemand, qui enseigne actuellement l'économie politique à l'université de Berlin, le professeur *Schmoller*, lumière de la science officielle. Dans le *Dictionnaire des sciences politiques*, grand ouvrage collectif de professeurs allemands, publié par les professeurs *Conrad* et *Lexis*, *Schmoller* donne, dans un article sur l'économie politique, la réponse suivante à la question : qu'est-ce que cette science ?

“ Je dirais que c'est la science qui veut décrire, définir, expliquer par leurs causes et comprendre comme un tout cohérent les phénomènes économiques, à condition évidemment que l'économie politique ait été auparavant correctement définie. Au centre de cette science se trouvent les phénomènes typiques qui se répètent chez les peuples civilisés contemporains, phénomènes de division et d'organisation du travail, de circulation, de répartition des revenus, d'institutions économiques sociales, qui, s'appuyant sur certaines formes du droit privé et public, dominés par des forces psychiques identiques ou semblables, engendrent des dispositions ou des forces semblables ou identiques et représentent dans leur description d'ensemble une sorte de tableau statique du monde civilisé économique d'aujourd'hui, une sorte de constitution moyenne de ce monde. A partir de là, cette science a ensuite cherché à constater ici et là les variations des différentes économies nationales entre elles, les diverses formes d'organisation, elle s'est demandée par quel enchaînement et quelle succession ces diverses formes apparaissent, parvenant ainsi à se représenter le développement causal de ces formes l'une à partir de l'autre, et la succession historique des situations économiques; elle a ainsi articulé l'aspect dynamique sur l'aspect statique. Et de même que dès ses débuts elle a pu, grâce à des jugements de valeur éthico-historiques, établir des idéaux, elle a toujours conservé jusqu'à un certain degré cette fonction pratique. Elle a toujours, à côté de la théorie, établi des enseignements pratiques pour la vie. ”

Ouf ! Reprenons notre souffle. De quoi s'agit-il donc ? Institutions économiques sociales - droit privé et public - forces psychiques - semblable et identique - identique et semblable - statistique - statique - dynamique - constitution moyenne - développement causal - jugements de valeur éthico-historiques... Le commun des mortels aura sans doute l'impression après tout cela qu'une roue de moulin tourne dans sa tête. Dans sa soif obstinée de savoir et sa confiance aveugle en la sagesse professorale, il se donnera la peine de relire deux, trois fois ce galimatias pour y trouver un sens. Nous craignons que ce soit peine perdue. Car ce qu'on nous offre là, ce ne sont que phrases creuses et assemblage clinquant et ampoulé de mots. Il y a pour cela un signe qui ne trompe pas : quiconque pense clairement et maîtrise lui-même à fond ce dont il parle, s'exprime clairement et de manière compréhensible. Quiconque s'exprime de façon obscure et prétentieuse, alors qu'il ne s'agit ni de pures idées

philosophiques ni des élucubrations de la mystique religieuse, montre seulement qu'il ne voit pas clair lui-même ou qu'il a de bonnes raisons d'éviter la clarté. Nous verrons plus tard que ce n'est pas un hasard si les savants bourgeois se servent d'une langue obscure et confuse pour parler de l'essence de l'économie politique, que cela traduit au contraire aussi bien leur propre confusion que le refus tendancieux et acharné de clarifier réellement la question.

Que la conception de l'économie politique ne puisse être énoncée avec clarté peut se comprendre si l'on considère que les opinions les plus contradictoires ont été émises sur l'ancienneté de son origine. Un historien connu, ancien professeur d'économie politique à l'université de Paris, *Adolphe Blanqui* - frère du célèbre dirigeant socialiste et combattant de la Commune, *Auguste Blanqui* - commence, par exemple, le premier chapitre de son *Histoire de l'évolution économique* parue en 1837, par le titre suivant : “ L'économie politique est plus ancienne que l'on ne croit. Les grecs et les romains avaient déjà la leur. ” D'autres historiens de l'économie politique, comme par exemple l'ancien professeur à l'université de Berlin, *Eugen Dühring*, s'attachent au contraire à souligner que l'économie politique est beaucoup plus récente qu'on ne croit d'ordinaire, que cette science n'est apparue en réalité que dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Et, pour citer aussi des socialistes, *Lassalle*, fait en 1864, dans la préface à son écrit polémique classique contre *Schultze-Delitzsch*, *Capital et travail*, la remarque suivante : “ L'économie politique est une science qui commence seulement et qui est encore à faire. ”

Par contre, *Karl Marx* a donné à son principal ouvrage économique, *Le Capital*, dont le premier livre parut trois ans plus tard, comblant pour ainsi dire l'espoir exprimé par *Lassalle*, le sous-titre *Critique de l'économie politique*. De cette façon, *Marx* place son propre ouvrage en dehors de l'économie politique, la considérant comme quelque chose d'achevé et de terminé, sur quoi il exerce à son tour une critique. Une science qui pour certains est presque aussi ancienne que l'histoire écrite de l'humanité, que d'autres disent ne pas dater de plus d'un siècle et demi, d'autres, qu'elle n'en est encore qu'aux premiers balbutiements, d'autres encore qu'elle est déjà dépassée et qu'il est temps de l'enterrer par la critique - il est clair qu'une telle science soulève un problème assez spécial et complexe.

Mais nous serions tout aussi mal inspirés en demandant à l'un des représentants officiels de cette science de nous expliquer pourquoi l'économie politique n'est apparue, comme c'est maintenant l'opinion courante, que si tard, il y a à peine 150 ans. Le professeur *Dühring* nous expliquera par exemple, à grand renfort de discours, que les anciens grecs et les romains n'avaient pas encore de notions scientifiques des réalités de l'économie politique, mais seulement des idées “ irresponsables ”, “ superficielles ”, “ tout ce qu'il y a de plus ordinaires ”, tirées de l'expérience quotidienne; que le Moyen Âge n'avait aucune notion scientifique. Cette savante explication ne nous fait pas avancer

d'un pas et ses généralités sur le Moyen Âge ne peuvent que nous induire en erreur.

Une autre explication originale nous est fournie par le professeur *Schmoller*. Dans l'article tiré du *Dictionnaire des sciences politiques* que nous avons cité plus haut, il nous “ régale ” des considérations suivantes :

“ Pendant des siècles, on a observé et décrit des faits particuliers de l'économie privée et sociale, on a reconnu des vérités économiques particulières, on a débattu de questions économiques sur les systèmes de morale et de droit. Ces schémas partiels n'ont pu créer une science, mais à partir du moment où les questions d'économie politique acquièrent, du XVII^o au XIX^o siècle, une importance jamais soupçonnée auparavant pour la conduite et l'administration des États, lorsque de nombreux auteurs s'y intéressèrent, lorsqu'il devint nécessaire d'en instruire la jeunesse étudiante et qu'en même temps l'essor général de la pensée scientifique conduisit à relier l'ensemble des principes et des vérités relevant de l'économie politique en un système autonome dominé par certaines idées fondamentales comme la monnaie et l'échange, la politique économique de l'État, le travail et la division du travail - et c'est ce que tentèrent les principaux auteurs du XVIII^o siècle - à partir de ce moment l'économie politique exista en tant que science autonome. ”

Si l'on résume le sens assez mince de ce long passage, on en tire cette leçon : des observations économiques restées longtemps éparses se sont réunies en une science à part quand la “ direction et l'administration des États ”, c'est-à-dire le gouvernement, en ressentit le besoin et quand il devint nécessaire à cette fin d'enseigner l'économie politique dans les universités. Comme cette explication est admirable et classique pour un professeur allemand ! En vertu d'un “ besoin ” de ce cher gouvernement, une chaire est créée - qu'un professeur s'empresse d'occuper. Ensuite, il faut naturellement créer la science correspondante; sinon qu'enseignerait en effet le professeur ? On songe à ce maître de cérémonies qui affirmait que les monarchies devraient toujours exister, car à quoi servirait un maître de cérémonies, s'il n'y avait pas de monarchie ? Il semblerait donc que l'économie politique est apparue en tant que science du fait des besoins des États modernes. Un bon de commande des autorités aurait donné naissance à l'économie politique ! Que les besoins financiers des princes, qu'un ordre des gouvernements suffise à faire jaillir de terre une science entièrement nouvelle, voilà bien la manière de penser de ce professeur, domestique intellectuel des gouvernements du Reich qui se charge, à volonté, en leur nom, de faire de l'agitation “ scientifique ” pour tel projet de budget de la marine, tel projet douanier ou fiscal, voutour des champs de bataille qui prêche en temps de guerre l'excitation chauvine contre les peuples et le cannibalisme moral. Une telle conception est toutefois difficile à digérer pour le reste de l'humanité, pour tous ceux qui ne sont pas payés par le Trésor. Mais cette théorie nous donne une nouvelle énigme à résoudre. Que s'est-il passé pour que, vers le XVII^o

siècle, comme l'affirme le professeur *Schmoller*, les gouvernements des États modernes aient soudain senti le besoin d'écorcher leurs chers sujets selon des principes scientifiques, alors que tout avait si bien marché pendant des siècles à la mode patriarcale et sans ces principes ? Ne faudrait-il pas ici aussi remettre les choses en place, et ces besoins nouveaux des “ Trésors princiers ” ne seraient-ils pas eux-mêmes une modeste conséquence du grand bouleversement historique dont la nouvelle science de l'économie politique est sortie vers le milieu du XIX^e siècle ?

Quoi qu'il en soit, la corporation des savants ne nous ayant pas appris ce dont traite réellement l'économie politique, nous ne savons pas non plus quand et pourquoi elle est apparue.

II.

Une chose est certaine, en tout cas : dans toutes les définitions des intellectuels à la solde des capitalistes que nous avons citées plus haut, il est question de “ *Volkswirtschaft* ”. Le terme “ *Nationalökonomie* ” n'est en effet qu'une expression étrangère pour : doctrine de l'économie politique.⁵⁶ La notion d'économie politique est au centre des explications de tous les représentants officiels de cette science. Or, qu'est-ce que l'économie politique ? Le professeur *Bücher*, dont l'ouvrage sur *L'origine de l'économie politique* jouit d'une grande renommée tant en Allemagne qu'à l'étranger, donne à ce sujet l'information suivante :

“ L'ensemble des manifestations, institutions et phénomènes que provoque la satisfaction de tout un peuple constitue l'économie politique. L'économie politique se décompose à son tour en de nombreuses économies particulières qui sont liées entre elles par la circulation des biens et entretiennent de multiples liens d'interdépendance du fait que chacune remplit certaines tâches pour toutes les autres et fait remplir de telles tâches par d'autres, pour elle-même. ”*

Essayons de traduire aussi cette savante “ définition ” en langage courant. Quand nous entendons d'abord parler de *l'ensemble* des institutions et phénomènes qui sont destinés à satisfaire les besoins de tout un peuple, il nous faut penser à toutes sortes de choses possibles : aux usines et ateliers, à l'agriculture et à l'élevage, aux chemins de fer et aux magasins, mais aussi aux sermons religieux et aux commissariats de police, aux spectacles de ballet, aux bureaux d'état civil et aux observatoires astronomiques, aux élections parlementaires, aux souverains et aux associations de combattants, aux clubs d'échecs, aux expositions canines et aux duels - car tout cela et encore une infi-

⁵⁶ Voir la note précédente sur l'économie nationale.

nité d'autres " institutions et phénomènes " servent aujourd'hui à " satisfaire les besoins de tout un peuple ". L'économie politique serait alors tout ce qui se passe entre ciel et terre et la science de l'économie politique serait la science universelle " de toutes choses et de quelques-unes encore ", comme dit un proverbe latin.

Il faut manifestement apporter une limitation à la définition trop large du professeur de Leipzig. Il ne voulait probablement parler que d'" institutions et phénomènes " servant à la satisfaction des besoins *matériels* d'un peuple, ou, plus exactement, à la " satisfaction des besoins par des choses matérielles ". Même ainsi, " l'ensemble " serait encore beaucoup trop largement compris et se perdrait facilement dans les nuages. Essayons pourtant de nous y retrouver autant que faire se peut.

Tous les hommes ont besoin pour vivre de nourriture et de boisson, d'un logement, de vêtements et de toutes sortes d'ustensiles à usage domestique. Ces choses peuvent être simples ou raffinées, chichement ou largement mesurées, elles sont de toute façon indispensables à l'existence dans toute société humaine et doivent donc être continuellement fabriquées - puisque nulle part les alouettes ne nous tombent toutes rôties dans la bouche. Dans les États civilisés, s'y ajoutent encore toutes sortes d'objets qui rendent la vie plus agréable et qui aident à satisfaire des besoins moraux et sociaux - et même des armes pour se protéger des ennemis. Chez ceux qu'on appelle les sauvages, ce sont des masques de danse, l'arc et les flèches, les statues d'idoles; chez nous, ce sont les objets de luxe, les églises, les mitrailleuses et les sous-marins. Pour produire tous ces objets, il faut des matières premières et des outils. Ces matières premières, telles que les pierres, le bois, les métaux, les plantes, etc., exigent du travail humain, et les outils dont on se sert pour les obtenir sont également des produits du travail humain.

Si nous nous satisfaisions provisoirement de ce tableau grossièrement tracé, nous pourrions nous représenter l'économie politique à peu près ainsi : tout peuple crée, constamment, par son propre travail, une quantité de choses nécessaires à la vie - nourriture, vêtements, habitations, ustensiles ménagers, parures, armes, etc. - ainsi que des matières et des outils indispensables à la production des premiers. La manière dont un peuple exécute tous ces travaux, dont il répartit les biens produits parmi ses différents membres, dont il les consomme et les produit à nouveau dans l'éternel mouvement circulaire de la vie, tout cela ensemble constitue l'économie du peuple en question, c'est-à-dire une " économie politique ". Tel serait à peu près le sens de la première phrase dans la définition du professeur *Bücher*. Mais continuons notre explication.

" L'économie politique se décompose à son tour en de nombreuses économies particulières qui sont liées entre elles par la circulation et qui entretiennent de multiples liens d'interdépendance du fait que chacune remplit

certaines tâches pour toutes les autres et fait remplir d'autres tâches pour elle-même. ”

Nous voici devant un nouveau problème : que sont ces “ économies particulières ”, à partir desquelles l’“ économie politique ” que nous venons à grand-peine de situer, se décompose ? A première vue, il semble bien qu’il faille entendre par là les ménages et les économies domestiques. De fait, tout peuple, dans les pays dits civilisés, se situe par rapport à un certain nombre de familles et toute famille a en règle générale, une vie “ économique ”. En quoi consiste cette économie ? La famille a certaines rentrées d’argent, de par l’activité de ses membres adultes, ou par d’autres sources, et avec ces rentrées elle fait face à ses besoins en nourriture, vêtements, logement, etc.

Et quand nous pensons à une économie familiale, nous voyons la mère de famille, la cuisine, l’armoire à linge et la chambre d’enfants. L’“ économie politique ” se décomposerait-elle en de telles “ économies particulières ” ? Nous nous trouvons dans un certain embarras. Dans l’économie politique telle que nous venons de la situer, il s’agissait avant tout de la *production* de tous les biens nécessaires à la vie et au travail, la nourriture, les vêtements, le logement, les meubles, les outils et les matières premières. Dans les économies familiales, en revanche, il ne s’agit que de la consommation des objets que la famille se procure tout faits par l’argent qu’elle possède. Nous savons aujourd’hui que la plupart des familles, dans les États modernes, achètent presque tous les vivres, vêtements, meubles, etc., dans les magasins ou au marché. Dans une économie domestique, on ne prépare les repas qu’à partir de vivres achetés, et on ne confectionne tout au plus les vêtements qu’à partir d’étoffes achetées. Ce n’est que dans des régions rurales tout à fait arriérées que l’on trouve encore des familles paysannes qui, par leur propre travail, se procurent directement la plupart de ce dont elles ont besoin pour vivre. Évidemment, il y a aussi, dans les États modernes, de nombreuses familles qui produisent à domicile divers produits industriels, ainsi les tisserands, les ouvriers de la confection; il y a aussi, nous le savons, des villages entiers où l’on fabrique des jouets ou des objets analogues. Mais dans ce cas, justement, le produit du travail domestique appartient exclusivement à l’entrepreneur qui le commande et le paie, pas la moindre parcelle n’est consommée à l’intérieur de l’économie familiale où se fait ce travail. Pour leur économie domestique, les travailleurs à domicile achètent avec leur maigre salaire des objets tout-faits, exactement comme les autres familles. Ce que dit *Bücher*, selon qui l’économie politique se décomposerait en économies particulières, signifie finalement, en d’autres termes, que la production des moyens d’existence de tout un peuple se “ décompose ” en consommation de ces moyens par les familles particulières - ce qui est une absurdité.

Un autre doute nous vient encore. Les “ économies particulières ” seraient aussi, d’après le professeur *Bücher*, “ reliées entre elles par la circulation ” et entièrement dépendantes les unes des autres, puisque “ chacun remplit cer-

taines tâches pour toutes les autres ”. De quelle circulation et de quelle dépendance peut-il bien vouloir parler ? S'agit-il des échanges entre familles amies et voisines ? Mais cette circulation, qu'aurait-elle à voir avec l'économie politique et avec l'économie en général ? Toute bonne maîtresse de maison vous dira que moins il y a de circulation de maison à maison, mieux cela vaut pour l'économie et la paix domestiques. Et en ce qui concerne la “ dépendance ”, on ne voit pas du tout quelles “ tâches ” l'économie domestique du rentier Meyer remplirait pour l'économie domestique du professeur Schulze et “ pour toutes les autres ”. Manifestement, nous nous sommes égarés et devons reprendre la question par un autre bout.

L“ économie politique ” du professeur Bücher ne se décompose donc pas en économies familiales particulières. Se décomposerait-elle, en usines, ateliers, exploitations agricoles, etc. ? Un indice semble nous confirmer que nous sommes cette fois sur la bonne voie. On produit effectivement dans ces entreprises ce qui sert à l'entretien de tout le peuple et il y a effectivement circulation et interdépendance entre elles. Une fabrique de boutons de culotte par exemple dépend entièrement des ateliers de tailleurs où elle trouve preneur pour sa marchandise, tandis que les tailleurs à leur tour ne peuvent confectionner des culottes sans boutons de culotte. Les ateliers de tailleurs ont d'autre part besoin de matières premières et dépendent ainsi des fabriques de tissus de laine et de coton, qui dépendent à leur tour de l'élevage de moutons et du commerce de la laine, et ainsi de suite. Nous constatons effectivement ici, dans la production, une interdépendance avec de nombreuses ramifications. Il est certes un peu pompeux de parler de “ tâches ” que chacune de ces entreprises “ remplit pour toutes les autres ”, à propos de la vente de boutons de culotte à des tailleurs, de laine de mouton à des filatures et autres opérations des plus ordinaires. Mais ce sont là les inévitables fleurs de rhétorique du jargon professoral qui aime à enrober de poésie et de “ jugements de valeur moraux ”, comme le, dit si bien le professeur *Schmoller*, les petites affaires lucratives du monde des entrepreneurs. Il nous vient cependant ici des doutes encore plus graves. Les diverses usines, exploitations agricoles, mines de charbon, aciéries seraient autant d“ économies particulières ” en quoi se “ décompose ” l'économie politique. Mais la notion d“ économie ” implique, manifestement, tout au moins c'est ainsi que nous nous sommes représenté l'économie politique, tant la production que la consommation de moyens de subsistance dans un certain périmètre. Or dans les usines, ateliers, mines, on ne fait que produire, et pour d'autres. On ne consomme là que les matières premières dont sont faits les outils et les outils, avec lesquels on travaille. Quant au produit fini, il n'est pas du tout consommé dans l'entreprise. Pas un bouton de *culotte* n'est consommé par le fabricant et sa famille, et encore moins par les ouvriers de l'usine; pas un tube d'acier n'est consommé en famille par le propriétaire des aciéries. En outre, si nous voulons déterminer de plus près ce qu'est l“ économie ”, il nous faut la concevoir comme un tout fermé en quelque sorte, produisant et con-

sommant les moyens de subsistance les plus importants pont l'existence humaine. Mais les entreprises industrielles ou agricoles actuelles ne fournissent chacune qu'un, ou au plus quelques produits qui ne suffiraient pas de loin à l'entretien humain, qui souvent même ne sont pas consommables mais constituent seulement une partie, ou la matière première ou l'outil d'un moyen de subsistance. Les entre. prises actuelles de production ne sont en effet que des fractions d'une, économie, qui n'ont en elles-mêmes, du point de vue économique, ni sens ni but et ont ceci de caractéristique justement, même au regard le moins averti, qu'elles ne constituent chacune qu'une parcelle informe d'une économie, et non une " économie ". Si l'on dit par conséquent que l'économie politique, c'est-à-dire l'ensemble des institutions et phénomènes qui servent à la satisfaction des besoins d'un peuple, se décompose en économies particulières, en usines, ateliers, mines, etc., on pourrait aussi bien dire que l'ensemble des " institutions " biologiques qui servent à l'accomplissement de toutes les fonctions de l'organisme humain, c'est l'homme lui-même et que cet homme se décompose à son tour en beaucoup d'organismes particuliers, à savoir le nez, les oreilles, les jambes, les bras, etc. Et une usine actuelle est de fait à peu près autant une " économie particulière " que le nez est un organisme particulier.

Nous arrivons donc par cette voie aussi à une absurdité, preuve que les ingénieuses définitions des savants bourgeois, bâties uniquement sur des signes extérieurs et des subtilités verbales, visent à éviter en ce cas le fond du problème. Essayons de soumettre nous-mêmes la notion d'économie politique à un examen plus précis.

III.

On nous parle des besoins d'un peuple, de la satisfaction de ces besoins dans une économie formant un tout et, en ce cas, de l'économie d'un peuple. La théorie de l'économie politique doit être la science qui nous explique l'essence de l'économie d'un peuple, c'est-à-dire les lois selon lesquelles un peuple, par son travail, crée sa richesse, l'augmente, la répartit entre les individus, la consomme et la crée à nouveau. L'objet de l'étude doit donc être la vie économique de tout un peuple, par opposition à l'économie privée ou particulière, quelle que soit la signification de cette dernière. Confirmant apparemment cette façon de voir, l'ouvrage classique, paru en 1776, de l'Anglais *Adam Smith*, que l'on appelle le père de l'économie politique, porte le titre de *La richesse des nations*.

Mais existe-t-il en réalité quelque chose qui soit l'économie d'un peuple ? C'est ce que nous devons nous demander. Les peuples ont-ils donc chacun leur propre vie économique particulière et close sur elle-même ? L'expression d' " économie nationale " est employée avec une particulière prédilection en Allemagne; tournons donc nos regards vers l'Allemagne.

Les mains des ouvrières et ouvriers allemands produisent chaque année dans l'agriculture et l'industrie une énorme quantité de biens de consommation de toutes sortes. Tous ces biens sont-ils produits pour la propre consommation de la population du Reich allemand ? Nous savons qu'une partie très importante et chaque année plus grande des produits allemands est exportée pour d'autres peuples, vers d'autres pays et d'autres continents. Les produits sidérurgiques allemands vont vers divers pays voisins d'Europe et aussi vers l'Amérique du Sud et l'Australie : le cuir et les objets en cuir vont vers tous les États européens; les objets en verre, le sucre, les gants vont vers l'Angleterre; les fourrures vers la France, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie; le colorant alizarine vers l'Angleterre, les États-Unis, l'Inde; des scories servant d'engrais aux Pays-Bas, à l'Autriche-Hongrie; le coke va vers la France; la houille vers l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse; les câbles électriques vers l'Angleterre, la Suède, la Belgique; les jouets vers les États-Unis; la bière allemande, l'indigo, l'aniline et d'autres colorants à base de goudron, les médicaments allemands, la cellulose, les objets en or, les bas, les étoffes et vêtements de laine et de coton, les rails de chemin de fer sont expédiés dans presque tous les pays commerçants du monde.

Mais inversement, le travail du peuple allemand dépend à chaque étape, dans sa consommation quotidienne, des produits de pays et de peuples étrangers. Notre pain est fait avec des céréales russes, notre viande provient du bétail hongrois, danois, russe; le riz que nous consommons vient des Indes orientales ou d'Amérique du Nord; le tabac, des Indes néerlandaises ou du Brésil; nous recevons notre cacao d'Afrique occidentale, le poivre, de l'Inde, le saindoux, des États-Unis. le thé, de la Chine, les fruits, d'Italie, d'Espagne et des États-Unis, le café, du Brésil, d'Amérique centrale ou des Indes néerlandaises; les extraits de viande nous proviennent d'Uruguay, les œufs de Russie, de Hongrie et de Bulgarie; les cigares de Cuba, les montres de Suisse, les vins mousseux de France, les peaux d'Argentine, le duvet de Chine, la soie d'Italie et de France, le lin et le chanvre de Russie, le coton des États-Unis, des Indes, d'Égypte, la laine fine d'Angleterre; le jute des Indes; le malt d'Autriche-Hongrie; la graine de lin d'Argentine; certaines sortes de houille d'Angleterre; la lignite d'Autriche; le salpêtre du Chili; le bois de Quebracho; pour son tannin, d'Argentine; les bois de construction de Russie; les fibres pour la vannerie, du Portugal; le cuivre des États-Unis; l'étain de Londres, des Indes néerlandaises; le zinc d'Australie; l'aluminium d'Autriche-Hongrie et du Canada; l'amiante du Canada; l'asphalte et le marbre d'Italie; les pavés de Suède; le plomb de Belgique, des États-Unis, d'Australie; le graphite de Ceylan; la chaux d'Amérique et d'Algérie; l'iode du Chili, etc.

Des plus simples aliments quotidiens aux objets de luxe les plus recherchés et aux matières premières ou aux outils les plus nécessaires, la plupart proviennent directement ou indirectement, en tout ou en partie, de pays étran-

gers et sont le produit du travail de peuples étrangers. Pour pouvoir vivre et travailler en Allemagne, nous faisons ainsi travailler pour nous presque tous les pays, tous les peuples, tous les continents et travaillons à notre tour pour tous les pays.

Pour nous représenter les dimensions énormes de ces échanges, jetons un regard sur les statistiques officielles des importations et exportations. D'après *l'Annuaire statistique du Reich allemand* de 1914, le commerce allemand, à l'exclusion des marchandises en transit, se présentait comme suit :

L'Allemagne a importé en 1913 :

matières premières	5 262 millions de M.
produits semi-finis	1 246 millions de M.
produits finis	1 776 millions de M.
produits alimentaires	3 063 millions de M.
animaux vivants	289 millions de M.
<i>Total</i>	<i>11 638 millions de M.</i>

soit presque 12 milliards de marks.

La même année, l'Allemagne a exporté :

matières premières	1 720 millions de M.
produits semi-finis	1 159 millions de M.
produits finis	6 642 millions de M.
produits alimentaires	1 362 millions de M.
animaux vivants	7 millions de M.
<i>Total</i>	<i>10 891 millions de M.</i>

soit presque 11 milliards de marks. Ensemble, cela fait plus de 22 milliards de marks pour le commerce extérieur annuel de l'Allemagne.

Mais la situation est la même, dans une proportion moindre ou plus grande, pour les autres pays modernes, c'est-à-dire pour ceux précisément dont la vie économique est l'objet exclusif de l'économie politique. Tous ces pays produisent les uns pour les autres, en partie aussi pour les continents les plus reculés, mais utilisent aussi pour leur consommation comme pour leur production des produits de tous les continents.

Comment peut-on, face à un développement aussi énorme des échanges, tracer les limites entre l' " économie " d'un peuple et celle d'un autre peuple, parler d'autant d' " économies nationales " comme s'il s'agissait de domaines formant un tout et pouvant être considérés en eux-mêmes ?

Les échanges internationaux et leur augmentation ne sont évidemment pas une découverte qui aurait échappé aux savants bourgeois. Les statistiques officielles, publiées dans des rapports annuels, font que ces réalités relèvent du domaine public, pour tous les gens cultivés; l'homme d'affaires, l'ouvrier d'industrie les connaissent en outre par leur vie de tous les jours. La croissance rapide du commerce mondial est aujourd'hui un fait si universellement connu et reconnu que personne ne peut plus le contester ou en douter. Mais comment ce fait est-il compris par les experts en économie politique ? Comme une relation purement extérieure, comme l'exportation de ce qu'ils appellent l' " excédent " de la production d'un pays par rapport à ses propres besoins, et l'importation qui " manquerait " à sa propre économie - relation qui ne les empêche absolument pas de continuer à parler d' " économie politique ".

C'est ainsi que par exemple le professeur *Bücher*, après nous avoir instruit en long et en large de l' " économie politique " actuelle, stade ultime et suprême dans la série des forces économiques historiques, proclame :

*" C'est une erreur de croire que les facilités apportées par l'ère libérale au commerce international amèneront le déclin de la période de l'économie nationale, qui fera place à la période de l'économie mondiale. Certes, nous voyons aujourd'hui en Europe une série d'États privés d'autonomie nationale dans leur approvisionnement en biens, dans la mesure où ils sont contraints de recevoir de l'étranger d'importantes quantités de produits alimentaires, tandis que leur production industrielle a dépassé de beaucoup les besoins nationaux et fournit continuellement des excédents qui doivent trouver leur utilisation à l'étranger. Mais il ne faut pas voir dans la cohabitation de pays industriels et de pays fournissant les matières premières, dépendant les uns des autres, dans cette " division internationale du travail ", un signe que l'humanité est sur le point de franchir une nouvelle étape de son évolution, étape qui s'opposerait aux précédentes sous le nom d'économie mondiale. Car, d'une part, aucune étape économique n'a jamais garanti la pleine satisfaction des besoins; elles ont toutes laissé subsister certaines lacunes qu'il fallait combler de façon ou d'autre. D'autre part, cette prétendue économie mondiale n'a, jusqu'ici du moins, pas fait apparaître de phénomènes différant essentiellement de ceux de l'économie nationale et l'on peut douter qu'il en apparaisse dans un avenir prévisible. "*⁵⁷

⁵⁷ Bücher : " La formation de l'économie nationale " (" Die Entstehung der Volkswirtschaft "), 5^e éd., p. 147.

Avec plus d'audace encore, Sombart, jeune collègue du professeur *Bücher*, déclare tout de go que nous n'entrons pas dans l'économie mondiale, mais au contraire que nous nous en éloignons toujours davantage :

“ J'affirme que les peuples civilisés ne sont pas aujourd'hui de plus en plus liés entre eux par des relations commerciales, mais au contraire le sont de moins en moins. L'économie nationale particulière n'est pas aujourd'hui plus intégrée au marché mondial qu'il y a cent ou cinquante ans, mais moins. Cependant, nous ne devons pas admettre que les relations commerciales internationales acquièrent une importance relativement croissante pour l'économie politique moderne. C'est l'inverse qui se produit. “ Le professeur Sombart est convaincu que “ les différentes économies nationales deviennent des microcosmes de plus en plus achevés et que pour toutes les industries le marché intérieur l'emporte toujours plus sur le marché mondial. ”⁵⁸

Cette brillante ineptie, qui bafoue sans gêne toutes les observations courantes de la vie économique, souligne à merveille l'acharnement avec lequel messieurs les savants refusent de reconnaître l'économie mondiale comme une nouvelle phase de l'évolution de la société humaine - refus dont nous avons à prendre note pour en chercher les racines cachées.

Ainsi, parce qu'aux “ étapes antérieures de l'économie ”, aux temps du roi Nabuchodonosor, par exemple, “ certaines lacunes ” de la vie économique étaient déjà comblées par l'échange, le commerce mondial actuel ne signifie rien et il faut en rester à l'“ économie nationale ”. Tel est l'avis du professeur *Bücher*.

Cela caractérise bien la grossièreté des conceptions historiques d'un savant dont la réputation repose justement sur sa prétendue perspicacité et sur ses profondeurs de vues en histoire économique ! Il met, sans plus, dans le même sac, au nom d'un schéma absurde, le commerce international d'étapes de l'économie et de la civilisation les plus diverses et le tout séparé par des millénaires ! Certes, il n'y a pas eu d'étapes dans la société sans échanges. Les fouilles préhistoriques les plus anciennes, les cavernes les plus grossières qui ont servi d'habitat à l'humanité “ antédiluvienne ”, les tombes préhistoriques les plus primitives témoignent toutes d'un certain échange de produits entre contrées éloignées les unes des autres. L'échange est aussi ancien que l'histoire des civilisations humaines, il les a de tout temps accompagnées, et a été le plus grand moteur de leur progrès. Or c'est dans cette vérité générale et, par là même, tout à fait vague, que notre savant noie toutes les particularités des époques, les étapes de la civilisation, les formes économiques. Si la nuit tous les chats sont gris, dans l'obscurité de cette théorie universitaire, les formes les plus diverses de communication ne font qu'un. L'échange primitif d'une tribu

⁵⁸ W. Sombart : “ L'économie nationale allemande au XIX^e siècle ”, 2^e éd., 1909, pp. 399-420.

indienne du Brésil qui troque à l'occasion ses masques de danse contre les arcs et les flèches d'une autre tribu; les étincelants magasins de Babylone où s'amoncelait la splendeur des cours orientales; le marché antique de Corinthe où se vendaient à la nouvelle lune les linons d'Orient, les poteries grecques, le papier de Tyr, les esclaves de Syrie et d'Anatolie pour des riches esclavagistes; le commerce maritime de la Venise médiévale qui fournissait aux cours féodales et aux maisons patriciennes d'Europe les objets de luxe... et le commerce mondial capitaliste d'aujourd'hui qui étend son réseau sur l'Orient et l'Occident, sur le nord et le sud, sur tous les océans et tous les coins du monde, qui brasse bon an mal an des masses énormes - depuis le pain quotidien et l'allumette du mendiant jusqu'à l'objet d'art le plus recherché du riche amateur, du plus simple produit de la terre jusqu'à l'outil le plus compliqué, sorti des mains de l'ouvrier, source de toute richesse, jusqu'aux outils de meurtre de la guerre - tout cela ne fait qu'un tout pour notre professeur d'économie politique : c'est le simple " remplissage " de " certaines lacunes " dans des organismes économiques autonomes ! ...

Il y a cinquante ans, *Schultze Von Delitzsch* racontait aux ouvriers allemands que chacun aujourd'hui produit d'abord pour lui-même, mais donne " en échange des produits des autres " ceux " dont il n'avait pas l'usage pour lui-même ". *Lassalle* a répondu de manière catégorique à ce non-sens :

" Monsieur Schultze ! N'avez-vous donc aucune idée de la réalité du travail social d'aujourd'hui ? N'êtes-vous donc jamais sorti de Bitterfeld et de Delitzsch ? Dans quel siècle médiéval vivez-vous encore avec toutes vos conceptions ?

" ... Ignorez-vous donc complètement que le travail social d'aujourd'hui a justement ceci de caractéristique que chacun ne produit pas pour lui-même ? Ignorez-vous donc complètement qu'il en est nécessairement ainsi depuis la grande industrie, qu'en cela réside aujourd'hui la forme et l'essence du travail et que si l'on ne s'en tient pas rigoureusement à ce point, on ne peut pas comprendre un seul aspect de la situation économique actuelle, un seul des phénomènes économiques actuels ?

" D'après vous, Monsieur Leonor Reichenheim, de WüsteGiersdorf, produit d'abord le fil de coton dont il a lui-même besoin. Il échange l'excédent que ses filles ne peuvent plus transformer en bas et en chemises de nuit.

" Monsieur Borsig produit d'abord des machines pour ses besoins familiaux. Puis il vend les machines en excédent.

" Les magasins d'articles de deuil travaillent d'abord en prévision de décès dans leur propre famille. Et ceux-ci étant trop rares, ils échangent ce qui leur reste.

“ Monsieur Wolff, propriétaire du bureau local des télégraphes, reçoit d'abord les dépêches servant à sa propre information et pour sa propre satisfaction. Ce qui reste, quand il en a eu son content, il l'envoie aux agioteurs et aux rédacteurs de presse qui, en échange, mettent à son service les correspondants qu'ils ont de trop ! ...

“ Le caractère distinctif du travail, dans les périodes sociales antérieures, caractère auquel il faut se tenir rigoureusement, était de produire pour les besoins locaux et de rendre ou troquer l'excédent, c'est-à-dire de pratiquer de façon prédominante l'économie naturelle. Or, le caractère distinctif et spécifique du travail dans la société moderne est que chacun produit non pas ce dont il a besoin, mais que chacun produit des valeurs d'échange, comme on produisait autrefois des valeurs d'usage.

“ Et ne comprenez-vous pas, Monsieur Schultze, que c'est la forme nécessaire, et toujours plus répandue, du Travail dans une société où la division du travail a pris l'extension qu'elle a dans la société moderne ? ”

Ce que *Lassalle* essaie d'expliquer ici à *Schultze* à propos de l'entreprise privée capitaliste, s'applique chaque jour davantage aujourd'hui au mode d'économie des pays capitalistes aussi évolués que l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, les États-Unis, sur les traces desquels les autres pays s'engagent les uns après les autres. Et la façon dont le juge progressiste de Bitterfeld cherchait à tromper les ouvriers, était beaucoup plus naïve mais n'était pas plus grossière que la controverse d'un *Bücher* ou d'un *Sombart* sur le concept de l'économie mondiale.

Le professeur allemand, fonctionnaire ponctuel, aime avoir de l'ordre dans son domaine. Par amour de l'ordre, il range le monde, bien proprement, dans les compartiments d'un schéma scientifique. Et tout comme il dispose ses livres sur les rayons de sa bibliothèque, il répartit les pays sur deux rayons : ici, les pays qui produisent des biens industriels et en ont “ un excédent ”; là, les pays qui pratiquent l'agriculture et l'élevage et dont les matières premières manquent aux autres pays. La naït, et là-dessus repose, le commerce international.

L'Allemagne est un des pays les plus industrialisés du monde. D'après ce schéma, elle devrait avoir les échanges les plus actifs avec un grand pays agricole comme la Russie. Comment se fait-il que les échanges commerciaux les plus importants de l'Allemagne se fassent avec deux autres pays industrialisés, les États-Unis d'Amérique du Nord et l'Angleterre ? En effet, les échanges de l'Allemagne avec les États-Unis en 1913 se sont montés à 2,4 milliards de marks, ceux avec l'Angleterre à 2,3 milliards de marks; la Russie ne vient qu'au troisième rang. Et, particulièrement en ce qui concerne les exportations, le premier État industriel du monde est aussi le plus grand acheteur vis-à-vis de l'industrie allemande : en important annuellement 1,4 milliard de marks de

marchandises allemandes, l'Angleterre vient largement en tête des autres pays. Et l'Empire britannique absorbe un cinquième des exportations allemandes. Que pense de ce phénomène remarquable le docte professeur ?

D'un côté un État industriel, de l'autre un État agraire, telle est l'ossature rigide des relations économiques mondiales à partir de laquelle opèrent le professeur *Bücher* et la plupart de ses collègues. Or, dans les années 60, l'Allemagne était un État agraire; elle exportait l'excédent de ses produits agricoles et devait s'approvisionner en biens industriels les plus indispensables auprès de l'Angleterre. Depuis lors, elle est devenue elle-même un État industriel et le plus puissant rival de l'Angleterre. Les États-Unis d'Amérique sont en train de franchir en un délai encore plus bref la même étape que l'Allemagne des années 70 et 80. Ils sont encore, avec la Russie, le Canada, l'Australie et la Roumanie, l'un des plus grands pays producteurs de blé du monde; aux dernières statistiques (de 1900) 36 % de la population était encore occupée par les travaux agricoles. Mais en même temps l'industrie des États-Unis progresse avec une rapidité sans exemple et devient une dangereuse rivale des industries anglaise et allemande. Nous mettons au concours, pour une éminente faculté d'économie politique, la question suivante : faut-il, dans le schéma du professeur *Bücher*, classer les États-Unis dans la rubrique des États agricoles ou dans la rubrique des États industriels ? La Russie aussi s'engage lentement dans la même voie et, dès qu'elle se sera débarrassée de structures étatiques anachroniques, son immense population et ses inépuisables richesses naturelles lui feront rattraper le retard avec des bottes de sept lieues, pour égaler, voire dépasser peut-être, de notre vivant encore, la puissance industrielle de l'Allemagne, de l'Angleterre et des États-Unis. Le monde n'a donc pas, comme le déclare la sagesse professorale, une ossature rigide; il se meut, il vit, il change. La polarité entre industrie et agriculture, d'où naîtraient les échanges internationaux, est elle-même un élément fluide qui est de plus en plus repoussé à la périphérie du monde civilisé moderne. Mais que devient entre temps le commerce au sein de ce monde civilisé ? Selon la théorie du professeur *Bücher*, il devrait être de plus en plus réduit. Au lieu de cela - ô miracle - il prend de plus en plus d'ampleur entre pays industriels.

Rien de plus instructif que le tableau offert par l'évolution de notre monde économique moderne depuis un quart de siècle. Bien que nous assistions depuis 1880 à une véritable orgie de protection douanière, c'est-à-dire que les "économies nationales" se ferment artificiellement les unes aux autres, dans tous les pays industriels et grands États d'Europe, le développement du commerce mondial, dans le même temps, non seulement ne s'est pas arrêté, mais a pris un cours vertigineux. Même un aveugle peut voir l'étroite liaison entre industrialisation croissante et commerce mondial, en observant les trois pays pilotes, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis.

Le charbon et le fer sont l'âme de l'industrie moderne.

Or l'extraction de charbon est passée entre 1855 et 1910 :

en Angleterre	de	162	à	269	millions de tonnes
en Allemagne	de	74	à	222	millions de tonnes
aux États-Unis	de	101	à	455	millions de tonnes

Dans le même temps, la production de fonte brute est passée :

en Angleterre	de	7,5	à	10,2	millions de tonnes
en Allemagne	de	3,7	à	14,8	millions de tonnes
aux États-Unis	de	4,1	à	27,7	millions de tonnes

Et le commerce extérieur annuel (importation et exportation) passait entre 1855 et 1912 :

en Angleterre	de	13	à	27,4	milliards de marks
en Allemagne	de	6,2	à	21,3	milliards de marks
aux États-Unis	de	5,5	à	16,2	milliards de marks

Si l'on prend l'ensemble du commerce extérieur (importation et exportation) de *tous* les pays importants du globe, il est passé de 105 milliards de marks en 1904 à 165 milliards de marks en 1912. Soit une augmentation de 57 % en huit ans ! En vérité, c'est un rythme d'évolution économique sans exemple dans toute l'histoire mondiale jusqu'ici ! “ Les morts vont vite. ” L’“ économie nationale ” capitaliste semble être pressée d'épuiser ses capacités d'existence, de raccourcir son sursis. Que dit de tout cela le schéma professoral avec son opposition grossière entre États industriels et États agraires ?

Il y a cependant bien d'autres énigmes du même genre dans la vie économique moderne. Examinons d'un peu plus près le tableau des importations et exportations allemandes, au lieu de nous contenter des sommes globales de marchandises échangées ou des grandes catégories générales; pas. sons en revue les genres les plus importants de marchandises du commerce allemand.

En 1913, l'Allemagne a :

Importé	Exporté	
	Millions de M.	Millions de M.
du coton brut	pour 617	Des machines pour 680
du blé	pour 417	quincaillerie pour 652
de la laine	pour 413	houille pour 516

e l'orge	pour 390	cotonnades	pour 446
cu cuivre brut	pour 335	lainages	pour 271
es peaux	pour 322	papier et ses produits	pour 263
u minerai de fer	pour 227	fouurrures brutes	pour 225
e la houille	pour 204	fer en barres	pour 205
es œufs	pour 194	soieries	pour 202
es fouurrures brutes	pour 188	coke	pour 147
u salpêtre chilien	pour 172	produits d'aniline et autres à base de gou- dron	pour 142
e la soie brute	pour 158	vêtements	pour 132
u caoutchouc	pour 147	objets en cuivre	pour 130
ois de conifère scié	pour 135		
il de coton	pour 116	empeignes	pour 114
il de laine	pour 108	objets en cuir	pour 114
ois de conifère brut	pour 97	tôle d'acier	pour 102
		jouets	pour 103
eaux de veau	pour 95	fil de laine	pour 91
ute	pour 94	tube d'acier	pour 84
achines	pour 80	peaux (bovins)	pour 81
eaux (agneau, chèvre)	pour 73	fil d'acier	pour 76
ottonnades	pour 72	rails de chemin de fer, etc.	pour 73
gnite	pour 69	fonte	pour 65
aine cardée	pour 61	lainages	pour 43
		fil de coton	pour 61
		objets en caoutchouc	pour 57

Deux faits frappent immédiatement l'observateur même superficiel. Le premier est que la même catégorie de marchandises figure plusieurs fois dans les deux colonnes, quoique pour des quantités différentes. L'Allemagne exporte une impressionnante quantité de machines, mais elle en importe également pour la somme non négligeable de 80 millions de marks. De même,

on exporte d'Allemagne de la houille, mais en même temps on importe de la houille étrangère. Il en est de même pour les cotonnades, le fil de laine, les lainages, de même aussi pour les peaux et fourrures et pour beaucoup d'autres marchandises qui ne figurent pas dans ce tableau. Du point de vue simpliste de l'opposition entre industrie et agriculture qui, telle la lampe merveilleuse d'Aladin, permet à notre professeur d'économie politique d'éclaircir tous les mystères du commerce mondial moderne, cette remarquable dualité est tout à fait incompréhensible; elle fait même l'effet d'une totale absurdité. Mais quoi ? l'Allemagne a-t-elle un “ excédent au-delà de ses propres besoins ” en machines, ou a-t-elle “ certaines lacunes ” ? Et qu'en est-il pour la houille et pour les cotonnades ? Et pour les peaux ? Et pour cent autres choses ! Ou comment une “ économie nationale ” aurait-elle simultanément, et pour les mêmes produits, continuellement un éventuel “ excédent ” et “ certaines lacunes ” ? La lampe d'Aladin vacille. Manifestement, le fait observé ne peut s'expliquer que si nous admettons qu'il existe entre l'Allemagne et les autres pays des relations économiques complexes et poussées, une division du travail aux ramifications nombreuses et subtiles en fonction de laquelle certaines espèces des mêmes produits sont commandées en Allemagne pour l'étranger et d'autres à l'étranger pour l'Allemagne, suscitant un va-et-vient quotidien où chaque pays n'est qu'un élément organique dans un ensemble plus vaste.

Un autre fait doit frapper à première vue dans ce tableau : importation et exportation n'y apparaissent pas comme deux phénomènes séparés s'expliquant, ici par les “ lacunes ”, là par les “ excédents ” de l'économie du pays; ce sont bien plutôt des phénomènes étroitement liés entre eux par des liens de cause à effet. Les énormes importations allemandes de coton ne s'expliquent évidemment pas par les besoins propres de la population, elles permettent les importantes exportations allemandes d'étoffes et de vêtements de coton. Un rapport semblable existe entre les importations de laine et les exportations de lainages, entre les importations de minerais étrangers et les exportations de marchandises de toutes sortes en acier, et il en est de même à chaque pas. L'Allemagne importe donc pour pouvoir exporter. Elle se crée artificiellement “ certaines lacunes ”, pour transformer ensuite ces lacunes en autant d’“ excédent ”. Le “ microcosme ” allemand apparaît ainsi dès l'abord comme une parcelle d'un tout plus grand, comme un atelier du monde.

Examinons de plus près ce “ microcosme ” dans son autonomie “ toujours plus parfaite ”. Imaginons que quelque catastrophe sociale ou politique ait réellement coupé l’“ économie nationale ” allemande du reste du monde, qu'elle en soit réduite à vivre sur elle-même. Quelle image s'offrirait alors à notre regard ?

Commençons par le pain quotidien. La productivité du sol est, en Allemagne, deux fois ce qu'elle est aux États-Unis; elle n'est dépassée dans le monde que par les pays de culture intensive, la Belgique, l'Irlande et les Pays-

Bas. Il y a 50 ans, avec une agriculture beaucoup moins évoluée, l'Allemagne faisait partie des greniers à blé de l'Europe et nourrissait les autres pays avec son excédent. Aujourd'hui, le sol allemand, malgré sa productivité, est loin de suffire à nourrir sa propre population et son propre bétail; un sixième des produits alimentaires doit être importé. Autrement dit, si l'on coupe l' " économie nationale " allemande du reste du monde, un sixième de la population allemande, soit plus de 11 millions d'Allemands, serait privé de vivres !

Le peuple allemand consomme annuellement pour 220 millions de marks de café, pour 67 millions de marks de cacao, pour 8 millions de marks de thé, pour 61 millions de marks de riz; il absorbe pour environ une douzaine de millions d'épices diverses et pour 134 millions de marks de feuilles de tabac étranger. Tous ces produits sans lesquels le plus pauvre d'entre nous ne peut vivre aujourd'hui, qui font partie de nos habitudes quotidiennes et de notre niveau de vie, ne sont pas (ou peu, comme pour le tabac) produits en Allemagne, pour des raisons de climat. Que l'on coupe l'Allemagne du reste du monde et le niveau de vie du peuple allemand, qui correspond à sa civilisation actuelle, s'effondre.

Après la nourriture viennent les vêtements. Le linge de corps et l'ensemble de l'habillement des larges masses sont aujourd'hui presque exclusivement en coton, le linge de la bourgeoisie aisée est en lin, leurs vêtements, de laine fine et de soie. Or, l'Allemagne ne produit ni coton ni soie, ni non plus ce textile très important qu'est le jute, pas plus que la laine fine, dont l'Angleterre a le monopole mondial; il y a en Allemagne un grand déficit en chanvre et en lin. Que l'on coupe l'Allemagne du reste du monde, qu'on la prive des matières et des débouchés étrangers, et toutes les couches du peuple allemand sont privées de leur habillement le plus indispensable; l'industrie textile allemande qui, avec l'industrie du vêtement, nourrit aujourd'hui 1400 000 travailleurs et travailleuses, adultes et jeunes, est ruinée.

Allons plus loin. Ce qu'on appelle l'industrie lourde, la production de machines et la transformation des métaux, constitue l'armature de la grande industrie d'aujourd'hui; mais l'armature de cette industrie lourde, c'est le minerai. L'Allemagne consomme annuellement (en 1913) environ 17 millions de tonnes de fonte. Elle en produit elle-même également 17 millions. A première vue, on pourrait penser que l' " économie nationale " allemande couvre ainsi ses propres besoins en fer. Mais la fonte se fabrique à partir du minerai de fer. Or, l'Allemagne n'en extrait qu'environ 27 millions de tonnes pour une valeur de plus de 110 millions de marks, tandis que 12 millions de tonnes de minerai de plus haute qualité, qui représentent plus de 200 millions de marks et sont indispensables à la sidérurgie allemande, viennent de Suède, de France et d'Espagne.

Nous nous trouvons à peu près dans la même situation pour les autres métaux. L'Allemagne consomme annuellement 220 000 tonnes de zinc, elle en

produit elle-même 270 000 tonnes dont elle exporte 100 000 tonnes, tandis que plus de 50 000 tonnes de zinc étranger doivent permettre de couvrir les besoins du pays. Le minerai de zinc lui aussi n'est extrait que partiellement en Allemagne : un demi-million de tonnes, représentant une valeur de 50 millions de marks. 300 000 tonnes de minerai de plus haute qualité, représentant 40 millions de marks, doivent être importées. L'Allemagne importe 94 000 tonnes de plomb raffiné et 123 000 tonnes de minerai de plomb. Enfin, en ce qui concerne le cuivre, en consommant annuellement 241 000 tonnes, l'Allemagne doit en importer⁵⁹ 206 000 tonnes. L'étain, lui, vient entièrement de l'extérieur. Que l'on coupe l'Allemagne du reste du monde, et avec cet apport de métaux de grande qualité, avec ces débouchés étrangers pour les produits d'acier et les machines d'Allemagne, disparaissent les fondements de l'industrie allemande de transformation des métaux qui emploie 662 000 travailleurs, et l'industrie des machines qui fait vivre 1 130 000 ouvriers et ouvrières s'effondrerait aussi. D'autres branches de l'industrie qui tirent des précédentes leurs matières premières et leurs outils et celles qui leur fournissent matières premières et matières annexes, les mines en particulier, enfin celles qui produisent des vivres pour les puissantes armées ouvrières de ces industries disparaîtraient.

Mentionnons encore *l'industrie chimique* avec ses 168 000 travailleurs, qui produit pour le monde entier. Mentionnons *l'industrie du bois* qui emploie aujourd'hui 450 000 travailleurs et qui, sans les bois étrangers, devrait arrêter sa production. Mentionnons *l'industrie du cuir* qui, avec ses 117 000 travailleurs, serait paralysée sans les peaux étrangères et ses grands débouchés à l'étranger. Mentionnons *l'or* et *l'argent*, matériaux de la monnaie, et comme tels base indispensable de toute la vie économique actuelle, mais qui ne sont pratiquement pas produits en Allemagne. Représentons-nous tout cela de façon vivante, et posons-nous ensuite la question : qu'est-ce que l'“ économie nationale ” allemande ? Autrement dit, à supposer que l'Allemagne soit réellement et durablement coupée dit reste du monde et que son économie doive se suffire à elle-même, qu'advierait-il de la vie économique actuelle et par là même de toute la civilisation allemande d'aujourd'hui ? La production s'effondrerait, secteur après secteur, l'un entraînant l'autre, une énorme masse prolétarienne serait inoccupée, toute la population serait privée de la nourriture la plus indispensable et de vêtements, le commerce serait privé de sa base, les métaux précieux, et toute l'“ économie nationale ” ne serait qu'un amas de ruines. Voilà ce qu'il en est de “ certaines lacunes ” dans la vie économique allemande et du “ microcosme toujours plus parfait ” qui plane dans l'éther azuré de la théorie professorale.

Halte ! Et la guerre mondiale de 1914, la grande mise à l'épreuve de l'“ économie nationale ” ? N'a-t-elle pas donné brillamment raison aux *Bücher* et

⁵⁹ Dans le manuscrit : exporter.

aux *Sombart* ? N'a-t-elle pas montré au monde envieux que le “ microcosme ” allemand peut parfaitement subsister, fort et vigoureux, dans un isolement hermétique par rapport au commerce mondial, grâce a son organisation étatique rigoureuse et à son haut rendement ? L'alimentation de la population n'a-t-elle pas été pleinement suffisante, sans recours à l'agriculture étrangère ? Et les rouages de l'industrie n'ont-ils pas continué à tourner allègrement sans apport de l'étranger ni débouchés extérieurs ?

Examinons les faits. D'abord le ravitaillement. L'agriculture allemande était loin d'y pourvoir seule. Plusieurs millions d'adultes, appartenant à l'armée, ont été entretenus pendant presque toute la durée de la guerre par des pays étrangers : par la Belgique, le nord de la France, et en partie par la Pologne et la Lituanie. L'“ économie nationale ” s'est donc trouvée, pour le ravitaillement du peuple allemand, agrandie de toute la surface des régions occupées de Belgique et du nord de la France et, dans la deuxième année de la guerre, de la partie occidentale de l'Empire russe, dont les produits agricoles couvraient pour une importante proportion l'absence d'importations. La contre-partie en était l'effrayante sous-alimentation des populations de ces régions occupées, secourues à leur tour - comme par exemple la Belgique - par l'aide américaine en produits agricoles. Le deuxième aspect complémentaire, c'était, en Allemagne, le renchérissement de tous les produits alimentaires de 100 à 200 % et la terrible sous-alimentation des plus larges couches de la population.

Et les rouages de l'industrie ? Comment ont-ils pu rester en mouvement sans l'apport en matières premières et autres moyens de production venant de l'étranger et dont nous avons vu l'énorme importance ? Comment un tel miracle a-t-il pu se produire ? Le mystère s'explique de la façon la plus simple et sans aucun miracle. L'industrie n'a pu rester en activité que parce qu'elle a constamment été alimentée en matières premières étrangères indispensables, et ceci par trois canaux : premièrement, par les grands stocks de coton, de laine, de cuivre sous différentes formes que l'Allemagne possédait déjà et n'avait qu'à faire sortir de leurs cachettes; deuxièmement, par les stocks qu'elle a réquisitionnés dans les Pays occupés, en Belgique, dans le nord de la France, et en partie en Lituanie et en Pologne, et utilisés pour sa Propre industrie; troisièmement, par les importations de l'étranger qui, par l'intermédiaire de pays neutres et du Luxembourg, n'ont pas cessé durant toute la guerre. Si l'on ajoute que d'énormes stocks de métaux précieux étrangers, condition indispensable de toute cette “ économie de guerre ”, se trouvaient accumulés dans les banques allemandes, il apparaît que l'isolement hermétique de l'industrie et du commerce allemands est une légende, tout comme l'alimentation suffisante de la population allemande par l'agriculture du pays, et que la prétendue autosuffisance du “ microcosme ” allemand pendant la guerre mondiale repose sur des contes de bonne femme.

Quant aux débouchés de l'industrie allemande, si importants dans toutes les régions du monde, comme nous l'avons constaté, ils ont été remplacés pendant la durée de la guerre par les besoins de guerre de l'État allemand lui-même. En d'autres termes, les branches industrielles les plus importantes, les industries des métaux, des textiles, du cuir, des produits chimiques, avaient été converties en industries livrant exclusivement pour l'armée. Comme le coût de la guerre était à la charge des contribuables allemands, cette conversion de l'industrie en industrie de guerre signifiait que l'“ économie nationale ” allemande, au lieu d'envoyer une grande partie de ses produits à l'étranger pour les échanger, les abandonnait à la destruction continuelle, mais ces pertes, par l'intermédiaire du système de crédit public, grevaient pour des décennies les résultats futurs de l'économie.

Si l'on résume le tout, il est clair que la merveilleuse prospérité du “ microcosme ” pendant la guerre représentait à tous égards une expérience dont il faut seulement se demander combien de temps elle pouvait être prolongée sans que l'édifice artificiel s'effondre comme un château de cartes.

Jetons encore un regard maintenant sur un phénomène remarquable. Si l'on considère les chiffres globaux du commerce extérieur allemand, on est frappé par la nette supériorité des importations sur les exportations : les premières se montaient en 1913 à 11,6 milliards de marks, les secondes à 10,9 milliards. Et 1913 ne constitue pas une exception, le même rapport se vérifie sur une longue série d'années. Il en est de même pour la Grande-Bretagne qui, en 1913, a importé pour 13 milliards de marks et exporté pour 10 milliards de marks. La situation est la même en France, en Belgique, aux Pays-Bas. Comment un tel phénomène est-il possible ? Le professeur *Bücher* ne veut-il pas nous apporter la lumière de sa théorie de l'“ excédent par rapport aux propres besoins ” et de “ certaines lacunes ” ?

Si les relations économiques entre les différentes “ économies nationales ” se réduisent, comme nous l'enseigne le professeur, à ce que les “ économies nationales ” se passent leurs “ excédents ” comme au temps de Nabuchodonosor, si le simple échange de marchandises est le seul pont traversant l'éther bleu qui isole les uns des autres ces “ microcosmes ”, il est clair qu'un pays ne peut importer que tout juste autant qu'il exporte. Car, dans le simple échange marchand, la monnaie n'est qu'un intermédiaire, chacun paie la marchandise étrangère en dernière analyse avec sa propre marchandise. Comment une “ économie nationale ” peut-elle donc réaliser cet exploit d'importer de façon permanente plus qu'elle n'exporte de son propre “ excédent ” ? Peut-être le professeur va-t-il s'écrier en nous raillant : mais la solution est la plus simple du monde ! Le pays importateur n'a qu'à couvrir l'excédent de ses importations sur ses exportations en argent liquide. Mais pardon ! Jeter ainsi, bon an mal an, dans le gouffre de son commerce extérieur une quantité importante d'argent liquide, c'est un luxe que pourrait se permettre à la rigueur un pays dont le sous-

sol serait riche en or et en argent, ce qui n'est le cas ni de l'Allemagne, ni de la France, ni de la Belgique ni des Pays-Bas. De plus, nous avons - ô miracle ! - une autre surprise : l'Allemagne n'importe pas seulement plus de marchandises, mais plus de monnaie qu'elle n'en exporte ! Les importations allemandes en or et en argent se sont ainsi montées en 1913 à 441,3 millions de marks, tandis que les exportations étaient de 102,8 millions de marks, et la proportion est à peu près la même depuis des années. Que dit de ce mystère le professeur *Bücher* avec ses “ excédents ” et ses “ lacunes ” ? La lampe merveilleuse vacille tristement.

Nous commençons à pressentir que, derrière ces mystères du commerce mondial, il doit y avoir entre les différentes “ économies nationales ” des relations économiques d'un tout autre genre que de simples échanges marchands. Manifestement, seul un pays qui aurait, par exemple, des droits économiques sur d'autres pourrait de façon permanente recevoir d'eux plus de produits qu'il ne leur en donne lui-même. Ces droits n'ont rien à voir avec des échanges entre partenaires égaux. De tels droits et relations de dépendance existent effectivement entre les pays, bien que les théories professorales les ignorent. Les relations de ce que l'on appelle la métropole avec ses colonies représentent de telles relations de dépendance, sous leur forme la plus simple. La Grande-Bretagne lève annuellement, sous des formes diverses, un tribut de plus d'un milliard de marks aux Indes britanniques. Et les exportations des Indes dépassent de 1,2 milliard par an ces importations. Cet “ excédent ” n'est que l'expression économique de l'exploitation coloniale des Indes par le capitalisme anglais - que les marchandises soient directement destinées à la Grande-Bretagne ou que les Indes les exportent ailleurs pour pouvoir verser leur tribut à l'exploiteur anglais. Il y a d'autres relations de dépendance qui ne sont pas fondées sur l'oppression politique⁶⁰. Les exportations annuelles de la Russie dépassent d'un milliard de marks ses importations de marchandises. Est-ce le grand “ excédent ” des produits du sol sur les besoins de l'économie nationale qui draine annuellement ce puissant courant de marchandises hors de l'Empire russe ? On sait cependant que le moujik russe, dont le blé part ainsi pour l'étranger, souffre du scorbut par suite de sous-alimentation et mange du pain où l'on a ajouté de l'écorce d'arbre. L'exportation massive de céréales, commandée par un système financier et fiscal approprié à l'intérieur, est en fait une nécessité vitale pour l'État russe, afin de faire face aux obligations nées d'emprunts étrangers.

Depuis la crise de la guerre de Crimée et sa modernisation par des réformes, l'appareil d'État russe ne se maintient pour une bonne part que grâce

⁶⁰ Note marginale de R. L. : arrière-plan en Inde : l'“ économie nationale ” de la commune paysanne s'effondre. Industrie... Les chiffres muets des importations et exportations parlent un langage saisissant...

aux capitaux étrangers, essentiellement français. Pour payer les intérêts de ces capitaux français, la Russie doit vendre chaque année des masses de blé, de bois, de lin, de chanvre, de bétail et de volailles à l'Angleterre, à l'Allemagne, aux Pays-Bas. L'énorme excédent des exportations russes représente ainsi le tribut du débiteur à son créancier, situation à laquelle correspond pour la France un large excédent en importations. Mais en Russie même, l'enchaînement des relations économiques va plus loin.

Les capitaux français servent principalement depuis des décennies à deux buts : la construction de chemins de fer avec garantie de l'État et les dépenses militaires. Pour répondre à ces deux buts, une grande industrie puissante est née en Russie depuis les années 70 - à l'abri d'un système de protections douanières renforcées. Le capital français a fait surgir en Russie un jeune capitalisme qui a besoin à son tour d'être constamment soutenu par d'importantes importations de machines et autres moyens de production en provenance des pays industriels pilotes, l'Angleterre et l'Allemagne. Il se tisse ainsi entre la Russie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre des relations économiques, dont l'échange de marchandises n'est que la conclusion logique.

Cela n'épuise pas la diversité des relations économiques entre pays. Un pays comme la Turquie ou comme la Chine soumet une nouvelle énigme au schéma professoral : ces pays ont, à l'inverse de la Russie, et à l'instar de l'Allemagne et de la France, des importations largement excédentaires, certaines années elles représentent près du double des exportations. Comment la Turquie ou la Chine peuvent-elles se permettre le luxe de remplir si largement les "lacunes" de leur "économie nationale" alors qu'elles ne sont pas en mesure de céder les "excédents" correspondants ? Les puissances d'Europe occidentale font-elles, par charité chrétienne, bon an mal an, cadeau au Croissant ou à l'Empire céleste de plusieurs centaines de millions de marks de marchandises utiles en tous genres ? Tout le monde sait, au contraire, que la Turquie comme la Chine sont entre les griffes de l'usurier européen et doivent payer en intérêts d'énormes tributs aux banques anglaises, allemandes et françaises. D'après l'exemple russe, la Turquie et la Chine devraient donc avoir un excédent d'exportations en produits agricoles, pour pouvoir payer leurs intérêts à leurs bienfaiteurs d'Europe occidentale. Mais, en Turquie comme en Chine, l'"économie nationale" est fondamentalement différente de ce qu'elle est en Russie. Les emprunts étrangers servent certes également pour l'essentiel à la construction de chemins de fer, d'installations portuaires et aux dépenses militaires. Mais la Turquie n'a pratiquement pas d'industrie propre et n'en peut faire surgir subitement à partir d'une économie paysanne naturelle et médiévale, avec ses méthodes primitives de culture et ses dîmes. Sous des formes différentes, la situation est à peu près semblable en Chine. C'est pourquoi non seulement tous les besoins de la population en produits industriels, mais aussi tout ce qui est nécessaire aux moyens de communication et à l'équipement de l'armée et de la

flotte, doit être importé d'Europe occidentale et la réalisation doit être prise en charge sur place par des entrepreneurs, des techniciens et des ingénieurs européens.

Souvent même, les prêts ne sont accordés qu'en liaison avec de telles livraisons. Le capital bancaire allemand et autrichien n'accorde, par exemple, un prêt à la Chine qu'à condition qu'elle commande des armements pour une somme déterminée aux usines Skoda et à Krupp; d'autres prêts sont liés à des concessions pour la construction de chemins de fer. Ainsi les capitaux européens ne s'en vont-ils en Turquie ou en Chine le plus souvent que sous la forme de marchandises (armements) ou de capital industriel en nature, sous la forme de machines, d'acier, etc. Ces marchandises ne s'écoulent pas pour être échangées, mais pour produire du profit. Les intérêts de ces capitaux et les autres profits sont extorqués aux paysans turcs ou chinois par les capitalistes européens à l'aide d'un système fiscal approprié sous contrôle financier européen. Derrière les chiffres nus des importations turques ou chinoises excédentaires et des exportations européennes correspondantes se dissimulent donc de singulières relations entre le riche Occident capitaliste et l'Orient pauvre et retardataire que celui-là pressure en l'équipant des plus modernes et des plus puissants moyens de communication et installations militaires... tout en ruinant, en même temps, la vieille " économie nationale " paysanne.

Avec les États-Unis, nous nous trouvons encore devant un autre cas. Ici, comme en Russie, les exportations l'emportent largement sur les importations : celles-ci étaient pour 1913 de 7,4 milliards, celles-là de 10,2 milliards de marks. Les causes de ce phénomène ne sont pas du tout les mêmes qu'en Russie. Certes, les États-Unis absorbent aussi d'énormes quantités de capitaux européens. Dès le début du XIX^e siècle, la Bourse de Londres accumule d'énormes quantités d'actions et de titres d'emprunts américains. La spéculation sur les titres et papiers américains a, jusque dans les années 1860, indiqué, comme un thermomètre, l'approche des grandes crises commerciales et industrielles anglaises. Depuis lors l'afflux de capitaux anglais aux États-Unis n'a pas cessé.

Ces capitaux partent sous forme de prêts aux villes et aux sociétés privées, mais surtout sous forme de capitaux industriels : soit que l'on achète à la Bourse de Londres des titres de chemin de fer ou de l'industrie américaine, soit que des cartels industriels anglais fondent aux États-Unis leurs propres filiales pour déjouer les barrières douanières, ou qu'ils s'approprient des entreprises américaines par l'achat d'actions, pour se débarrasser de leur concurrence sur le marché mondial. Car les États-Unis possèdent aujourd'hui une grande industrie hautement développée qui progresse rapidement et exporte déjà elle-même en quantité croissante du capital industriel - machines, charbon - au Canada, au Mexique et dans d'autres pays d'Amérique centrale et du Sud, tandis que le capital financier européen continue à affluer chez eux. Les États-Unis combinent

ainsi d'énormes exportations en produits bruts - coton, cuivre, céréales, bois, pétrole - vers les vieux pays capitalistes avec des exportations industrielles croissantes vers les jeunes pays en voie d'industrialisation. Ce qui se reflète dans le grand excédent des exportations des États-Unis, c'est ce stade original de transition d'un pays agraire recevant des capitaux à un pays industriel exportant des capitaux; c'est le rôle d'intermédiaire entre la vieille Europe capitaliste et le jeune continent américain retardataire.

Si l'on embrasse l'ensemble de cette grande migration de capitaux quittant les vieux pays industriels pour les jeunes pays industriels et le retour correspondant des revenus de ces capitaux qui affluent annuellement comme tribut des pays jeunes aux vieux pays, il en ressort trois grands courants principaux. D'après des estimations de 1906, l'Angleterre, à cette époque déjà, avait investi dans ses colonies et à l'étranger 54 milliards de marks qui lui rapportaient annuellement 2,8 milliards de marks en intérêts. Le capital français à l'étranger se montait à la même époque à 32 milliards de marks qui rapportaient annuellement au moins 1,3 milliard de marks. L'Allemagne, enfin, avait déjà investi à l'étranger, il y a dix ans, 26 milliards de marks qui lui rapportaient annuellement environ 1,24 milliard de marks. Depuis lors, ces investissements et leurs revenus ont rapidement augmenté. Cependant, les grands courants principaux se divisent à la fin en courants moins larges. De même que les États-Unis propagent le capitalisme sur le continent américain, la Russie elle-même - encore entièrement alimentée par les capitaux français, par l'industrie anglaise et allemande - introduit déjà des capitaux et des produits industriels sur ses arrières : en Chine, en Perse, en Asie centrale; elle participe à la construction de chemins de fer en Chine, etc.

Derrière les arides hiéroglyphes du commerce mondial, nous découvrons ainsi tout un réseau de connexions économiques qui n'ont rien à voir avec le simple échange de marchandises, seule réalité pour la science professorale.

Nous découvrons que la distinction du savant *Bücher*, entre pays à production industrielle et pays fournissant des produits bruts, n'est elle-même qu'un produit brut du schématisme professoral. Les parfums, les cotonnades et les machines sont tous également des produits fabriqués. Les exportations françaises de parfums prouvent seulement que la France est le pays de production du luxe pour la mince couche de la riche bourgeoisie mondiale; les exportations japonaises de cotonnades prouvent que le Japon rivalise avec l'Europe occidentale pour ruiner dans tout l'Extrême-Orient la production paysanne et artisanale traditionnelle et la remplacer par le commerce de marchandises; les exportations anglaises, allemandes, américaines de machines-outils montrent que ces trois pays introduisent eux-mêmes la grande industrie dans toutes les régions du monde.

Nous découvrons donc qu'on exporte et importe aujourd'hui une " marchandise " qui était inconnue au temps du roi Nabuchodonosor ainsi que durant toute la période historique de l'antiquité et du Moyen Âge et qui se nomme *le capital*. Cette " marchandise " ne sert pas à combler " certaines lacunes " des " économies nationales " étrangères, mais au contraire à créer des lacunes, à ouvrir des failles et des lézardes dans la maçonnerie des " économies nationales " vieilles, pour y pénétrer, y agir comme un tonneau de poudre et transformer à court ou à long terme ces " économies nationales " en amas de ruines. Avec cette " marchandise ", d'autres " marchandises " encore plus remarquables se répandent en masses de quelques pays dits civilisés vers le monde entier : moyens de communication modernes, extermination totale de populations indigènes; économie monétaire et endettement de la paysannerie; richesse et pauvreté, prolétariat et exploitation; insécurité de l'existence et crises, anarchie et révolutions. Les " économies nationales " européennes étendent leurs tentacules vers tous les pays et tous les peuples de la terre pour les étouffer dans le grand filet de l'exploitation capitaliste.

IV.

Le professeur *Bücher* ne croit-il toujours pas à une économie politique mondiale ? Non. Car après avoir examiné attentivement toutes les régions du monde et n'y avoir rien découvert, ce savant déclare : je n'y peux rien, je ne vois pas du tout de " phénomènes particuliers " " différant essentiellement " de ceux d'une économie nationale, " et l'on peut douter qu'il en apparaisse dans un avenir prévisible ".

Eh bien ! abandonnons le commerce et les statistiques commerciales et tournons-nous directement vers la vie, vers l'histoire des relations économiques modernes. Et intéressons-nous à une petite parcelle de ce tableau gigantesque et bariolé.

En 1768, *Cartwright* construit à Nottingham, en Angleterre, les premières filatures mécaniques de coton; en 1785, il invente le métier à tisser mécanique. La première conséquence en est, en Angleterre, la disparition du tissage à la main et l'extension rapide de la fabrication mécanique. Au début du XIX^e siècle, il y avait en Angleterre, d'après une estimation d'époque, environ un demi-million d'artisans tisserands; ils sont maintenant en voie d'extinction, et vers 1860 il n'y avait plus dans tout le Royaume-Uni que quelques milliers d'artisans tisserands; en revanche, un demi-million d'ouvriers d'usine se trouvaient embauchés dans l'industrie du coton. En 1863, le président du conseil, *Gladstone*, parle à la Chambre d'un " enivrant accroissement de richesse et de puissance " qui s'est déversé sur la bourgeoisie anglaise, sans que la classe ouvrière y ait la moindre part.

L'industrie cotonnière anglaise fait venir ses matières premières d'Amérique du Nord. Le développement des usines dans le Lancashire a fait naître de gigantesques plantations de coton dans le sud des États-Unis. On a fait venir des Noirs d'Afrique, main-d'œuvre bon marché pour un travail meurtrier dans les plantations de coton, de canne à sucre, de riz et de tabac. En Afrique, le commerce des esclaves prend une extension sans précédent, des peuplades entières sont pourchassées à l'intérieur du " continent noir ", vendues par leurs chefs, transportées par terre et par mer sur d'énormes distances pour être vendues en Amérique. On assiste à une véritable " migration des peuples " noirs. A la fin du XVIII^e siècle, il n'y avait que 697 000 Noirs en Amérique; en 1861, il y en avait quatre millions.

L'extension colossale de la traite des Noirs et du travail des esclaves au Sud de l'Union provoqua une croisade des États du Nord contre cette atteinte abominable aux principes chrétiens. En effet, l'arrivée massive de capitaux anglais dans les années 1825-1860 avait suscité au nord des États-Unis une grande activité, tant dans la construction de chemins de fer que dans la création d'une industrie moderne, et par là même d'une bourgeoisie, adepte convaincue d'une forme plus moderne de l'exploitation : l'esclavage salarial capitaliste. Les affaires fabuleuses des planteurs du Sud dont les esclaves, en six ou sept ans mouraient à la tâche, suscitèrent, de la part des pieux puritains du Nord, une réprobation d'autant plus vive que le climat ne leur permettait pas d'ériger le même paradis dans leurs États ! C'est pourquoi, à l'instigation des États du Nord, l'esclavage fut aboli légalement en 1861 sur tout le territoire de l'Union. Les planteurs sudistes, atteints au plus profond de leurs intérêts, réagirent par la révolte ouverte. Les États du Sud firent sécession, et la guerre civile éclata.

Le ravage et la ruine économique des États du Sud fut la première conséquence de la guerre. La production et le commerce cessèrent, l'exportation de coton fut interrompue. L'industrie anglaise fut ainsi privée de matières premières et une crise terrible, qu'on a appelée la " famine du coton ", éclata en Angleterre en 1863. Dans le Lancashire, 250 000 ouvriers se retrouvèrent chômeurs complets, 166 000 autres chômeurs partiels, seuls 120 000 d'entre eux trouvèrent encore un emploi à temps complet, mais à des salaires diminués de 10 à 20 pour cent. Une misère effroyable régna parmi la population du district et, dans une pétition au parlement, 50 000 ouvriers demandèrent une subvention leur permettant d'émigrer avec femmes et enfants. L'essor capitaliste naissant des États australiens appelant une main-d'œuvre abondante - les immigrants européens ayant exterminé presque complètement la population indigène - l'Australie se déclara prête à accueillir les prolétaires anglais en chômage. Cependant les industriels anglais protestèrent violemment contre la fuite de leur " machinerie vivante " dont ils pouvaient avoir à nouveau besoin quand l'industrie reprendrait son essor. On refusa aux ouvriers les moyens d'émigrer : ils durent subir jusqu'à la lie les horreurs de la crise.

La source américaine étant tarie, l'industrie anglaise cherche à se procurer ailleurs ses matières premières et dirige ses regards vers les Indes orientales. On procède fiévreusement à l'aménagement des plantations de coton et la culture vivrière qui nourrit la population depuis des millénaires et constitue la base de son existence doit, sur de grandes étendues, céder le pas devant les espoirs de profit des spéculateurs. On restreint la culture du riz et peu d'années après, en 1866, une inflation extraordinaire des cours et la famine emportent, dans le seul district d'Orissa, au nord du Bengale, plus d'un million d'hommes.

Une deuxième expérience est faite en Égypte. Pour profiter de la conjoncture née de la guerre de Sécession, le vice-roi d'Égypte, Ismaël Pacha, aménage en hâte des plantations de coton. Une véritable révolution se produit dans les rapports de propriété de la campagne égyptienne. On vole aux paysans une grande partie de leurs terres, on les déclare domaine royal et on les transforme en vastes plantations. Des milliers de paysans sont amenés à la cravache sur les plantations pour y élever des digues, y creuser des canaux, y pousser la charrue. Mais le vice-roi s'endette encore plus auprès des banquiers anglais et français pour acquérir des charrues à vapeur et autres installations ultra-modernes en provenance d'Angleterre. Cette grandiose spéculation se termina au bout d'un an par la faillite, lorsque la paix conclue aux États-Unis fit tomber le prix du coton en quelques jours au quart de ce qu'il était auparavant. Résultat de cette ère du coton pour l'Égypte : la ruine accélérée de l'économie paysanne, l'effondrement accéléré des finances et, finalement, l'occupation accélérée de l'Égypte par l'armée anglaise.

Entre temps, l'industrie cotonnière fait de nouvelles conquêtes. La guerre de Crimée, interrompant en 1855 les exportations russes de chanvre et de lin, entraîne en Europe occidentale une grave crise dans la fabrication des textiles; l'industrie cotonnière s'étend de plus en plus aux dépens du lin. Au même moment, en Russie, avec l'effondrement de l'ancien système pendant la guerre de Crimée, se produit un bouleversement politique : le servage est aboli, des réformes libérales sont mises en place, le libre-échange est introduit, les chemins de fer se développent rapidement. De nouveaux et immenses débouchés s'ouvrent ainsi aux produits industriels dans le vaste Empire russe et l'industrie cotonnière anglaise est la première à pénétrer sur le marché russe. Dans les années 1860 également, une série de guerres sanglantes ouvrent la Chine au commerce anglais. L'Angleterre domine le marché mondial et l'industrie cotonnière fournit la moitié de ses exportations. La période des années 1860 et 1870 est celle des affaires les plus brillantes pour les capitalistes anglais; c'est aussi l'époque où ils sont les plus enclins à s'assurer, par de petites concessions aux ouvriers, la disposition de leurs " bras " et la " paix industrielle ". C'est dans cette période que les Trade-Unions anglaises, fileurs et tisserands de coton en tête, connaissent leurs plus importants succès; en même

temps, les traditions révolutionnaires du chartisme et les idées d'Owen s'éteignent dans le prolétariat anglais, qui se fixe dans un syndicalisme conservateur.

Bientôt pourtant les temps changent. Sur le continent, partout où l'Angleterre exportait ses cotonnades, une industrie cotonnière surgit peu à peu à son tour. Dès 1844, les révoltes de la faim des tisserands de Silésie et de Bohême annoncent la révolution de mars 1848. Dans les propres colonies de l'Angleterre, une industrie se développe. Les fabriques de coton de Bombay font bientôt concurrence aux fabriques anglaises et contribuent, dans les années 1880, à briser le monopole de l'Angleterre sur le marché mondial.

Enfin en Russie, l'essor de l'industrie cotonnière inaugure dans les années 1870 l'ère de la grande industrie et des barrières douanières. Pour déjouer ces barrières, des usines entières sont transportées avec leur personnel, de Saxe et du Vogtland, en Pologne russe où de nouveaux centres industriels, Lodz, Zgierz, surgissent avec une soudaineté californienne. Peu après 1880, l'agitation ouvrière dans le district cotonnier de Moscou-Vladimir arrache les premières lois de l'Empire russe sur la protection des ouvriers. En 1896, 60 000 ouvriers des usines de coton de Pétersbourg organisent la première grève de masses en Russie. Et neuf ans plus tard, en juillet 1905, dans le troisième centre de l'industrie cotonnière, Lodz, 100 000 ouvriers, allemands en tête, dressent les premières barricades de la grande révolution russe.

Nous avons esquissé ici, à grands traits, 140 années d'histoire d'une industrie moderne, une histoire qui se déroule au travers des cinq continents, qui brasse des millions de vies humaines, qui éclate ici en crise, là en famine, s'embrase tantôt en guerre, tantôt en révolution, et laisse partout sur son chemin des montagnes de richesses et des abîmes de misère - vaste fleuve de sueur et de sang du travail humain.

Ce sont les soubresauts de la vie, les effets à distance qui atteignent les peuples au plus profond, mais les chiffres arides des statistiques du commerce international n'en donnent pas la moindre idée.

En un siècle et demi, depuis que l'industrie moderne a fait son apparition en Angleterre, l'économie mondiale capitaliste s'est vraiment élevée sur les souffrances et les convulsions de l'humanité entière. Elle a atteint un secteur de la production après l'autre, elle s'est emparée d'un pays après l'autre. Par la vapeur et l'électricité, par le feu et l'épée, elle a pénétré dans les contrées les plus reculées, elle a fait tomber toutes les murailles de Chine et, au travers des crises mondiales et des catastrophes collectives périodiques, elle a créé la solidarité économique de l'humanité prolétarienne actuelle. Le prolétariat italien qui, chassé par le capitalisme de sa patrie, émigre en Argentine ou au Canada, y trouve un nouveau joug capitaliste tout prêt, importé des États-Unis ou d'Angleterre.

Et le prolétaire allemand qui reste chez lui et veut se nourrir honnêtement dépend pas à pas, pour le meilleur et pour le pire, du développement de la production et du commerce dans le monde entier. Trouvera-t-il ou non du travail ? Son salaire suffira-t-il pour rassasier femme et enfants ? Sera-t-il condamné plusieurs jours par semaine à des loisirs forcés ou à l'enfer du travail supplémentaire jour et nuit ? C'est une oscillation continue, selon la récolte de coton aux États-Unis, selon la moisson de blé en Russie, selon la découverte de nouvelles mines d'or ou de diamant en Afrique, selon les troubles révolutionnaires au Brésil, les conflits douaniers, les troubles diplomatiques et les guerres sur les cinq continents. Rien n'est plus frappant aujourd'hui, rien n'a une importance plus décisive pour la vie politique et sociale actuelle que la contradiction entre ce fondement économique commun unissant chaque jour plus solidement et plus étroitement tous les peuples en une grande totalité et la superstructure politique des États qui cherche à diviser artificiellement les peuples, par les poteaux-frontières, les barrières douanières et le militarisme, en autant de fractions étrangères et hostiles les unes aux autres.

Tout cela n'existe pas pour les *Bücher*, *Sombart* et compagnie ! Pour eux n'existe que le “ microcosme toujours plus parfait ” ! Ils ne voient nulle part de “ phénomènes particuliers ” “ différant essentiellement ” de ceux d'une économie nationale ! N'est-ce pas une énigme ? Peut-on concevoir, sur tout autre terrain que celui de l'économie politique, un tel aveuglement de la part de représentants officiels de la science, face à des phénomènes dont l'abondance et la clarté crèvent les yeux de tout observateur ? Si, en tout cas, dans les sciences de la nature, un savant réputé défendait aujourd'hui publiquement la thèse selon laquelle ce n'est pas la terre qui tourne autour du soleil, mais le soleil et tous les astres qui tournent autour de la terre, s'il affirmait qu'il “ ne connaît pas de phénomènes ” qui contredisent “ essentiellement ” sa thèse, un tel savant pourrait être assuré de provoquer les rires homériques de tout le monde cultivé et d'être finalement, à l'instigation de sa famille inquiète, soumis à un examen psychiatrique.

Certes, il y a quatre siècles, non seulement des thèses semblables étaient impunément répandues, mais quiconque entreprenait d'en exposer publiquement le caractère erroné risquait de finir sur le *Bücher*. A cette époque, il était d'un intérêt primordial pour l'Église catholique de faire croire que la terre était le centre du monde dans le mouvement des astres et toute atteinte à l'imaginaire souveraineté du globe terrestre dans l'espace cosmique était en même temps une atteinte à la tyrannie spirituelle de l'Église et à ses intérêts sur la surface de la terre. A cette époque, les sciences de la nature étaient donc le point névralgique du système social dominant et la mystification dans les sciences de la nature était un instrument indispensable d'asservissement. Aujourd'hui, sous la domination du capital, le point névralgique du système social ne réside plus dans la croyance en la mission de la terre au sein de l'azur céleste, mais dans la

croissance en la mission de l'état bourgeois sur la terre. Et comme aujourd'hui, sur les puissantes vagues de l'économie mondiale, de graves ennuis commencent déjà à surgir et à s'amonceler, que des tempêtes s'y préparent qui balayeront le " microcosme " de l'état bourgeois de la surface de la terre comme un fétu de paille, la " garde suisse " scientifique de la domination capitaliste se précipite aux portes du donjon, c'est-à-dire de l' " État national ", pour le défendre jusqu'à son dernier souffle. Le fondement de l'économie politique actuelle, c'est une mystification scientifique dans l'intérêt de la bourgeoisie.

V.

Parfois, on donne simplement de l'économie politique la définition suivante : ce serait " la science des relations économiques entre les hommes ". Ceux qui se servent d'une telle formulation croient éviter ainsi les écueils de l' " économie nationale " au sein de l'économie mondiale, en généralisant le problème de façon vague et en parlant de l'économie " des hommes ". En se perdant ainsi dans le vague, on ne clarifie cependant pas les choses, on les rend plus confuses encore, s'il est possible; car la question qui se pose alors est la suivante : est-il besoin, et pourquoi est-il besoin, d'une science des relations économiques " des hommes ", donc de *tous* les hommes, en tous temps et en toutes circonstances ?

Prenons n'importe quel exemple de relations économiques humaines, aussi simple et aussi clair que possible. Transportons-nous à l'époque où l'économie mondiale actuelle n'existait pas encore, où le commerce marchand n'était florissant que dans les villes, tandis qu'à la campagne l'économie naturelle, c'est-à-dire la production pour les besoins immédiats, dominait aussi bien dans les grands domaines terriens que dans les petites exploitations paysannes. Prenons par exemple la situation en Haute-Écosse dans les années 50 du siècle passé, telle que la décrit Dugald Stewart :

" D'après le Statistical Account, on vit jadis, dans quelques parties de la Haute-Écosse, arriver, avec femmes et enfants, un grand nombre de bergers et de petits paysans chaussés de souliers qu'ils avaient fait eux-mêmes après en avoir tanné le cuir, vêtus d'habits qu'aucune autre main que la leur n'avait touchés, dont la matière était empruntée à la laine tondue par eux sur les moutons ou au lin qu'ils avaient eux-mêmes cultivé. Dans la confection des vêtements, il était à peine entré un article acheté, à l'exception des alènes, des aiguilles, des dés et de quelques parties de l'outillage en fer employé pour le tissage. Les femmes avaient extrait elles-mêmes les couleurs, d'arbustes et de plantes indigènes, etc. " ⁶¹

⁶¹ Cité par Karl Marx, " Le Capital ", tome 2, p. 163-164, Éditions Sociales, Paris, 1948.

Ou bien, prenons un exemple en Russie où, il y a relativement peu de temps encore, à la fin des années 1870, régnait une économie paysanne du même genre : “ Le sol qu'il (le paysan du district de Viazma dans le gouvernement de Smolensk) cultive, lui fournit la nourriture, les vêtements et presque tout ce qui est nécessaire à son existence : le pain, les pommes de terre, le lait, la viande, les œufs, le tissu de lin, le drap, les peaux de mouton et la laine pour les vêtements chauds... Il ne se procure pour de l'argent que des bottes et quelques articles vestimentaires tels que ceinture, casquette, gants et aussi quelques ustensiles ménagers indispensables : vaisselle en terre ou en bois, tisonnier, chaudron et autres choses semblables. ”⁶²

Aujourd'hui encore, il existe de telles économies paysannes en Bosnie, en Herzégovine, en Serbie, en Dalmatie. Si nous voulions exposer à tel paysan de Haute-Écosse, de Russie, de Bosnie ou de Serbie, les questions professionnelles habituelles d'économie politique concernant le “ but de l'économie ”, la “ naissance et la répartition de la richesse ”, il ouvrirait sûrement de grands yeux. Pourquoi et dans quel but, moi et ma famille, nous travaillons, ou, en termes savants, quels “ ressorts ” nous incitent à nous occuper d“ économie ” ? s'exclamerait-il. Eh bien ! il faut bien que nous vivions et les alouettes ne nous tombent pas toutes rôties dans la bouche. Si nous ne travaillions pas, nous mourrions de faim. Nous travaillons donc pour réussir à nous maintenir, pour manger à notre faim, pour nous habiller proprement et avoir un toit au-dessus de nos têtes. Ce que nous produisons, “ quelle direction ” nous donnons à notre travail ? Encore une question bien naïve ! Nous produisons ce dont nous avons besoin, ce dont toute famille paysanne a besoin pour vivre. Nous cultivons du blé et du seigle, de l'avoine et de l'orge, nous plantons des pommes de terre, nous élevons, selon les cas, des vaches et des moutons, des poules et des canards. En hiver, on file, ce qui est l'affaire des femmes, et nous les hommes, nous arrangeons à la hache, à la scie et au marteau, ce qu'il faut pour la maison. Appelez cela si vous voulez “ économie agricole ” ou “ artisanale ”, en tout cas il nous faut faire un peu de tout parce qu'on a besoin de toutes sortes de choses à la maison et au champ. Comment nous “ divisons ” ces travaux ? Voilà encore une curieuse question ! Les hommes font évidemment ce qui exige une force masculine, les femmes s'occupent de la maison, des vaches et du poulailler, les enfants aident ici et là. Ou bien croyez-vous que je devrais envoyer ma femme couper le bois et traire moi-même la vache ? (Le brave homme ne sait pas - ajoutons-nous pour notre part - que chez beaucoup de peuples primitifs, par exemple chez les indiens du Brésil, c'est justement la femme qui va dans la forêt ramasser le bois, déterrer les racines et cueillir les fruits, tandis que chez les peuples de bergers en Afrique et en Asie, les hommes non seulement gardent le bétail, mais le traitent. On peut aussi voir aujourd'hui encore, en Dalma-

⁶² Prof. Nikolaï Sieber : “ David Ricardo et Karl Marx ”, Moscou, 1879.

tie, la femme porter de lourds fardeaux sur le dos, tandis que l'homme vigoureux chemine à côté sur son âne, en fumant tranquillement sa pipe. Cette " division du travail " paraît alors aussi naturelle qu'il semble naturel à notre paysan d'abattre le bois tandis que sa femme traite les vaches.) Et puis : ce que j'appelle ma richesse ? Mais tout enfant le comprend au village ! Est riche le paysan dont les granges sont pleines, l'étable bien remplie, le troupeau de moutons imposant, le poulailler de grande taille; pauvre est celui qui manque de farine dès Pâques et chez qui l'eau passe à travers le toit quand il pleut. De quoi dépend " l'augmentation de ma richesse " ? A quoi bon cette question ? Si j'avais un plus grand lopin de bonne terre, je serais naturellement plus riche, et si en été, ce qu'à Dieu ne plaise, il tombe une forte grêle, nous serons tous pauvres au village en 24 heures.

Nous avons fait ici répondre patiemment le paysan aux savantes questions d'économie politique, mais nous sommes sûrs qu'avant que le professeur venu, avec son carnet et son stylo, enquêter scientifiquement dans une ferme de Haute-Écosse ou de Bosnie, ait pu arriver à la moitié de ses questions, il lui aurait fallu repasser la porte. En réalité, toutes les conditions d'une telle économie paysanne sont si simples et si claires que leur analyse avec le scalpel de l'économie politique donne l'impression d'un jeu stérile et vain.

On peut évidemment nous rétorquer que nous avons peut-être mal choisi notre exemple, en prenant une minuscule économie paysanne se suffisant à elle-même et dont l'extrême simplicité résulte de la pauvreté des moyens et des dimensions. Prenons donc un autre exemple : quittons la petite exploitation paysanne qui végète dans un coin perdu et dirigeons nos regards vers les sommets d'un puissant empire, celui de Charlemagne. Cet empereur qui fit de l'Empire allemand, au début du IX^e siècle, le plus puissant Empire d'Europe, qui, pour agrandir et consolider cet Empire, n'entreprit pas moins de 53 expéditions militaires et avait rassemblé sous son sceptre, outre l'actuelle Allemagne, la France, l'Italie, la Suisse, le nord de l'Espagne, la Hollande et la Belgique, cet empereur donc prenait cependant très à cœur la situation économique de ses domaines et de ses fermes. Il avait de sa main rédigé un texte de loi en 70 paragraphes concernant les règles économiques de ses fermes : le célèbre *Capitulare de villis*, c'est-à-dire loi sur les fermes, document qui nous a été conservé comme un joyau précieux, transmis par l'histoire à travers la poussière et la moisissure des archives. Ce document a droit à toute notre attention pour deux raisons. Premièrement, la plupart des fermes de Charlemagne sont devenues ensuite de puissantes villes impériales; ainsi Aix, Cologne, Munich, Bâle, Strasbourg et beaucoup d'autres grandes villes sont d'anciennes fermes de l'empereur Charles. Deuxièmement, les institutions économiques de Charlemagne ont servi de modèle à tous les grands domaines laïques ou religieux du début du Moyen Âge; les fermes de Charlemagne reprenaient les traditions de l'ancienne Rome et de la vie raffinée de ses nobles fermiers pour les transplan-

ter dans le milieu plus fruste de la jeune noblesse germanique guerrière - et ses prescriptions sur la culture de la vigne, des fruits et des légumes, sur l'horticulture, sur l'élevage des volailles, etc., étaient un acte historique de civilisation.

Examinons donc ce document. Le grand empereur exige avant tout qu'on le serve honnêtement et qu'on prenne soin de ses sujets sur ses domaines, afin qu'ils soient à l'abri de la misère; ils ne doivent pas être accablés de travail au-delà de leurs forces; s'ils travaillent jusque dans la nuit, ils doivent en être dédommagés. Mais les sujets, de leur côté, doivent loyalement prendre soin de la vigne et mettre le vin pressé en bouteilles afin qu'il ne se gâte pas. S'ils se dérobent à leurs obligations, ils sont châtiés " sur le dos ou autrement ". L'empereur prescrit en outre qu'on élève sur ses domaines des abeilles et des oies; la volaille doit être en bon état et se reproduire; on doit aussi attacher le plus grand soin à l'augmentation numérique des vaches, des juments, des moutons.

Nous voulons en outre, écrit l'empereur, que nos forêts soient exploitées raisonnablement, qu'il n'y ait pas de déboisement et que faucons et éperviers y soient entretenus. On doit toujours maintenir à notre disposition des oies grasses et des poulets; on doit vendre sur le marché les œufs non consommés. Dans chacune de nos fermes, il doit y avoir une provision de bons édre-dons, de matelas, de couvertures, de crémaillères, de haches, de forets, pour n'avoir rien à emprunter à personne. L'empereur prescrit encore qu'on lui rende un compte exact du rendement de ses domaines, à savoir combien il a été produit de chaque chose, et il énumère : légumes, beurre, fromage, miel, huile, vinaigre, raves " et autres petites choses ", comme il est dit dans le célèbre document. En outre, l'empereur prescrit qu'il y ait en nombre suffisant, dans chacun de ses domaines, divers artisans experts dans tous les arts, et il énumère de nouveau en détail les différentes espèces d'artisans. En outre, il fixe le jour de Noël comme dernier délai pour lui remettre annuellement les comptes de ses richesses, et le plus modeste paysan n'est pas plus vigilant pour établir le compte exact, en bétail ou en œufs, dans sa ferme, que ne l'est le grand empereur. Le paragraphe 62 du document affirme : " Il est important que nous sachions ce que nous avons de toutes ces choses, et en quelle quantité. " Et de nouveau, il énumère : bœufs, moulins, bois, bateaux, pieds de vigne, légumes, laine, lin, chanvre, fruits, abeilles, poissons, peaux, cire et miel, vins anciens et nouveaux et autres choses qu'on lui livre. Et il ajoute cordialement, pour reconforter ses chers sujets qui doivent livrer tout cela : " Nous espérons que tout cela ne vous paraîtra pas trop dur, car vous pouvez à votre tour l'exiger, étant chacun maître sur votre domaine. " Nous trouvons encore des prescriptions exactes sur la manière d'emballer et de transporter les vins qui constituaient apparemment un souci gouvernemental tout particulier du grand empereur : " On doit transporter le vin dans des tonneaux solidement cerclés de fer, et jamais dans des outres. En ce qui concerne la farine, elle doit être transportée dans des charrettes doubles et recouvertes de cuir, de sorte qu'elle puisse passer

les fleuves, sans subir de dommage. Je veux aussi qu'on me rende un compte exact des cornes de mes boucs et de mes chèvres, de même que des peaux des loups abattus au cours de chaque année. Au mois de mai, on ne doit pas négliger de déclarer une guerre impitoyable aux jeunes louveteaux. ” Enfin, au dernier paragraphe, Charlemagne énumère encore toutes les fleurs, tous les arbres et toutes les herbes qu'il veut voir cultivés sur ses domaines, tels que roses, lis, romarin, concombres, oignons, radis, cumin, etc. Le célèbre document se termine par l'énumération des diverses sortes de pommes.

Voilà l'image de l'économie impériale au IX^e siècle et, bien qu'il s'agisse d'un des plus riches et plus puissants princes du Moyen Âge, on admettra que cette économie et ces principes rappellent de façon surprenante cette petite exploitation paysanne que nous avons d'abord considérée. Ici aussi, l'impérial intendant, si nous voulions lui poser les fameuses questions concernant l'économie politique, l'essence de la richesse, le but de la production, la division du travail, etc., nous renverrait d'un auguste geste de la main aux montagnes de céréales, de laine et de chanvre, aux tonneaux de vin, d'huile et de vinaigre, aux étables pleines de vaches, de bœufs et de moutons. Et nous ne saurions vraiment pas davantage quelles mystérieuses “ lois ” la science de l'économie politique aurait à étudier et à déchiffrer dans cette économie où toutes les connexions, les causes et les effets, le travail et les résultats, sont clairs comme le jour.

Peut-être le lecteur nous fera-t-il remarquer que nous avons encore une fois mal choisi notre exemple. Après tout, il ressort du document de Charlemagne qu'il ne s'agit pas ici de l'économie publique de l'Empire allemand, mais de l'économie privée de l'empereur. Mais en opposant ces deux notions, on commettrait sûrement une erreur historique en ce qui concerne le Moyen Âge. Certes, les Capitulaires concernaient l'économie dans les fermes et les domaines de l'empereur Charles, mais il la dirigeait en prince et non en particulier. Ou plus exactement, l'empereur était propriétaire foncier de ses terres, mais tout grand propriétaire foncier noble était au Moyen Âge, notamment au temps de Charlemagne, un empereur en petit, c'est-à-dire qu'en vertu de sa propriété libre et noble du sol, il légiférait, levait les impôts et rendait la justice pour toute la population de ses domaines. Les dispositions économiques prises par Charlemagne étaient effectivement des actes de gouvernement, comme le prouve leur force même : elles constituent un des 65 “ capitulaires ” rédigés par l'empereur et publiés lors des assemblées annuelles des Grands de l'Empire. Et les dispositions concernant les radis et les tonneaux cerclés de fer procèdent de la même autorité et sont rédigés dans le même style que par exemple les exhortations aux religieux dans la “ Capitula Episcoporum ”, “ loi épiscopale ”, où Charlemagne tire l'oreille aux serviteurs du Seigneur et les exhorte énergiquement à ne pas jurer, à ne pas s'enivrer, à ne pas fréquenter les mauvais lieux, à ne pas entretenir de femmes et à ne pas vendre trop cher les saints sacrements.

Nous pouvons chercher où nous voulons au Moyen Âge, nous ne trouverons nulle part d'entreprise économique dont celle de Charlemagne ne soit le modèle et le type, qu'il s'agisse de grands domaines nobles, ou bien de la petite exploitation paysanne décrite plus haut, de familles paysannes isolées, travaillant pour elles-mêmes, ou de communautés coopératives.

Ce qu'il y a de plus frappant dans les deux exemples, c'est qu'ici les besoins de l'existence humaine guident et dictent si immédiatement le travail et que le résultat correspond si exactement aux intentions et aux besoins que les conditions en acquièrent, à grande ou à petite échelle, une surprenante simplicité et clarté. Le petit paysan dans sa ferme comme le grand monarque dans ses domaines savent exactement ce qu'ils veulent obtenir par la production. Il n'y a d'ailleurs rien de sorcier à le savoir : ils veulent tous deux satisfaire les besoins naturels de l'homme en nourriture et en boisson, en vêtements et autres commodités de la vie. La seule différence est que le paysan dort sans doute sur la paille et le grand propriétaire foncier sur un mol édredon, que le paysan boit à table de la bière ou de l'hydromel et le grand propriétaire des vins fins. La seule différence réside dans la quantité et la qualité des biens produits. Mais le fondement de l'économie et son but, la satisfaction des besoins humains, restent les mêmes. Au travail, qui procède de ce but naturel, correspond, avec la même évidence, le résultat. Ici, de nouveau, dans le processus du travail, il y a des différences : le paysan travaille lui-même avec les membres de sa famille et il n'a du fruit de son travail qu'autant que peut lui fournir son arpent de terre et sa part du terrain communal ou plutôt - puisque nous parlons du paysan médiéval taillable et corvéable - qu'autant que lui laissent le seigneur et l'Église après les impôts et les corvées. Mais que chaque paysan travaille pour lui-même avec sa famille ou que tous travaillent ensemble pour le seigneur féodal sous la conduite du maire ou du bailli, le résultat de ce travail n'est rien d'autre qu'une certaine quantité de moyens de subsistance au sens large, c'est-à-dire exactement ce dont il est besoin et à peu près autant qu'il en est besoin.

On peut retourner une telle économie dans tous les sens, elle ne contient aucun mystère; pour la percer, il n'est besoin ni d'une science spéciale ni de profondes recherches. Le paysan le plus borné savait très bien au Moyen Âge de quoi dépendait sa richesse, ou plutôt sa pauvreté, en dehors des catastrophes naturelles qui frappaient de temps à autre ses terres comme celles des seigneurs. Il savait fort bien que sa misère avait une cause très simple et très directe : premièrement, l'extorsion sans limites de corvées et d'impôts par les seigneurs féodaux; deuxièmement, le vol, par les mêmes seigneurs, du terrain communal, de la forêt, des prés, de l'eau. Et ce que le paysan savait, il l'a proclamé bien haut à travers le monde dans les guerres paysannes, il l'a montré en allumant le coq rouge sur le toit de ceux qui lui suçaient le sang. Ce qui relevait ici de l'étude scientifique, c'était seulement l'origine historique et l'évolution de cette situation, c'était la recherche des raisons pour lesquelles dans toute

l'Europe les anciennes propriétés rurales paysannes libres s'étaient transformées en domaines seigneuriaux nobles levant des intérêts et des impôts, et l'ancienne paysannerie libre en une masse de sujets corvéables et même plus tard attachés à la glèbe.

Les choses sont toutefois entièrement différentes si nous envisageons n'importe quel phénomène de la vie économique actuelle. Prenons par exemple un des phénomènes les plus remarquables et les plus frappants : la crise commerciale.

Nous avons tous déjà vécu plusieurs grandes crises commerciales et industrielles et nous connaissons par expérience leur déroulement dont Friedrich Engels a donné une description classique :

*“ Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là en quantités si grandes qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les surplus de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un steeple chase complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. ”*⁶³

Nous savons tous qu'une telle crise est la terreur de tout pays moderne, et déjà la façon dont l'approche d'une crise s'annonce est significative. Après quelques années de prospérité et de bonnes affaires, des murmures confus commencent çà et là dans la presse, à la Bourse circulent quelques inquiétantes rumeurs de faillites, puis les signes se font plus précis dans la Presse, la Bourse est de plus en plus inquiète, la Banque d'État augmente le taux d'escompte, c'est-à-dire qu'elle rend plus difficile et limité le crédit, jusqu'à ce que les nouvelles concernant des faillites tombent en averse. Et la crise une fois déclenchée, on se dispute pour savoir qui en est responsable. Les hommes d'affaires en rendent responsables les Banques, par leur refus total de crédit, et les boursiers, par leur rage de spéculation; les boursiers en rendent les industriels responsables, les industriels incriminent la pénurie de monnaie dans le pays, etc.

Les affaires reprennent-elles enfin, la Bourse, les journaux notent aussitôt avec soulagement les premiers signes d'une amélioration jusqu'à ce que

⁶³ Engels : “ Anti-Dühring ”, Éditions Sociales, 1950, p. 315.

l'espoir, le calme et la sécurité s'instaurent à nouveau pour quelque temps. Ce qu'il y a de plus remarquable dans tout cela, c'est que tous les intéressés, toute la société, considèrent et traitent la crise comme quelque chose qui échappe à la volonté humaine et aux calculs humains, comme un coup du sort dont nous frappe une puissance invisible, comme une épreuve du ciel, à la façon par exemple d'un orage, d'un tremblement de terre ou d'une inondation. Les termes mêmes, dans lesquels les journaux commerciaux ont coutume de rendre compte d'une crise, sont empruntés avec prédilection à ce domaine : " Le ciel jusqu'ici serein du monde des affaires commence à se couvrir de sombres nuages " ou, quand il s'agit d'annoncer une brusque hausse du taux de l'es-compte, c'est inévitablement sous le titre : " Signes annonciateurs de la tempête ", de même que nous lisons ensuite que l'orage se dissipe et que l'horizon s'éclaircit. Cette façon de s'exprimer reflète autre chose que le manque d'ima-gination chez les plumitifs du monde des affaires, elle est typique de l'effet cu-rieux, pour ainsi dire naturel, produit par une crise. La société moderne re-marque avec effroi l'approche de la crise, elle courbe l'échine en tremblant sous la grêle de ses coups, elle attend la fin de l'épreuve, puis relève la tête, d'abord avec hésitation et incrédulité, puis finalement se retrouve tranquillisée.

Le peuple avait sans doute exactement la même attitude au Moyen Âge face à la famine ou à la peste, ou aujourd'hui le paysan face à un orage ou à la grêle : le même désarroi et la même impuissance face à une dure épreuve. Mais quoique la famine et la peste soient, en dernière analyse, des phénomènes sociaux, ce sont d'abord et immédiatement les résultats de phénomènes naturels : mauvaise récolte, diffusion de germes pathogènes, etc. L'orage est un évé-nement élémentaire de la nature physique et personne ne peut, au moins dans l'état actuel des sciences de la nature et des techniques, provoquer ou empêcher un orage. Qu'est-ce, en revanche, que la crise moderne ? Elle consiste, nous le savons, en ce que trop de marchandises sont produites, qui ne trouvent plus de débouchés, et que, par suite, le commerce et avec lui l'industrie se bloquent. Mais la production de marchandises, leur vente, le commerce, l'industrie..., ce sont là des relations purement humaines. Ce sont les hommes eux-mêmes qui produisent les marchandises, les hommes eux-mêmes qui les achètent, le com-merce se pratique d'homme à homme, nous ne trouvons, dans les circonstances qui constituent la crise moderne, pas un seul élément qui serait en dehors de l'activité humaine. Ce qui provoque périodiquement la crise, ce n'est donc rien d'autre que la société humaine.

Et pourtant, nous savons en même temps que la crise est un véritable fléau pour la société moderne, qu'on l'attend avec terreur et qu'on la supporte avec désespoir, que personne ne la veut ni ne la souhaite. En effet, à part quelques spéculateurs en Bourse qui essaient de profiter des crises pour s'enri-chir rapidement aux dépens des autres, mais sont souvent pris à leur propre piège, la crise est pour tout le monde un danger, sinon une gêne. Personne ne

veut la crise et Pourtant elle vient. Les hommes la créent de leurs propres mains et pourtant ils n'en veulent pour rien au monde. Là, nous avons vraiment une énigme de la vie économique qu'aucun des intéressés ne peut nous expliquer. Le paysan médiéval, sur sa petite parcelle, produisait d'une part ce que voulait et ce dont avait besoin son seigneur féodal, et d'autre part, ce qu'il voulait et ce dont il avait besoin lui-même : du grain et du bétail, des vivres pour lui et sa famille. Le grand propriétaire médiéval faisait produire pour lui ce qu'il voulait et ce dont il avait besoin : du grain et du bétail, de bons vins et des habits fins, des vivres et des objets de luxe pour lui et pour sa cour. La société actuelle produit ce qu'elle ne veut pas et dont elle n'a pas besoin : des crises; elle produit de temps en temps des moyens de subsistance dont elle n'a pas l'usage, elle souffre périodiquement de famines, alors qu'il y a d'énormes réserves de produits invendus. Le besoin et la satisfaction, le but et le résultat du travail ne se recouvrent plus, il y a entre eux quelque chose d'obscur, de mystérieux.

Prenons un autre exemple universellement connu, trop connu même, des travailleurs de tous les pays - le chômage.

Le chômage n'est plus, comme la crise, un cataclysme qui s'abat de temps à autre sur la société : il est devenu aujourd'hui, à plus ou moins grande échelle, un phénomène permanent de la vie économique. Les catégories de travailleurs les mieux organisées et les mieux payées, qui tiennent leurs listes de chômeurs, notent une chaîne ininterrompue de chiffres pour chaque année et chaque mois et chaque semaine de l'année : ces chiffres sont soumis à de grandes variations, mais ne disparaissent jamais complètement. L'impuissance de la société actuelle devant le chômage, ce terrible fléau de la classe ouvrière, apparaît toutes les fois que l'ampleur du mal atteint des proportions telles que les organes législatifs sont contraints de s'en occuper. Cela aboutit régulièrement, après de longues discussions, à la décision de procéder à une enquête sur le nombre des chômeurs. On se contente pour l'essentiel de mesurer le niveau atteint par le mal - comme on mesure le niveau de l'eau lors des inondations - et, dans le meilleur des cas, d'atténuer un peu les effets du mal par de faibles palliatifs, sous la forme d'allocations de chômage - en général aux frais des travailleurs non-chômeurs - sans faire la moindre tentative pour éliminer le mal lui-même.

Au début du XIX^e siècle, le pasteur anglican *Malthus*, grand prophète de la bourgeoisie anglaise, avait proclamé avec une reconfortante brutalité :

“ Quiconque naît dans une société déjà surpeuplée n'a - si sa famille ne peut lui fournir les quelques moyens d'existence qu'il est en droit d'exiger d'elle et dans le cas où la société n'a aucun besoin de son travail - aucun droit à la moindre quantité de nourriture et il n'a réellement rien à faire en ce monde. Au grand banquet de la nature, aucune table n'est mise pour lui. La na-

ture lui signifie d'avoir à se retirer et elle exécute rapidement son propre commandement. " L'actuelle société officielle, avec l'hypocrisie de ses " réformes sociales ", réprouve une aussi brutale franchise. Mais en réalité, le prolétaire au chômage est finalement contraint par elle, si elle " n'a pas besoin de son travail ", de se " retirer " de ce monde, d'une manière ou d'une autre, rapidement ou lentement, ce dont témoignent, pendant toutes les grandes crises, les chiffres concernant l'augmentation des maladies, la mortalité infantile, les crimes contre la propriété. "

La comparaison même, à laquelle nous avons eu recours, entre le chômage et une inondation, montre que nous sommes en fait *moins* impuissants devant des événements élémentaires de la nature physique que devant nos propres affaires purement sociales, purement humaines ! Les inondations périodiques qui ravagent au printemps l'est de l'Allemagne ne sont en dernière analyse qu'une conséquence de notre impéritie en matière d'hydrographie. La technique, en son état actuel, donne déjà des moyens suffisants pour protéger l'agriculture de la puissance des eaux et même pour mettre à profit cette puissance; simplement ces moyens ne peuvent être appliqués qu'à grande échelle, par une organisation rationnelle et cohérente qui devrait transformer toute la région touchée, modifier en conséquence la répartition des terres arables et des prés, construire des digues et des écluses, régulariser le cours des fleuves. Cette grande réforme ne sera évidemment pas entreprise, en partie parce que ni les capitalistes privés ni l'État ne veulent fournir les moyens nécessaires à une telle entreprise, en partie parce qu'elle se heurterait aux droits les plus variés de propriété privée du sol. Mais la société actuelle a déjà en main les moyens de faire face aux dangers des eaux et de dompter l'élément déchaîné, même si elle n'est pas en mesure d'appliquer ces moyens. En revanche, la société actuelle n'a pas encore inventé de moyens pour lutter contre le chômage. Et pourtant, ce n'est pas un élément, ce n'est pas un phénomène naturel ni une puissance surhumaine, c'est un produit purement humain des conditions économiques. Et nous voici de nouveau devant une énigme économique, devant un phénomène sur lequel personne ne compte, que personne ne cherche consciemment à provoquer et qui pourtant se répète avec la régularité d'un phénomène naturel, pour ainsi dire pardessus la tête des hommes.

Mais il n'est même pas besoin d'aller chercher des phénomènes aussi frappants de la vie actuelle, tels que crise et chômage, c'est-à-dire des calamités ou des cas de nature extraordinaire et qui constituent, de l'avis courant, des exceptions dans le cours habituel des choses. Prenons l'exemple le plus ordinaire de la vie quotidienne qui se renouvelle des milliers de fois dans tous les pays : les *variations de prix des marchandises*. Tout enfant sait que les prix de toutes les marchandises ne sont pas quelque chose de fixe et d'immuable, mais montent ou baissent presque tous les jours, parfois même d'une heure à l'autre. Prenons n'importe quel journal, ouvrons-le à la page du cours des produits et nous

verrons le mouvement des prix du jour précédent. Blé; matinée, ambiance faible, vers midi un peu plus animé, vers la fermeture les prix montent, ou bien c'est l'inverse. De même pour le cuivre et le fer, le sucre et l'huile de colza. Et de même pour les actions des différentes entreprises industrielles, pour les valeurs privées ou d'État, à la Bourse des valeurs. Les variations de prix sont un phénomène incessant, quotidien, tout à fait " normal ", de la vie économique contemporaine. Mais ces variations provoquent chaque jour, à chaque heure, des modifications dans la situation de fortune des possesseurs de tous ces produits et de tous ces titres. Les prix du coton montent-ils, et momentanément tous les commerçants et fabricants qui ont des stocks de coton dans leurs entrepôts voient leur fortune croître; les prix baissent-ils, et ces fortunes fondent proportionnellement. Les prix du cuivre sont-ils en hausse, les détenteurs d'actions de mines de cuivre s'enrichissent; les prix tombent-ils, ils s'appauvrissent.

C'est ainsi que, par l'effet de simples variations de prix sur la base de télégrammes en Bourse, des gens peuvent en quelques heures devenir millionnaires ou se retrouver mendiants, et c'est essentiellement là-dessus que repose la spéculation en Bourse, et ses escroqueries. Le propriétaire terrien médiéval pouvait s'enrichir ou s'appauvrir par le fait d'une bonne ou d'une mauvaise récolte; ou bien encore, il s'enrichissait, s'il était chevalier-brigand et faisait une bonne prise en guettant les marchands qui passaient; ou bien encore - et c'était là le moyen en fin de compte le plus éprouvé et le plus apprécié - il augmentait sa richesse quand il pouvait extorquer plus que de coutume à ses serfs, en aggravant les corvées et en augmentant les impôts. Aujourd'hui, un homme peut devenir riche ou pauvre sans bouger le petit doigt, sans le moindre événement naturel, sans que personne ne lui ait fait de cadeau ou ne l'ait dévalisé. Les variations de prix sont comme un mouvement mystérieux auquel présiderait, derrière le dos des hommes, une puissance invisible, opérant un continuel déplacement dans la répartition de la richesse sociale. On note simplement ce mouvement, comme on lit la température sur un thermomètre, ou la pression atmosphérique sur un baromètre. Et pourtant les prix des marchandises et leur mouvement sont manifestement une affaire purement humaine, et non de la magie. Personne d'autre que les hommes eux-mêmes ne fabrique de ses mains les marchandises et n'en fixe les prix; seulement, une fois de plus, il résulte de cette action humaine ce sur quoi personne ne comptait, que personne ne visait; une fois de plus, les besoins, le but et le résultat de l'activité économique des hommes ne sont plus du tout en accord les uns avec les autres.

D'où cela provient-il ? Et quelles lois obscures se combinent-elles derrière le dos des hommes pour que leur propre vie économique aboutisse à de si étranges résultats ? On ne peut l'élucider que par une étude scientifique. Une recherche rigoureuse, une réflexion, des analyses, des comparaisons approfondies deviennent nécessaires pour résoudre toutes ces énigmes, pour découvrir

les connexions cachées qui font que les résultats de l'activité économique des hommes ne coïncident plus avec leurs intentions, avec leur volonté, en un mot avec leur conscience. La tâche de la recherche scientifique, c'est de découvrir le manque de conscience dont souffre l'économie de la société, et ici nous touchons directement à la racine de l'économie politique.

Dans son voyage autour du monde, Darwin raconte ceci sur les habitants de la terre de feu :

“ Ils souffrent souvent de famines; j'ai entendu le capitaine d'un bâtiment chasseur de phoques, Mister Low, qui connaissait très bien les indigènes de ce pays, donner une description remarquable de l'état dans lequel se trouvait, sur la côte ouest, un groupe de 150 indigènes d'une extrême maigreur et en grande détresse. Une suite de tempêtes empêchèrent les femmes de ramasser des coquillages sur les rochers. Ils ne pouvaient pas non plus sortir en canoë pour attraper des phoques. Un petit groupe de ces gens se mit un matin en route et les autres indiens leur expliquèrent qu'ils entreprenaient un voyage de quatre jours pour aller chercher de la nourriture. A leur retour, Low alla les voir et les trouva épuisés de fatigue; chacun d'eux avait un grand carré de lard de baleine putréfié; par un trou percé au milieu, ils y avaient passé la tête, et le portaient comme les gauchos portent leur poncho ou leur manteau. Dès qu'on avait apporté le lard dans un wigwam, un vieil homme en coupait de minces tranches en murmurant quelques paroles rituelles, les faisait griller une minute et les distribuait à la compagnie affamée qui, pendant tout ce temps, avait gardé un profond silence. ⁶⁴ ”

Voilà la vie d'un des peuples les plus misérables de la terre. Les limites entre lesquelles la volonté et l'organisation consciente de l'économie peuvent s'exercer sont extrêmement étroites. Les hommes sont encore entièrement soumis à la tutelle de la nature extérieure et dépendent de sa bienveillance ou de sa malveillance. Mais à l'intérieur de ces étroites limites, l'organisation de l'ensemble s'affirme dans cette petite société d'environ 150 individus. La prévoyance pour l'avenir se manifeste d'abord sous la forme bien humble de la provision de lard rance. Mais la maigre provision est répartie entre tous selon un certain cérémonial et tous prennent également part, sous une direction planifiée, au travail de recherche de la nourriture.

Prenons un *oikos* grec, économie domestique antique, avec des esclaves, qui constituait effectivement un “ microcosme ”, un petit univers en soi. Ici règne déjà la plus grande inégalité sociale. La pénurie primitive a fait place à une confortable abondance, résultat des fruits du travail humain. Mais le travail manuel est devenu malédiction pour les uns; le loisir, un privilège réservé à d'autres; le travailleur lui-même est devenu la propriété de celui qui ne tra-

⁶⁴ Darwin : “ Voyage of an naturalist round the world ”.

vaille pas. Cependant, ces rapports de domination aboutissent eux aussi à la plus rigoureuse planification et organisation de l'économie, du processus de travail, de la répartition des biens. La volonté du maître sert de loi, le fouet du surveillant d'esclaves en est la sanction.

A la cour du seigneur féodal, au Moyen Âge, l'organisation despotique de l'économie a pris très tôt l'aspect d'un code détaillé établi à l'avance qui trace clairement et fermement le plan de travail, la division du travail, les obligations et les droits de chacun. Au seuil de cette période historique, il y a ce beau document que nous avons déjà cité, le *Capitulare de villis* de Charlemagne, tout rempli et ensoleillé de l'abondance des satisfactions matérielles, seul objectif de l'économie. A la fin de cette même période, il y a le sombre code des corvées et impôts, dicté par la cupidité déchaînée des seigneurs féodaux, qui aboutit au XV^e siècle à la guerre des paysans allemands, et qui transforma, quelques siècles plus tard, le paysan français en cet être misérable réduit à l'état de bête que seul le tocsin de la Grande Révolution secouera et appellera à lutter pour ses droits d'homme et de citoyen. Mais tant que la révolution n'eut pas balayé la cour féodale, ce fut, même dans cette misère, le rapport immédiat de domination qui détermina clairement et fermement l'ensemble de l'économie féodale comme un destin immuable.

Aujourd'hui, nous ne connaissons plus ni maîtres ni esclaves, ni barons féodaux ni serfs. La liberté et l'égalité devant la loi ont formellement éliminé tous les rapports despotiques, du moins dans les vieux États bourgeois; on sait que dans les colonies, ce sont bien souvent ces mêmes États qui ont les premiers introduit l'esclavage et le servage. Mais là où la bourgeoisie est chez elle, la seule loi qui préside aux rapports économiques est celle de la libre concurrence. De ce fait, tout plan, toute organisation ont disparu de l'économie. Certes, si nous examinons une entreprise privée isolée, une usine moderne ou un puissant complexe d'usines comme chez Krupp, une entreprise agricole d'Amérique du Nord, nous y trouvons l'organisation la plus rigoureuse, la division du travail la plus poussée, la planification la plus raffinée, basée sur les connaissances scientifiques. Tout y marche à merveille, sous la direction d'une volonté, d'une conscience. Mais à peine avons-nous franchi les portes de l'usine ou de la " farm " que nous nous retrouvons plongés dans le chaos. Tandis que les innombrables pièces détachées - et une entreprise privée actuelle, même la plus gigantesque, n'est qu'une infime parcelle de ces grands ensembles économiques qui s'étendent à toute la terre - tandis donc que les pièces détachées sont organisées rigoureusement, l'ensemble de ce qu'on appelle l'" économie politique ", c'est-à-dire l'économie capitaliste mondiale, est complètement inorganisé. Dans l'ensemble qui couvre les océans et les continents, ni plan, ni conscience, ni réglementation ne s'affirme; des forces aveugles, inconnues, indomptées, jouent avec le destin économique des hommes. Certes, aujourd'hui

aussi, un maître tout-puissant gouverne l'humanité qui travaille : c'est le capital. Mais sa forme de gouvernement n'est pas le despotisme, c'est l'anarchie.

C'est elle qui fait que l'économie sociale produit des résultats inattendus et énigmatiques pour les intéressés eux-mêmes, c'est elle qui fait que l'économie sociale est devenue pour nous un phénomène étranger, aliéné, indépendant de nous, dont il nous faut rechercher les lois tout comme nous étudions les phénomènes de la nature extérieure, et recherchons les lois qui régissent la vie du règne végétal et du règne animal, les changements dans l'écorce terrestre et les mouvements des corps célestes. La connaissance scientifique doit découvrir après coup le sens et la règle de l'économie sociale qu'aucun plan conscient ne lui a dictés à l'avance.

On voit maintenant pourquoi il est impossible aux économistes bourgeois de dégager clairement l'essence de leur science, de mettre le doigt sur la plaie de leur ordre social, d'en dénoncer la caducité. Reconnaître que l'anarchie est pour la domination du capital l'élément vital, c'est dans un même souffle prononcer son arrêt de mort, c'est dire que c'est un mort en sursis. On comprend maintenant pourquoi les avocats scientifiques officiels du capitalisme essaient de masquer la réalité par tous les artifices du verbe, de détourner le regard du cœur du problème vers son enveloppe extérieure, à savoir de l'économie mondiale vers l' " économie nationale ". Dès le premier pas fait au seuil de la connaissance en économie politique, dès la première question fondamentale sur ce qu'est à proprement parler l'économie politique et ce qu'est son problème fondamental, les voies de la connaissance bourgeoise et de la connaissance prolétarienne divergent aujourd'hui. Dès cette première question, aussi abstraite et indifférente aux luttes sociales du présent qu'elle paraisse à première vue, un lien particulier se noue entre l'économie politique comme science et le prolétariat moderne comme classe révolutionnaire.

VI.

Si nous nous plaçons à ce nouveau point de vue auquel nous venons de parvenir, un certain nombre de choses qui paraissent problématiques s'éclaircissent. Avant tout, l'âge de l'économie politique n'est plus un problème. Une science qui a pour tâche de découvrir les lois du mode anarchique de la production capitaliste, n'a pu évidemment naître avant ce mode de production lui-même, avant que les conditions historiques permettant la domination de classe de la bourgeoisie moderne ne soient progressivement réunies par un travail de déplacements politiques et économiques s'étalant sur des siècles.

Il est vrai que, pour le professeur *Bücher*, la naissance de l'ordre social actuel a été la chose la plus simple qui soit et n'a que fort peu à voir avec l'évolution économique antérieure. En effet, elle est simplement le fruit de l'émi-

nente volonté et de la sublime sagesse de monarques absolus. “ La formation de *l'économie politique* ”, nous dit Bücher - et nous savons déjà que pour un professeur bourgeois la notion d’“ économie politique ” n'est qu'une mystification recouvrant la production capitaliste - “ est essentiellement le fruit de la centralisation politique qui commence vers la fin du Moyen Âge avec la naissance de structures étatiques territoriales et trouve son couronnement dans le présent avec la création de l'État national unifié. L'unification économique va de pair avec la soumission des intérêts politiques particuliers aux buts plus élevés de la collectivité. En Allemagne, ce sont les princes territoriaux, plus puissants, qui cherchent à exprimer l'idée étatique moderne en combattant la noblesse campagnarde et les villes. ”

Dans le reste de l'Europe aussi, en Espagne, au Portugal, en Angleterre, en France, aux Pays-Bas, le pouvoir princier a accompli les mêmes exploits. “ Dans tous ces pays se déroule, quoique avec une intensité variable, la même lutte contre les pouvoirs particuliers du Moyen Âge, contre la grande noblesse, les villes, les provinces, les corporations religieuses et laïques. Il s'agit d'abord assurément d'anéantir les cercles autonomes qui freinent l'unification politique. Mais au plus profond du mouvement qui mène à la formation de l'absolutisme princier, sommeillait cependant ce principe historique universel que l'ampleur des nouvelles tâches civilisatrices de l'humanité exigeait une organisation unifiant les peuples entiers, une grande communauté vivante des intérêts, et cette communauté ne pouvait se développer que sur le terrain d'une économie commune. ”

Nous avons là le plus beau fleuron de cette servilité de pensée que nous avons déjà rencontrée chez les professeurs allemands d'économie politique. Selon le professeur *Schmoller*, la science de l'économie politique est née sur l'ordre de l'absolutisme éclairé. Selon le professeur *Bücher*, le mode de production capitaliste tout entier n'est que le fruit de la volonté souveraine et des plans ambitieux des princes absolus. Or, c'est faire vraiment trop d'honneur aux grands despotes espagnols et français comme aux petits despotes allemands que de les soupçonner de s'être soucié de quelque “ principe historique universel ” que ce soit et des “ tâches civilisatrices de l'humanité ” dans leurs querelles avec les seigneurs féodaux insolents, à la fin du Moyen Âge, ou dans les sanglantes expéditions contre les villes des Pays-Bas. C'est même mettre la réalité historique la tête en bas.

Certes, l'instauration de grands États bureaucratiques centralisés était une condition indispensable du mode de production capitaliste, mais elle n'était elle-même qu'une *conséquence* des nouveaux besoins économiques, de sorte qu'on est beaucoup plus près de la vérité en renversant la phrase de *Bücher* : la centralisation politique est “ essentiellement ” un fruit de la maturation de l’“ économie politique ”, c'est-à-dire de la production capitaliste.

Dans la mesure où l'absolutisme a eu sa part incontestable dans ce processus de maturation historique, il a joué ce rôle en instrument aveugle des tendances historiques, avec la même absence totale d'idées qui l'a fait s'opposer aussi à ces tendances dès que l'occasion s'en présentait. Ainsi, par exemple, quand les despotes médiévaux, par la grâce de Dieu, traitaient les villes, alliées à eux contre les seigneurs féodaux, en simples objets de pression qu'à la moindre occasion ils trahissaient de nouveau au profit des féodaux. Ainsi, quand ils considéraient le continent nouvellement découvert, avec toute son humanité et sa civilisation, comme le terrain exclusif du pillage le plus brutal, le plus surnois, le plus cruel, dans le seul " but plus élevé " de remplir les " trésors princiers " de lingots d'or dans les délais les plus rapides. Ainsi, quand, plus tard, ils s'opposèrent obstinément à glisser, entre le pouvoir de droit divin et les " fidèles sujets ", la feuille de papier appelée constitution parlementaire bourgeoise, qui est pourtant tout aussi indispensable au développement sans entrave de la domination capitaliste que l'unité politique et les grands États centralisés eux-mêmes.

En réalité, d'autres forces, de grandes mutations étaient à l'œuvre à la fin du Moyen Âge dans la vie économique des peuples européens, pour permettre que s'instaure le nouveau mode de production. La découverte de l'Amérique et des voies maritimes vers les Indes pour le sud de l'Afrique entraînèrent un essor insoupçonné et une transformation du commerce qui accélérèrent fortement la dissolution du féodalisme et du régime des corporations urbaines. Les conquêtes, les acquisitions de terre, le pillage des régions nouvellement découvertes, l'afflux soudain de métaux précieux en provenance du nouveau continent, le commerce en grand des épices avec les Indes, l'importante traite des Noirs qui fournissait des esclaves africains aux plantations américaines, tout cela créa en peu de temps en Europe de nouvelles richesses et de nouveaux besoins. Le petit atelier de l'artisan, membre d'une corporation, avec ses mille obligations, se révéla être une entrave à l'élargissement nécessaire de la production et à son progrès rapide. Les grands marchands trouvèrent une solution en regroupant les artisans dans de grandes manufactures en dehors de l'enceinte des villes, les faisant ainsi produire plus vite et mieux sous leurs ordres, sans se soucier des prescriptions étroites des corporations.

En *Angleterre*, le nouveau mode de production fut introduit par une révolution dans l'agriculture. L'essor de l'industrie lainière dans les *Flandres* provoqua une grande demande de laine et incita la noblesse féodale anglaise à transformer une grande partie des terres arables en pacages à moutons, chassant les paysans de leurs fermes et de leurs terres. Une masse de travailleurs ne possédant rien, de prolétaires, se trouva ainsi à la disposition de l'industrie capitaliste à ses débuts. La Réforme agit dans le même sens, en entraînant la confiscation des biens d'Église qui furent en partie donnés, en partie vendus à perte à la noblesse et aux spéculateurs et dont la population paysanne se vit égale-

ment en grande partie chassée. Les manufacturiers et les propriétaires terriens capitalistes trouvèrent ainsi une population pauvre, prolétarisée, qui fuyait les réglementations féodales et corporatives et qui, après le long martyre d'une vie errante, le dur travail dans les *workhouses*, les persécutions cruelles de la loi et des sbires de la police, voyait un port de salut dans l'esclavage salarial au service de la nouvelle classe d'exploiteurs. Vinrent ensuite, dans les manufactures, les grandes révolutions techniques qui permirent de plus en plus, à côté ou à la place de l'artisan qualifié, l'emploi sans cesse croissant du prolétaire salarié sans qualification.

Le déploiement de ces nouvelles conditions se heurtait de toutes parts aux barrières féodales et à une société en plein délabrement. L'économie naturelle, liée par essence au féodalisme, et la paupérisation des masses populaires soumises à l'exploitation sans limite du servage rétrécissaient le marché intérieur pour les marchandises sortant des manufactures, tandis que dans les villes les corporations continuaient à tenir dans leurs chaînes le facteur le plus important de la production, la force de travail. L'appareil d'État, avec son éparpillement politique infini, son manque de sécurité publique, son fatras d'absurdités douanières et commerciales freinait et perturbait à chaque pas le nouveau commerce et la nouvelle production.

Il fallait de toute évidence que la bourgeoisie montante d'Europe occidentale, porte-parole du libre commerce mondial et de l'industrie, se débarrassât d'une façon ou d'une autre de ces obstacles, à moins de renoncer complètement à sa mission historique. Avant de mettre le féodalisme en pièces pendant la Grande Révolution Française, elle s'attaqua à lui par la critique, et la nouvelle science de l'économie politique naquit ainsi pour devenir l'une des armes idéologiques les plus importantes de la bourgeoisie dans sa lutte contre l'État féodal du Moyen Âge et pour l'État capitaliste moderne. L'ordre économique naissant se présenta d'abord sous la forme d'une nouvelle richesse rapidement surgie qui se déversait sur la société de l'Europe occidentale et provenait de sources absolument différentes, en apparence inépuisables et infiniment plus abondantes que les méthodes patriarcales du féodalisme de pressurisation des paysans, méthodes qui, du reste, avaient épuisé toutes leurs ressources. L'origine la plus frappante de la nouvelle richesse, ce ne fut pas d'abord le nouveau mode de production lui-même, mais ce qui lui ouvrait la voie, le puissant essor du commerce. Aussi est-ce dans les riches républiques italiennes des bords de la Méditerranée, et en Espagne, foyers les plus importants du commerce mondial à la fin du Moyen Âge, que surgissent les premières questions concernant l'économie politique et les premières tentatives de réponse.

Qu'est-ce que la richesse ? D'où provient la richesse ou la pauvreté des États ? Tel était le nouveau problème après que les vieilles notions de la société féodale eussent perdu leur valeur traditionnelle dans le tourbillon des nouvelles relations. La richesse, c'est l'or avec lequel on peut tout acheter. Donc le com-

merce créée de la richesse. Et les États qui sont en mesure d'importer beaucoup d'or et de ne pas en laisser sortir du tout deviennent riches. Donc le commerce mondial, les conquêtes coloniales, les manufactures qui produisent des articles d'exportation doivent être encouragés par l'État, tandis que l'importation de produits étrangers qui fait sortir l'or doit être interdite. Telle fut la doctrine économique qui surgit en Italie dès la fin du XVI^e siècle et s'imposa largement en Angleterre, en France, au XVII^e siècle. Et aussi grossière que soit encore cette doctrine, elle constitue une rupture brutale avec la conception féodale de l'économie naturelle, elle en est la première critique audacieuse, elle constitue la première idéalisation du commerce, de la production marchande et - sous cette forme - du capital, c'est enfin le premier programme d'intervention politique de l'État qui satisfasse la jeune bourgeoisie montante.

Bientôt le capitaliste producteur de marchandises devient le centre nerveux de l'économie, à la place du commerçant, mais il le fait encore prudemment, sous le masque du serviteur besogneux dans l'antichambre des seigneurs féodaux. La richesse, ce n'est pas du tout l'or, qui n'est que l'intermédiaire dans le commerce des marchandises, proclament les rationalistes français du XVIII^e siècle. Quel aveuglement puéril que de voir dans le métal brillant le gage du bonheur des peuples et des États ! Le métal peut-il me rassasier quand j'ai faim, me protéger du froid quand je suis nu ? Le roi Darius, avec tous ses trésors, n'a-t-il pas souffert en campagne tous les tourments de la soif, et n'aurait-il pas donné tout son or pour une gorgée d'eau ? Non, la richesse, ce sont tous les présents de la nature qui satisfont les besoins de tous, rois ou esclaves. Plus la population satisfait largement ses besoins, et plus l'État est riche, parce qu'il peut lever d'autant plus d'impôts. Qui arrache à la nature le grain dont nous faisons le pain, la fibre dont nous tissons nos vêtements, le bois et le minerai avec lesquels nous fabriquons nos maisons et nos outils ? L'agriculture ! C'est elle, et non le commerce, la vraie source de la richesse ! Donc, la population agricole, les paysans, dont les bras créent la richesse de tous, doivent être sauvés de la misère insondable, protégés de l'exploitation féodale et atteindre au bien-être ! (Ce qui me donnera des débouchés pour mes marchandises, ajoutait tout bas le capitaliste manufacturier.) Donc les grands propriétaires terriens, les barons féodaux, dans les mains desquels aboutit toute la richesse agricole, doivent être les seuls à payer des impôts et à entretenir l'État ! (Et moi qui, soi-disant, ne crée aucune richesse, je n'ai pas besoin de payer d'impôt, murmurait à nouveau le capitaliste dans sa barbe.) Il suffit de libérer l'agriculture, le travail au sein de la nature, des entraves du féodalisme, et les sources de la richesse jailliront dans leur abondance naturelle pour le peuple et l'État, et le bonheur de tous les hommes s'instaurera de lui-même dans l'harmonie universelle.

Dans ces doctrines des rationalistes du XVIII^e siècle, on entendait déjà nettement le grondement tout proche de la prise de la Bastille, et la bourgeoisie

capitaliste se sentit bientôt assez forte pour jeter le masque de la soumission, se planter vigoureusement à l'avant-scène et exiger sans détour que l'État tout entier soit remodelé selon ses désirs. L'agriculture n'est pas du tout la seule source de richesse, explique Adam Smith en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle. Tout travail salarié, appliqué à la production de marchandises, que ce soit dans le domaine agricole ou dans l'industrie, crée de la richesse ! (Tout *travail*, disait Adam Smith, mais pour lui comme pour ses successeurs, déjà réduits au rôle de porte-parole de la bourgeoisie ascendante, l'homme qui travaille était par nature le salarié capitaliste !) Car, outre le salaire nécessaire à l'entretien du travailleur lui-même, tout travail salarié crée aussi la rente nécessaire à l'entretien du propriétaire terrien et le profit, qui est la richesse du possesseur de capital, du patron. La richesse est d'autant plus grande que sont grandes les masses de travailleurs mis au travail dans un atelier, sous le commandement du capital, et que la division du travail entre eux est plus précise et plus soigneuse. Voilà la véritable harmonie naturelle, la vraie richesse des nations : de tout travail provient, pour ceux qui travaillent, un salaire qui les maintient en vie et les contraint à continuer leur travail salarié; pour les propriétaires terriens, une rente permettant une vie insouciant; pour le chef d'entreprise, un profit qui lui donne l'envie de poursuivre l'entreprise. Ainsi *tout le monde* est pourvu sans recourir aux vieux moyens grossiers du féodalisme. C'est encourager la “ richesse des nations ” que d'encourager la richesse de l'entrepreneur capitaliste qui maintient le tout en mouvement et exploite le filon d'or de la richesse, le travail salarié. Que disparaissent les entraves et les obstacles du bon vieux temps, ainsi que les nouvelles méthodes paternalistes inventés par l'État pour faire le bonheur du peuple : libre concurrence, libre développement du capital privé, tout l'appareil fiscal et étatique au service de l'entreprise capitaliste - et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Tel était l'évangile économique de la bourgeoisie, débarrassé de ses voiles, et l'économie politique recevait définitivement le baptême, sous sa vraie figure. Certes, les propositions de réformes pratiques, les avertissements de la bourgeoisie à l'État féodal échouèrent aussi lamentablement qu'ont toujours échoué les essais historiques de verser du vin nouveau dans de vieilles outres. Le marteau de la révolution accomplit en 24 heures ce qu'un demi-siècle de rapiéçage réformateur n'avait pu faire. Ce fut la conquête du pouvoir politique qui donna à la bourgeoisie les conditions de sa domination. L'économie politique a été, avec les théories philosophiques, sociales et du droit naturel élaborées au siècle des Lumières, et au premier rang de ces théories, un moyen de prise de conscience de la classe bourgeoise et, comme telle, la condition préalable et l'aiguillon de l'action révolutionnaire. Jusque dans ses ramifications les plus ténues, l'œuvre bourgeoise de rénovation mondiale a été alimentée en Europe par les idées de l'économie nationale classique. En Angleterre, la bourgeoisie est allée chercher ses armes dans l'arsenal de *Smith-Ricardo*, dans sa lutte pour le libre-échange qui a inauguré sa domination sur le marché mondial.

Et même les réformes des *Stein, Hardenberg, Scharnhorst* en Prusse, qui cherchaient à rendre un peu plus moderne et plus viable le fatras féodal après les coups reçus à Iéna, se sont inspirées des doctrines des économistes classiques anglais, de sorte que le jeune économiste allemand *Marwitz* pouvait écrire en 1810 : Adam Smith est le plus puissant souverain en Europe, à côté de Napoléon.

Si nous comprenons maintenant pourquoi l'économie politique n'a vu le jour qu'il y a environ un siècle et demi, son destin ultérieur s'éclaire de ce même point de vue : l'économie politique étant une science des lois particulières du mode de production capitaliste, son existence et sa fonction dépendent de ce mode de production et perdent toute base dès qu'il cesse d'exister. En d'autres termes : le rôle de l'économie politique comme science sera terminé dès que l'économie anarchique du capitalisme fera place à un ordre économique planifié, organisé et dirigé consciemment par l'ensemble de la société laborieuse. La victoire de la classe ouvrière moderne et la réalisation du socialisme signifient la fin de l'économie politique comme science. C'est ici que se noue la relation particulière entre l'économie politique et la lutte de classe du prolétariat moderne.

Si l'économie politique a pour tâche et pour objet d'expliquer les lois de la formation, du développement et de l'expansion du mode de production capitaliste, elle doit, par une conséquence inéluctable, dévoiler les lois du déclin du capitalisme, car tout comme les formes économiques antérieures, elle n'est pas éternelle, mais représente seulement une phase historique passagère, un degré dans l'échelle infinie de l'évolution sociale. La théorie de la montée du capitalisme se transforme logiquement en théorie de la décadence du capitalisme, la science du mode de production du capital en fondement scientifique du socialisme, le moyen théorique de domination de la bourgeoisie en arme de la lutte de classe révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat.

Évidemment, ni les savants français ni les savants anglais, et encore moins les savants allemands des classes bourgeoises n'ont résolu cette seconde partie du problème général de l'économie politique. Un homme a tiré les dernières conséquences de la théorie du mode de production capitaliste, en se situant dès l'abord du point de vue du prolétariat révolutionnaire : *Karl Marx*. Pour la première fois, le socialisme et le mouvement ouvrier moderne se placèrent sur le terrain inébranlable de la connaissance scientifique.

En tant qu'idéal d'un ordre social reposant sur l'égalité et la fraternité entre les hommes, en tant qu'idéal d'une société communiste, le socialisme datait de milliers d'années. Chez les premiers apôtres du christianisme, chez diverses sectes religieuses du Moyen Âge, lors de la guerre des paysans, l'idée socialiste n'a cessé de jaillir comme expression la plus radicale de la révolte contre l'ordre existant. Mais justement comme idéal recommandable en tout

temps et en tout lieu historique, le socialisme n'était que le beau rêve de quelques exaltés, un songe doré et hors d'atteinte, comme l'arc-en-ciel dans les nuages.

A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, l'idée socialiste apparaît d'abord avec force et insistance, débarrassée des rêveries des sectes religieuses, comme le reflet des horreurs et des ravages provoqués dans la société par le capitalisme naissant. Même à ce moment, le socialisme n'est au fond qu'un rêve, l'invention de quelques têtes audacieuses. Si nous écoutons le premier précurseur des soulèvements révolutionnaires du prolétariat, *Gracchus Babeuf*, qui tenta, pendant la Grande Révolution Française, un coup de main pour l'introduction violente de l'égalité sociale, le seul fait sur lequel il fonde ses aspirations communistes, c'est l'injustice criante de l'ordre social existant. Il ne se lasse pas de la peindre sous les couleurs les plus sombres, dans des articles et des pamphlets passionnés et dans sa plaidoirie devant le tribunal qui l'a condamné à mort. Son évangile du socialisme est une répétition monotone d'accusations contre l'injustice régnante, contre les souffrances et les tourments, la misère et l'abaissement des travailleurs aux dépens desquels une poignée d'oisifs s'enrichit et règne. Il suffisait, selon *Babeuf*, que l'ordre social existant méritât sa perte pour qu'il pût être réellement renversé il y a cent ans, pourvu qu'il se trouvât un groupe d'hommes résolus qui s'emparât du pouvoir et instaurât le régime de l'égalité, comme les Jacobins avaient, en 1793, pris le pouvoir politique et instauré la république.

C'est sur de tout autres méthodes et bien qu'essentiellement sur les mêmes fondements que reposent les idées socialistes défendues avec beaucoup plus de génie et d'éclat dans les années trente du siècle dernier par trois grands penseurs, *Saint-Simon* et *Fourier* en France, *Owen* en Angleterre. Certes, aucun des trois n'envisageait plus la prise du pouvoir révolutionnaire pour réaliser le socialisme; au contraire, comme toute la génération qui a suivi la Grande Révolution, ils étaient détournés de tout bouleversement social et de toute politique, et partisans résolus de la propagande purement pacifique. Cependant, chez tous, la base de l'idée socialiste était la même : simple projet, invention d'une tête géniale qui en recommandait la réalisation à l'humanité tourmentée pour la sauver de l'enfer de l'ordre social bourgeois.

Malgré toute la vigueur de leurs critiques et la magie de leurs idéaux, ces théories socialistes sont restées pratiquement sans influence sur le mouvement et les luttes réels de l'histoire. Babeuf et sa petite troupe d'amis périrent dans la tourmente contre-révolutionnaire, comme un frère esquif, sans laisser d'abord d'autre trace qu'une brève ligne lumineuse dans les pages de l'histoire révolutionnaire. *Saint-Simon* et *Fourier* n'ont abouti qu'à regrouper des sectes de partisans enthousiastes et doués qui se sont ensuite dispersés ou ont pris d'autres directions, après avoir répandu les germes riches et féconds d'idées, de critiques et d'essais sociaux. C'est encore *Owen* qui a eu le plus d'influence sur

le prolétariat, mais cette influence se perd sans laisser de trace, après avoir enthousiasmé une petite élite d'ouvriers anglais dans les années 1830 et 40.

Une nouvelle génération de dirigeants socialistes est apparue dans les années 1840 : *Weitling* en Allemagne, *Proudhon*, *Louis Blanc*, *Blanqui* en France. La classe ouvrière avait déjà, de son côté, entrepris la lutte contre la domination du capital, les révoltes élémentaires des canuts lyonnais en France, du mouvement chartiste en Angleterre avaient donné le signal de la lutte de classe. Il n'y avait cependant aucun lien direct entre ces mouvements élémentaires des exploités et les diverses théories socialistes. Les prolétaires en révolution n'avaient aucun but socialiste en vue, les théoriciens socialistes ne cherchaient pas à faire appuyer leurs idées par une lutte politique de la classe ouvrière. Leur socialisme devait se réaliser grâce à certaines institutions astucieuses, telles la banque populaire de *Proudhon* pour un juste échange des marchandises ou les associations de producteurs de *Louis Blanc*. Le seul socialiste qui comptât sur la lutte politique comme moyen de réaliser la révolution sociale, c'était *Auguste Blanqui* : il était le seul véritable défenseur du prolétariat et de ses intérêts révolutionnaires de classe en cette période. Toutefois, son socialisme n'était au fond qu'un projet de république sociale réalisable à tout moment par la volonté résolue d'une minorité révolutionnaire.

L'année 1848 allait voir le point culminant et en même temps la crise de l'ancien socialisme dans toutes ses variantes. Le prolétariat parisien, influencé par la tradition des luttes révolutionnaires antérieures, remué par divers systèmes socialistes, était passionnément attaché à des idées confuses de justice sociale. Dès le renversement du roi-bourgeois Louis-Philippe, les ouvriers parisiens utilisèrent leur position de force pour exiger cette fois de la bourgeoisie effrayée la réalisation de la " république sociale " et d'une nouvelle " organisation du travail ". Pour appliquer ce programme, le prolétariat accorda au gouvernement provisoire le célèbre délai de trois mois pendant lesquels les ouvriers avaient faim et attendaient tandis que la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie s'armaient en secret et préparaient l'écrasement des ouvriers. Le délai prit fin avec les mémorables batailles de juin où l'idéal d'une " république sociale à tout moment réalisable " fut noyé dans le sang du prolétariat parisien. La révolution de 1848 n'amena pas le règne de l'égalité sociale, mais la domination politique de la bourgeoisie et un essor sans précédent de l'exploitation capitaliste sous le Second Empire.

Au moment même où le socialisme des anciennes écoles semblait pour toujours enterré sous les barricades de l'insurrection de juin, *Marx* et *Engels* fondaient l'idée socialiste sur une assise entièrement nouvelle. Ils ne cherchaient les points d'appui du socialisme ni dans la condamnation morale de l'ordre social existant, ni dans la découverte de projets aussi ingénieux et séduisants que possible pour introduire en contrebande l'égalité sociale dans le régime actuel. Ils se tournèrent vers l'étude des relations *économiques* dans la so-

ciété contemporaine. C'est là, dans les lois de l'anarchie capitaliste, que *Marx* découvrit le véritable levier des aspirations socialistes. Les classiques français et anglais de l'économie politique avaient découvert les lois selon lesquelles l'économie capitaliste vit et se développe; un demi-siècle plus tard, *Marx* reprit leur œuvre exactement là où ils l'avaient arrêtée. Il découvrit à son tour que les lois de l'ordre économique contemporain travaillaient à la propre perte de cet ordre économique en menaçant de plus en plus l'existence de la société par le développement de l'anarchie et par un enchaînement de catastrophes économiques et politiques. Ce sont, comme l'a démontré *Marx*, les tendances évolutives de la domination du capital qui, parvenues à un certain point de maturation, rendent nécessaire le passage à un mode d'économie consciemment planifiée et organisée par l'ensemble de la société laborieuse, pour que toute la société et toute la civilisation humaine ne sombrent pas dans les convulsions d'une anarchie déchaînée. Le capital lui-même précipite inexorablement l'heure de son destin, en rassemblant en masses toujours plus grandes ses futurs fossoyeurs : les prolétaires; en s'étendant à tous les pays de la terre, en instaurant une économie mondiale anarchique et en créant ainsi les bases d'un rassemblement du prolétariat de tous les pays en une puissance révolutionnaire mondiale qui balayera la domination de la classe capitaliste. Le socialisme cessait ainsi d'être un projet, un merveilleux phantasme, ou l'expérience, acquise à la force du poignet par quelques groupes d'ouvriers isolés dans différents pays. Le socialisme, programme commun d'action politique du prolétariat international, est une *nécessité historique*, parce qu'il est le fruit des tendances évolutives de l'économie capitaliste.

On comprend maintenant pourquoi *Marx* a situé sa propre doctrine économique en dehors de l'économie politique officielle et l'a appelée " une critique de l'économie politique ". Certes, les lois de l'anarchie capitaliste et de sa ruine, telles que *Marx* les a développées, ne sont que la continuation de l'économie politique telle que les savants bourgeois l'ont créée, mais elles sont une continuation dont les résultats finaux sont en complète contradiction avec les points de départ de ceux-là. La doctrine de *Marx* est fille de la théorie économique bourgeoise, mais sa naissance a tué la mère. Dans la théorie de *Marx*, l'économie politique a trouvé son achèvement et sa conclusion. La suite ne peut plus être - à part certains développements de détails de la théorie de *Marx* - que la transposition de cette théorie dans l'action, c'est-à-dire la lutte du prolétariat international pour réaliser l'ordre économique socialiste. La fin de l'économie politique comme science est une action historique de portée mondiale : la traduction dans la pratique d'une économie mondiale organisée selon un plan. Le dernier chapitre de la doctrine de l'économie politique, c'est la révolution sociale du prolétariat mondial.

Le lien spécifique propre à l'économie politique et à la classe ouvrière moderne est basé sur une réciprocité. Si, d'une part, l'économie politique, telle

que *Marx* l'a développée, est plus que toute autre science le fondement irremplaçable de l'éducation prolétarienne, le prolétariat conscient constitue d'autre part le seul auditeur réceptif et capable de comprendre la théorie économique. Ayant encore sous les yeux les décombres de la vieille société féodale en train de s'effondrer, les *Quesnay* et *Boisguillebert* en France, les *Adam Smith* et *Ricardo* en Angleterre scrutaient autrefois avec fierté et enthousiasme la jeune société bourgeoise et, forts de leur ferme confiance dans le règne millénaire de la bourgeoisie et dans son harmonie sociale " naturelle ", plongeaient sans peur leurs regards d'aigles dans les profondeurs des lois capitalistes.

Depuis lors, la lutte de classe prolétarienne, s'amplifiant toujours plus, et particulièrement pendant l'insurrection de juin 1848 du prolétariat parisien, a détruit la confiance de la société bourgeoise en son caractère divin. Depuis qu'elle a goûté à l'arbre de la connaissance des contradictions modernes entre les classes, elle a horreur de la nudité classique dans laquelle les créateurs de sa propre économie politique avaient autrefois fait apparaître l'univers. N'est-il pas clair aujourd'hui que les porte-parole du prolétariat moderne ont fabriqué leurs armes mortelles à partir de ces découvertes scientifiques ?

De là vient que, depuis des décennies, l'économie politique, non seulement socialiste mais même bourgeoise (dans la mesure où celle-ci était autrefois une vraie science) ne rencontre chez les classes possédantes que des oreilles de sourds. Incapables de comprendre les doctrines de leurs grands ancêtres et encore moins d'accepter la doctrine de *Marx* qui en est sortie et sonne le glas de la société bourgeoise, nos doctes bourgeois exposent, sous le nom d'économie politique, une bouillie informe faite des résidus de toutes sortes d'idées scientifiques et de confusions intéressées, et de ce fait, ne cherchent nullement à étudier les buts réels du capitalisme, mais visent au contraire à masquer ces buts, pour défendre le capitalisme comme étant le meilleur, le seul, l'éternel ordre social possible.

Oubliée et trahie par la société bourgeoise, l'économie politique scientifique ne cherche plus ses auditeurs que parmi les prolétaires conscients, pour trouver en eux non seulement une compréhension théorique, mais un accomplissement pratique. Le mot célèbre de *Lassalle* s'applique en premier lieu à l'économie politique :

" Quand la science et les travailleurs, ces deux pôles opposés de la société, s'étreindront, ils étoufferont dans leurs bras tous les obstacles à la civilisation. "

*La société communiste primitive*⁶⁵

I.

Notre connaissance des formes économiques les plus anciennes et les plus primitives est de très fraîche date. Marx et Engels écrivaient encore en 1847, dans le premier texte classique du socialisme scientifique, le *Manifeste Communiste* - “ L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes. ” Or, au moment même où les créateurs du socialisme scientifique énonçaient ce principe, il commençait à être ébranlé de toutes parts par de nouvelles découvertes. Presque chaque année apportait, sur l'état économique des plus anciennes sociétés humaines, des aperçus jusque-là inconnus; ce qui amenait à conclure qu'il avait dû y avoir dans le passé des périodes extrêmement longues où il n'y avait pas encore de luttes de classe, parce qu'il n'y avait ni distinction de classes sociales, ni distinction entre riche et pauvre, ni propriété privée.

Dans les années 1851-1853, parut à Erlangen le premier des ouvrages de Georg Ludwig von Maurer, *L'Introduction à l'histoire de la constitution du marché, de la ferme, du village et de la ville et des pouvoirs publics*. Ces ouvrages ont fait date en projetant une nouvelle lumière sur le passé germanique et sur la structure sociale et économique du Moyen Âge. Depuis quelques décennies déjà, on avait trouvé en certains endroits, tantôt en Allemagne, tantôt dans les pays nordiques, tantôt en Islande, de curieux vestiges d'installations rurales, donnant à penser qu'autrefois avait existé dans ces endroits une propriété commune du sol, un communisme agraire. On ne sut d'abord pas comment interpréter ces vestiges. D'après une opinion généralement répandue, surtout depuis *Möser* et *Kindlinger*, la culture du sol en Europe avait dû se faire à partir de fermes isolées, chaque ferme étant entourée d'un territoire qui était la propriété privée du possesseur de la ferme. Ce n'est que vers la fin du Moyen Âge que les habitations jusque-là dispersées s'étaient regroupées, croyait-on, par mesure de sécurité, dans des villages; les territoires distincts des fermes s'étaient fondus dans le territoire du village. A y regarder de plus près, cette conception était assez invraisemblable, car il fallait supposer que les habitations parfois très éloignées les unes des autres avaient été démolies pour être reconstruites ailleurs et que les uns et les autres avaient renoncé librement à la disposition avantageuse de leurs champs autour de leur ferme, à une totale liberté dans la gestion de leurs terres, pour se retrouver avec des champs en bandes étroites et éparpillées et une gestion entièrement dépendante des autres

⁶⁵ Dans le manuscrit, ce chapitre porte le chiffre 3.

villageois. Aussi invraisemblable que fût cette théorie, elle prédomina jusque vers le milieu du siècle passé.

Von Maurer, pour la première fois, rassembla toutes les découvertes isolées en une grande et audacieuse théorie et démontra en s'appuyant sur une énorme documentation et des recherches très approfondies sur d'anciens documents et des textes juridiques, que la propriété commune du sol n'était pas née à la fin du Moyen Âge, mais était la forme primitive typique et générale des colonies germaniques en Europe depuis leur origine. Il y a donc deux mille ans, et même davantage, que dans ces temps reculés des peuples germaniques dont l'histoire écrite ne sait rien encore, régnait chez les Germains un état de choses foncièrement différent de la situation actuelle. Pas d'État avec des lois écrites et contraignantes, pas de division entre riches et pauvres, entre maîtres et travailleurs. Les Germains formèrent des *tribus* et des *familles* libres qui se déplacèrent longtemps en Europe avant de se fixer d'abord temporairement, puis définitivement. La culture de la terre en Europe a commencé en Allemagne, comme von *Maurer* l'a démontré, non pas à partir d'individus, mais de tribus et de familles entières, comme elle est partie en Islande de groupements humains assez importants, appelés *frändalid* et *skulldalid*.

Les plus anciens renseignements que nous ayons sur les Germains nous viennent des Romains; et l'examen des institutions transmises par la tradition confirme l'exactitude de cette conception. Ce furent des tribus de bergers nomades qui peuplèrent d'abord l'Allemagne. Comme pour les autres nomades, l'élevage - et donc la possession de vastes pâturages - était l'essentiel. Cependant, pas plus que les autres peuples migrants des temps anciens ou modernes, ils ne pouvaient longtemps subsister sans cultiver le sol. Et c'est précisément dans cet état d'économie nomade conjuguée avec la culture du sol, celle-ci étant cependant secondaire par rapport à l'essentiel, c'est-à-dire l'élevage, que vivaient à l'époque de Jules César, il y a environ 2 000 ans, les peuplades germaniques dont il mentionna l'existence, les Suèves ou Souabes. On a constaté une situation, des mœurs et des institutions semblable chez les Francs, les Alamans, les Vandales et autres tribus germaniques. Toutes les peuplades germaniques s'installèrent, pour peu de temps au début, en tribus et familles faisant corps; elles cultivaient le sol, puis repartaient, dès que des tribus plus puissantes les refoulaient ou que les pâturages n'étaient plus suffisants.

Ce n'est que lorsque les tribus nomades se stabilisèrent et que les unes ne refoulèrent plus les autres, qu'elles se fixèrent pour plus longtemps et devinrent peu à peu sédentaires. Que la colonisation se soit produite plus ou moins tôt, sur un sol libre ou sur d'anciennes possessions romaines ou slaves, elle se fit toujours par tribus et familles entières. Chaque tribu et, dans chaque tribu, chaque famille, prenait possession d'un certain territoire qui appartenait alors en commun à tous les intéressés. Les anciens Germains ne connaissaient pas de propriété individuelle du sol. L'individu recevait par tirage au sort une parcelle

de champ pour une durée limitée et dans le respect d'une égalité rigoureuse. Toutes les affaires économiques, juridiques et générales, d'une telle communauté, qui constituait le plus souvent une centurie d'hommes en état de porter les armes, se réglaient au cours de l'assemblée de ses membres où étaient élus le chef et les autres employés publics.

Ce n'est que dans les montagnes, les forêts ou les régions côtières basses où le manque d'espace ou de terre cultivable rendait impossible l'installation d'une colonie importante, par exemple dans l'Odenwald, en Westphalie, dans les Alpes, que les Germains s'installaient par fermes individuelles, en formant quand même entre eux une communauté où, sinon les champs, du moins les prés, la forêt et les pâturages, constituaient la propriété commune du village et où toutes les affaires publiques étaient réglées par la communauté.

La tribu, regroupant plusieurs communautés, une centaine en général, n'intervenait pratiquement que comme instance juridique et militaire suprême. Cette organisation communautaire constituait, comme *von Maurer* l'a démontré dans les douze volumes de son grand ouvrage, le fondement et en même temps la plus petite cellule du tissu social depuis les débuts du Moyen Âge jusqu'assez avant dans l'époque moderne, de sorte que les fermes, les villages et les villes féodales se sont formés par modifications diverses à partir de ces communautés, dont on trouve de nos jours encore des vestiges dans certaines régions d'Europe centrale et nordique.

Lorsque ces premières découvertes de la propriété commune primitive du sol en Allemagne et dans les pays nordiques furent connues, germa la théorie que l'on était sur la trace d'une institution spécifiquement germanique et que seules les particularités de caractère du peuple germanique pouvaient l'expliquer. Bien que *Maurer* lui-même n'eût absolument pas cette conception nationale du communisme agraire des Germains et qu'il eût mentionné des exemples similaires chez d'autres peuples, cela resta pour l'essentiel un principe admis en Allemagne que l'ancienne communauté rurale était une particularité des relations publiques et juridiques germaniques, une manifestation de l'“ esprit german ”.

Cependant, presque au même moment où paraissait le premier ouvrage de *Maurer* sur le communisme villageois primitif des Germains, de nouvelles découvertes, sur une tout autre partie du continent européen, furent connues. De 1847 à 1852, le baron westphalien *von Haxthausen*, qui avait visité la Russie au début des années 1840 à la demande du tsar Nicolas I^{er}, publia à Berlin ses *Études sur la situation intérieure, la vie populaire et en particulier les institutions rurales en Russie*. Le monde étonné y apprit qu'à l'est de l'Europe des institutions analogues existaient encore de nos jours. Le communisme villageois primitif, dont il fallait péniblement dégager les vestiges recouverts par les siècles et les millénaires suivants en Allemagne, vivait soudain en chair et en

os dans un gigantesque empire voisin, à l'est. Dans l'ouvrage cité, comme dans un ouvrage ultérieur sur la *Constitution rurale en Russie*, paru à Leipzig en 1866, *von Haxthausen* démontre que les paysans russes ne connaissent pas la propriété privée des champs, des prés et des forêts, que le village tout entier en est considéré comme propriétaire, que les familles paysannes ne reçoivent que des parcelles de champs pour un usage temporaire et que, tout comme chez les anciens Germains, cela se fait par tirage au sort. A l'époque où *Haxthausen* visita et étudia la Russie, le servage y régnait à plein; il était d'autant plus frappant à première vue que sous la chappe de plomb d'un dur servage et d'un mécanisme d'État despotique, le village russe présentât un petit monde fermé sur lui-même, vivant selon le communisme agraire et réglant communautairement toutes les affaires publiques dans l'assemblée du village, le *Mir*. L'auteur allemand de cette découverte l'expliquait comme le produit de la communauté familiale primitive slave, telle qu'on la trouve encore chez les Slaves du Sud et dans les pays balkaniques et telle qu'elle s'affirme avec force dans les documents juridiques du XIIe siècle et plus tard.

La découverte de *Haxthausen* fut accueillie avec jubilation par tout un courant intellectuel et politique en Russie, les *slavophiles*. Ce courant, orienté vers la glorification du monde slave et de ses particularités, de sa " force intacte " par opposition à l'" Occident pourri ", par sa culture germanique, trouva dans les institutions de la communauté paysanne russe son plus solide appui pendant les deux à trois décennies suivantes. Selon la variété, réactionnaire ou révolutionnaire, de slavophiles, la commune rurale fut vantée soit comme l'une des trois institutions fondamentales authentiquement slaves du monde russe : la foi orthodoxe grecque, l'absolutisme tsariste et le communisme villageois patriarcal; soit au contraire comme le point d'appui approprié pour la révolution socialiste, imminente en Russie, qui permettrait d'éviter le capitalisme et d'entrer ainsi directement, bien avant l'Europe occidentale, dans la Terre Promise du socialisme. Les deux pôles opposés de la slavophilie étaient cependant entièrement d'accord dans leur conception de la communauté agraire russe comme phénomène spécifiquement slave, qui ne s'expliquait que par le caractère propre au peuple slave.

Entre-temps, un autre facteur intervint dans l'histoire des nations européennes : elles entrèrent en contact avec d'autres parties du monde, ce qui leur fit prendre conscience de façon très tangible des institutions publiques et des formes de civilisation primitive chez d'autres peuples, qui n'étaient ni germaniques ni slaves. Il ne s'agissait plus cette fois d'études scientifiques et de découvertes savantes, mais des intérêts les plus matériels des États capitalistes d'Europe et de leur politique coloniale.

Au XIX^e siècle, à l'époque du capitalisme, la politique coloniale européenne s'était engagée dans de nouvelles voies. Il ne s'agissait plus, comme au XVI^e siècle, lors du premier assaut donné au nouveau monde, de piller le plus

rapidement possible les trésors et les richesses naturelles en métaux nobles, en épices, en bijoux précieux et en esclaves, dans les pays tropicaux nouvellement découverts, ce en quoi les Espagnols et les Portugais se sont particulièrement distingués. Il ne s'agissait plus seulement de puissantes affaires commerciales transportant, des pays d'outremer vers les entrepôts européens, diverses matières premières et imposant aux indigènes de ces pays tout une pacotille sans valeur, ce en quoi les Hollandais ont ouvert la voie au XVII^e siècle et ont servi de modèle aux Anglais.

A ces méthodes plus anciennes de colonisation qui sont encore florissantes à l'occasion jusque de nos jours et n'ont jamais cessé d'être pratiquées, il s'agissait maintenant d'ajouter une nouvelle méthode plus persistante et plus systématique d'exploitation des populations coloniales pour l'enrichissement de la " métropole ". Deux facteurs devaient y pourvoir : d'une part l'appropriation effective du sol, source matérielle la plus importante de la richesse de chaque pays; d'autre part, l'imposition permanente de la population. Dans ce double effort, les puissances coloniales européennes se heurtèrent à un obstacle remarquable autant que solide : les rapports de propriété particuliers des autochtones opposaient au pillage par les Européens la résistance la plus tenace. Pour arracher le sol à ses propriétaires, il fallait d'abord établir qui en était propriétaire. Pour faire rentrer des impôts - et non seulement les établir - il fallait pouvoir saisir les imposés récalcitrants. Or c'est ici que les Européens se heurtèrent, dans leurs colonies, à des rapports qui leur étaient complètement étrangers et renversaient toutes leurs notions sur le caractère sacré de la propriété privée. Les Anglais en Asie du Sud et les Français en Afrique du Nord firent la même expérience.

Commencée dès le début du XVIII^e siècle, la conquête des Indes par les Anglais ne se termina qu'au XIX^e siècle, après la prise de possession progressive de toute la côte et du Bengale, avec la soumission de l'importante région du Pendjab dans le Nord. Mais ce n'est qu'après la soumission politique que commença l'entreprise difficile d'exploitation systématique des Indes. A chaque pas, les Anglais allèrent de surprise en surprise : ils trouvèrent les communautés paysannes les plus variées, grandes et petites, installées là depuis des millénaires, cultivant le riz et vivant dans le calme et l'ordre, mais nulle part - ô horreur ! - n'existait dans ces villages de propriétaire privé du sol. Même si l'on en venait aux voies de fait, personne ne pouvait déclarer sienne la parcelle de terre qu'il cultivait, il ne pouvait ni la vendre, ni l'affermir, ni l'hypothéquer pour payer un arriéré d'impôts. Tous les membres de ces communes qui englobaient parfois de grandes familles entières et parfois quelques petites familles issues de la grande, étaient obstinément et fidèlement attachés les uns aux autres et les liens du sang étaient tout pour eux. En revanche, la propriété individuelle ne leur était rien. A leur grand étonnement, les Anglais découvrirent sur les bords du Gange et de l'Indus des modèles de communisme agraire

tels que les mœurs communistes des vieilles communautés germaniques ou des communes villageoises slaves font en comparaison presque l'effet d'une chute dans la propriété privée.

On lit dans un rapport de l'administration anglaise des impôts aux Indes, datant de 1845 :

“ Nous ne voyons aucune parcelle permanente. Chacun ne possède la parcelle cultivée qu'aussi longtemps que durent les travaux des champs. Si une parcelle est laissée sans être cultivée, elle retombe dans la terre commune et peut être prise par n'importe qui, à condition qu'elle soit cultivée. ”

Vers la même époque, un rapport gouvernemental sur l'administration du Pendjab pour 1849-1851 relate :

“ Il est extrêmement intéressant d'observer dans cette société la force des liens du sang et de la conscience de descendre d'un ancêtre commun. L'opinion publique est si fortement attachée au maintien de ce système qu'il n'est pas rare de voir des personnes, dont les ascendants depuis une ou même deux générations n'ont plus participé du tout à la propriété commune, y avoir accès. ”

“ Cette forme de propriété du sol ”, écrivait le conseiller d'État anglais dans son rapport sur la commune indienne, “ ne permet pas à un membre du clan de justifier de la propriété de telle ou telle partie du sol commun, ni même de ce qu'elle lui appartient temporairement. Les produits de l'exploitation commune vont dans une caisse commune qui couvre les besoins de tous. ” Nous n'avons même pas ici de répartition des champs, ne fût-ce que pour une saison; les paysans de la commune possèdent et cultivent leur champ en commun et sans partage, ils en portent la récolte au grenier commun du village (qui devait naturellement faire figure de “ caisse ” au regard capitaliste des Anglais) et couvrent fraternellement leurs modestes besoins du fruit de leur travail commun. Dans le nord-ouest du Pendjab, à la frontière de l'Afghanistan, on trouva d'autres mœurs extrêmement remarquables qui défiaient toute notion de propriété privée. Là, on partageait bien les champs et on les échangeait périodiquement, mais - ô merveille - l'échange des lots avait lieu, non entre familles paysannes, prises une par une, mais entre villages entiers qui échangeaient leurs champs tous les cinq ans et se déplaçaient alors tous ensemble. “ Je ne peux taire ”, écrivait des Indes, en 1852, le commissaire aux impôts James à ses supérieurs dans l'administration gouvernementale, “ une coutume extrêmement singulière qui s'est conservée jusqu'à maintenant dans certaines régions : je veux parler de l'échange périodique des terres entre les villages et leurs subdivisions. Dans certains districts, on n'échange que les champs, dans d'autres les habitations elles-mêmes. ”

On se trouvait une fois de plus devant une particularité d'une certaine famille de peuples, cette fois devant une particularité " indienne ". Les institutions communistes de la commune villageoise indienne dénotaient cependant, tant par leur situation géographique que par la puissance des liens du sang et des relations de parenté, un caractère traditionnel original et très ancien. Le fait que les formes les plus anciennes de communisme s'étaient conservées dans les régions les plus anciennement habitées par les Indiens, au nord-ouest, indiquait clairement que la propriété commune, de même que la force des liens de parenté, remontaient à des millénaires, aux premières colonies d'immigrants indiens dans leur nouvelle patrie, l'Inde actuelle. Le professeur de droit comparé à Oxford, ancien membre du gouvernement des Indes, *Sir Henry Maine*, prit dès 1871 les communes agraires indiennes comme thème de ses cours et les mit en parallèle avec les communautés primitives dont l'existence avait été établie par *Maurer* pour l'Allemagne et par *Nasse* pour l'Angleterre, comme institutions primitives de même caractère que les communes agraires germaniques.

L'ancienneté historique, digne de considérations, de ces institutions communistes devait être sensible aux Anglais, étonnés d'autre part par la résistance tenace que ces institutions opposèrent à l'ingéniosité fiscale et administrative des Anglais. Il leur fallut une lutte de plusieurs décennies, de nombreux coups de force, des malhonnêtetés, des interventions sans scrupules contre d'anciens droits et contre les notions de droit en vigueur chez ce peuple, pour réussir à provoquer une confusion irrémédiable dans toutes les relations de propriété, une insécurité générale et la ruine des paysans. Les anciens liens furent brisés, l'isolement paisible du communisme à l'écart du monde fut rompu et remplacé par les querelles, la discorde, l'inégalité et l'exploitation. Il en résulta d'une part d'énormes latifundia, d'autre part des millions de fermiers sans moyens. La propriété privée fit son entrée aux Indes et avec elle, le typhus, la faim, le scorbut, devenus les hôtes permanents des plaines du Gange.

Si, après les découvertes des colonisateurs anglais aux Indes, l'ancien communisme agraire, déjà rencontré dans trois branches de la grande famille des peuples indo-germaniques - les Germains, les Slaves et les Indiens - pouvait encore passer pour une particularité des peuples indo-germaniques, aussi incertain que soit ce concept ethnographique, les découvertes simultanées des Français en Afrique dépassaient déjà ce cercle. Il s'agissait en effet ici de découvertes qui constataient l'existence, chez les Arabes et les Berbères d'Afrique du Nord, d'institutions exactement semblables à celles qui existaient au cœur de l'Europe et sur le continent asiatique. Chez les nomades arabes éleveurs de bétail, le sol était la propriété des familles. Cette propriété familiale, écrivait le Français *Darreste* en 1852, se transmet de génération en génération; aucun Arabe ne peut montrer un lopin de terre et dire : c'est à moi.

Chez les Kabyles, entièrement arabisés, les groupements familiaux s'étaient déjà décomposés en ramifications distinctes, mais la puissance des

familles restait grande : elles étaient solidairement responsables pour les impôts, achetaient ensemble le bétail destiné à être réparti entre les ramifications de la famille comme nourriture; dans tout litige concernant la propriété du sol, le conseil de famille était l'arbitre suprême; pour s'installer au milieu des Kabyles, il fallait l'autorisation des familles; le conseil des familles disposait même des terres non cultivées. Mais la règle était la propriété indivise de la famille qui n'englobait pas, au sens européen actuel, un seul ménage mais était une famille patriarcale typique, telle qu'elle est décrite dans la Bible pour les anciens Israélites, un grand cercle de parents, composé du père, de la mère, des fils, de leurs femmes, des enfants, des petits-enfants, des oncles, tantes, neveux et cousins. Dans ce cercle, dit en 1870 un autre Français, *Letourne*, la propriété indivise est à la disposition du plus ancien membre de la famille qui est élu dans ces fonctions par la famille et doit consulter le conseil de famille dans tous les cas importants, en particulier pour la vente et l'achat de terrain. Telle était la situation de la population en Algérie lorsque les Français en firent leur colonie. Il en alla pour la France en Afrique du Nord comme pour l'Angleterre aux Indes. Partout, la puissance coloniale européenne se heurta à la résistance tenace des anciens liens sociaux et des institutions communales qui protégeaient l'individu des entreprises de l'exploitation capitaliste européenne et de la politique de la finance européenne.

Ces nouvelles expériences éclairèrent d'un jour tout nouveau les souvenirs à moitié oubliés des premiers temps de la politique coloniale européenne et de ses razzias dans le nouveau monde. Dans les chroniques jaunies des archives de l'État et des couvents espagnols, on conservait depuis des siècles le récit étrange d'une Amérique du Sud merveilleuse où, dès l'époque des grandes découvertes, les conquistadors espagnols avaient rencontré les institutions les plus curieuses. La nouvelle de l'existence de cette Amérique du Sud merveilleuse se répandit déjà confusément au XVII^e et au XVIII^e siècles dans la littérature européenne, la nouvelle de l'existence d'un *Empire Inca*, trouvé par les Espagnols dans l'actuel Pérou, et où le peuple vivait dans une totale communauté de biens, sous le gouvernement théocratique et paternel de despotes bienveillants. Les thèmes fantastiques d'un royaume communiste légendaire au Pérou se sont maintenus avec tant de persistance qu'en 1875 encore, un écrivain allemand pouvait parler de l'Empire Inca comme d'une monarchie sociale à base théocratique “ presque unique dans l'histoire de l'humanité ”, dans laquelle était réalisé pratiquement “ la plus grande partie de ce à quoi les sociaux-démocrates aspirent idéalement dans le présent, mais qu'ils n'ont jamais atteint ”.⁶⁶ Entre-temps, des informations plus exactes sur ce curieux pays et ses mœurs étaient parvenues à la connaissance du public.

⁶⁶ Cité par Cunow, p. 6.

En 1840, un important rapport original de *Alonso Zurita*, ancien auditeur du Conseil royal de Mexico, sur l'administration et les relations agraires dans les anciennes colonies espagnoles du nouveau monde, avait paru en traduction française. Et vers le milieu du XIX^e siècle, le gouvernement espagnol fit sortir des archives les anciens documents sur la conquête et l'administration des possessions espagnoles en Amérique. Cela apportait une nouvelle et importante contribution aux documents sur la situation sociale des vieilles civilisations précapitalistes dans les pays d'outre-mer.

Déjà, sur la base des rapports de *Zurita*, le savant russe *Maxime Kovalevsky* en vint, dans les années 1870, à la conclusion que le légendaire empire Inca du Pérou avait tout simplement été un pays où régnait ce communisme agraire primitif que *Maurer* avait déjà fait ressortir chez les anciens Germains, et que ce communisme était prédominant non seulement au Pérou, mais aussi au Mexique et dans tout le continent nouvellement conquis par les Espagnols. Des publications ultérieures permirent une étude approfondie des anciennes relations agraires au Pérou et en dégagèrent un nouveau tableau du communisme rural primitif, dans un nouveau continent, chez une tout autre race, à un tout autre niveau de civilisation et à une tout autre époque que lors des découvertes précédentes.

On avait là une très ancienne constitution communiste agraire - prédominant chez les tribus péruviennes depuis des temps immémorables - qui était encore pleine de vie et de force au XVI^e siècle, lors de l'invasion espagnole. Une association fondée sur les liens de parenté, la famille, était le seul propriétaire du sol dans chaque village ou groupe de villages, les champs étaient répartis en lots et tirés au sort annuellement par les membres du village; les affaires publiques étaient réglées par l'assemblée du village qui élisait le chef du village. On trouva même dans ce lointain pays sud-américain, chez les Indiens, des traces vivantes d'un communisme plus poussé encore qu'en Europe : d'énormes maisons collectives où des familles entières vivaient en commun, avec des tombes communes. On parle d'une de ces habitations collectives où logeaient plus de 4000 hommes et femmes. La résidence principale des empereurs Inca, la ville de Cuzco, se composait en particulier de plusieurs de ces habitations collectives qui portaient chacune le nom de la famille.

Vers le milieu du XIX^e siècle, une abondante documentation fut ainsi mise à jour, ébranlant sérieusement la vieille notion du caractère éternel de la propriété privée et de son existence depuis le commencement du monde, pour bientôt la détruire complètement. Après avoir vu, dans le communisme agraire, une particularité des peuples germaniques, puis des peuples slaves, indiens, arabes, kabyles, mexicains, puis de l'État merveilleux des Incas du Pérou et de beaucoup d'autres types de peuples " spécifiques ", on en arriva par force à la conclusion que ce communisme villageois n'était pas une " particularité ethnique " d'une race ou d'un continent, mais la forme générale de la société hu-

maine à une certaine étape du développement de la civilisation. La science bourgeoise officielle, l'économie politique en particulier, commença par opposer une résistance farouche à ce principe. L'école anglaise de *Smith-Ricardo*, prédominante dans toute l'Europe pendant la première moitié du XIX^e siècle, repoussait carrément la possibilité d'une propriété commune du sol. Les plus grandes lumières de la science économique à l'époque du " rationalisme " bourgeois se comportèrent exactement comme les premiers conquérants espagnols, portugais, français et hollandais qui, par leur ignorance grossière, étaient totalement incapables, dans l'Amérique nouvellement découverte, de comprendre les relations agraires des autochtones et, en l'absence de propriétaires privés, déclaraient simplement tout le pays " propriété de l'Empereur ", terrain fiscal. Au XVII^e siècle, le missionnaire français *Dubois* écrivait par exemple à propos des Indes : " Les Indiens ne connaissent pas la propriété du sol. Les champs cultivés par eux sont la propriété du gouvernement mongol. " Et un docteur en médecine de la faculté de Montpellier, François Bernier, qui voyagea en Asie dans les pays du Grand Mogol et publia en 1699, à Amsterdam, une description très connue de ces pays, s'écriait, indigné : " Ces trois États, la Turquie, la Perse et l'Inde, ont anéanti la notion même du tien et du mien appliquée à la possession du sol, notion qui est le fondement de tout ce qu'il y a de bon et de beau au monde. "

C'est de la même ignorance et incompréhension grossière pour tout ce qui ne ressemblait pas à la civilisation capitaliste que faisait preuve au XIX^e siècle le savant James Mill, père du célèbre John Stuart Mill, lorsqu'il écrivait dans son histoire des Indes britanniques : " Sur la base de tous les faits observés par nous, nous ne pouvons que parvenir à la conclusion que la propriété du sol aux Indes revient au souverain; car si nous n'admettions pas que c'est lui le propriétaire du sol, il nous serait impossible de dire qui en est le propriétaire. " Que le sol pût tout simplement appartenir aux communautés paysannes qui le cultivaient depuis des millénaires, qu'il pût exister un pays, une grande société civilisée, où le sol n'était pas un moyen d'exploiter le travail d'autrui, mais seulement la base de l'existence des gens qui y travaillaient eux-mêmes, c'est ce qui ne pouvait absolument entrer dans le cerveau d'un grand savant de la bourgeoisie anglaise. Cette limitation, presque touchante, de l'horizon intellectuel aux bornes de l'économie capitaliste, prouvait seulement que la science officielle du siècle des lumières bourgeois avait une vision et une compréhension historiques infiniment plus restreintes que, près de 2000 ans auparavant, celles des Romains dont les généraux comme César, les historiens comme Tacite, nous ont transmis des vues et des descriptions extrêmement précieuses des relations économiques et sociales chez leurs voisins germaniques, pourtant complètement différentes des leurs.

Autrefois comme aujourd'hui, l'économie politique bourgeoise a été, de toutes les sciences, celle qui, en tant que rempart de la forme dominante

d'exploitation, a montré le moins de compréhension pour les autres formes de civilisation et d'économie, et il était réservé à d'autres branches de la science, un peu plus éloignées des oppositions directes d'intérêts et du champ de bataille entre capital et travail, de reconnaître dans les institutions communistes des temps anciens la forme généralement prédominante du développement de l'économie et de la civilisation à une certaine étape. Ce furent des juristes comme *von Maurer*, comme *Kovalevsky* et comme l'Anglais *Henry Maine*, professeur de droit et conseiller d'État aux Indes, qui les premiers firent reconnaître dans le communisme agraire une forme primitive internationale et valable pour tous les continents et toutes les races. C'est à un sociologue de formation juridique, l'Américain *Morgan*, que devait revenir l'honneur de découvrir que c'était là la base nécessaire, dans la structure sociale de la société primitive, à cette forme économique du développement. Le rôle important des liens de parenté dans les communes villageoises communistes primitives avait frappé les chercheurs, tant aux Indes qu'en Algérie et chez les Slaves. Pour les Germains, les recherches de von Maurer avaient établi que la colonisation de l'Europe était réalisée par les groupes Parentaux, la famille. L'histoire des peuples de l'antiquité, celle des Grecs et des Romains, montraient à chaque instant que la famille avait toujours joué chez eux le plus grand rôle, comme groupe social, comme unité économique, comme institution juridique, comme cercle fermé de pratique religieuse. Enfin, tous les renseignements apportés par les voyageurs sur les pays dits sauvages confirmaient avec un remarquable accord que plus un peuple était primitif, plus les liens de parenté y jouaient un grand rôle; plus ils dominaient toutes les relations et les notions économiques, sociales et religieuses.

Un nouveau problème, extrêmement important, se posait ainsi à la recherche scientifique. Quels étaient au juste ces groupements familiaux qui avaient une telle importance dans les temps primitifs, comment s'étaient-ils constitués, quel lien les unissait, en quoi consistait le communisme économique, et l'évolution économique en général ? Sur toutes ces questions, Morgan a pour la première fois donné des éclaircissements qui ont fait date en 1877, dans sa *Société primitive*. Morgan, qui a passé une grande partie de sa vie parmi les Indiens d'une tribu iroquoise, dans l'État de New York, et a étudié très à fond la situation de ce peuple primitif de chasseurs, en est venu en comparant le résultat de ses recherches avec les faits connus concernant d'autres peuples primitifs, à une nouvelle et vaste théorie des formes d'évolution de la société humaine dans ces longues périodes de temps qui ont précédé toute connaissance historique. Ces idées, qui font de Morgan un pionnier et qui restent pleinement valables même aujourd'hui malgré un apport abondant de nouveaux matériaux permettant d'en corriger certains détails, peuvent se résumer dans les points suivants -

1. *Morgan* a, le premier, apporté un ordre scientifique dans l'histoire des civilisations préhistoriques, d'une part en y distinguant différentes étapes de l'évolution, d'autre part en mettant en lumière le moteur fondamental. Jusque-là, l'immense période de vie sociale précédant toute histoire écrite et en même temps les rapports sociaux chez les peuples primitifs vivant encore aujourd'hui avec toute la variété de formes et d'étapes, formaient plus ou moins un chaos dont tel ou tel chapitre ou fragment était ici et là tiré des ténèbres par la recherche scientifique. Les notions d' " état sauvage " et de " barbarie " qu'on appliquait sommairement à ces états de l'humanité n'avaient qu'une valeur négative, caractérisant l'absence de tout ce qu'on considérait comme le signe de la " civilisation " selon les conceptions d'alors. De ce point de vue en effet, la vie proprement civilisée et humaine de la société commençait avec l'histoire écrite. Tout ce qui relevait de l' " état sauvage " et de la " barbarie " constituait pour ainsi dire une étape inférieure et honteuse, antérieure à la civilisation, une existence quasi animale sur laquelle l'humanité cultivée d'aujourd'hui ne pouvait que jeter un regard de mépris condescendant. De même que pour les représentants officiels de l'Église chrétienne, toutes les religions primitives et antérieures au Christianisme ne sont qu'une longue série d'égarements dans la quête de la vraie religion, de même pour les économistes en particulier, toutes les formes primitives d'économie n'étaient que des tentatives maladroites avant la découverte de la seule forme économique véritable, celle de la propriété privée et de l'exploitation avec lesquelles commencent l'histoire écrite et la civilisation.

Morgan a porté à cette conception un coup décisif en présentant l'histoire primitive de la civilisation comme une partie infiniment plus importante dans l'évolution ininterrompue de l'humanité, plus importante tant par la durée infiniment plus longue qu'elle occupe par rapport à la minuscule période de l'histoire écrite, que par les conquêtes capitales de la civilisation qui ont eu lieu justement pendant cette longue pénombre, à l'aurore de l'existence sociale de l'humanité. En donnant un contenu positif aux " dénominations " d'état sauvage, de barbarie, de civilisation, *Morgan* en a fait des notions scientifiques exactes et les a utilisées comme instruments de la recherche scientifique. L'état sauvage, la barbarie et la civilisation sont, chez *Morgan*, trois étapes de l'évolution humaine, qui se différencient entre elles par des signes distinctifs matériels tout à fait déterminés et se décomposent elles-mêmes en niveaux inférieur, moyen et supérieur, que des conquêtes et des progrès concrets et déterminés de la civilisation permettent de distinguer. Certains pédants qui croient tout savoir peuvent aujourd'hui arguer que le niveau moyen de l'état sauvage n'a pas commencé par la pêche, comme *Morgan* le pensait, ni le niveau supérieur par l'invention de l'arc et de la flèche, car dans beaucoup de cas l'ordre aurait été inverse et dans d'autres cas des étapes entières ont manqué par suite des circonstances naturelles; ce sont là des critiques qui peuvent du reste être faites à toute classification historique si on la prend comme un schéma rigide ayant va-

leur absolue, comme une chaîne d'esclaves de la connaissance, et non comme un fil conducteur vivant et souple. Ce n'en est pas moins le mérite historique de Morgan que d'avoir créé par sa première classification scientifique les conditions préalables à l'étude de la préhistoire, tout comme c'est le mérite de Linné d'avoir fourni la première classification scientifique des plantes. Avec une grande différence cependant. Comme on le sait, Linné a pris comme fondement de sa systématisation des plantes un signe très pratique, mais purement extérieur - les organes de reproduction des plantes - et il a fallu par la suite, comme Linné lui-même le reconnaissait, remplacer ce premier expédient par une classification naturelle plus vivante du point de vue de l'histoire de l'évolution du monde végétal. Au contraire, c'est justement par le choix du principe fondamental sur lequel il a fondé sa systématique que Morgan, a le plus fécondé la recherche : il a pris pour point de départ de sa classification le principe selon lequel c'est le mode de travail social, la production qui, à chaque époque historique, dès les débuts de la civilisation, détermine en premier lieu les rapports sociaux entre les hommes et dont les progrès décisifs sont autant de bornes milliaires de cette évolution.

2. Le deuxième grand mérite de *Morgan* a trait aux rapports familiaux dans la société primitive. Là aussi, sur la base d'un vaste matériel qu'il s'est procuré par une enquête internationale, il a établi la première succession scientifiquement fondée dans les formes d'évolution de la famille, depuis les formes les plus basses de la société primitive jusqu'à la monogamie aujourd'hui dominante, c'est-à-dire jusqu'au couple permanent légalisé par l'État et où l'homme a la position dominante. Certes, le matériel découvert depuis lors a apporté mainte correction au schéma de l'évolution de la famille selon Morgan. Cependant, les traits fondamentaux de son système comme première échelle des formes de la famille humaine, des ténèbres de la préhistoire jusqu'au présent, guidée rigoureusement par l'idée de l'évolution, restent une contribution durable à l'acquis des sciences sociales. Morgan n'a pas enrichi ce domaine seulement par sa systématique, mais par une idée fondamentale et géniale sur les rapports entre les relations familiales dans une société et le système de parenté qui y prévaut. Morgan a pour la première fois attiré l'attention sur ce fait frappant que chez beaucoup de peuples primitifs les véritables relations de parenté et de descendance, c'est-à-dire la famille véritable, ne coïncident pas avec les titres de parenté que les hommes s'attribuent mutuellement, ni avec les obligations mutuelles qui découlent pour eux de ces titres. Le premier, il a trouvé à ce phénomène mystérieux une explication purement matérialiste dialectique. “ La famille ”, dit Morgan, “ est l'élément actif, elle n'est pas stationnaire, elle progresse d'une forme inférieure vers une forme plus élevée, dans la mesure où la société évolue d'une forme inférieure à une forme plus élevée. Par contre, les systèmes de parenté sont passifs, ils n'enregistrent qu'à intervalles très longs les progrès que la famille a accomplis au cours des temps et ne connaissent de modifications radicales que lorsque la famille s'est radicalement modifiée. ” De

là vient que chez les peuples primitifs, des systèmes de parenté qui correspondent à une forme antérieure et déjà dépassée de la famille. sont encore en vigueur, comme d'une manière générale les idées des hommes s'attachent longtemps à des situations qui sont déjà dépassées par l'évolution matérielle effective de la société.

3. Se fondant sur l'histoire de l'évolution des relations familiales, *Morgan* donna la première étude exhaustive de ces anciens groupements familiaux qui, chez tous les peuples civilisés, chez les Grecs et les Romains, chez les Celtes et les Germains, chez les anciens Israélites, sont au début de la tradition historique et se retrouvent chez la plupart des peuples primitifs qui vivent encore aujourd'hui. Il montra que ces groupements, reposant sur la parenté de sang et l'ascendance commune, ne sont d'une part qu'une étape élevée dans l'évolution de la famille et d'autre part le fondement de toute vie sociale - dans la longue période où il n'y avait pas encore d'État au sens moderne, c'est-à-dire pas d'organisation politique contraignante fondée sur le critère territorial. Toute tribu, qui se composait d'un certain nombre de familles ou de gentes, comme les Romains les nommaient, avait son propre territoire qui lui appartenait en commun, et dans chaque tribu, le groupement familial était l'unité qui se gérait de façon communiste, où il n'y avait ni riches ni pauvres, ni paresseux ni travailleurs, ni maîtres ni esclaves, et où toutes les affaires publiques se réglaient par le libre choix et la libre décision de tous. Comme exemple vivant de ces relations, par lesquelles sont autrefois passés tous les peuples de la civilisation actuelle, *Morgan* dépeignait en détail l'organisation des Indiens d'Amérique, telle qu'elle était encore florissante lorsque les Européens conquièrent l'Amérique.

“ Tous ses membres ”, dit-il, “ sont des gens libres, ayant le devoir de protéger la liberté d'autrui; égaux en droits - ni le chef en temps de paix ni le chef de guerre ne peuvent revendiquer quelque privilège que ce soit; ils forment une fraternité liée par les liens du sang. Liberté, égalité, fraternité, quoique jamais formulés, étaient les principes fondamentaux de la Gens, et celle-ci, à son tour, était l'unité de tout un système social, le fondement de la société indienne organisée. Cela explique le sens irréductible de leur indépendance et la dignité personnelle dans le maintien, que tout le monde reconnaît chez les Indiens. ”

4. L'organisation en *gentes* amena l'évolution sociale au seuil de la civilisation que *Morgan* caractérise comme cette courte période la plus récente de l'histoire de la civilisation où, sur les ruines du communisme et de l'ancienne démocratie, surgirent la propriété privée et, avec elle, l'exploitation, une institution publique contraignante, l'État, et la domination exclusive de l'homme sur la femme dans l'État, dans le droit de propriété et dans la famille. C'est au cours de cette période historique relativement courte que se produisent les plus importants et les plus rapides progrès de la production, de la science,

de l'art, mais aussi les divisions profondes de la société par les oppositions de classes, la misère des peuples et leur esclavage. Voici le propre jugement de *Morgan* sur notre civilisation actuelle, par lequel il conclut les résultats de son étude classique :

“ Depuis l'avènement de la civilisation, la croissance de la richesse est devenue si formidable, ses formes si diverses, son application si vaste et son administration si adroitement canalisée dans l'intérêt des possédants que cette richesse est devenue, face au peuple, une puissance indomptable. L'esprit humain se trouve désemparé et fasciné devant sa propre création. Pourtant, le temps viendra où la raison humaine se fortifiera pour dominer la richesse, où elle établira le constat des rapports de l'État avec la richesse qu'il protège ainsi que les limites des droits des propriétaires. Les intérêts de la société passent avant les intérêts particuliers et des rapports justes et harmonieux doivent s'établir entre les deux. La seule poursuite de la richesse n'est pas la destination de l'humanité, si le progrès doit rester la loi de l'avenir comme il a été celle du passé. Le temps écoulé depuis les débuts de la civilisation n'est qu'une petite fraction de la vie passée de l'humanité, qu'une petite fraction de la vie qui est encore devant elle. La dissolution de la société pèse comme une menace sur nous en conclusion d'une carrière historique dont le but final unique est la richesse; car une telle carrière contient en elle-même les éléments de son propre anéantissement. La démocratie dans l'administration, la fraternité dans la société, l'égalité des droits, l'éducation universelle, consacreront la prochaine étape supérieure de la société, à l'avènement de laquelle l'expérience, la raison et la science contribuent en permanence. Cette étape fera revivre - mais sous une forme plus élevée - la liberté, l'égalité et la fraternité des anciennes gentes. ”

La contribution de *Morgan* à la connaissance de l'histoire de l'économie a été d'une très grande portée. Il a présenté l'économie communiste primitive, qui n'était connue et expliquée jusque-là que comme une série d'exceptions, comme la règle générale d'une évolution logique des civilisations, et en particulier la constitution en *gentes*. Il était ainsi prouvé que le communisme primitif avec la démocratie et l'égalité sociale qui y correspondent est le berceau de l'évolution sociale. En élargissant l'horizon du passé préhistorique, il a situé toute la civilisation actuelle avec sa propriété privée, sa domination de classe, sa domination masculine, son État et son mariage contraignants, comme une courte étape passagère, née de la dissolution de la société communiste primitive et qui doit à son tour faire place dans l'avenir à des formes sociales supérieures. Ce faisant, *Morgan* a fourni au socialisme scientifique un nouveau et puissant appui. Tandis que *Marx* et *Engels* avaient, par la voie de l'analyse économique du capitalisme, démontré pour le proche avenir l'inévitable passage de la société à l'économie communiste mondiale et donné ainsi aux aspirations socialistes un fondement scientifique solide, *Morgan* a fourni dans une

certaine mesure à l'œuvre de *Marx* et *Engels* tout son puissant soubassement, en démontrant que la société démocratique communiste englobe, quoique sous des formes primitives, tout le long passé de l'histoire humaine avant la civilisation actuelle. La noble tradition du lointain passé tendait ainsi la main aux aspirations révolutionnaires de l'avenir, le cercle de la connaissance se refermait harmonieusement et dans cette perspective, le monde actuel de la domination de classe, et de l'exploitation, qui prétendait être le nec plus *ultra* de la civilisation, le but suprême de l'histoire universelle, n'était plus qu'une minuscule étape passagère dans la grande marche en avant de l'humanité.

II.

Le livre de *Morgan* sur la *Société primitive* a constitué pour ainsi dire une introduction après-coup au *Manifeste Communiste* de *Marx* et *Engels*. Les conditions étaient réunies pour forcer la science bourgeoise à réagir. En l'espace de deux à trois décennies après le milieu du siècle, la notion de communisme primitif s'était de toutes parts introduite dans la science. Tant qu'il ne s'agissait que d'honorables " antiquités du droit germanique ", de " particularités des tribus slaves ", de l'État Inca du Pérou, exhumé par les historiens, etc., ces découvertes gardaient le caractère de curiosités scientifiques inoffensives, sans portée actuelle, sans liaison directe avec les intérêts et les combats quotidiens de la société bourgeoise. A tel point que des conservateurs endurcis ou des politiciens libéraux modérés comme *Ludwig von Maurer* et *Sir Henry Maine* pouvaient s'acquérir les plus grands mérites en faisant de telles découvertes. Bientôt pourtant cette liaison avec l'actualité allait s'opérer, dans deux directions à la fois. Déjà, nous l'avons vu, la politique coloniale avait amené un heurt entre les intérêts matériels tangibles du monde bourgeois et les conditions de vie du communisme primitif. Plus le régime capitaliste imposait sa toute-puissance en Europe occidentale depuis le milieu du XIX^e siècle, après les tempêtes de la révolution de 1848, et plus ce heurt devenait brutal. En même temps, et précisément depuis la révolution de 1848, un autre ennemi jouait un rôle de plus en plus grand à l'intérieur de la société bourgeoise : le mouvement ouvrier révolutionnaire. Depuis les journées de juin 1848 à Paris, le " spectre rouge " ne disparaît plus de la scène publique, et ressurgit en 1871 dans l'embrasement aveuglant des luttes de la Commune, au grand effroi de la bourgeoisie française et internationale. Or à la lumière de ces luttes de classes brutales, la plus récente découverte de la recherche scientifique - le communisme primitif - révélait son aspect dangereux. La bourgeoisie, touchée au point sensible de ses intérêts de classe, flairait un lien obscur entre les vieilles traditions communistes qui, dans les pays coloniaux, opposaient la résistance tenace à la recherche du profit et aux progrès d'une " européanisation " des indigènes, et le nouvel évangile apporté par l'impétuosité révolutionnaire des masses prolétaires dans les vieux pays capitalistes.

Lorsqu'en 1873, à l'Assemblée nationale française, on régla le sort des malheureux Arabes d'Algérie par une loi instaurant de force la propriété privée, on ne cessa de répéter, dans cette assemblée où vibrerait encore la lâcheté et la furie meurtrière des vainqueurs de la Commune, que la propriété commune primitive des Arabes devait à tout prix être détruite, “ comme forme qui entretient dans les esprits les tendances communistes ”. En Allemagne, pendant ce temps, les splendeurs du nouvel empire allemand, la spéculation de “ l'ère de fondation ” et la première crise capitaliste des années 70, le régime de fer et de sang de Bismark, avec sa loi contre les socialistes, allaient intensifier à l'extrême les luttes de classes et bannir toute complaisance, y compris dans la recherche scientifique. Le développement sans exemple de la social-démocratie, incarnation des théories de *Marx* et *Engels*, a aiguë extraordinairement l'instinct de classe de la science bourgeoise en Allemagne. Et c'est ainsi que la réaction contre les théories sur le communisme primitif s'est faite la plus vigoureuse. Des historiens de la civilisation comme *Lippert* et *Schurtz*, des théoriciens de l'économie politique comme *Bücher*, des sociologues comme *Starcke*, *Westermarck* et *Grosse* sont aujourd'hui d'accord pour combattre avec ardeur la théorie du communisme primitif, et en particulier les idées de *Morgan* sur l'évolution de la famille et sur le règne autrefois souverain de la constitution familiale avec son égalité des sexes et sa démocratie générale. *M. Starcke*, par exemple, dans sa *Famille primitive*, de 1888, traite les hypothèses de *Morgan* sur les systèmes de parenté de “ rêve sauvage ”, “ pour ne pas dire délire ”.⁶⁷ Même des savants plus sérieux, comme le meilleur historien des civilisations que nous possédions, *Lippert*, partent en guerre contre *Morgan*. Se fondant sur les rapports superficiels et vieillis de missionnaires du XVIII^e siècle, sans aucune formation économique et ethnologique, ignorant complètement les prodigieuses études de *Morgan*, *Lippert* décrit les relations économiques chez les Indiens d'Amérique du Nord, ceux mêmes dont *Morgan* a, mieux que personne, pénétré la vie et l'organisation sociales. Il y voit la preuve que chez les peuples chasseurs en général il n'y a aucune organisation commune de la production, aucun souci de la totalité et de l'avenir, qu'il n'y règne au contraire qu'absence, de toute règle et de toute pensée.

Lippert reprend, sans aucune critique, la déformation stupide que fait subir aux communistes existant effectivement chez les Indiens, l'œil européen borné des missionnaires; ainsi, par exemple, quand il cite l'histoire de la mis-

⁶⁷ Les critiques et les théories de *Starcke* et de *Westermarck* ont été soumises par *Cunow*, dans son ouvrage de 1894 sur les “ Organisations de la parenté chez les nègres des régions australes ”, à un examen approfondi et impitoyable, auquel, à notre connaissance, ces deux Messieurs n'ont pas répondu jusqu'à ce jour. Cela n'empêche pas des sociologues plus récents, comme *Grosse*, de continuer à les célébrer comme des autorités éminentes, comme ceux qui ont anéanti *Morgan*. Il en va des critiques de *Morgan* comme des critiques de *Marx* : il suffit à la science bourgeoise que leurs opinions servent contre les révolutionnaires haïs et leur bon vouloir remplace ici les résultats scientifiques.

sion des frères évangélistes chez les Indiens d'Amérique du Nord, œuvre de Loskiek, datant de 1789 : “ Beaucoup d'entre eux (des Indiens d'Amérique), dit notre missionnaire remarquablement informé, sont si paresseux qu'ils ne plantent rien eux-mêmes, mais se fient à ce que d'autres ne peuvent refuser de partager leurs provisions avec eux. Comme de cette façon les plus travailleurs ne jouissent pas plus de leur travail que les oisifs, ils plantent de moins en moins, avec le temps. Que survienne un hiver rigoureux, la neige épaisse les empêche d'aller à la chasse, et une famine générale se produit facilement, entraînant souvent la mort de beaucoup d'hommes. La détresse leur apprend alors à se nourrir de racines et d'écorces d'arbres, en particulier de jeunes chênes. ” Et Lippert ajoute aux paroles de son garant : “ Ainsi, par un enchaînement naturel, la rechute dans l'insouciance antérieure a entraîné la rechute dans le mode de vie antérieur. ” Dans cette société indienne où personne ne “ peut refuser ” de partager ses provisions avec d'autres et dans laquelle le “ frère évangéliste ” construit de toutes pièces et avec un arbitraire manifeste l'inévitable division en “ travailleurs ” et “ oisifs ” selon le modèle européen, Lippert prétend trouver la meilleure preuve contre le communisme primitif : “ A un tel niveau, la génération âgée se soucie encore moins d'équiper la jeune génération pour la vie. L'Indien est déjà très éloigné de l'homme primitif. Dès que l'homme a un instrument, il a la notion de possession, mais limitée à cet outil. Dès le plus bas niveau, l'Indien a cette notion; dans cette possession primitive, tout élément de communisme est absent; l'évolution commence par le contraire. ”

Le professeur Bücher a opposé à l'économie communiste primitive sa “ théorie de la recherche individuelle de la nourriture ” chez les peuples primitifs et des “ espaces de temps incommensurables ” dans lesquels “ l'homme a existé sans travailler ”. Or, pour l'historien des civilisations, Schurtz, le professeur Bücher, avec son “ coup d'œil génial ”, est un prophète qu'il faut suivre aveuglément quand il s'agit de l'économie des époques primitives.⁶⁸ Le porte-parole le plus représentatif et le plus énergique de la réaction contre les dangereuses théories du communisme primitif, contre le “ père de l'Église de la social-démocratie allemande ”, Morgan, c'est Monsieur Ernst Grosse. A première vue, Grosse est lui-même partisan de la conception matérialiste de l'histoire; il explique en effet diverses formes de droit, de relations entre les sexes, de pensée sociale en remontant aux rapports de production, facteur déterminant de ces formes. “ Peut d'historiens des civilisations ”. dit-il dans ses *Débuts de l'art parus* en 1894, “ semblent avoir compris toute l'importance de la production. Il

⁶⁸ Le professeur Ed. Meyer écrit aussi, dans son introduction de 1907 à l'“ Histoire de l'Antiquité ” (p. 67) : “ L'hypothèse établie par O. Hansen et généralement admise, selon laquelle la propriété privée du sol a été originairement et universellement précédée d'une propriété commune avec distribution périodique, comme César et Tacite la décrivent chez les Germains, a été très fortement contestée ces derniers temps; en tout cas, le Mir russe, qui passe pour typique de cette propriété commune, ne date que du XVII^e siècle. ” Le professeur Meyer reprend d'ailleurs cette dernière affirmation telle quelle dans *l'ancienne théorie* du professeur ruses Tchitchérine.

est d'ailleurs beaucoup plus facile de la sous-estimer que de la surestimer. L'économie est pour ainsi dire le centre vital de toute forme de civilisation; elle exerce l'influence la plus profonde et la plus irrésistible sur tous les autres facteurs de civilisation, tandis qu'elle n'est elle-même déterminée que par des facteurs naturels - géographiques et météorologiques. On pourrait assez justement dire de la forme de production qu'elle est le phénomène primaire de civilisation, auprès duquel tous les autres aspects de la civilisation ne sont que dérivés et secondaires - évidemment pas au sens où les autres branches seraient nées de ce tronc, mais parce que, bien que nées de manière indépendante, elles se sont développées et se sont formées constamment sous la pression du facteur économique dominant. ”

Il semble à première vue que M. Grosse lui-même a emprunté ses principales idées aux “ pères de l'Église de la social-démocratie allemande ”, quoiqu'il se garde bien évidemment de laisser soupçonner, ne fut-ce que par un mot, la source scientifique à laquelle il a puisé, toute faite, sa supériorité sur “ la plupart des historiens des civilisations ”. Il est même, en ce qui concerne la conception matérialiste de l'histoire, “ plus catholique que le pape ”. Tandis qu'Engels - créateur, avec Marx, de la conception matérialiste de l'histoire - admettait, pour l'évolution de la famille depuis les temps primitifs jusqu'au mariage actuel sanctionné par l'État, une profession indépendante des relations économiques, fondée seulement sur la perpétuation du genre humain, Grosse va beaucoup plus loin. Il établit la théorie selon laquelle la forme de la famille n'est à chaque époque que le produit direct des rapports économiques en vigueur. “ Nulle part.... écrit-il, la signification de la production pour la civilisation ne ressort plus clairement que dans l'histoire de la famille. Les formes étranges de la famille humaine qui ont amené les sociologues à des hypothèses encore plus étranges, deviennent étonnamment compréhensibles dès qu'on les considère en relation avec les formes de la production. ”

Son livre, paru en 1896, *Les formes de la famille et les formes de l'économie*, est entièrement consacré à démontrer la justesse de cette idée. En même temps Grosse est un adversaire résolu de la théorie du communisme primitif. Il cherche, lui aussi, à démontrer que l'évolution historique de l'humanité n'a pas du tout commencé par la propriété commune, mais par la propriété privée; comme Lippert et Bücher, il s'efforce d'exposer, de son point de vue, que plus on remonte dans la préhistoire et plus “ l'individu ” avec sa “ possession individuelle ” domine exclusivement. Certes, on ne peut contester les découvertes faites dans toutes les parties du monde sur les communautés villageoises communistes et sur les tribus. Mais M. Grosse - et là réside sa théorie propre - ne fait apparaître les organisations en lignages, cadres de l'économie communiste, qu'à une étape déterminée de l'évolution : au niveau de l'agriculture inférieure pour la faire se dissoudre au niveau de l'agriculture supérieure et céder à nouveau la place à la “ propriété individuelle ”. De cette façon, Grosse

renverse triomphalement la perspective historique de Marx et de Morgan. Dans cette perspective, le communisme était le berceau de l'humanité, évoluant vers la civilisation, la forme des relations économiques qui avait accompagné cette évolution pendant des espaces de temps incommensurables, pour ne se dissoudre qu'avec la civilisation et faire place à la propriété privée; et la civilisation elle-même, par un rapide processus de dissolution, allait vers le retour au communisme, sous la forme plus élevée de la société socialiste.

D'après Grosse, c'était la propriété privée qui avait accompagné la naissance et le progrès de la civilisation, pour ne céder la place au communisme que temporairement et à une étape précise, celle de l'agriculture inférieure. D'après *Marx-Engels* et *Morgan*, le début et l'aboutissement de l'histoire de la civilisation, c'est la propriété commune, la solidarité sociale; d'après Grosse et ses collègues ès science bourgeoise, c'est l' "individu " avec la propriété privée. Ce n'est pas suffisant. Grosse est l'adversaire résolu non seulement de *Morgan* et du communisme primitif, mais de toute la théorie de l'évolution dans le domaine de la vie sociale et il déverse les flots de son ironie sur les esprits puérils qui veulent aligner tous les phénomènes de la vie sociale en une série évolutive et les saisir comme un processus unique, un progrès de l'humanité de formes inférieures vers des formes plus élevées de la vie. Cette idée fondamentale sur laquelle repose toute la science sociale moderne – la conception de l'histoire et la théorie du socialisme scientifique en particulier - Monsieur Grosse, en savant bourgeois typique, la combat de toutes ses forces. " L'humanité ", proclame-t-il, " ne se meut nullement selon une ligne unique dans une direction unique; au contraire, à la diversité des conditions de vie des peuples répond la diversité de leurs voies et de leurs buts. " Ainsi, en la personne de Grosse, la science sociale bourgeoise est parvenue, dans sa réaction contre les conséquences révolutionnaires de ses propres découvertes, au point où l'économie bourgeoise vulgaire était parvenue dans sa réaction contre l'économie classique : à la négation de toute loi de l'évolution sociale.⁶⁹ Examinons de plus près ce curieux " matérialisme " historique du plus récent des pourfendeurs de Marx, Engels et Morgan.

Grosse parle beaucoup de " production ", il parle tout le temps du " caractère de la production ", comme facteur déterminant qui influence l'ensemble de la civilisation. Qu'entend-il par production et caractère de la production ?

" La forme économique qui domine ou prédomine dans un groupe social, la manière dont les membres du groupe pourvoient à leur subsistance, ce sont là des faits qui s'observent directement et se constatent partout dans leurs principaux traits avec une certitude suffisante. Nous pouvons avoir les doutes les plus sérieux sur les conceptions religieuses et sociales des Australiens;

⁶⁹ Note au crayon de R. L. - rassembler simplement du matériel et des " faits observés ", comme l'Association de politique sociale, et des monographies.

mais aucun doute n'est possible sur le Caractère de leur production : les Australiens vivent de la chasse et de la cueillette des plantes. Il est peut-être impossible de pénétrer dans la culture et les idées des anciens Péruviens; mais le fait que les citoyens de l'empire Inca étaient un peuple d'agriculteurs est manifeste. ”

Par “ production ” et par son “ caractère ”, Grosse entend donc tout simplement la source principale de l'alimentation d'un peuple. La chasse, la pêche, l'élevage, l'agriculture, tels sont ces “ rapports de production ” qui exercent une action déterminante sur tous les autres rapports de civilisation chez un peuple. Il nous faut d'abord remarquer que si la suffisance de Monsieur Grosse à l'égard de la “ plupart des historiens des civilisations ” lui vient de cette maigre découverte, elle est dénuée de tout fondement. L'idée que la source principale à laquelle un peuple puise son alimentation est d'une extraordinaire importance pour le développement de sa civilisation n'est pas la découverte toute neuve de Monsieur Grosse, mais bien plutôt un très ancien acquis de tous les historiens des civilisations. Cette constatation a mené à la classification courante des peuples en chasseurs, éleveurs et agriculteurs, telle qu'elle revient dans toutes les histoires des civilisations et telle que Monsieur Grosse lui-même l'applique après maintes tergiversations.

Cette idée n'est pas seulement très ancienne, elle est aussi - dans la plate version de Grosse - complètement fausse. Que nous sachions uniquement qu'un peuple vit de la chasse, de l'élevage ou de l'agriculture, ne nous fait rien connaître de ses rapports de production et de sa civilisation. Les Hottentots actuels du Sud-Ouest Africain que les Allemands ont privé de leur source d'existence en leur prenant leurs troupeaux, et qu'ils ont munis en échange de fusils, sont par force redevenus des chasseurs. Mais les rapports de production de ce “ peuple de chasseurs ” n'ont pas le moindre point commun avec ceux des chasseurs indiens de Californie qui vivent encore dans leur isolement primitif, et ceux-ci à leur tour n'ont guère de ressemblance avec les compagnies de chasseurs du Canada qui livrent industriellement des peaux de bêtes aux capitalistes américains et européens. Les éleveurs péruviens qui, avant l'invasion espagnole, gardaient leurs lamas dans la Cordillère, en économie communiste sous la domination Inca, les nomades arabes avec leurs troupeaux en Afrique ou en Arabie, les paysans d'aujourd'hui dans les Alpes suisses, bavaoises ou tyroliennes, qui gardent leurs mœurs traditionnelles au milieu du monde capitaliste, les esclaves romains à moitié retournés à l'état sauvage qui gardaient les énormes troupeaux de leurs maîtres en Apulie, les “ farmers ” de l'Argentine actuelle qui engraisent d'innombrables troupeaux pour les abattoirs et les conserveries de l'Ohio - tous sont des exemples d’“ élevage ” qui représentent autant de types totalement différents de production et de civilisation. Enfin l’“ agriculture ” englobe une telle variété de modes d'économie et de niveaux de civilisation depuis la communauté indienne primitive jusqu'aux latifundia mo-

dernes, depuis la minuscule exploitation jusqu'aux grands domaines des seigneurs baltes, depuis le fermage anglais jusqu'à la jobagie roumaine, depuis l'horticulture chinoise jusqu'à la plantation brésilienne et le travail des esclaves, depuis le sarclage féminin à Haïti jusqu'aux fermes d'Amérique du Nord marchant à l'électricité et à la vapeur.

Vraiment, les révélations de Monsieur Grosse sur l'importance de la production ne nous révèlent que son admirable incompréhension de ce qu'est réellement la “ production ”. C'est justement contre ce “ matérialisme ” grossier, qui ne considère que les conditions naturelles extérieures de la production et de la civilisation, et dont le sociologue anglais *Buckle est* le plus parfait représentant, que se dressaient Marx et Engels. Ce qui est décisif pour les relations économiques et culturelles des hommes, ce n'est pas la source naturelle extérieure de leur alimentation, ce sont les rapports que les hommes ont entre eux dans leur travail. Les rapports sociaux de production décident de la question : quelle forme de production domine chez un peuple ? On ne peut comprendre les rapports familiaux, les notions de droit, les idées religieuses, le développement des arts chez un peuple que lorsque l'on a saisi à fond cet aspect fondamental de la production. Mais il est, pour la plupart des observateurs européens, extrêmement difficile de pénétrer les rapports sociaux qui s'établissent dans la production chez les peuples dits sauvages. A l'inverse de *Monsieur Grosse*, qui croit déjà tout connaître quand il sait seulement que les Incas du Pérou étaient des agriculteurs, un savant sérieux, Sir *Henry Maine* écrit :

“ L'erreur caractéristique de l'observateur direct des réalités sociales ou juridiques étrangères consiste à les comparer trop vite avec des réalités connues de lui qui sont apparemment de même nature. ”

Le lien entre les formes de la famille et les “ formes de production ” ainsi comprises se présente comme suit chez Monsieur *Grosse* :

“ Au niveau le plus bas, l'homme se nourrit de la chasse - au sens le plus large - et de la cueillette de végétaux. Cette forme primitive de production s'accompagne de la forme la plus primitive de division du travail, la division physiologique du travail entre les deux sexes. Tandis que l'homme se réserve de veiller à l'alimentation animale, la récolte des racines et des fruits est la tâche de la femme. Dans ces conditions, c'est sur l'homme que repose presque toujours le poids principal de la vie économique, en conséquence de quoi la forme primitive de la famille revêt partout un caractère nettement patriarcal. Quelles que soient les idées sur la parenté du sang, l'homme primitif est de fait le maître et le propriétaire au milieu de ses femmes et de ses enfants, même s'il n'est pas considéré comme parent par le sang de ses descendants. A partir de ce niveau le plus bas, la production peut progresser dans deux directions, selon que l'économie féminine ou l'économie masculine prend l'avantage. Ce sont avant tout les conditions naturelles dans lesquelles vit le groupe primitif

qui transforment l'une ou l'autre des deux branches en tronc principal. Quand la flore et le climat du pays incitent à former des réserves et plus tard à cultiver des plantes utilitaires, c'est l'économie féminine qui se développe, la cueillette devient peu à peu la culture des plantes. De fait, chez les peuples primitifs d'agriculteurs, c'est toujours la femme qui s'occupe de ces travaux. Le poids de la vie économique se déplace ainsi vers la femme, en conséquence de quoi nous trouvons dans les sociétés primitives qui s'appuient surtout sur l'agriculture, une forme matriarcale de la famille, ou du moins des traces d'une telle forme. La femme, principal soutien de la famille et maîtresse de la terre, est au centre de la famille. Cette évolution n'a, il est vrai, que rarement abouti à un matriarcat au sens propre, à une véritable domination de la femme, si ce n'est là seulement où le groupe social était à l'abri des attaques d'ennemis extérieurs. Dans tous les autres cas, l'homme a reconquis, comme protecteur, la prépondérance qu'il avait perdue comme soutien de famille. C'est de cette façon que se constituent les différentes formes de familles qui règnent chez la plupart de ces peuples d'agriculteurs et qui représentent un compromis entre la tendance au matriarcat ou au patriarcat.

“ Une grande partie de l'humanité a cependant connu une toute autre évolution. Les peuples de chasseurs qui vivaient dans des régions peu propices à l'agriculture, où par contre la domestication de certains animaux était possible et rentable, n'ont pas progressé dans la culture des plantes, mais dans l'élevage. Or, l'élevage, qui s'est développé peu à peu à partir de la chasse, est, à l'origine, un privilège de l'homme tout comme la chasse. Ainsi, la prédominance économique de l'homme, déjà existante, se renforce encore, et trouve son expression logique dans le fait que la forme patriarcale de la famille règne chez tous les peuples qui vivent prioritairement de l'élevage. En outre, la position prédominante de l'homme dans les sociétés d'élevage est encore accrue par le fait que, contraints à la guerre, les peuples bergers sont obligés de se constituer en organisations guerrières centralisées. D'où une forme extrême du patriarcat où la femme n'a aucun droit et vit en esclave d'un époux et maître revêtu de la puissance despotique. Les peuples pacifiques d'agriculteurs où la femme, soutien de famille, règne ou, tout au moins, jouit en partie d'une position plus libre, tombent le plus souvent sous la domination des peuples guerriers d'éleveurs, et adoptent leurs coutumes : la domination despotique de l'homme dans la famille. “ Et c'est ainsi qu'aujourd'hui toutes les nations civilisées vivent sous le signe d'une forme patriarcale plus ou moins marquée de la famille. ”⁷⁰

Les étranges destinées historiques de la famille humaine décrites ici dans leur dépendance à l'égard des formes de production se ramènent donc au schéma suivant : ère de la chasse - famille conjugale avec domination mascu-

⁷⁰ Grosse : “ Les débuts de l'art ”, p. 34.

line; ère de l'élevage - famille conjugale avec domination masculine aggravée; ère de l'agriculture inférieure - famille conjugale avec, par endroits, domination de la femme, puis soumission des agriculteurs aux éleveurs, là aussi famille conjugale avec domination masculine, et pour couronner le tout : ère de l'agriculture supérieure - famille conjugale avec domination masculine. On le voit, Monsieur Grosse prend au sérieux sa négation de la théorie moderne de l'évolution. Pour lui, il n'y a pas d'évolution dans la constitution de la cellule familiale. L'histoire commence et finit par la famille conjugale avec domination masculine. Ce faisant, Grosse ne se soucie pas qu'après s'être vanté d'expliquer la naissance des formes familiales à partir des formes de production, il présuppose la constitution de la famille comme quelque chose de donné, d'achevé, c'est-à-dire la famille conjugale, le ménage moderne et l'insère sans aucune modification dans toutes les formes de production. Ce qu'il suit en réalité à travers le temps, ce ne sont pas “ les cellules familiales ” mais simplement les relations entre sexes. Domination de l'homme ou domination de la femme - voilà selon Grosse le germe de la cellule familiale qu'il réduit à un signe extérieur tout aussi grossièrement qu'il avait réduit la “ forme de production ” à la question : chasse, élevage ou agriculture.

Il est fidèle à lui-même dans ses simplifications. Que la “ domination masculine ” ou la “ domination féminine ” puisse englober des douzaines de formes différentes de familles, qu'à l'intérieur du niveau de civilisation des “ chasseurs ” il puisse y avoir des douzaines de systèmes de parenté différents - c'est ce que Monsieur Grosse n'envisage pas plus qu'il n'envisage la question des rapports sociaux à l'intérieur d'un genre de production. La relation réciproque entre formes de famille et formes de production se ramène alors au très spirituel “ matérialisme ” suivant : on considère dès l'abord les deux sexes comme des concurrents en affaires. Quiconque est soutien de famille, est maître de la famille, pense le philistin, ainsi, d'ailleurs, que le code civil bourgeois. La malchance du sexe féminin veut qu'il n'ait été, exceptionnellement, qu'une seule fois soutien de famille dans l'histoire, à l'époque de l'agriculture inférieure; même alors il a le plus souvent eu le dessus face au sexe guerrier masculin. L'histoire de la famille n'est au fond que l'histoire de l'esclavage de la femme, dans toutes les “ formes de production ” et malgré toutes les formes de production.

Le seul lien entre les formes de familles et les formes d'économie n'est finalement que la légère différence entre des formes un peu plus douces ou un peu plus dures de la domination masculine. Pour en terminer, le premier message de rédemption dans l'histoire de la civilisation humaine est apporté à la femme asservie... par l'Église chrétienne qui, sinon sur la terre, du moins au ciel, ne connaît pas de différence entre les sexes. “ Par cette doctrine, la chrétienté a accordé à la femme une dignité devant laquelle l'arbitraire de l'homme doit s'incliner ”, conclut Monsieur Grosse, en jetant l'ancre dans le port de

l'Église chrétienne après avoir longtemps erré sur les eaux de l'histoire économique. Comme les formes de la famille qui ont amené les sociologues à des " hypothèses étranges " sont " étonnamment compréhensibles ", dès qu'on les considère " en liaison avec les formes de production " !

Le plus frappant, cependant, dans cette histoire des " formes de la famille ", c'est la façon dont est traitée l'association de parentage, ou le clan, comme dit Grosse. Nous avons vu le rôle énorme joué par les associations de parentage dans la vie sociale, aux premières étapes de la civilisation. Surtout depuis les recherches de Morgan, qui ont fait date, on sait qu'avant la formation de l'État territorial, elles étaient la forme propre de la société humaine, et que longtemps (encore) après, elles étaient l'unité économique et la communauté religieuse. Comment situer la curieuse histoire des " formes de la famille " selon Grosse par rapport à ces faits ? Grosse ne peut manifestement pas nier l'existence de clans chez tous les peuples primitifs. Mais comme elle est en contradiction avec son schéma de la famille conjugale et de la domination de la propriété privée, il s'efforce d'en réduire l'importance au minimum, sauf dans la période de l'agriculture inférieure. " Le pouvoir du clan est né avec l'économie agricole inférieure et il disparaît aussi avec elle; chez tous les agriculteurs supérieurs le clan, soit a déjà périclité, soit périclite. " ⁷¹ Ainsi Grosse fait surgir le " pouvoir du clan " avec son économie communiste au beau milieu de l'histoire de l'économie et de l'histoire de la famille. pour le faire se dissoudre aussitôt après. Comment expliquer la naissance, l'existence et les fonctions des clans durant les millénaires d'évolution de la civilisation avant l'agriculture inférieure, alors que d'après Grosse ils n'ont ni fonction économique ni signification sociale par rapport à la famille conjugale en ces temps-là ? Que sont en général ces clans qui mènent une existence d'ombres à l'arrière-plan des familles particulières avec leur économie privée, chez les chasseurs et chez les éleveurs ? C'est le propre secret de Monsieur *Grosse*. Il ne se soucie pas davantage de la contradiction criante entre sa petite histoire et quelques faits universellement reconnus. Les clans n'acquerraient une importance que dans l'agriculture inférieure; or les clans sont la plupart du temps liés à la vendetta, au culte religieux et très souvent aussi à la désignation d'un animal totémique; toutes ces choses sont beaucoup plus anciennes que l'agriculture; il faut donc, d'après la propre théorie de *Grosse*, qu'elles tirent leur pouvoir de rapports de production de périodes bien plus lointaines. *Grosse* explique l'existence de clans chez des agriculteurs supérieurs, Germains, Celtes, Indiens, comme un héritage de la période de l'agriculture inférieure où les clans ont leurs racines dans l'économie rurale féminine. Or l'agriculture supérieure des peuples civilisés ne vient pas de la culture féminine par sarclage, mais de l'élevage, qui était déjà pratiqué par les hommes et où, selon *Grosse*, le clan n'avait aucune impor-

⁷¹ Grosse : " Formes de la famille ", p. 238, pp. 207, 215.

tance par rapport à l'exploitation familiale patriarcale. Selon *Grosse* encore, l'organisation en clans est sans importance chez les éleveurs nomades, elle n'acquiert de pouvoir pour quelque temps que lorsque le groupe se fixe et passe à l'agriculture.

D'après les meilleurs spécialistes des civilisations agraires, l'évolution réelle s'est opérée en sens inverse : tant que les éleveurs menaient une vie nomade, les associations de parentage avaient à tous égards les plus grands pouvoirs; avec la vie sédentaire et l'agriculture, la cohésion du clan commence à se relâcher et à reculer devant le regroupement local des agriculteurs dont la communauté d'intérêts est plus forte que la tradition des liens du sang, la communauté familiale se transforme en une communauté de voisinage. Telle est l'opinion de *Ludwig von Maurer*, *Kovalevsky*, *Henry Maine*, *Laveleye*; et actuellement, *Kaufmann* démontre l'existence du même phénomène chez les Kirghizes et les Yakoutes.

Signalons enfin que *Grosse* avoue lui-même n'avoir, de son point de vue, pas la moindre explication à donner pour les phénomènes les plus importants relevant du domaine des rapports familiaux primitifs, comme le matriarcat, et qu'il se contente en haussant les épaules d'appeler le matriarcat “ la curiosité la plus rare de la sociologie ”. Il en vient jusqu'à cette affirmation incroyable que chez les Australiens les idées de consanguinité n'auraient eu aucune influence sur les systèmes familiaux, et même, chose encore plus incroyable, qu'il n'y avait pas trace de clans chez les anciens Péruviens; il juge de la civilisation agraire des Germains d'après le matériel vieilli et discutable de *Laveleye* et reprend finalement à son compte, par exemple, cette fabuleuse affirmation de *Laveleye*, selon laquelle “ aujourd'hui encore ” la communauté villageoise russe chez les 35 millions de Grands-Russiens constitue un regroupement de clan par consanguinité; une “ communauté familiale ”, ce qui est à peu près aussi exact que l'affirmation selon laquelle l'ensemble de la population berlinoise formerait “ aujourd'hui encore ” une grande communauté familiale. Tout cela habilite particulièrement *Grosse* à traiter de chien crevé le “ père de l'église de la social-démocratie allemande ”, *Morgan*. Les exemples donnés ci-dessus de la façon dont *Grosse* traite des formes de la famille et du clan donnent une idée de la façon dont il traite des “ formes de l'économie ”. Toute son argumentation dirigée contre le communisme primitif repose sur une série de “ certes ” et de “ mais ”; il concède les faits incontestables, mais il leur en oppose d'autres de façon à diminuer ce qui ne lui convient pas, à gonfler ce qui lui convient et à obtenir le résultat souhaité.

Grosse rapporte lui-même à propos des chasseurs inférieurs :

“ *La propriété individuelle, qui dans toutes les sociétés inférieures consiste avant tout ou exclusivement en biens meubles, n'a ici presque aucune importance; mais la partie la plus précieuse de la propriété, le chien de*

chasse, appartient en commun à tous les hommes de la tribu. Par voie de conséquence, le butin doit lui aussi être parfois partagé entre tous les membres de la horde. C'est par exemple ce qu'on rapporte sur les Botocudos (Ehrenreich, Revue d'ethnologie). Dans certaines parties de l'Australie, de telles coutumes existent. Tous les membres d'un groupe primitif sont et demeurent également pauvres. Comme il n'y a pas de différences importantes de fortune, la principale cause de formation des différentes castes fait défaut. En général, tous les hommes adultes à l'intérieur d'une tribu ont les mêmes droits. ” (pp. 55-56.)

De même, “ l'appartenance au clan a sous certains (!) rapports une influence importante sur la vie du chasseur inférieur. Elle lui donne le droit de se servir de tel chien de chasse et le droit et le devoir de protection et de vengeance ” (p. 64). De même, Grosse reconnaît la possibilité d'un communisme de clan chez les chasseurs inférieurs de Californie.

Les liens du clan sont pourtant ici très relâchés; il n'y a pas de communauté économique. “ Le mode de production des chasseurs arctiques est cependant si individualiste que la cohésion du clan ne résiste guère aux convoitises centrifuges. ” De même, chez les Australiens, “ la chasse et la cueillette sur le terrain commun ne sont en règle générale nullement pratiquées en commun; chaque famille a son exploitation séparée ”. En général, “ la pénurie de nourriture ne tolère aucune réunion durable en groupes assez grands, elle contraint à la dispersion ” (p. 63).

Passons aux chasseurs supérieurs. Certes, “ chez les chasseurs supérieurs aussi, le sol est en général la propriété commune de la tribu ou du clan ” (p. 69), certes, nous trouvons à ce niveau des maisons collectives où les clans habitent en commun (p. 84); certes, apprenons-nous, “ les digues et les travaux de production importants que Mackenzie a vus dans les fleuves de la Haida et qui, d'après ses estimations, doivent avoir exigé le travail de l'ensemble de la tribu, étaient sous la surveillance du chef sans la permission duquel personne ne pouvait pêcher. Ils étaient donc vraisemblablement considérés comme la propriété de l'ensemble de la communauté villageoise à laquelle appartenaient aussi sans partage les eaux poissonneuses et les terrains de chasse ” (p. 87).

Mais “ les biens meubles ont acquis ici une telle extension et une telle importance que, malgré l'égalité dans la possession du sol, une grande inégalité de fortune peut se développer ” (p. 69) et “ en général la nourriture, autant que nous pouvons en juger, n'est pas plus considérée comme propriété commune que le reste des biens meubles. On ne peut caractériser les clans domestiques comme des communautés économiques que dans un sens très limité ” (p. 88).

Tournons-nous maintenant vers le niveau de civilisation directement supérieur, les éleveurs nomades. A leur sujet aussi, Grosse rapporte ce qui suit : certes, “ même les nomades les plus instables ne débordent pas au-delà de certaines limites, ils se meuvent tous à l'intérieur d'un territoire assez précisé-

ment délimité, qui passe pour la propriété de leur tribu et qui est à son tour souvent réparti entre les différentes familles particulières et clans ». Et plus loin : “ Le sol est, dans presque tout le domaine de l'élevage, possession commune de la tribu ou du clan (p. 91). “ La terre est, il est vrai, le bien commun de tous les membres du clan et elle est répartie comme telle par le clan ou par son chef entre les différentes familles qui l'exploitent ” (p. 128).

Mais “ la terre n'est pas la possession la plus précieuse du nomade. Son bien suprême, c'est son troupeau et le bétail est toujours (!) la propriété particulière des familles individuelles. Le clan d'éleveurs n'est jamais (!) devenu une communauté économique ou de propriété ”.

Viennent ensuite les agriculteurs inférieurs. Ici, certes, le clan est pour la première fois reconnu comme une communauté complètement communiste. *Mais* - ici aussi un “ mais ” suit immédiatement - ici aussi “ l'industrie mine l'égalité sociale ” (Grosse parle d'industrie, mais il pense naturellement à la production de marchandises qu'il ne sait pas distinguer de l'autre) et crée une propriété particulière meuble qui a priorité sur la propriété collective du sol et la détruit (pp. 136-137). Malgré la communauté du sol, “ la séparation entre riche et pauvre existe déjà ici aussi ”. Le communisme est réduit à un bref interlude dans l'histoire de l'économie, qui commence avec la propriété privée pour se terminer par la propriété privée. Ce qu'il fallait démontrer !

III.

Pour vérifier la valeur du schéma de Grosse, tournons-nous directement vers les faits. Examinons - même d'un coup d'œil rapide - le mode économique des peuples au niveau le plus bas. Quel est-il ? Grosse les appelle les “ chasseurs inférieurs ” et dit à leur sujet :

“ Les peuples de chasseurs inférieurs ne constituent aujourd'hui qu'une infime fraction de l'humanité. Condamnés par leur forme de production imparfaite et peu rentable à la faiblesse numérique et à la pauvreté, ils ont partout reculé devant les peuples plus grands et plus forts, de sorte qu'ils ne végètent plus maintenant que dans des forêts vierges impénétrables et des déserts inhospitaliers. Une grande partie de ces tribus misérables appartient à des races naines. Ce sont les plus faibles justement, qui dans la lutte pour l'existence sont repoussés par les plus forts vers les contrées les plus hostiles et sont condamnés à la stagnation. En tout cas, on trouve encore aujourd'hui sur tous les continents, à l'exception de l'Europe, des représentants de la plus ancienne forme d'économie. L'Afrique recèle une multitude de peuples de chasseurs de petite taille; malheureusement, nous n'avons jusqu'à maintenant d'informations que sur un seul d'entre eux, les Boschimans du désert de Kala-

hari (dans le sud-ouest africain allemand). Les autres tribus de pygmées se cachent dans l'obscurité des forêts vierges centrales.

“ Quittons l'Afrique pour l'Orient. Nous rencontrerons dans l'île de Ceylan (à la pointe méridionale de la péninsule indienne) le peuple nain de chasseurs des Veddahs. Plus loin, dans l'archipel Andaman, les Mincopies; à l'intérieur de Sumatra, les Kubus, et dans les montagnes sauvages des Philippines les Aetas, trois tribus qui appartiennent également aux races naines. Avant la colonisation européenne, le continent australien était peuplé de tribus de chasseurs inférieurs, et si les indigènes ont été chassés de la plus grande partie des régions côtières par les colons de la seconde moitié du XIX^e siècle, ils continuent de vivre dans les déserts de l'intérieur.

“ En Amérique, on peut suivre toute une série de groupes humains dont la civilisation est des plus pauvres, dispersés depuis l'extrême Sud jusque dans le grand Nord. Dans les déserts montagneux du cap Horn (pointe méridionale de l'Amérique du Sud) battus par la pluie et la tempête, il y a les habitants de la Terre de feu que plus d'un observateur * déclaré être les plus misérables et les plus grossiers de tous les humains. A travers les forêts brésiliennes, errent, outre les Botocudos, de mauvaise réputation, bien d'autres hordes de chasseurs dont les Bororo, qui nous sont connus grâce aux recherches de von der Steinen. La Californie centrale (sur la côte ouest de l'Amérique du Nord) recèle diverses tribus qui ne sont guère au-dessus des très misérables Australiens. ”⁷² Sans pouvoir continuer de suivre Grosse, qui situe curieusement les Esquimaux parmi les peuples au niveau le plus bas, nous allons maintenant passer en revue quelques-unes des tribus énumérées ci-dessus en y cherchant les traces d'une organisation socialement planifiée du travail.

“ Tourignons-nous d'abord vers les anthropophages australiens qui, selon plusieurs savants, se trouvent au niveau le plus bas de civilisation que le genre humain puisse présenter sur cette terre. Chez les nègres d'Australie, nous trouvons avant tout la division primitive du travail déjà mentionnée entre hommes et femmes : ces dernières s'occupent principalement de l'alimentation végétale, du bois et de l'eau; les hommes vont à la chasse et fournissent la viande.

“ De plus, nous trouvons ici un tableau du travail social totalement opposé à la “ recherche individuelle de la nourriture ” qui nous apporte en même temps une preuve de la façon dont l'application nécessaire de toute la force de travail est assurée dans les sociétés les plus primitives. Par exemple : “ Dans la tribu Chepara, on attend de tous les hommes valides qu'ils s'occupent de la nourriture. Un homme est-il paresseux et reste-t-il au camp, les autres se moquent de lui et l'insultent. Hommes, femmes et enfants quittent le

⁷² Ernst Grosse : “ Les formes de la famille et les formes de l'économie ”, p. 30.

*camp tôt le matin pour aller chercher de la nourriture. Lorsqu'ils ont suffisamment chassé, hommes et femmes portent leur butin au plus proche point d'eau où un feu est allumé et le gibier rôti. Hommes, femmes et enfants mangent tous ensemble dans un climat de bonne entente, la nourriture ayant été répartie équitablement entre tous par les anciens. Après le repas, les femmes portent les restes au camp, et les hommes chassent en chemin. ”*⁷³

Voici quelques précisions sur le plan de la production chez les Nègres australiens. Il est en effet extrêmement compliqué et élaboré jusque dans le détail. Chaque tribu australienne se décompose en un certain nombre de groupes dont chacun porte le nom d'un animal ou d'une plante qu'il adore, et possède une portion de territoire délimitée à l'intérieur du territoire de la tribu. Un territoire appartient par exemple aux hommes du Kangourou, un autre aux hommes de l'Emou - grand oiseau ressemblant à l'autruche -, un troisième aux hommes du Serpent (les Australiens consomment aussi des serpents). etc. Ces “ Totems ” sont presque tous, d'après les dernières découvertes scientifiques, des animaux et des plantes qui servent de nourriture aux nègres australiens. Chacun de ces groupes a son chef qui dirige la chasse. Or le nom de plante ou d'animal et le culte correspondant ne sont pas une forme vide, chaque groupe a en effet l'obligation de s'occuper de la nourriture dont il porte le nom, de veiller au maintien et à la perpétuation de cette source alimentaire. Et chaque groupe ne le fait pas pour lui-même, mais avant tout pour les *autres* groupes de la tribu. Les hommes-kangourou ont l'obligation d'approvisionner les autres membres de la tribu en viande de kangourou, les hommes-serpents de fournir les serpents, les hommes-chenilles de procurer une espèce de chenille qui passe pour une gourmandise, etc. Il est caractéristique que tout cela s'accompagne de coutumes religieuses rigoureuses et de grandes cérémonies. Selon une règle presque générale, les gens de chaque groupe ne peuvent pas manger, ou très modérément, de leur propre animal ou plante-totem, par contre ils doivent en approvisionner les autres. Un homme du groupe des serpents doit, s'il attrape un serpent, s'abstenir d'en manger, sauf en cas de grande faim, mais l'apporter au camp pour les autres. De même, un homme-émou ne prendra que très peu de viande d'émou et pas du tout d'œufs ni de la graisse de l'animal, utilisée comme médicament, mais les livrera aux membres de sa tribu. D'autre part, les autres groupes ne peuvent chasser ou récolter ou manger un animal ou une plante sans l'autorisation des hommes du totem correspondant.

Tous les ans, chaque groupe célèbre une cérémonie solennelle dont le but est d'assurer (par des chants, de la musique et diverses cérémonies culturelles) la perpétuation de l'animal ou de la plante-totem, cérémonie après laquelle seulement il est permis aux autres groupes d'en manger. La date de la cérémonie est fixée pour chaque groupe par son chef, qui la dirige aussi. Et

⁷³ “ Somló ”, d'après Howitt, p. 45.

cette date est en relation directe avec les conditions de production. Il y a en Australie centrale une longue saison sèche dont les animaux et les plantes souffrent beaucoup et une courte saison des pluies qui entraîne une prolifération de la vie animale et une végétation abondante. Or, la plupart des cérémonies ont lieu à l'approche de la bonne saison. *Ratzel* voyait encore un “ malentendu comique ” dans l'affirmation que les Australiens portent le nom de leurs principaux aliments.⁷⁴ Pourtant, dans le système des groupes totémiques brièvement indiqué ci-dessus, on ne peut que reconnaître au premier regard une organisation poussée de la production sociale. Les différents groupes totémiques ne sont manifestement que les membres d'un vaste système de division du travail. Les groupes forment ensemble un tout ordonné et planifié et chaque groupe procède pour lui-même de façon organisée et planifiée sous une direction unique. Le fait que ce système de production prenne une forme religieuse, la forme de toutes sortes d'interdits alimentaires, de cérémonies, etc., prouve seulement que ce plan de production est *de date très ancienne*, que cette organisation existait déjà chez les nègres australiens il y a des siècles et même des millénaires; aussi a-t-elle eu le temps de se scléroser en formules rigides et, ce qui était à l'origine simplement utile du point de vue de la production et de l'approvisionnement en nourriture, s'est mué en une série d'articles de foi, en la croyance en des relations mystérieuses.

Ces relations, découvertes par les Anglais *Spencer* et *Gillen*, sont confirmées aussi par un autre savant, *Frazer*. Ce dernier dit expressément :

“ Nous ne devons pas oublier que les divers groupes totémiques ne vivent pas isolés les uns des autres dans la société totémique; ils sont mélangés et exercent leurs forces magiques pour le bien commun. Dans le système primitif, les hommes-kangourou - si nous ne nous trompons pas - chassaient et tuaient des kangourous aussi bien pour l'usage de tous les autres groupes totémiques que pour leur propre usage, et il en a sans doute été de même pour le totem-chenille, le totem-faucon et les autres totems. Dans le nouveau système à forme religieuse où il fut interdit aux hommes de tuer et manger les animaux totems, les hommes-kangourou ont continué à chasser des kangourous, mais ce n'était plus pour leur propre usage; les hommes-émou ont continué à faire se multiplier les émous bien qu'ils n'eussent plus le droit de manger de la viande d'émou; les hommes-chenille continuèrent à appliquer leurs arts magiques à la perpétuation des chenilles bien que ces gourmandises fussent maintenant réservées à d'autres estomacs. ”

En un mot : ce qui se présente à nous comme un système de culte était, dans les temps les plus reculés, un simple système de production sociale organisée avec une division du travail très poussée.

⁷⁴ Fr. Ratzel : “ Ethnologie ”, 1887, 2^e volume, p. 64.

Si nous nous tournons maintenant vers la répartition des produits chez les nègres australiens, nous trouvons un système encore plus détaillé et plus compliqué, si possible. Toute pièce de gibier qui a été chassée, tout cœur d'oiseau qui a été trouvé, toute poignée de fruits qui a été récoltée est attribuée à tels ou tels membres de la société selon des règles et un plan stricts. La nourriture végétale, par exemple, que les femmes ont ramassée, leur appartient à elles et aux enfants. Le butin de chasse des hommes est réparti selon des règles différentes pour chaque tribu, mais très minutieuses dans toutes les tribus. C'est ainsi par exemple que le savant anglais Howitt a observé le mode de répartition suivant chez les peuplades du Sud-Est australien, principalement dans la région de Victoria :

*“ Un homme tue un kangourou à une certaine distance du camp. Deux autres hommes l'accompagnent, mais ils n'en viennent pas à l'aider pour tuer l'animal. La distance du camp est considérable, aussi le kangourou est-il rôti avant d'être apporté au camp. Le premier homme allume un feu, les deux autres découpent le gibier, les trois rôtissent les entrailles et les mangent. La répartition se fait de la manière suivante : les hommes n° 2 et 3 ont une cuisse et la queue et une cuisse avec une partie de la hanche parce qu'ils ont assisté et participé au dépeçage. L'homme n° 1 garde le reste et l'apporte au camp. Sa femme apporte la tête et l'échine à ses parents, le reste revient aux parents de l'homme. S'il n'a pas de viande, il en garde un peu pour lui, mais s'il a un opossum, il donne tout. Si sa mère a attrapé des poissons, elle peut lui en donner un peu, ou bien ses beaux-parents lui donnent un peu de leur part; ils lui en donnent un peu le matin suivant. Dans tous les cas, les enfants sont bien nourris par les grands-parents. ”*⁷⁵

Dans une tribu, les règles suivantes sont en vigueur : d'un kangourou par exemple, celui qui l'a abattu reçoit un morceau de rable, le père l'échine, les côtes, les épaules et la tête; la mère la cuisse droite, le plus jeune frère la patte avant gauche, la sœur aînée un morceau le long de l'échine, la sœur cadette la patte avant droite. Le père remet la queue et un morceau du dos à ses parents, la mère remet une partie de la cuisse et le tibia à ses propres parents. D'un ours, le chasseur lui-même garde les côtes gauches, le père reçoit la patte arrière droite, la mère la gauche, le frère aîné la patte avant droite, le frère cadet la gauche. La sœur aînée reçoit l'échine, la plus jeune le foie. Les côtes droites appartiennent au frère du père, un morceau du flanc à l'oncle maternel et la tête va dans le camp des jeunes hommes.

Dans une autre tribu, la nourriture est partagée immédiatement entre tous les présents. Si par exemple un vallaby (petite espèce de kangourou) est abattu, et si dix ou douze personnes sont présentes, chacune reçoit un morceau

⁷⁵ “ Somló ”, d'après Howitt, p. 42.

de l'animal. Aucun d'entre eux ne touche à l'animal ou à un morceau avant que le chasseur ne lui ait attribué son morceau. Si celui qui a abattu l'animal est par hasard absent pendant qu'on rôtit la bête, personne ne la touche avant qu'il ne revienne et fasse la répartition. Les femmes reçoivent des parts égales à celles des hommes et les parents s'occupent des enfants.⁷⁶

La forme rituelle que prennent ces modes de partage, variables selon les tribus, trahit leur caractère très ancien.⁷⁷ Il s'y exprime sans doute une tradition millénaire que chaque génération respecte rigoureusement. Le système fait apparaître deux choses très clairement. D'une part, que chez les nègres australiens, peuplade sans doute la plus arriérée qui soit, ce n'est pas seulement la production, mais aussi la consommation qui est organisée de façon planifiée comme une affaire commune, sociale. D'autre part, que ce plan vise à assurer l'approvisionnement des membres de la société, tant en fonction de leurs besoins que de leur rendement : en toutes circonstances, on pourvoit avant tout à la subsistance des gens âgés et ceux-ci, à leur tour, de même que les mères, s'occupent des petits enfants. La vie économique des Australiens - la production, la division du travail, la répartition des aliments - est organisée de façon strictement planifiée, codifiée en règles fixes depuis des temps immémoriaux.

Quittons l'Australie pour l'Amérique du Nord. Ici, les quelques Indiens qui sont restés à l'est, sur l'île Tiburon, dans le golfe de Californie, et sur une mince bande côtière, offrent un intérêt particulier, parce qu'ils vivent complètement à l'écart et sont hostiles aux étrangers. Grâce à cela, ils ont conservé toute la pureté de leurs coutumes primitives. En 1895, des savants des États-Unis ont entrepris une expédition pour étudier cette tribu et l'Américain Mac Gee nous en dépeint les résultats. D'après lui, la tribu des Indiens Seri - c'est le nom de cette petite peuplade - se décompose en quatre groupes portant chacun le nom d'un animal. Les deux plus importants sont le groupe du Pélican et le groupe de la Tortue. Les coutumes, mœurs et règles de ces groupes en ce qui concerne leurs animaux-totems sont tenues rigoureusement secrètes et il a été très difficile de les connaître. Quand on apprend que la nourriture de ces Indiens consiste principalement en viande de pélican, de tortues, en poissons et autres animaux marins, et quand on se rappelle le système décrit ci-dessus des groupes totémiques chez les Nègres australiens, on peut admettre avec un grand degré de certitude que chez les Indiens de Californie le culte mystérieux des animaux-totems et la division de la tribu en groupes correspondants ne sont que les vestiges d'un système de production très ancien et rigoureusement organisé avec division du travail, qui s'est sclérosé en symboles religieux. Ce qui nous renforce dans cette idée, c'est que le pélican est l'esprit protecteur suprême des Indiens Seri. Cet oiseau constitue en même temps la base de l'exis-

⁷⁶ Id., p. 43.

⁷⁷ Ratzel, 1894, 1^o volume, p. 333.

tence économique de la tribu. La viande de pélican est la nourriture essentielle, la peau du pélican sert de vêtement, de lit, de bouclier, d'article de troc avec les étrangers.

La forme de travail la plus importante des Seri, la chasse, est soumise à des règles strictes. La chasse au pélican est une entreprise commune bien organisée, “ au caractère au moins à demi-cérémoniel ”; la chasse au pélican ne peut avoir lieu qu'à certaines périodes, de sorte que les oiseaux soient épargnés pendant la période où ils couvent, afin que leur postérité soit assurée.

“ A l'abattage (opéré massivement, il ne présente aucune difficulté, vu la lourdeur de ces oiseaux) succède une grande goinfrerie, les familles à demi-affamées dévorant bruyamment dans l'ombre les morceaux les plus tendres, jusqu'à ce que le sommeil s'empare d'elles. Le jour suivant, les femmes recherchent le cadavre dont le plumage a été le moins abîmé et en retirent soigneusement la peau. ” La fête dure plusieurs jours et différentes cérémonies y sont liées. Cette “ grande goinfrerie ” qui se passe dans l'ombre et dans le bruit et où le professeur Bücher verrait sûrement le signe d'un comportement bestial, est en réalité très bien organisée - son caractère cérémoniel en est la garantie suffisante. La planification de la chasse s'accompagne d'une réglementation rigoureuse de la répartition et de la consommation. Le repas commun suit un ordre déterminé : d'abord vient le chef de la tribu (et conducteur de la chasse), puis les autres guerriers par ordre d'âge, puis les enfants par ordre d'âge également, les filles (surtout celles proches de la puberté) jouissant de grands avantages, grâce à l'indulgence des femmes.

“ Tout membre de la famille ou du clan peut revendiquer la nourriture et la vêtue nécessaires, et c'est l'affaire de tout autre que de veiller à ce que ces besoins soient couverts. Le degré de cette obligation est pour une part fonction du voisinage, du rang et du degré de responsabilité dans le groupe (en fonction de l'âge habituellement). La première personne a l'obligation de veiller à ce qu'il en reste assez pour ceux qui sont au-dessous d'elle et cette obligation redescend de telle sorte qu'il est pourvu même aux besoins des enfants incapables de se tirer d'affaire tout seuls. ”⁷⁸

Pour l'Amérique du Sud, nous avons le témoignage du professeur von der Steinen sur la tribu sauvage de Bororo au Brésil. Ici aussi règne avant tout la division typique du travail : les femmes s'occupent de la nourriture végétale, cherchent des racines avec un bâton pointu, grimpent avec une grande agilité sur les palmiers, récoltent les noix, coupent le cœur du palmier, cherchent des fruits et autres choses semblables. Les femmes apprêtent la nourriture végétale et fabriquent la poterie. Quand les femmes rentrent, elles donnent aux hommes

⁷⁸ “ Somló ”, d'après Moc Gee, p. 128.

les fruits et reçoivent en échange ce qui reste de la viande. La répartition et la consommation sont réglées rigoureusement.

“ *Si l'étiquette des Bororo ne les empêchait nullement de manger en commun* ”, dit von der Steinen, “ *ils avaient par contre d'autres coutumes étranges qui montrent clairement que des tribus dépendant d'un butin souvent maigre doivent trouver des moyens pour prévenir les querelles et les disputes lors de la répartition.* ”

Il y avait par exemple une règle extrêmement frappante : nul ne faisait rôtir le gibier abattu par lui-même, mais le donnait à rôtir à un autre ! Les mêmes sages mesures de précaution sont prises pour les peaux et défenses d'animaux. Quand un jaguar a été abattu, on célèbre une grande fête; on mange la viande. Mais ce n'est pas le chasseur qui reçoit la peau et les dents, c'est le plus proche parent de l'Indien (ou de l'Indienne) le plus récemment décédé. On honore le chasseur, tout le monde lui donne en cadeaux des plumes d'arara (la parure la plus distinguée des Bororo) et l'arc orné de rubans d'oassu. Le règlement le plus important pour empêcher la discorde est lié au *médecin*, ou, comme les Européens ont coutume de dire en pareil cas, au sorcier ou au prêtre. Il doit être présent lorsqu'on abat un animal, autoriser le partage de tout animal abattu ou de tout mets végétal, par certaines cérémonies déterminées. La chasse a lieu à l'initiative et sous la direction du chef. Les hommes jeunes et non-mariés habitent en commun dans la “ maison des hommes ”, où ils travaillent, fabriquent des armes, des outils, des parures, filent, se livrent à des joutes, tout cela en commun, et où ils mangent en commun, dans l'ordre et la discipline la plus stricte, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut. “ La famille dont un membre meurt ”, dit von der Steinen, “ est frappée d'une grande perte. Car on brûle tout ce dont se servait le mort, ou on le jette dans le fleuve, emballé dans la corbeille d'os pour qu'il n'y ait aucune occasion de retour. La hutte est ensuite complètement nettoyée. Les survivants reçoivent de nouveaux cadeaux, on fait pour eux des arcs et des flèches et la coutume veut que, lorsqu'un jaguar est tué, la peau soit donnée au frère de la dernière femme décédée ou à l'oncle du dernier homme décédé. ”⁷⁹ Un plan et une organisation tout à fait précis président donc à la production comme à la répartition.

Si nous parcourons le continent américain jusqu'à l'extrême pointe méridionale, nous trouvons en *Terre de Feu* des peuples au niveau le plus bas. Ils habitent ce groupe d'îles inhospitalières situé à la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, et c'est au XVII^e siècle que nous avons eu les premières informations sur eux. En 1698, à l'initiative des pirates français, qui sévissaient depuis de nombreuses années dans les mers australes, le gouvernement français y avait envoyé une expédition. L'un des explorateurs qui y participa nous a laissé

⁷⁹ Karl von der Steinen : “ Parmi les peuples naturels du Brésil ”, pp. 378-389.

un journal qui contient les brèves informations suivantes sur les habitants de la Terre de Feu :

*“ Toute famille, c'est-à-dire le père, la mère et les enfants qui ne sont pas encore mariés, a sa pirogue (en écorce d'arbre). Ils y gardent tout ce dont ils ont besoin. Là où la nuit les rejoint, ils se couchent et dorment. S'il n'y a pas de hutte construite, ils en dressent une. Au milieu, ils allument un petit feu autour duquel ils se couchent sur un amas d'herbes. S'ils ont faim, ils font cuire des coquillages que le plus âgé d'entre eux répartit en parts égales. L'occupation principale et la tâche des hommes consistent dans la construction de la hutte, dans la chasse et la pêche; les femmes doivent prendre soin des canots et ramasser les coquillages... Ils chassent la baleine de la façon suivante : ils vont en mer à cinq ou six canots, et quand ils en ont trouvé une, ils la poursuivent, la harponnent avec de grandes flèches dont les pointes en os ou en pierre sont très habilement taillées... Quand ils ont abattu un animal ou un oiseau ou pris des poissons et des coquillages, qui constituent leur nourriture habituelle, ils les répartissent entre toutes les familles, et ils ont sur nous cette supériorité qu'ils possèdent presque tous leurs vivres en commun. ”*⁸⁰

D'Amérique, tournons-nous vers l'Asie. Ici, le savant anglais *E.H. Man*, qui a passé onze ans parmi les tribus naines des *Mincopies*, dans l'archipel Andaman (dans le golfe du Bengale) et en a acquis une connaissance plus précise que tout autre Européen, nous rapporte sur eux les faits suivants :

“ Les Mincopies se décomposent en neuf tribus, et chaque tribu en un assez grand nombre de petits groupes de 30, 50 et parfois 300 personnes. Chacun de ces groupes a son chef, la tribu entière a aussi un chef qui est au-dessus de ceux des différentes communautés. Son autorité est très limitée; elle consiste essentiellement à organiser les réunions de toutes les communautés qui font partie de sa tribu. C'est lui qui dirige la chasse, la pêche et les expéditions, il arbitre aussi les querelles. A l'intérieur de chaque communauté, le travail est commun, avec une division du travail entre hommes et femmes. Les hommes vaquent à la chasse, à la pêche, à la récolte du miel, à la construction des canots, des ares, des flèches et autres outils, les femmes fournissent le bois et l'eau, ainsi que la nourriture végétale, fabriquent les bijoux, font la cuisine. C'est la tâche de tous les hommes et de toutes les femmes qui restent à la maison de s'occuper des enfants, des malades et des vieillards et d'entretenir le feu dans les différentes huttes; quiconque est apte à travailler a l'obligation de travailler pour lui-même et pour la communauté; il est d'usage de veiller à ce qu'il y ait toujours des réserves de nourriture, pour traiter des amis de passage. Les petits enfants, les faibles et les vieillards sont l'objet des soins géné-

⁸⁰ Rapport de la 8^e séance du Congrès International des Américanistes à Paris en 1890; fait par M. G. Marcel, Paris 1892, p. 491.

raux et ils sont mieux placés que le reste des membres de la société, en ce qui concerne la satisfaction de leurs besoins quotidiens.

“ Pour la consommation de la nourriture, il existe des règles déterminées. Un homme marié ne peut manger en commun qu'avec d'autres hommes mariés ou des célibataires, mais jamais avec d'autres femmes que celles de son propre ménage, sauf s'il est déjà d'âge avancé. Les gens non mariés doivent prendre leurs repas à part - les jeunes hommes d'un côté, les jeunes filles de l'autre.

“ La préparation des mets est habituellement la tâche des femmes; elles s'y adonnent en général pendant l'absence des hommes. Si elles sont exceptionnellement occupées à rapporter du bois ou de l'eau, comme les jours de fête ou lors d'une chasse particulièrement abondante, c'est un homme qui s'occupe de la cuisine et qui, une fois le repas à moitié prêt, le partage entre les présents et laisse la préparation ultérieure aux soins de chacun d'entre eux sur leurs propres feux. Si le chef est là, il reçoit la première part, la part du lion, puis viennent les hommes et ensuite les femmes et les enfants; ce qui reste appartient à celui qui a fait le partage.

“ Dans la confection de leurs armes, de leurs outils et autres objets, les Mincopies manifestent d'habitude une remarquable persévérance, passant des heures à tailler laborieusement un morceau de fer avec un marteau de pierre pour en façonner une pointe de javelot ou de flèche, ou à corriger la forme d'un arc, etc. Ils s'adonnent à ces travaux même quand aucune nécessité immédiate ou prévisible ne les incite à de tels efforts. On ne peut pas les accuser d'égoïsme - dit-on d'eux - car ils offrent (naturellement, ce n'est qu'une expression européenne provenant d'un malentendu pour “ partager ”) souvent le meilleur de ce qu'ils possèdent et ne gardent pas pour leur propre usage les objets les mieux réussis, encore moins en font-ils de meilleurs pour eux-mêmes.”⁸¹

Nous allons clore la série des exemples ci-dessus par un échantillon de la vie des sauvages africains. Les petits *Boschimans* du désert de Kalahari offrent habituellement l'exemple de la plus grande arriération et du plus bas niveau de civilisation humaine. Des savants allemands, anglais et français, nous rapportent de façon concordante que les *Boschimans* vivent en groupes (hordes) qui mènent une vie économique commune. Dans leurs petites bandes, une égalité parfaite règne en ce qui concerne les vivres, les armes, etc. Les vivres qu'ils trouvent dans leurs expéditions sont recueillis dans des sacs que l'on vide au camp. “ Alors - raconte l'Allemand Passarge - la récolte du jour apparaît : des racines, des bulbes, des fruits, des chenilles, des oiseaux, des grenouilles, des tortues, des sauterelles et même des serpents et des iguanes. ”

⁸¹ “ Somló ”, d'après Man, pp. 96-99.

Puis on répartit le butin entre tous. “ La récolte systématique de végétaux, tels que par exemple baies, racines, bulbes, etc., de même que de petits oiseaux, est l'affaire des femmes. Elles doivent, avec l'aide des enfants, faire provision de ces vivres pour la horde. L'homme aussi apporte ce qu'il trouve au hasard, mais cette récolte est tout à fait secondaire chez lui. La tâche de l'homme, c'est avant tout la chasse. ” Le butin de chasse est consommé en commun par la horde. Aux Boschimans errants et aux hordes amies, on accorde aussi place et nourriture auprès du feu commun. Passarge, en bon Européen chaussé des lunettes de la société bourgeoise, voit même dans la “ vertu exagérée ” avec laquelle les Boschimans partagent avec d'autres tout jusqu'au dernier reste, une cause de leur incapacité à se civiliser !⁸²

On voit donc que, dans la mesure où ils nous sont connus par l'observation directe, les peuples les plus primitifs, et précisément ceux qui sont le plus éloignés de l'état sédentaire et de l'agriculture, qui se trouvent pour ainsi dire au point de départ dans la chaîne de l'évolution, nous présentent une tout autre image de leur situation que dans le schéma de Monsieur *Grosse*. Nous n'apercevons partout que communautés économiques strictement réglementées avec des traits typiques d'organisation communiste, et non “ dispersion ” et “ exploitations séparées ”. Cela concerne les “ chasseurs inférieurs ”. Pour les “ chasseurs supérieurs ”, le tableau de l'économie de clan chez les Iroquois, telle que *Morgan* l'a décrite en détail, nous suffit. Mais les éleveurs aussi livrent un matériel suffisant pour infliger un démenti aux audacieuses affirmations de *Grosse*.⁸³

La communauté agricole de la Marche n'est donc pas la seule, mais simplement la plus évoluée, pas la première, mais la dernière des organisations communistes primitives, que nous rencontrerons dans l'histoire économique. Cette organisation communiste primitive elle-même n'est pas un produit de l'agriculture, mais de très anciennes traditions de communisme : né au sein de l'organisation gentilice, appliqué finalement à l'agriculture, le communisme y atteint un sommet qui hâte son propre déclin. Les faits ne confirment nullement le schéma de *Grosse*. Si nous lui demandons l'explication de ce communisme, phénomène remarquable qui surgit au beau milieu de l'histoire économique, pour disparaître peu après, il nous sert une de ses spirituelles explications “ matérialistes ” : “ Nous avons vu en fait que si le clan a acquis plus de solidité et de pouvoir chez les agriculteurs inférieurs que chez les peuples ayant d'autres formes de civilisation, c'est avant tout parce qu'il intervient comme communauté d'habitat, de possession et d'économie. Qu'il soit parvenu ici à un tel développement, c'est ce qu'explique à son tour la nature de l'agriculture inférieure,

⁸² “ Somló ”, p. 116.

⁸³ Note marginale de R. L. (au crayon) : Les Péruviens, mais ce ne sont pas des nomades, il est vrai - les Arabes, les Kabyles, les Kirghizes, les Yakoutes.

qui unit les hommes, alors que la chasse et l'élevage les dispersent ” (p. 158). Autrement dit, la “ réunion ” ou la “ dispersion ” spatiales des hommes, voilà ce qui décide de la prédominance du communisme ou de la propriété privée. Dommage que Monsieur *Grosse* ait oublié de nous expliquer comment il se fait que les bois et les prés - où l'on se “ disperse ” le plus volontiers - soient restés le plus longtemps - jusqu'à aujourd'hui même par endroits - propriété collective, tandis que les champs, où l'on se “ réunit ”, sont devenus de très bonne heure propriété privée. Dommage qu'il ne nous explique pas non plus pourquoi la forme de production qui, dans toute l'histoire économique, “ réunit ” le plus les hommes, la grande industrie, n'a pas du tout produit de propriété collective, mais au contraire la forme la plus virulente de la propriété privée, la propriété capitaliste.

On le voit, le “ matérialisme ” de *Grosse* est une nouvelle preuve de ce qu'il ne suffit pas de parler de la “ production ” et de sa signification pour l'ensemble de la vie sociale, pour avoir une conception matérialiste de l'histoire; de ce qu'en particulier, séparé de la conception révolutionnaire de l'évolution, le matérialisme historique devient une grossière et lourde béquille de bois, au lieu d'être, comme chez *Marx*, le coup d'aile génial de l'esprit.

Ce qui ressort avant tout, c'est que tout en discourant si abondamment de la production et de ses formes, *Monsieur Grosse* n'y voit pas clair dans les concepts les plus fondamentaux concernant les rapports de production. Nous avons déjà vu qu'il entend d'abord par formes de production des catégories purement extérieures comme la chasse, l'élevage ou l'agriculture. Pour répondre alors à l'intérieur de chacune de ces “ formes de production ” à la question de la forme de propriété - propriété commune, propriété familiale ou propriété privée, et quel est le possesseur - il distingue des catégories comme “ la propriété foncière ” et les “ biens meubles ”. S'il trouve des propriétaires différents pour ces différentes propriétés, il se demande quelle est la “ plus importante ”. Ce qui lui paraît, à *Monsieur Grosse*, “ le plus important ”, il en fait la forme de propriété dominante de la société. Il décrète par exemple que chez les chasseurs supérieurs “ les biens meubles ont déjà acquis une telle importance ” qu'ils sont plus importants que la propriété “ foncière ” et, comme les biens meubles, la nourriture par exemple, sont propriété privée, *Grosse* ne reconnaît pas une économie communiste, malgré la propriété commune du sol.

Or de telles distinctions d'après un signe purement extérieur - bien meuble ou immeuble - n'ont pas la moindre signification pour la production et sont à peu près au même niveau que les autres distinctions établies par *Grosse* entre les formes de la famille, selon la domination masculine ou féminine, ou entre les formes de production selon leurs effets de dispersion ou d'unification. Les “ biens meubles ” peuvent consister en vivres, en matières premières, en parures et objets culturels, ou en outils. Ils peuvent être fabriqués pour l'usage propre ou pour l'échange. Selon le cas, ils auront une importance très différente

pour les rapports de production. *Grosse* juge des rapports de production et de propriété des peuples d'après les vivres et autres objets de consommation au sens le plus large - ce en quoi il est un représentant typique de la science bourgeoise actuelle. S'il trouve que ce sont des individus qui prennent possession des objets de consommation et les consomment, le règne de la propriété privée est établi pour lui chez le peuple en question. C'est typiquement la façon dont on réfute aujourd'hui "scientifiquement" le communisme primitif.⁸⁴ D'après ce profond point de vue, une communauté de mendiants telle qu'on en rencontre souvent en Orient et qui met en commun et consomme ensemble les aumônes, ou une bande de voleurs qui profite solidairement du produit de ses vols, représente une "collectivité économique communiste" à l'état pur. Par contre, une communauté agraire qui possède et cultive en commun le sol, mais en consomme les fruits par familles, ne peut être considérée comme une "communauté économique que dans un sens très limité". Bref, ce qui décide du caractère de la production, selon cette conception, c'est le droit de propriété touchant les biens de consommation, et non les moyens de production, c'est-à-dire les conditions de la répartition et non celles de la production. Nous sommes parvenus ici à un point central de l'économie politique, qui est d'une importance fondamentale pour comprendre toute l'histoire économique. Abandonnant désormais *Monsieur Grosse* à son sort, nous allons accorder notre attention à cette question.

IV.

Quiconque aborde l'étude de l'histoire économique et veut connaître les différentes formes prises par les rapports économiques de la société dans son évolution historique, doit d'abord savoir clairement quel caractère distinctif de ces rapports économiques il doit prendre comme pierre de touche et unité de mesure de cette évolution. Pour s'y retrouver dans l'abondance des phénomènes dans un domaine précis et, en particulier, pour découvrir leur ordre de succession historique, il faut savoir très clairement quel facteur est pour ainsi dire l'axe interne autour duquel tournent les phénomènes. *Morgan* a pris pour mesure de l'histoire des civilisations et pour pierre de touche du niveau atteint par elles, un facteur tout à fait précis - le développement de la technique de production. Ce faisant, il a pris pour ainsi dire toute la civilisation humaine à la racine, il a mis à nu cette racine. Pour l'histoire économique, le critère de *Morgan* ne suffit pas. La technique du travail social montre exactement le niveau atteint par les hommes dans la domination de la nature extérieure. Tout pas en avant dans le perfectionnement de la technique de production est en même temps un pas en avant dans la soumission de la nature physique à l'esprit humain, un pas en avant dans l'évolution de la civilisation humaine universelle. Cependant, si

⁸⁴ "Somló".

nous voulons étudier spécialement les formes de production dans la société, les rapports de l'homme avec la nature ne nous suffisent pas, ce qui nous intéresse au premier chef, c'est un autre aspect du travail humain : ce sont les rapports des hommes entre eux dans le travail, c'est-à-dire l'organisation sociale de la production, et la technique de la production. Si nous savons qu'un peuple primitif connaît le tour du potier et fait de la poterie, c'est là une chose très caractéristique du degré de civilisation atteint par ce peuple. *Morgan* fait de ce progrès très important de la technique le signe significatif de toute une période de la civilisation qu'il caractérise comme le passage de l'état sauvage à la barbarie. Mais nous ne pouvons guère juger encore de la forme de la production chez ce peuple d'après ce fait. Il nous faudrait pour cela connaître toute une série de circonstances, savoir qui dans cette société pratique l'art de la poterie, si tous les membres de la société ou seulement une fraction, une famille par exemple, ou les femmes, pourvoient la communauté en pots, si les produits de la poterie ne sont utilisés que par la communauté elle-même, le village par exemple, pour son propre usage ou s'ils servent à l'échange avec d'autres, si les produits de chaque personne faisant de la poterie sont utilisés par elle seule ou si tous les objets produits servent en commun à tous les membres de la collectivité.

Les relations sociales qui peuvent déterminer le caractère de la forme de production dans une société sont multiples et diverses : division du travail, répartition des produits parmi les consommateurs, échange. Ces aspects de la vie économique sont eux-mêmes déterminés par un facteur décisif de la production. Il est clair à première vue que la répartition des produits et l'échange ne peuvent être que des phénomènes dérivés. Pour que les produits puissent être répartis ou échangés entre consommateurs, il faut avant tout qu'ils soient fabriqués. La production est donc le premier et le plus important facteur de la vie économique de la société. Ce qui est décisif dans le processus de la production, c'est la question suivante : quels sont les rapports entre ceux qui travaillent et leurs moyens de production ? Tout travail exige certaines matières premières, un lieu de travail précis et puis... certains outils. Nous savons déjà quelle importance revient aux outils du travail et à leur fabrication dans la vie de la société humaine. La force de travail humaine s'y ajoute pour accomplir le travail avec ces outils et les autres moyens de production et fabriquer les biens de consommation nécessaires à la vie de la société. Or la première question de la production, et son facteur décisif, ce sont les rapports des hommes qui travaillent avec leurs moyens de production. Nous ne parlons pas des rapports *techniques*, du caractère plus ou moins perfectionné des moyens de production avec lesquels les hommes travaillent, ni de la manière dont ils procèdent dans leur travail. Nous parlons des rapports *sociaux* entre la force de travail humaine et les moyens de production morts, et de la question : à *qui appartiennent les moyens de production* ? Au cours des temps, ces rapports ont subi de nombreux changements. Chaque fois, le caractère de la production, la répartition des produits, la forme prise par la division du travail, la tendance et l'ampleur

de l'échange, enfin toute la vie matérielle et intellectuelle de la société en étaient modifiées. Selon que ceux qui travaillent possèdent en commun leurs moyens de production, ou que chacun les possède pour lui-même, ou que ceux qui travaillent soient au contraire en même temps que les moyens de production, et comme moyens de production eux-mêmes, la propriété de ceux qui ne travaillent pas, ou qu'ils soient enchaînés comme esclaves aux moyens de production, ou bien encore libres, mais ne possèdent pas de moyens de production et se voyant contraints de vendre leur force de travail comme moyen de production - nous avons une économie communiste ou une économie de petits paysans ou une économie artisanale, ou une économie esclavagiste ou une économie féodale ou enfin une économie capitaliste reposant sur le travail salarié.

Chacune de ces formes d'économie a sa forme particulière de division du travail, de répartition des produits, d'échange, de vie sociale, juridique ou intellectuelle. Il suffit dans l'histoire économique des hommes que les rapports entre ceux qui travaillent et les moyens de production se modifient radicalement pour que tous les autres aspects de la vie économique, politique et intellectuelle se modifient radicalement, pour que naisse une société entièrement nouvelle. Il y a évidemment une continuelle interaction entre tous ces aspects de la vie économique de la société. Non seulement les rapports de la force de travail avec les moyens de production agissent sur la division du travail, sur la répartition des produits, sur l'échange, mais ces facteurs agissent à leur tour sur les rapports de production. Cependant, la façon d'agir est différente. Le mode, dominant à chaque étape économique, de division du travail, la répartition des richesses, l'échange en particulier peuvent bien miner peu à peu les rapports entre force de travail et moyens de production dont ils sont eux-mêmes sortis. Mais leur forme ne se modifie que lorsqu'un bouleversement radical, une révolution a eu lieu dans les rapports dépassés entre force de travail et moyens de production. Les bouleversements dans les rapports entre force de travail et moyens de production constituent-ils les grandes pierres milliaires sur la voie de l'histoire économique délimitent-ils les époques naturelles dans le devenir économique de la société ? Combien il est important, pour comprendre l'histoire économique, d'en distinguer clairement l'essentiel de l'inessentiel, c'est ce que montre un examen de la méthode la plus appréciée aujourd'hui en Allemagne par l'économie politique bourgeoise et la plus couramment adoptée pour diviser l'histoire économique. Nous pensons à la division du professeur *Bücher*. Dans sa *Formation de l'économie nationale*, le professeur *Bücher* expose l'importance d'une division correcte en époques, pour comprendre l'histoire économique. Selon son habitude, il n'aborde pas simplement la question pour nous présenter le résultat de ses recherches rationnelles, mais commence par nous préparer à une juste appréciation de son œuvre en s'étendant longuement sur les insuffisances de tous ses prédécesseurs.

“ La première question ”, dit-il, que doit se poser le spécialiste d'économie politique qui veut comprendre l'économie d'un peuple à une époque reculée, sera celle-ci : l'économie est-elle une économie nationale ? Ses phénomènes sont-ils de même essence que ceux de notre actuelle économie d'échange, ou bien sont-ils essentiellement différents ? On ne peut répondre à cette question si l'on ne renonce pas à étudier les phénomènes économiques du passé avec les mêmes procédés d'analyse conceptuelle et de déduction psychologique qui ont fait brillamment leurs preuves entre les mains des maîtres de l'ancienne économie politique “ abstraite ” pour l'étude de l'économie du présent.

“ On ne peut épargner à l'école “ historique ” moderne le reproche d'avoir transposé, au passé, presque sans examen, les catégories habituelles abstraites des phénomènes de l'économie nationale moderne, au lieu de pénétrer l'essence des époques économiques antérieures ou bien d'avoir manipulé les concepts de l'économie d'échange jusqu'à ce qu'ils semblent tant bien que mal s'adapter à toutes les époques économiques... Nulle part cela ne se remarque mieux que dans la manière dont on caractérise les différences entre l'économie actuelle des peuples civilisés et l'économie des époques passées ou des peuples pauvres en civilisation. Cela se produit par l'énumération de prétendues étapes de l'évolution dans la désignation desquelles on résume en un slogan toute la marche de l'évolution historique de l'économie... Toutes les tentatives antérieures de ce genre souffrent d'un défaut : elles ne nous donnent pas accès à l'essence des choses, mais restent à la surface. ”⁸⁵

Quelle division de l'histoire économique le professeur Bücher nous propose-t-il maintenant ? Écoutons-le :

“ Si nous voulons saisir toute cette évolution d'un seul point de vue, ce ne peut être qu'un point de vue qui nous fasse accéder aux phénomènes essentiels de l'économie nationale, mais nous révèle en même temps le facteur organisateur des périodes économiques antérieures. Ce ne peut être que le rapport entre la production des biens et leur consommation, ou plus exactement : la longueur du chemin que les biens parcourent du producteur au consommateur. De ce point de vue, nous parvenons à la division suivante de toute l'évolution économique, tout au moins pour les peuples d'Europe centrale et occidentale où elle peut être suivie historiquement avec une précision suffisante, en trois étapes :

“ 1^o L'étape de l'économie domestique fermée (production purement pour soi-même, sans échange), étape à laquelle les biens sont consommés dans l'économie même où ils sont nés.

⁸⁵ Bücher : “ Formation de l'économie nationale ”, p. 54.

“ 2° L'étape de l'économie urbaine (production pour les clients, échange direct), étape à laquelle les biens passent directement de l'économie productrice à l'économie de consommation.

“ 3° L'étape de l'économie nationale (production marchande, circulation des biens) étape à laquelle les biens doivent en général passer par une série d'économies avant de parvenir à la consommation. ”⁸⁶

Ce schéma de l'histoire économique est d'abord intéressant par ce qu'il ne contient pas. Pour le professeur *Bücher*, l'histoire économique commence par la communauté agraire des peuples civilisés européens, donc par l'agriculture supérieure. Toute la période, longue de plusieurs millénaires, où régnaient des rapports de production antérieurs à l'agriculture supérieure, rapports dans lesquels vivent encore de nombreuses peuplades, *Bücher*, nous le savons, la caractérise comme “ non-économie ”, comme période de la fameuse “ recherche individuelle de la nourriture ” et du “ non-travail ”. Le professeur *Bücher* commence l'histoire de l'économie avec cette forme la plus tardive du communisme primitif qui, avec la vie sédentaire et l'agriculture supérieure, contient déjà en elle les germes de sa dissolution inévitable et du passage à l'inégalité, à l'exploitation et à la société de classes. Grosse conteste le communisme dans toute la période précédant le communisme agraire, *Bücher* raye complètement cette période de l'histoire de l'économie.

La seconde étape de l'“ économie urbaine ” fermée est une autre découverte sensationnelle que nous devons au “ génial coup d'œil ” du professeur de Leipzig, comme dirait *Schurtz*. Si par exemple l'“ économie domestique fermée ” d'une communauté agraire se caractérisait par le fait qu'elle englobait un cercle de personnes satisfaisant, toutes, leurs besoins économiques à l'intérieur de cette économie domestique, c'est exactement l'inverse pour les villes médiévales d'Europe centrale et occidentale - elles seules en effet constituent pour *Bücher* l'“ économie urbaine ”. Dans la ville médiévale, il n'y a pas d'“ économie ” commune, mais - pour employer le jargon du professeur *Bücher* - autant d'“ économies ” que d'ateliers et de ménages d'artisans des corporations, dont chacun produit, vend et consomme pour lui-même - quoique selon les règles générales de la corporation et de la cité. La ville médiévale d'Allemagne ou de France ne constituait pas un domaine économique “ fermé ”, car son existence s'appuyait directement sur l'échange avec la campagne dont elle recevait nourriture et matières premières et pour laquelle elle fabriquait les produits industriels. *Bücher* construit autour de chaque ville un environnement rural fermé qu'il incorpore à son “ économie urbaine ”, en réduisant par commodité l'échange entre la ville et la campagne à l'échange avec les *paysans* du plus proche voisinage. Les cours des riches seigneurs féodaux qui constituaient les

⁸⁶ Ibid, p. 58.

meilleurs clients du commerce urbain et qui étaient en partie dispersées à la campagne loin de la ville, et en partie avaient leur siège au centre de la ville en particulier dans les villes impériales et épiscopales y formant leur propre domaine économique, sont laissées complètement de côté. De même, *Bücher* fait abstraction du commerce extérieur qui a eu la plus grande importance pour la vie économique médiévale, et en particulier pour le destin des cités. Ce qu'il y a de plus caractéristique pour les villes médiévales, le fait qu'elles ont été le centre de la *production marchande*, devenue pour la première fois - quoique sur un territoire restreint - la forme de production dominante, le professeur *Bücher* l'ignore. Au contraire, la production marchande commence pour lui avec l' "économie nationale" - on sait que l'économie politique bourgeoise a coutume d'appeler ainsi le système actuel de l'économie capitaliste, c'est-à-dire une "étape" de la vie économique, dont la caractéristique est justement de n'être pas une production marchande, mais une production capitaliste. *Grosse* appelle simplement "industrie" la production marchande, par contre le professeur *Bücher* transforme simplement l'industrie en "production marchande", pour démontrer la supériorité d'un professeur d'économie sur un pauvre sociologue.

Passons de ces vétilles à la question principale. Le professeur *Bücher* présente l' "économie domestique fermée" comme la première "étape" de son histoire économique. Qu'entend-il par là ? Nous avons signalé que cette étape commence avec la communauté villageoise agraire. Outre la communauté agraire primitive, le professeur *Bücher* range d'autres formes historiques parmi les "économies domestiques fermées", à savoir l'économie esclavagiste des anciens Grecs et Romains et la cour féodale. Toute l'histoire économique de l'humanité depuis les pénombres de la préhistoire, en passant par l'antiquité classique et le Moyen Âge jusqu'au seuil des temps modernes se trouve incluse dans l' "étape" de la production à laquelle s'oppose, comme seconde étape, la ville médiévale européenne, et, comme troisième étape, l'économie capitaliste d'aujourd'hui. Dans l'histoire économique du professeur *Bücher*, la communauté villageoise communiste qui végète paisiblement quelque part dans une vallée de montagne du Pendjab aux Indes, l'économie domestique du Périclès à l'apogée de la civilisation athénienne, la cour féodale de l'évêque de Bamberg au Moyen Âge se rangent dans une seule et même "étape économique". Tout enfant qui a acquis dans les manuels scolaires quelques connaissances historiques superficielles, reconnaîtra qu'il s'agit là de phénomènes entièrement différents les uns des autres. Dans les collectivités agraires communistes, égalité de la masse paysanne en droits et en possessions; dans la Grèce et la Rome antiques, comme en Europe féodale, opposition la plus brutale des castes sociales, hommes libres et esclaves, privilégiés et gens privés de tout droit, maîtres et serfs, richesse et pauvreté ou misère. On a là l'obligation générale de travailler, ici précisément l'opposition entre la masse des travailleurs asservis et la minorité de maîtres qui ne travaillent pas. Entre l'économie esclavagiste des Grecs

ou des Romains et l'économie féodale du Moyen Âge, à leur tour, il y avait une si énorme différence que l'esclavage antique a finalement provoqué la ruine de la civilisation gréco-romaine, tandis que le féodalisme médiéval a engendré en son sein l'artisanat des corporations avec le commerce urbain et dans cette voie, en dernière instance, le capitalisme actuel.

Quiconque ramène ces formes économiques et sociales si éloignées les unes des autres et ces époques historiques à un seul concept et à un seul schéma, doit appliquer un critère vraiment original aux époques économiques. Le professeur *Bücher* nous explique lui-même quel critère il applique pour créer sa nuit de l' " économie domestique fermée " où tous les chats sont gris, en venant aimablement, par des parenthèses, au secours de notre incompréhension. " Économie sans échange ", tel est le nom de cette première " étape " qui va des débuts de l'histoire écrite jusqu'aux temps modernes et à laquelle succèdent la ville médiévale, " étape de l'échange direct " et le système économique actuel, " étape de la circulation des biens ". Autrement dit : non-échange, échange simple et échange compliqué - en termes un peu plus courants : absence de commerce, commerce simple, commerce développé - tel est le critère que le professeur *Bücher* applique aux époques économiques. Le marchand existe-t-il déjà ou non, s'identifie-t-il avec le producteur ou représente-t-il une personne à part, tel est le problème fondamental de l'histoire économique. Faisons pour le moment cadeau de son " économie sans échange " au professeur; c'est une lubie professorale qu'on n'a encore découverte nulle part sur cette terre et qui, appliquée à la Grèce et à la Rome antiques comme au Moyen Âge féodal depuis le X^e siècle, constitue une fantaisie historique d'une audace ahurissante. Prendre pour critère du développement de la production en général non pas les rapports de production, mais les rapports d'échange, placer le marchand au centre du système économique et en faire la mesure de toutes choses, alors qu'il n'existe pas encore, voilà le brillant résultat de l' " analyse conceptuelle et de la déduction psychologique " et surtout voilà comment " on pénètre dans l'essence des choses " au lieu de " rester à la surface " ! L'ancien schéma sans prétention de l' " école historique " : la division de l'histoire économique en trois époques, " l'économie naturelle, l'économie monétaire et l'économie de crédit ", n'est-il pas bien meilleur et plus proche de la vérité que ce produit prétentieux de l'ingéniosité du professeur *Bücher*, qui commence par faire la fine bouche devant toutes " les anciennes tentatives de ce genre ", pour prendre ensuite comme fondement exactement cette même idée d'échange qui " reste à la surface " des choses, et simplement la déformer par des arguties pédantes et en faire un schéma complètement faux.

Ce n'est pas par hasard que la science bourgeoise " reste à la surface ". Parmi les savants bourgeois, les uns, comme *Friedrich List*, divisent l'histoire selon la nature extérieure des principales sources d'alimentation et distinguent des époques de chasse, d'élevage, d'agriculture et d'industrie - divisions qui ne

suffisent même pas à une histoire des civilisations faite de l'extérieur. D'autres, comme le professeur *Hildebrand*, divisent l'histoire économique selon la forme extérieure de l'échange, en économies naturelle, monétaire et de crédit ou, comme *Bücher*, en économie sans échange, économie d'échange direct et économie avec circulation des marchandises. D'autres encore, comme *Grosse*, prennent la répartition des biens comme point de départ de leur caractérisation des formes économiques. En un mot, les savants bourgeois mettent au premier plan de leurs considérations historiques l'échange, la répartition ou la consommation, tout sauf la forme sociale de la production, c'est-à-dire sauf ce qui justement à chaque époque historique est décisif et dont résultent l'échange et ses formes, la répartition et la consommation dans leur aspect particulier.

Pourquoi en est-il ainsi ? Pour la même raison qui les amène à voir dans l'économie capitaliste l'étape suprême et ultime de l'histoire humaine et à nier son évolution économique mondiale ultérieure et ses tendances révolutionnaires. La forme sociale de la production, c'est-à-dire la question des rapports entre ceux qui travaillent et les moyens de production est la question centrale de toute époque économique, elle est le point sensible de toute société de classes où les moyens de production échappent à ceux qui travaillent. Telle est, sous une forme ou une autre, la base de ces sociétés, c'est la condition fondamentale de toute exploitation et de toute domination de classe. Détourner l'attention de ce point sensible, se concentrer sur les aspects extérieurs et secondaires, ce n'est sans doute pas là l'aspiration consciente du savant bourgeois, mais la répugnance instinctive de la classe qu'il représente intellectuellement à goûter au dangereux fruit de l'arbre de la connaissance. Un professeur tout à fait moderne et célèbre, comme *Bücher*, manifeste cet instinct de classe avec un " coup d'œil génial ", quand il enfourne allègrement dans un petit tiroir de son schéma de vastes époques tout entières, comme le communisme primitif, l'esclavage, le servage, avec leurs types fondamentalement distincts de rapports entre la force de travail et les moyens de production, tandis qu'il entre dans des distinctions nombreuses et subtiles en ce qui concerne l'histoire de l'industrie où il sépare l'un de l'autre et tourne et retourne en pleine lumière l'" ouvrage domestique ", l'" ouvrage salarié ", l'" ouvrage artisanal ", etc.

Les idéologues des masses exploitées, les plus anciens défenseurs du socialisme, les premiers communistes erraient dans les ténèbres et restaient suspendus en l'air quand ils proclamaient l'égalité entre les hommes, tout en dirigeant leurs accusations et leur lutte principalement contre la répartition injuste ou - comme quelques socialistes au XIX^e siècle - contre les formes modernes de l'échange. Lorsque les meilleurs dirigeants de la classe ouvrière eurent compris que la répartition et l'échange lui-même dépendent, dans leur forme, de l'organisation de la production et que ce qui est décisif dans celle-ci ce sont les rapports entre travailleurs et moyens de production, les aspirations socialistes trouvèrent alors un fondement scientifique solide. A partir de cette

conception unifiée, la position scientifique du prolétariat se sépare de celle de la bourgeoisie à l'entrée de l'histoire économique, comme elle s'en sépare à l'entrée de l'économie politique. S'il est dans l'intérêt de classe de la bourgeoisie de masquer la question centrale de l'histoire économique dans ses transformations historiques - la forme prise par les rapports entre la force de travail et les moyens de production - l'intérêt du prolétariat exige que ces rapports soient mis au premier plan, qu'ils deviennent le critère de la structure économique de la société. Pour les travailleurs, il est nécessaire de considérer les grands tournants de l'histoire qui délimitent la société communiste primitive de la société de classes ultérieure, ainsi que les distinctions entre les diverses formes historiques de la société de classes elle-même. Seul celui qui se rend compte des particularités économiques de la société communiste primitive, et des caractères propres de l'économie esclavagiste antique et de l'économie médiévale de servage, peut saisir vraiment pourquoi la société capitaliste offre, pour la première fois, une possibilité de réaliser le socialisme et comprendre la différence fondamentale entre l'économie socialiste mondiale de l'avenir et les groupes communistes primitifs de la préhistoire.

La dissolution de la société communiste primitive

I.

Examinons les institutions internes de la communauté germanique de la Marche, celle qu'on a le mieux étudiée. Les Germains se fixèrent par tribus et par lignages (*Geschlechter*) Dans chaque lignage, chaque père de famille se voyait attribuer un emplacement pour y bâtir sa maison et sa ferme. Puis une partie du territoire était utilisée pour la culture, chaque famille recevant un lot. D'après le témoignage de César, il y avait au début de l'ère chrétienne une tribu allemande (les Suèves ou Souabes) qui cultivait les champs en commun sans les avoir d'abord répartis entre les familles, mais la redistribution annuelle des lots était déjà courante, en particulier à l'époque de l'historien romain *Tacite* au I^o siècle. Dans certaines régions, ainsi dans la commune de Frickhofen, en Nassau, les redistributions annuelles avaient encore cours aux XVII^o et XVIII^o siècles. Au XIX^o siècle encore, dans certaines communes du Palatinat bavarois et au bord du Rhin, un tirage au sort avait lieu, quoique à intervalles plus espacés : tous les trois, quatre, neuf, douze, quatorze, dix-huit ans. Ces champs ne sont devenus définitivement des propriétés privées que vers le milieu du XVIII^o siècle. Dans quelques régions d'Écosse aussi, des redistributions de champs ont subsisté jusqu'à ces derniers temps. A l'origine, tous les lots étaient égaux et leur dimension correspondait aux besoins moyens d'une famille, à la fertilité du sol et à la productivité du travail. Ils étaient, selon la qualité du sol, de quinze, trente, quarante arpents ou plus, dans les différentes régions. Dans la plus grande partie de l'Europe, les lots tirés au sort se transformèrent dès les V^o et VI^o siècles en bien héréditaire des familles conjugales, les tirages au sort s'espacant de plus en plus, pour finalement ne plus avoir lieu. Cela ne concernait que les champs. Tout le reste du territoire : forêts, prés, eaux et surfaces non exploitées, restait propriété indivise de la Marche (*Mark*). Ce que rapportaient les forêts par exemple servait à couvrir les besoins collectifs et les dépenses publiques, ce qui restait était partagé. Les pâturages étaient utilisés en commun. Ces pâtures ou terrains communaux se sont maintenus très longtemps, ils existent encore dans les Alpes bavaroises, tyroliennes et suisses, en France (en Vendée), en Norvège et en Suède.

Pour garantir une égalité complète dans la répartition des champs, on commençait par diviser le territoire, selon la qualité du sol et l'exposition, en quelques quartiers (aussi appelés " Oesch " ou " Gewann "), et chacun de ces quartiers était alors divisé en autant de bandes étroites qu'il se trouvait d'ayants droit dans la Marche. Si l'un d'entre eux avait un doute sur l'égalité de son lot par rapport aux autres, il pouvait à tout moment demander une nouvelle mesure de tout le territoire et quiconque voulait l'en empêcher était puni.

Lorsque le tirage au sort et la redistribution périodiques tombèrent complètement en désuétude, le travail de tous les membres de la communauté, dans les champs, resta entièrement commun et soumis aux règles rigoureuses de la collectivité. Il en résultait pour tout membre l'obligation du travail en général. Car il ne suffisait pas d'être installé sur le territoire pour être véritablement membre de la Marche. Il fallait encore y habiter soi-même et cultiver soi-même son bien. Quiconque ne cultivait pas sa part plusieurs années de suite, perdait sans autre forme de procès et la communauté pouvait la donner à cultiver à un autre de ses membres, le travail se faisant sous la direction de la communauté. Dans les premiers temps de la colonisation par les Germains, l'élevage était au centre de la vie économique et se pratiquait dans les prés et pâturages communs sous la direction de bergers communaux. On utilisait comme pâturage les terrains en jachère et les champs après la récolte. De cela seul résultait déjà que les époques de semaille et de moisson, l'alternance des cultures et des jachères pour chaque partie du territoire commun, la succession des ensemencements étaient réglées en commun et chacun devait se plier aux dispositions générales. Chaque quartier était entouré d'une clôture avec des trappes et restait fermé des semailles jusqu'à la moisson; les dates de fermeture et d'ouverture étaient décidées par tout le village. Chaque quartier était sous la direction d'un surveillant qui était un employé public de la communauté et devait appliquer l'ordre prescrit; la délimitation des quartiers donnait lieu à une fête à laquelle participaient les villages entiers, y compris les enfants, auxquels on donnait des gifles pour qu'ils prennent bonne note des limites et puissent en témoigner éventuellement.

L'élevage était pratiqué en commun; garder ses troupeaux à part était interdit aux membres de la Marche. Tous les animaux du village étaient répartis en troupeaux communs selon les espèces animales; chaque troupeau avait ses bergers et un animal conducteur; il était prescrit que les troupeaux devaient avoir des cloches. Le droit de chasse et de pêche était commun sur le territoire de la communauté. Personne ne pouvait poser des collets et des pièges sur sa parcelle sans en avertir les autres membres. Les minerais et tout ce qui se trouvait dans la terre, plus profondément que la charrue ne pouvait atteindre, appartenaient à la communauté et non à celui qui les trouvait. Dans chaque communauté, il fallait que les artisans nécessaires s'installent. Certes, les familles paysannes confectionnaient elles-mêmes la plupart des ustensiles de la vie quotidienne. On cuisait au four, brassait la bière, filait et tissait à domicile. De bonne heure cependant, certains métiers se spécialisèrent, en particulier ceux concernant la fabrication des instruments agraires. Ainsi, dans la Marche forestière de Woelpe, en Basse-Saxe, les membres devaient “ avoir un homme de chaque métier dans la forêt qui puisse faire chose utile du bois ”. Partout était prescrit aux artisans l'espèce de bois qu'ils pouvaient utiliser et la quantité tolérée, ceci afin d'épargner la forêt et de ne fabriquer que les objets nécessaires aux membres de la Marche. Les artisans recevaient de la communauté ce dont

ils avaient besoin pour vivre et avaient en général exactement la même situation que la masse des paysans, mais ils n'avaient pas les mêmes droits - en partie parce qu'ils étaient itinérants, en partie, ce qui revient au même, parce qu'ils n'avaient pas l'agriculture pour principale occupation; or celle-ci était alors au centre de la vie économique, toute la vie publique, les droits et les obligations des membres de la communauté tournaient autour d'elle.⁸⁷ C'est pourquoi ne pénétrait pas qui voulait dans la communauté. Il fallait, pour l'installation d'un étranger, l'autorisation unanime de tous les membres. Et personne ne pouvait céder son lot à un étranger, mais seulement à un membre de la Marche, et devant le tribunal de la Marche.

À la tête de la Marche, il y avait le maire du village, appelé “ Dorfgraf ” ou “ Schultheiss ”, ailleurs “ Markmeister ” et “ Centener ”. Il était élu par les membres de la communauté. Cette élection ne constituait pas seulement un honneur pour l'élu, mais aussi une obligation : on n'avait pas le droit de refuser l'élection, sous peine de sanction. Avec le temps, il est vrai, cette fonction devait devenir héréditaire dans certaines familles. De là il n'y avait qu'un pas pour qu'elle devienne vénale - à cause du pouvoir et des revenus qu'elle apportait - et qu'elle puisse être transmise, se transformant ainsi, de fonction purement démocratique et élective, en un instrument de domination de la commune. A l'apogée de la communauté, cependant, le chef de la Marche n'était que l'exécuter des volontés de la collectivité. Toutes les affaires communes étaient réglées par l'assemblée de tous les membres de la Marche, qui arbitrait les querelles et infligeait les sanctions. Toute l'organisation des travaux des champs, les voies et les constructions, la police des champs et du village, étaient décidées par l'assemblée, c'est à elle aussi qu'on rendait les comptes inscrits dans les “ livres de la commune ”. La justice était rendue, oralement et publiquement, par les assistants, sous la présidence du chef de la Marche. Seuls les membres de la communauté pouvaient assister aux séances du tribunal, l'accès en était interdit aux étrangers. Les membres de la communauté étaient tenus de témoigner les uns pour les autres, de même qu'ils avaient le devoir de s'entraider fidèlement et fraternellement en cas d'incendie, d'attaque ennemie, etc. Dans l'armée, les membres d'une communauté formaient leur propre section et combattaient côte à côte. En cas de crimes ou de dommages se produisant dans la Marche ou commis par un de ses membres à l'extérieur, toute la communauté était solidairement responsable. Les membres avaient l'obligation d'héberger les voyageurs et d'aider les nécessiteux. Toute la Marche formait à l'origine une

⁸⁷ L'artisan avait exactement la même position dans la commune grecque de l'époque homérique : “ Tous ces gens (forgerons, charpentiers, musiciens, médecins) sont les “ Demiurgoi ” (de “ Demos ” = 1 peuple), c'est-à-dire qu'ils travaillent pour les membres de la commune, non pour eux-mêmes. Ils sont personnellement libres, mais ils ne comptent pas pleinement, ils sont au-dessous des membres proprement dits de la communauté, les petits paysans. Souvent, ils ne sont pas sédentaires, ils vont de lieu en lieu et quand ils sont renommés, on les fait venir de loin. ” (Ed. Mayer, “ L'évolution économique de l'Antiquité ”, p. 17.)

communauté religieuse et depuis l'introduction du christianisme - qui eut lieu très tard, au X^e Siècle seulement, chez une partie des Germains, chez les Saxons par exemple - une paroisse ecclésiastique. Enfin, la Marche entretenait en général un maître d'école pour la jeunesse du village.

On ne peut imaginer rien de plus simple et de plus harmonieux que ce système économique des anciennes Marches germaniques. Tout le mécanisme de la vie sociale est comme à ciel ouvert. Un plan rigoureux, une organisation robuste enserrant ici l'activité de chacun et l'intègrent comme un élément du tout. Les besoins immédiats de la vie quotidienne et leur satisfaction égale pour tous, tel est le point de départ et l'aboutissement de cette organisation. Tous travaillent ensemble pour tous et décident ensemble de tout. D'où proviennent et sur quoi se fondent cette organisation et le pouvoir de la collectivité sur l'individu ? Du communisme du sol, c'est-à-dire de la possession en commun du plus important moyen de production. Cependant les traits typiques de l'organisation économique du communisme agraire apparaissent mieux si on les étudie de façon comparative à l'échelle internationale, pour la saisir ainsi comme force mondiale de la production dans sa diversité et sa souplesse internationales.

Tournons-nous vers l'ancien Empire Inca d'Amérique du Sud. Le territoire de cet Empire, qui couvre les républiques actuelles du Pérou, de la Bolivie et du Chili, autrement dit un territoire d'environ 3 364 600 km² avec une population actuelle de 12 millions d'habitants, était administré à l'époque de la conquête par Pizarre, de la même façon que pendant des siècles auparavant. Nous y trouvons les mêmes institutions que chez les anciens Germains. Chaque communauté familiale, qui forme en même temps une centurie d'hommes capables de porter les armes, occupe un certain territoire qui lui appartient et, chose curieuse, porte même le même nom que chez les Germains, la *Marca*. Les terrains cultivables étaient séparés du territoire de la *Marca*, partagés en lots et tirés au sort chaque année avant les semailles entre les familles. La dimension des lots dépendait de la grandeur des familles, donc de l'importance de leurs besoins. Le chef du village, dont la fonction, à l'époque de la formation de l'Empire, donc vers les X^e et XI^e siècles, n'était déjà plus élective mais héréditaire, recevait le plus grand lot. Au nord du Pérou, chaque famille ne cultivait pas sa part de champ isolément, on travaillait en dizaines, sous la conduite d'un chef - institution dont certains faits indiquent aussi l'existence chez les anciens Germains. La dizaine cultivait à la suite les unes des autres toutes les parts de ses membres, même des absents qui étaient en train de servir à la guerre ou dans les corvées pour les Incas. Chaque famille recevait les fruits de ce qui avait poussé sur son lot. N'avait droit à un lot que celui qui habitait sur le territoire de la *Marca* et faisait partie du clan. Chacun devait cultiver lui-même sa part. Quiconque la laissait inculte pendant plusieurs années (au Mexique, pendant trois ans) perdait ses droits. Les parts ne pouvaient être ni vendues ni

données. Il était rigoureusement interdit de quitter sa propre *Marca* et de s'installer dans une autre, ce qui était sans doute en relation avec la force des liens du sang dans les clans villageois. La culture des champs, dans les régions côtières où la pluie ne tombe que périodiquement, a de tout temps exigé une irrigation artificielle, des canaux que la communauté creusait collectivement. Il existait des règles strictes pour l'utilisation de l'eau et sa répartition entre les différents villages et à l'intérieur des villages. Chaque village avait aussi des "champs des pauvres" cultivés par tous les membres de la communauté et dont la récolte était répartie par le chef du village entre les vieillards, les veuves et les autres nécessiteux. Tout le reste du territoire, en dehors des champs, était *Marcapacha*, territoire communal.

Dans la partie montagneuse du pays où la culture des champs ne réussissait pas, un modeste élevage, presque exclusivement de lamas, constituait la base de l'existence des habitants qui apportaient de temps en temps leur principal produit - la laine - dans la vallée pour l'échanger avec les paysans contre du maïs, du poivre et des haricots. Dans la montagne, il y avait, dès l'époque de la conquête, des troupeaux privés et de sérieuses différences de richesse. Un Membre ordinaire de la *Marca* possédait trois à dix lamas, tandis que le chef pouvait en avoir cinquante à cent. Le sol, la forêt et les pâturages étaient propriété commune et il y avait, outre les troupeaux privés, des troupeaux de village qui ne pouvaient être aliénés. A des dates déterminées, une partie des troupeaux communs était abattue et la viande et la laine en étaient réparties entre les familles. Il n'y avait pas d'artisans, chaque famille confectionnait tout ce dont elle avait besoin pour le ménage. Il y avait des villages qui se montraient particulièrement habiles dans telle ou telle activité : tissage, poterie ou travail du métal. A la tête de chaque village, il y avait un chef, élu à l'origine, puis héréditaire, qui surveillait la culture des champs; pour toute affaire importante, il s'assurait les conseils de l'assemblée des adultes qu'il convoquait au son de la conque.

Jusqu'ici la vieille *Marca* péruvienne a tous les traits essentiels de la Marche germanique. Ce en quoi elle diffère de l'image typique que nous connaissons permet de mieux pénétrer la nature de ce système social. Ce qu'il y avait de particulier dans l'ancien Empire Inca, c'était qu'il s'agissait d'un pays conquis où s'était établie une domination étrangère. Les conquérants, les Incas, faisaient certes aussi partie des tribus indiennes, mais ils soumièrent les tribus pacifiques et sédentaires des Vechua, justement parce qu'elles vivaient isolées du monde, chaque village ne s'occupant que de lui-même, sans lien avec de plus grands territoires, sans intérêt pour tout ce qui pouvait se passer en dehors du territoire de la *Marca*. Les Incas laissèrent en général intacte cette organisation particulariste, qui leur avait facilité la conquête. Ils y greffèrent un système raffiné d'exploitation économique et de domination politique. Chaque *Marca* conquise devait mettre à part quelques champs, "champs des Incas" ou "

champs du soleil ” qui continuaient à lui appartenir, mais dont les fruits revenaient aux Incas ainsi qu'à leur caste de prêtres. De même, les tribus montagnardes de bergers devaient réserver une partie de leurs troupeaux, comme “ troupeaux des maîtres ”. La garde de ces troupeaux, de même que la culture des champs des Incas et des prêtres, était la corvée commune des membres de la communauté. A cela s'ajoutaient les corvées du travail dans les mines et des travaux publics, construction de chemins et de ponts, dont les maîtres prenaient la direction en main, un service militaire à la discipline rigoureuse, enfin un tribut en jeunes filles qui servaient soit de victimes pour les sacrifices rituels, soit de concubines aux Incas.

Ce sévère système d'exploitation laissait cependant intacte la vie intérieure des communautés et leurs institutions communistes démocratiques; les corvées et redevances elles-mêmes étaient supportées collectivement par la *Marca*. Le plus remarquable, c'est que l'organisation villageoise communiste n'était pas seulement, comme si souvent déjà au cours de l'histoire, la base sûre et patiente d'un système séculaire d'exploitation et d'asservissement, ce système lui-même avait une organisation communiste. En effet, les Incas qui s'installèrent confortablement sur le dos des tribus péruviennes soumises, vivaient eux-mêmes en associations de lignage et en *Marca*. Leur résidence principale, la ville de Cuzco, n'était que la réunion d'une douzaine et demie de logements dont chacun était le siège de la vie collective de tout un clan, avec la tombe commune à l'intérieur, ainsi qu'un culte commun. Autour de ces grandes demeures de clans, s'étendaient les territoires des clans Incas avec forêts et pâturages indivis et champs partagés, cultivés en commun. En peuple primitif, ces exploités et dominateurs n'avaient pas encore renoncé au travail, ils se servaient seulement de leur situation de maîtres pour vivre mieux que leurs sujets et apporter de plus d'abondants sacrifices à leur culte. L'art moderne de se nourrir exclusivement du travail d'autrui et de faire de l'oisiveté l'attribut du pouvoir était étranger à cette organisation sociale où la propriété commune et l'obligation générale de travailler constituaient des coutumes populaires profondément enracinées. L'exercice du pouvoir politique lui-même était organisé comme une fonction commune des familles Incas. Les administrateurs Incas établis dans les provinces du Pérou, dont la fonction était analogue à celle des résidents hollandais dans l'archipel malais, étaient considérés comme les délégués de leurs clans à Cuzco où ils gardaient leur place dans les habitations collectives et participaient à la vie de leur propre communauté. Tous les ans, ces délégués rentraient à Cuzco pour la fête d'été y rendaient compte de la façon dont ils avaient exercé leur fonction et célébraient la grande fête religieuse avec les autres membres de leur tribu.

Nous avons ici, dans une certaine mesure, deux couches sociales, l'une au-dessus de l'autre, toutes deux organisées intérieurement selon un mode communiste, et vivant entre elles dans des rapports d'exploiteurs à exploités.

Ce phénomène peut paraître incompréhensible à première vue, parce qu'en contradiction brutale avec les principes d'égalité, de fraternité et de démocratie, qui servaient de base à l'organisation des communautés agraires. Nous avons justement ici la preuve vivante que les institutions communistes primitives avaient en réalité peu de chose à voir avec quelques principes que ce soit d'égalité et de liberté universelles. Ces " principes " appliqués dans leur validité universelle pour tous les pays, au moins pour tous les pays " civilisés ", c'est-à-dire pour les pays de civilisation capitaliste, à l'" homme " abstrait, donc à tous les hommes, sont un produit tardif de la société bourgeoise moderne dont les révolutions - en Amérique comme en France - les ont d'ailleurs proclamés pour la première fois. La société communiste primitive ignorait les principes généraux valables pour tous les hommes; son égalité et sa solidarité naissaient des traditions communes de liens du sang et de la propriété commune des moyens de production. L'égalité de droits et la solidarité des intérêts n'allaient pas plus loin que n'allaient ces liens du sang et cette propriété. Tout ce qui se trouvait hors de ces limites - qui n'allaient pas plus loin que les quatre pieux du village ou, plus largement, que les frontières du territoire d'une tribu -était étranger et pouvait même être ennemi. Les communautés fondées à l'intérieur sur la solidarité économique pouvaient et devaient même être poussées périodiquement par le bas niveau de développement de la production, par le rendement médiocre ou l'épuisement de la source de nourriture et l'accroissement de la population, à entrer en conflit mortel d'intérêts avec d'autres communautés de même genre. Il fallait alors que le combat bestial, la guerre, décide de l'issue du conflit, extermination d'un des camps ou - plus souvent - établissement de rapports d'exploitation. Ce n'était pas le dévouement aux principes abstraits d'égalité et de liberté qui était à la base du communisme primitif, c'était la nécessité d'airain du bas niveau de développement de la civilisation humaine, de l'impuissance humaine face à la nature, qui leur imposait comme une condition absolue d'existence de s'associer solidement en groupes importants et de procéder de façon unie et planifiée dans leur travail, dans leur lutte pour l'existence.

Cette même domination très limitée de la nature restreignait le plan commun et le travail commun à un territoire relativement réduit de prairies naturelles ou de champs défrichés autour du village, et les rendaient tout à fait impropres à l'action commune sur une plus grande échelle. Le niveau primitif de l'agriculture ne permettait pas de cultures dépassant le territoire du village et fixait ainsi des limites très étroites à la solidarité d'intérêts. Ce bas niveau de la productivité du travail provoquait périodiquement des conflits d'intérêts entre les différents groupes sociaux et la violence brutale, seul moyen de régler ces conflits. La guerre demeura la méthode permanente pour résoudre les conflits d'intérêts entre communautés sociales jusqu'à ce que le plus haut niveau de développement de la productivité du travail, c'est-à-dire la maîtrise parfaite des hommes sur la nature, mît un terme à leurs conflits d'intérêts matériels. Mais si le heurt entre les diverses communautés communistes primitives était une don-

née permanente, l'issue en était décidée à son tour par le développement de la productivité du travail. S'agissait-il d'un conflit entre deux peuples de nomades éleveurs de bétail qui se disputaient des pâturages ? Seule la violence brutale pouvait décider qui resterait maître du terrain et qui devait être refoulé vers des régions inhospitalières et arides, ou être exterminé. Là où l'agriculture était déjà assez prospère pour pouvoir assurer une bonne nourriture sans absorber toute la force de travail et toute la vie des intéressés, là existait aussi le fondement d'une exploitation systématique de ces paysans par des conquérants étrangers. C'est ainsi que nous voyons s'instaurer une situation comme celle du Pérou où une société communiste exploite une autre société communiste. Cette structure originale de l'Empire Inca est importante; elle nous permet de comprendre une série de formations semblables dans l'antiquité classique, en particulier au seuil de l'histoire grecque.

Quand l'histoire écrite nous informe brièvement que, dans l'île de Crète, dominée par les Doriens, les populations asservies devaient livrer à la commune, en en retirant seulement de quoi pourvoir à leur entretien et à celui de leur famille, tout le produit de leurs champs, avec lequel les hommes libres (c'est-à-dire les maîtres doriens) couvraient les frais de leurs repas communs; ou bien qu'à Sparte, cité dorienne également, il y avait des " esclaves d'État ", les Hélotés, que l'État cédait aux individus pour cultiver leurs lots, ces situations sont d'abord pour nous une énigme. Un savant bourgeois, comme le professeur de Heidelberg, *Max Weber*, avance, pour expliquer ces curieuses traditions de l'histoire, les hypothèses les plus étranges du point de vue de la situation et des notions actuelles.

" La population asservie est traitée ici (à Sparte) comme des esclaves d'État, ses contributions en nature servent à l'entretien des guerriers, en partie de façon commune, en partie de telle sorte que l'individu vive du produit de certains champs cultivés par des esclaves, qu'il s'approprie dans des mesures variées, de plus en plus héréditairement. De nouvelles attributions des lots et une nouvelle répartition de ceux-ci passaient pour possibles à l'époque historique et semblent se produire. Ce ne sont naturellement pas des redistributions des champs (" naturellement ", un professeur bourgeois ne doit rien admettre de tel, s'il le peut), mais en quelque sorte des redistributions des rentes foncières. Des considérations militaires, en particulier une politique militaire de la population, décident de tous les détails... Le caractère de féodalisme urbain de cette politique se manifeste sous une forme caractéristique en ceci que les biens fonciers d'un homme libre, cultivés par un esclave, sont, à Gortyn, soumis à ce droit militaire spécial : ils constituent le Klaros qui est soumis à l'intérêt de la sustentation de la famille du guerrier (traduit du langage professoral en langage clair : les parcelles de champs sont la propriété de l'ensemble de la cité, aussi ne doivent-elles pas être aliénées ni réparties après la mort du possesseur du lot, ce que le professeur Weber explique ailleurs comme une

sage mesure “ pour empêcher le morcellement de la fortune ” et “ dans l'intérêt du maintien de lots dignes de l'état de guerrier ”). L'organisation culmine dans l'institution de la table commune pour les guerriers, à la façon d'un mess d'officiers, les “ Sysities ”, et par l'éducation commune des enfants par l'État, en vue d'en faire des guerriers, à la façon d'un établissement de cadets. ”⁸⁸

Et voilà les Grecs du temps des héros, des Hector et des Achille, transformés en fidéicommiss prussiens, dans des mess d'officiers avec leurs orgies au champagne, “ dignes de leur état ”, et les jeunes gens et jeunes filles nus de Sparte, qui avaient eu une éducation populaire commune, devenus les pensionnaires d'un établissement de cadets, comme celui de Gross-Lichterfelde près de Berlin, véritable prison.

Pour qui connaît la structure interne de l'Empire Inca, la situation décrite ci-dessus ne présente pas de difficultés. Elle est indubitablement le produit de l'existence de deux formations sociales communistes dont l'une est une société agraire exploitée par l'autre. Dans quelle mesure les fondements communistes se perpétuent dans les mœurs des maîtres et dans la situation des opprimés, cela dépend du degré d'évolution, de la durée et de l'environnement de ces formations, qui peuvent présenter toutes les graduations. L'Empire Inca où les maîtres travaillent eux-mêmes, où la propriété foncière des opprimés est intacte et où chaque couche sociale est organisée de façon fermée, peut sans doute être considéré comme la forme la plus ancienne de tels rapports d'exploitation, qui n'ont pu se conserver que grâce au niveau relativement primitif de civilisation et à l'isolement du monde dans lequel ce pays a vécu pendant des siècles. A un stade plus avancé, les informations transmises sur la Crête par la tradition montrent que la communauté paysanne exploitée devait livrer tout le produit de son travail sauf ce qui était nécessaire à son entretien, la communauté dominante ne vivait pas de son propre travail des champs, mais de ce que lui remettait la collectivité exploitée, cependant elle le consommait selon un mode communiste. Un pas plus loin dans l'évolution, nous trouvons Sparte où le sol n'est plus la propriété de la communauté asservie, mais des maîtres qui la tirent au sort et la répartissent entre eux. La perte de ce fondement, le droit à la propriété du sol, a fait éclater l'organisation sociale de la communauté asservie, les membres en sont devenus eux-mêmes propriété de la communauté des maîtres, ils sont une force de travail dont la répartition communiste entre les maîtres est organisée “ au nom de l'État ”. Les maîtres spartiates vivent encore selon un mode strictement communautaire. Une situation semblable a dû régner, sous une forme ou une autre, en Thessalie où les habitants primitifs, les Penestes, ou “ pauvres gens ”, ont été soumis par les Eoliens, en Bithynie, où les Mariandyns ont été mis dans la même situation par des tribus thraces.

⁸⁸ “ Lexique des sciences politiques ”. Volume I : “ Relations agraires dans l'Antiquité ”. 2e éd., p. 69.

Cette existence parasitaire introduit irrésistiblement le germe de la dissolution dans la communauté dominante elle-même. Déjà la conquête et la nécessité de faire de l'exploitation une institution permanente entraînent un fort développement de l'appareil militaire, phénomène que nous constatons aussi bien dans l'État Inca que dans les États spartiates. C'est la base de l'inégalité, de la formation de castes privilégiées au sein d'une masse de paysans originairement égaux et libres. Il suffit alors que les circonstances géographiques et historiques soient favorables, que le heurt avec des peuples de civilisation plus élevée éveille des besoins plus raffinés et stimule les échanges, pour que l'inégalité fasse de rapides progrès chez les maîtres, que la cohésion communiste s'affaiblisse, et cède la place à la propriété privée avec sa scission entre riches et pauvres. Les débuts de l'histoire grecque après le heurt avec les anciennes civilisations de l'Orient fournissent un exemple classique de ces phénomènes. Le résultat de la soumission d'une communauté communiste primitive par une autre est, à la longue, toujours le même : les liens communistes traditionnels se désagrègent aussi bien chez les maîtres que chez les sujets et il se forme une nouvelle société où la propriété privée, l'exploitation et l'inégalité s'engendrent réciproquement. L'histoire des communautés agraires dans l'Antiquité classique débouche d'une part sur l'opposition entre une masse de petits paysans endettés et la noblesse qui se réserve le service militaire, les fonctions publiques et le commerce et s'approprie les terres communes, d'autre part sur l'opposition entre cette société d'hommes libres comme un tout et les esclaves exploités.

De ces formes multiples de l'exploitation naturelle d'hommes soumis militairement par une communauté, à l'achat d'esclaves par les individus, il n'y avait qu'un pas. Ce pas fut rapidement franchi en Grèce grâce aux échanges maritimes et au commerce international avec leurs conséquences dans les États insulaires et côtiers. *Cicetti* lui-même distingue deux types d'esclavage : “ La forme la plus ancienne, la plus importante et la plus répandue de servitude économique ” - dit-il - “ que nous trouvons au seuil de l'histoire grecque, n'est pas l'esclavage, mais une forme de servage qu'on pourrait presque appeler du vasselage. ” Et Theopompus remarquait : “ Les premiers parmi les Héllènes, après les Thessaliens et les Lacédémoniens, les habitants de l'île de Chio, se servirent d'esclaves, mais ils ne les acquièrent pas de la même façon que ceux-là... On peut voir que les Lacédémoniens et les Thessaliens ont formé leur classe d'esclaves à partir de Héllènes qui habitaient avant eux le pays qu'ils possèdent maintenant, en forçant les Achéens, les Thessaliens, les Perrèbes, les Magnètes, à se mettre à leur service et en les appelant Hélotés ou Pénestes. Les habitants de Chio, en revanche, ont acquis comme esclaves des barbares (non Grecs) pour lesquels ils ont payé le prix. ” Et la raison de cette différence, ajoute avec raison *Cicotti*, ce sont les degrés différents d'évolution des peuples de l'intérieur d'une part, et des peuples insulaires d'autre part. L'absence totale ou l'insignifiance de la richesse accumulée et le développement insuffisant des échanges commerciaux excluaient dans un cas une production directe et crois-

sante des propriétaires ainsi que l'utilisation directe d'esclaves et conduisaient à la forme plus rudimentaire du tribut, à une division du travail et à une formation de classes qui faisaient de la classe dominante une troupe en armes et de la classe dominée une masse paysanne. ”⁸⁹

L'organisation interne de l'Empire Inca nous a dévoilé un aspect important de la société primitive et montré en même temps une des voies de son déclin. En étudiant le chapitre suivant dans l'histoire des Indiens péruviens et des autres colonies espagnoles d'Amérique, nous verrons une autre voie prise par cette forme de société. Nous avons surtout là une autre méthode de conquête, inconnue de la domination inca. La domination des Espagnols, premiers Européens dans le Nouveau Monde, commença aussitôt par l'extermination impitoyable des populations soumises. D'après des témoignages des Espagnols eux-mêmes, le nombre des Indiens exterminés par eux en quelques années, après la découverte de l'Amérique, atteint 12 à 15 millions. “ Nous sommes autorisés à affirmer ”, dit Las Casas, “ que les Espagnols, par leurs traitements monstrueux et inhumains, ont exterminé 12 millions d'hommes, femmes et enfants compris; à mon avis personnel, le nombre des indigènes disparus à cette époque dépasse même les 15 millions. ”⁹⁰ “ Dans l'île de Haïti ”, dit Handelmann, “ le nombre des indigènes trouvés par les Espagnols se montait en 1492 à un million, en 1508 il n'en reste plus que 60 000 et neuf années plus tard, 14 000, de sorte que les Espagnols durent recourir à l'importation d'Indiens des îles voisines pour avoir la main-d'œuvre nécessaire. Pendant la seule année 1508, 40 000 indigènes des îles Bahama furent transportés à Haïti et transformés en esclaves. ”⁹¹

Les Espagnols se livrèrent à une véritable chasse aux peaux-rouges qu'un témoin et acteur, l'Italien Girolamo Benzoni, nous a décrite :

“ En partie par manque de nourriture, en partie par le chagrin d'être séparés de leurs pères, mères et enfants ”, dit Benzoni après une de ces chasses dans l'île de Koumagna où 4 000 Indiens avaient été capturés, “ la plupart des esclaves indigènes moururent pendant le trajet vers le port de Koumani. Chaque fois qu'un esclave était trop fatigué pour avancer aussi vite que ses camarades, les Espagnols, de peur qu'il ne reste en arrière et ne les attaque dans le dos, le transperçaient par derrière de leurs poignards et l'assassinaient inhumainement. C'était un spectacle à vous fendre le cœur que de voir ces malheureux êtres, entièrement nus, épuisés, blessés et si affaiblis par la faim qu'ils pouvaient à peine se tenir debout. Des chaînes de fer enserraient leur cou, leurs mains et leurs pieds. Il n'y avait pas de femme parmi eux qui

⁸⁹ Ciccotti : “ Le déclin de l'esclavage dans l'Antiquité ”, pp. 37-38.

⁹⁰ “ Brevissima Relacion de la destinacion de las Indias ”, Sevilla 1552, cité par Kovalevsky.

⁹¹ Heinrich Handelmann : “ Histoire de l'île de Haïti ”, Kiel 1856, p. 6.

n'eût été violée par ces brigands (les Espagnols) qui se livraient alors à une débauche si répugnante que beaucoup en restaient pour toujours dévorés par la syphilis... Tous les indigènes soumis à l'esclavage sont marqués au fer rouge. Sur ce, les capitaines en mettent une partie de côté pour eux et répartissent le reste entre les soldats. Ces derniers les jouent entre eux ou les vendent aux colons espagnols. Des marchands qui ont échangé cette marchandise contre du vin, de la farine, du sucre et autres objets de nécessité courante, transportent les esclaves dans les parties des colonies espagnoles où la demande est la plus grande. Pendant le transport, une partie de ces malheureux périt par suite du manque d'eau et de l'air vicié dans les cabines, ce qui vient de ce que les marchands entassent tous les esclaves tout au fond du navire, sans leur laisser assez de place pour s'asseoir ni assez d'air pour respirer. ”⁹² Pour s'épargner cependant la peine de chasser les peaux-rouges et la dépense de leur achat, les Espagnols instaurèrent dans les îles et sur le continent américain le système dit des Repartimientos, c'est-à-dire du partage de la terre. Tout le territoire conquis était divisé en enclos dont le chefs, les “ caciques ”, se voyaient simplement imposer de livrer eux-mêmes aux Espagnols le nombre d'esclaves exigés. Tout colon espagnol en recevait périodiquement du gouverneur un certain nombre à condition de “ veiller à leur conversion au christianisme ”⁹³

Les mauvais traitements infligés aux esclaves par les colons dépassaient tout ce qu'on peut concevoir. L'assassinat lui-même était une délivrance pour les Indiens.

“ Tous les indigènes capturés par les Espagnols ”, dit un contemporain, “ sont contraints par eux à des travaux fatigants et pénibles dans les mines, loin de leur pays natal et de leur famille, et sous la menace de continuel châtimens corporels. Rien d'étonnant à ce que des milliers d'esclaves qui ne voient pas d'autre possibilité d'échapper à leur cruel destin, non seulement mettent fin eux-mêmes à leurs jours, par la pendaison, la noyade ou tout autre moyen, mais encore tuent auparavant leurs femmes et leurs enfants, pour faire ainsi cesser une fois pour toutes leur malheur commun et sans issue. D'autre part, les femmes recourent à l'avortement ou évitent le commerce des hommes pour ne pas donner naissance à des esclaves. ”⁹⁴

Les colons obtinrent par l'entremise du confesseur impérial, le père Garzia de Loyosa, de pieuse mémoire, qu'un décret de Charles Quint déclare en bloc les Indiens esclaves héréditaires des colons espagnols. Benzoni prétend

⁹² “ Storia del Mundo Nuovo di Girolamo Benzoni ”, Venezia 1565, cité par Kovalevsky.

⁹³ Charleroix : “ Histoire de l'Isle Espagnole ou de Saint-Dominique ”, Paris 1730, cité par Kovalevsky, p. 50.

⁹⁴ Acosta : “ Historia natural y moral de las Indias ”, cité par Kovalevsky, p. 52.

que le décret ne s'appliquait qu'aux anthropophages des Caraïbes. Il fut interprété et appliqué comme valable pour tous les Indiens. Pour justifier leurs atrocités, les colons espagnols répandaient systématiquement les histoires les plus effrayantes sur l'anthropophagie et les autres crimes des Indiens, de sorte qu'un historien français de l'époque, *Marly de Chatel*, a pu raconter dans son *Histoire générale des Indes occidentales* (Paris, 1569) :

“ *Dieu les a punis de leur méchanceté et de leurs vices Par l'esclavage, car même Cham n'a pas péché contre son père Noé aussi gravement que les Indiens envers Dieu.* ”

Pourtant, à peu près à la même époque, un Espagnol, *Acosta*, écrivait dans son *Historia natural y moral de las Indias* (Barcelone, 1591) que ces mêmes Indiens étaient un

“ *peuple débonnaire, toujours prêt à rendre service aux Européens, un peuple qui manifeste dans son comportement une innocence si touchante et une telle sincérité que si l'on n'est pas dépourvu de toute qualité humaine, il est impossible de les traiter autrement qu'avec tendresse et amour.* ”

Il y eut évidemment des tentatives pour s'opposer à ces atrocités. En 1531, le Pape Paul III publia une Bulle où il déclarait que les Indiens faisaient partie du genre humain et ne devaient donc pas être réduits en esclavage. Le Conseil Impérial espagnol pour les Indes occidentales, lui aussi, se prononça plus tard contre l'esclavage. Ces décrets réitérés témoignent plus de l'insuccès que de la sincérité de ces efforts.

Ce qui libéra les Indiens de l'esclavage, ce ne fut pas la pieuse action des religieux catholiques ni les protestations des rois espagnols, mais le simple fait que leur constitution tant physique que psychique les rendait absolument inaptes au dur travail d'esclavage. A la longue, les pires atrocités des Espagnols ne purent rien contre cette impossibilité; les peaux-rouges en esclavage mouraient comme des mouches, s'enfuyaient ou se tuaient eux-mêmes, bref, l'affaire n'était pas du tout rentable. Ce n'est que lorsque le chaleureux et infatigable défenseur des Indiens, l'évêque *Las Casas*, eut l'idée de remplacer des Indiens inaptes par de plus robustes Noirs importés d'Afrique, qu'il fut mis fin aux inutiles expériences faites avec les Indiens. Cette découverte pratique a eu un effet plus rapide et plus décisif que tous les pamphlets de *Las Casas* sur les atrocités espagnoles. Après quelques décennies, les Indiens furent libérés de l'esclavage, et l'esclavage des nègres commença, pour durer quatre siècles. A la fin du XVIII^e siècle, un honnête Allemand, le “ brave vieux *Nettelbeck* ” de *Kelberg*, capitaine de navire, emmenait de Guinée en Guyenne, où d'autres “ braves Prussiens ” exploitaient des plantations, des centaines d'esclaves noirs dont il avait fait emplette en Afrique, avec d'autres marchandises, et qu'il avait entassés dans les cales de son vaisseau, tout comme les capitaines espagnols du XVI^e siècle. Le progrès du siècle des lumières et son humanité se manifestent

en ce que *Nettelbeck*, pour remédier à la mélancolie et au dépérissement de ses esclaves, les faisait tous les soirs danser sur le pont en musique et au claquement des fouets, idée que les grossiers marchands espagnols d'esclaves n'avaient pas encore eue. Et à la fin du XIX^e Siècle, en 1871, le noble *David Livingstone* qui avait passé trente ans en Afrique à la recherche des sources du Nil, écrivait dans sa célèbre lettre à l'Américain *Gordon Bennett* : “ Si mes révélations sur la situation en Oudjidji devaient mettre fin à l'effroyable commerce des esclaves en Afrique orientale, j'attacherais plus de prix à ce résultat qu'à la découverte de toutes les sources du Nil. Chez vous, l'esclavage a partout été aboli, tendez-nous votre main secourable et puissante pour obtenir aussi ce résultat. Ce beau pays est frappé du mildiou ou de la malédiction du Tout-Puissant...”

Le sort des Indiens dans les colonies espagnoles n'en fut pas pour autant amélioré. Un nouveau système de colonisation remplaça simplement le précédent. Au lieu des *Repartimientos*, qui visaient directement à l'esclavage de la population, on instaura les *Encomiendas*. Formellement, on reconnaissait aux habitants la liberté personnelle et la propriété entière du sol. Les territoires étaient seulement placés sous la direction administrative des colons espagnols, descendants pour la plupart des premiers Conquistadores, qui devaient, en tant qu’“ Encomenderos ”, exercer une tutelle sur les Indiens déclarés mineurs et, particulièrement, répandre le christianisme parmi ceux-ci. Pour couvrir les frais de la construction d'églises comme pour les dédommager de leur propre peine dans l'exercice de leur tutelle, les “ Encomenderos ” avaient le droit légal de lever sur la population des “ redevances modérées en argent et en nature ”. Ces prescriptions suffirent pour transformer bientôt les “ encomiendas ” en enfer pour les Indiens. On leur laissait la terre, propriété indivise des tribus. Les Espagnols n'y comprenaient ou ne voulaient y comprendre que les terres arables. Les terres inutilisées ou même souvent celles qui étaient en jachère, ils se les approprièrent comme “ pays désert ”, de façon si systématique et éhontée que *Zurita* écrit à ce sujet :

“ Il n'y a pas une parcelle de sol, pas une ferme qui n'aient été déclarées propriété des Européens, sans égard pour l'atteinte ainsi portée aux intérêts et aux droits de propriété des indigènes que l'on force ainsi à quitter les territoires habités par eux depuis des temps immémoriaux. Il n'est pas rare qu'on leur prenne même les terres cultivées par eux-mêmes sous le prétexte qu'ils ne les auraientensemencées que pour empêcher les Européens de se les approprier. Grâce à ce système, les Espagnols ont tellement étendu leurs possessions dans quelques provinces qu'il ne reste plus de terre du tout à cultiver pour les Indiens. ”⁹⁵

⁹⁵ “ Zurita ”, pp. 57-59 (Kovalevsky, 62).

En même temps, les “ Encomenderos ” augmentèrent tellement les redevances “ modérées ” que les Indiens étaient écrasés sous les charges.

“ Tous les biens de l'Indien ”, dit le même Zurita, “ ne lui suffisent pas à payer les impôts. On rencontre chez les peaux-rouges beaucoup de gens dont la fortune ne se monte même pas à un “ peso ” et qui vivent de leur travail salarié; il ne reste pas même assez aux malheureux pour entretenir leur famille. C'est pourquoi si souvent les jeunes gens préfèrent les relations hors mariage, surtout quand leurs parents ne disposent pas même de quatre ou cinq “ reals ”. Les Indiens peuvent difficilement s'offrir le luxe de vêtements; beaucoup, n'ayant pas les moyens de se vêtir, ne sont pas en état d'assister au service divin. Quoi d'étonnant à ce que beaucoup tombent dans le désespoir, ne trouvant pas les moyens de procurer la nourriture nécessaire à leurs familles... J'ai appris lors de mes derniers voyages que beaucoup d'Indiens se sont pendus par désespoir, après avoir expliqué à leurs femmes et à leurs enfants qu'ils le faisaient parce qu'ils ne pouvaient payer les impôts exigés d'eux. ”⁹⁶

Pour compléter le vol des terres et la pression des impôts, vint le travail forcé. Au début du XVII^e siècle, les Espagnols reviennent au système formellement abandonné au XVI^e siècle. L'esclavage a été aboli pour les Indiens; il est remplacé par un système particulier de travail forcé qui ne s'en distingue presque pas. Dès le milieu du XVI^e siècle, voici quelle est, selon la description de Zurita, la situation des Indiens salariés travaillant chez les Espagnols :

“ Les Indiens n'ont d'autre nourriture pendant tout ce temps que du pain de maïs... L'“ Encomendor ” les fait travailler du matin jusqu'au soir, les laissant nus dans le gel du matin et du soir, sous la tempête et l'orage, sans leur donner d'autre nourriture que des pains à demi-mois... Les Indiens passent la nuit à l'air libre. Comme on ne verse le salaire qu'à la fin de la période de travail forcé, les Indiens n'ont pas les moyens de s'acheter les vêtements chauds nécessaires. Rien d'étonnant à ce que, dans de telles conditions, le travail chez les “ Encomenderos ” soit extrêmement fatigant; il peut être considéré comme une des causes de leur rapide extinction. ”⁹⁷

Or ce système de travail salarié forcé fut instauré légalement par la Couronne espagnole au début du XVII^e siècle. La loi explique que les Indiens ne voulaient pas travailler d'eux-mêmes mais que sans eux, les mines ne pouvaient que difficilement être exploitées, malgré la présence des Noirs. On oblige donc les villages indiens à fournir le nombre de travailleurs exigés (un septième de la population au Pérou, un quart en Nouvelle Espagne), qui sont livrés à la merci des “ Encomenderos ”. Les mortelles conséquences du système apparaissent bientôt. Dans un écrit anonyme adressé à Philippe IV et inti-

⁹⁶ “ Zurita ”, p. 329 (Kovalevsky, 63).

⁹⁷ “ Zurita ”, XI, p. 295 (Kovalevsky, p. 65).

tulé *Rapport sur la dangereuse situation du royaume du Chili du point de vue temporel et spirituel*, on peut lire : “ La diminution rapide du nombre des indigènes a pour cause bien connue le système du travail forcé dans les mines et dans les champs des “ Encomenderos ”. Bien que les Espagnols disposent d'une énorme quantité de nègres, bien qu'ils aient soumis les Indiens à des impôts infiniment plus lourds que ceux-ci n'en avaient versé à leurs chefs avant la conquête, ils estimaient néanmoins impossible de renoncer au système des travaux forcés. ”⁹⁸

Les travaux forcés avaient en outre pour conséquence que souvent les Indiens n'étaient pas en mesure de cultiver leurs champs, ce qui offrait à nouveau aux Espagnols un prétexte pour se les approprier comme “ terre déserte ”. Le déclin de l'agriculture indienne offrait naturellement un terrain propice à l'usure. “ Sous la domination indigène, les Indiens ne connaissaient pas les usuriers ”, dit Zurita. Les Espagnols leur firent faire connaissance approfondie avec ce beau produit de l'économie monétaire et de la pression fiscale. Grevées de dettes, les terres indiennes qui n'avaient pas été dérobées par les Espagnols passèrent massivement dans les mains des capitalistes espagnols, et l'estimation de ces terres constituerait encore un chapitre à part dans la bassesse européenne. Le vol des terres, les impôts, le travail forcé et l'usure formaient une étreinte de fer qui brisa l'existence des communautés agraires indiennes. L'effondrement des assises économiques suffit déjà à désagréger l'ordre public traditionnel et les liens sociaux entre Indiens. Ces assises économiques, de leur côté, les Espagnols les détruisirent systématiquement en démantelant les autorités traditionnelles. Les chefs de villages et les chefs de tribus devaient être confirmés dans leur fonction par les “ Encomenderos ”, et ceux-ci en profitaient pour y mettre leurs créatures, les individus les plus dépravés de la société indienne. Un moyen favori des Espagnols consistait aussi à monter systématiquement les Indiens contre leurs chefs. Sous le prétexte chrétien de protéger les indigènes de l'exploitation par leurs chefs, ils les libéraient de toute obligation de verser les redevances traditionnelles à ces chefs. “ Les Espagnols ”, dit Zurita, “ croient pouvoir s'appuyer sur ce qui se passe actuellement en Espagne, pour affirmer que les chefs dépouillent leurs tribus, mais ils sont eux-mêmes responsables de ces extorsions, car ce sont eux qui ont privé les anciens chefs de leur position et de leurs revenus et les ont remplacés par de nouveaux, choisis parmi leurs créatures. ”⁹⁹

Ils cherchaient également à provoquer des émeutes quand les chefs de village ou de tribus protestaient contre l'aliénation illégale de terres de tel ou tel membre de la communauté au profit des Espagnols. Le résultat en était des révoltes chroniques et une succession de procès entre indigènes au sujet de ces-

⁹⁸ Cité par Kovalevsky, p. 66.

⁹⁹ “ Zurita ”, p. 87, cité par Kovalevsky, p. 69.

sions illégales de terres. A la misère, à la faim, à l'esclavage, l'anarchie venait s'ajouter, pour faire de l'existence des Indiens un véritable enfer. Le bilan de cette tutelle espagnole et chrétienne pouvait se résumer ainsi : passage des terres aux mains des Espagnols et extinction des Indiens. “ Dans tous les territoires espagnols des Indes ”, dit Zurita, “ les tribus indigènes disparaissent complètement ou s'amenuisent, bien que certains prétendent le contraire. Les indigènes quittent leurs maisons et leurs terres qui ont perdu pour eux leur valeur, étant donné les énormes redevances en nature et en argent; ils émigrent dans d'autres pays, errant continuellement d'une région à l'autre, ou se cachent dans les forêts, au risque de devenir un jour ou l'autre la proie des bêtes sauvages. Beaucoup mettent fin à leur vie par le suicide, comme j'ai pu moi-même le constater plusieurs fois par observation personnelle ou en interrogeant les habitants du lieu. ”¹⁰⁰ Un demi-siècle plus tard, un autre haut fonctionnaire du gouvernement espagnol au Pérou, Juan Orter de Cervantes, rapporte que “ la population indigène dans les colonies espagnoles se réduit de plus en plus, elle abandonne ses habitations, laisse la terre inculte, de sorte que les Espagnols ont de la peine à trouver assez d'agriculteurs et de bergers. Les Mitayes, tribu sans laquelle l'exploitation des mines d'or et d'argent est impossible, soit abandonnent complètement les villes habitées par les Espagnols, soit s'éteignent avec une étonnante rapidité, s'ils y restent ”.¹⁰¹ Il faut en réalité admirer l'incroyable résistance du peuple indien et des institutions communistes agraires dont, malgré ces conditions, des restes se sont conservés jusqu'au XIX^e siècle.

La grande colonie anglaise des Indes nous montre les destins de l'ancienne communauté agraire sous un autre aspect. Ici, mieux qu'en aucun autre coin du monde, on peut étudier les formes les plus diverses de la propriété du sol qui figurent, comme projetée sur une surface plane, l'histoire de millénaires. Communautés villageoises à côté de communautés de lignage, redistribution périodique de parcelles égales de terrain à côté de l'attribution à vie de parcelles inégales, culture du sol en commun à côté de l'exploitation individuelle privée, égalité de tous les habitants du village dans leurs droits sur les terres de la commune à côté de privilèges accordés à certains groupes, enfin, à côté de toutes ces formes de propriété commune, la pure propriété privée du sol, soit sous la forme de minuscules parcelles paysannes, soit de terres affermées à court terme, soit d'immenses latifundia - voilà tout ce que l'on pouvait, il y a encore quelques décennies, étudier grandeur nature aux Indes. Que les communautés agraires soient une très ancienne institution aux Indes, c'est ce dont témoignent les documents juridiques indiens - ainsi le plus ancien droit coutumier codifié, le Manou, qui date du IX^e siècle av. J.-C. et contient de nom-

¹⁰⁰ “ Zurita ”, p. 341.

¹⁰¹ “ Memorial que presenta a su Magestad el licenciado Juan Orter de Cervantes, Abogado y Procurador general der Reyrio del Peru y encomenderos, sobre pedir remedio del danno y disminucion des los indios ”, Anno MDCXIX (1619), cité par Kovalevsky, p. 61.

breuses prescriptions concernant les contestations de frontières entre communautés, les terres, l'installation de nouvelles communautés sur les terres indivises d'anciennes communautés. Ce code ne connaît de propriété que fondée sur le travail personnel; il mentionne encore l'artisanat comme occupation annexe de l'agriculture; il cherche à mettre en échec la puissance économique des Brahmines, c'est-à-dire des prêtres, en ne leur permettant de recevoir en cadeaux que des biens meubles. Les futurs princes indigènes, les radjas, ne figuraient dans ce code que comme chefs élus de tribus. Les deux codes plus récents, le Yadjnavalkia et le Narada, du V^o siècle, voient aussi l'organisation sociale, dans l'association de lignage, et la force publique de même que la justice sont ici entre les mains de l'assemblée de la communauté. Celle-ci est responsable solidairement des manquements et crimes de ses membres. Un chef élu est à la tête du village. Ces deux codes conseillent de choisir, pour exercer cette fonction, les hommes les plus justes et les plus pacifiques et de leur obéir en tout. Le code Narada distingue deux sortes de communautés : les " parents ", c'est-à-dire les communautés basées sur le lignage, et les " cohabitants ", c'est-à-dire les communautés de voisinage. Les deux codes ne connaissent que la propriété fondée sur le travail personnel : une terre abandonnée appartient à celui qui la prend pour la cultiver, une possession illégitime n'est pas reconnue, même après trois générations, s'il n'y a pas eu travail personnel.

Jusqu'ici, nous voyons donc le peuple indien vivre dans les mêmes liens sociaux et dans les mêmes rapports économiques primitifs durant des millénaires, dans le territoire de l'Indus et ensuite à l'époque héroïque de la conquête du territoire du Gange, racontée dans les grandes épopées populaires du Ramayana et du Mahabharata. Ce n'est qu'avec les commentaires de ces vieux codes, commentaires qui sont toujours le symptôme caractéristique de modifications sociales et de l'effort pour plier et interpréter d'anciennes idées juridiques en fonction de nouveaux intérêts, ce n'est donc qu'avec les commentaires, datant du XIV^o siècle, que l'on a la preuve qu'à cette époque la société indienne était passée par de profondes transformations sociales. Entretemps, il s'est formé une influente caste de prêtres qui s'élève matériellement et juridiquement au-dessus de la masse paysanne. Les commentateurs - tout comme leurs collègues chrétiens dans l'Occident féodal - essaient d'interpréter le langage clair des anciens codes pour justifier la propriété foncière des prêtres, encourager les dons en terres aux Brahmines et stimuler ainsi le partage des terres des communautés et la formation de la grande propriété des prêtres aux dépens de la masse paysanne. Ce phénomène a été caractéristique du destin de toutes les sociétés orientales.

La question vitale pour toute agriculture un peu avancée, dans la plupart des régions d'Orient, c'est l'irrigation artificielle ¹⁰². Aussi bien aux Indes qu'en Égypte, nous voyons de bonne heure, comme fondement solide de l'agriculture, de grandioses ouvrages d'irrigation, des canaux, des fontaines ou des mesures systématiques pour adapter l'agriculture aux inondations périodiques. Ces grandes entreprises dépassaient dès le départ les forces, l'initiative et le plan économique des communautés agraires isolées. Il fallait pour les diriger et les réaliser une autorité placée au-dessus des communautés villageoises dont elle pouvait unifier la main-d'œuvre; il y fallait aussi une maîtrise de la nature supérieure à celle que pouvaient avoir les paysans enfermés dans les limites de leurs villages. De ces besoins est né le rôle important des prêtres en Orient : en observant la nature dont s'accompagne toute religion naturelle, en se libérant de la participation directe aux travaux agricoles, ils étaient les mieux aptes à diriger les grands travaux publics d'irrigation. Ce rôle purement économique aboutit naturellement à la longue à une puissance sociale particulière des prêtres; la spécialisation d'une fraction de la société, résultant de la division du travail, se transforma en une caste héréditaire à part, avec ses privilèges et ses intérêts d'exploiteurs face à la masse paysanne. Ce processus s'accomplit plus ou moins vite, plus ou moins radicalement selon les peuples, restant à l'état embryonnaire, comme chez les Indiens péruviens, ou aboutissant à une théocratie, comme chez les anciens Hébreux et en Égypte, selon les circonstances géographiques et historiques particulières, selon les heurts guerriers avec les peuples environnant faisant se développer, à côté de la caste des prêtres, une puissante caste guerrière rivale des prêtres. Dans tous les cas, les limites particularistes spécifiques de l'ancienne communauté communiste, dont l'organisation était inapte à des tâches importantes de nature économique ou politique, l'obligeaient à accepter, en dehors et au-dessus d'elle, la domination de pouvoirs qui assumaient ces fonctions. Ces fonctions ouvraient si sûrement la voie à la domination politique et à l'exploitation économique des masses paysannes que les conquérants barbares de l'Orient - que ce soient les Mongols, les Perses ou les Arabes - ont toujours pris en mains, dans le pays conquis, outre le pouvoir militaire, la direction des grands travaux publics, condition vitale de l'agriculture. Tout comme les Incas au Pérou considéraient de leur privilège mais aussi de leur devoir d'avoir la haute main sur les travaux d'irrigation et sur la construction des voies et des ponts, les dynasties de despotes asiatiques qui se sont succédé aux Indes au cours des siècles ont eu ce souci.

Malgré la formation de castes, malgré la domination étrangère qui s'instaurait sur le pays, malgré les bouleversements politiques, le village indien continuait à mener son existence tranquille et modeste. A l'intérieur de chaque

¹⁰² Note marginale de R.L. (au crayon) : 1) Construction de canaux (division du travail). malgré cela, communauté. 2) Différents types de " gens " (Koval.). 3) Tout cela s'est maintenu malgré les conquérants féodaux mahométans. 4) Les Anglais !

village, les règles traditionnelles continuaient à régir la communauté, sous les orages de l'histoire politique, elles avaient leur propre histoire intérieure imperceptible, se dépouillaient d'anciennes formes, passaient par la prospérité, le déclin, la dissolution et la renaissance. Aucun chroniqueur n'a noté ces phénomènes; tandis que l'histoire universelle décrit l'audacieuse expédition d'Alexandre, de la Macédoine aux sources de l'Indus, et retentit du bruit des armes du sanglant Tamerlan et des Mongols, elle se tait sur l'histoire économique interne du peuple indien. Seuls des vestiges nous permettent de reconstituer le schéma hypothétique de cette évolution de la commune indienne, et c'est le mérite de *Kovalevsky* que d'avoir résolu cette importante tâche scientifique. Selon *Kovalevsky*, les différents types de communautés agraires observés aux Indes encore vers le milieu du XIX^e siècle se rangent dans l'ordre historique suivant :

1. La forme la plus ancienne, c'est la pure communauté de lignage, qui englobe l'ensemble des parents par le sang (un clan), possède en commun le sol et le cultive aussi en commun. Les champs aussi sont donc indivis et seuls sont répartis les fruits des récoltes réunies dans les greniers communautaires. Ce type de communauté villageoise, le plus primitif, ne s'est maintenu que dans quelques rares régions du Nord de l'Inde, ses habitants étaient cependant limités le plus souvent à quelques branches (“putti”) de l'ancienne gens. *Kovalevsky* y voit, par analogie avec la “Zadruga” bosniaque et herzégovienne, le produit de la dissolution des liens du sang qui, par suite de l'accroissement de la population, ont éclaté en quelques grandes familles qui se sont séparées avec leurs terres. Vers le milieu du siècle précédent, il y avait d'importantes communautés villageoises de ce type, dont certaines avaient 150 membres, d'autres 400 membres. Ce qui prédominait cependant, c'étaient les petites communautés villageoises qui ne se rencontraient en plus grandes communautés recouvrant l'ancienne gens que dans des cas exceptionnels, par exemple pour céder une partie de leur propriété foncière. Dans la vie ordinaire, elles menaient l'existence retirée et strictement réglée que *Marx* décrit brièvement dans son *Capital*, d'après des sources anglaises¹⁰³ :

“ Ces petites communautés indiennes, dont on peut suivre les traces jusqu'aux temps les plus reculés, et qui existent encore en partie, sont fondées sur la possession commune du sol, sur l'union immédiate de l'agriculture et du métier et sur une division du travail invariable, laquelle sert de plan et de modèle toutes les fois qu'il se forme des communautés nouvelles. Établies sur un terrain qui comprend de cent à quelques mille acres¹⁰⁴, elles constituent des

¹⁰³ Note marginale de R. L. (au crayon) : James Mill

¹⁰⁴ 1 acre = 40,5 ares = 4 050 m².

organismes de production complets, se suffisant à eux-mêmes. La plus grande masse du produit est destinée à la consommation immédiate de la communauté; elle ne devient point marchandise, car la production est indépendante de la division du travail occasionnée par l'échange dans l'ensemble de la société indienne. L'excédent seul des produits se transforme en marchandise, et va tout d'abord entre les mains de l'État auquel, depuis les temps les plus reculés, en revient une certaine partie à titre de rente en nature. Ces communautés revêtent diverses formes dans différentes parties de l'Inde. Sous sa forme la plus simple, la communauté cultive le sol en commun et partage les produits entre ses membres, tandis que chaque famille s'occupe chez elle de travaux domestiques, tels que filage, tissage, etc. A côté de cette masse occupée de manière uniforme, nous trouvons l'habitant principal, juge, chef de police et receveur d'impôts, le tout réuni en une seule personne; le teneur de livres qui règle les comptes de l'agriculture et du cadastre et enregistre tout ce qui s'y rapporte; un troisième employé, qui poursuit les criminels et protège les voyageurs étrangers qu'il accompagne d'un village à l'autre; l'homme-frontière qui empêche les empiètements des communautés voisines; l'inspecteur des eaux qui fait distribuer pour les besoins de l'agriculture l'eau dérivée des réservoirs communs; le bramine, qui remplit les fonctions du culte; le maître d'école qui enseigne aux enfants de la communauté à lire et à écrire sur le sable; le bramine-calendrier qui, en qualité d'astrologue, indique les époques des semailles et de la moisson ainsi que les heures favorables ou funestes aux divers travaux agricoles; un forgeron et un charpentier qui fabriquent et réparent tous les instruments d'agriculture; le potier qui fait toute la vaisselle du village; le barbier, le blanchisseur, l'orfèvre et, parfois, le poète qui, dans quelques communautés, remplace l'orfèvre et, dans d'autres, le maître d'école. Cette douzaine de personnages est entretenue aux frais de la communauté. Quant à la population nouvelle, une communauté nouvelle est fondée sur le modèle des anciennes et s'établit dans un terrain non cultivé, la loi, qui règle la division du travail de la communauté, agit avec l'autorité inviolable d'une loi physique... La simplicité de l'organisme productif de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment sous la même forme et, une fois détruites accidentellement, se reconstituent au même lieu et avec le même nom, nous fournit la clef de l' " immutabilité des sociétés asiatiques ", immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et reconstruction incessantes des " États " asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure des éléments économiques fondamentaux de la société reste hors des atteintes de toutes les tourmentes politiques. " ¹⁰⁵

2. A l'époque de la conquête anglaise, la communauté primitive de lignage avec ses terres indivises était en grande partie dissoute. De sa

¹⁰⁵ Karl Marx : " Le Capital ", Livre I.

dissolution était née une communauté fondée sur la parenté, où les champs étaient partagés en lots familiaux inégaux dont la taille dépendait du degré de parenté avec l'ancêtre primitif. Cette forme était répandue dans le nord-ouest de l'Inde et au Pendjab. Les parcelles ne sont attribuées ni à vie ni héréditairement, elles restent la possession des familles tant que l'accroissement de population ou la nécessité d'y faire accéder des parents absents pendant un temps n'oblige pas à une nouvelle répartition. Souvent, on ne satisfait pas à de nouvelles demandes de redistribution en attribuant de nouvelles parcelles prises sur la partie non cultivée du territoire. De cette façon, les parcelles familiales deviennent - sinon en droit, du moins en fait - des par. celles à vie ou même héréditaires. A côté de ces champs répartis inégalement, les forêts, les marais, les prés, les terres incultes restent la propriété commune de toutes les familles et elles les utilisent en commun. Cette curieuse organisation communiste basée sur l'inégalité entre à la longue en contradiction avec de nouveaux intérêts. Avec chaque génération nouvelle, il devient de plus en plus difficile de déterminer le degré de parenté de chacun, la tradition des liens du sang s'affaiblit et l'inégalité entre les parcelles familiales est de plus en plus ressentie comme une injustice par ceux qui sont désavantagés. D'autre part, dans beaucoup de régions, le départ d'une partie des parents, les guerres et l'extermination d'une autre partie de la population établie, l'installation et l'accueil de nouveaux arrivants entraînent inévitablement un brassage de la population. Malgré l'apparente immuabilité des relations, les terres sont divisées en différentes catégories selon leur qualité et chaque famille reçoit différentes parcelles, tant dans les catégories les mieux irriguées que dans les moins bonnes. Au début, au moins avant la conquête anglaise, on ne procédait pas périodiquement à une nouvelle répartition par tirage au sort, mais seulement lorsque l'accroissement naturel de la population avait entraîné une inégalité effective dans la situation économique des familles. C'était le cas en particulier dans les communautés qui avaient des réserves de terres utilisables. Dans les communautés plus petites, on procédait à une redistribution, tous les dix, huit, cinq ans, souvent tous les ans. La redistribution avait lieu annuellement, surtout là où le manque de bonnes terres rendait impossible une distribution égale entre tous les membres, où une égalisation ne pouvait donc résulter que de la rotation dans l'utilisation des terres. La communauté indienne de lignage en voie de décomposition s'achève sous la forme que revêt historiquement la communauté germanique à ses débuts.

Nous avons vu dans les Indes britanniques et en Amérique deux exemples classiques de la lutte désespérée et de la fin tragique de la vieille organisation économique communiste, entrant en conflit avec le capitalisme eu-

ropéen. Notre tableau des destinées mouvementées de la communauté agraire ne serait pas complet si nous ne prenions en considération pour finir l'exemple remarquable d'un pays où l'histoire a apparemment suivi un tout autre cours, où l'État en effet ne s'est pas efforcé de détruire par la violence la communauté paysanne, mais au contraire de la sauver et de la conserver par tous les moyens. Ce pays, c'est la Russie tsariste.

Nous ne nous occupons pas ici de la grande querelle théorique qui s'est poursuivie pendant des décennies, au sujet de l'origine de la communauté paysanne russe. Il n'était que naturel et il est tout à fait conforme à la mentalité générale de la science bourgeoise actuelle, hostile au communisme primitif, que la découverte faite en 1858 par le professeur russe *Tchitchérine* et selon laquelle la communauté agraire en Russie n'est pas un produit historique originaire, mais un produit artificiel de la politique fiscale des tsars, trouve un accueil favorable chez les savants allemands et rencontre leur approbation. *Tchitchérine*, qui nous prouve encore une fois que les savants libéraux sont le plus souvent de bien moins bons historiens que leurs collègues réactionnaires, admet pour les Russes la théorie, abandonnée définitivement depuis *Maurer* pour l'Europe occidentale, selon laquelle les communautés ne se sont formées qu'aux XVI^e et XVII^e siècles à partir d'exploitations individuelles isolées. *Tchitchérine* fait dériver l'exploitation commune des champs de l'entremêlement des terres, la propriété commune, des conflits frontaliers, les pouvoirs publics exercés par la communauté, de leur responsabilité fiscale collective pour les impôts personnels introduits au XVI^e siècle; il met donc pratiquement, avec le plus grand libéralisme; tête en bas toutes les relations historiques de cause à effet.

Quoi que l'on pense de l'ancienneté et de l'origine de la communauté paysanne en Russie, elle a survécu à toute la longue histoire du servage et à son abolition, jusqu'à ces derniers temps. Nous ne nous intéressons ici qu'à ses destinées au XIX^e siècle. Lorsque le tsar Alexandre II accomplit sa " libération des paysans ", les seigneurs leur vendirent leurs propres terres - tout à fait selon le modèle prussien - ce pour quoi les seigneurs furent largement indemnisés en titres par le fisc pour les parties les plus mauvaises des prétendues terres seigneuriales et imposèrent aux paysans, pour la terre " prêtée ", une dette de 900 millions de roubles qui devait s'éteindre en 49 ans, par des versements à 6 %. Ces terres ne furent pas, comme en Prusse, attribuées en propriété privée à des familles; elles furent remises à des communautés entières, comme propriété collective inaliénable. Les communes étaient solidairement responsables pour l'extinction de la dette et le versement de tous les impôts et redevances et elles étaient libres de les répartir entre leurs différents membres. Au début des années 1890, la répartition de l'ensemble des terres en Russie d'Europe (sans la Pologne, la Finlande et le territoire des Cosaques du Don) était la suivante : les domaines d'État qui se composent essentiellement des immenses forêts du

Nord et de terres désertiques, englobent 150 millions de déciatines (1 déciatine = 1,09 hectare), les apanages impériaux 7 millions, l'Église et les villes n'en possédaient pas moins de 9 millions, 93 millions étaient propriété privée, dont seulement 5 % appartenaient aux paysans et le reste à la noblesse; mais 131 millions de déciatines étaient propriété paysanne collective. En 1900 encore, 122 millions d'hectares étaient la propriété collective des paysans, et seulement 22 millions, propriété paysanne particulière.

Si l'on examine la façon dont la paysannerie russe exploita cet énorme territoire jusqu'à ces derniers temps et même pour une partie aujourd'hui encore, on reconnaît facilement les institutions typiques de la communauté agraire telles qu'elles étaient courantes de tout temps en Allemagne comme en Afrique, sur les bords du Gange comme au Pérou. Les champs étaient partagés, tandis que la forêt, les prés, les eaux constituaient le territoire commun indivis. L'assolement triennal dominant généralement, les terres d'hiver et d'été étaient réparties selon la qualité du sol, et ces catégories à leur tour divisées en bandes. On partageait d'habitude les champs d'été en avril et ceux d'hiver en juin. L'observation méticuleuse de l'égalité dans la répartition entraînait un tel entremêlement que, par exemple dans le gouvernement de Moscou, il y avait en moyenne onze sortes de champs d'été et onze de champs d'hiver et chaque paysan avait à cultiver au moins vingt-deux parcelles dispersées. La commune mettait à part des terres qu'on cultivait pour les cas de besoins collectifs exceptionnels, ou bien il y avait dans le même but des entrepôts de réserve auxquels chacun devait livrer du grain. On veillait au progrès technique de l'exploitation en autorisant chaque famille paysanne à conserver sa part pendant dix ans, à condition de la fumer, ou bien on mettait à part des parcelles qu'on fumait et qui n'étaient réparties que tous les dix ans. Le plus souvent, les champs de lin, les vergers et les potagers étaient soumis à la même règle.

Répartir les troupeaux de la commune dans les différents prés et pâturages, engager des bergers, enclore les pâturages, protéger les champs, fixer la date des différents travaux, le mode de répartition et sa date, tout cela était l'affaire de la commune, c'est-à-dire de l'assemblée du village. En ce qui concerne la fréquence des redistributions, la plus grande diversité régnait. En 1877, dans un seul gouvernement, celui de Saratov par exemple, sur 278 communautés villageoises étudiées, près de la moitié procédaient annuellement au tirage au sort, les autres tous les deux, trois, cinq, six, huit et onze ans, tandis que 38 communautés qui pratiquaient le fumage, avaient complètement renoncé aux redistributions.¹⁰⁶

Le mode de répartition du sol est ce qu'il y a de plus remarquable dans la communauté agraire russe. Nous n'avons ici ni le principe de lots égaux

¹⁰⁶ “ Trirogov ”, p. 49.

comme chez les Germains, ni celui de l'importance des besoins familiaux comme chez les Péruviens, mais uniquement le principe de la puissance fiscale. Les problèmes fiscaux dominaient toute la vie de la communauté paysanne depuis la " libération des paysans ", toutes les institutions du village tournaient autour des impôts. Certes, pour le gouvernement tsariste, le seul fondement de l'imposition, c'était les " âmes recensées ", c'est-à-dire tous les habitants mâles de la communauté sans distinction d'âge, tels qu'ils étaient déterminés environ tous les 20 ans par les célèbres " révisions ", depuis le premier recensement paysan sous Pierre le Grand; ces " révisions " étaient la terreur du peuple russe, des villages entiers prenaient la fuite devant elles.¹⁰⁷

Le gouvernement imposait les villages d'après le nombre des " âmes " recensées. La commune répartissait la somme globale entre les différentes fermes d'après la main-d'œuvre et la part de terre de chaque ferme était mesurée à la capacité fiscale ainsi calculée. Depuis 1861, la répartition du sol en Russie avait pour fondement le paiement des impôts, et non l'alimentation des paysans; ce n'était pas un bienfait auquel chaque ferme avait droit, mais une obligation faite à chaque membre de la communauté, comme un service d'État. Rien de plus original en conséquence qu'une assemblée villageoise russe procédant à la répartition du sol. De toutes parts, on pouvait entendre des protestations contre l'attribution de trop grands lots; les familles pauvres, sans véritable main-d'œuvre et dont les membres étaient surtout des femmes ou des enfants mineurs, se voyaient tout à fait dispensées de lots, et étant donné la masse des paysans pauvres, les plus grands lots étaient distribués aux riches. La charge fiscale qui est au centre de la vie des communautés russes est d'ailleurs énorme. A la dette à éteindre, s'ajoutait l'impôt per capita, l'impôt communal, l'impôt d'église, l'impôt sur le sel, etc. Dans les années 1880, on abolit l'impôt per capita et l'impôt sur le sel, mais la masse fiscale n'en reste pas moins si lourde qu'elle absorbe toutes les ressources de la paysannerie. D'après une statistique des années 1890, 70 % des paysans tiraient de leur parcelle moins du minimum vital, 20 % étaient en mesure de se nourrir eux-mêmes, mais ne pouvaient pas avoir du bétail, et seulement 9 % pouvaient vendre un surplus. Les arriérés d'impôts étaient un phénomène constant du village russe, aussitôt après la " libération ". Dès les années 1870, une rentrée annuelle d'impôts par tête de 50 millions s'accompagnait d'un arriéré annuel de 11 millions de roubles. Après la suppression de l'impôt par tête, la misère du village russe ne cessa d'augmenter,

¹⁰⁷ La première " révision ", exécutée selon un Oukase de Pierre en 1719, fut organisée comme une expédition punitive en pays ennemi. Les militaires avaient pour consigne de mettre aux fers les gouverneurs négligents, de les maintenir aux arrêts dans leurs propres chancelleries et de les y garder " jusqu'à ce qu'ils se corrigent ". Les popes, qui étaient chargés de dresser les listes de paysans et auxquels des " âmes " échappaient, devaient être suspendus de leurs fonctions et " après un châtement corporel impitoyable, être soumis à une peine de prison, quel que fût leur âge ". Les gens soupçonnés de cacher des " âmes " étaient soumis à la torture. Par la suite, les recensements furent menés de façon aussi sanguinaire, quoique avec moins de rigueur.

car les impôts indirects devenaient de plus en plus lourds. En 1907, les arriérés d'impôts se montaient à 127 millions de roubles dont on dispensa presque entièrement les paysans à cause de la totale impossibilité de les faire percevoir et de la fermentation révolutionnaire.

Bientôt les impôts absorbèrent non seulement tous les gains de l'économie paysanne, mais ils forcèrent les paysans à chercher des gains annexes. C'étaient d'une part les travaux saisonniers qui, aujourd'hui encore, provoquent en Russie de véritables migrations des peuples, les villageois mâles les plus vigoureux allant s'embaucher comme journaliers dans les grands domaines seigneuriaux, tandis qu'ils laissent leurs propres parcelles aux bras moins vigoureux de la main-d'œuvre féminine, des enfants ou des vieillards. D'autre part, la ville, l'industrie exerçaient leur attraction. Il se forma dans les centres industriels une couche de travailleurs temporaires qui ne venaient dans les villes qu'en hiver, surtout dans les usines de textiles, pour revenir aux travaux des champs dans leur village au printemps, en ramenant leurs gains. Dans beaucoup de régions, il y avait le travail industriel à domicile ou les travaux agricoles annexes occasionnels comme les charrois ou l'abattage du bois. Malgré tout cela, la masse des paysans pouvait à peine subsister. Non seulement les fruits de l'agriculture, mais les gains industriels annexes étaient dévorés par les impôts. L'État avait fourni des moyens de coercition rigoureuse à la communauté qui était solidairement responsable des impôts de ses membres. Elle pouvait louer à l'extérieur ceux de ses membres qui étaient en retard et réquisitionner l'argent gagné, elle accordait ou refusait à ses membres le passeport sans lequel le paysan ne pouvait s'éloigner de son village. Elle avait le droit de châtier corporellement les récalcitrants.

Périodiquement, le village russe offrait sur tout le vaste territoire russe un curieux tableau. A l'arrivée des collecteurs d'impôts au village, une procédure commençait, pour laquelle la Russie tsariste a inventé un terme technique signifiant " extorsion des arriérés par les coups ". L'assemblée du village se réunissait au complet, les " retardataires " devaient enlever leur pantalon, se coucher sur le banc et leurs propres compagnons villageois les fouettaient jusqu'au sang en les frappant de verges, l'un après l'autre. Les gémissements et les pleurs des victimes - le plus souvent des pères de famille et même des vieillards à cheveux blancs - accompagnaient la haute autorité qui, une fois la punition administrée, remontait dans sa troïka pour recommencer la même chose dans un autre village. Il n'était pas rare que des paysans échappent à cette exécution publique par le suicide. Un autre fleuron de cette situation, c'était la " mendicité fiscale ", de vieux paysans pauvres partant avec le bâton du mendiant pour amasser les impôts exigés et les ramener au village. L'État surveillait avec sévérité et ténacité l'institution des communautés agraires transformée ainsi en machine à extorquer les impôts. La loi de 1881 prescrit que la terre paysanne ne peut être aliénée par des communautés que si deux tiers des pay-

sans en prennent la décision, et il faut encore l'accord du Ministre de l'Intérieur, des Finances et des Domaines. Les paysans ne pouvaient vendre leurs biens, acquis par héritage, qu'à des membres de leur communauté; il était interdit d'hypothéquer la terre paysanne. Sous Alexandre III, la communauté villageoise fut privée de toute autonomie et placée sous la férule de " capitaines ruraux " - institution voisine des conseillers ruraux en Prusse. Toute décision de l'assemblée villageoise devait avoir l'assentiment de ces fonctionnaires, les répartitions de terres se faisaient sous leur surveillance, ainsi que la répartition des impôts et leur rentrée. La loi de 1893 fit quelques concessions en n'autorisant les répartitions de terres que tous les douze ans. En même temps, on ne peut quitter la communauté qu'avec l'assentiment de la commune et à condition d'avoir complètement payé sa dette.

Malgré ces liens créés artificiellement par la loi autour de la communauté villageoise, malgré la tutelle de trois ministères et d'un essaim de tchinovniks (fonctionnaires), il n'était plus possible d'empêcher la désagrégation de la communauté villageoise. La charge fiscale étouffante, le déclin de l'économie paysanne par suite des gains annexes agricoles et industriels, le manque de terres, en particulier de pâturages et de forêts que la noblesse s'était souvent annexés dès le partage, le manque de champs cultivables alors que la population s'accroissait, tout cela engendra deux sortes de phénomènes décisifs dans la vie du village : la fuite vers la ville et l'apparition de l'usure au village. Dans la mesure où la part de terre et les gains annexes industriels ou autres ne servaient de plus en plus qu'à payer les impôts sans jamais y parvenir vraiment et sans pouvoir subvenir aux besoins les plus élémentaires, l'appartenance à la communauté devenait une chaîne au cou du paysan affamé. Et l'aspiration naturelle, pour les plus pauvres, c'était d'échapper à cette chaîne. La police arrêtait comme vagabonds sans passeport des centaines de fugitifs, les livrait à leur communauté dont les membres les fustigeaient, pour l'exemple, sur le champ. Les verges et le passeport obligatoire étaient impuissants contre l'exode massif des paysans qui fuyaient dans la nuit et le brouillard l'enfer du " communisme villageois " pour aller à la ville et y disparaître définitivement dans l'océan du prolétariat industriel. D'autres, dont les liens familiaux ou d'autres circonstances rendaient la fuite impossible, cherchaient à sortir de la communauté par des moyens légaux. Il fallait pour cela éteindre leur dette, et là... l'usurier venait en aide. Très tôt les impôts et la vente forcée de leur grain aux pires conditions firent recourir le paysan russe à l'usurier. Toute catastrophe, toute mauvaise récolte rendaient inévitable le recours à l'usurier. Pour se libérer du joug de la communauté, il n'y avait d'autre moyen que de se soumettre au joug de l'usurier. Tandis que les paysans pauvres cherchaient à échapper à la communauté, les paysans riches lui tournaient souvent le dos et en sortaient pour échapper à la pénible responsabilité collective de l'impôt des pauvres. Même là où ils ne sortaient pas formellement de la communauté, les paysans riches - qui étaient pour une bonne part aussi les usuriers - formaient dans la communauté, face

aux paysans pauvres, le pouvoir dominant qui savait tourner les résolutions adoptées par les paysans endettés et dépendants. Il se constituait ainsi au sein de la communauté, fondée formellement sur l'égalité et la propriété commune, une nette séparation en classes, d'un côté une bourgeoisie villageoise, peu nombreuse mais influente, de l'autre une masse de paysans dépendants et prolétarisés de fait. Le déclin interne de la communauté villageoise étouffant sous le poids des impôts, dévorée par l'usurier, intérieurement divisée, finit par se manifester au grand jour. Famines et révoltes paysannes devinrent en Russie, dans les années 1880, des phénomènes périodiques qui frappaient les gouvernements de l'intérieur de façon aussi inexorable que les collecteurs d'impôts et l'armée chargée de " calmer " le village. Les campagnes russes devinrent le théâtre de famines affreuses et de troubles sanglants. Le moujik connaissait le même sort que le paysan indien et Orissa s'appelait ici Saratov, Samara, et ainsi de suite, le long de la Volga.¹⁰⁸ Lorsque enfin en 1904 et 1905 la révolution du prolétariat urbain éclata en Russie, les troubles paysans chaotiques pesèrent pour la première fois de tout leur poids dans la balance de la révolution et la question agraire devint la question centrale de la révolution. Maintenant que les paysans déferlaient comme un flot irrésistible sur les domaines nobles et mettaient le feu aux repaires des nobles, maintenant que le parti des travailleurs exprimait la détresse des paysans en formulant la revendication révolutionnaire de l'expropriation des grands domaines sans indemnisation et de leur remise aux paysans, le tsarisme abandonna enfin la politique agraire qu'il pratiquait obstinément depuis des siècles. La communauté agraire ne pouvait plus être sauvée de la chute; il fallait y renoncer.

Dès 1902, la hache avait été portée aux racines mêmes de la communauté villageoise sous sa forme spécifiquement russe : la responsabilité collective pour les impôts avait été abolie. Cette mesure avait, il est vrai, été préparée activement par la politique financière du tsarisme lui-même. Le fisc pouvait facilement renoncer à la responsabilité collective pour les impôts directs, les impôts indirects ayant atteint de telles proportions que dans le budget de l'année 1906 par exemple, sur une rentrée globale de 2 030 millions de roubles, 148 millions seulement provenaient des impôts directs et 1100 millions des impôts indirects, dont 558 millions rien que du monopole des spiritueux, introduit par le ministre " libéral " de *Witte* pour combattre l'ivrognerie. Une rentrée ponctuelle de ces impôts était assurée par la misère, le désespoir et l'ignorance des masses paysannes. En 1905 et 1906, la dette paysanne pour le rachat des terres fut réduite de moitié, et en 1907 elle fut complètement annulée. La " réforme agraire " de 1907 se fixait ouvertement pour but la création de la petite propriété privée paysanne. Le moyen devait en être la parcellisation des domaines et apanages d'État et d'une partie de la grande propriété foncière. Ainsi la révolu-

¹⁰⁸ Porvus et Lehmann.

tion prolétarienne du XX^e siècle a-t-elle liquidé elle-même, dans sa première phase inachevée, à la fois les derniers restes de servage et la communauté agraire maintenue artificiellement par le tsarisme.

II.

Avec la communauté villageoise russe, le destin mouvementé du communisme agraire primitif s'achève, le cercle se referme. A ses débuts, produit naturel de l'évolution sociale, garantie la meilleure du progrès économique et de la prospérité matérielle et intellectuelle de la société, la communauté agraire devient un instrument de l'arriération politique et économique. Le paysan russe fouetté de verges par les membres de sa propre communauté au service de l'absolutisme tsariste, c'est la plus cruelle critique historique des limites étroites du communisme primitif et l'expression la plus frappante du fait que la forme sociale est soumise elle aussi à la règle dialectique : la raison devient non-sens, le bienfait devient fléau.

Deux faits frappent lorsqu'on examine attentivement les destins de la communauté agraire dans les différents pays et continents. Loin d'être un modèle immuable et rigide, cette forme ultime et la plus élevée du système économique communiste primitif manifeste avant tout une infinie diversité, souplesse et capacité d'adaptation au milieu historique. Dans chaque milieu et dans toutes les circonstances, elle passe par un insensible processus de transformation qui s'opère si lentement qu'il n'apparaît d'abord pas à l'extérieur; il remplace, à l'intérieur de la société, les structures vieilles par de nouvelles, sous toutes les superstructures politiques des institutions étatiques indigènes ou étrangères, dans la vie économique et sociale, il est sans arrêt en train de naître ou de disparaître, de se développer ou de péricliter.

Grâce à son élasticité et à sa capacité d'adaptation, cette forme de société est d'une ténacité et d'une solidité extraordinaires. Elle défie toutes les tempêtes de l'histoire politique, ou plutôt elle les supporte toutes, les laisse passer sur elle et subit patiemment pendant des siècles la pression des conquêtes, des despotismes, des dominations étrangères, des exploitations. Il n'y a qu'un contact qu'elle ne supporte pas et auquel elle ne survit pas : celui de la civilisation européenne, c'est-à-dire du capitalisme. Partout, sans exception, le heurt avec ce dernier est mortel à l'ancienne société, et il aboutit à ce que des millénaires et les plus sauvages conquérants orientaux n'ont pu accomplir : à dissoudre de l'intérieur cette structure sociale, à briser les liens traditionnels et à transformer la société en un amas de ruines informes.

Le souffle mortel du capitalisme européen n'est que le dernier facteur, non le seul, qui rende inévitable, à plus ou moins longue échéance, le déclin de la société primitive. Les germes sont présents à l'intérieur de cette société. Si

nous résumons les différentes voies de son déclin, telles que nous les avons étudiées dans différents exemples, il en résulte une certaine succession historique. La propriété communiste des moyens de production, fondement d'une économie rigoureusement organisée, a assuré durant de longues époques la plus grande productivité du travail et la meilleure sécurité matérielle à la société. Le lent mais sûr progrès de la productivité du travail devait nécessairement entrer en conflit avec l'organisation communiste. Après que se fût accompli au sein de cette organisation le progrès décisif du passage à l'agriculture supérieure - à l'usage de la charrue - et que la communauté agraire eût pris sur cette base des formes stables, le progrès dans l'évolution de la technique de production exigeait une culture plus *intensive* du sol; celle-ci, à son tour, ne pouvait être obtenue, à ce stade de la technique agricole, que par la petite exploitation intensive, par une liaison plus étroite et plus solide de la force de travail personnelle avec le sol. L'utilisation plus durable d'une même parcelle par une seule et même famille paysanne devint la condition d'une culture plus soignée. Le fumage en particulier est une cause reconnue de redistributions moins fréquentes des terres, en Allemagne comme en Russie. De façon générale, la tendance à des redistributions de plus en plus espacées apparaît partout dans les communautés agraires, ce qui avait pour conséquence le passage du tirage au sort à la transmission héréditaire. Le passage de la propriété collective à la propriété privée va donc de pair avec l'intensification du travail, partout les forêts et les pâturages restent plus longtemps terres communales, tandis que les champs, cultivés plus intensivement, ouvrent la voie au partage du territoire commun et au bien héréditaire. La propriété privée des parcelles de terre arable n'élimine pas pour autant l'organisation collective de l'économie, elle se maintient longtemps par l'entremêlement des parcelles et la communauté des forêts et des pâturages. L'égalité économique et sociale n'est pas éliminée de l'ancienne société. Il se constitue d'abord une masse de petits pays qui ont les mêmes conditions de vie et peuvent vivre et travailler pendant des siècles selon les anciennes traditions. La porte est cependant ouverte à l'inégalité par le caractère héréditaire des biens, par le droit d'aînesse et par la possibilité d'aliéner les biens des paysans.

Ce n'est que très lentement que ce processus mine l'organisation traditionnelle de la société. D'autres facteurs historiques sont à l'œuvre, qui agissent beaucoup plus rapidement et radicalement : ce sont les dépenses publiques de plus en plus importantes, qui dépassent les étroites limites naturelles de la communauté agraire. Nous avons déjà vu l'importance décisive de l'irrigation artificielle pour la culture des champs en Orient. Cette intensification du travail et ce puissant accroissement de la productivité ont eu des résultats beaucoup plus grands que l'introduction du fumage en Occident. Les travaux d'irrigation impliquent, dès le départ, le travail à grande échelle, la grande entreprise. Les organismes correspondants n'existent pas au sein de la communauté agraire, il faut pour cela créer des organismes spéciaux, au-dessus de cette communauté.

Nous savons que la direction des travaux publics d'adduction d'eau a été la racine la plus profonde de la domination des prêtres et de toutes les dominations orientales. En Occident aussi, il y a diverses affaires publiques qui, si simples soient-elles en comparaison de l'organisation actuelle de l'État, doivent cependant être réglées dans la société primitive, elles se multiplient avec l'évolution et le progrès de cette société et exigent par conséquent à la longue des organismes spéciaux. Partout - en Allemagne, comme au Pérou, aux Indes comme en Algérie - nous avons constaté que le passage de l'électivité à l'hérédité des fonctions publiques dans la société primitive est un trait général de l'évolution.

Cette transformation, qui se produit lentement et imperceptiblement, ne représente pas une rupture avec les fondements de la société communiste. La transmission héréditaire des fonctions publiques résulte d'abord de façon naturelle du fait que, dans la société primitive, la tradition et l'expérience personnelle accumulées, assurent au mieux la bonne exécution du travail. A la longue, la transmission héréditaire des fonctions dans certaines familles amène inévitablement la formation d'une petite aristocratie indigène qui, de serviteur de la communauté en devient le maître. Les terres indivises, l'*ager publicus* des Romains, dont les pouvoirs publics sont directement responsables, ont en particulier servi de fondement économique à la formation de cette noblesse. Le vol des terres indivises ou inemployées, telle est la méthode régulièrement utilisée par les maîtres indigènes ou étrangers qui s'élèvent au-dessus de la masse des paysans et les asservissent. S'il s'agit d'un peuple vivant à l'écart des grandes voies de la civilisation, la noblesse primitive peut ne se distinguer qu'à peine de la masse dans son mode de vie, elle doit participer au processus de production et masquer la différence de fortune par une certaine simplicité démocratique : l'aristocratie yakoute par exemple est seulement plus riche en bétail et plus influente dans les affaires publiques. Si un contact avec des peuples plus civilisés et des échanges actifs s'y ajoutent les besoins de la noblesse deviennent plus raffinés, elle se déshabitude du travail et une véritable différenciation de castes s'opère dans la société. La Grèce des temps post-homériques en est l'exemple le plus typique.

La division du travail au sein de la société primitive conduit plus ou moins vite à la rupture inévitable de l'égalité politique et économique. Une occupation de caractère public joue un rôle particulièrement éminent dans ce processus et s'opère beaucoup plus énergiquement que les fonctions publiques de caractère pacifique : c'est la conduite de la guerre. D'abord affaire de tous, elle est devenue, par la suite des progrès de la production, la spécialité de certains milieux dans la société primitive. Plus le processus du travail est évolué, régulier et planifié dans la société, moins il supporte l'irrégularité et les pertes de temps et d'énergie liées à la vie militaire. Si les expéditions guerrières périodiques sont un résultat direct du système économique chez les peuples chasseurs et éleveurs, l'agriculture, elle, est liée à une grande passivité de la société,

elle exige d'autant plus l'existence d'une caste particulière de guerriers pour sa défense. La vie guerrière - elle-même expression des étroites limites de la productivité du travail - joue un rôle important chez les peuples primitifs et entraîne un nouveau genre de division du travail. La séparation d'une noblesse guerrière ou de chefs guerriers constitue le choc le plus fort auquel l'égalité sociale ait à faire face dans la société primitive. Partout où nous rencontrons des sociétés primitives, nous ne trouvons presque jamais ces rapports d'hommes égaux et libres que *Morgan* a pu décrire chez les Iroquois. L'inégalité et l'exploitation, tels sont les caractères des sociétés primitives que nous rencontrons comme produits d'une longue époque de décomposition, qu'il s'agisse des castes dominantes en Orient ou de l'aristocratie yakoute, des " grands clans " celtes écossais ou de la noblesse guerrière des Grecs, des Romains, des Germains de l'époque des grandes migrations ou des petits despotes des royaumes noirs en Afrique.

Considérons par exemple le célèbre Empire de Muata Kasembe, au centre de l'Afrique du Sud, à l'est de l'Empire Lunda, où les Portugais ont pénétré au début du XIX^e siècle; nous voyons ici, même dans ce territoire où les Européens ont à peine pénétré, des relations sociales qui ne laissent guère de place à l'égalité et à la liberté. L'expédition du Major *Monteiro* et du capitaine *Gamitto*, entreprise en 1831, à partir du Zambèze vers l'intérieur, dans des buts commerciaux et scientifiques, nous décrit la situation comme suit. L'expédition arriva d'abord dans le pays des Maravi qui pratiquaient une culture primitive par sarclage, habitaient dans des huttes coniques et ne portaient qu'une pièce d'étoffe autour des hanches. A l'époque où *Monteiro* et *Gamitto* traversèrent le pays des Maravi, ces derniers étaient dirigés par un chef despotique qui portait le titre de Nede. Il arbitrait toutes les querelles dans sa capitale, Mutzienda, et personne ne pouvait contester cet arbitrage. Pour la forme, il réunissait un conseil d'anciens, mais il fallait qu'ils soient toujours de son avis. Le pays se décomposait en provinces dirigées par des Mambos, et ces provinces étaient à leur tour divisées en districts à la tête desquels se trouvent des Funos. Toutes ces dignités étaient héréditaires.

" Le 8 août, on atteignit la résidence du Mukanda, le plus puissant chef des Tcheva. Ce dernier, à qui on avait envoyé en cadeau diverses cotonnades, du tissu rouge, des perles, du sel et des kauris, arriva le jour suivant dans le camp, à cheval sur un nègre. Mukanda était un homme de 60 à 70 ans, d'aspect agréable et majestueux. Son seul vêtement consistait en un chiffon sale autour des hanches. Il resta environ deux heures et, en prenant congé, il nous demanda à chacun un cadeau de façon touchante et irrésistible...

" L'enterrement des chefs s'accompagne chez les Tchéva de cérémonies extrêmement barbares. Les femmes du défunt sont enfermées dans la même hutte que le cadavre jusqu'à ce que tout soit prêt pour l'enterrement. Ensuite le cortège funèbre se met en route... vers la fosse et, une fois arrivée, la

femme préférée du défunt descend dans cette fosse avec sept autres femmes, elles s'y assoient, les jambes étendues. On couvre ce soubassement vivant d'étoffes, on y pose le cadavre et précipite dans la fosse six autres femmes à qui on a auparavant brisé le cou. On recouvre maintenant la tombe, on termine cette épouvantable cérémonie en empalant deux jeunes gens dont l'un est placé avec un tambour à la tête de la tombe, l'autre avec un arc et une flèche aux pieds de la tombe. Le Major Monreiro a été témoin d'un tel enterrement pendant son séjour au pays des Tchéva. ”

De là, le voyage continua vers les montagnes du centre de l'Empire. Les Portugais arrivèrent

“ dans une région élevée, désertique et presque complètement dépourvue de tous vivres; on voyait les traces des ravages causés par des expéditions militaires antérieures et la famine menaçait l'expédition. On envoya des messagers avec quelques cadeaux au plus proche Mambo pour lui demander un guide, mais les envoyés revinrent avec l'affligeante information qu'ils avaient trouvé le Mambo et sa famille seuls au village et prêts de mourir d'inanition... Avant d'avoir atteint le cœur du royaume, on eut des preuves de la justice barbare qui s'y exerçait; souvent on rencontrait des jeunes gens à qui on avait coupé les oreilles, les mains, le nez et autres membres en punition de quelque faute vénielle... Le 19 novembre, on put enfin entrer dans la capitale et l'âne que chevauchait le capitaine Gamitto fit grande sensation. On arriva bientôt dans une rue bordée de chaque côté d'une clôture de deux à trois mètres de haut, faite de perches entrelacées et si régulières qu'on aurait dit un mur. Des deux côtés, on voit dans ces palissades, à intervalles réguliers, de petites portes ouvertes. A la fin de la rue, se trouve une petite baraque quadrangulaire qui ne s'ouvre qu'à l'ouest et au centre de laquelle se trouve, sur un socle de bois, une forme humaine de 70 centimètres de haut, grossièrement découpée. Du côté ouvert, il y avait un tas de plus de 300 crânes. La rue se transforme ici en une grande place quadrangulaire au bout de laquelle s'étend une grande forêt qui n'est séparée de la place que par une palissade. A l'extérieur de celle-ci, des deux côtés de la porte, sont fixées, en guise de décoration, 30 têtes de mort alignées... Vint ensuite la réception par Muata qui se montra aux Portugais dans tout son faste barbare, entouré de toute sa puissance guerrière, composée de 5 000 à 6 000 hommes. Il était assis sur une chaise couverte d'étoffe verte et dressée sur des peaux de léopards et de lions. Son couvre-chef était un bonnet conique écarlate fait de plumes de 50 centimètres. Sur son front, il y avait un diadème de pierres étincelantes; une sorte de col fait d'escargots, de morceaux de miroir carrés et de fausses pierres précieuses couvrait son cou et ses épaules. Autour de chaque bras était enroulée une étoffe bleu garnie de fourrure; l'avant-bras était en outre décoré de bracelets de pierres bleues. Le bas du corps était recouvert d'un drap jaune bordé de rouge

et de bleu maintenu par une ceinture. Les jambes, comme les bras, étaient ornées de pierres bleues.

“ Fièremment, protégé du soleil par sept parasols multicolores, le monarque siégeait là; en guise de sceptre, il brandissait une queue de gnou et douze nègres munis de balais étaient occupés à éloigner de sa présence sacrée la moindre poussière, la moindre impureté. Une cour très compliquée se déployait autour du souverain. D'abord deux rangées de statues de 40 centimètres de haut figurant les bustes de nègres parés de cornes d'animaux protégeaient son trône et, entre ces statues, il y avait une cage qui contenait une statue plus petite. Devant les statues, deux nègres assis faisaient brûler sur des braseros des feuilles aromatiques. Les deux femmes principales, dont la première était vêtue de façon semblable à Mouata, occupaient la place d'honneur. A l'arrière-plan, le harem au grand complet, 400 femmes, se déployait; mais ces dames étaient complètement nues, à part un pagne. En outre, 200 dames noires se tenaient prêtes à répondre au moindre commandement. A l'intérieur du carré formé par les femmes, les plus hauts dignitaires du royaume, les Kilo-lo, étaient assis sur des peaux de lions et de léopards, chacun avec un parasol et vêtu comme Muata; divers corps de musique qui faisaient un bruit assourdissant sur des instruments aux formes singulières et quelques bouffons qui couraient çà et là, vêtus de peaux et de cornes d'animaux, complétaient l'entourage du Kazembe qui attendait dans ce digne apparat l'approche des Portugais. Le Muata, dont le titre signifie simplement “ maître ”, règne en souverain absolu sur son peuple. En dessous de lui, il y a d'abord les Kilolo ou la noblesse qui se décompose à son tour en deux classes. Font partie des nobles les plus distingués le dauphin, les proches parents du Muata et le commandant suprême de la puissance militaire. Le Muata a un pouvoir illimité, même sur la vie et la propriété de ces nobles.

“ Si le tyran est de mauvaise humeur, il fait aussitôt couper les oreilles à celui qui, par exemple, n'a pas bien compris un ordre et lui demande de le répéter, “ pour lui apprendre à mieux entendre ”. Tout vol commis sur sa propriété est puni de l'amputation des oreilles et des mains; qui rencontre une de ses femmes ou lui parle, est tué ou amputé de tous ses membres. Le souverain jouit d'une telle considération chez ce peuple superstitieux qu'il croit que personne ne peut le toucher sans mourir par sa magie. Mais comme un tel contact ne peut pas toujours être évité, il a inventé un remède contre cette mort. Celui qui a touché le souverain s'agenouille devant lui, ce dernier applique alors mystérieusement la paume de sa main contre celle de l'homme agenouillé et le libère ainsi du charme mortel. ”¹⁰⁹

¹⁰⁹ “ Voyages de Stanley et de Cameron à travers l'Afrique ”, d'après Richard Oberlaender, Leipzig 1879, p. 68 (74-80).

Voilà le tableau d'une société qui s'est beaucoup éloignée des fondements originaires de toute communauté primitive, de l'égalité et de la démocratie. Il n'est pas exclu que, sous cette forme de despotisme, des relations communistes, la propriété collective du sol, l'organisation commune du travail, n'aient subsisté. Les Portugais qui ont observé avec précision le clinquant extérieur des costumes et des audiences n'avaient, comme tous les Européens, aucun sens, aucun intérêt et aucun critère, pour juger des relations économiques, surtout quand elles allaient à l'encontre de la propriété privée européenne. En tout cas, l'inégalité sociale et le despotisme des sociétés primitives se distinguent foncièrement de ceux qui règnent dans les sociétés civilisées et qui sont introduites dans les sociétés primitives. L'élévation de la noblesse primitive, le pouvoir despotique du chef primitif sont des produits naturels de cette société, tout comme ses autres conditions de vie. Ils ne sont qu'une autre expression de l'impuissance de la société face à la nature environnante et à ses propres relations sociales; cette impuissance se manifeste dans les pratiques magiques du culte et dans les famines périodiques où les chefs despotiques périssent à moitié ou complètement, tout comme leurs sujets. C'est pourquoi cette domination de la noblesse et des chefs se trouve en complète harmonie avec les autres aspects matériels et intellectuels de la vie sociale, ce qui est visible dans le fait que le pouvoir politique des chefs primitifs est toujours étroitement lié à la religion naturelle primitive, au culte des morts. De ce point de vue, le Muata Kazembe des nègres Lunda, que quatorze femmes accompagnèrent vivantes dans sa tombe et qui dispose de la vie et de la mort de ses sujets au gré de son humeur, parce que lui-même et son peuple sont fermement convaincus qu'il est un puissant magicien, ou bien ce " Prince Kazongo " au bord du fleuve Lomani qui, quarante ans plus tard, exécuta, pour saluer l'Anglais *Cameron*, une danse bondissante, en robe de femme, avec des peaux de singe et un mouchoir sale sur la tête, entouré dignement de ses deux filles nues, de ses Grands et de son peuple - sont en soi des phénomènes beaucoup moins absurdes que la domination par la " grâce de Dieu " d'un homme dont même son pire ennemi ne peut pas dire qu'il est un magicien, sur un peuple de 67 millions de têtes, qui a produit un *Kant*, un *Helmholtz*,¹¹⁰ un *Goethe*.

Par sa propre évolution interne, la société communiste primitive conduit à l'inégalité et au despotisme. Elle n'en disparaît pas pour autant; elle peut au contraire se perpétuer pendant des millénaires. Régulièrement, de telles sociétés deviennent tôt ou tard la proie de conquérants étrangers ou subissent de plus ou moins grandes transformations sociales. La domination islamique est ici particulièrement importante, parce qu'elle a, en beaucoup d'endroits, précédé la domination européenne en Asie et en Afrique. Partout où les peuples nomades musulmans - Mongols ou Arabes - ont instauré et consolidé leur domi-

¹¹⁰ Physicien et physiologiste allemand du XIX^e siècle.

nation en pays conquis, s'est développé un processus que *Henry Maine* et *Maxime Kovalevsky* appellent “ féodalisation ”. Sans s'appropriier eux-mêmes le sol, les conquérants s'attachaient à deux objectifs : l'acquittement de redevances et la consolidation militaire de leur domination dans le pays. Une organisation militaire et administrative précise servait ces deux objectifs : le pays était partagé en plusieurs gouvernements donnés, pour ainsi dire, en fiefs à des fonctionnaires musulmans qui étaient à la fois collecteurs d'impôts et administrateurs militaires. De grandes portions de terres incultes servaient aussi à fonder des colonies militaires. Ces institutions, ainsi que la diffusion de l'Islam, opéraient un profond changement dans les conditions générales d'existence des sociétés primitives. Leurs conditions économiques en étaient peu modifiées. Les fondements et l'organisation de la production restaient les mêmes et se perpétuaient pendant des siècles - malgré l'exploitation et la pression militaires. La domination musulmane n'a pas eu partout autant d'égards pour les conditions de vie des indigènes. Sur la côte orientale de l'Afrique, les Arabes ont pratiqué pendant des siècles, à partir du sultanat de Zanzibar, un vaste commerce d'esclaves noirs qui conduisit à une véritable chasse aux esclaves à l'intérieur de l'Afrique, à la dépopulation et la destruction de villages noirs entiers et à l'accroissement du despotisme des chefs indigènes qui faisaient des affaires en vendant aux Arabes leurs propres sujets ou ceux des tribus voisines asservies. Cette transformation, qui eut de telles conséquences pour la destinée de la société africaine, n'était que la conséquence indirecte des influences européennes : le commerce des esclaves noirs n'est devenu florissant qu'avec les découvertes et les conquêtes des Européens au XVI^e siècle, et lorsqu'ils en eurent besoin dans les plantations et les mines qu'ils exploitaient en Amérique et en Asie.

A tous égards, ce qui est fatal aux relations sociales primitives, c'est la pénétration de la civilisation européenne. Les conquérants européens sont les premiers qui ne visent pas seulement l'asservissement et l'exploitation économique des indigènes, ils s'emparent des moyens de production et du sol. Ce faisant, le capitalisme européen prive l'ordre social primitif de son fondement. Pire que toute oppression et toute exploitation, c'est l'anarchie totale et un phénomène spécifiquement européen : l'insécurité de l'existence sociale. La population soumise, séparée de ses moyens de production, n'est plus considérée par le capitalisme européen que comme de la force de travail et si elle vaut quelque chose, pour les objectifs du capital, elle est réduite en esclavage, sinon elle est exterminée. Nous avons vu cette méthode dans les colonies espagnoles, anglaises, françaises; devant la marche en avant du capitalisme, la société primitive qui a survécu à toutes les phases historiques antérieures, capitule. Ses derniers vestiges sont balayés de la surface de la terre et ses éléments - force de travail et moyens de production - sont absorbés par le capitalisme. La société communiste primitive a sombré - parce que, en dernière instance, elle était dépassée par le progrès économique - et a fait place à de nouvelles perspectives

de l'évolution. Cette évolution et ce progrès vont pour longtemps être représentés par les méthodes ignobles d'une société de classes jusqu'à ce que celle-ci soit dépassée à son tour et écartée par le progrès. La violence n'est ici que la servante de l'évolution économique.

La production marchande

La question que nous nous sommes fixée pour tâche de résoudre est la suivante - une société ne peut exister sans travail commun, c'est-à-dire sans un travail planifié et organisé. Nous en avons d'ailleurs trouvé les formes les plus diverses à toutes les époques... Dans la société actuelle, nous n'en trouvons pas trace : ni domination ni loi, ni démocratie, pas trace de plan ni d'organisation : l'anarchie. Comment la société capitaliste est-elle possible ?

I.

Pour découvrir comment la tour de Babel capitaliste est construite, imaginons de nouveau pour un instant une société où le travail est planifié et organisé. Soit une société où la division du travail est très poussée, où non seulement l'industrie et l'agriculture sont distinctes, mais où,¹¹¹ à l'intérieur de chacune, chaque branche particulière est devenue la spécialité de groupes particuliers de travailleurs. Dans cette société, il y a donc des agriculteurs et des forestiers, des pêcheurs et des jardiniers, des cordonniers et des tailleurs, des serruriers et des forgerons, des fileurs et des tisserands, etc. La société dans son ensemble est donc pourvue de toutes les sortes de travaux et de produits. Ces produits profitent en plus ou moins grande proportion à tous les membres de la société, car le travail est un travail commun, il est de prime abord réparti et organisé de façon planifiée par quelque autorité - que ce soit la loi despotique du gouvernement, ou le servage ou toute autre forme d'organisation. Pour simplifier, imaginons que c'est une communauté communiste avec sa propriété commune, telle que nous l'avons vue dans l'exemple indien. Supposons un instant que la division du travail dans cette communauté soit beaucoup plus poussée que ne le veut la vérité historique et admettons qu'une partie des membres de la communauté se consacre exclusivement à l'agriculture, tandis que des artisans spécialisés exécutent chacun les autres travaux. L'économie de cette communauté nous est tout à fait claire : ce sont les membres de la communauté qui possèdent en commun le sol et tous les moyens de production, leur volonté commune décide de la création de tels ou tels produits, à telle époque et en telle quantité. La masse des produits finis, appartenant à tous, est répartie entre tous selon les besoins. Imaginons maintenant qu'un beau matin, dans cette communauté communiste, la propriété commune cesse d'exister ainsi que le travail commun et la volonté commune qui réglait la production. La division du travail très poussée est demeurée, bien entendu. Le cordonnier est devant sa forme, le boulanger ne connaît que son four, le forgeron n'a que la forge et ne

¹¹¹ Note marginale de R.L. (au crayon) : Nous examinerons ensuite si une telle hypothèse est admissible, et dans quelle mesure.

sait que brandir le marteau, etc. La chaîne qui autrefois reliait tous ces travaux spécialisés en un travail commun, en une économie sociale, s'est brisée. Chacun ne dépend plus que de lui-même : l'agriculteur, le cordonnier, le boulanger, le serrurier, le tisserand, etc. Chacun est libre et indépendant. La communauté n'a plus rien à lui dire, personne ne peut lui commander de travailler pour la communauté, personne ne se soucie de ses besoins.

La communauté, qui formait un tout, s'est décomposée en petites particules comme un miroir brisé en mille éclats. Chaque homme est suspendu en l'air comme un grain de poussière indépendant et n'a qu'à se débrouiller. Que va devenir la communauté à laquelle une telle catastrophe est soudain arrivée, que vont faire tous les hommes ainsi livrés à eux-mêmes ? Une chose est certaine : au lendemain de cette catastrophe, ils vont avant tout... travailler, exactement comme avant. Car tant que les besoins humains ne pourront être satisfaits sans travail, toute société humaine devra travailler. Quelques bouleversements et transformations que subisse la société, le travail ne peut cesser un seul instant. Les anciens membres de la société communiste continueraient donc avant tout à travailler, après que les liens entre eux eussent été rompus et qu'ils eussent été livrés à eux-mêmes, et comme nous avons supposé que chaque travail est déjà spécialisé, chacun ne pourrait continuer à faire que le travail qui est devenu sa spécialité et dont il a les moyens de production : le cordonnier ferait des bottes, le boulanger cuirait du pain, le tisserand confectionnerait des tissus, l'agriculteur ferait pousser du grain, etc. Une difficulté surgit aussitôt : chacun de ces producteurs fabrique certes des objets extrêmement importants et directement utiles; chacun de ces spécialistes, le cordonnier, le boulanger, le forgeron, le tisserand, étaient tous hier encore des membres également utiles et estimés de la communauté qui ne pouvait se passer d'eux. Chacun avait sa place importante dans le tout. Maintenant, le tout n'existe plus, chacun existe pour soi. Aucun d'entre eux ne peut vivre des seuls produits de son travail. Le cordonnier ne peut consommer ses bottes, le boulanger ne peut satisfaire ses besoins avec du pain, l'agriculteur peut mourir de froid et de faim avec le grenier le mieux rempli, s'il n'a que du grain. Chacun a une multiplicité de besoins, et ne peut en satisfaire lui-même qu'un seul. Chacun a besoin d'une certaine quantité des produits des autres. Ils dépendent donc tous les uns des autres. Comment opérer puisque, nous le savons, il n'existe plus aucun lien entre les différents producteurs individuels ? Le cordonnier a un urgent besoin du pain du boulanger. mais il ne peut forcer le boulanger à lui livrer du pain, puisqu'ils sont tous les deux également libres et indépendants. S'il veut profiter des fruits du travail du boulanger, cela ne peut reposer que sur la réciprocité, autrement dit il doit lui-même livrer au boulanger un produit qui soit utile à ce dernier. Or le boulanger a aussi besoin des produits du cordonnier et se trouve exactement dans la même situation. Le fondement de la réciprocité existe donc. Le cordonnier donne des bottes au boulanger pour recevoir du pain. Cordonnier et boulanger échangent leurs produits et peuvent tous deux satisfaire ainsi

leurs besoins. Si la division du travail est très développée et les producteurs indépendants les uns des autres et si toute organisation entre eux est absente, le seul moyen pour tous d'avoir accès aux produits des divers travaux, c'est... l'échange.

Le cordonnier, le boulanger, l'agriculteur, le fileur, le tisserand, le serurier échangent leurs produits et satisfont ainsi leurs multiples besoins. L'échange a ainsi créé un nouveau lien entre les producteurs privés, atomisés, isolés et séparés les uns des autres, le travail et la consommation, la vie de la communauté détruite peuvent de nouveau démarrer; car l'échange leur a donné la possibilité de travailler de nouveau les uns pour les autres, c'est-à-dire qu'il a de nouveau rendu possible la coopération sociale, la production sociale, même sous la forme de production privée atomisée.

C'est là un genre nouveau et singulier de coopération sociale et qu'il nous faut examiner de plus près. Chaque individu travaille maintenant de son propre chef; il produit pour son propre compte, selon sa propre volonté. Il doit, pour vivre, produire des objets dont il n'a pas besoin, mais dont d'autres ont besoin. Chacun travaille ainsi pour d'autres. Il n'y a là en soi rien de particulier ni de nouveau. Dans la communauté communiste aussi, tous travaillaient les uns pour les autres. Ce qu'il y a de particulier, c'est que chacun ne donne son produit à d'autres que par l'échange et ne peut obtenir les produits des autres que par la même voie. Pour parvenir aux produits dont il a besoin, il faut que chacun fabrique par son propre travail des produits destinés à l'échange. Le cordonnier doit continuellement produire des chaussures qui sont pour lui complètement inutiles. Elles n'ont pour lui d'autre utilité et d'autre but que de pouvoir être échangées contre d'autres produits dont il a besoin. Il produit donc à l'avance ses bottes pour l'échange, c'est-à-dire qu'il les produit comme marchandise. Chacun ne peut maintenant satisfaire ses besoins, c'est-à-dire parvenir aux produits fabriqués par d'autres, que s'il se présente de son côté avec un produit dont d'autres ont besoin et qu'il n'a fabriqué que dans ce but, autrement dit chacun n'a sa part des produits des autres, du produit social, que s'il se présente lui-même avec une marchandise. Le produit qu'il a confectionné pour l'échange lui donne le droit de revendiquer une part du produit social. Ce dernier n'existe plus sous sa forme antérieure, celle qui existait dans la société communiste où, avant d'être partagé, il représentait directement, dans sa masse, dans son intégralité, la richesse de la communauté. Il était élaboré en commun par tous au compte de la communauté et sous sa direction et ce qui était produit était dès le départ produit commun. Ensuite venait le partage de ce produit entre les individus, et alors seulement les membres de la communauté entraient, à titre individuel, en possession du produit destiné à leur usage. Désormais, le processus est inverse : chacun produit en tant qu'individu et ce sont les produits achevés qui constituent ensemble la richesse sociale. La part de chacun, tant au point de vue du travail social que de la richesse sociale, est repré-

sentée par la marchandise particulière qu'il a produite par son travail et apportée pour l'échanger avec d'autres. La part de chacun au travail social n'est donc plus représentée par une certaine quantité de travail ¹¹² qui est fixée à l'avance, mais par le produit achevé, par la marchandise qu'il livre selon sa libre volonté. S'il ne le veut pas, il n'a pas besoin de travailler du tout, il peut aller se promener, personne ne le lui reprochera ni ne le punira, comme cela se faisait pour les membres récalcitrants de la communauté communiste où les paresseux étaient sévèrement admonestés par le chef de la communauté ou livrés au mépris public, dans l'assemblée de la communauté. Désormais, chaque homme est son propre maître, la communauté n'existe plus comme autorité. Toutefois, s'il ne travaille pas, il ne peut rien obtenir en échange des produits des autres. D'autre part, l'individu n'est plus du tout certain, même s'il travaille avec ardeur, d'avoir les moyens de subsistance qui lui sont nécessaires; car personne n'est forcé de les lui donner, même en échange de ses produits. L'échange n'a lieu que s'il existe un besoin réciproque. Si l'on n'a momentanément pas besoin de bottes dans la communauté, le cordonnier a beau travailler avec la plus grande ardeur et confectionner la plus belle marchandise, personne ne la lui prendra pour lui donner en échange du pain, de la viande, etc., et il se retrouvera sans le strict minimum nécessaire pour vivre.

Voici qu'apparaît à nouveau une différence frappante avec les relations dans la communauté communiste primitive. La communauté entretenait un cordonnier parce qu'elle avait besoin de bottes. Le nombre de bottes qu'il devait faire lui était indiqué par les autorités compétentes de la communauté, il ne travaillait que comme serviteur de la communauté, comme employé de la communauté, et tous étaient dans la même situation. Si la communauté entretenait un cordonnier, elle devait naturellement le nourrir. Il touchait, comme chacun, sa part de la richesse commune, et cette part n'avait pas de rapport direct avec sa part de travail. Évidemment, il devait travailler et on le nourrissait parce qu'il était un membre utile de la communauté. Qu'il eût précisément ce mois-là plus ou moins de bottes à faire, ou pas de bottes du tout, il n'en touchait pas moins ses vivres, sa part des moyens communs de subsistance. Maintenant, il n'en a que dans la mesure où on a besoin de son travail, c'est-à-dire dans la mesure où son produit est accepté en échange par d'autres. Chacun travaille comme il veut, autant qu'il veut, à ce qu'il veut. Seul le fait que son produit est pris par d'autres lui confirme qu'il produit ce dont la société a besoin, qu'il a exécuté effectivement un travail socialement utile. Un travail, aussi sérieux et solide soit-il, n'a pas dès l'abord un but et une valeur du point de vue social, seul le produit qui peut s'échanger a de la valeur; un produit que personne n'accepte en échange est sans valeur, c'est du travail perdu, aussi solide et bon soit-il.

¹¹² Note marginale de R. L. (au crayon) : Ce n'est plus la communauté comme un tout à laquelle il a à faire et qui a besoin d'un produit, mais les membres individuels de la communauté.

Pour participer aux fruits de la production sociale ¹¹³, et au travail social, il faut par conséquent produire des *marchandises*. Mais personne ne dit à qui que ce soit que son travail est reconnu comme socialement nécessaire; l'individu en fait l'expérience quand sa marchandise est acceptée en échange. Sa participation au travail et au produit de la communauté n'est assurée que si ces produits sont marqués du sceau du travail socialement nécessaire, de la valeur d'échange. Si son produit ne peut être échangé, il a créé un produit sans valeur, son travail est donc socialement superflu. Il n'est alors qu'un cordonnier privé qui a découpé du cuir et gâché des bottes pour passer le temps, un cordonnier qui se situe en dehors de la société; car la société ignore son produit, et les produits de la société lui sont, par voie de conséquence, inaccessibles. Si notre cordonnier a, par bonheur, échangé ses bottes et obtenu des vivres en échange, il peut rentrer chez lui, rassasié, vêtu et... fier : il a été reconnu comme membre utile de la société, son travail comme un travail nécessaire ¹¹⁴. S'il rentre avec ses bottes parce que personne n'a voulu les lui prendre, il a toute raison d'être malheureux, car il ne pourra pas souper. On lui a signifié, d'autre part, ne fût-ce que par un froid silence : " La société n'a pas besoin de toi, mon petit ami, ton travail n'était pas du tout nécessaire, tu es donc un homme superflu qui peut tranquillement aller se pendre ! " Le contact avec la société, notre cordonnier ne l'établit que par une paire de chaussures échangeables ou, plus généralement, par une marchandise ayant valeur d'échange. Le boulanger, le tisserand, l'agriculteur, tous se trouvent dans la même situation que notre cordonnier. La société, qui tantôt reconnaît le cordonnier, tantôt le repousse froidement, n'est que la somme de tous ces producteurs individuels de marchandises qui travaillent pour l'échange réciproque. C'est pourquoi la somme du travail social et du produit social à laquelle on aboutit ainsi n'équivaut pas à la somme de tous les travaux et de tous les produits des membres de la société, comme c'était autrefois le cas dans l'économie communiste primitive. Maintenant quelqu'un peut travailler avec ardeur et son produit peut n'être cependant qu'un produit perdu, qui ne compte pas, s'il ne trouve pas preneur. Seul l'échange détermine les travaux et les produits qui étaient utiles et qui comptent socialement. C'est comme si chacun travaillait chez soi, aveuglément et droit devant lui, puis apportait ses propres produits achevés sur une place où on examinerait les objets puis leur mettrait un tampon : pour celui-ci, pour ce-

¹¹³ Note marginale de R. L. : Travail social 1) comme somme des travaux des membres de la société les uns pour les autres, 2) en ce sens que le produit de l'individu n'est lui-même que le résultat de la coopération d'un grand nombre de gens (matière première, outils), et même de toute la société (science, besoin). Dans les deux cas, le caractère social est médiatisé par l'échange. Le savoir dans la communauté communiste, dans l'esclavage et maintenant.

¹¹⁴ Note marginale de R. L. : N.B. Marchandises surproduites, inéchangeables et réserve inconsommable dans une société organisée : Communauté communiste (le riz ind.), l'économie d'esclavage, de servage (les couvents au Moyen Âge). Différence : les premières ne sont pas du travail social, les secondes sans doute. Rapport avec le besoin (besoin solvable d'un côté et surproduction de marchandises invendables de l'autre), surproduction dans la société socialiste.

lui-là, le travail a été socialement nécessaire, ils sont acceptés en échange; alors que pour ces derniers-là, le travail n'était pas nécessaire, ils sont nuls et non venus. Ce tampon veut dire : ceci a une valeur, cela n'en a pas et reste le plaisir ou le malheur privé de l'intéressé.

Résumons ces différents éléments : il apparaît que le simple fait de l'échange des marchandises, sans aucune autre intervention ni réglementation, détermine trois relations importantes :

1. La *part du travail social* qui revient à chaque membre de la société. Cette part, en qualité et en quantité, ne lui est plus attribuée à l'avance par la communauté; il a part ou n'a pas part, après coup, au produit achevé. Autrefois chaque paire de bottes que confectionnait notre cordonnier était du travail social. Maintenant ses bottes ne sont d'abord que du travail privé qui ne concerne personne. Puis elles sont examinées sur le marché de l'échange et le travail investi en elles par le cordonnier n'est reconnu comme travail social que dans la mesure où elles sont acceptées dans l'échange. Sinon, elles restent du travail privé et sont sans valeur.
2. La *part de richesse sociale* qui revient à chaque membre. Auparavant, le cordonnier touchait sa part des produits fabriqués par la communauté. Cette part se mesurait d'abord à l'aisance générale, à l'état de la fortune commune, ensuite aux besoins des membres. Une famille nombreuse recevait plus qu'une famille moins nombreuse. Dans la répartition des terres conquises entre les tribus germaniques qui vinrent en Europe lors des grandes migrations et s'installèrent sur les ruines de l'Empire romain, la dimension des familles jouait un grand rôle. La communauté russe qui procédait çà et là, dans les années 1880, à des redistributions de la propriété commune, tenait compte du nombre de têtes, ou de "bouches" dans chaque ménage¹¹⁵. Avec la généralisation de l'échange, tout rapport disparaît entre les besoins de tel membre de la société et sa part de richesse, tout comme entre cette part et le volume de la richesse commune de la société. La seule chose déterminante pour la part de richesse sociale qui revient à un membre, c'est le produit présenté par ce dernier sur le marché, et uniquement dans la mesure où on l'accepte en échange comme produit socialement nécessaire.
3. Enfin le mécanisme de l'échange règle aussi *la division sociale du travail*. Autrefois, la communauté décidait qu'elle avait besoin de tant de valets de ferme, de tant de cordonniers, de boulangers, de serruriers, de forgerons, etc. La juste proportion entre les différents métiers était

¹¹⁵ R. L. a noté en marge de cette phrase : N. B.

l'affaire de la communauté qui veillait à ce que tous les travaux nécessaires soient exécutés. On connaît le cas de ce cordonnier condamné à mort que les représentants de la communauté villageoise furent priés de libérer pour pendre à sa place un forgeron, car il y en avait deux dans le village. C'est un bel exemple du soin avec lequel la communauté veillait à une bonne division du travail. (Nous avons vu, au Moyen Âge, Charlemagne prescrire exactement les sortes et le nombre d'artisans dans ses domaines. Nous avons vu dans les villes médiévales¹¹⁶ le règlement des corporations veiller à ce que les différents métiers fussent exercés dans une juste proportion et les artisans manquant être invités à venir de l'extérieur.) Lorsque le libre échange est sans limites, cela se règle par l'échange lui-même. Personne ne demande à notre cordonnier de faire son métier de cordonnier. S'il le veut, il peut faire des bulles de savon ou des cerfs-volants. Il peut, si l'idée lui en vient, au lieu de faire des bottes, se mettre au tissage, au filage, à l'orfèvrerie. Personne ne lui dit que la société a besoin de lui en général, et particulièrement en tant que cordonnier. Évidemment, la société a besoin de chaussures, mais personne ne détermine le nombre de cordonniers qui peuvent couvrir ce besoin. Personne ne dit à notre cordonnier si ce cordonnier-là est nécessaire, ou si on n'a pas plutôt besoin d'un tisserand ou d'un forgeron. Ce que personne ne lui dit, il ne peut l'apprendre que sur le marché. Si ses souliers sont acceptés en échange, il sait que la société a besoin de lui comme cordonnier. Qu'il confectionne la meilleure marchandise du monde, si d'autres cordonniers ont déjà couvert les besoins, sa marchandise est superflue. Si cela se répète, il lui faut renoncer à son métier. Le cordonnier en surnombre est éliminé par la société aussi mécaniquement que le corps élimine les substances superflues : elle n'accepte pas son travail comme travail social et le condamne à dépérir. La même contrainte qui le force à produire, comme condition d'existence, des produits échangeables pour d'autres, amènera finalement notre cordonnier hors de besoin à choisir un autre métier où il existe un besoin insuffisamment couvert, par exemple le tissage ou la fabrication de voitures, et ainsi le manque de main-d'œuvre dans ce secteur sera comblé.

Ce n'est pas seulement la juste proportion qui est ainsi maintenue entre les métiers; des métiers disparaissent et d'autres se créent aussi de cette façon. Quand un besoin cesse de se faire sentir dans la société ou est couvert par d'autres produits, ce ne sont pas, comme dans l'ancienne communauté communiste, les membres de cette dernière qui le constatent et retirent en conséquence les travailleurs d'un métier pour les employer autrement. Cela se manifeste

¹¹⁶ Le chapitre sur les corporations artisanales n'a pas été retrouvé. N. E.

simplement par l'impossibilité d'échanger les produits non nécessaires. Au XVII^e siècle, les perruquiers constituaient une corporation qui ne devait pas manquer dans une ville. Une fois que la mode eut changé et qu'on eut cessé de porter des perruques, le métier mourut de sa mort naturelle parce que les perruques ne se vendaient plus. Les canalisations et les conduites d'eau qui approvisionnent toutes les maisons en eau se répandant dans toutes les villes firent peu à peu disparaître le métier de porteur d'eau. Prenons maintenant un cas inverse. Supposons que notre cordonnier auquel la société a fait sentir sans équivoque, en refusant systématiquement sa marchandise, qu'il n'est pas socialement nécessaire, soit si imbu de lui-même qu'il croit quand même être un membre indispensable de l'humanité et veut absolument vivre. Pour vivre, il doit, nous le savons et il le sait, produire des marchandises. Il invente alors un produit entièrement nouveau, par exemple un fixe-moustache ou un cirage miraculeux. A-t-il créé une nouvelle activité socialement nécessaire, ou bien va-t-il rester méconnu comme tant de grands inventeurs ? Personne ne le lui dit, il ne l'apprend que sur le marché. Si son nouveau produit est accepté en échange, la nouvelle branche de production a été reconnue socialement nécessaire et la division sociale du travail connaît un nouvel élargissement ¹¹⁷.

Nous avons fait peu à peu renaître une certaine cohésion, un certain ordre dans notre communauté qui semblait être dans une situation désespérée après l'effondrement du régime communiste, de la propriété commune, après la disparition de toute autorité dans la vie économique, de toute organisation et de toute planification du travail, de tout lien entre ses membres. Cela s'est fait de façon entièrement automatique. Sans aucune entente entre les membres, sans intervention de quelque puissance supérieure, les différents morceaux se sont tant bien crus mal assemblés en un tout. L'échange lui-même règle maintenant toute l'économie de façon automatique, un peu comme une pompe : il crée un lien entre les producteurs individuels, il règle la division du travail entre eux; il détermine leur richesse et la répartition de cette richesse. L'échange gouverne la société. C'est, il est vrai, un ordre un peu étrange qui est né. La société prend un aspect tout différent de celui d'autrefois, dans la communauté communiste. Elle formait alors un tout compact, une sorte de grande famille dont les membres adhéraient les uns aux autres et se serraient les coudes, un organisme solide, et même un peu rigide et sclérosé. Maintenant, elle a une structure extrêmement lâche où les différents membres se séparent et se rejoignent à tout moment. Personne ne dit à notre cordonnier qu'il doit travailler, ce à quoi il doit travailler et en quelle quantité. Personne ne lui demande s'il a besoin de moyens de subsistance, desquels et en quelle quantité. Personne ne se soucie de lui, il n'existe pas pour la société. Il signale son existence à la société en se présentant sur le marché avec le produit de son travail. Son existence est accep-

¹¹⁷ Note marginale de R. L. : le coton a supplanté le lin au XIX^e siècle,

tée si sa marchandise est acceptée. Son travail n'est reconnu socialement nécessaire et lui-même n'est reconnu comme travailleur que dans la mesure où ses bottes sont acceptées en échange. Il n'obtient des moyens de subsistance pris sur la richesse sociale crue si ses bottes sont acceptées comme marchandise. En tant que personne privée, il n'est donc pas un membre de la société, de même son travail, en tant que travail privé, n'est pas un travail social. Il ne devient un membre de la société que dans la mesure où il fabrique des produits échangeables, des marchandises, et dans la mesure où il en a et peut les vendre. Chaque paire de bottes échangée fait de lui un membre de la société et chaque paire invendable l'exclut de cette société. Le cordonnier n'a, en tant que tel, aucun lien avec la société, ses bottes seules le mettent en contact avec la société et cela dans la mesure seulement où elles ont une valeur d'échange, sont des marchandises vendables. Ce n'est donc pas un contact permanent, mais un contact sans cesse renouvelé et sans cesse en voie de se dissoudre. Tous les autres producteurs de marchandises sont dans la même situation que notre cordonnier. Il n'y a dans la société que des producteurs de marchandises, car ce n'est que dans l'échange qu'on obtient les moyens de vivre; pour les obtenir, tout le monde doit se présenter avec des marchandises. Produire des marchandises, telle est la condition de l'existence. Il en résulte une société où tous les hommes mènent leur existence en individus entièrement isolés; ils n'existent pas les uns pour les autres et n'ont de contact avec la société ou ne le perdent que par l'intermédiaire de leurs marchandises. C'est là une société extrêmement lâche et mobile, prise dans le tourbillon incessant de ses membres individuels. L'abolition de l'économie planifiée et l'introduction de l'échange a provoqué un profond bouleversement dans les relations sociales et transformé la société dans sa tête et dans ses membres.

II.

L'échange, seul lien économique entre les membres de la société, présente de grandes difficultés et ne va pas aussi aisément de soi que nous l'avons supposé jusqu'ici. Examinons la chose de plus près. Tant que nous ne considérons que l'échange entre deux producteurs individuels, entre le cordonnier et le boulanger, la chose était toute simple. Le cordonnier ne peut vivre de bottes seulement et a besoin de pain; le boulanger ne peut vivre de pain seulement, comme l'ont déjà dit les Saintes Écritures et a besoin, non de la parole de Dieu, il est vrai, mais parfois de bottes. Comme il y a là réciprocité, l'échange a lieu facilement; le pain passe des mains du boulanger, qui n'en a pas besoin, dans celles du cordonnier; les bottes passent de l'atelier du cordonnier dans le magasin du boulanger. Tous deux ont satisfait leurs besoins et les deux activités privées se sont avérées socialement nécessaires. La même chose ne se passe pas seulement entre le cordonnier et le boulanger, mais entre tous les membres de la société, c'est-à-dire entre tous les producteurs de marchandises. Nous avons

le droit de l'admettre, nous y sommes même obligés. Car tous les membres de la société doivent vivre, doivent satisfaire divers besoins. La production de la société ne peut jamais s'arrêter, parce que la consommation ne s'arrête jamais. Il nous faut maintenant ajouter : comme la production est désormais découpée en activités privées indépendantes dont aucun homme ne peut se suffire, l'échange ne peut s'arrêter un instant, si la consommation ne doit pas s'arrêter. Tous échangent donc continuellement leurs produits. Comment cela se passe-t-il ? Retournons à notre exemple. Le cordonnier n'a pas seulement besoin du produit du boulanger, il voudrait avoir une certaine quantité des autres marchandises. Outre le pain, il a besoin de viande chez le boucher, d'un manteau chez le tailleur, d'étoffe pour une chemise chez le tisserand, d'une coiffure chez le chapelier, etc. Il ne peut obtenir ces marchandises que par voie d'échange; et il ne peut jamais offrir en échange que des bottes. Pour le cordonnier, les produits dont il a besoin pour vivre ont donc d'abord, par conséquent, la forme de bottes; a-t-il besoin d'une chemise, il fait des bottes; veut-il un chapeau ou des cigares, il fait encore des bottes. Dans son activité spéciale, pour lui personnellement, toute la richesse sociale qui lui est accessible a la forme de bottes. Ce n'est que par l'échange sur le marché que son activité peut sortir de son étroite forme de bottes et se transformer en moyens de subsistance multiformes dont il a besoin.

Pour que cette transformation s'opère effectivement, pour que tout le travail du cordonnier dont il se promet toutes les joies de l'existence, ne reste pas enfermé dans la forme des bottes, une condition importante, que nous connaissons déjà, est nécessaire : il faut que les autres producteurs aient besoin de ses bottes et veuillent les prendre en échange. Le cordonnier n'obtiendrait les autres marchandises que si son produit, les bottes, était une marchandise désirée par les autres producteurs. Il n'obtiendrait des autres marchandises que la quantité correspondant à son travail, à supposer que ses bottes fussent une marchandise désirée de tous et en tout temps, désirée sans limites par conséquent. Ce serait déjà, de la part du cordonnier, une assez grande prétention et un optimisme irraisonné que de croire que sa marchandise est d'une nécessité absolue et illimitée pour le genre humain. L'affaire s'aggrave, du fait que les autres producteurs individuels se trouvent dans la même situation que le cordonnier : le boulanger, le serrurier, le tisserand, le boucher, le chapelier, l'agriculteur, etc. Chacun désire les produits les plus divers dont il a besoin, mais il ne peut offrir en échange qu'un produit unique. Chacun ne pourrait satisfaire pleinement ses besoins que si sa marchandise particulière était désirée à tout moment par tout le monde et acceptée en échange. Une courte réflexion permet de voir que c'est purement et simplement impossible. Chacun ne peut désirer à tout moment tous les produits. Chacun ne peut à tout moment trouver de façon illimitée preneur pour des bottes et du pain, des vêtements et des serrures, du fil et des chemises, des chapeaux et des fixe-moustaches, etc. Si c'est le cas, tous les produits ne peuvent à tout moment s'échanger contre tous les autres. Si

l'échange est impossible comme relation universelle permanente, la satisfaction de tous les besoins est impossible, le travail universel est impossible et l'existence de la société est impossible. Nous serions de nouveau dans l'impasse et ne pourrions expliquer comment une coopération sociale et une économie peuvent quand même naître à partir de producteurs privés isolés et atomisés qui n'ont ni plan de travail commun, ni organisation, ni lien entre eux. L'échange nous est apparu comme un moyen pour régler tout cela, quoique par des voies étranges. Il faut cependant que l'échange puisse effectivement fonctionner comme un mécanisme régulier. Or, dès les premiers pas, nous trouvons de telles difficultés que nous ne comprenons pas comment il pourrait agir de façon permanente et universelle.

Eh bien ! On a inventé le moyen de surmonter cette difficulté et de rendre possible l'échange social. Ce n'est certes pas Christophe Colomb qui l'a découvert, l'expérience sociale et l'habitude ont insensiblement trouvé dans l'échange lui-même le moyen, ou comme on dit, la " vie " elle-même a résolu le problème. La vie sociale crée toujours, en même temps que les difficultés, les moyens de les résoudre. Il est impossible que toutes les marchandises soient désirées par tous à tout moment, c'est-à-dire en quantité illimitée. Il y a toujours eu, dans toute société, une marchandise importante, nécessaire, utile à tous, désirée par tous. Il n'est guère vraisemblable que les bottes aient jamais joué ce rôle. Mais le bétail par exemple a pu être ce produit. On ne peut s'en tirer simplement avec des bottes, ni avec des vêtements, ni avec des chapeaux ou du grain. Mais le bétail, fondement de l'économie, assure en tout cas l'existence de la société; il fournit de la viande, du lait, des peaux, de la force de travail, etc. Toute la richesse, chez beaucoup de peuples nomades, ne consiste-t-elle pas en troupeaux ? Les tribus noires d'Afrique vivent aujourd'hui encore, ou vivaient tout récemment, exclusivement de l'élevage. Supposons que dans notre communauté le bétail soit un élément très demandé, même s'il n'est qu'un produit privilégié parmi beaucoup d'autres dans la société, et non le seul. L'éleveur applique ici son travail privé à la production de bétail, comme le cordonnier à la production de bottes, le tisserand à celle de toile, etc. Simplement, selon notre hypothèse, le produit de l'éleveur jouit d'une préférence générale et sans limite parce qu'il semble à tous le plus désirable et le plus important. Le bétail constitue donc pour tous un enrichissement bienvenu. Comme nous continuons à supposer que dans notre société personne ne peut rien obtenir autrement que par voie d'échange, on ne peut obtenir de l'éleveur le bétail tant désiré qu'en l'échangeant contre un autre produit du travail. Comme tout le monde, selon l'hypothèse, aimerait bien avoir du bétail, tout le monde cédera volontiers à tout moment ses produits contre du bétail. Contre du bétail, on peut donc obtenir à tout moment tout autre produit. Celui qui a du bétail n'a donc qu'à choisir, tout est à sa disposition. C'est pourquoi tout le monde ne veut plus échanger son produit particulier que contre du bétail; car si on a du bétail, on a tout, puisque pour du bétail on obtient tout à tout moment. Une fois que cela est ap-

paru clairement et que c'est devenu une habitude, le bétail est peu à peu devenu une marchandise générale, c'est-à-dire la seule marchandise désirée et échangeable de façon illimitée. En tant que marchandise générale, le bétail sert d'intermédiaire à l'échange de toutes les autres marchandises particulières. Le cordonnier par exemple ne reçoit pas directement du pain du boulanger en échange de ses bottes, mais du bétail; car, avec du bétail, il peut acheter du pain et tout ce qu'il veut, quand il veut. Et le boulanger peut aussi maintenant lui payer ses bottes en bétail, parce qu'il a lui-même reçu du bétail de la part des autres, du serrurier, de l'éleveur, du boucher pour son propre produit, le pain. Chacun reçoit du bétail pour son propre produit et paie de nouveau avec ce même bétail, quand il veut avoir les produits des autres. Le bétail passe ainsi de main en main, il sert d'intermédiaire à tous les échanges, il est le lien entre les producteurs individuels de marchandises. Plus souvent le bétail passe de main en main et sert d'intermédiaire aux échanges, plus il est apprécié, plus il devient la seule marchandise échangeable et désirée à tous moments, la marchandise générale.

Dans une société de producteurs privés atomisés, sans plan de travail commun, tout produit du travail est d'abord un travail privé. Seul le fait que ce produit est accepté en échange montre que le travail était socialement nécessaire, que son produit a une valeur et assure au travailleur une part des produits de la communauté, ou au contraire que c'était du travail perdu. Or maintenant, tous les produits ne sont plus échangés que contre du bétail. Un produit ne passe pour socialement nécessaire que s'il s'échange contre du bétail. La marque du travail socialement nécessaire ne lui est imprimée que par son aptitude à s'échanger contre du bétail, par le fait qu'il a autant de valeur que du bétail. Il nous faut maintenant préciser : par son échange contre du bétail. Le bétail est désormais l'incarnation du travail social et le bétail est par conséquent le seul lien social entre les hommes.

Ici, vous avez certainement l'impression que nous nous sommes égarés. Jusqu'à maintenant, tout était à peu près compréhensible; pour finir, ce bétail, marchandise universelle, incarnation du travail social, unique lien de la société humaine, est une invention insensée et, de plus, offensante pour le genre humain ! Pourtant vous auriez vraiment tort de vous sentir offensés. Quel que soit votre mépris pour ce pauvre bétail, il est clair en tout cas qu'il est beaucoup plus proche de l'homme, et même, en un certain sens, qu'il lui est beaucoup plus semblable que par exemple une motte d'argile ramassée par terre ou un caillou ou un morceau de fer. Vous devez reconnaître que le bétail serait plus digne de servir de lien social vivant entre les hommes qu'un morceau de métal inanimé. Pourtant, dans ce cas, l'humanité a donné la préférence précisément au métal. Car le bétail, jouant le rôle décrit ci-dessus dans l'échange, n'est rien d'autre que... l'argent. Si vous ne pouvez vous représenter l'argent autrement que sous la forme de pièces d'or ou d'argent ou même de billets de banque, et si

vous trouvez que cet argent métallique ou de papier, intermédiaire universel des relations entre les hommes, puissance sociale, est quelque chose qui va de soi, que par contre la description où le bétail jouait ce rôle, est une folie, cela prouve simplement à quel point votre esprit est prisonnier des idées du monde capitaliste actuel¹¹⁸. Le tableau de relations sociales qui ont quelque chose de raisonnable paraît tout à fait absurde et ce qui est une absurdité achevée paraît aller de soi. De fait, l'argent sous la forme de bétail, a exactement les mêmes fonctions que l'argent métallique, et seules des considérations de commodité nous ont amenés à prendre le métal comme argent. On ne peut évidemment pas changer aussi bien le bétail, ni en mesurer aussi précisément la valeur que celle de petits disques métalliques, il faut pour conserver l'argent-bétail un porte-monnaie un peu trop grand, qui ressemble à une étable. Avant que l'humanité ait eu l'idée de faire de l'argent avec du métal, l'argent, comme intermédiaire indispensable de l'échange, était depuis longtemps là. Car l'argent, marchandise universelle, est justement ce moyen irremplaçable sans lequel l'échange universel ne pourrait se mettre en mouvement, sans lequel l'économie sociale non planifiée et composée de producteurs individuels ne pourrait exister.

Quels sont les multiples rôles du bétail dans l'échange, et qu'est-ce qui, dans la société que nous étudions, a transformé le bétail en monnaie : c'est un produit du travail désiré universellement et en tout temps. Pourquoi le bétail était-il désiré universellement et en tout temps ? Parce que c'était un produit extrêmement utile qui, en tant que moyen de subsistance très varié, pouvait assurer l'existence. Oui, cela est vrai au début. Ensuite, plus le bétail fut utilisé comme intermédiaire de l'échange général, plus son usage immédiat comme moyen de subsistance passa à l'arrière-plan. Quiconque touche du bétail en échange de son produit, se gardera bien de l'abattre et de le manger ou de l'atteler à sa charrue; le bétail lui est plus précieux comme moyen d'acheter en tout temps n'importe quelle autre marchandise. Il se gardera donc de l'utiliser comme moyen de subsistance et le conservera comme moyen d'échange. Avec la division poussée du travail que nous avons supposée, l'utilisation immédiate du bétail serait assez malcommode. Que peut faire le cordonnier avec le bétail comme tel ? Ou le serrurier, le tisserand, le chapelier qui ne pratiquent pas l'agriculture ? L'utilité immédiate du bétail comme moyen de subsistance est donc de plus en plus négligée et le bétail n'est plus désiré de tous parce qu'il est utile à la boucherie, à la laiterie ou au labour, mais parce qu'il donne à tout moment une possibilité d'échange contre n'importe quelle autre marchandise. C'est de plus en plus l'utilité spécifique, la mission du bétail, de permettre l'échange, c'est-à-dire de servir à tout moment à la transformation des produits privés en produit social, des travaux privés en travail social. Comme le bétail néglige ainsi de plus en plus son usage privé, qui est de servir de moyen de

¹¹⁸ Note marginale de R. L. : Aristote sur l'esclavage.

subsistance à l'homme, et se consacre exclusivement à sa fonction d'intermédiaire permanent entre les différents membres de la société, il cesse aussi progressivement d'être un produit privé comme les autres, il devient de prime abord un produit social et le travail de l'éleveur devient, à la différence de tous les autres travaux, le seul travail directement social. Alors le bétail n'est plus élevé pour servir de moyen de subsistance, mais dans le but de jouer le rôle de produit social, de marchandise générale, de monnaie. On continue, dans une proportion moindre, à abattre du bétail ou à l'atteler à la charrue. Ce caractère privé du bétail disparaît de plus en plus, face à son caractère officiel de monnaie. En tant que tel, il joue un rôle éminent et multiple dans la vie de la société.

1. Il devient définitivement *moyen d'échange* général et officiellement reconnu. Personne n'échange plus des bottes contre du pain ou des chemises contre des fers à cheval. Quiconque voudrait le faire, serait repoussé avec un haussement d'épaules. On ne peut rien obtenir que contre du bétail. L'ancien échange bilatéral se décompose par conséquent en deux opérations séparées : en vente et en achat. Autrefois, lorsque le serrurier et le boulanger voulaient échanger leurs produits, chacun vendait sa marchandise et achetait celle de l'autre en les faisant simplement changer de mains. Achat et vente étaient une seule et même opération. Maintenant, quand le cordonnier vend ses bottes, il n'a et ne prend en échange que du bétail. Il a commencé par vendre son propre produit. Quand achètera-t-il quelque chose, qu'achètera-t-il, achètera-t-il même quelque chose ? C'est là une autre affaire. Il suffit qu'il se soit débarrassé de son produit, qu'il ait transformé son travail, de la forme de bottes, en celle du bétail. La forme du bétail, c'est la forme sociale officielle du travail et, sous cette forme, le cordonnier peut la conserver aussi longtemps qu'il veut; car il sait qu'il peut à tout moment retransformer le produit de son travail, de la forme du bétail en n'importe quelle autre forme, c'est-à-dire faire un achat.
2. Le bétail devient aussi le moyen d'économiser et d'accumuler la richesse, il devient un *moyen de thésauriser*. Tant que le cordonnier ne pouvait échanger ses produits que contre des moyens de subsistance, il ne travaillait qu'autant qu'il en avait besoin pour couvrir ses besoins quotidiens. Car à quoi lui aurait-il servi d'avoir des bottes en réserve ou même de faire de grandes réserves de pain, de viande, de chemises, de chapeaux, etc. ? Les objets d'usage courant trop longtemps entreposés s'abîment et deviennent même inutilisables. Maintenant, le cordonnier peut conserver le bétail qu'il reçoit contre les produits de son travail, comme moyen pour l'avenir. Le désir d'économiser s'éveille chez lui, il cherche à vendre le plus possible, se garde de dépenser aussitôt le bétail reçu; au contraire, il cherche à l'accumuler, car le bétail

étant bon pour tout en tout temps, il l'économise, l'amasse pour l'avenir et laisse les fruits de son travail en héritage à ses enfants.

3. Le bétail devient en même temps la *mesure* de toutes les *valeurs* et de tous les travaux. Quand le cordonnier veut savoir ce que l'échange d'une paire de chaussures lui apportera, ce que son produit vaut, il dit par exemple : j'aurai un demi-bœuf par paire, ma paire de bottes vaut un demi-bœuf.
4. Le bétail devient la quintessence de la *richesse*. On ne dit plus : un tel est riche parce qu'il a beaucoup de grain, de troupeaux, de vêtements, de bijoux, de serviteurs, mais : il a du bétail. On dit : chapeau bas devant cet homme, il " vaut " 1 000 bœufs. Ou bien on dit : pauvre homme, il est complètement sans bétail !

Avec l'extension du bétail comme moyen général d'échange, la société ne peut plus penser qu'en formes de bétail. On parle et on rêve de bétail. Il s'en-suit une véritable adoration et vénération du bétail : on épouse de préférence une jeune fille dont une dot composée de grands troupeaux de bétail rehausse les attraits, même si le prétendant est un professeur, un ecclésiastique ou un poète, et non un éleveur de porcs. Le bétail est la quintessence du bonheur humain. On fait des poèmes en l'honneur du bétail et de sa puissance merveilleuse, on commet des crimes et des assassinats à cause de lui. Les hommes répètent en secouant la tête : " Le bétail régit le monde. " Si ce proverbe vous est inconnu, traduisez-le en latin; le vieux mot romain pecunia = argent, vient de pecus = bétail. ¹¹⁹

III.

Notre examen des formes que prendraient les relations dans l'ancienne communauté communiste, après le soudain effondrement de la propriété collective et du plan de travail commun, vous a semblé être une élucubration purement théorique, une promenade dans les nuages. En réalité, ce n'était que l'exposé un peu simplifié et abrégé de la façon dont s'est formée l'économie marchande, exposé rigoureusement conforme à la vérité historique dans ses grands traits.

Notre exposé demande, il est vrai, quelques correctifs :

1. Le processus que nous avons dépeint comme une catastrophe soudaine détruisant en une nuit la société communiste et la transformant en une société de producteurs privés, a demandé des millénaires. Il est vrai que l'idée

¹¹⁹ Note marginale de R.L. : Dans la monnaie métallique, se dépouille complètement de la valeur d'usage !

d'une catastrophe violente et soudaine n'est pas en l'occurrence de pure fantaisie. Elle correspond à la réalité partout où des peuples vivant dans le communisme primitif entrent en contact avec des peuples qui sont déjà à un haut niveau de développement capitaliste. C'est le cas pour la plupart des pays dits sauvages ou semi-civilisés, découverts et conquis par les Européens : découverte de l'Amérique par les Espagnols, conquête de l'Inde par les Hollandais, des Indes orientales par les Anglais; de même quand les Anglais, les Hollandais, les Allemands ont pris possession de l'Afrique. Dans la plupart de ces cas, l'irruption soudaine des Européens dans ces pays s'est accompagnée d'une catastrophe dans la vie des peuples primitifs qui y vivaient. Ce qui, dans notre hypothèse, durait 24 heures, n'a parfois duré que quelques dizaines d'années. La conquête du pays par un État européen ou même l'installation de colonies commerciales européennes dans ces pays a eu très vite pour conséquence l'abolition par la force de la propriété commune du sol, le morcellement de celle-ci en propriété privée, le vol des troupeaux, le renversement de tous les rapports traditionnels dans la société. Le résultat n'a pas été le plus souvent celui que nous avons supposé, à savoir la transformation de la communauté communiste en une société de producteurs privés libres avec échange de marchandises. Car la propriété commune désagrégée ne devient pas propriété privée des indigènes, elle est volée et dérobée par les intrus européens et les indigènes eux-mêmes, privés de leurs anciennes formes d'existence et de leurs moyens de vivre, sont soit transformés en esclaves salariés, ou simplement en esclaves des marchands européens, soit, quand cela est mal commode... exterminés, comme le font présentement les Allemands avec les Noirs du Sud-Ouest Africain.¹²⁰ Pour tous les peuples primitifs dans les pays coloniaux, le passage de leur état communiste primitif au capitalisme moderne est intervenu comme une catastrophe soudaine, comme un malheur indicible plein des plus effroyables souffrances. Chez les populations européennes, ce ne fut pas une catastrophe, mais un processus lent, progressif et insensible, qui a duré des siècles. Les Grecs et les Romains entrent dans l'histoire avec la propriété commune. Les anciens Germains qui viennent du nord au début de l'ère chrétienne et pénètrent dans le sud, détruisant l'Empire romain et s'installant en Europe, apportent avec eux la communauté communiste primitive et la maintiennent pendant un temps. L'économie marchande des peuples européens, pleinement formée, n'apparaît qu'à la fin du Moyen Âge, aux XV^e et XVI^e siècles.

2. Le deuxième correctif qu'il faudrait faire à notre exposé précédent découle du premier. Nous avons supposé que, dans le sein de la communauté communiste, toutes les branches possibles d'activité s'étaient déjà spécialisées et séparées, c'est-à-dire que la division du travail à l'intérieur de la société avait atteint un très haut niveau de développement, de sorte que lorsqu'est intervenue

¹²⁰ Dans le manuscrit, cette subordonnée a été rayée au crayon.

la catastrophe qui a aboli la propriété commune et introduit la production privée et l'échange, la division du travail était déjà là, toute prête, pour servir de fondement à l'échange. Cette supposition est historiquement inexacte. A l'intérieur de la société primitive, la division du travail est peu développée, embryonnaire, tant que subsiste la propriété commune. Nous l'avons vu dans la communauté villageoise indienne. Environ douze personnes seulement se distinguaient de la masse des habitants et se voyaient confier des professions particulières, dont six artisans à proprement parler : le forgeron, le charpentier, le potier, le barbier, le blanchisseur et l'orfèvre. La plupart des travaux artisanaux, tels que filage, tissage, confection des vêtements, boulangerie, boucherie, charcuterie, etc., étaient faits par chaque famille, comme occupations annexes à côté des travaux des champs. C'est le cas dans beaucoup de villages russes, dans la mesure où la population n'a pas été intégrée aux échanges et au commerce. La division du travail, c'est-à-dire la mise à part de certaines activités sous forme de professions spéciales et exclusives, ne peut se développer vraiment que lorsque la propriété privée et l'échange sont déjà là. Un producteur ne peut se consacrer à une production spécialisée que lorsqu'il peut espérer échanger régulièrement ses produits contre d'autres. Seul l'argent donne à chaque producteur la possibilité de conserver et d'amasser le fruit de son travail, et l'incite à une production régulière la plus abondante possible, pour le marché. D'autre part, le producteur n'aura intérêt à produire pour le marché et à amasser de l'argent que si son produit et le revenu qu'il en tire sont sa propriété privée. Dans la communauté communiste primitive, la propriété privée est exclue et l'histoire nous montre que la propriété privée n'est apparue que par suite de l'échange et de la spécialisation des activités. La formation de métiers spécialisés, c'est-à-dire une division du travail développée, n'est possible qu'avec la propriété privée et des échanges développés. L'échange lui-même n'est possible que si la division du travail existe déjà; car quel sens aurait l'échange entre producteurs qui produisent tous la même chose ? Ce n'est que si par exemple X produit uniquement des bottes, tandis que Y cuit uniquement du pain, que cela a un sens pour tous deux d'échanger leurs produits. Nous nous heurtons donc à une étrange contradiction : l'échange n'est possible qu'avec la propriété privée et une division du travail développée; la division du travail ne peut, de son côté, naître que par suite de l'échange et sur la base de la propriété privée, la propriété privée de son côté ne naît que par l'échange. Si vous regardez de plus près, il y a même là une double contradiction : la division du travail doit être déjà là avant l'échange, et l'échange doit être déjà là en même temps que la division du travail. De plus : la propriété privée est la condition préalable à la division du travail et à l'échange, elle ne peut se développer qu'à partir de la division du travail et de l'échange. Comment une telle complication est-elle possible ? Nous tournons manifestement en rond et le premier pas déjà pour sortir de la société communiste primitive nous apparaît comme une impossibilité.

L'humanité était prise en apparence dans une contradiction qu'il fallait résoudre pour que l'évolution puisse se poursuivre. Or, l'impasse n'est qu'apparente. Une contradiction est, il est vrai, quelque chose d'insurmontable pour l'individu dans la vie courante. Dans la vie de la société, si l'on y regarde de plus près, de telles contradictions surgissent à chaque pas. Ce qui apparaît aujourd'hui comme la cause d'un phénomène est demain son effet, et inversement, sans que ce continuel renversement des relations empêche la vie de la société. L'individu, qui se trouve devant une contradiction dans sa vie privée, ne peut plus faire un pas. On admet tellement, même dans la vie quotidienne, que la contradiction est quelque chose d'impossible, qu'un accusé qui se contredit devant le tribunal passe par là même pour convaincu de mensonge et les contradictions peuvent le mener en prison ou à la potence. Mais si la société humaine dans son ensemble s'embrouille continuellement dans des contradictions, elle n'en va pas pour autant à sa perte, au contraire, ce sont les contradictions qui la font avancer. La contradiction dans la vie de la société se résout toujours en évolution, en nouveaux progrès de la civilisation. Le grand philosophe Hegel a dit : “ La contradiction est ce qui fait avancer. ” Ce mouvement par contradictions est la véritable façon dont l'histoire humaine évolue, Dans le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire le passage de la société communiste à la propriété privée avec division du travail et échange, la contradiction que nous avons rencontrée est résolue par un long processus historique. Ce processus a correspondu dans son essence à la description que nous en avons donnée, abstraction faite des quelques correctifs que nous avons apportés.

L'échange commence effectivement dès l'état le plus primitif de la communauté fondée sur la propriété commune, et sous la forme où nous l'avons supposée, celle du troc, c'est-à-dire produit contre produit. Nous trouvons le troc dès les premières étapes de la civilisation. Comme la propriété privée chez les deux partenaires est une des conditions de l'échange et qu'elle est inconnue dans la communauté primitive, le premier troc ne s'est pas fait à l'intérieur de la communauté ou de la tribu, mais à l'extérieur, non entre les membres d'une même tribu, d'une même communauté, mais entre différentes communautés et tribus, là où elles sont entrées en contact. Ce n'est pas tel membre d'une tribu qui négocie avec un étranger à la tribu, ce sont les tribus, les communautés entières qui font le troc, ce sont leurs chefs qui négocient. Cette image, répandue parmi les savants économistes bourgeois, d'un chasseur primitif et d'un pêcheur primitif échangeant entre eux leurs poissons et leur gibier dans les forêts vierges d'Amérique, aux aurores de la civilisation, est donc doublement fausse. Il n'existait pas dans la préhistoire d'individus isolés vivant et travaillant pour eux-mêmes, le troc d'homme à homme a demandé des millénaires pour apparaître. L'histoire ne connaît d'abord que le commerce entre tribus et entre peuples. “ Les peuples sauvages ”, dit *Laffitteau*, dans son ouvrage sur les sauvages d'Amérique, “ pratiquent continuellement l'échange entre eux. Leur commerce a ceci de commun avec le commerce de l'Antiquité que c'est

un échange direct de produits contre d'autres produits. Chacun de ces peuples possède quelque chose que les autres n'ont pas, et le commerce fait passer toutes ces choses d'un peuple à l'autre. Tel est le cas du grain, des poteries, des peaux, du tabac, des couvertures, des canoës, du bétail sauvage, des ustensiles ménagers, des amulettes, du coton, en un mot de tout ce qui sert à l'entretien de la vie humaine... Leur commerce se mène avec le chef de la tribu qui représente le peuple entier. ”¹²¹

Quand, dans notre exposé précédent, nous commençons l'échange par un cas isolé - l'échange entre le cordonnier et le boulanger - et le traitions comme quelque chose d'occasionnel, cela correspondait à la stricte vérité historique. Au début, l'échange entre les différentes tribus est purement occasionnel, irrégulier; il dépend des rencontres ou contacts entre eux¹²². C'est pourquoi le premier troc régulier apparaît chez les peuples nomades, car leurs fréquents déplacements les amènent en contact avec d'autres peuples. Tant que l'échange est occasionnel, seuls les produits en excédent, ce qui reste une fois couverts les besoins propres de la tribu sont offerts en échange. Avec le temps, les échanges occasionnels se répétant plus souvent, ils deviennent une habitude, puis une règle et peu à peu on commence à fabriquer des produits directement pour l'échange. Les tribus et les peuples se spécialisent dans une ou plusieurs branches de leur production en vue de l'échange. La division du travail entre les tribus et communautés se développe. Longtemps, le commerce reste un troc, produit contre produit. Dans beaucoup de régions des États-Unis, le troc était répandu à la fin du XVII^e siècle. Dans le Maryland, l'Assemblée législative fixait les proportions dans lesquelles on devait échanger le tabac, l'huile, la viande de porc, et le pain. A Corrientes, en 1815, de jeunes colporteurs couraient les rues en criant : “ Du sel pour des chandelles, du tabac pour du pain ! ” Dans les villages russes, jusque dans les années 1890, des colporteurs, appelés Prasols, pratiquent le troc simple avec les paysans. Ils échangent toutes sortes de petits objets, tels que aiguilles, dés à coudre, rubans, boutons, pipes, savons, etc., contre des brosses, du duvet, des peaux de lapin et autres objets analogues. Les potiers, les ferblantiers, etc., parcourant la Russie avec leur voiture, pratiquent un commerce semblable en échangeant leurs propres produits contre du grain, du chanvre, du lin, de la toile, etc.¹²³

Les occasions d'échange se multipliant et devenant plus régulières, la marchandise qui est la plus aisée à fabriquer et peut le plus souvent être échangée est de bonne heure séparée des autres, dans chaque région, dans chaque tri-

¹²¹ Laffitteau : “ Mœurs des sauvages américains comparées aux mœurs des premiers temps ”, 1724, vol. II, pp. 322-323.

¹²² Note marginale de R. L. (au crayon) : NB. Fouilles préhistoriques ! Avant tout les nomades.

¹²³ “ Sieb. ”, p. 246 (sans doute Nikolaï Sieber, “ David Ricardo et Karl Marx ”, Moscou, 1879. Cf. note 2, p. 49 de la traduction).

bu, ou bien au contraire, celle qui manque le plus, qui est la plus désirée. Le sel par exemple et les dattes jouent ce rôle dans le désert du Sahara, le sucre aux Indes occidentales anglaises, le tabac en Virginie et en Maryland, ce qu'on appelle le “ thé en brique ” (un mélange de feuilles de thé et de graisse sous la forme de briques) en Sibérie, l'ivoire chez les nègres d'Afrique, les grains de cacao dans l'ancien Mexique. Les particularités du climat et du sol amènent, dans les différentes régions, à mettre à part une “ marchandise générale ” propre à servir à tout le commerce et d'intermédiaire dans les échanges. La même chose se produit avec l'occupation particulière à chaque tribu. Chez les peuples de chasseurs, le gibier est la “ marchandise générale ” qu'ils proposent en échange de tous les produits possibles. Dans le commerce de la compagnie de la baie d'Hudson, les peaux de castors ont joué ce rôle. Chez les tribus de pêcheurs, les poissons sont l'intermédiaire naturel de toutes les opérations d'échange. Dans les îles Shetland, d'après le récit d'un voyageur français, même pour l'achat d'un billet de théâtre on fait l'appoint avec du poisson¹²⁴. La nécessité d'avoir une telle marchandise appréciée de tous, pour servir de moyen général des échanges, se fait parfois vivement sentir. Voici par exemple comment *Samuel Baker*¹²⁵, voyageur bien connu, décrit son troc avec les tribus nègres au cœur de l'Afrique :

“ Il devient de plus en plus difficile de se procurer les vivres. Les indigènes ne vendent de la farine qu'en échange de la viande. C'est pourquoi nous nous la procurons comme suit : nous achetons auprès de marchands turcs des “ marteaux ” (bêches) de fer en échange de vêtements et de chaussures; contre les marteaux, nous achetons un bœuf, celui-ci est amené dans un village éloigné et abattu, et la viande est partagée environ en 100 morceaux. Avec cette viande et avec trois grands paniers, mes gens s'assoient par terre, les indigènes viennent alors et versent chacun dans les paniers un petit panier de farine pour un morceau de viande. Voilà un exemple du pénible commerce de la farine en Afrique centrale. ”

Avec le passage à l'élevage, le bétail devient la marchandise générale dans le troc, et la mesure générale de valeur. C'était le cas chez les Grecs anciens, comme Homère nous les dépeint. En décrivant l'armure de chaque héros, il dit que l'armure de Glaucus coûtait 100 bœufs, celle de Diomède 9 bœufs. Mais à côté du bétail, quelques autres produits servaient de monnaie chez les Grecs à cette époque. Le même Homère dit que, lors du siège de Troie, on payait le vin de Lemnos tantôt en bœufs, tantôt en cuivre ou en fer. Chez les anciens Romains, nous l'avons dit, la notion d'“ argent ” était identique à celle de bétail; de même, chez les anciens Germains, le bétail était la marchandise générale. Avec le passage à l'agriculture, les métaux, le fer et le cuivre acquiè-

¹²⁴ Note marginale de R. L. : Sieb., p. 247.

¹²⁵ Samuel Baker : “ Voyage aux sources du Nil ”, pp. 221-222.

rent une importance éminente dans l'économie, en partie comme matière dont on fabrique les armes et les outils agricoles. Le métal, produit plus abondant et d'un usage plus répandu, devient la marchandise générale et remplace de plus en plus le bétail. Il devient marchandise générale, d'abord parce que son utilité naturelle - comme matière de toutes sortes d'outils - le rend généralement désirable. A ce stade, il est utilisé dans le commerce à l'état brut aussi, en barres et au poids. Chez les Grecs, le fer était en usage général, chez les Romains le cuivre, chez les Chinois un mélange de cuivre et de plomb. Beaucoup plus tard, les métaux dits précieux, l'argent et l'or, sont utilisés pour les échanges. Eux aussi sont utilisés à l'état brut, au poids. L'origine de la marchandise générale, de la monnaie, simple produit utile à un usage quelconque, est encore visible ¹²⁶. Le simple morceau d'argent qu'on donnait un jour en échange de farine, pouvait servir le lendemain à fabriquer un brillant bouclier. L'usage exclusif des métaux précieux comme monnaie, c'est-à-dire sous forme de pièces de monnaie, était inconnu chez les Hindous, chez les Égyptiens et même chez les Chinois. Les anciens Juifs ne connaissaient que les pièces de métal au poids. C'est qu'Abraham, comme il est dit dans l'Ancien Testament, paya 400 siècles d'argent bien pesés à Ephron pour la tombe de Sara. Il est admis qu'on n'a commencé à frapper la monnaie qu'au X^e ou même au IX^e siècle avant J.-C., et ce sont les Grecs qui commencèrent. Les Romains l'apprirent des Grecs, ils frappèrent leurs premières pièces d'argent et d'or au III^e siècle avant J.-C. ¹²⁷ Avec les pièces de monnaie en or et en argent, la longue histoire millénaire de l'évolution de l'échange prend sa forme achevée et définitive.

L'argent, la marchandise générale, était déjà formé, avant même qu'on utilise les métaux pour faire de l'argent. Sous la forme de bétail, l'argent a déjà les mêmes fonctions dans l'échange qu'aujourd'hui les pièces d'argent : intermédiaire pour les opérations d'échange, mesure de valeur, moyen de thésauriser, incarnation de la richesse. Ce n'est que sous sa forme métallique que la destination de l'argent apparaît aussi sous son aspect extérieur. L'échange commence par le simple troc entre deux produits du travail. Il se réalise parce que l'un des producteurs - l'une des communautés ou des tribus - se passe mal des produits de l'autre. Ils s'aident mutuellement en échangeant les produits de leur travail. De telles opérations de troc se répétant régulièrement, un produit détient la préférence, parce que désiré de tous, il devient l'intermédiaire de tous les échanges, la marchandise générale. En soi, tout produit du travail pourrait devenir monnaie : les bottes ou les chapeaux, la toile ou la laine, le bétail ou le blé. Les marchandises les plus diverses ont joué ce rôle pendant un temps. Le choix ne dépend que des besoins particuliers et de l'occupation particulière des peuples. Le bétail est généralement apprécié comme produit utile, comme

¹²⁶ Note marginale de R. L. Pourquoi les métaux précieux ont-ils gardé ce rôle ?

¹²⁷ Note marginale de R. L. Sieb., p. 248.

moyen de subsistance. A la longue, il est désiré comme monnaie et accepté comme tel. Car il sert à chacun comme tel, à conserver les fruits de son travail sous une forme échangeable à tout moment contre n'importe quel autre produit du travail. Le bétail, à la différence des autres produits privés, est le seul produit directement social, parce qu'échangeable à tout moment. Dans le bétail, la double nature de la monnaie s'exprime encore : un coup d'œil sur le bétail montre que, bien que marchandise générale, produit social, il est en même temps un simple moyen de subsistance que l'on peut abattre et consommer, un produit ordinaire du travail humain, du travail d'un peuple de bergers. Dans la pièce d'argent, tout souvenir de l'origine de la monnaie comme simple produit a déjà disparu. Le petit disque d'or frappé n'est bon à rien d'autre, n'a d'autre usage que de servir de moyen d'échange de marchandise générale. Il n'est plus marchandise que dans la mesure où, comme toute autre marchandise, il est le produit du travail humain, du travail du chercheur d'or et de l'orfèvre, mais il a perdu tout usage privé comme moyen de subsistance, il n'est plus qu'un morceau de travail humain sans aucune forme utile ni utilisable pour la vie privée, il n'a plus aucun usage comme moyen de subsistance privé, comme nourriture, vêtement ou parure ou quoi que ce soit, il n'a plus pour but que l'usage purement social : il sert d'intermédiaire pour l'échange d'autres marchandises. C'est dans l'objet en soi le plus dénué de sens et de but, la pièce d'or, que le caractère purement social de l'argent, de la marchandise générale, trouve son expression la plus pure et la plus achevée.

L'adoption définitive de l'argent ¹²⁸ sous sa forme métallique a pour conséquence une forte extension du commerce et le déclin des relations sociales qui visaient autrefois non le commerce, mais la consommation personnelle. Le commerce désagrège la vieille communauté communiste, il accélère l'inégalité de fortune entre ses membres, l'effondrement de la propriété commune et finalement le déclin de la communauté elle-même ¹²⁹. La petite exploitation paysanne libre qui ne produit que pour elle-même et ne vend que le superflu pour mettre l'argent dans le bas de laine, est peu à peu forcée, en particulier par l'introduction de l'impôt en argent, à vendre finalement toute sa production, pour acheter par la suite la nourriture, les vêtements, les ustensiles ménagers, même le grain pour les semailles. La Russie des dernières décennies nous a donné l'exemple d'une telle transformation de l'exploitation paysanne, d'une exploitation produisant pour ses propres besoins en une exploitation produisant pour le marché et allant à la ruine complète. Dans l'esclavage antique, le commerce a apporté de profondes transformations. Tant que les esclaves ne servaient qu'à l'économie domestique, aux travaux agricoles ou artisanaux pour les besoins du maître et de sa famille, l'esclavage avait un caractère patriarcal.

¹²⁸ Note marginale de R.L. : NB. Remplacement des métaux courants par les métaux précieux, or.

¹²⁹ Note marginale de R. L. : Donner plus de détails.

Lorsque les Grecs et les Romains eurent pris goût à l'argent et firent produire pour le commerce, une exploitation inhumaine des esclaves commença ¹³⁰ qui amena les grandes révoltes d'esclaves, en elles-mêmes sans espoir, mais signe de ce que l'esclavage se survivait et était devenu un ordre insoutenable. La même chose se répète avec le servage au Moyen Âge. C'était d'abord une forme de protection accordée à la paysannerie par les seigneurs nobles auxquels les paysans devaient une redevance déterminée en nature ou en travail, redevance qui couvrait les besoins propres des seigneurs. Plus tard, lorsque la noblesse eut découvert les agréments de l'argent, les redevances et les prestations en travail furent sans cesse augmentées dans des buts commerciaux, les corvées devinrent le servage, le paysan fut exploité jusqu'aux dernières limites ¹³¹. Pour finir l'extension du commerce et la domination de l'argent amenèrent à remplacer les prestations en nature des serfs par des redevances en argent. La dernière heure de tous les rapports féodaux a sonné. Le commerce du Moyen Âge apporte puissance et richesse aux villes, il entraîne par là même la décomposition et la chute des anciennes corporations. L'essor de l'argent-métal donne naissance au commerce mondial. Dès l'antiquité, certains peuples, tels les Phéniciens, se consacrent au rôle de marchands entre les peuples pour attirer vers eux des masses d'argent et accumuler des richesses sous forme d'argent. Au Moyen Âge, ce rôle échoit aux villes, surtout aux villes italiennes. Après la découverte de l'Amérique et de la voie maritime vers les Indes orientales à la fin du XV^e siècle, le commerce mondial connaît une soudaine extension : les pays nouveaux offraient à la fois de nouveaux produits et de nouvelles mines d'or, c'est-à-dire la matière première de l'argent. Après les énormes importations d'or en provenance d'Amérique au XVI^e siècle, les villes du nord de l'Allemagne - principalement les villes hanséatiques - accèdent à d'énormes richesses, puis c'est le tour de la Hollande et de l'Angleterre. Dans les villes européennes et, pour une grande part, à la campagne, l'économie marchande, c'est-à-dire la production en vue de l'échange, devient la forme dominante de la vie économique. L'échange commence dans les ténèbres de la préhistoire, aux frontières des tribus communistes sauvages, il s'élève et grandit en marge de toutes les organisations économiques planifiées successives ¹³², simple économie paysanne libre, despotisme oriental, esclavage antique, servage et féodalisme du Moyen Âge, corporations urbaines. puis les dévore l'une après l'autre, contribue à leur effondrement ¹³³ et établit finalement la domina-

¹³⁰ Karl Marx : " Le Capital ", Éditions sociales, 1950, tome I, p. 232.

¹³¹ Ibid., pp. 234-235.

¹³² Note marginale de R.L. : NB. Faux frais de la société sans plan : elle doit reproduire toute sa richesse dans l'argent.

¹³³ Note marginale de R. L. : NB. Signification du commerce pour la civilisation depuis ... (illisible). Intern. lien entre eux.

tion de l'économie de producteurs privés isolés complètement anarchique et sans planification comme forme unique de l'économie régnante.

IV.

Une fois l'économie marchande devenue la forme dominante de la production en Europe, au moins dans les villes, au XVIII^e siècle, les savants commencèrent à se demander sur quoi cette économie reposait. L'échange ne se fait que par l'intermédiaire de l'argent et la valeur de chaque marchandise dans l'échange s'exprime en argent. Que peut bien signifier cette expression de la valeur en argent et sur quoi repose la valeur de chaque marchandise dans le commerce ? Telles sont les premières questions qu'a étudiées l'économie politique. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, les Anglais *Adam Smith* et *David Ricardo* firent cette grande découverte que la valeur d'une marchandise est le travail humain accumulé en elle, que dans l'échange des marchandises des quantités égales de travail différent s'échangent entre elles. L'argent n'est que l'intermédiaire et ne fait qu'exprimer la quantité de travail accumulée dans chaque marchandise. Il est étonnant qu'on puisse parler d'une grande découverte, car on pourrait croire qu'il n'y a rien de plus clair et qui aille plus de soi que de dire que l'échange des marchandises repose sur le travail accumulé en elles. L'habitude générale¹³⁴ et exclusive prise d'exprimer la valeur des marchandises en or avait masqué cet état naturel. Quand le cordonnier et le boulanger échangent leurs produits, on conçoit clairement que l'échange se produit parce que, malgré leur usage différent, chacun des produits a coûté du travail, que l'un a la même valeur que l'autre dans la mesure où ils ont exigé le même temps. Si je dis, une paire de souliers coûte 10 marks, cette expression est d'abord tout à fait mystérieuse. Qu'ont de commun une paire de chaussures et 10 marks, en quoi sont-ils identiques et peuvent-ils s'échanger ? Comment peut-on même comparer entre elles des choses si différentes ? Comment peut-on prendre en échange d'un produit utile comme des chaussures un objet aussi inutile et dénué de sens que les petits disques d'or ou d'argent frappés d'un sceau ? Comment se fait-il enfin que ces petits disques de métal aient le pouvoir magique de s'échanger contre tout dans le monde ?

Les fondateurs de l'économie politique, les Smith, les Ricardo, n'ont pas réussi à répondre à toutes ces questions. Découvrir que dans la valeur d'échange de toute marchandise, dans l'argent aussi, il y a simplement du travail humain, et qu'ainsi la valeur de toute marchandise est d'autant plus grande que sa production a exigé plus de travail et inversement, ce n'est reconnaître que la moitié de la vérité. L'autre moitié de la vérité consiste à expliquer com-

¹³⁴ Note marginale de R. L. Illusions de l'or : la chasse à l'or - découverte de l'Amérique, mercantilisme de Charles Quint, Alchimie (or).

ment et pourquoi le travail humain prend la forme étrange de la valeur d'échange et la forme mystérieuse de l'argent. Les fondateurs anglais de l'économie politique ne se sont pas posé cette question; car ils considéraient le fait de créer des marchandises pour l'échange et pour de l'argent comme une propriété naturelle du travail humain. En d'autres termes, ils admettaient que l'homme doit produire de ses mains des marchandises pour le commerce tout aussi naturellement qu'il doit manger et boire, qu'il a des cheveux sur la tête et un nez au milieu de la figure. Ils y croyaient si fermement qu'Adam Smith se demande si les animaux ne commercent pas entre eux et il ne répond négativement que parce qu'on n'a pas observé de tels exemples chez les animaux. Il dit :

*“ Elle (la division du travail) est la conséquence nécessaire, quoique lente et progressive, d'un certain penchant de la nature humaine... : le penchant à échanger, à s'aider réciproquement et à négocier une chose contre une autre. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier si ce penchant est un de ces instincts inhérents à la nature humaine, dont on ne peut rendre compte ou, ce qui est plus probable, s'il est la conséquence nécessaire de la raison et du langage. Il est commun à tous les hommes et ne se retrouve chez aucune autre espèce animale qui semble ne connaître ni cette sorte de contrat ni aucune autre. ”*¹³⁵

Cette conception naïve signifie que les fondateurs de l'économie politique étaient persuadés que l'ordre social capitaliste dans lequel tout est marchandise et tout n'est produit que pour le commerce, est le seul ordre social possible et éternel, qu'il durera aussi longtemps que le genre humain vivra sur terre.

Karl Marx qui, en tant que socialiste, ne tenait pas l'ordre capitaliste pour le seul ordre éternellement possible mais pour une forme sociale historique et passagère, a, le premier, établi des comparaisons entre la situation actuelle et celle des époques antérieures. Il en est ressorti que les hommes ont vécu et travaillé pendant des millénaires sans savoir grand-chose de l'argent et de l'échange. Ce n'est que dans la mesure où tout travail commun et planifié cessa dans la société et où la société se désagrèga en un amas informe et anarchique de producteurs libres et indépendants, sur le fondement de la propriété privée, que l'échange devint le seul moyen d'unir les individus atomisés et leurs activités en une économie sociale cohérente. Le plan économique commun précédant la production fut remplacé par l'argent, qui devint le seul lien social direct, parce qu'il est la seule réalité commune aux nombreux travaux privés, morceau de travail humain sans aucune utilité, produit dénué de sens et inapte à tout usage dans la vie privée. Cette invention dénuée de sens est donc une nécessité sans laquelle l'échange et, par conséquent, toute l'histoire de la civilisation de-

¹³⁵ Adam Smith : “ Wealth of Nations ”.

puis la dissolution du communisme primitif, serait impossible. Les théoriciens de l'économie politique bourgeoise considèrent l'argent comme une chose importante et indispensable, mais seulement du point de vue de la communauté purement extérieure des échanges. On ne peut en réalité dire cela de l'argent que dans le sens où on dit par exemple que l'humanité a inventé la religion par commodité. L'argent et la religion sont deux produits prodigieux de la civilisation humaine, ils ont leur racine dans des situations très précises et passagères et, de même qu'ils sont apparus un jour, ils deviendront un jour superflus. Les énormes dépenses annuelles pour la production d'or, comme les dépenses du culte, comme les dépenses consacrées aux prisons, au militarisme, à l'assistance publique, qui pèsent lourdement sur l'économie sociale et sont des frais nécessaires de cette forme d'économie, disparaîtront d'eux-mêmes avec la disparition de l'économie marchande.

L'économie marchande, dans son mécanisme interne, nous paraît un ordre économique merveilleusement harmonieux et reposant sur les plus hauts principes de la morale. Car, premièrement, la liberté individuelle complète y règne, chacun travaille à quoi il veut, comme il veut, autant qu'il veut, selon son bon plaisir; chacun est son propre maître et n'a à se soucier que de son propre avantage. Deuxièmement, les uns échangent leurs marchandises, c'est-à-dire le produit de leur travail, contre les produits des autres, le travail s'échange contre le travail, à quantités égales en moyenne. Il règne donc une égalité et une réciprocité totale des intérêts. Troisièmement, il n'y a, dans l'économie marchande, de marchandise que contre une marchandise, de produit du travail que contre un produit du travail. C'est la plus grande équité. Effectivement, les philosophes et les hommes politiques du XVIII^e siècle qui luttaient pour le triomphe de la liberté économique, pour l'abolition des derniers vestiges des anciens rapports de domination, des règlements des corporations et du servage féodal, les hommes de la grande Révolution Française promettaient à l'humanité le paradis sur terre, le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

D'importants socialistes étaient du même avis dans la première moitié du XIX^e siècle. Lorsque l'économie politique scientifique fut fondée et que *Smith* et *Ricardo* eurent fait cette grande découverte que toute la valeur des marchandises repose sur le travail humain, quelques amis de la classe ouvrière s'imaginèrent qu'en opérant correctement l'échange des marchandises, l'égalité et la justice intégrales devaient régner dans la société. Car si on échange toujours du travail contre du travail en quantités égales, il est impossible que se produise une inégalité des richesses, sauf celle, bien méritée, entre le travailleur laborieux et le paresseux, et toute la richesse sociale doit appartenir nécessairement à ceux qui travaillent, à la classe ouvrière. Si nous voyons quand même ¹³⁶ dans la société actuelle de grandes différences dans la situation des

¹³⁶ Note marginale de R. L. (au crayon) : Cf. John Bellers, Bernstein, Rev. Angl., p. 354.

hommes, la richesse à côté de la misère (et la richesse justement chez ceux qui ne travaillent pas), la misère chez ceux dont le travail crée toutes les valeurs, il faut manifestement que cela provienne de quelque malhonnêteté dans l'échange, due au fait que l'argent intervient comme intermédiaire dans l'échange des produits du travail. L'argent masque le fait que la véritable origine de toutes les richesses est le travail; il provoque de continuelles oscillations des prix et donne la possibilité de prix arbitraires, d'escroqueries et d'accumulation de richesses aux dépens des autres. Supprimons donc l'argent ! Ce socialisme visant à la suppression de l'argent est apparu d'abord en Angleterre où, dès les années 20 et 30 du siècle dernier, de très talentueux auteurs, comme *Thompson*, *Bray* et d'autres, le défendaient; puis le hobereau conservateur pomméranien et brillant économiste *Rodbertus* réinventa cette sorte de socialisme en Prusse et, pour la troisième fois, *Proudhon* réinventa ce socialisme en France en 1849. On entreprit même des essais pratiques. Sous l'influence de *Bray*, on créa à Londres et dans d'autres villes anglaises des " Bazars pour le juste échange du travail " où les marchandises étaient apportées et échangées rigoureusement d'après le temps de travail contenu en elles, sans l'intermédiaire de l'argent. *Proudhon* a proposé aussi à cet effet la fondation de sa " banque populaire ". Ces tentatives et la théorie elle-même firent bientôt faillite. En réalité, l'échange de marchandises sans argent est impensable et les variations de prix qu'on voulait supprimer sont le seul moyen d'indiquer aux producteurs de marchandises s'ils produisent trop ou trop peu d'une marchandise, s'ils emploient à leur production plus ou moins de travail qu'il ne faut, s'ils fabriquent les marchandises qu'il faut ou non. Si l'on supprime cet unique moyen de s'entendre entre producteurs de marchandises isolés dans une économie anarchique, ces derniers sont complètement perdus, ils ne sont pas seulement sourds-muets, mais aveugles. La production s'arrête et la tour de Babel capitaliste s'effondre. Les plans socialistes qui voulaient faire de la production marchande capitaliste une production socialiste par la seule suppression de l'argent, est donc une pure utopie.

Qu'en est-il donc en réalité de la liberté, de l'égalité et de la fraternité dans la production marchande ? Comment peut-il se former une inégalité des richesses dans cette production marchande, où chacun ne peut obtenir quoi que ce soit que contre un produit du travail et où des valeurs égales s'échangent contre des valeurs égales ? L'économie capitaliste se caractérise pourtant par l'inégalité criante dans la situation matérielle des hommes, par l'accumulation de richesses dans quelques mains et la misère croissante des masses. La question qui résulte logiquement de ce qui précède, est donc la suivante : *Comment l'économie marchande et l'échange des marchandises à leur valeur rendent-ils le capitalisme possible ?*

Le travail salarié

I.

Toutes les marchandises s'échangent à leur valeur, c'est-à-dire d'après le travail socialement nécessaire contenu en elles. Si l'argent joue le rôle d'intermédiaire, cela ne change rien à ce fondement de l'échange : l'argent n'est que l'expression du travail social, et la quantité de valeur contenue dans chaque marchandise s'exprime par la quantité d'argent pour laquelle la marchandise est vendue. Sur la base de cette loi de la valeur, il règne une égalité complète entre les marchandises sur le marché. Il régnerait aussi une égalité complète entre les vendeurs de marchandises s'il n'y avait pas parmi les millions de marchandises différentes qui s'échangent sur le marché, une marchandise de nature tout à fait particulière : la force de travail. Cette marchandise est apportée sur le marché par ceux qui ne possèdent pas de moyens de production permettant de produire d'autres marchandises. Dans une société qui repose sur l'échange des marchandises, on n'obtient que par voie d'échange. Quiconque n'apporte pas de marchandises, n'a pas de moyen de subsistance. La marchandise est le seul titre donnant à un homme l'accès à une part du produit social, part qu'elle mesure en même temps. Tout homme obtient en marchandises de son choix une part correspondant à la quantité de travail socialement nécessaire qu'il a fourni sous forme de marchandise. Pour vivre, tout homme doit donc fournir et vendre une marchandise. La production et la vente de marchandises est devenue la condition de l'existence humaine. Pour produire n'importe quelle marchandise, il faut des moyens de travail, des outils, etc., des matières premières, un lieu de travail, un atelier avec les conditions nécessaires du travail, éclairage, etc., enfin une certaine quantité de nourriture pour vivre pendant la durée de la production et jusqu'à la vente de la marchandise. Seules quelques rares marchandises négligeables peuvent être produites sans moyens de production, par exemple les champignons ou les baies récoltés dans la forêt, les coquillages ramassés sur le rivage. Même là, il faut quelques moyens de production, des paniers par exemple, et en tout cas des vivres permettant de subsister pendant ce travail. La plupart des marchandises exigent des frais importants, parfois énormes, en moyens de production, dans toute société de production marchande développée. A celui qui n'a pas ces moyens de production, qui ne peut produire des marchandises, il ne reste plus qu'à s'apporter lui-même, c'est-à-dire sa propre force de travail, comme marchandise sur le marché.

Comme toute autre marchandise, la marchandise " force de travail " a sa valeur déterminée. La valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production. Pour produire la marchandise " force de travail ", une quantité déterminée de travail est également nécessaire, le travail qui produit la nourriture, les vêtements, etc., pour le travailleur. La

force de travail d'un homme vaut ce qu'il faut de travail pour le maintenir en état de travailler, pour entretenir sa force de travail. La valeur de la marchandise " force de travail " est donc représentée par la quantité de travail nécessaire à la production des moyens de subsistance pour le travailleur. En outre, comme pour toute autre marchandise, la valeur de la force de travail se traduit sur le marché par un prix, c'est-à-dire en argent. L'expression monétaire, c'est-à-dire le prix de la marchandise " force de travail ", s'appelle le *salaire*. Pour toute autre marchandise, le prix monte si la demande augmente plus vite que l'offre, et il baisse, si au contraire l'offre est plus grande que la demande. Il se passe la même chose en ce qui concerne la marchandise " force de travail " : quand la demande en travailleurs augmente, les salaires ont tendance à monter; si la demande diminue ou si le marché du travail est saturé de marchandise fraîche, les salaires ont une tendance à baisser. Comme pour toute autre marchandise, la valeur de la force de travail et, donc, son prix, augmentent si la quantité de travail nécessaire à sa production, en l'occurrence les moyens de subsistance, exigent plus de travail pour leur propre production. Inversement, toute économie de travail dans la fabrication des moyens de subsistance du travailleur entraîne une baisse de la valeur de la force de travail, ainsi que son prix, le salaire. " Diminuez le coût de production des chapeaux ", écrivait *Ricardo* en 1817, " et leur prix descendra finalement à leur nouveau prix naturel, même si la demande se multiplie par deux, trois ou quatre. Diminuez les frais d'entretien des hommes en abaissant le prix naturel des vivres et des vêtements nécessaires pour vivre, et vous verrez que les salaires baisseront, même si la demande en travailleurs monte considérablement. "

La marchandise " force de travail " ne se distingue en rien des autres marchandises sur le marché, si ce n'est qu'elle est inséparable de son vendeur, le travailleur, et qu'elle ne supporte pas d'attendre trop longtemps l'acheteur. Parce qu'elle périra avec son porteur, le travailleur, par manque de vivres, tandis que la plupart des marchandises peuvent attendre plus ou moins longtemps leur vente. La particularité de la marchandise " force de travail " ne se manifeste donc pas sur le marché où seule la valeur d'échange joue un rôle. Cette particularité réside dans la valeur d'usage de cette marchandise. Toute marchandise est achetée pour les avantages que son usage peut apporter. On achète des bottes pour se protéger les pieds, une tasse pour boire du thé. A quoi peut servir la force de travail qu'on achète ? Évidemment, à travailler. Nous ne sommes pas plus avancés. En tout temps, les hommes ont pu et ont dû travailler, depuis que l'humanité existe, et pourtant des millénaires se sont écoulés, où la force de travail était complètement inconnue en tant que marchandise. Imaginons que l'homme avec toute sa force de travail ne puisse produire de moyens de subsistance que pour lui-même, l'achat d'une telle force de travail, donc la force de travail comme marchandise, n'aurait aucun sens. Car si quelqu'un achète et paie la force de travail, puis la fait travailler avec ses propres moyens de production et s'il n'obtient comme résultat que de quoi entretenir le

porteur de la marchandise achetée, le travailleur, cela voudrait dire que le travailleur, en vendant sa force de travail, obtient les moyens de production d'autrui et, avec eux, travaille pour lui-même. Ce serait une affaire aussi absurde du point de vue de l'échange des marchandises que si quelqu'un achetait des bottes pour en faire ensuite cadeau au cordonnier. Si la force de travail humaine ne permettait pas d'autre usage, elle n'aurait aucun avantage pour l'acheteur et ne pourrait pas apparaître comme marchandise. Car seuls des produits apportant certains avantages peuvent figurer comme marchandises. Pour que la force de travail puisse être une marchandise, il ne suffit pas que l'homme puisse travailler quand on lui donne des moyens de production, il faut qu'il puisse travailler plus qu'il n'est nécessaire à son propre entretien. Il faut qu'il puisse travailler en plus pour l'acheteur de sa force de travail. Il faut que la marchandise " force de travail " puisse remplacer, par l'usage que l'on en fait, c'est-à-dire par le travail, son propre prix, le salaire, et fournir en outre du surtravail à l'acheteur. La force de travail a effectivement cette propriété. Mais qu'est-ce à dire ? Est-ce une propriété naturelle de l'homme ou du travailleur que de pouvoir fournir du surtravail ? Eh bien ! A l'époque où l'homme avait besoin d'un an pour confectonner une hache en pierre, de plusieurs mois pour fabriquer un arc, ou faisait un feu en frottant pendant des heures deux morceaux de bois l'un contre l'autre, l'entrepreneur le plus rusé et le plus dénué de scrupules n'aurait pu extorquer d'un homme le moindre surtravail. Un certain niveau de productivité du travail est nécessaire pour que l'homme puisse fournir un surtravail. Il faut que les outils, l'habileté, le savoir, la maîtrise des forces de la nature aient déjà atteint un niveau suffisant pour que la force d'un homme soit en état de produire les moyens de subsistance nécessaires non seulement à lui-même, mais éventuellement à d'autres. Ce perfectionnement des outils, ce savoir, cette maîtrise de la nature ne s'acquiert qu'à travers l'expérience douloureuse et millénaire de la société humaine. La distance qui existe entre les premiers outils de pierre grossièrement taillés, la découverte du feu, et les actuelles machines à vapeur et à électricité, c'est toute l'évolution sociale de l'humanité, évolution qui n'a été possible qu'à l'intérieur de la société, par la vie en commun et la coopération entre les hommes. Cette productivité du travail qui confère à la force du travail de l'actuel travailleur salarié la propriété de fournir du surtravail n'est pas une particularité physiologiques innée de l'homme, c'est un phénomène social, le fruit d'une longue évolution. Le surtravail de la marchandise " force de travail " n'est qu'un autre nom de la productivité du travail social, qui permet au travail d'un homme d'en entretenir plusieurs.

La productivité du travail, surtout lorsque les conditions naturelles la favorisent, à un niveau primitif de civilisation, ne conduit pas toujours et surtout à la vente de la force de travail et à son exploitation capitaliste. Voyons ces régions tropicales de l'Amérique centrale et du sud, qui ont été après la découverte de l'Amérique et jusqu'au début du XIX^e siècle des colonies espagnoles, régions au climat chaud et au sol fertile où les bananes sont la princi-

pale nourriture des populations. “ Je doute, écrit *Humboldt*, qu'il existe ailleurs sur la terre une plante produisant une telle quantité de matière nutritive sur une si petite surface de terre. ” “ Un demi-hectare, planté de bananes de la grande espèce, calcule *Humboldt*, peut produire de la nourriture pour plus de 50 personnes, alors qu'en Europe, le même demi-hectare fournirait à peine 576 kg de farine en un an - quantité qui serait insuffisante pour nourrir deux personnes. ” Or la banane ne réclame que très peu de soins, il suffit de remuer une ou deux fois légèrement la terre autour des racines. “ Au pied des Cordillères, dans les vallées humides de Veracruz, Valladolid et Guadalajara, continue *Humboldt*, un homme qui n'y consacre que deux jours d'un travail facile par semaine, peut se procurer des vivres pour toute sa famille. ” Il est clair qu'en soi la productivité du travail permet ici une exploitation et un savant à l'âme authentiquement capitaliste, *Malthus*, s'écrie en pleurant, à la description de ce paradis terrestre : “ Quels énormes moyens pour la production de richesses infinies ! ” En d'autres termes : quelle mine d'or dans le travail de ces mangeurs de bananes, pour des entrepreneurs astucieux, s'ils pouvaient mettre ces paresseux au travail ! En réalité, les habitants de ces contrées bénies ne songeaient pas à trimer pour amasser de l'argent, ils surveillaient un peu les arbres de temps à autre, mangeaient leurs bananes de bon appétit et passaient leur temps libre au soleil à jouir de l'existence. *Humboldt* dit de façon très caractéristique :

“ Dans les colonies espagnoles, on entend souvent dire que les habitants de la zone tropicale ne sortiront pas de l'état d'apathie dans lequel ils demeurent depuis des siècles, tant que les bananiers n'auront pas été arrachés sur ordre du roi. ”

Cette “ apathie ”, du point de vue capitaliste européen, est précisément l'état d'esprit des peuples qui vivent encore dans le communisme primitif où le but du travail humain est la satisfaction des besoins naturels de l'homme, et non l'accumulation de richesses. Tant que ces rapports prédominent, on ne peut songer à l'exploitation des hommes par d'autres hommes, aussi grande que soit la productivité du travail, ni à l'utilisation de la force de travail humain pour la production de surtravail.

L'entrepreneur moderne n'a pas découvert le premier cette propriété de la force de travail. Dès les temps anciens, nous voyons l'exploitation du surtravail par ceux qui ne travaillent pas. L'esclavage dans l'Antiquité, le servage au Moyen Âge reposent tous deux sur le niveau déjà atteint de la productivité, sur la capacité du travail humain à entretenir plus d'un homme. Tous deux sont l'expression différente de la manière dont une classe de la société tire avantage de cette productivité en se faisant entretenir par l'autre classe. En ce sens, l'esclave antique et le serf médiéval sont les ancêtres directs de l'actuel ouvrier salarié. Ni dans l'Antiquité ni au Moyen Âge, la force de travail n'est devenue une marchandise, malgré sa productivité et malgré son exploitation. Ce qu'il y a de particulier dans les rapports actuels du travailleur salarié avec l'entrepre-

neur, ce qui les distingue de l'esclavage comme du servage, c'est la liberté personnelle du travailleur. La vente de la force de travail est une affaire privée de l'homme, elle est volontaire et repose sur la liberté individuelle totale. Elle a pour condition que le travailleur ne possède pas de moyens de production. S'il en avait, il produirait lui-même des marchandises et ne vendrait pas sa force de travail. La séparation de la force de travail et des moyens de production est ce qui, à côté de la liberté personnelle, fait de la force de travail une marchandise. Dans l'économie esclavagiste, la force de travail n'est pas séparée des moyens de production, elle constitue elle-même un moyen de production et appartient en propriété privée au maître, au même titre que les outils, les matières premières, etc. L'esclave n'est qu'une partie de la masse indistincte des moyens de production pour le propriétaire d'esclaves. Dans le servage, la force de travail est liée au moyen de production, la glèbe, elle n'est qu'un accessoire du moyen de production. Les corvées et les redevances ne sont pas fournies par des personnes, mais par la terre; si la terre passe en d'autres mains de travailleurs par héritage ou autrement, il en est de même des redevances.

Maintenant, le travailleur est personnellement libre, il n'est pas la propriété de quelqu'un, il n'est pas non plus enchaîné au moyen de production. Les moyens de production sont entre certaines mains, la force de travail en d'autres mains, et les deux propriétaires se font face en acheteurs et en vendeurs libres et autonomes, le capitaliste en acheteur, le travailleur en vendeur de la force de travail. La liberté personnelle et la séparation entre la force de travail et les moyens de production ne conduisent pas toujours au travail salarié, à la vente de la force de travail, même quand la productivité du travail est élevée. Nous en avons vu un exemple dans la Rome antique, après que la masse des petits paysans libres ait été chassée de ses terres par la formation de grands domaines nobles exploitant des esclaves. Ils restèrent personnellement des hommes libres, mais, ne possédant plus de terres, donc de moyens de production, ils affluèrent à Rome en prolétaires libres. Cependant, ils ne pouvaient y vendre leur force de travail, car ils n'auraient pas trouvé d'acheteurs; les riches propriétaires et les capitalistes n'avaient pas besoin d'acheter de la force de travail libre, parce qu'ils se faisaient entretenir par leurs esclaves. Le travail des esclaves suffisait alors pleinement à satisfaire les besoins des grands propriétaires qui se faisaient fabriquer toutes les choses possibles par eux. Or ils ne pouvaient utiliser plus de force de travail que ce qu'il fallait pour leur propre vie et pour leur luxe, car le but de la production par les esclaves était la consommation et non la vente de marchandises. Il était interdit aux prolétaires romains de vivre de leur travail, il ne leur restait qu'à vivre de la mendicité, de la mendicité d'État, de la distribution périodique de vivres. Au lieu du travail salarié, on eut dans la Rome antique l'entretien des hommes libres et sans biens aux frais de l'État. Ce qui fait dire à l'économiste français Sismondi :

“ Dans la Rome antique. la société entretenait ses prolétaires, aujourd'hui les prolétaires entretiennent la société. ”

Si aujourd'hui le travail des prolétaires pour leur propre entretien et pour celui d'autres personnes, si la vente de leur force de travail est possible, c'est parce que le travail libre est la seule et unique forme de la production et parce qu'en tant que production marchande, elle n'a pas pour but la consommation directe, mais la vente. Le propriétaire d'esclaves achetait des esclaves pour sa commodité et pour son luxe, le seigneur féodal extorquait des corvées et des redevances aux serfs dans le même but : pour vivre largement avec sa parenté. L'entrepreneur moderne ne fait pas produire aux travailleurs des vivres, des vêtements, des objets de luxe pour sa consommation, il leur fait produire des marchandises pour les vendre et en retirer de l'argent. Ce qui fait de lui un capitaliste et du travailleur un salarié.

La vente de la force de travail comme marchandise implique toute une série de relations historiques et sociales déterminées. L'apparition de la marchandise “ force de travail ” sur le marché indique :

- 1) que le travailleur est personnellement libre;
- 2) qu'il est séparé des moyens de production et que ceux-ci sont rassemblés entre les mains de ceux qui ne travaillent pas;
- 3) que la productivité du travail a un niveau élevé, c'est-à-dire qu'il est possible de fournir un surtravail;
- 4) que l'économie marchande est dominante, c'est-à-dire que la création de surtravail sous la forme de marchandises à vendre est le but de l'achat de la force de travail.

Du point de vue du marché, l'achat et la vente de la marchandise force de travail est une affaire tout à fait ordinaire, comme il s'en fait des milliers à chaque instant, comme l'achat de bottes ou d'oignons. La valeur de la marchandise et ses variations, son prix et ses oscillations, l'égalité et l'indépendance de l'acheteur et du vendeur sur le marché, le caractère libre de l'affaire - tout cela est exactement identique à toute autre opération d'achat. Cependant, la valeur d'usage particulière de cette marchandise, les rapports particuliers que cette valeur d'usage crée, font de cette opération quotidienne de l'univers marchand un rapport social particulier. Voyons ce qui va en sortir.

L'entrepreneur achète la force de travail et, comme tout acheteur, il paie sa valeur, c'est-à-dire les frais de production, en payant à l'ouvrier un prix en salaire qui couvre l'entretien de l'ouvrier. La force de travail achetée est en mesure, avec les moyens de production utilisés en moyenne dans la société, de produire plus que les simples faits d'entretien. C'est déjà une condition de toute l'opération qui, sinon, n'aurait pas de sens; en cela réside la valeur d'usage de la

marchandise “ force de travail ”. Étant donné que la valeur de l'entretien de la force de travail est déterminée, comme pour toute autre marchandise, par la quantité de travail nécessaire à sa production, nous pouvons admettre que la nourriture, les vêtements, etc., permettant de maintenir quotidiennement en état de travailler le travailleur, demandent, disons par exemple : six heures de travail. Le prix de la marchandise “ force de travail ”, c'est-à-dire le salaire, doit représenter en argent six heures de travail. L'ouvrier ne travaille pas six heures pour son patron, il travaille plus longtemps, disons par exemple onze heures. Dans ces onze heures, il a en six heures restitué au patron le salaire reçu, puis il y rajouté encore cinq heures de travail gratuit, il en a fait cadeau au patron. La journée de travail de tout ouvrier se compose de deux parties : une partie payée, où l'ouvrier ne fait que restituer la valeur de son entretien, où il travaille pour ainsi dire pour lui-même, et une partie non payée, où il fait du travail gratuit ou du surtravail pour le capitaliste.

La situation était semblable pour les formes antérieures d'exploitation sociale. A l'époque du servage, le travail du serf pour lui-même et son travail pour le seigneur étaient même distincts dans le temps et l'espace. Le paysan savait exactement quand et en quelle quantité il travaillait pour lui et quand et en quelle quantité il travaillait pour l'entretien de son seigneur noble ou religieux. Il travaillait d'abord quelques jours sur son propre champ, puis quelques jours sur les terres seigneuriales. Ou bien il travaillait le matin sur son champ et l'après-midi sur celui du seigneur, ou bien encore quelques semaines sur le sien et ensuite quelques semaines sur le champ seigneurial. Dans un village de l'Abbaye Maurusmünster en Alsace, vers le milieu du XII^e siècle, les corvées étaient par exemple fixées comme suit : du milieu d'avril au milieu de mai, chaque famille paysanne fournissait un homme trois jours pleins par semaine, de mai à la Saint Jean un après-midi par semaine, de la Saint Jean aux fenaisons, deux jours par semaine, à l'époque de la moisson, trois après-midi par semaine et, de la Saint Martin à Noël, trois jours pleins par semaine. A la fin du Moyen Âge, avec les progrès du servage, les corvées augmentèrent tant, il est vrai, que presque tous les jours de la semaine et toutes les semaines de l'année y passaient et que le paysan n'avait presque plus le temps pour cultiver son propre champ. Même alors, il savait qu'il ne travaillait pas seulement pour lui, mais pour d'autres. Le paysan le plus borné ne pouvait se faire d'illusion.

Dans le travail salarié moderne, la situation est tout autre. L'ouvrier ne produit pas pendant la première partie de sa journée de travail les objets dont il a besoin : nourriture, vêtements, etc., et ensuite d'autres choses pour le patron. L'ouvrier d'usine produit toute la journée le même objet, un objet dont il n'a besoin lui-même que pour une très petite part ou même pas du tout : des ressorts d'acier ou des courroies de caoutchouc ou du tissu de soie ou des tuyaux de fonte. Dans leur masse indistincte, les ressorts d'acier ou les courroies ou le tissu qu'il produit au cours de la journée se ressemblent tous, on n'y remarque pas

la moindre différence, qu'une partie d'entre eux représente du travail payé et une autre du travail non payé, qu'une partie soit pour l'ouvrier et une autre pour le patron. Au contraire, le produit auquel travaille l'ouvrier n'a pour lui aucune utilité et pas la moindre parcelle ne lui appartient; tout ce que l'ouvrier produit appartient à l'entrepreneur. Voilà une grande différence extérieure entre le travail salarié et le servage. Le serf avait peu de temps pour travailler sur son propre champ et le travail qu'il faisait pour lui lui appartenait. Dans le cas du travailleur salarié moderne, tout le produit appartient au patron et son travail à l'usine a l'air de ne rien avoir de commun avec son entretien. Il a reçu son salaire et peut en faire ce qu'il veut. En échange, il doit faire le travail que lui indique le patron et tout ce qu'il produit appartient au patron. La différence, invisible au travailleur, apparaît dans les comptes du patron, quand il calcule ce que lui rapporte la production de ses ouvriers. Pour le capitaliste, c'est la différence entre la somme d'argent qu'il encaisse après la vente du produit et ses dépenses, tant pour les moyens de production que pour les salaires de ses ouvriers. Ce qui lui reste comme profit, c'est justement la valeur créée par le travail non payé, c'est-à-dire la plus-value créée par les ouvriers. Tout travailleur produit d'abord son propre salaire, puis la plus-value dont il fait cadeau au capitaliste, même s'il ne produit que des courroies de caoutchouc, des étoffes de soie ou des tuyaux de plomb. S'il a tissé 11 mètres de soie en 11 heures, 6 mètres de cette étoffe contiennent la valeur de son salaire et 5 sont la plus-value pour le patron.

La différence entre le salariat et le servage ou l'esclavage a d'autres conséquences importantes. L'esclave ou le serf fournissaient leur travail pour les besoins privés, la consommation du seigneur. Ils produisaient pour lui des vivres, des vêtements, des meubles, des objets de luxe, etc. C'était la norme avant que l'esclavage et le servage dégénèrent et déclinent sous l'influence du commerce. Les capacités de consommation de l'homme, même le luxe de la vie privée, ont leurs limites à chaque époque. Le propriétaire d'esclaves antique ou le noble du Moyen Âge ne pouvaient avoir plus que des greniers pleins, des étables pleines, de riches vêtements, une vie opulente pour eux-mêmes et leur entourage, des demeures richement meublées. On ne peut pas conserver en trop grandes réserves les objets d'usage quotidien, sinon ils se détériorent : le grain risque de moisir ou les souris et les rats risquent de le manger, les réserves de foin et de paille brûlent facilement, les vêtements s'abîment, etc., les produits laitiers, les fruits et les légumes se conservent difficilement. La consommation avait, même en cas de vie très opulente, ses limites naturelles dans l'économie de servage ou d'esclavage, et par là même, l'exploitation de l'esclave ou du serf avait ses limites. Il en est autrement pour l'entrepreneur qui achète la force de travail pour produire des marchandises. La plupart du temps, ce que le travailleur fabrique à l'usine n'est utile, ni à lui ni au patron. Ce dernier ne fait pas produire des vêtements ou de la nourriture pour lui, mais une marchandise dont il n'a pas besoin du tout lui-même. Il fait produire les étoffes de soie ou des

tuyaux ou des cercueils pour s'en débarrasser le plus vite possible, pour les vendre. Il les fait produire pour en tirer de l'argent. Ses dépenses lui sont restituées, le surtravail lui est donné sous la forme monétaire. C'est dans ce but, pour faire de l'argent avec le travail impayé des travailleurs, qu'il fait toute l'affaire et achète la force de travail. Or nous savons que l'argent est le moyen de l'accumulation de richesses sans limites. Sous la forme monétaire, la richesse ne perd rien de sa valeur, même si elle est entreposée très longtemps. Au contraire, nous le verrons, la richesse entreposée sous forme monétaire semble même augmenter. Sous la forme monétaire, la richesse ne connaît aucune limite, elle peut augmenter à l'infini. Par suite, la soif de surtravail chez le capitaliste moderne n'a pas non plus de limites. Plus il tirera de travail non payé de ses travailleurs, mieux ce sera. Extorquer de la plus-value, et l'extorquer sans limites, tel est le but et le rôle de l'achat de force de travail.

La tendance naturelle du capitaliste à accroître la plus-value qu'il extorque aux travailleurs trouve avant tout deux voies simples qui s'offrent d'elles-mêmes, si l'on considère la façon dont est composée la journée de travail. La journée de travail de tout ouvrier salarié se compose normalement de deux parties : une partie où l'ouvrier restitue son propre salaire et une partie où il fournit du travail non payé, de la plus-value. Pour augmenter au maximum la seconde partie, l'entrepreneur peut procéder de deux façons : soit qu'il prolonge la journée de travail, soit qu'il réduise la première partie, la partie payée de la journée de travail, c'est-à-dire abaisse le salaire de l'ouvrier. Effectivement, le capitaliste a recours aux deux méthodes, d'où résulte une double tendance dans le système du salariat : une tendance à la prolongation de la journée de travail et une tendance à la réduction des salaires.

Quand le capitaliste achète la marchandise " force de travail ", il l'achète, comme toute autre marchandise, pour en tirer un avantage. Tout acheteur de marchandise cherche à tirer le plus d'usage possible de ses marchandises. Le plein usage et tous les avantages de la marchandise appartiennent à l'acheteur. Le capitaliste qui a acheté la force de travail a, du point de vue de l'achat de marchandise, le droit d'exiger que la marchandise achetée lui serve, aussi longtemps que possible. S'il a payé la force de travail pour une semaine, l'usage lui en appartient pendant une semaine et, de son point de vue d'acheteur, il a le droit de faire travailler l'ouvrier sept fois 24 heures s'il le peut. D'un autre côté, le travailleur, en tant que vendeur de marchandise, a un point de vue inverse. Certes, l'usage de la force de travail appartient au capitaliste, cependant cet usage trouve ses limites dans la force physique et intellectuelle de l'ouvrier. Un cheval peut travailler huit heures par jour sans être abîmé. Un homme doit, pour récupérer la force usée dans le travail, avoir un certain temps pour prendre de la nourriture, des vêtements, pour se reposer, etc. S'il ne l'a pas, sa force de travail non seulement s'use, mais se détruit. Un travail excessif l'affaiblit et raccourcit la vie du travailleur. Si, par un usage immodéré de la

force de travail, le capitaliste raccourcit la vie du travailleur de deux semaines en une semaine, c'est comme s'il s'était approprié trois semaines pour le salaire d'une semaine. Toujours du point de vue du commerce de marchandises, cela signifie que le capitaliste vole l'ouvrier. En ce qui concerne la longueur de la journée de travail, le capitaliste et le travailleur défendent, sur le marché, deux points de vue opposés, et la longueur effective de la journée de travail ne peut se décider que comme une question de *rapport de forces*, par la lutte entre la classe capitaliste et la classe ouvrière¹³⁷. En soi, la journée de travail n'a aucune limite déterminée; nous trouvons, selon les époques et les lieux, des journées de travail de huit, dix, douze, quatorze, seize et dix-huit heures. La journée de travail est l'enjeu d'une lutte séculaire. Dans cette lutte, nous distinguons deux périodes importantes. La première commence dès la fin du Moyen Âge, au XIV^e siècle, alors que le capitalisme fait ses premiers pas timides et commence à secouer les chaînes des corporations. A l'époque la plus florissante de l'artisanat, la durée normale du travail était habituellement d'environ dix heures, et les repas, le sommeil, le repos, les dimanches et les jours de fête étaient comptés largement et confortablement. Cela suffisait à l'ancien artisanat avec ses méthodes de travail assez lentes, mais non aux entreprises qui commençaient à prendre la forme de fabriques.

La première chose que les capitalistes arrachèrent aux gouvernements, ce furent des lois contraignantes pour prolonger la durée du travail. Du XIV^e siècle jusqu'à la fin du XVII^e siècle, nous voyons en Angleterre, comme en France et en Allemagne, des lois sur la *journée de travail minimale*, c'est-à-dire l'interdiction faite aux ouvriers et aux compagnons de travailler moins d'une durée déterminée, douze heures par jour le plus souvent. La lutte contre la paresse des travailleurs, voilà le grand cri depuis le Moyen Âge jusqu'au XVIII^e siècle. Depuis que le pouvoir des anciennes corporations artisanales est brisé et qu'une masse prolétarienne sans aucun moyen de travail n'a que la vente de sa force de travail, depuis que d'autre part les grandes manufactures sont nées avec leur fébrile production de masse, un tournant s'opère. On se met à pressurer les travailleurs de tout âge et des deux sexes de façon si effrénée que des populations ouvrières sont en quelques années fauchées comme par la peste. En 1863, un député déclarait au parlement anglais :

*“ L'industrie cotonnière a 90 ans... En trois générations de la race anglaise, elle a dévoré neuf générations d'ouvriers cottonniers. ”*¹³⁸

Et un écrivain bourgeois anglais, *John Wade*, écrit dans son ouvrage sur *L'histoire de la classe moyenne et de la classe ouvrière* :

¹³⁷ Note marginale de R. L. : Intérêts de la production capitaliste elle-même ?

¹³⁸ Karl Marx : “ Le Capital ”, Éditions Sociales, 1950, tome I, p. 262.

*“ La cupidité des maîtres de fabriques leur fait commettre, dans la poursuite du gain, des cruautés que les Espagnols, lors de la conquête de l'Amérique, ont à peine surpassées dans leur poursuite de l'or. ”*¹³⁹

En Angleterre, dans les années 1860, au XIX^e Siècle, on employait dans certaines branches d'industrie, comme la fabrication de dentelles, des enfants de 9 à 10 ans depuis 2, 3 et 4 heures du matin jusqu'à 10, 11 et 12 heures du soir. On connaît la situation en Allemagne, telle qu'elle régnait il y a peu dans l'étamage des miroirs au mercure et dans la boulangerie ou telle qu'elle règne dans la confection, dans l'industrie à domicile. C'est l'industrie capitaliste moderne qui la première a inventé le travail de nuit. Dans toutes les sociétés antérieures, la nuit passait pour un temps réservé par la nature au repos de l'homme. L'entreprise capitaliste a découvert que la plus-value extorquée de nuit aux ouvriers ne se distingue en rien de celle qu'on extorque de jour et elle a instauré les équipes de jour et de nuit. De même, le dimanche, rigoureusement respecté par les corporations au Moyen Âge, est tombé victime de la soif capitaliste de plus-value et s'ajoute aux autres jours de travail. Des douzaines d'autres petites inventions ont permis d'allonger la journée de travail : la prise des repas pendant le travail, sans aucune pause, le nettoyage des machines après la fin du travail pendant le temps de repos, et non plus pendant le temps de travail normal, etc.

Cette pratique des capitalistes, qui s'est appliquée librement et sans frein dans les premières décennies, rendit bientôt nécessaire une nouvelle série de lois sur la journée de travail, cette fois-ci non plus pour la rallonger, mais pour la raccourcir. Ces premières prescriptions légales sur la durée maximale de la journée de travail ont été imposées, non pas tant sous la pression des travailleurs que par le simple instinct de conservation de la société capitaliste. Les premières décennies de la grande industrie ont eu des effets si dévastateurs sur la santé et les conditions de vie des travailleurs, ont provoqué une mortalité et une morbidité si effrayantes, de telles déformations physiques, un tel abandon moral, des épidémies, l'inaptitude au service militaire, que l'existence même de la société en paraissait profondément menacée¹⁴⁰. Il était clair que si l'État ne mettait pas un frein à la poussée naturelle du capital vers la plus-value, ce dernier transformerait à plus ou moins long terme des États entiers en vastes cimetières où l'on ne verrait plus que les ossements des travailleurs. Or, sans travail-

¹³⁹ Karl Marx : “ Le Capital ”, Éditions Sociales, 1950, tome I, p. 239.

¹⁴⁰ Depuis l'introduction de la conscription obligatoire, la taille moyenne des hommes adultes et, par suite, la taille légalement prescrite pour le recrutement ne cesse de diminuer. Avant la Grande Révolution, la taille minimum dans l'infanterie française était de 165 cm après la loi de 1818, elle était de 157 cm; depuis 1852, de 156 cm. Il y a en moyenne en France la moitié d'exemptés pour taille insuffisante ou autre infirmité. En Saxe, en 1780, la taille moyenne des soldats était de 178 cm; dans les années 1860, elle n'était plus que de 155 cm; en Prusse, elle était de 157 cm. En 1858, Berlin n'a pu fournir son contingent de remplacement, il manquait 156 hommes.

leurs, pas d'exploitation des travailleurs. Il fallait donc que, dans son propre intérêt, pour permettre l'exploitation future, le capital impose quelques limites à l'exploitation présente. Il fallait un peu épargner la force du peuple pour garantir la poursuite de son exploitation. Il fallait passer d'une économie de pillage non rentable à une exploitation rationnelle. De là sont nées les premières lois sur la journée de travail maximale, comme naissent d'ailleurs toutes les réformes sociales bourgeoises. Les lois sur la chasse en sont une réplique. De même que les lois fixent un temps prohibé pour le gibier noble, afin qu'il puisse se multiplier rationnellement et servir régulièrement à la chasse, de même les réformes sociales assurent un temps prohibé à la force de travail du prolétariat, pour qu'elle puisse servir rationnellement à l'exploitation capitaliste. Ou comme *Marx* le dit : la limitation du travail en usine était dictée par la même nécessité qui force l'agriculteur à mettre de l'engrais dans ses champs. La législation des fabriques voit le jour pas à pas, d'abord pour les enfants et les femmes, dans une lutte tenace de dizaines d'années contre la résistance des capitalistes individualistes. Puis la France a suivi, la Révolution de février 1848 proclama la journée de douze heures sous la pression du prolétariat parisien victorieux, et c'est la première loi générale sur la durée du travail de tous les travailleurs, même des adultes, dans toutes les branches d'industrie. Aux États-Unis, en 1861, dès la fin de la guerre civile qui abolit l'esclavage, un mouvement général des travailleurs commence pour la journée de huit heures et passe ensuite sur le continent européen. En Russie, les premières lois pour la protection des femmes et des enfants mineurs sont nées de l'agitation dans les usines du district de Moscou en 1882, et la journée de 11 heures et demie pour les hommes est née des premières grèves générales des 60 000 ouvriers du textile à Petersbourg en 1896 et 1897. L'Allemagne, avec ses lois protégeant seulement les femmes et les enfants, est maintenant à la traîne des autres grands États modernes.

Nous n'avons parlé que d'un aspect du travail salarié : la durée du travail, et nous voyons que le simple achat et la simple vente de la marchandise " force de travail " entraîne des phénomènes singuliers. Il faut ici dire avec *Marx* :

" Notre travailleur, il faut l'avouer, sort de la serre chaude de la production autrement qu'il n'y est entré. Il s'était présenté sur le marché comme possesseur de la marchandise " force de travail ", vis-à-vis de possesseurs d'autres marchandises, marchand en face de marchand. Le contrat par lequel il vendait sa force de travail semblait résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur. L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point un agent libre; que le temps pour lequel il lui est permis de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est forcé de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter. Pour se défendre

*contre les “ serpents de leurs tourments ”, il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un cœur; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par contrat libre, eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et la mort. ”*¹⁴¹

Par les lois sur la protection du travail, la société actuelle reconnaît officiellement pour la première fois que l'égalité et la liberté formelles qui sont le fondement de la production et de l'échange de marchandises, ont fait faillite, qu'elles se sont transformées en leurs contraires, dès lors que la force de travail se présente comme une marchandise.

II.

La deuxième méthode du capitaliste pour augmenter la plus-value consiste à abaisser les salaires. Le salaire, pas plus que la journée de travail, n'a de limites déterminées. Quand nous parlons de salaire, il nous faut avant tout distinguer l'argent que le travailleur reçoit de l'entrepreneur et la quantité de moyens de subsistance qu'il a pour cet argent. Si nous savons que le travailleur reçoit un salaire de 2 marks par jour, c'est comme si nous ne savions rien. Car avec ces 2 marks, on peut acheter beaucoup moins en période de vie chère qu'en période de vie bon marché; dans un pays, la pièce de 2 marks implique un autre niveau de vie que dans un autre, cela varie même d'une contrée à l'autre dans un même pays. Le travailleur peut aussi recevoir plus d'argent qu'avant en salaire et ne pas vivre mieux, sinon vivre plus mal. Le salaire réel est la somme des moyens de subsistance que le travailleur obtient, tandis que le salaire en argent n'est que le salaire nominal. Si le salaire n'est que l'expression monétaire de la valeur de la force de travail, cette valeur est représentée par la quantité de travail employée à produire les moyens de subsistance nécessaires au travailleur.

Que sont les “ moyens de subsistance nécessaires ” ? Indépendamment des différences individuelles d'un travailleur à l'autre, qui ne jouent pas de rôle, les différences de niveau de vie de la classe ouvrière dans les différents pays et aux différentes époques montrent que c'est là une notion très variable et extensible. L'ouvrier anglais le mieux placé considère la consommation quotidienne de bifteck comme nécessaire à la vie, le coolie chinois vit d'une poignée de riz. Vu le caractère extensible de la notion de “ moyens de subsistance nécessaires ”, une lutte semblable à celle concernant la longueur de la journée de travail se déroule entre capitaliste et travailleurs au sujet de l'importance du salaire. Le capitaliste se place à son point de vue d'acheteur de marchandises en déclarant : il est certes tout à fait juste que je doive, comme tout acheteur honnête, payer

¹⁴¹ Karl Marx : “ Le Capital ”, livre I, p. 836. Ibid.

la marchandise “ force de travail ” à sa valeur, mais quelle est la valeur de la force de travail ? Eh bien ! je donne à mon ouvrier autant qu'il lui faut pour vivre; ce qui est absolument nécessaire à l'entretien de la vie humaine est indiqué d'abord par la science, la physiologie, et ensuite par l'expérience universelle. Il va de soi que je donne exactement ce minimum; car si je donnais un sou de plus, je ne serais plus un acheteur honnête, mais un imbécile, un philanthrope qui fait de sa poche des cadeaux à celui dont il a acheté une marchandise; je ne fais pas non plus cadeau d'un sou à mon cordonnier ou à mon marchand de cigares et j'essaie d'acheter leur marchandise aussi bon marché que possible. De même, je cherche à acheter la force de travail aussi bon marché que possible et nous sommes parfaitement quittes si je donne à mon ouvrier le strict minimum pour vivre.

Le capitaliste a entièrement raison du point de vue de la production marchande. L'ouvrier n'a pas moins raison, quand il lui rétorque, en tant que vendeur de marchandise : je ne peux réclamer plus que la valeur effective de ma marchandise “ force de travail ”. J'exige justement que tu me paies la pleine valeur de ma marchandise. Je ne désire donc pas plus que les moyens de subsistance nécessaires. Quels sont-ils ? Tu dis que la physiologie et l'expérience y répondent en montrant le minimum dont un homme a besoin pour vivre. Tu entends donc par “ moyens de subsistance nécessaires ” la nécessité *physiologique* absolue. Cela est contre la loi de l'échange de marchandises. Car tu sais aussi bien que moi que ce qui détermine la valeur d'une marchandise sur le marché, c'est le travail *socialement* nécessaire à sa production. Si ton cordonnier t'apporte une paire de bottes et en réclame 20 marks parce qu'il y a travaillé quatre jours, tu lui diras : “ J'ai les mêmes bottes à l'usine pour 12 marks, car la paire y est fabriquée en un jour, avec des machines. Votre travail de quatre jours n'était pas nécessaire socialement - car il est déjà courant de produire des bottes mécaniquement -, même s'il était nécessaire pour vous qui n'avez pas de machines. Je n'y peux rien et ne vous paie que le travail socialement nécessaire, soit 12 marks. ” Tu procéderais ainsi pour l'achat de bottes, il faut donc que tu me paies les frais socialement nécessaires à l'entretien de ma force de travail, quand tu l'achètes. M'est socialement nécessaire pour vivre tout ce qui, dans notre pays et à notre époque, est considéré comme tel pour un homme de ma classe. En un mot, tu ne dois pas me donner le minimum physiologiquement nécessaire, ce qui me maintient tout juste en vie, comme à un animal, tu dois me donner le minimum socialement courant, qui m'assure mon niveau de vie habituel. Alors seulement, en acheteur honnête, tu as payé la valeur de la marchandise, sinon tu l'achètes en dessous de sa valeur. ”

Nous voyons que du point de vue purement marchand, l'ouvrier a au moins autant raison que le capitaliste. Ce n'est qu'à la longue qu'il impose ce point de vue; car il ne peut l'imposer... que comme classe sociale, c'est-à-dire comme collectivité, comme organisation. C'est avec la formation des syndicats

et du parti ouvrier que le salarié commence à imposer la vente de sa force de travail à sa valeur, c'est-à-dire à imposer son niveau de vie comme une nécessité sociale. Avant l'apparition des syndicats dans tel pays et dans telle branche d'activité, ce qui y est déterminant pour les salaires c'est la tendance des capitalistes à abaisser la subsistance au minimum physiologique, pour ainsi dire animal, c'est-à-dire à payer constamment la force de travail au-dessous de sa valeur. Les temps où la coalition et les organisations ouvrières n'opposaient pas encore leur résistance à la domination effrénée du capital ont amené la même dégradation barbare de la classe ouvrière en ce qui concerne les salaires, qu'en ce qui concerne la durée du travail avant les lois sur les fabriques. C'est une croisade du capital contre toute trace de luxe, de confort, d'aisance, qui aurait pu rester au travailleur des temps de l'artisanat et de la paysannerie. C'est un effort pour réduire la consommation du travailleur à la simple absorption d'un minimum de nourriture, comme on nourrit le bétail, comme on huile une machine. Les ouvriers qui ont le plus bas niveau et le moins de besoins sont cités en exemple aux ouvriers trop " gâtés ". Cette croisade contre le niveau de vie des travailleurs a, comme le capitalisme lui-même, commencé en Angleterre. Un écrivain anglais du XVIII^e siècle gémit :

“ Que l'on considère seulement la quantité ahurissante de choses superflues que consomment nos ouvriers de manufactures, eau-de-vie, gin, thé, sucre, fruits exotiques, bière forte, tissus imprimés, tabac à priser et à fumer, etc. ”

On citait alors les ouvriers français, hollandais, allemands aux ouvriers anglais comme modèles de sobriété. Un fabricant anglais pouvait écrire :

“ Le travail est un tiers meilleur marché en France qu'en Angleterre : car les pauvres (c'est ainsi qu'on appelait les ouvriers) français travaillent dur et sont parcimonieux en nourriture et en vêtements, ils consomment principalement du pain, des fruits, des herbes, des racines et du poisson séché; ils mangent rarement de la viande et très peu de pain, quand le blé est cher. ”

Vers le début du XIX^e siècle, un Américain, le comte *Rumford*, a rédigé un *livre de cuisine* pour ouvriers avec des recettes pour rendre la nourriture moins chère. Voici une recette extraite de ce célèbre livre qui reçut un accueil enthousiaste de la bourgeoisie de plusieurs pays :

“ Cinq livres d'orge, cinq livres de maïs, 30 pfennigs de hareng, 10 pfennigs de sel, 10 pfennigs de vinaigre, 20 pfennigs de poivre et d'herbes - total : 2,08 marks - donnent une soupe pour 64 personnes, et le prix par tête peut encore être abaissé de 3 pfennigs, vu les prix moyens du grain. ”

Les travailleurs des mines d'Amérique du Sud ont sans doute le travail le plus dur du monde, car il consiste à remonter chaque jour sur leurs épaules une charge de 90 à 100 kg de minerai, d'une profondeur de 450 pieds jusqu'à la

surface; or *Justus Liebig* raconte qu'ils ne vivent que de pain et de fèves. Ils préféreraient se nourrir seulement de pain, mais leurs maîtres ont découvert qu'ils travaillent moins dur avec du pain, alors ils les traitent comme des chevaux et les forcent à manger des fèves, car elles contribuent davantage que le pain à la formation des os. En France, la première révolte de la faim eut lieu dès 1831, ce fut la révolte des canuts de Lyon. C'est sous le Second Empire, lorsque le machinisme proprement dit fait son entrée en France, que le capital se livre aux plus grandes orgies dans l'abaissement des salaires. Les entrepreneurs désertèrent les villes pour la campagne où les bras sont moins chers. Ils poussèrent la chose si loin qu'il y eut des femmes travaillant pour un salaire journalier d'un sou, c'est-à-dire 4 pfennigs. Ces temps heureux ne durèrent pas longtemps, il est vrai; car de tels salaires ne permettaient même pas l'existence animale. En Allemagne, le capital a d'abord introduit des conditions semblables dans le textile où les salaires abaissés en dessous même du minimum physiologique ont provoqué dans les années 1840 les révoltes de la faim des tisserands de Silésie et de Bohême. Aujourd'hui le minimum animal constitue la règle pour les salaires, partout où les syndicats n'exercent pas leur action sur le niveau de vie, chez les ouvriers agricoles en Allemagne, dans la confection, dans les différentes branches de l'industrie à domicile.

III. La formation de l'armée de réserve

Quand elle augmente la charge du travail et diminue le niveau de vie des travailleurs jusqu'à la limite physiologiquement possible et même en deçà, l'exploitation capitaliste ressemble à l'exploitation de l'esclavage et du servage au moment de la pire dégénérescence de ces deux formes d'économie, donc quand elles étaient près de s'écrouler. Mais ce que seule la production marchande capitaliste a engendré et qui était complètement inconnu de toutes les époques antérieures, c'est le non-emploi et par suite la non-consommation des travailleurs, en tant que phénomène permanent, ce qu'on appelle l'armée de réserve des travailleurs. La production capitaliste dépend du marché et doit suivre la demande. Cette dernière change constamment, engendrant alternativement ce qu'on appelle les années, les saisons, les mois de bonnes et de mauvaises affaires. Le capital doit constamment s'adapter à ce changement de la conjoncture et occuper en conséquence tantôt davantage, tantôt moins de travailleurs. Il doit, pour avoir continuellement à sa disposition la quantité nécessaire de force de travail répondant aux exigences même les plus élevées du marché, maintenir en réserve un nombre important de travailleurs inemployés, à côté de ceux qui sont employés. Les travailleurs inemployés n'ont pas de salaire, puisque leur force de travail ne se vend pas, elle est seulement en réserve; la non-consommation d'une partie de la force de travail est partie intégrante de la loi des salaires dans la production capitaliste.

Comment des chômeurs réussissent à vivre, cela ne regarde pas le capital, il repousse toute tentative de supprimer l'armée de réserve comme une menace contre ses propres intérêts vitaux. La crise anglaise du coton en 1863 en a fourni un exemple éclatant. Lorsque le manque de coton brut américain força soudain les filatures et les tissages anglais à interrompre leur production et que près d'un million de travailleurs se trouvèrent sans pain, une partie de ces chômeurs décida d'émigrer en Australie pour échapper à la famine. Ils demandèrent au parlement anglais d'accorder deux millions de livres sterling pour permettre l'émigration de 50 000 ouvriers sans travail. Cette requête ouvrière provoqua les cris d'indignation des fabricants de coton. L'industrie ne pouvait vivre sans machines, et les ouvriers sont comme les machines, il en faut en réserve. " Le pays " subirait une perte de quatre millions de livres sterling, si les chômeurs affamés partaient subitement. Le parlement refusa en conséquence le fonds d'émigration et les chômeurs continuèrent à tirer le diable par la queue, pour constituer la réserve nécessaire au capital. Un autre exemple criant a été fourni, en 1871, par les capitalistes français. Après la chute de la Commune, le massacre des ouvriers parisiens, dans les formes légales et en dehors d'elles, prit de telles proportions que des dizaines de milliers de prolétaires, souvent les meilleurs et les plus travailleurs, l'élite de la classe ouvrière, furent assassinés; alors le patronat, qui avait assouvi sa soif de vengeance, fut quand même pris d'inquiétude à l'idée que le manque de " bras " en réserve risquait d'être cruellement ressenti par le capital; l'industrie allait, à cette époque, après la fin de la guerre, vers une expansion importante des affaires. Aussi plusieurs entrepreneurs parisiens s'employèrent-ils auprès des tribunaux pour modérer les poursuites contre les Communards et sauver les bras ouvriers du bras séculier pour les remettre au bras du capital.

L'armée de réserve a une double fonction pour le capital d'une part, elle fournit la force de travail en cas d'essor soudain des affaires, d'autre part la concurrence des chômeurs exerce une pression continue sur les travailleurs employés et abaisse leurs salaires au minimum. Marx distingue dans l'armée de réserve quatre couches dont la fonction est différente pour le capital et dont les conditions de vie diffèrent. La couche supérieure, ce sont, les ouvriers d'industrie périodiquement inemployés qui existent même dans les professions les mieux situées. Leur personnel change parce que chaque travailleur est chômeur un certain temps, puis employé pendant d'autres périodes leur nombre varie beaucoup selon la marche des affaires il est très important en période de crise et faible quand la conjoncture est bonne; ils ne disparaissent jamais complètement et augmentent avec le progrès de l'industrie. La deuxième couche, c'est la masse des prolétaires sans qualification affluant de la campagne vers les villes; ils se présentent sur le marché avec les exigences les plus modestes et ne sont liés à aucune branche industrielle particulière; ils sont à l'affût d'une occupation, formant un réservoir de main-d'œuvre pour toutes les industries. La troisième catégorie, ce sont les prolétaires de bas niveau qui n'ont pas d'occupation

régulière et sont sans cesse à la recherche d'un travail occasionnel. C'est là qu'on trouve les journées de travail les plus longues et les plus bas salaires et c'est pourquoi cette couche est tout aussi utile, et tout aussi directement indispensable au capital que celle du plus haut niveau. Cette couche se recrute constamment parmi les travailleurs excédentaires de l'industrie et de l'agriculture, en particulier dans l'artisanat en voie de dépérissement et les professions subalternes en voie d'extinction. Cette couche constitue le fondement de l'industrie à domicile et agit dans les coulisses, derrière la scène officielle de l'industrie. Elle n'a pas tendance à disparaître, elle croît au contraire parce que les effets de l'industrie à la ville et à la campagne vont dans ce sens et parce qu'elle a une forte natalité.

La quatrième couche de l'armée de réserve prolétarienne, ce sont les véritables “ pauvres ”, qui sont en partie aptes au travail et que l'industrie ou le commerce emploient partiellement en périodes de bonnes affaires; en partie inaptes au travail : vieux travailleurs que l'industrie ne peut plus employer, veuves de prolétaires, orphelins de prolétaires, victimes estropiées et invalides de la grande industrie, de la mine, etc., enfin ceux qui ont perdu l'habitude de travailler, les vagabonds, etc. Cette couche débouche directement sur le sous-prolétariat : criminels, prostituées. Le paupérisme, dit Marx, constitue l'hôtel des invalides de la classe ouvrière et le poids mort de son armée de réserve. Son existence découle aussi inévitablement de l'armée de réserve que l'armée de réserve découle du développement de l'industrie. La pauvreté et le sous-prolétariat font partie des conditions d'existence du capitalisme et augmentent avec lui : plus la richesse sociale, le capital en fonction et la masse d'ouvriers employés par lui sont grands, et plus est grande la couche de chômeurs en réserve, l'armée de réserve. Plus l'armée de réserve est grande par rapport à la masse des ouvriers occupés, plus est grande la couche inférieure de pauvreté, de paupérisme, de crime. La masse des travailleurs inemployés et donc non rémunérés, et avec elle la couche des Lazare de la classe ouvrière - la pauvreté officielle - augmentent en même temps que le capital et la richesse. “ Voilà, dit Marx, la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste. ”¹⁴²

La formation d'une couche permanente et croissante de chômeurs était inconnue de toutes les formes antérieures de société. Dans la communauté communiste primitive, il va de soi que tout le monde travaille, autant qu'il faut, pour subvenir à son entretien, en partie par besoin immédiat, en partie sous la pression et l'autorité morales et sociales de la tribu, de la communauté. Tous les membres de la société sont pourvus en moyens de subsistance. Le mode de vie du groupe communiste primitif est assez bas et assez simple, les conditions sont primitives. Dans la mesure où il y a des moyens, ils sont également pour tous, et la pauvreté au sens actuel, la privation des moyens qui existent dans la

¹⁴² Marx : “ Le Capital ”, Éditions Sociales, 1950, tome 3, p. 87.

société, est inconnue. La tribu primitive a faim, de temps en temps ou souvent, quand les conditions naturelles lui sont défavorables; son dénuement est celui de la société en tant que telle, le dénuement d'une partie de ses membres, face à l'opulence d'une autre partie est impensable; dans la mesure où les vivres sont assurés à l'ensemble de la société, ils le sont à chacun de ses membres.

Dans l'esclavage oriental et antique, c'est la même chose. Aussi exploité et pressuré que fût l'esclave public égyptien ou l'esclave privé grec, aussi grand que fût l'écart entre son maigre niveau de vie et l'opulence de son maître, sa situation d'esclave lui assurait quand même l'existence. On ne laissait pas mourir d'inanition les esclaves, comme personne ne laisse mourir son cheval ou son bétail. C'est la même chose aux temps du servage médiéval : tout le système de dépendance féodale où le paysan était attaché à la glèbe et où chacun était le maître d'autres hommes ou le serviteur d'un autre ou les deux à la fois, ce système attribuait à chacun une place déterminée. Aussi pressurés que fussent les serfs, aucun seigneur n'avait le droit de les chasser de la glèbe, donc de les priver de leurs moyens d'existence. Les rapports féodaux obligeaient le maître à aider les paysans en cas de catastrophes, d'incendies, d'inondation, de grêle, etc. Ce n'est qu'à la fin du Moyen Âge, quand le féodalisme commence à s'effondrer et le capitalisme moderne à faire son apparition, que la situation change. Au Moyen Âge, l'existence de la masse des travailleurs était assurée. Il se forma bien, dès cette époque, un petit contingent de pauvres et de mendiants, dû aux nombreuses guerres ou à la disparition de fortunes individuelles. L'entretien de ces pauvres passait pour une obligation de la société. Déjà l'empereur *Charlemagne* prescrivait expressément dans ses Capitulaires :

“ En ce qui concerne les mendiants qui errent dans le pays, nous voulons que chacun de nos vassaux nourrisse les pauvres, soit sur son fief, soit dans sa maison, et qu'il ne leur permette pas d'aller mendier ailleurs. ”

Plus tard, ce fut la vocation particulière des couvents que d'héberger les pauvres et de leur donner du travail s'ils y étaient aptes. Au Moyen Âge, tout nécessiteux était assuré de trouver un accueil dans chaque maison, l'entretien des pauvres était un devoir et il ne s'y attachait pas le mépris qui s'attache au mendiant actuel.

L'histoire connaît un seul cas où une large couche de la population fut privée d'occupation et de pain. C'est le cas déjà mentionné de la paysannerie de la Rome antique chassée de ses terres et transformée en prolétariat pour lequel il ne restait aucun emploi. Cette prolétarianisation des paysans était la conséquence de la formation de grands latifundia et de l'expansion de l'esclavage. Elle n'était pas nécessaire à l'existence de l'esclavage et de la grande propriété. Le prolétariat romain inemployé était simplement un malheur, une charge nouvelle pour la société qui cherchait à y remédier en distribuant périodiquement des terres et des vivres, en organisant des importations massives de grain et en

faisant baisser le prix des céréales. En fin de compte, ce prolétariat était tant bien que mal entretenu par l'État dans la Rome antique.

La production marchande capitaliste est, dans l'histoire de l'humanité, la première forme d'économie où l'absence d'occupation et de moyens pour une couche importante et croissante de la population et la pauvreté d'une autre couche, également croissante, ne sont pas seulement la conséquence, mais aussi une nécessité, une condition d'existence de l'économie. L'insécurité de l'existence de toute la masse des travailleurs et le dénuement chronique ou la pauvreté de larges couches déterminées sont pour la première fois un phénomène normal de la société. Les savants de la bourgeoisie, qui ne peuvent imaginer d'autre forme de société, sont tellement pénétrés de la nécessité naturelle des chômeurs et des miséreux qu'ils y voient une loi naturelle voulue par Dieu. L'Anglais *Malthus* a bâti là-dessus, au début du XIX^e siècle, sa célèbre théorie de la surpopulation, selon laquelle la pauvreté vient de ce que l'humanité a la mauvaise habitude d'augmenter plus rapidement que ses moyens de subsistance.

Ces résultats sont dus au simple fait de la production marchande et de l'échange des marchandises. Cette loi de la marchandise qui repose formellement sur l'égalité et la liberté totales, aboutit automatiquement, sans intervention des lois ou de la force, par une nécessité d'airain, à une inégalité sociale criante qui était inconnue dans toutes les situations antérieures reposant sur la domination directe d'un homme sur les autres. Pour la première fois, la faim devient un fléau qui s'abat quotidiennement sur la vie des masses laborieuses. On prétend voir là une loi naturelle. Le prêtre anglican Towsend a écrit, dès 1786 :

“ Une loi naturelle semble vouloir que les pauvres aient un certain degré d'insouciance, de sorte qu'il y en a toujours pour remplir les fonctions les plus serviles, les plus sales et les plus vulgaires de la communauté. Le fonds de bonheur humain en est beaucoup augmenté, les personnes plus délicates sont libérées de ce dur travail et peuvent vaquer sans être dérangées à des tâches plus élevées. La loi sur les pauvres tend à détruire l'harmonie et la beauté, la symétrie et l'ordre de ce système que Dieu et la nature ont instauré dans le monde. ”

Les “ délicats ” qui vivent aux dépens des autres ont toujours vu dans toute forme de société qui leur assure les joies de l'existence d'exploiteur, le doigt de Dieu et une loi de la nature. Les plus grands esprits n'échappent pas à cette illusion historique. Plusieurs milliers d'années avant le curé anglais, le grand penseur grec Aristote a écrit :

“ C'est la nature elle-même qui a créé l'esclavage. Les animaux se divisent en mâles et en femelles. Le mâle est un animal plus parfait et il commande, la femelle est un animal moins parfait et elle obéit. Il y a de même dans

le genre humain des hommes qui sont aussi inférieurs aux autres que le corps l'est à l'âme ou l'animal à l'homme; ce sont des êtres qui ne sont bons qu'aux travaux corporels et qui sont incapables d'accomplir quelque chose de plus parfait. Ces individus sont destinés par la nature à l'esclavage parce qu'il n'y a pour eux rien de meilleur que d'obéir à d'autres... Y a-t-il finalement une si grande différence entre l'esclave et l'animal ? Leurs travaux se ressemblent, ils ne nous sont utiles que par leur corps. Concluons de ces principes que la nature a créé certains hommes pour la liberté et d'autres pour l'esclavage, qu'il est utile et juste que l'esclave se soumette. ”

La “ nature ” qui est rendue responsable de toute forme d'exploitation doit en tout cas s'être fortement corrompue le goût avec le temps. Car même s'il valait la peine d'imposer la honte de l'esclavage à une masse populaire pour faire s'élever sur son dos un peuple libre de philosophes et de génies comme Aristote, l'abaissement actuel de millions de prolétaires pour faire pousser de vulgaires fabricants et de gras curés est un objectif peu séduisant.

IV.

Nous avons étudié jusqu'à maintenant le niveau de vie que l'économie marchande capitaliste assure à la classe ouvrière et à ses différentes couches. Nous ne savons encore rien de précis sur les rapports entre ce niveau de vie ouvrier et la richesse sociale dans son ensemble. Les travailleurs peuvent avoir parfois plus de moyens, une nourriture plus abondante, de meilleurs vêtements qu'auparavant, si la richesse des autres classes a augmenté encore plus rapidement, la part du produit social qui revient aux travailleurs a diminué. Le niveau de vie des ouvriers peut monter dans l'absolu et baisser relativement aux autres classes. Le niveau de vie de tout homme et de toute classe ne peut être jugé correctement que si on l'apprécie par rapport à la situation de l'époque donnée et des autres couches de la même société. Le prince d'une tribu nègre primitive et à demi-sauvage ou barbare, en Afrique, peut avoir un niveau de vie plus bas, c'est-à-dire une demeure plus simple, des vêtements moins bons, une nourriture plus grossière que l'ouvrier d'usine moyen en Allemagne. Ce principe vit cependant “ princièrement ” par rapport aux moyens et aux exigences de sa tribu, alors que l'ouvrier allemand vit pauvrement, comparé au luxe de la riche bourgeoisie et aux besoins actuels. Pour juger correctement la position des ouvriers dans la société actuelle, il est donc nécessaire d'étudier non seulement le salaire absolu, c'est-à-dire la grandeur du salaire, mais aussi le salaire relatif, c'est-à-dire la part que le salaire représente dans le produit entier de son travail. Nous avons supposé dans notre exemple précédent que le travailleur devait, dans une journée de travail de 11 heures, récupérer son salaire, c'est-à-dire son entretien, pendant les six premières heures, puis créer gratuitement pendant cinq heures de la plus-value pour le capitaliste. Dans cet exemple, nous avons admis que la

production de moyens de subsistance coûte six heures de travail à l'ouvrier. Nous avons vu que le capitalisme cherche par tous les moyens à abaisser le niveau de vie de l'ouvrier pour accroître le plus possible le travail non payé, la plus-value. Supposons que le niveau de vie du travailleur ne change pas, qu'il est en mesure de se procurer toujours la même quantité de nourriture, de vêtements, de linge, de meubles, etc. Supposons que le salaire, pris absolument, ne diminue pas. Si pourtant la production de ces moyens d'existence est devenue meilleur marché grâce aux progrès de la technique et demande moins de temps, l'ouvrier aura besoin de moins de temps pour récupérer son salaire. Supposons que la quantité de nourriture, de vêtements, de meubles, etc., dont l'ouvrier a besoin par jour, n'exige plus que cinq heures de travail au lieu de six. Dans une journée de travail de onze heures, le travailleur ne travaillera plus six heures, mais seulement cinq pour remplacer son salaire et il reste six heures pour le travail non payé, pour créer de la plus-value pour le capitaliste. La part du produit qui revient au travailleur a diminué d'un sixième, celle du capitaliste a augmenté d'un cinquième. Or le salaire absolu n'a nullement baissé. Il peut même arriver que le niveau de vie de l'ouvrier s'élève, c'est-à-dire que le salaire absolu augmente, par exemple de 10 %, non seulement le salaire en argent, mais les moyens de subsistance réels de l'ouvrier. Si la productivité du travail augmente, dans le même temps ou peu après, de 15 %, la part du produit qui revient au travailleur, c'est-à-dire son salaire relatif, a baissé, bien que le salaire réel ait monté. La part du produit qui revient au travailleur dépend donc de la productivité du travail. Moins il faut de travail pour produire ses moyens de subsistance, plus son salaire relatif diminue. Si les chemises, les bottes, les casquettes qu'il porte se fabriquent avec moins de travail grâce aux progrès de la fabrication, il peut se procurer la même quantité de chemises, de bottes et de casquettes qu'auparavant avec son salaire, il reçoit quand même une plus petite fraction de la richesse sociale, du travail social global. Tous les produits et matières premières possibles entrent en certaines quantités dans la consommation quotidienne du travailleur. Il n'y a pas que la fabrication des chemises qui rende l'entretien de l'ouvrier meilleur marché, mais aussi la fabrication du coton qui fournit l'étoffe des chemises et l'industrie des machines qui fournit les machines à coudre, et l'industrie du fil qui fournit le fil. Il n'y a pas non plus que les progrès dans la boulangerie qui rendent l'entretien de l'ouvrier meilleur marché, mais aussi l'agriculture américaine qui fournit les céréales et les progrès des chemins de fer et de la navigation à vapeur qui transportent les céréales en Europe, etc. Tout progrès de l'industrie, toute augmentation de la productivité du travail humain aboutit à ce que l'entretien des ouvriers coûte de moins en moins de travail. L'ouvrier doit consacrer une fraction toujours moindre de sa journée de travail à remplacer son salaire, et une fraction toujours plus importante au travail non payé, à la création de plus-value pour le capitaliste.

Or, le progrès continu et ininterrompu de la technique est une nécessité vitale pour les capitalistes. La concurrence entre les entrepreneurs individuels force chacun d'entre eux à vendre ses produits aussi bon marché que possible, c'est-à-dire en économisant au maximum le travail humain. Si un capitaliste a introduit dans son usine une nouvelle amélioration, la concurrence force les autres entrepreneurs de la même branche à améliorer la technique, pour ne pas se faire éliminer du marché. Cela s'exprime à l'extérieur par l'introduction du machinisme à la place du travail à la main et par l'introduction de plus en plus rapide de nouvelles machines plus perfectionnées à la place des anciennes. Les inventions techniques sont devenues le pain quotidien dans tous les domaines de la production. Le bouleversement technique, tant dans la production proprement dite que dans les moyens de transport, est un phénomène incessant, une loi vitale de la production marchande capitaliste. Tout progrès dans la productivité du travail se manifeste dans la diminution de la quantité de travail nécessaire à l'entretien de l'ouvrier. La production capitaliste ne peut pas faire un pas en avant sans diminuer la part qui revient aux travailleurs dans le produit social. A chaque nouvelle invention de la technique, à chaque perfectionnement des machines, à chaque nouvelle application de la vapeur et de l'électricité dans l'industrie et dans les transports, la part du travailleur dans le produit devient plus petite et celle du capitaliste plus grande. Le salaire relatif tombe de plus en plus bas, de façon irrésistible et ininterrompue, la plus-value, c'est-à-dire la richesse non payée extorquée au travailleur par les capitalistes, augmente irrésistiblement et constamment.

Nous voyons de nouveau ici une différence frappante entre la production marchande capitaliste et toutes les formes antérieures d'économies. Dans la société communiste primitive, on partage le produit directement après la production, de façon égale, entre tous les travailleurs, c'est-à-dire entre tous les membres, car il n'y a pratiquement pas d'oisifs. Dans le servage, ce n'est pas l'égalité, mais l'exploitation de ceux qui travaillent par ceux qui ne travaillent pas qui est déterminante. Pourtant on ne détermine pas la part de ceux qui travaillent, des serfs, dans le fruit de leur travail, on fixe exactement la part de l'exploiteur, du seigneur féodal, sous forme de corvées et de redevances déterminées qu'il reçoit des paysans. Ce qui reste comme temps de travail et comme produit est la part du paysan, de sorte qu'avant la dégénérescence extrême du servage, le paysan a jusqu'à un certain point la possibilité d'augmenter sa propre part en redoublant d'efforts. Certes, cette part du paysan diminue pendant le Moyen Âge, les nobles et l'Église exigeant toujours plus de corvées et de redevances. Il y a cependant toujours des normes précises, bien qu'arbitrairement fixées, des normes visibles, établies par les hommes, même si ces hommes sont inhumains, qui déterminent la part tant du serf que de son seigneur et exploiteur dans le produit. C'est pourquoi le paysan médiéval voit et sent très exactement quand de plus grandes charges lui sont imposées et quand sa part s'amenuise. Une lutte est-elle possible contre cet amenuisement, et elle

éclate effectivement, là où c'est possible, sous la forme d'une lutte ouverte du paysan exploité contre la réduction de sa part dans le produit de son travail. Dans certaines conditions, cette lutte est couronnée de succès : la liberté de la bourgeoisie urbaine n'a pas d'autre origine que la lutte des artisans, qui étaient initialement des serfs, pour se débarrasser peu à peu de toutes les corvées, et prestations multiples de l'époque féodale, jusqu'à ce qu'ils arrachent le reste - la liberté personnelle totale de propriété¹⁴³ dans la lutte ouverte.

Dans le système salarial, il n'y a pas de prescriptions légales ou coutumières, ou même arbitraires fixant la part du travailleur dans son produit. Cette part est fixée par le degré de productivité du travail, par le niveau de la technique; ce n'est pas l'arbitraire des exploiters, mais le progrès de la technique qui abaisse impitoyablement et sans arrêt la part du travailleur. C'est une puissance invisible, un simple effet mécanique de la concurrence et de la production marchande qui arrache au travailleur une portion toujours plus grande de son produit et lui en laisse une toujours plus petite, une puissance qui agit sans bruit, derrière le dos des travailleurs et contre laquelle la lutte est impossible. Le rôle personnel de l'exploiteur est visible quand il s'agit du salaire absolu, c'est-à-dire du niveau de vie réel. Une réduction de salaire qui entraîne un abaissement du niveau de vie réel des ouvriers est un attentat visible des capitalistes contre les travailleurs et ceux-ci y répondent aussitôt par la lutte, là où existe un syndicat et, dans les cas favorables, ils l'empêchent. La baisse du salaire relatif s'opère sans la moindre intervention personnelle du capitaliste, et contre elle, les travailleurs n'ont pas de possibilité de lutte et de défense à l'intérieur du système salarial, c'est-à-dire sur le terrain de la production marchande. Contre le progrès technique de la production, contre les inventions, contre l'introduction des machines, contre la vapeur et l'électricité, contre les perfectionnements des transports, les ouvriers ne peuvent pas lutter. Or, l'action de ces progrès sur le salaire relatif des ouvriers résulte automatiquement de la production marchande et du caractère de marchandise de la force de travail. C'est pourquoi les syndicats les plus puissants sont impuissants contre cette tendance à la baisse rapide du salaire relatif. La lutte contre la baisse du salaire relatif est la lutte contre le caractère de marchandise de la force de travail, contre la production capitaliste tout entière. La lutte contre la chute du salaire relatif n'est plus une lutte sur le terrain de l'économie marchande, mais un assaut révolutionnaire contre cette économie, c'est le mouvement socialiste du prolétariat.

D'où les sympathies de la classe capitaliste pour les syndicats qu'elle avait d'abord combattus furieusement, une fois que la lutte socialiste eut commencé et dans la mesure où les syndicats se laissent opposer au socialisme. En

¹⁴³ L'expression " la liberté personnelle totale de propriété " a été rayée au crayon dans le manuscrit et remplacée dans la marge par l'expression " les droits politiques ".

France, les luttes ouvrières pour l'obtention du droit de coalition ont été vaines jusque dans les années 1870 et les syndicats étaient poursuivis et frappés de sanctions draconiennes. Cependant, peu après que la Commune eut inspiré à la bourgeoisie une peur panique du spectre rouge, un brusque changement s'opéra dans l'opinion publique. L'organe du président Gambetta, *La République Française*, et tout le parti régnant des “ républicains rassasiés ” commencent à encourager le mouvement syndical, à faire pour lui une active propagande. Aux ouvriers anglais, on citait en exemple au début du XIX^e siècle la sobriété des ouvriers allemands; c'est au contraire l'ouvrier anglais, non pas sobre, mais “ avide ”, le trade-unioniste mangeur de bifteck, que l'on recommande comme modèle à l'ouvrier allemand. Tant il est vrai que pour la bourgeoisie la lutte la plus acharnée pour l'augmentation du salaire absolu est une vétille inoffensive par rapport à l'attentat contre le saint des saints, contre la loi du capitalisme qui tend à une baisse continue du salaire relatif.

V.

Nous ne pouvons nous représenter la loi capitaliste des salaires qui détermine les conditions matérielles d'existence de l'ouvrier qu'en récapitulant toutes les conséquences, ci-dessus exposées, du rapport salarial. Il faut distinguer le salaire absolu du salaire relatif. Le salaire absolu à son tour se présente sous une double forme : d'une part comme une somme d'argent, un salaire nominal, d'autre part comme la somme des moyens d'existence que le travailleur peut acquérir avec cet argent, comme salaire réel. Le salaire du travailleur en argent peut rester constant ou même monter, et son niveau de vie, c'est-à-dire son salaire réel, diminuer en même temps. Le salaire réel tend constamment au minimum absolu, au minimum physiologique, autrement dit il y a une tendance continue du capital à payer la force de travail au-dessous de sa valeur. Seule l'organisation des travailleurs crée un contrepoids à cette tendance du capital. La principale fonction des syndicats consiste, par l'augmentation des besoins des travailleurs, par leur élévation morale, à remplacer le minimum physiologique par le minimum social, c'est-à-dire par un niveau de vie et de culture déterminé des travailleurs en dessous duquel les salaires ne peuvent pas descendre sans provoquer aussitôt une réaction de défense. C'est là que réside la grande importance économique de la social-démocratie : en ébranlant politiquement et moralement les masses ouvrières, elle élève leur niveau culturel et par là leurs besoins économiques. En prenant l'habitude de s'abonner à un journal, d'acheter des brochures, le travailleur élève son niveau de vie et par suite son salaire. L'action de la social-démocratie a une double portée, dans la mesure où les syndicats d'un pays donné entretiennent une alliance ouverte avec la social-démocratie, parce que l'hostilité des couches bourgeoises envers la social-démocratie les amène à créer des syndicats concurrentiels qui font à leur tour pénétrer l'influence éducatrice de l'organisation et l'élévation du niveau

culturel dans de nouvelles couches du prolétariat. En Allemagne, outre les syndicats libres liés à la social-démocratie, de nombreux syndicats chrétiens, catholiques et libéraux, exercent leur action. De même, on crée en France des syndicats jaunes pour combattre les syndicats socialistes, en Russie les explosions les plus violentes dans les actuelles grèves révolutionnaires de masses sont parties de syndicats “ jaunes ” et gouvernementaux. En Angleterre, où les syndicats gardent leurs distances à l'égard du socialisme, la bourgeoisie ne se donne pas la peine d'introduire elle-même l'idée de coalition dans les couches prolétariennes.

Le syndicat joue un rôle organique indispensable dans le système salarial actuel. Seul le syndicat permet à la force de travail de se vendre à sa valeur. La loi capitaliste de la marchandise n'est pas supprimée par les syndicats en ce qui concerne la force de travail, comme *Lassalle* l'a admis à tort, au contraire, elle ne peut se réaliser que par eux. Le capitaliste tend à acheter la force de travail à vil prix, l'action syndicale impose plus ou moins le prix réel.

Les syndicats exercent leur fonction sous la pression des lois mécaniques de la production capitaliste, à savoir premièrement l'armée de réserve permanente des travailleurs inemployés, et deuxièmement l'alternance continue de hausses et de baisses de la conjoncture. Ces deux lois imposent des limites infranchissables à l'action syndicale. Les changements continuels de la conjoncture industrielle forcent les syndicats, à chaque baisse, à défendre les anciennes conquêtes contre les attaques du capital, et à chaque hausse, à lutter pour pouvoir élever le niveau des salaires au niveau correspondant à la situation favorable. Les syndicats sont toujours acculés à la défensive. L'armée de réserve industrielle limite l'action syndicale dans l'espace : n'est accessible à l'organisation et à son influence que la couche supérieure des ouvriers d'industrie les mieux situés, chez lesquels le chômage n'est que périodique et “ flottant ” selon une expression de *Marx*. La couche inférieure de prolétaires ruraux sans qualification affluant vers les villes, des professions semi-rurales irrégulières comme la fabrication de briques, etc., se prête beaucoup moins à l'organisation syndicale, ne serait-ce que par ses conditions spatiales et temporelles de travail et par le milieu social. Les vastes couches inférieures de l'armée de réserve, les chômeurs à l'occupation irrégulière, l'industrie à domicile, les pauvres occupés occasionnellement, échappent à l'organisation. Plus la misère est grande dans une couche prolétarienne, et moins l'influence syndicale peut s'y exercer. L'action syndicale agit faiblement dans les profondeurs du prolétariat, elle agit davantage en étendue, même quand les syndicats n'englobent qu'une fraction de la couche supérieure du prolétariat : leur influence s'étend à toute la couche, parce que leurs conquêtes profitent à la masse des travailleurs employés dans la profession concernée. L'action syndicale augmente la différenciation au sein des masses prolétariennes en élevant au-dessus de la misère, en regroupant et consolidant les couches supérieures, l'avant. garde organisable

des ouvriers d'industrie. L'écart entre la couche supérieure et les couches inférieures de la classe ouvrière en est accru. Dans aucun pays, il n'est aussi grand qu'en Angleterre où l'action civilisatrice complémentaire de la social-démocratie sur les couches plus profondes et moins capables de s'organiser fait défaut, alors qu'en Allemagne elle est importante.

Quand on examine le niveau des salaires en régime capitaliste, il est faux de ne tenir compte que des salaires effectivement payés aux ouvriers d'industrie ayant un emploi, comme c'est l'habitude, même chez les ouvriers, habitude empruntée à la bourgeoisie et aux auteurs à sa solde. L'année de réserve des chômeurs, depuis les travailleurs qualifiés provisoirement sans travail jusqu'à la plus profonde pauvreté et au paupérisme officiel doivent entrer en ligne de compte, quand on détermine le niveau des salaires. Les couches les plus basses de miséreux et de réprouvés qui ne sont que faiblement ou même pas du tout employés ne sont pas un rebut qui ne compterait pas dans la " société officielle ", comme bien entendu la bourgeoisie les présente, elles sont liées par des liens intimes à la couche supérieure des ouvriers d'industrie les mieux situés, au travers de tous les membres intermédiaires de l'armée de réserve. Ce lien interne se manifeste dans les chiffres, par l'augmentation soudaine de l'armée de réserve toutes les fois que la conjoncture se détériore et par sa diminution quand elle s'améliore, il se manifeste par la diminution relative de ceux qui se réfugient dans l'assistance publique, au fur et à mesure que la lutte de classes se développe, augmentant la conscience du prolétariat. Tout travailleur que son travail a transformé en invalide ou qui a le malheur d'avoir soixante ans, a cinquante chances sur cent de sombrer dans la couche inférieure de l'amère pauvreté, dans la " couche de Lazare " du prolétariat. L'existence des couches les plus basses du prolétariat est régie par les mêmes lois de la production capitaliste qui la gonflent ou la réduisent et le prolétariat ne forme un tout organique, une classe sociale dont les degrés de misère et d'oppression permettent de saisir la loi capitaliste des salaires dans son ensemble, qui si on y englobe les ouvriers ruraux et l'armée de réserve de chômeurs avec toutes ses couches, depuis la plus haute jusqu'aux plus basses. C'est ne saisir que la moitié de la loi des salaires, que d'envisager les mouvements du salaire absolu. La loi de la baisse automatique du salaire relatif avec le progrès de la productivité du travail complète la loi capitaliste des salaires et en donne toute la portée réelle.

Dès le XVIII^e siècle, les fondateurs français et anglais de l'économie politique ont observé que les salaires ouvriers ont en moyenne tendance à se réduire au minimum vital. Ils expliquaient ce mécanisme d'une façon originale, à savoir par les variations dans l'offre de force de travail. Quand les travailleurs ont de plus hauts salaires, comme une nécessité vitale absolue, expliquaient ces savants, ils se marient plus souvent et mettent beaucoup d'enfants au monde. Le marché du travail en est si rempli qu'il dépasse la demande du capital. Le

capital fait baisser les salaires, utilisant la concurrence entre les travailleurs. Si les salaires ne suffisent pas pour vivre, les ouvriers meurent en masse, leurs rangs s'éclaircissent, jusqu'à ce qu'il en reste juste autant que le capital en demande, et les salaires remontent. Par cette oscillation pendulaire entre une prolifération excessive et une mortalité excessive de la classe ouvrière, les salaires sont sans cesse ramenés au minimum vital. *Lassalle* a repris cette théorie qui était en honneur jusque dans les années 60 et l'a appelée " la loi d'airain "...

Les faiblesses de cette théorie sont manifestes, avec le développement de la production capitaliste. La marche fébrile des affaires et la concurrence ne permettent pas à la grande industrie d'attendre, pour que les salaires baissent, que les travailleurs se marient trop souvent du fait de l'abondance, puisqu'ils mettent trop d'enfants au monde, puis que ces enfants aient grandi et se présentent sur le marché du travail, pour y provoquer enfin la saturation souhaitée. Le mouvement des salaires, comme le pouls de l'industrie, n'a pas le rythme d'un pendule dont chaque oscillation durerait le temps d'une génération, soit vingt-cinq ans, les salaires sont pris dans une vibration incessante de sorte que la classe ouvrière n'a pas plus la possibilité d'adapter sa postérité au niveau des salaires que l'industrie ne peut attendre la postérité des travailleurs pour satisfaire sa demande. Les dimensions du marché du travail de l'industrie ne sont pas déterminées par la postérité naturelle des travailleurs, mais par l'apport continu des couches prolétariennes venant de la campagne, de l'artisanat et de la petite industrie, et par les femmes et les enfants des travailleurs eux-mêmes. La saturation du marché du travail, sous la forme d'une armée de réserve, est un phénomène constant et une nécessité vitale pour l'industrie moderne. Ce n'est pas le changement dans l'offre de force de travail, pas le mouvement de la classe ouvrière qui est déterminant pour le niveau des salaires, mais le changement dans la demande du capital, le *mouvement du capital*. La force de travail, marchandise toujours excédentaire, est en réserve, on la rémunère plus ou moins bien selon qu'il plaît au capital, en période de haute conjoncture, d'en absorber beaucoup, ou bien en période de crise, de la recracher massivement.

Le mécanisme des salaires n'est pas celui que supposent les économistes bourgeois et *Lassalle*. Le résultat, la situation effective qui en résulte pour les salaires, est bien pire que dans cette hypothèse. La loi capitaliste des salaires n'est pas une loi " d'airain ", elle est encore plus impitoyable et plus cruelle, parce que c'est une loi " élastique " qui cherche à réduire les salaires des ouvriers employés au minimum vital tout en maintenant une vaste couche de chômeurs entre l'être et le néant au bout d'une corde élastique.

Ce n'est qu'aux débuts de l'économie politique bourgeoise qu'on pouvait imaginer la " loi d'airain des salaires " avec son caractère révolutionnaire. Dès l'instant où *Lassalle* en eut fait l'axe de ses campagnes d'agitation en Allemagne, les économistes, ces laquais de la bourgeoisie, se hâtèrent de renier la loi d'airain, de la condamner comme fausse et erronée. Toute une meute

d'agents stipendiés du patronat, comme, *Faucher*, *Schultze-Delitzsch*, *Max Wirth*, entamèrent une croisade contre *Lassalle* et la loi d'airain et accablèrent leurs propres ancêtres, les *Adam Smith*, *Ricardo* et autres fondateurs de l'économie politique bourgeoise. Depuis que *Marx*, en 1867, a expliqué et démontré la loi élastique des salaires en régime capitaliste sous l'action de l'armée de réserve industrielle, les économistes bourgeois se sont complètement tus. La science professorale officielle de la bourgeoisie n'a plus de loi des salaires du tout, elle préfère éviter ce sujet délicat et se perdre en bavardage incohérent sur le caractère déplorable du chômage et l'utilité de syndicats modérés et modestes.

Le même spectacle s'offre en ce qui concerne l'autre importante question de l'économie politique : comment se forme, d'où provient le profit du capitaliste ? Comme sur la part de la richesse de la société qui revient à l'ouvrier, sur la part du capitaliste les fondateurs de l'économie politique au XVIII^e siècle donnent la première réponse scientifique. C'est *Ricardo* qui a donné sa forme la plus claire à cette théorie, en expliquant avec logique et perspicacité que le profit capitaliste est le travail non payé à l'ouvrier.

VI.

Nous avons commencé notre étude sur la loi des salaires par l'achat et la vente de la marchandise “ force de travail ”. Pour cela, il faut déjà un prolétaire salarié sans moyen de production et un capitaliste qui en possède suffisamment pour fonder une entreprise moderne. D'où sont-ils venus, pour apparaître sur le marché du travail ? Dans l'exposé antérieur, nous n'avions en vue que les producteurs de marchandises, c'est-à-dire des gens ayant leurs propres moyens de production, produisant eux-mêmes leurs marchandises et les échangeant. Comment l'échange de marchandises d'égale valeur peut-il donner naissance d'un côté au capital, de l'autre au complet dénuement ? L'achat de la marchandise “ force de travail ”, même à sa valeur pleine, conduit, par l'usage de cette marchandise, à la formation de travail non payé ou de plus-value, c'est-à-dire le capital. La formation de capital et d'inégalité s'éclaire, si nous considérons le travail salarié et ses effets. Il faut pour cela que le capital et les prolétaires soient déjà là ! La question est donc la suivante : d'où proviennent les premiers prolétaires et les premiers capitalistes ? Comment s'est opéré le premier bond de la production marchande simple à la production capitaliste ? En d'autres termes : comment s'est accompli le passage de l'artisanat médiéval au capitalisme moderne ?

L'histoire de la dissolution du féodalisme nous renseigne sur la formation du premier prolétariat moderne. Pour que le travailleur puisse apparaître sur le marché en travailleur salarié, il fallait qu'il ait obtenu la liberté personnelle. La première condition, c'était donc l'abolition du servage et des corpora-

tions. Il fallait aussi que le travailleur perde tout moyen de production. Cela se produisit au début des temps modernes quand la noblesse terrienne constitua ses domaines actuels. Les paysans furent chassés par milliers des terres qui leur appartenaient depuis des siècles et les terres communales se transformèrent en terres seigneuriales. La noblesse anglaise le fit quand l'extension du commerce au Moyen Âge et l'essor des manufactures de laine dans les Flandres lui présentèrent l'élevage de moutons pour l'industrie lainière comme une affaire intéressante. Pour transformer les terres arables en pâturages à moutons, on chassa les paysans de leurs terres et de leurs fermes. Cela dura en Angleterre du XV^e au XIX^e siècle. Dans les années 1814-1820, sur les domaines de la comtesse de Sutherland, par exemple, quinze mille habitants furent expulsés, leurs villages incendiés et leurs champs transformés en pâturages dans lesquels cent trente et un mille moutons remplacèrent les paysans. La brochure *Les milliards silésiens*, de Wolf, donne une idée de la part prise en Allemagne, en particulier par la noblesse prussienne, à cette fabrication de “ libres ” prolétaires à partir de paysans. Les paysans libres comme l'air et sans moyens n'avaient plus que la liberté de mourir de faim ou, libres qu'ils étaient, de se vendre pour un salaire de famine.¹⁴⁴

¹⁴⁴ À la fin de ce chapitre, les mots suivants sont inscrits au crayon dans le manuscrit : La réforme ! Bl. 293 ss. Formation du type psychologique de l'esclave salarié moderne à partir des mendiants persécutés. Bl. 350.

Les tendances de l'économie mondiale

Nous avons vu naître la production marchande, après que toutes les formes de société où la production est organisée et planifiée - la société communiste primitive, l'économie d'esclavage, l'économie médiévale de servage - se soient dissoutes par étapes. Puis nous avons vu naître de la simple production marchande, c'est-à-dire de la production artisanale urbaine à la fin du Moyen Âge, l'économie capitaliste actuelle tout à fait automatiquement, sans que l'homme le veuille ou en ait conscience. Au début, nous avons posé la question : *comment l'économie capitaliste est-elle possible ?* C'est la question fondamentale de l'économie politique, en tant que science. Eh bien, la science y répond abondamment. Elle nous montre que l'économie capitaliste est à première vue une impossibilité, une énigme insoluble, étant donné l'absence de tout plan, de toute organisation consciente. Et pourtant elle s'ordonne en un tout et elle existe :

- par l'échange des marchandises et l'économie monétaire qui lie économiquement entre eux tous les producteurs de marchandises et les régions les plus reculées de la terre et impose la division du travail mondiale;
- par la libre concurrence qui assure le progrès technique et en même temps transforme constamment les petits producteurs en prolétaires, apportant au capital la force de travail qu'il peut acheter;
- par la loi capitaliste des salaires qui, d'une part, veille automatiquement à ce que jamais les salariés ne s'élèvent au-dessus de leur état de prolétaires et n'échappent au travail sous les ordres du capital, et qui, d'autre part, permet une accumulation toujours plus grande de travail non payé se transformant en capital, une accumulation et une extension toujours plus grandes de moyens de production;
- par l'armée de réserve industrielle qui permet à la production capitaliste de s'étendre à volonté et de s'adapter aux besoins de la société;
- par les variations de prix et les crises qui amènent, soit quotidiennement, soit périodiquement, un équilibre entre la production aveugle et chaotique et les besoins de la société.

C'est ainsi, par l'action mécanique des lois économiques énumérées ci-dessus, qui se sont constituées d'elles-mêmes, sans aucune intervention consciente de la société, que l'économie capitaliste existe. Bien que toute cohésion économique organisée manque entre les producteurs individuels, bien qu'il n'y ait aucun plan dans l'activité économique des hommes, la production sociale peut ainsi se dérouler et se relier à la consommation, les besoins de la société

peuvent tant bien que mal être satisfaits et le progrès économique, le développement de la productivité du travail humain, fondement de tout le progrès de la civilisation, sont assurés.

Or, ce sont là les conditions fondamentales d'existence de toute société humaine et tant qu'une forme historique d'économie satisfait à ces conditions, elle peut exister, elle est une nécessité historique.

Les relations sociales n'ont pas des formes rigides et immuables. Elles passent au cours des temps par de nombreux changements, elles sont soumises à un bouleversement continu qui fraie la voie au progrès de la civilisation, à l'évolution. Les longs millénaires de l'économie communiste primitive qui conduisent la société humaine, des premiers commencements d'une existence encore semi-animale jusqu'à un haut niveau de développement, à la formation du langage et de la religion, à l'élevage et à l'agriculture, à la vie sédentaire et à la formation de villages, sont suivis peu à peu de la décomposition du communisme primitif, de la formation de l'esclavage antique, qui à son tour amène de nouveaux et grands progrès dans la vie sociale, pour aboutir lui-même au déclin du monde antique. De la société communiste des Germains en Europe centrale sort, sur les ruines du monde antique, une nouvelle forme d'économie, le servage, sur laquelle se fonde le féodalisme médiéval.

L'évolution continue sa marche ininterrompue : au sein de la société féodale du Moyen Âge, les germes d'une nouvelle forme d'économie et de société se forment dans les villes : les corporations artisanales, la production marchande et un commerce régulier s'instaurent pour finalement désagréger la société féodale. Elle s'effondre, pour faire place à la production capitaliste qui s'est développée à partir de la production marchande artisanale, grâce au commerce mondial, grâce à la découverte de l'Amérique et de la voie maritime vers les Indes.

Le mode de production capitaliste lui-même n'est pas immuable et éternel si on le considère dans la gigantesque perspective du progrès historique; il est aussi une simple phase transitoire, un échelon dans la colossale échelle de l'évolution humaine, comme toutes les formes de société qui l'ont précédé. Examinée de plus près, l'évolution du capitalisme le mène à son propre déclin, mène au-delà du capitalisme. Nous avons jusqu'ici recherché ce qui rend *possible* le capitalisme, il est temps maintenant de voir ce qui le rend *impossible*. Il suffit pour cela de suivre les lois internes de la domination du capital dans leurs effets ultérieurs. Ce sont ces lois qui, parvenues à un certain niveau de développement, se tournent contre les conditions fondamentales sans lesquelles la société humaine ne peut pas exister. Ce qui distingue le mode de production capitaliste des modes de production antérieurs, c'est sa tendance interne à s'étendre à toute la terre et à chasser toute autre forme de société plus ancienne. Au temps du communisme primitif, le monde accessible à la recherche histo-

rique était également couvert d'économies communistes. Entre les différentes communautés communistes il n'y avait pas de relation du tout ou bien seulement des relations très lâches. Chaque communauté ou tribu vivait refermée sur elle-même et si nous trouvons des faits aussi étonnants que la communauté de nom entre l'ancienne communauté péruvienne en Amérique du Sud, la "marca", et la communauté germanique médiévale, la "marche", c'est là une énigme encore inexpliquée, ou un simple hasard. Même au temps de l'extension de l'esclavage antique, nous trouvons des *ressemblance* plus ou moins grandes dans l'organisation et la situation des diverses économies esclavagistes et des États esclavagistes de l'antiquité, mais non une communauté de vie économique. De même, l'histoire des corporations artisanales s'est répétée plus ou moins dans la plupart des villes de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hollande, de l'Angleterre, etc., au Moyen Âge. Toutefois c'était le plus souvent l'histoire de chaque ville séparément. La production capitaliste s'étend à tous les pays, en leur donnant la même forme économique et en les reliant en une seule grande économie capitaliste mondiale.

A l'intérieur de chaque pays industriel européen, la production capitaliste refoule sans arrêt la petite production paysanne et artisanale. En même temps, elle intègre tous les pays arriérés d'Europe, tous les pays d'Amérique, d'Asie, d'Afrique, d'Australie, à l'économie mondiale. Cela se passe de deux façons : par le commerce mondial et par les conquêtes coloniales. L'un et l'autre ont commencé ensemble, dès la découverte de l'Amérique à la fin du XV^e siècle, puis se sont étendus au cours des siècles suivants; ils ont pris leur plus grand essor surtout au XIX^e siècle et ils continuent de s'étendre. Tous deux - le commerce mondial et les conquêtes coloniales - agissent la main dans la main. Ils mettent les pays industriels capitalistes d'Europe en contact avec toutes sortes de formes de société dans d'autres parties du monde, avec des formes d'économie et de civilisation plus anciennes, économies esclavagistes rurales, économies féodales et surtout économies communistes primitives. Le commerce auquel ces économies sont entraînées les décompose et les désagrège rapidement. La fondation de compagnies commerciales coloniales en terre étrangère fait passer le sol, base la plus importante de la production, ainsi que les troupeaux de bétail quand il en existe, dans les mains des États européens ou des compagnies commerciales. Cela détruit partout les rapports sociaux naturels et le mode d'économie indigène, des peuples entiers mont pour une part exterminés, et pour le reste prolétariés et placés, sous une forme ou sous l'autre, comme esclaves ou comme travailleurs salariés, sous les ordres du capital industriel et commercial. L'histoire des décennies de guerres coloniales pendant tout le XIX^e siècle, les soulèvements contre la France, l'Italie, l'Angleterre et l'Allemagne en Afrique, contre la France, l'Angleterre, la Hollande et les États-Unis en Asie, contre l'Espagne et la France en Afrique, c'est l'histoire de la longue et tenace résistance apportée par les vieilles sociétés indigènes à leur élimination et à leur prolétarianisation par le capital moderne, lutte d'où partout le

capital est sorti vainqueur. Cela signifie une énorme extension de la domination du capital, la formation du marché mondial et de l'économie mondiale où tous les pays habités de la terre sont les uns pour les autres producteurs et preneurs de produits, travaillant la main dans la main, partenaires d'une seule et même économie englobant toute la terre.

L'autre aspect, c'est la paupérisation croissante de couches de plus en plus vastes de l'humanité, et l'insécurité croissante de leur existence. Avec le recul des anciens rapports communistes, paysans ou féodaux aux forces productives limitées et à l'aisance réduite, et aux conditions d'existence solides et assurées pour tous, devant les relations coloniales capitalistes, devant la prolétarisation et devant l'esclavage salarial, la misère brutale, un travail insupportable et inhabituel et de surcroît l'insécurité totale de l'existence s'instaurent pour tous les peuples en Amérique, en Asie, en Australie, en Afrique. Après que le Brésil, pays riche et fertile, ait été, pour les besoins du capitalisme européen et nord-américain, transformé en un gigantesque désert et en une vaste plantation de café, après que les indigènes aient été transformés en esclaves salariés prolétarisés dans les plantations, ces esclaves salariés sont soudain livrés pour de longues périodes au chômage et à la faim, par un phénomène purement capitaliste, la " crise du café ". Après une résistance désespérée de plusieurs décennies, l'Inde riche et immense a été soumise à la domination du capital par la politique coloniale anglaise, et depuis lors la famine et le typhus, qui fauchent d'un seul coup des millions d'hommes, sont les hôtes périodiques de la région du Gange. A l'intérieur de l'Afrique, la politique coloniale anglaise et allemande a, en vingt ans, transformé des peuplades entières en esclaves salariés ou bien les a fait mourir de faim; leurs os sont dispersés dans toutes les régions. Les soulèvements désespérés ¹⁴⁵ et les épidémies dues à la faim dans l'immense Empire chinois sont les conséquences de l'introduction du capital européen, qui a broyé l'ancienne économie paysanne et artisanale. L'entrée du capitalisme européen aux États-Unis s'est accompagnée d'abord de l'extermination des Indiens d'Amérique et du vol de leurs terres par les immigrants anglais, puis de l'introduction au début du XIX^e siècle d'une production brute capitaliste pour l'industrie anglaise, puis de la réduction en esclavage de quatre millions de nègres africains, vendus en Amérique par des marchands d'esclaves européens, pour être placés sous les ordres du capital dans les plantations de coton, de sucre et de tabac.

Ainsi un continent après l'autre, et dans chaque continent, un pays après l'autre, une race après l'autre passent inéluctablement sous la domination du capital ¹⁴⁶. D'innombrables millions d'hommes sont voués à la prolétarisation, à l'esclavage, à une existence incertaine, bref à la paupérisation. L'instau-

¹⁴⁵ Note marginale de R.L. (au crayon) : typhus famélique.

¹⁴⁶ Note marginale de R. L. (au crayon) : extermination des peuples primitifs.

ration de l'économie capitaliste mondiale entraîne l'extension d'une misère toujours plus grande, d'une charge de travail insupportable et d'une insécurité croissante de l'existence sur la surface du globe, à laquelle correspond la concentration du capital. L'économie capitaliste mondiale implique que l'humanité entière s'attèle toujours plus à un dur travail et souffre de privation et de maux innombrables, qu'elle soit livrée à la dégénérescence physique et morale, pour servir l'accumulation du capital. Le mode de production capitaliste a cette particularité que la consommation humaine qui, dans toutes les économies antérieures, était le but, n'est plus qu'un moyen au service du but proprement dit : l'accumulation capitaliste. La croissance du capital apparaît comme le commencement et la fin, la fin en soi et le sens de toute la production. L'absurdité de tels rapports n'apparaît que dans la mesure où la production capitaliste devient mondiale. Ici, à l'échelle mondiale, l'absurdité de l'économie capitaliste atteint son expression dans le tableau d'une humanité entière gémissant sous le joug terrible d'une puissance sociale aveugle quelle a elle-même créée inconsciemment : le capital. Le but fondamental de toute forme sociale de production : l'entretien de la société par le travail, la satisfaction des besoins, apparaît ici complètement renversé et mis la tête en bas, puisque la production pour le profit et non plus pour l'homme devient la loi sur toute la terre et que la sous-consommation, l'insécurité permanente de la consommation et par moments la non-consommation de l'énorme majorité de l'humanité deviennent la règle.

En même temps, l'évolution de l'économie mondiale entraîne d'autres phénomènes importants, pour la production capitaliste elle-même. L'instauration de la domination du capital européen dans les pays extra-européens passe par deux étapes : d'abord la pénétration du commerce et l'intégration des indigènes à l'échange de marchandises, en partie la transformation des formes pré-existantes de production indigène en production marchande; puis l'expropriation des indigènes de leurs terres, et par suite de leurs moyens de production, sous telle ou telle forme. Ces moyens de production se transforment en capital entre les mains des Européens, tandis que les indigènes se transforment en prolétaires. Une troisième étape succède en règle générale aux deux premières : la création d'une production capitaliste propre dans le pays colonial, soit par des Européens immigrés, soit par des indigènes enrichis. Les États-Unis d'Amérique, qui ont d'abord été peuplés par les Anglais et autres immigrants européens après l'extermination des peaux-rouges indigènes, constituèrent d'abord un arrière-pays agricole pour l'Europe capitaliste, fournissant à l'Angleterre les matières premières, telles que le coton et le grain, et absorbant toutes sortes de produits industriels. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, il se forme aux États-Unis une industrie qui, non seulement refoule les importations d'Europe, mais livre une dure concurrence au capitalisme européen en Europe et dans les autres continents. Aux Indes, le capitalisme anglais se voit confronté à un dangereux concurrent dans l'industrie indigène, textile et autre. L'Australie a suivi le même chemin, se transformant de pays colonial en pays capitaliste indus-

riel. Au Japon, dès la première étape, le heurt avec le commerce mondial a fait surgir une industrie propre, ce qui a préservé le Japon du partage colonial. En Chine, le processus de démembrement et de pillage du pays par le capitalisme européen se complique du fait des efforts du pays pour créer sa propre production capitaliste avec l'aide du Japon, afin de se défendre de la production capitaliste européenne, ce qui redouble les souffrances de la population. La domination et le commandement du capital se répandent sur toute la terre par la création d'un marché mondial, le mode de production capitaliste se répand aussi peu à peu sur tout le globe. Or, les besoins d'expansion de la production et le territoire où elle peut s'étendre, c'est-à-dire ses débouchés, sont dans un rapport de plus en plus tendu. C'est un besoin inhérent et une loi vitale de la production capitaliste de ne pas rester stable, de s'étendre toujours plus et plus vite, c'est-à-dire de produire toujours plus vite d'énormes quantités de marchandises, dans des entreprises toujours plus grandes, avec des moyens techniques toujours plus perfectionnés.

Cette capacité d'extension de la production capitaliste ne connaît pas de limites, parce que le progrès technique, et par suite les forces productives de la terre, n'ont pas de limites. Cependant, ce besoin d'extension se heurte à des limites tout à fait déterminées, à savoir le profit du capital. La production et son extension n'ont de sens que tant qu'il en sort au moins le profit moyen "normal". Il dépend du marché que ce soit le cas, c'est-à-dire du rapport entre la demande solvable du côté du consommateur et la quantité de marchandises produites ainsi que de leurs prix. L'intérêt du capital qui exige une production toujours plus rapide et plus grande, crée à chaque pas les limites de son marché, qui font obstacle à l'impétueuse tendance de la production à s'étendre. Il en résulte que les crises industrielles et commerciales sont inévitables; elles rétablissent périodiquement l'équilibre entre la tendance capitaliste à la production, en soi illimitée, et les limites de la consommation, et permettent au capital de se perpétuer et de se développer.

Plus les pays qui développent leur propre industrie capitaliste sont nombreux, et plus le besoin d'extension et les capacités d'extension de la production augmentent d'un côté, et moins les capacités d'extension du marché augmentent en rapport avec les premières. Si l'on compare les bonds par lesquels l'industrie anglaise a progressé dans les années 1860 et 1870, alors que l'Angleterre dominait encore le marché mondial, avec sa croissance dans les deux dernières décennies, depuis que l'Allemagne et les États-Unis d'Amérique ont fait considérablement reculer l'Angleterre sur le marché mondial, il en ressort que la croissance a été beaucoup plus lente qu'avant. Le sort de l'industrie anglaise attend aussi l'industrie allemande, l'industrie nord-américaine et finalement toute l'industrie du monde. A chaque pas de son propre développement, la production capitaliste s'approche irrésistiblement de l'époque où elle ne pourra se développer que de plus en plus lentement et difficilement. Le déve-

loppement capitaliste en soi a devant lui un long chemin, car la production capitaliste en tant que telle ne représente qu'une infime fraction de la production mondiale. Même dans les plus vieux pays industriels d'Europe, il y a encore, à côté des grandes entreprises industrielles, beaucoup de petites entreprises artisanales arriérées, la plus grande partie de la production agricole, la production paysanne, n'est pas capitaliste. A côté de cela, il y a en Europe des pays entiers où la grande industrie est à peine développée, où la production locale a un caractère paysan et artisanal. Dans les autres continents, à l'exception de l'Amérique du Nord, les entreprises capitalistes ne constituent que de petits îlots dispersés tandis que d'immenses régions ne sont pas passées à la production marchande simple. La vie économique de ces couches sociales et de ces pays d'Europe et hors d'Europe qui ne produisent pas selon le mode capitaliste est dominée par le capitalisme. Le paysan européen peut bien pratiquer l'exploitation parcellaire la plus primitive, il dépend de l'économie capitaliste, du marché mondial avec lequel le commerce et la politique fiscale des États capitalistes l'ont mis en contact. De même, les pays extra-européens les plus primitifs se trouvent soumis à la domination du capitalisme européen ou nord-américain par le commerce mondial et la politique coloniale. Le mode de production capitaliste pourrait avoir une puissante extension s'il devait refouler partout les formes arriérées de production. L'évolution va dans ce sens. Cependant, cette évolution enferme le capitalisme dans la contradiction fondamentale : plus la production capitaliste remplace les modes de production plus arriérés, plus deviennent étroites les limites du marché créé par la recherche du profit, par rapport au besoin d'expansion des entreprises capitalistes existantes. La chose devient tout à fait claire si nous nous imaginons pour un instant que le développement du capitalisme est si avancé que sur toute la surface du globe tout est produit de façon capitaliste, c'est-à-dire uniquement par des entrepreneurs capitalistes privés, dans des grandes entreprises, avec des ouvriers salariés modernes. L'impossibilité du capitalisme apparaît alors clairement.

Annexes

Annexe 1 : Rosa Luxemburg enseignante ¹⁴⁷

Rosa Luxemburg n'était pas seulement un écrivain et un orateur à l'activité intense et d'un niveau incomparablement élevé; elle était aussi un véritable professeur, une éducatrice œuvrant directement au service de la pensée et de l'action socialistes.

Elle l'a été dans la vieille école du parti, cet institut créé par l'ancien parti social-démocrate sur l'insistance du vieux *Liebknecht*, afin de former, pour le mouvement ouvrier, des militants nouveaux et mieux armés.

Rosa Luxemburg y enseignait l'économie politique. (On est tenté de mettre “ enseignant ” entre guillemets, tant ce qu'apportait Rosa Luxemburg était différent, et même entièrement opposé à ce qu'on entend en général ardemment par enseignement.) Elle amenait pas à pas ses élèves à se confronter eux-mêmes avec les principaux raisonnements de l'économie politique bourgeoise, pour les conduire jusqu'aux notions fondamentales du marxisme; puis elle lisait avec eux le premier volume du *Capital*, élucidant jusque dans les détails chaque difficulté, et discutait enfin avec eux des problèmes abordés dans les deuxième et troisième volumes.

Comment nous forçait-elle à nous confronter nous-mêmes avec les problèmes de l'économie politique et à mettre au clair nos propres idées ? Par des questions ! En interrogeant et réinterrogeant sans cesse, elle extrayait de notre classe ce qui s'y cachait de connaissance concernant des faits qu'il s'agissait de constater. Par des questions, elle faisait jaillir la réponse et nous faisait sentir nous-mêmes combien cette réponse était creuse. Par des questions, elle explorait les raisonnements et nous faisait voir si ces raisonnements se tenaient ou s'ils boitaient. Par des questions, elle nous forçait à reconnaître notre propre erreur et à trouver par nous-mêmes une solution à toute épreuve.

Et elle procédait ainsi dès la première heure, alors qu'elle se trouvait devant un matériel humain inconnu, et nous devant un domaine du savoir entièrement nouveau pour nous. Dès la première heure, elle commençait à nous “ torturer ”, comme elle disait elle-même en plaisantant : Qu'est-ce que l'économie politique ? Y a-t-il une réalité correspondant à cette doctrine ? Oui ? En quoi consiste-t-elle ? Et quand, naturellement, nous avons échoué à l'expliquer : alors, quelle réalité y a-t-il donc ? L'économie mondiale. L'économie politique est-elle la théorie de l'économie mondiale ? Y a-t-il toujours eu une économie mondiale ? Qu'y avait-il avant ? Et ainsi de suite jusqu'à la dernière

¹⁴⁷ *Die Junge Garde*, n° 10, 1920, p. 78.

heure du cours où elle nous quittait en nous exhortant instamment à ne jamais rien admettre sans examen, à ne jamais cesser de tout vérifier : “ jouer à la balle avec tous les problèmes, c'est ce qu'il faut ! ”

Cette méthode d'enseignement qui consiste à faire progresser les élèves par eux-mêmes, c'est, du nom de celui qui l'employa déjà il y a plus de 2 000 ans avec la jeunesse athénienne, la méthode socratique. Tous les grands et vrais éducateurs s'en sont servis; pour le maître comme pour l'élève, en tout cas sûrement pour le maître, c'est la méthode la plus pénible, celle qui exige le plus de dévouement au métier d'enseignant, mais c'est aussi la plus féconde et celle qui apporte le plus de satisfactions, car ce qu'on enseigne et ce qu'on apprend de cette façon n'est pas un fatras retenu de mémoire et emporté par le temps. Et il faut une veulerie vraiment grossière pour en arriver à fouler aux pieds et à renier des connaissances ainsi acquises !

Comme il était facile à Socrate et aux autres grands éducateurs d'appliquer cette méthode d'enseignement et de s'y tenir, si on les compare à Rosa Luxemburg. Les élèves de Rosa Luxemburg venaient tout droit des usines, des ateliers, des bureaux; c'étaient des adultes sans aucune habitude de l'activité intellectuelle, ils avaient grandi dans l'atmosphère générale de l'hypocrisie et de la stupidité allemandes, qui environnait et emprisonnait le prolétaire depuis les soldats de plomb et les légendes des manuels scolaires jusqu'au seuil de la social-démocratie et des syndicats “ libres ”. Pour les contraindre à la pensée disciplinée et critique, pour leur faire s'approprier les doctrines de Karl Marx, il fallait le génie pédagogique de Rosa Luxemburg. Comme partout où s'exerçait son activité, là aussi, elle visait au plus haut, elle visait aux étoiles. Et là aussi, elle a atteint le but fixé, elle a été à la hauteur de la tâche ! A sa gloire et à son mérite incontesté de théoricienne, d'oratrice et d'écrivain, il faut ajouter ceux d'éducatrice de tout premier rang.

Dans les premiers temps du cours, beaucoup d'élèves, en entendant les questions intelligentes, subtiles et impitoyablement logiques de Rosa Luxemburg, se sentaient ébranlés dans la bonne opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes, eux qui avaient déjà réussi à assumer des responsabilités dans le parti. Les questions de Rosa commençaient à labourer et à retourner leur cerveau, à leur faire pressentir l'existence de sphères intellectuelles entièrement nouvelles et insoupçonnées. Ils avaient alors l'impression, pendant le cours, de se trouver devant une tour d'ivoire de la sagesse, sans aucun pont, sans aucune échelle pour y accéder. Mais très vite, les élèves éprouvaient le bonheur de participer à un processus de prise de conscience de leur propre humanité, de nouer des liens d'homme à homme, malgré la distance qui les séparait du professeur; ils sentaient bientôt la petite main ferme de Rosa Luxemburg les conduire, secourablement, gentiment et élégamment, infatigablement, pour les faire sortir du temps d'apprentissage et les faire déboucher sur la vie.

Il y avait parfois, à l'école du parti, des heures particulièrement solennelles. C'était le cas quand le sujet du cours nous amenait à effleurer d'autres sciences, ou à y pénétrer. Quand toutes les conditions manquaient aux élèves pour résoudre par eux-mêmes les questions posées, Rosa se lançait dans des exposés d'ensemble touchant parfois la sociologie, parfois l'histoire, parfois la physique. Elle dégagait alors avec limpidité l'essentiel, exactement ce qu'il fallait, et le faisait sans aucune fioriture oratoire, ce qui était justement une merveille de talent oratoire. On éprouvait alors comme un frisson sacré devant le génie universel de cette femme.

Cette éducatrice, cette dirigeante, cette créatrice de nouvelle vie intellectuelle, on l'a arrachée au prolétariat, on l'a assassinée. C'était il y a maintenant un an. Ses assassins étaient des jeunes qui ne connaissaient pas l'importance de Rosa Luxemburg, mais qui agissaient sur ordre de gens qui la connaissaient.

En un millénaire, il ne surgit sans doute sur terre qu'un être humain ayant les dons et l'importance de Rosa Luxemburg.

Les crosses et les balles des mercenaires pouvaient mettre fin à ce qui était mortel en elle.

Ce qui était immortel triomphe. Les écrits, les enseignements, l'exemple lumineux d'une activité infatigable, d'un combat révolutionnaire audacieux ne peuvent être effacés, même par la pire terreur blanche !

Que la jeunesse s'instruise par les écrits de Rosa Luxemburg ! Que la jeunesse s'instruise par son militantisme et son action !

Qu'en ce jour anniversaire de son assassinat, la jeunesse entende surtout sa voix claire et sonore qui nous exhorta si souvent, nous, ses élèves : **TOUT CONTRÔLER D'UN ESPRIT CRITIQUE**, s'approprier les enseignements de Karl Marx, agir avec réflexion, mais avec audace et décision.

Que la jeunesse s'engage envers Rosa assassinée à être fidèle à son enseignement, à agir dans son esprit.

Rosi WOLFSTEIN-FRÖLICH

“ Je n'ai aucune idée de ce qu'est l'école pour propagandistes et rédacteurs; de quoi s'agit-il, qui en est l'inspirateur ? ”¹⁴⁹ Rosa pose la question de manière claire et concise à Luise Kautsky, s'inquiétant de ce qu'était ce projet d'une école de formation des ouvriers, et qui en était à l'origine; ce projet répond en effet à l'un de ses dons les plus profonds. Ses qualités pédagogiques, développées dès le lycée, puis au cours de son premier semestre de vie d'étudiante lorsqu'elle participait, à Zurich, au “ cercle philosophico-pédagogique ”, la conduiront à remplir cette tâche, qu'elle n'acceptera qu'après de longues hésitations mais n' “ enverra jamais promener ” par la suite¹⁵⁰. On constate une grande réserve de sa part, voire une certaine hostilité à l'idée d'une éventuelle collaboration à ce travail de formation à l'école du parti, six mois encore avant de l'accepter. Cette méfiance est perceptible dans une réponse jusqu'ici ignorée, suscitée par une décision de Luise Kautsky dont celle-ci fait part à Rosa dans une lettre peu avant Pâques 1907. Luise veut se mettre à la disposition du parti comme professeur de français. Le ton de la réponse de Rosa peut s'expliquer par trois causes. La première et la plus importante est peut-être sa rupture récente avec Léo (Jogiches), dont elle n'a pas encore donné la raison. Cela la rend irritable, et elle défend à Luise de prononcer son nom (celui de Rosa) en présence de Léo. La deuxième raison est peut-être que Luise, qui jouera désormais dans le cercle des amis intimes de Rosa un rôle de plus en plus important (à côté du nouveau soupirant de Rosa, le jeune Constantin Zetkine) manifeste par cette décision un peu trop d'indépendance. Or il s'agit précisément d'enseigner la langue que Rosa, malgré ses bonnes notes au lycée, ne possède qu'imparfaitement. Enfin, troisièmement, la chaire pour laquelle Heinrich Schulz, qui est le véritable créateur et administrateur de cette “ école de formation ” ouverte en hiver 1906, réclame un “ marxiste solide, ayant une formation d'économie politique ”¹⁵¹, est offerte non pas à elle, mais à l'Autrichien Rudolf Hilferding. Ce qui la fâche, écrit-elle à Luise, “ c'est que je ne t'ai pas empêchée d'offrir tes services à Schulz pour l'enseignement du français. En réalité, c'est de la philanthropie et, de cette manière, tu gaspilles le peu de temps dont tu disposes ”.¹⁵²

¹⁴⁸ Helmut Hirsch : “ Rosa Luxemburg in Selbstzeugnissen und Bilddokumenten ”. Rowohlt. Hambourg 1969.

¹⁴⁹ R. L. à Luise Kautsky, 22 août 1906, IISG : KDXVI, 213.

¹⁵⁰ R. L. à Luise Kautsky, 17 mars 1910, IISG : KDXVI, 226.

¹⁵¹ Heinrich Schulz : “ Arbeiterbildung ”, in “ Die Neue Zeit ”, XXIV (1905-1906), I, p. 137.

¹⁵² R. L. à Luise Kautsky, Pâques 1907, IISG : KDXVI, 216.

Quelques jours avant la réouverture de l'école, en hiver 1907, l'inattendu se produit. Non seulement Hilferding, mais encore un autre professeur, le Hollandais Anton Pannekoek, reçoivent de la police politique un avertissement : s'ils " reprennent leur activité à l'école du Parti ",¹⁵³ ils seront expulsés de Prusse. Une fois encore, le cadeau de Lübeck, la nationalité allemande, se révèle précieux. Sur la recommandation de Kautsky, on offre à Rosa le poste ainsi libéré, et elle accepte. Non sans une observation sarcastique : " Je me soucie de l'école comme d'une guigne, et je ne suis pas faite pour être maître d'école. " ¹⁵⁴ Le peu d'intérêt qu'elle manifeste n'a pas besoin d'explications supplémentaires. Mais quant aux dons de maître d'école : qui s'en vanterait, si l'on songe à la moyenne des écoles allemandes d'alors ! L'école du parti, cependant, n'a rien d'une école moyenne. Et Rosa a sûrement le pressentiment qu'avec sa collaboration, elle sera encore plus extraordinaire qu'elle ne l'est déjà.

Rien ne définit mieux la signification de cette nouvelle activité de Rosa que ce qu'elle en dit elle-même, lorsqu'elle rendit compte de son expérience d'une année d'enseignement aux délégués du congrès de Nuremberg. Dans son discours, elle défendit auprès des 600 000 membres du Parti une institution qui coûtait annuellement à peu près 60 000 marks-or. Il était d'autant plus nécessaire de justifier ces dépenses que certains orateurs, parmi lesquels un de ses prédécesseurs à la rédaction du " Vorwärts ", Eisner, avait exprimé des critiques à l'égard de la nouvelle institution, au cours de la discussion sur le rapport d'activité du Comité directeur. Rosa ne tient guère compte des arguments d'Eisner. Son attitude ferait honneur à tout pédagogue. " Si je prends la parole, ce n'est pas pour protester contre la critique qui est adressée à l'école du Parti, mais pour déplorer l'absence d'une critique concrète sérieuse. L'école du Parti est une nouvelle institution très importante, qui mérite partout la considération et une critique sérieuse. " Suit une autocritique non moins louable et une plaisanterie sur elle-même qui, par un effet de surprise, provoque l'hilarité : elle se présente, elle la révolutionnaire, comme une conservatrice. Il est douteux que beaucoup aient compris la vérité profonde de cet humour, à savoir la conscience d'une certaine inflexibilité liée à son milieu. " Je dois reconnaître moi-même qu'au départ je n'ai accueilli la fondation de l'école du Parti qu'avec la plus grande méfiance, d'une part à cause de mon conservatisme inné (rires), d'autre part, parce que je me disais au tréfonds de moi-même qu'un parti tel que le Parti social-démocrate devrait concentrer son action de propagande plutôt sur une agitation directe auprès des masses. "

Puis vient un aveu, qui prend tout son poids si l'on songe aux arguments de départ et à ses réserves - aveu dont le principal mérite est que ce pro-

¹⁵³ " Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Essen. " Berlin, 1907, p. 57.

¹⁵⁴ Cité par Nettle, p. 375.

fesseur - plus de cinquante ans avant les révoltes étudiantes - n'en appelle pas à la critique des spécialistes ou à ses collègues, mais se réclame de ses élèves. “ Mon activité à l'école du Parti a levé la plus grande partie de mes doutes. C'est à l'école même, par mon contact constant avec les élèves, que j'ai appris à apprécier cette nouvelle institution, et je puis dire avec une conviction totale : j'ai le sentiment que nous avons créé là quelque chose de neuf dont nous n'apercevons pas encore toutes les conséquences, et quelque chose de bon qui sera profitable et précieux pour le Parti. Sans doute y a-t-il encore maintes critiques à faire, et ce serait un miracle s'il en était autrement. ” Elle aborde alors ce qui constitue l'essentiel dans tout établissement scolaire, la question des élèves ou étudiants - ici il s'agit plutôt d'étudiants, car ceux qui participent aux cours ont entre 22 et 40 ans - ainsi que le problème éternel de tout pédagogue, le programme. “ Si je refuse toute suggestion concernant un changement dans le choix des élèves - car nous avons constaté en tant que professeurs l'excellence des résultats, à tel point que je ne pourrais souhaiter un meilleur corps d'élite - j'ai cependant plusieurs critiques à faire concernant le programme. En tête du programme devrait figurer l'histoire du socialisme international. ” (...) Puis elle aborde une question encore plus importante. Que deviendront les élèves qui auront suivi les cours de l'école ? Comment les orientera-t-on, une fois leurs études achevées, en évitant à la fois l'écueil de l'indifférence sociale et la tentation de les surcharger d'activités ? “ Il peut arriver que les organisations du Parti envoient des élèves à l'école comme on envoie un bouc émissaire dans le désert - sans se soucier ensuite de ce qu'il adviendra d'eux [très juste !], sans leur offrir un champ d'action suffisant. Il existe par ailleurs un autre danger : c'est que l'on soit trop exigeant à l'égard des élèves de l'école, une fois qu'on leur a donné un poste. ”¹⁵⁵

Voici donc pour les débats du congrès de Nuremberg. Il faut encore ajouter que les participants aux cours étaient déchargés de tout souci matériel, facteur capital pour des gens appartenant aux couches populaires les plus défavorisées des grandes villes. Non seulement l'enseignement et les livres étaient gratuits, mais au cours de la première année trente et un participants purent acheter pour 2 000 marks de livres, et ceci à des prix réduits. “ Les participants ainsi que leurs familles sont à la charge du parti pendant toute la durée du cours. ” Point important : le nombre des participants est “ limité à trente pour chaque cours semestriel ”, et ce nombre ne peut “ être dépassé, dans certaines circonstances exceptionnelles, que de peu (trente et un ou trente-deux) ”.¹⁵⁶ Le danger d'une surcharge des effectifs est ainsi éliminé par avance. Souvent même les places disponibles ne sont pas toutes occupées et on reste en deçà du

¹⁵⁵ Compte rendu du congrès de Nuremberg, p. 230.

¹⁵⁶ “ Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Essen. ” Berlin, 1907, p. 90,

seuil-limite de trente élèves, parce que “ le syndicat des métallurgistes notamment ” néglige d'envoyer des candidats aux “ dix places vacantes ” qui sont accordées depuis 1908 aux centrales syndicales.¹⁵⁷ Ceci s'explique lorsqu'on sait que la part du lion d'un enseignement global de 777 heures, à savoir l'économie politique (250 heures) revient à un professeur qui, une fois, cita en exemple aux syndicats allemands des imprimeurs le syndicat moscovite de la même branche, qui, d'après elle, réussirait à ébranler “ la foi en la sacro-sainte méthode de l'avance discrète à petits pas ”.¹⁵⁸ L'accent mis sur cette discipline apparemment abstraite de l'économie montre à quel point le S.P.D. était en avance sur tous ses contemporains. Loin derrière Rosa vient Schulz, qui avait droit à 105 heures d'enseignement “ d'expression orale et écrite et de technique journalistique ”. Puis vient Mehring avec 90 heures d'histoire ancienne et moderne; ensuite l' “ histoire du développement économique ” (80 heures), enseignée par Cunow qui remplace Pannekoek. Les disciplines juridiques sont également bien représentées. Stadthagen dispose de 86 heures pour enseigner “ le droit ouvrier, la législation sociale, le statut des domestiques et la constitution ”. Le Dr Hugo Heinemann a droit à 46 heures pour le “ droit pénal, la procédure pénale et l'exécution pénale ”, le Dr Kurt Rosenfeld dispose du même nombre d'heures pour le “ droit civil ”. Simon Katzenstein a droit, lui aussi, à 46 heures pour une série de conférences sur la politique communale. En revanche, Stadthagen, qui est entré à l'école en même temps que Rosa, ne dispose pour le semestre qui va du 1^{er} octobre 1907 au 31 mars 1908 que de 28 heures pour ses conférences sur la physique. Dans les semestres ultérieurs, le programme sera différent quant au contenu et aux horaires, si bien qu'à la fin Rosa, par exemple, donnera 240 heures d'histoire économique et d'économie politique.

Il est important de noter que cette institution, qui n'est pas sans ressembler à un collège américain moderne, est dirigée collectivement par l'ensemble des professeurs; à la direction participent également, à titre consultatif, un représentant des étudiants et un représentant du Comité directeur du Parti; cette assemblée se réunit en moyenne une fois par mois. On consulte le Comité directeur du Parti dans son ensemble quand il s'agit de discuter des résultats du semestre passé ou de la préparation du semestre à venir; on le consulte également pour les décisions importantes, notamment d'ordre financier. Par ailleurs, on organise des réunions avec les étudiants. Ceux-ci ne réclament parfois que “ de petites améliorations concernant l'organisation interne ou externe des études ”.¹⁵⁹ Cependant, on peut lire dans l'un des rapports annuels de l'assemblée des

¹⁵⁷ R.L. à Wilhelm Dittmann (23 mai 1911) (SPD-Archiv Bonn).

¹⁵⁸ “ Die zwei Methoden der Gewerkschaftspolitik ”, in “ Die Neue Zeit ” XXV (1906-1907) I, p. 137.

¹⁵⁹ “ Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Magdeburg ”, Berlin 1910, p. 58.

étudiants, ceci : “ Certains souhaitent que les heures consacrées aux disciplines théoriques : économie politique, histoire, sociologie, ainsi que les cours surtout pratiques consacrés à la technique du discours, au style et au journalisme, soient augmentés, mais qu'en revanche, on réduise l'horaire des disciplines juridiques et de la politique communale. ”

“ Dans le projet de programme du troisième cycle, ces vœux ont été partiellement pris en considération. ” Une autre fois, on peut lire : “ Pour tenir compte de plusieurs réclamations des élèves qui se plaignent d'un emploi du temps surchargé, au cours du nouveau semestre il y aura, en plus des deux après-midi libres, encore un autre après-midi qui sera libéré de tout enseignement. ”¹⁶⁰ En d'autres termes, les réformes sont introduites à la demande des élèves. En outre, pour le travail qu'ils ont à faire l'après-midi ou pour les exercices de séminaire, ils peuvent demander l'aide de leurs professeurs, dont les cours sont groupés le matin pour cette raison.

Ceci ne nous dit encore rien de la valeur effective de cette expérience social-démocrate ni du mérite qui revient à Rosa. Personne ne s'étonnera que les rapports officiels du Parti respirent l'autosatisfaction. Ce qui surprendra peut-être davantage, c'est l'ordre dans lequel on présente les témoignages de satisfaction : “ les élèves, le collège des professeurs et la direction du Parti ont été, cette année encore (lit-on en 1911), entièrement satisfaits des résultats du cours ”.¹⁶¹

Le pédagogue ne s'étonnera pas non plus d'entendre parler de discussions de fin de semestre décevantes et de souvenirs dithyrambiques, souvenirs qui font d'autant plus illusion que celui qui les relate est trop proche ou au contraire trop éloigné de ce dont il témoigne.

Avant que la guerre mondiale n'oblige à fermer “ l'école de guerre socialiste ” (comme on a appelé une fois l'école du Parti), on pria Rosa de donner une série de conférences privées sur Marx, pour des amis non prolétaires. Elle qui lit en commun avec ses élèves “ des usines, des ateliers et des bureaux ”, comme l'écrit Rosi Wolfstein, le premier livre du *Capital*, et commente avec eux les deux autres livres, aimerait bien échapper à cela. Car, écrit-elle à Luise, “ je n'attends que très peu de chose de ces séances et suis terriblement fatiguée. Mais Kurtchen Roselfeld est accouru aujourd'hui encore hors d'haleine à l'école et m'a encore une fois, moi faible femme, écrasée de ses arguments. Ces

¹⁶⁰ “ Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Chemnitz ”, Berlin 1912, p. 46.

¹⁶¹ “ Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Jena ”, Berlin 1911, p. 47.

Voir aussi “ Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands, abgehalten zu Jena ”, Berlin 1913, p. 34.

séances doivent commencer au plus tôt, car Madame le Dr (Marta) Rosenbaum et le Dr Roeder et sa femme semblent tout à coup être tombés amoureux du *Capital*. Ta présence me sera un réconfort ». A propos d'un détail technique, Rosa fournit alors la preuve qu'elle comprend, avec toute sa sensibilité, assez l'osmose d'une conférence, pour ne pas imposer à Luise une seconde audition. “ Du reste, je commencerai par lire à ces messieurs et dames le fameux premier cahier de mon *Introduction à l'économie politique* que j'ai lu un jour, à certain couple ami, au bord du lac des 4 Cantons. Peut-être n'as-tu pas envie de subir cette lecture une seconde fois. Il vaudrait mieux en ce cas que tu t'abstiennes de venir à la première leçon. ”¹⁶²

C'est un fait historique important que ce collège socialiste pratique déjà, même dans les cours réguliers, la coéducation, et que l'on trouve, à côté des fonctionnaires du Parti et des syndicats, des maçons, des ouvriers du verre et du bois, des mineurs et des transporteurs, des couvreurs et des coiffeurs, également des collègues, et que le professeur soit une femme.

Quelle était donc la leçon dont Karl et Luise avaient déjà eu la primeur en Suisse ? Était-ce le premier chapitre (comprenant six pages et demie imprimées) intitulé *Qu'est-ce que l'économie politique ?* et qui devait introduire l'ouvrage abandonné ensuite, publié plus tard à Moscou en langue russe par Thalheimer (lui-même tombé par la suite en disgrâce) et à Berlin par Levi sous le titre d'*Introduction à l'économie politique ?* Le chapitre contenait une polémique très vive contre les savants allemands renommés et les définitions qu'ils donnaient de l'économie politique. Cet ouvrage, manifestement incomplet, sans unité de style, devait être une sorte de manuel d'histoire de civilisation de niveau universitaire, certainement pas de conception révolutionnaire, avec des références à la sociologie (l'anthropologie) et l'histoire économique, fondé sur les conceptions et les catégories créées par Marx et Engels mais augmenté de matériel nouveau. L'accent était mis sur la naissance et la disparition de la communauté rurale à l'époque féodale et ses corollaires internationaux. Rosa dispensait à ses élèves tous les jours deux heures d'enseignement “ coupées par quart d'heure de récréation ”.¹⁶³ Si elle prenait une page imprimée par heure et résumait à la fin de l'heure par écrit, comme il semble que ce fût l'habitude, ce qui avait été dit, le sujet put en effet être traité au cours d'un semestre.

A côté des coups d'épingle donnés aux “ lumières de la science ”, semblables à ceux que Rosa distribuait généreusement dans ses articles de journaux, il y avait des illustrations frappantes de son point de vue tirées de l'histoire des différents pays, qui devaient être familières aux auditeurs.

¹⁶² Rosi Wolfstein : “ Rosa Luxemburg als Lehrerin ”, in : “ Die Junge Garde ” 10, p. 75. Rosi Wolfstein est la future femme de P. Froelich.

¹⁶³ R. L. à Wilhelm. Dittman (23 mai 1911) (SPD Archiv, Bonn); voir R. L. à Mathilde Seidel, 3 février 1908 (Nachl. Seidel 47 a, Zentralbibl. Zürich).

Ceux-ci imaginaient-ils que l'Allemagne - grâce à la pression exercée par la social-démocratie bien entendu, et par les syndicats - offrait un modèle de législation sociale aux autres pays ? Loin de là. “ C'est en Russie que furent instaurées les premières lois de protection des femmes et des mineurs, après les grands troubles de 1882 dans le secteur industriel de Moscou, et la journée de 11 heures et demie pour les hommes est une conquête de la première grève générale des 60 000 ouvriers du textile de Pétersbourg en 1896 et 1897. L'Allemagne est en retard sur tous les autres grands États modernes par sa législation ouvrière qui ne concerne que la protection des femmes et des enfants. ”¹⁶⁴ Si de telles révélations n'incitaient pas les quelque 200 militants allemands, qui suivirent les cours de Rosa pendant les sept semestres où elle enseigna, à prendre des notes, à chercher des références et à réfléchir, alors tout le travail de formation était vain.

¹⁶⁴ “ Einführung in die Nationalökonomie ”, Berlin 1925, p. 256.

L'accumulation du capital (1913)

*Contribution à l'explication économique de
l'impérialisme*

Préface

L'Accumulation du Capital parut en 1913. Dans sa courte introduction à l'ouvrage, Rosa Luxemburg en explique l'origine et la conception : son activité de professeur à l'École du Parti, depuis 1907, l'avait amenée à entreprendre la composition d'une *Introduction à l'Économie politique*¹⁶⁵ qui devait décrire, sous une forme accessible à un large public, les différentes étapes de l'histoire et des doctrines économiques, pour aboutir à un exposé des théories de Marx. Or, dans cette dernière partie, voulant expliquer le processus économique global du capitalisme, elle se trouva arrêtée par des difficultés d'ordre conceptuel. L'étude de ces difficultés l'amena à écrire¹⁶⁶ un nouvel ouvrage, *L'Accumulation du capital*. Elle y reprenait le problème exposé par Marx de manière fragmentaire et inachevée dans le livre deuxième du *Capital*, donnant des conclusions qui n'ont cessé d'être discutées jusqu'à aujourd'hui.

En voulant expliquer les fondements scientifiques du socialisme, Rosa Luxemburg se heurta à une contradiction que nul jusqu'alors n'avait aperçue dans l'œuvre de Marx. Le livre deuxième du *Capital* donne une représentation schématique d'ensemble de la reproduction du capital, de l'accumulation capitaliste. Or les schémas de Marx, fondés sur des exemples numériques, semblent prouver la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme, d'une accumulation sans entraves ni limites, à condition toutefois que les proportions soient respectées entre les deux grandes sections de la production. Cette démonstration arithmétique semble démentir les conclusions du reste de l'ouvrage, où Marx insiste sur les contradictions immanentes du capitalisme, qui provoquent des crises périodiques de plus en plus violentes et doivent fatalement entraîner l'effondrement économique du capitalisme.

Comment concilier ces deux points de vue ?

Il est nécessaire de résumer ici brièvement l'exposé schématique de Marx et l'analyse qu'en donne Rosa Luxemburg.

S'inspirant du Tableau économique de Quesnay, Marx entreprit d'exposer le processus de la reproduction du capital social total. Il distingue dans la production deux grandes sections : la section I, correspondant à la production des moyens de production, et la section II à celle des moyens de consommation. A l'intérieur de chaque section, le produit global annuel se décompose comme suit : c (capital constant) + v (capital variable) + pl (plus-value). Le capital constant représente les machines, bâtiments, matières premières; le capital

¹⁶⁵ Cet ouvrage n'a jamais été achevé. Les fragments écrits par elle ont été publiés après sa mort, par Paul Lévi en 1925, sous le titre *Einführung in die Nationalökonomie*. Cf. Paul Frölich *Rosa Luxemburg*, Maspero, 1965, p. 189 et suiv.

¹⁶⁶ Voir l'Avant-propos de Rosa Luxemburg.

variable correspond à la somme des salaires payés dans la société au cours de l'année, et pl ou la plus-value, la somme totale des plus-values obtenues par les capitalistes individuels.

Si l'on considère le cas-limite (pratiquement inexistant dans la société capitaliste) où le capital se reproduit à la même échelle, où la production se poursuit sur une même base - autrement dit dans l'hypothèse de la reproduction simple - c est utilisé à remplacer la partie usée du matériel fixe (machines etc.), et pl passe entièrement à la consommation personnelle des capitalistes.

Marx avait choisi l'exemple numérique suivant :

Section I : 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000 moyens de production
Section II : 2 000 c + 500 v + 500 pl = 3 000 moyens de consommation

Ces chiffres sont arbitraires mais leurs rapports sont importants.

On a en effet les équations suivantes :

I : $c_1 + v_1 + pl_1 = c_1 + c_2$
II : $c_2 + v_2 + pl_2 = v_1 + v_2 + pl_1 + pl_2$
Autrement dit : $c_2 = v_1 + pl_1$.

Cette formule traduit le fait que la société capitaliste repose entièrement sur l'échange de marchandises, et, plus précisément, que « les ouvriers et les capitalistes de la section I ne peuvent recevoir de la section II qu'autant de moyens de consommation qu'ils peuvent eux-mêmes lui fournir... [de] moyens de production. Mais les besoins en moyens de production de la section II sont mesurés par l'importance de son capital constant » (cf. p. 51).

Après Marx, Rosa Luxemburg insiste sur deux points :

1. Le développement de la production capitaliste exige que les proportions (telles qu'elles sont indiquées dans le schéma de Marx) entre les deux sections soient respectées;
2. La circulation des marchandises se fait par le moyen de l'échange, par le véhicule de l'argent. Les chiffres cités indiquent des unités de valeur, et sont convertibles en unités de monnaie. Marx a donné l'exemple de la reproduction simple pour présenter le problème dans sa forme la plus pure et la plus claire. Il a immédiatement ajouté que, dans la réalité capitaliste, sauf pour une courte période de transition, seule la reproduction à l'échelle élargie est concevable. Pour soutenir la concurrence, les capitalistes sont obligés de sans cesse élargir la base de leur production. Au lieu de consommer leur plus-value tout entière, ils en réinvestissent une partie

à la fois en capital constant et en capital variable. C'est là le point de départ de l'accumulation.

L'exemple numérique choisi par Marx ne convient plus à la reproduction élargie et l'équation : $c_2 = v_1 + pl_1$ n'est plus valable. Il faut, pour que la reproduction élargie soit possible, que le produit total de la section II soit inférieur aux plus-values et au capital variable des deux sections réunies, et que le produit de la section I soit plus grand que le capital constant des deux sections réunies (cf. p. 78). Marx prend alors l'exemple numérique suivant :

$$I : 4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$$

$$II : 1\ 500\ c + 750\ v + 750\ pl = 3\ 000$$

Pour que l'équation citée plus haut soit résolue, il manque 500; ces 500 unités sont précisément la partie de la plus-value qui, dans l'hypothèse de Marx, est destinée à la capitalisation.

On aurait donc, l'année suivante, en observant le même taux d'exploitation :

$$I : 4\ 400\ c + 1\ 100\ v + 1\ 100\ pl = 6\ 600\ \text{Total } 9\ 800$$

$$II : 1\ 600\ c + 800\ v + 800\ pl = 3\ 200$$

Et ainsi de suite, sur la même base et selon les mêmes rapports de valeur, au cours des années suivantes.

On aurait donc, en s'en tenant aux schémas de Marx, la démonstration mathématique de la possibilité indéfinie de l'accumulation capitaliste.

C'est ici qu'intervient la critique de Rosa Luxemburg, qui se réclame des conditions concrètes de l'accumulation. Elle tait observer d'abord que si l'accumulation se poursuit selon une progression constante dans la section I, il faudrait, dans l'exemple numérique choisi par Marx, pour que les proportions soient respectées, que les capitalistes de la section II accumulent en fonction de la section I (c'est-à-dire moins que les capitalistes de I et dans une succession désordonnée) ce qui semble absurde.

D'autre part Marx s'était heurté à une difficulté dans le cours de son exposé : il s'était posé la question des « sources d'argent » additionnelles nécessaires à la poursuite de l'accumulation. En dernier ressort, il faisait intervenir le producteur d'or. Cette solution ne satisfait pas Rosa Luxemburg, qui envisage le problème sous un angle différent, demandant non pas d'où vient l'argent pour la production élargie, mais d'où vient la demande additionnelle, autrement dit quel est le mobile qui pousse les capitalistes à élargir sans cesse la production d'une part, et d'autre part pour qui ils l'élargissent indéfiniment. A la première question, la réponse est évidemment le profit, mais il ne peut y avoir profit que

dans la mesure où il existe des acheteurs pour la production élargie. Or sa thèse centrale affirme l'impossibilité de trouver de tels acheteurs à l'intérieur d'une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers.

La deuxième partie de *l'Accumulation du capital* est consacrée à l'histoire des doctrines sur l'accumulation, tant antérieures que postérieures à Marx. Dans les discussions entre les « optimistes », qui admettaient la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme, d'un progrès illimité de l'accumulation, et les « sceptiques », Rosa Luxemburg insiste sur un point laissé de côté par Marx au cours de l'exposé du livre II du *Capital* : le fait que les progrès de la technique entraînent nécessairement un accroissement régulier du capital constant par rapport au capital variable, autrement dit une productivité plus grande du travail; en conséquence, dans la section I, moins d'ouvriers sont employés par unité de capital, la part des biens de consommation nécessaires à l'entretien des ouvriers baisse par rapport au produit global de la société, si l'on admet que les salaires réels sont constants. Il s'ensuit une disproportion chronique et toujours plus marquée entre production et consommation, la masse du surproduit pouvant de moins en moins être réalisée à l'intérieur d'une société purement capitaliste. Pour Rosa Luxemburg, le mécanisme de l'accumulation devrait se bloquer complètement et définitivement.

Les « sceptiques » de l'accumulation avaient aperçu le problème et tenté de trouver divers remèdes à ce déséquilibre, qui s'exprime par les crises. Pour Rodbertus, le mal vient de ce que la masse des salaires versés aux ouvriers représente une quote-part toujours plus réduite du revenu national. Il suggère que l'État impose une « quote-part fixe » des salaires, qui assurerait des débouchés aux biens de consommation. Mais, objecte Rosa Luxemburg, cela revient à vouloir renoncer à tout progrès technique, ce qui est absurde.

Pour les économistes russes de la fin du XIX^e siècle, le problème se posait avec une acuité d'autant plus grande que l'industrialisation de la Russie était à ses débuts. Les « populistes » doutaient de la possibilité du développement du capitalisme en Russie, faute de débouchés extérieurs - ceux-ci étant déjà accaparés par les pays capitalistes plus anciens - et du fait de l'appauvrissement des masses. Les « marxistes légaux », en particulier Tougan-Baranowsky, avaient au contraire confiance en l'avenir du capitalisme : pour Tougan, la production trouve en elle-même son propre débouché, parce que l'accent est mis de plus en plus sur la production de moyens de production (machines), que les capitalistes s'achètent réciproquement, poussés par la concurrence à élargir leur production toujours davantage. Les capitalistes assurent eux-mêmes, en se les achetant, la vente de leurs produits. Rosa Luxemburg reproche à Tougan-Baranowsky d'avoir résolu la difficulté sur le papier à l'aide des seuls schémas mathématiques de Marx, qui ne peuvent constituer une preuve de la réalité concrète du développement. En outre Tougan en arrive à la conclusion paradoxale suivante

: la production est indépendante de l'écoulement des produits de consommation.

Marx avait prédit l'effondrement du capitalisme par le fait de ses contradictions immanentes. Tougan-Baranowsky, en s'inspirant essentiellement des schémas du livre II du *Capital* - sans rien ajouter à la démonstration - s'attache à montrer que l'accumulation capitaliste peut se poursuivre indéfiniment, pourvu que la proportionnalité soit respectée, ce qui tendrait à dire que le capitalisme est, économiquement parlant, éternellement viable ¹⁶⁷.

Or toute la démarche de Rosa Luxemburg visait, à l'encontre des « marxistes légaux » et des autres économistes « optimistes », à mettre en évidence les limites, voire l'impossibilité de l'accumulation dans un monde entièrement dominé par la production capitaliste. Par ailleurs, elle accable de sarcasmes les solutions « petites-bourgeoises » des « sceptiques » (de Sismondi à Vorontsov), qui prétendaient élargir le marché intérieur soit en introduisant par l'autorité de l'État une répartition plus juste des biens, soit en détruisant ou en distribuant gratuitement les produits excédentaires (comme le voulait Vorontsov).

Dans la troisième partie de son ouvrage elle donne sa propre théorie du mécanisme de l'économie capitaliste, appuyée sur des exemples historiques concrets. Marx avait envisagé, pour clarifier la question, comme simple hypothèse de travail, un univers exclusivement composé de capitalistes et d'ouvriers. Avec cette fiction, commode pour la représentation schématique de la reproduction, l'échange total entre les deux sections de la production est, affirme Rosa Luxemburg, impossible si l'on tient compte du progrès croissant de la productivité. La question de savoir pour qui la production élargie a lieu, qui sont les acheteurs de la plus-value destinée à la capitalisation, ne trouve pas de réponse dans le cadre d'une économie purement capitaliste : il s'agit de trouver des débouchés dans les milieux extra-capitalistes - soit parmi les couches sociales telles que les paysans ou les artisans, soit dans les pays à structure économique arriérée.

Cette thèse centrale, ainsi que les détails de l'argumentation de Rosa Luxemburg, ont été l'objet de vives controverses. Peu après la parution du livre, les représentants du « marxisme orthodoxe », théoriciens officiels de la social-démocratie allemande ou austro-marxistes, s'élevèrent contre l'hérésie qui consistait à infirmer les conclusions des schémas de Marx dans le livre II du *Capital*. Ainsi Otto Bauer, dans une série d'articles parus dans la *Neue Zeit*, tenta de construire des schémas sur d'autres bases numériques que celles choisies par Marx, en tenant compte du progrès de la productivité du travail, c'est-à-dire en faisant s'accroître le capital constant plus rapidement que le capital

¹⁶⁷ Rosa Luxemburg reproche à Lénine d'avoir abouti à la même conclusion, tout en analysant beaucoup mieux que Tougan le mécanisme de l'économie capitaliste. Cf. Ilyine (pseudonyme de Lénine) : *De la caractéristique du romantisme économique*, St-Petersbourg, 1899.

variable. Pour remédier au déséquilibre entre les deux sections, il propose que les capitalistes de la section II investissent une partie de leur plus-value excédentaire dans la section I. Récemment encore, la même suggestion a été faite, dans une perspective différente, par Joan Robinson dans la préface à la traduction anglaise de *l'Accumulation du capital* : pourquoi faut-il a priori, écrit-elle, que l'accroissement de capital à l'intérieur de chaque section à la fin de l'année soit égale à l'« épargne » réalisée dans la même section au cours de cette année écoulée ? Si les capitalistes de la section II pouvaient investir une partie des sommes épargnées dans le capital de la section I, on éviterait ainsi l'effondrement du système (Cf. *The Accumulation of Capital*, by Rosa Luxemburg, translated... from Agnes Schwarzschild with an Introduction by Joan Robinson, London 1963, p. 25).

Il est facile de répliquer ¹⁶⁸ que la plus-value ne se présente pas de prime abord sous la forme d'argent, mais qu'elle est liée à une forme concrète qui rend sa réalisation parfois difficile (il importe donc de distinguer entre réalisation, ou transformation en argent et capitalisation) : « On ne peut pas acquérir des actions de mines de cuivre avec un lot de chandelles invendables. » (*Critique des critiques*, p. 429.)

Une objection plus fondée est celle formulée par Boukharine d'abord, puis par Sternberg ¹⁶⁹ : pour Rosa Luxemburg, c'est la totalité de la plus-value capitalisable qui ne peut être réalisée dans le capitalisme pur. Or cette conclusion ne découle pas logiquement de l'analyse des schémas de Marx; des schémas on peut seulement déduire qu'une fraction de la plus-value capitalisable de la section II est irréalisable, c'est-à-dire qu'il reste un excédent invendable de moyens de consommation. S'il en était autrement, si, dans une économie purement capitaliste, la totalité de la plus-value destinée à l'accumulation était réalisable, il y aurait crise non plus périodique, mais permanente - et l'on voit mai comment le capitalisme aurait pu y survivre avant l'ère de la grande expansion impérialiste.

Boukharine et Sternberg apportent un autre correctif important à la thèse centrale de *l'Accumulation* : Rosa Luxemburg avait implicitement admis que le revenu global de chaque année ¹⁷⁰ sert de base à la production de l'année suivante. D'où l'obligation de réaliser la plus-value dans sa totalité à la fin de la période de production, sinon la production ne peut se poursuivre sur une base élargie. La critique de Boukharine porte surtout sur la fonction et l'importance

¹⁶⁸ Rosa Luxemburg l'a fait avec brio dans la « *Critique des critiques* » en répondant à Otto Bauer.

¹⁶⁹ Bucharin. *Der Imperialismus and die Akkumulation des Kapitals*. Verlag für Literatur und Politik, Vienne 1926. Fritz Sternberg *Der Imperialismus*, Berlin Malik 1926.

¹⁷⁰ Il ne s'agit pas tant d'années du calendrier que de périodes de production, Rosa Luxemburg le mentionne à diverses reprises. La division en années date du Tableau économique, où l'agriculture - et donc les saisons - jouaient un rôle prépondérant.

de l'argent dans le processus de l'accumulation; si l'on se représente, comme le fait Rosa Luxemburg dans la « *Critique des critiques* » l'ensemble de la production annuelle comme un « monceau » indifférencié de marchandises, il est faux de dire qu'à côté de la portion correspondant au surproduit, il doit y avoir un tas d'or équivalent; une quantité d'argent bien inférieure suffit. En effet, s'il est vrai que la plus-value accumulée doit absolument passer par le stade de l'argent, « elle n'est pas cependant réalisée en une seule fois, mais peu à peu, non pas comme un monceau compact de marchandises, mais par le détour d'une infinité d'opérations commerciales au cours desquelles une seule et même unité d'argent réalise successivement une portion après l'autre d'une masse de portions de marchandises... » (Boukharine, loc. cit. p. 42). Boukharine évoque en particulier, et à juste titre, le rôle du crédit comme élément régulateur.

Sternberg estime lui aussi que le capitalisme produit à travers une série de « détours », si bien que les produits, en particulier les moyens de production, ne parviennent à la consommation qu'au bout de plusieurs années (les moyens de production étant considérés comme des moyens de consommation latents). Or si, pendant cette période, « la capacité de consommation de la population s'accroît proportionnellement, la réalisation de la plus-value, sauf le reste de la section II, est possible dans le capitalisme pur » (Sternberg, loc. cit. p. 118). Sternberg constate en effet que, pendant toute la période des débuts de l'impérialisme en Europe, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a augmenté de manière réelle, ce qui est un facteur d'atténuation des crises. L'hypothèse de Rosa Luxemburg, selon laquelle les salaires réels restent constants a été démentie par les faits - ce que souligne également Joan Robinson (p. 28 de la préface citée).

Ces correctifs une fois admis, on se trouve placé devant une alternative : ou bien l'« excédent invendable » de produits de la section II est un facteur de crise tel qu'à la longue le capitalisme « pur » ne peut manquer de s'effondrer - c'est la thèse de Sternberg; ou bien le capitalisme a en lui-même ou plutôt par le secours de l'État des moyens de régulation qui lui permettent de résister aux « convulsions » économiques : c'est la théorie développée par Keynes.

*
**

Autour des années 1890, les marxistes se demandaient si l'on devait attendre un effondrement du capitalisme par l'effet de ses propres lois économiques, par l'aggravation et la répétition de plus en plus fréquente des crises et l'explosion inévitable de la guerre ou si on assistait au contraire à la stabilisation du capitalisme : marquée par l'atténuation des crises et une élévation relative du niveau de vie des ouvriers. Le phénomène nouveau de l'impérialisme reçut plusieurs interprétations à l'intérieur même du camp marxiste.

Nous avons vu que, pour Rosa Luxemburg, l'impérialisme découle de l'impossibilité pour le capitalisme de réaliser la plus-value à l'intérieur d'un système composé uniquement de capitalistes et d'ouvriers. Il est donc une nécessité économique inéluctable et provient d'un défaut de fonctionnement inhérent au système.

Dans la troisième partie du livre, Rosa Luxemburg décrit les luttes historiques du capital pour pénétrer et détruire les formations économiques précapitalistes en les rendant aptes à lui servir de débouché et de fournisseur de matières premières et de main-d'œuvre : destruction de l'économie naturelle et introduction forcée de l'économie marchande simple, ruinée à son tour et cédant la place à l'économie capitaliste, qui tend à étendre au monde entier sa domination absolue. C'est cette dernière étape qui constitue la phase impérialiste de l'accumulation, ou phase de la concurrence mondiale du capital autour des derniers territoires non encore pénétrés par l'économie capitaliste. Rosa Luxemburg analyse le rôle de l'emprunt international - qui escompte la future pénétration capitaliste dans les pays à structure économique arriérée - du protectionnisme, et enfin, dans le dernier chapitre, la fonction économique essentielle du militarisme, qui est d'absorber une partie de la plus-value dans un domaine d'investissement extérieur à la production pour la consommation des capitalistes et des ouvriers, constituant ainsi un champ d'accumulation privilégié.

Mais en même temps, le capitalisme précipite sa propre ruine puisqu'il fait entrer dans son système les dernières formations non encore capitalisées, se privant ainsi des sphères d'accumulation indispensables. Il n'est pas nécessaire du reste qu'il se heurte à ces limites mécaniques, il s'effondrera sans doute bien avant de les avoir atteintes, du fait de l'explosion inévitable de la guerre et du déclenchement de la révolution. Telle est, résumée, la théorie luxemburgienne de la « catastrophe ».

Elle se heurte à la fois à la critique violente des « révisionnistes » groupés autour de Bernstein et à l'hostilité du « centre marxiste » officiel, dont le théoricien le plus illustre était Kautsky et dont se réclamait la direction du parti¹⁷¹. Chacun de ces deux groupes avait sa propre conception de l'impérialisme. Celle des révisionnistes - qui la partageaient avec un certain nombre de professeurs allemands¹⁷² - mettait l'accent sur la division du monde moderne en pays industriels et pays agraires, et estimait indispensable la création d'un empire colonial capable d'assurer l'autarcie économique de l'Allemagne,

¹⁷¹ La direction du parti essaya de retarder la publication de *L'Accumulation du capital*. Rosa Luxemburg s'en plaint dans une correspondance inédite avec Clara Zetkin (mise à notre disposition grâce à la bienveillance de l'Institut für Marxismus Leninismus beim Z. K. der S. E. D., à Berlin).

¹⁷² Voir à ce sujet l'intéressante étude d'Erich Preiser *Die Imperialismusdebatte. Rückschau and Bilanz*. In : *Wirtschaft. Geschichte und Wirtschaftsgeschichte*. Festschrift zum 65. Geburtstag von Friedrich Litige. Stuttgart, 1904.

d'après le modèle de l'Empire britannique. Les colonies serviraient ici avant tout de réservoirs de matières premières et de produits agricoles. Les « révisionnistes » soulignent le fait que l'ensemble de la nation (et non seulement les capitalistes mais aussi la classe ouvrière) tire le plus grand avantage des ressources fournies par les pays d'outre-mer.

Une seconde conception de l'impérialisme, et de beaucoup la plus répandue dans la social-démocratie allemande, est celle qui s'appuie sur l'analyse de Hilferding dans le *Finanzkapital*, paru en 1910, et que Lénine a prise pour base économique de *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*. Pour Hilferding, le phénomène essentiel du capitalisme au XX^e siècle, c'est la concentration croissante du capital. Influencé par le développement industriel extrêmement rapide de l'Allemagne, il tendait à voir, comme un certain nombre de banquiers (Riesser) ou de professeurs d'économie politique allemands (Schultze-Gaevernitz), la marque essentielle de révolution dans la cartellisation croissante, et la racine de l'impérialisme moderne dans l'exportation de capitaux¹⁷³. Il définissait une nouvelle forme de capitalisme, le « capital financier » - ou capital bancaire au service de l'industrie et lié à lui par une fusion quasi organique - et insistait sur l'influence de celui-ci sur la politique nationale. L'impérialisme, l'expansion mondiale du capital dans les colonies ou les sphères d'influence sont l'expression politique moderne d'un fait économique nouveau, tout à fait opposé au libéralisme du XIX^e siècle. Il ne s'agit pas d'abord, pour le grand capital financier, de s'assurer des ressources en matières premières, mais de se réserver des domaines d'investissement privilégiés dans des pays industriellement peu développés, où l'aide de l'État, le bon marché de la main-d'œuvre, etc., garantissent un « super-profit ». L'analyse de Hilferding met donc l'accent sur l'exportation de capitaux bancaires, sur la recherche du super-profit, sur la politique de protectionnisme, la volonté de s'assurer des monopoles mondiaux, le transfert de la concurrence à l'échelle internationale. Mais celle théorie ne prend en considération que les pays à industrie relativement jeune et fortement monopolisée, tels que l'Allemagne et les États-Unis. Elle n'explique pas la politique impérialiste de pays à industrie ancienne et moins concentrée comme l'Angleterre.

Par ailleurs, si l'impérialisme naît uniquement de la quête d'un super-profit, s'il est le fait d'un petit groupe d'industries cartellisées ou de banques, on peut alors affirmer qu'il n'est pas nécessaire à la classe capitaliste dans son ensemble. Il ne provient pas, comme pour Rosa Luxemburg, d'une impossibilité pour le système de fonctionner en milieu clos, mais constitue une sorte de « luxe » ne profitant qu'à certains milieux très restreints. De cette théorie on a déduit à l'époque deux conséquences pratiques : ou bien, le monopolisme con-

¹⁷³ Rosa Luxemburg elle-même attache trop peu d'importance à ce phénomène de la concentration croissante du capital. Cf. note 2, p. 374.

tinuant à se développer à l'échelle mondiale, on aboutira à une sorte de « super-monopolisme » ou « super-impérialisme » abolissant la concurrence entre les États impérialistes - et par là garantissant la paix mondiale; ou bien il est possible d'isoler la « clique » des grands capitalistes de la haute finance ou des industries d'armement du reste de la nation, et de gagner une partie de la bourgeoisie, pour qui non seulement l'impérialisme ne représente pas une source de profits particulière, mais constitue un danger de guerre, à une alliance avec le prolétariat pour la cause de la paix. Ces deux thèses ont été soutenues, successivement ou concurremment, par le « centre marxiste » officiel, en particulier par Kautsky, à la veille de la première guerre mondiale. Elles vont dans le même sens que l'idée de Schumpeter selon laquelle l'impérialisme est une sorte de maladie, d'« abcès » du capitalisme, et qu'un capitalisme « sain » peut parfaitement fonctionner sans colonies ou sphères extérieures d'investissement de capitaux¹⁷⁴. Contre cette conception pacifiste, Rosa Luxemburg s'élève avec violence, dans la *Critique des critiques*, essai écrit en prison, en 1915, en réponse aux attaques lancées contre *l'Accumulation du capital* par les théoriciens marxistes¹⁷⁵.

Outre un résumé, destiné à un large public, de *l'Accumulation*, et une réponse aux objections des principaux critiques - en particulier à celles d'Otto Bauer - l'essai donne des lumières intéressantes sur les liens entre la théorie et la pratique dans la social-démocratie allemande autour de 1914. Si l'on affirme, écrit-elle (p. 474 et suiv.), que le « capitalisme est concevable également sans expansion », et surtout sans expansion violente, alors il faut préconiser une alliance électorale avec la bourgeoisie libérale, en appeler à des cours d'arbitrage, réclamer le désarmement partiel - tactique effectivement prônée par la direction du S.P.D. à partir de 1911. Or, s'écrie-t-elle, on a vu à quel « silence », à quelle paralysie menait en 1914 une telle tactique de compromis. Si l'on estime au contraire - avec l'ensemble de la « gauche radicale » - la guerre et la « catastrophe » inévitables, si l'on reconnaît le caractère inéluctable de l'impérialisme et sa nécessité économique impérieuse pour l'ensemble de la classe capitaliste, alors le prolétariat est seul dans sa lutte, et l'unique alternative à l'impérialisme est le socialisme. De la guerre pourra surgir la révolution.

Cette conception de l'impérialisme, que Rosa Luxemburg est à son époque seule à soutenir à l'intérieur du camp marxiste, n'est pas sans présenter des affinités avec la théorie du libéral anglais Hobson. Celui-ci évoquait dans son ouvrage *Imperialism*, paru en 1902, non pas tant les difficultés de la « réa-

¹⁷⁴ Josef Schumpeter, *Zur Soziologie der Imperialismen*, in *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 41, 1918-19, pp. 1-39, 215-310. Pour Schumpeter, l'impérialisme est une survivance du féodalisme, et ne profite qu'à des couches parasitaires de la société (militaires, fonctionnaires prussiens, banquiers).

¹⁷⁵ Cette étude à part, parue pour la première fois à Leipzig en 1921, a été rattachée ici à *l'Accumulation du capital* dont elle constitue la suite et le complément.

lisation » de la plus-value que les dangers de l' « oversaving » ou excès de capitaux épargnés qui ne trouvent pas de placement dans leur pays d'origine. D'où stagnation et crise générale. L'exportation de capitaux n'a pas pour Hobson la même fonction que pour Hilferding : elle ne répond pas uniquement à la recherche d'un « super-profit » mais est indispensable pour sauver l'économie entière du désastre.

Sans doute la théorie de Rosa Luxemburg fournit-elle - si l'on fait abstraction de certaines faiblesses dans l'argumentation, en particulier du rôle excessif qu'elle assigne à l'argent - une explication de l'impérialisme plus profonde que celle des théoriciens qui voient dans l'impérialisme un phénomène « marginal », « accessoire » ou même une « maladie » du capitalisme. Aujourd'hui encore, ses thèses sont contestées par beaucoup d'économistes marxistes ¹⁷⁶ qui, après Lénine et Boukharine, se réfèrent plus volontiers à la théorie des monopoles de Hilferding.

Cependant - Fritz Sternberg et Joan Robinson le constatent tous deux, bien que dans une perspective très différente - pour la période précédant la première guerre mondiale, ce que Rosa Luxemburg a magistralement expliqué, ce n'est pas tant l' « effondrement » du capitalisme - qui a bel et bien survécu à la guerre - que l'immense essor, le grand « boom » de prospérité accompagnant l'expansion impérialiste du début du siècle.

Si les prévisions luxemburgiennes ne se sont pas accomplies, si le capitalisme, malgré la grande crise de l'entre-deux-guerres, s'est stabilisé, c'est que de nouveaux facteurs, tels que l'intervention de l'État dans l'économie capitaliste, ont joué un rôle régulateur ¹⁷⁷. Mais le noyau même de la théorie de Rosa Luxemburg, son analyse du mécanisme capitaliste - présenté comme un système essentiellement dynamique et condamné par son dynamisme même à chercher des exutoires en dehors de lui-même - ne semble pas avoir perdu son actualité.

*

**

Il faut ajouter quelques remarques à propos, de la traduction. L'ouvrage de Rosa Luxemburg n'était connu du public français que par l'excellent résumé qu'en a donné Lucien Laurat en 1930 ¹⁷⁸, et par la traduction de la pre-

¹⁷⁶ Cf. Paul M. Sweezy. *The Theory of Capitalist Development. Principles of Marxien Political Economy.* New York 1912.

¹⁷⁷ Cf. Sweezy, op. cit. Voir également Lucien Goldmann, in *Recherches dialectiques* Gallimard 1959, qui consacre un très important chapitre à l'analyse des théories luxemburgiennes.

¹⁷⁸ Lucien Laurat, *L'accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg*, suivi d'un aperçu sur la discussion du problème depuis la mort de Rosa Luxemburg. Paris, Rivière 1930. Lucien Laurat analyse en détails les controverses autour du livre de Rosa Luxemburg, surtout celles surgies du côté bolchevik.

mière partie de *l'Accumulation du capital* (« Le problème de la reproduction ») fournie par Marcel Ollivier en 1935¹⁷⁹. Nous avons reproduit telle quelle cette très bonne traduction, gardant même, pour les passages cités de Marx, la traduction de Molitor (édition Costes), seule existante alors. Pour le reste de l'ouvrage nous avons préféré suivre la traduction, plus complète et plus exacte, des Éditions Sociales pour les trois premiers livres du *Capital*, continuant à nous appuyer sur l'édition Molitor pour *l'Histoire des Doctrines économiques*, seule traduction française des *Theorien über den Mehrwert*, en la complétant ou la corrigeant quand c'était nécessaire. Cependant certaines difficultés sont apparues à propos du livre I du *Capital* : Rosa Luxemburg citait d'après la quatrième édition de l'ouvrage; or la traduction française de Joseph Roy s'appuie sur la deuxième édition, et Marx a repris certains passages, tantôt renversant l'ordre des chapitres ou des paragraphes, tantôt modifiant complètement le texte (c'est vrai en particulier du XXV^e chapitre de l'édition française). Nous avons été obligés soit de compléter ou de revoir la traduction de Roy, soit de traduire entièrement un passage cité qui ne se trouve pas, ou se trouve sous une forme trop abrégée, dans l'édition de Roy.

Quant aux autres auteurs cités, nous nous sommes dans la mesure du possible appuyés sur les traductions françaises déjà existantes : ainsi pour Malthus, Ricardo et James Mill. Les passages cités de Tougan-Baranowsky ne se trouvent pas dans l'édition française de *l'Histoire des crises industrielles en Angleterre*, édition revue par l'auteur. Nous avons donc traduit d'après l'édition allemande de l'ouvrage, qui est de la plume même de Tougan. Pour l'essai de Lénine « *De la caractéristique du romantisme économique* », qui est partiellement traduit dans l'annexe à la traduction française du *Capital*, tome 5 des Éditions sociales, nous avons reproduit cette traduction partout où c'était possible. Nous n'avons pas pu nous procurer l'original des autres auteurs russes cités, qui n'ont du reste pas été traduits en français. Nous avons dû nous appuyer sur la traduction allemande du texte russe donnée par Rosa Luxemburg.

Irène PETIT.

¹⁷⁹ Librairie du Travail, 1936.

Avant-propos

L'idée du travail ci-dessous m'a été suggérée par une introduction populaire à l'économie politique, que je préparais depuis longtemps pour la même maison d'éditions, mais que mon activité à l'école du parti et les nécessités de la propagande m'empêchaient de mettre au point. Lorsqu'au mois de janvier dernier, après les élections au Reichstag, je me préparai à achever, du moins dans ses grandes lignes, ce travail de vulgarisation des théories économiques de Marx, je me heurtai soudain à une difficulté inattendue. Je ne parvenais pas à exposer d'une façon suffisamment claire le processus de la production capitaliste, dans ses rapports concrets, ainsi que ses limites objectives historiques. En examinant la chose de plus près, je m'aperçus qu'il ne s'agissait pas là d'une simple question d'exposition, mais d'un problème qui, au point de vue théorique, touche au contenu du deuxième tome du *Capital* de Marx, et qui, en même temps, est en rapports étroits avec la politique impérialiste actuelle et ses racines économiques. Si j'ai réussi dans ma tentative de poser ce problème d'une façon scientifiquement exacte, mon travail, outre son intérêt purement théorique, sera également, il me semble, de quelque utilité dans notre lutte contre l'impérialisme.

R. L., Décembre 1912.

I. Le problème de la reproduction

Objet de l'analyse

L'un des services les plus éminents que Marx ait rendus à la science économique, c'est la façon dont il a posé le problème de la reproduction du capital social. Il est caractéristique qu'il n'y ait eu, dans l'histoire de l'économie politique, que deux tentatives faites en vue de poser d'une façon exacte le problème : à son début, chez le père des physiocrates, Quesnay, et à sa fin, chez Karl Marx. Dans l'intervalle, le problème ne cesse de tourmenter l'économie politique bourgeoise, sans que celle-ci ait jamais réussi à le poser nettement et dans toute sa pureté, dégagé de tout problème accessoire, et, à plus forte raison, à le résoudre. Étant donné l'importance fondamentale de ce problème, on peut, jusqu'à un certain point, suivre d'après ces tentatives le développement de la science économique elle-même.

En quoi consiste le problème de la reproduction du capital social ? Littéralement, reproduction signifie simplement répétition, renouvellement du processus de reproduction. C'est pourquoi au premier abord, il est difficile de se rendre compte en quoi la notion de reproduction se distingue en fait de la notion générale de production, et pourquoi il est nécessaire d'employer ici une expression spéciale. Mais cette répétition, ce renouvellement constant du processus de production comporte précisément un élément spécial, très important. Tout d'abord, la répétition régulière de la production est la base et la condition générale de la consommation régulière, et, par là, de l'existence culturelle de la société humaine, dans toutes ses formes historiques. En ce sens, la notion de reproduction contient un élément historique culturel. La production ne peut être recommencée, la reproduction ne peut avoir lieu si certaines conditions, telles qu'instruments, matières premières, forces de travail, ne sont pas données, en tant que résultat de la période de production précédente. Aux étapes les plus primitives du développement culturel, tout au début de la domination de la nature par l'homme, cette possibilité de reprise de la production dépend chaque fois, plus ou moins, du hasard. Aussi longtemps que la chasse ou la pêche constituent la base principale de l'existence de la société, la régularité dans le renouvellement de la production est fréquemment interrompue par des périodes de famine générale.

Chez un certain nombre de peuples primitifs, les nécessités de la reproduction, en tant que processus se reproduisant à intervalles réguliers, ont trouvé de bonne heure une expression traditionnelle et sociale dans certaines cérémonies de caractère religieux. C'est ainsi que, d'après les travaux de Spencer et de Gillen, le culte des totems, chez les nègres de l'Australie, n'est autre

chose que la survivance, figée dans des cérémonies religieuses, de certaines mesures, régulièrement répétées depuis des temps immémoriaux, prises par les groupements sociaux en vue de se procurer et de conserver leur nourriture, tant animale que végétale. Mais seuls le labourage, l'apprivoisement des animaux domestiques et l'élevage dans des buts alimentaires rendirent possible le cycle régulier de la consommation et de la production, qui constitue la caractéristique essentielle de la production. Dans cette mesure, la notion de reproduction apparaît par conséquent comme quelque chose de plus qu'une simple répétition : elle implique déjà un certain degré de domination de la nature par la société, ou, pour employer une expression économique, un certain niveau de productivité du travail.

D'autre part, le processus de production lui-même est, à toutes ses phases de développement social, un tout composé de deux éléments différents, quoique étroitement liés l'un à l'autre : des conditions techniques et sociales, c'est-à-dire de la forme déterminée des rapports des hommes avec la nature, et des rapports des hommes entre eux. La reproduction dépend dans une mesure égale de ces deux sortes de rapports. Dans quelle mesure elle est liée aux conditions de la technique du travail humain et n'est elle-même que le résultat d'un certain niveau de la productivité du travail, c'est ce que nous venons précisément d'indiquer. Mais non moins importante est l'influence exercée par les formes sociales existantes de la production.

Dans une société communiste agraire primitive, la reproduction, comme d'ailleurs tout le plan de la vie économique, est déterminée par la collectivité des travailleurs et ses organes démocratiques. La décision de la reprise du travail, son organisation, la recherche de ses conditions préliminaires : matières premières, instruments, forces de travail, enfin la fixation des dimensions et de la répartition de la reproduction, sont le résultat de la collaboration méthodique de la totalité des membres de la communauté. Dans une exploitation esclavagiste ou dans un domaine féodal, la reproduction est imposée sur la base de rapports de domination personnelle et est réglée dans tous ses détails, ses dimensions étant limitées par le droit de disposition du maître ou du seigneur sur une quantité plus ou moins grande de forces de travail étrangères. Dans la société capitaliste, la reproduction a un caractère tout particulier, ce dont il est facile de se rendre compte par un simple coup d'œil jeté sur certaines caractéristiques spéciales. Dans toutes les autres formes de société historiques connues, la reproduction se fait régulièrement, dans la mesure où les conditions de cette reproduction, les moyens de production et les forces de travail existantes le permettent. Seules, des influences d'ordre extérieur, telles qu'une guerre dévastatrice ou une peste, entraînant avec elles une dépopulation et, par là, une destruction en masse de forces de travail et de moyens de production, peuvent avoir pour résultat d'interrompre la reproduction sur de vastes territoires de vieille culture et cela pour un temps plus ou moins long, ou, tout au moins, de

la restreindre considérablement. De semblables phénomènes peuvent être amenés par la fixation despotique du plan de la production. Quand la volonté d'un pharaon, dans l'ancienne Égypte, enchaîna pour des dizaines d'années des milliers de fellahs à la construction des pyramides, ou quand, dans l'Égypte moderne, Ismaël pacha fit travailler, en qualité de serfs, 20000 fellahs à la construction du canal de Suez, ou quand l'empereur Schi Hoang Ti, le fondateur de la dynastie Tsin, exténué, 200 ans avant Jésus-Christ, toute une génération et sacrifia quatre cent mille hommes, morts de faim et d'épuisement, pour construire la Grande Muraille, à la frontière septentrionale de la Chine, la conséquence fut, dans tous ces cas, que d'immenses surfaces de terres paysannes restèrent incultes, ce qui eut pour résultat d'interrompre pour de longues périodes toute vie économique régulière. Mais, dans chacun de ces cas, ces interruptions s'expliquaient manifestement par l'intervention arbitraire de la volonté personnelle dans la vie économique, en général. Il en est tout autrement dans la société capitaliste. Dans certaines périodes, nous voyons que, bien que les moyens de production matériels et les forces de travail nécessaires à la reproduction existent en quantité suffisante et que les besoins de la société ne soient pas entièrement satisfaits, la reproduction est interrompue complètement ou en partie. Mais ici, la cause n'en incombe plus aux interventions despotiques dans le domaine de la vie économique. En régime capitaliste, en effet, la reproduction dépend, abstraction faite de toutes conditions d'ordre technique, de cette seule condition sociale : à savoir que seuls sont fabriqués les produits dont on est sûr qu'ils seront réalisés, échangés contre de l'argent, et non seulement réalisés, mais encore réalisés avec un certain profit. Le profit, comme fin et moteur principal, domine ici par conséquent non seulement la production, mais aussi la reproduction, c'est-à-dire non seulement l'organisation du processus du travail et la répartition des produits, mais aussi la question de savoir si, dans quelles dimensions et dans quel sens sera repris le processus du travail, une fois terminée une première période de travail. « *Si la production a la forme capitaliste, il en va de même de la reproduction*¹⁸⁰. »

Ce caractère purement historique du processus de reproduction de la société capitaliste en fait un problème tout à fait spécial et extrêmement complexe. Déjà, sa caractéristique extérieure manifeste sa particularité historique spécifique : il englobe non seulement la production, mais aussi la circulation (processus d'échange), qu'il unit en un seul tout.

Avant tout, la production capitaliste est une production faite par un nombre incalculable de producteurs individuels, travaillant sans aucun plan d'ensemble et dont le seul lien social entre eux est l'échange. La reproduction ne peut s'appuyer ici, pour déterminer la quantité des besoins sociaux, que sur les expériences de la période de travail précédente. Mais ces expériences sont

¹⁸⁰ *Le Capital*, I, p. 529 de la quatrième édition, 1890. Trad. Molitor. IV, p. 11.

des expériences individuelles de producteurs isolés, qui n'arrivent pas à trouver une expression sociale générale. D'autre part, ce ne sont jamais des expériences positives et directes sur les besoins de la société, mais des expériences indirectes et négatives qui, d'après le mouvement des prix, renseignent sur le trop ou le pas assez de la masse de produits fabriqués par rapport à la demande solvable. Mais c'est toujours sur la base de ces expériences touchant la période de production précédente que la reproduction a lieu, par l'entremise de producteurs individuels. Il ne peut, encore une fois, en résulter dans la période suivante qu'un trop ou un pas assez, chaque branche de production suivant son propre chemin, ce qui a pour résultat que l'une produit trop et l'autre pas assez. Mais étant donné l'état de dépendance technique dans lequel presque toutes les branches de production se trouvent les unes vis-à-vis des autres, un trop ou un pas assez dans quelques-unes des branches de production dirigeantes entraîne le même phénomène dans la plupart des autres branches de production. C'est ainsi que se succèdent régulièrement les périodes de surabondance générale ou de disette générale de produits. Il en résulte que la reproduction revêt dans la société capitaliste un caractère tout à fait spécial, différent de toutes les autres formes historiques de production. Premièrement, chaque branche de production a son mouvement propre, dans une certaine mesure, indépendant, qui conduit de temps en temps à des interruptions plus ou moins longues de la reproduction.

Deuxièmement, les déviations de la reproduction dans les différentes branches à l'égard des besoins sociaux s'additionnent périodiquement en une crise générale, provoquant une interruption générale de la reproduction. La reproduction capitaliste offre ainsi une physionomie toute particulière. Tandis que la reproduction, dans les autres régimes économiques - abstraction faite des interventions violentes venant de l'extérieur - se déroule comme un cycle régulier et ininterrompu, la reproduction capitaliste, pour citer une expression bien connue de Sismondi, ne peut être présentée que sous forme d'une série continue de spirales, dont les courbes sont petites, au début, puis vont en s'agrandissant de plus en plus, pour devenir finalement considérables, sur quoi un rétrécissement se produit, et la spirale suivante commence de nouveau avec de petites courbes, pour répéter la même figure, jusqu'à ce que se produise une nouvelle interruption.

La succession périodique de la plus grande extension de reproduction et de son rétrécissement jusqu'à l'interruption provisoire, c'est-à-dire ce qu'on caractérise comme le cycle périodique de la faible conjoncture, de la haute conjoncture et de la crise, c'est là la particularité la plus remarquable de la reproduction capitaliste.

Il est cependant très important de constater de prime abord que cette succession périodique des conjonctures et la crise, si elles sont des éléments essentiels de la reproduction, ne constituent cependant pas le véritable problème de la repro-

duction capitaliste. Succession périodique de conjonctures et crise sont la forme spécifique du mouvement de la production capitaliste, mais non pas ce mouvement lui-même. Pour exposer le problème de la reproduction capitaliste dans toute sa pureté, il faut, tout au contraire, faire abstraction de cette succession périodique de conjonctures et de crises. Si étrange que cela puisse paraître, c'est là une méthode tout à fait rationnelle, et même la seule méthode scientifique possible. Pour exposer le problème de la valeur dans toute sa pureté, et pour le résoudre, il nous faut faire abstraction des oscillations des prix. L'économie politique vulgaire cherche à résoudre le problème de la valeur en se basant sur les oscillations de l'offre et de la demande. L'économie politique classique, de Smith jusqu'à Marx, considère la chose d'une façon tout à fait opposée. Elle déclare que les oscillations de l'offre et de la demande ne peuvent expliquer que les écarts des prix au-dessus ou au-dessous de la valeur, mais non pas la valeur elle-même. Pour comprendre ce qu'est la valeur des marchandises, il nous faut supposer que l'offre et la demande s'équilibrent, c'est-à-dire que le prix des marchandises correspond à leur valeur réelle. Le problème scientifique de la valeur commence par conséquent là où cesse l'effet de l'offre et de la demande. Il en est exactement de même en ce qui concerne le problème de la reproduction du capital social. La succession périodique des conjonctures et les crises ont pour résultat que la reproduction capitaliste oscille ordinairement autour du niveau des besoins solvables de la société, tantôt le dépassant, tantôt tombant jusqu'à une interruption presque totale. Si nous considérons cependant une assez longue période, un cycle tout entier, avec ses conjonctures changeantes, les périodes de prospérité et les crises, c'est-à-dire le niveau le plus élevé de la reproduction et son niveau le plus bas et son interruption, se compensent, et, comme moyenne générale de tout le cycle, nous avons un certain niveau moyen de reproduction. Cette moyenne n'est pas une simple fiction théorique, mais un fait réel, objectif. Car, malgré la forte montée et la forte baisse des conjonctures, malgré les crises, les besoins de la société sont satisfaits, bien ou mal, la reproduction poursuit sa marche cahotante, et les forces productives se développent de plus en plus. Mais comment est-ce possible, si nous faisons abstraction de la crise et des changements de conjonctures ? Ici commence le véritable problème, et la tentative consistant à essayer de le résoudre en s'appuyant sur la périodicité des crises relève tout autant de l'économie vulgaire que celle qui consiste à vouloir résoudre le problème de la valeur en se basant sur les oscillations de l'offre et de la demande. Cependant, nous verrons plus loin que l'économie politique a toujours eu tendance à transformer à l'improviste le problème de la reproduction, à peine l'avait-elle posé d'une façon à peu près consciente, ou tout au moins en avait soupçonné l'existence, en problème des crises, s'interdisant ainsi à elle-même toute possibilité de solution. C'est pourquoi quand nous parlerons de reproduction capitaliste il faudra toujours entendre par là la moyenne qui découle comme la résultante du changement de conjonctures à l'intérieur d'un cycle déterminé.

La production capitaliste est réalisée par un nombre illimité et toujours croissant de producteurs individuels, qui produisent indépendamment les uns des autres, sans autre contrôle social que celui qu'impose l'observation des oscillations des prix, et sans autre lien social que l'échange des marchandises. Comment la production sociale résulte-t-elle en fait de ces innombrables mouvements indépendants les uns des autres ? Si l'on pose ainsi la question - et c'est là en, effet la première forme générale sous laquelle le problème se présente immédiatement à l'esprit - c'est qu'on oublie que les producteurs individuels ne sont pas dans ce cas de simples producteurs de marchandises, mais des producteurs capitalistes, et que la production sociale elle non plus n'est pas une production en vue de la satisfaction des besoins de consommation, ni une simple production de marchandises, mais une production capitaliste. Voyons un peu quelles modifications du problème cela entraîne avec soi.

Le producteur, qui ne produit pas seulement des marchandises mais aussi du capital, doit créer avant tout de la plus-value. La plus-value est le but et le moteur principal du producteur capitaliste. Les marchandises fabriquées, une fois réalisées, doivent lui rapporter non seulement l'équivalent des sommes qu'il a engagées dans la production, mais aussi une certaine somme qui ne correspond à aucun déboursé et qui représente un bénéfice net. Du point de vue de cette création de plus-value le capital avancé par le capitaliste se divise, sans qu'il le sache, et contrairement aux fadaïses qu'il se débite à lui-même et aux autres sur le capital fixe et le capital circulant, en deux parties l'une représentant ses dépenses pour les moyens de production bâtiments, matières premières, combustible, instruments; l'autre destinée au paiement des salaires. La première partie, qui par l'usage qui en est fait au cours du processus du travail, incorpore intégralement sa valeur au produit. Marx l'appelle capital constant ; la seconde, qui augmente sa valeur initiale et produit de la plus-value, grâce à l'appropriation de travail non payé, il l'appelle capital variable. C'est ainsi que la composition de valeur de toute marchandise correspond à la formule suivante :

$$c + v + pl$$

c représentant la valeur du capital constant investi, c'est-à-dire la partie de la valeur des moyens de production usagés qui a été incorporée à la marchandise, v la partie du capital variable investi, c'est-à-dire la partie du Capital dépensé en salaires, et pl la plus-value, c'est-à-dire l'accroissement de valeur provenant de la partie non payée du travail salarié. Ces trois éléments de valeur sont contenus à la fois dans la forme concrète des marchandises fabriquées, dans chacune d'elles comme dans leur masse, considérée en tant qu'unité, qu'il s'agisse de tissus de coton ou de ballets, de tuyaux de fonte ou de journaux libéraux. La fabrication de marchandises n'est pas pour le producteur capitaliste une fin en soi, mais seulement un moyen en vue de s'approprier la plus-value.

Mais tant que la plus-value reste contenue dans la forme concrète de la marchandise, elle est inutilisable pour le capitaliste. Il est obligé, après l'avoir fabriquée, de la réaliser, de la transformer dans sa forme de valeur pure, c'est-à-dire en argent. Dans ce but, et pour que la plus-value soit appropriée par le capitaliste sous forme d'argent, toutes ses avances de capitaux doivent elles aussi rejeter la forme de marchandise et lui revenir sous la forme d'argent. Ce n'est qu'à ce moment-là, par conséquent quand toute la masse des marchandises aura été échangée d'après leur valeur contre de l'argent, que la production aura atteint son but. La formule $c + v + pl$ se conduit maintenant, par rapport à la composition quantitative de l'argent reçu en échange des marchandises, exactement de la même façon que précédemment par rapport à la composition de valeur de ces mêmes marchandises : une partie (c) restitue au capitaliste ses dépenses en moyens de production usagés, une autre partie (v) ses dépenses en salaires pour les ouvriers, une troisième partie (pl) représente le surplus escompté, le « bénéfice net » du capitaliste en espèces¹⁸¹. Cette transformation du capital, de sa forme primitive, qui constitue le point de départ de toute production capitaliste, en moyens de production figés et vivants (matières premières, instruments et force de travail), de ceux-ci en marchandises, par le processus vivant du travail, et enfin de marchandises en argent, par le processus de l'échange, et même en plus d'argent qu'au stade du début, cette transformation n'est cependant pas nécessaire seulement pour la production et l'appropriation de la plus-value. Car le but et le moteur de la production capitaliste, ce n'est pas la plus-value tout court, en quelque quantité que ce soit, appropriée en une seule fois, mais une plus-value illimitée, en croissance continue, en quantité de plus en plus grande. Mais cela ne peut être obtenu encore une fois que par le même moyen enchanteur : la production capitaliste, c'est-à-dire l'appropriation de travail salarié non payé au cours du processus de fabrication des marchandises et la réalisation des marchandises ainsi fabriquées. Production toujours à nouveau, reproduction en tant que phénomène régulier reçoivent ainsi, dans la société capitaliste, un motif tout à fait nouveau, inconnu de toute autre forme de production. En effet, dans toutes les formes de production historiques connues, le facteur déterminant de la production est représenté par les besoins de consommation incessants de la société, que ce soient des besoins de consommation de la collectivité des travailleurs, déterminés démocratiquement, comme dans les sociétés communistes agraires primitives, ou des besoins déterminés autoritairement, comme dans les sociétés antagoniques de classe : société esclavagiste, société féodale, etc. Dans le mode de production capitaliste, le souci des besoins de consommation de la société en tant que motif déterminant de la production n'existe pas pour les producteurs individuels - et ici ce

¹⁸¹ Dans cet exposé, nous supposons la plus-value identique au profit, ce qui est d'ailleurs vrai pour l'ensemble de la production, qui nous occupera seule dans la suite. De même, nous faisons abstraction de la division de la plus-value en ses différentes parties : bénéfice de l'entrepreneur, intérêt du capital, rente, étant donné qu'elle n'a aucune importance pour le problème de la reproduction.

sont les seuls qui entrent en ligne de compte. Pour eux seuls existe la demande solvable de marchandises, et celle-ci d'ailleurs uniquement en tant que moyen indispensable en vue de la réalisation de la plus-value. C'est pourquoi la fabrication de produits pour la consommation, qui satisfont les besoins solvables de la société, est à vrai dire une nécessité pour le capitaliste individuel, mais tout autant un détour, du point de vue du véritable motif de son activité, à savoir l'appropriation de la plus-value. Et c'est ce motif qui le détermine à reprendre toujours à nouveau la reproduction. C'est la production de la plus-value qui, dans la société capitaliste, fait de la reproduction des besoins de consommation en général un *perpetuum mobile*. La reproduction, de son côté, dont le point de départ est toujours le capital, et sous sa forme de valeur la plus pure, c'est-à-dire sous la forme d'argent, ne peut manifestement être reprise que quand les produits de la période précédente, les marchandises, ont été transformés en leur forme d'argent, réalisés. Par conséquent, la première condition de la reproduction est pour le producteur capitaliste la réalisation des marchandises fabriquées au cours de la période de production précédente.

Nous arrivons maintenant à un deuxième point très important. Dans l'économie privée, c'est le capitaliste individuel qui fixe à sa guise les dimensions de la reproduction. Mais son but, c'est l'appropriation de la plus-value, et même d'une plus-value croissant le plus rapidement possible. Or, cette croissance rapide de la plus-value n'est possible qu'au moyen de l'élargissement de la production capitaliste, qui crée la plus-value. En ce sens, la grande entreprise comporte des avantages par rapport à la petite. Le mode de production capitaliste crée par conséquent non seulement un motif constant de reproduction, mais aussi un motif d'élargissement constant de la reproduction, de reprise de la production.

Mais ce n'est pas tout. Le mode de production capitaliste ne crée pas seulement, dans la soif de plus-value du capitaliste, la force motrice qui mène à l'élargissement illimité de la reproduction, il fait encore de cet élargissement une loi d'airain, une condition d'existence économique pour le capitaliste individuel. Sous le règne de la concurrence, l'arme la plus puissante du capitaliste individuel dans la lutte pour la conquête des débouchés, c'est le bon marché des marchandises. Toutes les méthodes durables de réduction du coût de production des marchandises qui n'ont pas pour but d'obtenir un accroissement supplémentaire de la plus-value au moyen d'une réduction des salaires ou d'une prolongation du temps de travail, et peuvent d'ailleurs se heurter à toutes sortes de difficultés, aboutissent à un élargissement de la production. Qu'il s'agisse d'économies réalisées sur les constructions ou les instruments, ou de l'emploi de moyens de production d'un rendement supérieur, ou du remplacement sur une vaste échelle du travail manuel par la machine, ou de l'utilisation rapide d'une situation favorable sur le marché en vue de se procurer des matières pre-

mières à meilleur marché - dans tous ces cas, la grande entreprise comporte des avantages par rapport à la petite et à la moyenne entreprise.

Ces avantages augmentent au fur et à mesure de l'extension de l'entreprise. C'est pourquoi la concurrence elle-même impose tout accroissement d'une partie des entreprises capitalistes à toutes les autres entreprises comme une condition d'existence absolue. Il en résulte une tendance à l'élargissement constant de la reproduction, qui se répand mécaniquement, comme une vague, sur toute la surface de la production privée.

Pour le capitaliste individuel cet élargissement de la reproduction se manifeste en ce sens qu'il transforme en capital une partie de la plus-value obtenue, c'est-à-dire qu'il accumule. Accumulation, transformation de la plus-value en capital actif, c'est là l'expression capitaliste de la reproduction élargie.

Celle-ci n'est nullement une invention du capital. Elle est, au contraire, depuis toujours, la règle dans toute forme de société historique qui indique un certain progrès économique et culturel. La reproduction simple - la simple répétition constante du processus de production dans ses dimensions précédentes - est certes possible, et on peut même l'observer pendant de longues périodes du développement social. Ainsi par exemple, dans les sociétés communistes agraires primitives où l'accroissement de la population n'est pas dû à un élargissement progressif de la production, mais à des scissions périodiques de générations nouvelles et à la fondation de communautés aussi restreintes que la première et se suffisant à elles-mêmes. De même, les vieilles petites entreprises artisanales de l'Inde ou de la Chine offrent l'image d'une répétition traditionnelle, transmise de génération en génération, de la production dans les mêmes formes et les mêmes dimensions. Mais, dans tous ces cas, la reproduction simple est la base et le signe sûr d'un arrêt économique et culturel général. Tous les grands progrès économiques et les monuments importants de la culture, tels que les grands travaux d'irrigation de l'Orient, les pyramides d'Égypte, les voies militaires romaines, les arts et les sciences de la Grèce, le développement de l'artisanat et des villes au Moyen Age, auraient été impossibles sans reproduction élargie, car seule une extension progressive de la production au-delà des besoins immédiats et l'accroissement constant de la population ainsi que de ses besoins constituent à la fois la base économique et la force motrice sociale permettant des progrès culturels décisifs. L'échange, notamment, et, avec lui, la naissance de la société de classe et ses progrès historiques jusqu'à la forme de production capitaliste auraient été impossibles à concevoir sans reproduction élargie. Mais, dans la société capitaliste, la reproduction élargie reçoit un certain nombre de caractères nouveaux. En premier lieu, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, elle devient une nécessité absolue pour le capitaliste individuel. Certes, une reproduction simple et même une régression dans la reproduction ne sont pas exclues non plus dans le mode de production capitaliste ; elles constituent même, au contraire, des manifestations périodiques des crises après

la surtension, également périodique, de la reproduction élargie dans les périodes de haute conjoncture. Cependant, le mouvement général de la reproduction, par-delà les oscillations périodiques des différentes phases, va dans le sens d'un élargissement constant. Pour le capitaliste individuel, l'impossibilité de suivre ce mouvement général signifie l'élimination de la lutte pour la concurrence, la mort économique.

Mais il y a encore autre chose. Dans tout mode de production basé sur l'économie purement ou en grande partie naturelle - dans une communauté communiste agraire de l'Inde ou dans une « villa » romaine employant le travail des esclaves ou dans un domaine féodal du Moyen Age - le moteur et le but de la reproduction élargie ne se rapportent qu'aux produits, à la masse des objets de consommation fabriqués. La consommation, en tant que but, détermine les dimensions, ainsi que le caractère du processus du travail, en particulier, comme de la reproduction, en général. Il en est autrement dans le mode de production capitaliste. La production capitaliste n'est pas une production en vue de la consommation, mais une production de valeur. Les rapports de valeur dominant tout le processus de la production comme de la reproduction. La production capitaliste n'est pas une production d'objets de consommation, ni même de marchandises, tout simplement, mais de plus-value. Reproduction élargie signifie par conséquent, du point de vue capitaliste : élargissement de la production de la plus-value. Cette production de plus-value se réalise, il est vrai, sous la forme de production de marchandises, et, par conséquent, en dernier lieu, de production d'objets de consommation. Mais dans la reproduction, ces deux points de vue sont toujours à nouveau séparés par des changements dans la productivité du travail. La même grandeur de capital et la même grandeur de plus-value seront représentées, par suite de l'accroissement de la productivité du travail, par une quantité toujours plus grande d'objets de consommation. L'élargissement de la production dans le sens de la fabrication d'une plus grande masse de valeurs d'usage n'a par conséquent pas besoin d'être une reproduction élargie dans le sens capitaliste. Réciproquement, le capital peut, dans certaines limites, sans aucun changement dans la productivité du travail, au moyen d'une aggravation du degré d'exploitation - par exemple, au moyen de la réduction des salaires - produire une plus grande plus-value sans être obligé de fabriquer une plus grande quantité de produits. Mais, dans un cas comme dans l'autre, les éléments de la reproduction élargie, dans le sens capitaliste, sont produits pareillement. Car ces éléments sont : plus-value, à la fois en tant que grandeur de valeur et en tant que somme de moyens de production matériels. L'élargissement de la production de plus-value est généralement obtenu au moyen d'un accroissement du capital, mais celui-ci, à son tour, est obtenu au moyen de la transformation d'une partie de la plus-value produite en capital. Peu importe à ce propos que la plus-value capitaliste soit employée à l'extension de l'entreprise déjà existante ou à la création d'une entreprise nouvelle. La reproduction élargie, dans le sens capitaliste, reçoit par conséquent

son expression spécifique d'accroissement de capital au moyen d'une capitalisation progressive de la plus-value ou, comme dit Marx, de l'accumulation du capital. On peut donc représenter de la façon suivante la formule de la reproduction élargie, en régime de production capitaliste :

$$(c + v) + (pl/x) + pl'$$

pl représentant la partie capitalisée de la plus-value obtenue au cours de la période de production précédente, pl' la nouvelle plus-value créée à l'aide du capital ainsi accru. Cette nouvelle plus-value est de nouveau capitalisée en partie. La succession constante de cette création et de cette capitalisation de plus-value, qui se conditionnent réciproquement, c'est ce qui constitue le procès de la reproduction élargie en régime capitaliste.

Mais ce n'est là que la formule générale abstraite de la reproduction. Examinons de plus près les conditions concrètes nécessaires à la réalisation de cette formule.

Après avoir quitté sur le marché la forme de marchandise, la plus-value produite se présente sous forme d'une certaine somme d'argent. Sous cette forme, elle a sa forme pure de valeur, sous laquelle elle va commencer sa carrière comme capital. Mais sous cette forme, elle n'est encore qu'au seuil de sa carrière. Car avec de l'argent on ne peut créer aucune plus-value.

Pour que la partie de la plus-value destinée à l'accumulation soit réellement capitalisée, elle doit revêtir la forme concrète qui seule lui permettra d'agir en tant que capital productif, c'est-à-dire de capital créateur de plus-value. Pour cela, il est nécessaire que, tout comme le capital initial, elle se divise en deux parties, l'une constante, représentée par des moyens de production, l'autre variable, représentée en salaires. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle pourra être, tout comme le capital initial, portée dans la formule $c + v + pl$.

Mais, pour cela, la bonne volonté qu'a le capitaliste d'accumuler ne suffit pas, non plus que son « esprit d'épargne » et sa « sobriété », grâce auxquels il utilise en vue de la production la plus grande partie de sa plus-value, au lieu de la gaspiller entièrement pour son luxe personnel. Il faut encore qu'il trouve sur le marché les formes concrètes qu'il se propose de donner à son nouvel accroissement de capital, par conséquent : premièrement, les moyens de production matériels (matières premières, machines, etc.) dont il a besoin pour le genre de production qu'il a choisi pour donner la forme productive à la partie constante du capital. Puis, deuxièmement, la partie du capital destinée à servir de capital variable doit être transformée également, et pour cela il faut deux choses : avant tout, qu'il y ait sur le marché des forces de travail supplémentaires en quantité suffisante, dont il a précisément besoin pour mettre en mouvement son nouvel accroissement de capital, et ensuite, étant donné que les ouvriers ne peuvent pas vivre d'argent, qu'il y ait également sur le marché les

moyens de consommation supplémentaires, contre lesquels les ouvriers nouvellement engagés pourront échanger la partie de capital variable qu'ils auront reçue du capitaliste.

Ces conditions une fois remplies, le capitaliste pourra mettre en mouvement sa plus-value capitalisée et lui faire créer, en tant que capital actif, une nouvelle plus-value. Mais ce n'est pas tout. Le nouveau capital, ainsi que la plus-value produite, est encore caché sous la forme d'une nouvelle masse supplémentaire de marchandises. Sous cette forme, le nouveau capital n'est encore que prêté et la plus-value créée par lui n'existe encore que sous une forme inutilisable pour le capitaliste. Afin que le nouveau capital puisse remplir son but, il lui faut rejeter sa forme de marchandise et revenir, ainsi que la plus-value créée par lui, sous sa forme pure de valeur, c'est-à-dire sous sa forme d'argent, dans la poche du capitaliste. Si cela ne se produit pas, alors le nouveau capital et la plus-value sont perdus, entièrement ou en partie, la capitalisation de la plus-value a échoué, l'accumulation n'a pas eu lieu. Afin que celle-ci se fasse réellement il est donc absolument nécessaire que la quantité supplémentaire de marchandises produite par le nouveau capital conquière une place sur le marché, pour pouvoir être réalisée.

Ainsi, nous voyons que la reproduction élargie, dans les conditions capitalistes, c'est-à-dire en tant qu'accumulation du capital, est liée à toute une série de conditions particulières. Passons-les rapidement en revue. Première condition : la production doit créer de la plus-value, car la plus-value est la forme élémentaire sous laquelle seul l'accroissement de la production est possible dans le sens capitaliste. Cette condition doit être observée au cours du procès même de la production, dans les rapports entre capitalistes et ouvriers dans la production des marchandises. Deuxième condition : afin que la plus-value destinée à l'élargissement de la reproduction soit appropriée, il faut, quand la première condition a été observée, qu'elle soit réalisée, c'est-à-dire transformée en argent. Cette condition nous mène sur le marché, où les chances de l'échange décident du sort de la plus-value, par conséquent aussi de la reproduction future. Troisième condition : en supposant qu'on a réussi à réaliser la plus-value et à transformer une partie de cette plus-value réalisée en capital en vue de l'accumulation, le nouveau capital doit revêtir la forme productive, c'est-à-dire se transformer en moyens de production figés et en force de travail, et, en outre, la partie du capital échangée contre des forces de travail doit revêtir la forme de moyens de consommation pour les ouvriers. Cette condition nous ramène de nouveau sur le marché des marchandises et sur le marché du travail. Si l'on y trouve tout ce dont on a besoin et si la reproduction élargie des marchandises a eu lieu, alors apparaît la quatrième condition, à savoir : la quantité additionnelle de marchandises, qui représente le nouveau capital, ainsi que la nouvelle plus-value, doit être réalisée, transformée en argent. Ce n'est que si l'on y par-

vient que la reproduction élargie, au sens capitaliste du mot, a lieu. Cette dernière condition nous ramène derechef sur le marché.

C'est ainsi que la reproduction capitaliste, tout comme la production, joue continuellement entre le lieu de production et le marché, entre le bureau et les ateliers, dont « l'entrée est sévèrement interdite aux personnes étrangères » et où la volonté souveraine du capitaliste individuel est la loi suprême, d'une part, et le marché, auquel personne ne peut imposer de lois et où ne se manifestent aucune volonté et aucune raison, d'autre part. Mais c'est précisément dans cet arbitraire et cette anarchie qui règnent sur le marché que le capitaliste individuel sent sa dépendance à l'égard de la société, de la collectivité des producteurs et des consommateurs. Pour élargir sa reproduction, il a besoin de moyens de production et de forces de travail, ainsi que de moyens de consommation pour ces derniers, mais leur existence dépend de facteurs, de circonstances, de phénomènes, qui se passent derrière son dos, tout à fait indépendamment de lui. Pour pouvoir réaliser sa masse de produits accrue, il a besoin d'un marché élargi, mais l'extension effective de la demande de marchandises, en général, et de celles qu'il fabrique, en particulier, est une chose en face de laquelle il est totalement impuissant.

Les conditions ci-dessus énumérées, qui expriment toute la contradiction profonde existant entre la production et la consommation privées et leurs rapports sociaux ne sont pas des éléments nouveaux, ne se manifestant qu'à l'occasion de la reproduction. Ce sont les conditions générales de la production capitaliste. Elles apparaissent cependant comme des difficultés spéciales du procès de reproduction, et cela pour les raisons suivantes : du point de vue de la reproduction, et particulièrement de la reproduction élargie, le mode de production capitaliste n'apparaît pas seulement dans ses caractéristiques générales, mais aussi dans un certain rythme de mouvements, comme un processus en voie de développement, où se manifeste l'enchaînement spécifique des différents anneaux de ses périodes de production. De ce point de vue, la question ne se pose par conséquent pas de cette façon générale : comment chaque capitaliste individuel réussit-il à trouver les moyens de production et les forces de travail dont il a besoin et à écouler sur le marché les marchandises qu'il a fait produire, malgré l'absence de tout contrôle ou plan social qui puisse accorder la production et la demande des marchandises ? Car à cette question on pourrait répondre ce qui suit : d'une part, la soif de profit des capitaux individuels et la concurrence à laquelle ils se livrent entre eux, ainsi que les conséquences automatiques de l'exploitation et de la concurrence capitalistes, font en sorte qu'on produit toutes les marchandises et par conséquent aussi les moyens de production nécessaires, et qu'une classe en état de croissance continue d'ouvriers prolétariés se trouve à la disposition du capital. D'autre part, l'anarchie de ces rapports se manifeste en ce sens que l'accord de l'offre et de la demande, dans tous les domaines, ne se réalise qu'au moyen d'écart continuels au-dessus

ou au-dessous de la ligne où ils s'équilibrent, d'oscillations de prix continuelles, de crises économiques revenant à intervalles périodiques.

Du point de vue de la reproduction, la question se pose tout autrement : comment se fait-il que l'approvisionnement anarchique du marché en moyens de production et en forces de travail, ainsi que les conditions d'écoulement se modifiant d'une façon irrationnelle et imprévisible puissent assurer au capitaliste individuel les quantités et sortes de moyens de production, forces de travail et possibilités d'écoulement correspondant exactement à ses besoins d'accumulation et croissant par conséquent dans un certain rapport de quantité ? Examinons la chose de plus près. Le capitaliste produit, disons, par exemple, selon notre formule :

$$40 c + 10 v + 10 pl$$

le capital constant étant quatre fois plus grand que le capital variable, et le taux d'exploitation étant de 100 %. La masse des marchandises produites aura donc une valeur de 60. Supposons que le capitaliste soit en mesure de capitaliser la moitié de sa plus-value et qu'il l'ajoute à son capital initial, toujours d'après la même composition du capital. La période de production suivante sera donc exprimée dans la formule .

$$44 c + 11 v + 11 pl = 66$$

Supposons que le capitaliste continue à capitaliser la moitié de sa plus-value, et ainsi de suite chaque année. Pour cela, il lui faudra trouver sur le marché, et encore dans une certaine progression, les moyens de production, les forces de travail et les possibilités d'écoulement correspondant aux progrès de son accumulation.

Analyse du procès de la reproduction chez Quesnay et chez Adam Smith

Jusqu'à présent, nous avons considéré la reproduction du point de vue du capitaliste individuel, le représentant typique, l'agent de la reproduction, qui est réalisée en effet par les différentes entreprises capitalistes privées. Cette façon de considérer le problème nous en a déjà montré un assez grand nombre de difficultés. Mais ces difficultés s'accroissent et se développent d'une façon extraordinaire dès que nous passons du point de vue du capitaliste individuel à celui de l'ensemble des capitalistes.

Déjà un simple coup d'œil superficiel nous montre que la reproduction capitaliste, en tant que tout social, ne peut pas être considérée simplement comme la somme mécanique des différentes reproductions capitalistes privées. Nous avons vu, par exemple, qu'une des principales conditions pour la repro-

duction élargie du capitaliste individuel est un élargissement correspondant de ses possibilités d'écoulement sur le marché. Or, cet élargissement, le capitaliste individuel ne peut pas l'obtenir au moyen d'un élargissement absolu du marché, en général, mais au moyen de la concurrence, au détriment d'autres capitalistes individuels, de sorte que ce que l'un gagne, un autre, ou plusieurs autres, éliminés du marché, le perdent. Ce que gagne l'un pour l'élargissement de sa reproduction, c'est ce que perd la reproduction d'un autre. Un capitaliste pourra réaliser une reproduction élargie, d'autres ne pourront même pas réaliser une reproduction simple, et ainsi la société capitaliste, dans son ensemble, ne connaîtra qu'un déplacement local, mais non une modification quantitative de la reproduction. De même, la reproduction élargie d'un capitaliste déterminé peut être réalisée grâce aux moyens de production et aux forces de travail qui auront été rendues disponibles par la faillite, autrement dit la cessation, complète ou partielle, de la reproduction chez d'autres capitalistes.

Ces phénomènes quotidiens prouvent que la reproduction du capital social est autre chose que la reproduction, accrue à l'infini, du capitaliste individuel ; que, tout au contraire, les phénomènes de reproduction des différents capitaux se croisent d'une façon incessante et peuvent, à tout moment, dans ces rencontres, se supprimer réciproquement, totalement ou en partie. C'est pourquoi, avant d'étudier le mécanisme et les lois de la reproduction capitaliste, il est nécessaire de nous demander ce que nous devons nous représenter par reproduction du capital social, et s'il est possible, en général, dans le flot des mouvements innombrables des différents capitaux, qui se modifient à chaque instant selon des règles qui échappent à tout contrôle et à tout calcul et qui, tantôt, marchent parallèlement, de concert, tantôt se croisent et se suppriment réciproquement, de discerner quelque chose qui ressemble à une reproduction sociale. Existe-t-il même, d'une façon générale, un capital social, et que représente cette notion dans la réalité ? Telle est la première question que doit se poser la recherche scientifique des lois de la reproduction. Le père des physiocrates, Quesnay, qui aborda le problème avec toute l'assurance et la simplicité classique des premiers débuts de l'économie politique comme de l'ordre économique bourgeois, admit sans aucune hésitation, comme allant de soi, l'existence du capital social en tant que phénomène réel et agissant. Son célèbre *Tableau économique*, que personne, jusqu'à Marx, ne réussit à déchiffrer, représente, à l'aide d'un petit nombre de chiffres, le mouvement de la reproduction du capital social, dont il dit également qu'on doit le comprendre sous la forme de l'échange des marchandises, c'est-à-dire en même temps en tant que processus de circulation. « *Dans son Tableau économique, Quesnay montre à grands traits comment un produit, de valeur déterminée, de la production nationale, se répartit dans la circulation de telle sorte que, les autres conditions restant les mêmes, sa simple reproduction, c'est-à-dire la reproduction à la même échelle, puisse s'opérer. La période de production a naturellement comme point de départ la dernière récolte. Les innombrables actes individuels de la circulation*

*sont immédiatement réunis dans leur mouvement global à caractère social, la circulation entre deux grandes classes sociales à fonctions économiques déterminées*¹⁸² ».

D'après Quesnay, la société se compose de trois classes : 1° la classe productrice, c'est-à-dire les cultivateurs ; 2° la classe stérile, qui comprend tous ceux qui sont occupés dans d'autres branches d'activité que l'agriculture : industrie, commerce, professions libérales ; 3° la classe des propriétaires fonciers, y compris le souverain et les bénéficiaires de la dîme. Le produit total national apparaît, dans les mains de la classe productrice, comme une quantité de denrées alimentaires et de matières premières, d'une valeur de cinq milliards de livres. Sur cette somme, deux milliards représentent le capital d'entreprise annuel de l'agriculture, un milliard l'usure annuelle du capital fixe, et deux milliards le revenu net, qui va aux propriétaires fonciers. Outre ce produit total, les cultivateurs - qui sont considérés ici, dans un sens purement capitaliste, comme fermiers - ont en main deux milliards de livres en argent. La circulation se poursuit maintenant de telle façon que la classe des fermiers paie aux propriétaires fonciers deux milliards de livres en argent (ce résultat de la période de circulation précédente) en qualité d'arrérages. Avec cette somme, la classe des propriétaires achète pour un milliard de denrées alimentaires aux fermiers, et pour l'autre milliard des produits industriels à la classe stérile. Les fermiers, de leur côté, achètent, avec le milliard qui leur est revenu, des produits industriels, sur quoi la classe stérile achète avec les deux milliards qu'elle possède ainsi des produits agricoles, à savoir pour un milliard des matières premières, etc., en vue de reconstituer son capital d'entreprise annuel, et pour un milliard des denrées alimentaires. Ainsi finalement l'argent est revenu à son point de départ : la classe des fermiers, le produit a été réparti entre toutes les classes, de telle sorte que toutes ont leur consommation assurée et qu'en même temps la classe productrice et la classe stérile ont renouvelé leurs moyens de production, et la classe des propriétaires a obtenu son revenu. Ainsi, toutes les conditions de la reproduction sont là, celles de la circulation ont toutes été observées, et la reproduction peut commencer son cours régulier¹⁸³.

A quel point est insuffisante et primitive cette représentation des choses, malgré toute la génialité de la pensée, c'est ce que nous verrons plus loin au

¹⁸² *Le Capital*, II, p. 332 de la deuxième édition, 1893 trad. Molitor, VII, p. 178.

¹⁸³ Voir *Analyse du Tableau économique* dans le *Journal de l'Agriculture, du Commerce et des Finances*, de Dupont, 1766, p. 305 de l'édition d'Oncken des *Œuvres* de F. Quesnay. Quesnay remarque expressément que la circulation décrite par lui suppose deux conditions : une liberté illimitée des relations commerciales et un système d'impôts pesant exclusivement sur la rente : « Mais ces données ont des conditions sine quibus non ; elles supposent que la liberté du commerce soutient le débit des productions à un bon prix, - elles supposent d'ailleurs que le cultivateur n'ait à payer directement ou indirectement d'autres charges que le revenu, dont une partie, par exemple les deux septièmes, doit former le revenu du souverain. » (p. 311.)

cours de notre étude. Ce qu'il faut, en tout cas, souligner ici, c'est que Quesnay, sur le seuil de la science économique, n'avait pas le moindre doute en ce qui concerne la possibilité de représenter le capital social et sa reproduction. Ce n'est que chez Adam Smith que nous voyons apparaître, en même temps qu'une analyse plus approfondie du régime de production capitaliste, la confusion dans les grandes lignes claires de la doctrine physiocratique. Smith renversa toute la base de la production capitaliste en établissant cette fausse théorie des prix qui, après lui, domina longtemps la science économique bourgeoise, à savoir la théorie selon laquelle la valeur des marchandises est bien représentée par la quantité de travail extériorisé en elle, mais aussi selon laquelle le prix ne se compose que des trois parties suivantes : salaires, profit et rente. Étant donné que cela se rapporte également à l'ensemble des marchandises, au produit national, nous découvrons avec stupéfaction que la valeur de l'ensemble des marchandises produites dans la société capitaliste représente bien tous les salaires payés, les profits des capitaux et les rentes, c'est-à-dire toute la plus-value, et par conséquent peut les remplacer, mais encore qu'aucune partie de la valeur des marchandises produites ne correspond au capital constant employé à la fabrication de ces marchandises : $v + pl$, telle est, d'après Smith, la formule représentant la valeur de l'ensemble de la production capitaliste. « *Ces trois parties*, dit Smith, appuyant son point de vue sur l'exemple du blé (salaire, profit et rente), *semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces trois mêmes parties : rente, travail et profit* ¹⁸⁴ ». En nous renvoyant ainsi, selon l'expression de Marx, de Ponce en Pilate, Smith décompose toujours de nouveau le capital en $v + pl$. A vrai dire, il lui arrivait de temps en temps de douter et de retomber dans l'opinion opposée. C'est ainsi que dans la deuxième partie de son ouvrage, il écrit :

« *On a fait voir dans le premier livre que le prix de la plupart des marchandises se résout en trois parties, qui ont concouru à produire la marchandise et à la mettre au marché, et que l'une paye les salaires du travail, l'autre les profits du capital, et la troisième la rente de la terre... que, puisqu'il en était ainsi pour toute marchandise quelconque prise séparément, il fallait*

¹⁸⁴ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (traduction Germain Garine, Paris, 1843), liv. I. chap. 6, pp. 68-69.

nécessairement qu'il en tût de même pour les marchandises qui composent la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays, prises en masse. La somme totale du prix ou de la valeur échangeable de ce produit annuel doit se résoudre de même en ces trois parties et se distribuer entre les différents habitants du pays, ou comme salaires de leur travail, ou comme profits de leur capital, ou comme rentes de leur terre. »

Mais ici Smith s'arrête court et déclare immédiatement après :

« Mais quoique la valeur totale du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ainsi partagée entre les différents habitants, et leur constitue un revenu, cependant, de même que dans le revenu d'un domaine particulier nous distinguons le revenu brut et le revenu net, nous pouvons aussi faire une pareille distinction à l'égard de tous les revenus de tous les habitants d'un grand pays.

« ... Le revenu brut d'un domaine particulier comprend généralement tout ce que débourse le fermier; le revenu net est tout ce qui reste franc et quitte de toutes charges ait propriétaire, après la déduction des frais de régie, des réparations et tous les autres prélèvements nécessaires, ou bien ce qu'il peut, sans nuire à sa fortune, placer dans le fonds qu'il destine à servir immédiatement à sa consommation, c'est-à-dire dépenser pour sa table, son train de vie, les ornements et l'ameublement de sa maison, ses jouissances et amusements personnels. Sa richesse réelle n'est pas en proportion de son revenu brut, mais de son revenu net.

« ... Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir premièrement leur capital fixe; secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut ¹⁸⁵. »

Mais Smith n'introduit ici une partie de la valeur du produit correspondant au capital constant que pour s'en débarrasser immédiatement en le décomposant de nouveau en salaires, profits et rentes. Et finalement il en reste à son explication :

« ... De même que les machines et instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe, soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du revenu net de l'un ou de l'autre, de même l'argent, au moyen duquel tout le

¹⁸⁵ *Ibidem*, liv. II, chap. 2, pp. 345-46.

*revenu de la société est régulièrement distribué entre ses différents membres, ne fait nullement lui-même partie de ce revenu*¹⁸⁶. »

Le capital constant (que Smith appelle le capital fixe) est ainsi placé sur le même rang que l'argent et n'entre pas dans la production sociale (son « revenu *brut* »), il n'existe pas en tant que partie de valeur du produit total !

Étant donné que là où il n'y a rien, le roi lui-même perd ses droits, il est clair que de la circulation, de l'échange réciproque du produit total ainsi composé on n'obtiendra que la réalisation des salaires (*v*) et de la plus-value (*pl*), mais non pas le remplacement du capital constant, et dès lors la continuation de la reproduction s'avère impossible. Certes, Smith savait parfaitement, et il ne songeait pas le moins du monde à le nier, que chaque capitaliste, pour faire marcher son entreprise, a besoin, outre un fonds de salaires, c'est-à-dire un capital variable, d'un capital constant. Mais pour l'ensemble de la production capitaliste, le capital constant a, dans l'analyse ci-dessus du prix des marchandises, disparu mystérieusement, sans laisser de traces, et ainsi le problème de la reproduction du capital social était complètement escamoté. Il est clair que si la condition la plus élémentaire du problème, à savoir l'explication du capital social, avait échoué, toute l'analyse devait échouer également. Cette fausse théorie d'A. Smith, Ricardo, Say, Sismondi et d'autres la reprirent à leur tour, et tous se heurtèrent, dans l'étude du problème de la reproduction, à cette difficulté élémentaire : la représentation du capital social.

Une autre difficulté encore s'ajouta à la première dès le début de l'analyse scientifique. Qu'est-ce que le capital social ? Pour le capitaliste individuel, la chose est claire. Son capital, ce sont ses dépenses d'exploitation. La valeur de son produit lui rapporte - en supposant le mode de production capitaliste, et par conséquent le travail salarié - outre toutes les sommes avancées par lui, un excédent, la plus-value, qui ne remplace pas son capital, mais constitue son revenu net, qu'il peut consommer entièrement, sans réduire son capital, par conséquent son fonds de consommation. Certes, le capitaliste peut « mettre de côté » une partie de ce revenu net, ne pas la consommer lui-même, mais la transformer en capital. Mais cela, c'est une autre affaire, un phénomène nouveau, la constitution d'un nouveau capital, qui sera remplacé également par la prochaine reproduction, avec le surplus. Mais, en tout cas et toujours, le capital du capitaliste individuel est ce dont il avait besoin en tant qu'avances d'exploitation en vue de la production, son revenu ce qu'il consomme ou peut consommer, en tant que fonds de consommation. Si nous demandons maintenant à un capitaliste ce que sont les salaires qu'il paie à ses ouvriers, il répondra qu'ils constituent évidemment une partie de son capital d'entreprise. Mais si nous demandons ce que sont ces salaires pour les ouvriers qui les reçoivent, on ne pourra

¹⁸⁶ *Ibidem*, p. 349.

pas nous répondre que c'est du capital. En effet, pour les ouvriers qui les reçoivent, les salaires ne sont pas du capital, mais du revenu, un fonds de consommation. Prenons un autre exemple. Un fabricant de machines fait construire dans son usine des machines. Son produit annuel sera un certain nombre de machines. Mais dans ce, produit annuel, dans sa valeur, se trouvent tant le capital avancé par le fabricant que le revenu obtenu par lui. Une partie des machines construites chez lui représente ainsi son revenu et est destinée à constituer ce revenu dans le procès de la circulation, dans l'échange. Mais celui qui achète à notre fabricant ses machines ne les achète évidemment pas en tant que revenu, dans le but de les consommer, mais pour les employer en tant que moyens de production. Pour lui, ces machines sont du capital.

Nous arrivons par ces exemples au résultat suivant : ce qui est capital pour l'un est revenu pour l'autre, et réciproquement. Comment peut-on, dans ces conditions, parler d'un capital social ? Et, en effet, toute la science économique jusqu'à Marx en concluait qu'il n'existe pas de capital social¹⁸⁷. Chez Smith, ainsi que chez Ricardo, nous voyons encore des hésitations et des contradictions dans cette question. Mais déjà un Say déclare catégoriquement :

« C'est de cette manière que la valeur entière des produits se distribue dans la société. Je dis leur valeur tout entière, car si mon profit ne s'élève qu'à une portion de la valeur du produit auquel j'ai concouru, le surplus compose le profit de mes coproducteurs. Un fabricant de drap achète de la laine à un fermier ; il paie diverses façons d'ouvriers et vend le drap qui en provient à un prix qui lui rembourse ses avances et lui laisse un profit. Il ne regarde comme un profit, comme servant à composer le revenu de son industrie, que ce qui lui reste net, ses déboursés payés, mais ses déboursés n'ont été que l'avance qu'il a faite à d'autres producteurs de diverses portions de revenus dont il se rembourse sur la valeur brute du drap. Ce qu'il a payé au fermier pour la laine était le revenu du cultivateur, de ses bergers, du propriétaire de la ferme. Le fermier ne regarde comme produit net que ce qui lui reste après que ses ouvriers et son propriétaire sont payés ; mais ce qu'il leur a payé a été une portion de leurs revenus à eux-mêmes : c'était un salaire pour l'ouvrier, c'était un fermage pour le propriétaire ; C'est-à-dire pour l'un le revenu qu'il tirait de son travail, et pour l'autre le revenu qu'il tirait de sa terre. Et c'est la valeur du drap qui a remboursé tout cela. On ne peut concevoir aucune portion de la valeur de ce drap qui n'ait servi à payer un revenu. Sa valeur tout entière y a été employée.

« On voit par là que ce mot produit net ne peut s'appliquer qu'aux revenus de chaque entrepreneur particulier, mais que le revenu de tous les particuliers pris ensemble, ou de la société, est égal au produit brut résultant des

¹⁸⁷ Sur Rodbertus et son « capital national », voir plus loin, dans la deuxième partie.

*terres, des capitaux et de l'industrie de la nation - ce qui ruine le système des économistes du XVIII^e siècle, qui ne regardaient comme le revenu de la société que le produit net des terres et qui concluaient que la société n'avait à consommer qu'une valeur égale à ce produit net, comme si la société n'avait pas à consommer tout entière une valeur qu'elle a créée tout entière*¹⁸⁸. »

Say justifie cette théorie d'une façon qui lui est particulière. Tandis qu'Adam Smith s'efforçait d'en donner la preuve en renvoyant tous les capitaux privés à leur lieu de production, pour en faire de simples produits du travail, mais ne considérait chaque produit du travail, dans un sens strictement capitaliste, que comme une somme de travail payé et de travail non payé, c'est-à-dire de $v + pl$, et arrivait ainsi à ramener en fin de compte tout le produit social à $v + pl$, Say s'empresse de corriger d'une main sûre ces erreurs classiques en banalités tout à fait ordinaires. Il s'appuie sur ce fait que l'entrepreneur, à tous les stades de la production, paie les moyens de production (qui constituent pour lui du capital) à d'autres personnes, représentant les anciens stades de production, et que celles-ci, de leur côté, empochent ce paiement, en partie en qualité de revenu, en partie en qualité de remboursement des sommes qu'elles avaient avancées elles-mêmes, pour payer encore à d'autres personnes leur revenu. La chaîne sans fin de processus de travail de Smith se transforme chez Say en une chaîne sans fin d'avances mutuelles sur le revenu et de remboursements sur la vente. L'ouvrier lui-même apparaît ici comme placé dans la même situation que l'entrepreneur : il reçoit l'« avance » de son revenu, sous forme de salaire, et le paie en travail. C'est ainsi que la valeur finale de l'ensemble du produit social se présente uniquement comme une somme de revenus « avancés », et l'échange n'a, par conséquent, d'autre but que de rembourser toutes ces avances. Il est caractéristique pour la façon tout à fait plate dont Say se représente les choses qu'il s'efforce d'expliquer les rapports sociaux de la reproduction capitaliste en s'appuyant sur l'exemple de l'industrie horlogère, branche d'industrie - à cette époque et aujourd'hui encore - en grande partie manufacturière, où les « ouvriers » sont en réalité de petits entrepreneurs et où le processus de la production de la plus-value est masqué par des actes d'échange successifs de la simple production marchande.

Ainsi, Say ne fait que donner son expression la plus grossière à la confusion introduite par Smith : toute la valeur des produits annuellement fabriqués par la société se compose de revenus, par conséquent elle est chaque année consommée tout entière. Dès lors, la reprise de la production, sans capital, sans moyens de production, apparaît comme une énigme, la reproduction capitaliste comme un problème insoluble.

¹⁸⁸ J.-B. Say, *Traité d'Économie Politique*, livre II, chap. V (6^e éd., Paris, 1841), pp. 353-354.

Si l'on examine le chemin parcouru par le problème depuis les physiocrates jusqu'à Adam Smith, on constate à la fois un progrès et un recul. Ce qui caractérisait le système économique des physiocrates, c'était leur affirmation selon laquelle seule l'agriculture crée un excédent, c'est-à-dire une plus-value, et par conséquent le travail agricole est le seul productif, au sens capitaliste du terme. C'est ainsi que nous voyons, dans le *Tableau économique*, que la classe « stérile » des ouvriers de manufacture ne crée qu'une valeur correspondant aux deux milliards qu'ils consomment en matières premières et en denrées alimentaires. C'est ainsi qu'au cours de l'échange, tous les produits manufacturés vont pour moitié à la classe des fermiers et pour moitié à la classe des propriétaires, tandis que la classe industrielle ne consomme même pas ses propres produits. Cette classe ne fait que reproduire dans la valeur des marchandises fabriquées par elle le capital circulant usagé et ne crée aucun revenu pour les entrepreneurs. Le seul revenu de la société dépassant tous les placements de capitaux, et qui entre dans la circulation, est créé par l'agriculture et consommé par la classe des propriétaires sous forme de rente, tandis que la classe des fermiers ne fait que remplacer son capital à savoir : un milliard d'intérêts du capital fixe et deux milliards de capital circulant, c'est-à-dire les deux tiers en matières premières et en denrées alimentaires et un tiers en produits manufacturés. D'autre part, il apparaît clairement que Quesnay n'admet de capital fixe, qu'il appelle « avances primitives », en les distinguant des « avances annuelles ¹⁸⁹ » que dans l'agriculture. Il semble, d'après lui, que la manufacture travaille sans aucun capital fixe et seulement avec le capital d'entreprise circulant annuellement, et que, par conséquent, elle ne crée, dans la masse de marchandises qu'elle fabrique annuellement, aucune valeur destinée à remplacer l'usure du capital fixe (bâtiments, instruments de travail, etc.) ¹⁹⁰.

En face de ces erreurs manifestes, l'école classique anglaise réalise un progrès décisif avant tout en ceci qu'elle déclare productive toute espèce de travail, c'est-à-dire qu'elle montre que l'industrie crée de la plus-value tout comme l'agriculture. Nous disons : l'école classique anglaise, parce que Smith lui-même, malgré ses affirmations claires dans ce sens, retombe cependant de temps en temps dans les erreurs des physiocrates. Ce n'est que chez Ricardo que la théorie de la valeur basée sur le travail reçoit la forme la plus haute et la plus conséquente qu'elle pouvait atteindre dans les limites de la science bour-

¹⁸⁹ En français dans le texte.

¹⁹⁰ Il faut d'ailleurs remarquer que Mirabeau, dans ses *Explications* au sujet du *Tableau économique*, mentionne expressément le capital fixe de la classe stérile : « Les avances primitives de cette classe pour établissement de manufactures, pour instruments, machines, moulins, forges et autres usines... 2 000 000 000 de livres » (*Tableau économique avec ses explications*. Mil sept cent soixante. p. 82).

Il est vrai que dans son projet confus de *Tableau*, Mirabeau ne fait pas entrer en ligne de compte ce capital fixe de la classe stérile.

geoise. Il en résultait que nous devons admettre que la section industrielle de la production sociale, tout comme l'agriculture, fournit annuellement une valeur dépassant celle des capitaux engagés, un bénéfice net, c'est-à-dire une plus-value¹⁹¹. D'autre part, le fait qu'il mit en évidence, que tous les genres de travaux, qu'ils soient industriels ou agricoles, produisent de la plus-value, le mena à la conclusion suivante : que le travail agricole, outre la rente pour les propriétaires fonciers, doit rapporter encore un excédent à la classe des fermiers, une fois remboursées leurs avances de capitaux. C'est ainsi qu'à côté du remplacement du capital apparut le revenu annuel de la classe des fermiers¹⁹². Enfin, en approfondissant systématiquement les notions introduites par Quesnay des « avances primitives » et des « avances annuelles », qu'il appela capital fixe et capital circulant, Smith démontra que la section manufacturière de la production sociale a tout autant besoin que l'agriculture d'un capital fixe en dehors du capital circulant, et par conséquent aussi d'une partie de valeur correspondante pour remplacer l'usure de ce capital. Smith était en meilleure voie d'apporter de l'ordre dans les notions de capital et de revenu de la société et de les représenter d'une façon exacte. Le passage ci-dessous montre quel fut le maximum de clarté auquel il parvint en cette matière :

« Quoique la totalité du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit, sans aucun doute, destinée en définitive à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, cependant à l'instant où il sort de la terre ou des mains des ouvriers productifs il se divise naturellement en deux parties. L'une d'elles, et c'est souvent la plus forte, est, en premier lieu, destinée à remplacer un capital ou à renouveler la portion de vivres de matières ou d'ouvrages faits qui a été retirée d'un capital; l'autre est destinée à

¹⁹¹ Smith écrit encore d'une façon tout à fait générale : « La valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. » (*Op. cit.*, livre I, ch. VI, p. 66.) Dans l'original : « The value which the workmen add to the materials, therefore, resolves itself in this case into two parts, of which the one pays their wages, the other the profite of their employer upon the whole stock of materials and wages which ho advanced » (*Wealth of Nations*, ed. Mac Culloch, 1828, tome I, p. 83). Et, dans le livre II, chapitre III, spécialement sur le travail industriel : « Le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute en général à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. » (pp. 410-411.)

¹⁹² « Les hommes... employés aux travaux de la culture, non seulement, comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits des capitalistes, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire. » (*Op. cit.*, p. 455.)

*former un revenu, ou au maître de ce capital, comme profit de ces fonds ou à quelque autre personne, comme rente de sa terre*¹⁹³. »

*« Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir, premièrement, leur capital fixe, secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut*¹⁹⁴. »

Nous avons ici les notions du capital et du revenu social, conçues d'une façon générale et plus rigoureuse que dans le *Tableau économique* ; le revenu social détaché de sa liaison unilatérale avec l'agriculture le capital, sous ses deux formes de capital fixe et de capital circulant servant de base à toute la production sociale. Au lieu de la distinction erronée entre les deux principales branches de la production : l'industrie et l'agriculture, nous voyons ici apparaître au premier plan d'autres catégories de nature plus profonde : la distinction entre le capital et le revenu, puis celle entre capital fixe et capital circulant. Partant de là, Smith passe à l'analyse des rapports mutuels et des transformations de ces catégories dans leur mouvement social : dans la production et la circulation, c'est-à-dire dans le processus de reproduction de la société. Il souligne ici une différence radicale entre le capital fixe et le capital circulant du point de vue social.

« Il est évident qu'il faut retrancher du revenu net de la société toute la dépense d'entretien du capital fixe. Les matières premières nécessaires pour l'entretien des machines utiles, instruments d'industrie, bâtiments d'exploitation, etc., pas plus que le produit du travail nécessaire pour donner à ces matières la forme convenable, ne peuvent jamais faire partie de ce revenu net. Le prix de ce travail, à la vérité, peut bien en faire partie, puisque les ouvriers qui y sont employés peuvent placer la valeur entière de leurs salaires dans leur fonds de consommation, mais la différence consiste en ce que dans les autres sortes de travail et le prix et le produit vont l'un et l'autre à ce fonds; le prix va à celui des ouvriers, et le produit à celui d'autres personnes dont la subsis-

¹⁹³ P. 445. Il est vrai qu'une phrase plus loin, Smith transforme le capital tout entier en salaires, c'est-à-dire en capital variable : « That part of the annual produce of the land and labour of any country which replaces a capital, never is immediately employed to maintain any but productive hands. It pays the wages of productive labour only. That which is immediately destined for constituting a revenue, either as profit or as rent, may maintain indifferently either productive or unproductive hands. » (Ed. Mac Culloch, tome I, p. 98.)

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 346.

*tance, les commodités et les agréments se trouvent augmentés par le travail de ces ouvriers*¹⁹⁵. »

Ici Smith se heurte à la distinction importante entre ouvriers produisant des moyens de production et ouvriers produisant des moyens de consommation. Au sujet des premiers, il remarque que la valeur qu'ils créent en remplacement de leurs salaires vient au monde sous forme de moyens de production (tels que matières premières, machines, etc.), c'est-à-dire qu'ici la partie du produit destinée au revenu des ouvriers existe sous une forme naturelle, qui ne peut absolument pas servir à la consommation. En ce qui concerne la seconde catégorie d'ouvriers, Smith remarque qu'ici, au contraire, tout le produit, par conséquent tant la partie de valeur qu'il contient et qui remplace les salaires (le revenu) des ouvriers que l'autre partie (Smith ne le dit pas expressément, mais cela découle de son raisonnement : ainsi la partie également qui représente le capital fixe usagé) apparaît sous forme d'articles de consommation. Nous verrons plus loin combien Smith s'est approché ici du point crucial de l'analyse, d'où Marx est parti pour aborder le problème. Cependant, la conclusion générale à laquelle Smith lui-même reste attaché, sans poursuivre plus loin l'analyse, est la suivante : en tout cas, ce qui sert à l'entretien et au renouvellement du capital fixe de la société ne peut être compris dans le revenu net de la société.

Il en est autrement du capital circulant.

*« Mais quoique toute la dépense d'entretien du capital fixe se trouve ainsi nécessairement retranchée du revenu net de la société, il n'en est pas de même à l'égard de la dépense d'entretien du capital circulant. On a déjà observé que, des quatre articles qui composent ce capital, qui sont l'argent, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, les trois derniers en sont régulièrement retirés pour être versés, soit dans le capital fixe de la société, soit dans le fonds de consommation. De ces choses consommables, tout ce qui ne se trouve pas employé à l'entretien du premier de ces deux fonds va en entier à l'autre et fait partie du revenu net de la société : ainsi l'entretien de ces trois parties du capital circulant ne retranche du revenu net de la société aucune autre portion du produit annuel que celle qui est nécessaire à l'entretien du capital fixe*¹⁹⁶. »

On voit que Smith fait tout entrer dans la catégorie du capital circulant, à l'exception du capital fixe déjà employé, par conséquent tant les moyens de consommation que les matières premières et tout le capital de marchandises non encore réalisé (par conséquent en partie ces mêmes moyens de consommation et matières premières déjà mentionnés, en partie des marchandises qui, conformément à leur forme naturelle, doivent servir au remplacement du capi-

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 346.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 348.

tal fixe), rendant ainsi tout à fait confuse et équivoque la notion du capital circulant. Mais, à côté et au milieu même de cette confusion, il fait encore une autre distinction importante :

« A cet égard, le capital circulant d'une société diffère de celui d'un individu. Celui d'un individu ne peut entrer pour la moindre partie dans son revenu net, qui se compose uniquement de ses profits. Mais encore que le capital circulant de chaque individu fasse une partie de celui de la société dont il est membre, il ne s'ensuit pas que ce capital ne puisse de même entrer pour quelque chose dans le revenu net de la nation ¹⁹⁷. »

Smith appuie ce qui vient d'être dit par l'exemple suivant :

« Quoique les marchandises qui composent le fonds de boutique d'un marchand ne puissent nullement être versées dans son fonds de consommation, elles peuvent néanmoins aller à celui d'autres personnes qui, au moyen d'un revenu qu'elles tirent de quelque autre source, sont en état d'en remplacer régulièrement la valeur au marchand, ainsi que ses profits, sans qu'il en résulte aucune diminution, ni dans le capital du marchand ni dans le leur ¹⁹⁸. »

Smith a mis au jour des catégories fondamentales relativement à la reproduction et au mouvement du capital social. Capital fixe et capital circulant, capital privé et capital social, revenu privé et revenu social, moyens de production et moyens de consommation sont élevés ici au niveau de catégories importantes, et, en partie, étudiés dans leur entrecroisement réel, objectif, en partie noyés dans les contradictions théoriques, subjectives, de l'analyse smithienne. Le schéma simple, sévère et d'une pure clarté classique des physiocrates fait ici place à une foule de notions et de rapports qui semblent à première vue former un chaos. Mais, de ce chaos apparent, surgissent déjà petit à petit de nouveaux rapports de production sociale représentés d'une façon plus profonde, plus moderne et plus vivante que chez Quesnay, rapports qui se trouvent à l'état inachevé dans le chaos, tel l'esclave de Michel-Ange dans son bloc de marbre.

C'est là un des aspects du problème, tel que l'aperçoit Smith. Mais, en même temps, il l'étudie sous un tout autre aspect, celui de la valeur. Ce sont précisément cette théorie du caractère productif de tout travail, puis la division strictement capitaliste du travail en travail payé (destiné à remplacer le salaire) et en travail non payé (créateur de la plus-value), enfin la division de la plus-value en ses deux catégories fondamentales : le profit et la rente - ce qui représente autant de progrès sur les physiocrates - qui ont amené Smith à cette affirmation remarquable, d'après laquelle le prix de toute marchandise se compose de salaire + profit + rente, ou, pour employer la formule plus brève de

¹⁹⁷ Ibid., p. 348.

¹⁹⁸ Ibid., p. 348.

Marx, de v + pl. Il en résultait, par conséquent, que toutes les marchandises produites annuellement par la société se divisent en ces deux parties : salaires et plus-value. Ici disparaissait brusquement la catégorie du capital, la société ne produit que du revenu, que des articles de consommation, entièrement consommés par la société. La reproduction sans capital devient une énigme, et le problème dans son ensemble fait, par rapport aux physiocrates, un bond formidable en arrière.

Les successeurs de Smith ont pris sa double théorie juste du mauvais côté. Tandis que personne, jusqu'à Marx, ne sut utiliser les indications importantes qu'il fournit dans la deuxième partie de son ouvrage en vue d'une exposition exacte du problème, sa fausse théorie des prix, contenue dans la première partie, fut considérée par ses successeurs comme un legs précieux et acceptée telle quelle, comme chez Ricardo, ou transformée en un dogme plat, comme chez Say. Là où il y avait chez Smith des doutes et des contradictions fécondes, nous voyons chez Say la suffisance de l'économiste vulgaire. Pour Say, l'observation de Smith, selon laquelle ce qui est capital pour l'un peut être revenu pour l'autre, devient un motif de déclarer absurde, d'une façon générale, toute distinction entre capital et revenu dans le cadre social. Par contre, cette absurdité d'après laquelle la valeur totale de la production annuelle se compose exclusivement de revenus et est, par conséquent, consommée tout entière est élevée par lui à la hauteur d'un dogme absolu. Étant donné que la société consomme entièrement chaque année toute ce qu'elle produit, la reproduction sociale, sans moyens de production, devient une répétition annuelle du miracle biblique, une création ex nihilo.

C'est dans cet état que resta le problème de la reproduction jusqu'à Marx.

Critique de l'analyse de Smith

Résumons les résultats auxquels est parvenue l'analyse de Smith. Nous pouvons les grouper de la façon suivante :

1. Il existe un capital fixe de la société, qui ne passe dans aucune partie du revenu net de la société. Ce capital fixe est constitué par les « matières premières, qui servent à l'entretien des machines et instruments » et par « le produit du travail nécessaire à la transformation de ces matières en la forme voulue ». En opposant encore expressément la production de ce capital fixe à la production de moyens de consommation directs, en tant que genre spécial, Smith transforme en fait le capital fixe en ce que Marx appelle capital constant, c'est-à-dire la partie du capital qui existe dans tous les moyens de production matériels, en opposition à la force de travail ;

2. Il existe un capital circulant de la société. Mais, après en avoir détaché la partie de capital fixe (c'est-à-dire constant), il ne reste que la catégorie des moyens de consommation, qui ne constitue pas pour la société un capital, mais un revenu net, un fonds de consommation ;
3. Le capital et le revenu net des individus ne se confondent pas avec le capital et le revenu net de la société. Ce qui n'est pour la société que du capital fixe (c'est-à-dire constant) peut être pour les individus non pas un capital, mais un revenu, un fonds de consommation, notamment dans les parties de valeur du capital fixe qui représentent le salaire des ouvriers et le profit des capitalistes. Réciproquement, le capital circulant des individus peut être pour la société non pas un capital, mais un revenu, dans la mesure notamment où il représente des moyens de consommation ;
4. Le produit social annuel ne contient dans sa valeur aucun atome de capital, mais se résout entièrement en trois sortes de revenus : salaires, profits du capital et rentes.

Quiconque essaierait, d'après ces fragments d'idées, de se faire une image d'ensemble de la reproduction annuelle du capital social devrait renoncer bientôt à cette tentative. Comment, en fin de compte, malgré tout, le capital social se renouvelle chaque année, comment la consommation de tous est assurée au moyen du revenu, et comment, en même temps, les individus observent exactement leurs points de vue de capital et de revenu, ces questions sont encore très loin d'être résolues. C'est pourquoi il est nécessaire de se représenter toute la confusion d'idées et l'abondance de vues contradictoires, pour mesurer quelle clarté Marx a jetée sur le problème.

Commençons par le dernier dogme d'Adam Smith, qui suffisait à lui seul pour empêcher la solution du problème de la reproduction dans l'économie politique classique. La racine de la conception bizarre de Smith, d'après laquelle la valeur du produit total de la société se résoudrait entièrement en salaires, profits et rentes, réside précisément dans sa théorie de la valeur. Le travail est la source de toute valeur. Toute marchandise est, considérée en tant que valeur, le produit du travail et rien de plus. Mais tout travail accompli est, en tant que travail salarié - cette identification du travail humain avec le travail salarié capitaliste est précisément le trait classique chez Smith - destiné non seulement à remplacer les salaires avancés, mais aussi à produire un surplus, provenant du travail non payé, en tant que profit pour le capitaliste et en tant que rente pour le propriétaire foncier. Ce qui est vrai de chaque marchandise l'est également de la totalité des marchandises. Toute la masse des marchandises produites annuellement par la société n'est, en tant que quantum de valeur, que le produit du travail - et notamment du travail payé comme du travail non payé - et se divise par conséquent aussi en salaires, profits et rentes. A vrai dire, il faut faire entrer en ligne de compte, dans chaque travail, les matières pre-

mières, instruments, etc. Mais que sont ces instruments et matières premières, si ce n'est également des produits du travail, et encore une fois en partie du travail payé et en partie du travail non payé ? Nous aurons beau nous tourner et nous retourner dans tous les sens, nous ne trouverons dans la valeur, ou dans le prix de toutes les marchandises, rien qui ne soit simplement du travail humain. Mais tout travail se divise en deux parties : l'une destinée à remplacer les salaires et l'autre à fournir un profit aux capitalistes et une rente aux propriétaires fonciers. Il n'y a rien que des salaires et des profits. Mais il existe cependant du capital - capital individuel et capital social. Comment sortir de cette contradiction ? Ce qui prouve que nous nous trouvons en effet ici devant une grosse difficulté théorique, c'est le fait que Marx lui-même dut se plonger longtemps dans l'étude du problème sans pouvoir avancer et trouver la solution, ainsi qu'on peut s'en rendre compte dans ses *Théories sur la plus-value* (traduites sous le titre *d'Histoire des doctrines économiques*, tome I, pp. 223-319). Cette solution, il finit cependant par la trouver, et cela grâce à sa théorie de la valeur. Smith avait parfaitement raison : la valeur de chaque marchandise, en particulier, et de toutes les marchandises, en général, ne représente pas autre chose que du travail. Il avait également raison quand il disait : tout travail (en régime capitaliste) se divise en travail payé (destiné à remplacer les salaires) et en travail non payé (produisant de la plus-value au profit des différentes classes qui possèdent les moyens de production). Mais il oublia ou plutôt ne vit pas que le travail, outre la propriété qu'il a de créer une valeur nouvelle, a aussi celle de reporter l'ancienne valeur contenue dans les moyens de production sur les marchandises fabriquées à l'aide de ces moyens de production. Une journée de travail de 10 heures d'un boulanger ne peut pas produire plus de valeur qu'une valeur de 10 heures - et ces 10 heures se divisent en régime capitaliste en travail payé et en travail non payé - mais les marchandises fabriquées en ces 10 heures de travail représenteront plus de valeur que celle de 10 heures de travail. Elles contiendront notamment encore la valeur de la farine, du four dont on se sera servi, des bâtiments de travail, du combustible, etc., bref, de tous les moyens de production nécessaires au travail du boulanger. La valeur de la marchandise ne pourrait se résoudre entièrement en $v + pl$ qu'à une seule condition, à savoir que l'homme travaille dans l'air bleu du ciel, sans matières premières, sans instrument, sans lieu de travail. Mais étant donné que tout travail matériel suppose des moyens de production, qui sont eux-mêmes le produit d'un travail précédent, il doit reporter également le travail précédent, c'est-à-dire la valeur créée par lui, sur le nouveau produit.

Il ne s'agit pas ici d'un phénomène spécial au régime capitaliste, mais d'un phénomène qui est à la base même du travail humain, et par conséquent indépendant de la forme historique de la société. Le travail à l'aide d'instruments fabriqués par l'homme est la caractéristique fondamentale de la société humaine. La notion du travail passé qui précède tout nouveau travail et lui prépare sa base d'opération exprime la relation historique et culturelle existant

entre l'homme et la nature, la chaîne durable des efforts de la société humaine s'engrenant l'un dans l'autre, efforts dont l'origine se perd dans la nuit des temps et qui ne prendront fin qu'avec l'humanité elle-même. Ainsi donc, nous ne pouvons nous représenter le travail humain autrement qu'accompagné d'instruments de travail, qui sont eux-mêmes le produit d'un travail précédent. Chaque nouveau produit contient non seulement le nouveau travail qui lui a donné sa dernière forme, mais aussi le travail passé qui lui a fourni la matière, l'instrument de travail, etc. Dans la production de valeur, c'est-à-dire dans la production de marchandises, à laquelle appartient également la production capitaliste, ce phénomène ne disparaît pas, il ne fait que recevoir une expression particulière. Il se manifeste dans le double caractère du travail producteur de marchandises, qui, d'une part, en tant que travail utile, concret, de quelque genre qu'il soit, crée la valeur d'usage, et, d'autre part, en tant que travail abstrait, général, socialement nécessaire, crée de la valeur. Dans sa première qualité, il fait ce qu'a toujours fait le travail humain : reporter le travail passé contenu dans les moyens de production usagés sur le nouveau produit, avec cette différence que ce travail passé apparaît maintenant comme valeur, comme une valeur ancienne. Dans sa seconde qualité, il crée une nouvelle valeur qui, selon les règles capitalistes, se décompose en travail payé et travail non payé : $v + pl$. La valeur de toute marchandise doit par conséquent contenir tant l'ancienne valeur, que le travail, en tant que travail utile, concret, transporte des moyens de production sur la marchandise, qu'une nouvelle valeur, que ce même travail crée, en tant que travail socialement nécessaire, par sa seule extériorisation, par sa seule durée.

Cette distinction, Smith ne pouvait pas la faire, étant donné qu'il ne discernait pas le caractère double du travail créateur de valeur, et Marx déclare même quelque part que c'est dans cette erreur fondamentale de la théorie de la valeur de Smith qu'il faut voir la source véritable de son dogme étrange, selon lequel toute masse de valeur produite se résout entièrement en $v + pl$ ¹⁹⁹. Cette ignorance du caractère double du travail producteur de marchandises : travail concret, utile, et travail abstrait, socialement nécessaire, constitue en effet l'une des caractéristiques principales, non seulement de la théorie de la valeur de Smith, mais aussi de celle de toute l'école classique.

Sans se soucier des conséquences sociales que cela comportait, l'économie politique classique a reconnu le travail humain comme étant le seul facteur créateur de valeur et développé cette théorie jusqu'à lui donner cette clarté avec laquelle elle nous apparaît dans l'œuvre de Ricardo. Mais ce qui distingue essentiellement la théorie de la valeur de Ricardo de celle de Marx - distinction ignorée non seulement des économistes bourgeois, mais aussi de la plupart des vulgarisateurs de la doctrine de Marx - c'est que Ricardo, conformément à sa

¹⁹⁹ *Le Capital*, II, p. 351. Trad. Molitor, VII, p. 200 et suiv.

conception générale du caractère naturel de l'économie bourgeoise, considère la création de valeur comme une propriété naturelle du travail humain, du travail individuel, concret, de l'homme isolé.

Cette conception apparaît encore plus nettement chez A. Smith, qui déclare, par exemple, que la « *propension à l'échange* » est une particularité de la nature humaine, après l'avoir vainement cherchée chez les animaux, notamment chez les chiens, etc.

D'ailleurs, tout en mettant en doute l'existence d'une soi-disant « propension à l'échange » chez les animaux, Smith reconnaît au travail des animaux la même propriété créatrice de valeur qu'au travail humain, notamment là où il lui arrive de retomber dans les conceptions de l'école physiocratique.

« Mais aucun capital, à somme égale, ne met en activité plus de travail productif que celui du fermier. Ce sont non seulement ses valets de ferme, mais ses bestiaux de labour et de charroi qui sont autant d'ouvriers productifs... Ainsi les hommes et les bestiaux employés aux travaux de la culture, non seulement comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits du capitaliste, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire²⁰⁰. » Ici apparaît de la façon la plus nette que Smith considérait la création de valeur comme une propriété physiologique du travail, en tant qu'expression de l'organisme animal de l'homme. De même que l'araignée tisse sa toile à l'aide de substances tirées de son propre corps, de même l'homme travailleur crée de la valeur - c'est-à-dire l'homme qui travaille et produit des objets utiles, car l'homme qui travaille est de par sa nature un producteur de marchandises, de même que la société humaine est de par nature une société reposant sur l'échange, et l'économie marchande, la forme économique normale de la société humaine.

Marx fut le premier à reconnaître dans la valeur un rapport social particulier, apparu dans certaines conditions historiques, ce qui l'amena à distinguer les deux aspects du travail producteur de marchandises : à savoir le travail concret, individuel, et le travail social, général, distinction grâce à laquelle la solution de l'énigme de l'argent apparut brusquement, comme à la lueur d'une lanterne sourde.

Pour pouvoir discerner ainsi, *statiquement*, au sein de l'économie bourgeoise, le double caractère du travail, et distinguer l'homme travailleur du producteur de marchandises, du créateur de valeur, Marx devait auparavant distinguer *dynamiquement*, dans le développement historique, le producteur de

²⁰⁰ A. Smith, *op. cit.*, I. p. 455.

marchandises de l'homme travailleur tout court, c'est-à-dire reconnaître dans la production de marchandises une certaine forme historique de la production sociale. Marx devait, en un mot, pour pouvoir déchiffrer l'énigme de l'économie capitaliste, commencer son étude par une déduction opposée à celle des économistes classiques, c'est-à-dire en étudiant le passé historique du mode de production bourgeois, au lieu de s'appuyer sur la croyance en son caractère normal humain. Il devait retourner la déduction métaphysique des économistes classiques en son contraire, la déduction dialectique²⁰¹.

C'est ce qui explique que Smith ne pouvait pas distinguer clairement les deux aspects du travail créateur de valeur, dans la mesure où, d'une part, il transporte sur le produit nouveau la vieille valeur contenue dans les moyens de production, et où il crée en même temps, d'autre part, une valeur nouvelle. Il nous paraît cependant que son affirmation selon laquelle toute valeur se résout en $v + pl$ découle encore d'une autre source. Il est impossible de croire que Smith n'ait pas vu que toute marchandise fabriquée contient non seulement la valeur créée à l'occasion de sa fabrication, - mais aussi celle de tous les moyens de production employés pour sa fabrication. Le fait que, pour affirmer la division de la valeur en $v + pl$, il nous renvoie constamment d'un stade de production à un autre, ou, comme dit Marx, de Ponce à Pilate, montre bien qu'il ne l'ignore pas. Mais le merveilleux de l'affaire, c'est qu'il dissout toujours à nouveau la vieille valeur des moyens de production en $v + pl$, ce qui a finalement pour résultat de faire entrer dans cette formule toute la valeur contenue dans la marchandise.

Il en est ainsi notamment dans le passage déjà cité par nous sur le prix du blé : « Dans le prix du blé, par exemple, une partie paye la rente du propriétaire, une autre paye les salaires ou l'entretien des ouvriers ainsi que des bêtes de labour et de charroi employées à produire le blé, et la troisième paye le profit du fermier. Ces trois parties semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces mêmes trois parties : rente, travail et profit. »

²⁰¹ Rosa Luxemburg, *die Neue Zeit*, XVIII, tome II, p. 184.

Ce qui a troublé Smith, c'est, à notre avis, ce qui suit :

1. Tout travail exige des moyens de production. Mais ce qui est moyen de production pour un travail déterminé (matières premières, instruments, etc.) est lui-même le produit d'un travail passé. Pour le boulanger, la farine est un moyen de production, auquel il ajoute du nouveau travail. Mais la farine provient elle-même du travail du meunier, pour qui elle n'était pas un moyen de production, mais un produit, tout comme maintenant le pain pour le boulanger. Ce produit supposait lui-même du blé comme moyen de production, mais le blé, à son tour, si nous reculons encore d'un degré, n'était pas pour le cultivateur un moyen de production, mais un produit. On ne peut trouver aucun moyen de production contenant une certaine valeur qui ne soit lui-même le produit d'un travail précédent ;
2. Il en résulte, au point de vue capitaliste, ce qui suit : tout capital qui a été entièrement utilisé pour la fabrication d'une marchandise quelconque se laisse finalement résoudre en un certain quantum de travail réalisé ;
3. Toute la valeur de la marchandise, y compris le capital nécessaire à sa fabrication, se résout donc tout simplement en un certain quantum de travail. Et ce qui est vrai de toute marchandise l'est également de la totalité des marchandises fabriquées chaque année par la société. Leur valeur totale, elle aussi, se résout en un certain quantum de travail accompli ;
4. Tout travail accompli suivant les règles capitalistes se divise en deux parties : une partie payée, qui remplace les salaires, et une partie non payée, qui crée les profits et les rentes, c'est-à-dire la plus-value. Tout travail accompli suivant les règles capitalistes correspond à la formule $v + pl$ ²⁰².

Tout cela est parfaitement juste et incontestable. La façon dont Smith a formulé ces thèses montre la solidité et la sûreté de son analyse scientifique et les progrès qu'il a réalisés sur les physiocrates en ce qui concerne la conception de la valeur et de la plus-value. Il n'y a à lui reprocher que la bourde grossière qu'il commet dans la conclusion de la thèse 3^e, où il dit que la valeur totale de la masse des marchandises annuellement produites par la société se résout dans le quantum de travail accompli pendant l'année, alors qu'en d'autres endroits il montre qu'il sait fort bien que la valeur des marchandises produites pendant un an par la société comprend nécessairement aussi le travail des années précédentes, à savoir le travail inclus dans les moyens de production utilisés.

²⁰² Nous ne tenons pas compte ici du fait que chez Smith apparaît également de temps en temps en temps la conception contraire, suivant laquelle ce n'est pas le prix des marchandises qui se résout en $v + pl$, mais la valeur des marchandises qui se compose de $v + pl$. Ce qui quoiqu'il soit plus important pour la théorie de la valeur de Smith que pour le sujet qui nous intéresse ici.

Et cependant, la conclusion tirée par Smith des quatre thèses absolument justes que nous venons d'énumérer, à savoir : la valeur de toute marchandise, ainsi que de la masse totale des marchandises fabriquées annuellement par la société, se résout entièrement en $v + pl$, cette conclusion est complètement fautive. Smith confond ceci, qui est vrai : la valeur de toute marchandise ne représente pas autre chose que du travail social, avec ceci, qui est faux : toute marchandise ne représente rien d'autre que $v + pl$. La formule $v + pl$ exprime la double fonction du travail vivant dans les conditions de l'économie capitaliste : 1° remplacement du Capital variable (salaires), 2° création de la plus-value pour le capitaliste. Cette fonction, c'est le travail salarié qui la remplit, par suite de son utilisation par le capitaliste, lequel, en réalisant sur le marché la valeur des marchandises, reprend le capital variable représenté par les salaires avancés par lui et empêche la plus-value. La formule $v + pl$ exprime par conséquent le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste, rapport qui prend fin chaque fois avec la fabrication de la marchandise. Si celle-ci est vendue et le rapport $v + pl$ réalisé en argent par le capitaliste, ce rapport et sa trace dans les marchandises sont par conséquent éteints. Il est absolument impossible de voir dans la marchandise et sa valeur dans quel rapport sa valeur a été créée et si elle l'a été par du travail payé ou du travail non payé; la seule chose certaine, c'est que la marchandise contient une certaine quantité de travail socialement nécessaire, ce qui se manifeste dans le fait qu'elle est échangée. Pour ce qui est de l'échange lui-même, par conséquent, comme pour l'usage de la marchandise, il est complètement indifférent de savoir si le travail qu'elle contient se divise en $v + pl$. Seule la quantité de valeur qu'elle contient joue un rôle dans l'échange, et seule sa structure concrète, son utilité, joue un rôle dans l'usage. La formule $v + pl$ exprime par conséquent, pour ainsi dire, le rapport intime entre le capital et le travail, la fonction sociale du travail salarié, qui s'éteint entièrement dans le produit. Il en est autrement de la partie du capital investie dans les moyens de production, autrement dit du capital constant. Outre le travail salarié, le capitaliste doit se procurer également des moyens de production, car tout travail exige, pour pouvoir être accompli, des matières premières, des instruments, des bâtiments, etc. Le caractère capitaliste de cette condition de la production se manifeste en ceci que ces moyens de production apparaissent précisément en tant que capital, c'est-à-dire : 1° en tant que propriété d'une autre personne que celles qui travaillent, séparée de la force du travail, en tant que propriété des non-travailleurs ; 2° en tant que simple avance, que dépense en vue de la production de plus-value. Le capital constant c n'apparaît donc ici que comme base de $v + pl$. Mais le capital constant exprime encore quelque chose de plus, à savoir la fonction des moyens de production dans le processus du travail humain, indépendamment de toute forme sociale historique. L'indigène de la Terre de Feu, pour construire son canoë familial, la communauté communiste agraire de l'Inde, pour cultiver les terres communales, le fellah égyptien, pour labourer son champ, comme pour construire les pyramides pour

le pharaon, l'esclave grec dans la petite manufacture athénienne, le serf féodal, l'artisan des corporations du Moyen Age, tout comme l'ouvrier salarié moderne, ont également besoin de matières premières et d'instruments de travail. Les moyens de production issus du travail humain sont l'expression du contact du travail humain avec la matière brute et, par là, une condition générale, éternelle, du procès de production humain. Le terme c , dans la formule $c + v + pl$, exprime par conséquent une certaine fonction des moyens de production, qui ne s'éteint pas avec la cessation du travail. Alors qu'il est complètement indifférent, pour l'échange et pour la consommation de la marchandise, qu'elle ait été produite par du travail payé ou du travail non payé, par le travail de l'ouvrier salarié, de l'esclave ou du serf ou par quelque autre forme de travail, il est d'une importance décisive pour l'usage de la marchandise de savoir si elle est elle-même moyen de production ou moyen de consommation. Que, pour la fabrication d'une machine, on ait employé du travail payé ou du travail non payé, cela n'a d'intérêt que pour le fabricant et ses ouvriers. Pour ce qui est de la société qui acquiert la machine au moyen de l'échange, ce qui est intéressant, c'est uniquement sa qualité de moyen de production, sa fonction dans le processus de la production. Et de même que chaque forme sociale de production devait de tout temps tenir compte du rôle important des moyens de production, en ce sens que, dans toute période de production, elle veillait à la fabrication des moyens de production nécessaires à la période suivante, de même la société capitaliste ne peut entreprendre, chaque année, sa production de valeur, selon la formule $v + pl$, autrement dit l'exploitation du travail salarié, que si la quantité nécessaire de moyens de production en vue de la formation du capital constant existe en tant que produit de la période de production précédente. Cette liaison spécifique de chaque période de production avec la suivante, qui constitue la base générale, éternelle, du procès de la reproduction sociale et qui consiste en ce qu'une partie des produits d'une période de production est destinée à servir de moyens de production pour la période suivante, a échappé aux regards de Smith. Ce qui l'intéressait dans les moyens de production, ce n'était pas leur fonction spécifique dans le processus de la production où ils sont employés, mais le fait que, comme toute autre marchandise, ils sont eux-mêmes un produit du travail salarié employé selon les règles capitalistes. La fonction spécifiquement capitaliste du travail salarié dans le processus de production de la plus-value l'empêchait complètement de voir la fonction générale, éternelle, des moyens de production dans le processus du travail. Son regard, voilé par le point de vue bourgeois, n'apercevait pas, derrière le rapport social particulier entre le capital et le travail, le rapport général entre l'homme et la nature. C'est ici que nous paraît résider la véritable source de l'affirmation étrange de Smith que la valeur totale de la masse des marchandises produites annuellement par la société se ramène à $v + pl$. Smith ne vit pas que c , en tant que premier terme de la formule $c + v + pl$, est l'expression nécessaire de la base sociale générale de l'exploitation capitaliste du travail salarié.

La valeur de toute marchandise doit par conséquent être exprimée dans la formule $c + v + pl$. La question se pose maintenant de savoir à quel point ceci se rapporte à la totalité des marchandises produites par la société. Reportons-nous, à ce propos, aux doutes qu'exprimait Smith sur ce point, et notamment à son affirmation selon laquelle le capital fixe, le capital circulant et le revenu de l'individu ne correspondent pas aux mêmes catégories envisagées du point de vue social (page 32, paragraphe 3). Ce qui est pour l'un capital circulant n'est pas du capital pour d'autres, mais du revenu, comme par exemple les avances de capital destinées à payer les salaires. Cette affirmation repose sur une erreur. Quand le capitaliste paie des salaires à ses ouvriers, il ne leur donne pas un capital variable qui passe dans leurs mains pour y être transformé en revenu, mais seulement la forme de valeur de son capital variable contre sa forme naturelle, la force de travail. Le capital variable reste toujours dans les mains des capitalistes : d'abord sous forme d'argent, puis sous forme de force de travail, qu'il a achetée avec cet argent, plus tard sous forme d'une partie de la valeur des marchandises produites, pour lui revenir finalement - augmenté du profit - à la suite de la vente des marchandises sous forme d'argent. Quant à l'ouvrier, il n'entre jamais en possession du capital variable. Pour lui, la force de travail ne constitue jamais un capital, mais son bien (le pouvoir de travailler, le seul qu'il possède). S'il l'a extériorisée et s'il a reçu de l'argent comme salaire, ce dernier n'est pas pour lui un capital, mais le prix de la marchandise qu'il a vendue. Enfin, le fait que l'ouvrier achète des moyens de consommation avec le salaire qu'il a reçu n'a pas plus de rapport avec la fonction que cet argent a jouée, en tant que capital variable, dans les mains du capitaliste que l'usage personnel que fait tout vendeur d'une marchandise quelconque de l'argent qu'il en a reçu. Ce n'est donc pas le capital variable du capitaliste qui devient le revenu de l'ouvrier, mais le prix de la marchandise force-de-travail vendue par l'ouvrier, tandis que le capital variable reste comme auparavant dans les mains du capitaliste et fonctionne comme tel.

Tout aussi fausse est l'affirmation selon laquelle le revenu (plus-value) du capitaliste, contenu, par exemple, dans des machines non encore réalisées, ce qui est le cas pour un fabricant de machines, est du capital fixe pour un autre, à savoir celui qui achète des machines. Ce qui constitue, en effet, le revenu du fabricant de machines, ce ne sont pas les machines elles-mêmes ou une partie de ces machines, mais la plus-value qu'elles contiennent, par conséquent le travail non payé fourni par ses ouvriers. Après la vente des machines, ce revenu reste comme auparavant dans les mains du fabricant de machines ; il n'a fait que changer de forme. Il a perdu sa forme de machines pour revêtir la forme d'argent. Réciproquement, ce n'est pas par l'achat de la machine que son acheteur est entré en possession de son capital fixe, car il le possédait déjà auparavant sous forme d'un certain capital argent. Par l'achat de la machine, il n'a fait que donner à ce capital la forme matérielle dont il avait besoin pour le faire fonctionner d'une façon productive. Avant comme après l'achat de la machine,

le revenu (la plus-value) reste dans les mains du fabricant, le capital fixe dans les mains de l'acheteur. Exactement de la même façon que dans l'exemple indiqué plus haut le capital variable reste toujours dans les mains du capitaliste, le revenu dans celles de l'ouvrier.

Ce qui a amené la confusion chez Smith et ses successeurs, c'est qu'ils ont confondu, tout d'abord dans l'échange capitaliste des marchandises, leur forme d'usage avec leurs rapports de valeur, et ensuite qu'ils n'ont pas su séparer les différentes circulations de capital et circulations de marchandises, qui se confondent continuellement. Un seul et même acte d'échange de marchandises peut être, vu d'un côté, circulation de capital, et, de l'autre, simple échange de marchandises, pour la satisfaction des besoins de consommation. La fausse affirmation selon laquelle ce qui est pour l'un capital est revenu pour un autre, et réciproquement, se ramène par conséquent à cette juste affirmation : ce qui est pour l'un circulation de capital est, pour un autre, simple échange de marchandises, et réciproquement. Par là se manifestent seulement la capacité de transformation du capital au cours de sa carrière et l'entrelacement des différentes sphères d'intérêts dans le processus d'échange social; mais l'existence nettement délimitée du capital, en opposition au revenu, et notamment dans ses deux formes principales, en tant que capital constant et en tant que capital variable, subsiste entièrement.

Et, cependant, en affirmant que le capital et le revenu privés ne concordent pas entièrement avec le capital et le revenu de la société, Smith s'approche très près de la vérité, quoiqu'il n'ait pas su montrer le rapport exact entre ces deux sortes de catégories.

Le schéma de la simple reproduction de Marx

Considérons la formule $c + v + pl$, expression du produit social. Avons-nous là une simple construction théorique, un schéma abstrait, ou cette formule a-t-elle, dans son application à la société tout entière, un sens concret, une existence sociale objective ?

C'est Marx qui a, le premier, montré l'importance fondamentale, en tant que catégorie, de c , le capital constant. Mais déjà Smith lui-même, qui ne travaille exclusivement qu'avec les catégories capital fixe et capital circulant, transforme en fait et inconsciemment le capital fixe en capital constant, englobant dans cette catégorie non seulement les moyens de production qui s'usent en plusieurs années, mais aussi ceux qui passent entièrement chaque année dans la production²⁰³. Son affirmation elle-même, selon laquelle la valeur se

²⁰³ C'est pour simplifier les choses et dans le sens du langage courant que nous parlons continuellement ici de production annuelle, ce qui n'est exact en réalité que pour l'agriculture. La période de

résout en $v + pl$, et les arguments à l'aide desquels il en fait la preuve l'amènent à séparer les deux catégories de conditions de la production, à savoir le travail vivant et tous les moyens de production figés. D'autre part, en essayant de construire le processus de reproduction sociale au moyen des capitaux et revenus privés, ce qui lui reste en qualité de capital « fixe », c'est en réalité, du capital constant.

Chaque capitaliste individuel emploie, pour la fabrication de ses marchandises, un certain nombre de moyens de production : bâtiments, matières premières, instruments. Pour la fabrication de la totalité des marchandises, la totalité des moyens de production matériels employés par les différents capitalistes individuels est évidemment nécessaire dans la société donnée. L'existence de ces moyens de production dans la société est un fait tout à fait réel, quoiqu'ils n'existent que sous forme de capitaux privés. Ici se manifeste la condition générale absolue de toute production sociale, quelle que soit sa forme historique. Ce qui caractérise la forme capitaliste particulière de cette production, c'est le fait que les moyens de production matériels fonctionnent précisément en tant que c , en tant que capital, c'est-à-dire en tant que propriété de non-travailleurs, en tant que pôle opposé aux forces de travail prolétariennes, que contrepartie du travail salarié. Le v , capital variable, est la somme des salaires réellement payés dans la société au cours de la production annuelle. Ce fait, lui aussi, a une importance objective, réelle, quoique celle-ci se manifeste sous forme d'une multitude de salaires individuels. Dans toute société, quelle qu'elle soit, le nombre de forces de travail réellement employées à la production et leur entretien annuel sont des questions d'une importance primordiale. La forme capitaliste particulière de cette catégorie, en tant que v , que capital variable, fait que les moyens d'existence des travailleurs leur sont accordés : 1° en tant que salaires, c'est-à-dire en tant que prix de leur force de travail, qu'ils ont vendue, et en tant que capital appartenant à d'autres, aux non-travailleurs, aux possesseurs de moyens de production matériels ; 2° en tant que forme de valeur de leurs moyens d'existence. Le v exprime à la fois que les travailleurs sont « libres », au double sens du mot, c'est-à-dire libres personnellement, et libres de tous moyens de production, et que la production de marchandises est la forme générale de la production dans la société donnée.

Enfin, le pl , plus-value, représente la somme totale de toutes les plus-values obtenues par les différents capitalistes individuels. Dans toute société, on fait du surtravail, et l'on devra en faire également dans la société socialiste. Et cela dans un triple sens : 1° en tant qu'un certain quantum de travail, pour l'entretien des non-travailleurs (éléments inaptes, enfants, vieillards, malades,

production industrielle et le cycle de transformation du capital n'ont pas du tout besoin de correspondre aux changements d'année.

fonctionnaires, membres des professions dites libérales, qui ne participent pas directement au procès de la production ²⁰⁴) ; 2° en tant que fonds d'assurance de la société pour tous les accidents élémentaires qui peuvent avoir pour résultat de réduire la production annuelle (mauvaises récoltes, incendies de forêts, inondations) ; 3° en tant que fonds pour l'élargissement de la production, déterminé soit par l'augmentation de la population, soit par l'accroissement culturel des besoins. La forme capitaliste du surtravail se manifeste de deux façons : 1° en ce qu'il a pour but la plus-value, sous la forme de marchandises, et réalisable en argent ; 2° en ce qu'il fait son apparition en tant que propriété de non-travailleurs possesseurs des moyens de production.

Enfin, les deux termes $v + pl$ représentent également une grandeur objective d'une valeur générale : la somme totale de travail vivant réalisée dans la société au cours d'une année. Toute société humaine, quelle qu'elle soit, doit s'intéresser à ce fait, tant par rapport aux résultats obtenus que par rapport aux forces de travail existantes et disponibles. La division en $v + pl$ est, elle aussi, une division générale, indépendante des formes historiques particulières de la société. La forme capitaliste de cette division ne se manifeste pas seulement dans leurs particularités qualitatives, que nous avons déjà soulignées, mais aussi dans leur rapport qualitatif, en ceci que v a tendance à être réduit au minimum physiologique et social nécessaire à l'existence des travailleurs et que pl a tendance à croître constamment aux dépens de v et par rapport à lui.

Ce dernier fait exprime enfin la caractéristique dominante de la production capitaliste : le fait que la création et l'appropriation de la plus-value sont le véritable but et le moteur déterminant de cette production.

On voit donc que les rapports qui sont à la base de la formule capitaliste du produit total ont une valeur générale et seront dans tout régime économique organisé l'objet d'une réglementation consciente de la part de la société - de la collectivité des travailleurs et de ses organes démocratiques dans une société communiste, de la classe dominante et de son pouvoir despotique dans une société reposant sur la domination de classe. Dans la société capitaliste, il n'y a pas d'organisation méthodique de la production. La totalité des capitaux, comme des marchandises de la société, n'est composée en réalité que d'une somme d'innombrables capitaux et de postes-marchandises individuels.

La question se pose donc de savoir si ces sommes, même dans la société capitaliste, n'ont d'autre sens que celui d'une simple énumération statis-

²⁰⁴ Dans une société organisée rationnellement, et reposant sur la propriété collective des moyens de production, la division du travail entre travail intellectuel et travail manuel n'a pas besoin d'être liée à des catégories spéciales de la population. Mais elle se manifesterait en tout temps par l'existence d'un certain nombre d'hommes occupés à un travail purement intellectuel, et qui devront être entretenus matériellement, ces différentes fonctions pouvant d'ailleurs être remplies à tour de rôle par tous les membres de la société.

tique, et encore d'un caractère très approximatif. Dans le cadre de la société, il apparaît cependant que l'existence souveraine, indépendante, des entreprises capitalistes privées n'est que la forme historique déterminée, tandis que la liaison sociale est la base. Quoique les capitaux individuels agissent d'une façon complètement indépendante les uns des autres et qu'une réglementation sociale fasse complètement défaut, le mouvement général de tous les capitaux se poursuit comme un seul tout. Ce mouvement général, lui aussi, se manifeste sous des formes spécifiquement capitalistes. Tandis que, dans tout régime de production organisée, la réglementation concerne avant tout le rapport entre l'ensemble du travail réalisé et à réaliser et les moyens de production (c'est-à-dire entre $(v + pl)$ et c) ou entre la somme des moyens de consommation et des moyens de production nécessaires (dans la formule, le même $(v + pl)$ à c), le travail social nécessaire à l'entretien des moyens de production figés comme des forces de travail vivantes est considéré, dans les conditions capitalistes, comme un tout, en tant que capital, auquel s'oppose le surtravail réalisé, la plus-value, pl . Le rapport de ces deux sortes de grandeurs, pl et $(c + v)$, est un rapport réel, objectif, concret, de la société capitaliste, à savoir le *taux de profit moyen*, pour lequel chaque capital privé n'est effectivement qu'une partie d'un tout commun, le capital social, auquel celui-ci alloue le profit comme la part qui lui revient, conformément à sa grandeur, de la plus-value extorquée dans la société, sans égard à la quantité réellement obtenue par lui. Le capital social et sa contrepartie, la plus-value sociale ne sont donc pas seulement des grandeurs réelles, objectives, mais leur rapport, le profit moyen, dirige et oriente - au moyen du mécanisme de la loi de la valeur - tout le processus de l'échange, c'est-à-dire les rapports d'échange quantitatifs des différentes sortes de marchandises, indépendamment de leurs rapports de valeur particuliers, ainsi que la division du travail social, c'est-à-dire la répartition des capitaux et des forces de travail correspondantes entre les différentes branches de production, le développement de la productivité du travail, d'une part, en poussant les capitaux à entreprendre des travaux de pionniers pour s'élever au-dessus du profit moyen, et, d'autre part, en étendant les progrès obtenus par les unes à l'ensemble de la production. En un mot : le capital social domine entièrement, par l'intermédiaire du taux de profit moyen, les mouvements, en apparence indépendants, des capitaux individuels ²⁰⁵.

²⁰⁵ « Quand on considère, au point de vue social, le produit total, qui comprend la reproduction du capital social aussi bien que la consommation individuelle, il ne faut pas tomber dans le travers des économistes bourgeois et de Proudhon et croire qu'une société de production capitaliste perd ce caractère économique particulier et historique, du moment qu'on la prend en bloc, comme un tout. C'est tout le contraire. On se trouve alors aux prises avec le capitaliste total. Le capital total apparaît comme le capital par actions de tous les capitalistes individuels réunis. Cette société par actions a ceci de commun avec beaucoup d'autres sociétés par actions que chacun sait ce qu'il apporte à l'association, mais non pas ce qu'il en retire. » (*Le Capital*, II, p. 409. Trait. Molitor, VIII, pp. 56-57.)

La formule $c + v + pl$ concorde par conséquent, non seulement avec la composition de valeur de chaque marchandise, mais aussi avec l'ensemble des marchandises produites dans la société capitaliste. Mais elle se rapporte seulement à la composition de valeur. Au-delà cesse l'analogie.

Cette formule est entièrement exacte si nous voulons analyser en ses différents éléments le produit total d'une société produisant dans des conditions capitalistes en tant que totalité, que produit du travail d'une année. Le terme c nous indique quelle est la quantité de travail passé, réalisé au cours des années précédentes, sous forme de moyens de production, qui a été incorporée au produit de cette année. Les termes $v + pl$ nous indiquent quelle est la partie de valeur du produit qui a été créée exclusivement au cours de la dernière année, grâce à un travail nouveau. Enfin, le rapport de v à pl nous indique de quelle façon la quantité du travail annuel de la société se répartit entre l'entretien des travailleurs et celui des non-travailleurs. Cette analyse vaut également pour la reproduction du capital individuel, sans égard à la forme matérielle du produit créé par lui. Pour le capitaliste de l'industrie mécanique, c comme v , comme pl , reviennent indistinctement sous forme de machines ou de parties de machines. Pour son collègue de l'industrie du sucre, c comme v et pl sortent du processus de production sous forme de sucre. Pour le propriétaire d'un café chantant, ils sont représentés par les appâts physiques des danseuses et les « attractions ». Ils ne se différencient l'un de l'autre au sein du produit indistinct qu'en tant que ses différentes parties de valeur. Et cela suffit entièrement pour la reproduction du capital individuel. Car la reproduction du capital individuel commence avec la forme de valeur du capital ; son point de départ est une certaine somme d'argent, provenant de la réalisation du produit fabriqué. La formule $c + v + pl$ est alors la base donnée pour la division de cette somme d'argent en une partie pour l'achat de moyens de production matériels, une autre pour l'achat de la force de travail, et une troisième destinée à la consommation personnelle du capitaliste, au cas où, ainsi que nous le supposons ici, il y a seulement reproduction simple, ou seulement en partie destinée à la consommation et en partie à l'accroissement du capital en cas de reproduction élargie. Il va de soi que pour la reproduction effective, il doit retourner au marché avec le capital argent ainsi partagé, pour y acheter les moyens matériels de production : matières premières, instruments, ainsi que les forces de travail nécessaires. Qu'il trouve effectivement sur le marché les moyens de production et les forces de travail dont il a besoin, cela apparaît tout aussi naturel au capitaliste individuel et à son idéologue, l'économiste vulgaire.

Il en est tout autrement de la production sociale. Du point de vue de la société tout entière, l'échange des marchandises ne peut réaliser qu'un transfert, un déplacement des différentes parties du produit total ; il ne peut modifier en rien sa composition matérielle. Après comme avant ce déplacement, la reproduction du capital social ne peut avoir lieu que s'il y a, dans le produit total sor-

ti de la dernière période de production : 1° des moyens de production en quantité suffisante ; 2° des moyens de consommation suffisants pour l'entretien de l'ancienne quantité de forces de travail ; 3° last not least, les moyens de consommation nécessaires à l'entretien « convenable » de la classe capitaliste et de sa suite. Ici, nous pénétrons dans un domaine nouveau : des purs rapports de valeur nous passons aux points de vue matériels. Il s'agit maintenant de la forme d'usage du produit social. Ce qui est au capitaliste individuel tout à fait indifférent devient, pour l'ensemble des capitalistes, quelque chose d'extrêmement important. Tandis que le capitaliste individuel se moque totalement de la question de savoir si la marchandise qu'il a fabriquée est une machine, du sucre, des engrais artificiels ou une gazette libérale, pourvu qu'il puisse l'écouler afin de retrouver son capital, plus la plus-value, il est d'une énorme importance pour la classe des capitalistes que son produit ait une forme d'usage bien déterminée, et notamment qu'il contienne trois choses : 1° des moyens de production pour le renouvellement du processus du travail ; 2° des moyens de consommation simples pour l'entretien de la classe ouvrière ; 3° des moyens de consommation de qualité supérieure, avec le luxe nécessaire, pour l'entretien de la classe capitaliste elle-même. Et même ce désir n'est pas formulé d'une façon générale et vague, mais d'une façon tout à fait précise. Si nous considérons maintenant quelle est l'importance des quantités d'objets de ces trois catégories dont la classe capitaliste a besoin, nous obtenons une évaluation précise - en supposant toujours la reproduction simple que nous prenons comme point de départ - dans la composition de valeur du produit total de la dernière année. La formule $c + v + pl$, que nous avons considérée jusqu'ici, tant en ce qui concerne l'ensemble du capital social que le capital individuel, comme une simple division quantitative de la valeur totale, c'est-à-dire de la quantité de travail contenue dans le produit annuel de la société, apparaît maintenant également comme la base donnée de la division *matérielle* du produit. Il est clair que, pour reprendre la production dans les mêmes dimensions que jusqu'alors, la classe capitaliste doit trouver dans son nouveau produit total une quantité de moyens de production correspondant à la grandeur c , une quantité de moyens de consommation simples pour les ouvriers correspondant à la somme des salaires v et une quantité de moyens de consommation de qualité supérieure pour elle-même et pour sa suite correspondant à la grandeur pl . La composition de valeur du produit social annuel se traduit par conséquent dans la forme matérielle de ce produit de la façon suivante : pour que la reproduction simple devienne possible, tout le c de la société doit réapparaître sous forme d'une quantité équivalente de moyens de consommation pour les ouvriers, et pl sous forme de moyens de consommation pour les capitalistes.

Nous arrivons ici à une différence manifeste entre les capitalistes individuels et l'ensemble des capitalistes. Le premier reproduit chaque fois son capital constant et variable, ainsi que sa plus-value : 1° les trois parties dans un produit unique de la même forme matérielle; 2° sous une forme quelconque,

mais qui diffère chez chaque capitaliste. L'ensemble des capitalistes, par contre, reproduisent chaque partie de valeur de leur produit annuel sous une forme matérielle différente, à savoir : le c en tant que moyens de production, le v en tant que moyens de consommation pour les ouvriers, et le pl en tant que moyens de consommation pour les capitalistes. Pour la reproduction du capital individuel, seuls comptent les rapports de valeur, en supposant les conditions matérielles comme expression naturelle de l'échange des marchandises. Pour la reproduction du capital social, les rapports de valeur s'unissent aux points de vue matériels. Il est d'ailleurs évident que le capital individuel ne peut avoir de purs points de vue de valeur et considérer les conditions matérielles comme une loi du ciel que dans la mesure où, réciproquement, le capital social tient compte des points de vue matériels. Si tout le c de la société n'était pas reproduit chaque année sous forme de la même quantité de moyens de production, chaque capitaliste individuel aurait beau fouiller le marché avec son c réalisé sous forme d'argent, il ne trouverait pas les conditions matérielles nécessaires à sa reproduction individuelle. Du point de vue de la reproduction, nous n'arrivons par conséquent à rien avec la formule générale $c + v + pl$ pour l'ensemble du capital social, ce qui prouve d'ailleurs une fois de plus que la notion de reproduction représente quelque chose de réel et plus qu'une simple façon différente d'exprimer la notion de production. Nous devons plutôt faire des distinctions de caractère matériel et représenter le capital social, au lieu d'un seul tout, dans ses trois parties principales, ou encore, pour simplifier les choses, étant donné que, théoriquement, cela ne présente aucun inconvénient, en deux sections : en tant que production de moyens de production et en tant que production de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes. Chaque section devra être considérée à part, en observant pour chacune d'elles les conditions fondamentales de la production capitaliste. Mais, en même temps, nous devons, du point de vue de la reproduction, souligner les rapports réciproques des deux sections. Car ce n'est, précisément, que considérées dans leurs rapports l'une avec l'autre qu'elles fournissent les bases de la reproduction du capital social, en tant que tout.

C'est ainsi que dans la représentation du capital social et son produit nous constatons une certaine modification par rapport au capital individuel. Quantitativement, en tant que grandeur, le c de la société se compose exactement de la somme des capitaux constants individuels. Il en est de même en ce qui concerne les deux autres termes v et pl . Mais la forme sous laquelle ils apparaissent est différente. Tandis que le c des capitaux individuels ressort du procès de production en tant que particule de valeur d'une variété infinie d'objets de consommation, il apparaît dans le produit total pour ainsi dire condensé dans une certaine quantité de moyens de production. Et de même v et pl , lesquels, dans les capitaux individuels réapparaissent en tant que fragments d'un « vrac de marchandises » de la forme la plus variée, sont, dans le produit total, condensés en une quantité déterminée de moyens de consommation pour les

ouvriers et les capitalistes. C'est à peu près à cette constatation que s'est heurté Smith dans ses considérations sur la non-concordance des catégories de capital fixe, capital circulant et revenu, suivant qu'on considère le capitaliste individuel et l'ensemble de la société.

Nous sommes donc arrivés aux résultats suivants :

1. La production de la société, considérée en tant que tout, peut, tout comme celle du capitalisme individuel, être exprimée dans la formule $c + v + pl$;
2. La production sociale se divise en deux sections : production de moyens de production et production de moyens de consommation ;
3. Ces deux sortes de production sont réalisées dans des conditions capitalistes, c'est-à-dire en tant que production de plus-value. Par conséquent, la formule $c + v + pl$ s'applique également à chacune d'elles ;
4. Ces deux sections s'appuient l'une sur l'autre et doivent par conséquent présenter certains rapports quantitatifs, en ce sens que l'une doit fabriquer tous les moyens de production des deux sections, l'autre tous les moyens de consommation destinés aux ouvriers et aux capitalistes des deux sections.

C'est en partant de ces deux considérations que Marx établit la formule suivante de la reproduction capitaliste²⁰⁶ :

I : $4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$ moyens de production.

II : $2\ 000\ c + 500\ v + 500\ pl = 3\ 000$ moyens de consommation.

Les chiffres de cette formule expriment des grandeurs de valeur, par conséquent des quantités d'argent qui, quoique arbitraires en soi, sont cependant exactes en ce qui concerne leurs rapports. Les deux sections se distinguent l'une de l'autre par la forme d'usage des marchandises fabriquées. Leur circulation réciproque se fait de la manière suivante : la première section fournit des moyens de production pour toute la production, par conséquent pour elle-même comme pour la seconde section - d'où il résulte déjà que, pour que la reproduction puisse se poursuivre sans heurts (on suppose toujours la reproduction simple - dans les anciennes dimensions), le produit total de la première section (6 000) doit être égal en valeur à la somme des capitaux constants dans les deux sections (I- 4 000 c + II- 2 000 c) ; la deuxième section fournit des moyens de consommation pour toute la société, par conséquent tant pour ses propres ouvriers et capitalistes que pour ceux de la première section - d'où il résulte que, pour que la consommation et la production et leur renouvellement puissent se poursuivre sans difficultés dans les anciennes dimensions, il est né-

²⁰⁶ *Le Capital*, II, p. 371. Trad. Molitor, VII, pp. 243-244.

cessaire que la quantité totale de moyens de consommation fournis par la seconde section soit égale en valeur à la somme des revenus de tous les ouvriers occupés et de tous les capitalistes de la société (ici 3 000 II- = (1000 v + 1000 pl) I- + (500 v + 500 pl) II-).

Nous avons en effet exprimé ici, en rapports de valeur, uniquement ce qui est la base, non seulement de la reproduction capitaliste, mais de toute reproduction, dans quelque société que ce soit. Dans toute société productrice, quelle que soit sa forme sociale - que ce soit dans la petite communauté villageoise primitive des Bakairis du Brésil, dans la grande exploitation esclavagiste d'un Timon d'Athènes ou dans les domaines impériaux d'un Charlemagne - la quantité de travail disponible de la société doit être répartie de telle sorte que moyens de production et moyens de consommation soient fabriqués en quantité suffisante. Les premiers doivent suffire tant à la fabrication directe de moyens de consommation qu'au renouvellement futur des moyens de production eux-mêmes, et les seconds, à l'entretien des ouvriers occupés à leur fabrication, ainsi qu'à celle des moyens de production, et en plus à l'entretien de tous les non-travailleurs. En ce sens le schéma établi par Marx est, dans ses proportions générales, la base générale absolue de la reproduction sociale, avec cette seule réserve qu'ici le travail socialement nécessaire apparaît comme valeur, les moyens de production comme capital constant, le travail nécessaire à l'entretien des travailleurs comme capital variable, et celui nécessaire à l'entretien des non-travailleurs comme plus-value.

Mais, dans la société capitaliste, la circulation entre les deux grandes sections repose sur l'échange des marchandises, sur l'échange d'équivalents. Les ouvriers et les capitalistes de la section I ne peuvent recevoir de la section II qu'autant de moyens de consommation qu'ils peuvent eux-mêmes lui fournir de leurs propres marchandises, les moyens de production. Mais les besoins en moyens de production de la section II sont mesurés par l'importance de son capital constant - d'où il résulte, par conséquent, que la somme du capital variable et de la plus-value dans la production des moyens de production [ici (1000 v + 1000 pl) I-] doit être égale au capital constant dans la production des moyens de consommation (ici 2 000 c II-).

Il faut encore faire une remarque importante au sujet du schéma ci-dessus. Le capital constant indiqué de ces deux sections ne représente en réalité qu'une partie du capital constant employé par la société. Ce dernier se divise en capital fixe - bâtiments, machines, bêtes de somme - qui sert pour plusieurs périodes de production, mais qui, dans chacune, ne s'incorpore dans la production que pour une partie seulement de sa valeur (en rapport avec sa propre usure), et en capital circulant - matières premières, combustible, éclairage - qui, dans chaque période de production, s'incorpore avec toute sa valeur dans le nouveau produit. Mais, pour la reproduction, seule entre en ligne de compte la partie des moyens de production qui s'incorpore véritablement dans la production de va-

leur. L'autre partie du capital fixe, restée en dehors du produit et continuant à fonctionner, doit être assurément tenue en considération, mais peut cependant être laissée de côté dans la représentation exacte de la circulation sociale sans diminuer en quoi que ce soit la justesse de cette représentation. C'est ce qu'il est facile de démontrer.

Posons, par exemple, le capital constant 6 000 c des sections I et II, qui s'incorpore en fait dans la production annuelle de cette section, comme étant composé de 1 500 c fixe et de 4 500 c circulant, les 1 500 c fixe représentant l'usure annuelle des bâtiments, machines, bêtes de travail, etc. Cette usure annuelle est, disons, égale à 10 % de la valeur totale du capital fixe employé. Nous aurions alors en réalité dans les deux sections, 15 000 c de capital fixe et 4 500 c de capital circulant, soit en tout, par conséquent, 19 500 c + 1 500 v de capital social. Cependant, tout le capital fixe, dont la durée d'existence (en supposant une usure annuelle de 10 %) est de dix ans, ne devra être renouvelé qu'au bout de dix ans. Entre-temps, tous les ans, un dixième de sa valeur s'incorpore dans la production sociale. Si tout le capital fixe de la société s'usait dans la même proportion et avait une même durée d'existence, il devrait - toujours d'après notre supposition - être renouvelé entièrement une fois tous les dix ans. Mais ce n'est pas le cas. Des différentes formes d'usage et parties du capital fixe, les unes durent moins longtemps, les autres plus longtemps ; l'usure et la durée d'existence sont tout à fait différentes suivant les espèces et les formes différentes du capital fixe. Il en résulte que même le renouvellement, la reproduction du capital fixe dans sa forme d'usage concrète n'a pas du tout besoin d'être réalisé en une seule fois dans sa totalité, mais que, constamment, en différents points de la production sociale, un renouvellement de certaines parties du capital fixe a lieu, tandis que d'autres parties continuent à fonctionner sous leur ancienne forme. L'usure de 10 % du capital fixe, que nous avons supposée dans notre exemple, ne signifie donc pas que tous les dix ans une reproduction en une seule fois du capital fixe pour une valeur de 15 000 c doit avoir lieu, mais que tous les ans, en moyenne, le renouvellement et le remplacement d'une partie du capital fixe de la société correspondant au dixième de la valeur de ce capital doit avoir lieu, c'est-à-dire que dans la section I, qui doit couvrir les besoins totaux de la société en moyens de production, doit avoir lieu, tous les ans, outre la reproduction de toutes les matières premières du capital circulant, pour une valeur de 4 500, la fabrication des formes d'usage du capital fixe, par conséquent des bâtiments, machines, etc., pour une valeur de 1500, correspondant à l'usure effective du capital fixe, soit en tout 6 000 c, qui ont d'ailleurs été supposées dans le schéma. Si la section I continue à renouveler ainsi tous les ans un dixième du capital fixe, sous sa forme d'usage, il en résultera que, tous les dix ans, tout le capital fixe de la société aura été remplacé entièrement dans toutes ses parties, que, par conséquent, la reproduction aussi de celles de ses parties que nous avons, d'après leur valeur, laissées de côté, aura été complètement réalisée dans le schéma ci-dessus.

Pratiquement, cela se passe ainsi : chaque capitaliste met de côté sur sa production annuelle, après avoir vendu ses marchandises, une certaine somme d'argent pour l'amortissement du capital fixe. Ces différents décomptes annuels doivent atteindre une certaine hauteur avant que le capitaliste ait effectivement renouvelé son capital, ou l'ait remplacé par d'autres modèles d'un rendement supérieur. Mais cette activité changeante de réserves annuelles de sommes d'argent pour le renouvellement du capital fixe et d'utilisation périodique des sommes ainsi accumulées en vue du renouvellement effectif du capital fixe ne se poursuit pas de la même façon chez tous les capitalistes individuels, de telle sorte que les uns font encore des réserves alors que d'autres procèdent déjà au renouvellement. De cette manière se réalise chaque année le renouvellement d'une partie du capital fixe. Les petites opérations d'argent ne font que masquer ici le phénomène véritable qui caractérise le procès de la reproduction du capital fixe.

Et d'ailleurs, quand on examine les choses de près, c'est tout à fait dans l'ordre. Le capital fixe participe bien dans sa totalité au procès de la production, mais seulement comme une masse d'objets de consommation. Des bâtiments, des machines, des bêtes de somme, sont utilisés, avec toute leur structure matérielle, dans le processus du travail. Cependant ils n'entrent dans la production de valeur - et c'est précisément en cela que consiste leur particularité en tant que capital fixe - que pour une partie seulement de leur valeur. Étant donné que dans le procès de la reproduction (en supposant toujours la reproduction simple) ce qui importe uniquement, c'est de remplacer dans leur forme naturelle les valeurs effectivement consommées dans la production annuelle, tant en moyens de consommation qu'en moyens de production, le capital fixe n'entre en ligne de compte pour la reproduction que dans la mesure où il est passé effectivement dans les marchandises produites. L'autre partie de valeur incorporée dans toute la forme d'usage du capital fixe a une importance décisive pour la production, en tant que processus du travail, mais n'existe pas pour la reproduction annuelle de la société en tant que procès de création de valeur.

D'ailleurs, le phénomène qui s'exprime en rapports de valeur vaut également pour toute société, même non productrice de marchandises. Quand, par exemple, pour construire le célèbre lac Mœris, dans l'ancienne Égypte, avec les canaux du Nil s'y rattachant, ce lac merveilleux, dont Hérodote nous dit qu'il a été « creusé avec les mains », il a fallu, disons, dix années de travail de 1 000 fellahs, et pour l'entretien de cette installation d'irrigation, la plus grandiose du monde entier, tous les ans le travail de 100 fellahs (ces chiffres sont, bien entendu, arbitraires), on peut dire que ce lac, avec les canaux, a été refait entièrement tous les cent ans, quoiqu'en réalité il ne l'ait pas été en une seule fois, dans sa totalité. C'est si vrai que lorsqu'à la suite des violentes péripéties de l'histoire politique et des invasions étrangères on assista à cet abandon barbare des vieux travaux d'art (comme celui, par exemple, dont se rendirent coupables

les Anglais dans l'Inde), lorsqu'eut disparu toute compréhension pour les besoins de reproduction de la culture antique, alors avec le temps disparut également le lac Mœris, avec l'eau, les digues, les canaux, les deux pyramides au milieu, le colosse pardessus, et autres merveilles, sans laisser la moindre trace, comme s'il n'avait jamais existé. Dix lignes seulement dans Hérodote, une tache sur la carte de Ptolémée, ainsi que quelques traces d'anciennes civilisations et de grandes villes et bourgades témoignent qu'autrefois une vie abondante coulait de cette magnifique installation hydraulique, là où s'étendent aujourd'hui un vaste désert de sable au centre de la Libye et des marais stagnants le long de la côte.

Il y a un cas cependant où le schéma de la reproduction simple de Marx pourrait nous paraître insuffisant ou défectueux du point de vue du capital fixe. C'est quand nous nous reportons à la période de production où tout le capital fixe a été créé pour la première fois. En effet, la société possède, en travail réalisé, plus que la partie du capital fixe qui passe chaque fois dans la valeur du produit annuel et est de nouveau remplacée par lui. Dans les chiffres que nous avons supposés, le capital social se compose, non pas de $6\ 000\ c + 1\ 500\ v$, comme dans le schéma, mais de $19\ 500\ c + 1\ 500\ v$. Annuellement, sur les $15\ 000\ c$, qui, d'après notre supposition, constituent le capital fixe, $1\ 500$ sont bien reproduits sous forme de moyens de production correspondants. Mais, chaque année aussi, une quantité égale est consommée dans la même production. Au bout de dix ans, tout le capital fixe est bien renouvelé entièrement en tant que forme d'usage, en tant que somme d'objets. Mais, au bout de dix ans, comme chaque année, la société possède $15\ 000\ c$ de capital fixe, tandis qu'elle ne produit annuellement que $1\ 500\ c$, ou ne possède en tout que $19\ 500$ de capital constant, tandis qu'elle ne produit que $6\ 000\ c$. Il est évident que cet excédent de $13\ 500$ de capital fixe, elle doit l'avoir créé par son travail ; elle possède en travail passé accumulé plus qu'il ne ressort de notre schéma de reproduction. Chaque journée de travail social annuel s'appuie déjà ici, comme sur une base donnée, sur plusieurs journées annuelles de travail accumulé. Mais cette question du travail passé, base de tout travail actuel, nous transporte au « commencement de tous les commencements », qui ne vaut pas davantage dans le développement économique de l'humanité que dans le développement naturel de la matière. Le schéma de la reproduction n'a pas pour objet de représenter le début du processus social, *in statu nascendi* ; il le prend au milieu même de son cours, comme un anneau dans « la chaîne infinie de l'être ». Le travail passé est toujours la condition du procès de la reproduction sociale, qu'on remonte aussi loin qu'on voudra. Pas plus qu'il n'a de fin, le travail social n'a de commencement. Les origines des bases du procès de la reproduction se perdent dans ces ténèbres légendaires de l'histoire de la civilisation où se perd également l'histoire de la construction du lac Mœris dont parle Hérodote. Au fur et à mesure du développement technique et du progrès de la civilisation, la forme des moyens de production se modifie : les paléolithes grossiers sont

remplacés par des outils de pierre taillée, ces derniers par d'élégants instruments de bronze et de fer, l'outil de l'artisan par la machine à vapeur. Mais, à travers toutes ces transformations dans la forme des moyens de production et des modes de production, la société possède toujours, comme base de son processus de travail, une certaine quantité de travail passé, matérialisé, qui lui sert de base pour la reproduction annuelle.

Dans le mode de production capitaliste, le travail passé de la société, accumulé dans les moyens de production, reçoit la forme de capital, et la question de l'origine du travail passé, qui constitue la base du procès de la reproduction, se transforme en la question de la genèse du capital. Celle-ci est assurément beaucoup moins légendaire ; elle est inscrite en lettres de sang dans l'histoire des temps modernes, comme constituant le chapitre dit de l'accumulation primitive. Mais le fait même que nous ne pouvons pas nous représenter la reproduction simple autrement que sous condition de travail passé accumulé, dépassant en dimensions le travail réalisé tous les ans pour l'entretien de la société, ce fait touche au point faible de la reproduction simple et montre qu'elle n'est qu'une fiction, non seulement pour la production capitaliste, mais pour le développement culturel en général. Pour pouvoir nous représenter seulement cette fiction même, d'une façon exacte - en schéma -, nous sommes obligés de supposer comme sa condition les résultats d'un processus de production passé, qui lui-même ne pouvait pas être restreint à la reproduction simple, mais tendait déjà à la reproduction élargie. Pour illustrer ce fait à l'aide d'un exemple, nous pouvons comparer tout le capital fixe de la société à un chemin de fer. La durée et par conséquent aussi l'usure annuelle des différentes parties du chemin de fer sont très variables. Des parties telles que les viaducs, les tunnels, peuvent durer des siècles, les locomotives des décennies, mais tout le reste du matériel roulant s'usera en très peu de temps, parfois même au bout de quelques mois. Il en résulte une certaine usure moyenne, qui sera, disons, de 30 ans ; autrement dit, il y aura tous les ans une perte de valeur de 1/30 du tout. Cette perte de valeur sera remplacée d'une façon permanente par une reproduction partielle du chemin de fer (qui peut figurer au titre de réparations), en ce sens qu'on renouvellera aujourd'hui un wagon, demain une partie de locomotive, après-demain une certaine longueur de rails. Ainsi, au bout de 30 ans, d'après notre supposition, le vieux chemin de fer sera remplacé par un nouveau, la société effectuant bon an mal an la même quantité de travail, ce qui signifie par conséquent qu'il y a reproduction simple. Mais, de cette manière, on peut seulement reproduire le chemin de fer, on ne peut pas le produire. Pour pouvoir l'utiliser et remplacer peu à peu l'usure progressive résultant de l'usage qu'on en fait, il faut que le chemin de fer ait été d'abord entièrement construit en une fois. On peut le réparer, morceau par morceau, mais on ne peut pas le rendre capable de servir morceau par morceau : aujourd'hui un essieu, demain un wa-

gon. Car ce qui caractérise précisément le capital fixe, c'est qu'il passe chaque fois matériellement, en tant que valeur d'usage et dans sa totalité, dans le procès du travail. Par conséquent, pour pouvoir constituer en une fois sa forme d'usage, la société doit concentrer en une fois une grande quantité de travail en vue de sa fabrication. Elle doit - pour employer les chiffres de notre exemple - concentrer, disons, en deux ou trois ans, en vue de la construction du chemin de fer, la quantité de travail dépensée en trente ans pour les réparations. Dans cette période de construction, elle doit par conséquent réaliser une quantité de travail dépassant la moyenne, autrement dit faire appel à la reproduction élargie, après quoi elle pourra - quand le chemin de fer aura été construit - revenir à la reproduction simple. Certes, il ne faut pas se représenter tout le capital fixe de la société comme un vaste objet de consommation, ou comme une complexe d'objets de consommation, qui doit toujours être produit en une fois. Mais tous les instruments de travail importants : bâtiments, moyens de transport, installations agricoles, nécessitent pour leur construction une grande dépense de travail concentré, ce qui est aussi vrai du chemin de fer moderne et de l'avion que de la hache de silex et du moulin à bras. D'où il résulte que la reproduction simple en soi ne peut se concevoir autrement que succédant périodiquement à la reproduction élargie, ce qui n'est pas seulement imposé par le progrès de la culture et l'accroissement de la population, en général, mais aussi par la forme économique du capital fixe ou des moyens de production correspondant dans chaque société au capital fixe.

Marx ne s'occupe pas directement de cette contradiction entre la forme du capital fixe et la reproduction simple. Il ne fait que souligner la nécessité d'une « surproduction » constante, par conséquent d'une reproduction élargie en rapport avec la part d'usure irrégulière du capital fixe, plus ou moins considérable selon les années, ce qui devrait entraîner périodiquement un déficit dans la reproduction, si l'on observait strictement la reproduction simple.

Il considère donc ici la reproduction élargie du point de vue du fonds d'assurance de la société pour le capital fixe, et non pas du point de vue de sa production même ²⁰⁷.

Sous un tout autre rapport, Marx confirme entièrement, nous semble-t-il, et d'une façon indirecte la conception ci-dessus exposée. En analysant la transformation du revenu en capital, dans le tome II, 2^o partie, des *Théories sur la plus-value (Histoire des doctrines économiques)*, il traite la question de la reproduction particulière du capital fixe, dont le simple remplacement fournit déjà un fonds d'accumulation, et tire les conclusions suivantes .

²⁰⁷ *Le Capital*, II, p. 443-445. Trad. Molitor, VIII, p. 111 et sq. Voir également sur la nécessité de la reproduction élargie du point de vue du fonds d'assurance en général, I. c., p. 148. Trad. Molitor, VI, p. 47 et suiv.

« Si le capital total employé dans la construction des machines était juste suffisant pour remplacer l'usure annuelle de la machinerie, il produirait beaucoup plus de machines qu'il n'en faut chaque année, parce qu'une partie de l'usure n'existe que théoriquement et ne demande à être remplacée effectivement qu'au bout d'un certain nombre d'années. Le capital employé de la sorte fournit donc chaque année une masse de machines qui rendent possible le placement de nouveaux capitaux et anticipent ces placements. Mettons que le constructeur commence sa fabrication cette année et qu'il produise 12 000 £ de machines dans l'année. Pour chacune des onze années qui restent il n'aurait donc, en reproduisant simplement la machinerie qu'il a créée, qu'à produire pour 1 000 £, et cette production annuelle ne serait pas même consommée chaque année. Elle le serait encore moins s'il employait tout son capital. Celui-ci ne peut se reproduire annuellement que si la fabrication, qui a besoin de ces machines, s'élargit constamment. A fortiori, quand il accumule lui-même. Même s'il n'y a que simple reproduction du capital placé dans cette sphère de production, il faut donc une accumulation continuelle dans les autres sphères de production²⁰⁸. »

Le constructeur de machines dont parle ici Marx, nous pouvons nous le représenter comme la sphère de production du capital fixe de la société. Il en résulte que si l'on observe dans cette sphère la reproduction simple, c'est-à-dire si la société consacre annuellement la même quantité de travail à la production du capital fixe (ce qui est pratiquement impossible), elle doit, dans toutes les autres sphères de la production, procéder chaque année à un élargissement de la production. Mais si elle ne fait qu'observer ici la simple reproduction, elle ne doit dépenser, pour le simple renouvellement du capital fixe une fois créé, qu'une petite partie du travail employé à sa création. Or, pour employer une formule toute différente, la société doit, de temps en temps, pour pouvoir se procurer de grands investissements de capital fixe, même en supposant la reproduction simple, faire appel à la reproduction élargie.

Au fur et à mesure du progrès de la civilisation se modifient non seulement la forme, mais aussi les dimensions de valeur des moyens de production - ou, plus exactement, le travail social accumulé en eux. La société, en dehors du travail nécessaire à son entretien immédiat, épargne toujours plus de temps et de forces de travail, qu'elle emploie à la production de moyens de production, et cela en quantités de plus en plus considérables. Comment cela se manifeste-t-il dans le procès de la reproduction ? Comment la société crée-t-elle - dans les conditions capitalistes - au moyen de son travail annuel plus de capital qu'elle n'en possédait jusqu'alors ? Cette question nous transporte dans le domaine de la reproduction élargie, dont il nous reste à nous occuper maintenant.

²⁰⁸ Trad. Molitor : *Histoire des doctrines économiques*, tome V, pp. 19-20.

La circulation de l'argent

Jusqu'ici, dans notre étude du processus de reproduction, nous avons fait complètement abstraction de la circulation de l'argent. Non pas de l'argent en tant que représentation et mesure de valeur ; tous les rapports du travail social ont été supposés et mesurés en tant qu'exprimés en argent. Mais il est cependant nécessaire d'examiner le schéma ci-dessus de la reproduction simple du point de vue de l'argent en tant que moyen d'échange.

Comme le supposait déjà le vieux Quesnay, il faut, pour comprendre le processus de reproduction sociale, supposer que la société, outre certains moyens de production et de consommation, possède encore une certaine somme d'argent²⁰⁹. Deux questions se posent : dans quelles mains se trouve cette somme d'argent, et quelle doit être son importance ? Avant tout, ce qui est hors de doute, c'est le fait que les ouvriers reçoivent leur salaire en argent, pour s'acheter, avec cet argent, des moyens de consommation. Socialement, cela aboutit dans le processus de reproduction à ceci que les ouvriers reçoivent un simple bon à valoir sur un certain fonds de moyens de consommation, qui leur est attribué, comme cela se produit dans toute société, quelle que soit sa forme de production historique. Mais le fait que les travailleurs reçoivent ici leurs moyens de consommation non pas directement, mais par l'intermédiaire de l'échange des marchandises, est tout aussi essentiel pour la forme de production capitaliste que le fait qu'ils mettent leur force de travail à la disposition des possesseurs des moyens de production, non pas directement, sur la base d'un rapport de domination personnelle, mais au moyen de l'échange des marchandises, à savoir la vente de la force de travail. La vente de la force de travail et le libre achat des moyens de consommation par les ouvriers constituent le facteur essentiel de la production capitaliste. L'un et l'autre s'expriment et sont réalisés par la *forme argent* du capital variable *v*.

Avant tout, par conséquent, l'argent entre en circulation au moyen du paiement des salaires. Les capitalistes des deux sections, *tous* les capitalistes, doivent, par conséquent, avant tout mettre de l'argent en circulation, chacun pour le montant des salaires payés par lui à ses ouvriers. Les capitalistes de la section I doivent être en possession de 1 000 en argent, ceux de la section II de 500, qu'ils paient à leurs ouvriers. Dans notre schéma entrent par conséquent en

²⁰⁹ Dans sa septième *Considération* sur le Tableau, Quesnay, après avoir polémique contre la théorie mercantiliste qui identifie l'argent avec la richesse, déclare : « La masse d'argent ne peut s'accroître dans une nation qu'autant que cette reproduction elle-même s'y accroît ; autrement, l'accroissement de la masse d'argent ne pourrait se faire qu'au préjudice de la reproduction 'annuelle des richesses Ce n'est donc pas par le plus au la mains d'argent qu'on doit juger de l'opulence des États ; aussi estime-t-on qu'un pécule, égal au revenu des propriétaires des terres, est beaucoup plus que suffisant pour une nation agricole où la circulation se fait régulièrement et où le commerce s'exerce avec confiance et en pleine liberté. » (*Analyse du Tableau économique*, éd. Oncken, pp. 324-325.)

circulation deux sommes d'argent : I- 1000 v et II- 500 v. L'une et l'autre sont dépensées par les ouvriers en moyens de consommation, donc en produits de la section II. Par ce moyen est conservée la force de travail, c'est-à-dire que le capital variable de la société est reproduit sous sa forme naturelle, comme étant la base du reste de la reproduction capitaliste. En outre, les capitalistes de la section II se débarrassent en même temps ainsi de leur produit total 1 500, à savoir 500 donnés à leurs propres ouvriers et 1000 à ceux de l'autre section. Au moyen de cet échange, les capitalistes de la section II sont entrés en possession de 1 500 en argent : 500 leur sont revenus en qualité de capital variable propre, qui pourra circuler de nouveau en tant que tel et par conséquent a terminé momentanément son mouvement; mais 1000 ont été obtenus de nouveau au moyen de la réalisation d'un tiers du produit. Avec ces 1000 en argent, les capitalistes de la section II achètent aux capitalistes de la section I des moyens de production pour le renouvellement de leur propre capital constant usagé. Par cet achat, la section II a renouvelé la moitié du capital constant nécessaire (II c) sous sa forme naturelle, pour laquelle elle a payé aux capitalistes de la section I la somme de 1000 en argent. Pour ces derniers, ce n'est que leur propre somme d'argent qu'ils avaient payée sous forme de salaires à leurs ouvriers et qui leur revient maintenant, après deux actes d'échange, pour pouvoir ensuite de nouveau fonctionner en tant que capital variable, après quoi le mouvement de cette somme d'argent est momentanément épuisé. Mais la circulation sociale n'est cependant pas encore terminée. Les capitalistes de la section I n'ont toujours pas réalisé leur surproduit, qui réside pour eux sous la forme inutilisable de moyens de production, pour s'acheter des moyens de consommation, et les capitalistes de la section II n'ont toujours pas renouvelé la seconde moitié de leur capital constant. Ces deux actes d'échange se compensent tant en grandeur de valeur que matériellement, car les capitalistes de la section I reçoivent les moyens de consommation de la section II pour la réalisation de leur propre plus-value I- 1000 pl, en fournissant de leur côté, en échange, aux capitalistes de la section II ces moyens de production qui leur manquent II- 1000 c. Mais pour réaliser cet échange, il faut une nouvelle somme d'argent. Nous pourrions, à la vérité, mettre encore un certain nombre de fois en circulation les sommes d'argent précédemment mises en mouvement, ce à quoi il n'y aurait théoriquement rien à objecter. Mais, pratiquement, cela n'entre pas en ligne de compte, car les besoins de consommation des capitalistes doivent être satisfaits d'une façon aussi ininterrompue que ceux des ouvriers, les deux suivent parallèlement le procès de la production et doivent être satisfaits à l'aide de sommes d'argent spéciales. Il en résulte que les capitalistes des deux sections, tous les capitalistes, doivent avoir en main, outre une certaine somme d'argent pour le capital variable, une réserve d'argent pour la réalisation de leur propre plus-value en objets de consommation.

D'autre part, se poursuit parallèlement à la production - par conséquent avant la réalisation du produit total - l'achat courant de certaines parties du ca-

pital constant, notamment de sa partie circulante (matières premières, combustible, éclairage, etc.). Il en résulte que non seulement les capitalistes de la section I, pour couvrir leur propre consommation, mais aussi les capitalistes de la section II, pour couvrir leurs besoins de capital constant, doivent posséder certaines sommes d'argent. L'échange de I- 1000 pl en moyens de production contre II- 1000 c en moyens de consommation se réalise par conséquent au moyen de l'argent qui est avancé en partie par les capitalistes de la section I pour leurs besoins de consommation, et en partie par les capitalistes de la section II pour leurs besoins de production²¹⁰. Sur cette somme d'argent 1000 nécessaire à cet échange, chaque section de capitalistes peut avancer chacune 500, ou plus ou moins. En tout cas, deux choses sont claires : 1° leur réserve d'argent commune doit suffire pour réaliser l'échange entre I- 1000 pl et II- 1000 c; 2° quelle que soit la façon dont cette somme ait été partagée, l'échange social une fois réalisé, chaque groupe de capitalistes se trouve à nouveau en possession de la même somme d'argent qu'il avait jetée dans la circulation. Cela est vrai en général de l'ensemble de la circulation sociale : celle-ci une fois réalisée, l'argent revient toujours à son point de départ; de telle sorte qu'après tous les échanges les capitalistes ont atteint deux résultats : premièrement, ils ont échangé leurs produits, dont la forme naturelle leur était indifférente, contre d'autres, dont ils ont besoin de la forme naturelle, soit en tant que moyens de production, soit en tant que moyens de consommation propres; et, deuxièmement, l'argent qu'ils avaient jeté eux-mêmes dans la circulation pour réaliser ces actes d'échange est de nouveau revenu dans leurs mains.

Du point de vue de la simple circulation des marchandises, c'est là un phénomène incompréhensible. Car, ici, les marchandises et l'argent échangent constamment leurs places, la possession des marchandises exclut celle de l'argent, ce dernier prend constamment la place laissée libre par la marchandise, et réciproquement. Cela est également vrai de chaque acte individuel d'échange de marchandises, sous la forme duquel se poursuit la circulation sociale. Mais elle est elle-même plus qu'un simple échange de marchandises, à savoir une circulation de capital. Mais ce qui, pour cette dernière, est précisément caractéristique et essentiel, c'est qu'elle ne ramène pas seulement le capital aux mains des capitalistes en tant que grandeur de valeur, plus l'accroissement, c'est-à-dire la plus-value, mais qu'elle sert, également, à réaliser la reproduction sociale et assure par conséquent la forme naturelle du capital productif (moyens de production et force de travail) ainsi que l'entretien des non-travailleurs.

²¹⁰ Marx ne prend comme point de départ de cet échange qu'une dépense d'argent des capitalistes II (*Le Capital* II, 81. Trad. Molitor, VIII, p. 23 et suiv.). Cela ne change rien au résultat 1 de la circulation, comme le remarque justement en note Fr. Engels, mais cela n'est pas exact en tant que condition de la circulation sociale. Plus exact est l'exposé de Marx lui-même, I. c., p. 374. Trad. Molitor, VII, 247 et suiv.

Étant donné que tout le processus social de la circulation part des capitalistes qui possèdent à la fois les moyens de production et l'argent nécessaire en vue de la circulation, tout doit, après chaque cycle du capital social, retourner dans leurs mains et notamment dans chaque groupe et à chaque capitaliste individuel au prorata de leurs avances. Dans les mains des ouvriers, l'argent ne se trouve que momentanément, pour réaliser l'échange du capital variable entre sa forme d'argent et sa forme naturelle. Dans les mains des capitalistes, il est la forme sous laquelle apparaît une partie de leur capital et doit par conséquent leur revenir toujours. Jusqu'à présent, nous n'avons considéré la circulation que dans la mesure où elle a lieu entre les deux grandes sections de la production. Mais en outre il reste encore : sur le produit de la première section 4 000 sous forme de moyens de production, qui restent dans la section I pour renouveler son propre capital constant 4 000 c ; puis dans la deuxième section 500 en moyens de consommation qui restent également dans la même section, notamment en qualité de moyens de consommation de la classe capitaliste, pour le montant de sa plus-value II- 500 pl. Étant donné que, dans les deux sections, la production est capitaliste, c'est-à-dire production privée anarchique, le partage du produit de chaque section entre leurs différents capitalistes - en qualité de moyens de production de la section I ou de moyens de consommation de la section II - ne peut se faire qu'au moyen de l'échange des marchandises, par conséquent d'une grande quantité d'actes individuels d'achat et de vente entre capitalistes de la même section. Pour cet échange, par conséquent, tant pour le renouvellement des moyens de production en I- 4 000 c que pour le renouvellement des moyens de consommation de la classe capitaliste de la section II- 500 pl, il faut également certaines sommes d'argent dans les mains des capitalistes des deux sections. Cette partie de la circulation n'offre en soi aucun intérêt particulier, car elle a le caractère d'une simple circulation de marchandises, étant donné qu'ici acheteurs comme vendeurs appartiennent à une seule et même catégorie d'agents de la production, et elle ne fait qu'entraîner un changement de place entre l'argent et la marchandise à l'intérieur de la même classe et de la même section. De même, l'argent nécessaire à cette circulation doit se trouver d'avance dans les mains de la classe capitaliste et constitue une partie de son capital.

Jusqu'ici la circulation du capital social, même en tenant compte de la circulation de l'argent, n'offrait en soi rien de remarquable. Que pour cette circulation la société doive nécessairement disposer d'une certaine somme d'argent, cela doit apparaître d'avance comme une chose tout à fait évidente, et pour deux raisons : d'une part, la forme générale du mode de production capitaliste est la production marchande, ce qui implique en même temps la circulation de l'argent ; d'autre part, la circulation de capital repose sur une transformation constante des trois formes du capital : capital argent, capital productif, capital marchandises. Pour permettre ces transformations, il faut aussi qu'il y ait de l'argent qui puisse jouer le rôle de capital argent. Et enfin, étant donné

que cet argent fonctionne précisément comme capital - dans notre schéma nous avons affaire exclusivement à la production capitaliste - cela implique que cet argent doit, comme le capital sous toutes ses formes, se trouver entre les mains de la classe capitaliste, être jeté par elle dans la circulation, pour lui revenir finalement.

Seul, un détail peut frapper au premier abord. Si tout l'argent qui circule dans la société y est jeté par les capitalistes, il en résulte que ceux-ci doivent également, pour la réalisation de leur propre plus-value, avancer eux-mêmes l'argent nécessaire.

C'est comme si les capitalistes en tant que classe devaient, avec leur propre argent, payer leur propre plus-value, et étant donné que la somme d'argent correspondante doit se trouver d'avance en possession de la classe capitaliste déjà avant la réalisation du produit de chaque période de production, il peut sembler au premier abord que l'appropriation de la plus-value ne repose pas, comme c'est réellement le cas, sur le travail non payé des ouvriers, mais qu'elle est un résultat du simple échange des marchandises, pour lequel la classe capitaliste fournit elle-même l'argent pour un montant égal. Un examen rapide suffit pour détruire cette fausse apparence. La circulation une fois terminée, la classe capitaliste se trouve comme auparavant en possession de sa somme d'argent qui lui revient ou reste entre ses mains, pendant qu'elle a, en outre, acquis et consommé des moyens de production pour un montant égal - nous maintenons toujours, bien entendu, la supposition principale du schéma de la reproduction, à savoir reproduction simple, c'est-à-dire renouvellement de la production dans les anciennes dimensions et utilisation de toute la plus-value produite pour des fins de consommation personnelle de la classe capitaliste.

Cette fausse apparence disparaît d'ailleurs complètement dès que nous cessons de nous en tenir à une période de reproduction, mais considérons plusieurs périodes dans leur succession et leur entrelacement mutuel. Ce que le capitaliste jette aujourd'hui comme argent dans la circulation pour la réalisation de sa propre plus-value n'est rien d'autre en effet que la forme argent de sa plus-value provenant de la période de production écoulée. Si le capitaliste doit, pour l'achat de ses moyens de consommation, avancer de l'argent de sa propre poche, pendant que sa plus-value nouvellement produite se trouve sous une forme naturelle inutilisable ou que sa forme naturelle utilisable se trouve entre des mains étrangères, l'argent qu'il s'avance maintenant lui-même est entré dans sa poche comme le résultat de la réalisation de sa plus-value provenant de la période précédente. Et cet argent lui reviendra de nouveau quand il aura réalisé sa nouvelle plus-value cachée sous forme de marchandises. Au cours de plusieurs périodes, il résulte, par conséquent, que la classe capitaliste tire régulièrement de la circulation, outre toutes les formes naturelles de son capital, ses propres moyens de consommation, leur montant argent primitif restant constamment le même en sa possession.

Pour le capitaliste individuel, il s'ensuit donc de l'étude de la circulation de l'argent qu'il ne peut jamais transformer son capital argent en moyens de production pour son montant total et qu'il doit au contraire toujours laisser une certaine partie de son capital sous forme d'argent, pour les buts de capital variable, pour les salaires, et constituer en outre des réserves de capital pour l'achat courant de moyens de production au cours de la période de production. Outre ces réserves de capital, il doit encore posséder une réserve d'argent pour des buts de consommation personnelle.

Il en résulte pour le processus de reproduction du capital social la nécessité de la production et de la reproduction du matériel argent. Comme celles-ci doivent être également, d'après notre supposition, une production et une reproduction capitalistes - d'après le schéma de Marx, dont nous avons déjà parlé, nous ne connaissons pas d'autre production que la production capitaliste - le schéma doit paraître en fait comme incomplet. Aux deux grandes sections de la production sociale : la production de moyens de production et la production de moyens de consommation, il faudrait adjoindre une troisième section : la production de moyens d'échange, pour lesquels il est précisément caractéristique qu'ils ne servent ni à la production ni à la consommation, mais représentent le travail social dans une marchandise indistincte, inconsommable. Certes, l'argent et la production de l'argent, comme aussi l'échange et la production de marchandises, sont beaucoup plus anciens que le mode de production capitaliste. Mais c'est dans ce dernier seulement que la circulation de l'argent est devenue la forme générale de la circulation sociale et, par là, l'élément essentiel du procès de la reproduction sociale. C'est seulement la représentation de la production et de la reproduction de l'argent dans leur entrelacement mutuel avec les deux autres sections de la production sociale qui fournirait le schéma complet de l'ensemble du processus capitaliste dans ses points essentiels.

Ici, à vrai dire, nous nous éloignons de Marx. Marx incorpore la production de l'or (pour la simplicité de la chose, toute la production de l'argent est ramenée à la production de l'or) dans la première section de la production sociale. « *La production de l'or, comme celle de n'importe quel métal, rentre dans la classe I, la catégorie qui embrasse la production des moyens de production*²¹¹. » Cela n'est vrai que dans la mesure où il s'agit précisément de la production de l'or dans le sens de la production métallurgique, c'est-à-dire de métal destiné à des buts industriels (joaillerie, plombages de dents, etc.). En tant qu'argent, l'or n'est pas du métal, mais l'incarnation du travail social abstrait, et en tant que tel, aussi bien moyen de production que moyen de consommation. D'ailleurs, un coup d'œil sur le schéma même de la reproduction montre à quelles erreurs devrait mener la confusion des moyens d'échange avec

²¹¹ *Le Capital*, II, p. 446. Tract. Molitor, VIII, pp. 117-118.

les moyens de production. Si nous plaçons à côté des deux sections de la production sociale la représentation schématique de la production d'or annuelle (dans le sens du matériel argent), nous avons les trois équations suivantes :

<p>I- 4 000 c + 1000 v + 1 000 pl = 6 000 moyens de production II- 2 000 c + 500 v + 500 pl = 3 000 moyens de consommation III- 20 c + 5 v + 5 pl = 30 moyens de circulation</p>
--

Cette grandeur de valeur (choisie par Marx comme exemple) de 30 ne correspond manifestement pas à la quantité d'argent circulant annuellement dans la société, mais uniquement à la partie de cette quantité d'argent reproduite annuellement, par conséquent à l'usure annuelle du matériel argent qui, en supposant les mêmes dimensions de la reproduction sociale et la même durée de la circulation du capital ainsi que la même rapidité de la circulation des marchandises, reste en moyenne la même. Si nous considérons la troisième équation, comme le veut Marx, comme une partie intégrante de la première, il en résulte la difficulté suivante : le capital constant de la troisième section 20 c se compose de moyens de production réels, concrets, comme dans les deux autres sections (bâtiments, instruments, matières premières, récipients, etc.), mais le produit de cette section, 30 *mci*, qui représente l'argent, ne peut dans aucun processus de production fonctionner dans sa forme naturelle en tant que capital constant. Si nous comptons ce produit 30 *mci* en tant que partie intégrante du produit de la première section 6 000 *mp*, nous obtenons un déficit social de moyens de production pour un montant de valeur que la reproduction dans les mêmes dimensions, soit dans la section I, soit dans la section II, rendra impossible. D'après notre supposition - qui constitue la base de tout le schéma de Marx - le produit de chacune de ces deux sections est, dans sa forme d'usage concrète, le point de départ de la reproduction en général, les proportions du schéma se basant sur cette supposition, sans laquelle elles se dissolvent en chaos. C'est ainsi que la première composition de valeur fondamentale reposait sur l'équation I- 6 000 *mp* = I- 4 000 c + II- 2 000 c. Pour le produit III- 30 *mci*, cela n'est pas exact, car l'or ne peut pas (environ dans la proportion I- 20 c + II- 10 c) être utilisé par les deux sections en tant que moyen de production. La deuxième composition fondamentale découlant de la première reposait sur l'équation I- 1 000 v + I- 1 000 pl = 2 000 c. Pour la production de l'or, cela signifierait qu'elle enlève à la deuxième section autant de moyens de consommation qu'elle lui fournit de moyens de production. Mais cela n'est pas plus vrai. La production de l'or enlève, certes, au produit social total, tant des moyens de production concrets, qu'elle utilise en tant que capital constant, que des moyens de consommation concrets pour ses ouvriers et capitalistes, pour le montant de son capital variable et de sa plus-value. Mais son propre produit peut aussi

bien, dans quelque production que ce soit, faire fonction de moyen de production qu'entrer dans la consommation humaine en tant que moyen de consommation. L'inclusion de la production de l'argent dans la section I romprait par conséquent toutes les proportions matérielles et de valeur du schéma de Marx et lui ôterait toute signification.

La tentative faite par Marx de faire entrer la production de l'or dans la section I (moyens de production) le mène d'ailleurs à des résultats dangereux. Le premier acte de circulation entre cette nouvelle sous-section, que Marx appelle I *mci*, et la section II (moyens de consommation) consiste, comme d'ordinaire, en ce que les ouvriers de la section I *mci*, avec la somme (5 v) reçue en salaires des capitalistes, achètent des moyens de consommation de la section II. L'argent employé à cela n'est pas encore un produit de la nouvelle production, mais un fonds de réserve des capitalistes I *mci*, fonds provenant du quantum d'argent se trouvant dans le pays, ce qui est tout à fait dans l'ordre. Or, Marx fait acheter par les capitalistes de la section II, à l'aide des 5 d'argent reçus d'abord par I *mci*, pour 2 d'or « *en tant que matériel marchandises* », et saute par conséquent de la production de l'argent dans la production industrielle de l'or, laquelle a aussi peu affaire avec le problème de l'argent que celle du cirage. Mais comme, sur ces I *mci* 5 v, il en reste toujours 3, dont les capitalistes de la section II ne savent que faire, étant donné qu'ils ne peuvent pas les utiliser en tant que capital constant, cette somme d'argent, Marx la fait thésauriser. Mais pour ne pas faire apparaître par là un déficit dans le capital constant de la section II, qui doit être échangé entièrement contre des moyens de production (I v + pl), Marx trouve la solution suivante : « *Il faut que cet argent passe en totalité de II c à II pl. Peu importe que ce dernier existe sous forme de moyens de subsistance nécessaires ou de moyens de luxe, et qu'une valeur-marchandises correspondante soit transférée de II pl à II c. Résultat : une partie de la plus-value est accumulée comme trésor*²¹². » Le résultat est assez étrange. Du fait que nous avons considéré uniquement la reproduction de l'usure annuelle du matériel-argent est apparue brusquement une thésaurisation de l'argent, par conséquent un excédent de matériel-argent. Cet excédent apparaît, on ne sait pas pourquoi, aux dépens des capitalistes de la section des moyens de consommation, qui doivent se sacrifier, non pas pour élargir leur propre production de plus-value, mais afin qu'il y ait suffisamment de moyens de consommation pour les ouvriers de la production d'or.

Cependant, les capitalistes de la section II sont assez mal récompensés de cette vertu chrétienne. Non seulement ils ne peuvent, malgré leur « abstinence », procéder à aucune extension de leur production, mais ils ne sont même pas en état de maintenir leur production dans les mêmes dimensions que jusqu'alors. Car même si l'on transporte la valeur marchandise correspondante

²¹² *Le Capital*, II, p. 448. Trad. Molitor, VIII, p. 120.

de II pl en II c, ce qui importe ce n'est pas seulement la valeur, mais la forme réelle, concrète de cette valeur, et comme maintenant une partie du produit de la section I existe sous forme d'argent, qui ne peut pas être utilisé en tant que moyen de production, la section II ne peut pas, malgré son abstinence, renouveler entièrement son capital constant. Et ainsi serait rompue la supposition du schéma : simple reproduction, dans deux sens : thésaurisation de plus-value et déficit de capital constant. Ces résultats obtenus par Marx prouvent d'eux-mêmes que la production de l'or ne peut absolument pas être incluse dans l'une des deux sections sans briser le schéma lui-même. Cela déjà en raison du premier échange entre les sections I et II. L'étude de l'échange de l'or nouvellement produit à l'intérieur du capital constant de la section I, que Marx s'était proposé de faire, ne se trouvait pas dans le manuscrit, ainsi que l'indique Fr. Engels (*Le Capital*, II, p. 449, note 55. Trad. Molitor, VII, p. 121, note). Elle n'aurait fait qu'accroître les difficultés. D'ailleurs, Marx confirme lui-même notre point de vue et épuise la question en deux mots, lorsqu'il dit d'une façon aussi brève que juste : « *L'argent n'est point par lui-même élément de la véritable reproduction*²¹³. »

Un exposé de la production de l'argent en tant que troisième section spéciale de la production sociale a encore une raison importante. Le schéma de la reproduction simple de Marx vaut comme base et point de départ du procès de la reproduction non seulement pour le mode de production capitaliste, mais - *mutatis mutandis* - aussi pour tout mode de production rationnel, par exemple pour le mode de production socialiste. La production de l'argent, par contre, disparaît avec la forme marchandise des produits, c'est-à-dire avec la propriété privée des moyens de production. Elle représente les « faux frais » du mode de production anarchique du capitalisme, une charge spécifique du régime de l'économie privée, qui se traduit dans la dépense annuelle d'une quantité de travail considérable pour la fabrication de produits qui ne servent ni comme moyens de production ni comme moyens de consommation. Cette dépense de travail spécifique du régime de production capitaliste, qui disparaît dans un régime de production rationnel, trouve son expression la plus exacte en tant que section spéciale dans le procès de reproduction général du capital social. A ce sujet, il est entièrement indifférent que nous nous imaginions un pays produisant lui-même de l'or ou le faisant venir de l'étranger. Dans ce dernier cas seulement l'échange permet cette dépense de travail social, qui était directement nécessaire à la production de l'or.

On voit par ce qui précède que le problème de la reproduction du capital social n'est pas aussi simple qu'on l'imagine souvent du point de vue des crises, la question étant à peu près posée ainsi : comment est-ce possible qu'avec le régime anarchique d'innombrables capitaux individuels les besoins

²¹³ *Le Capital*, II, p. 466. Trad. Molitor, VIII, p. 150.

de la société soient couverts par sa production ? A quoi on répond en montrant les oscillations constantes de la production autour de la demande, c'est-à-dire les changements de conjoncture périodiques. Cette conception, qui considère le produit social total comme une masse confuse de marchandises et les besoins sociaux d'une façon aussi abstruse, oublie l'essentiel : la *differentia specifica* du mode de production capitaliste. Le problème de la reproduction capitaliste comporte, ainsi que nous l'avons vu, toute une série de rapports exacts, qui se rapportent tant aux catégories spécifiquement capitalistes que - *mutatis mutandis* - aux catégories générales du travail humain, et leur union, tant dans leur contradiction que dans leur accord, constitue le véritable problème. Le schéma de Marx est la solution scientifique du problème.

Nous avons à nous demander quelle signification le schéma ci-dessus analysé du procès de la reproduction a pour la réalité. D'après ce schéma, tout le produit social passe entièrement dans la circulation, les besoins de la consommation sont entièrement satisfaits, la reproduction se poursuit sans obstacles, la circulation de l'argent suit celle des marchandises, le cycle du capital social se ferme exactement. Qu'en est-il en réalité ? Pour une production méthodiquement réglée, le schéma donne dans ses rapports une base exacte de division du travail social - en supposant toujours une reproduction simple, c'est-à-dire des dimensions de production restant les mêmes. Mais dans l'économie capitaliste, il n'y a pas d'organisation méthodique de la production. C'est pourquoi tout ne s'y passe pas d'une façon aussi simple qu'il apparaît dans le schéma. Le cycle de la reproduction se poursuit tout au contraire avec des déviations constantes des rapports du schéma, ce qui se manifeste :

- dans les oscillations quotidiennes des prix,
- dans les oscillations constantes des profits,
- dans la fluctuation incessante des capitaux d'une branche de production dans une autre,
- dans l'oscillation cyclique périodique de la reproduction entre la prospérité et la crise.

Cependant, à travers toutes ces déviations, le schéma représente cette moyenne socialement nécessaire autour de laquelle se poursuivent ces mouvements et à laquelle ils tendent toujours à revenir après s'en être écartés. C'est cette moyenne qui fait que les mouvements oscillants des capitaux individuels ne dégénèrent pas en chaos, mais sont ramenés à un certain ordre, qui assure la continuation de l'existence de la société malgré son caractère anarchique.

Si l'on compare le schéma de la reproduction de Marx avec le *Tableau économique* de Quesnay, la ressemblance de même que la grande différence en sautent immédiatement aux yeux. Les deux schémas, qui flanquent la voie du développement de l'économie politique classique, sont les deux seules tentatives de représentation exacte du chaos apparent que présente le mouvement

général de la production et de la consommation capitalistes dans leur entrelacement réciproque et dans leur dissociation d'innombrables producteurs et consommateurs individuels. L'un et l'autre réduisent le va-et-vient confus dans le mouvement des capitaux individuels à un certain nombre de grands rapports, dans lesquels est ancrée la possibilité de l'existence et du développement de la société capitaliste, malgré son activité désordonnée, anarchique. L'un et l'autre allient notamment le double point de vue, qui est à la base du mouvement général du capital social, à savoir qu'il est à la fois, en tant que mouvement de capital, une production et une appropriation de plus-value, et, en tant que mouvement social, production et consommation des moyens matériels nécessaires à la vie de l'homme civilisé. Dans l'un et l'autre, la circulation des produits réalise, en tant que circulation des marchandises, tout le processus, et dans l'un comme dans l'autre, le mouvement de l'argent suit seulement, en tant que manifestation extérieure, à la surface, le mouvement de la circulation des marchandises.

Mais dans l'exposé de ces grandes lignes générales, il y a une différence profonde entre les deux schémas. Le *Tableau* de Quesnay fait bien de la production de la plus-value le pivot de toute la reproduction, mais considère encore la plus-value sous la forme féodale naïve de la rente foncière, prenant ainsi une forme partielle pour le tout. Il fait de même de la distinction matérielle dans la masse du produit total un autre pivot de la reproduction sociale, mais la considère du point de vue de l'antagonisme naïf entre produits agricoles et produits manufacturés, prenant ainsi par conséquent des différences extérieures dans les matières auxquelles a affaire l'homme travailleur pour des catégories fondamentales du processus du travail humain, en général.

Chez Marx, la production de plus-value est considérée dans sa forme pure et générale, par conséquent dans sa forme absolue de production de capital. En même temps, il est tenu compte des conditions matérielles éternelles de la production dans la distinction fondamentale entre moyens de production et moyens de consommation et les rapports des uns et des autres sont ramenés à un rapport exact de valeur.

Si l'on demande pourquoi la solution du problème, si heureusement entamée par Quesnay, a échoué chez les économistes bourgeois qui l'ont suivi, et ce qu'il fallait encore pour arriver au bond formidable que l'analyse fait avec le schéma de Marx, nous trouvons principalement deux conditions préliminaires. Avant tout, le schéma de la reproduction de Marx s'appuie sur la distinction claire et nette des deux aspects du travail dans la production de marchandises : le travail concret utile, qui crée certaines valeurs d'usage, et le travail général humain abstrait, qui crée des valeurs socialement nécessaires. Cette idée fondamentale géniale qui est à la base de la théorie de la valeur de Marx, et qui lui a permis, entre autres, de trouver la solution du problème de l'argent, le mena également à distinguer et à réunir les deux points de vue sui-

vants : celui de valeur et celui de rapports matériels. En second lieu, le schéma s'appuie sur la distinction très nette entre capital constant et capital variable, qui seule a permis d'expliquer la production de la plus-value dans son mécanisme interne et de la mettre, en tant que rapport de valeur, dans un rapport exact avec ces deux catégories matérielles de la production : moyens de production et moyens de consommation.

L'économie classique après Quesnay, notamment chez Smith et Ricardo, s'approche très près de ces points de vue. Chez Ricardo, la théorie de la valeur a reçu cette conception stricte, qui fait qu'on la confond souvent même avec celle de Marx. Du point de vue de sa théorie de la valeur, Ricardo a considéré également comme fausse la division smithienne du prix de toutes les marchandises en $v + pl$, division qui a apporté tant de confusion dans l'analyse de la reproduction. Mais il ne se soucia pas autrement de cette bourde de Smith, pas plus qu'il ne s'échauffa en général pour le problème de la reproduction. En somme l'analyse de Ricardo était dans un certain sens un pas en arrière par rapport à celle de Smith, de même que ce dernier fit en partie un pas en arrière par rapport aux physiocrates. Si Ricardo a analysé ces catégories fondamentales de l'économie bourgeoise : valeur, salaire, plus-value, capital, d'une façon plus vigoureuse et plus systématique que tous ses prédécesseurs, ils les traita par contre d'une façon plus rigide. Smith avait une plus grande compréhension des rapports vivants, du grand mouvement de l'ensemble. S'il lui arriva à l'occasion de donner pour un seul et même problème deux ou, comme pour le problème de la valeur, trois ou quatre solutions différentes et de se contredire lui-même hardiment dans différentes parties de l'analyse, ses contradictions précisément le conduisaient à considérer l'ensemble d'un point de vue toujours nouveau et à le mettre en mouvement. La barrière à laquelle l'un et l'autre - Smith tout comme Ricardo - devaient se heurter était leur horizon bourgeois limité. Pour considérer les catégories fondamentales de la production capitaliste : valeur et plus-value, dans leur mouvement vivant, en tant que processus de reproduction social, il fallait considérer le mouvement comme un mouvement historique et les catégories elles-mêmes en tant que formes historiquement déterminées de rapports de travail généraux. C'est ce qui explique pourquoi le problème de la reproduction ne pouvait être résolu que par un socialiste. Entre le *Tableau économique* et le schéma de la reproduction dans le tome II du *Capital* se placent, non seulement chronologiquement, mais aussi quant au fond, l'apogée et la mort de l'économie bourgeoise.

La reproduction élargie

Le caractère défectueux du schéma de la reproduction simple apparaît clairement : il expose les lois d'une forme de reproduction qui, dans les conditions de la production capitaliste, ne peut être qu'exceptionnelle. La règle du

mode de production capitaliste, encore plus que de tout autre mode de production, n'est pas la reproduction simple, mais la reproduction élargie²¹⁴. Malgré cela, le schéma conserve toute son importance scientifique. Cela sous un double rapport. Pratiquement, même avec une reproduction élargie, la plus grande partie du produit total tombe toujours sous le point de vue de la reproduction simple. Celle-ci constitue la large base sur laquelle a lieu, chaque fois, l'extension de la production au-delà des limites précédentes. De même, théoriquement, l'analyse de la reproduction simple constitue le point de départ indispensable de toute représentation scientifique exacte de la reproduction élargie. Ainsi, le schéma de la reproduction simple du capital social mène automatiquement au-delà de ses propres limites, au problème de la reproduction élargie du capital social.

Nous connaissons déjà la particularité historique de la reproduction élargie sur la base capitaliste : elle doit se présenter en tant qu'accumulation *de capital*, ceci étant à la fois sa forme spécifique et sa condition. Autrement dit, la production sociale - qui est, sur la base capitaliste, une production de plus-value - ne peut être chaque fois élargie que dans le sens et la mesure où le capital jusqu'alors actif de la société reçoit un accroissement de la plus-value produite par lui. L'emploi d'une partie de la plus-value, et notamment d'une partie croissante, à des buts productifs et non pas à des buts de consommation personnelle de la classe capitaliste ou à des buts de thésaurisation, telle est la base de la reproduction élargie dans les conditions de la production capitaliste.

Un élément de la reproduction élargie du capital social est, tout comme pour la reproduction simple que nous avons supposée plus haut, la reproduction du capital individuel. Car la production, qu'elle soit simple ou élargie, ne se poursuit en fait que sous la forme d'innombrables mouvements de reproduction indépendants de capitaux individuels. La première analyse complète de l'accumulation du capital individuel est donnée dans le tome I du Capital de Marx, 7^o partie, chapitres XXII et XXIII. Marx y étudie la division de la plus-value en capital et en revenu, les conditions qui déterminent, indépendamment de la division de la plus-value en capital et en revenu, l'accumulation du capital, telles que le degré d'exploitation de la force de travail et la production du travail, l'accroissement du capital fixe par rapport au capital circulant en tant que facteurs de l'accumulation, enfin la formation continue de l'armée

²¹⁴ « L'hypothèse de la reproduction simple, d'après laquelle $I (v + pl) = II c$, est tout d'abord incompatible avec la production capitaliste. cela n'exclut pas du reste que, dans un cycle industriel de dix ou douze années, la production d'une année ne soit moindre que celle de l'année précédente et qu'il n'y ait même pas reproduction simple. En outre, étant donné l'accroissement annuel naturel de la population, la reproduction simple ne pourrait avoir lieu que si un nombre correspondant d'auxiliaires improductifs aidait à consommer les 1500, qui représentent la plus-value totale. L'accumulation de capital, c'est-à-dire la production capitaliste proprement dite, serait impossible. » (*Le Capital*, II, p. 497 Trad. Molitor, VIII, pp. 200-201.)

de réserve industrielle à la fois comme résultat et comme condition du procès de l'accumulation. Entre-temps, Marx réfute deux idées extravagantes de l'économie bourgeoise touchant l'accumulation : d'une part, la plus « économie-vulgaire » « théorie de l'abstinence », qui présente la division de la plus-value en capital et en revenu, et par conséquent l'accumulation elle-même comme un acte hautement moral des capitalistes, et, d'autre part, l'erreur de l'économie classique d'après laquelle toute la partie capitalisée de la plus-value est employée exclusivement « à être consommée par des ouvriers productifs », c'est-à-dire à payer des salaires à des ouvriers supplémentaires. Cette conception erronée, qui oublie complètement que toute extension de la production doit s'exprimer non seulement dans l'augmentation du nombre des ouvriers occupés, mais aussi dans l'accroissement des moyens de production matériels (bâtiments, instruments, pour le moins et en tout cas matières premières), s'appuie manifestement sur le faux « dogme » déjà mentionné d'Adam Smith.

De l'erreur selon laquelle le prix de toutes les marchandises se divise entièrement - en laissant complètement de côté le capital constant - en salaire et en plus-value, a découlé également cette croyance qu'il suffit, pour élargir la production, de dépenser plus de capital en salaires. Il est caractéristique que Ricardo, qui, tout au moins occasionnellement, a compris le caractère erroné de la doctrine de Smith, reprenne expressément sa conclusion erronée, en écrivant : « *Il faut comprendre que tous les produits d'un pays sont consommés, mais cela fait une très grande différence qu'ils le soient par des gens qui reproduisent une autre valeur ou par des gens qui n'en reproduisent pas. Quand nous disons que le revenu est épargné et transformé en capital, nous disons que la partie du revenu transformé en capital est consommée par des ouvriers productifs au lieu de l'être par des ouvriers improductifs.* » D'après cette conception étrange, qui fait consommer par les hommes tous les produits fabriqués, et ne laisse par conséquent, dans l'ensemble de la production sociale, aucune place pour les moyens de production non consommables : instruments et machines, matières premières et bâtiments, la reproduction élargie se fait de cette façon merveilleuse qu'au lieu d'une partie de moyens de consommation de qualité supérieure pour la classe capitaliste on produit, pour le montant de la partie capitalisée de la plus-value, des moyens de consommation de qualité ordinaire pour de nouveaux ouvriers. De déplacement autre que celui qui a lieu à l'intérieur de la production de moyens de consommation la théorie classique de la reproduction élargie n'en connaît pas. Que Marx ait réfuté en se jouant cette bourde élémentaire de Smith-Ricardo, c'est ce qui se comprend de soi-même d'après ce qui a été dit plus haut. De même que, pour la reproduction simple, à côté de la production de la quantité nécessaire de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes doit avoir lieu le renouvellement régulier du capital constant (les moyens de production matériels), de même, pour l'élargissement de la production, une partie du nouveau capital supplémentaire doit être employée à l'accroissement de la partie du capital constant, c'est-à-dire à l'aug-

mentation des moyens de production matériels. Ici entre en jeu une autre loi découverte par Marx : la partie du capital constant qu'oublie régulièrement l'économie classique croît constamment par rapport à la partie variable, dépensée en salaires. Ce n'est là que l'expression capitaliste des effets généraux de la productivité croissante du travail. Avec le progrès technique, le travail vivant est en mesure de mettre en mouvement et de transformer en produits, en un temps de plus en plus court, des masses de plus en plus considérables de moyens de production. Au point de vue capitaliste, cela signifie une diminution continue des dépenses consacrées au travail vivant, aux salaires, par rapport à celles consacrées aux moyens de production fixes. La reproduction élargie doit par conséquent, non seulement, contrairement à la conception de Smith-Ricardo, commencer toujours avec la division de la partie capitalisée de la plus-value en capital constant et capital variable, mais encore cette division doit, au fur et à mesure du progrès technique de la production, comporter une part relativement de plus en plus grande pour la partie constante du capital et une part relativement de plus en plus petite pour la partie variable. Ce changement qualitatif incessant dans la composition du capital constitue la forme spécifique de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la reproduction élargie sur la base capitaliste²¹⁵.

L'autre aspect de ce déplacement continu dans le rapport de la partie constante à la partie variable du capital est ce que Marx appelle la formation de la population ouvrière en excédent pour les besoins moyens de mise en valeur du capital, et par conséquent superflue. La production de cette réserve cons-

²¹⁵ « Le mode de production spécifiquement capitaliste, le développement correspondant de la productivité du travail, le changement qui en résulte dans la composition organique du capital ne contentent pas de marcher de pair avec le progrès de l'accumulation ou l'accroissement de la richesse sociale. Leur marche est infiniment plus rapide, parce que l'accumulation simple, ou l'extension absolue du capital total, s'accompagne de la centralisation de ses éléments Individuels, et que le bouleversement technique du capital additionnel s'accompagne du bouleversement technique du capital primitif. Avec le progrès de l'accumulation, le rapport entre la partie constante et la partie variable du capital se transforme donc ; de 1 : 1 qu'il était il abord, il devient 2 : 1, 3 : 1, 4 : 1, 5 : 1, 6 : 1, 8 : 1, etc., si bien qu'avec l'accroissement du capital ce n'est plus 1/2 de sa valeur totale, mais progressivement 1/3, 1/4, 1/5, 1/6, 1/7, 1/8, etc., qui sont convertis en force de travail, et par contre 2/3, 3/4, 4/5, 5/6, 6/7, 7/8, etc., en moyens de production. La demande de travail, étant déterminée non point par l'étendue du capital total, mais par celle de la partie variable, diminue progressivement avec l'accroissement du capital total, au lieu d'augmenter proportionnellement, comme nous l'avons supposé plus haut. Elle diminue relativement à la grandeur du capital total et dans une progression accélérée avec l'accroissement de cette grandeur. Il est vrai que l'accroissement du capital total entraîne celui de la partie variable ou de la force de travail incorporée au capital mais dans une proportion sans cesse décroissante. Les intervalles où l'accumulation opère comme simple extension de la production sur une base technique donnée deviennent de plus en plus courts. Il faut d'abord que l'accumulation du capital total soit accélérée dans une progression constante, pour pouvoir absorber un nombre additionnel donné d'ouvriers, ou encore pour pouvoir, à cause de la métamorphose incessante du capital ancien, occuper les ouvriers déjà en fonctions. De son côté, cette accumulation croissante et cette centralisation provoquent de nouveaux changements dans la composition du capital ou une nouvelle diminution accélérée de sa partie variable par rapport à la partie constante. » (*Le Capital*, I, p. 593. Trad. Molitor, IV, p. 93-94.)

tamment disponible d'ouvriers industriels non occupés (dans le sens large, y compris les prolétaires placés sous le commandement du capital commercial), qui constitue à son tour la condition des accroissements brusques de la production dans les périodes de haute conjoncture, fait partie des conditions spécifiques de l'accumulation du capital ²¹⁶.

Nous avons par conséquent à déduire de l'accumulation du capital individuel les quatre éléments suivants de la reproduction élargie :

1. Les dimensions de la reproduction élargie dépendent dans une certaine mesure de l'accroissement du capital et peuvent le dépasser. Les méthodes qui y mènent sont : augmentation de l'exploitation de la force de travail et des forces naturelles, augmentation de la productivité du travail (dans cette dernière est comprise l'augmentation de l'efficacité de la partie fixe du capital) ;
2. Le point de départ de toute accumulation véritable est la division de la partie de la plus-value à capitaliser en capital constant et capital variable ;
3. L'accumulation en tant que processus social est accompagnée d'une modification constante dans le rapport du capital constant au capital variable, la partie du capital investie dans des moyens de production fixes croissant constamment par rapport à la partie investie dans des salaires ;
4. L'autre phénomène d'accompagnement et en même temps condition du procès de l'accumulation est la constitution de l'armée de réserve industrielle.

Ces éléments déduits déjà du mouvement de reproduction du capital individuel constituent un progrès énorme sur l'analyse de l'économie bourgeoise. Mais il s'agissait maintenant, partant du mouvement du capital individuel, de représenter l'accumulation du capital social. D'après le schéma de la reproduction simple, il fallait pour la reproduction élargie également mettre en rapport exact les uns avec les autres, du point de vue de l'accumulation, tant les points de vue de valeur d'une production de plus-value que les points de vue concrets du procès du travail (production de moyens de production et production de moyens de consommation).

Ce qui distingue essentiellement la reproduction élargie de la simple reproduction, c'est que, dans cette dernière, toute la plus-value est consommée par la classe capitaliste et sa suite, tandis que dans la première une partie de la

²¹⁶ « Le cours caractéristique de l'industrie moderne, la forme d'un cycle décennal, interrompu par des fluctuations plus ou moins accentuées, et composé de périodes d'une vitalité moyenne, de production compliquée d'excès, crises et de stagnations, repose sur la formation continue, l'absorption plus ou moins grande et la reproduction de l'armée de réserve industrielle ou de la surpopulation. De leur côté, les vicissitudes du cycle industriel recrutent la surpopulation, à la reproduction de laquelle elles concourent puissamment. » (Le Capital, I, p. 594. Trait. Molitor, IV, p. 98.)

plus-value est soustraite à la consommation personnelle de ses possesseurs, non pas pour être thésaurisée, mais pour être transformée en capital actif, capitalisée. Pour cela, il est nécessaire que le nouveau capital additionnel trouve réalisées les conditions matérielles de sa mise en activité. Ici entre par conséquent en ligne de compte la composition concrète du produit social total. Marx dit déjà dans le tome I du *Capital* à propos de l'accumulation du capital individuel :

« En premier lieu, la production annuelle doit fournir tous les objets ou valeurs d'usage qui serviront à remplacer les éléments matériels du capital consommés dans le cours de l'année. En sus de ces objets, il y a le produit net ou surproduit, représentait de la plus-value. De quoi se compose ce surproduit ? De choses peut-être qui seraient destinées à la satisfaction des besoins et des appétits de la classe capitaliste et entreraient par suite dans le fonds de consommation capitaliste ? S'il en était ainsi, la plus-value serait dépensée jusqu'au dernier centime, et il n'y aurait que simple reproduction.

« Pour accumuler, il faut transformer en capital une partie du surproduit. Mais à moins d'opérer des miracles, on ne peut transformer en capital que des choses qui soient utilisables dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, ou encore des choses dont l'ouvrier ait besoin pour vivre, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Par conséquent, il faut qu'une partie du surtravail annuel ait été consacrée à créer des moyens supplémentaires de production et de subsistance, en excédent sur la quantité nécessaire au remplacement du capital avancé. En un mot : la plus-value n'est convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital²¹⁷. »

Assurément, des moyens de production et des moyens de consommation supplémentaires ne suffisent pas pour les ouvriers : il faut encore des forces de travail supplémentaires pour mettre en mouvement la production élargie. Mais cette condition n'offre d'après Marx aucune difficulté particulière. « Par son mécanisme même, la production capitaliste a résolu le problème : elle reproduit la classe ouvrière comme une classe dépendante du salaire et à qui le salaire assure la conservation et l'accroissement. Ces forces additionnelles que lui fournit tous les ans la classe ouvrière aux divers degrés d'âge, le capital n'a qu'à les incorporer aux moyens de production additionnels déjà contenus dans la production annuelle, et la conversion de la plus-value en capital est effectuée²¹⁸. »

Nous avons ici la première solution que Marx donne au problème de l'accumulation du capital social. Sans insister davantage sur cet aspect de la

²¹⁷ *Le Capital*, I, p. 543. Trad. Molitor, IV, p. 31.

²¹⁸ *Le Capital*, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, p. 32.

question dans le tome I du Capital, il n'y revient qu'à la fin du tome II de son ouvrage principal : le vingt et unième et dernier chapitre est consacré à l'accumulation et à la reproduction élargie du capital social.

Examinons maintenant d'un peu près la représentation schématique de l'accumulation chez Marx. D'après l'exemple du schéma, que nous connaissons déjà, de la reproduction simple, Marx construit un schéma de la reproduction élargie. Une comparaison des deux schémas en fera apparaître nettement la différence.

Supposons que le produit total annuel de la société représente une valeur de 9 000 (par quoi on peut entendre des millions d'heures de travail, ou, exprimé en argent, n'importe quelle somme d'argent), le produit total est réparti de la façon suivante :

I- 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000	TOTAL : 9 000.
II- 2 000 c + 500 v + 500 pl = 3 000	

La première section représente des moyens de production, la seconde des moyens de consommation. Un simple coup d'œil sur les rapports numériques suffit pour montrer qu'il ne peut y avoir ici que reproduction simple. Les moyens de production fabriqués dans la première section sont égaux à la somme des moyens de production effectivement consommés dans les deux sections, et dont le seul renouvellement ne permet que la répétition de la production dans les anciennes dimensions. D'autre part, tout le produit de la section des moyens de consommation est égal à la somme des salaires, ainsi que des plus-values dans les deux sections. Cela montre que les moyens de consommation existants ne permettent aussi que l'occupation de la même quantité de forces de travail, mais qu'en même temps aussi toute la plus-value passe dans les moyens de consommation, c'est-à-dire dans la consommation personnelle de la classe capitaliste.

Mais prenons maintenant le même produit total de 9 000 dans la composition suivante :

I- 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000	TOTAL : 9 000.
II- 1 500 c + 750 v + 750 pl = 3 000	

Ici apparaît immédiatement une double disproportion. La quantité fabriquée de moyens de production (6 000) dépasse, en valeur, de 500 la quantité effectivement consommée dans la société (4 000 c + 1500 c). En même temps, la quantité de moyens de consommation (3000) représente par rapport à la somme des salaires payés, c'est-à-dire des besoins des ouvriers (1000 v + 750

v), ainsi qu'à la somme de la plus-value obtenue (1000 pl + 750 pl), un déficit de 500. Il en résulte - étant donné que la réduction du nombre des ouvriers occupés est exclue - que la consommation de la classe capitaliste doit être plus petite que la plus-value obtenue par elle. Ainsi sont observées les deux conditions indispensables à la reproduction élargie sur la base capitaliste : une partie de la plus-value obtenue n'est pas consommée, mais employée à des buts productifs, et en même temps des moyens de production en quantité accrue sont fabriqués, afin que la plus-value capitalisée puisse être employée effectivement à l'extension de la production.

Si nous avons trouvé, dans le schéma de la reproduction simple, que ses principales conditions sociales sont incluses dans le rapport exact suivant : la somme des moyens de production fabriqués (produit de la section I) doit être égale en valeur au capital constant des deux sections, mais la somme des moyens de consommation fabriqués (produit de la section II) à la somme des capitaux variables comme de la plus-value dans les deux sections, nous devons en déduire pour la reproduction élargie un double rapport exact inverse. La condition générale de la reproduction élargie est la suivante : le produit de la section I est, d'après sa valeur, plus grand que le capital constant des deux sections ensemble, le produit de la section II est, d'après sa valeur également, plus petit que la somme des capitaux variables et de la plus-value dans les deux sections.

Mais par là nous sommes loin d'avoir épuisé l'analyse de la reproduction élargie. Nous en sommes au contraire à peine au commencement.

En effet, ces rapports que nous avons déduits du schéma, il nous faut maintenant les suivre dans leur activité ultérieure, dans le flot de la circulation et la marche de la reproduction. Si la simple reproduction peut être comparée à un cercle qui se répète toujours à nouveau, la reproduction élargie ressemble, d'après l'expression de Sismondi, à une spirale, qui monte toujours plus haut. Il nous faut par conséquent étudier tout d'abord les courbes de cette spirale. La première question générale qui se pose est celle-ci : comment se réalise en fait, étant donné les conditions que nous connaissons maintenant, l'accumulation dans les deux sections, de telle sorte que tous les capitalistes capitalisent une partie de leur plus-value et trouvent en même temps les conditions matérielles nécessaires à la reproduction élargie ?

Marx explique cette question à l'aide de l'exposé schématique suivant.

Supposons que la moitié de la plus-value de I soit accumulée. Les capitalistes emploient par conséquent 500 pour leur consommation, et transforment les 500 autres en capital. Ce nouveau capital de 500 doit, comme nous le savons maintenant, pour pouvoir être mis en activité, être partagé en capital constant et capital variable. Supposons que le rapport de ces deux sortes de capital reste, malgré l'extension de la production, le même que dans le capital

original, c'est-à-dire 4 à 1. Alors les capitalistes de la section I répartiront leur capital additionnel de 500 de façon à acheter pour 400 de nouveaux moyens de production et pour 100 de nouvelles forces de travail. L'achat de nouveaux moyens de production pour 400 n'offre aucune difficulté : nous savons que la section I a déjà fabriqué pour 500 de moyens de production supplémentaires. Là-dessus, les 4/5 ont été employés à l'intérieur de la section I pour permettre l'élargissement de la production. Mais l'accroissement correspondant du capital variable de 100 en argent ne suffit pas, les nouvelles forces de travail additionnelles doivent trouver aussi des moyens de consommation correspondants, et ceux-ci ne peuvent être tirés que de la section II. Maintenant par conséquent la circulation se fait entre les deux grandes sections. Jusqu'alors, dans la reproduction simple, la section I tirait pour 1000 de moyens de consommation de la section II pour ses propres ouvriers, maintenant elle doit en tirer pour 100 de plus. Elle commencera donc la reproduction élargie de la manière suivante :

$4\ 400\ c + 1\ 100\ v$

A son tour, la section II, par suite de la vente de moyens de consommation supplémentaires de 100, est en mesure d'acheter à la section I pour une quantité supplémentaire correspondante de moyens de production. En effet, sur l'excédent total du produit de la section I, il reste encore juste 100. La section II les achète pour pouvoir procéder à son tour à un élargissement de la production. Mais ici non plus on ne peut pas faire grand-chose uniquement avec une plus grande quantité de moyens de production : pour pouvoir les mettre en mouvement, des forces de travail supplémentaires sont nécessaires. Si nous supposons ici aussi que l'ancienne composition du capital est maintenue, que par conséquent le rapport du capital constant au capital variable est de 2 à 1, il faut pour mettre en activité les moyens de production supplémentaires de 100 de nouvelles forces de travail pour 50. Mais pour ces nouvelles forces de travail, il faut également, pour le montant de leurs salaires, de nouveaux moyens de consommation, que la section II fournit elle-même. Du produit total de la section II, par conséquent, en dehors des moyens de consommation supplémentaires de 100 pour les nouveaux ouvriers de la section I, de nouveaux moyens de consommation supplémentaires de 50 devront être employés pour les ouvriers de la section II. Celle-ci commence par conséquent la reproduction élargie de la façon suivante :

$1600\ c + 800\ v$

Maintenant, le produit total de la section I- (6 000) est passé entièrement dans la circulation : 5 500 ont été nécessaires pour le simple renouvellement des vieux moyens de consommation usagés dans les deux sections, 400 ont été utilisés pour l'élargissement de la production de la section I et 100 pour le même but dans la section II. En ce qui concerne le produit total de la section II (3 000), 1900 ont été employés pour la quantité accrue des forces de travail

dans les deux sections. Les 1100 de moyens de consommation restants servent à la consommation personnelle des capitalistes, à la consommation de leur plus-value, à savoir 500 dans la section I, 600 pour les capitalistes de la section II, qui sur leur plus-value de 750 n'en ont capitalisé que 150 (100 pour l'achat de moyens de production et 50 pour le paiement de salaires).

Alors la production élargie peut avoir lieu. Si nous conservons le même degré d'exploitation (100 %), comme pour le capital original, nous aurons dans la période suivante :

I- 4 400 c + 1 100 v + 1 100 pl = 6 600	TOTAL : 9 800.
II- 1600 c + 800 v + 800 pl = 3 200	

Le produit total de la société est passé de 9 000 à 9 800, la plus-value dans la première section de 1000 à 1100, dans la seconde de 750 à 800. Le but de l'élargissement capitaliste de la production, à savoir la production accrue de plus-value, est atteint. En même temps, la composition matérielle du produit social donne de nouveau un excédent de 600 de moyens de production (6600) par rapport à ceux qui ont été effectivement utilisés (4 400 + 1 600), ainsi qu'un déficit de moyens de consommation (3 200) par rapport aux salaires payés jusque-là (1100 v + 800 v) et à la plus-value obtenue (1 100 pl + 800 pl). Par là est donnée de nouveau déjà une base matérielle comme une nécessité d'employer une partie de la plus-value non seulement à la consommation personnelle de la classe capitaliste, mais à un nouvel élargissement de la production.

Le deuxième élargissement de la production et de la création de plus-value découle automatiquement, avec ses rapports mathématiquement exacts, de la première. L'accumulation du capital une fois commencée mène mécaniquement toujours plus loin au-delà d'elle-même. Le cercle s'est transformé en une spirale, qui monte de plus en plus haut, comme sous la contrainte d'une force naturelle, qu'on peut mesurer mathématiquement. Si nous supposons au cours des années suivantes toujours cette même capitalisation de la moitié de la plus-value dans la section I, en conservant la même composition du capital et le même degré d'exploitation, nous aurons la progression suivante dans la reproduction du capital social :

Deuxième année.

I- 4 840 c + 1210 v + 1210 pl = 7 260	TOTAL : 10 780.
II- 1760 c + 880 v + 880 pl = 3 520	

Troisième année.

I- 5 324 c + 1 331 v + 1 331 pl = 7 986 II- 1 936 c + 968 v + 968 pl = 3 872	TOTAL : 11 858
---	----------------

Quatrième année.

I- 5 856 c + 1 464 v + 1 464 pl = 8 784 II- 2 129 c + 1 065 v + 1 065 pl = 4 249	TOTAL : 13 033
---	----------------

Cinquième année.

I- 6 442 c + 1 610 v + 1 610 pl = 9 662 II- 2 342 c + 1 172 v + 1 172 pl = 4 686	TOTAL : 14 348
---	----------------

Ainsi, en cinq années d'accumulation, le produit social serait passé de 9 000 à 14 348, le capital social de 5 400 c + 1 750 v, soit 7 150, à 8 784 c + 2 782 v, soit 11 566, et la plus-value de 1 000 pl + 500 pl, soit 1 500, à 1 464 pl + 1 065 pl, soit 2 529, la plus-value consommée par les capitalistes étant passée de 1 500 avant le commencement de l'accumulation à 732 + 958 (dans la dernière année), soit 1 690²¹⁹. La classe capitaliste a pu par conséquent capitaliser davantage, faire preuve de plus d'esprit d'épargne et cependant vivre plus agréablement. La société est devenue plus riche au point de vue matériel : plus riche en moyens de production, plus riche en moyens de consommation, et en même temps dans le sens capitaliste, car elle produit une plus-value de plus en plus grande. Le produit total passe entièrement dans la circulation sociale : il sert en partie à l'élargissement de la reproduction, en partie à des buts de consommation. Les besoins d'accumulation des capitalistes concordent en même temps avec la composition matérielle du produit social. Il en est comme Marx l'a dit dans le tome I du *Capital* : la plus-value accrue peut précisément être transformée en capital parce que le surproduit social vient au monde sous la forme matérielle de moyens de production, une forme qui ne permet précisément aucun autre usage que son emploi dans le processus de la production. En même temps, l'élargissement de la reproduction se réalise dans le respect le plus strict des lois de la circulation : l'approvisionnement réciproque des deux sections de la production en moyens de production et moyens de consommation supplémentaires se fait en tant qu'échange d'équivalents, en tant qu'échange de marchandises, l'accumulation dans l'une rendant possible et

²¹⁹ *Le Capital*, II, pp. 487-490. Trad. Molitor VIII, p. 189.

conditionnant précisément l'accumulation dans l'autre. Le problème compliqué de l'accumulation est par conséquent transformé en une progression schématique d'une étonnante simplicité. On peut poursuivre à l'infini la chaîne d'équations ci-dessus commencée. Il suffit seulement d'observer les règles simples suivantes : à l'accroissement du capital constant dans la première section doit toujours correspondre un certain accroissement du capital variable. Ce dernier accroissement indique d'avance quel peut être l'accroissement du capital constant, dans la seconde section. Ce dernier doit être accompagné à son tour d'un accroissement correspondant du capital variable. Enfin, l'importance du capital variable accru dans les deux sections indique toujours combien, sur la somme totale des moyens de consommation, il reste pour la consommation personnelle de la classe capitaliste. On constatera que cette quantité de moyens de consommation restant pour la consommation personnelle des capitalistes correspond exactement en valeur à la partie non capitalisée de la plus-value dans les deux sections.

La continuation du développement schématique de l'accumulation, en tenant compte de ces quelques règles faciles, ne connaît, comme nous l'avons dit, aucune limite. Mais il est temps maintenant de nous demander si nous n'arrivons précisément à des résultats aussi étonnamment faciles que parce que nous ne nous livrons là qu'à des exercices mathématiques avec additions et soustractions, exercices ne pouvant présenter aucune surprise, et si l'accumulation ne se poursuit ainsi sans heurts, à l'infini, que parce que le papier a bon dos et se laisse couvrir facilement de formules mathématiques. En d'autres termes, il est temps de considérer les conditions sociales concrètes de l'accumulation.

Analyse du schéma de la reproduction élargie de Marx

Le premier élargissement de la production se présentait de la manière suivante :

$I- 4\ 400\ c + 1\ 100\ v + 1\ 100\ pl = 6\ 600$	TOTAL : 9 800
$II- 1600\ c + 800\ v + 800\ pl = 3\ 200$	

Ici se manifeste déjà nettement la dépendance réciproque de l'accumulation dans les deux sections. Mais cette dépendance est d'une nature toute particulière. L'accumulation part ici de la section I, la section II ne fait que suivre le mouvement, et, de plus, les dimensions de l'accumulation sont déterminées uniquement par la section I. Marx met ici au point l'accumulation en faisant capitaliser dans la section I la moitié de la plus-value, mais dans la section II tout juste ce qu'il faut pour assurer la production et l'accumulation dans la section I. Il fait consommer par les capitalistes de la section II- 600 pl, tandis que ceux de la section I, qui s'approprient une valeur deux fois plus grande et une plus-value beaucoup plus considérable, ne consomment que 500 pl. Au cours de l'année suivante, il fait de nouveau capitaliser par les capitalistes de la section I la moitié de leur plus-value, et cette fois, il « oblige » les capitalistes de la section II à capitaliser davantage que l'année précédente et arbitrairement autant que la section I en a besoin, 560 pl restant cette fois pour les capitalistes de la section II - c'est-à-dire moins que l'année précédente, ce qui est en tout cas un résultat assez étrange de l'accumulation. Marx décrit le processus de la manière suivante :

« Supposons qu'en I- l'accumulation se poursuive dans la même proportion : 550 pl sont dépensés comme revenu, 550 pl sont accumulés. Tout d'abord, 1100 I- v sont remplacés par 1100 II- c; en outre, 550 I- pl sont à réaliser dans une somme égale de marchandises II-; au total 1650 I- (v + pl). Mais le capital à remplacer en II- n'est que de 1600, les 50 autres doivent être prélevés sur 800 II- pl. Si nous faisons abstraction de l'argent, nous avons comme résultat de cette transaction :

« I- 4400 c + 550 pl (à capitaliser); puis, en fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers, 1650 v + pl réalisés en marchandises II- c;

« II- 1650 c (50 prélevés sur II- pl) + 800 v + 750 pl (fonds de consommation des capitalistes).

« Mais si l'ancien rapport entre v et c persiste en II-, il faut, pour 50 c ajouter 25 c, à prendre sur les 750 pl. Nous aurons donc :

« II- 1650 c + 825 v + 725 pl.

« 550 pl sont à capitaliser en I-. Si l'ancien rapport est maintenu, 440 forment du capital constant et 110 du capital variable. Ces 110 sont à prélever éventuellement sur 725 II pl ; des moyens de consommation d'une valeur de 110 sont consommés par les ouvriers I au lieu de l'être par les capitalistes II-; ces derniers sont donc forcés de capitaliser ces 110 pl qu'ils ne peuvent consommer. Sur les 725 pl, il reste donc 615 II- pl. Mais si II- convertit ainsi ces 110 en capital constant additionnel, il lui faut en outre un capital variable additionnel de 55 ; celui-ci doit également être fourni par sa plus-value ; sur 615 II pl, il reste donc 560 pour la consommation des capitalistes II et nous avons en valeur capital, après tous les transferts actuels et potentiels :

« I- (4 400 c + 440 c) + (1 100 v + 110 v) = 4 840 c + 1 210 v = 6 050;

« II- (1 600 c + 50 c + 110 c) + (800 v + 25 v + 55 v) = 1 760 c + 880 v = 2640.

« Au total : 8 690²²⁰. »

Nous avons reproduit ce long passage, parce qu'il montre nettement comment Marx réalise ici l'accumulation dans la section I aux dépens de la section II. C'est avec le même manque de douceur qu'il procède avec les capitalistes de la section des moyens de consommation au cours des années suivantes. La troisième année, il les fait, de la même façon, accumuler 264 pl et consommer 616 pl, cette fois plus qu'au cours des deux années précédentes. La quatrième année, il les fait capitaliser 290 pl et consommer 678 pl; la cinquième, ils accumulent 320 pl et consomment 745 pl. A ce propos, Marx dit même : « Pour que tout se passe normalement, l'accumulation doit être plus rapide en II qu'en I parce que la partie I (v + pl) qui doit se convertir en marchandises II- c augmenterait sans cela plus rapidement que II c, le seul où elle puisse se convertir²²¹. » Mais les chiffres indiqués, non seulement ne montrent pas une accumulation plus rapide, mais plutôt une accumulation oscillante dans la section II, la règle étant la suivante : Marx mène l'accumulation de plus en plus loin en faisant produire la section I sur une base de plus en plus large ; l'accumulation dans la section II n'apparaît que comme conséquence et condition de l'autre : premièrement, pour faire entrer dans la production les moyens de production supplémentaires ; deuxièmement, pour fournir le surplus nécessaire de moyens de consommation pour les forces de travail supplémentaires. L'initiative du mouvement appartient exclusivement à la section I, la section II n'étant qu'un appendice passif. C'est ainsi que les capitalistes de la section II ne

²²⁰ *Le Capital*, II, p. 488, Trad. Molitor, VIII, pp. 186-187.

²²¹ *Le Capital*, II, p. 489. Trad. Molitor, VIII, p. 187.

la production, enfin un développement de toutes les conditions qui produisent une surproduction relative dans la classe ouvrière. Ne faisons par conséquent plus, comme dans le premier exemple, le premier passage du début de la reproduction simple à la reproduction élargie, qui n'a d'ailleurs qu'une valeur théorique, mais prenons le mouvement de l'accumulation au milieu même de son cours, à une étape de développement déjà élevée. En soi, ces suppositions sont parfaitement admissibles et ne changent d'ailleurs rien aux règles qui doivent nous guider dans le développement des différentes courbes de la spirale de la reproduction. Ici aussi, encore une fois, Marx prend comme point de départ la capitalisation de la moitié de la plus-value de la section I :

« Supposons que la classe capitaliste I- consomme la moitié de la plus-value et accumule l'autre moitié. Il y aurait alors 1000 v + 500 pl I- = 1500 à convertir en 1500 II- c. Comme II- c = 1430 seulement, il faut prélever 70 de la plus-value ; sur 285 II- pl il ne reste donc que 215 II- pl. Nous avons donc :

« I- 5000 c + 500 pl (à capitaliser) + 1500 (v + pl) en fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers;

« II- 1430 c + 70 pl (à capitaliser) + 285 v + 215 pl.

« Comme 70 II- pl sont ici directement annexés à II- c, il faut, pour mettre en mouvement ce capital constant additionnel, un capital variable de 70 : 5 = 14; ces 14 sont encore à déduire de 215 II- pl; il reste donc 201 II- pl, et nous avons :

« II- (1430 c + 70 c) + (285 v + 14 v) + 201 pl²²³. »

Après ces premiers arrangements, la capitalisation peut se faire sans heurts. Elle se réalise de la façon suivante :

Dans la section I, les 500 pl qui sont capitalisés se divisent en $5/6 = 417 c + 1/6 = 83 v$. Ces 83 v enlèvent une quantité équivalente de II- pl, qui achète des éléments du capital constant et se transforme par conséquent en II- c. Un accroissement de II- c de 83 détermine un accroissement de II- v de 115 de $83 = 17$. Nous avons par conséquent à la fin de toute l'opération :

$I- (5000 c + 417 pl) + (1000 v + 83 pl) v = 5417 c + 1083 v = 6500$ $II- (1500 c + 83 pl) + (299 v + 17 pl) v = 1583 c + 316 v = 1899$

²²³ Le Capital, II, p. 491. Trad. Molitor, VIII, p. 190.

Au total : 8399.

Le capital dans la section I est passé de 6000 à 6500, soit une augmentation de 1/12, dans la section II de 1715 à 1899, soit une augmentation d'environ 1/9.

La reproduction sur cette base, l'année suivante, donnera à la fin de l'année :

I- 5417 c + 1083 v + 1083 pl = 7 583 II- 1583 c + 316 v + 316 pl = 2 215	Total : 9798
---	--------------

Si on continue à accumuler dans la même proportion, nous obtenons à la fin de la deuxième année :

I- 5869 c + 1173 v + 1173 pl = 8215 II- 1715 c + 342 v + 342 pl = 2399	Total : 10 614
---	----------------

Et à la fin de la troisième année :

I- 6358 c + 1271 v + 1271 pl = 8 900 II- 1858 c + 371 v + 371 pl = 2 600	Total : 11 500
---	----------------

En trois ans, le capital social sera passé de 6000 I- + 1715 II- = 7715 à 7629 I- + 2229 II- = 9858 ; le produit total, de 9000 à 11500.

Ici, l'accumulation, à la différence de ce qui se passait dans le premier exemple, s'est poursuivie d'une façon égale dans les deux sections. Dans la première comme dans la seconde, à partir de la deuxième année, la moitié de la plus-value a été capitalisée et la moitié consommée. Le caractère arbitraire du premier exemple semble n'être dû par conséquent qu'à des chiffres mal choisis. Il nous faut cependant examiner si cette fois la marche sans obstacles de l'accumulation représente quelque chose de plus qu'une série d'opérations mathématiques faites avec des chiffres habilement choisis.

Ce qui apparaît immédiatement comme une règle générale de l'accumulation, tant dans le premier que dans le deuxième exemple, c'est toujours de nouveau ceci : afin que l'accumulation puisse se faire, la section II doit chaque fois procéder à l'élargissement du capital constant dans la même mesure où la

section I procède, d'une part, à l'accroissement de la partie consommée de la plus-value, et, d'autre part, à l'accroissement du capital variable. En prenant l'exemple de la première année, il doit y avoir un supplément de 70 au capital constant dans la section II. Pourquoi ? Parce que ce capital représente jusqu'ici 1430. Mais si les capitalistes de la section I accumulent la moitié de leur plus-value (1000) et consomment l'autre moitié, ils ont besoin pour eux comme pour leurs ouvriers de moyens de consommation pour une valeur de 1500. Ils ne peuvent les recevoir de la section II qu'en échange de leurs propres produits, les moyens de production. Mais étant donné que la section II n'a pu couvrir ses propres besoins en moyens de production que jusqu'à concurrence de la valeur représentée par son propre capital constant (1430), l'échange ne peut se faire que dans le cas où la section II se déciderait à augmenter de 70 son capital constant, c'est-à-dire à accroître sa propre production, ce qui ne peut se faire autrement que par la capitalisation d'une partie correspondante de la plus-value. Si celle-ci représente dans la section II 285 pl, sur cette quantité 70 devront être transformés en capital constant. Ici est déterminé le premier pas dans l'élargissement de la production dans la section II en tant que condition et conséquence d'un accroissement de la consommation des capitalistes de la section I. Allons plus loin. Jusqu'à présent, la classe capitaliste n'a pu consommer personnellement que la moitié de sa plus-value (500). Pour pouvoir capitaliser l'autre moitié (500), elle doit la diviser tout au moins d'une façon correspondant à la composition existant jusqu'ici du capital, par conséquent transformer 417 en capital constant et 83 en capital variable. La première opération n'offre aucune difficulté : les capitalistes de la section I possèdent dans leur propre produit un excédent de 500 qui consiste en moyens de production, dont la forme naturelle lui permet d'être intégré directement dans le processus de la production. Ainsi se réalise un élargissement du capital constant de la section I pour un montant correspondant au produit propre de cette section. Mais pour pouvoir occuper ces 83 en tant que capital variable, il est nécessaire d'avoir pour une valeur égale de moyens de consommation pour les nouveaux ouvriers qu'on veut embaucher. Ici apparaît de nouveau la dépendance dans laquelle se trouve l'accumulation dans la section I à l'égard de la section II. La première doit acheter à la seconde pour 83 de moyens de consommation de plus que jusqu'alors. Comme cela, encore une fois, ne peut se faire qu'au moyen de l'échange des marchandises, ces besoins de la section I ne peuvent être satisfaits qu'à la condition que la section II, à son tour, se déclare prête à acheter des produits de la section I, c'est-à-dire des moyens de production, pour une valeur de 83. Comme elle ne peut faire rien d'autre avec ces moyens de production que les utiliser dans le processus de la production, il en résulte pour la section II la possibilité et en même temps la nécessité d'accroître de nouveau son capital constant, de 83, par quoi encore une fois, sur la plus-value de cette section, 83 sont enlevés à la consommation personnelle et employés à la capitalisation. Le deuxième pas dans l'élargissement de la production de la section II est dé-

terminé par l'élargissement du capital variable dans la section I. Maintenant, toutes les conditions matérielles de l'accumulation sont données dans la section I, et la reproduction élargie peut se faire. Dans la section II par contre, il n'y a eu d'abord qu'un élargissement, à deux reprises différentes, du capital constant. Il en résulte que pour que les moyens de production nouvellement acquis soient vraiment utilisés, il sera nécessaire de procéder à une augmentation correspondante du nombre des forces de travail. Si l'on maintient le rapport existant jusqu'ici, pour le nouveau capital constant de 153 un nouveau capital variable de 31 sera nécessaire. Cela veut dire qu'une quantité égale sera de nouveau tirée de la plus-value et capitalisée. Le fonds de consommation personnelle des capitalistes de la section II apparaît ainsi comme la quantité restante de la plus-value (285 pl), après prélèvement du double accroissement du capital constant (70 + 83) et de l'accroissement correspondant du capital variable (31), en tout 184. Reste par conséquent 101. Après des manipulations semblables, il se produit à la deuxième année de l'accumulation dans la section II une division de la plus-value en 158 pour la capitalisation et 158 pour la consommation des capitalistes, la troisième année, 172 et 170.

Nous n'avons si minutieusement examiné et suivi, pas à pas tout ce processus que parce qu'il en ressort nettement que l'accumulation dans la section II dépend entièrement de l'accumulation dans la section I. Certes, cette dépendance ne se manifeste plus dans les modifications arbitraires réalisées dans la division de la plus-value dans la section II, comme c'était le cas dans le premier exemple du schéma de Marx, mais le fait lui-même reste, même si la plus-value est partagée dans les deux sections en moitiés égales, l'une pour des buts de capitalisation, l'autre pour des buts de consommation personnelle. Malgré cette égalisation numérique de la classe capitaliste dans les deux sections, il est visible que tout le mouvement de l'accumulation est mené activement et dirigé par la section I et accepté passivement par la section II. Cette dépendance trouve aussi son expression dans la règle stricte suivante : l'accumulation ne peut se faire que dans les deux sections à la fois et seulement à la condition que la section des moyens de consommation augmente chaque fois son capital constant dans la mesure exacte où les capitalistes de la section des moyens de production augmentent leur capital variable et leur fonds de consommation personnel. Ce rapport (accroissement de II- c = accroissement de I- v + accroissement de I- pl) est la base mathématique du schéma de l'accumulation de Marx, quels que soient les rapports numériques que nous puissions donner en exemple.

Examinons maintenant si cette règle stricte de l'accumulation capitaliste correspond aux faits réels.

Revenons d'abord à la reproduction simple. Le schéma de Marx est ainsi que nous l'avons dit :

$$\text{I- } 4000 c + 1000 v + 1000 pl = 6000 \text{ moyens de production.}$$

$$\text{II- } 2000 c + 500 v + 500 pl = 3000 \text{ moyens de consommation.}$$

Ici aussi nous avons constaté certains rapports, sur lesquels repose la reproduction simple. Ces rapports étaient les suivants :

1. Le produit de la section I est égal (en valeur) à la somme des capitaux constants dans les sections I et II;
2. Ce qui découle automatiquement du 1° : le capital constant de la section II est égal à la somme du capital variable et de la plus-value dans la section I ;
3. Ce qui découle du 1° et du 2° : le produit de la section II est égal à la somme des capitaux variables et des plus-values dans les deux sections.

Ces rapports du schéma correspondent aux conditions de la production capitaliste des marchandises (réduite, à vrai dire, à la reproduction simple). Ainsi, par exemple, le rapport 2° est conditionné par la production des marchandises, c'est-à-dire par le fait que les entrepreneurs de chaque section ne peuvent recevoir les produits de l'autre section qu'en échange d'équivalents. Le capital variable et la plus-value de la section I expriment ensemble les besoins de cette section en moyens de consommation. Ceux-ci doivent être couverts à l'aide du produit de la section II, mais ils ne peuvent l'être qu'en échange de la même quantité de valeur du produit de la section I, c'est-à-dire de moyens de production. Comme la section II ne peut rien faire d'autre, avec cet équivalent, étant donné sa forme naturelle, que l'employer dans le processus de la production en tant que capital constant, la grandeur du capital constant de la section II est ainsi donnée. S'il y avait ici une disproportion, si par exemple le capital constant dans la section II (en tant que grandeur de valeur) était plus grand que $(v + pl)$ dans la section I, il ne pourrait pas être transformé entièrement en moyens de consommation, car la section I aurait des besoins de moyens de consommation trop petits. Si le capital constant de la section II était plus petit que $(v + pl)$ dans la section I, les forces de travail de cette section ne pourraient pas être employées dans les mêmes dimensions que jusqu'alors, ou les capitalistes ne pourraient consommer toute leur plus-value. En tout cas, les conditions de la reproduction simple seraient violées.

Mais ces proportions ne sont pas de simples exercices mathématiques et ne sont pas déterminées seulement par la forme de marchandises des produits. Pour nous en convaincre, nous avons un moyen bien simple. Représentons-nous pour un instant, au lieu du mode de production capitaliste, le mode de production socialiste, par conséquent une économie organisée, où la division

du travail social a pris la place de l'échange. Dans cette société, il y aurait également une division du travail en production de moyens de production et production de moyens de consommation. Représentons-nous encore que le niveau technique du travail oblige à consacrer deux tiers du travail social à la fabrication de moyens de production et un tiers à la fabrication de moyens de consommation. Supposons que dans ces conditions 1500 unités de travail (jours, mois ou années) suffiraient tous les ans pour l'entretien de toute la partie travailleuse de la société, c'est-à-dire, selon notre supposition, 1000 dans la section des moyens de production et 500 dans la section des moyens de consommation, chaque année des moyens de production provenant de la période de travail précédente étant utilisés, moyens de production représentant eux-mêmes le produit de 3000 unités de travail. Cette quantité de travail ne suffit cependant pas pour la société, car l'entretien de tous les membres non-travailleurs (dans le sens matériel, productif) de la société - enfants, vieillards, malades, fonctionnaires, artistes et savants - exige un supplément considérable de travail. En outre, toute société cultivée a besoin, pour se garantir contre des cas de crise de nature élémentaire, d'un certain fonds d'assurances. Supposons que l'entretien de tous les membres non-travailleurs de la société, y compris le fonds d'assurances, exige encore une quantité de travail égale à celle nécessitée par l'entretien des travailleurs, et par conséquent encore autant de moyens de production. Nous aurions alors, d'après les chiffres adoptés précédemment par nous, le schéma suivant d'une production organisée :

<p>I- $4000\ c + 1000\ v + 1000\ pl$: 6000 moyens de production</p>

<p>II- $2000\ c + 500\ v + 500\ pl$: 3000 moyens de consommation</p>
--

c représentant les moyens de production matériels employés, exprimés en temps de travail social, v le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien des travailleurs, pl le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien des non-travailleurs, plus le fonds d'assurances.

Si nous examinons maintenant les rapports du schéma, nous obtenons ce qui suit : il n'y a pas ici production de marchandises, et par conséquent pas non plus d'échange, mais seulement division de travail social. Les produits de la section I sont attribués dans la quantité nécessaire aux travailleurs dans la section II, les produits de la section II sont attribués à tous les travailleurs et non-travailleurs (dans les deux sections), ainsi qu'au fonds d'assurances - non pas parce qu'il y a ici échange d'équivalents, mais parce que l'organisation sociale dirige méthodiquement tout le processus, parce que les besoins existants doivent être couverts, parce que la production ne connaît précisément pas d'autre but que la satisfaction des besoins sociaux.

Malgré cela, les rapports de grandeurs conservent toute leur valeur. Le produit dans la section I doit être égal à $I - c + II - c$. Cela signifie simplement que dans la section I tous les moyens de production usés par la société dans son processus de travail annuel doivent être renouvelés. Le produit de la section II doit être égal à la somme $(v + pl) I + (v + pl) II$. Cela signifie que la société doit fabriquer annuellement autant de moyens de consommation qu'il en faut pour couvrir les besoins de tous ses membres, travailleurs et non-travailleurs, plus les réserves pour le fonds d'assurances. Les rapports du schéma apparaissent tout aussi naturels et nécessaires dans une économie organisée que dans une économie capitaliste fondée sur l'échange des marchandises et l'anarchie. C'est ce qui prouve la validité sociale objective du schéma - bien qu'en tant que reproduction *simple*, aussi bien dans la société capitaliste que dans la société socialiste, il ne puisse être que pensé théoriquement, et qu'il ne puisse se réaliser qu'exceptionnellement.

Essayons maintenant d'examiner de la même façon le schéma de la reproduction élargie.

Représentons-nous une société socialiste et mettons à la base de l'examen le schéma du second exemple de Marx. Du point de vue de la société organisée, l'affaire ne doit naturellement pas être engagée en partant de la section I, mais de la section II. Représentons-nous que la société s'accroît rapidement, d'où il résulte des besoins croissants de moyens de consommation pour les travailleurs et les non-travailleurs. Ces besoins s'accroissent si rapidement que - si on laisse momentanément de côté les progrès de la productivité du travail - une quantité toujours croissante de travail sera nécessaire pour la fabrication de moyens de consommation. La quantité nécessaire de moyens de consommation, exprimée en temps de travail social contenu en eux, s'accroît d'année en année, disons dans la proportion suivante : 2000, 2215, 2399, 2600, etc. Pour fabriquer cette quantité croissante de moyens de consommation, une quantité croissante de moyens de production est techniquement nécessaire, laquelle, mesurée en temps de travail social, s'accroît d'année en année dans la proportion suivante : 7000, 7583, 8215, 8900, etc. En outre, supposons que pour cette extension de la production une quantité de travail annuelle de 2570, 2798, 3030, 3284 (les chiffres correspondent aux sommes respectives de $(v + pl) I + (v + pl) II$) soit nécessaire. Et enfin que la division du travail social soit telle que la moitié est employée chaque fois à l'entretien des travailleurs eux-mêmes, un quart à l'entretien des non-travailleurs et un dernier quart à l'élargissement de la production de l'année suivante. Nous obtenons alors pour la société socialiste les rapports du second schéma de la reproduction élargie de Marx. En fait, un élargissement de la production n'est possible dans toute société, même dans la société socialiste, que : 1° si la société dispose d'une quantité croissante de forces de travail, 2° si l'entretien immédiat de la société dans chaque période de travail ne prend pas tout son temps de travail, de telle sorte

qu'une partie de ce temps puisse être consacrée au souci pour l'avenir et ses exigences croissantes, 3^o si d'année en année une quantité suffisamment croissante de moyens de production est fabriquée, sans laquelle un élargissement croissant de la production est impossible.

De ces points de vue généraux, le schéma de la reproduction élargie de Marx conserve par conséquent - *mutatis mutandis* - sa valeur objective pour la société organisée.

Examinons maintenant la validité du schéma pour l'économie capitaliste. Ici, la question qui se pose est la suivante : quel est le point de départ de l'accumulation ? De ce point de vue, il nous faut suivre la dépendance réciproque du procès de l'accumulation dans les deux sections de la production. Il est incontestable que dans la société capitaliste également la section II dépend de la section I dans la mesure où son accumulation est liée à une quantité correspondante de moyens de production supplémentaires disponibles. Réciproquement, l'accumulation dans la section I est liée à une quantité additionnelle correspondante de moyens de consommation pour des forces de travail supplémentaires. Il n'en résulte d'ailleurs nullement qu'il suffise d'observer ces deux conditions pour que l'accumulation puisse avoir lieu, en fait, dans les deux sections et se poursuive automatiquement d'année en année, ainsi qu'il pourrait le sembler d'après le schéma de Marx. Les conditions ci-dessus indiquées de l'accumulation ne sont précisément que des conditions à défaut desquelles l'accumulation ne peut pas avoir lieu. De même la volonté d'accumulation peut exister dans la section I comme dans la section II. Mais, à elles seules, la volonté et les conditions techniques de l'accumulation ne suffisent pas dans une société capitaliste marchande. Afin que l'accumulation ait lieu en fait, c'est-à-dire que la production soit élargie, il y faut encore une autre condition, à savoir une augmentation de la demande solvable de marchandises. Or, d'où vient la demande constamment croissante, qui est à la base de l'élargissement croissant de la production dans le schéma de Marx ?

Avant tout, une chose est claire : elle ne peut pas provenir des capitalistes eux-mêmes, c'est-à-dire de leur propre consommation personnelle. Au contraire, l'accumulation consiste précisément en ceci qu'ils ne consomment pas eux-mêmes une partie - et une partie croissante, tout au moins absolument - de la plus-value, mais créent avec cette partie des biens qui sont employés par d'autres. La consommation personnelle des capitalistes croît certes avec l'accumulation, elle peut même croître en valeur consommée. Cependant, ce n'est qu'une partie de la plus-value qui est employée à la consommation des capitalistes. La base de l'accumulation est précisément la non-consommation de la plus-value par les capitalistes. Pour qui produit donc cette autre partie, celle qui est accumulée, de la plus-value ? D'après le schéma de Marx, le mouvement part de la section I, de la production des moyens de production. Qui a besoin de ces moyens de production accrus ? A cela, le schéma répond : c'est la sec-

tion Il qui en a besoin, pour pouvoir fabriquer plus de moyens de consommation. Mais qui a besoin de ces moyens de consommation accrus ? Le schéma répond : précisément la section I, parce qu'elle occupe maintenant plus d'ouvriers. Nous tournons manifestement dans un cercle. Produire plus de moyens de consommation, pour pouvoir entretenir plus d'ouvriers, et produire plus de moyens de production, pour pouvoir occuper ce surplus d'ouvriers, est du point de vue capitaliste une absurdité. Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est certes un consommateur, c'est-à-dire un acheteur de ses marchandises - tout aussi bon (à la condition qu'il puisse les payer) qu'un capitaliste ou autre acheteur quelconque. Dans le prix de la marchandise qu'il vend à l'ouvrier, chaque capitaliste réalise sa propre plus-value exactement de la même façon que dans le prix de toute marchandise qu'il vend à n'importe quel autre acheteur. Il n'en est pas de même du point de vue de la classe capitaliste prise dans son ensemble. Celle-ci ne donne à la classe ouvrière, dans son ensemble, qu'un bon sur une part exactement déterminée du produit social total pour le montant du capital variable. Si par conséquent les ouvriers achètent des moyens de consommation, ils ne font que rendre à la classe capitaliste la somme de salaires reçue par eux, le bon pour le montant du capital variable. Ils ne peuvent pas rendre un centime de plus - plutôt moins, s'ils peuvent « épargner », pour devenir indépendants, devenir de petits entrepreneurs, ce qui est d'ailleurs une exception. Une partie de la plus-value, la classe capitaliste la consomme elle-même sous forme de moyens de consommation et conserve dans sa poche l'argent échangé contre eux. Mais qui lui achète les produits où est incorporée l'autre partie, la partie capitalisée, de la plus-value ? Le schéma répond : en partie les capitalistes eux-mêmes, en fabriquant de nouveaux moyens de production, au moyen de l'élargissement de la production ; en partie de nouveaux ouvriers, qui sont nécessaires pour utiliser ces nouveaux moyens de production. Mais pour pouvoir faire travailler de nouveaux ouvriers avec de nouveaux moyens de production, il faut - du point de vue capitaliste - avoir auparavant un but pour l'élargissement de la production, une nouvelle demande de produits à fabriquer.

On pourrait peut-être répondre : c'est l'accroissement naturel de la population qui crée cette demande croissante. Effectivement, dans notre examen hypothétique de la reproduction élargie dans une société socialiste, nous sommes partis de l'accroissement de la population et de ses besoins. Mais c'est que, dans une telle société, les besoins de la population constituent la base suffisante de la production, comme elle en est aussi le seul but. Dans la société capitaliste, il en est tout autrement. De quelle population s'agit-il, quand nous parlons de son accroissement ? Nous ne connaissons ici - dans le schéma de Marx - que deux classes de la population : capitalistes et ouvriers. L'accroissement de la classe capitaliste est déjà compris dans l'accroissement absolu de la partie consommée de la plus-value. En tout, il ne peut pas consommer toute la plus-value, sinon nous reviendrions à la reproduction simple. Restent les ou-

vriers. La classe ouvrière s'accroît, elle aussi, par accroissement naturel. Mais cet accroissement n'intéresse en rien l'économie capitaliste en tant que point de départ de besoins croissants.

La production de moyens de consommation pour couvrir I- v et II- v n'est pas un but en soi, comme dans une société où les travailleurs et la satisfaction de leurs besoins constituent la base du système économique. Ce n'est pas pour nourrir les ouvriers de la section I et de la section II que celle-ci produit des moyens de consommation. Tout au contraire. Les ouvriers de la section I et de la section II ne peuvent se nourrir que parce que leur force de travail peut être utilisée dans les conditions d'écoulement données. Cela signifie qu'une quantité donnée d'ouvriers et leurs besoins ne sont pas un point de départ pour la production capitaliste, mais que ces grandeurs elles-mêmes sont des variables très oscillantes et dépendant des perspectives capitalistes de profit. On se demande par conséquent si l'accroissement naturel de la population ouvrière signifie un nouvel accroissement de la demande solvable au-delà du capital variable. Cela ne peut être le cas. Dans notre schéma, la seule source de revenus pour la classe ouvrière est le capital variable. Ce dernier englobe par conséquent d'avance l'accroissement de la classe ouvrière. L'un ou l'autre : ou bien les salaires sont calculés de telle sorte qu'ils permettent de nourrir aussi les enfants des ouvriers, et alors ceux-ci ne peuvent pas, encore une fois, entrer en ligne de compte en tant que base de la consommation élargie. Ou ce n'est pas le cas, et alors la nouvelle génération de jeunes ouvriers doit fournir elle-même du travail pour pouvoir recevoir des salaires et des moyens de consommation. Et, dans ce cas, ces nouveaux ouvriers sont déjà compris dans le nombre des ouvriers occupés. Par conséquent, l'accroissement naturel de la population ne peut pas expliquer le processus de l'accumulation dans le schéma de Marx.

Mais, attention ! La société - même sous la domination du capitalisme - ne consiste pas uniquement en capitalistes et en ouvriers. En dehors de ces deux classes, il existe encore une grande masse de la population : propriétaires fonciers, employés, membres des professions libérales (avocats, artistes, savants), il y a encore l'Église avec ses servants, le clergé, et enfin l'État, avec ses fonctionnaires et avec l'armée. Toutes ces couches de la population ne peuvent être comptées ni parmi les capitalistes ni parmi les salariés, au sens catégorique du mot. Mais elles doivent être nourries et entretenues par la société. Peut-être sont-ce ces couches existant en dehors des capitalistes et des ouvriers dont la demande rend nécessaire l'élargissement de la production ? Mais cette issue, quand on l'examine de près, n'est qu'apparente. Les propriétaires fonciers sont, en tant que consommateurs de la rente, c'est-à-dire d'une partie de la plus-value capitaliste, manifestement à compter dans la classe capitaliste, sa consommation étant, ici où nous considérons la plus-value dans sa forme primaire, non divisée, déjà contenue dans la consommation de la classe capitaliste. Les membres des professions libérales reçoivent leurs revenus, c'est-à-dire leurs

bons sur une partie du produit social, la plupart du temps directement ou indirectement des mains de la classe capitaliste, qui les paye avec des miettes de sa plus-value. Dans cette mesure, en tant que consommateurs de la plus-value, ils sont à compter dans la classe capitaliste. Il en est de même du clergé, avec cette différence qu'il tire également une partie de ses ressources des travailleurs, par conséquent des salaires. Enfin l'État, avec ses fonctionnaires et avec l'armée, est entretenu au moyen des impôts, mais ceux-ci reposent soit sur la plus-value, soit sur les salaires. D'une façon générale, nous ne connaissons ici - dans les limites du schéma de Marx - que deux sources de revenus dans la société : salaires ou plus-value. C'est ainsi que toutes les couches de la population mentionnées en dehors des capitalistes et des ouvriers ne peuvent être considérées que comme des consommateurs de ces deux sortes de revenus. Marx lui-même rejette comme une échappatoire le renvoi à ces « tierces personnes » en tant qu'acheteurs : « *Tous les membres de la société qui ne figurent pas directement dans la reproduction, avec ou sans travail, ne peuvent recevoir leur part du produit marchandise annuel, donc leurs moyens de consommation, que des mains de ceux à qui ce produit revient en première ligne, c'est-à-dire les ouvriers productifs, les capitalistes industriels et les propriétaires fonciers. A ce point de vue, leurs revenus dérivent matériellement du salaire (des ouvriers productifs), du profit et de la rente foncière. Mais, d'autre part, les bénéficiaires de ces revenus dérivés les perçoivent grâce à leur fonction sociale de roi, prêtre, professeur, héraire, soldat, etc., et ils peuvent donc voir en leur fonction la source première de leur revenu*²²⁴. » Au sujet des renvois aux consommateurs d'intérêts et de rente foncière en tant qu'acheteurs, Marx dit : « *Mais si la partie de la plus-value des marchandises, que le capitaliste industriel doit verser, comme rente foncière ou intérêt, à d'autres copropriétaires de la plus-value, ne peut se réaliser par la vente des marchandises, c'en est fait du paiement de la rente foncière et de l'intérêt, et les anciens bénéficiaires, ne pouvant plus les dépenser, sont dans l'impossibilité d'assurer la conversion en argent de certaines parties de la reproduction annuelle. il en va de même des dépenses de tous les ouvriers improductifs fonctionnaires, médecins, avocats, etc., et tous ceux qui, sous le nom de grand public, servent aux économistes politiques à expliquer ce qu'en réalité ils n'expliquent pas*²²⁵. »

Étant donné que par ce moyen on ne peut trouver au sein de la société capitaliste aucun acheteur apparent pour les marchandises dans lesquelles se trouve la partie accumulée de la plus-value, il ne reste plus qu'une solution : le commerce extérieur. Mais il y a plusieurs objections qui s'opposent à cette méthode consistant à considérer le commerce extérieur comme un lieu de décharge commode pour les produits dont on ne saurait que faire autrement dans

²²⁴ *Le Capital*, II, p. 346. Trad. Molitor, VII, p. 201.

²²⁵ *Le Capital*. II, p. 432. Trad. Molitor, VIII, p. 95.

le procès de la reproduction. Le renvoi au commerce extérieur ne tend en réalité qu'à déplacer d'un pays dans un autre, mais sans la résoudre, la difficulté à laquelle on s'est heurté dans l'analyse. Celle-ci ne se rapporte nullement à un pays capitaliste isolé, mais à l'ensemble de l'économie capitaliste, pour laquelle tous les pays sont des marchés intérieurs. Marx le souligne déjà expressément au tome I du *Capital* en étudiant l'accumulation. « *Nous faisons abstraction du commerce d'exportation, par lequel une nation peut convertir des articles de luxe en moyens de production ou de subsistance et inversement. Pour étudier l'objet de notre examen dans toute sa pureté et indépendamment de toutes les conditions accessoires qui pourraient y jeter de la confusion, nous considérons le monde commerçant tout entier comme une seule nation et nous supposons que la production capitaliste s'est installée partout et s'est emparée de toutes les branches de l'industrie* ²²⁶. »

L'analyse offre la même difficulté si nous considérons la chose d'un autre côté encore. Dans le schéma de Marx, on suppose que la partie à capitaliser de la plus-value sociale vient tout d'abord au monde sous la forme naturelle, qui détermine et permet son emploi en vue de l'accumulation : en un mot, la plus-value n'est convertible en capital que « *parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital* ²²⁷. » Exprimé dans les chiffres du schéma, nous avons :

$\text{I- } 5\,000\text{ c} + 1\,000\text{ v} + 1\,000\text{ pl} = 7\,000\text{ moyens de production}$ $\text{II- } 1\,430\text{ c} + 285\text{ v} + 285\text{ pl} = 2\,000\text{ moyens de consommation.}$

Ici la plus-value peut être capitalisée pour un montant de 570 pl, car elle consiste de prime abord en moyens de production ; et à cette masse de moyens de production correspond une masse additionnelle de moyens de consommation pour un montant de 114 pl, soit en tout 684 pl qui peuvent être capitalisés. Mais le processus ici supposé de simple transfert des moyens de production correspondants dans le capital constant, des moyens de consommation dans le capital variable, est en contradiction avec les bases de la production capitaliste marchande. Quelle que soit la forme naturelle dans laquelle elle se trouve, la plus-value ne peut pas être transportée directement en vue de l'accumulation dans les lieux de production, elle doit être auparavant réalisée, échangée contre de l'argent ²²⁸. La plus-value de la section I pourrait être capitalisée

²²⁶ *Le Capital*, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, pp. 31-32.

²²⁷ *Le Capital*, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, pp. 31.

²²⁸ Nous faisons ici abstraction des cas où une partie du produit, disons par exemple du charbon dans les mines de bouille, peut passer directement de nouveau sans échange dans le procès de la produc-

pour un montant de 500, mais dans ce but elle doit auparavant être réalisée, elle doit d'abord rejeter sa forme naturelle et revêtir sa pure forme de valeur avant de pouvoir être transformée en capital productif. Cela vaut non seulement pour chaque capitaliste individuel, mais aussi pour l'ensemble des capitalistes, car la réalisation de la plus-value dans sa pure forme de valeur est l'une des conditions fondamentales de la production capitaliste, et dans l'étude sociale de la production « *il ne faut pas tomber dans le travers des économistes bourgeois et de Proudhon et croire qu'une société de production capitaliste perd ce caractère économique particulier et historique, du moment qu'on la prend en bloc, comme un tout. C'est tout le contraire. On se trouve alors aux prises avec le capitaliste total*²²⁹. »

La plus-value doit par conséquent revêtir absolument la forme argent et rejeter la forme de surproduit avant de la reprendre de nouveau en vue de l'accumulation. Mais quels sont les acheteurs du surproduit de la section I et de la section II ? Pour pouvoir seulement réaliser la plus-value des sections I et II, il faut, d'après ce qui précède, qu'il existe un débouché en dehors d'elles. Ainsi seulement la plus-value serait transformée en argent. Afin que cette plus-value réalisée puisse être encore employée à l'élargissement de la production, à l'accumulation, il faut qu'il y ait une perspective de débouchés ultérieurs encore plus considérables, qui se trouvent également en dehors des sections I et II. Ces débouchés pour le surproduit doivent par conséquent s'augmenter chaque année du taux accumulé de la plus-value. Or, au contraire, l'accumulation ne peut avoir lieu que dans la mesure où les débouchés s'accroissent en dehors des sections I et II.

Les tentatives de solution de la difficulté chez Marx

Nous trouvons ainsi que l'oubli complet de la circulation de l'argent dans le schéma de la reproduction élargie, qui nous a fait apparaître le processus de l'accumulation si facile et si simple, mène à de grandes difficultés. Pour l'analyse de la reproduction simple, ce procédé était entièrement justifié. Là où la production se faisait exclusivement pour la consommation et était basée sur elle, l'argent ne servait que d'intermédiaire de la répartition du produit social entre les différents groupes de consommateurs et du renouvellement du capital. Ici, pour l'accumulation, la forme argent joue un rôle essentiel : elle ne sert plus seulement d'intermédiaire dans la circulation des marchandises, mais en tant que forme sous laquelle apparaît le capital, en tant que facteur de la circulation du capital. La transformation de la plus-value en argent est la condition éco-

tion. Ce sont là, en général, des cas d'exception dans la production capitaliste. Voir Marx, H. D. E., II, p. 256 et suiv.

²²⁹ *Le Capital*, II, p. 409, Trad. Molitor, VIII, p. 57.

nomique essentielle de l'accumulation capitaliste, quoiqu'elle ne soit pas un facteur essentiel de la reproduction véritable. Entre la production et la reproduction, il y a par conséquent ici deux métamorphoses de la plus-value : le rejet de la forme d'usage et ensuite l'adoption de la forme naturelle correspondant aux buts de l'accumulation. Peu importe qu'il s'agisse de périodes annuelles s'écoulant entre les différentes périodes de production. Cela pourrait être également des périodes mensuelles, ou les métamorphoses de la plus-value dans les sections I et II pourraient se croiser chronologiquement dans leur succession. Ce que signifient en réalité ces successions d'années, ce ne sont pas des intervalles de temps, mais une succession de transformations économiques. Mais cette succession doit être observée, quel que soit le temps, plus ou moins long, qu'elle nécessite pour que soit maintenu le caractère capitaliste de l'accumulation. Nous revenons ainsi de nouveau à la question : qui réalise la plus-value accumulée ?

Marx lui-même sent la lacune existant dans son schéma extérieurement sans défauts de l'accumulation et considère à plusieurs reprises le problème de différents côtés. Écoutons :

« Nous avons montré au livre I^o comment l'accumulation s'effectue pour le capitaliste individuel. La conversion en argent du capital marchandise entraîne celle du surproduit qui représente la plus-value. Cette plus-value transformée en argent, le capitaliste la reconvertit en éléments naturels supplémentaires de son capital productif. Dans le cycle suivant de la production, le capital augmenté fournit un produit augmenté. Mais ce qui se produit pour le capital individuel doit également se reproduire dans la reproduction annuelle totale, tout comme nous avons vu, dans l'étude de la reproduction simple, que la constitution en trésor des éléments fixes du capital individuel, une fois consommés, se retrouve dans la production sociale annuelle²³⁰. »

Plus loin, Marx étudie le mécanisme de l'accumulation, précisément de ce point de vue que la plus-value, avant d'être accumulée, doit revêtir la forme argent :

« Si le capitaliste A vend dans une année ou pendant un assez grand nombre d'années les masses de marchandises qu'il a produites, il convertit également en argent cette partie du produit marchandise, le surproduit, qui représente la plus-value, par conséquent la plus-value produite par lui sous forme de marchandises; il accumule peu à peu cet argent et se constitue un nouveau capital argent virtuel; capital virtuel à cause de sa capacité et de sa destination de se convertir en éléments du capital productif. Mais, en réalité, il n'y a que thésaurisation simple, qui n'est pas un élément de la reproduction véritable. Le capitaliste A borne donc son activité à retirer successivement de la

²³⁰ *Le Capital*, II, p. 465, Trad. Molitor, VIII, p. 149.

circulation de l'argent circulant, étant bien entendu que cet argent circulant qu'il enferme dans sa caisse a pu, avant d'entrer dans la circulation, faire partie d'un autre trésor...

« L'argent est retiré de la circulation et accumulé comme trésor par la vente, sans achat subséquent, de la marchandise. Si l'on considère cette opération comme générale, on ne voit pas d'où viendraient les acheteurs, puisque dans ce procès, qu'il faut envisager comme général, chaque capital individuel pouvant se trouver en voie d'accumulation, chacun veut vendre pour entasser et que personne ne veut acheter.

« Si l'on admettait qu'entre les différentes parties de la reproduction annuelle le procès de circulation suit une ligne droite - ce qui serait faux, puisque, à part quelques exceptions, il se compose de mouvements réciproques - il faudrait commencer par le producteur d'or ou d'argent qui achète sans vendre, et supposer que tous les autres sont vendeurs vis-à-vis de lui. La totalité du surproduit social annuel, représentant de la plus-value totale, lui reviendrait alors et tous les autres capitalistes se répartiraient au prorata son surproduit existant naturellement sous la forme argent; car la partie du produit qui doit remplacer le capital en fonction du producteur d'argent n'est plus disponible. La plus-value, produite en or, du producteur d'or serait alors le seul fonds où puiseraient les autres capitalistes pour convertir en argent leur surproduit annuel. Elle devrait donc égaler en valeur toute la plus-value sociale annuelle, qui doit d'abord prendre la forme de trésor. Ces suppositions absurdes ne pourraient du reste qu'expliquer la possibilité d'une thésaurisation universelle et simultanée, ce qui n'avancerait en aucune façon la reproduction, si ce n'est du côté des producteurs d'or.

« Avant de résoudre cette difficulté apparente, etc. ²³¹.

Marx appelle ici difficulté apparente celle qui existe dans la réalisation de la plus-value. Mais toute la suite de l'étude, jusqu'à la fin du deuxième tome du *Capital*, est consacrée à cette difficulté. Tout d'abord, il s'efforce de la résoudre au moyen du renvoi à la thésaurisation qui, dans la production capitaliste, découle inévitablement de la séparation dans le processus de la circulation des différents capitaux constants. Étant donné que différents placements individuels de capitaux se trouvent à des âges différents, mais qu'une partie de ces placements n'est renouvelée qu'après une plus ou moins longue période de temps, nous voyons qu'à chaque moment il y a des capitalistes qui renouvellent déjà leurs placements, tandis que d'autres ne font encore que des réserves au moyen de la vente de leurs marchandises, jusqu'à ce qu'elles aient atteint la hauteur nécessaire au renouvellement du capital fixe. C'est ainsi que sur la base capitaliste la thésaurisation se poursuit toujours parallèlement au processus de

²³¹ *Le Capital*, II, pp. 466-468. Trad. Molitor, VIII, p. 150-153.

reproduction social en tant qu'expression et condition de la rotation particulière du capital fixe.

« *A vend par exemple à B (qui peut représenter plus d'un acheteur) 600 (= 400 c + 100 v + 100 pl). Il a vendu des marchandises pour 600 en argent, dont 100 pl, qu'il retire à la circulation pour les enlever comme argent; mais ces 100 d'argent ne sont que la forme argent du surproduit représentant d'une valeur de 100. (Pour formuler le problème dans toute sa pureté, Marx suppose ici que toute la plus-value est capitalisée et fait par conséquent entièrement abstraction de la partie de la plus-value consacrée à la consommation personnelle du capitaliste ; en outre, tant les A', A'', A''' que les B', B'', B''' appartiennent à la section I). En somme, la thésaurisation ne constitue pas de la production, ni par suite une augmentation de la production. Le capitaliste retire simplement de la circulation l'argent provenant de la vente du surproduit, le retient et le met sous clé. Cette même opération est faite, sur de nombreux points de la périphérie de la circulation, par d'autres capitalistes, qui travaillent tous, avec une égale ardeur, à cette sorte de thésaurisation... Mais A n'opère cette thésaurisation qu'autant que, par rapport à son surproduit, il fonctionne uniquement comme vendeur. Il ne peut donc thésauriser que s'il produit de la plus-value représentée par son surproduit. Dans le cas donné, où l'on ne considère la circulation qu'à l'intérieur de la catégorie I, la forme naturelle du surproduit comme du produit total dont il n'est qu'une partie est la forme naturelle d'un élément du capital constant I et rentre dans la catégorie des moyens de production. Nous allons voir ce qu'il en advient entre les mains des acheteurs B, B', B'', etc. Un point reste acquis : bien que A retire de la circulation et accumule de l'argent en échange de sa plus-value, il y jette d'autre part de la marchandise sans lui en enlever, ce qui permet à B, B', B'', etc., d'y jeter de l'argent et de n'en retirer que de la marchandise. Dans le cas présent, cette marchandise, d'après sa forme naturelle et sa destination, entre comme élément fixe ou circulant dans le capital constant de B, B', B'', etc.*²³². »

Ce processus qui nous est décrit ici, nous le connaissons déjà. Marx l'a déjà exposé en détail à propos de la reproduction simple, car il est indispensable pour expliquer comment le capital constant de la société se renouvelle dans les conditions de la reproduction capitaliste. C'est pourquoi tout d'abord nous ne voyons pas du tout comment ce processus doit nous aider à résoudre la difficulté particulière à laquelle nous nous sommes heurtés dans l'analyse de la reproduction élargie. Cette difficulté était la suivante : en vue de l'accumulation, une partie de la plus-value n'est pas consommée par les capitalistes, mais transformée en capital en vue de l'élargissement de la production. Or, on se demande : où sont les acheteurs pour ce produit supplémentaire, que les capitalistes eux-mêmes ne consomment pas et que les ouvriers peuvent encore moins

²³² *Le Capital*, II, p. 469. Trad. Molitor, VIII, pp. 155-156.

consommer, étant donné que leur consommation est totalement couverte par le montant du capital variable ? Où est la demande pour la plus-value accumulée, ou, ainsi que le dit Marx : d'où vient l'argent pour payer la plus-value accumulée ? Si l'on nous répond en nous renvoyant au processus de thésaurisation qui découle du renouvellement progressif et séparé dans le temps du capital constant chez les différents capitalistes, nous ne voyons pas très bien le rapport qu'ont ces choses entre elles. Si les capitalistes B, B', B'', etc., achètent à leurs collègues A, A', A'' des moyens de production dans le but de renouveler leur capital constant effectivement usé, nous nous trouvons alors dans les limites de la reproduction simple et l'affaire n'a rien du tout à voir avec notre difficulté. Mais si l'on suppose que l'achat des moyens de production par B, B', B'', etc., sert à l'élargissement de leur capital constant dans des buts d'accumulation, alors se posent immédiatement plusieurs questions. Avant tout : d'où les capitalistes B, B', B'' tirent-ils l'argent pour pouvoir acheter un surproduit supplémentaire de A, A', A'', etc. ? Cet argent, ils ne peuvent se l'être procuré qu'au moyen de la vente de leur propre surproduit. Avant d'acheter de nouveaux moyens de production pour étendre leurs entreprises, c'est-à-dire de se présenter comme acheteurs du surproduit à accumuler, ils doivent s'être débarrassés d'abord de leur propre surproduit, c'est-à-dire s'être présentés comme vendeurs. A qui ont-ils donc vendu leur surproduit ? On voit qu'on n'a fait ainsi que déplacer la difficulté en la transportant de A, A', A'' en B, B', B'', mais on ne l'a pas résolue.

Un moment, il semble, pendant l'analyse, que la difficulté est résolue. Après une petite digression, Marx reprend ainsi le fil de l'étude :

« Dans le cas présent, ce surproduit consiste en moyens de production de moyens de production. Ce n'est qu'entre les mains de B, B', B'' (I) que ce surproduit fonctionne comme capital constant additionnel; mais il l'était déjà virtuellement avant d'être vendu, c'est-à-dire entre les mains du thésauriseur A, A', A'' (I). Si nous ne considérons que la grandeur de la valeur de la reproduction en I, nous restons dans les limites de la reproduction simple, car aucun capital supplémentaire n'a été mis en mouvement pour créer ce capital constant virtuellement additionnel (le surproduit), et il n'y a pas eu plus de surtravail que dans la reproduction simple. Toute la différence se trouve dans la forme du surtravail employé, la nature concrète de sa manière utile spéciale. Il a été dépensé en moyens de production pour I- c au lieu de II- c, en moyens de production de moyens de production et non pas en moyens de production de moyens de consommation. Dans la reproduction simple, nous avons supposé que toute la plus-value I est dépensée comme revenu, c'est-à-dire en marchandises; elle se composait donc exclusivement de moyens de production destinés à remplacer le capital constant II- c sous sa forme naturelle. Mais pour que la transition s'opère de la reproduction simple à la reproduction élargie, la production, dans la section I, doit pouvoir fournir moins d'éléments du capi-

tal constant pour II, mais d'autant plus pour I. Ce qui facilite cette transition parfois difficile, c'est que certains produits de I peuvent servir de moyens de production dans les deux sections.

« Il s'ensuit donc que, si nous ne considérons que la grandeur de la valeur, nous avons déjà dans la reproduction simple la base matérielle de la reproduction élargie. C'est tout bonnement du surtravail fourni par la classe ouvrière I et dépensé directement dans la production de moyens de production, dans la création de capital I virtuel additionnel. La formation de ce capital par A, A' A'' (I), par la vente successive de leur surproduit formé sans la moindre dépense capitaliste, est donc ici la simple forme argent de moyens de production I produits en supplément²³³. »

Ici, la difficulté semble s'être dissoute en fumée entre nos mains. L'accumulation ne nécessite aucune source nouvelle d'argent : autrefois, les capitalistes consommaient leur plus-value eux-mêmes et devaient par conséquent posséder une réserve d'argent correspondante, car nous savons déjà par l'analyse de la reproduction simple que la classe capitaliste doit jeter elle-même dans la circulation l'argent nécessaire à la réalisation de sa plus-value. Maintenant, la classe capitaliste achète pour une partie de cette réserve d'argent (à savoir B, B', B'', etc.), au lieu de moyens de consommation pour une valeur égale, de nouveaux moyens de production supplémentaires afin d'élargir sa production. Par là une quantité d'argent pour une valeur égale s'accumule dans les mains de l'autre partie des capitalistes (à savoir A, A' A'', etc.). *« Cette théaurisation... ne suppose en aucune façon une richesse métallique supplémentaire, mais une simple modification de la fonction de l'argent en circulation. Tout à l'heure, il fonctionnait comme moyen de circulation, maintenant comme trésor, comme du capital argent virtuel, en formation. »*

Ainsi, nous aurions résolu la difficulté. Mais il n'est pas difficile de nous rendre compte à quelle circonstance nous devons dans ce cas la solution de la difficulté : Marx prend ici l'accumulation à son début, *in statu nascendi*, où elle surgit comme un bourgeon de la reproduction simple. En quantité de valeur, la production n'est pas encore élargie, seuls son arrangement et ses éléments matériels sont ordonnés autrement. Et ce n'est pas du tout un miracle que les sources d'argent apparaissent aussi comme suffisantes. Mais la solution que nous avons trouvée ne tient qu'un instant : uniquement pour le passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, c'est-à-dire juste pour un cas concevable seulement en théorie, mais qui n'entre pas en ligne de compte pour la réalité. Mais quand l'accumulation a déjà commencé depuis longtemps et que chaque période de production jette sur le marché une masse de valeur plus

²³³ *Le Capital*, II, p. 473, Trad. Molitor, VIII, pp. 160-162.

grande que la précédente, alors la question se pose : où sont les acheteurs pour ces valeurs supplémentaires ? La solution que nous avons trouvée nous abandonne ici complètement. En outre, elle n'est elle-même qu'apparente. A l'examen, elle nous échappe juste au moment où nous croyons qu'elle va nous aider à nous tirer d'embarras. Car si nous prenons l'accumulation juste au moment où elle s'apprête à sortir du sein de la reproduction simple, sa première condition est une diminution de la consommation de la classe capitaliste. Au moment même où nous trouvons la possibilité de procéder, à l'aide des anciens moyens de circulation, à un élargissement de la production, nous perdons dans la même mesure de vieux consommateurs. Pour qui donc doit-on élargir la production, c'est-à-dire qui achètera demain aux capitalistes B, B', B" de la section I la quantité de produits accrue qu'ils ont fabriquée en « mettant de côté » « l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', A" » de la section I de nouveaux moyens de production ?

On voit que la solution, non la difficulté, n'était qu'apparente, et Marx lui-même revient, l'instant d'après, à la question qui est de savoir où les capitalistes B, B', B" prennent l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', A" leur surproduit :

« Dans la mesure où les produits de B, B', B", etc. (I), entrent de nouveau en nature dans le procès, il va de soi qu'une partie de leur propre surproduit est transférée directement (sans l'intermédiaire de la circulation) à leur capital productif, où elle entre comme élément supplémentaire du capital constant. Mais dans cette mesure, il n'y a pas conversion en argent du surproduit de A, A', etc. (I). Laissant tout cela de côté, nous demandons : d'où vient l'argent ? Nous savons que B, B', B" (I) ont formé leur trésor de la même manière que A, A', etc., par la vente de leurs surproduits respectifs et sont arrivés au moment où leur capital argent, accumulé comme trésor et purement virtuel, doit fonctionner effectivement comme capital argent supplémentaire. Mais nous ne faisons que tourner dans un cercle vicieux. D'où vient l'argent enlevé à la circulation et accumulé comme trésors²³⁴ ? »

La réponse qu'apporte Marx aussitôt semble de nouveau d'une simplicité surprenante :

« Mais nous savons déjà, par l'étude de la reproduction simple, qu'une certaine masse d'argent doit se trouver entre les mains des capitalistes I et II pour la conversion de leur surproduit. Là, l'argent qui ne servait qu'à être dépensé en moyens de consommation comme revenu faisait retour aux capitalistes, dans la mesure où ils l'avaient avancé pour l'échange de leurs marchandises respectives; ici, le même argent réapparaît, mais avec une autre fonction A et B, etc., se fournissent alternativement l'argent nécessaire pour convertir

²³⁴ *La Capital*, II, p. 476, trad. Molitor, VIII, pp. 165-166.

*leur surproduit en capital argent virtuel supplémentaire et rejettent alternativement dans la circulation, comme moyen d'achat, le nouveau capital argent*²³⁵. »

Nous sommes de nouveau retombés ici dans la reproduction simple. Il est tout à fait exact que les capitalistes A et les capitalistes B accumulent toujours peu à peu une somme d'argent pour renouveler de temps en temps leur capital constant (fixe) et s'aident ainsi mutuellement à réaliser leur produit. Mais cette somme qui s'accumule ainsi ne tombe pas du ciel. Ce n'est que le dépôt formé peu à peu de la valeur du capital fixe transférée progressivement dans les produits et qui est réalisée peu à peu, au fur et à mesure de leur vente. C'est pourquoi la somme accumulée ne peut jamais suffire qu'au renouvellement de l'ancien capital ; elle ne peut pas servir à l'achat d'un capital constant supplémentaire. Ainsi nous ne sortons pas des limites de la reproduction simple. Ou bien il s'ajoute, en tant que nouvelle source d'argent supplémentaire, une partie des moyens de circulation qui servaient jusqu'alors à la consommation personnelle des capitalistes et qui doivent maintenant être capitalisés. Mais par là nous revenons de nouveau à la courte phase exceptionnelle, et que l'on ne peut d'ailleurs concevoir que théoriquement, du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie. L'accumulation ne va pas plus loin. Nous tournons manifestement dans un cercle.

La thésaurisation capitaliste ne peut pas par conséquent nous aider à sortir de la difficulté. Et c'était à prévoir, car la question était mal posée. Il ne s'agit pas, dans le problème de l'accumulation, de savoir d'où vient l'argent, mais d'où vient la demande pour le produit supplémentaire qui découle de la plus-value capitalisée. Ce n'est pas une question technique de circulation monétaire, mais une question économique de la reproduction du capital social. Car même si nous faisons abstraction de la question dont Marx s'est exclusivement occupé jusqu'ici, à savoir d'où les capitalistes B, B', etc., tiraient l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', etc., des moyens de production supplémentaires, la question beaucoup plus importante se pose, une fois l'accumulation réalisée, de savoir à qui les capitalistes B, B', etc., veulent maintenant vendre leur surproduit accru. Marx les fait en fin de compte se vendre les uns aux autres leurs produits !

« Il peut se faire que les divers B, B', B" (I), dont le nouveau capital virtuel entre en fonction comme capital actif, s'achètent et se vendent réciproquement leurs produits (parties de leur surproduit). Dans cette mesure, l'argent avancé pour la circulation du surproduit fait retour, si tout se passe nor-

²³⁵ *Le Capital*, II, p. 476, trad. Molitor, VIII, p. 166.

malement, aux divers B, B', etc., suivant les proportions où ils l'ont avancé pour la circulation de leurs marchandises respectives ²³⁶. »

« Dans cette mesure » n'est pas une solution, car, en fin de compte, les capitalistes B, B', B'', etc., n'ont pas renoncé à une partie de leur consommation et élargi leur production pour se vendre ainsi les uns aux autres leur produit accru, à savoir des moyens de production. D'ailleurs cela aussi n'est possible que dans une mesure très restreinte. D'après l'hypothèse de Marx, il y a une certaine division du travail au sein de la section I, les capitalistes A, A', A'', etc., de cette section fabriquant des moyens de production avec des moyens de production, tandis que les capitalistes B, B', B'', etc., de cette même section fabriquent des moyens de production avec des moyens de consommation. Si par conséquent le produit des capitalistes A, A', etc., pouvait rester à l'intérieur de la section I, le produit de B, B', B'', etc., est destiné d'avance par sa forme naturelle à la section II (fabrication de moyens de consommation). L'accumulation chez les capitalistes B, B', etc., nous mène déjà à la circulation entre la section I et la section II. Par là, la marche de l'analyse de Marx confirme elle-même que, s'il doit y avoir accumulation au sein de la section I, il doit en fin de compte y avoir directement ou indirectement une demande accrue de moyens de production dans la section des moyens de consommation. C'est ici par conséquent, chez les capitalistes de la section II, que nous devons chercher les acheteurs pour le produit supplémentaire de la section I. »

En effet, la seconde tentative de Marx en vue de résoudre le problème se porte vers la demande des capitalistes de la section II. Leur demande de moyens de production supplémentaires ne peut avoir d'autre sens que de grossir leur capital constant. Mais ici toute la difficulté saute aux yeux.

« Mettons maintenant que A (I) vende son surproduit à un B de la section II. Ceci ne peut se faire qu'à la condition que A (I), après avoir vendu ses moyens de production à B (II), n'achète pas ensuite des moyens de consommation et soit donc exclusivement vendeur. Mais il ne peut passer de la forme de capital marchandise à la forme naturelle de capital constant productif que si I-v, et même une partie de I-pl, s'échange contre une partie de II-c, ce dernier existant sous forme de moyens de consommation. D'autre part, A convertit son I-pl en or, en ne faisant pas cet échange, puisque, au lieu de le dépenser en achat de moyens de consommation II-c, il enlève à la circulation l'argent tiré de la vente de I-pl. Il s'ensuit qu'il y a bien, du côté de A (I), formation de capital argent virtuel supplémentaire ; mais, d'autre part, une partie égale de capital constant de B (II) est immobilisée sous forme de capital marchandise, sans pouvoir se convertir en la forme naturelle de capital constant productif. En d'autres termes : une partie des marchandises de B (II), et tout d'abord la

²³⁶ Le Capital, II, p. 477, Trad. Molitor, VIII, p. 168.

*partie dont la vente seule peut lui permettre de rendre à tout son capital constant la forme productive, est devenue invendable; à cet égard, il y a donc surproduction, qui, l'échelle restant la même, arrête également la reproduction*²³⁷. »

La tentative d'accumulation de la part de la section I au moyen de la vente du surproduit supplémentaire à la section II a eu ici un résultat tout à fait inattendu : un déficit du côté des capitalistes de la section II, qui n'ont même pas pu reprendre la reproduction élargie. Arrivé à ce nœud, Marx s'enfonce dans l'analyse pour suivre la chose de près.

« Voyons maintenant de plus près l'accumulation dans la section II. La première difficulté, concernant la retransformation de II- c d'un élément du capital marchandise II- en la forme naturelle du capital constant, se rapporte à la reproduction simple. Reprenons notre ancienne formule.

« (1000 v + 1000 pl) I- s'échangent contre 2000 I- ».

*« Si la moitié par exemple du surproduit I-, c'est-à-dire 1000 : 2 ou 500 I- pl est incorporée de nouveau à la section I comme capital constant, cette partie ne peut pas remplacer une partie de II- c Elle n'est pas convertie en moyens de consommation (et dans cette partie de la circulation entre I- et II- il y a, contrairement à ce qui se passe pour le remplacement, effectué grâce aux ouvriers, de 1000 II- c par 1000 I- v, échange réciproque réel, donc un double déplacement des marchandises); elle doit servir en I même de moyen de production supplémentaire. Elle ne peut accomplir cette fonction à la fois en I- et II-. Le capitaliste ne peut dépenser la valeur de son surproduit en moyens de consommation, et consommer en même temps productivement le surproduit, c'est-à-dire l'incorporer à son capital productif. Au lieu de 2000 I- (v + pl), il n'y a donc que 1500, c'est-à-dire (1000 v + 500 pl) I-, qui puissent se convertir en 2000 II- c ; 500 II- c ne peuvent donc être reconvertis de leur forme marchandise en capital productif (constant) II*²³⁸. »

Jusqu'ici, nous nous sommes convaincus encore plus nettement de l'existence de la difficulté, mais nous n'avons pas avancé d'un pas vers sa solution. D'ailleurs, ce qui se venge ici de l'analyse, c'est le fait que Marx est obligé, pour expliquer le problème de l'accumulation, d'avoir recours à la fiction du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, par conséquent au début de l'accumulation, au lieu de prendre celle-ci au milieu même de son cours. Or, cette fiction, qui, tant que nous ne considérons l'accumulation qu'au sein de la section I, nous offrait tout au moins pour un instant une apparence de solution - les capitalistes de la section I, en renonçant à une partie de leur con-

²³⁷ *Le Capital*, II, p. 478, Trad. Molitor, VIII, pp. 170-171.

²³⁸ *Le Capital*, II, p. 480, Trad. Molitor, VIII, pp. 172-173.

sommatation personnelle, se trouvaient brusquement avoir à leur disposition une nouvelle somme d'argent, à l'aide de laquelle ils pouvaient commencer la capitalisation - cette fiction, dès le moment où nous nous tournons vers la section II, ne fait maintenant qu'aggraver la difficulté. Car, ici, le renoncement de la part des capitalistes de la section I se traduit par une perte douloureuse de consommateurs, sur la demande desquels était basée la production. Les capitalistes de la section II, dont nous nous proposons d'examiner s'ils n'étaient pas les acheteurs que nous cherchions depuis longtemps pour le produit supplémentaire de l'accumulation dans la section I, peuvent d'autant moins nous aider à sortir de la difficulté qu'ils sont eux-mêmes dans l'embarras et ne savent pas encore ce qu'ils doivent faire avec leur propre produit invendu. On voit à quelles difficultés nous mène la tentative consistant à faire réaliser l'accumulation chez un capitaliste aux dépens de l'autre.

Marx indique ensuite un moyen possible de tourner la difficulté, qu'il rejette lui-même immédiatement comme une échappatoire. On pourrait considérer l'excédent invendable découlant dans la section II de l'accumulation dans la section I comme une réserve de marchandises nécessaire de la société pour l'année suivante. A cela, Marx répond avec sa profondeur ordinaire : « *1° Une telle constitution de provision et sa nécessité s'appliquent aux capitalistes I aussi bien qu'aux capitalistes II. En tant que simples vendeurs, ils ne se distinguent que parce qu'ils vendent des marchandises de différentes sortes. La provision en marchandises II suppose une provision antérieure en marchandises I. Si nous négligeons cette provision d'un côté, il faut la négliger également de l'autre. Mais si nous en tenons compte pour les uns et les autres, cela ne change rien au problème; 2° cette année qui se clôture avec une provision de marchandises pour l'année prochaine s'est ouverte avec une provision fournie par l'année précédente. Dans l'analyse de la reproduction annuelle, réduite à son expression la plus abstraite, cela ne peut donc entrer en ligne de compte. En laissant à l'année présente sa production tout entière, y compris la provision qu'elle cède à l'année prochaine, nous lui enlevons en même temps la provision que lui a léguée l'année précédente, et notre analyse s'applique donc au produit total d'une année moyenne ; 3° le simple fait que la difficulté qu'il s'agit de tourner ne nous est pas apparue dans l'étude de la reproduction simple prouve qu'il s'agit d'un phénomène spécifique, uniquement dû au groupement différent, par rapport à la production, des éléments I, modification sans laquelle toute reproduction sur une échelle agrandie serait impossible*²³⁹. »

Mais cette dernière remarque concerne également les tentatives faites jusqu'ici par Marx lui-même en vue de résoudre la difficulté spécifique de l'accumulation au moyen de facteurs qui appartiennent déjà à la reproduction

²³⁹ *Le Capital*, II, p. 482, Trad. Molitor, VIII, pp. 175-176.

simple, à savoir cette thésaurisation par les capitalistes liée à la transformation progressive du capital fixe et qui devait soi-disant expliquer l'accumulation au sein de la section I.

Marx passe ensuite à l'exposé schématique de la reproduction élargie, mais se heurte immédiatement, de nouveau, dans l'analyse de son schéma, à la même difficulté. Il suppose que les capitalistes de la section I accumulent 500 pl, mais que ceux de la section II, de leur côté, doivent transformer 140 pl en capital constant, pour permettre aux premiers l'accumulation, et demande :

« Il doit acheter 140 I- pl au comptant, sans qu'il puisse récupérer cet argent en vendant ensuite sa marchandise à I. Et ce procès se répète constamment dans toute production annuelle nouvelle, dans la mesure où celle-ci est de la reproduction sur une échelle agrandie. Mais où jaillit la source d'argent en II ²⁴⁰ ? »

Marx s'efforce ensuite de trouver cette source de différents côtés. Tout d'abord, il examine de près la dépense des capitalistes de la section II pour le capital variable. Ce dernier existe assurément sous forme d'argent. Mais il ne peut pas être soustrait à son but, l'achat de la force de travail, pour servir à l'achat de ces moyens de production supplémentaires. « Ces allées et venues n'augmentent en rien l'argent engagé dans ce cycle. Il n'y a donc point là de source d'accumulation. » Marx examine ensuite toutes les échappatoires possibles, pour les rejeter en tant que telles. « Mais halte ! n'y aurait-il pas moyen de faire un petit bénéfice ? » s'écrie-t-il, et il examine si les capitalistes ne peuvent pas, au moyen d'une réduction des salaires de leurs ouvriers au-dessous du niveau moyen d'existence, arriver à épargner le capital variable et obtenir ainsi une nouvelle source d'argent pour des buts d'accumulation. Bien entendu, il rejette immédiatement cette idée. « Mais n'oublions pas que le paiement réel du salaire normal qui, toutes choses égales d'ailleurs, détermine la grandeur du capital variable n'est pas un acte de bonté du capitaliste ; celui-ci ne petit faire autrement. Il est donc inutile de nous arrêter à cette explication ²⁴¹. » Il examine même les méthodes cachées en vue d'épargner le capital variable - système Taylor, falsification, etc. - pour arriver finalement à la constatation suivante : « C'est pratiquée par un moyen détourné, l'opération indiquée plus haut. Ici encore elle est à rejeter. » Ainsi, toutes les tentatives en vue de tirer du capital variable une nouvelle source d'argent pour l'accumulation n'ont donné aucun résultat : « Les 376 II- v ne peuvent donc pas nous servir. »

Marx se tourne ensuite vers la réserve d'argent des capitalistes de la section II, destinée à la circulation de leur propre consommation, pour voir s'il ne reste pas ici une certaine quantité d'argent pour des buts de capitalisation.

²⁴⁰ *Le Capital*, II, p. 484, Trad. Molitor, VIII, p. 180.

²⁴¹ *Le Capital*, II, p. 485, Trad. Molitor, VIII, p. 181.

Mais il appelle lui-même cette tentative « encore plus douteuse » que la précédente. « Dans ce cas, il n'y a que des capitalistes de même classe en présence, ils se vendent et s'achètent réciproquement les moyens de consommation qu'ils ont produits. L'argent nécessaire à cet échange fonctionne uniquement comme moyen de circulation et doit, si tout se passe normalement, faire retour aux intéressés dans la mesure où ils l'ont jeté dans la circulation ; et il refera toujours la même circulation. » Puis suit encore une tentative, qui appartient naturellement à la catégorie des échappatoires rejetées impitoyablement par Marx : celle qui consiste à expliquer la formation de capital argent dans les mains d'un certain nombre de capitalistes de la section II au moyen d'une tromperie au détriment des autres capitalistes de la même section, notamment à l'occasion de la vente réciproque de moyens de consommation. Il est inutile de nous y arrêter.

Puis une autre tentative sérieuse : « Ou bien, une partie de II- pl représentée par des moyens de subsistance nécessaires n'est pas directement transformée en capital variable nouveau de la section II ²⁴². »

Comment cette tentative doit nous aider à sortir de la difficulté, c'est-à-dire à mettre en mouvement l'accumulation, c'est ce qui n'apparaît pas tout à fait clairement. Car, 1° la formation d'un capital variable additionnel dans la section II ne nous sert de rien, étant donné que nous n'avons pas encore constitué le capital constant additionnel et que nous étions seulement sur le point d'y arriver ; 2° il s'agissait ici cette fois, dans cet examen, de trouver une source d'argent dans la section II pour l'achat de moyens de production supplémentaires de la section I et non pas d'incorporer d'une façon quelconque le produit supplémentaire de la section II dans la production de cette même section ; 3° si cette tentative devait signifier que les moyens de consommation correspondants peuvent être employés de nouveau « *directement* », c'est-à-dire sans l'intermédiaire de l'argent, dans la production de la section II en tant que capital variable, par quoi la somme d'argent correspondante provenant du capital variable serait libre pour les buts d'accumulation, nous devrions rejeter cette tentative. La production capitaliste exclut, dans des conditions normales, le paiement direct des ouvriers en moyens de consommation. La forme d'argent du capital variable, la transaction constante entre les ouvriers en tant qu'acheteurs de marchandises, et les producteurs des moyens de consommation, est l'une des bases essentielles de la production capitaliste. Marx le souligne lui-même dans un autre rapport : « *Le capital variable réel, et par suite le capital variable additionnel, se composent de force de travail. Ce n'est pas le capitaliste I qui achète à II une provision de moyens de subsistance nécessaires et les accumule, comme le faisait le maître d'esclaves, pour la force de travail supplémentaire qu'il doit employer. Ce sont les ouvriers eux-mêmes* ²⁴³. » Cela concerne

²⁴² *Le Capital*, II, p. 487, Trad. Molitor, VIII, p. 183.

²⁴³ *Le Capital*, II, p. 482, Trad. Molitor, VIII, p. 191.

les capitalistes II tout autant que les capitalistes I. Avec cela, la tentative ci-dessus de Marx est épuisée.

En terminant, il nous renvoie à la dernière partie du *Capital*, qu'Engels a ajoutée au tome II, sous le titre de « Notes complémentaires ». Nous y trouvons la brève explication suivante : « *La source primitive de l'argent pour II est $v + pl$ de la production d'or I, échangé contre une partie de II- c. Ce n'est que dans la mesure où le producteur d'or accumule de la plus-value, ou la change en moyens de production I en étendant ainsi sa production, que $v + pl$ n'entre pas en II. D'autre part, dans la mesure où l'accumulation de l'argent par le producteur d'or lui-même conduit finalement à la reproduction agrandie, une partie, non dépensée comme revenu, de la plus-value de la production d'or entre en II comme capital variable supplémentaire du producteur d'or, provoque une nouvelle thésaurisation ou fournit de nouveaux moyens d'acheter à I sans lui revendre directement*²⁴⁴. »

Ainsi, après l'échec de toutes les tentatives en vue d'expliquer l'accumulation, après que nous nous sommes promenés de Ponce en Pilate, de A I- à B I-, de B I- à B II-, nous sommes revenus, en fin de compte, à ces mêmes producteurs d'or, dont Marx disait, dès le début de son analyse, qu'il était absurde de faire appel à eux. Ainsi, l'analyse du procès de la reproduction et le tome II du *Capital* se terminent sans nous avoir apporté la solution si longtemps cherchée de la difficulté.

La difficulté du point de vue du procès de la circulation

L'analyse de Marx souffrait, entre autres, de ceci qu'il cherchait à résoudre le problème en se posant au point de vue faux de la recherche des « sources d'argent ». Mais il s'agit en réalité de demande véritable, d'utilisation de marchandises, et non d'argent pour les payer. En ce qui concerne l'argent en tant que moyen de circulation, nous devons ici supposer, dans l'étude du procès de la reproduction en général, que la société capitaliste a toujours à sa disposition la quantité d'argent nécessaire à sa circulation ou sait se créer les équivalents nécessaires. Ce qu'il faut expliquer, ce sont les grands actes d'échange sociaux, qui sont provoqués par des besoins économiques réels. Certes, il ne faut pas oublier que la plus-value capitaliste, pour pouvoir être accumulée, doit absolument revêtir la forme argent. Cependant, ce qu'il nous faut trouver, c'est la demande économique du surproduit, sans nous soucier davantage de l'origine de l'argent. Car, ainsi que Marx le dit lui-même à un autre endroit : « *L'argent d'un côté provoque alors de l'autre côté la reproduction agrandie, parce que*

²⁴⁴ *Le Capital*, II, p. 499, Trad. Molitor, VIII, pp. 203-204.

*celle-ci est déjà possible sans l'argent; car l'argent n'est point par lui-même élément de la véritable reproduction*²⁴⁵. »

Que la question de la « source d'argent » en vue de l'accumulation soit une façon tout à fait stérile de poser le problème de l'accumulation, c'est ce qui apparaît chez Marx lui-même dans un autre rapport.

Cette difficulté l'avait déjà retenu une fois dans le tome II du *Capital*, dans l'étude du procès de circulation. Déjà, à propos de la reproduction simple, il pose pour la circulation de la plus-value la question suivante : « Mais le capital marchandise doit être transformé en argent avant sa reconversion en capital productif et avant que soit dépensée la plus-value qu'il renferme. D'où vient l'argent nécessaire à cette transformation ? Il me semble difficile, au premier abord, de résoudre cette question. Personne ne l'a d'ailleurs résolue jusqu'ici²⁴⁶. »

Et il examine impitoyablement la question à fond : « Supposons que le capital circulant de 500 £ avancé sous forme de capital argent soit, avec n'importe quelle période de rotation, le capital circulant total de la société, c'est-à-dire de la classe capitaliste. Supposons en outre que la plus-value soit de 100 £ Comment toute la classe capitaliste peut-elle continuellement retirer 600 £ de la circulation où elle n'en jette que 500 ? »

Il s'agit ici, notons-le, de la reproduction simple, où toute la plus-value est employée par la classe capitaliste à sa consommation personnelle. La question devrait par conséquent d'avance être posée de la façon suivante, plus précise : où les capitalistes, après avoir mis en circulation 500 livres sterling pour le capital constant et le capital variable, trouvent-ils leurs moyens de consommation pour le montant de la plus-value, à savoir 100 livres sterling ? Car il apparaît immédiatement que ces 500 livres sterling, qui, en tant que capital, servent constamment à l'achat de moyens de production et au paiement des salaires des ouvriers, ne peuvent servir en même temps à couvrir la consommation personnelle des capitalistes. D'où vient par conséquent la somme additionnelle de 100 livres sterling dont les capitalistes ont besoin pour réaliser leur propre plus-value ? Marx rejette immédiatement toutes les échappatoires plausibles pour tourner la difficulté.

« Par exemple : pour ce qui est du capital circulant constant, il est évident que tous les capitalistes ne l'avancent pas en même temps. Pendant que le capitaliste A vend sa marchandise et que son capital avancé reprend la forme argent, l'acheteur B voit au contraire son capital existant sous la forme argent se convertir en la forme de ses moyens de production précisément four-

²⁴⁵ *Le Capital*, II, p. 468, Trad. Molitor, VIII, p. 160.

²⁴⁶ *Le Capital*, II, p. 304, Trad. Molitor, VII, p. 129.

nis par A. L'acte par lequel A rend la forme argent au capital marchandise qu'il vient de produire est également celui par lequel B rend à son capital la forme productive et le convertit de la forme argent en moyens de production et en force de travail; la même somme d'argent fonctionne dans le procès bilatéral comme dans tout achat simple M-A (marchandise-argent). D'autre part, lorsque A retransforme l'argent en moyens de production, il achète auprès de C et celui-ci se sert de cet argent pour payer B. Tout se trouverait donc expliqué, mais :

« Toutes les lois établies (liv. I, ch. III) en ce qui concerne la quantité de l'argent circulant dans la circulation des marchandises ne sont aucunement modifiées par le caractère capitaliste du procès de production.

« Lorsqu'on dit par conséquent que le capital social circulant à avancer sous forme d'argent est de 500 £ on tient compte déjà que telle est la somme simultanément avancée, mais que cette somme met en mouvement un capital productif supérieur à 500 £, parce qu'elle sert alternativement de fonds monétaire à des capitaux productifs différents. Cette explication suppose donc l'existence de l'argent au lieu de l'expliquer.

« On pourrait dire encore : le capitaliste A produit des articles que le capitaliste B consomme individuellement, improductivement. L'argent de B monnaie donc le capital marchandise de A, et la même somme d'argent sert à monnayer la plus-value de B et le capital constant circulant de A. Plus nettement encore que ci-dessus on suppose donc la question résolue : d'où B tire-t-il l'argent de son revenu ? Comment a-t-il même monnayé cette plus-value de son produit ?

« On pourrait encore dire ceci : la partie du capital variable circulant, que A avance constamment à ses ouvriers, lui revient continuellement de la circulation ; et il n'en retient toujours qu'une partie variable pour le paiement des salaires. Mais entre la dépense et la rentrée il s'écoule un certain temps pendant lequel l'argent avancé en salaires peut également servir à monnayer la plus-value. Mais nous savons déjà que plus ce temps est considérable, et plus doit être importante la masse de la provision d'argent que le capitaliste A doit toujours avoir sous la main. Ensuite l'ouvrier dépense l'argent, achète des marchandises. L'argent avancé sous forme de capital variable sert donc en partie à monnayer la plus-value. Sans approfondir la question, faisons remarquer ceci : la consommation de toute la classe capitaliste et des personnes improductives qui dépendent d'elle va de pair avec celle des ouvriers. Parallèlement à l'argent que les ouvriers jettent dans la circulation, les capitalistes doivent y en jeter également, pour dépenser leur plus-value comme revenu ; il faut donc qu'ils retirent de l'argent de la circulation. Cette explication ne diminuerait que la quantité d'argent nécessaire, mais n'expliquerait rien.

« On pourrait dire enfin : au premier engagement du capital fixe, on jette constamment dans la circulation une grande quantité d'argent que celui qui l'a avancée ne retire de la circulation que peu à peu, par fractions, dans le cours des années. Cette somme ne peut-elle suffire à monnayer la plus-value ? On peut répondre : dans la somme de 500 £ (qui renferme le fonds de réserve nécessaire à la thésaurisation), emploi de cette somme au titre de capital fixe a pu être envisagé déjà, si ce n'est par le premier possesseur, du moins par quelqu'un d'autre. En outre, quand il s'agit de la somme dépensée pour les produits servant de capital fixe, on a déjà supposé que l'on paie la plus-value contenue dans ces marchandises. Il s'agit précisément de savoir d'où vient cet argent²⁴⁷. »

Il nous faut en outre accorder une attention particulière à ce dernier point. Car ici Marx refuse d'expliquer la réalisation de la plus-value même pour la reproduction simple par la thésaurisation pour le renouvellement périodique du capital fixe. Plus tard, lorsqu'il s'agit de la réalisation beaucoup plus difficile de la plus-value dans l'accumulation, il revient, comme nous l'avons vu, plusieurs fois, à titre d'essai, à cette même explication rejetée par lui comme « échappatoire plausible ».

Puis vient la solution, qui sonne d'une façon quelque peu inattendue :

« Nous avons déjà donné la réponse générale : pour la circulation d'une masse de marchandises de $X \times 1000$ £, l'importance de la somme d'argent est indépendante du fait que la valeur de cette masse de marchandises contienne ou ne contienne pas de la plus-value et que cette masse soit de la production capitaliste ou non. Le problème n'existe donc pas. Dans des circonstances déterminées, par exemple la vitesse de circulation de l'argent étant donnée, il faut une certaine somme d'argent pour faire circuler la valeur marchandise de $X \times 1000$ £, indépendamment de la part plus ou moins grande qui, dans cette valeur, revient au producteur immédiat de ces marchandises. Le problème qui peut exister ici coïncide avec le problème général : d'où vient la somme d'argent nécessaire pour faire circuler les marchandises dans un pays²⁴⁸ ? »

La réponse est tout à fait juste. Car la question : d'où vient l'argent pour la circulation de la plus-value ? est comprise dans la question générale suivante : d'où vient l'argent qui sert à mettre en circulation une certaine quantité de marchandises dans le pays ? La division de la masse de valeur de ces marchandises en capital constant, capital variable et plus-value, n'existe pas du point de vue de la circulation de l'argent en tant que telle et n'a de ce point de vue aucun sens. Par conséquent, ce n'est que du point de vue de la circulation

²⁴⁷ *Le Capital*, II, pp. 305-406, Trad. Molitor, VII, pp. 130-133.

²⁴⁸ *Le Capital*, II, p. 306, Trad. Molitor, VII, p. 133.

de l'argent, ou de la simple circulation des marchandises que « *le problème n'existe pas* ». Mais il existe du point de vue de la reproduction sociale, en général. Toutefois, il ne faut pas le formuler d'une façon si maladroite que la réponse nous rejette dans la simple circulation des marchandises, où le problème n'existe pas. La question ne doit donc pas être posée ainsi : d'où vient l'argent qui sert à réaliser la plus-value ? mais : où sont les consommateurs pour la plus-value ? Que l'argent doive se trouver dans les mains des consommateurs et jeté par eux dans la consommation, cela va de soi. Marx lui-même revient de nouveau au problème, bien qu'il ait déclaré, un instant auparavant, qu'il n'existait pas :

« Mais nous avons alors deux points de départ : le capitaliste et l'ouvrier. Toutes les autres personnes ou bien reçoivent l'argent de ces deux classes en échange de services rendus, ou bien sont propriétaires de la plus-value sous forme de rente, intérêt, etc. Peu importe ici que le capitaliste industriel garde toute la plus-value ou la partage avec d'autres personnes. Il s'agit de savoir comment il monnaie sa plus-value et non pas comment cet argent se répartit ensuite. Dans notre cas, le capitaliste figure donc comme unique propriétaire de la plus-value. Quant à l'ouvrier, il n'est que le point de départ secondaire, tandis que le capitaliste est le point de départ principal de l'argent jeté dans la circulation par l'ouvrier. L'argent, d'abord avancé comme capital variable, accomplit déjà sa deuxième circulation quand l'ouvrier le dépense pour payer ses moyens de subsistance.

« La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent. Quand elle a besoin de 400 £ pour payer les moyens de production et de 100 £ pour payer la force de travail, elle jette 500 £ dans la circulation. Mais le taux de la plus-value étant de 100 %, la plus-value contenue dans le produit est égale à 100 £. Comment peut-on retirer 600 £ de la circulation, où l'on n'en jette que 500 ? Le néant ne produit rien. La classe totale des capitalistes ne peut retirer de la circulation que ce qu'elle y a jeté²⁴⁹. »

Marx rejette encore une échappatoire à laquelle on pourrait recourir pour expliquer le problème, à savoir la rapidité dans la circulation de l'argent, qui permet de mettre en circulation une quantité de valeur plus considérable avec moins d'argent. Cette échappatoire ne mène naturellement à rien, car la rapidité de circulation de l'argent est déjà entrée en ligne de compte lorsqu'on suppose que tant et tant de livres sterling sont nécessaires pour la circulation de la masse de marchandises. Puis vient ensuite la solution du problème :

« En effet, quelque paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises. Mais elle ne l'y jette

²⁴⁹ *Le Capital*, II, p. 308, Trad. Molitor, VII, pp. 134-135.

pas comme argent avancé au capital. Elle le dépense comme moyen d'achat pour sa consommation individuelle. Elle ne l'avance donc pas, bien qu'elle forme le point de départ de sa circulation²⁵⁰. »

Cette solution claire et complète montre admirablement que le problème n'était pas de pure apparence. Elle ne repose pas non plus sur le fait que nous avons découvert une nouvelle « source d'argent », pour réaliser la plus-value, mais que nous avons trouvé les consommateurs de cette plus-value. Nous sommes encore ici, d'après la supposition de Marx, sur le terrain de la reproduction simple. Cela signifie que la classe capitaliste emploie toute sa plus-value à sa consommation personnelle. Étant donné que les capitalistes sont les consommateurs de la plus-value, il n'est pas paradoxal, mais au contraire tout naturel qu'ils doivent avoir en poche l'argent nécessaire pour s'approprier la forme naturelle de la plus-value, les objets de consommation. L'acte de circulation de l'échange découle comme une nécessité du fait que les capitalistes individuels ne peuvent pas consommer directement leur plus-value individuelle, leur surproduit individuel, comme le faisait le propriétaire d'esclaves de l'antiquité. La forme naturelle, concrète, de cette plus-value exclut bien plutôt, en règle générale, une telle utilisation. Mais l'ensemble de la plus-value de tous les capitalistes se trouve - dans les conditions de la reproduction simple - exprimé dans le produit social en une quantité correspondante de moyens de consommation pour la classe capitaliste, de même qu'à la somme totale des capitaux variables correspond une quantité de valeur égale de moyens de consommation pour la classe ouvrière et qu'à la somme totale des capitaux constants correspond une quantité de valeur égale de moyens de production matériels.

Pour échanger la plus-value individuelle inconsommable contre la quantité correspondante de moyens de consommation, il faut un double acte de circulation des marchandises : la vente de la plus-value et l'achat de moyens de consommation tirés du surproduit social. Étant donné que ces deux actes se font exclusivement à l'intérieur de la classe capitaliste, entre différents capitalistes, l'intermédiaire de l'argent ne fait que passer d'une main des capitalistes dans l'autre et reste en fin de compte dans la poche des capitalistes. Étant donné que la reproduction simple n'apporte à l'échange que les mêmes quantités de valeur, la même somme d'argent sert chaque année à la circulation de la plus-value, et l'on pourrait tout au plus, si l'on voulait trop approfondir, poser la question suivante : d'où est venue dans les poches des capitalistes cette somme d'argent servant à acheter leurs moyens de consommation ? Mais cette question se résout dans cette question plus générale : d'où est venu, d'une façon générale, le premier capital argent dans les mains des capitalistes, ce capital argent dont, outre les dépenses consacrées aux placements productifs, ils doivent toujours conserver une certaine partie en poche pour leur consommation person-

²⁵⁰ *Le Capital*, II, p. 308, Trad. Molitor, VIII, p. 135.

nelle ? Mais la question ainsi posée nous ramène au problème de l' « accumulation primitive », c'est-à-dire de la genèse historique du capital et sort du cadre de l'analyse tant du procès de la circulation que de celui de la reproduction.

Ainsi la question est claire et nette, savoir : tant que nous restons sur le terrain de la reproduction simple. Ici, le problème de la réalisation de la plus-value est résolu par les conditions mêmes, il est déjà en fait anticipé dans la notion de la reproduction simple. Celle-ci repose précisément sur le fait que toute plus-value est consommée par les capitalistes, ce qui signifie par conséquent qu'elle est aussi achetée par eux, c'est-à-dire qu'elle doit être achetée par les capitalistes les uns aux autres. *« Nous avons supposé que la somme d'argent que le capitaliste, en attendant la première rentrée de son capital, jette dans la circulation pour payer sa consommation individuelle est exactement égale à la plus-value qu'il a produite et qu'il veut monnayer. Par rapport au capitaliste isolé, cette supposition est évidemment arbitraire. Mais, dans l'hypothèse de la reproduction simple, elle doit être exacte pour l'ensemble de la classe capitaliste. Elle ne fait qu'exprimer cette hypothèse : toute la plus-value, mais elle seule, sans aucune traction du capital primitif, est consommée improductivement²⁵¹. »*

Mais la reproduction simple sur la base capitaliste est dans l'économie théorique une grandeur imaginaire, une grandeur imaginaire aussi justifiée scientifiquement et indispensable que $\sqrt{-1}$ en mathématiques. Mais avec cela le problème de la réalisation de la plus-value n'est aucunement résolu pour la réalité, c'est-à-dire pour la reproduction élargie ou accumulation. Et c'est ce que Marx confirme lui-même pour la deuxième fois, dès qu'il poursuit son analyse.

D'où vient l'argent pour la réalisation de la plus-value dans les conditions de l'accumulation, c'est-à-dire de la non-consommation, de la capitalisation d'une partie de la plus-value ?

La première réponse que Marx donne est la suivante :

« Le capital argent supplémentaire, nécessaire au fonctionnement du capital productif croissant, est fourni par cette partie de la plus-value réalisée que le capitaliste jette dans la circulation sous forme de capital argent et non pas comme la forme argent du revenu. L'argent se trouve déjà entre les mains du capitaliste. Seul l'emploi en diffère. »

Nous connaissons déjà cette explication de l'étude du procès de la reproduction et aussi son insuffisance. Elle s'appuie exclusivement sur le moment du premier passage de la reproduction simple à la reproduction élargie. Hier, les capitalistes consommaient toute leur plus-value et possédaient par

²⁵¹ *Le Capital*, II, p. 309, Trad. Molitor, VII pp. 137-138.

conséquent aussi la quantité d'argent nécessaire pour sa circulation. Aujourd'hui, ils se décident à « mettre de côté » une partie de la plus-value et à la placer d'une façon productive au lieu de la gaspiller. Ils n'ont besoin pour cela - à la condition que des moyens de production, au lieu d'articles de luxe, aient été produits - que d'employer différemment une partie seulement de leurs fonds d'argent. Mais le passage de la reproduction simple à la reproduction élargie est tout autant une fiction théorique que la reproduction simple du capital lui-même. Et Marx poursuit aussitôt :

« Mais, grâce au capital productif supplémentaire, une masse supplémentaire de marchandises, qui en est le produit, est jetée dans la circulation. En même temps que cette masse supplémentaire de marchandises, l'on a jeté dans la circulation une partie de l'argent supplémentaire nécessaire à sa réalisation, pour autant que la valeur de cette masse de marchandises est égale à la valeur du capital productif consommé dans sa production. Cette masse supplémentaire d'argent a été précisément avancée comme capital d'argent supplémentaire et revient donc au capitaliste par la rotation de son capital. Nous retrouvons ici la même question : d'ou vient l'argent supplémentaire permettant de réaliser la plus-value supplémentaire existant sous forme de marchandises ? »

Mais maintenant que le problème est de nouveau posé en toute netteté, nous recevons, au lieu d'une solution, la réponse inattendue suivante :

« La réponse générale reste la même. La somme des prix de la masse des marchandises en circulation est accrue, non parce que telle masse de marchandises a augmenté de prix, mais parce que la masse des marchandises actuellement en circulation est plus grande que celle qui circulait précédemment, sans qu'il y ait compensation par une baisse des prix. L'argent supplémentaire nécessaire à la circulation d'une plus grande masse de marchandises d'une plus grande valeur doit être fourni soit par une économie plus élevée de la masse d'argent en circulation, par des virements, par des mesures rendant plus rapide la circulation des mêmes pièces de monnaie, soit par la transformation de l'argent de sa forme trésor en sa forme circulante²⁵². »

Cette solution aboutit à l'explication suivante : la reproduction capitaliste jette, dans les conditions d'une accumulation toujours croissante, une masse toujours plus considérable de marchandises sur le marché. Pour mettre en circulation cette masse de marchandises de valeur croissante, une quantité de plus en plus considérable d'argent est nécessaire. Cette quantité croissante d'argent, il s'agit précisément de la créer. Tout cela est incontestablement juste et convaincant, mais le problème dont il s'agissait n'en est aucunement résolu. Il a seulement disparu.

²⁵² *Le Capital*, II, p. 318, Trad. Molitor, VII, p. 153.

L'un ou l'autre. Ou l'on considère le produit social (de l'économie capitaliste) tout simplement comme une masse de marchandises d'une certaine valeur, comme un « vrac de marchandises », et l'on ne voit dans les conditions de l'accumulation qu'un accroissement de ce vrac confus de marchandises et de sa masse de valeur. Alors il y aura seulement à constater que, pour la circulation de cette masse de valeur, une quantité d'argent correspondante est nécessaire, que cette quantité d'argent doit croître si la quantité de valeur s'accroît, à moins que la rapidité de la circulation et les économies qu'elle permet de réaliser ne compensent l'accroissement de valeur. Et à la question : d'où vient en fin de compte tout l'argent ? on peut répondre avec Marx : des mines d'or. C'est aussi un point de vue, celui de la simple circulation de marchandises. Mais alors on n'a pas besoin d'apporter des notions telles que capital constant et capital variable, plus-value, etc., qui n'appartiennent pas à la simple circulation de marchandises, mais à la circulation du capital et à la reproduction sociale, et l'on n'a pas non plus besoin de poser la question : d'où vient l'argent pour la réalisation de la plus-value sociale, et notamment 1° dans la reproduction simple, 2° dans la reproduction élargie ? Car de telles questions n'ont aucun sens du point de vue de la simple circulation de marchandises et d'argent. Mais si l'on a déjà posé ces questions et dirigé l'étude dans le domaine de la circulation du capital et de la reproduction sociale, alors il ne faut pas chercher la réponse dans le domaine de la simple circulation de marchandises - étant donné qu'ici le problème n'existe pas et ne comporte par conséquent pas de solution - pour venir déclarer ensuite : le problème a déjà été résolu depuis longtemps, il n'existe pas.

C'est par conséquent la façon même de poser le problème qui a été dès le commencement mauvaise chez Marx. Ce qui importe, ce n'est pas de demander : d'où vient l'argent pour réaliser la plus-value ? mais : d'où vient la demande ? Où est le besoin solvable pour la plus-value ? Si la question avait été ainsi posée dès le début, il n'eût pas fallu tant de longs détours pour montrer clairement comment on pouvait la résoudre ou comment on ne pouvait pas la résoudre. Dans l'hypothèse de la reproduction simple, la chose est tout à fait simple : étant donné que toute la plus-value est consommée par les capitalistes, qu'ils sont ainsi eux-mêmes les acheteurs, la demande pour la plus-value sociale dans sa totalité, ils doivent par conséquent aussi avoir en poche l'argent nécessaire pour la circulation de la plus-value. Mais de ce même fait découle avec évidence ceci : c'est que, dans les conditions de l'accumulation, c'est-à-dire de la capitalisation d'une partie de la plus-value, la classe capitaliste elle-même ne peut pas acheter, réaliser toute sa plus-value. Il est exact qu'il faut réunir la quantité d'argent nécessaire pour réaliser la plus-value capitaliste, si, d'une façon générale, elle doit être réalisée. Mais cet argent ne peut absolument pas provenir de la poche des capitalistes eux-mêmes. Ils sont tout au contraire, d'après l'hypothèse même de l'accumulation, *non acheteurs* de leur plus-value, même si - théoriquement - ils ont suffisamment d'argent en poche pour cela.

Qui donc peut représenter la demande pour les marchandises où se trouve contenue la plus-value capitaliste ?

« D'après notre hypothèse : prédominance générale et absolue de la production capitaliste, il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière. Tout ce que la classe ouvrière achète est égal à la somme de son salaire, égale à la somme du capital variable avancé par l'ensemble de la classe capitaliste. »

Les ouvriers peuvent donc encore moins réaliser la plus-value capitalisée que la classe capitaliste. Mais il faut cependant que quelqu'un l'achète, pour que les capitalistes puissent rentrer en possession du capital accumulé avancé par eux. Et cependant, en dehors des capitalistes et des ouvriers, on ne voit aucun acheteur. « Comment la classe capitaliste peut-elle par conséquent accumuler de l'argent ²⁵³ ? » La réalisation de la plus-value en dehors des deux seules classes existantes de la société paraît tout aussi nécessaire qu'impossible. Dans le tome II du *Capital*, nous ne trouvons en tout cas aucune solution du problème.

Si l'on voulait maintenant demander pourquoi la solution de ce problème important de l'accumulation capitaliste ne se trouve pas dans le *Capital* de Marx, il faudrait tenir compte avant tout de ce fait que le tome II du *Capital* n'est pas un ouvrage entièrement terminé, mais un manuscrit, interrompu au milieu même de sa rédaction.

Déjà la forme extérieure de ce tome, notamment des derniers chapitres, montre que ce sont davantage des notes rédigées par l'auteur pour son propre éclaircissement que des résultats définitifs destinés à l'éclaircissement du lecteur. Ce fait nous est amplement confirmé par le témoin le plus qualifié, à savoir l'éditeur du deuxième tome, Frédéric Engels. Dans sa préface au tome II, il nous renseigne de la façon suivante sur l'état des brouillons et manuscrits laissés par Marx, qui devaient servir de base à la rédaction de ce tome :

« La simple énumération des matériaux manuscrits laissés par Marx pour le livre II prouve la conscience sans pareille, le sévère esprit critique avec lesquels il s'efforçait de poursuivre jusqu'à l'extrême perfection ses grandes découvertes en matière économique avant de les livrer à publicité. Et cette critique, à laquelle il se soumettait lui-même, ne lui a permis que rarement d'adapter, pour le fond aussi bien que pour la forme, l'exposé à son horizon que de nouvelles études ne cessait d'élargir. Voici les matériaux :

« Nous avons d'abord un manuscrit : « Cahiers de l'économie politique », 1472 pages in 4°, formant 23 cahiers, écrits d'août 1861 à juin 1863. C'est la suite du premier fascicule publié à Berlin en 1859 sous le même titre.

²⁵³ *Le Capital*, II, p. 322, Trad. Molitor, VII, p. 158.

Malgré son incontestable valeur, ce manuscrit ne pouvait être utilisé pour la présente édition du livre II.

« Le manuscrit qui vient ensuite dans l'ordre chronologique est celui du livre III..

« De la période qui suivit la publication du livre I, nous avons, pour le livre II, une collection de quatre manuscrits in-folio, numérotés par Marx lui-même de I à IV. Le manuscrit I (150 pages), datant vraisemblablement de 1865 ou 1867, est la première rédaction indépendante, mais plus ou moins fragmentaire, du livre II avec sa division actuelle; rien n'a pu en être utilisé ici. Le manuscrit III comprend d'abord un classement de citations et de renvois aux carnets ou Marx notait ses citations, le tout se rapportant en majeure partie à la section I du livre II; puis les développements de certains points particuliers, notamment de la critique de ce que Smith dit du capital fixe et du capital circulant ainsi que de la source du profit, enfin, la discussion du rapport entre le taux de la plus-value et le taux du profit, qui a sa place dans le livre III. Les renvois ne fournirent guère de documentation nouvelle; les développements étaient, pour le livre II, aussi bien que pour le livre III, dépassés par de nouvelles rédactions et durent donc pour la plupart être laissés de côté. Le manuscrit IV est la rédaction, prête à l'impression, de la première section ainsi que des premiers chapitres de la deuxième section du livre II; nous l'avons utilisé partout où la chose a été possible. Bien qu'il fût prouvé que ce manuscrit IV était antérieur au livre II, nous avons pu, parce qu'il est de forme plus achevée, l'utiliser largement pour la partie correspondante du livre II; il a suffi d'y faire quelques additions tirées du manuscrit II. Ce dernier manuscrit constitue la seule rédaction à peu près complète du livre II et remonte à 1870. Les notes dont nous allons parler concernent la rédaction définitive et disent expressément : " Nous prendrons comme base la rédaction II. "

« Après 1870, il y eut une nouvelle interruption, due surtout à la mauvaise santé de l'auteur. Suivant soit habitude, Marx employa ce temps à l'étude; l'agronomie, les conditions rurales américaines et principalement russes, le marché financier, le système bancaire, enfin les sciences naturelles, telles que la géologie et la physiologie, et en particulier des travaux mathématiques personnels, forment le contenu des nombreux carnets d'extraits datant de l'époque. Au début de 1877, il se sentit suffisamment rétabli pour pouvoir reprendre son véritable travail. Nous avons, de fin mars 1877, des indications et des notes tirées des quatre manuscrits mentionnés ci-dessus, devant servir de base à une révision complète du livre II, dont la rédaction constitue le début du manuscrit V (56 pages grand format). Ce manuscrit comprend les quatre premiers chapitres, mais est d'une rédaction encore bien imparfaite, des points essentiels sont traités dans des notes au bas des pages; la matière a été réunie plutôt que triée. Mais cela n'en constitue pas moins le dernier exposé complet de cette très importante partie de la première section. Marx fit une première

tentative de donner à ce travail la forme nécessaire pour l'impression; cela nous a valu le manuscrit VI (entre octobre 1877 et juillet 1878), de 17 pages in-4° et comprenant la plus grande partie du chapitre I; puis il fit une seconde et dernière tentative; c'est le manuscrit VII (2 juillet 1878), ne comptant que 7 pages grand format.

« Il semble qu'à ce moment Marx se soit rendu compte que, s'il ne s'opérait pas une révolution complète dans son état de santé, il n'arriverait jamais à rédiger le second et le troisième livre d'une façon qui lui donnât satisfaction à lui-même. Les manuscrits V à VIII ne révèlent que trop souvent avec quelle énergie il avait à lutter contre le mauvais état physique qui le déprimait. La partie la plus difficile de la première section eut une rédaction nouvelle dans le manuscrit V; le reste de la première et la totalité de la deuxième section, à l'exception du chapitre VII, ne présentaient pas de sérieuses difficultés théoriques; il estimait, au contraire, que la troisième section, la reproduction et la circulation du capital social, avait absolument besoin d'être remaniée. Dans le manuscrit II, en effet, la reproduction était étudiée d'abord en tenant compte de la circulation. Il importait de remédier à ce défaut et de remanier en somme toute la section de telle façon qu'elle répondit à l'horizon élargi de l'auteur. Telle fut l'origine du manuscrit VIII, qui ne compte que 70 pages in-4°. Mais il suffit, pour comprendre quelle matière Marx a su condenser en ces quelques pages, de comparer le texte imprimé de la section III, déduction faite des passages empruntés au manuscrit II.

« Ce manuscrit n'est, lui aussi, qu'un développement provisoire du sujet, où il s'agissait avant tout de donner une forme définitive aux conceptions nouvelles non contenues dans le manuscrit II et de les développer en laissant de côté les points sur lesquels il n'y avait rien de neuf à dire. Même un fragment important du chapitre XVII de la deuxième section, fragment qui, d'ailleurs, empiète en quelque sorte sur la troisième section, est de nouveau mis à contribution et développé davantage. L'ordre logique est assez souvent interrompu, le développement présente par endroits des lacunes et, notamment à la fin, est absolument fragmentaire. Mais ce que Marx se proposait de dire y est dit d'une manière ou d'une autre.

« Tels sont les matériaux du livre II, matériaux dont, suivant une parole dite peu de temps avant sa mort par Marx à sa fille Éléonore, je devais "faire quelque chose". »

Il faut admirer ce « quelque chose » qu'Engels a réussi à faire d'un tel matériel. Mais de son exposé précis ressort avec une netteté parfaite, pour la question qui nous intéresse, que, des trois parties qui forment le tome II, pour les deux premières : sur la circulation du capital-argent et du capital-marchandises ainsi que le coût de circulation et sur la rotation du capital, le manuscrit était le plus prêt pour l'impression. Par contre, la troisième partie,

qui traite de la reproduction du capital social, ne représentait qu'un recueil de fragments, qui paraissait à Marx lui-même avoir « extrêmement besoin » d'un travail de rédaction. Mais, dans cette partie, c'est le dernier chapitre, le chapitre XXI, qui nous intéresse particulièrement, « L'accumulation et la reproduction élargie », qui a été le moins travaillé de tous. Il comprend en tout 35 pages seulement et s'interrompt brusquement au milieu même de l'analyse.

En dehors de cette circonstance extérieure, un autre facteur encore joua, à notre avis, un rôle important. L'étude du procès de la reproduction sociale part, chez Marx, ainsi que nous l'avons vu, de l'analyse d'Adam Smith, qui s'est heurtée, entre autres, à la thèse inexacte d'après laquelle le prix de toutes les marchandises se compose de $v + pl$. La réfutation de ce dogme domine toute l'analyse du procès de la reproduction chez Marx. Ce dernier consacre tout son effort à montrer que le produit social ne doit pas servir seulement à la consommation pour le montant des différentes sources de revenus, mais aussi au renouvellement du capital constant. Mais comme pour cette démonstration la forme théoriquement la plus pure n'est pas donnée pour la reproduction élargie, mais pour la reproduction simple, Marx considère surtout la reproduction d'un point de vue précisément opposé à l'accumulation : en partant de l'hypothèse selon laquelle toute la plus-value est consommée par les capitalistes. A quel point cette polémique contre Smith a dominé l'analyse de Marx, c'est ce que montre le fait qu'au cours de tout son travail il revient à cette polémique un nombre incalculable de fois des côtés les plus différents. C'est ainsi que lui sont consacrées dans le tome I, 7^e partie, chapitre XXII, les pages 551 à 554; dans le tome II, les pages 335 à 370, 383, 409 à 412, 451 à 453. Dans le tome III, Marx reprend de nouveau le problème de la reproduction, mais se lance immédiatement de nouveau dans le problème abandonné par Smith et lui consacre tout le chapitre XLIX (pp. 367-388) et en fait aussi l'objet de tout le chapitre I (pp. 388-413). Enfin, dans les *Théories sur la plus-value*, nous trouvons de nouveau des polémiques détaillées contre le dogme de Smith dans le tome I (pp. 164-253) et le tome II (pp. 92, 95, 126, 233-262). A de nombreuses reprises, Marx souligna lui-même qu'il considérait précisément le problème du renouvellement du capital constant au moyen du produit social comme le plus difficile et le plus important de la reproduction. C'est ainsi que l'autre problème, celui de l'accumulation, à savoir la réalisation de la plus-value à des fins de capitalisation, a été rejeté au second plan et finalement à peine effleuré par Marx.

Étant donné l'importance considérable de ce problème pour l'économie capitaliste, il n'est pas étonnant qu'il ait constamment occupé la science économique bourgeoise. Les tentatives de résoudre la question vitale de l'économie capitaliste : l'accumulation du capital est-elle pratiquement possible ? réapparaissent constamment au cours de l'histoire de la science économique. Ce

sont ces tentatives historiques, avant comme après Marx, en vue de résoudre la question, que nous allons examiner maintenant.

II. Exposé historique du problème

Première polémique : Controverse entre Sismondi – Malthus et Say - Ricardo - Mac Culloch.

La théorie de la reproduction d'après Sismondi

Les premiers doutes quant au caractère divin de l'ordre capitaliste se sont élevés dans l'économie politique bourgeoise sous l'impression directe des premières crises en Angleterre dans les années 1815 et 1818-1819. Les circonstances qui avaient provoqué ces crises étaient encore à proprement parler de nature extérieure et apparemment fortuite. En partie, c'était le blocus continental napoléonien qui avait, pour un temps, coupé l'Angleterre artificiellement de ses débouchés européens et avait favorisé ainsi, en peu de temps, un développement important de certaines branches de l'industrie dans leur propre territoire, dans les États continentaux ; en partie, c'était l'épuisement matériel du continent par la longue période de guerre qui, après l'arrêt du blocus continental, avait restreint les débouchés escomptés pour les produits anglais. Ces premières crises suffisaient cependant à révéler aux contemporains, dans toute leur atrocité, les sombres aspects de la meilleure de toutes les formes sociales. Les marchés encombrés, les magasins pleins de marchandises qui ne trouvaient pas d'acheteurs, les faillites nombreuses et, d'autre part, la misère criante des masses ouvrières - tout cela éclate pour la première fois aux yeux des théoriciens, qui avaient jusqu'à présent vanté et proclamé sur tous les tons l'harmonie du laisser-faire bourgeois. Toutes les nouvelles commerciales contemporaines, toutes les revues, les récits des voyageurs faisaient part des pertes des marchands anglais. En Italie, en Allemagne, en Russie, au Brésil les Anglais liquidaient leurs marchandises avec une perte qui pouvait s'élever jusqu'au quart ou au tiers. En 1818, au Cap de Bonne-Espérance, on se plaignait que toutes les boutiques fussent remplies de marchandises européennes que l'on offrait à des prix plus bas qu'en Europe, sans pouvoir les vendre. A Calcutta, on pouvait entendre des plaintes semblables. Des cargaisons entières de marchandises revenaient de Nouvelle-Hollande en Angleterre. Aux États-Unis, d'après le récit de voyage d'un contemporain, il n'y avait « *d'un bout à l'autre de ce continent immense et prospère aucune ville, aucun bourg, où la quantité des marchandises destinées à la vente ne dépassât de manière considérable les moyens des acheteurs, bien que les vendeurs s'efforçassent d'attirer les clients en leur offrant de longs crédits et toutes sortes de facilités de paiement, des paiements à terme et en acceptant des marchandises en guise de paiement* ».

En même temps, en Angleterre, retentissait le cri de désespoir des ouvriers. *L'Edinburgh Review* de mai 1820 cite l'adresse des bonnetiers de Nottingham, dont voici un extrait :

« Pour un travail quotidien de quatorze à seize heures, nous ne gagnons que de quatre à sept shillings par semaine, avec lesquels nous devons nourrir nos femmes et nos enfants. Nous constatons en outre que, bien que nous soyons obligés de nous contenter de pain et d'eau ou de pommes de terre au sel au lieu d'une nourriture plus saine qui, autrefois, était toujours en abondance sur les tables anglaises, nous avons souvent été obligés, après le travail harassant d'une journée, d'envoyer nos enfants affamés au lit pour ne pas les entendre se plaindre et réclamer du pain. Nous déclarons solennellement que pendant les dix-huit derniers mois nous n'avons pratiquement jamais eu le sentiment de manger à notre faim²⁵⁴. »

Presque en même temps, Sismondi, en France, et Owen en Angleterre élevaient la voix pour accuser violemment la société capitaliste. Cependant, tandis qu'Owen, en Anglais pratique et en citoyen de la première nation industrielle, se faisait le porte-parole d'une vaste réforme sociale, le petit bourgeois suisse se répandait en plaintes contre les imperfections de l'ordre social régnant et contre l'économie classique. Cependant par là même, Sismondi a donné beaucoup plus de fil à retordre à l'économie politique bourgeoise qu'Owen, dont l'efficacité pratique s'adressait directement au prolétariat.

Sismondi expose lui-même, dans sa préface à la deuxième édition de ses *Nouveaux principes d'économie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, que c'est l'Angleterre et, en particulier, la première crise anglaise, qui l'a incité à écrire sa première critique sociale (la première édition des *Nouveaux Principes* parut en 1819, la seconde huit ans plus tard).

« C'est en Angleterre que je me suis acquitté de cette tâche. L'Angleterre a donné naissance aux plus célèbres économistes. Leur science y est professée aujourd'hui même avec un redoublement d'ardeur.

²⁵⁴ L'extrait du document intéressant se trouve dans un compte rendu de l'écrit : *Observations on the Injurious Consequences of the Restrictions upon Foreign Commerce*. By a member of the Late Parliament, Londres, 1820.

Cet essai libre-échangiste dépeint la situation des ouvriers en Angleterre sous les couleurs les plus sombres. Il cite en particulier les faits suivants : « ... The manufacturing classes in Great Britain have been suddenly reduced from affluence and prosperity to the extreme of poverty and misery. In one of the debates in the late Session of Parliament, it was stated that the wages of weavers of Glasgow and its vicinity, which, when highest, had averaged about 25 s. or 27 s. a week, had been reduced in 1816 to 10 s. ; and in 1819 to the wretched pittance of 5 s. 6 d. or 6 s. They have not since been materially augmented. »

Dans le Lancashire, les salaires hebdomadaires des tisserands variaient, d'après le même témoignage, de 6 à 12 shillings pour un travail de quinze heures par jour tandis que « des enfants à demi morts de faim » travaillaient chaque jour de douze à seize heures pour un salaire de 2 ou 3 shillings par semaine. La misère dans le Yorkshire était encore plus grande s'il est possible. A l'égard de l'adresse des bonnetiers de Nottingham l'auteur écrit qu'il a examiné lui-même la situation et qu'il est parvenu à la conclusion que les déclarations des ouvriers n'étaient absolument pas exagérées. (*The Edinburgh Review*, mai 1820, NLXVI, p. 331 et suiv.).

« La concurrence universelle, ou l'effort pour produire toujours plus, et toujours à plus bas prix, est depuis longtemps le système de l'Angleterre, système que j'ai attaqué comme dangereux : ce système qui a fait faire à l'industrie anglaise des pas gigantesques, mais il a, à deux reprises, précipité les manufacturiers dans une détresse effrayante. C'est en présence de ces convulsions de la richesse, que j'ai cru devoir me placer pour revoir mes raisonnements, et les comparer avec les faits.

« L'étude que j'ai faite de l'Angleterre m'a confirmé dans mes Nouveaux Principes. J'ai vu dans ce pays surprenant, qui semble subir une grande expérience pour l'instruction du reste du monde, ta production augmenter, tandis que les jouissances diminuent. La masse de la nation semble y oublier, aussi bien que les philosophes, que l'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose pour procurer le bonheur de tous. Je cherche ce bonheur dans toutes les classes, et je ne sais où le trouver. La haute aristocratie anglaise est en effet arrivée à un degré de richesse et de luxe qui surpasse tout ce qu'on voit chez toutes les autres nations. Cependant elle ne jouit point elle-même d'une opulence qu'elle semble avoir acquise aux dépens des autres classes; la sécurité lui manque, et dans chaque famille la privation se fait sentir plus encore que l'abondance.

« Au-dessous de cette aristocratie titrée et non titrée, je vois le commerce occuper un rang distingué, il embrasse le monde entier dans ces entreprises; ses agents bravent les glaces des deux pôles et les ardeurs de l'Équateur, tandis que chacun des chefs qui se rassemblent au palais du Change, peut disposer de millions. En même temps, dans toutes les rues de Londres, dans celles des grandes villes d'Angleterre, les magasins étalent des marchandises qui suffiraient à la consommation de l'univers. Mais la richesse a-t-elle assuré au commerçant anglais l'espèce de bonheur qu'elle est propre à garantir ? Non : dans aucun pays les faillites ne sont aussi fréquentes. Nulle part ces fortunes colossales qui suffiraient seules à remplir un emprunt public, à soutenir un empire ou une république, ne sont renversées avec tant de rapidité. Tous se plaignent que les affaires sont rares, difficiles, et peu lucratives. A peu d'années d'intervalle, deux crises terribles ont ruiné une partie des banquiers, et ont étendu la désolation sur toutes les manufactures anglaises; dans le même temps, une autre crise a ruiné les fermiers, et a fait sentir ses contrecoups au commerce de détail. D'autre part, ce commerce, malgré son immense étendue, a cessé d'appeler à lui les jeunes gens qui cherchent une carrière ; toutes les places sont occupées, et dans les rangs supérieurs de la société, comme les inférieurs, le plus grand nombre offre en vain son travail, sans pouvoir obtenir de salaire.

« Cette opulence nationale, dont les progrès matériels frappent tous les yeux, a-t-elle enfin tourné à l'avantage du pauvre ? Pas davantage. Le peuple, en Angleterre, est en même temps privé, et d'aisance dans le moment

présent, et de sécurité pour l'avenir. Il n'y a plus de paysans dans les campagnes; on les a forcés de faire place aux journaliers; il n'y a presque plus d'artisans dans les villes, ou de chefs indépendants d'une petite industrie, mais seulement des manufacturiers. L'industriel (c'est-à-dire l'ouvrier salarié, R. L.), pour employer un mot que ce système même a mis à la mode, ne sait plus ce que c'est que d'avoir un état; il gagne seulement un salaire, et comme ce salaire ne saurait lui suffire également dans toutes les saisons, il est presque, chaque année, réduit à demander l'aumône à la bourse des pauvres.

« Cette nation si opulente a trouvé plus économique de vendre tout l'or et l'argent qu'elle possédait, de se passer de numéraire et de faire toute sa circulation avec du papier. Elle s'est ainsi volontairement privée du plus précieux entre les avantages du numéraire, la stabilité de son prix; les porteurs de billets de banques provinciales courent chaque jour le danger d'être ruinés par les faillites fréquentes, et en quelque sorte épidémiques, des banquiers et l'État entier est exposé à une convulsion dans toutes les fortunes, si une invasion ou une révolution ébranlait le crédit de la banque nationale.

« La nation anglaise a trouvé plus économique de renoncer aux cultures qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, et elle a congédié la moitié des cultivateurs qui habitaient ses champs; elle a trouvé plus économique de remplacer par des machines à vapeur les manufacturiers, et elle a congédié, puis repris, puis congédié de nouveau les ouvriers des villes; et les tisserands taisant place au « power looms » (métiers mus par la vapeur), succombent aujourd'hui à la famine ; elle a trouvé plus économique de réduire les ouvriers au salaire le plus bas avec lequel ils puissent vivre, et les ouvriers, n'étant plus que des prolétaires, n'ont point craint de se plonger dans une misère plus profonde encore, en élevant des familles toujours plus nombreuses; elle a trouvé plus économique de ne nourrir les Irlandais que de pommes de terre, et de ne les habiller que de haillons, et aujourd'hui chaque « packet-boat » lui apporte des légions d'Irlandais, qui, travaillant à meilleur marché que les Anglais, chassent ceux-ci de tous les métiers. Quels sont donc les fruits de cette immense richesse accumulée ? N'ont-ils eu d'autre effet que de faire partager les soucis, les privations, le danger d'une ruine complète à toutes les classes ? L'Angleterre, en oubliant les hommes pour les choses, n'a-t-elle pas sacrifié la fin aux moyens ? ²⁵⁵ »

Il faut avouer que ce tableau de la société capitaliste d'il y a bientôt cent ans ne laisse rien à désirer en clarté et en intégralité. Sismondi met le doigt sur toutes les plaies de l'économie bourgeoise : la ruine de l'artisanat, le dépeuplement de la campagne, la prolétarianisation des couches moyennes, la paupérisation des ouvriers, l'éviction des ouvriers par les machines, le chômage, les

²⁵⁵ J.-L. L. Simonde De Sismondi, *Nouveaux principes de l'économie politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, 2^e édition, Paris, Delaunay, 1827, 2 vol. Livre I^{er}, p. 111 et suiv.

dangers du système de crédit, les contrastes sociaux, l'insécurité de l'existence, les crises, l'anarchie. Son scepticisme amer et pénétrant a fait l'effet d'une dissonance aiguë éclatant au milieu de l'optimisme béat des bavardages lénifiants sur l'harmonie de l'économie vulgaire, qui régnait en Angleterre comme en France dans les personnes de Mac Culloch là-bas, de Jean-Baptiste Say ici, et qui dominait toute la science officielle. On peut facilement imaginer quelle impression de profond malaise devaient faire des déclarations comme celles que nous citons :

« Le luxe n'est possible que quand on l'achète avec le travail d'autrui; le travail assidu, sans relâche, n'est possible que lorsqu'il peut seul procurer, non les frivolités, mais les nécessités de la vie. »

« ... Quoique l'invention des machines, qui accroissent les pouvoirs de l'homme, soit un bienfait pour l'humanité, la distribution injuste que nous faisons de leurs bénéfices, les change en fléaux pour les pauvres. »

« Le bénéfice d'un entrepreneur de travaux n'est quelquefois autre chose qu'une spoliation de l'ouvrier qu'il emploie, il ne gagne pas, parce que son entreprise produit beaucoup plus qu'elle ne coûte, mais parce qu'il ne paie pas tout ce qu'elle coûte, parce qu'il n'accorde pas à l'ouvrier une compensation suffisante pour son travail. Une telle industrie est un mal social, car elle réduit à la dernière misère ceux qui exécutent l'ouvrage, tandis qu'elle n'assure que le profit ordinaire des capitaux à celui qui le dirige. »

« Parmi ceux qui se partagent le revenu national, les uns y acquièrent chaque année un droit nouveau par un nouveau travail, les autres y ont acquis antérieurement un droit permanent par un travail primitif, qui a rendu le travail annuel plus avantageux. »

« Rien ne peut empêcher cependant que chaque découverte nouvelle dans les mécaniques appliquées, ne diminue d'autant la population manufacturière. C'est un danger auquel elle est constamment exposée, et contre lequel l'ordre civil ne présente pas de préservatif. »

« Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travailleuses sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. »

Sismondi s'en prend donc dans sa critique à la totalité : il refuse toute idéalisation et tout faux-fuyant qui, par exemple, chercheraient à excuser les sombres aspects de l'enrichissement capitaliste qu'il a mis en évidence, en les présentant comme des inconvénients temporaires d'une période transitoire ; et il termine son étude par la remarque suivante, dirigée contre Say :

« Depuis sept ans j'ai signalé cette maladie du corps social, et depuis sept ans elle n'a cessé de s'accroître. Je ne puis voir dans une souffrance si prolongée « les froissements qui accompagnent toujours les transitions », et, en remontant à l'origine du revenu, je crois avoir démontré que les maux que nous éprouvons sont la conséquence nécessaire des vices de notre organisation, et qu'ils ne sont pas près de finir ²⁵⁶. »

La source de tous les maux est, pour Sismondi, la disproportion entre la production capitaliste et la répartition du revenu, conditionné par celle-ci ; ici il s'attaque au problème de l'accumulation qui nous intéresse.

Le thème dominant de sa critique à l'égard de l'économie classique est le suivant : la production capitaliste est encouragée à une extension illimitée sans qu'il soit le moins du monde tenu compte de la consommation, mais celle-ci est limitée par le revenu.

« Tous les économistes modernes, en effet, ont reconnu que la fortune publique, n'étant que l'agrégation des fortunes privées, naissait, s'augmentait, se distribuait, se détruisait par les mêmes procédés que celle de chaque particulier. Tous savaient fort bien que dans une fortune privée, la partie la plus essentielle à considérer c'est le revenu; que, sur le revenu doit se régler la consommation ou la dépense, sous peine de détruire le capital. Cependant, comme dans la fortune publique le capital de l'un devient le revenu de l'autre, ils ont été embarrassés à décider ce qui était capital, ce qui était revenu, et ils ont trouvé plus simple de retrancher le dernier absolument de leurs calculs.

« En négligeant une quantité aussi essentielle à déterminer, MM. Say et Ricardo sont arrivés à croire que la consommation était une puissance illimitée, ou du moins qu'elle n'avait point d'autres bornes que celles de la production, tandis qu'elle est bornée par le revenu. Ils ont annoncé que toute richesse produite trouverait toujours des consommateurs, et ils ont encouragé les producteurs à causer cet engorgement des marchés, qui fait aujourd'hui la détresse du monde civilisé, tandis qu'ils auraient dû avertir les producteurs qu'ils ne devaient compter que sur les consommateurs ayant un revenu ²⁵⁷. »

Sismondi fonde donc sa théorie sur une doctrine du revenu. Qu'est-ce qui est revenu et qu'est-ce qui est capital ? Il prête la plus grande attention à cette distinction et l'appelle « la question la plus délicate de l'économie politique ». Le quatrième chapitre du livre II est consacré à cette question. Sismondi commence son analyse, comme d'habitude, par une robinsonnade. Pour « le solitaire », la distinction entre capital et revenu « était encore confuse ». Ce n'est qu'en société qu'elle devint « essentielle ». (II, p. 83.) Mais même dans la

²⁵⁶ Op. cit. II, p. 463.

²⁵⁷ Op. cit. I. pp. 12-13.

société, cette distinction est très difficile, en particulier à cause de la fable que nous connaissons déjà, entretenue par l'économie bourgeoise et selon laquelle « *ce qui est capital pour l'un devient pour l'autre revenu* ». Et inversement. Sismondi reprend à son compte ce verbiage confus dont l'origine remonte à Smith et que Say avait élevé au rang de dogme et de justification de la paresse intellectuelle et de la superficialité :

« *La nature du capital et celle du revenu se confondent sans cesse dans notre imagination ; nous voyons ce qui est revenu pour l'un devenir capital pour l'autre, et le même objet, en passant de mains en mains, recevoir successivement différentes dénominations, tandis que sa valeur, qui se détache de l'objet consommé, semble une quantité métaphysique que l'un dépense et que l'autre échange, qui périt dans l'un avec l'objet lui-même, qui se renouvelle dans l'autre et dure autant que la circulation.* » (I, p. 84.)

Après cette introduction prometteuse, il s'attaque au problème difficile et déclare : toute richesse est le produit du travail. Le revenu est une partie de la richesse, par conséquent il doit avoir la même origine. Il est cependant « *usuel* » de distinguer trois sortes de revenu, que l'on appelle rente, profit et salaire et qui proviennent de trois sources différentes : « *de la terre, du capital accumulé et du travail* ». En ce qui concerne la première thèse, elle est naturellement inexacte, on comprend sous le terme de richesse, dans le sens social, la somme des objets utiles, des valeurs d'usage, mais aussi de la nature qui leur fournit les matériaux, et qui par ses forces seconde le travail humain. Le revenu, en revanche, représente une notion de valeur, à savoir l'étendue du pouvoir de l'individu ou des individus de disposer d'une partie de la richesse ou du produit social global. Comme Sismondi déclare que le revenu social est une partie de la « *richesse sociale* », en pourrait supposer qu'il comprend sous le nom de revenu de la société son fonds réel de consommation annuelle. La partie restante non consommée de la richesse serait alors le capital social et nous nous approcherions ainsi, du moins dans une faible mesure, de la distinction recherchée entre capital et revenu sur une base sociale. Mais, dès le moment suivant, Sismondi accepte la distinction « *usuelle* » entre trois sortes de revenu dont *l'une* seulement provient du « *capital accumulé* », tandis que pour les autres, il y a à côté du capital, la « *terre* » et le « *travail* ». Et immédiatement la notion de capital s'estompe à nouveau dans les brumes. Suivons cependant Sismondi plus avant. Il s'efforce d'expliquer dans leur genèse les trois sortes de revenus qui révèlent une base sociale antagoniste. A juste titre il prend pour point de départ un certain niveau de la productivité du travail.

« *En raison des progrès de l'industrie et de ceux de la science, qui ont soumis à l'homme toutes les forces de la nature, chaque ouvrier peut produire chaque jour plus et beaucoup plus qu'il n'a besoin de consommer.* » (I, p. 85.)

Après avoir ainsi souligné à juste titre que la productivité du travail est la condition inévitable et la base historique de l'exploitation, il donne pour la naissance effective de l'exploitation une explication qui va typiquement dans le sens de l'économie bourgeoise :

« Mais en même temps que son travail (de l'ouvrier, R. L.) produit la richesse, la richesse, s'il était appelé à en jouir, le rendrait peu propre au travail; aussi la richesse ne demeure presque jamais en la possession de celui qui exerce ses bras pour vivre. » (I, p. 85.)

Ayant ainsi fait, en accord avec les disciples de Ricardo et de Malthus, de l'exploitation et de l'antagonisme de classe l'aiguillon indispensable de la production, il en arrive à la cause réelle de l'exploitation : la séparation de la force de travail des moyens de production :

« L'ouvrier n'a point, en général, pu garder la propriété de la terre; cependant la terre a une puissance productive que le travail humain s'est contenté de diriger vers les usages de l'homme. Le maître de la terre sur laquelle le travail s'exécute, se réserve, comme compensations des avantages obtenus à l'aide de cette puissance productive, une part dans les fruits du travail auquel sa terre a coopéré. » (I. p. 86.)

Il s'agit ici de la rente. Plus loin :

« L'ouvrier n'a pas davantage, dans notre état de civilisation, pu conserver la propriété d'un fonds suffisant d'objets propres à la consommation, pour pouvoir vivre pendant qu'il exécutera le travail qu'il a entrepris, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un acheteur. Il n'a pas davantage en sa propriété les matières premières, souvent tirées de fort loin, sur lesquelles il doit exercer son industrie. Il a moins encore les machines compliquées, dispendieuses, par lesquelles son travail est facilité et rendu infiniment plus productif. Le riche, qui possède ces objets de consommation, ces matières premières et ces machines, peut se dispenser de travailler lui-même, car il est maître en quelque sorte du travail de l'ouvrier auquel il les fournit. Comme compensation des avantages qu'il a mis à sa portée, il prélève la part la plus importante des fruits de son travail. » (I. c., p. 78.)

Il s'agit là du profit capitaliste. Ce qui reste de la richesse après un double écrémage, effectué d'une part par le propriétaire foncier et d'autre part par le capitaliste, est le salaire, le revenu de l'ouvrier ; et Sismondi ajoute : *« Il petit le consommer sans reproduction »* (p. 87). Sismondi désigne ici comme marque distinctive du salaire - ainsi que de la rente - le fait de ne pas se reproduire, à la différence du capital. Mais ceci n'est exact que pour la rente et la partie consommée du profit capitaliste ; en revanche la partie du produit social consommée sous forme de salaire se reproduit ; elle devient la force de travail de l'ouvrier - pour lui-même comme marchandise qu'il peut toujours offrir à

nouveau sur le marché, et dont la vente lui permet de vivre ; et pour la société comme la forme matérielle et concrète du capital variable, qui doit toujours réapparaître dans la production totale annuelle si la reproduction ne doit pas connaître un déficit. Ces thèses sont admissibles jusqu'à présent. Nous n'avons appris que deux faits : la productivité du travail permet l'exploitation des travailleurs par des non-travailleurs, la séparation des travailleurs des moyens de production fait de l'exploitation des travailleurs la base effective de la répartition du revenu. Mais nous ignorons toujours ce qui est revenu et ce qui est capital ; Sismondi entreprend maintenant d'expliquer ce point. Comme il y a des gens qui ne peuvent danser qu'en partant du coin du feu, de même Sismondi doit toujours prendre son élan en partant de Robinson :

« Aux yeux du solitaire chez qui nous avons étudié d'abord la formation de la richesse, toute richesse n'était autre chose qu'une provision préparée d'avance pour le moment du besoin. Néanmoins il distinguait déjà deux choses dans cette provision : la partie que dans son économie il lui convenait de tenir en réserve pour son usage immédiat, ou à peu près immédiat, et celle dont il n'avait pas besoin avant le temps où il pourrait obtenir par elle une production nouvelle. Ainsi une partie de son blé devait le nourrir jusqu'aux futures moissons, une autre partie, mise en réserve pour la semence, devait fructifier dans l'année suivante. La formation de la société, et l'introduction des échanges, permit de multiplier presque indéfiniment cette semence, cette portion fructifiante de la richesse accumulée, et c'est celle qu'on a nommée le capital²⁵⁸. »

C'est plutôt ce qu'on pourrait nommer un galimatias. Par analogie avec la semence, Sismondi confond ici les moyens de production et le capital, ce qui est une double erreur. Premièrement, les moyens de production sont du capital, non pas en soi, mais seulement dans des conditions historiques bien déterminées. Deuxièmement, la notion de capital dépasse les moyens de production. Dans la société capitaliste - en posant comme données toutes les conditions que Sismondi ignore - les moyens de production ne sont qu'une partie du capital, à savoir le capital constant.

Sismondi est manifestement troublé parce qu'il essaie de mettre en relation la notion de capital avec des points de vue objectifs de la reproduction sociale. Aussi longtemps qu'il envisageait, comme plus haut, le capitaliste individuel, il comptait au nombre des parties composantes du capital, à côté des moyens de production, également les moyens de subsistance de l'ouvrier, ce qui de nouveau est faux du point de vue objectif de la reproduction du capital individuel. Mais dès qu'il essaie de considérer les bases concrètes de la reproduction sociale et qu'il se met à juste titre à distinguer entre moyens de consommation et moyens de production la notion de capital s'évanouit.

²⁵⁸ *Op. cit.* I, p. 88.

Sismondi sent lui-même qu'avec les moyens de production seuls ni la production, ni l'exploitation ne peuvent avoir lieu ; bien plus, il a l'intuition juste que le centre de gravité des rapports d'exploitation réside précisément dans l'échange avec la force de travail vivante. Après avoir réduit entièrement le capital au capital constant, il le ramène un instant après au capital variable :

« Le cultivateur, après avoir mis en réserve tout le blé dont il prévoyait qu'il aurait besoin jusqu'à la prochaine récolte, comprit qu'il lui convenait d'employer le surplus du blé qui lui restait, à nourrir d'autres hommes qui laboureraient pour lui la terre, et feraient naître de nouveau blé; qui fileraient et tisseraient ses chanvres et ses laines », etc. « En faisant cette opération, le cultivateur changeait une partie de son revenu en un capital; et c'est en effet toujours ainsi qu'un capitaliste nouveau se forme. Le blé qu'il avait récolté par delà celui qu'il devait manger pendant son propre travail, et par delà celui qu'il devait semer pour maintenir son exploitation au même point, était une richesse qu'il pouvait donner, dissiper, consommer dans l'oisiveté, sans en devenir plus pauvre : c'était un revenu; mais une fois qu'il l'avait employé à nourrir des ouvriers productifs; une fois qu'il l'avait échangé contre le travail, ou contre les fruits à venir du travail de ses laboureurs, de ses tisserands, de ses mineurs, c'était une valeur permanente, multipliant, et qui ne périssait plus, c'était un capital. » (I, p. 88).

Il y a ici un mélange de confusion et d'exactitude. Pour maintenir la production à l'ancien niveau, c'est-à-dire dans le cas de la reproduction simple, le capital constant semble être nécessaire, bien que ce capital constant soit réduit singulièrement à un capital circulant (semence), la reproduction du capital fixe étant tout à fait négligée. Cependant pour élargir la reproduction en vue de l'accumulation, le capital circulant est apparemment superflu : toute la partie capitalisée de la plus-value est transformée en salaires pour de nouveaux ouvriers qui, semble-t-il, travaillent dans un espace vide sans aucun moyen de production. Sismondi formule la même opinion de manière encore plus claire à un autre passage :

« Le riche fait donc le bien du pauvre lorsqu'il épargne sur son revenu pour ajouter à son capital, car faisant lui-même le partage de la production annuelle, tout ce qu'il nomme revenu, il le garde pour le consommer lui-même; toute ce qu'il nomme capital, il le cède au pauvre, pour que celui-ci en fasse son revenu. » (I, pp. 108-109.)

Mais en même temps Sismondi souligne excellemment le mystère de cette augmentation et l'acte de naissance du capital : la plus-value naît de l'échange du capital contre le travail, du capital variable, le capital naît de l'accumulation de la plus-value.

Avec tout cela cependant, nous n'avons pas beaucoup avancé dans la distinction entre le capital et le revenu. Sismondi essaie à présent de représen-

ter les différents éléments de la production et du revenu dans les portions correspondantes du produit social global :

« L'entrepreneur de travaux, de même que le laboureur, n'emploie point en semences toute sa richesse productive; il en consacre une partie aux bâtiments, aux usines, aux outils qui rendent le travail plus facile et plus productif; comme une partie de la richesse du laboureur avait été consacrée aux travaux permanents qui rendent la terre plus fertile. Ainsi nous voyons naître et se séparer successivement les différentes espèces de richesses. Une partie de celles que la société a accumulées, est consacrée par chacun de ses détenteurs à rendre le travail plus profitable en se consommant lentement, et à faire exécuter par les forces aveugles de la nature un travail humain; on la nomme le capital fixe, et elle comprend les défrichements, les canaux d'arrosage, les usines, les outils des métiers, et les mécanismes de toute espèce. Une seconde partie de la richesse est destinée à se consommer rapidement pour se reproduire dans l'ouvrage qu'elle fait accomplir, à changer sans cesse de forme en gardant la même valeur; cette partie, qu'on nomme le capital circulant, comprend en soi les semences, les matières premières destinées à être ouvrées, et les salaires. Enfin une troisième partie de la richesse se détache de cette seconde; c'est la valeur dont l'ouvrage achevé surpasse les avances qui l'ont fait taire - cette valeur, qu'on nomme le revenu des capitaux, est destinée à être consommée sans reproduction. » (I, pp. 13-14.)

Après avoir ainsi établi à grand peine la classification du produit social global, d'après les catégories incommensurables de capital fixe, capital circulant et plus-value, Sismondi montre immédiatement ensuite qu'il veut dire capital constant lorsqu'il parle de capital fixe et que, lorsqu'il parle de capital circulant il pense au capital variable car « tout *ce qui est créé* » est destiné à la consommation humaine, mais le capital fixe n'est consommé qu'« indirectement », en revanche le capital circulant « sert aux fonds qui sont destinés à nourrir les ouvriers sous forme de salaire ». Ainsi nous nous rapprocherions en quelque sorte de la division du produit total en capital constant (moyens de production), en capital variable (moyens de subsistance des ouvriers) et plus-value (moyens de subsistance des capitalistes). Toujours est-il que jusqu'à présent, les explications de Sismondi concernant ce sujet, considéré par lui-même comme fondamental, ne brillent pas par la clarté ; on ne constate dans ce désordre aucun progrès par rapport aux « blocs de pensée » de Smith.

Sismondi le ressent lui-même, et soupirant parce que ce mouvement de la richesse est tellement abstrait et demande une si grande force d'attention pour le bien saisir, il essaie à présent d'exposer le problème « dans la plus simple de toutes les opérations » (I, p. 95). Nous retournons donc au coin du feu, c'est-à-dire à Robinson avec cette seule différence que Robinson est maintenant un père de famille et pionnier de la politique coloniale.

« Un fermier solitaire dans une colonie éloignée, et à l'entrée des déserts, a récolté cent sacs de blé cette année ; il n'a point de marché où il puisse les porter ; ce blé, dans tous les cas, doit être consommé à peu près dans l'année ; autrement il n'aurait point de valeur pour le fermier ; mais celui-ci, avec sa famille, n'en mange que trente sacs ; ce sera sa dépense, c'est l'échange de son revenu, ils ne se reproduisent pour personne. Il appellera ensuite des ouvriers, il leur fera abattre des bois, dessécher des marais dans son voisinage, et mettre en culture une partie du désert. Ces ouvriers mangeront trente autres sacs de blé ; pour eux ce sera une dépense ; ils se seront mis en état de la faire, au prix de leur revenu, savoir leur travail ; pour le fermier ce sera un échange ; il aura converti ces trente sacs en capital fixe. (Il veut dire : pour ces trente sacs qu'ils reçoivent comme salaire, les ouvriers produisent des moyens de production que le fermier pourra utiliser pour élargir son capital fixe. Ici, Sismondi va jusqu'à transformer le capital variable en capital fixe ! R. L.) Enfin il lui reste quarante sacs ; il les sèmera cette année, au lieu de vingt qu'il avait semés l'année précédente, ce sera son capital circulant qu'il aura doublé. Ainsi les cent sacs se trouveront consommés ; mais sur ces cent il y en aura soixante-dix qui pour lui seront réellement placés, et qui reparaitront avec un grand accroissement, les uns dès la récolte prochaine, les autres à toutes les récoltes subséquentes.

« L'isolement même du fermier que nous venons de supposer nous fait mieux sentir les bornes d'une telle opération. S'il n'a trouvé à faire manger cette année que soixante sacs sur les cent qu'il a récoltés, qui mangera l'année suivante les deux cents sacs produits par l'augmentation de ses semailles ? On répondra sa famille, qui se multipliera. Sans doute ; mais les générations humaines ne croissent pas si vite que la subsistance. Si notre fermier avait des bras pour répéter chaque année l'opération supposée, sa récolte de blé doublerait toutes les années, et sa famille pourrait tout au plus doubler tous les vingt-cinq ans. » (I, p. 15-17.)

Malgré la puérilité de l'exemple, la question décisive est posée à la fin : où sont les débouchés pour la plus-value capitalisée ? L'accumulation du capital peut faire croître à l'infini la production de la société, mais qu'en est-il de la consommation de la société ? Celle-ci est déterminée par les différentes sortes de revenus. Sismondi traite de cet important sujet dans le cinquième chapitre du livre second : « *Partage du revenu national entre les diverses classes de citoyens* », où il s'efforce à nouveau de décrire les éléments du produit global de la société :

« Sous ce second point de vue, le revenu national se compose seulement de deux parties, l'une comprise dans la production annuelle, l'autre qui lui est étrangère ; la première est le profit qui naît de la richesse, la seconde est la puissance de travailler qui résulte de la vie. Sous le nom de richesse, nous comprenons cette fois la propriété territoriale aussi bien que les capitaux

; et sous le nom de profit, nous rangeons aussi bien le revenu net qui sera rendu aux propriétaires, que le bénéfice du capitaliste. » (I, p. 104-105.)

Donc tous les moyens de production sont éliminés du « *revenu national en tant que richesse* » ; mais le revenu national se divise en plus-value et en force de travail, ou plus exactement l'équivalent de celle-ci, le capital variable. Nous aurions donc ici, même si ce n'est pas suffisamment souligné, la division en capital constant, capital variable et plus-value. Tout de suite après, on voit cependant que Sismondi comprend par « *revenu national* » le produit social global annuel :

« *De même la production annuelle, ou le résultat de tous les travaux faits dans l'année par la nation, se compose de deux parties : l'une est la même dont nous venons de parler, le profit qui résulte de la richesse ; l'autre est la puissance de travailler, qui est supposée égale à la portion de richesse contre laquelle elle se donne en échange, ou à la substance de ceux qui travaillent.* » (I, p. 105.)

Ici le produit global de la société est divisé selon sa valeur en deux parties : capital variable et plus-value, le capital constant disparaît et nous retrouvons le dogme de Smith selon lequel le prix de toute marchandise se résout en $v + pl$ (ou se compose de $v + pl$), en d'autres termes, le produit total consiste uniquement en moyens de consommation (pour les ouvriers et pour les capitalistes).

Partant de là, Sismondi aborde la question de la réalisation du produit global. D'une part la somme des revenus dans la société se compose des salaires et des profits du capital ainsi que de la rente foncière, elle est donc représentée par $v + pl$; d'autre part le produit total de la société se divise également, en termes de valeur, en $v + pl$, si bien que « *le revenu national et la production annuelle se balancent mutuellement* » et doivent être égaux (en valeur) :

« *Toute la production annuelle est consommée annuellement, mais en partie par des ouvriers qui, donnant en échange leur travail, la convertissent en capital, et la reproduisent, en partie par des capitalistes qui, donnant en échange leur revenu, l'anéantissent.* » (I, p. 105.) « *La totalité du revenu annuel est destinée à être donnée en échange contre la totalité de la production annuelle.* » (I, p. 106.)

A partir de là Sismondi construit enfin, au sixième chapitre du livre second, intitulé : « *Détermination réciproque de la production par la consommation et de la dépense par le revenu* » la loi exacte de la reproduction, définie comme suit :

« *C'est le revenu de l'année passée qui doit payer la production de cette année* » (I, p. 120). Comment, à partir de telles prémisses l'accumulation capitaliste doit-elle se produire ? Si le produit total doit être consommé entiè-

rement par les ouvriers et les capitalistes, manifestement nous ne sortons pas de la reproduction simple et le problème de l'accumulation devient insoluble. En effet, la théorie de Sismondi aboutit à nier la possibilité de l'accumulation. Car qui achèterait le produit excédentaire dans le cas d'une extension de la reproduction, puisque toute la demande sociale est représentée par la somme des salaires des ouvriers et par la consommation personnelle des capitalistes ? Sismondi formule également l'impossibilité objective de l'accumulation dans la phrase suivante :

« On ne fait jamais, après tout, qu'échanger la totalité de la production de l'année (dans le cas de la reproduction élargie, R. L.) contre la totalité de la production de l'année précédente. Or, si la production croît graduellement, l'échange de chaque année doit causer une petite perte, en même temps qu'elle bonifie la condition future. » (I, p. 121.)

« En d'autres termes : l'accumulation doit, chaque année, au cours de la réalisation du produit total, donner naissance à un excédent invendable ». Mais Sismondi recule devant la toute dernière conséquence et se retire aussitôt sur « une ligne moyenne ». « Si cette perte est légère et bien répartie, chacun la supporte sans se plaindre sur son revenu ; c'est en cela même que consiste l'économie nationale, et la série de ces petits sacrifices augmente le capital et la fortune publique. » (I, p. 121.)

Si par contre l'accumulation se poursuit sans frein, alors l'excédent invendable devient une calamité publique et nous avons la *crise*. Ainsi l'expédient petit-bourgeois du ralentissement de l'accumulation est la solution offerte par Sismondi. Il ne cesse de polémiquer contre l'école classique, qui préconisait un développement illimité des forces productives et l'extension de la production, et son œuvre entière est une mise en garde contre les conséquences fatales d'une poursuite effrénée de l'accumulation.

L'exposé de Sismondi prouve qu'il était incapable de comprendre le processus de la reproduction dans son ensemble. A part sa tentative manquée de séparer d'un point de vue social les catégories de capital et de revenu, sa théorie de la reproduction souffre d'une erreur fondamentale, qui remonte à Adam Smith, à savoir l'idée que la consommation individuelle absorbe entièrement le produit annuel global sans laisser la plus petite portion de valeur pour le renouvellement du capital constant de la société, de même que l'accumulation ne consiste qu'en la transformation de la plus-value capitalisée en capital variable excédentaire. Cependant, si des critiques ultérieurs de Sismondi, comme par exemple le marxiste russe Ilyine (Lénine)²⁵⁹, croyaient que cette bévue fondamentale dans l'analyse de la valeur du produit global justifiait le

²⁵⁹ Vladimir Ilyine (Lénine), *Études et articles économiques*, Saint-Petersbourg, 1899 (en langue russe).

sourire triomphant avec lequel ils condamnaient la théorie sismondienne de l'accumulation comme caduque, comme un non-sens, ils démontraient seulement par là leur propre incapacité à voir le problème véritable traité par Sismondi. L'analyse de Marx, relevant le premier cette erreur grossière d'Adam Smith, est la preuve que le problème de l'accumulation est loin d'être résolu par la seule prise en considération de la partie de la valeur du produit global qui correspond au capital constant. Une preuve encore plus frappante en est le destin actuel de la théorie de Sismondi elle-même. Par sa conception, Sismondi a été entraîné dans une controverse très vive avec les représentants et les épigones de l'école classique : Ricardo, Say et Mac Culloch. Les deux camps soutenaient deux points de vue parfaitement opposés : Sismondi affirmait l'impossibilité de l'accumulation, tandis que Ricardo, Say et Mac Culloch proclamaient sa possibilité illimitée. Cependant, à l'égard de la bétise de Smith, les deux parties avaient la même position : comme Sismondi, ses adversaires faisaient abstraction du capital constant à propos de la reproduction; Say en particulier a perpétué le concept confus d'Adam Smith à propos de la division du produit global en $v + pl$, en faisant un dogme inébranlable.

Marx nous a appris que le produit social global doit contenir, outre les moyens de subsistance pour la consommation des ouvriers et des capitalistes ($v + pl$) des moyens de production (c) destinés à renouveler le capital usé, et que par conséquent l'accumulation ne consiste pas seulement dans l'accroissement du capital variable, mais aussi dans l'accroissement du capital constant ; mais cela ne suffit pas, comme l'a montré la suite amusante des événements, à résoudre le problème de l'accumulation. Nous verrons plus tard combien cette importance accordée à la part du capital constant dans le processus de la reproduction devait conduire à des erreurs nouvelles dans la théorie de l'accumulation. Il suffit ici de constater que l'erreur de Smith quant à la reproduction du capital global n'est pas une faiblesse particulière à la position de Sismondi, mais bien plutôt le terrain commun où se débattait la première controverse à propos du problème de l'accumulation. La science, et non seulement dans ce domaine, suit souvent des chemins détournés ; elle s'attaque souvent aux étages supérieurs de l'édifice avant que les fondements ne soient achevés ; de même l'économie bourgeoise s'est attaquée au problème compliqué de l'accumulation, sans avoir résolu le problème élémentaire de la reproduction simple. Quoi qu'il en soit, Sismondi a donné, avec sa critique de l'accumulation, du fil à retordre à l'économie bourgeoise, puisque celle-ci, malgré les faiblesses et les maladresses évidentes de ses déductions, n'a pas réussi à en venir à bout.

Mac Culloch contre Sismondi

Les mises en garde de Sismondi contre l'extension brutale de la domination capitaliste en Europe suscitèrent contre lui une violente opposition, venant de trois côtés : en Angleterre l'école de Ricardo, en France le plat épigone de Smith, Jean-Baptiste Say, et les saint-simoniens. Tandis qu'Owen, en Angle-

terre, en insistant sur les tares du système industriel et notamment sur la crise, rencontre souvent les idées de Sismondi, l'école de l'autre grand utopiste, Saint-Simon, qui mettait l'accent sur la conception universelle d'une vaste expansion industrielle, sur le développement illimité des forces productives du travail humain, était vivement troublée par le cri d'alarme de Sismondi. Mais ce qui nous intéresse ici, du point de vue théorique, c'est la controverse plus féconde entre Sismondi et les ricardiens. Au nom de ces derniers, et semble-t-il avec l'approbation de Ricardo lui-même, Marc Culloch le premier publiait en octobre 1819, donc tout de suite après la parution des *Nouveaux Principes* une polémique anonyme contre Sismondi dans *l'Edinburgh Review*²⁶⁰.

Sismondi répliqua par un article paru en 1820 dans les Annales de Jurisprudence de Rossi sous le titre : « Examen de cette question : le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire ?²⁶¹ »

Sismondi lui-même constate dans sa réponse que sa polémique d'alors était fortement marquée par les ombres de la crise commerciale de l'époque :

« Cette vérité que nous cherchons tous deux (Sismondi ne savait du reste pas, à l'époque où il écrivait cette réponse, qui était l'auteur anonyme de *l'Edinburgh Review*) est de la plus grande importance dans la circonstance actuelle. Elle peut être considérée comme fondamentale en économie politique.

²⁶⁰ L'article de *l'Edinburgh Review* était en réalité dirigé contre Owen. Sur 24 pages imprimées il s'attaque aux quatre écrits : *A New View of Society, or Essays on the Formation of Human Character, Observations on the Effects of the Manufacturing System, Two Memorials on Behalf of the Working Classes, presented to the Governments of America and Europe* ; et enfin, *Three Frocts, and an Account of Public Proceedings relative to the Employment of the Poor*.

L'auteur anonyme essaie de démontrer à Owen que ses idées de réforme n'attaquent pas le moins du monde les causes réelles de la misère du prolétariat anglais car ces causes réelles sont : l'époque transitoire du défrichement de terrains déserts (théorie de la rente foncière de Ricardo !), les droits de douane sur les blés et les Impôts élevés qui oppressent le fermier comme le fabricant. Donc libre-échange et laisser-faire - c'est l'alpha et l'omega. Dans le cas d'une accumulation sans entraves, chaque accroissement de la production créera pour lui-même un accroissement de la demande. Ici Owen est accusé d'une « ignorance totale » (on le renvoie à Say et à James Mill) : « In his reasonings, as well as in his places, Mr Owen shows himself profoundly ignorant of all the laws which regulate the production and distribution of wealth. »

Et l'auteur passe d'Owen à Sismondi, formulant alors la controverse de la manière suivante : « ... He (Owen) conceives that when competition is unchecked by any artificial regulations, and industry permitted to flow in its natural channels, the use of machinery may increase the supply of the several articles of wealth beyond the demand of them, and by creating an excess of all commodities, throw the working classes out of employment. This is the position which we hold to be fundamentally erroneous ; and as it is strongly insisted on by the celebrated M. de Sismondi in his *Nouveaux principes d'économle politique*, we must entreat the indulgence of our readers while we endeavour to point out its fallacy, and to demonstrate, that the power of consuming necessarily increases with very increase in the power of producing. » (*Edinburgh Review*, octobre 1819, p. 470.)

²⁶¹ Il nous a été impossible d'obtenir les annales de Rossi. L'article cependant est repris par Sismondi dans sa deuxième édition des *Nouveaux Principes* (R. L.).

Une détresse universelle se fait sentir dans le commerce, dans les manufactures et même dans l'agriculture, du moins dans celle de plusieurs pays. La souffrance est si prolongée, si extraordinaire, qu'après avoir porté le malheur dans des familles innombrables, l'inquiétude et le découragement dans toutes, elle compromet les bases elles-mêmes de l'ordre social... Deux explications opposées sont données de cette détresse publique qui cause tant d'effervescence. Vous en avez trop fait, disent les uns, vous n'en avez pas assez fait, disent les autres. L'équilibre ne se rétablira, disent les premiers, la paix et la prospérité ne renaîtront que lorsque vous aurez consommé tout ce surplus de marchandises qui reste invendu sur le marché et que vous aurez réglé à l'avenir votre production sur la demande des acheteurs; l'équilibre renaîtra, disent les autres, pourvu que vous redoubiez d'efforts pour accumuler tout comme pour produire. Vous vous trompez quand vous croyez que nos marchés sont encombrés; la moitié seulement de nos magasins est remplie, remplissons de même l'autre moitié : et ces nouvelles richesses en s'échangeant les unes contre les autres rendront la vie au commerce. » (l. c., p. 389.)

Ici Sismondi a souligné et formulé avec une clarté remarquable le véritable point crucial de la controverse.

En effet, toute la position de Mac Culloch repose sur l'affirmation que l'échange est en réalité un échange réciproque de marchandises. Selon lui, chaque marchandise ne représente pas seulement une offre, mais en même temps une demande. Le dialogue se présente de la manière suivante : Mac Culloch : « *La demande et la production sont des termes vraiment corrélatifs et convertibles. La production d'une espèce de bien, constitue la demande de l'autre. Ainsi il y a une demande pour une quantité donnée de produits agricoles quand une quantité de produits manufacturés, quand une quantité de produits agricoles qui ont occasionné la même dépense pour les produire est présentée comme son équivalent.* » (l.c., p. 470.)

La feinte du disciple de Ricardo est visible : il lui plaît de faire abstraction de la circulation monétaire et de raisonner comme si des marchandises étaient directement achetées et payées avec des marchandises.

Nous passons brusquement des conditions d'une production capitaliste hautement développée à l'époque du troc primitif tel qu'il prospère aujourd'hui encore à l'intérieur de l'Afrique. Il y a un grain de vérité dans cette mystification du fait que l'argent, dans la circulation simple de marchandises, joue uniquement le rôle d'intermédiaire. Mais c'est précisément l'intervention de cet intermédiaire qui a, dans la circulation $M - A - M$ (marchandise - argent - marchandise) séparé les deux transactions : vente et achat, et les a rendues indépendantes l'une de l'autre dans le temps et dans l'espace. C'est pourquoi d'une part chaque vente n'est pas obligatoirement suivie aussitôt de l'achat, et en outre l'achat et la vente ne sont pas du tout liés aux mêmes personnes ; en fait

ces deux transactions ne se passent que dans de rares cas exceptionnels entre les mêmes acteurs. Mac Culloch fait précisément cette supposition absurde en mettant en présence, comme acheteur et vendeur, l'industrie d'une part et l'agriculture de l'autre. La généralité de ces catégories, qui sont présentées dans leur totalité comme parties de l'échange, masque l'éparpillement réel de cette division du travail social qui mène à d'innombrables actes individuels d'échange au cours desquels la coïncidence des achats et des ventes des marchandises respectives fait figure de cas tout à fait exceptionnel. La conception simpliste qu'a Mac Culloch de l'acte d'échange rend parfaitement incompréhensible la signification économique et l'entrée en scène historique de l'argent, mettant directement sur le même plan la marchandise et l'argent, en prêtant à la première une échangeabilité directe.

Cependant, la réponse de Sismondi est assez maladroite.

Pour démontrer que la description que donne Mac Culloch de l'échange de marchandises n'est pas valable pour la production capitaliste, il nous mène à la Foire du Livre de Leipzig :

« Dans le commerce de librairie à Leipzig, chaque libraire arrive de toutes les parties de l'Allemagne, à la foire, avec quatre ou cinq éditions de livre qu'il a imprimés, formant chacune quarante à cinquante douzaines d'exemplaires; il les échange contre des assortiments, et il remporte chez lui deux cents douzaines de volumes, comme il en avait apporté deux cents douzaines. Seulement il avait apporté quatre ouvrages différents, et il en emporte deux cents. Voilà la demande et la production qui, selon le disciple de M. Ricardo, sont corrélatives et convertibles; l'une achète l'autre, l'une paye l'autre, l'une est la conséquence de l'autre ; mais selon nous, selon le libraire et selon le public, la demande et la consommation n'ont pas encore commencé. Le mauvais livre, pour avoir été échangé à Leipzig, n'en demeure pas moins invendu (quelle erreur de la part de Sismondi ! R. L.), il n'en encombrera pas moins les boutiques des marchands, soit que personne n'en veuille, soit que chacun en soit déjà pourvu. Les livres échangés à Leipzig ne s'écouleront que lorsque les libraires trouveront des particuliers qui non seulement les désirent, mais qui veuillent faire un sacrifice pour les retirer de la circulation. Ceux-là seuls forment une demande effective. » (II, p. 381.)

Malgré sa naïveté, l'exemple montre clairement que Sismondi ne s'est pas laissé influencer par la ruse de son adversaire et qu'a sait ce dont il s'agit au fond²⁶².

²⁶² La Foire du Livre de Leipzig, citée par Sismondi en guise de microcosme du marché mondial capitaliste, a du reste, après cinquante-cinq ans, fêté une résurrection joyeuse dans le « système scientifique » d'Eugène Dühring. Engels, en fustigeant le malheureux génie universel, explique cette Idée par le fait que Dühring se révèle en la circonstance « un authentique littérateur allemand », en se représentant les crises industrielles réelles d'après des crises Imaginaires à la Foire du Livre de

Ensuite, Mac Culloch essaie de faire passer la réflexion du plan de l'échange abstrait de marchandises et l'orienté vers des rapports sociaux concrets :

« Supposons pour donner un exemple, qu'un cultivateur ait avancé la nourriture et des habillements à cent laboureurs, et que ceux-ci aient fait naître pour lui une nourriture suffisante pour deux cents, tandis qu'un maître manufacturier a de son côté avancé la nourriture et le vêtement de cent ouvriers, qui lui ont fabriqué des vêtements pour deux cents. Alors le fermier, après avoir remplacé la nourriture de ses propres laboureurs, aurait à sa disposition la nourriture de cent autres, tandis que le manufacturier, après avoir remplacé les vêtements de ses propres ouvriers, aurait aussi cent vêtements à porter sur le marché. Dans ce cas, les deux articles seront échangés l'un contre l'autre; la nourriture surabondante constituant la demande des vêtements, et les vêtements surabondants constituant de la nourriture. » (II, p. 382-383.)

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus dans cette hypothèse : de l'ineptie de la construction qui dénature tous les rapports réels ou du sans-gêne avec lequel Mac Culloch pose a priori dans ses prémisses tout ce qui devait être prouvé, pour le déclarer ensuite comme « démontré ». En tout cas, la Foire du Livre de Leipzig apparaît à côté de cela comme le modèle d'une pensée profonde et réaliste. Pour prouver qu'il est toujours possible de créer une demande illimitée pour toutes les catégories de marchandises, Mac Culloch choisit comme exemple deux produits qui sont parmi les plus urgents et les plus élémentaires besoins de l'homme : la nourriture et le vêtement. Pour prouver que les marchandises peuvent être échangées en n'importe quelle quantité voulue, sans tenir compte du besoin de la société, il choisit un exemple où deux quantités de produits sont adaptées a priori aux besoins, où donc il n'y a socialement aucun excédent. Cependant il qualifie cette quantité nécessaire à la société d'un « surplus » - par rapport aux besoins personnels qu'ont les producteurs de leurs propres produits ; il peut ainsi démontrer brillamment que n'importe quel « surplus » de marchandises peut être échangé contre un « surplus » correspondant d'autres marchandises. Pour prouver enfin qu'on peut procéder à l'échange entre deux marchandises produites selon un mode privé d'économie - bien que leur quantité, leur coût de production, leur importance pour la société soient nécessairement différents selon leur nature - il choisit arbitrairement pour exemple deux quantités parfaitement égales de marchandises qui nécessitent les mêmes frais de production et ont une utilité générale identique pour la société. Bref, pour prouver que dans l'économie capitaliste privée anarchique au-

Leipzig, et en, expliquant la tempête sur la mer par la tempête dans un verre d'eau; or le « grand penseur » a fait, ici encore comme dans bien d'autres cas dénoncés par Engels, un triste emprunt à un autre auteur.

cune crise n'est possible, il construit une production strictement planifiée où n'existe aucune surproduction.

Mais notre astucieux Mac Culloch pousse la plaisanterie plus loin. Il s'agit dans ce débat du problème de l'accumulation. Le problème qui tourmentait Sismondi et avec lequel il tourmentait Ricardo et ses épigones était le suivant : où trouver des acheteurs pour l'excédent de marchandises si une partie de la plus-value, au lieu d'être consommée à titre privé par les capitalistes, est capitalisée, c'est-à-dire utilisée à élargir la production au-delà du revenu de la société ? Que devient la plus-value capitaliste et qui achète les marchandises dans lesquelles elle est investie ? Telle était la question posée par Sismondi. Et le plus bel ornement de l'école de Ricardo, son représentant officiel à la chaire de l'université londonienne, l'autorité pour les ministres anglais actuels du parti libéral comme pour la Cité de Londres, Mac Culloch y répond en fabriquant un exemple où aucune plus-value n'est produite ! Ses « capitalistes » ne se donnent la peine de cultiver la terre et de produire que pour l'amour de Dieu et de la production : tout le produit social, y compris le « surplus » suffit à peine aux besoins des ouvriers et aux salaires. tandis que le « fermier » et le « manufacturier » veillent à la production et à l'échange affamés et sans vêtements.

Sismondi s'écrie alors, avec une impatience justifiée :

« Au moment où nous cherchons ce que devient le surplus de la production des ouvriers sur leur consommation, il ne faut pas faire abstraction de ce surplus qui forme le bénéfice nécessaire du travail et la part nécessaire du maître. »

Le prophète vulgaire répond en multipliant par mille son ineptie. Il veut faire croire au lecteur qu'il y a « mille fermiers » et « mille manufacturiers » qui procèdent de la même manière géniale que chacun individuellement. Naturellement l'échange se passe de nouveau sans histoire, selon les vœux de tous. Enfin « supposons qu'en conséquence d'une application plus habile du travail et de l'introduction des machines », il double par hypothèse la productivité du travail, de telle manière que « chacun des mille fermiers, en avançant la nourriture et le vêtement de ses cent laboureurs, obtienne en retour de la nourriture ordinaire pour deux cents et de plus du sucre, du tabac et des raisins, égaux en valeur à cette nourriture, tandis que chaque maître manufacturier, en avançant la nourriture et le vêtement de cent ouvriers, obtiendra un retour consistant en vêtements ordinaires pour deux cents et en rubans, en dentelles et batistes » qui « coûteront une somme égale à produire et qui par conséquent auront une valeur échangeable égale à ces deux cents vêtements » (l. c., p. 391.)

Après avoir ainsi renversé la perspective historique, supposant d'abord la propriété capitaliste avec travail salarié, puis, à un stade ultérieur, ce haut niveau de productivité du travail qui seul rend possible l'exploitation, il imagine

à présent que ces progrès de la productivité du travail se poursuivent dans tous les domaines exactement au même rythme et que le produit excédentaire de chaque branche de production représente exactement la même valeur, qu'il se répartit exactement parmi le même nombre de personnes, puis il fait s'échanger entre eux les différents surproduits -et voilà ! - tous les produits s'échangent sans difficulté et sans laisser de reste à la satisfaction générale. C'est encore une des nombreuses autres inepties de Mac Culloch, que de nourrir maintenant ses « capitalistes » - qui jusqu'ici vivaient de l'air du temps et exerçaient leur profession dans le plus simple appareil - uniquement de sucre, de tabac et de raisin, et de les vêtir de rubans, de dentelles et de batistes.

Cependant sa plus belle invention est la pirouette qui lui permet d'esquiver le problème proprement dit. La question était de savoir ce qu'il advient de la plus-value capitalisée, c'est-à-dire de la plus-value utilisée, non à la consommation personnelle des capitalistes, mais à l'extension de la production. Mac Culloch résout le problème d'une part en ignorant totalement la production de la plus-value, et d'autre part... en utilisant la plus-value tout entière à la production de luxe. Mais qui achète cette nouvelle production de luxe ? D'après l'exemple de Mac Culloch, ce sont manifestement les capitalistes (ses fermiers, ses manufacturiers), puisque son exemple ne connaît en dehors d'eux que des ouvriers. Ainsi la plus-value entière est consommée pour la satisfaction personnelle des capitalistes, c'est-à-dire que nous avons là un exemple de reproduction simple. Mac Culloch répond donc à la question de la capitalisation de la plus-value soit en ignorant toute plus-value, soit en supposant, au moment même où il y a production de plus-value, une reproduction simple à la place de l'accumulation. Il se donne *l'apparence* de parler malgré tout de reproduction élargie - comme autrefois lorsqu'il prétendait traiter du « surplus » il usait d'une feinte en imaginant d'abord le cas impossible d'une production capitaliste sans plus-value, pour ensuite présenter au lecteur l'apparition du surproduit comme une extension de la production.

Sismondi n'était pas tout à fait à la hauteur de ces acrobaties du contorsionniste écossais. Lui, qui avait jusqu'alors repoussé pas à pas son adversaire et l'avait convaincu d'« *ineptie manifeste* », se trouble à présent au point décisif de la controverse. Il aurait dû déclarer froidement à son adversaire, à propos de la tirade citée plus haut : « Très honoré ami ! tout mon respect devant votre souplesse intellectuelle, mais vous cherchez à filer entre les doigts comme une anguille. Je pose tout le temps la question : qui achètera les produits excédentaires, si les capitalistes, au lieu de dissiper entièrement leur plus-value, l'emploient à des fins d'accumulation, c'est-à-dire à l'élargissement de la production ? Et vous me répondez : eh bien, ils élargiront la production en produisant des objets de luxe, qu'ils consommeront naturellement eux-mêmes. Mais c'est là un tour de passe-passe. Car, dans la mesure où les capitalistes dépensent la plus-value en achetant des objets de luxe pour eux-mêmes, ils la

consomment et n'accumulent pas. Mais il s'agit justement de savoir si l'accumulation est possible, et non pas du luxe personnel des capitalistes ! Répondez donc clairement, si vous le pouvez, ou bien allez au diable avec votre raisin et votre tabac ! » Au lieu de confondre ainsi ce vulgarisateur, Sismondi devient tout à coup moralisateur, pathétique et social. Il s'écrie :

« Qui demandera ? Qui jouira ? les maîtres ou les ouvriers, soit aux champs, soit à la ville ? Dans sa nouvelle supposition (de Mac Culloch), nous avons un superflu de produit, un bénéfice du travail, à qui demeurera-t-il ? » (II, pp. 394-395.)

Et il répond par la tirade suivante :

« Mais nous savons bien, et l'histoire du monde commerçant ne nous l'apprend que trop, que ce n'est pas l'ouvrier qui profite de la multiplication des produits du travail; son salaire n'est point augmenté; M. Ricardo lui-même a dit d'ailleurs qu'il ne doit point l'être, si l'on veut que la richesse ne cesse pas de s'accroître. Une funeste expérience nous apprend au contraire qu'il est presque toujours diminué en raison même de cette multiplication. Mais alors, quel est l'effet, comme bonheur public, de l'accroissement des richesses ? Notre auteur a supposé mille fermiers qui jouissent, pendant que cent mille laboroureux travaillent, mille chefs d'ateliers qui s'enrichissent, tandis que cent mille artisans sont maintenus sous leurs ordres. Le bonheur quelconque qui peut résulter de l'accroissement des frivoles jouissances du luxe n'est donc ressenti que par un centième de la nation. Ce centième, appelé à consommer tout le superflu du produit de toute la classe qui travaille, pourra-t-il bien y suffire, si, par le progrès des machines et des capitaux, cette production s'accroît sans cesse ? Dans la supposition qu'a faite l'auteur, toutes les fois que le produit national double, le maître de ferme ou d'atelier doit centupler sa consommation ; si la richesse nationale est aujourd'hui, grâce à l'invention de tant de machines, centuple de ce qu'elle était quand elle ne faisait que couvrir les frais de production, chaque maître doit aujourd'hui consommer des produits qui suffiraient pour faire vivre dix mille ouvriers. » (II, pp. 396-397.)

Et Sismondi croit avoir, une fois encore, saisi le point de départ des crises :

« Nous concevons, à la rigueur, qu'un homme riche peut consommer les produits manufacturés de dix mille ouvriers; c'est là ce que deviennent les rubans, les dentelles, les soieries dont l'auteur nous a indiqué l'origine. Mais un seul individu ne saurait consommer, dans la même proportion, les produits de l'agriculture; et les vins, les sucres, les épices que M. Ricardo a fait naître en échange, sont de trop pour la table d'un seul homme. (Sismondi, qui n'a identifié que plus tard l'auteur anonyme de la Edinburgh Review, soupçonnait tout d'abord Ricardo d'avoir écrit l'article, R.L.) Ils ne se vendront pas. ou plutôt la proportion entre les produits agricoles et manufacturiers, qui semblent la base de tout soit système, ne pourra plus se maintenir. » (II, pp. 397-398.)

Nous voyons donc comment Sismondi tombe dans le piège dressé par Mac Culloch : au lieu de refuser une réponse à la question de l'accumulation qui se réfère à la production de luxe il suit son adversaire sur ce terrain sans remarquer qu'il y a décalage, et ne trouve que deux choses à répondre. Tout d'abord il fait à Mac Culloch un reproche moral de faire profiter les capitalistes de la plus-value plutôt que la masse des travailleurs et il s'égare ainsi dans une polémique contre la répartition de l'économie capitaliste. D'autre part, partant de ce chemin latéral, il retrouve de manière inattendue, la route qui mène au problème primitif, il pose dès lors la question de la manière suivante : les capitalistes consomment donc eux-mêmes dans le luxe toute la plus-value. Soit ! Mais un homme est-il en mesure d'augmenter sa consommation aussi rapidement et de manière aussi illimitée que les progrès de la productivité du travail accroissent le surproduit ? Ici, Sismondi abandonne son propre problème. Au lieu de voir la difficulté de l'accumulation capitaliste dans le fait qu'il n'y a pas d'autres consommateurs que les ouvriers et les capitalistes, il découvre un problème de la reproduction simple dans les limites physiques de la capacité de consommation des capitalistes eux-mêmes. Comme la capacité d'absorption des capitalistes pour les objets de luxe ne peut augmenter au même rythme que la productivité du travail, donc que la plus-value, il en résulte nécessairement une surproduction et une crise. Nous avons déjà rencontré ce raisonnement chez Sismondi dans les Nouveaux Principes, et nous avons ici la preuve que lui-même ne voyait pas toujours clairement son problème. Ce n'est pas étonnant : il n'est pas possible de comprendre le problème de l'accumulation dans toute son acuité que si l'on a résolu le problème de la reproduction simple auquel, nous l'avons déjà vu, Sismondi se heurtait encore.

Malgré tout, Sismondi, dans cette première polémique avec les épiques de l'école classique, ne s'est absolument pas laissé vaincre. Au contraire, il a, en fin de compte, mis en déroute son adversaire. Tout en méconnaissant les bases les plus élémentaires de la reproduction sociale et en négligeant le capital constant, en accord sur ce point avec le dogme de Smith, Sismondi ne le cédait en rien ici à son adversaire : le capital constant n'existe pas non plus pour Mac Culloch, ses fermiers et ses manufacturiers se bornent à « avancer » la nourriture et les vêtements pour leurs ouvriers, et le produit social ne consiste qu'en nourriture et en vêtements. Si donc les deux adversaires commettent la même erreur élémentaire, Sismondi dépasse infiniment Mac Culloch par son intuition des contradictions du mode de production capitaliste. Quant au scepticisme de Sismondi à l'égard de la possibilité de réalisation de la plus-value, le disciple de Ricardo laisse finalement la question sans réponse. De même Sismondi lui est supérieur lorsqu'il oppose à la satisfaction béate du théoricien et de l'apologiste de l'harmonie pour qui « il n'y a pas d'excédent de la production au-delà de la demande, pas de resserrement du marché, pas de souffrances », le cri de détresse des prolétaires de Nottingham et lorsqu'il démontre que l'introduction des machines crée nécessairement « une population en surnombre » et

enfin notamment lorsqu'il souligne la tendance générale du marché mondial capitaliste avec ses contradictions. Mac Culloch conteste tout simplement la possibilité d'une surproduction générale, et il connaît un remède éprouvé pour chaque surproduction partielle :

« On peut objecter, continue le journaliste, que d'après le principe que la demande s'accroît toujours en raison de la production, on ne saurait expliquer les engorgements et la stagnation que produit un commerce désordonné. Nous répondrons très aisément : Un engorgement est un accroissement dans la production d'une classe particulière de marchandises, qui n'est point accompagné par un accroissement correspondant des marchandises qui devaient lui servir d'équivalent. Tandis que nos mille fermiers et nos mille maîtres manufacturiers échangent leurs produits respectifs, et s'offrent réciproquement un marché les uns aux autres, si mille nouveaux capitalistes viennent se joindre à leur société, et emploient chacun cent ouvriers en labourage, ils causeront sans doute un engorgement immédiat dans les produits agricoles, parce qu'il n'y aura point eu d'accroissement contemporain dans la production des articles manufacturés qui doivent les acheter. Mais qu'une moitié de ces nouveaux capitalistes deviennent manufacturiers, ils créeront alors des objets manufacturés suffisants pour acheter les produits bruts de l'autre moitié. Alors l'équilibre sera rétabli, et quinze cents fermiers échangeront avec quinze cents manufacturiers leurs produits respectifs, avec justement tout autant de facilité que les mille fermiers et les mille manufacturiers échangeaient auparavant les leurs. » (II, p. 318-391.)

A cette bouffonnerie qui se plait dans la confusion, Sismondi répond en attirant l'attention sur les transformations et les bouleversements réels du marché mondial qui se sont accomplis sous ses yeux :

« ... On a pu mettre en culture des pays barbares, et les révolutions politiques, le changement de système financier, la paix, ont fait arriver tout à la fois sur les ports des anciens pays agricoles, des cargaisons qui égalent presque toutes leurs récoltes. Les vastes provinces que la Russie a tout récemment civilisées sur la mer Noire, l'Égypte qui a changé de système de gouvernement, la Barbarie à qui la piraterie a été interdite, ont tout à coup vidé les greniers d'Odessa, d'Alexandrie et de Tunis, dans les ports de l'Italie, et ont amené sur les marchés une telle surabondance de blés, que, sur toute la longueur des côtes, l'industrie du fermier est devenue une industrie perdante. Le reste de l'Europe n'est pas à l'abri d'une révolution pareille, causée par l'immense étendue du pays nouveau qui a été tout à la fois mis en culture sur les rives du Mississipi, et qui exporte toits ses produits agricoles. L'influence même de la Nouvelle-Hollande pourra un jour être ruineuse pour l'industrie anglaise, si ce n'est quant au prix des denrées dont le transport est trop coûteux, du moins quant aux laines et aux autres produits agricoles plus faciles à transporter. » (II, p. 410.)

Quel était donc le conseil de Mac Culloch face à cette crise agraire dans le sud de l'Europe ? La moitié des nouveaux agriculteurs devaient devenir des fabricants ! A quoi Sismondi répond :

« Ce conseil ne peut pas s'appliquer sérieusement aux Tartares de la Crimée ou aux Fellahs d'Égypte. »

Et il ajoute :

« Le moment n'est même point encore venu d'établir de nouvelles manufactures dans les régions transatlantiques, ou la Nouvelle-Hollande. » (II, 401.)

On le voit, Sismondi a reconnu clairement que l'industrialisation des territoires d'outre-mer n'est qu'une question de temps. Mais il était aussi très conscient du fait que l'extension du marché mondial n'apporte pas de solution à la difficulté, mais ne fait que la reproduire à une échelle agrandie, provoquant nécessairement des crises encore plus puissantes. Il prévoyait les conséquences fâcheuses de la tendance à l'expansion du capitalisme : une exaspération de la concurrence, une anarchie encore plus grande de la production. Bien plus, il met le doigt sur la cause fondamentale des crises en formulant la *tendance* de la production capitaliste à dépasser toutes les limites du marché ; nous citons un passage très pénétrant :

« A plusieurs reprises, écrit-il à la fin de sa réplique à Mac Culloch, on a annoncé que l'équilibre se rétablissait, que le travail recommençait; mais une seule demande imprimait chaque fois un mouvement supérieur aux besoins réels du commerce, et celle activité nouvelle était bientôt suivie d'un plus pénible engorgement. » (II, 405-406.)

Devant ces éclairs de l'analyse de Sismondi, ces intuitions profondes des contradictions réelles du mouvement du capital, le cuistre de la chaire de l'Université de Londres, avec son verbiage sur les lois de l'harmonie et ses contredanses de mille fermiers enrubannés et de mille fabricants éméchés, est resté coi.

Ricardo contre Sismondi

Pour Ricardo, manifestement, l'affaire n'était pas réglée par la réponse de Mac Culloch aux objections théoriques de Sismondi. Cherchant la vérité, à la différence du « charlatan écossais », comme Marx appelle Mac Culloch, Ricardo avait gardé la modestie authentique d'un grand penseur²⁶³. Il avait été

²⁶³ Il est caractéristique, que lors de son élection au Parlement en 1819, et alors qu'il jouissait déjà de la plus grande considération à cause de ses écrits économiques, Ricardo ait écrit à un ami : « Vous saurez que je siège à la Chambre des Communes. Je crains de n'y être pas de grande utilité. Par deux fois j'ai essayé de prendre la parole, mais j'ai parlé avec beaucoup d'angoisse et je désespère de jamais pouvoir surmonter la peur qui m'étreint lorsque j'entends le son de ma voix. » (Lettres de

profondément impressionné par les attaques de Sismondi contre lui-même et contre son « disciple » - la preuve en est le changement radical de sa position dans la question de l'effet des machines. A Sismondi revient ici le mérite d'avoir, pour la première fois, montré les aspects déplaisants du capitalisme aux tenants de la doctrine classique de l'harmonie. Les apologistes de Ricardo avaient diffusé la thèse selon laquelle les machines pouvaient créer autant ou plus encore de possibilités de travail pour les salariés qu'elles ne leur en avaient pris en remplaçant le travail manuel. Cette théorie, dite de la compensation, fut critiquée violemment par Sismondi dans le livre IV des *Nouveaux Principes*, au chapitre 7 « *De la division du travail et des machines* », ainsi que dans le livre VII, au chapitre 7 qui porte le titre significatif suivant : « *De la population rendue superflue par l'invention des machines* ». Ses *Nouveaux Principes* avaient paru en 1819, deux ans après l'œuvre maîtresse de Ricardo.

En 1821, donc après la polémique entre Mac Culloch et Sismondi, Ricardo introduisit un nouveau chapitre dans la troisième édition de ses *Principes*²⁶⁴ où il reconnaît franchement son erreur et déclare, tout à fait dans le sens de Sismondi que « l'opinion des classes ouvrières sur les machines, qu'elles croient fatales à leurs intérêts, ne repose pas sur l'erreur et les préjugés, mais sur les principes les plus fermes, les plus nets de l'économie politique ». En même temps il se voit obligé comme Sismondi de se défendre contre l'accusation d'être l'ennemi du progrès technique ; mais il se disculpe moins brutalement que Sismondi - en utilisant un subterfuge, et déclarant que le mal n'intervient que peu à peu : « *Pour éclairer ce principe, j'ai supposé que le machinisme amélioré avait été découvert soudainement et employé dans toute son étendue. Mais en réalité ces découvertes n'interviennent que peu à peu et agissent davantage sur l'emploi du capital déjà épargné et accumulé que sur le retrait de capital des investissements déjà existants.* »

Mais le problème des crises et de l'accumulation continuait à préoccuper Ricardo lui aussi. Au cours de la dernière année de sa vie, en 1823, il passa quelques jours à Genève pour débattre personnellement avec Sismondi de ce problème et comme fruit de ces conversations parut, en mai 1824, dans la *Revue encyclopédique* l'article de Sismondi : *Sur la balance des consommations avec les productions*²⁶⁵.

Ricardo à Mac Culloch.) Des « angoisses » de cet ordre étaient parfaitement inconnues à ce bavard de Mac Culloch.

²⁶⁴ 31^o chapitre de l'édition française des *Principes d'Économie Politique et de l'impôt*, traduit de l'anglais par C. Debyser, Paris, Costes 1934, 2 volumes, p. 217.

²⁶⁵ Sismondi raconte à propos de cette discussion : « M. Ricardo, dont la mort récente a profondément affligé non seulement sa famille et ses amis, mais tous ceux qu'il a éclairés par ses lumières, tous ceux qu'il a échauffés par ses nobles sentiments, s'arrêta quelques jours à Genève dans la dernière année de sa vie. Nous discutâmes ensemble, à deux ou trois reprises, cette question fondamentale sur laquelle nous étions en opposition. Il apporta à son examen l'urbanité, la bonne foi, l'amour de

Dans ses *Principes*, Ricardo avait complètement repris à son compte dans cette question décisive, la doctrine de l'harmonie des rapports entre la production et la consommation élaborée par Say. Au chapitre XXI, il écrit : « *Cependant M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante, qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande des produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate ou contribuer à la production future. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne* » (p. 89).

Dans les *Nouveaux Principes* déjà, Sismondi avait violemment attaqué cette conception de Ricardo, et le débat oral tournait entièrement autour de ce problème. Ricardo ne pouvait nier le fait de la crise qui venait justement d'éclater en Angleterre et dans d'autres pays. Il s'agissait uniquement de l'expliquer.

Sismondi et Ricardo s'étaient mis d'accord, dès le début de la discussion, sur une formulation remarquablement claire et précise du problème, éliminant tous deux la question du commerce extérieur. Sismondi comprenait sans doute l'importance et la nécessité du commerce extérieur pour la production capitaliste et son besoin d'expansion. Sur ce point il ne le cédait en rien à l'école libre-échangiste de Ricardo. Bien plus il la surpassait considérablement par sa conception dialectique de cette tendance expansionniste du capital. Il disait ouvertement que l'industrie « *est toujours plus réduite à chercher ses débouchés dans les marchés étrangers, où de plus grandes révolutions la menacent* » (I, p. 361)²⁶⁶ ; il prédit, comme nous l'avons vu, la naissance d'une concurrence dangereuse pour l'industrie européenne dans les pays d'outre-mer ; c'était là, en 1820, un exploit méritoire qui révélait l'intuition profonde qu'avait Sismondi des relations économiques internationales du capitalisme. Néanmoins Sismondi était loin de concevoir le problème de la réalisation de la plus-value, le problème de l'accumulation comme lié au commerce extérieur, seul capable d'y apporter une solution, ainsi que des critiques ultérieurs ont cherché à le lui faire dire. Au contraire, Sismondi écrit lui-même expressément, dès le livre II, au chapitre 6 :

« *Pour suivre ces formules avec plus de sûreté, et simplifier ces questions, nous faisons, jusqu'à présent complètement abstraction du commerce*

la vérité qui le distinguaient et une clarté à laquelle ses disciples eux-mêmes ne se seraient pas attendus, accoutumés qu'ils étaient aux efforts d'abstraction qu'il exigeait d'eux dans le cabinet. »

L'article « *Sur la balance* » est reproduit dans la deuxième édition des *Nouveaux Principes*, tome II, p. 408 et suiv.

²⁶⁶ Livre IV, chap. 4, « Comment la richesse commerciale sait l'accroissement du revenu ».

étranger, et nous supposons une nation isolée; la société humaine est elle-même cette nation isolée, et tout ce qui serait vrai d'une nation sans commerce, est également vrai du genre humain. » (I, p. 115.)

En d'autres termes : en considérant le marché mondial tout entier comme une société produisant exclusivement selon le mode capitaliste, Sismondi posait le problème sur les mêmes bases que plus tard Marx. Il se mit également d'accord sur cette hypothèse de départ avec Ricardo :

« Nous écartions l'un et l'autre de la question qui nous occupait le cas d'une nation qui vendrait plus aux étrangers qu'elle ne leur achèterait, qui, pour une production croissante au-dedans, trouverait un marché croissant au dehors. » (II, p. 412.) « ... Or la question n'est pas pour nous de déterminer si des chances de guerre ou de politique ne peuvent pas donner à une nation de nouveaux consommateurs : il faut prouver qu'elle se les crée à elle-même lorsqu'elle augmente sa production. » (II, p. 415.) Sismondi formule ainsi le problème de la réalisation de la plus-value avec toute la précision possible tel qu'il se présente à nous pendant toute l'époque ultérieure dans l'économie politique. Ricardo affirme en effet - suivant sur ce point les traces de Say, comme nous l'avons vu et comme nous le verrons encore - que la production crée elle-même ses propres débouchés.

La thèse formulée par Ricardo dans la controverse avec Sismondi était la suivante :

« Supposons cent laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricants en laine, produisant mille aunes d'étoffe, faisons abstraction de tous les autres produits utiles à l'homme, de tous les intermédiaires entre eux, ne voyons qu'eux dans le monde : ils échangent leurs mille aunes contre leurs mille sacs; supposons par les progrès successifs de l'industrie, les pouvoirs productifs du travail accrus d'un dixième; les mêmes hommes échangent onze cents aunes contre onze cents sacs, et chacun d'eux se trouve mieux vêtu et mieux nourri; un nouveau progrès fait échanger douze cents aunes contre douze cents sacs, et ainsi de suite; l'accroissement du produit ne fait jamais qu'augmenter les jouissances de ceux qui produisent. » (II, p. 416.)

On est confus de devoir constater que les déductions du grand Ricardo se situent à un niveau encore plus bas que celles du « charlatan écossais » Mac Culloch. De nouveau nous sommes conviés à assister en spectateurs à une contredanse gracieuse et harmonieuse entre les « aunes » et les « sacs » ; et précisément ce qui était à démontrer, à savoir leur proportionnalité réciproque, est tout simplement supposé à l'avance. Il y a mieux encore : toutes les prémisses du problème dont il s'agissait sont simplement laissées de côté. Le problème, l'objet de la controverse - répétons-le une fois de plus - consistait en ceci : qui consommera et achètera l'excédent de produits qui surgit lorsque les capitalistes produisent des marchandises au-delà de la consommation de leurs ou-

vriers et de leur consommation personnelle, c'est-à-dire lorsqu'ils capitalisent une partie de la plus-value, l'utilisant à élargir la production, à agrandir le capital ? A cela Ricardo répond sans mentionner d'un seul mot l'augmentation de capital. Ce qu'il nous dépeint au cours des diverses étapes de la production est simplement une croissance progressive de la productivité du travail. D'après son hypothèse on produit, toujours avec le même nombre de travailleurs, tout d'abord mille sacs de blé et mille aunes d'étoffe, puis onze cents sacs et onze cents aunes, enfin douze cents sacs et douze cents aunes et ainsi de suite en un gracieux crescendo. Sans compter que cette idée d'un mouvement uniforme de marche des deux côtés, à un rythme tout militaire, et de la conformité même du nombre d'objets à échanger, est ennuyeuse, il n'est pas question dans tout cet exemple d'un accroissement de capital. Nous avons affaire ici non pas à une reproduction élargie, mais à une reproduction simple accompagnée d'un accroissement de la masse des valeurs d'usage, mais non de la valeur du produit social global. Comme ce n'est pas le volume des valeurs d'usage mais simplement la grandeur de valeur qui entre en ligne de compte dans l'échange et que cette dernière, dans l'exemple, reste toujours identique, Ricardo n'avance pas d'un seul pas, même s'il semble analyser un élargissement continu de la production. Enfin chez Ricardo les catégories déterminantes de la reproduction n'existent pas. Mac Culloch fait d'abord produire ses capitalistes sans plus-value, et vivre de l'air du temps, mais du moins reconnaît-il l'existence des ouvriers et indique-t-il leur consommation. Chez Ricardo il n'est pas même question d'ouvriers et la distinction entre capital variable et plus-value n'existe pas. On ne s'étonnera donc pas que Ricardo, exactement comme son disciple, fasse complètement abstraction du capital constant : il prétend résoudre le problème de la réalisation de la plus-value et de l'extension du capital à partir de la seule hypothèse qu'une certaine quantité de marchandises sont échangées réciproquement.

Sismondi ne voit pas que la discussion a changé de terrain; il s'efforce honnêtement de ramener sur terre les rêveries de son célèbre hôte et adversaire, dont les prémisses comme il dit en s'en plaignant, « *font abstraction du temps et de l'espace comme le feraient les métaphysiciens allemands* » (p. 424), et de les analyser dans leurs contradictions invisibles. Il greffe l'hypothèse de Ricardo sur « *la société dans son organisation actuelle, avec des ouvriers sans propriété, dont le salaire est fixé par la concurrence et que leur maître peut congédier dès qu'il n'a plus besoin de leur travail* », car, observe Sismondi aussi justement que modestement « *c'est précisément sur cette organisation sociale que porte notre objection* » (p. 417).

Et il dénonce les difficultés et conflits nombreux auxquels sont liés les progrès de la productivité du travail dans des conditions capitalistes. Il démontre que les transformations supposées par Ricardo dans la technique du travail ne peuvent conduire, sur le plan social, qu'à l'alternative suivante : ou

bien un certain nombre d'ouvriers correspondant à la croissance de la productivité seront licenciés, et il y aura alors d'une part un excédent de produits, et d'autre part du chômage et de la misère - un reflet fidèle de la société actuelle ; ou bien le produit excédentaire sera utilisé pour maintenir le même nombre d'ouvriers mais dans une nouvelle branche de la production : la production de luxe. Arrivé à ce point, Sismondi se hisse à un niveau incontestable de supériorité par rapport à Ricardo. Il se souvient brusquement de l'existence du capital constant et maintenant c'est lui qui prend violemment à partie le classique anglais :

« Pour fonder une nouvelle manufacture, une manufacture de luxe, il faut aussi un nouveau capital; il faut construire des machines, faire arriver des matières premières, donner de l'activité à un commerce lointain, car les riches se contentent rarement des jouissances qui naissent sous leurs pas. Où trouverons-nous cependant ce capital nouveau, peut-être beaucoup plus considérable que celui que demande l'agriculture ?

« Nos ouvriers de luxe sont bien loin encore de manger le blé de nos laboureurs, de porter les habits de nos manufactures communes; ils ne sont pas formés, ils ne sont peut-être pas nés, leurs métiers n'existent pas, les matières sur lesquelles ils doivent travailler ne sont pas arrivées de l'Inde. Tous ceux à qui ils devaient distribuer leur pain l'attendent en vain. » (II, p. 425-426.)

Sismondi tient compte à présent du capital constant, non seulement dans la production de luxe, mais encore dans l'agriculture et il objecte à Ricardo :

« Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose que l'agriculteur qui, par une découverte mécanique ou d'industrie rurale, trouve moyen d'augmenter d'un tiers les pouvoirs productifs de ses ouvriers, trouvera aussi un capital suffisant pour augmenter d'un tiers son exploitation, pour accroître d'un tiers ses instruments d'agriculture, ses équipages, son bétail, ses greniers, et le capital circulant qui doit lui servir à attendre ses rentrées. » (II, p. 429.)

Sismondi rompt ici avec la fable de l'école classique qui prétendait que dans le cas d'un élargissement du capital tout le capital additionnel serait dépensé en salaires ou capital variable ; il se sépare clairement sur ce point de la théorie de Ricardo - ce qui ne l'empêcha pas, soit dit en passant, de laisser passer telles quelles toutes les erreurs grossières découlant de cette même théorie trois ans plus tard, dans la deuxième édition de ses *Nouveaux Principes*. Face à la doctrine de l'harmonie de Ricardo, Sismondi souligne donc deux points essentiels : d'une part les difficultés objectives de la reproduction élargie qui dans la réalité capitaliste ne se produit pas aussi aisément que dans l'hypothèse confuse de Ricardo et, d'autre part, le fait que chaque progrès technique de la productivité du travail social est obtenu dans des conditions capitalistes aux dé-

pens de la classe ouvrière au prix des souffrances de cette dernière. Enfin Sismondi démontre sa supériorité à l'égard de Ricardo sur un troisième point important : il représente les larges horizons historiques d'une conception dialectique en face de l'étroitesse bornée de Ricardo qui n'envisage aucune forme de société en dehors de l'économie bourgeoise ; il s'écrie :

« Nos yeux se sont tellement faits à cette organisation nouvelle de la société, à cette concurrence universelle qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante, que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts. On croit me répondre par l'absurde, en opposant les vices des systèmes précédents. Deux ou trois systèmes se sont succédé en effet, quant à l'organisation des classes inférieures de la société; mais, parce qu'ils ne sont pas regrettables, parce qu'après avoir fait d'abord un peu de bien, ils firent peser ensuite d'effroyables calamités sur l'espèce humaine, en peut-on conclure que nous soyons entrés aujourd'hui dans le vrai ? Que nous ne découvrirons pas le vice fondamental du système des journaliers, comme nous avons découvert celui de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers ? Lorsque ces trois systèmes étaient en vigueur, on ne concevait pas, de même, ce qui pourrait venir ensuite : la correction de l'ordre existant aurait paru, de même, ou impossible ou absurde. Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. » (II, p. 435-436.)

Sismondi montre son intuition profonde des rapports historiques dans cette formule, où il distinguait avec une acuité toute épigrammatique le rôle du prolétariat dans la société moderne du rôle du prolétariat dans la société romaine. Il ne montre pas moins de profondeur dans sa polémique contre Ricardo, en analysant les caractères économiques particuliers du système esclavagiste et de l'économie féodale ainsi que leur importance historique relative, enfin en constatant la tendance générale et prédominante de l'économie bourgeoise qui est de « séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail » (II, p. 434). Pas plus que la première, la seconde controverse de Sismondi avec l'école classique ne s'est donc terminée par la victoire de son adversaire²⁶⁷.

²⁶⁷ C'est pourquoi, lorsque Tougan-Baranowsky, défendant les vues de Say et de Ricardo, soutient, au sujet de la controverse entre Sismondi et Ricardo que Sismondi était obligé de « reconnaître la justesse de la doctrine qu'il combattait et de faire toutes les concessions nécessaires à son adversaire » et que Sismondi avait « abandonné sa propre théorie qui jusqu'à aujourd'hui a tant de partisans », et enfin que « la victoire dans cette controverse se trouvait du côté de Ricardo » (*Studien zur Theorie and Geschichte der Handelskrisen in England*, 1901, p. 176). il fait preuve d'une légèreté de jugement telle que - pour employer un terme indulgent - nous n'en connaissons que peu d'exemples dans un ouvrage scientifique sérieux.

Say contre Sismondi

L'article de Sismondi paru dans le cahier de mai 1824 de la *Revue Encyclopédique* et dirigé contre Ricardo attira enfin sur la scène publique le « prince de la science économique »²⁶⁸ de l'époque, le prétendu représentant, héritier et vulgarisateur de l'école de Smith sur le continent, Jean-Baptiste Say. Au mois de juillet de la même année, Say, après avoir déjà polémique dans ses lettres à Malthus contre la doctrine de Sismondi, répliqua dans la *Revue Encyclopédique* par un article intitulé « Balance des consommations avec les productions », article auquel Sismondi répondit à son tour par une courte réplique. La succession des joutes polémiques était donc dans l'ordre inverse de la succession des dépendances théoriques ; c'était Say en effet qui, le premier, avait communiqué à Ricardo sa doctrine de l'équilibre voulu par Dieu entre la production et la consommation et, par l'intermédiaire de Ricardo, l'avait transmise à Mac Culloch. Dès 1803, Say écrivait, dans son *Traité d'économie politique*, livre I, chapitre 22 : « *Des débouchés* », la formule lapidaire suivante : « L'argent ne remplit qu'un office passager dans ce double échange. Les échanges terminés, il se trouve qu'on a payé des produits avec des produits. En conséquence, quand une nation a trop de produits dans un genre, le moyen de les écouler est d'en créer d'un autre genre²⁶⁹. » Nous trouvons dans cette phrase la formulation la plus connue de la mystification qui fut acceptée tant par l'école de Ricardo que par les économistes vulgaires comme la pierre angulaire de la doctrine de l'harmonie²⁷⁰. L'œuvre maîtresse de Sismondi constitue au fond une polémique continue contre cette phrase. A présent, dans la *Revue Encyclopédique*, Say renverse la vapeur et accomplit un revirement déconcertant : « ... Que si l'on objectait que chaque société humaine, au moyen de l'intelligence de l'homme et du parti qu'il sait tirer des agents que lui fournissent la nature et les arts peut produire de toutes les choses propres à satisfaire ses besoins et à multiplier ses jouissances, une quantité supérieure à ce que la même société peut en consommer, je demanderais alors comment il arrive que nous ne con-

²⁶⁸ En français dans le texte.

²⁶⁹ J.-B. Say. *Traité d'économie politique*, Paris, 1803, tome I, p. 154.

²⁷⁰ En réalité le seul mérite de Say est d'avoir formulé de manière prétentieuse et dogmatique une idée émise par un autre. Comme le fait observer Bergmann dans son *Histoire des théories des crises* (Stuttgart, 1895), on trouve déjà des idées analogues sur l'identité de l'offre et de la demande ainsi que sur l'équilibre naturel des deux facteurs chez Josiah Tucker (1752), chez Turgot dans ses notes, dans l'édition française du pamphlet de Tucker, chez Quesnay, Dupont de Nemours et d'autres encore. Malgré cela, ce « pleurnichard » de Say - comme Marx l'appelle une fois - réclame pour lui, le théoricien de l'harmonie, l'honneur d'avoir découvert la « Théorie des débouchés » et il compare modestement son œuvre avec la découverte de la théorie de la chaleur, du levier et des plans inclinés ! (Voir son Introduction et sa table des matières pour la 6^e édition de son *Traité* en 1841 : « C'est la théorie des échanges et des débouchés - telle qu'elle est développée dans cet ouvrage - qui changera la politique du monde. » pp. 51 et 626.) James Mill développe les mêmes points de vue dans son *Commerce defended*, paru en 1808. Marx l'appelle le véritable père de la théorie de l'équilibre naturel entre production et débouchés.

naissions aucune nation qui soit complètement approvisionnée, puisque, même chez celles qui passent pour florissantes, sept huitièmes de la population manquent d'une multitude de produits regardés comme nécessaires, je ne dirai pas dans une famille opulente mais dans un ménage modeste ? J'habite en ce moment un village situé dans un des cantons les plus riches de France. Cependant sur vingt maisons, il en contient dix-neuf où je n'aperçois en y entrant qu'une nourriture grossière et rien de ce qui sert de complément au bien-être des familles, aucune de ces choses que les Anglais nomment confortables...²⁷¹ »

Il faut admirer l'effronterie de l'excellent Say. C'était lui qui affirmait qu'il ne peut y avoir aucune difficulté dans l'économie capitaliste, aucun excédent, aucune crise, aucune misère ; puisque les marchandises s'achètent les unes les autres, il suffit de produire toujours davantage pour tout résoudre pour le mieux. Grâce à lui ce principe est devenu le dogme de la doctrine de l'harmonie chère aux économistes vulgaires. Sismondi, par contre, avait élevé une protestation sévère contre cette affirmation et en avait montré l'inconsistance ; il avait souligné qu'il n'est pas possible d'écouler n'importe quelle quantité de marchandises, mais que la réalisation des marchandises trouve sa limite extrême à chaque instant dans le revenu de la société, c'est-à-dire $v + pl$. Or les salaires des ouvriers étant réduits au strict minimum vital et la capacité de consommation de la classe capitaliste ayant également ses limites naturelles, l'extension de la production conduit, écrit Sismondi, à des engorgements du marché, à des crises et à la misère accrue dans les masses populaires. La réplique de Say est magistrale dans sa feinte naïveté : mais si vous affirmez qu'on peut produire trop de produits d'une façon générale, comment se fait-il qu'il y ait dans notre société tant d'indigents, tant d'affamés, tant de gens qui ne sont pas vêtus ? « *Explique-moi, comte Oerindur, cette contradiction de la nature ?* » La force de la position de Say réside dans le fait qu'il ignore la circulation monétaire et qu'il opère par un échange direct de marchandises ; il insinue maintenant que c'est son adversaire qui parlerait d'un surplus de produits, non pas par rapport aux moyens de paiement de la société, mais par rapport à ses besoins réels ! Or précisément sur ce point cardinal de ses déductions, Sismondi n'avait vraiment laissé aucune ambiguïté. Ne dit-il pas expressément au livre II, chapitre 6 de ses *Nouveaux Principes* :

« *Alors même que la société compte un très grand nombre d'individus mal nourris, mal vêtus, mal logés, elle ne veut que ce qu'elle peut acheter, et elle ne peut acheter qu'avec son revenu.* » (II, p. 460.)

Un peu plus loin Say l'admet lui-même, mais en même temps il impute une autre thèse à son adversaire :

²⁷¹ *Revue Encyclopédique*, tome 23, juillet 1824, p. 20.

« Ce ne sont donc point les consommateurs qui manquent dans une nation, mais les moyens d'acheter. M. de Sismondi croit que ces moyens seront plus étendus, quand les produits seront plus rares, conséquemment plus chers, et que leur production procurera un plus ample salaire aux travailleurs »²⁷². »

Voici comment Say essaie de dégrader, en l'adaptant à son propre système de pensée vulgaire ou plus exactement à son système de bavardage, la théorie de Sismondi qui attaquait les bases mêmes de l'organisation capitaliste, l'anarchie de la production et tout son mode de distribution : il travestit les *Nouveaux Principes* en un plaidoyer en faveur de la « rareté » des marchandises et de la cherté des prix. Par contre il entonne un hymne à la gloire de l'accumulation capitaliste ; si la production est plus animée, affirme-t-il, la main-d'œuvre plus nombreuse et la production élargie, « *les nations seront mieux pourvues et plus généralement pourvues* », il vante la situation des pays développés industriellement, les opposant à la misère du Moyen Age. Au contraire il estime les « maximes » de Sismondi très dangereuses pour la société bourgeoise.

« Pourquoi appelle-t-il l'examen sur les lois qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie ? Un pareil examen paralyserait l'esprit d'entreprise; la seule crainte que le pouvoir n'intervienne dans les conventions privées est un fléau et nuit à la prospérité d'une nation »²⁷³. »

Sismondi, sans se laisser troubler par les discours bavards de Say à la gloire du capitalisme, ramène la discussion sur son terrain fondamental :

« Mais certes, le n'ai jamais nié que la France ait pu doubler sa population, et quadrupler sa consommation depuis le temps de Louis XIV, comme il me l'oppose; seulement j'ai prétendu que la multiplication des produits était un bien quand elle était demandée, payée, consommée; qu'elle était un mal au contraire, quand n'étant point demandée, tout espoir du producteur était d'enlever un consommateur aux produits d'une industrie rivale. J'ai cherché à faire voir que la marche naturelle des nations était l'augmentation progressive de leur prospérité, l'augmentation en conséquence de leur demande de nouveaux produits, et de leur moyen de les payer. Mais que la conséquence de nos insti-

²⁷² Revue Encyclopédique, *ibid.*, p. 21.

²⁷³ *Revue Encyclopédique*, *ibid.*, p. 29. Say accuse Sismondi d'être l'ennemi juré de la société bourgeoise dans la péroraison pathétique que voici : « C'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence dirigée à son préjudice. Quoi, parce que la société garantit à toute espèce d'entrepreneur la libre disposition de ses capitaux, c'est-à-dire de sa propriété, elle dépouille l'homme qui travaille ! Je le répète : rien de plus dangereux que des vues qui conduisent à régler l'usage des propriétés. » Car « les bras et les facultés » « sont aussi des propriétés ! »

tutions, de notre législation, ayant été de dépouiller la classe travaillante de toute propriété et de toute garantie, l'avait en même temps poussée à un travail désordonné, qui n'était point en rapport avec la demande ni avec les moyens d'acheter, et qui aggravait en conséquence sa misère. » (II, p. 462-463.)

Et il conclut le débat en invitant le prophète de l'harmonie à réfléchir sur les conditions « ... que représentent les nations opulentes, où la misère publique ne cesse de s'accroître avec la richesse matérielle, et où la classe qui produit tout, est chaque jour plus près d'être réduite à ne jouir de rien. » (II, p. 464.) C'est sur cette dissonance aiguë à propos des contradictions capitalistes que s'achève la première polémique autour du problème de l'accumulation du capital.

Un aperçu sur le déroulement et les résultats de cette première controverse nous oblige à deux constatations :

1° Malgré toute la confusion qui règne dans son analyse, la supériorité de Sismondi à l'égard de l'école de Ricardo comme à l'égard du prétendu chef de file de l'école de Smith est manifeste : Sismondi considère les choses du point de vue de la reproduction, il cherche à saisir les notions de valeur (capital et revenu) et les éléments concrets (moyens de production et moyens de consommation) pour autant qu'il le peut, dans leurs rapports réciproques, dans l'ensemble du processus social. Sur ce point, c'est d'Adam Smith qu'il est le plus proche, à la seule différence que les contradictions du processus global, qui chez Smith apparaissent comme théoriques et subjectives, sont délibérément présentées par Sismondi comme la clé de son analyse, et qu'il traite du problème de l'accumulation du capital comme en étant le point crucial et la difficulté principale. En ceci Sismondi marque un progrès incontestable par rapport à Smith, tandis que Ricardo et ses épigones, ainsi que J.-B. Say, s'en tiennent tout au long du débat aux notions de la circulation simple des marchandises ; ils ne connaissent que la formule $M - A - M$ (marchandises - argent - marchandises), l'altérant encore en la réduisant à un échange direct de marchandises ; ils croient ainsi avoir épuisé, avec cette maigre sagesse, tous les problèmes du processus de reproduction et de l'accumulation. C'est un recul par rapport à Smith et, en face de cette vision bornée, Sismondi marque un avantage décisif. Lui, le critique social, témoigne de bien plus de compréhension pour les catégories de l'économie bourgeoise que les avocats passionnés de celle-ci ; de même plus tard le socialiste Marx devait faire preuve d'une clairvoyance beaucoup plus aiguë, et jusque dans les détails, que tous les économistes bourgeois à l'égard de la différence spécifique du mécanisme économique capitaliste. Lorsque Sismondi s'écrie (dans le livre VII, chapitre 7), à l'adresse de Ricardo : « *Quoi, la richesse est tout et les hommes ne sont rien ?* », ce n'est pas simplement le « moralisme » chatouilleux du petit bourgeois qui s'exprime ici, opposé à l'objectivité strictement classique de Ricardo, mais aussi la pénétration du critique rendue plus vive par une sensibilité aux corrélations sociales vivantes de

l'économie donc à ses contradictions et à ses problèmes ; vision qui contraste avec l'étroitesse rigide de la conception abstraite de Ricardo et de son école. La controverse a seulement souligné le fait que ni Ricardo ni les épigones de Smith n'étaient capables de comprendre et encore moins de résoudre l'énigme de l'accumulation posée par Sismondi.

2° L'énigme était de prime abord insoluble du fait que toute la discussion avait été placée sur une voie de garage et s'était concentrée autour du problème des crises. L'apparition de la première crise dominait tout naturellement le débat mais empêchait de la sorte les deux parties de comprendre que les crises ne constituent pas *le véritable problème de l'accumulation*, mais en sont simplement la ferme extérieure spécifique, un élément dans la figure cyclique de la reproduction capitaliste. En conséquence le débat ne pouvait qu'aboutir à un double quiproquo : une partie déduisant des crises l'impossibilité de l'accumulation, l'autre déduisant de l'échange de marchandises l'impossibilité des crises. L'évolution ultérieure du capitalisme devait démontrer l'absurdité des deux conclusions.

Cependant la critique de Sismondi, première mise en garde théorique contre la domination capitaliste, reste d'une importance historique extrême : c'est un symptôme de la décomposition de l'économie classique, incapable de résoudre les problèmes qu'elle avait elle-même posés. L'épouvante de Sismondi devant les conséquences de la domination capitaliste n'était certainement pas le fait d'un réactionnaire au sens où il rêverait par exemple de conditions précapitalistes, même s'il prêchait à l'occasion les avantages des formes de production patriarcales dans l'agriculture et l'industrie comparés à la domination capitaliste. Il proteste vigoureusement, à plusieurs reprises contre une telle assertion par exemple dans l'article paru dans la *Revue Encyclopédique* :

« J'entends déjà qu'on se récrie que je me refuse au perfectionnement de l'agriculture, au perfectionnement des arts, à tous les progrès que l'homme peut faire ; que je préfère sans doute la barbarie à la civilisation, puisque la charrue est une machine, que la bêche est une machine plus ancienne encore ; et que, selon mon système, il aurait fallu sans doute que l'homme labourât la terre avec ses seules mains.

« Je n'ai jamais rien dit de semblable, et je demande la permission de protester, une fois pour toutes, contre toute conséquence qu'on suppose à mon système et que je n'ai point tirée moi-même. Je n'ai été compris ni de ceux qui m'attaquent ni de ceux qui me défendent, et j'ai eu plus d'une fois à rougir de mes alliés comme de mes adversaires.

« ... Je prie qu'on y fasse attention ; ce n'est point contre les machines, ce n'est point contre les découvertes, ce n'est point contre la civilisation que portent mes objections, c'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute autre propriété

que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence, contre une folle enchère dirigée à son préjudice, et dont il doit nécessairement être victime. » (II, p. 432-433.)

Il ne fait pas de doute que l'intérêt du prolétariat est à la base de la critique de Sismondi, et il n'a pas tort de définir sa tendance principale de la manière suivante :

« Je souhaite seulement chercher des moyens de garantir les fruits de leur travail à ceux qui accomplissent le travail, à faire obtenir le bénéfice de la machine à ceux qui font marcher la machine. » Pressé de décrire de plus près l'organisation sociale qu'il souhaite, il s'esquive cependant, et reconnaît son incapacité : « Mais ce qui reste à faire est une question d'une difficulté infinie que nous n'avons nullement l'intention de traiter aujourd'hui. Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes aussi pleinement que nous sommes nous-mêmes convaincus que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable ; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Quel serait l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? » (II, p. 448.)

Il n'était certes pas honteux pour Sismondi, d'avouer publiquement son incapacité à envisager l'avenir au-delà du capitalisme, en 1820, à une époque où le règne du capitalisme, de la grande industrie venait seulement de passer le seuil historique et où l'idée du socialisme n'était possible que sous une forme utopique. Comme cependant Sismondi ne pouvait ni aller au-delà du capitalisme, ni revenir à un stade antérieur, la seule voie ouverte à sa critique était le compromis petit-bourgeois. Sceptique à l'égard de la possibilité du plein épanouissement du capitalisme, donc des forces productives, Sismondi se voyait obligé de souhaiter le ralentissement de l'accumulation, la modération de l'expansion impétueuse du capitalisme. Et c'est là l'aspect réactionnaire de sa critique ²⁷⁴.

²⁷⁴ Marx ne fait que très brièvement allusion à Sismondi dans son histoire de l'opposition à l'école de Ricardo et de sa désagrégation. Il écrit : « Je n'étudie pas Sismondi dans cet exposé *historique*, parce que la critique de ses opinions rentre dans une partie que je n'étudierai que plus tard : la concurrence et le crédit. » (*Histoire des doctrines économiques*, VI, p. 82.)

Un plus loin cependant, Marx consacre un bref passage à Sismondi parallèlement à Malthus, mais sans épuiser aucunement le sujet : « Sismondi a le sentiment intime que la production capitaliste est en contradiction avec elle-même ; que par ses formes et ses conditions elle pousse au développement effréné de la force productive et de la richesse ; ces conditions sont d'ailleurs conventionnelles ; que les contradictions entre valeur d'usage et valeur d'échange, marchandise et argent, achat et vente, production et consommation, capital et travail salarié, etc., ne font que s'accroître à mesure que la force productive se développe. Il sent notamment la contradiction fondamentale : d'une part

Malthus

En même temps que Sismondi, Malthus s'élevait contre certaines thèses de l'école de Ricardo. Sismondi, dans la deuxième édition de son ouvrage ainsi que dans ses polémiques, invoque Malthus à plusieurs reprises comme témoin principal. Il formule ainsi les points communs de sa polémique avec celle de Malthus dans la *Revue Encyclopédique* :

« D'autre part, M. Malthus, en Angleterre, a soutenu (contre Ricardo et contre Say) comme j'ai essayé de le faire sur le continent, que la consommation n'est point la conséquence nécessaire de la production, que les besoins et les désirs de l'homme sont, il est vrai, sans bornes, mais que ces besoins et ces désirs ne sont satisfaits par la consommation qu'autant qu'ils sont unis à des moyens d'échange. Nous avons affirmé qu'il ne suffisait point de créer ces moyens d'échange pour les faire passer entre les mains de ceux qui avaient ces désirs ou ces besoins; qu'il arrivait même souvent que les moyens d'échange s'accroissaient dans la société, tandis que la demande de travail ou le salaire

le développement effréné de la force productive et l'accroissement de la richesse qui, formée de marchandises, doit être transformée en argent, d'autre part comme fondement, la limitation de la masse des producteurs aux subsistances nécessaires. C'est pourquoi les crises ne sont pas pour lui, comme pour Ricardo, de simples accidents, mais des explosions essentielles, des contradictions immanentes se produisant sur une grande échelle et à des périodes déterminées. Il hésite constamment : faut-il que l'État entrave les forces productives afin de les rendre *adéquates* aux conditions de production ? ou faut-il que l'État entrave les conditions de production afin de les rendre *adéquates* aux forces productives ? Il se réfugie bien des fois dans le passé, se fait laudator temporis acti et voudrait par une autre réglementation du revenu par rapport au capital ou de la *distribution* par rapport à la production, faire disparaître les contradictions, ne se rendant pas compte que les conditions de *distribution* ne sont qu'un autre aspect des conditions de production.

Il juge fort bien les contradictions de la production bourgeoise mais il ne les comprend pas et ne peut donc comprendre le processus de leur solution. (Comment aurait-il pu le faire puisque cette production était seulement au stade de sa formation ? R. L.). Mais il soupçonne qu'aux forces productives développées au sein de la société capitaliste, aux conditions matérielles et sociales de la création de la richesse doivent correspondre des formes nouvelles d'appropriation de cette richesse ; que les formes bourgeoises d'appropriation de cette richesse ne sont que des formes transitoires et contradictoires où la richesse n'a toujours qu'une existence contradictoire et se présente partout comme sa propre antithèse. C'est de la richesse *qui* s'oppose toujours à la pauvreté, et elle ne se développe qu'en développant celle-ci. » (Op. cit., tome VI, pp. 86-87.)

Dans la *Misère de la Philosophie*, Marx cite à plusieurs passages Sismondi pour en arguer contre Proudhon, mais il ne s'exprime au sujet de Sismondi lui-même que dans la courte phrase suivante : « Ceux qui, comme Sismondi, veulent retourner à la juste proportionnalité de la production, tout en voulant maintenir les bases actuelles de la société, sont réactionnaires puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi tendre au rétablissement de toutes les autres conditions de l'industrie existant au temps jadis. »

Dans la *Critique de l'économie politique*, Sismondi est deux fois mentionné brièvement : une première fois Il est mis en parallèle, comme dernier classique de l'économie politique bourgeoise en France, avec Ricardo en Angleterre ; dans un autre passage Marx constate que Sismondi a insisté, contre Ricardo, sur le caractère spécifiquement social du travail qui crée des valeurs. Dans le *Manifeste communiste*, enfin, Sismondi est nommé comme le chef de file du socialisme petit-bourgeois.

diminuait; qu'alors les désirs et les besoins d'une partie de la population ne pouvaient pas être satisfaits, et que la consommation diminuait aussi. Enfin nous avons prétendu que le signe non équivoque de la prospérité de la société, ce n'était pas la production croissante de richesses, mais la demande croissante de travail, ou l'offre croissante du salaire qui le récompense.

« MM. Ricardo et Say n'ont point nié que la demande croissante de travail ne soit un symptôme de prospérité, mais ils ont affirmé qu'elle résulte inévitablement de l'accroissement des productions.

« M. Malthus et moi, nous le nions; nous regardons ces deux accroissements comme résultant de causes indépendantes, et qui quelquefois peuvent être opposées. Selon nous, lorsque la demande de travail n'a pas précédé et déterminé la production, le marché s'encombre, et alors une production nouvelle devient une cause de ruine, non de jouissance. » (II, p. 409-410.)

Ces propos donnent l'impression qu'il y a eu entre Sismondi et Malthus, du moins dans leur opposition contre Ricardo et son école, une large concordance et une fraternité d'armes. Marx considère que les *Principles of Political Economy* de Malthus parus en 1820 sont un plagiat formel des *Nouveaux Principes* publiés un an auparavant. Dans la question qui nous intéresse ici, il y a cependant entre les deux auteurs une opposition directe.

Sismondi critique la production capitaliste, il l'attaque violemment, il s'en fait l'accusateur. Malthus en est l'apologiste. Non pas en ce sens qu'il nierait les contradictions comme Mac Culloch ou Say, mais au contraire en érigant brutalement en loi naturelle ces contradictions et en les proclamant absolument sacrées. Les principes conducteurs de Sismondi sont les intérêts des travailleurs, le but vers lequel il tend, même si ce n'est que sous une forme vague et générale, est la réforme profonde de la distribution au profit des prolétaires. Malthus prêche l'idéologie des intérêts de cette couche de parasites de l'exploitation capitaliste qui vivent de la rente foncière et se nourrissent aux mangeoires de l'État, et le but qu'il préconise est l'attribution d'une portion aussi grande que possible de plus-value à ces « consommateurs improductifs ». La perspective générale de Sismondi est surtout éthique, c'est celle d'un réformateur de l'ordre social : il « corrige » les classiques en soulignant à leur adresse que « *le but unique de l'accumulation est la consommation* », il plaide pour le ralentissement de l'accumulation. Malthus par contre déclare brutalement que l'accumulation est le seul but de la production et il prêche une accumulation illimitée de la part des capitalistes ; celle-ci devra être complétée et garantie par la consommation illimitée de leurs parasites. Enfin, Sismondi partait, dans son examen critique, de l'analyse du processus de la reproduction, du rapport entre le capital et le revenu à l'échelle sociale.

Dans son opposition à Ricardo, Malthus part d'une théorie absurde de la valeur et d'une théorie vulgaire de la plus-value, dérivée de la première, et

qui voudrait expliquer le profit capitaliste par une majoration des prix sur la valeur des marchandises²⁷⁵. Malthus attaque le principe de l'identité entre l'offre et la demande en une critique très fouillée, au sixième chapitre de ses *Définitions in Political Economy*, parues en 1827 et dédiées à James Mill²⁷⁶. Mill demandait dans ses *Elements of Political Economy* : « *Ce qu'on veut dire réellement quand on dit que l'offre et la demande sont toujours proportionnelles (accommodated to one another) ? Cela signifie, dit-il, que les marchandises produites au moyen d'une certaine quantité de travail s'échangent contre des marchandises produites avec la même somme de travail. Suivons ce principe et tout le reste devient clair. Ainsi, si une paire de souliers a nécessité le même travail qu'un chapeau, tant que le chapeau s'échangera contre une paire de souliers, l'on verra l'offre et la demande marcher d'accord. S'il arrivait que les souliers diminuassent de valeur comparativement aux chapeaux... il en faudrait conclure qu'on aurait amené sur le marché plus de souliers que de chapeaux. Les souliers seraient alors en excès. Pourquoi ? Parce que la somme de travail consacrée à les créer (les souliers) ne s'échangerait pas contre le produit d'une même somme de travail. Par la même raison, les chapeaux seraient en quantité insuffisante, parce que le travail consacré à les produire s'échangerait contre une plus grande somme de travail appliquée à produire des souliers.* » (Cité par Malthus dans ses *Définitions en économie politique*, p. 434 et suiv.)

Contre ces plates tautologies, Malthus invoque deux sortes d'arguments. Tout d'abord il fait observer à Mill que sa construction est abstraite. En effet, la proportion d'échange entre chapeaux et chaussures peut rester inchangée, et les *deux marchandises* peuvent cependant se trouver en trop grande quantité par rapport à la demande, ce qui aboutira au fait qu'elles seront vendues à des prix inférieurs aux frais de production (auxquels devrait s'ajouter un profit convenable).

« *Mais cela seul nous autorise-t-il à dire, demande-t-il, que l'offre des chapeaux et des souliers est proportionnelle à la demande, alors que ces objets sont tellement abondants qu'ils ne trouvent pas dans l'échange sur le marché les conditions indispensables pour assurer à l'avenir leur production et leur approvisionnement ?* » (*Définitions...*, p. 436 et suiv.)

Malthus évoque donc, contre Mill, la possibilité d'une surproduction générale : « Si on les compare (les marchandises) aux frais de production, il est

²⁷⁵ Cf. Marx, *Histoire des Doctrines Économiques*, vol. VIII, pp. 11 à 29, où la théorie de la valeur et du profit selon Malthus est analysée en détail.

²⁷⁶ Malthus, *Des définitions d'économie politique*. (Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique, 2^e édition, suivis des *Définitions en économie politique*, par Malthus, Paris, 1846.)

évident qu'elles peuvent toutes s'élever ou baisser de valeur en même temps » (p. 441).

Deuxièmement il proteste contre la méthode chère à Mill, à Ricardo et à leurs épigones, qui consiste à construire leurs thèses sur l'idée fallacieuse d'un échange direct de produits :

« Le cultivateur de houblon, dit-il, qui porte cent sacs de houblon à la foire de Weyhill ne songe pas plus à l'offre de chapeaux et de souliers qu'aux taches qui déparent le soleil. A quoi pense-t-il donc alors ? et contre quoi désire-t-il échanger son houblon ? M. Mill croit qu'on ferait preuve d'une grande ignorance en économie politique en disant que ce qu'il veut, c'est de l'argent. Je consens cependant à donner cette triste preuve et je n'hésite pas à déclarer que ce que le cultivateur veut, c'est de l'argent. »

Car aussi bien la rente qu'il doit payer au propriétaire foncier, que les salaires qu'il doit verser aux ouvriers et enfin l'achat des matières premières et des outils dont il a besoin pour poursuivre ses plantations, ne peuvent être couverts que par de l'argent. Malthus insiste sur ce point avec une grande profusion de détails, il trouve véritablement « *étonnant que des économistes renommés préfèrent avoir recours aux exemples les plus paradoxaux et les plus invraisemblables plutôt qu'à l'hypothèse de l'échange d'argent* »²⁷⁷.

Pour le reste Malthus se contente de décrire le mécanisme par lequel une offre trop élevée provoque spontanément, par la baisse des prix en-dessous des frais de production, une restriction de la production et inversement :

« Mais cette tendance vers un équilibre parfait ne prouve en aucune façon la surabondance et la disette de marchandises soient choses inouïes, elle ne le prouve pas plus que la tendance mystérieuse et bienfaisante de la nature à guérir elle-même certaines maladies ne prouve que ces maladies n'ont jamais existé » (p. 44).

On le voit, Malthus, malgré son point de vue opposé dans la question des crises, suit exactement les mêmes voies que Ricardo, Mill, Say et Mac Culloch : pour lui aussi il n'existe que l'échange de marchandises. Il n'a pas tenu compte le moins du monde du processus social de la reproduction avec ses grandes catégories et ses corrélations qui captive l'attention de Sismondi.

Malgré les nombreuses contradictions dans la conception fondamentale, la critique de Sismondi et celle de Malthus ont quelques points communs :

²⁷⁷ « I suppose they are afraid of the importation of thinking that wealth consists in money. But though it is certainly true that wealth does not consist in money, it is equally true that money is a most powerful agent in the distribution of wealth, and those who, in a country where all exchanges are practically affected by money, continue the attempt to explain the principles of demand and supply, and the variations of wages and profits, by referring chiefly to hats, shoes, corn, suits of clothings, etc., must of necessity fail. » (*Definitions*, p. 60, note.)

1. - Tous deux refusent, à l'encontre des Ricardiens et de Say, le principe de l'équilibre préétabli entre la consommation et la production.
2. - Tous deux soutiennent la possibilité de crises non seulement partielles, mais générales.

Ici s'arrêtent leurs concordances. Tandis que Sismondi cherche la cause des crises dans le bas niveau des salaires et dans la capacité limitée de consommation des capitalistes, Malthus, par contre, transforme le fait des bas salaires en une loi naturelle du mouvement démographique ; mais pour la consommation limitée des capitalistes, il trouve un substitut dans la consommation des parasites de la plus-value, tels que la noblesse rurale et le clergé, dont la capacité de digérer richesse et luxe est illimitée. L'Église a bon estomac.

Tous les deux, Malthus comme Sismondi, cherchent une catégorie de consommateurs qui achètent sans vendre, pour sauver l'accumulation capitaliste et la tirer de sa situation précaire. Mais Sismondi a besoin de cette catégorie de consommateurs afin d'écouler l'excédent du produit social qui dépasse la consommation des ouvriers et des capitalistes, donc la partie capitalisée de la plus-value, tandis que Malthus les cherche pour créer le profit proprement dit. C'est un secret d'ailleurs bien gardé par Malthus que de savoir comment les rentiers et les prébendiers de l'État, qui eux-mêmes tiennent leur pouvoir d'achat de la main des capitalistes, peuvent aider ceux-ci à s'approprier le profit en achetant des marchandises à un prix majoré. Eu égard à des contradictions aussi profondes, on voit que la fraternité d'armes entre Malthus et Sismondi est de nature superficielle. Et si Malthus a travesti les *Nouveaux Principes* de Sismondi, comme Marx le dit en une caricature malthusienne, Sismondi à son tour, en soulignant les seuls points communs entre Malthus et lui-même et en le citant comme témoin principal, prête à la critique de Malthus contre Ricardo des traits sismondiens. A l'occasion il subit certes l'influence de Malthus : par exemple il reprend partiellement la thèse de celui-ci sur le gaspillage de l'État comme adjuvant à l'accumulation, thèse qui contredit directement son propre point de départ.

Dans l'ensemble Malthus n'a ni contribué personnellement à résoudre le problème de la reproduction, ni compris ce problème : dans sa controverse avec les Ricardiens, il opère essentiellement avec les concepts de la circulation simple de marchandises comme ceux-ci dans leur controverse avec Sismondi. Sa querelle avec l'école de Ricardo tournait autour de la consommation improductive des parasites de la plus-value ; c'était une querelle au sujet de la répartition de la plus-value et non pas au sujet des bases sociales de la reproduction capitaliste. La construction de Malthus s'écroule dès que l'on découvre ses erreurs absurdes dans la théorie du profit. La critique de Sismondi tient bon et son problème reste entier, même si nous acceptons la théorie de la valeur de Ricardo avec toutes ses conséquences.

Deuxième polémique : Controverse entre Rodbertus et von Kirchmann.

La théorie de la reproduction de von Kirchmann

La seconde polémique théorique autour du problème de l'accumulation a également reçu son impulsion d'événements actuels. Si la première crise anglaise et les souffrances qu'elle provoqua dans la classe ouvrière avaient suscité l'opposition de Sismondi à l'école classique, vingt-cinq ans plus tard, ce fut le mouvement ouvrier révolutionnaire, né entre-temps, qui inspira Rodbertus dans sa critique de la production capitaliste. Les révoltes des canuts de Lyon, le mouvement chartiste en Angleterre faisaient retentir aux oreilles de la bourgeoisie, à l'égard de la plus magnifique des formes sociales possibles, une critique autrement vigoureuse que les fantômes incertains évoqués par la première crise. Le premier écrit social d'économie politique de Rodbertus, qui date probablement de la fin des années trente et qui avait été rédigé pour l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* mais avait été refusé par ce journal, porte le titre significatif suivant : *Die Forderungen der arbeitenden Klassen* (les revendications des classes laborieuses) et commence par ces mots : « *Que veulent les classes laborieuses ? Les autres classes pourront-elles le leur refuser ? Ce qu'elles veulent sera-t-il le tombeau de la civilisation moderne ? Ceux qui réfléchissent savaient depuis longtemps que l'histoire poserait un jour ces questions avec insistance, et l'homme moyen l'a également appris par les réunions de chartistes et les scènes de Birmingham.* » Bientôt, en France, dans les années quarante, le ferment vigoureux des idées révolutionnaires devait bouillonner dans les sociétés secrètes les plus diverses et dans les écoles socialistes - des proudhonistes, des blanquistes, des partisans de Cabet, de Louis Blanc, etc. La révolution de février et la proclamation du « droit au travail », dans les jours de juin, devaient provoquer, au cours d'une première bataille générale entre les deux camps de la société capitaliste, une explosion historique des contradictions contenues en son sein. En ce qui concerne l'autre forme visible de ces contradictions, les crises, on dispose à l'époque de la deuxième controverse d'un matériel d'observations incomparablement plus riche qu'au début des années vingt. La discussion entre Rodbertus et von Kirchmann se déroula sous l'impression immédiate des crises de 1837, 1839, 1847, voire de la première crise mondiale de 1857 (l'intéressant écrit de Rodbertus *Die Handelskrisen und die Hypothekennot* date de l'année 1858). Les contradictions internes de l'économie capitaliste qui s'offraient aux regards de Rodbertus démentaient bien plus vigoureusement encore les doctrines de l'harmonie des classiques anglais et de leurs plats épigones en Angleterre et sur le continent qu'à l'époque où Sismondi élevait la voix.

Un passage de Sismondi, cité par Rodbertus dans un de ses écrits les plus anciens, prouve l'influence directe de Sismondi sur ce dernier. Rodbertus était donc familier de la littérature française contemporaine d'opposition contre

l'école classique, mais peut-être moins de la littérature anglaise beaucoup plus abondante, circonstance qui justifie - faiblement - la légende accréditée par le monde professoral allemand sur la prétendue « priorité » de Rodbertus par rapport à Marx dans la « fondation du socialisme ». Ainsi, le professeur Diehl écrit dans son esquisse sur Rodbertus publiée dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (Lexique des sciences politiques) : « *Rodbertus doit être considéré comme le fondateur véritable du socialisme scientifique en Allemagne, car, dès avant Marx et Lassalle, il avait, dans ses écrits des années 1839 et 1842 fourni un système socialiste complet, une critique du système de Smith, une nouvelle base théorique et des propositions de réformes sociales.* » Et ceci en toute bonne foi, en l'an de grâce 1901 (2e édition), après tout et malgré tout ce qu'Engels, Kautsky et Mehring avaient écrit pour détruire cette légende professorale Il va d'ailleurs de soi que Rodbertus, le « socialiste » aux idées monarchistes, nationales et prussiennes, qui croyait au communisme pour un avenir éloigné de 500 ans, mais qui était partisan pour le présent d'un taux d'exploitation fixe de 200 %, devait nécessairement et une fois pour toutes obtenir aux yeux de tous les doctes professeurs allemands d'économie politique la palme de la « priorité » par rapport au « révolutionnaire » international Marx, sans que cette mystification pût être ébranlée par les preuves les plus pertinentes. Cependant, ce qui nous intéresse ici, c'est un autre aspect de l'analyse de Rodbertus. Le même Diehl poursuit son panégyrique de la manière suivante : « *Cependant Rodbertus n'a pas fait œuvre de pionnier pour le seul socialisme, mais il a stimulé et fait avancer l'économie politique dans son ensemble, et en particulier l'économie politique théorique, par sa critique des économistes classiques, par la nouvelle théorie de la répartition du revenu, par la distinction des catégories logiques et historiques de capital, etc.* »

Nous examinerons ici ces derniers exploits de Rodbertus et en particulier les « etc. ».

Le traité fondamental de Rodbertus : *Zur Erkenntnis unserer Staatswirtschaftlichen Zustände*, qui date de 1842, fut le point de départ de la controverse avec von Kirchmann, qui y répondit dans les *Demokratische Blätter* par deux articles : *Ueber die Grundente in sozialer Beziehung* (Sur la rente foncière dans sa nature sociale) et *Die Tauschgesellschaft* (La société d'échanges). Rodbertus répliqua à ces articles en 1850 et en 1851 par les *Soziale Briefe* (Lettres sociales). Ainsi la discussion fut portée sur le même terrain théorique où se débattait, trente ans plus tôt, la polémique entre Malthus-Sismondi et Say-Ricardo-Mac Culloch. Rodbertus avait déjà exprimé dans son écrit le plus ancien l'idée que dans la société actuelle, en raison de la productivité croissante du travail, le salaire est réduit à une quote-part toujours plus petite du produit national - idée dont il « réclamait » la paternité, mais que du reste il ne sut que répéter avec des variantes jusqu'à sa mort, donc pendant trois décennies. Rodbertus voit dans cette quote-part toujours plus réduite du salaire la racine com-

mune de tous les maux de l'économie actuelle, en particulier du paupérisme et des crises qu'il définit dans leur ensemble comme « *LA question sociale du temps présent* ».

Von Kirchmann n'est pas d'accord avec cette explication. Il ramène le paupérisme aux effets de la rente foncière croissante et les crises par ailleurs au manque de débouchés. De celles-ci il affirme notamment que « *la plus grande part des maux sociaux ne réside pas dans la production insuffisante mais dans la vente insuffisante des produits; qu'un pays, plus il peut produire, plus il a les moyens de satisfaire tous les besoins et plus il est exposé à la menace de la misère et de la pénurie* ».

Il inclut ici également la question ouvrière car « le fameux droit au travail se réduit en fin de compte à la question des débouchés ». « On voit - conclut von Kirchmann - que la question sociale est presque identique à la question des débouchés. Même les maux de la concurrence tant décriée disparaîtront avec des débouchés assurés; il ne restera d'elle que des avantages; il restera l'esprit d'émulation, désireux de fournir des marchandises de bonne qualité et à bon marché, mais ce qui disparaîtra c'est la lutte à mort qui a sa cause uniquement dans les débouchés insuffisants pour tous²⁷⁸. »

La différence entre le point de vue de Rodbertus et celui de von Kirchmann saute aux yeux. Rodbertus voit la racine du mal dans une mauvaise répartition du produit national, von Kirchmann - dans les limites du marché de la production capitaliste. Malgré toute la confusion dans les développements de von Kirchmann, en particulier dans l'idée idyllique qu'il se fait d'une concurrence capitaliste réduite à une émulation louable en vue de fournir la marchandise la meilleure au prix le plus bas comme dans la réduction du fameux « droit au travail » à la question des débouchés, il fait cependant, dans une certaine mesure, preuve de plus de compréhension que Rodbertus pour le point sensible de la production capitaliste : les limites du marché, tandis que Rodbertus, lui, s'arrête à la question de la distribution. C'est donc von Kirchmann qui reprend cette fois le problème posé et mis à l'ordre du jour autrefois par Sismondi. Cependant von Kirchmann n'est absolument pas d'accord avec l'éclairage et la solution donnés au problème par Sismondi, il est plutôt du côté des adversaires de Sismondi. Il accepte non seulement la théorie de Ricardo sur la rente foncière, ainsi que le dogme de Smith selon lequel « *les prix des marchandises se composent uniquement de deux parties, à savoir de l'intérêt du capital et du salaire* » (von Kirchmann transforme la plus-value en « *intérêt du capital* »), mais également la thèse de Say et de Ricardo selon laquelle on n'achète les produits qu'avec d'autres produits ou encore la production crée son propre mar-

²⁷⁸ On trouve chez Rodbertus de larges extraits textuels de l'argumentation de von Kirchmann. D'après ce qu'assurent les éditeurs de Rodbertus, il est impossible d'obtenir un exemplaire complet des *Demokratische Blätter* contenant l'article original.

ché, de telle sorte que s'il semble qu'on produise trop d'un côté, cela signifie seulement qu'on produit trop peu de l'autre. On le voit, von Kirchmann suit les traces des classiques mais en donnant une « *version allemande* » avec tous les *si* et les *mais* possibles. Ainsi, von Kirchmann constate d'abord que la loi de l'équilibre naturel entre la production et la demande établie par Say « *ne donne pas encore une image exhaustive de la réalité* » et il ajoute : « *D'autres lois sont encore cachées dans la circulation, qui empêchent la réalisation de ces thèses et seule leur découverte pourra expliquer l'encombrement actuel des marchés; mais leur découverte permettra peut-être également de trouver la voie pour éviter ce grand mal. Nous croyons que ce sont trois rapports dans le système actuel de la société qui provoquent les contradictions entre cette loi indubitable de Say et la réalité.* » Ces rapports sont : la « *répartition par trop inégale des produits* » - ici von Kirchmann, comme nous le voyons, se rapproche dans une certaine mesure du point de vue de Sismondi -, les obstacles que la nature pose au travail humain dans la production de matières premières et enfin les insuffisances du commerce comme opération intermédiaire entre la production et la consommation. Sans considérer de plus près les deux derniers « obstacles » à la loi de Say considérons l'argumentation de von Kirchmann en relation avec le premier point :

« Le premier rapport - explique-t-il - peut être exprimé plus brièvement en disant que : « le salaire est trop bas », ce qui provoque un ralentissement de la vente. Pour celui qui sait que les prix des marchandises se composent seulement de deux parties : l'intérêt du capital et le salaire, cette thèse peut paraître surprenante; si le salaire est bas, alors les prix des marchandises sont bas également, et si le salaire est élevé alors les prix le sont également (on le voit, von Kirchmann accepte le dogme de Smith, même dans sa version la plus absurde : le prix ne se résout pas en salaire + plus-value, mais il se compose de ces deux éléments qui s'additionnent simplement, version dans laquelle Smith s'est éloigné au maximum de sa théorie de la valeur-travail). Salaires et prix sont donc en proportion directe et se balancent mutuellement. L'Angleterre n'a supprimé les droits de douane sur le blé et sur la viande et autres denrées alimentaires que pour faire baisser les salaires et mettre ainsi le fabricant en mesure de supplanter tout autre concurrent sur les marchés mondiaux en offrant une marchandise encore meilleur marché. Mais ceci n'est que partiellement exact et ne touche pas aux proportions dans lesquelles se distribue le produit entre le capital et l'ouvrier. La répartition par trop inégale entre les deux classes est la première cause, et la plus importante, pour laquelle la loi de Say ne se vérifie pas dans la réalité et pour laquelle, malgré la production dans toutes les branches, tous les marchés souffrent d'engorgement ». Von Kirchmann illustre cette affirmation par un exemple exposé de manière détaillée. A l'instar de l'école classique nous sommes naturellement transportés dans une société imaginaire isolée, un objet sans résistance bien qu'ingrat pour les expériences de l'économie politique.

Que l'on imagine un endroit - nous suggère von Kirchmann comprenant tout juste 903 habitants, à savoir 3 entrepreneurs occupant chacun 300 ouvriers. Cet endroit subvient à tous les besoins de ses habitants par sa propre production et ceci dans trois entreprises dont l'une pourvoit à l'habillement, la seconde à la nourriture, à l'éclairage, au chauffage et aux matières premières, et la troisième au logement, à l'ameublement et à l'outillage. Dans chacune de ces trois sections l'entrepreneur fournit le « *capital ainsi que les matières premières* ». La rémunération des travailleurs est faite, dans chacune de ces trois entreprises, de telle façon que les ouvriers reçoivent la moitié du produit annuel sous forme de salaire et l'entrepreneur l'autre moitié « *comme intérêt de son capital et comme profit d'entreprise* ». La quantité de produits fournie par chaque entreprise suffit exactement à couvrir tous les besoins des 903 habitants. Ainsi cet endroit a « *toutes les conditions d'un bien-être général* » pour tous ses habitants, tout le monde se met donc joyeusement au travail. Mais, après quelques jours, l'élan et le plaisir font place à des lamentations générales : il se produit, en effet, dans l'île des bienheureux de von Kirchmann quelque chose d'aussi inattendu que l'effondrement du ciel : une véritable crise industrielle et commerciale moderne éclate ! Les 900 ouvriers n'ont que les vêtements, la nourriture, le logement les plus indispensables, mais les trois entrepreneurs ont leurs dépôts pleins de vêtements et de matières premières, il leur reste des logements vides ; ils se plaignent de ne pouvoir vendre tandis que les ouvriers, inversement, se plaignent de ne pouvoir satisfaire leurs besoins. Quelle est la cause de ces plaintes ? Peut-être, comme le supposaient Say et Ricardo, produit-on trop de certaines catégories de produits et trop peu des autres ? Absolument pas, répond von Kirchmann ; dans cet « endroit » il y a une quantité bien proportionnée de toutes choses qui suffiraient à satisfaire tous les besoins de la société. D'où vient donc « *l'obstacle* », la crise ? L'obstacle se trouve uniquement dans la répartition. Mais il faut savourer les explications de von Kirchmann dans ses termes propres : « *l'obstacle qui fait que cet échange sans heurts ne se produit pas, réside uniquement dans la répartition de ces produits; ils ne sont pas répartis également entre tous, mais les entrepreneurs gardent pour eux sous forme d'intérêt et de profit une moitié et ne donnent que l'autre moitié à leurs ouvriers. Il est clair que l'ouvrier de la branche de la confection ne peut troquer contre la moitié de son produit que la moitié des produits de nourriture et de logement, etc.; il est clair que les entrepreneurs ne peuvent vendre l'autre moitié parce qu'aucun ouvrier ne possède encore de produit à échanger avec eux. Les entrepreneurs ne savent que faire de leurs réserves, les ouvriers ne savent comment parer à leur faim et à leur nudité* ». Et les lecteurs - ajoutons-nous - n'ont que faire des constructions de M. von Kirchmann. La puérilité de son exemple nous précipite en effet d'une énigme dans l'autre. Tout d'abord on ne comprend pas pourquoi et à quelle fin von Kirchmann imagine la division tripartite de la production. Si dans les exemples analogues de Ricardo et de Mac Culloch, les fermiers sont généralement oppo-

sés aux fabricants, c'est dû, à notre avis, à la conception archaïque de la reproduction sociale imaginée par les physiocrates et reprise par Ricardo, mais dépourvue de tout sens par sa théorie de la valeur qui s'oppose à celle des physiocrates et périmée depuis que Smith avait montré déjà qu'il tenait compte des bases concrètes réelles du processus social de la reproduction.

Nous avons vu que la distinction des physiocrates entre l'agriculture et l'industrie comme base de la reproduction s'était maintenue traditionnellement dans l'économie politique théorique, jusqu'à ce que Marx ait établi la distinction fondamentale entre les deux sections sociales : production de moyens de production et production de moyens de consommation. Les trois sections de von Kirchmann en revanche n'ont aucun sens. Manifestement les points de vue concrets de la reproduction ne peuvent avoir joué aucun rôle dans ce classement purement arbitraire, où les outils sont confondus avec les meubles, les matières premières avec les moyens de subsistance, où les vêtements constituent une section à part. Il pourrait y avoir aussi bien une section pour les moyens de subsistance, les vêtements et les édifices, une autre pour les produits pharmaceutiques et une troisième pour les brosses à dents. Il ne s'agissait visiblement pour von Kirchmann que d'indiquer les grandes lignes de la division sociale du travail, en supposant pour l'échange des volumes de produits autant que possible « identiques ». Seulement l'échange dont il est question dans toute l'argumentation ne joue aucun rôle dans l'exemple de von Kirchmann puisque ce n'est pas la valeur qui est distribuée mais la quantité de produits, la masse des valeurs d'usage, en tant que telle. D'autre part, dans cet intéressant « *endroit* » né de l'imagination de von Kirchmann, la répartition des produits a lieu en premier et c'est seulement plus tard, une fois la distribution accomplie, que se produira l'échange général tandis que dans ce bas monde de la production capitaliste c'est, comme on le sait, l'échange qui, inversement, introduit et sert d'intermédiaire à la distribution du produit. En outre les choses les plus étranges se passent dans le système de distribution de von Kirchmann : « *comme on le sait* », le prix des produits, donc également celui du produit social global, consiste seulement en « *salaire et en intérêt du capital* », c'est-à-dire en $v + p$, si bien que le produit total doit être entièrement distribué individuellement entre les ouvriers et les entrepreneurs ; seulement von Kirchmann se souvient vaguement, pour son malheur, que la production nécessite certaines choses telles que des outils et des matières premières. Son « *endroit* » se trouve approvisionné de matières premières introduites furtivement parmi les moyens de subsistance et d'outils introduits parmi les meubles. Il se demande alors à qui échouent dans la distribution générale ces objets indigestes : aux ouvriers en tant que salaire, ou aux capitalistes en tant que profit d'entreprise ? Il est probable que les deux parties manifesteraient un enthousiasme très modéré. Et c'est sur des données aussi faibles que se déroulera l'acte principal de la représentation : l'échange entre les ouvriers et les capitalistes. La transaction fondamentale de la production capitaliste : l'acte d'échange qui se produit entre les

ouvriers et les capitalistes, est dénaturé par von Kirchmann, d'échange entre le travail vivant et le capital il devient un échange de produits ! Ce n'est pas la première opération : l'échange entre la force de travail et le capital variable, mais la seconde : la réalisation du salaire obtenu du capital variable qui est mise au centre du mécanisme et, inversement, tout l'échange de marchandises de la société capitaliste est réduit à cette réalisation du salaire ! Et pour couronner le tout, cet échange entre les ouvriers et les entrepreneurs, se réduit à néant si on l'examine de plus près, il ne se produit pas du tout. Car, dès que tous les ouvriers auront reçu leurs salaires en nature, et ceci pour la moitié de leurs propres produits, seul un échange entre les ouvriers eux-mêmes sera possible ; chacun gardera un tiers de son salaire, consistant pour les uns exclusivement en moyens de subsistance, pour les autres en vêtements, pour les troisièmes en meubles, et réalisera le reste pour deux parts égales dans les deux autres départements de la production. Les entrepreneurs n'ont plus rien à faire avec cet échange. De leur côté ils ont sur les bras leur plus-value qui consiste en la moitié de tous les vêtements, moyens de subsistance et meubles produits par la société, et ces trois hommes assurément ne savent « où se débarrasser » de leur bric-à-brac. Même une répartition du produit, aussi généreuse qu'elle soit, ne remédierait pas à cette calamité qui est l'œuvre de von Kirchmann. Au contraire, plus considérable serait cette quote-part du produit social allouée aux ouvriers, moins ils auraient affaire aux entrepreneurs dans leur échange : seul l'échange des ouvriers entre eux augmenterait de volume. Sans doute le monceau de surproduit qui embarrasse les entrepreneurs diminuerait-il en proportion, non pas cependant parce que de cette manière l'échange en serait facilité, mais seulement parce que la plus-value elle-même diminuerait. Mais pas plus qu'auparavant, il ne pourrait être question d'un échange du surproduit entre ouvriers et entrepreneurs. Il faut avouer que le nombre d'enfantillages et d'absurdités économiques accumulés dans un espace relativement petit dépasse même la mesure permise à un procureur allemand - comme on le sait von Kirchmann était procureur et il subit comme tel - ce qui est tout à son honneur - par deux fois des blâmes disciplinaires. Cependant, après ces préliminaires peu prometteurs. von Kirchmann aborde directement l'objet de son étude. Il reconnaît que son hypothèse d'une plus-value incarnée sous la forme concrète du surproduit est la raison pour laquelle cette plus-value est inutilisable. Pour y remédier il fait alors produire aux entrepreneurs avec une quantité de travail social correspondant à la moitié de la plus-value, non pas des « *marchandises ordinaires* » pour les ouvriers, mais des marchandises de luxe. Comme « *l'essence des produits de luxe est de permettre au consommateur d'employer plus de capital et de main-d'œuvre que ce n'est le cas pour les marchandises ordinaires* », les trois entrepreneurs réussissent à eux seuls à consommer sous forme de dentelles, de fiacres élégants et autres choses semblables, toute la moitié de la quantité de travail produite dans la société. Ils n'ont plus d'excédent invendable, la crise est écartée de la façon la plus heureuse, la surproduction est ren-

due impossible une fois pour toutes, les capitalistes comme les ouvriers sont dans une situation sûre et la cure de von Kirchmann, qui a provoqué tous ces bienfaits et a rétabli l'équilibre entre la production et la consommation, a nom : le luxe ! Autrement dit, le conseil que ce brave homme donne aux capitalistes embarrassés de leur plus-value irréalisable est celui-ci : qu'ils la consomment eux-mêmes. Il est vrai que dans la société capitaliste le luxe est une invention connue depuis bien longtemps, et **pourtant les crises IL rage** comment cela se fait-il ? « *La réponse ne peut être que celle-ci nous enseigne von Kirchmann : les difficultés d'écoulement dans le monde réel viennent uniquement du fait qu'il y a encore trop peu de luxe, ou, en d'autres termes : que les capitalistes, c'est-à-dire ceux qui ont les moyens de consommer, consomment encore trop peu.* » Cette austérité déplacée des capitalistes vient d'un défaut que l'économie politique encourage indûment : de la tendance à l'épargne aux fins de la « *consommation productive* ». En d'autres termes : les crises proviennent de l'accumulation - c'est là la thèse principale de von Kirchmann. Il la démontre encore à l'aide d'un exemple d'une naïveté touchante. Que l'on imagine, dit-il, « *le cas considéré par les économistes comme le plus favorable* », celui où les entrepreneurs déclarent : nous ne voulons pas consommer nos revenus jusqu'au dernier sou dans le luxe et la somptuosité mais nous voulons les investir d'une manière productive. Qu'est-ce que cela signifie ? Rien d'autre que fonder de nouvelles entreprises productives de toutes sortes à l'aide desquelles on obtient de nouveaux produits, par la vente desquels on obtient des intérêts (von Kirchmann entend par là : le profit) pour ce capital qui a été épargné et investi à partir des revenus non consommés des trois entrepreneurs. Les trois entrepreneurs décident donc de ne consommer que le produit de 100 ouvriers, c'est-à-dire de restreindre considérablement leur luxe et d'utiliser la force de travail des 350 ouvriers restants ainsi que le capital employé par ceux-ci à des investissements dans de nouvelles entreprises de production. Ici la question se pose de savoir dans quelle branche de production ces fonds doivent être utilisés ?

« Les trois entrepreneurs ont seulement le choix entre la création d'entreprises de production de marchandises ordinaires, ou celle d'entreprises de production de marchandises de luxe » - car, d'après l'hypothèse de von Kirchmann, le capital constant n'est pas reproduit et tout le produit social consiste exclusivement en moyens de consommation. Mais ainsi les entrepreneurs se trouvent placés devant le dilemme que nous connaissons déjà : s'ils produisent des « marchandises ordinaires » une crise naît, car les ouvriers n'ont pas de moyens de paiement pour acheter ces moyens de subsistance supplémentaires puisqu'ils sont déjà indemnisés avec la moitié de la valeur des produits, mais s'ils produisent des marchandises de luxe ils doivent les consommer également eux-mêmes. Il n'y a pas de troisième éventualité. Le commerce extérieur, lui non plus, ne change rien à ce dilemme car l'effet du commerce ne consiste qu'à « augmenter la diversité des marchandises du marché intérieur » ou à accroître la productivité. « Ou bien ces marchandises étrangères sont des marchandises

ordinaires, et alors le capitaliste n'a pas envie de les acheter et l'ouvrier ne peut pas les acheter parce qu'il n'en a pas les moyens, ou bien ce sont des marchandises de luxe alors l'ouvrier ne peut pas les acheter et le capitaliste ne le veut pas à cause de sa tendance à l'épargne. » Quelque primitive que soit l'argumentation, l'idée fondamentale de von Kirchmann et le cauchemar de l'économie politique théorique s'y expriment bel et bien : dans une société composée uniquement d'ouvriers et de capitalistes l'accumulation apparaît comme une impossibilité. Von Kirchmann en tire la conséquence en combattant l'accumulation, « l'épargne », la « consommation productive » de la plus-value. Il attaque violemment l'économie politique classique qui préconise ces erreurs et il prêche le luxe, croissant concurremment avec la productivité du travail, comme remède aux crises. On le voit, si von Kirchmann présentait dans ses prémisses théoriques une caricature des thèses de Ricardo et de Say, dans ses conclusions il présente une caricature de Sismondi. Il était cependant nécessaire de cerner de très près la position de von Kirchmann pour pouvoir estimer à sa juste valeur la réponse de Rodbertus et l'issue de la controverse.

Rodbertus et sa critique de l'école classique

L'analyse de Rodbertus est plus fouillée que celle de von Kirchmann. Il cherche les racines du mal dans les fondements mêmes de l'organisation sociale et déclare une guerre impitoyable à la toute-puissante école libre-échangiste. Sans doute n'attaque-t-il pas le système de la libre circulation des marchandises ni la liberté de l'industrie, qu'il accepte entièrement ; mais il s'en prend à la doctrine manchestérienne du laisser-faire²⁷⁹ dans les rapports sociaux internes de l'économie. La période du Sturm und Drang de l'économie classique avait déjà cédé la place à un système d'apologie éhontée, dont la plus fidèle expression était la doctrine des « harmonies » de M. Frédéric Bastiat, ce plat vulgarisateur, cette idole de la petite bourgeoisie ; bientôt après venait le règne des divers Schulze, pâles imitations petites-bourgeoises allemandes du prophète français de l'harmonie. C'est contre ces « commis-voyageurs du libre-échange » que la critique de Rodbertus était dirigée. « *Du fait de leurs bas salaires, cinq sixièmes de la nation - s'écrie-t-il dans sa Première Lettre Sociale - sont non seulement exclus jusqu'à présent de la plupart des bienfaits de la civilisation, mais encore constamment menacés par les ravages les plus terribles de la misère, à laquelle ils succombent parfois. Pourtant ils sont les créateurs de toute la richesse sociale. Leur travail commence avec le jour, se termine au soleil couchant, se poursuit jusque dans la nuit, mais leurs efforts ne peuvent jamais améliorer leur sort. Ils ne peuvent augmenter leur revenu et perdent encore le peu de temps qui aurait dû leur rester pour former leur esprit. Admettons que jusqu'à présent tant de souffrance ait été nécessaire au progrès de la civilisation. Cependant, grâce à une série de merveilleuses inventions, qui mul-*

²⁷⁹ En français dans le texte.

tiplient la force de travail humaine par plus de cent, des perspectives de changer cette cruelle nécessité apparaissent brusquement. De ce fait, la richesse nationale - le revenu national par rapport à la population - croît en progression constante. Je le demande : peut-on imaginer conséquence plus naturelle, exigence plus légitime que de réclamer quelque avantage de cette croissance pour les créateurs de la nouvelle et de l'ancienne richesse ? Ne serait-il pas juste que leur revenu s'accroisse également ou que leur temps de travail diminue, ou encore qu'ils rejoignent de plus en plus nombreux les rangs des heureux qui ont le privilège de jouir des fruits du travail ? Mais l'économie de l'État, ou plutôt l'économie politique, n'a fait qu'obtenir le résultat contraire. L'accroissement de la richesse nationale va de pair avec l'accroissement de la pauvreté ; des lois spéciales vont entrer en vigueur en vue de prolonger le temps de travail ; enfin les classes laborieuses s'accroissent en nombre dans une proportion beaucoup plus considérable que les autres classes. Il y a mieux ! Cette force de travail multipliée par cent non seulement est incapable d'apporter un soulagement aux cinq sixièmes de la nation, mais encore devient périodiquement un sujet de terreur pour le dernier sixième, donc pour la société entière ». « Quelles contradictions, dans le domaine économique en particulier ! Et quelles contradictions dans le domaine social en général ! La richesse sociale s'accroît et cet accroissement s'accompagne d'un accroissement de la pauvreté. La puissance créatrice des moyens de production augmente, et la conséquence en est leur arrêt. L'état social exige l'élévation de la condition matérielle des classes laborieuses en même temps que l'introduction de leurs droits politiques, et l'état économique provoque, en guise de réponse, une dépression plus grande. La société a besoin d'un développement illimité de ses richesses, et les dirigeants actuels de la production doivent le freiner pour ne pas accroître la pauvreté. L'harmonie règne dans un seul domaine ! A cette situation générale insensée correspond l'attitude insensée de la couche dominante de la société, qui a tendance à chercher les racines du mal là où elles ne sont pas. Cet égoïsme qui se drape si souvent sous les apparences de la morale, accuse les vices des ouvriers comme étant la cause du paupérisme. Les crimes commis contre eux par des faits tout-puissants sont attribués à leur intempérance et au désordre de leur gestion ; et là où cet égoïsme ne peut ignorer leur innocence, il élabore une théorie de la « nécessité de la pauvreté ». Sans relâche, il exhorte les ouvriers au travail et à la prière, leur prêche les vertus de l'abstinence et de l'épargne, et porte même atteinte à leurs droits en créant des institutions d'épargne forcée, qui ne font qu'ajouter à la misère des ouvriers. Il ne voit pas que la force aveugle du commerce a transformé la prière avant le travail en malédiction du chômage forcé, que l'épargne est une impossibilité ou une cruauté, et qu'enfin la morale est toujours restée sans effet dans

*la bouche de ceux dont le poète sait qu' « ils boivent du vin en cachette et prêtent l'eau en public »*²⁸⁰.

Trente ans après Sismondi et Owen, vingt ans après les attaques des socialistes anglais disciples de Ricardo, enfin après le mouvement chartiste, après la bataille de juillet et - *last but not least* - après la parution du *Manifeste communiste*, de telles paroles, courageuses en elles-mêmes, ne pouvaient prétendre ouvrir des voies nouvelles. Mais ce qui importait à présent, c'était le fondement scientifique de ces attaques. Rodbertus propose ici un système complet, qui peut être résumé dans les courts principes que nous exposons :

Sous l'empire des lois d'un « *commerce livré à ses seules volontés* », le haut degré historique de la productivité du travail, ainsi que les « *institutions du droit positif* », c'est-à-dire la propriété privée, ont provoqué toute une série de phénomènes absurdes et immoraux.

1° Au lieu de la « valeur normale », « constituée », nous avons la valeur d'échange, donc la monnaie-métal à la place d'une « monnaie-papier » ou « argent de travail » « qui correspondrait à l'idée même de monnaie. La première (vérité) est que tous les biens économiques sont produits du travail ou, comme on disait autrefois, que seul le travail est productif. Mais ce principe ne signifie pas que la valeur du produit est toujours égale au coût du travail, ou, en d'autres termes, que le travail pourrait donner dès aujourd'hui une mesure de la valeur ». La vérité est bien plutôt « que ceci n'est pas encore un fait, mais simplement une idée d'économie politique » (ibid., Vol. II, p. 104-105).

« *Si la valeur pouvait être constituée selon la nécessité par le produit, on pourrait imaginer une forme de monnaie qui consisterait par exemple dans les feuillets détachés du livre de comptes universel, en une quittance rédigée sur la matière la plus vile, sur des haillons, que chacun recevrait en échange de la valeur créée et qu'il réaliserait comme le symbole d'une partie équivalente du produit national soumis à la distribution. Cependant si, pour une raison quelconque, il n'est pas possible, ou pas encore possible de constituer la valeur, alors la monnaie doit porter en elle la valeur qu'elle désigne et la liquider, sous forme d'un bien précieux par lui-même, par exemple l'or ou l'argent, dont elle représente le gage ou l'équivalent* » (ibid., Vol. I, p. 99).

Cependant dès que la production marchande capitaliste existe, la situation est renversée :

« *Il ne peut plus y avoir de constitution de la valeur, parce que la valeur peut servir encore de valeur d'échange* » (ibid., Vol. 1, p. 175).

Et :

²⁸⁰ Dr Karl Rodbertus-Jagetzow, *Schriften*, Berlin, 1899, vol. III., pp. 172-174 et 184.

« parce que la valeur ne pouvait être constituée, la monnaie ne peut être simplement de la monnaie et ne peut correspondre entièrement à son idée » (ibid., Vol. 1, p. 176).

« Dans un échange équitable, la valeur d'échange des produits devrait être égale à la quantité de travail qu'ils ont coûtée, et l'échange de produits devrait signifier l'échange de quantités de travail égales ».

Mais même en supposant que chacun produise précisément les valeurs d'usage dont un autre a besoin, « il devrait y avoir, puisqu'il s'agit d'une connaissance et d'une volonté humaines un calcul exact, un ajustement et une fixation des quantités de travail contenues dans les produits à échanger, il devrait exister une loi à laquelle se soumettraient les parties qui échangent » (ibid., Vol. II, p. 65).

Rodbertus insiste sur le fait qu'il a découvert avant Proudhon la « valeur constituée », priorité qu'on peut bien lui accorder. Marx, dans la *Misère de la Philosophie* et Engels dans sa préface à cet ouvrage, ont montré suffisamment que ce concept est un pur fantôme, employé dans la théorie et pratiquement enterré en Angleterre bien avant l'époque de Rodbertus, et qu'il s'agit là d'une déviation utopique de la théorie ricardienne de la valeur. Il est donc inutile d'insister sur cette « musique futuriste jouée sur une trompette d'enfant ».

2° L' « économie de l'échange » aboutit à la « dégradation » du travail en marchandise, le salaire étant déterminé par la « valeur du coût du travail » au lieu de représenter une quote-part fixe du produit total. Par un saut historique audacieux, Rodbertus fait dériver sa loi du salaire de l'esclavage, considérant comme illusoire les caractères spécifiques imposés à l'exploitation par la production capitaliste de marchandises et en les condamnant catégoriquement du point de vue moral. « Tant que les producteurs étaient eux-mêmes encore la propriété des non-producteurs, tant que subsistait l'esclavage, c'était uniquement l'avantage individuel des « maîtres » qui déterminait unilatéralement la grandeur de la quote-part (des travailleurs) au produit. Depuis que les producteurs ont obtenu la liberté totale de leur personne, mais rien d'autre, les deux parties conviennent d'un salaire à l'avance, le salaire est comme on dit aujourd'hui l'objet d'un « contrat libre », c'est-à-dire de la concurrence. Par là naturellement le travail est soumis aux mêmes lois de la valeur d'échange que les produits; le travail a lui-même une valeur d'échange; la grandeur de son salaire dépend des effets de l'offre et de la demande. » Après avoir ainsi renversé l'ordre des choses et déduit la valeur d'échange du travail de la concurrence, il déduit ensuite la valeur du travail de sa valeur d'échange : « Sous l'empire des lois de la valeur d'échange, le travail a, ainsi que les produits, une sorte de « valeur de coût » qui exerce une force magnétique sur sa valeur d'échange, le montant du salaire. Il s'agit de la somme nécessaire pour « maintenir en état » la force de travail, c'est-à-dire pour lui permettre de continuer, même dans la

personne des descendants; c'est ce qu'on appelle le minimum d'entretien nécessaire. » Pour Rodbertus cependant, il ne s'agit pas de la constatation de lois économiques objectives, mais simplement de l'objet d'une indignation morale. Rodbertus rappelle la thèse de l'école classique selon laquelle « *le travail n'a pas de valeur supérieure au salaire qu'il reçoit* » un principe « cynique », et il est résolu à dénoncer la « *série d'erreurs* » qui ont conduit à cette conclusion « *brutale et immorale* » (*ibid.*, Vol. I, p. 182-184). « *C'était une idée indigne qui faisait estimer le salaire d'après l'entretien nécessaire, comme s'il s'agissait d'une réparation de machine; le travail, source de toutes les richesses, est devenu lui-même une marchandise à échanger, on a eu l'idée dégradante d'un « prix naturel », ou d'un « coût » du travail, comme s'il s'agissait des produits de ce travail, et on a inclus ce coût du travail dans la somme des biens nécessaires pour assurer toujours le travail au marché.* » Ce caractère de marchandise du travail et la détermination correspondante de sa valeur ne sont cependant rien d'autre qu'une interprétation erronée des théories libre-échangistes ; en bon Prussien, Rodbertus accuse la production marchande capitaliste dans son ensemble de violer les lois constitutionnelles, au lieu de montrer la contradiction inhérente au système, l'opposition entre la détermination de la *valeur du travail* et la détermination de la *valeur créée par le travail*, comme l'avaient fait les disciples anglais de Ricardo. « *Quelle contradiction absurde et incroyable dans la conception des économistes, écrit-il, qui prétendent faire participer les ouvriers, selon leur position juridique, au sort de la société, et qui, en même temps, sur le plan économique, les traitent comme des marchandises !* » (*ibid.*, Vol. II, p. 72).

Il reste à savoir pourquoi les ouvriers supportent une injustice aussi absurde et aussi criante ? Objection qui fut soulevée par exemple par Hermann contre la théorie ricardienne de la valeur. Rodbertus n'est pas embarrassé pour répondre : « *Qu'auraient dû faire les travailleurs s'ils avaient refusé de je laisser prescrire quoi que ce soit après leur émancipation ? Imaginez-vous leur situation ! Les ouvriers sont libres, mais ils vont nus ou en haillons, ils ne possèdent que leur force de travail. Avec l'abolition de l'esclavage et du servage, était supprimée également l'obligation morale ou juridique du seigneur de les nourrir ou de pourvoir à leur entretien. Leurs besoins étaient restés les mêmes; il fallait vivre. Comment satisfaire leurs besoins vitaux à l'aide de leur force de travail ? Prendre une partie du capital existant pour produire ce dont ils avaient besoin dans la société ? Mais le capital de la société appartenait déjà à d'autres, et les organes du « droit » ne l'auraient pas souffert.* » Que pouvaient faire les ouvriers ? « *Il ne leur restait qu'une alternative : ou bien renverser les structures légales de la société ou bien revenir à peu près à la situation économique d'antan, quoique dans une position juridique différente, retrouver leurs maîtres d'autrefois, les propriétaires du sol et du capital et recevoir sous forme de salaire ce qu'ils avaient reçu jusqu'alors sous forme de vivres !* »

Heureusement pour l'humanité et l'État constitutionnel prussien les ouvriers étaient assez « sages » pour ne pas renverser la civilisation et préférer se soumettre héroïquement aux exigences infamantes de leurs « maîtres d'autrefois ». Ainsi naquit le système capitaliste du salaire et la loi du salaire, qui est « une sorte d'esclavage », résultant d'un abus de pouvoir de la part des capitalistes et de la situation précaire ainsi que de la soumission docile des prolétaires - si l'on doit en croire les explications théoriques, d'une nouveauté révolutionnaire, de ce même Rodbertus qui, comme on le sait, a été « pillé » par Marx. En ce qui concerne cette théorie du salaire en tout cas, la « priorité » de Rodbertus est incontestée - car les socialistes anglais et d'autres critiques sociaux avaient donné du système du salaire une analyse moins grossière et moins primitive. Ce qui est original dans cette théorie, c'est que toutes les protestations d'indignation morale à l'égard de l'origine et des lois économiques du système des salaires n'amènent pas Rodbertus à réclamer l'abolition de cette injustice effroyable, de cette « *contradiction absurde et indescriptible* ». Dieu l'en garde ! Il rassure à plusieurs reprises ses contemporains, déclarant qu'il ne faut pas trop prendre au tragique ses rugissements contre l'exploitation : il n'est pas un lion, mais simplement un bourru bienfaisant ²⁸¹. Cependant une théorie morale de la loi des salaires est nécessaire seulement pour aboutir à la loi suivante :

3° Puisque le salaire est déterminé par les « lois de la valeur d'échange », le progrès de la productivité du travail entraîne nécessairement une diminution de la quote-part des salaires ouvriers par rapport au produit. C'est là la découverte d'Archimède du « système » de Rodbertus. La « *quote-part décroissante des salaires* » est l'idée « originale » la plus importante qu'il ne cesse de répéter depuis son premier écrit social (qui date probablement de 1839) jusqu'à sa mort et dont il « revendique » la paternité. Cette « idée » certes, était une simple déduction de la théorie de la valeur de Ricardo, elle est implicitement contenue dans la théorie du fonds des salaires qui dominait l'économie politique bourgeoise depuis les classiques, jusqu'à la parution du *Capital* de Marx. Cependant Rodbertus croit que cette « découverte » a fait de lui le Galilée de l'économie politique et il se réfère à sa « *quote-part décroissante des salaires* » pour expliquer tous les maux et toutes les contradictions de l'économie capitaliste. Surtout, il fait dériver de la quote-part décroissante des salaires le paupérisme qui constitue dans son opinion, avec les crises, « *LA question sociale* ». Il serait bon de recommander à l'attention de nos contemporains qui sont adversaires de Marx le fait que ce n'est pas Marx, mais Rodbertus, un homme selon leur cœur, qui a construit une véritable théorie de la paupérisation, sous une forme des plus grossières certes, et qui, en a fait, à la différence de Marx, non pas un phénomène annexe mais le point crucial de la « question sociale ». Voyez par exemple son argumentation pour prouver la paupérisation absolue

²⁸¹ Cf. *Schriften*, vol. IV, p. 225.

de la classe ouvrière dans sa *Première Lettre Sociale à von Kirchmann*. En outre, la « *quote-part décroissante des salaires* » doit suffire à expliquer l'autre phénomène fondamental de la « question sociale » : les crises. Ici Rodbertus aborde le problème de l'équilibre entre la consommation et la production et attaque tout l'ensemble des questions qui s'y rattachent et qui avaient déjà été débattues par Sismondi et l'école de Ricardo.

La connaissance des crises se fondait naturellement chez Rodbertus sur un matériel d'observation bien plus riche que chez Sismondi. Dans sa *Première Lettre Sociale*, il donne déjà une description très fouillée des quatre crises : 1818-19, 1825, 1837-39 et 1847. Comme ses observations s'étendent sur une période plus longue, Rodbertus a pu avoir des vues plus profondes sur l'essence des crises qu'il n'était donné à ses prédécesseurs. Ainsi, il a formulé dès 1850 le caractère périodique des crises qui se produisent à des intervalles toujours plus brefs, et en même temps avec une violence toujours accrue :

« Chaque fois, le caractère destructeur de ces crises s'est accentué par rapport à l'augmentation de la richesse, les victimes qu'elles engloutissent sont plus nombreuses. La crise de 1818-1819, malgré la panique qu'elle provoqua dans le commerce et les problèmes difficiles qu'elle posa à la science, était relativement insignifiante comparée à celle de 1825-1826. Celle-ci porta de tels coups au capital anglais et à sa richesse, que les économistes les plus illustres doutèrent de sa guérison. Cependant elle fut encore dépassée par la crise de 1836-1837. Les crises de 1839-1840 et de 1846-1847 causèrent des ravages encore beaucoup plus considérables que les précédentes.

« Cependant, d'après l'expérience que nous avons acquise jusqu'à aujourd'hui, les crises se produisent à des intervalles toujours plus brefs. Dix-huit ans se passèrent entre la première et la seconde, quatorze ans entre la seconde et la troisième, douze ans entre la troisième et la quatrième. Déjà s'amoncellent les symptômes d'un nouveau péril, bien que l'année 1848 ait sans doute empêché l'explosion » (ibid., Vol. III, pp. 110-111).

Plus loin, Rodbertus fait observer qu'un essor extraordinaire de la production et de grands progrès techniques de la production semblent être les signes précurseurs des crises : « *Chacune de ces crises a succédé à une période remarquable de prospérité industrielle* » (ibid., Vol. III, p. 108). Il montre d'après l'histoire des crises que « *celles-ci ne se produisent qu'après un accroissement considérable de la productivité* » (ibid., Vol. I, p. 62). Rodbertus attaque la conception vulgaire qui prétend faire des crises de simples troubles du système monétaire et du système du crédit, il critique toute la législation de la monnaie de Peel, qu'il estime défectueuse ; il justifie en détail son opinion dans un article paru en 1858 et intitulé : *Die Handelskrisen und die Hypothekennot*, où il écrit entre autres : « *On se trompe donc également en considérant les crises commerciales uniquement comme des crises monétaires, boursières*

ou du crédit. Ce n'est qu'au début qu'elles apparaissent extérieurement ainsi » (*ibid.*, Vol. IV, p. 226). Rodbertus fait preuve d'une pénétration remarquable du rôle joué par le commerce extérieur dans le problème des crises. Comme Sismondi il constate la nécessité de l'expansion pour la production capitaliste, mais en même temps il souligne le fait que les crises périodiques augmentent ainsi nécessairement de dimensions. Il écrit dans *Zur Beleuchtung der Sozialen Frage*, 2^o partie. 1^o cahier. « Le commerce extérieur n'influe pas davantage sur les crises commerciales que la bienfaisance sur le paupérisme : en fin de compte, les deux phénomènes ne font que s'intensifier en même temps » (*ibid.*, Vol. III, p. 186). Et dans l'article déjà cité, *Handelskrisen und Hypothekennot* : « Le seul moyen d'éviter à l'avenir l'explosion de « crises » est l'arme à double tranchant de l'élargissement du marché extérieur. La ruée violente vers un tel élargissement n'est pas autre chose que la réaction morbide d'un organe souffrant. Lorsque sur le marché intérieur l'un des facteurs, la productivité, ne cesse d'augmenter tandis que l'autre, le pouvoir d'achat, reste stagnant pour la plus grande partie de la nation, le commerce cherchera à remédier à ce déséquilibre par la création de marchés extérieurs. L'apaisement de cette fièvre retarde du moins la nouvelle poussée du mal. La création de chaque nouveau marché extérieur revient aussi à écarter la question sociale. Il en est de même de la création de colonies dans les pays non cultivés. L'Europe se constitue même un marché là où il n'y en avait pas. Mais ce moyen ne fait que tromper le mal. Lorsque les nouveaux marchés sont couverts - la question n'a fait que revenir à son point de départ, qui est la capacité limitée du pouvoir d'achat comparée à l'accroissement illimité de la productivité. La nouvelle explosion a été seulement transférée du marché plus petit au marché plus grand, ses dimensions sont devenues encore plus vastes et ses secousses encore plus violentes. Et comme la terre est limitée et que la conquête de nouveaux marchés devra cesser un jour, cette mise à l'écart de la question ne peut être définitive. Il faudra la résoudre une fois définitivement » (*ibid.*, Vol. IV, p. 223)²⁸².

²⁸² Dans sa *Deuxième lettre sociale*, en 1850, Rodbertus pensait sans doute que si la société devait manquer de la « force morale » pour résoudre la question sociale c'est-à-dire pour changer la répartition de la richesse alors l'histoire « devrait de nouveau brandir le fouet de la révolution » (*Schriften*, vol. II, p. 83). Huit années plus tard, il préfère en bon Prussien brandir le fouet de la colonisation chrétienne et éthique sur les indigènes coloniaux. Il n'est que logique que « le fondateur proprement dit du socialisme scientifique en Allemagne » fût également un partisan très chaud du militarisme et sa phrase de la « réduction des armées » ne doit être prise que comme une licence poétique dans son flot d'éloquence. Dans son article *Zur Beleuchtung der sozialen Frage*, 2^o partie, 1^o cahier, il explique que « tout le poids national des impôts pèse vers le bas, tantôt dans l'augmentation des prix des biens de salaires, tantôt dans le poids qui pèse sur le salaire en argent » considérant également le service militaire obligatoire « mis sous le point de vue d'une charge de l'État chez les classes laborieuses non pas comme un impôt mais comme une confiscation de tout le revenu de plusieurs années ». Il s'empresse d'ajouter : « Pour ne pas provoquer de malentendu, je remarque que je suis un partisan résolu de notre constitution militaire actuelle (donc de la constitution militaire prussienne de la contre-révolution) quelque pesante qu'elle soit pour les classes ouvrières et quelques immenses que semblent être les sacrifices financiers que les classes possédantes donnent pour cela. » (*ibid.*, vol. 3, p. 34). Il n'est certainement pas un lion !

Il reconnaît également que l'anarchie de la production capitaliste privée est un facteur de crises, mais seulement un facteur parmi d'autres, y voyant la source d'une variété particulière de crises et non pas la cause véritable des crises en général. Il écrit ainsi à propos du déclenchement de la crise dans « l'endroit » fameux de von Kirchmann : « *Je ne prétends pas maintenant que cette sorte de difficultés d'écoulement ne se produirait pas dans la réalité. Le marché est actuellement vaste, les besoins et les branches de production sont nombreux, la productivité importante, l'expression des désirs confuse et trompeuse, les entrepreneurs ne connaissent pas mutuellement l'ampleur de la production - il peut donc aisément advenir que ceux-ci se trompent dans l'estimation de certains besoins de marchandises et engorgent ainsi le marché* ». Rodbertus affirme expressément et ouvertement que seule une organisation planifiée de l'économie, un « *renversement total* » des rapports actuels de propriété, la concentration de tous les moyens de production « *dans les mains d'une autorité sociale unique* » pourraient remédier à ces crises. Sans doute se hâte-t-il d'ajouter, pour rassurer les esprits, qu'il réserve son opinion quant à la question de savoir si un tel état de choses est possible, « *mais il y aurait là en tout cas le seul moyen d'empêcher CETTE sorte de crise* ». Il affirme donc avec insistance qu'il considère l'anarchie de la production actuelle comme étant seule responsable d'une forme partielle déterminée des crises.

Rodbertus rejette avec ironie le principe de Say et de Ricardo de l'équilibre naturel entre la consommation et la production ; comme Sismondi, il met l'accent sur le pouvoir d'achat de la société et, comme lui, il fait dépendre celui-ci de la répartition du revenu. Cependant il n'accepte absolument la théorie des crises de Sismondi, ni surtout les conclusions de cette théorie qu'il condamne violemment. En effet, tandis que Sismondi voyait la source de tous les maux dans l'expansion illimitée de la production sans égard aux limites du revenu et qu'il prêchait en conséquence la restriction de la production,

Rodbertus au contraire se fait l'avocat de l'expansion vigoureuse et illimitée de la production, de la richesse, des forces productives. La société, dit-il, a besoin d'un accroissement sans entraves de ses richesses. Quiconque condamne la richesse de la société, condamne en même temps sa puissance, son progrès et avec celui-ci sa vertu; quiconque met des obstacles à son accroissement met des obstacles au progrès en général. Tout progrès de la science, de la volonté et du pouvoir de la société est lié à un accroissement de la richesse ²⁸³. De point de vue Rodbertus se déclarait très favorable au système des banques d'émission monétaire d'État qu'il considérait comme la base indispensable de l'expansion rapide et illimitée des sociétés de fondation. Son article paru en 1858 et intitulé *Die Hypothennot*, ainsi que son ouvrage sur *la Crise monétaire*

²⁸³ Cf. *Schriften*, vol. 3, p. 182.

en Prusse de 1845 sont consacrés à cette argumentation. Il attaque même directement les mises en garde prophétiques à la manière de Sismondi, abordant le problème, comme il le fait toujours, dans un esprit moralisateur et utopique. « *Les entrepreneurs - déclare-t-il - ne sont au fond rien d'autre que des fonctionnaires de l'économie; en faisant travailler au mieux le moyens de production nationaux que leur a confiés l'institution de la propriété privée, ils ne font que leur devoir. Car le capital n'existe, je le répète, que pour la reproduction.* » Plus loin, il écrit concrètement : « *Doivent-ils peut-être (les entrepreneurs) rendre chroniques ces poussées malades en travaillant dès le début et continuellement avec des forces réduites, intérieures à celles qu'ils possèdent réellement, compensant ainsi une intensité moindre du mal par sa durée infinie ? Même si l'on était assez absurde pour leur donner un tel conseil, ils seraient incapables de le suivre. Comment ces producteurs mondiaux pourraient-ils reconnaître le seuil pathologique de la saturation du marché ? Ils produisent tous en s'ignorant les uns les autres, aux endroits les plus divers du globe, pour un marché éloigné de centaines de lieues, avec des forces productives si considérables que la production d'un mois suffirait à dépasser ce seuil - comment concevoir qu'une production aussi dispersée et pourtant aussi puissante réussisse à reconnaître à temps la saturation ? Où sont les institutions, les bureaux statistiques par exemple, qui recevraient des informations en vue de les aider ? Mais il y a pire : la seule antenne capable de sonder le marché est le prix, ses hausses et ses baisses. Mais le prix n'est pas un baromètre qui prévoit la température du marché, c'est un thermomètre qui ne fait que la mesurer. Si le prix baisse, le seuil est déjà franchi et le mal est déjà là* » (ibid., IV, p. 231).

Cette polémique, dirigée manifestement contre Sismondi, révèle les différences essentielles qui séparent les deux auteurs dans la conception des crises. C'est pourquoi, lorsqu'Engels écrit dans *l'Anti-Dühring* que l'explication des crises par la sous-consommation remonte à Sismondi et a été empruntée par Rodbertus à ce dernier, ce n'est pas rigoureusement exact. Tout ce que Rodbertus et Sismondi ont en commun, c'est l'opposition contre l'école classique ainsi que l'explication générale des crises par la répartition du revenu. Mais même sur ce point, Rodbertus enfourche son dada personnel : les surproductions ne sont pas provoquées, à son avis, par le bas niveau du revenu des masses ouvrières, mais seulement par le fait qu'avec la productivité croissante du travail le revenu des ouvriers représente une quote-part toujours plus minime de la valeur du produit. Rodbertus essaie de convaincre son adversaire que les crises ne proviennent pas de la part réduite du produit constituée par le revenu des classes laborieuses : « *Imaginez-vous, dit-il à von Kirchmann, des parts si minimes que ceux qui les reçoivent n'ont que le minimum nécessaire pour vivre, mais fixez seulement les parts selon la fraction du produit national qu'elles représentent et faites accroître la productivité; vous aurez alors un réceptacle de valeur capable de recevoir un contenu toujours croissant. Vous aurez ainsi une prospérité toujours croissante, qui atteindra également les*

classes laborieuses. Inversement si l'on imagine des parts quelque importantes qu'elles soient mais qui diminuent sous l'influence de la productivité croissante du travail jusqu'à devenir une quote-part toujours plus minime du produit national, ces parts se réduiront jusqu'à leur point minimum actuel, et l'insatisfaction croîtra jusqu'au moment où éclateront les crises commerciales dont la responsabilité incombe aux capitalistes parce que les capitalistes sont responsables de l'organisation de la production et de son ampleur, d'après la grandeur donnée des parts » (ibid., Vol. I, p. 59).

C'est donc la « quote-part décroissante » du salaire qui est la cause véritable des crises ; et le seul moyen efficace de lutter est de déterminer par la loi une quote-part invariable et fixe des travailleurs au produit national. Il faut bien comprendre cette idée grotesque pour rendre hommage à son contenu économique comme il se doit.

L'analyse de la reproduction par Rodbertus

Tout d'abord, que veut dire Rodbertus lorsqu'il affirme que la diminution de la quote-part ouvrière entraîne nécessairement et « immédiatement » la surproduction et les crises commerciales ? Cette idée n'est compréhensible que si l'on admet que Rodbertus imagine le « produit national » comme étant composé de deux parties, à savoir la quote-part des ouvriers et celle des capitalistes, ou encore $v + pl$, ces deux parties étant échangeables entre elles. Or à certains passages c'est bien ce qu'il semble dire, ainsi dans la *Première Lettre Sociale* : « La pauvreté des classes laborieuses empêche toujours que leur revenu ne donne une base à la croissance de la production. L'excédent de produit, qui, s'il était entre les mains des ouvriers, non seulement améliorerait leur sort mais fournirait en même temps un contrepois permettant de faire monter la valeur de l'excédent invendu et donnerait aux entrepreneurs la possibilité de poursuivre la production à l'échelle précédente, fait baisser, en restant aux mains des entrepreneurs, la valeur du produit total à tel point que la poursuite de la production sur une même base devient impossible et laisse dans le meilleur des cas les ouvriers dans leur indigence habituelle²⁸⁴. » Le « contrepois » qui, dans les mains des ouvriers, fait monter la « valeur » de l'« excédent invendu » des entrepreneurs ne peut signifier que la demande. Nous retrouvons là le fameux « endroit » de von Kirchmann, où les ouvriers échangent avec les capitalistes leur salaire contre le surproduit, et où les crises proviennent du fait que le capital variable est trop petit et la plus-value trop grande. Cette idée étrange a déjà été discutée plus haut. A d'autres passages cependant, Rodbertus expose une conception un peu différente. Dans la *Quatrième Lettre Sociale*, sa théorie doit être interprétée de la manière suivante :

²⁸⁴ *Schriften*, vol. III, p. 176.

Le décalage constant dans le rapport entre la demande correspondant à la quote-part de la classe ouvrière et celle correspondant à la quote-part de la classe capitaliste provoque nécessairement une disproportion chronique entre la production et la consommation : « *Mais comment ! Si à présent, bien que les entrepreneurs essaient de maintenir la production dans les limites fixées par ces parts, celles-ci diminuaient peu à peu pour la grande majorité de la société, pour les ouvriers, d'un mouvement insensible mais irrésistible ? Si elles diminuaient dans ces classes dans la mesure même où la productivité s'accroît ?* » « *Ne peut-on penser que les capitalistes, tout en organisant - et en étant obligés d'organiser - la production sur la base de la grandeur actuelle de ces parts, pour rendre la richesse générale, ne cessent cependant de produire au-delà des limites fixées jusqu'à présent par ces parts et provoquent ainsi une insatisfaction permanente qui va jusqu'à entraîner des difficultés d'écoulement ?* » (*ibid.*, Vol. I, p. 53, 57).

D'après ce passage les crises s'expliquent donc de la manière suivante : le produit national se compose d'un certain nombre de « *marchandises ordinaires* » pour les ouvriers, selon l'expression de von Kirchmann, et de marchandises plus luxueuses pour les capitalistes. La quantité des premières est représentée par l'ensemble des salaires, la quantité des secondes par la plus-value globale. Si les capitalistes organisent leur production sur cette base et si la productivité continue à augmenter, il s'ensuivra immédiatement une disproportion. Car la quote-part des ouvriers d'aujourd'hui, n'est plus la même qu'hier, elle a diminué; si hier la demande de « *marchandises ordinaires* » constituait les $6/7^{\circ}$ du produit national, aujourd'hui elle n'en constitue plus que les $5/7^{\circ}$ et les entrepreneurs qui avaient compté avec ces $6/7^{\circ}$ de « *marchandises ordinaires* » constateront avec une surprise douloureuse qu'ils ont produit $1/7^{\circ}$ de trop. Mais si, instruits par cette expérience, ils veulent organiser leur production, demain, de telle façon qu'ils ne produisent plus que les $5/7^{\circ}$ de la valeur totale du produit national en marchandises ordinaires, ils vont au devant d'une nouvelle déception car, après-demain, la quote-part des salaires par rapport au produit national ne représentera certainement plus que quatre septièmes, etc.

Cette théorie originale éveille aussitôt quelques doutes polis. S'il est vrai que nos crises commerciales sont exclusivement dues au fait que la « *quote-part des salaires* » de la classe ouvrière, le capital variable, constitue une fraction toujours décroissante de la valeur globale du produit national, alors cette loi fatale recèle en elle-même le remède au mal qu'elle a provoqué, puisque la surproduction ne touche qu'une portion toujours plus minime du produit total. Rodbertus se sert volontiers d'expressions telles que « *l'immense majorité* » des consommateurs, la « *grande masse populaire* » des consommateurs, dont la quote-part ne cesse de diminuer ; cependant dans la demande, ce n'est pas le nombre de têtes qui compte, mais la valeur qu'elles représentent. Et cette valeur constitue, d'après Rodbertus lui-même, une portion toujours plus

petite du produit global. La base économique des crises devient ainsi toujours étroite ; on se demande alors comment il se fait que les crises, comme le constate Rodbertus, sont d'une part toujours générales et d'autre part toujours plus violentes. Si par ailleurs la « *quote-part des salaires* », constitue une partie du produit national, la plus-value, d'après Rodbertus, en constitue l'autre partie. Le pouvoir d'achat perdu par la classe ouvrière est gagné par la classe capitaliste : si *v* décroît sans cesse, *pl* augmente sans cesse en compensation. Dans ce schéma simpliste, le pouvoir d'achat de la société, dans son ensemble, ne peut changer. Il écrit en propres termes : « *Je sais bien qu'en fin de compte ce qui est retiré à la part des ouvriers passe à la part des rentiers* (chez Rodbertus la « *rente* » est identique à la plus-value), *et que donc à la longue et dans l'ensemble, le pouvoir d'achat reste identique. Mais par rapport à la masse des produits jetés sur le marché, la crise s'est toujours produite avant que cet accroissement n'ait pu entrer en vigueur* » (*ibid.*, Vol. I, p. 206). La seule chose qui puisse advenir c'est qu'il y ait constamment « *trop* » de « *marchandises ordinaires* », tandis qu'il y aurait toujours « *trop peu* » de marchandises de luxe pour les capitalistes. Sans s'en douter Rodbertus rejoint par des chemins détournés la théorie de Say et de Ricardo qu'il a tellement attaquée : à savoir que la surproduction d'un côté s'accompagnerait toujours d'une sous-production dans un autre domaine. Comme la quote-part en valeur de la classe ouvrière diminue constamment par rapport à celle des capitalistes, nos crises commerciales prendraient dans l'ensemble toujours plus le caractère d'une sous-production périodique, ou lieu d'une surproduction !

Cependant laissons là ces énigmes. Ce qui ressort de ces textes, c'est que Rodbertus conçoit le produit national, considéré d'après sa valeur, comme étant composé exclusivement de deux parties, *v* et *pl*; il se rallie ainsi à la théorie et à la tradition de l'école classique qu'il combat avec un tel acharnement par ailleurs, en y ajoutant l'idée que la plus-value tout entière est consommée par les capitalistes. Cette conception est exprimée explicitement à plusieurs endroits, ainsi dans la *Quatrième Lettre Sociale* : « *Par conséquent, pour découvrir tout d'abord le principe de la rente en général* (de la plus-value), *le principe du partage du produit du travail en salaire et en rente, il faut précisément faire abstraction des causes de la séparation de la rente en rente foncière et rente de capital* » (*ibid.*, Vol. I, p. 19). Et dans la *Troisième Lettre* : « *La rente foncière, le profit du capital et le salaire, je le répète, sont des revenus. Les propriétaires fonciers, les capitalistes et les ouvriers veulent en vivre, c'est-à-dire satisfaire leurs besoins humains immédiats. Les biens que l'on obtient par le revenu doivent être donc utilisables* » (*ibid.*, Vol. II, p. 110). Jamais on n'exprima plus clairement cette fausse interprétation d'une économie capitaliste qui serait une production exclusivement destinée aux fins de la consommation directe.

Ici Rodbertus remporte, sans aucun doute, la palme de la « priorité » - non seulement par rapport à Marx, mais par rapport à tous les économistes vulgaires. Pour ne laisser aucun doute aux lecteurs quant à la confusion de son esprit, il compare, dans la même lettre, un peu plus loin, la plus-value capitaliste comme catégorie économique, avec le revenu du maître d'esclaves antique en la mettant exactement sur le même plan : « *L'économie naturelle la plus simple est liée avec la première condition (de l'esclavage) ; la portion du produit du travail qui est retirée au revenu des ouvriers ou esclaves et qui constitue la propriété du maître ou du propriétaire échouera sans partage, sous forme de rente, à un propriétaire foncier, à un maître d'ouvriers ou au propriétaire du produit du travail, on ne pourra même pas distinguer conceptuellement la rente foncière et le profit capitaliste. A la seconde condition est liée l'économie monétaire la plus compliquée, la portion du produit du travail qui est maintenant retirée au revenu de l'ouvrier libre et qui revient à la propriété foncière ou capitaliste sera distribuée encore entre les propriétaires du produit brut et les propriétaires du produit fabriqué, enfin, la rente de la première condition se divisera en rente foncière et en profit capitaliste, il conviendra de les distinguer* » (*ibid.*, Vol. II, p. 144). Rodbertus considère la division de la plus-value « retirée au revenu » des ouvriers en rente foncière et profit capitaliste comme la différence la plus marquante entre le système d'exploitation esclavagiste et l'exploitation capitaliste moderne. Ce n'est pas dans la forme historique spécifique du partage de la valeur nouvellement créée entre le capital et le travail, mais dans la distribution de la plus-value entre les différents bénéficiaires qu'il voit le fait spécifique du mode de production capitaliste, distribution qui en réalité importe peu pour le processus de production ! Par ailleurs la plus-value capitaliste garde la même fonction que la « rente » du propriétaire d'esclaves : c'est un fonds de consommation privé de l'exploiteur !

Il est vrai que Rodbertus se contredit à d'autres passages, se souvenant soudain du capital constant ainsi que de la nécessité de le renouveler au cours du processus de reproduction. Au lieu de diviser le produit total en $v + pl$, il suppose une division tripartite en $c + v + pl$. Il expose dans sa *Troisième Lettre* les formes de reproduction de l'économie esclavagiste :

« *De même que le maître est soucieux de ce qu'une partie du travail des esclaves soit utilisée à maintenir en état les champs, les troupeaux et les instruments agricoles ou les outils de fabrication, ou encore à les améliorer, ce qui est aujourd'hui appelé « remplacement de capital » se fera de telle manière qu'une partie du produit national sera utilisée directement, sans l'intermédiaire de l'échange, ni même de la valeur d'échange, pour maintenir en état la fortune* » (*ibid.*, Vol. III, p. 146).

Puis passant à la reproduction capitaliste : « A présent une partie en valeur du produit du travail sera utilisée ou calculée pour maintenir en état la fortune, ou pourvoir au « remplacement du capital » ; une partie en valeur du

produit du travail sera utilisée dans le salaire des ouvriers pour l'entretien de ceux-ci et il reste enfin une partie en valeur de ce même produit dans les mains des propriétaires fonciers, des capitalistes et des propriétaires du produit du travail sous forme de revenu ou de rente » (ibid., Vol. II, p. 155).

Rodbertus formule expressément ici la division tripartite du capital en capital constant, capital variable et plus-value. Il souligne une fois encore dans sa *Troisième Lettre* l'originalité de sa « nouvelle » théorie : « *Une fois accomplie, selon cette théorie, la répartition de la partie de la valeur du produit restant après remplacement du capital, pourvu qu'il y ait production suffisante, entre les ouvriers et les propriétaires, sous forme de salaire et de rente... etc.* » (ibid., Vol. II, p. 223).

Il semble que Rodbertus ait dépassé l'école classique dans l'analyse de la valeur du produit global. Un peu plus loin, il va même jusqu'à attaquer ouvertement le « dogme » de Smith, et il est surprenant que les doctes admirateurs de Rodbertus : Wagner, Dietzel, Diehl, etc... aient négligé de revendiquer la « priorité » de leur idole par rapport à Marx sur un point aussi important de la théorie économique. En réalité cette priorité est aussi contestable que dans la théorie générale de la valeur. Même lorsqu'il peut sembler que Rodbertus ait des idées justes, on s'aperçoit que c'est un malentendu ou du moins un à peu près. Sa critique du dogme de Smith montre précisément son incapacité à se servir du concept de la division tripartite du produit national, concept qu'il avait découvert à tâtons :

« Vous savez que tous les économistes, depuis Adam Smith, divisent la valeur du produit en salaire, rente foncière et profit capitaliste, et que donc l'idée de fonder le revenu des différentes classes et en particulier les parties de rente sur une division du produit n'est pas nouvelle. Cependant les économistes se perdent immédiatement dans des déviations. Tous - sans excepter même l'école de Ricardo - commettent premièrement la faute de considérer le produit tout entier, le bien achevé, le produit national total non pas comme une unité à laquelle participent les ouvriers, les propriétaires fonciers et les capitalistes, mais de regarder la division du produit brut comme une division particulière à laquelle n'ont part que deux participants. Ainsi ces systèmes considèrent déjà le produit brut seul et le produit fabriqué seul chacun à part comme un revenu particulier. Deuxièmement ils commettent l'erreur - à l'exception cependant de Ricardo et de Smith - de prendre ce fait naturel social que dans le cas de la division du travail le capital, au sens moderne du mot, remplit cette fonction, comme un fait originel. Ils en veulent alors un rapport économique fondamental, auquel ils ramènent également, lorsqu'il y a division sociale de la propriété du sol, du capital et du travail, les parts des différents propriétaires : ainsi la rente foncière correspondrait à la participation productive du sol mis à la disposition par le propriétaire foncier, le profit capitaliste correspondrait à la participation productive du capital employé par le capitaliste à la produc-

tion, et enfin le salaire à la participation du travail à la production. L'école de Say, qui a développé cette erreur avec le plus de persistance, a même créé la notion d'une contribution productive du sol, du capital et du travail correspondant aux quotes-parts du produit qui reviennent aux différents propriétaires, pour expliquer à son tour la quote-part du produit par la contribution productive. A cette conception se rattache l'absurdité qui, alors que le salaire et les parts de rentes sont dérivés de la valeur du produit, prétend faire dériver à son tour la valeur du produit du salaire et des parts de rentes, et fonder ainsi alternativement ces deux catégories l'une sur l'autre. Chez maints auteurs cette absurdité se manifeste par le fait qu'ils étudient, dans deux chapitres successifs, « l'influence des rentes sur les prix de production », puis « l'influence des prix de production sur les rentes » (*ibid.*, Vol. II, p. 226).

A côté de ces excellentes remarques critiques, dont la dernière, particulièrement pénétrante, anticipe en quelque sorte la critique du deuxième volume du *Capital* de Marx, Rodbertus tombe sans broncher dans l'erreur fondamentale de l'école classique et de ses épigones vulgaires, qui consiste à ignorer la partie de la valeur du produit global nécessaire à la société pour renouveler le capital constant. C'était cette même confusion qui le faisait s'entêter dans sa polémique bizarre contre la « *quote-part décroissante du salaire* ».

Dans le mode de production capitaliste, la valeur du produit social total se divise en trois parties dont l'une correspond à la valeur du capital constant, l'autre à la somme des salaires, c'est-à-dire au capital variable et la troisième à la plus-value totale de la classe capitaliste. Or, à l'intérieur de cette composition de la valeur, la partie de la valeur correspondant au capital variable décroît relativement sans cesse et ceci pour deux raisons. Premièrement, le rapport de c à $(v + pl)$, c'est-à-dire du capital constant à la nouvelle valeur, change à l'intérieur de $c + v + pl$, en ce sens que c ne cesse de s'accroître relativement tandis que $(v + pl)$ ne cesse de décroître. C'est une expression simple de la loi de la productivité croissante du travail humain, valable absolument pour toutes les sociétés qui progressent économiquement, indépendamment de leurs formes historiques; elle signifie seulement que le travail vivant est capable de transformer toujours plus de moyens de production en objets de consommation, et dans un temps toujours plus bref. Comme $(v + pl)$ diminue par rapport à la valeur globale du produit, v qui est également une partie de la valeur du produit global, diminue en même temps. Regimber contre ce fait, vouloir mettre obstacle à cette baisse revient à s'opposer au progrès de la productivité du travail dans ses effets généraux. En outre il se produit à l'intérieur de $(v + pl)$ une transformation dans le sens d'une diminution relative de v et d'une augmentation relative de pl , autrement dit une portion toujours plus petite de la valeur nouvellement créée est allouée aux salaires, tandis qu'une portion toujours plus grande est prélevée comme plus-value. C'est là l'expression spécifiquement capitaliste de la productivité croissante du travail, phénomène qui est

à l'intérieur des conditions capitalistes de production d'une validité aussi absolue que cette première loi. User de l'autorité de l'État pour prévenir la diminution de v par rapport à pl reviendrait à vouloir soustraire cette marchandise fondamentale qu'est la force de travail à la loi de la productivité croissante qui diminue les frais de production de toutes les marchandises ; cela reviendrait à exempter cette seule marchandise des effets économiques du progrès technique. Bien plus : la « *baisse de la quote-part des salaires* » n'est qu'une autre expression du taux croissant de la plus-value, qui constitue le moyen le plus puissant et le plus efficace de freiner la baisse du taux de profit et représente, par-là même, le but de la production capitaliste en général, ainsi que du progrès technique à l'intérieur de cette production.

Supprimer la « *baisse de la quote-part des salaires* » par le moyen de la législation signifierait à peu près : priver l'économie capitaliste de sa raison d'être, vouloir empêcher son principe vital. Mais représentons-nous les choses concrètement. Le capitaliste individuel, comme la société capitaliste dans son ensemble, ignore que la valeur des produits est la somme du travail social nécessaire et il est incapable de le comprendre. Le capitaliste ne connaît la valeur que sous la forme dérivée et inversée par la concurrence des frais de production. Tandis qu'en réalité la valeur du produit se décompose en ses parties de valeur, $c + v + pl$, inversement les frais de production se composent dans la conscience du capitaliste de $c + v + pl$. Il se les représente sous une forme modifiée et dérivée, 1) comme le renouvellement du capital fixe usé, 2) comme les sommes avancées sur le capital circulant, y compris les salaires des ouvriers, 3) comme taux de profit « usuel », c'est-à-dire moyen par rapport à son capital total. Comment alors obliger le capitaliste par une loi, comme le voudrait Rodbertus, à respecter une « *quote-part de salaire fixe* » par rapport à son capital total ? Cette idée est à peu près aussi sensée que de vouloir prescrire par une loi que les matières premières ne doivent entrer que pour un tiers dans le prix global d'une marchandise donnée. Manifestement, l'idée fondamentale de Rodbertus, dont il était fier, sur laquelle il fondait son système comme s'il s'agissait d'une nouvelle découverte d'Archimède, à l'aide de laquelle il voulait radicalement guérir de la production tous ses maux n'est qu'une énorme absurdité de tous les points de vue du mode de production capitaliste. Elle ne pouvait résulter que de cette confusion à propos de la théorie de la valeur, qui atteint son point culminant dans ce passage incomparable de Rodbertus : « *Le produit devrait maintenant (dans la société capitaliste) avoir une valeur d'échange comme il devait avoir dans l'économie antique une valeur d'usage* » (*ibid.*, Vol. II, p. 156). Dans la société antique, il fallait manger du pain et de la viande pour vivre, mais aujourd'hui on est déjà rassasié lorsqu'on sait le prix de la viande et du pain ! Mais la conséquence la plus manifeste de cette idée fixe d'une « *quote-part invariable du salaire* » chez Rodbertus est son incapacité totale à comprendre l'accumulation capitaliste. Les citations précédentes ont déjà montré que Rodbertus envisage uniquement la reproduction simple, ce qui

concorde avec son idée fausse que le but de la production capitaliste est la production d'objets de consommation pour satisfaire « *les besoins humains* ». Il parle toujours seulement de « *remplacement du capital* » et de la nécessité de permettre aux capitalistes de « *poursuivre leur entreprise à la même échelle* ». Son argument principal se dirige donc directement contre l'accumulation du capital. Fixer le taux de plus-value, empêcher sa croissance, signifie paralyser l'accumulation capitaliste. En fait, pour Sismondi comme pour von Kirchmann, la question de l'équilibre entre la production et la consommation est une question d'accumulation, c'est-à-dire de reproduction capitaliste élargie. Tous deux rendaient l'accumulation responsable des troubles de l'équilibre de la reproduction, tous deux en niaient la possibilité, avec cette seule différence que le premier conseillait, en guise de remède, le ralentissement des forces productives en général, tandis que le second recommandait leur emploi croissant dans la production de luxe et la consommation totale de la plus-value. Rodbertus, là encore, suit sa propre voie. Tandis que les deux premiers auteurs cherchaient à comprendre avec plus ou moins de succès le *phénomène* de l'accumulation capitaliste, Rodbertus en attaque le *concept* même.

« *Les économistes se sont copiés les uns les autres depuis Adam Smith, ils ont établi comme vérité générale et absolue que le capital ne peut naître que de l'épargne et de l'accumulation* » (*ibid.*, Vol. I, p. 240).

Rodbertus part en guerre contre cette « *erreur* » et il démontre tout au long de 60 pages que le capital n'a pas son origine dans l'épargne mais dans le travail et que « *l'erreur* » des économistes au sujet de « l'épargne » vient de cette idée aberrante que la productivité est inséparable du capital, et enfin que cette erreur est due à une autre méprise : à savoir que le capital est du capital.

Pour sa part, von Kirchmann comprenait très bien ce qui est à la base de « l'épargne » capitaliste. Il explique très bien : « L'accumulation de capital ne consiste pas, on le sait, dans un amoncellement de provisions, ou dans la thésaurisation de réserves d'argent ou de métal qui s'entassent inutilisées dans les caves du propriétaire; mais celui qui épargne le fait pour employer lui-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes, les sommes épargnées comme capital et en tirer des revenus. Ces revenus ne sont possibles que si les capitaux sont utilisés à de nouvelles entreprises capables de fournir, grâce à leur production, les intérêts souhaités. L'un construit un navire, l'autre une grange, le troisième cultive une lande en friche, le quatrième fait venir une nouvelle machine à tisser, le cinquième achète plus de cuir et emploie plus d'ouvriers pour élargir sa production de chaussures, etc. C'est seulement dans ces investissements que le capital épargné peut porter des intérêts (c'est-à-dire du profit) ce qui est le but final de toute épargne » (*ibid.*, Vol. II, p. 25).

Ce que von Kirchmann décrit ici en termes maladroits mais d'une manière très juste pour le fond, n'est rien d'autre que le processus de la capitalisa-

tion de la plus-value, de l'accumulation capitaliste qui constitue le sens de l' « épargne » prêchée par l'économie classique « depuis Adam Smith » avec une instinct très sûr. Déclarer la guerre à l'accumulation, à l' « épargne », est, du point de vue de von Kirchmann, conséquent, puisqu'il voyait la cause des crises - comme Sismondi - dans l'accumulation. Ici encore, Rodbertus se montre plus « radical ». Il a, pour son malheur, compris d'après la théorie de la valeur de Ricardo que le travail est la seule source de la valeur, donc également du capital. Et cette sagesse élémentaire lui suffit parfaitement et le rend complètement aveugle à tous les rapports compliqués de la production capitaliste et des mouvements de capitaux. Si le capital naît du travail, l'accumulation du capital, c'est-à-dire l'« épargne », la capitalisation de la plus-value est une pure absurdité.

Pour débrouiller l'écheveau compliqué d'erreurs commises par « les économistes depuis Adam Smith », il prend l'exemple, comme on pouvait s'y attendre, d'un « entrepreneur isolé » et prouve tout ce qu'il entend prouver par une longue vivisection de cette malheureuse créature. Ainsi il découvre déjà le « capital » c'est-à-dire naturellement le célèbre « premier bâton » avec lequel l'« économie politique depuis Adam Smith » secoue les fruits de sa théorie du capital de l'arbre de la connaissance. Est-ce que ce « bâton » vient de l'épargne ? demande Rodbertus. Et comme chaque individu normal comprend que l'« épargne » ne peut créer aucun bâton, mais que Robinson doit fabriquer ce bâton en bois, il prouve par là même déjà que la « théorie de l'épargne » est tout à fait fausse. Plus loin : « l'entrepreneur isolé » avait abattu avec un bâton un fruit de l'arbre, ce fruit est son « revenu ». « Si le capital était la source du revenu, ce rapport devrait se manifester déjà dans ce processus originel et très simple. Mais peut-on sans faire violence aux choses et aux concepts, nommer le bâton la source du revenu ou d'une partie du revenu, qui consiste dans le fruit abattu, ramener ce revenu en entier ou en partie au bâton comme à sa cause et le considérer entièrement ou en partie comme le produit du bâton ? » (*ibid.*, Vol. I, p. 250). Certainement pas. Et comme le fruit est le produit, non pas « du bâton » avec lequel on l'a abattu mais de l'arbre où il a poussé, Rodbertus a déjà prouvé que tous les « économistes depuis Adam Smith » se sont trompés grossièrement en affirmant que le revenu provenait du capital. Après avoir exposé les concepts fondamentaux de l'économie politique en partant de l'« économie » de Robinson, Rodbertus transfère la science ainsi acquise tout d'abord à une société imaginaire « sans propriété foncière ni capitaliste », c'est-à-dire à un mode de propriété communiste, puis à une société « à propriété foncière et capitaliste », c'est-à-dire à la société actuelle - et voilà que toutes les lois de l'économie de Robinson se vérifient point par point, même dans cette forme de société. Ici Rodbertus construit une théorie du capital et du revenu qui est la plus belle création de son imagination riche en utopies. Ayant découvert que chez Robinson le « capital », c'est tout simplement les moyens de production, il identifie dans le cas de l'économie capitaliste également, le

capital avec les moyens de production - puis, ayant réduit ainsi en un tournoi le capital en capital constant, il proteste au nom de la justice et de la morale, contre le fait que les moyens d'existence des ouvriers, leurs salaires, leurs salaires, sont considérés également comme du capital. Il s'en prend violemment au concept de capital variable, car ce concept est responsable de tous les maux ! « *Que tous les économistes - supplie-t-il - me prêtent attention et examinent sans préjugé qui, d'eux ou de moi, a raison ! Ici se trouve la racine de toutes les erreurs du système actuel sur le capital, ici est la cause dernière de l'injustice théorique et pratique à l'égard des classes laborieuses* » (*ibid.*, Vol. I, p. 295)²⁸⁵. La « justice » exige en effet que l'on considère les « biens constituant les salaires réels », des ouvriers non pas comme une partie du capital mais qu'on les classe dans la catégorie du revenu. Rodbertus n'ignore pourtant pas que les salaires « avancés » par le capitaliste constituent une partie de son capital, exactement comme l'autre partie avancée dans les moyens de production figés, mais à son avis, cela ne s'applique qu'au capital individuel. Dès qu'il est question du produit social global et de la reproduction globale, il qualifie les catégories capitalistes de la production d'illusion, de mensonge malveillant et d'« injustice ». « C'est quelque chose de tout différent que le capital en soi, les objets de capital, le capital du point de vue de la nation et le capital privé, la fortune capitaliste, la propriété capitaliste, bref ce que l'on entend aujourd'hui généralement par « capital » (*ibid.*, Vol. I, p. 304)²⁸⁶. Les capitalistes individuels produisent selon des méthodes capitalistes mais la société dans son ensemble produit comme Robinson, c'est-à-dire comme un propriétaire collectif, selon des méthodes communistes. « Qu'aujourd'hui le produit national tout entier, à tous les échelons de la production, appartienne en propre, pour des parts plus ou moins grandes, à des personnes privées qui ne doivent pas être comptées au nombre des producteurs proprement dits, tandis que les producteurs proprement dits, ne

²⁸⁵ Ici aussi Rodbertus ne fit que répéter pendant toute sa vie les idées qu'il avait exprimées en 1842 dans son article intitulé *Zur Erkenntnis* : « Cependant pour les conditions actuelles on est allé jusqu'à comprendre non seulement le salaire mais encore les rentes et le profit dans les frais de production de la marchandise. C'est pourquoi cette opinion mérite d'être réfutée en détail. A la base de cela, il y a deux erreurs :

- a) Une fausse représentation du capital par laquelle on inclut le salaire dans le capital au même titre que le matériel et les outils, tandis qu'en réalité le salaire doit être mis sur le même plan que la rente et le profit;
- b) Une confusion entre frais de production de la marchandise avec les dépenses de l'entrepreneur ou des coûts de l'entreprise. » (*Zur Erkenntnis, Neubrandenburg et Friedland*, G. Barneutz 1842, p. 14.)

²⁸⁶ De même on peut lire déjà dans *Zur Erkenntnis* : « Il faut distinguer le capital au sens étroit, au sens propre du terme, et le capital au sens large, ou fonds d'entreprise. Le premier comprend les réserves réelles d'outils et de matériel, le second le fonds nécessaire d'après la situation actuelle de la division du travail pour l'entreprise. Le premier est le capital absolument nécessaire à la production, le second n'a qu'une nécessité relative à cause de la situation actuelle. La première partie est, de ce fait, le capital au sens propre, au sens étroit du terme et c'est seulement avec lui que coïncide la concept de capital national. » (pp. 23-24.)

créent tout ce produit national qu'au service de ces quelques propriétaires sans être propriétaires eux-mêmes de leurs propres produits, cela ne fait, de ce point de vue général et national, aucune différence. »

Il résulte de ceci des particularités dans les relations même à l'intérieur de la société dans son ensemble, entre autres, 1) l'institution de l'« échange » comme intermédiaire et, 2) l'inégalité de la répartition du produit. « Cependant, pas plus que ces conséquences n'empêchent le mouvement de la production nationale et la constitution du produit national de rester les mêmes en général (comme sous le règne du communisme), ils n'altèrent pas non plus du point de vue national l'opposition établie précédemment entre capital et revenu. » Sismondi s'était efforcé à la sueur de son front, comme Smith et bien d'autres, de débarrasser les notions de capital et de revenu des contradictions de la production capitaliste ; Rodbertus se rend la tâche plus facile : il fait simplement abstraction des formes spécifiques de la production capitaliste pour la société prise dans son ensemble et nomme « capital » les moyens de production et « revenu » les moyens de consommation - un point c'est tout ! « La propriété foncière, la propriété capitaliste n'ont d'influence importante que par rapport aux individus. Si donc on considère la nation comme une unité, alors ses effets sur les individus disparaissent » (*ibid.*, p. 292). On le voit, dès que Rodbertus aborde le problème proprement dit, le produit capitaliste global et son mouvement, il manifeste la négligence typique de l'utopiste pour les particularités historiques de la production. La remarque de Marx à propos de Proudhon, que « dès que celui-ci parle de la société dans son ensemble, il fait comme si elle cessait d'être capitaliste », s'applique comme un gant à Rodbertus. L'exemple de Rodbertus montre une fois encore combien toute l'économie politique avant Marx tâtonnait dans ses efforts pour mettre en accord les aspects concrets du processus de travail avec le point de vue de la valeur qui détermine la production capitaliste, les formes du mouvement du capital individuel avec celles du capital social global. Ces efforts oscillent généralement entre deux pôles extrêmes : la conception vulgaire à la Say, à la Mac Culloch qui n'envisageaient que les points de vue du capital individuel, et la conception utopique à la Proudhon, à la Rodbertus pour qui n'existent que les points de vue du processus de travail. Dans ce contexte on rend hommage à la pénétration de Marx. Son schéma de la reproduction simple éclaire tout le problème, résumant tous ces points de vue dans leurs concordances comme dans leurs contradictions et résout les obscurités de volumes innombrables en deux séries de chiffres d'une simplicité surprenante.

Selon de telles conceptions du capital et du revenu, l'appropriation capitaliste devient évidemment inexplicable. Pour Rodbertus elle équivaut tout simplement au « pillage », et il la dénonce devant le forum du droit de propriété, dont elle constitue une violation. « *Tandis que cette liberté individuelle* (des ouvriers) *qui, juridiquement, comprend la propriété de la valeur du produit du*

travail, conduit dans la pratique, par suite de la contrainte exercée sur les ouvriers par la propriété foncière et la propriété capitaliste, à l'abolition de ce droit de propriété - on a l'impression qu'une crainte instinctive que l'histoire ne tire de ce fait ses conclusions impitoyables empêche les propriétaires d'avouer cette injustice immense » (ibid., vol. II, p. 136). « C'est pourquoi cette théorie (de Rodbertus) prouve dans tous ses détails que ces défenseurs des rapports de propriété actuels, qui pourtant ne peuvent faire autrement que de fonder la propriété sur le travail, sont en contradiction parfaite avec leurs propres principes. Elle prouve que les rapports actuels de propriété reposent précisément sur une atteinte générale à ce principe et que les grandes fortunes individuelles qui s'accroissent aujourd'hui dans la société, accroissent avec chaque ouvrier qui naît le pillage qui se poursuit dans la société déjà depuis des siècles » (ibid., vol. II, p. 225).

Si la plus-value a été qualifiée de « pillage », le taux croissant de la plus-value apparaît comme « une faute surprenante dans l'organisation actuelle de l'économie » (ibid., vol. I, p. 61).

Le paradoxe brutal et apparemment révolutionnaire de Brissot la propriété, c'est le vol, était le point de départ du premier pamphlet de Proudhon ; Rodbertus, lui, démontre que le capital est un vol de la propriété. Il suffit de comparer avec le chapitre du premier volume du *Capital*, sur la transformation des lois de propriété en lois d'appropriation capitaliste - chef-d'œuvre de dialectique historique - et on constatera, une fois encore, la « priorité » de Rodbertus. En protestant contre l'appropriation capitaliste du point de vue du « droit de propriété », Rodbertus se condamne à ne pas comprendre le capital comme source de la plus-value, de même qu'autrefois, en déclarant la guerre à l'« épargne », il s'interdisait de voir que la plus-value est source de capital. Ainsi Rodbertus n'a plus aucune base sur laquelle fonder l'accumulation capitaliste et il se trouve sur ce point en plus mauvaise posture que von Kirchmann.

En somme : Rodbertus veut un élargissement illimité de la production mais sans « épargne », c'est-à-dire sans accumulation capitaliste ! Il veut un accroissement illimité des forces productives - mais un taux de plus-value invariable, fixé par la loi ! Bref, il fait preuve d'une incompréhension totale pour les fondements réels de la production capitaliste qu'il prétend réformer, ainsi que pour les résultats les plus importants de l'économie classique qu'il critique si âprement.

Il n'est pas étonnant que le professeur Diehl qualifie Rodbertus de pionnier de l'économie politique théorique à cause de sa « nouvelle théorie du revenu » et de sa distinction entre les catégories logiques et historiques du capital (le fameux « *capital en soi* » opposé au « *capital individuel* ») et que le professeur Adolphe Wagner le nomme « le Ricardo du socialisme économique », manifestant ainsi sa propre ignorance à la fois de Ricardo, de Rodbertus et du

socialisme. Lexis lui-même estime que Rodbertus égale « *son rival anglais* » par la force de sa pensée théorique et le dépasse par la « *virtuosité à découvrir les corrélations profondes des phénomènes* », par la « *vitalité de l'imagination* » et surtout - par son « *attitude éthique à l'égard de la vie économique* ». Mais, en revanche, les véritables mérites de Rodbertus, ce qu'il a apporté à l'économie théorique, sans parler de sa critique de la rente foncière de Ricardo : sa distinction parfois très claire entre la plus-value et le profit, sa manière de traiter la plus-value comme un tout en l'opposant délibérément à ses phénomènes partiels, sa critique parfois excellente du dogme de Smith concernant la composition en valeur des marchandises, sa formulation précise de la périodicité des crises et l'analyse de ses phénomènes concrets - toutes ces tentatives méritoires pour dépasser l'analyse de Smith et de Ricardo, mais condamnées à échouer à cause de la confusion dans les concepts de base, tout cela est passé par-dessus la tête des admirateurs officiels de Rodbertus. Franz Mehring a déjà souligné la fortune étrange de Rodbertus, porté au pinacle pour ses prétendus hauts faits d'économiste, mais traité d'« imbécile » par ceux mêmes qui le louaient à cause de ses mérites réels en politique. Nous n'avons pas ici à nous occuper du contraste entre ses mérites économiques et ses mérites politiques : dans le domaine de l'économie théorique, même ses admirateurs lui ont élevé un grand monument sur du sable, à l'endroit où il avait creusé avec le zèle désespéré d'un utopiste, tandis que les quelques plates-bandes modestes semées de plantes vivaces étaient envahies par les herbes et tombées dans l'oubli ²⁸⁷. On ne peut pas

²⁸⁷ Au reste, le pire lui a été élevé par ses éditeurs posthumes. Ces doctes savants, le professeur Wagner, le docteur Kozak, Moritz-Wirth, et compagnie, se disputent dans les préfaces aux volumes posthumes comme une foule de serviteurs Insolents dans le vestibule, débattant leurs querelles personnelles, étalant leur jalousie et s'insultant mutuellement en public. Ils n'ont pas même pris la peine ni eu la pitié élémentaire d'établir les dates des manuscrits divers de Rodbertus. Ainsi il a fallu que Mehring les convainque que le manuscrit le plus ancien de Rodbertus datait, non pas de 1837, comme l'avait décidé le professeur Wagner mais au plus tôt de 1839, d'autant plus que dès les premières lignes, il est question d'événements historiques en rapport avec le mouvement charitiste advenus en 1839, ce qu'un professeur d'économie politique aurait dû savoir. Nous jugeons insupportable l'arrogance et la pédanterie du professeur Wagner qui, dans ses préfaces aux œuvres de Rodbertus, évoque sans cesse ses « occupations astreignantes » ; et qui, parlant pour ainsi dire par-dessus la tête du public en s'adressant uniquement à ses Collègues, a réagi par le silence à la leçon de Mehring devant tous ses collègues rassemblés. Le professeur Diehl a tout simplement corrigé discrètement dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* la date de 1837 et l'a remplacée par celle de 1839, sans révéler aux lecteurs d'où ni de qui lui venait cette illumination subite.

Mais ce qui couronne le tout, c'est l'« édition nouvelle et bon marché », « populaire », de Puttkammer et Mühlbrecht, parue en 1899, qui réunit pacifiquement quelques-uns des préfaciers de l'œuvre, tout en reproduisant leurs querelles dans les préfaces ; le second volume de l'édition de Wagner y est devenu le premier volume, cependant Wagner continue à se référer au volume II dans sa préface au volume I ; la *Première lettre sociale* est placée dans le volume III, la seconde et la troisième dans le volume II, la quatrième dans le volume I ; la succession des *Lettres sociales*, des controverses, des parties *Zur Beleuchtung* et des volumes, des séquences chronologiques et logiques la date de parution et la date où furent écrits les textes présentent un chaos plus impénétrable que les couches de la terre après une éruption volcanique ; dans cette édition qui date de 1899, on a maintenu - sans doute par piété pour le professeur Wagner - la date de 1837 pour l'écrit le plus ancien

dire que le traitement prussien-poméranien ait beaucoup fait avancer le problème de l'accumulation depuis la première controverse. Si entre-temps la doctrine économique de l'harmonie s'était dégradée en passant de Ricardo à Bastiat-Schulze, la critique sociale a dégringolé également de Sismondi à Rodbertus. La critique de Sismondi en 1819 était un événement historique, tandis que les idées réformistes de Rodbertus, dès leur première apparition, constituent une régression, et encore plus sous les formes où elles furent reprises par la suite. Dans la polémique entre Sismondi d'une part, Say et Ricardo d'autre part, l'un des camps démontrait que les crises rendent l'accumulation impossible et mettait en garde contre le plein développement des forces productives. L'autre camp prouvait l'impossibilité des crises et prêchait le développement illimité de l'accumulation. Chaque partie était conséquente à sa manière, malgré la fausseté du point de départ. Von Kirchmann et Rodbertus partent tous les deux du phénomène des crises, comme ils étaient obligés de le faire. On identifiait alors complètement le problème de la reproduction élargie du capital social, le problème de l'accumulation au problème des crises et par là même en aboutissait à une impasse en cherchant un remède aux crises, bien que l'expérience d'un demi-siècle eût montré clairement que les crises, précisément à cause de leur caractère périodique, sont des phases nécessaires de la reproduction du capital. Mais une partie voit le remède dans la consommation totale de la plus-value par les capitalistes, c'est-à-dire dans le renoncement à l'accumulation, tandis que l'autre partie le voit dans la stabilisation du taux de la plus-value par des mesures légales, c'est-à-dire également dans le renoncement à l'accumulation. L'originalité de Rodbertus, sa manie, est de vouloir et de préconiser une augmentation capitaliste illimitée des forces productives et de la richesse, tout en refusant l'accumulation capitaliste. A une époque où le degré de maturité de la production capitaliste devait bientôt permettre à Marx d'en faire une analyse fondamentale, la dernière tentative de l'économie bourgeoise pour résoudre le problème de la reproduction dégénérait en une utopie puérile et absurde.

de Rodbertus, bien que la rectification de Mehring ait été faite en 1894 ! Si l'on compare avec cela l'édition des écrits posthumes de Marx par Mehring et Kautsky, parue chez Dietz, on verra comment des détails apparemment aussi superficiels révèlent des états de choses plus profonds : avec quel soin ne traite-t-on pas l'héritage scientifique des maîtres du prolétariat conscient - et avec quelle négligence les savants officiels de bourgeoisie ne dilapident-ils pas l'héritage d'un homme qui, d'après la mystification qu'eux-mêmes s'empressent de diffuser, était un génie de premier rang ! *Suum cuique* - n'était-ce pas là la sentence favorite de Rodbertus ?

Troisième polémique : Struve-Boulgakov - Tougan-Baranowsky, contre Vorontsov-Nicolai-on

Nouvelle version du problème

La troisième controverse autour de la question de l'accumulation capitaliste se déroula dans un tout autre cadre historique que les deux premières. Elle avait pour théâtre la Russie au cours des deux dernières décennies du XIX^e siècle. En Europe occidentale, l'évolution capitaliste avait déjà atteint sa maturité. Les vues optimistes des économistes classiques, Smith et Ricardo, qui étaient caractéristiques d'une société bourgeoise en plein essor, s'étaient depuis longtemps évanouies. De même l'optimisme intéressé de la doctrine de l'harmonie prêchée par l'école vulgaire de Manchester avait sombré sous l'impression écrasante du krach mondial des années 70 et sous les coups violents de la lutte des classes qui se déchaînait depuis les années 60 dans tous les pays capitalistes. Même les théories de l'harmonie agrémentées de réformisme social qui avaient sévi au début des années 80, notamment en Allemagne, avaient fini, dans la désillusion. Les douze années d'épreuve de la loi d'exception contre la social-démocratie avaient dégrisé les esprits, dissipé toutes les illusions d'harmonie sociale et dévoilé les réalités cruelles des contradictions capitalistes dans toute leur brutalité. Depuis lors, l'optimisme n'était plus possible que dans le camp de la classe ouvrière ascendante et des théoriciens qui parlaient en son nom. Il ne s'agissait certes pas d'un optimisme qui se fonderait sur un équilibre naturel interne ou artificiellement établi de l'économie capitaliste, ou sur sa durée éternelle, mais de la conviction que le capitalisme, en accélérant puissamment le développement des forces productives et par le jeu même de ses contradictions internes, offre un excellent terrain historique pour l'évolution progressiste de la société vers des formes économiques et sociales nouvelles. La tendance négative, déprimante de la première période du capitalisme, comprise à l'époque par le seul Sismondi et observée encore par Rodbertus dans les années 40 et 50, était désormais compensée par une tendance ascendante : l'élan plein d'espoir et triomphant de la classe ouvrière dans son action syndicale et politique.

Telle était l'atmosphère en Europe occidentale. En Russie, il est vrai, à la même époque, la situation était toute différente. Les années 70 et 80 représentent à tous égards une période de transition, une période de crise intérieure avec tous les maux que cela comporte. La grande industrie venait seulement d'être introduite, sous l'influence du protectionnisme. En 1877, l'établissement d'une taxe douanière sur l'or à la frontière occidentale marqua une étape dans la politique de développement à outrance du capitalisme qui était depuis peu celle du gouvernement absolutiste. L'« accumulation primitive » du capital prospérait en Russie, encouragée par toutes sortes de subventions de l'État, garanties, primes et commandes du gouvernement. Le capital récoltait des profits d'une

ampleur qui paraissait à cette époque fabuleuse en Occident. La situation intérieure de la Russie présentait une image rien moins que plaisante. A la campagne, le déclin et la désagrégation de l'économie paysanne sous la pression des exactions fiscales et du système monétaire entraînaient une misère atroce, des famines et des troubles périodiques parmi les paysans. D'autre part, dans les villes, le prolétariat des usines ne s'était pas encore consolidé socialement et intellectuellement en une classe ouvrière moderne. En grande partie il était encore lié à l'agriculture et restait à demi paysan, notamment dans la plus grande région industrielle centrale, celle de Moscou-Vladimir, la plus grande agglomération de l'industrie textile russe. Ce n'est qu'au début des années 80 que les premiers tumultes spontanés dans les usines du district de Moscou, au cours desquels des machines furent brisées, devaient être à l'origine des premières ébauches d'une législation ouvrière dans l'empire tsariste. Les dissonances de la vie économique russe, caractéristiques d'une époque transitoire, s'accompagnaient d'une crise de la vie intellectuelle. Le socialisme autochtone russe « populiste », fondé théoriquement sur les particularités de la constitution agraire russe, était politiquement en faillite depuis l'échec de son expression révolutionnaire la plus extrême, le parti terroriste de la *Narodnaia Volia*.

Les premiers écrits de Georges Plekhanov, qui devaient introduire en Russie les idées marxistes, parurent en 1883 et 1885, et pendant une décennie n'exercèrent, semble-t-il, qu'une faible influence. Au cours des années 80 et au début des années 90, la vie spirituelle de l'intelligentsia russe, notamment des intellectuels oppositionnels socialistes, était ainsi sous l'emprise d'un mélange bizarre de survivances « autochtones » populistes et d'éléments hétéroclites empruntés à la théorie marxiste, dont le trait prédominant était le scepticisme quant aux possibilités de développement du capitalisme en Russie.

La question de savoir si la Russie devait passer par toutes les phases du capitalisme d'après le modèle de l'Europe occidentale, préoccupa de bonne heure les intellectuels russes. Ceux-ci ne virent d'abord en Europe que les aspects les plus sombres du capitalisme, l'effet destructeur qu'il exerçait sur les formes patriarcales traditionnelles de la production, sur le bien-être et la sécurité de l'existence de larges couches de la population. D'autre part la propriété paysanne collective de la terre, la fameuse *obchtchina*, semblait pouvoir constituer le point de départ d'un développement social supérieur conduisant plus rapidement la Russie à la terre promise du socialisme, en évitant les épreuves par lesquelles passaient les pays occidentaux. Fallait-il donc gâcher les chances qu'offrait cette situation privilégiée, cette condition historique exceptionnelle, en transplantant artificiellement la production capitaliste en Russie, en détruisant avec l'appui de l'État les formes de propriété et de production paysannes, en ouvrant la porte à la prolétarianisation, à la misère et à l'insécurité des masses laborieuses ?

Ce problème capital dominait la vie intellectuelle de l'intelligentsia russe depuis la réforme agraire et même auparavant, depuis Herzen et surtout Tschernychewski ; il constituait l'axe central autour duquel s'était constituée une vision du monde assez étrange, le « populisme ». Ce mouvement idéologique qui connaissait plusieurs variantes et tendances - depuis les thèses franchement réactionnaires du slavophilisme jusqu'à la théorie révolutionnaire du parti terroriste - a suscité en Russie une littérature immense. D'une part il donna naissance à de nombreuses monographies très documentées sur les formes économiques de la vie russe, notamment sur la « production populaire » et ses formes particulières, sur l'agriculture de la communauté paysanne, sur l'artisanat rural ou « artel », ainsi que sur la vie spirituelle de la paysannerie, le phénomène des sectes, etc. D'autre part, une littérature curieuse se développa, reflet artistique de la situation sociale contradictoire, de la lutte entre la tradition et les formes nouvelles, qui posait à chaque instant à l'esprit des problèmes difficiles.

Enfin le populisme, dans les années 70 et 80, fut à l'origine d'une philosophie de l'histoire originale, simpliste, la « méthode subjective en sociologie », qui prétendait faire de l'« esprit critique » le facteur décisif de l'évolution sociale et, plus précisément, qui voulut faire de l'intelligentsia déclassée le porteur du progrès historique, philosophie qui eut ses représentants dans les personnes de Peter Lavroff, Nicolaï Michailowski, le professeur Karejew et V. Vorontsov.

De tout ce domaine étendu et très ramifié de la littérature « populiste », seul un aspect nous intéresse ici : les controverses autour des perspectives de l'évolution capitaliste en Russie, et encore seulement dans la mesure où elles s'appuyaient sur des considérations générales concernant les conditions sociales de la forme de production capitaliste. Car ces considérations devaient jouer un grand rôle également dans la littérature polémique russe des années 80 et 90.

Le point de départ de la discussion était le capitalisme russe et ses perspectives d'avenir, mais le débat s'étendit par la suite naturellement aux problèmes généraux de l'évolution du capitalisme, l'exemple et les expériences de l'Occident jouant un rôle éminent dans l'argumentation. Un fait était d'une importance décisive pour le contenu théorique de la discussion qui suivit : non seulement l'analyse de la production capitaliste par Marx telle qu'elle est exposée dans le premier livre du *Capital* était déjà un bien commun des milieux cultivés de la Russie, mais le livre deuxième, avec l'analyse de la reproduction du capital total, avait été publié également en 1885. Le caractère de la discussion s'en trouva profondément transformé. Le problème des crises ne masquait plus comme autrefois le cœur du débat. Pour la première fois, le problème de la reproduction du capital total, de l'accumulation, apparaissait dans sa pureté, au centre de la controverse. En même temps l'analyse ne tâtonnait plus maladroi-

tement autour des notions de revenu et de capital, de capital individuel et de capital total. A présent, le schéma marxien de la reproduction sociale offrait une base solide. Enfin, il ne s'agit plus cette fois d'une explication entre manchestérisme et réforme sociale, mais entre deux variantes du socialisme. Le scepticisme à l'égard de la possibilité de l'évolution capitaliste, dans l'esprit de Sismondi et en partie de Rodbertus, est représenté par la variante russe du socialisme, petite-bourgeoise, « populiste » et confuse, qui se réclame elle-même à maints égards de Marx, tandis que l'optimisme est représenté par l'école marxiste russe. C'était donc un changement total de décor.

Des deux porte-parole principaux de la tendance « populiste », l'un, Vorontsov, connu en Russie surtout sous son pseudonyme « V. V. » (ses initiales) était un original qui possédait des notions très confuses d'économie politique et comme théoricien manquait de sérieux. L'autre, par contre, Nicolai-on (Danielson), était un homme d'une culture étendue, un profond connaisseur du marxisme, éditeur de la traduction russe du premier livre du *Capital*, ami personnel et correspondant de Marx et d'Engels - leur correspondance a paru en 1908 en russe. Mais Vorontsov en particulier avait exercé dans les années 80 une grande influence sur l'opinion publique de l'intelligentsia russe et c'est contre lui que le marxisme en Russie eut à lutter en premier lieu. Dans la question qui nous intéresse ici, celle des possibilités générales du développement du capitalisme, les deux porte-parole du scepticisme déjà cités eurent à faire face, dans les années 90, à toute une série d'adversaires, une nouvelle génération des marxistes russes qui, nantis de l'expérience historique et nourris de la science occidentale, entrèrent en lice aux côtés de Georges Plekhanov : le professeur Kablukow, le professeur Manuilov, le professeur Issaiev, le professeur Skoworsov. Vladimir Ilvne (Lénine), Pierre de Struve, Boulgakov, le professeur Tougan-Baranowsky et d'autres encore. Nous nous limiterons, dans ce qui suit, principalement aux trois derniers, car chacun d'eux a donné une critique plus ou moins complète de cette théorie dans le domaine qui nous occupe ici. Ce tournoi souvent brillant, qui passionnait les intellectuels socialistes russes dans les années 90 et se termina par un triomphe incontesté de l'école marxiste, a inauguré officiellement l'entrée en scène du marxisme en tant que théorie historique et économique dans la science russe. Le marxisme « légal » prit officiellement possession des chaires d'université, des revues et du marché du livre économique en Russie. Lorsque dix ans plus tard le soulèvement révolutionnaire du prolétariat fit apparaître le revers de cet optimisme quant aux possibilités de soulèvement révolutionnaire du prolétariat, pas un seul membre de cette pléiade d'optimistes marxistes - à l'exception d'un seul - ne se retrouvait dans le camp du prolétariat.

Vorontsov et son « excédent »

Les représentants russes de la théorie « populiste » étaient convaincus que le capitalisme n'avait pas d'avenir en Russie à cause du manque de débou-

chés et cette conviction les amena à s'intéresser au problème de la reproduction capitaliste. Vorontsov avait exposé sa théorie sur ce point dans une série d'articles parus dans la revue *Mémoires patriotiques* et dans d'autres revues, articles qui furent réunis en un volume, publié en 1882 sous le titre *Destinées du capitalisme en Russie*; il écrivit également un essai paru dans le numéro de mai 1883 de la même revue sous le titre : *L'excédent de marchandises dans l'approvisionnement du marché*, un article sur le « *Militarisme et capitalisme* » paru dans le numéro de septembre 1883 de la revue *Pensée russe*, un livre intitulé *Nos tendances*, en 1883, et enfin un ouvrage paru en 1895 sous le titre *Esquisse d'une théorie de l'économie politique* *. Il n'est pas facile de déterminer la position de Vorontsov à l'égard du développement du capitalisme en Russie. Ses thèses diffèrent à la fois des théories purement slavophiles qui estimaient le capitalisme pernicieux et absurde pour la Russie, à cause de sa structure économique et de son « esprit national », et de celles des marxistes pour qui l'évolution capitaliste constituait une étape historique inévitable, seule capable, pour la société russe également, d'ouvrir la voie au progrès social. Pour sa part, Vorontsov affirmait que le capitalisme était tout simplement impossible en Russie, où il n'avait ni racines ni avenir. Il estimait également absurde de le maudire et de l'appeler de ses vœux, puisqu'en Russie les conditions premières d'un développement capitaliste faisaient défaut ; il était donc vain de vouloir l'imposer artificiellement, et les efforts de l'État en ce sens, avec tous les sacrifices qui y étaient liés, étaient voués à l'échec. Mais si l'on regarde les choses de plus près, Vorontsov apporte par la suite des restrictions considérables à cette affirmation initiale. Si l'on considère que le capitalisme ne signifie pas seulement l'accumulation de la richesse capitaliste, mais la prolétarisation des petits producteurs, l'insécurité de l'existence des ouvriers, les crises périodiques, alors Vorontsov ne nie absolument pas que ces phénomènes se produisent en Russie. Au contraire, il écrit expressément dans la préface à son livre *Destinées du capitalisme en Russie* : « *En contestant la possibilité de la domination du capitalisme en Russie en tant que forme de production, je ne veux rien affirmer quant à son avenir comme forme d'exploitation et degré d'exploitation du peuple.* » Vorontsov juge donc que le capitalisme en Russie ne pourra pas atteindre le même degré de maturité qu'en Occident, mais il estime très probable le fait de la séparation des producteurs immédiats des moyens de production, dans les conditions russes. Il va même plus loin. Il ne conteste pas la possibilité du développement des formes de production capitalistes dans certaines branches déterminées de l'industrie russe, permettant même l'exportation capitaliste de Russie vers les marchés extérieurs. N'écrit-il pas dans son article « *L'excédent dans l'approvisionnement du marché* » : « *La production capitaliste se développe dans certaines branches de l'industrie très rapidement (ceci bien entendu*

* Ces essais sont cités en allemand par Rosa Luxemburg, qui en a traduit titres et extraits du russe. (N. d. T.)

dans l'acception russe du terme)²⁸⁸ ». « Il est très probable que la Russie, comme d'autres pays, a certains avantages naturels, par suite desquels elle peut figurer sur les marchés étrangers comme fournisseur de certaines catégories de marchandises ; il est très possible que le capital en tire avantage et prenne en main les branches de production correspondantes - c'est-à-dire que la division nationale du travail permettra à notre capitalisme de prendre pied dans certaines branches de la production. Mais ce n'est pas de cela que nous nous occupons. Nous ne parlons pas ici de la participation fortuite du capital à l'organisation industrielle du pays, mais nous nous demandons s'il est probable que la production globale de la Russie puisse être organisée sur une base capitaliste » (*ibid.*, p. 10).

Sous cette forme le scepticisme de Vorontsov apparaît évidemment comme très différent de ce que l'on avait d'abord supposé. Il doute que la forme de production capitaliste puisse jamais s'emparer de toute la production en Russie ; mais ce miracle ne s'est produit jusqu'ici dans aucun pays du monde, même pas en Angleterre. Un tel scepticisme à l'égard de l'avenir du capitalisme russe devrait donc tout d'abord être compris à une échelle internationale. Et en effet, la théorie de Vorontsov aboutit ici à des considérations très générales sur la nature et les conditions d'existence du capitalisme, elle s'appuie sur des vues théoriques générales sur le processus de reproduction du capital social total. Vorontsov formule de la manière la plus claire les rapports particuliers entre la forme de production capitaliste et le problème des débouchés dans le passage que voici : « La division nationale du travail, la répartition de toutes les branches de l'industrie entre les pays participant au commerce mondial, n'a rien à faire avec le capitalisme. Le marché qui se constitue de cette manière, la demande de produits de différents pays qui résulte d'une telle division du travail entre les peuples, n'a rien de commun quant à son caractère avec le marché dont a besoin le mode de production capitaliste. Les produits de l'industrie capitaliste sont lancés sur le marché à d'autres fins : ils ne touchent en rien la question de savoir si tous les besoins du pays sont satisfaits ; il n'est absolument pas nécessaire de fournir à l'entrepreneur en échange de ces produits un autre produit matériel qui serve à la consommation. Leur but principal est de réaliser la plus-value qu'ils recèlent. Mais qu'est-ce que cette plus-value qui intéresse les capitalistes pour elle-même ? Du point de vue dont nous considérons la question, cette plus-value est l'excédent de la production par rapport à la consommation à l'intérieur du pays. Chaque ouvrier produit plus qu'il ne consomme lui-même, et tous ces excédents s'accumulent en un petit nombre de mains ; les propriétaires de ces excédents les consomment eux-mêmes, en vue de quoi ils les échangent à l'intérieur du pays aussi bien qu'à l'étranger contre différents moyens de consommation et les objets de luxe les plus variés ; mais

²⁸⁸ *Mémoires patriotiques*, 1883, V, revue contemporaine, p. 4 (en langue russe).

même s'ils mangent, boivent et dansent tout leur soûl, ils ne parviendront pas à gaspiller toute la plus-value, il reste encore un surplus important, qu'ils n'échangent pas contre un autre produit, mais dont ils doivent se débarrasser, qu'ils doivent réaliser en argent, sinon il se gâtera de toute façon. Comme il n'y a personne dans le pays même qui puisse les débarrasser de cet excédent, celui-ci doit être exporté à l'étranger, et voilà la raison pour laquelle des pays en voie de capitalisation, ne peuvent se passer de débouchés extérieurs » (ibid., p. 14).

Nous avons traduit littéralement ce passage, en respectant les particularités du style de Vorontsov. Le lecteur peut donc se faire une idée de ce brillant théoricien russe, dont la lecture procure des moments délicieux.

Vorontsov a résumé par la suite, en 1895, les mêmes idées dans son ouvrage *Esquisse d'une théorie de l'économie politique*, que nous citerons ici. Il s'attaque aux opinions de Say et de Ricardo, et notamment aussi de John Stuart Mill, qui contestaient la possibilité d'une surproduction générale. Ce faisant il découvre ce que tout le monde ignorait avant lui : il a trouvé la source de toutes les erreurs de l'école classique à l'égard du problème des crises. Ces erreurs sont dues, selon lui, à la théorie fallacieuse des frais de production, à laquelle toute l'économie politique bourgeoise est attachée. Du point de vue des frais de production (qui d'après la thèse également inouïe de Vorontsov, ne comprennent pas le profit), les crises aussi bien que le profit sont inconcevables et inexplicables. Mais il faut savourer la pensée de ce théoricien original dans ses propres termes : « *D'après la doctrine de l'économie politique bourgeoise, la valeur du produit est déterminée par le travail nécessaire à sa fabrication. Mais après avoir donné cette définition de la valeur, elle l'oublie aussitôt, et pour expliquer ensuite les phénomènes de l'échange, elle s'appuie sur une autre théorie, dans laquelle le travail est remplacé par les frais de production. Ainsi deux produits sont échangés l'un contre l'autre dans des quantités telles que, des deux côtés, on trouve les mêmes frais de production. Dans une telle conception de l'échange il n'y a effectivement pas de place pour un excédent de marchandises dans le pays. Un produit quelconque du travail annuel d'un ouvrier apparaît de ce point de vue comme représentant une certaine quantité de matière dont il est fait, d'outils qui ont été usés à sa fabrication, et de produits qui ont servi à la subsistance de l'ouvrier pendant la période de production. Quand il apparaît sur le marché, il a (sans doute « le produit » R. L.) pour fin de changer sa forme d'usage, de se transformer à nouveau, en matière, en produits pour l'ouvrier et en valeur nécessaire pour renouveler les outils; après ce processus où il s'est décomposé en ces éléments s'amorce le processus de leur réunification, le processus de production, au cours duquel toutes les valeurs énumérées seront consommées, tandis qu'en échange un nouveau produit naîtra, qui représente un lien entre la consommation passée et la consommation future. » De cette tentative tout à fait originale de présenter à*

la lumière de la théorie des frais de production la reproduction sociale comme un processus ininterrompu, il tire brusquement la conclusion suivante : « Si nous considérons ainsi la masse totale des produits d'un pays, nous ne trouvons pas de marchandises superflues excédant les besoins de la société; le surplus invendable est par conséquent impossible du point de vue de la théorie de la valeur de l'économie politique bourgeoise. »

Après avoir ainsi éliminé le profit capitaliste des frais de production, en faisant violence à la théorie bourgeoise de la valeur, Vorontsov présente son omission comme une magnifique découverte : « Mais l'analyse que nous avons exposée met à nu encore un autre élément dans la théorie de la valeur admise jusqu'à présent : on s'aperçoit que sur la base de cette théorie il n'y pas de place pour le profit capitaliste. » Suit une argumentation surprenante par sa brièveté et sa simplicité : « En effet, si mon produit, dont j'exprime les frais de production par 5 roubles, est échangé contre un autre produit de même valeur, ce que j'aurai reçu suffira seulement à couvrir mes frais, mais je ne toucherai rien pour ma subsistance. » (Sic ! R. L.). Et voici que Vorontsov s'attaque à la racine du problème : « Il s'avère ainsi qu'en suivant un développement rigoureusement logique des idées de l'économie politique bourgeoise, le sort de l'excédent de marchandises sur le marché et le sort du profit capitaliste sont identiques. Cet état de choses nous autorise à conclure que les deux phénomènes se trouvent en dépendance réciproque, que la possibilité de l'un est conditionnée par la présence de l'autre. Et en effet : aussi longtemps qu'il n'y a pas de profit, il n'y a pas non plus d'excédent de marchandises. Il en va tout autrement s'il y a formation de profit dans le pays. Celui-ci ne se trouve dans aucun rapport organique avec la production, c'est un phénomène qui n'est pas lié avec cette dernière par des conditions techniques ou naturelles, mais par sa forme extérieure, sociale. Pour se poursuivre, la production a besoin seulement de matières premières, d'outils, de vivres pour les ouvriers et consomme donc elle-même seulement la partie correspondante des produits; mais l'excédent, qui constitue le profit et qui ne trouve pas de place dans l'élément permanent de la vie industrielle - la production - doit trouver d'autres consommateurs qui ne sont pas liés organiquement à la production, des consommateurs de caractère fortuit dans une certaine mesure. Il (l'excédent) peut trouver de tels consommateurs, mais il se peut aussi qu'il ne les trouve pas en quantité nécessaire, en ce cas nous aurons un excédent de marchandises sur le marché²⁸⁹ ».

Très satisfait de cette explication « simple », par laquelle il a transformé le produit excédentaire en une invention du capital, et le capitaliste en un consommateur « fortuit », non lié « organiquement » à la production capitaliste, Vorontsov s'attaque aux crises. Sur la base de la théorie « conséquence »

²⁸⁹ Esquisse d'une théorie de l'économie politique, Saint-Petersbourg, 1895, p. 15 (en langue russe).

de la valeur-travail d'après Marx, qu'il a, dit-il, « utilisée » par la suite, il expose une théorie selon laquelle les crises découlent directement de la plus-value : « *Si ce qui entre dans les frais de production sous forme de salaire est consommé par la partie laborieuse de la population, alors la plus-value. excepté la part qui est destinée à l'élargissement de la production exigée par le marché, doit être anéantie par les capitalistes eux-mêmes (sic ! R. L.), S'ils sont en mesure de le faire et s'ils le font effectivement, alors il n'y a pas d'excédent de marchandises, sinon alors il y a surproduction, crise industrielle, mise à pied des ouvriers et autres maux.* » Mais le coupable de tous ces maux, c'est finalement pour M. Vorontsov, « *l'élasticité insuffisante de l'organisme humain, qui ne parvient pas à élargir sa capacité de consommation avec la même rapidité que s'accroît la plus-value* ». A plusieurs reprises il formule cette idée géniale dans les termes suivants : « *Ainsi le talon d'Achille de l'organisation capitaliste de l'industrie c'est l'incapacité des capitalistes à consommer l'intégralité de leurs revenus.* »

Ici, Vorontsov, après avoir « utilisé » la théorie ricardienne de la valeur dans la version « conséquente » de Marx, aboutit à la théorie sismondienne des crises, qu'il s'approprie sous une forme extrêmement grossière et simpliste. Mais en reproduisant les idées de Sismondi, il croit bien entendu accepter celles de Rodbertus. « La méthode de recherche inductive a conduit à la même théorie des crises et du paupérisme qui avait été fondée objectivement par Rodbertus²⁹⁰ », déclare-t-il triomphalement. Ce que Vorontsov entend par « méthode de recherche inductive », qu'il oppose à la méthode « objective » n'est à vrai dire pas très clair, mais comme chez Vorontsov tout est possible, il se peut qu'il entende par là la théorie de Marx. Quant à Rodbertus, il devait inmanquablement lui aussi être revu et corrigé par l'original penseur russe. Vorontsov apporte un seul correctif à la théorie de Rodbertus : il en élimine ce qui constituait l'axe central du système : la stabilisation de la quote-part des salaires, fixée selon la valeur du produit total. Mais d'après Vorontsov, cette mesure même ne serait qu'un faible remède aux crises car « la cause directe des phénomènes évoqués (surproduction, chômage, etc.) ne réside pas dans le fait que la participation des classes laborieuses au revenu national est trop petite, mais dans le fait que la classe capitaliste n'est pas en mesure de consommer chaque année la masse des produits qui lui revient »²⁹¹. Mais après avoir ainsi rejeté la réforme de Rodbertus relative à la distribution du revenu, Vorontsov conclut, avec la « conséquence rigoureusement logique » qui lui est propre, par la prévision suivante quant à l'avenir du capitalisme : « *Si, malgré tout, il restait des chances pour que l'organisation industrielle qui règne en Europe occidentale continue à être florissante et à prospérer, ce ne serait qu'à la condition*

²⁹⁰ *Militarisme et Capitalisme* In *Pensée russe*, 1889, vol. IX, p. 78 (en langue russe).

²⁹¹ *Militarisme et Capitalisme*, *ibid.*, p. 80

que l'on trouve le moyen d'anéantir (sic ! R. L.) la partie du revenu national qui excède la capacité de consommation de la classe capitaliste et néanmoins parvient en ses mains. La solution la plus simple de ce problème serait une répartition différente du revenu national parmi les participants à la production. Le régime capitaliste serait assuré de vivre longtemps, si les capitalistes ne se réservaient de chaque accroissement du revenu national que la partie qui servirait à la satisfaction de tous leurs désirs et caprices, en abandonnant le reste à la classe ouvrière, c'est-à-dire à la masse de la population ²⁹² ».

A ce salmigondis de Ricardo, Marx, Sismondi et Rodbertus, s'ajoute la découverte que la production capitaliste pourrait être radicalement guérie de la surproduction et serait « florissante et prospère » en toute éternité, si les capitalistes renonçaient à capitaliser la plus-value et faisaient cadeau aux ouvriers de la partie correspondante de la plus-value. En attendant le moment où les capitalistes seront assez sages pour écouter le bon conseil de Vorontsov, ils connaissent d'autres moyens pour « anéantir » chaque année une partie de leur plus-value ; le militarisme moderne fait partie, entre autres, de ces méthodes éprouvées, et ceci dans la mesure où les frais en sont supportés, non par les masses laborieuses, mais par le revenu des capitalistes - on voit que Vorontsov a l'art de renverser les choses. Mais en premier lieu, le salut du capitalisme, c'est le commerce extérieur. Et c'est là précisément le « talon d'Achille » du capitalisme russe. Dernier arrivé au festin du marché mondial, il ne peut avoir que le dessous dans la concurrence avec les pays occidentaux capitalistes plus anciens et ainsi, le capitalisme russe est privé, avec les perspectives de débouchés extérieurs, de la condition la plus importante de sa survie. La Russie reste l'« empire des paysans » et de la « production populaire ».

« Si tout ceci est exact - conclut Vorontsov dans son essai L'excédent dans l'approvisionnement du marché en marchandises - « alors les limites à la domination du capitalisme en Russie en résultent également : l'agriculture doit être soustraite à sa direction ; mais dans le domaine de l'industrie également, son développement ne doit pas exercer des effets trop désastreux sur l'artisanat, qui est indispensable, dans nos conditions climatiques (!), au bien-être d'une grande partie de la population. Si le lecteur objecte, ici, que le capitalisme ne se résoudra pas à de tels compromis, alors nous répondrons : tant pis pour lui. » Ainsi M. Vorontsov à la fin se lave les mains et rejette quant à lui toute responsabilité pour les destinées futures du développement économique en Russie.

Nikolai-on

Le deuxième théoricien du « populisme », Nikolai-on, possède une formation économique et une compétence tout autres. Il est un des meilleurs connaisseurs de l'économie russe et, dès 1880, son traité sur la capitalisation

²⁹² Militarisme et capitalisme, *ibid.*, p. 83. Cf. Esquisse d'une théorie... p. 196.

des revenus agricoles (paru dans la revue *Slovo*) avait fait sensation. Treize ans plus tard, sous l'influence de la grande famine de 1891, il publia un livre intitulé *Esquisse de notre économie sociale depuis la réforme*, où il développe ses premières recherches et où il cherche à démontrer, à l'aide d'un vaste tableau du développement du capitalisme en Russie, fondé sur un abondant matériel de faits et de chiffres, que ce développement est devenu la source de tous les maux du peuple russe et aussi la cause de la famine. Nikolai-on fonde ses opinions sur les destinées du capitalisme russe sur une certaine théorie des conditions de développement de la production capitaliste en général, et c'est cette théorie qui nous intéresse.

Pour l'économie capitaliste, les débouchés sont d'une importance fondamentale. Chaque nation capitaliste cherche pour cette raison à s'assurer un marché aussi vaste que possible. Naturellement elle a tout d'abord recours à son propre marché intérieur. Mais arrivée à un certain degré de développement, une nation capitaliste ne peut plus se contenter du marché intérieur, et ceci pour les raisons suivantes : tout le nouveau produit annuel du travail social peut être divisé en deux portions, une part qui est allouée aux ouvriers sous forme de salaire, et l'autre part que les capitalistes s'approprient. La première part ne peut retirer de la circulation qu'une quantité de moyens de subsistances correspondant en valeur à la somme des salaires payés dans le pays. Mais l'économie capitaliste a une tendance prononcée à comprimer toujours davantage cette part. Les méthodes dont elle se sert à cette fin sont : l'allongement du temps de travail, l'augmentation de l'intensité du travail, l'accroissement de sa productivité au moyen de perfectionnements techniques qui permettent d'employer des femmes et des enfants à la place des travailleurs masculins adultes. Même si les salaires des ouvriers encore employés augmentent, cette augmentation ne peut jamais égaler le montant des économies réalisées par les capitalistes grâce à ces déplacements dans l'emploi. Il résulte de tout cela que la classe ouvrière joue un rôle de moins en moins important comme acheteur sur le marché intérieur. En même temps, un autre changement s'accomplit : la production capitaliste s'empare peu à peu des métiers artisanaux qui constituaient une occupation annexe pour la population agricole, elle dépouille ainsi les paysans d'une source de revenus après l'autre, si bien que le pouvoir d'achat de la population rurale pour les produits de l'industrie diminue de plus en plus, et que le marché intérieur de ce côté également se rétrécit de plus en plus. Quant à la classe capitaliste, sa part ne suffit pas non plus à réaliser tout le produit nouvellement créé, quoique pour des raisons opposées. Quels que soient les besoins de consommation de cette classe, elle ne peut consommer personnellement tout le produit excédentaire annuel : premièrement parce qu'une partie doit en être consacrée à l'extension de la production et à des perfectionnements techniques, qui sont une condition vitale pour chaque capitaliste dans une société dominée par la concurrence. Deuxièmement parce que l'accroissement de la production entraîne aussi celui des branches industrielles qui produisent des

moyens de production, telles que les mines, l'industrie des constructions mécaniques, etc., et dont le produit excluant a priori par la forme de son usage la consommation personnelle fait nécessairement fonction de capital. Et enfin troisièmement parce que la productivité accrue du travail et l'économie de capital qui peuvent être obtenus par la production massive de denrées à bon marché orientent de plus en plus la production sociale vers des produits de masse qui ne peuvent être consommés par une poignée de capitalistes.

Bien qu'un capitaliste puisse réaliser sa plus-value dans le surproduit d'autres capitalistes et inversement, cela n'est vrai que pour les produits d'une branche déterminée, celle des moyens de consommation. Mais le mobile principal de la production capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins personnels de consommation ; on en voit la preuve dans le fait que la production de moyens de consommation dans l'ensemble régresse de plus en plus par rapport à la production de moyens de production. *« De cette manière, nous voyons que, de même que le produit de chaque fabrique dépasse de loin les besoins des ouvriers qui y sont employés et de l'entrepreneur, de même le produit total d'une nation capitaliste dépasse de loin les besoins de l'ensemble de la population industrielle active et il les dépasse précisément parce que la nation est une nation capitaliste, parce que la répartition de ses forces sociales n'est pas orientée vers la satisfaction des besoins réels de la population, mais seulement vers la satisfaction de la demande effective. De même qu'un fabricant individuel ne pourrait pas subsister un seul jour comme capitaliste si ses débouchés étaient limités aux besoins de ses ouvriers et à ses besoins personnels, de même une nation capitaliste évoluée ne peut se contenter de son propre marché intérieur. »*

Ainsi le capitalisme a tendance, quand il est parvenu à un certain degré de développement, à se créer à lui-même des entraves. Ces entraves proviennent, en dernier ressort, du fait que la productivité croissante du travail, face à la séparation des producteurs immédiats des moyens de production, ne profite pas à la société tout entière, mais seulement à des entrepreneurs isolés tandis qu'une quantité de main-d'œuvre et de temps de travail est « libérée » par ce processus, devient superflue et non seulement est perdue pour la société mais lui est même à charge. Les besoins réels de la masse du peuple ne peuvent être satisfaits que dans la mesure où une production « populaire », fondée sur la liaison du producteur avec les moyens de production, prend le dessus. Mais ce capitalisme s'efforce de s'emparer précisément de ces sphères de production et d'anéantir ainsi le facteur principal de sa propre prospérité. C'est ainsi par exemple que les famines périodiques en Inde, qui se produisaient tous les dix ou onze ans, étaient l'une des causes de la périodicité des crises industrielles en Angleterre. Cette contradiction atteint tôt ou tard toute nation qui est entrée dans la voie du développement capitaliste, car elle est inhérente à ce mode de production même. Mais plus une nation entre tard dans la voie du capitalisme,

plus cette contradiction se fait aiguë, car après la saturation du marché intérieur, elle ne peut trouver de substitut sur le marché extérieur, puisque celui-ci est déjà conquis par les pays dont la concurrence est plus ancienne.

De tout ceci il ressort que les limites du capitalisme sont données par la pauvreté croissante issue de son propre développement, par le nombre croissant d'ouvriers en surnombre privés de tout pouvoir d'achat. La productivité croissante du travail qui est en mesure de satisfaire très rapidement toute demande effective de la société, correspond à l'incapacité croissante de masses de plus en plus nombreuses de satisfaire leurs besoins les plus urgents ; l'excédent de marchandises invendables s'accompagne de l'indigence de larges couches de la population qui manquent des objets de première nécessité.

Telles sont les vues générales de Nicolai-on²⁹³. On le voit : Nicolai-on connaît son Marx et a su utiliser à son profit les deux premiers volumes du *Capital*. Et pourtant tout son raisonnement est empreint d'un esprit authentiquement sismondien : le capitalisme restreint lui-même le marché intérieur par la paupérisation des masses, tous les maux de la société moderne viennent de la destruction de la production « populaire », c'est-à-dire de la petite production artisanale - tels sont ses thèmes de prédilection. L'éloge de la petite production artisanale seule porteuse de salut est chez Nicolai-on la note dominante de toute sa critique et s'exprime plus clairement et plus ouvertement que chez Sismondi²⁹⁴. Il conclut qu'il est impossible de réaliser le produit capitaliste total à l'intérieur de la société et qu'on ne peut y parvenir qu'à l'aide de marchés extérieurs. Tout en partant de prémisses théoriques différentes de celles de Vrontsov, Nicolai-on aboutit à la même conclusion que celui-ci : à un scepticisme fondé sur des arguments économiques quant au développement du capitalisme en Russie. En Russie, le capitalisme, privé dès le départ de marchés extérieurs, n'a montré que ses plus sombres aspects en provoquant uniquement la paupérisation des masses populaires ; c'est pourquoi encourager le développement du capitalisme était une « erreur » fatale.

Arrivé à ce point de sa thèse, Nicolai-on fulmine comme un prophète de l' Ancien Testament : « *Au lieu de nous en tenir aux traditions séculaires, au lieu de développer le principe, dont nous avons hérité, de la liaison solide du producteur immédiat avec les moyens de production, au lieu d'utiliser les conquêtes de la science occidentale pour l'appliquer aux formes de production qui sont fondées sur la propriété des moyens de production par les paysans, au lieu d'augmenter la productivité de leur travail par la concentration entre leurs*

²⁹³ Cf. *Esquisse de notre économie sociale* (en langue russe), notamment pp. 202-205, 338-341.

²⁹⁴ La ressemblance frappante qui existe entre la position des « populistes » russes et celle de Sismondi fut soulignée en particulier par Vladimir Ilyine (Lénine) en 1897, dans un article intitulé *De la caractéristique du romantisme économique* (qui a paru en traduction française, en annexe au Tome 5 du *Capital*, Éditions Sociales, pp. 171-182. N. d. T.)

mains des moyens de production, au lieu de nous approprier non pas la forme occidentale de la production mais son organisation, sa puissante coopération, sa division du travail, ses machines, etc., au lieu de développer le principe qui est à la base de la propriété paysanne et de l'appliquer à la culture du sol par les paysans, au lieu d'ouvrir tout grand, dans ce but, l'accès de la science et son application aux paysans : ait lieu de tout cela nous avons pris une voie directement opposée. Non seulement nous n'avons pas empêché le développement de formes de la production capitaliste, bien qu'elles se fondent sur l'expropriation de la paysannerie, mais nous avons, au contraire, travaillé de toutes nos forces au bouleversement de toute notre vie économique, ce qui a conduit à la famine de l'année 1891. » Selon Nicolai-on, le mal a fait des ravages énormes. mais il n'est pas encore trop tard pour renverser la vapeur. Au contraire, une réforme complète de la politique économique est, pour la Russie, face à la prolétarianisation et à la décadence menaçantes, une nécessité aussi pressante qu'autrefois les réformes alexandrines après la guerre de Crimée. La réforme sociale préconisée par Nicolai-on est cependant tout à fait utopique et fait apparaître encore plus grossièrement que chez Sismondi l'aspect petit-bourgeois et réactionnaire de sa conception, d'autant plus que le « populiste » russe s'exprime soixante-dix ans après le premier. Selon lui la seule planche de salut de la Russie, qui puisse la sauver du raz de marée capitaliste, est la communauté agraire collective, l'ancienne « obchtchina ». Si l'on y greffe - par des mesures qui restent le secret de Nicolai-on - les méthodes de la grande industrie, de la technique scientifique modernes, cette communauté pourra servir de base à une forme de production supérieure « socialisée ». La Russie n'a pas d'autre choix que cette alternative : ou bien se détourner du développement capitaliste ou bien sombrer dans la décadence et la mort ²⁹⁵.

²⁹⁵ *Esquisse de notre économie sociale*, p. 322 et suiv. Fr. Engels jugeait différemment la situation en Russie. Il chercha à expliquer à Nicolai-on à plusieurs reprises que le développement de la grande industrie était inévitable pour la Russie, et que les malheurs de la Russie n'étaient que les contradictions typiques du capitalisme. C'est ainsi qu'il écrit dans une lettre du 22 sept. 1892 : « Je soutiens donc maintenant, que la production industrielle signifie aujourd'hui absolument la grande industrie, et implique l'emploi de machines à vapeur, d'électricité, de métiers à filer et à tisser mécaniques, et enfin la fabrication mécanique des machines elles-mêmes. À partir du moment où la Russie a introduit les chemins de fer, l'introduction de tous les moyens modernes de production est devenue pour elle inévitable. Vous devez être en mesure de réparer vos propres locomotives, wagons, chemins de fer, etc., mais pour pouvoir le faire à bon marché, vous devez être en mesure de construire chez vous tous ces objets que vous avez à réparer. À partir du moment où la technique de la guerre est devenue l'une des branches de la grande industrie (cuirassés, artillerie moderne, fusils à tir rapide et à répétition, balles à enveloppe d'acier, poudre sans fumée, etc.) la grande industrie, sans laquelle toutes ces choses ne peuvent être fabriquées est devenue pour vous également une nécessité politique. Toutes ces choses ne peuvent être fabriquées sans une industrie métallurgique très développée, mais celle-ci à son tour ne peut se développer sans un développement correspondant de toutes les autres branches de l'industrie, en particulier de l'industrie textile. »

Plus loin, dans la même lettre, Engels ajoute : « Aussi longtemps que l'industrie russe en est réduite à son marché intérieur, ses produits ne peuvent couvrir que les besoins intérieurs. Mais ceux-ci ne peuvent croître que lentement, et il me semble même qu'étant donné les conditions actuelles de la

Nicolai-on, après s'être livré à une critique impitoyable du capitalisme, a recours à la même vieille panacée du « populisme » qui dans les années 50 déjà, bien qu'alors à plus juste titre, avait été vantée comme le gage « spécifiquement russe » du développement social supérieur, mais dont Engels avait dès 1875 dénoncé le caractère réactionnaire dans l'article « *Littérature d'émigrés* » paru dans le « *Volksstaat* », y voyant une survivance condamnée à mort

vie en Russie, ils vont plutôt en décroissant. Car l'une des conséquences inévitables du développement de la grande Industrie est justement qu'elle détruit son propre marché intérieur par le même processus par lequel elle l'a créé. Elle le crée en détruisant la base de l'industrie paysanne à domicile. Mais sans l'industrie à domicile les paysans ne peuvent pas vivre. Les paysans sont ruinés en tant que paysans : leur pouvoir d'achat est réduit au minimum et jusqu'à ce qu'ils aient pris racine dans de nouvelles conditions de vie, comme prolétaires, ils ne constituent qu'un marché extrêmement réduit pour les nouvelles fabriques et entreprises.

La production capitaliste est une phase transitoire pleine de contradictions internes, qui ne se développent et ne deviennent visibles qu'avec le développement du capitalisme. Une de ces contradictions est justement cette tendance à créer son propre marché et à l'anéantir en même temps. Une autre de ces contradictions est la « situation sans issue » qu'elle provoque et qui se produit plus tôt dans un pays sans marché extérieur comme la Russie que dans les pays plus ou moins aptes à la concurrence sur le marché mondial ouvert. Cette situation apparemment désespérée se crée cependant une issue dans ces pays, grâce aux moyens héroïques de la politique commerciale c'est-à-dire grâce à l'ouverture, par la force, de nouveaux marchés. Le marché le plus récent qui s'est ainsi ouvert au commerce anglais et qui s'est révélé apte à ranimer pour un temps la prospérité est la Chine. C'est pourquoi le capital anglais tient tellement à la construction de chemins de fer en Chine. Mais les chemins de fer chinois signifient la destruction de toute la base de la petite production agricole et de la petite industrie à domicile chinoise ; et ce malheur n'est même pas compensé, dans une certaine mesure, par le développement d'une grande industrie indigène, c'est pourquoi des centaines de millions de gens sont livrés à une misère absolue. Il en résultera une émigration massive telle que le monde n'en a jamais connue et qui inondera l'Amérique, l'Asie et l'Europe de ces Chinois détestés. Ce nouveau concurrent sur le marché du travail fera concurrence au travail américain, australien et européen, se contentant d'un niveau de vie satisfaisant du point de vue chinois, et le niveau de vie chinois est, comme on sait, le plus bas du monde entier. Eh bien, si tout le système de production européen n'est pas bouleversé d'ici là, il sera alors nécessaire d'amorcer ce bouleversement. » (Lettres de Kart Marx et de Friedrich Engels à Nicolai-on. Traduites en russe par G. Lopatin, Saint-Petersbourg, 1908. p. 79.)

Bien qu'Engels ait ainsi suivi attentivement l'évolution de la situation en Russie et ait montré le plus grand intérêt à ce sujet, il refusait pour sa part d'intervenir dans la querelle russe. Il écrit à ce propos dans une lettre du 24 novembre 1894, donc peu avant sa mort : « Mes amis russes me supplient presque chaque semaine, chaque jour, de présenter mes objections contre des revues et des livres russes dans lesquels les paroles de notre auteur (ainsi était nommé Marx dans la correspondance. R. L.) non seulement sont mal interprétées, mais encore rendues d'une manière inexacte : ces amis assurent en même temps que mon intervention suffirait à mettre les choses en ordre. Mais je refuse sans relâche et définitivement de telles positions, car je ne perce - sans abandonner le travail véritable et sérieux - me laisser entraîner dans une polémique qui a lieu dans un pays éloigné, est menée dans une langue que je ne puis encore lire aussi facilement que les langues occidentales que je possède mieux, et dans des textes dont je ne vois au mieux que quelques fragments choisis au hasard sans être en mesure de suivre la discussion d'une manière même approximativement systématique et dans toutes ses phases et détails. Partout il y a des gens qui, lorsqu'ils ont pris une fois une position déterminée, n'ont absolument aucun scrupule à avoir recours : pour se défendre à la déformation des pensées d'autrui ni à manipuler les textes de manière peu honnête, et si ceci a été pratiqué à l'égard de notre auteur, je crains que l'on n'agisse pas plus convenablement avec moi et que l'on ne me force finalement à intervenir dans un débat d'abord pour prendre la défense d'autrui et enfin pour me défendre moi-même. » (*Ibid.*, p. 90.)

d'institutions très anciennes. « *Le développement continu de la Russie dans une voie bourgeoise*, écrivait alors Engels, *détruira ici aussi peu à peu la propriété communale sans que le gouvernement russe ait besoin d'intervenir avec « la baïonnette et le knout »* - comme les populistes révolutionnaires se l'imaginaient (R. L.). *Sous la pression des impôts et de l'usure, la propriété communale de la terre n'est plus un bienfait, mais devient une entrave. Les paysans s'en échappent souvent, avec ou sans leur famille, pour gagner leur vie comme ouvriers ambulants et abandonnent leur terre derrière eux. On le voit, la propriété communale en Russie a dépassé depuis longtemps son âge de prospérité et va selon toute apparence vers la dissolution.* » Engels avait, dix-huit ans avant l'ouvrage principal de Nicolai-on, mis le doigt dans ce passage sur l'aspect essentiel de la question de *l'obchtchina*. Lorsque plus tard Nicolai-on évoquait encore une fois d'un cœur joyeux le même fantôme de *l'obchtchina*, ce fut un grave anachronisme historique, car environ dix ans plus tard eut lieu l'enterrement officiel de *l'obchtchina* par l'État. Le gouvernement absolu qui pendant un demi-siècle avait essayé de maintenir artificiellement par la force l'appareil de la communauté agraire dans des buts fiscaux, se vit obligé de renoncer lui-même à ce travail de Sisyphe. La question agraire en tant que facteur le plus puissant de la révolution russe contribua bientôt à mettre en évidence combien la vieille illusion des « populistes » avait été distancée au cours de l'évolution économique réelle, et combien au contraire le capitalisme en Russie, qu'ils avaient considéré comme mort-né et maudit, avait réussi à révéler sa vitalité et sa fécondité malgré de violents orages.

Le cours des événements devait permettre de constater encore et pour la dernière fois, dans un milieu historique tout à fait transformé, qu'une critique sociale du capitalisme qui se fonde théoriquement sur le scepticisme quant à la possibilité de son développement, aboutit avec une logique fatale à une utopie réactionnaire - aussi bien en 1819 en France qu'en 1842 en Allemagne et en 1893 en Russie ²⁹⁶.

²⁹⁶ Du reste, les avocats survivants du pessimisme populiste, en particulier M. V. Vorontsov, sont restés jusqu'à aujourd'hui fidèles à leurs idées, malgré tout ce qui s'est passé en Russie entre temps - c'est un fait qui honore plus leur caractère que leur esprit. En 1902, M. V. V. écrivait, en se référant à la crise des années 1900-1902 : « La doctrine dogmatique du néo-marxisme perd rapidement son emprise sur les esprits, et le manque de racines des derniers succès de l'individualisme est manifestement devenu clair même pour ses apologistes officiels... Dans la première décennie du XX^e siècle nous revenons ainsi à la même conception du développement économique de la Russie que celle que la génération des années 70 avait léguée à ses héritiers. » (Cf. la revue *Die Volkswirtschaft*, oct. 1902. Cité in A. Finn-Ienotaiewsky, *Économie actuelle de la Russie* (1899 à 1910), Saint-Pétersbourg, 1911, p. 2). Au lieu de conclure au « manque de racines » de leurs propres théories, les derniers Mohicans du populisme concluent encore aujourd'hui au « manque de racines »... de la réalité économique, contredisant ainsi le mot de Barrère : « *Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas* ».

Les « tierces personnes » et les trois empires mondiaux de Struve

Nous traiterons maintenant de la critique des conceptions exposées ci-dessus, telle qu'elle a été formulée par les marxistes russes. Pierre de Struve, qui avait donné en 1894, dans le *Sozialpolitisches Zentralblatt* (3^e année, n^o 1), sous le titre « *De l'appréciation du développement capitaliste en Russie* » un compte rendu détaillé du livre de Nicolai-on, publia en 1894, en langue russe, un ouvrage intitulé *Remarques critiques sur le problème du développement économique de la Russie*, où il soumet les théories « populistes » à une critique fouillée. Mais dans la question qui nous occupe ici, Struve se borne, aussi bien dans sa critique de Vorontsov que dans sa critique de Nicolai-on, à démontrer que le capitalisme ne rétrécit pas son marché intérieur mais au contraire l'élargit. L'erreur de Nicolai-on est en effet évidente. C'est la même que celle de Sismondi. Tous deux n'ont décrit qu'un seul aspect du processus de la destruction par le capitalisme des formes de production traditionnelles de la petite entreprise artisanale. Ils n'ont vu que le déclin de la prospérité qui en résulte, l'appauvrissement de larges couches de la population. Ils ne s'aperçurent pas de la signification de l'autre aspect économique de ce processus : l'abolition de l'économie naturelle et sa substitution par l'économie marchande dans les campagnes. Or cela veut dire que le capitalisme, en absorbant dans sa sphère des couches toujours plus larges d'anciens producteurs indépendants et isolés transforme à chaque instant ces couches nouvelles en acheteurs de ses marchandises, ce qu'elles n'étaient pas autrefois. Le cours du développement capitaliste est donc à l'opposé de ce que le décrivaient les « populistes », à l'instar de Sismondi : le capitalisme, loin d'anéantir son marché intérieur, le crée au contraire tout d'abord par l'extension de l'économie marchande, de la circulation monétaire.

Struve réfute tout spécialement la théorie de Vorontsov selon laquelle la plus-value ne pourrait être réalisée sur le marché intérieur. A la base de cette théorie, il y a l'hypothèse qu'une société capitaliste évoluée n'est composée que d'employeurs et de salariés. Nicolai-on lui aussi opère tout le temps à partir de ce postulat. De ce point de vue, il est certain qu'on ne peut comprendre la réalisation du produit total capitaliste. La théorie de Vorontsov est également juste dans la mesure où elle constate le fait que la plus-value ne peut être réalisée « *ni par la consommation des capitalistes ni par celle des ouvriers, mais implique la consommation de tierces personnes* » (*Remarques critiques*, p. 251). On peut répliquer à cela - selon Struve - qu'il existe bien des « *tierces personnes* » dans toute société capitaliste. L'idée de Vorontsov et de Nicolai-on n'est qu'une pure fiction « *qui ne peut nous faire avancer d'un pas dans la compréhension d'un processus historique quel qu'il soit* » (*ibid.*, p. 255). Il n'existe pas de société capitaliste, aussi avancée qu'elle soit, qui se compose uniquement d'employeurs et de salariés. « *Même en Angleterre, y compris le pays de Galles, sur 1000 habitants actifs, 545 sont employés dans l'industrie,*

172 s'adonnent au commerce, 140 à l'agriculture, 81 ont des emplois salariés indéterminés et non fixes et 62 sont au service de l'État ou exercent des professions libérales, etc. » Donc, même en Angleterre, il y a un nombre considérable de « tierces personnes » et ce sont elles précisément qui contribuent à réaliser la plus-value par leur consommation, dans la mesure où ce ne sont pas les capitalistes qui la consomment. Struve laisse en suspens la question de savoir si la consommation des « tierces personnes » suffit à réaliser toute la plus-value, en tout cas « *le contraire reste encore à démontrer* » (*ibid.*, p. 252). Il serait impossible de le démontrer pour la Russie, ce grand pays à la population énorme. La Russie a justement la chance de pouvoir se passer de marchés extérieurs, partageant ce privilège du sort - ici Struve fait un emprunt aux idées des professeurs Wagner, Schäffle et Schmoller - avec les États-Unis d'Amérique. « *Si l'exemple de l'Amérique du Nord prouve quelque chose, c'est bien que dans certaines conditions l'industrie capitaliste peut atteindre un niveau de développement très élevé en s'appuyant presque exclusivement sur le marché intérieur* » (*ibid.*, p. 260)²⁹⁷. Struve illustre cette phrase par l'exemple de l'exportation industrielle minime des États-Unis en 1882. Struve pose le principe général suivant : « *Plus le territoire d'un pays est étendu et plus sa population est nombreuse, moins il a besoin de marchés extérieurs pour son développement capitaliste.* » A partir de ce point de vue il prévoit pour le capitalisme en Russie - à l'encontre des « populistes » - un avenir plus brillant que dans les autres pays. « *Le progrès de l'agriculture sur la base de la production marchande doit créer un marché sur lequel le capitalisme industriel russe s'appuiera au cours de son développement. Ce marché peut s'agrandir indéfiniment dans la mesure où le développement économique et culturel du pays progressera et en même temps l'éviction de l'économie naturelle se poursuivra. À cet égard, le capitalisme jouit en Russie d'une situation plus favorable que dans d'autres pays.* » Et Struve décrit en détail un magnifique tableau, riche en couleurs, de l'ouverture de nouveaux débouchés en Russie, grâce aux chemins de fer transsibérien en Sibérie, en Asie centrale, en Asie Mineure, en Perse, dans les Balkans. Struve

²⁹⁷ « Struve a décidément tort lorsqu'il compare la situation en Russie avec celle des États-Unis dans le but de réfuter ce qu'il appelle votre conception pessimiste de l'avenir. Il dit que les conséquences malheureuses du développement capitaliste russe récent seront surmontées avec autant de facilité qu'aux États-Unis. Mais il oublie complètement que les États-Unis représentent depuis le début un État bourgeois nouveau, qu'ils ont été fondés par des petits-bourgeois et par des paysans qui fuyaient le féodalisme européen pour constituer une société bourgeoise pure. En Russie, par contre, nous avons une structure de base de type communiste primitif, une société de gentils précédant pour ainsi dire la civilisation - qui, il est vrai, tombe à présent en ruines, mais constitue toujours la base sur laquelle la révolution capitaliste opère et agit (car ceci est effectivement une révolution sociale). En Amérique, l'économie monétaire s'est stabilisée il y a plus d'un siècle, tandis qu'en Russie l'économie naturelle était, il y a peu de temps encore, une règle générale ne souffrant presque aucune exception. C'est pourquoi chacun devrait comprendre que le bouleversement dont nous parlons à propos de la Russie doit avoir un caractère beaucoup plus violent et âpre, et s'accompagner de souffrances incomparablement plus grandes qu'en Amérique. » Lettre d'Engels à Nicolai-on du 17 oct. 1893, in *Lettres*, p. 85.)

n'a pas remarqué que dans l'élan de ses prophéties il est passé d'un bond du marché intérieur « s'agrandissant indéfiniment » à des débouchés extérieurs bien précis. Quelques années plus tard il se trouvait, politiquement aussi, dans le camp de ce capitalisme russe plein d'avenir, dont il avait déjà, quand il était encore « marxiste », justifié théoriquement le programme libéral d'expansion impérialiste.

L'argumentation de Struve n'exprime en réalité qu'un puissant optimisme à l'égard de la capacité illimitée de développement de la production capitaliste. En revanche la justification économique de cet optimisme est assez faible. Les piliers principaux sur lesquels repose, selon Struve, l'accumulation de la plus-value, sont les « tierces personnes ». Il n'a pas précisé suffisamment ce qu'il entend par là, cependant ses références à la statistique anglaise des professions montrent qu'il comprend sous ce terme les différents employés privés et de l'État, les professions libérales, bref le fameux « *grand public*²⁹⁸ », auquel renvoient d'un geste vague les économistes vulgaires, lorsqu'ils ne savent plus de quel côté se tourner, et dont Marx a dit qu'il rend à l'économiste « le service » d'expliquer les choses auxquelles il ne trouve pas d'autre explication. Il est clair que, lorsque l'on parle de la consommation des capitalistes et des salariés comme catégories, on ne pense pas aux capitalistes en tant qu'individus mais à la classe capitaliste dans son ensemble avec son cortège d'employés, de fonctionnaires d'état, de professions libérales, etc. Toutes ces « tierces personnes », qui certes ne sont absentes d'aucune société capitaliste, sont économiquement des parasites de la plus-value, dans la mesure où elles ne sont pas des parasites du salaire. Ces couches ne peuvent recevoir leurs moyens d'achat que d'une manière dérivée, du salaire du prolétariat ou de la plus-value, et elles le tirent autant qu'il est possible de ces deux sources ; mais tout compte fait on doit les considérer dans l'ensemble comme des consommateurs parasitaires de la plus-value. Leur consommation est ainsi incluse dans la consommation de la classe capitaliste, et lorsque Struve les fait tout à coup entrer en scène par une porte dérobée et les présente aux capitalistes comme des « tierces personnes » pour le tirer d'embarras et l'aider à résoudre la question de la réalisation de la plus-value, le capitaliste rusé, faiseur de gros profits, reconnaîtra du premier coup d'œil dans ce « grand public » son escorte de parasites qui commencent par lui soutirer de l'argent pour acheter ensuite, avec ce même argent, ses marchandises. Les « tierces personnes » de Struve ne résolvent donc rien.

Sa théorie du marché extérieur et de l'importance de celui-ci pour la production capitaliste est également insoutenable. Struve reprend ici la conception mécaniste des « populistes » selon laquelle un pays capitaliste, d'après le schéma d'un manuel scolaire, commence par exploiter à fond le marché intérieur avant de chercher, lorsque celui-ci est tout à fait épuisé ou presque, des

²⁹⁸ En français dans le texte.

marchés extérieurs. A partir de cette hypothèse, Struve, suivant les traces de Wagner, de Schäffle et de Schmoller, formule cette idée absurde qu'un pays « à vaste territoire et à population nombreuse » peut constituer dans sa production capitaliste un « ensemble clos » et se contenter « pour un temps indéfini » de son marché intérieur²⁹⁹. En réalité la production capitaliste est d'emblée une production mondiale et, à l'encontre des préceptes pédants des professeurs allemands, elle commence dès sa première phase à produire pour le marché mondial. Les différentes branches de pointe en Angleterre, comme l'industrie textile, l'industrie métallurgique et charbonnière ont cherché des débouchés dans tous les pays et dans toutes les parties du monde, tandis qu'à l'intérieur du pays le processus de destruction de la propriété paysanne, la ruine de l'artisanat et de la vieille production à domicile étaient loin d'être achevés.

Peut-on conseiller à l'industrie chimique ou à l'électro-technique allemande de se limiter d'abord au marché intérieur allemand au lieu de fournir les cinq parties du monde comme elles l'ont fait depuis leurs débuts, puisque le marché intérieur allemand n'est absolument pas saturé par les produits de l'industrie nationale, dans ces branches et dans beaucoup d'autres également, d'autant plus qu'il est envahi par une masse de produits étrangers ? Peut-on expliquer à l'industrie des constructions mécaniques allemande qu'elle ne doit pas encore se précipiter sur les marchés extérieurs puisque, comme le prouve noir

²⁹⁹ L'aspect réactionnaire de la théorie professorale allemande des « trois empires mondiaux », la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis, apparaît clairement, entre autres, chez le professeur Schmoller, dans ses considérations sur la politique commerciale du siècle, où il hoche avec mélancolie sa docte tête grise en évoquant les convoitises « néo-mercantilistes », c'est-à-dire impérialistes, des trois principaux scélérats et où il exige, pour défendre « les buts de toute civilisation hautement développée dans les domaines spirituel, moral et esthétique » ainsi que « le progrès social » - une forte flotte allemande et une Union douanière européenne capable de tenir tête à l'Angleterre et à l'Amérique :

« Le premier devoir de l'Allemagne résulte de cette tension économique mondiale, c'est la création d'une flotte puissante, afin que, tout en étant prête au combat le cas échéant, elle soit recherchée comme alliée par les puissances mondiales. Elle ne peut ni ne doit pratiquer une politique de conquête à l'instar des trois puissances mondiales (auxquelles cependant M. Schmoller - comme il le dit ailleurs - ne veut pas « faire des reproches », pour avoir « de nouveau pris le chemin de la conquête coloniale à une échelle immense »). Mais l'Allemagne doit être en état de pouvoir éventuellement briser un blocus étranger de la mer du Nord, de protéger ses colonies et son commerce lointain et d'offrir la même sécurité aux États qui s'allient avec elle. L'Allemagne, réunie à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie dans la Triplice, partage avec la France le devoir d'imposer à la politique par trop agressive des trois puissances mondiales qui constitue une menace pour tous les États moyens, la modération qui est souhaitable dans l'intérêt de l'équilibre politique, dans l'intérêt de la conservation de tous les autres États : à savoir la modération dans la conquête, dans l'acquisition de colonies, dans la politique protectionniste unilatérale et pratiquée à outrance, dans l'exploitation et dans le mauvais traitement infligé à tous ceux qui sont plus faibles... De même les buts de toute civilisation hautement développée dans les domaines spirituel, moral et esthétique, tout progrès social, sont soumis à la condition qu'au XX^e siècle le monde entier ne soit pas partagé entre les trois empires mondiaux, et que ceux-ci ne jettent pas les bases d'un néo-mercantilisme brutal. » (« *Die Wandlungen in der Europäischen Handelspolitik des 19. Jahrhunderts* », *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, XXIV, p. 381.

sur blanc la statistique en produits des importations allemandes, une grande partie des besoins de l'Allemagne en produits de cette branche sont couverts par des livraisons étrangères ? Non, ce schéma du « commerce extérieur » ne peut expliquer la complexité du marché mondial avec ses mille ramifications et nuances de la division du travail. Le développement industriel des États-Unis, qui sont actuellement devenus un concurrent redoutable de l'Angleterre sur le marché mondial, voire en Angleterre même, comme ils battent la concurrence allemande dans le domaine électro-technique sur le marché mondial et en Allemagne même, a complètement démenti les déductions de Struve qui étaient du reste déjà surannées au moment où il les écrivait.

Struve partage également la conception simpliste des populistes russes, qui réduisent le réseau de relations internationales de l'économie mondiale capitaliste avec sa tendance historique à la constitution d'un organisme vivant et unique fonctionnant grâce à une division du travail sociale basée sur la variété des richesses naturelles et des conditions de production sur la surface du globe, au souci vulgaire du marchand pour son « marché ». Il accepte en outre la fiction des trois empires, inventée par Wagner et Schmoller (trois empires se suffisant à eux-mêmes : l'Angleterre avec ses colonies, la Russie et les États-Unis) ; cette théorie ignore ou minimise artificiellement le rôle fondamental joué par un approvisionnement illimité en moyens de subsistance, en matières premières ou auxiliaires et en main-d'œuvre qui sont aussi nécessaires à l'industrie et calculées à l'échelle mondiale que la vente de produits finis. L'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, qui reflète à elle seule l'histoire du capitalisme en général, et qui avait tout au long du XIX^e siècle les cinq continents pour théâtre, inflige à chaque instant un démenti cinglant à l'idée puérile de ces professeurs, idée dont la seule signification réelle est de fournir une justification théorique tortueuse au protectionnisme.

Boulgakov et son complément à l'analyse de Marx

Le deuxième critique du scepticisme « populiste », S. Boulgakov, rejette d'emblée les « tierces personnes » de Struve et nie qu'elles puissent constituer l'ancre de salut de l'accumulation capitaliste. Il n'a pour elles qu'un haussement d'épaules. La majorité des économistes avant Marx, écrit-il, ont résolu la question en déclarant que des « tierces personnes » quelconques étaient nécessaires pour jouer le rôle d'un *deus ex machina* et trancher le nœud gordien, c'est-à-dire consommer la plus-value. Ce rôle est joué tantôt par des propriétaires terriens vivant dans le luxe (comme chez Malthus), tantôt par des capitalistes vivant dans le luxe, tantôt par le militarisme, et ainsi de suite. Il ne peut y avoir de réalisation de la plus-value sans de tels moyens extraordinaires, faute

desquels celle-ci se trouve immobilisée sur le marché et provoque la surproduction et les crises ³⁰⁰.

« Ainsi M. Struve suppose que la production capitaliste peut s'appuyer dans son développement sur la consommation de fantaisies « tierces personnes ». Mais où se trouve alors la source du pouvoir d'achat de ce « grand public », dont la vocation spécifique consiste à consommer la plus-value ? » (ibid., p. 32, note).

Boulgakov quant à lui, fait partit le problème, de prime abord, de l'analyse du produit social global et de sa reproduction, telle que l'a donnée Marx dans le 2^o livre du *Capital*. Il voit parfaitement que, pour résoudre le problème de l'accumulation, il faut partir de la reproduction simple et se représenter son mécanisme de façon tout à fait claire. Il est particulièrement important à cet égard, de bien comprendre d'une part la consommation de la plus-value et des salaires dans les branches de production qui fabriquent des produits non-consommables, et d'autre part la circulation de la partie du produit social global correspondant au capital constant usé. C'est une tâche entièrement neuve dont les économistes n'avaient même pas conscience et qui a été posée pour la première fois par Marx.

« Pour résoudre cette tâche, Marx divise toutes les marchandises produites selon le mode capitaliste en deux grandes catégories fondamentalement différentes l'une de l'autre : la production de moyens de production et la production de moyens de consommation. Cette division, à elle seule, recèle plus de signification théorique que toutes les joutes oratoires précédentes sur la théorie des débouchés. » (ibid., p. 27).

On le voit, Boulgakov est un partisan résolu et enthousiaste de la théorie de Marx. Il prend pour objet de son étude l'examen théorique de la thèse selon laquelle le capitalisme ne saurait exister sans marché extérieur. *« A cette fin l'auteur a utilisé l'analyse très précieuse de la reproduction sociale que Karl Marx donne dans la deuxième partie du 2^o livre du Capital, analyse qui n'a été que très peu mise à profit dans la littérature scientifique, on ne sait pourquoi. Bien que cette analyse ne puisse être considérée comme achevée, elle offre à notre avis, même dans sa rédaction présente, peu élaborée, une base suffisante pour une autre solution du problème des débouchés que celle que MM. Nicolai-on, V. Vorontsov et autres ont adoptée, tout en l'attribuant à Marx » (ibid., p. 2-3).* Boulgakov formule la conclusion qu'il a tirée de l'analyse de Marx de la manière suivante : *« Le capitalisme peut parfois se suffire du marché intérieur; il n'y a pas de nécessité inhérente, particulière à la production capitaliste, que seul le marché extérieur puisse absorber l'excédent de la production*

³⁰⁰ Boulgakov, Ueber die Absatzmärkte der kapitalistischen Produktion, eine theoretische Studie, Moscou, 1897, p. 15.

capitaliste. C'est la conclusion à laquelle est parvenu l'auteur en étudiant l'analyse mentionnée de la reproduction sociale. »

Et maintenant nous attendons avec impatience l'argumentation de Boulgakov en faveur de la thèse qu'il présente.

Cette argumentation est d'une simplicité surprenante. Boulgakov reprend fidèlement le schéma marxien bien connu de la reproduction simple, en l'accompagnant de commentaires qui honorent son intelligence. Puis il présente le schéma marxien, que nous connaissons également, de la reproduction élargie - et il estime ainsi avoir fourni la preuve de ce qu'il avance. « *En raison de ce qui a été dit, il n'y a pas de difficulté à déterminer en quoi consistera l'accumulation : I (section des moyens de production) doit produire les moyens de production supplémentaires nécessaires à l'élargissement de la production aussi bien pour elle-même que pour II (section des moyens de consommation), tandis qu'à son tour II devra fournir les moyens de consommation pour l'élargissement du capital variable de I et de II. Si l'on fait abstraction de la circulation monétaire, l'élargissement de la production se réduit à l'échange des produits supplémentaires de I dont il a besoin, et des produits supplémentaires de II, dont I a besoin.* » Boulgakov suit donc fidèlement les analyses de Marx et ne remarque pas jusqu'ici que sa thèse reste sur le papier. Il croit avoir résolu le problème de l'accumulation à l'aide de ces formules mathématiques. Sans doute peut-on très bien accepter les proportions qu'il copie chez Marx, et il est également certain que, si l'élargissement de la production doit avoir lieu, il s'exprimera par ces formules. Mais Boulgakov omet de poser la question principale : pour qui se produit l'élargissement dont il analyse le mécanisme ? Puisque l'accumulation peut être représentée sur le papier sous forme de rapports mathématiques, elle est donc pour lui chose faite. Pourtant Boulgakov, après avoir déclaré le problème résolu, se heurte immédiatement après, en essayant d'introduire dans son analyse la circulation monétaire, à la question suivante : d'où provient dans I et II l'argent nécessaire pour acheter les produits supplémentaires ? Nous avons vu chez Marx que le côté faible de son analyse, la question des consommateurs de la production élargie, surgit toujours sous la forme erronée de la question des sources d'argent supplémentaires. Boulgakov suit servilement Marx sur ce point, adopte sa formulation ambiguë du problème, sans remarquer le décalage qu'elle implique. Il constate, il est vrai, que « *Marx lui-même n'a pas donné de réponse à cette question dans les cahiers de brouillon d'après lesquels a été rédigé le deuxième livre du Capital.* » La réponse que le disciple russe de Marx essaie de dégager de son propre chef devrait être d'autant plus intéressante.

« *La solution suivante nous semble correspondre le mieux à l'ensemble de la doctrine de Marx.* » Le capital variable sous forme d'argent, que fournit la section II pour I comme pour elle-même trouve son équivalent de marchandises dans la plus-value de II. Nous avons déjà vu en étudiant la re-

production simple que les capitalistes doivent eux-mêmes mettre en circulation l'argent destiné à la réalisation de leur plus-value et que cet argent retourne finalement dans la poche du capitaliste d'où il était sorti. La quantité d'argent nécessaire à la circulation de la plus-value est déterminée, d'après la loi générale de la circulation des marchandises, par la valeur des marchandises où il est renfermé, divisée par le nombre moyen des rotations accomplies par l'argent. Cette même loi s'applique également ici. Les capitalistes de II doivent disposer d'une certaine somme d'argent pour la circulation de leur plus-value, ils doivent donc posséder une certaine réserve d'argent. Cette réserve doit être assez considérable pour suffire aussi bien à la circulation de la partie de la plus-value représentant le fonds de consommation qu'à celle destinée à la capitalisation. Plus loin Boulgakov émet l'idée qu'il importe peu dans la question de savoir combien d'argent est nécessaire à la circulation d'une quantité déterminée de marchandises dans le pays qu'une partie de ces marchandises représente ou non de la plus-value. « *Mais la question générale de savoir d'où vient au fond l'argent qui existe dans le pays, est résolue en ce sens que cet argent est fourni par le producteur d'or.* » Si un pays a besoin de plus d'argent par suite d'un élargissement de la production, la production de l'or est également élargie en conséquence (*ibid.*, p. 50-55). On en revient donc finalement au producteur d'or qui joue déjà chez Marx le rôle de *deus ex machina*.

Il faut avouer que Boulgakov nous a cruellement déçu dans notre espoir de voir apparaître une nouvelle solution du problème. « Sa » solution n'a pas dépassé d'un iota celle qu'avait fournie d'analyse de Marx. Elle se réduit aux trois phrases extrêmement simples que voici : 1) Question : - combien d'argent est nécessaire pour réaliser la plus-value capitalisée ? Réponse : - autant que l'exige la loi générale de la circulation des marchandises. 2) Question : d'où les capitalistes prennent-ils cet argent pour réaliser la plus-value capitalisée ? Réponse : - il faut bien qu'ils le possèdent. 3) Question : - d'où vient en général l'argent dans le pays ? Réponse : - du producteur d'or. Cette explication, dans sa simplicité étonnante, est plutôt suspecte que captivante. Mais il est inutile que nous réfutions cette théorie du producteur d'or *deus ex machina* de l'accumulation capitaliste. Boulgakov lui-même l'a très bien fait. 80 pages plus loin, il en revient au producteur d'or, dans un tout autre contexte à partir de la théorie du fonds de salaires, à laquelle il s'est attaqué sans raison évidente. Et ici il émet tout à coup ce jugement pertinent :

« *Nous savons déjà qu'il existe entre autres producteurs le producteur d'or. Celui-ci, même dans le cas de la reproduction simple, accroît d'une part la quantité absolue d'argent circulant dans le pays et, d'autre part, il achète des moyens de production et de consommation sans vendre de son côté des marchandises, en payant pour les marchandises achetées directement avec l'équivalent d'échange général qui est son propre produit. Or le producteur d'or ne pourrait-il, par exemple, rendre le service d'acheter à la section II toute*

la plus-value accumulée et de la payer avec de l'or que la section II utilisera alors à acheter des moyens de production à la section I et à élargir le capital variable c'est-à-dire à acheter la force de travail supplémentaire ? Ainsi le producteur d'or apparaît comme le véritable débouché extérieur.

« Cependant cette hypothèse est parfaitement absurde. L'accepter revient à faire dépendre l'élargissement de la production de l'élargissement de la production de l'or (bravo !). A son tour cette hypothèse implique un accroissement de la production de l'or qui ne correspond pas du tout à la réalité. Si l'on veut obliger le producteur d'or à acheter à la section II, par l'intermédiaire de ses ouvriers, toute la plus-value accumulée, cela signifie que son capital variable doit s'accroître tous les jours, à toutes les heures. Mais en même temps le capital constant doit s'accroître dans la même mesure ainsi que la plus-value, par conséquent toute la production d'or doit prendre des dimensions véritablement monstrueuses (bravo !). Au lieu d'essayer de vérifier par la statistique cette hypothèse puérile, (ce qui ne serait du reste guère possible) il suffit de renvoyer à un fait qui, à lui seul, la détruit. Ce fait est le développement du crédit qui accompagne le développement de l'économie capitaliste (bravo !). Le crédit a tendance à diminuer (relativement bien entendu, et non pas absolument) la quantité d'argent en circulation et apparaît comme le complément nécessaire au développement de l'économie d'échange qui autrement se heurterait rapidement à ses limites à cause du manque de monnaie-métal. Il me semble superflu de démontrer, chiffres à l'appui, combien est réduit aujourd'hui le rôle de la monnaie-métal dans les transactions d'échange. L'hypothèse émise se trouve ainsi en contradiction directe et indirecte avec les faits, il faut la rejeter » (ibid., p. 132 et suiv.).

Bravissimo ! Très bien ! Mais de ce fait Boulgakov « rejette » également lui-même la seule explication qu'il ait fournie jusqu'ici à la question de savoir comment et par qui la plus-value capitalisée est réalisée. D'ailleurs il n'a fait, en se réfutant lui-même, que développer ce que Marx avait déjà dit en un seul mot, lorsqu'il avait qualifié d' « absurde » l'hypothèse du producteur d'or englobant toute la plus-value sociale. Sans doute la solution véritable de Boulgakov et celle des marxistes russes qui ont étudié la question se trouvent-elle tout à fait ailleurs. Boulgakov ainsi que Tougan-Baranowsky et Ilyine (Lénine) soulignent le fait que les adversaires - les sceptiques - commettent, en ce qui concerne la possibilité de l'accumulation, une erreur capitale dans l'analyse de la valeur du produit global. Ceux-ci - notamment Vorontsov - supposaient que le produit social global se composait de moyens de consommation et ils partageaient de l'hypothèse erronée que la consommation était en général le but de la production capitaliste. C'est ce point - expliquaient à présent les marxistes - qui est la source de tout le malentendu, et de là découlaient les difficultés imaginaires quant à la réalisation de la plus-value, à propos de laquelle les sceptiques se cassaient la tête. *« Du fait de cette hypothèse erronée cette école s'est*

créé à elle-même des difficultés inexistantes : comme les conditions normales de la production capitaliste supposent que le fonds de consommation des capitalistes ne constitue qu'une partie de la plus-value, et une partie minime, la majeure partie étant réservée à l'élargissement de la production, il est évident que les difficultés imaginées par cette école (les populistes) n'existent pas en réalité » (ibid., p. 20). L'aisance avec laquelle Boulgakov ignore le problème est stupéfiante. Il ne semble même pas soupçonner la question des bénéficiaires, qui, très accessoire dans l'hypothèse de la consommation personnelle de la plus-value tout entière, devient impérieuse dans l'hypothèse de la reproduction élargie,

Toutes ces « *difficultés imaginaires* » s'évanouissent grâce à deux découvertes de Marx que ses disciples russes ne cessent d'opposer à leurs adversaires. Premièrement le fait que la composition de la valeur du produit social n'est pas $v + pl$, mais $c + v + pl$, et deuxièmement le fait qu'avec les progrès de la production capitaliste, dans cette composition l'élément c s'accroît toujours davantage par rapport à v , tandis que simultanément, dans la plus-value, la partie capitalisée grandit toujours par rapport à la partie consommée. A partir de là, Boulgakov construit toute une théorie sur le rapport de la production à la consommation dans la société capitaliste. Cette théorie joue un rôle si important chez les marxistes russes et en particulier chez Boulgakov qu'il est nécessaire de l'exposer *in extenso*.

« La consommation, dit Boulgakov, la satisfaction des besoins sociaux, ne constitue qu'un facteur accessoire de la circulation du capital. Le volume de la production est déterminé par la grandeur du capital et non par l'étendue des besoins sociaux. Le développement de la production non seulement ne s'accompagne pas de l'accroissement de la consommation mais au contraire il y a même un antagonisme entre ces deux facteurs. La production capitaliste ne connaît pas d'autre consommation que la consommation solvable, mais les consommateurs solvables ne peuvent être que ceux qui perçoivent un salaire ou une plus-value et leur pouvoir d'achat correspond exactement au montant de ces revenus. Mais nous avons vu que la tendance fondamentale du développement de la production capitaliste est une diminution relative du capital variable ainsi que du fonds de consommation du capitaliste (bien qu'il y ait croissance en valeur absolue). On peut donc dire que le développement de la production diminue la consommation³⁰¹. Les conditions de la production et celles de la consommation se trouvent ainsi en contradiction. La production ne peut s'élargir pour le compte de la consommation. L'expansion est cependant une loi interne fondamentale de la production capitaliste qui prend à l'égard de chaque capitaliste en particulier la forme de la loi sévère de la concurrence. Cette contradiction interne trouve une solution dans le fait que

³⁰¹ Souligné par Boulgakov.

la production en expansion constitue elle-même le marché pour les produits additionnels. « La contradiction interne est résolue par l'élargissement du champ extérieur de la production » (*Capital*, livre III, p. 189). (Boulgakov cite ici une phrase de Marx en en faussant tout à fait le sens, nous y reviendrons plus tard). Nous venons de montrer comment c'est possible (Boulgakov entend par là l'analyse du schéma de la reproduction élargie). La plus grande part de cette expansion de la production revient manifestement à la section I, c'est-à-dire à la production du capital constant et la part la plus petite (relativement) à la section II, qui produit des biens de consommation immédiate. Ce décalage dans les rapports entre les sections I et II exprime de façon suffisamment claire le rôle joué par la consommation dans la société capitaliste et indique où l'on doit chercher le débouché principal des marchandises capitalistes » (*ibid.*, p. 161). « ... Même dans ces limites étroites (du mobile du profit et des crises) même sur ce chemin hérissé d'épines, la production capitaliste peut s'élargir indéfiniment, même si l'on ne tient pas compte ou en dépit de la diminution de la consommation. Dans la littérature russe il est fait état à plusieurs reprises du fait que la diminution de la consommation empêche toute augmentation importante de la production capitaliste s'il n'y a pas de marchés extérieurs. On ne voit pas que la consommation n'est pas du tout le but-ultime de la production capitaliste, que cette dernière n'existe pas en vertu de l'accroissement de la consommation, mais grâce à l'élargissement du champ extérieur de la production qui constitue précisément le marché pour les produits fabriqués selon le mode capitaliste. Toute une série de savants disciples de Malthus, insatisfaits de la doctrine superficielle de l'harmonie prêchée par l'école de Ricardo-Say, s'efforcent de donner une solution à ce problème insoluble : trouver les moyens d'élargir la consommation que le mode de production capitaliste cherche à restreindre. Marx fut le seul à analyser les relations véritables : il a démontré que l'accroissement de la consommation est fatalement plus lent que celui de la production, quelles que soient les « tierces personnes » que l'on puisse inventer. C'est pourquoi la consommation et son volume ne peuvent en aucune manière être considérés comme constituant la limite directe de l'élargissement de la production. Lorsqu'elle s'éloigne du but véritable de la production, la production capitaliste l'expie par des crises, mais elle est indépendante de la consommation. L'élargissement de la production trouve ses limites seulement dans le volume du capital et ne dépend que de ce dernier » (*ibid.*, p. 167).

La théorie de Boulgakov et de Tougan-Baranowsky est ici directement imputée à Marx, tant elle semblait, aux yeux des marxistes russes, découler de la doctrine marxienne et se fondre organiquement en elle. Boulgakov la définit dans un autre passage encore plus clairement comme étant l'interprétation fidèle du schéma marxien de la reproduction élargie. Lorsque le mode de production capitaliste s'est établi dans un pays, son dynamisme interne commence à se développer d'après le modèle suivant : « La production du capital constant

*constitue la section I de la production sociale, qui déjà fait naître une demande autonome de moyens de consommation de l'ordre du volume du capital variable propre à la section I ainsi que du fonds de consommation de ses capitalistes. La section II de son côté fait naître la demande de produits de I. De cette manière se constitue dès le début de la production capitaliste un circuit fermé où la production capitaliste ne dépend d'aucun marché étranger, mais se suffit à elle-même et peut s'accroître pour ainsi dire automatiquement grâce à l'accumulation » (ibid., p. 210)³⁰². Dans un autre passage il va jusqu'à donner à sa théorie la formulation audacieuse que voici : « *Le seul débouché pour les produits de la production est cette production elle-même* » (ibid., p. 238).*

Entre les mains des marxistes russes, cette théorie devint l'arme essentielle par laquelle ils ont vaincu leurs adversaires, les sceptiques « populistes » dans la question des débouchés. On ne peut en apprécier l'audace que si l'on se représente la contradiction étonnante où se trouve cette théorie avec la pratique quotidienne, avec tous les faits connus de la réalité capitaliste. Mieux : il faut admirer encore davantage cette théorie, qui fut proclamée triomphalement comme la vérité marxiste la plus pure, si l'on songe qu'elle repose sur un qui-proquo fondamental. Mais nous reviendrons sur les détails de cette question à propos de notre critique de Tougan-Baranowsky.

Boulgakov bâtit une théorie tout à fait erronée du commerce extérieur sur une conception fautive des rapports entre la consommation et la production dans la société capitaliste. La thèse de la reproduction exposée ci-dessus ne laisse en effet aucune place au commerce extérieur. Si le capitalisme forme dans chaque pays, dès le début de son développement, ce fameux « circuit fermé », si, tournant en rond comme un chat autour de sa queue, il se « suffit à lui-même », se crée à lui-même un marché illimité et se donne lui-même l'impulsion de son propre élargissement, alors tout pays capitaliste est à son tour, économiquement parlant, un tout fermé « se suffisant à lui-même ». Dans un seul cas, le commerce extérieur serait concevable : comme moyen de compenser par l'importation le manque naturel, dû au sol et au climat, de certains produits, autrement dit l'importation de matières premières ou de vivres de première nécessité. Et en effet Boulgakov, renversant la thèse des populistes, construit une théorie du commerce international des États capitalistes où l'importation de produits agricoles représente l'élément actif fondamental, tandis que l'exportation de produits industriels ne fait que fournir les fonds nécessaires à cette importation. La circulation internationale des marchandises apparaît ici, non pas comme fondée dans le mode de production, mais dans les conditions naturelles des différents pays, théorie empruntée, cette fois encore, non pas à Marx, mais à des savants allemands d'économie politique bourgeoise. De même que Struve a emprunté à Wagner et à Schäffle son schéma des trois em-

³⁰² Souligné par nous (R. L.).

pires mondiaux, de même Boulgakov a emprunté à feu List la classification des pays en catégories selon l'« *état de l'agriculture* » et l'« *état de l'agriculture-manufacture* », qu'il a modifiée par la suite, tenant compte des progrès de l'époque en « *état de manufacture* » et « *état de l'agriculture-manufacture* ». La première catégorie est désavantagée par la nature par un manque de matières premières et de vivres et de ce fait est obligée de recourir au commerce extérieur ; la deuxième catégorie est pourvue de tout par la nature et peut se dispenser du commerce extérieur. Le prototype de la première catégorie est l'Angleterre, celui de la seconde, les États-Unis. Pour l'Angleterre la suppression du commerce extérieur signifierait l'agonie et la mort économique, pour les États-Unis elle entraînerait seulement une crise passagère, après quoi une guérison complète serait assurée : « *Ici la production peut s'élargir à l'infini sur la base du marché intérieur* » (*ibid.*, p. 199). Cette théorie, héritage de l'économie politique allemande, où elle est aujourd'hui encore vivace, n'a manifestement aucune idée des corrélations de l'économie capitaliste mondiale. Elle ramène le commerce mondial actuel à peu près à la situation du temps des Phéniciens. Ainsi le professeur Bûcher nous dit : « *La plus grande facilité, due à l'ère libérale, du commerce international ne doit pas nous faire conclure que la période de l'économie nationale s'approche de sa fin, cédant la place à une ère d'économie mondiale. Sans doute voyons-nous aujourd'hui en Europe un certain nombre d'États privés d'indépendance nationale quant à leur approvisionnement en biens obligés de faire venir de l'étranger de grandes quantités de vivres et de biens de consommation, tandis que leur production industrielle dépasse de loin les besoins nationaux et fournit constamment des excédents qui doivent être réalisés dans des territoires de consommation étrangers. Mais bien que les pays industriels et des pays producteurs de matières premières coexistent, et dépendent les uns des autres, cette « division internationale du travail » ne doit pas être considérée comme un signe que l'humanité est sur le point d'atteindre un nouveau stade de son évolution qui, sous le nom d'économie mondiale, serait opposé aux stades précédents. Car d'une part, aucun stade économique n'a jamais garanti à la longue une souveraineté parfaite de la satisfaction des besoins; chacun a laissé subsister... certaines lacunes qui devaient être comblées d'une manière ou d'une autre. D'autre part, cette prétendue économie mondiale n'a pas jusqu'à présent fait surgir des phénomènes qui s'écartent essentiellement de ceux de l'économie nationale et on peut fortement douter qu'il en surgisse dans un avenir prévisible*³⁰³ ». Chez Boulgakov

³⁰³ K. Bûcher, *Entstehung der Volkswirtschaft*, 5^e éd., p. 147. La dernière performance en ce domaine est la théorie du professeur Sombart selon laquelle nous ne nous approchons pas peu à peu de l'économie mondiale, mais au contraire nous nous en éloignons toujours plus : « Les peuples civilisés, c'est ce que j'affirme plutôt, sont *aujourd'hui*, par rapport à l'ensemble de leur économie, non pas plus mais moins liés les uns aux autres par des relations commerciales. L'économie nationale particulière est aujourd'hui non pas plus mais plutôt moins dépendante du marché mondial qu'il y a cent ans ou cinquante ans. Du moins est-il faux de supposer que les relations commerciales internationales prennent une importance relativement croissante pour l'économie nationale moderne.

cette conception aboutit à une conclusion inattendue : sa théorie de la capacité illimitée de développement du capitalisme ne s'applique pas à certains pays jouissant d'une situation naturelle privilégiée. En Angleterre le capitalisme doit périr dans un avenir plus ou moins proche par l'épuisement du marché mondial, aux États-Unis, en Inde et en Russie, il aura un développement illimité, parce que ces pays se « suffisent à eux-mêmes ».

Mais abstraction faite de ces bizarreries qui sautent aux yeux, l'argumentation de Boulgakov recèle encore un malentendu fondamental quant au commerce extérieur. L'argument principal de Boulgakov contre les sceptiques, qui de Sismondi à Nicolai-on, croyaient devoir recourir à un marché extérieur pour réaliser la plus-value capitaliste, est le suivant : ces théoriciens considéraient manifestement tout commerce extérieur comme un « abîme sans fond » où l'excédent de la production capitaliste, invendable à l'intérieur, disparaîtrait à jamais. A cela Boulgakov répond triomphalement que le commerce extérieur n'est absolument pas un « abîme », encore moins un abîme « sans fond », mais une arme à double tranchant et que l'exportation doit toujours être accompagnée d'importation, celles-ci s'équilibrant généralement à peu près mutuellement. Ce qui quitte le pays par une frontière y revient par une autre sous une forme d'usage différente. « *Il faut trouver une place pour les marchandises importées qui représentent l'équivalent des marchandises exportées, à l'intérieur des limites du marché, mais si c'est impossible, le fait de recourir à un marché extérieur ne fait qu'entraîner de nouvelles difficultés* » (*ibid.*, p. 132). *A un autre passage, il dit que la méthode proposée par les populistes russes pour réaliser la plus-value, le marché extérieur, était « beaucoup moins heureuse*

C'est le contraire qui est vrai. » Sombart rejette, en la raillant, l'idée d'une division internationale du travail croissante, d'un besoin croissant de débouchés extérieurs tant que le marché intérieur n'est pas capable d'extension ; pour sa part, il est convaincu que « les différentes économies nationales deviennent chacune des microcosmes toujours plus parfaits et que le marché intérieur s'affirme dans toutes les branches comme plus important que le marché mondial. » (*Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert*, 2^e éd., 1909, pp. 399-420.) Cette découverte bouleversante implique sans doute que l'on admette le schéma bizarre inventé par le professeur, selon lequel seul vient en ligne de compte comme pays d'exportation - on ne sait pas pourquoi - le pays qui paye son importation avec l'excédent de produits agricoles dépassant ses besoins propres, « avec le sol ». D'après ce schéma, la Russie, la Roumanie, les États-Unis, l'Argentine sont des « pays exportateurs », tandis que l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique ne le sont pas. Comme dans un avenir plus ou moins rapproché le développement capitaliste fera également utiliser pour les besoins intérieurs l'excédent de produits agricoles aux États-Unis et en Russie, il est clair qu'il y a dans le monde de moins en moins de « pays exportateurs », donc que l'économie mondiale est en train de disparaître. Une autre découverte de Sombart consiste en ce que les grands pays capitalistes qui ne sont donc pas des « pays exportateurs » obtiennent de plus en plus leur importation « pour rien » - autrement dit comme intérêts des capitaux exportés. Mais pour le professeur Sombart l'exportation de capitaux ne compte absolument pas, pas plus que l'exportation de marchandises industrielles : « Avec le temps nous en viendrons à importer sans exporter. » (*Ibid.*, p. 422.) Voilà qui est moderne, sensationnel et « fashionable ».

que la solution trouvée par Malthus, von Kirchmann et Vorontsov lui-même dans son essai sur le militarisme et le capitalisme » (*ibid.*, p. 236)³⁰⁴.

Bien que Boulgakov ait reproduit avec enthousiasme les schémas malthusiens de la reproduction, il montre ici qu'il n'a pas du tout compris le problème véritable qui est l'objet des recherches tâtonnantes des sceptiques depuis Sismondi jusqu'à Nicolai-on : il dénie au commerce extérieur le pouvoir de résoudre la difficulté, parce que celui-ci réintroduit dans le pays la plus-value écoulée « *bien que sous une forme modifiée* ». En accord avec la conception fruste de von Kirchmann et de Vorontsov, Boulgakov croit donc qu'il s'agit d'anéantir une certaine quantité de plus-value, de l'effacer du sol, il ne se doute pas qu'il s'agit de sa réalisation, de la métamorphose de la marchandise, donc précisément de la « forme modifiée » de la plus-value.

Ainsi Boulgakov en arrive à la même conclusion que Struve, bien que par une autre voie : il prêche une accumulation capitaliste se suffisant à elle-même, qui dévore ses propres produits comme Chronos ses enfants, et qui renaît d'elle-même, toujours plus puissante. De là il n'y avait plus qu'un pas pour abandonner le marxisme et revenir à l'économie bourgeoise. Ce pas a été allégrement franchi par Tougan-Baranowsky.

La « disproportionnalité » de Tougan-Baranowsky

Nous abordons ce théoricien à la fin - bien qu'il ait formulé sa théorie en langue russe dès 1894, avant Struve et Boulgakov -, d'une part parce qu'il n'a publié que plus tard, sous une forme plus mûre, sa théorie en langue allemande dans les *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, en 1901, et dans les *Theoretische Grundlagen des Marxismus* en 1905 ; d'autre part parce que, de tous les critiques marxistes cités, il est celui qui a tiré des prémisses communes les conséquences les plus étendues.

Comme Boulgakov, Tougan-Baranowsky part de l'analyse marxienne de la reproduction sociale, qui seule lui a donné le fil conducteur lui permettant de se retrouver dans ce labyrinthe confus des problèmes. Mais tandis que Boulgakov, adepte fervent de la doctrine de Marx, prétend seulement la suivre fidèlement et impute simplement au maître ses propres conclusions, Tougan-Baranowsky au contraire donne des leçons à Marx qui, d'après lui, n'aurait pas su exploiter sa propre analyse brillante du processus de reproduction. La con-

³⁰⁴ V. Ilyine (Lénine) formule cette idée de manière plus frappante encore : « Le romantique (c'est ainsi qu'il nomme les sceptiques) dit : les capitalistes ne peuvent consommer la plus-value, et par conséquent ils doivent l'écouler à l'étranger. On se demande si les capitalistes ne donnent pas gratuitement leurs produits à l'étranger ou s'ils ne les jettent pas à la mer. Ils les vendent, c'est-à-dire qu'ils reçoivent un équivalent ; ils exportent des produits, c'est-à-dire qu'ils en importent d'autres. » (*De la caractéristique du romantisme économique*, trad. française en annexe du *Capital*, tome 5, p. 172.) Au reste Ilyine donne une explication beaucoup plus juste du rôle du commerce extérieur dans la production capitaliste que Struve et Boulgakov.

clusion générale la plus importante que Tougan tire des principes de Marx, la charnière de toute sa théorie est que l'accumulation capitaliste - à l'encontre de l'hypothèse des sceptiques - n'est pas seulement possible dans les formes capitalistes du revenu et de la consommation mais qu'elle est en fait indépendante de ces deux éléments. Ce n'est pas la consommation - mais la production qui est à elle-même son meilleur débouché. C'est pourquoi production et débouchés sont identiques, et, comme l'élargissement de la production est en lui-même illimité, la capacité d'absorption pour ses produits, le marché, n'a pas non plus de limites. « *Les schémas cités, dit-il, devaient prouver jusqu'à l'évidence un principe qui, bien que très simple par lui-même, peut facilement soulever des objections si l'on ne comprend pas bien le processus de la reproduction du capital social : à savoir que la production capitaliste se crée à elle-même son marché. Pourvu qu'il soit possible d'élargir la production sociale, pourvu que les forces productives le permettent, la division proportionnelle de la production sociale entraînera un élargissement correspondant de la demande, car dans ces conditions toute marchandise nouvellement produite représente un pouvoir d'achat nouveau permettant d'acquérir d'autres marchandises. En comparant la reproduction simple du capital social avec sa reproduction à une échelle élargie, nous aboutissons à une conclusion importante, à savoir que dans l'économie capitaliste la demande de marchandises est en un certain sens indépendante du volume total de la consommation sociale.*

« *Aussi absurde que cela puisse paraître du point de vue du « bon sens », le volume total de la consommation sociale peut diminuer, tandis que simultanément la demande sociale globale de marchandises peut s'accroître*³⁰⁵ ».

Plus loin encore : « Comme résultat de notre analyse abstraite du processus de la reproduction du capital social, nous avons abouti à la conclusion qu'il ne peut y avoir aucun produit social excédentaire dans le cas d'une division proportionnelle de la production sociale » (ibid., p. 34). A partir de là, Tougan révisé la théorie marxienne des crises qui, selon lui, repose sur l'idée sismondienne de la « sous-consommation » : « L'opinion répandue, et adoptée jusqu'à un certain point par Marx, que la misère des ouvriers qui constituent la grande majorité de la population, rend impossible la réalisation des produits de la production capitaliste toujours en extension, à cause d'une demande insuffisante - cette opinion doit être considérée comme fausse. Nous avons vu que la production capitaliste crée pour elle-même un marché - la consommation n'est qu'un des facteurs de la production capitaliste. Si la production sociale était or-

³⁰⁵ Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England, Iéna. 1901, p. 25.

Une traduction française de l'ouvrage, intitulée Les crises industrielles en Angleterre, par Joseph Schapiro, a bien paru en 1913. Mais l'auteur explique dans sa préface que cette édition a été revue et complétée par lui, et il nous a été impossible de trouver les passages cités dans l'édition allemande. (N. d. T.)

ganisée de manière planifiée, si les dirigeants de la production avaient une connaissance parfaite de la demande et le pouvoir de transférer librement le travail et le capital d'une branche de la production dans une autre, alors, aussi réduite que puisse être la consommation sociale, l'offre des marchandises ne pourrait pas dépasser la demande » (ibid., p. 33). La seule circonstance qui produise périodiquement un encombrement du marché est le manque de proportionnalité dans l'extension de la production. Tougan décrit ainsi la marche de l'accumulation capitaliste dans ces conditions : « Que produiraient les ouvriers... si la production était organisée de manière proportionnelle ? Évidemment des vivres, pour leur propre consommation et des moyens de production. Mais à quoi ceux-ci serviraient-ils ? A l'élargissement de la production l'année suivante. De la production de quels produits ? A nouveau de moyens de production et des vivres pour les ouvriers - et ainsi ad infinitum » (ibid., p. 191). Ce jeu de questions et de réponses n'est pas, remarquons-le bien, une manière de persiflage ironique vis-à-vis de soi-même, il est tout à fait sérieux. Et ainsi s'ouvrent des perspectives infinies à l'accumulation capitaliste : « Si... l'élargissement de la production est pratiquement illimité, alors nous devons également supposer que l'élargissement du marché est également illimité car il n'existe dans des conditions d'augmentation proportionnelle de la production sociale pas d'autre limite à l'élargissement du marché que celles des forces de production dont dispose la société » (ibid., p. 231)³⁰⁶. Comme de cette manière la production crée elle-même ses débouchés, le commerce extérieur des États capitalistes se voit attribuer le même curieux rôle mécanique qui lui était déjà dévolu par Boulgakov. Le marché extérieur est par exemple absolument nécessaire à l'Angleterre. « Cela ne prouve-t-il pas que la production capitaliste crée un produit excédentaire pour lequel il n'y a pas de place sur le marché intérieur ? Pourquoi l'Angleterre a-t-elle besoin d'un marché extérieur, en somme ? La réponse n'est pas difficile. C'est parce qu'une grande partie du pouvoir d'achat de l'Angleterre est utilisée à l'achat de marchandises étrangères. L'importation de marchandises étrangères pour le marché intérieur de l'Angleterre rend en contrepartie absolument nécessaire l'exportation de marchandises anglaises en destination du marché extérieur comme l'Angleterre ne peut subsister sans importation de produits étrangers, l'exportation est également une condition vitale pour ce pays, sans quoi il n'aurait rien pour payer ses importations » (ibid. p. 35). De nouveau c'est l'importation de produits agricoles qui est désignée comme le facteur stimulant et décisif ; et nous retrouvons ainsi les deux catégories de pays, « ceux de type agricole et ceux de type industriel » qui, par nature, sont voués à l'échange réciproque - schéma tout à fait conforme à celui des professeurs allemands.

³⁰⁶ Souligné dans l'original.

Par quelle argumentation Tougan-Baranowsky démontre-t-il donc sa solution audacieuse du problème de l'accumulation, qui lui sert également à éclairer le problème des crises et tout une série d'autres problèmes ? C'est à peine croyable, mais il faut le constater : son argumentation consiste uniquement dans le schéma marxien de la reproduction élargie. Ni plus ni moins³⁰⁷. Tougan-Baranowsky, il est vrai, parle à plusieurs reprises avec quelque grandiloquence de son « *analyse abstraite du processus de la reproduction du capital social* », « *de la logique rigoureuse* » de son analyse, mais toute cette « analyse » se réduit à une transcription littérale du schéma marxien de la reproduction élargie, à cela près que les chiffres choisis sont autres. Dans toute l'étude de Tougan on ne trouvera pas trace d'une autre démonstration. En effet, dans le schéma marxien l'accumulation, la production, la réalisation, l'échange, la reproduction s'effectuent sans difficulté. Et ensuite on peut effectivement poursuivre cette « accumulation » « ad infinitum », aussi longtemps qu'il y a de l'encre et du papier. Et cet exercice inoffensif, qui consiste à aligner des équations arithmétiques sur le papier, Tougan-Baranowsky veut très sérieusement le faire passer pour une *preuve* que les choses se produisent ainsi dans la réalité. « *Les schémas cités ont prouvé jusqu'à l'évidence* »... A un autre endroit il réfute Hobson qui est convaincu de l'impossibilité de l'accumulation en lui objectant ceci : « *Le schéma n° 2 de la reproduction du capital social à une échelle élargie correspond au cas choisi par Hobson de l'accumulation capitaliste. Mais voyons-nous dans ce schéma naître un produit excédentaire ? En aucune façon !* » (*ibid.*, p. 191).

Donc, parce que « *dans le schéma* » il n'y a pas de produit excédentaire voilà Hobson réfuté et la question réglée.

Sans doute Tougan-Baranowsky sait-il fort bien que dans l'implacable réalité les choses ne se passent pas aussi facilement. Il y a des fluctuations constantes dans l'échange ainsi que des crises périodiques. Mais les crises ne se produisent que parce qu'on ne respecte pas la proportionnalité dans l'élargissement de la production, autrement dit parce que l'on ne s'en tient pas à l'avance aux proportions du « schéma n° 2 ». Si on les respectait, il n'y aurait pas de crises et tout se passerait dans la production capitaliste aussi bien que sur le papier. Mais Tougan devra admettre qu'on peut opportunément faire abstraction des crises du moment qu'on considère le processus de reproduction dans son ensemble comme un processus continu. Peu importe que la « proportionnalité » se disloque à chaque instant, dans la moyenne des conjonctures grâce aux déviations, aux fluctuations quotidiennes des prix et aux crises périodiques, la « proportionnalité » se trouve toujours rétablie à nouveau. Ce qui prouve qu'elle est dans l'ensemble plus ou moins respectée, c'est le fait que l'économie capitaliste continue à exister et à se développer, sinon nous aurions depuis

³⁰⁷ En français dans le texte.

longtemps connu le chaos et l'effondrement. Sur une longue période, si l'on considère le résultat final, la proportionnalité chère à Tougan est respectée, ce qui permet de conclure que la réalité est conforme au « schéma n° 2 ». Et parce que ce schéma peut être poursuivi indéfiniment, l'accumulation capitaliste peut, elle aussi, continuer « ad infinitum ».

Ce qui frappe dans tout cela, ce n'est pas la conclusion à laquelle aboutit Tougan-Baranowsky, à savoir que le schéma correspond réellement au cours des choses - nous avons vu que Boulgakov partageait cette opinion ; mais ce qui étonne, c'est que Tougan n'estime même pas nécessaire de se demander si le « schéma » est valable, et qu'au lieu d'en démontrer le bien-fondé, il considère inversement le schéma lui-même, l'exercice arithmétique sur le papier comme une preuve de la conformité de la réalité. Boulgakov s'efforçait honnêtement d'appliquer le schéma de Marx à la situation concrète de l'économie capitaliste et des échanges capitalistes. Il essayait, sans succès il est vrai, de venir à bout des difficultés qui en découlaient, se trouvant empêtré dans l'analyse de Marx qu'il considérait avec clairvoyance et à juste titre comme inachevée et discontinuée. Tougan-Baranowsky n'a besoin d'aucune preuve, il ne s'embarasse pas de cela : comme les opérations arithmétiques se résolvent à loisir et peuvent être poursuivies indéfiniment, il considère ce fait comme une preuve que l'accumulation capitaliste peut se poursuivre à l'infini - sous réserve de la « proportionnalité » en question, qu'il est facile cependant, et Tougan lui-même ne le contestera pas, d'établir d'une manière ou d'une autre.

Tougan-Baranowsky a cependant une preuve indirecte que le schéma avec ses résultats étranges, correspond à la réalité et constitue son reflet fidèle. C'est le fait que la société capitaliste, conformément au schéma, met au premier rang la production et derrière elle la consommation, la première étant la fin et la seconde le moyen, de même que le travail humain est mis sur le même pied que le « travail » de la machine : « *Le progrès technique s'exprime par le fait que l'importance des instruments de travail, de la machine augmente sans cesse par rapport à celle du travail vivant, par rapport à l'ouvrier lui-même. Les moyens de production jouent un rôle toujours plus grand dans le processus de production et sur le marché des marchandises. L'ouvrier est refoulé par la machine, et en même temps la demande engendrée par la consommation du travailleur diminue par rapport à la demande qui provient de la consommation productive des moyens de production. Les rouages de l'économie capitaliste acquièrent le caractère d'un mécanisme qui existerait pour ainsi dire pour lui-même et dans lequel la consommation des hommes apparaît comme un simple facteur du processus de la reproduction et de la circulation du capital* » (*ibid.*, p. 27). Tougan-Baranowsky considère cette découverte comme la loi fondamentale de l'économie capitaliste, et il en voit la confirmation dans un phénomène très concret : avec la poursuite du développement capitaliste la section I - celle des moyens de production - est en croissance constante par rapport à la

section des moyens de consommation et aux dépens de cette dernière. C'est précisément Marx qui, comme on le sait, a lui-même énoncé cette loi et sa représentation mathématique de la reproduction repose sur cette loi bien que Marx, pour simplifier, n'ait pas tenu compte numériquement des décalages provoqués par ce phénomène, dans le développement ultérieur de son schéma. C'est donc ici, dans la croissance automatique de la section des moyens de production par rapport à la section des moyens de consommation que Tougan a trouvé la seule preuve objective exacte de sa théorie, à savoir que dans la société capitaliste la consommation humaine devient de moins en moins importante, et la production de plus en plus un but absolu. Il fait de cette idée la pierre angulaire de tout son édifice théorique. « *Dans tous les États industriels - proclame-t-il - nous rencontrons le même phénomène, partout le développement de l'économie nationale suit la même loi fondamentale. L'industrie extractive qui crée les moyens de production pour l'industrie moderne prend une place de plus en plus importante. Ainsi la diminution relative de l'exportation des produits fabriqués anglais qui servent directement à la consommation est une expression de cette loi fondamentale du développement capitaliste : plus la technique progresse, plus les moyens de consommation sont refoulés par les moyens de production. La consommation humaine joue un rôle de moins en moins important par rapport à la consommation productive des moyens de production* » (*ibid.*, p. 58).

Bien que Tougan ait emprunté directement à Marx cette « loi fondamentale » toute élaborée, comme d'ailleurs toutes ses idées « fondamentales », dans la mesure où elle représentent quelque chose de concret et d'exact, il n'en est pas satisfait une fois de plus, et se hâte de critiquer Marx en le citant contre lui-même. Selon Tougan, Marx aurait trouvé une perle au hasard, et ne saurait qu'en faire. C'est lui, Tougan, le premier, qui a su faire fructifier la découverte « fondamentale » pour la science ; sous sa plume, la loi ainsi découverte éclaire soudain tout le mécanisme de l'économie capitaliste : cette loi de l'accroissement de la section des moyens de production aux dépens de la section des moyens de consommation révèle clairement, distinctement, de manière exacte et en termes mesurables le fait que la société capitaliste attache de moins en moins d'importance à la consommation humaine, qu'elle place l'homme au niveau du moyen de production, que Marx se trompait donc radicalement en supposant que seul l'homme crée la plus-value et non pas la machine, que la consommation humaine constitue une limite pour la production capitaliste entraînant aujourd'hui nécessairement des crises périodiques et demain l'effondrement et la fin dans la terreur de l'économie capitaliste. Bref, la « loi fondamentale » de l'accroissement des moyens de production aux dépens des moyens de consommation reflète le caractère spécifique de la société capitaliste dans son ensemble, que Marx n'a pas compris et qu'il a enfin été donné à Tougan-Baranowsky de déchiffrer.

Nous avons déjà vu auparavant le rôle décisif joué par la fameuse « loi fondamentale » capitaliste dans la controverse des marxistes russes avec les sceptiques. Nous connaissons les propos de Boulgakov. C'est exactement de la même manière que s'exprime un autre marxiste dans sa polémique contre les « populistes », V. Ilyine (Lénine) :

« Comme on le sait, la loi de la production capitaliste consiste dans le fait que le capital constant s'accroît plus rapidement que le capital variable, c'est-à-dire qu'une partie toujours plus grande de capitaux nouveaux se tournent vers la section de la production sociale qui crée des moyens de production. Par conséquent cette section doit nécessairement s'accroître plus vite que la section qui produit des moyens de consommation, c'est-à-dire qu'il se produit précisément ce que Sismondi déclarait « impossible », « dangereux », etc. Par conséquent les moyens de consommation prennent toujours moins d'importance dans la masse totale de la production capitaliste. Et cela correspond parfaitement à la « mission » historique du capitalisme et à sa structure sociale spécifique : la première consiste en effet dans le développement des forces productives de la société (production pour l'amour de la production) ; la seconde exclut l'utilisation de cette production par la masse de la population³⁰⁸. »

Ici encore, Tougan-Baranowsky va naturellement plus loin que les autres. Son amour du paradoxe le pousse à fournir la preuve mathématique que l'accumulation du capital et l'élargissement de la production sont possibles, même quand il y a diminution absolue de la consommation, ce qui est une plaisanterie. Ici, comme le montre Kautsky, il se livre à une manœuvre scientifiquement peu honnête : il tire en effet sa déduction audacieuse d'un moment spécifique : celui du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, moment qui même en théorie ne peut être qu'exceptionnel, et dans la pratique n'entre absolument pas en ligne de compte³⁰⁹.

³⁰⁸ Vladimir Ilyine (Lénine), *Oekonomische Studien and Artikel. Zur Charakteristik des ökonomischen Romantizismus* (De la caractéristique du romantisme économique. St-Petersbourg, 1899. Ce passage ne se trouve pas dans la traduction citée en annexe au Capital. N. d. T.). L'affirmation que la production élargie ne fait que commencer avec le capitalisme est d'ailleurs également le fait de cet auteur. Il a échappé à Ilyine, qu'avec la reproduction simple, qu'il suppose être une loi de tous les modes de production précapitalistes, nous n'aurions probablement pas dépassé jusqu'à non jours le stade du polisseur de pierres paléolithique.

³⁰⁹ Kautsky, *Krisentheorien*, in *Die Neue Zeit*, 20^e année, 2^o vol., p. 116. Lorsque Kautsky prouve, chiffres en main à Tougan-Baranowsky, en poursuivant le schéma de la reproduction élargie, que la consommation doit croître absolument et ceci « exactement dans le même rapport que la grandeur de valeur des moyens de production », il y a deux remarques à faire. Premièrement Kautsky, pas plus que Marx dans son schéma, ne tient compte du progrès de la productivité du travail, si bien que la consommation paraît relativement plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Deuxièmement l'accroissement de la consommation auquel Kautsky renvoie est lui-même une conséquence, un résultat de la reproduction élargie et non pas sa base ni son but, : il résulte principalement de l'accroissement du capital variable, de l'emploi croissant de nouveaux ouvriers. Mais assurer la subsis-

tance de ces ouvriers ne peut être considéré comme le but ni la tâche de l'élargissement de la production, pas plus du reste que la consommation personnelle croissante de la classe capitaliste. La remarque de Kautsky terrasse donc bien l'idée aberrante de Tougan, qui imagine une reproduction élargie accompagnée d'une diminution absolue de la consommation ; mais elle ne pose pas la question fondamentale du rapport entre la production et la consommation du point de vue du processus de la reproduction. Sans doute lisons-nous dans un autre passage, du même article : « Les capitalistes et les ouvriers qu'ils exploitent constituent un marché qui s'élargit sans cesse avec l'augmentation de la richesse des premiers et le nombre des seconds, mais ce marché ne s'agrandit pas aussi vite cependant que l'accumulation du capital ni la productivité du travail, et ne suffit pas à lui seul pour absorber les moyens de consommation produits par la grande industrie capitaliste. Celle-ci doit chercher des débouchés supplémentaires à l'extérieur de sa sphère, dans les professions et nations qui ne produisent pas encore selon le mode capitaliste. Elle les trouve et les élargit toujours davantage, quoique trop lentement. Car ces débouchés supplémentaires ne possèdent pas, et de loin, l'élasticité et la capacité d'extension du processus de production capitaliste. Dès que la production capitaliste s'est développée en grande industrie, comme cela a été le cas en Angleterre dès le premier quart du XIXe siècle, elle a acquis une telle faculté d'expansion rapide par grands bonds qu'au bout de peu de temps elle rattrape n'importe quel élargissement du marché. C'est ainsi que chaque période de prospérité consécutive à toute extension brusque du marché est condamnée de prime abord à une vie brève, dont le terme inévitable est la crise. Telle est, en quelques mots, la théorie des crises adoptée généralement, pour autant que nous le sachions, par les marxistes orthodoxes et fondée par Marx » (*loc. cit.*, p. 180). Mais Kautsky ne cherche pas à mettre en accord la conception de la réalisation du produit global avec le schéma marxien de la reproduction élargie, peut-être parce qu'il traite, comme le montre la citation, le problème exclusivement sous l'angle des crises, c'est-à-dire du point de vue du produit social en tant que masse de marchandises indifférenciée et non pas sous l'angle de son articulation dans le processus de production.

Ce dernier problème est abordé plus en détail, semble-t-il, par L. Boudin qui, dans une critique brillante du même Tougan-Baranowsky, donne la définition suivante : « Le surproduit créé dans les pays capitalistes n'a pas entravé - à quelques exceptions près que nous mentionnerons plus tard - le cours de la production parce que la production a été répartie de façon plus habile dans les différentes sphères ou bien parce que la production de cotonnades a cédé la place à une production de machines, mais parce que à cause du fait que quelques pays se sont transformés plus tôt que d'autres en pays capitalistes, et qu'aujourd'hui encore il reste quelques pays sous-développés du point de vue capitaliste, les pays capitalistes ont à leur disposition un monde véritablement extérieur où ils ont pu exporter les produits qui ne peuvent être consommés par eux-mêmes, que ces produits soient des cotonnades ou des produits sidérurgiques. Ce qui ne veut absolument pas dire que le remplacement des cotonnades par les produits de l'industrie sidérurgique en tant que produits essentiels des pays capitalistes les plus importants serait dénué de signification. Au contraire il est de la plus grande importance, mais sa signification est tout autre que celle que lui prête Tougan-Baranowsky. Elle annonce le début de la fin du capitalisme. Aussi longtemps que les pays capitalistes ont exporté des marchandises pour la consommation, il y avait encore de l'espoir pour le capitalisme de ces pays. Il n'était pas encore question de savoir quelle était la capacité d'absorption du monde extérieur non capitaliste pour les marchandises produites dans les pays capitalistes et combien de temps elle persisterait encore. L'accroissement de la fabrication de machines dans l'exportation des principaux pays capitalistes aux dépens des biens de consommation indique que les territoires qui autrefois se trouvaient à l'écart du capitalisme et pour cette raison servaient de lieu de décharge pour ses surproduits, sont aujourd'hui entraînés dans l'engrenage du capitalisme et montre encore que leur propre capitalisme se développe et qu'ils produisent eux-mêmes leurs biens de consommation. Aujourd'hui, au stade initial de leur développement capitaliste, ils ont encore besoin de machines produites d'après le mode capitaliste. Mais plus tôt qu'on ne le pense, ils n'en auront plus besoin. Ils produiront eux-mêmes leurs produits sidérurgiques, de même qu'ils produisent dès maintenant leurs cotonnades et leurs principaux biens de consommation. Alors ils cesseront non seulement d'être un lieu d'absorption pour le surproduit des pays capitalistes proprement dits, mais encore ils auront eux-mêmes un surproduit qu'à leur tour ils ne pourront placer que difficilement. » (*Die Neue Zeit*, 25^e année, 1^o vol., *Mathematische Formeln gegen Kart Marx*, p. 604.) Boudin évoque tel des perspectives très importantes quant aux grands enchaînements du déve-

Quant à la « loi fondamentale » de Tougan, Kautsky déclare qu'elle est une pure illusion due au fait que Tougan-Baranowsky n'envisage que la situation de la production dans les vieux pays de grande industrie capitaliste : « Il est exact, écrit Kautsky, que le nombre des lieux de production où les produits sont directement fabriqués pour la consommation personnelle, diminue, avec la division progressive du travail, relativement toujours par rapport aux autres lieux de production qui fournissent à ceux-ci et les uns aux autres les outils, les machines, les matières premières, les moyens de transport, etc. Tandis que dans l'économie paysanne primitive le lin était travaillé par l'entreprise qui le récoltait avec ses propres outils et transformé en vue de la consommation humaine à cet endroit même, aujourd'hui ce sont peut-être des centaines d'entreprises qui participent à la fabrication d'une chemise, à la fabrication du coton brut, à la production des rails de chemin de fer, de locomotives, de wagons qui l'amènent au port, etc. »

« Du fait de la division internationale du travail, on en arrive à ce que certains pays - les vieux pays industriels - ne peuvent augmenter que lentement leur production destinée à la consommation personnelle tandis que la production des moyens de production y fait encore de rapides progrès et qu'elle devient beaucoup plus déterminante pour le cours de la vie économique que la production de moyens de consommation. Quiconque ne considère la chose que du point de vue de la nation en question en arrive facilement à l'opinion que la production de moyens de production peut, d'une manière permanente, se développer beaucoup plus rapidement que celle des moyens de consommation et qu'elle n'est pas liée à cette dernière. »

Ce dernier point, c'est-à-dire l'idée que la production de moyens de production est indépendante de la production de moyens de consommation, est naturellement un mirage engendré par la théorie économique vulgaire de Tougan-Baranowsky. Il en est autrement du fait sur lequel il veut fonder son sophisme : la croissance plus rapide de la section des moyens de production par rapport à celle des moyens de consommation. Ce fait ne peut être contesté, et ceci non seulement en ce qui concerne les vieux pays industriels, mais encore partout où le progrès technique domine la production. C'est sur ce fait que repose également la loi fondamentale de Marx de la baisse tendancielle du taux de profit. Mais malgré cela, ou précisément à cause de cela. Boulgakov, Ilyine et Tougan-Baranowsky commettent une erreur lorsqu'ils croient avoir dévoilé

loppement du capitalisme international. Plus loin dans le même contexte, il en arrive logiquement à la question de l'impérialisme. Malheureusement son analyse perspicace dévie finalement du mauvais côté, en réduisant toute la production militariste et le système de l'exportation internationale de capitaux vers des pays non capitalistes à la notion de « gaspillage ». Il faut du reste constater que Boudin, de même que Kautsky, estime que la loi de la croissance plus rapide de la section des moyens de production par rapport à la section des moyens de subsistance est une erreur de Tougan-Baranowsky.

dans cette loi l'essence spécifique de l'économie capitaliste en tant qu'économie où la production est le but primordial et où la consommation humaine n'est qu'accessoire.

La croissance du capital constant aux dépens du capital variable n'est que l'expression capitaliste des effets généraux de la productivité croissante du travail. La formule $c > v$ traduite de la langue capitaliste dans la langue du processus du travail social, veut dire simplement : plus la productivité du travail humain est grande, plus court est le temps pendant lequel elle transforme une quantité donnée de moyens de production en produits finis³¹⁰. C'est une loi générale du travail humain - elle fut valable dans toutes les formes de production précapitalistes, et sera valable à l'avenir dans l'ordre socialiste. Exprimée dans la forme d'usage concrète du produit social global, cette loi doit s'exprimer dans un emploi toujours plus grand du temps de travail social à la production

³¹⁰ « Abstraction faite des conditions naturelles, telles que la fécondité du sol, etc., et de l'habileté des producteurs indépendants et isolés, celle-ci se traduisant du reste plutôt par la qualité des produits que quantitativement par l'augmentation de leur masse, le degré de productivité sociale du travail s'exprime par la quantité relative des moyens de production qu'un ouvrier transforme en produit en un temps donné avec la même intensité de force de travail. La masse des moyens de production avec lesquels il à s'accroît avec la productivité de son travail. Ces moyens de production ont une double fonction. L'augmentation des uns est la conséquence, l'augmentation des autres la condition de la productivité croissante du travail. Ainsi, grâce à la division du travail dans la manufacture et l'emploi des machines, dans le même temps une plus grande quantité de matières premières est élaborée, donc une masse croissante de matières premières et auxiliaires est entraînée dans le processus de travail. C'est là un effet de la productivité croissante du travail. D'autre part l'utilisation d'une masse de machines, de bêtes de somme, d'engrais minéraux, de tuyaux de drainage, etc, est la condition de la productivité croissante du travail. De même, la masse de moyens de production concentrés sous forme de bâtiments, journaux, moyens de transport, etc. Mais, effet ou condition de la productivité croissante du travail, celle-ci s'exprime par la quantité croissante des moyens de production par rapport à la force de travail qui y est incorporée. L'accroissement de la productivité se manifeste donc dans la diminution de la somme de travail par rapport à la quantité de moyens de production en œuvre par celui-ci, ou encore dans la réduction du facteur subjectif du processus de travail var rapport aux facteurs objectifs. » (*Capital* I, p. 586. La traduction française des Éditions Sociales s'appuie sur un texte d'une édition antérieure de Marx, assez différent. Cf. tome 3, pp. 63-65). A un autre passage encore, Marx écrit :

« On a vu plus haut qu'avec le développement de la productivité du travail, donc avec le développement du mode de production capitaliste - qui développe la productivité sociale du travail plus que tous les modes de production antérieurs - la masse des moyens de production (bâtiments, machines, etc.) incorporés au procès une fois pour toutes sous forme de moyens de travail et y fonctionnant sans cesse de nouveau, pendant des périodes plus ou moins longues, augmente continuellement, et que son augmentation est aussi bien la condition que l'effet du développement de la productivité sociale du travail. C'est la croissance non seulement absolue, mais relative de la richesse sous cette forme (Cf. Livre I^o, chap. XXV. 2) qui caractérise avant tout le mode de production capitaliste. Mais les armes matérielles d'existence du capital constant, les moyens de production, ne comprennent pas seulement les moyens de travail de ce genre ; elles comprennent aussi les matériaux aux stades les plus divers de la fabrication et les matières auxiliaires. Avec l'échelle de la production et l'augmentation de la productivité du travail grâce à la coopération, à la division, au machinisme, etc., on voit s'accroître la masse des matières premières, des matières auxiliaires, etc., qui entrent dans le procès de reproduction quotidien » (*Capital*, Livre II, p. 112. Trad. française Éd. Sociales, tome 4, p. 130).

de moyens de production par rapport à la production de moyens de consommation. Plus encore, cette transformation devrait avoir lieu encore plus vite dans un pays à économie socialiste et planifiée que dans l'économie capitaliste actuelle. Premièrement l'usage d'une technique scientifique rationnelle à une grande échelle dans l'agriculture ne sera possible que lorsque les barrières de la propriété foncière privée seront abattues. Il s'ensuivra un bouleversement prodigieux dans un grand secteur de la production, qui aboutira généralement à la substitution du travail humain par le travail mécanique et qui permettra d'entreprendre des tâches techniques sur une échelle inconcevable dans les conditions actuelles. Deuxièmement l'application de la mécanique en général dans le processus de production se fera sur une base économique nouvelle. A l'heure actuelle la machine n'entre pas en concurrence avec le travail humain, mais seulement avec la partie payée du travail humain. La limite inférieure de l'unité pratique de la machine dans la production capitaliste est donnée par le coût de la force de travail à laquelle elle se substitue. Ceci veut dire : pour le capitaliste une machine entre en considération seulement lorsque ses frais de production - compte tenu du même rendement - sont moindres que les salaires auxquels elle se substitue. Du point de vue du processus social de travail qui seul doit être déterminant dans la société socialiste, la machine ne doit pas entrer en concurrence avec le travail nécessaire à la subsistance des ouvriers, mais avec le travail effectué par eux. Cela veut dire que dans une société qui n'est pas gouvernée par le profit mais qui a en vue l'économie du travail humain, l'emploi de la machine serait déjà indiqué économiquement lorsque sa fabrication coûte moins de travail qu'elle n'économise de travail humain, sans parler des cas où, pour des raisons concernant la santé des ouvriers ou toute autre considération ayant en vue l'intérêt des ouvriers, l'utilisation de la machine peut être envisagée même si elle n'atteint pas cette limite économique minimum. En tout cas la marge entre l'utilité économique des machines dans la société capitaliste et dans la société socialiste est égale à la différence entre le travail humain et sa partie payée, c'est-à-dire elle peut être mesurée très exactement par la plus-value capitaliste. Par conséquent, lorsque les mobiles du profit capitaliste seront abolis, et l'organisation sociale du travail instituée, le seuil de l'utilisation des machines sera soudainement repoussé de toute la grandeur de la plus-value capitaliste et un champ immense s'ouvrira à l'expansion triomphale de la machine. C'est la preuve évidente que le mode de production capitaliste, dont on prétend qu'il est l'aiguillon du développement de la technique, en fait dresse lui-même des limites sociales très élevées au progrès technique, sous la forme du profit qui est à sa base. Dès que ces limites seront abolies on verra les progrès techniques se développer avec une puissance en face de laquelle les merveilles techniques de la production capitaliste apparaîtront comme un jeu d'enfants.

Traduite dans la composition du produit social, cette révolution technique ne peut signifier qu'une chose : la production des moyens de production

dans la société socialiste - mesurée en temps de travail - doit augmenter encore incomparablement plus vite qu'aujourd'hui, par rapport à la production des moyens de consommation. Ainsi le rapport entre les deux sections de la production sociale, où les marxistes russes avaient cru saisir l'expression spécifique de la dépravation capitaliste, l'expression du mépris pour les besoins de consommation humains, témoigne bien plutôt de la domination croissante de la nature par le travail social, qui se manifestera d'une manière frappante le jour où les besoins humains deviendront le seul point de vue déterminant de la production. La seule preuve objective de la « loi fondamentale » de Tougan-Baranowsky s'écroule ainsi, se révélant comme quiproquo « fondamental ». Sa construction tout entière, y compris la « nouvelle théorie des crises » ainsi que sa « disproportionnalité » est réduite à son fondement qui n'existe que sur le papier : le schéma de la reproduction élargie, qu'il a servilement emprunté à Marx.

La fin du marxisme russe « légal »

C'est un mérite des marxistes russes « légaux » et en particulier de Tougan-Baranowsky que d'avoir, dans leur polémique contre les sceptiques de l'accumulation capitaliste, enrichi la science en appliquant l'analyse du processus social de reproduction et son exposé schématique dans le deuxième livre du *Capital*. Mais du fait que Tougan-Baranowsky a considéré cet exposé schématique comme la solution du problème au lieu de le regarder comme une formulation, ses conclusions devaient fatalement renverser les bases mêmes de la doctrine de Marx.

La conception de Tougan selon laquelle la production capitaliste peut constituer pour elle-même un marché sans limites et qu'elle est indépendante de la consommation l'amène en droite ligne à la théorie de Say et de Ricardo de l'équilibre naturel entre la production et la consommation, entre la demande et l'offre. La seule différence est que Say et Ricardo s'en tenaient exclusivement à la circulation simple des marchandises, tandis que Tougan transpose tout simplement leur conception à la circulation du capital. Sa théorie des crises résultant d'une « disproportionnalité » n'est au fond rien d'autre qu'une paraphrase de l'habituel lieu commun de Say : lorsqu'on a trop produit d'une certaine catégorie de marchandises, cela prouve tout simplement que l'on a produit trop peu d'une autre catégorie, à cette seule différence près que Tougan expose ce lieu commun dans la langue de l'analyse marxienne du processus de la reproduction. Et bien qu'à l'encontre de Say il déclare possible une surproduction générale, en se référant à la circulation monétaire que Say avait tout à fait négligée, en fait cette même omission de la circulation monétaire dont s'étaient rendus coupables Ricardo et Say dans le problème des crises, lui permet seule de mener à bien ses merveilleuses opérations sur le schéma de Marx : le schéma n° 2 est hérissé d'épines et de difficultés dès qu'on commence à le transposer à la circulation monétaire. Boulgakov avait été arrêté par ces difficultés lorsqu'il

avait tenté de poursuivre jusqu'au bout l'analyse inachevée de Marx. C'est cette union, ce mélange des formes de pensées empruntées à Marx avec le contenu des thèses de Say et de Ricardo que Tougan-Baranowsky a baptisés modestement « *essai de synthèse de la théorie de Marx avec l'économie politique classique* ».

Ainsi, presque un siècle plus tard, la théorie optimiste qui affirmait contre le scepticisme petit-bourgeois la possibilité et la capacité de développement de la production capitaliste, revenait, par le détour de la doctrine de Marx exprimée par ses porte-parole « légaux », au point de départ, c'est-à-dire à Ricardo. Les trois « marxistes » rejoignent ainsi le camp des avocats bourgeois de l'harmonie sociale du bon vieux temps d'avant le péché originel, avant que les économistes bourgeois ne fussent chassés du jardin d'Eden, du Paradis de l'innocence. La boucle est bouclée.

Sans aucun doute, les marxistes russes « légaux » ont triomphé de leurs adversaires, les « populistes », mais ils ont trop triomphé. Tous les trois, Struve, Boulgakov, Tougan-Baranowsky, ont, dans l'ardeur du combat, prouvé plus qu'il ne fallait. Il s'agissait de savoir si le capitalisme en général et le capitalisme russe en particulier étaient susceptibles de se développer et les trois marxistes cités ont si bien démontré cette capacité qu'ils ont même prouvé par leurs théories la possibilité de la durée éternelle du capitalisme. Il est clair qu'en admettant l'accumulation illimitée du capital, on démontre en même temps la vitalité infinie du capital. L'accumulation est la méthode spécifiquement capitaliste de l'élargissement de la production, de l'accroissement de la productivité du travail, du développement des forces productives, du progrès économique. Si la production capitaliste est en mesure d'assurer l'accroissement illimité des forces productives et le progrès économique, elle est alors invincible. Le pilier objectif le plus important de la théorie socialiste scientifique s'écroule, l'action politique du socialisme, le contenu idéologique de la lutte de classe prolétarienne cesse d'être un reflet des processus économiques, le socialisme cesse d'être une nécessité historique. L'argumentation, partie de la possibilité du capitalisme, aboutit à l'impossibilité du socialisme. Les trois marxistes russes étaient bien conscients d'avoir changé de terrain au cours même de la bataille. Sans doute Struve ne s'est-il pas affligé outre mesure de la perte de ce fondement précieux, s'extasiant plein d'allégresse devant la mission civilisatrice du capitalisme³¹¹. Boulgakov a cherché sans succès à colmater la brèche

³¹¹ Dans l'introduction d'un recueil de ses articles russes paru en 1901 Struve écrit : « En 1894, lorsque l'auteur a publié ses observations critiques sur la question du développement économique de la Russie, il était en philosophie un positiviste critique, en sociologie et en économie politique un marxiste sinon orthodoxe, du moins convaincu. Depuis, aussi bien le positivisme que le marxisme qui s'y appuyait (sur ce positivisme !) ont cessé d'être pour l'auteur toute la vérité, ont cessé de déterminer entièrement sa conception du monde. Il s'est vu obligé de chercher et d'élaborer de son propre chef un nouveau système de pensée. Le dogmatisme malveillant qui ne se contente pas de réfuter les arguments de ceux qui pensent autrement que lui, mais encore les espionne moralement

faite à la théorie socialiste avec d'autres lambeaux de cette théorie : il espérait que l'économie capitaliste, malgré l'équilibre immanent entre la production et la consommation, périrait, à cause de la baisse du taux de profit. Mais finalement cette consolation quelque peu fumeuse est réduite à néant par Boulgakov lui-même lorsque, oubliant cette dernière planche de salut qu'il avait tendue au socialisme, soudain à se tourne vers Tougan-Baranowsky, à qui il apprend que la baisse relative du taux de profit est compensée en ce qui concerne les fonds importants, par la croissance absolue du capital³¹².

Enfin Tougan-Baranowsky, le plus conséquent de tous, démolit avec la joie rude d'un barbare, tous les piliers économiques objectifs de la théorie socialiste et reconstruit en esprit le monde « plus beau qu'il n'était » sur le fondement de l'« éthique ». « *L'individu proteste contre un ordre social qui transforme le but (l'homme) en un moyen et le moyen (la production) en un but*³¹³. »

Nos trois marxistes ont démontré dans leur personne combien les nouveaux fondements du socialisme étaient fragiles et minces. A peine avaient-ils établi le socialisme sur de nouvelles bases qu'ils lui tournaient le dos. Tandis que les masses en Russie luttait au péril de leur vie pour l'idéal d'un ordre social qui devait mettre le but (l'homme) au-dessus du moyen (la production), « l'individu » s'esquive tout simplement et cherche chez Kant un apaisement philosophique et éthique. Les marxistes russes légaux ont pratiquement abouti là où leur position théorique les amenait : dans le camp des « harmonies sociales ».

et psychologiquement voit dans un tel travail uniquement « une inconstance épicurienne de l'intelligence ». Il n'est pas capable de comprendre que le droit de la critique est en soi un des droits les plus sacrés de l'individu vivant et pensant. L'auteur ne songe pas un instant à renoncer à ce droit, dût-il risquer continuellement l'accusation d'inconstance. » (*À propos de différents thèmes*, Saint-Petersbourg, 1901, en langue russe.)

³¹² Boulgakov, op. cil., p. 252.

³¹³ Tougan-Baranowsky, *Studien*, p. 229.

III. Les conditions historiques de l'accumulation

Les contradictions du schéma de la reproduction élargie

Nous avons constaté dans la première partie que le schéma marxien de l'accumulation ne répond pas à la question de savoir pour qui la reproduction élargie a lieu en réalité.

Si l'on prend le schéma à la lettre tel qu'il est exposé à la fin du livre deuxième du *Capital*, on a l'impression que la production capitaliste réalise à elle seule la totalité de sa plus-value et qu'elle utilise la plus-value capitalisée pour ses propres besoins. Cette impression est confirmée par l'analyse que Marx fait du schéma : il essaie à plusieurs reprises de faire fonctionner la circulation uniquement à l'aide de l'argent, la réduisant ainsi à la demande des capitalistes et des ouvriers, ce qui l'amène finalement à introduire le producteur d'or dans la reproduction comme *deus ex machina*. Citons à l'appui de cette interprétation un passage très important du livre premier du *Capital* qui doit être entendu dans le même sens :

« La production annuelle doit en premier lieu fournir tous les articles (valeur d'usage) propres à remplacer en nature les éléments matériels du capital usés pendant le cours de l'année. Cette déduction faite, reste le produit net ou surproduit où réside la plus-value. Et en quoi consiste ce surproduit ? Peut-être en objets destinés à la satisfaction des besoins et des désirs de la classe capitaliste, ou à passer à son fonds de consommation ? Si c'est tout, la plus-value sera dissipée en entier et il n'y aurait que reproduction simple. Pour accumuler, il faut convertir une partie du surproduit en capital. Mais à moins de miracles, on ne saurait convertir en capital que des choses propres à fonctionner dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, et d'autres choses propres à l'entretien des ouvriers, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Il faut donc qu'une partie du surtravail annuel ait été employée à produire des moyens de production et de subsistance additionnels en sus de ceux nécessaires au remplacement du capital avancé. En définitive, la plus-value n'est donc convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital » (*Capital*, trad. Éditions Sociales, I. I, tome 3, p. 22).³¹⁴

Marx énumère dans ce passage les conditions nécessaires à l'accumulation :

³¹⁴ Certaines inexactitudes de la traduction par Joseph Roy du livre 1er du *Capital* ont été corrigées par nous. Ainsi Roy traduit : « Mehrprodukt » par « produit net ». Nous avons rectifié, il s'agit du « surproduit ». Cependant nous respectons sa pagination.

La plus-value destinée à la capitalisation se présente dès son origine sous la forme matérielle de moyens de production supplémentaires et de moyens de subsistance additionnels pour les ouvriers.

L'élargissement de la production capitaliste est effectué exclusivement avec des moyens de production et de subsistance propres, c'est-à-dire produits par des capitalistes.

L'ampleur de l'élargissement de la production (de l'accumulation) est donnée d'avance par la quantité de plus-value destinée à être capitalisée. Elle ne peut la dépasser puisqu'elle est liée à la quantité de moyens de production et de subsistance qui constituent le surproduit ; elle ne peut non plus lui être inférieure, car une partie du surproduit resterait alors inutilisable dans sa forme matérielle. Les oscillations tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de cette norme peuvent provoquer des fluctuations et des crises périodiques, que nous laissons ici de côté. En moyenne, le surproduit destiné à la capitalisation doit correspondre à l'accumulation effective.

Comme la production capitaliste achète elle-même exclusivement son surproduit, il n'y a pas de limite à l'accumulation du capital.

Le schéma de la reproduction élargie correspond à ces conditions. L'accumulation s'y effectue sans que l'on puisse s'apercevoir le moins du monde pour qui, pour quels consommateurs nouveaux, en fin de compte, la production s'élargit de plus en plus. Le schéma suppose à peu près la marche suivante des événements : l'industrie houillère s'élargit pour élargir la sidérurgie. Celle-ci s'élargit pour élargir la construction mécanique. Celle-ci s'élargit pour élargir la production des moyens de consommation. Celle-ci, à son tour, s'élargit pour entretenir l'armée croissante des mineurs, des métallurgistes, des ouvriers de la construction mécanique et de ses propres ouvriers. Et ainsi de suite à l'infini ; nous nous mouvons dans un cercle, comme dans la théorie de Tougan-Baranowsky.

Le schéma de Marx, considéré en soi, permet en effet une telle interprétation. La preuve en est que Marx prétend, comme il l'a expressément affirmé à plusieurs reprises, exposer le processus de l'accumulation du capital total dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers. Chacun des livres du *Capital* contient des passages qui vont dans ce sens.

Dans le livre I, plus précisément dans le chapitre traitant de la « Transformation de la plus-value en capital », nous lisons : « Pour comprendre l'objet de notre étude dans sa pureté, pour le débarrasser d'incidents inutiles, il faut considérer le monde commerçant comme une seule nation et supposer que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée de toutes les branches d'industrie » (*Capital*, I. I, p. 544, trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 22, note 1).

Cette hypothèse réapparaît dans le livre II, ainsi dans le chapitre 17 traitant de la « *Circulation de la plus-value* » :

« Mais nous n'avons, dès lors, que deux points de départ : le capitaliste et l'ouvrier. Les tiers de toute sorte doivent ou bien recevoir de l'argent de ces deux classes en échange de services rendus, ou bien, s'ils en reçoivent sans contrepartie, être copropriétaires de la plus-value sous forme de rente, intérêt, etc. ... La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent » (Capital, II, p. 307. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 310).

Plus loin, dans le même chapitre, à propos de la circulation monétaire dans les conditions de l'accumulation :

« ... Mais la difficulté se présente quand, au lieu d'une accumulation partielle, nous supposons une accumulation générale de capital-argent dans la classe capitaliste. D'après notre hypothèse - domination générale et absolue de la production capitaliste - il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière » (ibid., II, p. 321. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 323).

Nous retrouvons la même hypothèse dans le chapitre 20:

« ... Ici il n'y a que deux classes en présence : la classe ouvrière, qui ne dispose que de sa force de travail; la classe capitaliste, qui possède le monopole des moyens de production sociaux comme de l'argent » (Capital, I. II, p. 396. Trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 73).

Dans le livre III, exposant le processus global de la production capitaliste, Marx écrit expressément :

« Imaginons que la société tout entière soit composée simplement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés. Laissons de côté, en outre, les fluctuations de prix qui empêchent que de grandes fractions de l'ensemble du capital ne se remplacent dans les conditions moyennes et qui, étant donné l'interdépendance générale de l'ensemble du procès de reproduction telle que la développe notamment le crédit, doivent nécessairement provoquer toujours des arrêts généraux momentanés. Faisons abstraction également des affaires fictives et des transactions spéculatives favorisées par le système de crédit. Alors une crise ne s'expliquerait que par le déséquilibre de la production dans diverses branches et par un déséquilibre entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation. Mais dans l'état des choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes improductives, tandis que la capacité de consommation des ouvriers est limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'on ne les emploie qu'aussi longtemps que leur utilisation profite à la classe capitaliste » (Capital, I. III, 2^o partie, p. 21. Trad. Éditions Sociales, tome 7, p. 145).

Ce dernier passage se rapporte au problème des crises qui ne nous intéresse pas ici; mais il montre sans ambiguïté que Marx ne fait dépendre le mouvement du capital total « dans l'état des choses existant » que de trois catégories de consommateurs : les capitalistes, les ouvriers et « les classes improductives » qui sont une catégorie annexe de la classe capitaliste (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire ») ; dans le livre II (trad. Ed. Sociales, tome 5, p. 27) il a défini justement cette catégorie comme bénéficiant d'un pouvoir d'achat dérivé et représentant par conséquent les parasites de la plus-value et du salaire.

Enfin, dans l'*Histoire des Doctrines économiques*, tome V, p. 36, Marx formule ses hypothèses générales à l'égard de l'accumulation dans le chapitre intitulé « *L'Accumulation du capital et les crises* », comme suit³¹⁵ :

« Nous n'avons à considérer ici que les formes que le capital revêt dans son évolution. Nous laissons de côté les conditions réelles où s'opère le véritable procès de production. Nous supposons toujours que la marchandise est vendue à sa valeur. Nous ne tiendrons compte ni de la concurrence des capitaux, ni du crédit, ni de la constitution réelle de la société qui ne se compose pas uniquement d'ouvriers et de capitalistes industriels, où, par conséquent, les producteurs et les consommateurs ne sont pas identiques, où la première catégorie (celle des consommateurs, dont les revenus sont en partie secondaires, en partie dérivés du profit et du salaire) est beaucoup plus développée que la deuxième (celle des producteurs) ; donc la manière dont elle dépense ses revenus et l'ampleur de ceux-ci provoquent de grandes modifications dans le budget économique et tout particulièrement dans le processus de circulation et de reproduction du capital. »

Ici encore Marx, lorsqu'il parle de la « *constitution réelle de la société* » a en vue uniquement les parasites de la plus-value et du salaire, donc les sous-catégories des rubriques fondamentales de la production. Il n'y a pas de doute que Marx a voulu exposer le processus de l'accumulation dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers, dans un système de domination générale et absolue de la production capitaliste ; mais son schéma ne laisse pas de place, à partir de ces prémisses, à une autre interprétation que celle de la production pour l'amour de la production.

Reprenons le deuxième exemple du schéma de la reproduction élargie selon Marx :

³¹⁵ La traduction Molitor est incomplète. Nous avons retraduit certains passages.

	I <i>(moyens de production)</i>	II <i>(moyens de consommation)</i>	Total
<i>Première année</i>	5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000	1430 c + 285 v + 285 pl = 2000	9000
<i>Deuxième année</i>	5417 c + 1083 v + 1083 pl = 7583	1583 c + 316 v + 316 pl = 2215	9798
<i>Troisième année</i>	5869 c + 1173 v + 1173 pl = 8215	1715 c + 342 v + 342 pl = 2399	10614
<i>Quatrième année</i>	6358 c + 1271 v + 1271 pl = 8900	1858 c + 371 v + 371 pl = 2600	11500

Dans cet exemple l'accumulation se poursuit d'année en année sans interruption, la plus-value étant chaque fois pour moitié consommée par les capitalistes et pour moitié capitalisée. Dans le processus de capitalisation, Marx maintient pour le capital additionnel la même base technique, c'est-à-dire la même composition organique ou répartition en capital constant et capital variable ainsi que le même taux d'exploitation (toujours égal à 100 %) que pour le capital originel.

Selon l'hypothèse de Marx dans le livre I du *Capital*, la partie capitalisée de la plus-value se présente dès son origine sous la forme de moyens de production et de moyens de subsistance pour les ouvriers excédentaires. Tous deux servent à l'augmentation de la production dans la section I comme dans la section II. Il est impossible d'expliquer, d'après les prémisses du schéma, pour qui s'effectue cette augmentation continue de la production. Il est vrai que la consommation de la société s'accroît en même temps que la production : la consommation des capitalistes s'accroît (la première année elle représente en termes de valeur 500 + 142 - la deuxième année 542 + 158 - la troisième année 586 + 171 et la quatrième année 645 + 185) ; la consommation des ouvriers s'accroît également : le capital variable qui augmente chaque année dans les deux sections indique très précisément cet accroissement en termes de valeur. Cependant, même sans tenir compte du reste, la consommation croissante de la classe capitaliste ne saurait en tout cas être considérée comme le but final de l'accumulation ; au contraire pour autant que cette consommation s'effectue et s'accroît, il ne peut y avoir d'accumulation ; la consommation personnelle des capitalistes entre dans la catégorie de la reproduction simple. Il s'agit au contraire de savoir pour qui les capitalistes produisent lorsqu'ils « pratiquent l'abstinence » au lieu de consommer eux-mêmes leur plus-value, c'est-à-dire lorsqu'ils accumulent. A plus forte raison le but de l'accumulation constante ne saurait-il être, du point de vue capitaliste, l'entretien d'une armée d'ouvriers

toujours plus nombreuse. La consommation des ouvriers est une conséquence de l'accumulation, elle n'en est jamais le but ni la condition, à moins que les bases de la production capitaliste ne soient bouleversées. D'ailleurs les ouvriers ne peuvent jamais consommer que la partie du produit correspondant au capital variable, et pas un sou de plus. Qui donc réalise la plus-value toujours croissante ? Le schéma répond : les capitalistes eux-mêmes et eux seuls. Et à quoi emploient-ils leur plus-value croissante ? Le schéma répond : ils l'emploient à élargir de plus en plus leur production. Ces capitalistes seraient donc des fanatiques de l'élargissement de la production pour l'amour de la production. Ils font toujours construire de nouvelles machines pour les employer à construire toujours de nouvelles machines. Mais ce que nous obtenons ainsi, ce n'est pas une accumulation de capital, mais une production croissante de moyens de production sans aucun but, et il faut vraiment l'audace et l'esprit paradoxal de Tougan-Baranowsky pour supposer que cet infatigable manège de foire puisse être la fidèle image théorique de la réalité capitaliste et la conséquence réelle de la doctrine de Marx³¹⁶. Marx a exposé nettement et en détails ses vues générales sur la marche de l'accumulation capitaliste, non seulement dans l'analyse fragmentaire de la reproduction élargie qui se trouve dans le livre II du *Capital*, mais dans tout son ouvrage en particulier dans le livre III. Il suffit de pénétrer ses vues pour se rendre compte des insuffisances du schéma du livre I.

En examinant le schéma de la reproduction élargie sous l'angle de la théorie de Marx, on arrive à cette conclusion qu'il se trouve en contradiction avec cette théorie sur plus d'un point.

Tout d'abord le schéma ne tient absolument pas compte de l'accroissement de la productivité du travail. Il présuppose en effet d'année en année, malgré l'accumulation, la même composition organique du capital. c'est-à-dire la même base technique du processus de production. Cette hypothèse est sans doute admise pour simplifier l'analyse. Cependant par la suite, en étudiant les conditions concrètes de la réalisation du produit social total et de la reproduction, il faut au moins faire entrer en ligne de compte le fait qu'on a négligé les modifications techniques parallèles au processus de l'accumulation capitaliste et inséparables d'elle. Mais si l'on prend en considération les progrès de la productivité du travail, on aboutit à ce résultat que le volume concret du produit social - moyens de production aussi bien que moyens de consommation - s'accroît plus rapidement encore que le volume de sa valeur indiquée par le schéma. Cet accroissement du volume des valeurs d'usage correspond par ailleurs à une transformation dans les rapports de valeur. Selon la démonstration convaincante de Marx, qui constitue un des fondements de sa théorie, l'accrois-

³¹⁶ « Les penseurs originaux ne déduisent jamais les conséquences absurdes de leur théorie. Ils laissent ce soin aux Say et aux Mac Culloch. » (*Capital*, I. II, p. 365. Trad. Bd. Sociales, tome 5, p. 44.) Nous ajoutons : et aux Tougan-Baranowsky.

sement continu de la productivité du travail signifie que, dans le cas d'une accumulation croissante du capital, ni la composition du capital ni le taux de plus-value ne restent constants comme le suppose le schéma marxien. Au contraire : si l'accumulation continue, c (capital constant) s'accroît dans les deux sections non seulement absolument mais également par rapport à $(v + pl)$ c'est-à-dire la valeur totale nouvellement créée (ceci étant l'expression sociale de la productivité du travail) ; en même temps le capital constant s'accroît par rapport au capital variable ainsi que la plus-value par rapport au capital variable, c'est-à-dire le taux de plus-value (ces deux rapports étant l'expression capitaliste de la productivité du travail). Ces modifications ne se produisent pas nécessairement chaque année, de même que les termes de « 1°, 2°, 3° années »... employés dans le schéma marxien ne signifient pas nécessairement les années du calendrier mais peuvent évoquer des laps de temps quelconques. Enfin on peut supposer que ces modifications de la composition du capital et du taux de plus-value se produisent au cours de la 1°, 3°, 5°, 6° année, etc., ou bien au cours de la 2°, 6°, 9° année, etc. Il suffit qu'on en tienne compte en général, et qu'on les considère comme des phénomènes périodiques. En corrigeant le schéma en ce sens, on obtiendra le résultat suivant : même par cette méthode d'accumulation, il y aura chaque année un déficit croissant de moyens de production et un excédent croissant de moyens de consommation. Tougan-Baranowsky, qui surmonte toutes les difficultés sur le papier, imagine tout simplement de construire un schéma aux proportions différentes, obtenant ainsi une diminution annuelle du capital variable de 25 %. Comme le papier tolère patiemment cette opération, Tougan en profite pour « prouver » triomphalement que même s'il y a régression absolue de la consommation, l'accumulation se poursuit sans aucune difficulté. Mais en fin de compte Tougan lui-même doit reconnaître que son hypothèse d'une diminution absolue du capital variable est en contradiction flagrante avec la réalité. Le capital variable s'accroît au contraire dans tous les pays capitalistes, il ne décroît que par rapport à une croissance encore plus rapide du capital constant. Cependant supposons, conformément à la réalité, une croissance annuelle du capital constant plus rapide que celle du capital variable, ainsi qu'un taux de plus-value croissant ; nous aurons alors une disproportionnalité entre la composition matérielle du produit social et la composition en valeur du capital. Substituons dans le schéma de Marx à la proportion invariable de 5 à 1 entre capital constant et capital variable, une composition progressivement croissante du capital, par exemple de 6 à 1 la 2° année, de 7 à 1 la 3° année, de 8 à 1 la 4° année. Conformément à la productivité croissante du travail, supposons un taux croissant de plus-value : par exemple au lieu du taux immuable de 100 %, conservons les chiffres choisis par Marx pour pl tout en diminuant graduellement le capital variable par rapport au capital constant. Admettons enfin la capitalisation annuelle de la moitié de la plus-value (sauf pour la première année dans la section II qui,

d'après l'hypothèse de Marx, accumule plus de la moitié de sa plus-value, 184 sur 285 pl). Nous obtenons alors le résultat suivant :

	I <i>(moyens de production)</i>	II <i>(moyens de consommation)</i>
<i>première année</i>	5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000	1430 c + 285 v + 285 pl = 2000
<i>deuxième année</i>	5 428 4/7 c + 1071 3/7 v + 1083 pl = 7583	1587 5/7 c + 311 2/7 v + 316 1/7 pl = 2215
<i>troisième année</i>	5903 c + 1139 v + 1173 pl = 8215	1726 c + 331 v + 342 pl = 2399
<i>quatrième année</i>	6424 c + 1205 v + 1271 pl = 8900	1879 c + 350 v + 371 pl = 2600

Si l'accumulation devait se poursuivre ainsi, il y aurait un déficit de moyens de production de 16 la 2^o année, de 45 la 3^o année, de 88 la 4^o année.

Le déficit de moyens de production peut sans doute être simplement apparent dans une certaine mesure. La productivité croissante du travail fait que le volume de moyens de production s'accroît plus rapidement que leur valeur, en d'autres termes le prix des moyens de production diminue. Comme il s'agit dans les progrès de la technique non pas de la valeur mais de la valeur d'usage, c'est-à-dire des éléments matériels du capital, on peut supposer que malgré le déficit en valeur il y a jusqu'à un certain point une quantité suffisante de moyens de production pour poursuivre l'accumulation. C'est le même phénomène qui par exemple freine la baisse du taux de profit pour n'en faire qu'une baisse tendancielle. Dans notre exemple pourtant la baisse du taux de profit ne serait pas freinée mais totalement stoppée. En revanche le même phénomène a pour conséquence un excédent beaucoup plus considérable de moyens de consommation invendables que ne l'indique la somme en valeur de cet excédent. A moins que l'on n'oblige les capitalistes de la section II à consommer eux-mêmes cet excédent comme le veut Marx, ce qui reviendrait à faire dévier la loi de l'accumulation vers la reproduction simple, cet excédent doit être considéré comme invendable.

On peut sans doute répliquer qu'il est facile de remédier au déficit de moyens de production résultant de notre exemple : il suffit de supposer que les capitalistes de la section I capitalisent une plus grande partie de leur plus-value. En fait, rien n'oblige à admettre que les capitalistes ne capitalisent que la moitié de la plus-value comme le veut Marx dans son exemple. Il se peut qu'une part toujours croissante de la plus-value capitalisée corresponde au progrès dans la

productivité du travail. Cette hypothèse est d'autant plus admissible que le progrès de la technique a pour conséquence l'abaissement du prix des moyens de consommation de la classe capitaliste, si bien que la diminution relative de la valeur de leurs revenus consommée (par rapport à la partie capitalisée) peut se traduire par un train de vie aussi élevé ou même plus élevé. Nous pouvons supposer ainsi que le déficit de moyens de production pour la section I que nous avons constaté est couvert : il suffit de transférer au capital constant de I une partie correspondante de la plus-value consommée de I (qui se présente dans cette section comme toutes les parties de la valeur du produit, sous la forme de moyens de production), transférant ainsi 11 4/7 la 2^o année, 34 la 3^o année, 66 la 4^o année³¹⁷.

La solution d'une difficulté cependant ne fait qu'ajouter à l'autre difficulté. Il est clair que dans la mesure où les capitalistes de la section I restreignent leur consommation pour rendre l'accumulation possible, le reste invendable de moyens de consommation dans la section II augmente : il devient impossible d'agrandir le capital constant de I même sur la base technique précédente. L'hypothèse de la restriction relative croissante de la consommation chez les capitalistes de la section I devrait être complétée par l'hypothèse de l'agrandissement relatif croissant de la consommation personnelle des capitalistes de la section II ; l'accélération de l'accumulation dans la section I implique le ralentissement de l'accumulation dans la section II, le progrès de la technique dans l'une suppose la stagnation dans l'autre.

Ces résultats ne sont pas dus au hasard. Ce que nous avons voulu illustrer par notre étude du schéma de Marx est ceci : le progrès technique doit se traduire, d'après Marx lui-même, par l'accroissement relatif du capital constant par rapport au capital variable ; par conséquent il y a nécessairement une modification constante dans la répartition de la plus-value capitaliste entre *c* et *v*. Les capitalistes du schéma ne sont pas en mesure d'effectuer à leur gré cette modification car la capitalisation dépend a priori de la forme matérielle de leur plus-value. Puisque d'après l'hypothèse de Marx, l'élargissement de la production ne peut se faire qu'avec les moyens de production et de consommation produits dans le monde capitaliste - d'autres formes et d'autres lieux de production n'existant pas plus que n'existent des consommateurs autres que les capitalistes et les ouvriers des deux sections - et puisque d'autre part il faut que le produit total des deux sections soit entièrement absorbé dans la circulation pour que se poursuive l'accumulation, on en conclut que la base technique de la reproduction élargie est déterminée d'avance pour les capitalistes par la forme matérielle du surproduit. En d'autres termes : l'élargissement de la production

³¹⁷ Ces chiffres résultent de la différence entre la grandeur du capital constant de la section II telle que nous la supposons s'il y a un progrès constant et celle qui est indiquée dans le schéma de Marx (*Capital*, I, II, p. 496, trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 150).

ne peut s'effectuer, dans le schéma de Marx, que sur une base technique permettant l'utilisation complète de la plus-value produite par la section I et par la section II, mais à la condition, ne l'oublions pas, qu'il y ait échange des éléments de production respectifs des deux sections. De cette manière la répartition de la plus-value destinée à la capitalisation entre le capital, constant et le capital variable, ainsi que la répartition entre la section I et la section II des moyens de production additionnels et des moyens de consommation additionnels (pour les ouvriers) est donnée et déterminée d'avance par la proportionnalité des éléments matériels et les rapports de valeur des deux sections du schéma. Cette proportionnalité des éléments matériels et ces rapports de valeur reflètent eux-mêmes une certaine base technique de la production. Ce qui implique qu'une technique de production détermine à l'avance la technique des périodes suivantes de production élargie, si l'on veut que l'accumulation se poursuive conformément aux prémisses posées par Marx. C'est-à-dire que dans l'hypothèse du schéma selon laquelle d'une part l'élargissement de la production capitaliste ne s'effectue qu'avec la plus-value produite d'avance sous forme de capital et d'autre part - ou plutôt selon un autre aspect de la même hypothèse - l'accumulation d'une section de la production capitaliste progresse en connexion stricte avec l'accumulation de l'autre, on arrive à la conclusion qu'une modification de la base technique de la production est impossible en ce qui concerne le rapport de $c : v$.

On aboutit à la même conclusion par un autre raisonnement. Il est évident que la composition organique de plus en plus élevée du capital, c'est-à-dire la croissance plus rapide du capital constant par rapport au capital variable, trouve nécessairement son expression matérielle dans la croissance plus rapide de la production de moyens de production (section I) par rapport à la production de moyens de consommation (section II). Une telle différence dans le rythme de l'accumulation des deux sections est cependant absolument impossible dans le schéma de Marx, qui se fonde sur la conformité absolue de leur croissance. En fait rien n'empêche de supposer que la société, avec le progrès de l'accumulation et de sa base technique, place une portion toujours plus grande de la plus-value accumulée dans la section des moyens de production au lieu de la section des moyens de consommation. Comme les deux sections de la production ne sont que deux branches de la même production sociale totale ou si l'on veut deux succursales appartenant au même « capitaliste total », on ne peut rien objecter à l'hypothèse d'un transfert constant d'une partie de la plus-value accumulée d'une section à l'autre, selon les besoins techniques ; cette hypothèse correspond en fait à la pratique courante du capital. Cependant cette supposition n'est valable que tant que nous envisageons la plus-value capitalisable en termes de valeur. Mais d'après le schéma et son contexte, cette partie de la plus-value est incarnée dans une forme maté-

rielle déterminée destinée directement à être capitalisée ; ainsi la plus-value de la section II se présente sous la forme de moyens de consommation. Et comme ceux-ci ne peuvent être réalisés que par la section I, il est impossible de transférer, comme on voulait le faire, une partie de la plus-value capitalisée de la section II à la section I, d'abord parce que la forme matérielle de cette plus-value ne peut être d'aucun usage à la section II ; en outre l'échange indispensable entre les deux sections exigerait qu'un transfert égal de produits de I corresponde au transfert d'une partie de la plus-value en produits de II à la section I. Ainsi, dans le cadre du schéma, il est impossible d'obtenir une croissance plus rapide de la section I par rapport à la section II.

De quelque manière que nous l'envisagions, la modification technique de la production dans le processus de l'accumulation ne peut s'effectuer sans désarçonner complètement les proportions et les rapports qui sont à la base du schéma de Marx.

Par ailleurs, d'après le schéma de Marx, la plus-value capitalisée est chaque fois entièrement et immédiatement absorbée par la production de la période suivante, puisque excepté la portion destinée à la capitalisation, elle vient au monde sous une forme matérielle qui ne permet que son emploi de cette façon. Le schéma exclut la formation et la constitution de la plus-value sous forme d'argent, comme capital attendant l'investissement. Cependant Marx envisage pour le capital individuel des formes d'argent disponibles : il parle 1° des dépôts graduels d'argent correspondant à l'usure du capital fixe et destinés à le remplacer lorsqu'il sera complètement usé ; 2° de sommes représentant la plus-value réalisée mais encore insuffisantes pour effectuer des investissements nouveaux. Ces deux sources de capital disponible sous forme d'argent n'entrent cependant pas en ligne de compte pour le capital total. Car si nous supposons qu'une partie de la plus-value sociale réalisée reste disponible sous forme d'argent en attendant un placement, on se pose alors immédiatement la question : qui a acheté les éléments matériels de cette plus-value et qui a fourni l'argent pour cet achat?

Si l'on répond : ce sont d'autres capitalistes, bien sûr ; il faut alors songer que puisque la classe des capitalistes est représentée dans le schéma par les deux sections, cette portion de plus-value elle aussi est investie et employée dans la production. Nous en revenons donc à l'investissement immédiat et total de la plus-value.

Ou alors la thésaurisation sous forme d'argent d'une partie de la plus-value dans les mains de certains capitalistes signifierait la thésaurisation d'une partie équivalente du surproduit sous une forme matérielle dans les mains d'autres capitalistes, l'amoncellement de la plus-value réalisée chez les uns entraînerait l'impossibilité de réaliser la plus-value chez les autres, puisque les

capitalistes sont les uns pour les autres les seuls acheteurs de la plus-value. La poursuite de la production, donc l'accumulation telle que Marx l'a décrite dans le schéma serait interrompue. Nous aurions une crise due non pas à la surproduction mais à la seule volonté d'accumuler, telle que l'imaginait Sismondi.

Dans un passage de l'Histoire des Doctrines économiques, Marx explique qu'il « laisse de côté le cas où plus de capital est accumulé qu'on ne peut en mettre dans la production - lorsque, par exemple, le capital est déposé sous forme d'argent inemployé chez les banquiers, d'où les prêts à l'étranger, etc. » (Histoire des doctrines économiques, tome V, p. 24. complété par nous, N. d. T.). Pour ces phénomènes Marx renvoie à la partie traitant de la concurrence. Mais il est important de constater que son schéma exclut la formation d'un tel capital additionnel. La concurrence, même si nous l'entendons dans un sens très large, ne peut manifestement pas créer des valeurs, ni par conséquent de capital, qui ne résultent pas du processus de reproduction.

Ainsi le schéma exclut l'élargissement soudain de la production. Il n'admet qu'un élargissement progressif qui suit pas à pas la formation de la plus-value et se fonde sur l'identité entre la réalisation et la capitalisation de la plus-value.

Pour la même raison, le schéma suppose une accumulation affectant de manière égale les deux sections, et par conséquent toutes les branches de la production capitaliste. Il ne permet pas l'expansion convulsive par sauts brusques de la vente, ni le développement unilatéral de certaines branches de production capitalistes qui seraient plus avancées que d'autres.

Le schéma suppose donc un mouvement du capital total différent du cours réel du développement capitaliste. L'histoire de la production capitaliste est caractérisée par deux faits : par une extension périodique convulsive du champ de la production d'une part, et par un développement très inégal des différentes branches de la production d'autre part. L'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, l'épisode le plus caractéristique de l'histoire de la production capitaliste depuis le premier quart du XVIII^e siècle jusqu'aux alentours de 1870, paraît tout à fait incompréhensible à partir du schéma de Marx.

Enfin le schéma est en contradiction avec la théorie du processus capitaliste global et de son développement telle qu'elle est esquissée dans le livre III du *Capital*. L'idée fondamentale de cette théorie est la contradiction immanente entre la capacité illimitée d'expansion des forces productives et la capacité limitée d'expansion de la consommation sociale basée sur les rapports de distribution capitaliste.

Voici comment Marx expose cette idée dans le chapitre 15 intitulé « *Les contradictions internes de la loi* » (de la baisse du taux de profit) :

« En supposant qu'existent les moyens de production nécessaires, c'est-à-dire une accumulation de capital suffisante, la création de plus-value ne rencontre d'autre limite que la population ouvrière si le taux de la plus-value, donc le degré d'exploitation du travail, est donné, et nulle autre limite que le degré d'exploitation du travail si c'est la population ouvrière qui est supposée donnée. Et le procès de production capitaliste consiste essentiellement à produire de la plus-value qui se manifeste par le surproduit ou fraction aliquote des marchandises produites qui matérialise le travail non payé. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value - et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de cette production de plus-value - est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste. On ne doit donc jamais la présenter comme ce qu'elle n'est pas, je veux dire une production ayant pour fin immédiate la jouissance ou la création de moyens de jouissance pour le capitaliste (et naturellement encore bien moins pour l'ouvrier, R. L.). Ce serait faire tout à fait abstraction de son caractère spécifique qui -se manifeste dans toute sa structure interne.

L'acquisition de cette plus-value constitue le procès de production immédiat qui, nous l'avons dit, n'a pas d'autre limite que les limitations précitées. Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation et même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital. Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société. Or celle-ci n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à

l'intérieur de limites plus ou moins étroites. Elles est en outre limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie. C'est là, pour la production capitaliste, une loi, imposée par les constants bouleversements des méthodes de production elles-mêmes, par la dépréciation du capital existant que ces bouleversements entraînent toujours, la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle, simplement pour se maintenir et sous peine de disparaître. Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse, si bien que ses connexions internes et les conditions qui le règlent prennent de plus en plus l'allure de lois de la nature indépendantes des producteurs et échappent de plus en plus à leur contrôle. Cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production. Mais plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. Étant donné cette base pleine de contradictions, il n'est nullement contradictoire qu'un excès de capital s'y allie à une surpopulation croissante. Car s'il est vrai que le couplage de ces deux facteurs accroîtrait la masse de la plus-value produite, par là même s'accroît précisément la contradiction entre les conditions dans lesquelles cette plus-value est produite et celles où elle est réalisée. » (Capital, I, III, 1^o partie, p. 224, suiv. Trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 256-258).

En comparant cette description avec le schéma du livre II, on s'aperçoit immédiatement de la différence. Loin de constater une contradiction immanente entre la production de la plus-value et sa réalisation, nous trouvons dans le schéma une identité immanente. Ici la plus-value naît sous une forme matérielle calculée uniquement d'après les besoins de l'accumulation. Elle quitte le lieu de la production sous la forme de capital additionnel. Ainsi le désir d'accumulation des capitalistes eux-mêmes implique d'avance la possibilité de sa réalisation. Les capitalistes comme classe prévoient la production de la plus-value qu'ils s'approprient sous une forme matérielle permettant et assurant en même temps son emploi pour une accumulation ultérieure. La réalisation de la plus-value et son accumulation ne sont ici que deux aspects d'un même processus et sont conceptionnellement identiques. C'est pourquoi, dans le schéma, pour le processus de la reproduction, le pouvoir de consommation de la société ne constitue pas une limite à la production. Ici l'élargissement de la production se poursuit automatiquement d'année en année, bien que la capacité de consommation sociale n'aille pas au-delà des « *rapports antagoniques de distribution* ». Cet élargissement automatique de l'accumulation est, il est vrai, « *la loi de la production capitaliste... sous peine de disparaître* ». Mais, d'après l'analyse du livre III, « *il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse* » évidemment au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers. Lorsque Tougan-Baranowsky interprète la phrase de Marx suivante qui vient immédiatement après le passage précité : « *cette contradiction interne cherche une so-*

lution dans l'extension du champ extérieur de la production », comme si Marx entendait par « *champ extérieur de la production* » la production elle-même, il fait violence non seulement au sens même des mots, mais aussi à la pensée pourtant claire de Marx. Le « *champ extérieur de la production* » est indubitablement ici non pas la production elle-même, mais la consommation qui doit « *s'agrandir sans cesse* ». Cette interprétation du passage de Marx est confirmée suffisamment par le passage suivant de l'*Histoire des doctrines économiques* : « *Ricardo nie donc la nécessité d'une extension du marché liée à l'augmentation du capital et à l'accroissement de la production. Tout le capital existant dans un pays peut y être employé avantageusement. Et il s'en prend à Smith qui, après avoir établi la même théorie que lui [Ricardo], le combat avec sa raison habituelle* » (*Histoire des doctrines économiques*, tome. V, p. 85).

Un autre passage encore de l'œuvre de Marx montre clairement que l'idée, chère à Tougan-Baranowsky, d'une production pour l'amour de la production était tout à fait étrangère à Marx :

« ... *En outre, comme nous l'avons vu au livre II, section III (trad. Éditions Sociales, tome 5, pp. 73-76), une circulation continue se fait entre capital constant et capital variable (même si l'on ne tient pas compte de l'accumulation accélérée); cette circulation est d'abord indépendante de la consommation individuelle dans la mesure où elle n'y entre pas; néanmoins, elle est définitivement limitée par cette dernière parce que la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle.* » (*Capital, I. I, I^o partie, p. 289. Trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 314.*)

Certes, d'après le schéma du livre II, qui est la seule référence de Tougan-Baranowsky, le marché est identique avec la production. Élargir le marché y signifie élargir la production, car la production constitue à elle seule le marché (la consommation des ouvriers n'étant considérée que comme un élément de la production, à savoir la reproduction du capital variable). Aussi l'extension de la production et celle du marché se heurtent-elles à la même limite : la grandeur du capital social ou l'échelle de l'accumulation déjà réalisée. Plus il y aura de plus-value extorquée aux ouvriers - sous sa forme naturelle de capital - plus il sera possible d'accumuler ; plus on accumulera et plus on pourra réaliser de plus-value sous sa forme naturelle qui est la forme du capital. La contradiction indiquée dans le livre III n'existe donc pas, d'après le schéma. Dans le processus tel qu'il est exposé dans le schéma, il n'y a aucune nécessité d'élargir sans cesse le marché au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers, et la capacité limitée de consommation de la société n'oppose aucun obstacle à la marche ininterrompue et à la capacité illimitée d'expansion de la production. Le schéma admet bien des crises, mais uniquement faute de proportionnalité dans la production, c'est-à-dire faute de contrôle de la production par la société

sur le processus de production. En revanche, il exclut la contradiction profonde et fondamentale entre la capacité de production et la capacité de consommation de la société capitaliste, contradiction résultant précisément de l'accumulation du capital, se manifestant périodiquement par des crises, et poussant le capital à élargir sans cesse le marché.

La reproduction du capital et son milieu

Le schéma marxien de la reproduction élargie ne réussit donc pas à nous expliquer le processus de l'accumulation tel qu'il a lieu dans la réalité historique. A quoi cela tient-il ? Tout simplement aux prémisses du schéma lui-même. Le schéma entreprend de décrire le processus de l'accumulation en partant de l'hypothèse que les capitalistes et les salariés sont les seuls représentants de la consommation sociale. Marx, nous l'avons vu, prend pour hypothèse théorique de son analyse la domination générale et absolue de la production capitaliste, et il s'y tient avec conséquence tout au long des trois livres du *Capital*. A partir de cette hypothèse, il est évident qu'il n'existe -conformément au schéma - pas d'autres classes sociales que les capitalistes et les ouvriers ; toutes les « tierces personnes » de la société capitaliste : fonctionnaires, professions libérales, prêtres, etc., se rattachent à l'une de ces classes, et surtout à la classe capitaliste, comme consommateurs. Cette hypothèse est une abstraction théorique commode ; en réalité il n'a jamais existé et il n'existe nulle part de société capitaliste se suffisant à elle-même et entièrement régie par le mode de production capitaliste. Mais cette abstraction commode est parfaitement licite lorsqu'elle ne fausse pas les données du problème, mais qu'elle aide à les exposer dans toute leur pureté. C'est le cas pour l'analyse de la reproduction simple du capital social total. Là, le problème repose sur les données fictives suivantes : dans une société à mode de production capitaliste, créant par conséquent de la plus-value, la plus-value entière est consommée par ceux qui se l'approprient, par la classe capitaliste. Comment s'effectueraient dans ces conditions la production et la reproduction sociales ? Ici la manière même de poser le problème implique que la production n'a pas d'autres consommateurs que les capitalistes et les ouvriers, elle concorde donc parfaitement avec l'hypothèse de Marx : domination générale et absolue du mode de production capitaliste. Une fiction recouvre théoriquement l'autre. L'hypothèse de la domination absolue du capitalisme est encore admissible pour l'analyse de l'accumulation du capital individuel, telle qu'elle est exposée par Marx dans le livre I du *Capital*. La reproduction du capital individuel est un élément de la reproduction sociale totale ; mais un élément dont le mouvement a ses lois autonomes, en contradiction avec les mouvements des autres éléments ; le mouvement général du capital social total n'est pas l'addition mécanique des mouvements individuels des capitaux, mais leur somme présente des modifications d'ordre particulier. En additionnant les valeurs des capitaux individuels ainsi que de leurs parties respectives : capital

constant, capital variable et plus-value, et en les comparant avec la valeur du capital social total, de ses deux parties composantes (capital constant et capital variable) et de la plus-value totale, on obtient bien un résultat rigoureusement identique ; en revanche la composition matérielle de cette grandeur de valeur dans les parties respectives du produit social total diffère entièrement de l'incarnation matérielle des capitaux individuels dans la proportionnalité de leurs rapports de valeur. Les rapports de reproduction des capitaux individuels ne sont donc identiques dans leur forme matérielle ni entre eux ni avec les rapports de reproduction du capital total. Chaque capital individuel poursuit son cycle de circulation, par conséquent d'accumulation, de manière fortement autonome, ne dépendant des autres - si le cycle de circulation se déroule normalement - que dans la mesure où il doit réaliser son produit et trouver les moyens de production nécessaires à son activité individuelle. Il importe peu au capital individuel que la réalisation et que l'acquisition des moyens de production se produisent à l'intérieur d'un milieu capitaliste ou non. Inversement la prémisse théorique la plus commode pour l'analyse de l'accumulation du capital individuel est l'hypothèse selon laquelle la production capitaliste constitue le seul milieu où se déroule ce processus, c'est-à-dire sa domination générale et absolue³¹⁸.

Or la question est de savoir si les conditions valables pour le capital individuel peuvent être appliquées au capital total.

Nous avons la confirmation expresse du fait que Marx identifiait réellement les conditions d'accumulation du capital total avec celles du capital individuel dans le passage qui suit :

« La question est maintenant la suivante : une fois supposée l'accumulation générale, c'est-à-dire en supposant que dans toutes les branches de la production on accumule plus ou moins de capital, ce qui est une condition de la production capitaliste dans la réalité et correspond aussi à l'instinct des capitalistes comme tels, de même que l'instinct du thésauriseur est d'amasser de l'argent (condition nécessaire également au développement de la production capitaliste) quelles sont les conditions de cette accumulation générale et comment s'effectue-t-elle ? »

Et Marx répond :

« Les conditions sont donc exactement les mêmes pour l'accumulation que pour la production première et la reproduction du capital : une partie de

³¹⁸ « Plus sont grands le capital et la productivité du travail et en général l'échelle de la production capitaliste et plus sera grande la masse des marchandises en train de passer de la production dans la consommation individuelle ou industrielle et, par conséquent, pour chaque capital particulier, la certitude de trouver sur le marché ses conditions de reproduction toutes préparées. » (Histoire des doctrines économiques, tome V. pp. 23-44.)

l'argent sert à acheter du travail permettant de consommer industriellement d'autres marchandises, matières premières et machines, etc. »

« ... L'accumulation de capital nouveau ne peut donc se faire que dans les conditions mêmes où se fait la reproduction du capital existant » (Histoire des doctrines économiques, tome V, p. 22-24).

Mais dans la réalité les conditions concrètes de l'accumulation du capital total diffèrent des conditions de la reproduction simple du capital social total comme de celles de l'accumulation du capital individuel. Le problème se pose ainsi : comment s'effectue la reproduction sociale si l'on pose le fait que la plus-value n'est pas tout entière consommée par les capitalistes, mais qu'une part croissante en est réservée à l'extension de la production ? Dans ces conditions, ce qui reste du produit social, déduction faite de la partie destinée au renouvellement du capital constant, ne peut a priori être entièrement consommé par les ouvriers et par les capitalistes ; et ce fait est la donnée essentielle du problème. Il est donc exclu que les ouvriers et les capitalistes puissent réaliser le produit total eux-mêmes. Ils ne peuvent réaliser que le capital variable, la partie usée du capital constant et la partie consommée de la plus-value ; ce faisant ils recréent seulement les conditions nécessaires à la continuation de la reproduction à la même échelle. Mais ni les ouvriers ni les capitalistes ne peuvent réaliser eux-mêmes la partie de la plus-value destinée à la capitalisation. La réalisation de la plus-value aux fins d'accumulation se révèle comme une tâche impossible dans une société composée exclusivement d'ouvriers et de capitalistes. Or il est curieux de constater que tous les théoriciens qui ont analysé le problème de l'accumulation, depuis Ricardo et Sismondi jusqu'à Marx, ont admis au départ une hypothèse qui rendait le problème insoluble. Ressentant à juste titre la nécessité de recourir à des « tierces personnes », c'est-à-dire à des consommateurs autres que les agents directs de la production capitaliste : ouvriers et capitalistes pour réaliser la plus-value, ils inventèrent diverses échappatoires : depuis la « consommation improductive », incarnée chez Malthus dans la personne du propriétaire foncier féodal, et représentée chez Vorontsov par le militarisme, chez Struve par les « professions libérales » et autres parasites de la classe capitaliste, jusqu'au commerce extérieur, qui jouait le rôle de soupape de sûreté et tenait une place considérable chez tous les sceptiques de l'accumulation depuis Sismondi jusqu'à Nicolai-on. D'autre part, la difficulté de la réalisation de la plus-value amenait certains théoriciens à renoncer à l'accumulation - von Kirchmann et Rodbertus - ou en faisait conseiller à d'autres le ralentissement : c'était le cas de Sismondi et de ses épigones, les « populistes » russes.

Seules l'analyse profonde et la transcription schématique du processus de la reproduction sociale totale par Marx, en particulier son étude géniale de la reproduction simple, ont permis de découvrir le nœud du problème de l'accumulation et les causes des échecs des tentatives antérieures pour le résoudre.

L'analyse de l'accumulation du capital total, que Marx avait dû interrompre à peine esquissée. est en outre dominée, nous l'avons vu, par la polémique contre les théories de Smith, polémique qui fausse notre problème ; Marx n'a pas fourni de solution achevée au problème, mais l'hypothèse de la domination absolue de la production capitaliste complique les données. Cependant une solution implicite du problème de l'accumulation est contenue dans l'analyse de la reproduction et dans la caractéristique du processus total capitaliste avec ses contradictions internes (dans le livre III du *Capital*) ; cette solution est en accord avec les autres éléments de la doctrine de Marx, ainsi qu'avec l'expérience historique et la pratique quotidienne du capitalisme, elle permet ainsi de remédier à l'insuffisance du schéma. Si on l'examine de plus près, le schéma de la reproduction élargie renvoie, même en ce qui concerne ses rapports internes, à des formations situées hors du domaine de la production et de l'accumulation capitalistes. Jusqu'à présent nous n'avions considéré la reproduction élargie que d'un seul point de vue, à savoir comment la réalisation de la plus-value est possible. C'était là la difficulté qui préoccupait exclusivement les sceptiques. En fait la réalisation de la plus-value est la question vitale de l'accumulation capitaliste. Si l'on fait abstraction, pour simplifier les choses, du fonds de consommation des capitalistes, on constate que la réalisation de la plus-value implique comme première condition un cercle d'acheteurs situé en dehors de la société capitaliste, Nous disons bien d'acheteurs et non de consommateurs. En effet la réalisation de la plus-value n'indique pas a priori la forme matérielle où s'incarne la plus-value. Ce qui est certain, c'est que la plus-value ne peut être réalisée ni par les salariés, ni par les capitalistes, mais seulement par des couches sociales ou des sociétés à mode de production précapitaliste. On peut imaginer ici deux possibilités différentes de réalisation : l'industrie capitaliste peut produire un excédent de moyens de consommation au-delà de ses propres besoins (ceux des ouvriers et des capitalistes), elle vendra cet excédent à des couches sociales ou à des pays non capitalistes. Par exemple pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, l'industrie cotonnière anglaise a fourni - et elle fournit aujourd'hui partiellement encore - des cotonnades aux paysans et à la petite bourgeoisie citadine du continent européen. ainsi qu'aux paysans des Indes, d'Amérique, d'Afrique, etc. L'extension énorme de cette industrie avait pour base la consommation de classes et de pays non capitalistes³¹⁹. Mais

³¹⁹ L'importance de l'industrie cotonnière pour l'exportation anglaise se manifeste dans les chiffres suivants :

- 1893 : sur une exportation globale de produits finis de 5 540 millions de marks, les cotonnades représentaient 1 280 millions de marks, c'est-à-dire 23 % ; le fer ou les produits métallurgiques divers, environ 17 %.
- 1898 : sur une exportation globale de produits finis de 4 668 millions de marks, les cotonnades représentaient 1 300 millions de marks, soit 28 % ; le fer ou les produits métallurgiques, 22 %.

Comparons ces résultats avec les statistiques portant sur l'Allemagne:

l'industrie cotonnière suscita en Angleterre même un développement accéléré de l'industrie mécanique, qui fournit les broches, les métiers à tisser, etc. et stimula également l'industrie métallurgique et minière. Dans ce cas, ce fut la section II (moyens de consommation) qui réalisa ses produits dans des couches extra-capitalistes, suscitant par sa propre accumulation une demande croissante de produits indigènes de la section I (moyens de production) et aidant par conséquent cette section à réaliser sa plus-value et à poursuivre l'accumulation.

On peut également envisager le cas inverse. La production capitaliste peut fournir des moyens de production excédant ses propres besoins, et trouver des acheteurs dans des pays extra-capitalistes. Par exemple l'industrie anglaise fournit dans la première moitié du XIX^e siècle des matériaux de construction ferroviaires pour les états américains et pour l'Australie. La construction de chemins de fer à elle seule ne signifie pas encore la domination de la production capitaliste dans un pays. En fait, les chemins de fer, même dans ce cas, n'étaient qu'une des conditions premières de l'avènement de la production capitaliste. Ou bien encore l'industrie chimique allemande exporte des moyens de production (matières colorantes, etc.) qui seront vendus en masse dans des pays non capitalistes : en Asie, en Afrique, etc.³²⁰. Dans ces cas c'est la section I (moyens de production) qui réalise ses produits dans les milieux extra-capitalistes. L'élargissement de la section I ainsi obtenue suscite dans le pays capitaliste une extension correspondante de la section II, qui fournit des moyens de consommation pour l'armée croissante des ouvriers de la première section.

Chacun des deux cas s'écarte du schéma de Marx. Dans le premier, c'est le produit de la section II qui dépasse les besoins des deux sections, mesurés par le capital variable de la partie consommée de la plus-value ; dans le second cas, c'est le produit de la section I qui dépasse la grandeur du capital constant des deux sections, même si l'on tient compte de son augmentation nécessaire à l'extension de la production. Dans les deux cas la plus-value ne se présente pas de prime abord sous la forme matérielle qui permettrait de la capitaliser dans l'une des deux sections. Dans la réalité ces deux cas typiques que

■ 1898 : sur une exportation globale de 4 010 millions de marks, les cotonnades représentaient 231,9 millions de marks, soit 5,75 %.

■ La longueur des tissus de coton exportés en 1898 était de 5 millions 1/4 de yards, dont 2 milliards 1/4 furent envoyés en Inde. (B. Jaffé, « *Die englische Baumwollindustrie und die Organisation des Exporthandels* », In *Schmollers Jahrbücher*, XXIV, p. 1033.)

En 1908, l'exportation anglaise de tissus de coton représentait à elle seule 260 millions de marks. (*Statist. Jahrbücher für das Deutsche Reich*, 1910.)

³²⁰ Un cinquième des colorants à base d'aniline et la moitié des colorants à base d'indigo sont exportés dans des pays comme la Chine, le Japon, les Indes britanniques, l'Égypte, la Turquie d'Asie, le Brésil, le Mexique.

nous venons d'examiner ne cessent de s'entrecroiser et de se compléter réciproquement, se transformant également l'un dans l'autre.

Un point semble encore obscur. Si par exemple un excédent de moyens de consommation, disons des cotonnades, est vendu dans des milieux non capitalistes, il est clair que ces cotonnades, comme toute marchandise capitaliste, représentent non seulement de la plus-value, mais encore du capital constant et du capital variable. Il serait arbitraire d'imaginer que précisément ces marchandises vendues dans des milieux extra-capitalistes ne représentent que de la plus-value. D'autre part nous constatons que dans ce cas l'autre section (I) non seulement réalise sa plus-value, mais encore peut accumuler sans vendre son produit en dehors des deux sections de la production capitaliste. Mais ces deux objections sont purement formelles. Il suffit pour les réfuter de décomposer la valeur de la masse totale des produits en ses parties correspondantes. Dans la production capitaliste, non seulement le produit total, mais encore chaque unité de marchandises contiennent de la plus-value. Cela n'empêche pas que, comme le capitaliste individuel calcule en vendant successivement la masse de ses produits particuliers d'abord le renouvellement du capital constant investi, puis du capital variable (ou pour employer des termes inexacts mais plus employés dans la pratique courante, d'abord de son capital fixe, puis de son capital circulant), enregistrant la somme restante comme son profit. de même le produit social total peut être décomposé en trois parties proportionnelles correspondant d'après leur valeur au capital constant social usé, au capital variable et à la plus-value extorquée aux ouvriers. Dans la reproduction simple, la forme matérielle du produit total correspond également à ces rapports de valeur : le capital constant réapparaît sous la forme de moyens de production, le capital variable sous la forme de moyens de subsistance pour les ouvriers, la plus-value sous la forme de moyens de subsistance pour les capitalistes. Cependant la reproduction simple en ce sens strict - consommation de toute la plus-value par les capitalistes - est, nous le savons, une fiction théorique. D'après le schéma de Marx il existe également dans le cas de la reproduction élargie ou accumulation, une proportionnalité rigoureuse entre la composition en valeur du produit social et sa forme matérielle : la plus-value dans sa partie accumulable vient au monde sous une forme matérielle correspondant à une répartition proportionnelle en moyens de production et moyens de consommation pour les ouvriers, telle qu'elle permet l'élargissement de la production sur une base technique donnée. Cependant cette théorie, qui repose sur l'hypothèse d'une production capitaliste isolée et se suffisant à elle-même, est impuissante, nous l'avons déjà vu, à résoudre le problème de la réalisation de la plus-value. Mais dès que nous admettons que la plus-value est réalisée à l'extérieur de la production capitaliste, nous admettons par là même que sa forme matérielle n'est pas liée aux besoins de la production capitaliste. Sa forme matérielle répond aux besoins des milieux extra-capitalistes qui aident à la réaliser. Voilà pourquoi la plus-value peut se matérialiser selon le cas en moyens de

consommation, par exemple en cotonnades, ou en moyens de production, par exemple en matériaux ferroviaires. Que cette plus-value réalisée sous la forme des produits d'une section aide en même temps, grâce à l'extension consécutive de la production, à réaliser la plus-value de l'autre section ne change rien au fait que la plus-value *sociale* considérée comme un tout a été réalisée en dehors des deux sections, partie directement, partie indirectement. C'est un phénomène analogue à celui par lequel un capitaliste individuel peut réaliser sa plus-value même si la masse totale de ses produits ne fait d'abord que remplacer le capital variable ou le capital constant d'un autre capitaliste.

Cependant la réalisation de la plus-value n'est pas le seul élément de la reproduction dont il faille tenir compte. Supposons que la section I ait réalisé la plus-value à l'extérieur - à l'extérieur des deux sections - et qu'ainsi l'accumulation puisse avoir lieu. Supposons également que la section I ait en perspective un nouvel élargissement des débouchés dans ces milieux non capitalistes. Les conditions de l'accumulation ne seront alors données qu'à moitié. Il y a loin de la coupe aux lèvres. On s'aperçoit en effet à présent que la deuxième condition de l'accumulation est l'acquisition des éléments matériels indispensables à l'extension de la production. Où les prendre puisque nous venons de réaliser en argent le surproduit sous forme de produits de la section I, c'est-à-dire sous forme de moyens de production, et que nous les avons vendus à l'extérieur de la société capitaliste ? La transaction qui a permis de réaliser la plus-value a anéanti en même temps la possibilité de convertir cette plus-value réalisée en capital productif. Il semble donc que nous soyons passés de Charybde en Scylla. Mais examinons les choses de plus près.

Nous opérons ici avec c dans la section I et dans la section II comme s'il s'agissait du capital constant total de la production. Or ce n'est pas le cas, nous le savons. Pour simplifier le schéma nous n'avons pas tenu compte du fait que le c qui figure dans le schéma à la section I et à la section II ne représente qu'une partie du capital constant total, c'est-à-dire la partie circulant dans le cycle annuel, usée au cours de ce cycle et incorporée dans les produits. Mais il serait absurde d'imaginer que la production capitaliste (ou tout autre production) use dans son cycle de production tout le capital constant, pour le créer entièrement à neuf à chaque début de cycle. Au contraire on suppose à l'arrière-plan de la production telle qu'elle est exposée dans le schéma toute la masse de moyens de production dont le renouvellement périodique total est indiqué dans le schéma par le renouvellement annuel de la partie usée. Grâce à l'accroissement de la productivité du travail et à l'extension de la production, cette masse de moyens de production augmente non seulement dans l'absolu, mais encore relativement à la partie usée chaque année dans la production. Il y a en même temps un accroissement correspondant de l'efficacité potentielle du capital constant. Si l'on fait abstraction de l'accroissement de sa valeur, c'est d'abord

l'exploitation plus intensive de cette partie du capital constant qui joue le rôle primordial dans l'extension de la production.

« Dans l'industrie extractive, celle des mines par exemple, les matières premières n'entrent pas comme élément des avances, puisque là l'objet du travail est non le fruit d'un travail antérieur, mais bien le don gratuit de la nature, tel que le métal, le minerai, le charbon, les pierres, etc.

« Le capital constant se borne donc presque exclusivement à l'avance en outillage, qu'une augmentation de travail n'affecte pas (travail par équipes continu de jour et de nuit). Mais les autres circonstances restant les mêmes, la valeur et la masse du produit se multiplieront en raison directe du travail appliqué aux mines. De même qu'au premier jour de la vie industrielle, l'homme et la nature y agissent de concert comme sources primitives de la richesse. Voilà donc, grâce à l'élasticité de la force ouvrière, le terrain de l'accumulation élargi sans agrandissement préalable du capital avancé.

« Dans l'agriculture, on ne peut étendre le champ de cultivation sans avancer un surplus de semailles et d'engrais. Mais, cette avance une fois faite, la seule action mécanique du travail sur le sol en augmente merveilleusement la fertilité. Un excédent de travail, tiré du même nombre d'ouvriers, ajoute à cet effet sans ajouter à l'avance en instruments aratoires. C'est donc de nouveau l'action directe de l'homme sur la nature qui fournit ainsi un fonds additionnel à accumuler sans intervention d'un capital additionnel.

« Enfin, dans les manufactures, les fabriques, les usines, toute dépense additionnelle en travail présuppose une dépense proportionnelle en matières premières, mais non en outillage. De plus, puisque l'industrie extractive et l'agriculture fournissent à l'industrie manufacturière ses matières brutes et instrumentales, le surcroît de produits obtenu dans celles-là sans surplus d'avance revient aussi à l'avantage de celle-ci.

« Nous arrivons donc à ce résultat général qu'en s'incorporant la force ouvrière et la terre, ces deux sources primitives de la richesse, le capital acquiert une puissance d'expansion qui lui permet d'augmenter ses éléments d'accumulation au-delà des limites apparemment fixées par sa propre grandeur, c'est-à-dire par la valeur et la masse des moyens de production déjà produits dans lesquels il existe » (Capital, I. I, p. 567. Trad. Éditions Sociales, tome 3, pp. 44-45. Complété par nous N. d. T.).

Par ailleurs il n'est pas évident que les moyens de production et de consommation nécessaires soient tous nécessairement d'origine capitaliste. Cette hypothèse, que Marx a mis à la base de son schéma de l'accumulation, ne correspond ni à la pratique journalière ni à l'histoire du capital ni au caractère spécifique de ce mode de production. En Angleterre, dans la première moitié du XIX^e siècle, la majeure partie de la plus-value apparaissait à la fin du pro-

cessus de production sous la forme de cotonnades. Mais les éléments matériels de la capitalisation de la plus-value, s'ils étaient toujours du surproduit, ne représentaient pas nécessairement de la plus-value capitaliste : ainsi le coton brut fourni par les États esclavagistes de l'Union américaine ou les céréales (moyens de subsistance des ouvriers anglais) provenant des domaines de la Russie féodale donc produits du servage, représentent certes du surproduit mais non de la plus-value capitaliste. La crise du coton en Angleterre pendant la guerre de Sécession, lorsque la culture des plantations fut interrompue, ou encore la crise de l'industrie de la toile en Europe pendant la guerre en Orient, lorsqu'on ne pouvait plus importer de chanvre de la Russie féodale, prouvent combien l'accumulation capitaliste dépend des moyens de production produits en dehors du système capitaliste. Il suffit du reste de se rappeler quel rôle l'importation du blé, produit agricole, donc indépendant du mode de production capitaliste, joue dans l'alimentation de la masse ouvrière européenne (comme élément du capital variable) pour se rendre compte que l'accumulation est nécessairement, liée dans ses éléments matériels à des milieux non capitalistes. D'ailleurs le caractère de la production capitaliste lui-même s'oppose à ce que celle-ci se contente des moyens de production produits par elle-même. Il est essentiel pour le capitaliste individuel qui obéit toujours au désir d'élever le taux de profit, de réduire le prix des éléments du capital constant. D'autre part la croissance incessante de la productivité du travail, qui est le facteur le plus important de l'augmentation du taux de la plus-value, implique et nécessite l'utilisation illimitée de toutes les matières et de toutes les ressources du sol et de la nature. Il serait contraire à l'essence et au mode d'existence du capitalisme de tolérer quelque restriction à cet égard. Aujourd'hui encore, après quelques siècles de son développement, la production capitaliste n'a conquis qu'une petite fraction de la production totale du globe, son siège est resté de préférence la petite Europe ; en Europe même des domaines entiers de production, ceux de l'agriculture ou de l'artisanat indépendant, et des territoires immenses échappent à sa domination ; de plus elle comprend de grandes parties de l'Amérique du Nord et quelques régions situées sur les autres continents. En général la production capitaliste est limitée principalement aux pays de la zone tempérée, tandis que par exemple en Orient ou dans le Sud, elle a fait assez peu de progrès. Si le capitalisme devait se contenter uniquement des éléments de production accessibles à l'intérieur de ces limites étroites, son niveau actuel, son développement même auraient été impossibles. Dès son origine, le capital a mis à contribution toutes les ressources productives du globe. Dans son désir de s'approprier les forces productives à des fins d'exploitation, le capital fouille le monde entier, se procure des moyens de production dans tous les coins du globe, les acquérant au besoin par la force, dans toutes les formes de société, à tous les niveaux de civilisation. Le problème des éléments matériels de l'accumulation n'est pas achevé avec la création de la plus-value sous une forme concrète ; le problème se pose alors autrement : il est nécessaire, pour utiliser la

plus-value réalisée de manière productive, que le capital puisse progressivement disposer de la terre entière afin de s'assurer un choix illimité de moyens de production en quantité comme en qualité. Il est indispensable pour le capital de pouvoir recourir brusquement à de nouveaux domaines fournisseurs de matières premières ; c'est une condition nécessaire au processus de l'accumulation, à son élasticité et à son dynamisme, aussi bien pour remédier à des interruptions ou à des fluctuations éventuelles de l'exportation de matières premières des sources habituelles, que pour procéder à des expansions soudaines du besoin social. Au moment où la guerre de Sécession avait interrompu l'importation du coton américain en Angleterre et provoqué dans le comté de Lancashire la fameuse « crise du coton », on vit surgir comme par enchantement en un espace de temps très bref de nouvelles plantations de coton en Égypte. C'était ici le despotisme oriental, joint à la structure féodale ancienne du servage, qui avait préparé les voies au capital européen. Seul le capital avec ses moyens techniques peut provoquer des bouleversements aussi miraculeux dans un délai aussi bref. Mais ce n'est que sur un terrain précapitaliste à la structure sociale primitive qu'il peut disposer avec souveraineté des forces productives matérielles et humaines qui permettent le miracle. Un autre exemple du même ordre est l'augmentation énorme de la consommation mondiale du caoutchouc, qui nécessite actuellement une importation régulière de caoutchouc brut pour une valeur annuelle d'un milliard de marks. La base économique de la production de matières premières est le système d'exploitation primitif pratiqué par le capital européen dans les colonies africaines et en Amérique, système alliant différentes combinaisons d'esclavage et de servage³²¹.

Soulignons que lorsque nous avons envisagé les cas où soit la section I soit la section II réalise seule le surproduit dans un milieu extra-capitaliste, nous avons choisi l'hypothèse la plus favorable à la vérification du schéma de Marx, parce que les rapports de la reproduction s'y manifestent dans toute leur pureté. En fait rien ne nous interdit de supposer qu'une partie du capital constant et du capital variable incarnée dans le produit de l'une ou l'autre section soit réalisée hors du milieu capitaliste. Les deux exemples du paragraphe précédent ont simplement démontré qu'*au moins* la plus-value destinée à la capitalisation et la portion correspondante de la masse de marchandises ne peut absolument pas être réalisée à l'intérieur des milieux capitalistes et doit trouver des

³²¹ Les dernières révélations du Livre Bleu anglais sur les pratiques de la *Peruvian Amazon Co Ltd* à Putumayo nous ont appris que dans la république libre du Pérou, même sans la forme politique de la domination coloniale, le capital international a *su* se soumettre les indigènes et les mettre dans une situation proche de l'esclavage pour s'emparer des moyens de production des pays primitifs par un pillage de grand style. Depuis 1900, la société citée, qui est composée de capitalistes anglais et étrangers, avait jeté sur le marché londonien environ 4 000 tonnes de caoutchouc en provenance de Putumayo. Dans le même laps de temps, 30 000 indigènes furent assassinés et la plupart des 10000 survivants sont restés infirmes à force d'avoir été frappés.

acheteurs à l'extérieur de ces milieux, dans des structures et des couches sociales non capitalistes.

Entre la période de production où est produite la plus-value et la période suivante de l'accumulation où cette plus-value est capitalisée, il y a place pour deux transactions distinctes : la réalisation de la plus-value, c'est-à-dire sa conversion en valeur pure, puis la transformation de cette valeur pure en capital productif ; ces deux transactions s'effectuent entre la production capitaliste et le milieu non capitaliste environnant. Le commerce international est donc, du point de vue de la réalisation de la plus-value comme du point de vue de l'acquisition des éléments matériels du capital constant, une condition historique vitale du capitalisme ; le commerce international se présente dans la situation concrète actuelle comme un échange entre les formes de production capitalistes et les formes de production non capitalistes.

Jusqu'à présent nous avons considéré l'accumulation seulement du point de vue de la plus-value et du capital constant. Le troisième élément fondamental de l'accumulation est le capital variable. Le processus de l'accumulation s'accompagne d'un accroissement du capital variable. Dans le schéma de Marx cet accroissement se traduit dans sa forme concrète par l'augmentation des moyens de subsistance pour les salariés. Le véritable capital variable cependant ne consiste pas dans des moyens de subsistance pour les travailleurs, mais dans la force de travail de ces derniers, pour l'entretien de laquelle des moyens de subsistance sont nécessaires. Une des conditions fondamentales de l'accumulation est donc un apport supplémentaire de travail vivant, mobilisé par le capital et correspondant à ses besoins. On l'obtient partiellement - dans la mesure où la situation le permet - par la prolongation de la journée de travail et par l'intensification du travail. Mais dans les deux cas cette augmentation de travail vivant ne se manifeste pas - ou très peu - (sous forme de salaire payé pour les heures supplémentaires) dans l'accroissement du capital variable. En outre les deux méthodes se heurtent rapidement à des limites très étroites et infranchissables, correspondant aux résistances naturelles ou sociales. L'accroissement constant du capital variable qui accompagne l'accumulation doit donc se traduire par une augmentation du nombre des forces de travail employées. D'où viennent ces forces de travail supplémentaires ?

Dans son analyse de l'accumulation du capital individuel, Marx donne la réponse suivante :

« Pour faire actuellement fonctionner ces éléments comme capital, la classe capitaliste a besoin d'un surplus de travail qu'elle ne saura obtenir, à part l'exploitation plus extensive ou intensive des ouvriers déjà occupés, qu'en enrôlant des forces de travail supplémentaires. Le mécanisme de la production capitaliste y a déjà pourvu en reproduisant la classe ouvrière comme classe

salariée dont le salaire ordinaire assure non seulement le maintien, mais encore la multiplication.

« Il ne reste donc plus qu'à incorporer les forces de travail additionnelles, fournies chaque année à divers degrés d'âge par la classe ouvrière, aux moyens de production additionnels que la production annuelle renferme déjà. » (*Capital, I, I, p. 544. Trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 23*)³²².

Ici l'accroissement du capital variable est directement attribué et à la seule reproduction naturelle de la classe ouvrière, déjà dominée par le capital. Cette explication est conforme au schéma de la reproduction élargie qui, selon l'hypothèse de Marx, n'admet que deux classes sociales, la classe capitaliste et la classe ouvrière, et considère le capitalisme comme le mode unique et absolu de production. A partir de ces prémisses, la reproduction naturelle de la classe ouvrière est en effet la seule source de l'augmentation des forces de travail mobilisées par le capital. Cependant cette conception contredit les lois qui régissent les mouvements de l'accumulation. La reproduction naturelle des ouvriers et les besoins de l'accumulation capitaliste ne coïncident ni en quantité ni dans le temps. Marx lui-même a démontré brillamment que la reproduction naturelle des ouvriers est incapable de s'adapter aux besoins d'expansion soudaine du capital. Si la reproduction naturelle de la classe ouvrière était la seule base des mouvements du capital, l'accumulation ne pourrait se poursuivre dans son cycle périodique de surtension et d'épuisement ; l'expansion spasmodique des sphères de production ne pourrait avoir lieu, l'accumulation elle-même deviendrait ainsi impossible. Cette dernière exige une liberté de mouvements absolue par rapport à l'accroissement du capital variable comme par rapport aux éléments du capital constant, donc implique la possibilité absolue de disposer de l'apport supplémentaire de travail sans restriction aucune. Marx montre dans son analyse que cette nécessité se traduit par la formation de l'« armée industrielle de réserve du prolétariat ». Le schéma de la reproduction élargie ignore cette armée de réserve et ne lui laisse aucune place. L'armée industrielle de réserve ne peut pas en effet se constituer à partir de la reproduction naturelle du prolétariat. Ce sont d'autres réservoirs sociaux qui l'alimentent constamment en

³²² De même à un autre passage : « Il faut donc tout d'abord transformer en capital variable une partie de la plus-value et du surproduit qui lui correspond en subsistances ; il faut en acheter du travail nouveau. Ce n'est possible que si le nombre des ouvriers s'accroît ou que le temps durant lequel ils travaillent est prolongé (...) mais cela ne constitue pas un moyen constant d'accumulation. La population ouvrière peut augmenter si des ouvriers improductifs sont transformés en ouvriers productifs, ou que des personnes qui jusque-là ne travaillaient pas, les femmes, les enfants, etc., sont englobées dans le procès de production. Nous laissons de côté ici ce dernier point. Elle peut également augmenter grâce à l'accroissement général de la population. L'accumulation ne peut être continue que si la population, malgré qu'elle subisse une diminution relative par rapport au capital employé, augmente de façon absolue. L'augmentation de la population est la condition fondamentale d'une accumulation continue. Et cela suppose un salaire moyen qui permette un accroissement continu de la population ouvrière et non pas une simple reproduction. » (*Histoire des doctrines économiques, tome V, chap. « Transformation de revenus en capital », pp. 14-15.*)

forces de travail - forces de travail jusqu'à présent indépendantes de la production capitaliste, et qui seront adjointes au prolétariat en cas de besoin. Seuls les pays et les classes non capitalistes peuvent fournir régulièrement la production capitaliste de forces de travail supplémentaires. Cependant, dans son analyse de l'armée de réserve industrielle (*Capital*, livre I, ch. 25, par. 3). Marx ne tient compte que 1) du remplacement des ouvriers plus âgés par les machines ; - 2) de l'exode des ouvriers agricoles à la ville, conséquence de la prédominance de la production capitaliste dans l'agriculture ; - 3) de l'emploi occasionnel de travailleurs mis au rancart par l'industrie ; - et enfin 4) du paupérisme, qui est un produit de la surpopulation relative. Toutes ces catégories sont secrétées d'une manière ou d'une autre par la production capitaliste, elles en sont les déchets, elles constituent un prolétariat en surnombre, déjà utilisé et rejeté d'une manière ou de l'autre. Même les ouvriers agricoles qui ne cessent d'affluer à la ville représentent aux yeux de Marx des prolétaires : ils passent de la domination du capital agricole à celle du capital industriel. Marx songeait là apparemment à la situation anglaise, qui se trouvait à un stade assez élevé de développement capitaliste. En revanche, il ne se préoccupe pas ici de l'origine de ce prolétariat citadin et agricole, il ne tient pas compte de la source la plus importante du recrutement de ce prolétariat en Europe : la prolétarianisation continue des couches moyennes dans les villes et à la campagne, la ruine de l'économie paysanne et du petit artisanat, c'est-à-dire le processus constant de destruction et de désagrégation des modes de production non capitalistes, mais précapitalistes, aboutissant au massage constant des forces de travail d'une situation non capitaliste à une situation capitaliste. Nous faisons allusion non seulement à la décomposition de l'économie paysanne et de l'artisanat en Europe, mais aussi à la décomposition des formes de production et de sociétés primitives dans des pays extra-européens.

De même que la production capitaliste ne peut se contenter des forces actives et des ressources naturelles de la zone tempérée, mais qu'elle a au contraire besoin pour se développer de disposer de tous les pays et de tous les climats, de même elle ne peut s'en tenir à l'exploitation de la force de travail de la race blanche. Pour cultiver les régions où la race blanche est incapable de travailler, le capital doit recourir aux autres races. Il a besoin en tout cas de pouvoir mobiliser sans restriction toutes les forces de travail du globe pour exploiter avec leur aide toutes les forces productives du sol, dans les limites imposées par la production pour la plus-value. Ces forces de travail cependant sont la plupart du temps liées aux traditions rigides des formes de production précapitalistes ; le capitalisme doit d'abord les en « libérer » avant de pouvoir les enrôler dans l'armée active du capital. Le processus d'émancipation des forces de travail des conditions sociales primitives et leur intégration dans le système de salaire capitaliste sont l'un des fondements historiques indispensables au capitalisme. La première branche de production authentiquement capitaliste, l'industrie cotonnière anglaise, est inconcevable non seulement sans le coton

des états du Sud de l'Union nord-américaine, mais encore sans les millions de nègres africains déportés en Amérique pour fournir la main-d'œuvre des plantations, et qui ensuite, après la guerre de Sécession, furent incorporés à la classe ouvrière capitaliste comme prolétariat libre ³²³.

** Un tableau statistique publié aux États-Unis un peu avant la guerre de Sécession fournissait les indications suivantes sur la valeur de la production annuelle des états esclavagistes et le nombre des esclaves employés, dont la majorité travaillaient dans les plantations de coton :*

	Coton (millions de \$)	Esclaves
1800	5,2	893 041
1810	15,1	1 191 364
1820	26,3	1 543 688
1830	34,1	2 009 053
1840	74,6	2 487 255
1850	101,8	3 079 509
1851	137,3	3 200 000

Le capital est conscient de l'importance du recrutement des forces de travail dans les sociétés non capitalistes, surtout à propos de ce qu'on appelle le « problème ouvrier » aux colonies. Il use de toutes les méthodes possibles de la « douce violence » pour résoudre ce problème, pour détacher les forces de travail des autres autorités sociales et des autres conditions de production et pour les soumettre à sa loi. Ces procédés ont suscité dans les pays coloniaux les formes hybrides les plus étranges entre le salariat moderne et les régimes d'exploitation primitive ³²⁴. Voilà un exemple du fait que la production capitaliste ne peut se passer des forces de travail issues d'autres formations sociales.

³²³ Simons, *Klassenkämpfe in der Geschichte Amerikas*. Cahiers complémentaires de la *Neue Zeit*, n° 7, p. 39.

³²⁴ Un exemple typique de telles formes sociales hybrides nous est donné dans la description par l'ancien ministre anglais, Bryce, des mines de diamant sud-africaines : « *A Kimberley, la curiosité la plus remarquable, qui est unique au monde, ce sont deux « compounds » où les indigènes employés aux mines sont hébergés et parqués. Il s'agit d'enceintes énormes sans toit, mais tendues d'un réseau de fil de fer pour empêcher que l'on ne jette quelque chose par dessus le mur. Un couloir souterrain conduit à la mine voisine. Le travail s'effectue par équipes chacune huit heures par jour, si bien que l'ouvrier ne reste jamais plus de huit heures consécutives sous terre. Le long du mur, à l'intérieur, s'élèvent des cabanes où les indigènes habitent et dorment. Il y a également un hôpital à l'intérieur de l'enceinte, ainsi qu'une école où les ouvriers peuvent apprendre à lire et à*

Certes, Marx analyse en détail le processus de l'appropriation des moyens de production non capitalistes, ainsi que le processus de la transformation de la paysannerie en prolétariat capitaliste. Tout le 27^e chapitre du livre I du *Capital* est consacré à la description de la genèse du prolétariat anglais, de la classe des petits fermiers capitalistes ainsi que du capital industriel. Marx met l'accent dans la description de ce dernier processus sur le pillage des pays coloniaux par le capital européen. Mais il n'étudie ces faits que dans la perspective de l'« accumulation primitive ». Les processus cités n'illustrent pour Marx que la naissance du capital, Marx les décrit comme l'enfantement douloureux de la production capitaliste par la société féodale. Dès qu'il passe à l'analyse théorique du processus capitaliste - de la production comme de la circulation - il revient sans cesse à son hypothèse de la domination générale et absolue de la production capitaliste. Or nous constatons pourtant que le capitalisme, même dans sa phase de maturité, est lié à tous les égards à l'existence de couches et de sociétés non capitalistes. Il ne s'agit pas seulement dans cette dépendance du

*écrire pendant leurs heures de loisirs. On ne prend pas de boissons alcoolisées. Toutes les entrées sont surveillées strictement et aucun visiteur et indigène ni blanc n'a accès au campement. Les vivres sont fournies par un magasin qui se trouve à l'intérieur de l'enceinte et appartient à la société. Le « compound » de la mine de Beers abritait à l'époque de ma visite 2 600 indigènes de toutes les tribus imaginables, si bien que l'on pouvait observer des exemplaires des types les plus variés de Noirs, venus des régions les plus diverses depuis le Natal et le Pondoland au Sud, jusqu'au lac Tanganyika à l'extrême Est du pays. Ils viennent de tous les horizons, attirés par les hauts salaires, généralement de 18 à 30 Mk par semaine, et ils restent là trois mois et davantage, parfois même ils s'établissent pour une plus longue période. Dans ce grand « compound » rectangulaire, on voit des Zoulous du Natal, des Fingos, des Pongos, des Tembous, des Pasutos, des Betchouanas, des sujets du Gunaynhana, qui fait partie des possessions portugaises, quelques Matabeles et Makalakas et beaucoup d'indigènes que l'on appelle « Zambest boys » appartenant aux tribus qui peuplent les deux rives du fleuve. Il y a même des Bushmen, ou du moins des indigènes qui viennent de ces tribus. Ils cohabitent pacifiquement et se distraient chacun à leur manière pendant leurs heures de loisir. Outre les jeux de hasard, nous avons observé un jeu qui ressemble au jeu anglais du renard et de l'oie, on y joue avec des jetons sur une planche; on faisait aussi de la musique sur des instruments primitifs : sur ce qu'on appelle le « piano des Cafres », fabriqué de barres de fer inégalemen longues et fixées les fines à côté des autres dans un cadre, et sur un autre instrument encore plus primitif fait de différentes petites barres de bois qui donnent, lorsqu'on les frappe, des sons variés et les rudiments d'une mélodie. Quelques-uns, peu nombreux, lisaient ou écrivaient des lettres, les autres étaient occupés à faire la cuisine ou à bavarder. Beaucoup de tribus bavardent de manière ininterrompue, et on peut entendre dans cet étrange asile de nègres, lorsque l'on passe d'un groupe à l'autre, une douzaine de langues différentes. Après plusieurs mois travail, les nègres ont coutume de quitter la mine en emportant les économies amassées, pour regagner leur tribu, s'y acheter une femme avec l'argent gagné et vivre ensuite selon leurs traditions » (J. Bryce, *Impressions of South Africa*, Londres, 1897, p. 212 et suiv.)*

On peut lire dans le même ouvrage la description très vivante des méthodes par lesquelles on résout en Afrique du Sud le « problème ouvrier ». Nous y apprenons qu'à Kimberley, à Witwatersrand au Natal, au Matabeleland, on force les nègres à travailler dans les mines et dans les plantations, en leur prenant tous leurs terrains et tous leurs troupeaux, c'est-à-dire leurs moyens d'existence. Ainsi on les prolétarise, et on mine leur moral par l'alcool (plus tard, lorsqu'ils sont déjà dans l'enceinte « du capital », les boissons alcoolisées leur sont strictement interdites, alors qu'on les a déjà habitués à l'alcool. L'objet d'exploitation doit être maintenu dans un état qui permette son utilisation), et enfin on les oblige par la force, la prison, le fouet, à s'intégrer au système de salaire capitaliste.

problème des débouchés pour les « produits excédentaires » comme l'ont cru Sismondi ainsi que plus tard les critiques et les sceptiques de l'accumulation. L'accumulation est liée quant à sa composition matérielle et ses rapports de valeur et dans tous ses éléments : capital constant, capital variable et plus-value, à des formes de production non capitalistes. Ces dernières constituent le milieu historique donné de ce processus. Non seulement l'accumulation ne peut être expliquée à partir de l'hypothèse de la domination générale et absolue de la production capitaliste, mais elle est même tout simplement inconcevable à tous égards sans le milieu non capitaliste. Sans doute Sismondi et ses successeurs, en réduisant les difficultés de l'accumulation à la réalisation de la plus-value, ont-ils fait preuve d'une intuition juste des conditions d'existence de l'accumulation. Il y a une différence radicale entre les conditions de la réalisation de la plus-value et celles de l'accroissement du capital constant et du capital variable dans leur forme matérielle. Le capital ne peut se passer des moyens de production et des forces de travail de la terre entière. Pour le développement illimité de l'accumulation, il a besoin des trésors naturels et des forces de travail de toutes les régions du monde. Comme la plupart des ressources et de la main-d'œuvre se trouvent en fait dans les sphères de production précapitalistes - qui constituent le milieu historique de l'accumulation du capital - le capital déploie toutes ses forces pour s'emparer de ces territoires et soumettre ces sociétés. Certes la production capitaliste pourrait utiliser même des plantations de caoutchouc gérées avec des méthodes capitalistes, comme il y en a déjà en Inde par exemple. Mais la prédominance effective de structures sociales non capitalistes dans les pays où ces branches de production sont développées pousse le capital à mettre sous sa tutelle ces pays et ces sociétés ; les conditions primitives permettent au capital de prendre des mesures brusques et violentes, telles qu'elles seraient inconcevables dans un régime purement capitaliste.

Il en est autrement de la réalisation de la plus-value. Celle-ci est liée de prime abord à des producteurs et à des consommateurs non capitalistes comme tels. L'existence d'acheteurs non capitalistes de la plus-value est une condition vitale pour le capital et pour l'accumulation, en ce sens elle est décisive dans le problème de l'accumulation du capital. Quoi qu'il en soit, pratiquement l'accumulation du capital comme processus historique dépend à tous les égards des couches sociales et des formes de sociétés non capitalistes.

La solution du problème discuté par l'économie politique pendant près d'un siècle se trouve donc entre les deux extrêmes : entre le scepticisme petit-bourgeois de Sismondi, de von Kirchmann, Vorontsov, Nicolai-on, qui affirmaient l'impossibilité de l'accumulation, et le grossier optimisme de Ricardo, de Say, de Tougan-Baranowsky, pour qui le capitalisme peut se développer seul de matière illimitée - ce qui implique logiquement qu'il est éternel. La solution conforme à l'esprit de la doctrine de Marx est dans la contradiction dialectique selon laquelle l'accumulation capitaliste a besoin pour se mouvoir de

formations sociales non capitalistes autour d'elle, qu'elle se développe par des échanges constants avec ces formations et ne peut subsister sans les contacts avec un tel milieu.

C'est en partant de là que l'on peut réviser les conceptions du marché intérieur et du marché extérieur qui ont joué un rôle si important dans les controverses théoriques autour du problème de l'accumulation. Le marché intérieur et le marché extérieur tiennent certes une place importante et très différente l'une de l'autre dans la poursuite du développement capitaliste ; mais ce sont des notions non pas de géographie, mais d'économie sociale. Le marché intérieur du point de vue de la production capitaliste est le marché capitaliste, il est cette production elle-même dans le sens où elle achète ses propres produits et où elle fournit ses propres éléments de production. Le marché extérieur pour le capital est le milieu social non capitaliste qui l'entoure, qui absorbe ses produits et lui fournit des éléments de production et des forces de travail. De ce point de vue, économiquement parlant, l'Angleterre et l'Allemagne constituent presque toujours l'une pour l'autre un marché intérieur, à cause des échanges constants de marchandises, tandis que les consommateurs et producteurs paysans d'Allemagne représentent un marché extérieur pour le capital allemand. Comme on peut le voir dans le schéma de la reproduction, ce sont des notions exactes et rigoureuses. Dans le commerce capitaliste intérieur, le capital ne peut réaliser dans le meilleur des cas que certaines parties de la valeur du produit social total : le capital constant usé, le capital variable et la partie consommée de la plus-value ; en revanche la partie de la plus-value destinée à la capitalisation doit être réalisée « à l'extérieur ». Si la capitalisation de la plus-value est le but proprement dit et le mobile de la production, par ailleurs le renouvellement du capital constant et du capital variable (ainsi que de la partie consommée de la plus-value) est la base large et la condition préalable de la capitalisation. Et si le développement international du capitalisme rend la capitalisation de la plus-value de plus en plus urgente et de plus en plus précaire, il élargit d'autre part la base du capital constant et du capital variable en tant que masse, aussi bien dans l'absolu que par rapport à la plus-value. De là le phénomène contradictoire que les anciens pays capitalistes, tout en constituant les uns pour les autres un marché toujours plus large et en pouvant de moins en moins se passer les uns des autres, entrent en même temps dans une concurrence toujours plus acharnée pour les relations avec les pays non capitalistes ³²⁵.

Les conditions de la capitalisation de la plus-value et les conditions du renouvellement du capital total se contredisent donc de plus en plus. Cette contradiction ne fait du reste que refléter la loi contradictoire de la baisse tendancielle du taux de profit.

³²⁵ Les relations de l'Angleterre et de l'Allemagne sont typiques pour ces relations commerciales.

La lutte contre l'économie naturelle

Le capitalisme se présente à son origine et se développe historiquement dans un milieu social non capitaliste. En Europe occidentale, il baigne d'abord dans le milieu féodal dont il est issu - l'économie de servage dans la campagne, l'artisanat de corporation à la ville - puis, une fois la féodalité abattue, dans un milieu à la fois paysan et artisan, où par conséquent l'économie marchande simple règne dans l'agriculture comme dans l'artisanat. En outre, hors d'Europe, le capitalisme européen est entouré de vastes territoires où se rencontrent toutes les formes sociales à tous les degrés d'évolution, depuis les hordes communistes de chasseurs nomades jusqu'à la production marchande, paysanne et artisanale. C'est dans ce milieu que se poursuit le processus de l'accumulation capitaliste.

Il convient d'y distinguer trois phases : la lutte du capital contre l'économie naturelle, sa lutte contre l'économie marchande et sa lutte sur la scène mondiale autour de ce qui reste des conditions d'accumulation.

Le capitalisme a besoin pour son existence et son développement de formes de production non capitalistes autour de lui. Mais cela ne veut pas dire que n'importe laquelle de ces formes puisse lui être utile. Il lui faut des couches sociales non capitalistes comme débouchés pour sa plus-value, comme sources de moyens de production et comme réservoirs de main-d'œuvre pour son système de salariat. Or l'économie naturelle ne peut rien lui donner de tout cela. Dans toutes les structures de l'économie naturelle, qu'il s'agisse de communes paysannes primitives avec propriété commune du sol, du domaine féodal où règnent le servage ou autres, la production en fonction des besoins domestiques domine l'économie ; en conséquence on n'éprouve pas ou peu le besoin de marchandises étrangères, et on ne produit généralement pas au-delà de ses besoins, ou du moins il n'y a pas nécessité urgente de se défaire des produits excédentaires. Cependant le point essentiel est celui-ci : toutes les tonnes de production naturelles sont fondées sur une sorte de fixation des moyens de production comme des forces de travail.

La commune paysanne communiste aussi bien que la propriété féodale appuient leur organisation économique sur l'enchaînement du moyen de production primordial - la terre - ainsi que des forces de travail par le droit et la tradition. A tous les égards, l'économie naturelle oppose donc aux besoins du capital des barrières rigides. C'est pourquoi le capitalisme mène une lutte exterminatrice partout et toujours contre l'économie naturelle sous quelque forme historique qu'il la rencontre, qu'il s'agisse de l'esclavage, du féodalisme, du communisme primitif, de l'économie paysanne patriarcale. Dans cette lutte la violence politique (révolution, guerre), la pression fiscale et la vente à vil prix des marchandises sont les méthodes essentielles, simultanément ou successivement

et de manière complémentaire. En Europe, la lutte contre le féodalisme se manifesta par des révolutions (au nombre desquelles on compte les révolutions bourgeoises du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle). Hors d'Europe la lutte contre les structures sociales primitives prend la forme de la politique coloniale. Ces méthodes, qui joignent le système d'impôts appliqué dans les colonies au commerce, en particulier avec les communautés primitives, allient la violence politique aux facteurs économiques.

Les buts économiques du capitalisme dans la lutte contre l'économie naturelle peuvent se résumer ainsi :

1. - Appropriation directe d'importantes ressources de forces productives comme la terre, le gibier des forêts vierges, les minéraux, les pierres précieuses et les minerais, les produits des plantes exotiques telles que le caoutchouc, etc. ;
2. - « Libération » de forces de travail qui seront contraintes de travailler pour le capital ;
3. - Introduction de l'économie marchande
4. - Séparation de l'agriculture et de l'artisanat.

L'accumulation primitive, qui est la première phase du capitalisme en Europe de la fin du Moyen Age jusqu'au milieu du XIX^e siècle, a trouvé dans l'expropriation des paysans en Angleterre et sur le continent la meilleure méthode pour transformer massivement les moyens de production et les forces de travail en capital. Or le capital pratique aujourd'hui encore ce système sur une échelle autrement plus large, par la politique coloniale. Il est illusoire d'espérer que le capitalisme se contentera jamais des moyens de production qu'il peut acquérir par la voie de l'échange de marchandises. Le capital se heurte de prime abord au fait que sur des territoires immenses de la surface exploitable de la terre, les forces productives sont enchaînées dans des formations sociales ne pratiquant pas l'échange ou la vente parce que les formes économiques ou la structure sociale l'interdisent. C'est le cas notamment de la terre avec ses richesses minérales, ses prairies, ses forêts et ses eaux, et enfin du bétail pour les peuplades primitives pratiquant l'élevage. Si le capital devait se fier à la décomposition interne de ces structures économiques, il y faudrait des siècles. Attendre qu'au terme de ce processus de désintégration les moyens de production les plus importants soient aliénés par l'échange, reviendrait pour le capital à renoncer aux forces productives de ces territoires. D'où le capitalisme conclut la nécessité de s'emparer par la force des moyens de production les plus importants des pays coloniaux. Mais les liens traditionnels primitifs des indigènes constituent le rempart le plus puissant de leur organisation sociale et la base de leurs conditions matérielles d'existence ; le capital se donne donc pour première tâche la destruction systématique et l'anéantissement des structures so-

ciales non capitalistes auxquelles il se heurte dans son expansion. Ce n'est plus là de l'accumulation primitive, car ce processus se poursuit encore aujourd'hui. Chaque expansion coloniale nouvelle va naturellement de pair avec la lutte acharnée du capital contre la situation sociale et économique des indigènes qu'il dépouille par la force de leurs moyens de production et de leurs forces de travail. Il serait vain d'espérer limiter le capitalisme à la « concurrence pacifique », c'est-à-dire à un commerce normal de marchandises tel qu'il est pratiqué entre pays capitalistes comme base unique de l'accumulation. Cet espoir repose sur l'erreur doctrinale selon laquelle l'accumulation capitaliste pourrait s'effectuer sans les forces productives et sans la consommation des populations primitives, et qu'elle pourrait simplement laisser se poursuivre la désintégration interne de l'économie naturelle. L'expansion par bonds qui caractérise l'accumulation capitaliste ne permet pas plus au capital de compter sur l'accroissement naturel de la population salariée et de s'y limiter que d'attendre la lente décomposition des sociétés primitives et leur accession à l'économie marchande, et de s'en contenter. Le capital ne connaît aucune autre solution à ce problème que la violence, qui est une méthode permanente de l'accumulation comme processus historique depuis son origine jusqu'à aujourd'hui. Mais les sociétés primitives, pour qui il s'agit d'une question de vie ou de mort, n'ont d'autre ressource que la résistance et la lutte à mort jusqu'à l'épuisement total ou l'anéantissement. De là l'occupation militaire constante des colonies, les révoltes des indigènes et les expéditions coloniales destinées à les réprimer, qui sont des phénomènes permanents des régimes coloniaux. La méthode violente est ici la conséquence directe de la rencontre du capitalisme avec les structures de l'économie naturelle qui opposent des limites à son accumulation. Le capital ne peut se passer des moyens de production ni des forces de travail de ces sociétés primitives, qui lui sont en outre indispensables comme débouchés pour son surproduit. Mais pour les dépouiller de leurs moyens de production, leur prendre les forces de travail et les transformer en clients de ses marchandises, il travaille avec acharnement à les détruire en tant que structures sociales autonomes. Cette méthode est du point de vue du capital la plus rationnelle, parce qu'elle est à la fois la plus rapide et la plus profitable. Par ailleurs elle a pour conséquence le développement du militarisme. Mais c'est là une question que nous traiterons plus loin à propos d'un autre aspect de l'accumulation. Des exemples classiques de l'emploi de ces méthodes dans les colonies sont fournis par la politique des Anglais aux Indes et celle des Français en Algérie.

La structure économique ancestrale des Indiens - la communauté villageoise communiste - s'était maintenue sous des formes diverses à travers des millénaires et avait parcouru une longue évolution malgré les assauts venus de tous lieux. Au VI^e siècle avant J.-C., les Perses avaient envahi le bassin de l'Indus et conquis une partie du pays. Deux siècles plus tard ce fut l'invasion grecque, qui laissa derrière elle les colonies alexandrines comme témoins d'une culture étrangère. Les Scythes barbares envahirent à leur tour le pays. Pendant

des siècles les Arabes règnent en Inde. Plus tard, les Afghans descendirent des hauteurs de l'Iran, ils furent repoussés à leur tour par l'assaut impétueux des hordes de Tatares venus de Transoxanie. Puis ce furent les Mongols, semant la terreur et anéantissant tout sur leur passage. Des villages entiers furent massacrés et les rizières paisibles se coloraient du sang versé. Mais la communauté villageoise indienne survécut à tout cela. Car tous les conquérants musulmans successifs ne touchèrent en rien à la vie sociale interne de la masse paysanne ni à sa structure traditionnelle. Ils se contentèrent d'installer dans les provinces un gouverneur pour contrôler l'organisation militaire et collecter les tributs imposés à la population. Tous ces conquérants avaient en vue la domination et l'exploitation du pays, mais aucun n'avait intérêt à dépouiller le peuple de ses forces productives ou à anéantir son organisation sociale. Sous l'empire du Grand Mogol, les paysans devaient payer tous les ans un tribut en nature à la puissance étrangère, mais ils continuaient à vivre dans leurs villages sans être inquiétés, ils pouvaient cultiver le riz dans les sholgura comme leurs ancêtres. Puis vinrent les Anglais ; et le fléau de la civilisation capitaliste réussit à anéantir toute l'organisation sociale du peuple, accomplissant en peu de temps ce que des siècles, ce que l'épée des Nogais n'avaient pu faire. Le but ultime du capital anglais était d'arracher à la commune indienne la base de son existence : la terre, et de s'en emparer.

A cet effet on fit jouer la fiction en usage chez les colonisateurs européens, selon laquelle toute la terre des colonies était propriété des dominateurs politiques. Les Anglais offrirent rétrospectivement la propriété de l'Inde au Grand Mogol et à ses satrapes, pour en hériter ensuite à titre de « successeurs légitimes ». Les savants les plus renommés de l'économie classique, comme James Mill, s'ingénierent à fonder cette fiction sur des arguments « scientifiques », comme cette conclusion fameuse que nous citons : Nous devons admettre que la propriété de la terre en Inde appartient au souverain, « car si nous supposions qu'il n'était pas le propriétaire du sol, nous ne saurions à qui en attribuer la propriété »³²⁶.

³²⁶ Dans son *Histoire de l'Inde britannique*, James Mill cite sans discernement et sans critique des témoignages venus des sources les plus diverses, tels que ceux de Mungo Park, d'Hérodote, de Volney, d'Acosta, de Garcilasso de la Vega, de l'abbé Grosier, de Diodore, de Strabon, etc., témoignages à l'aide desquels il établit le principe selon lequel, dans des conditions sociales primitives, la terre appartient partout et toujours au souverain. Il applique par analogie ce principe à l'Inde, concluant : « *From these facts only one conclusion can be drawn, that the property of the soil resided in the sovereign; for if it did not reside in him, it will be impossible to show to whom it belonged* » (James Mill, *The History of British India*, 4^e édition, 1840, vol. 1, page 311).

L'éditeur de l'ouvrage, H. Wilson, professeur de sanscrit à l'Université d'Oxford et spécialiste de droit indien ancien, ajoute à cette conclusion classique de l'économie bourgeoise un commentaire intéressant. Dans la préface, il présente l'auteur comme un homme de parti, qui a découpé à sa manière l'histoire de l'Inde britannique pour justifier « *the theoretical views of M. Bentham* », et a donné une image caricaturale du peuple hindou à l'aide de moyens contestables (« *a portrait of the Hindus which has no resemblance whatever to the original, and which almost outrages humanity*

En vertu de cette régie, dès 1793, dans la province du Bengale, les Anglais offrirent la propriété des terres de leur district aux Zemindars, qui sont les collecteurs d'impôts musulmans, ou encore aux surintendants héréditaires de marchés qu'ils avaient trouvés en place. Ils s'assurèrent ainsi des appuis parmi les indigènes dans leur campagne contre la masse paysanne. Par la suite, ils adoptèrent la même politique pour leurs nouvelles conquêtes dans la province d'Agram, à Oudh et dans les Provinces Centrales. Il s'ensuivit une série d'insurrections paysannes, où souvent les collecteurs d'impôts furent chassés. A la faveur de la confusion et de l'anarchie générales, les capitalistes anglais réussirent à s'approprier une grande partie des territoires.

En outre, les charges fiscales furent si brutalement augmentées qu'elles englutissaient presque tous les fruits du travail de la population. La situation s'aggrava à un tel point dans les districts de Delhi et d'Allahabad que (d'après le témoignage officiel des inspecteurs britanniques des impôts en 1854) les paysans eurent intérêt à louer ou à hypothéquer leurs terres pour un prix équivalant au montant de leurs impôts. Ce système de contributions favorisa la naissance de l'usure, qui s'établit dans la commune indienne, minant de l'intérieur l'organisation sociale comme un cancer³²⁷. Pour accélérer ce processus, les Anglais promulguèrent une loi qui heurtait toutes les traditions et le système juridique de la communauté paysanne : ils instituèrent l'adjudication obligatoire des terrains communaux pour arrérages d'impôts. En vain l'ancienne communauté familiale chercha-t-elle à se protéger contre cette loi en affirmant son droit d'option sur l'achat appartenant à l'ensemble de la commu-

»); il ajoute alors la note suivante : « *The greater part of the text and of the notes here is wholly irrelevant. The illustrations drawn from Mahometan practice, supposing them to be correct, have nothing to do with the laws and rights of the hindus. They are not, however, even accurate, and Mr Mill's guides have misled him* ». Wilson conteste ensuite, notamment à propos de l'Inde, la théorie du droit de propriété du souverain sur la terre (*op. cit.*, pages 305, note). Henry Maine pense, lui aussi, que les Anglais ont tenté de justifier leur exigence de la propriété du territoire entier de l'Inde, exigence qu'il désapprouve sur l'exemple de leurs prédécesseurs musulmans : « *The assumption which the English first made was one which they inherited from their Mahometan predecessors. It was, that all the soil belonged in absolute property to the sovereign, and that all private property in land existed by his sufferance. The Mahometan theory and the corresponding Mahometan practice had put out of sight the ancient view of the sovereign rights, which, though it assigned to him a far larger share of the produce of the land than any western ruler has ever claimed, yet in nowise denied the existence of private property in land* ». (*Village communities in the East and the West*, 5^e ed., 1890, p. 104). En revanche, Maxime Kowalewsky a prouvé que la prétendue « théorie et pratique musulmane » n'est qu'une légende d'origine anglaise (voir à ce sujet sa remarquable étude en langue russe : *La propriété collective du sol ; causes, historique et conséquences de sa désintégration*, Moscou, 1879, 1^e partie.)

Les savants anglais, ainsi du reste que leurs collègues français soutiennent actuellement une théorie fantaisiste semblable à propos de la Chine, prétendant, par exemple, que toute la terre était la propriété de l'empereur (voir la réfutation de cette légende dans l'ouvrage du Dr O. Franke, *Die Rechtsverhältnisse am Grundeigentum in China*, 1903).

³²⁷ « *The partition of inheritances and execution of debt levied on land are destroying the communities - this is the formula heard now-a-days everywhere in India* » (Henry Maine, *op. cit.*, p. 113).

nauté ou aux diverses familles. La désintégration se poursuivait rapidement. Des adjudications avaient lieu, des membres de la communauté familiale perdaient, les paysans s'endettaient et étaient expropriés. Conformément à leur tactique habituelle dans les Colonies³²⁸, les Anglais cherchaient ainsi à donner l'impression que leur politique de force, qui avait attaqué les bases du système de propriété et entraîné à la faillite l'économie rurale des Hindous, leur avait été imposée précisément dans l'intérêt des paysans pour les protéger contre les tyrans et leurs exploités indigènes.

D'abord les Anglais créèrent artificiellement une aristocratie terrienne en Inde aux dépens des droits de propriété traditionnels des communautés paysannes, prétendant ensuite protéger les paysans contre ces oppresseurs et amener le terrain « illégalement usurpé » entre les mains des capitalistes anglais. C'est ainsi qu'en peu de temps l'Inde vit naître la grande propriété foncière, tandis que sur d'immenses espaces les paysans furent transformés en une masse prolétarisée de petits fermiers à court bail. Enfin la méthode spécifique de la colonisation capitaliste se traduisit par un fait caractéristique. Les Anglais furent les premiers conquérants de l'Inde à manifester une indifférence brutale à l'égard des grands travaux d'utilité publique. Les Arabes, les Afghans et les Mongols dirigèrent et protégèrent en Inde de grands ouvrages de canalisation, sillonnèrent le pays de routes, construisirent des ponts, firent creuser des puits. L'ancêtre de la dynastie mongole en Inde, Timour³²⁹ ou Tamerlan, se préoccu-

³²⁸ On trouve des explications analogues de la politique coloniale officielle de l'Angleterre chez Lord Roberts of Kandahar, qui représenta pendant des années la puissance anglaise en Inde ; il ne trouve rien de mieux que d'attribuer pour cause la révolte des Sepoy les « malentendus » à propos des intentions paternelles des régents anglais : « *On a reproché à tort à la commission de colonisation d'avoir fait preuve d'injustice en vérifiant, comme c'était son devoir, les droits et les titres de propriété de chaque propriétaire foncier, et en imposant ensuite au propriétaire légal une taxe foncière... Quand la paix et l'ordre furent rétablis, il fallut contrôler la propriété foncière car la terre avait souvent été acquise par le pillage et par la force, comme c'est la coutume chez les régents et dans les dynasties indigènes. Dans cette perspective, on entreprit l'examen des droits de propriété, etc. L'enquête découvrit que beaucoup de familles de haut rang et occupant une position élevée s'étaient approprié les terres de voisins moins influents ou levaient sur eux des impôts proportionnels à la valeur de leur domaine. On mit fin à cet état de choses dans un esprit de justice. Bien que les mesures eussent été prises avec beaucoup de prudence et dans les meilleures intentions, elles déplurent fortement aux classes supérieures, sans réussir à gagner l'appui des masses. Les familles régnantes nous reprochèrent d'essayer de procéder à un partage équitable des droits et d'introduire un système égalitaire d'impôts fonciers... Par ailleurs, la population paysanne, qui tirait avantage de notre gouvernement, ne pouvait comprendre cependant que ces mesures étaient destinées à améliorer son sort.* » (*Forty one years in India*, Londres, 1901, p. 233.)

³²⁹ Les *Maximes de gouvernement de Timour* (traduites du persan en anglais en 1783) contiennent le passage suivant : « *And I commanded that they should build places of worship, and monasteries in every city ; and that they should erect structures for the reception of travellers on the high roads and that they should make bridge across the rivers.*

And I ordained, whoever undertook the cultivation of waste lands, or built an aqueduct, or made a canal, or planted a grove, or restored to culture a deserted district, that in the first year nothing should be taken from him, and that in the second year, whatever the subject voluntarily offered

paît de l'agriculture, de l'irrigation, de la sécurité des routes et de l'approvisionnement des voyageurs. « *Les radjahs primitifs de l'Inde, les conquérants afghans ou mongols, qui se montraient parfois cruels à l'égard des individus, marquaient du moins leur règne par des constructions magnifiques que l'on rencontre aujourd'hui à chaque pas et qui semblent être l'œuvre d'une race de géants. La Compagnie (des Indes orientales, qui a gouverné l'Inde jusqu'en 1858) n'a pas découvert une seule source, creusé un seul puits, construit un seul canal ni bâti un seul pont dans l'intérêt des Indiens !*³³⁰ »

Un autre témoin, l'Anglais James Wilson écrit : « *Dans la province de Madras, chacun est frappé d'admiration à la vue des anciens et grandioses travaux d'irrigation dont les traces ont subsisté jusqu'à notre époque. Des systèmes de barrage canalisant les fleuves formaient de véritables lacs d'où partaient des canaux distribuant l'eau à 60 et 70 lieues à la ronde. On trouvait parfois jusqu'à 30 ou 40 écluses de cette sorte sur le cours des grands fleuves... L'eau de pluie qui coulait des montagnes était rassemblée dans de grands bassins construits à cet usage, dont beaucoup existent aujourd'hui encore, et mesurent 15 à 25 lieues de circonférence. Ces travaux gigantesques étaient presque tous achevés avant 1750. A l'époque des guerres de la Compagnie des Indes contre les souverains mongols, et, il faut le dire, pendant toute la durée de notre domination aux Indes. ils sont tombés en décrépitude*³³¹. »

C'est tout naturel : il importait peu au capital anglais de maintenir les communautés indiennes et de les soutenir économiquement. Au contraire il fallait les détruire et les dépouiller de leurs forces productives. La cupidité impétueuse et croissante de l'accumulation, que sa nature oblige à ne tenir compte que des « conjonctures » du marché, et qui est incapable de songer au lendemain, ne saurait voir plus loin et apprécier la valeur des travaux publics d'une civilisation ancienne. En Égypte il y a quelque temps, des ingénieurs anglais, chargés de construire pour une entreprise capitaliste d'énormes barrages sur le Nil, ont fiévreusement essayé de retrouver les traces d'anciens systèmes de canalisation comme celles que, dans les provinces indiennes, on avait laissées complètement tomber en ruines avec une incurie stupide de barbares. Les Anglais n'ont appris qu'en 1867 à apprécier les résultats de leurs nobles efforts ; cette année-là, en effet, une famine terrible avait provoqué la mort d'un million d'hommes dans la seule province d'Orissa, ce qui donna lieu à une enquête du Parlement anglais sur les causes de la misère. A l'heure actuelle, le gouverne-

should be received, and that in the third year the duties should be collected according to the regulation. » (James Mill, *The History of British India*, 4^e éd., vol. 2, pp. 492-498.)

³³⁰ Comte Warren, *De l'état moral de la population indigène* ; cité par Kowalewsky, *op. cit.*, p. 164.

³³¹ *Historical and descriptive account of British India from the most remote period to the conclusion of the Afghan war*, by Hugh Murray, James Wilson, Greville, Prof. Jameson, William Wallace and Captain Dalrymple, Edimbourg, 4^e éd., 1843, vol. 2, p. 427 ; cité par Kowalewsky, *op. cit.*

ment anglais a pris des mesures administratives pour chercher à protéger les paysans contre l'usure. Le Punjab Alienation Act (1900) interdit de vendre ou d'hypothéquer des terrains appartenant aux paysans à des membres de castes autres que celles qui cultivent le sol ; les exceptions qui peuvent être faites dans des cas individuels sont soumises à l'autorisation de l'inspecteur des finances³³². Les Anglais, après avoir systématiquement détruit les liens protecteurs des anciennes organisations sociales des Hindous et favorisé l'établissement d'un système d'usure où le taux d'intérêt atteignait habituellement 15 %, mettent le paysan indien ruiné et réduit à la misère sous la tutelle du fisc et de ses employés, autrement dit sous la « protection » de ceux qui le saignent à blanc.

A côté de l'Inde britannique et de son martyr, l'Algérie sous la domination politique française tient une place d'honneur dans les annales de l'économie coloniale capitaliste. Lorsque les Français conquièrent l'Algérie, la masse de la population kabyle était dominée par des institutions sociales et économiques très anciennes qui, à travers l'histoire mouvementée du pays, se sont maintenues jusqu'au XIX^e siècle et en partie jusqu'à aujourd'hui. Sans doute la propriété privée existait-elle dans les villes parmi les Maures et les Juifs, chez les marchands, les artisans et les usuriers. Sans doute la suzeraineté turque avait-elle confisqué dans la campagne de grandes étendues de terre comme domaines d'État. Cependant presque la moitié de la terre cultivée était restée propriété collective des tribus arabes kabyles, qui gardaient des mœurs patriarcales très anciennes. Beaucoup de tribus arabes menaient au XIX^e siècle la même vie nomade qu'elles avaient toujours menée, et qui ne semble instable et désordonnée qu'à un regard superficiel, mais qui en réalité est réglée de manière stricte et souvent monotone ; chaque été, avec les femmes et les enfants, emmenant les troupeaux et les tentes, elles émigraient vers la région côtière de Tell, au climat rafraîchi par le vent, et chaque hiver les ramenait à la chaleur protectrice du désert. Chaque tribu et chaque famille avaient leurs itinéraires déterminés, et les stations d'hiver ou d'été où elles plantaient leurs tentes étaient fixes. De même, chez les Arabes agriculteurs, la terre était la plupart du temps propriété collective des tribus. La grande famille kabyle avait également des mœurs patriarcales et vivait selon des règles traditionnelles sous la direction de ses chefs élus.

Dans ce large cercle familial, la direction commune des affaires domestiques était confiée à la femme la plus âgée, qui pouvait également être élue par les autres membres de la famille, ou encore à chacune des femmes succes-

³³² Victor v. Leyden, *Agrarverfassung und Grundsteuer in Britisch-Ostindien. Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*. XXXVI^e année, cahier 4, p. 1855.

sivement. L'organisation de la grande famille kabyle au bord du désert africain ressemblait assez curieusement à la « zadruga » des pays slaves du Sud ; la famille possédait en commun non seulement le soi, mais tous les outils, les armes et l'argent nécessaires à l'activité professionnelle de ses membres et acquis par eux. Chaque homme possédait en propre un seul costume, et chaque femme simplement les vêtements et les bijoux qu'elle avait reçus en cadeau de noces. Mais tous les vêtements plus précieux et les bijoux étaient considérés comme propriété indivise de la famille et ne pouvaient être portés par chacun des membres qu'avec la permission de tous. Si la famille était peu nombreuse, elle prenait ses repas à une table commune, les femmes faisaient la cuisine à tour de rôle, et les femmes âgées étaient chargées de servir les plats. Si le cercle familial était trop large, le chef de la tribu distribuait une ration mensuelle de vivres non préparés, les répartissant avec une stricte égalité entre les diverses familles, qui se chargeaient de les préparer. Ces communautés étaient réunies par des liens étroits d'égalité, de solidarité et d'assistance mutuelle, et les patriarches avaient coutume en mourant de recommander à leurs fils de demeurer fidèles à la communauté³³³.

La domination turque qui s'était établie en Algérie au XVI^e siècle avait déjà fait de sérieuses entailles dans cette organisation sociale. Cependant ce sont les Français qui inventèrent la légende selon laquelle les Turcs auraient confisqué toute la terre au bénéfice du fisc. Seuls des Européens pouvaient imaginer une idée aussi absurde, qui est en contradiction avec tous les fondements économiques de l'Islam et des croyants. Au contraire les Turcs respectèrent généralement la propriété collective des villages et des grandes familles. Ils reprirent seulement aux familles une grande partie des terres non cultivées pour les transformer en domaines d'État (beyliks) qui, sous la direction d'administrateurs locaux turcs, furent soit gérés directement par l'État avec l'aide d'une main-d'œuvre indigène, soit affermés en échange d'un bail ou de redevances en nature. En outre les Turcs profitèrent de chaque rébellion des tribus soumises et de chaque trouble dans le pays pour agrandir les domaines fiscaux par des confiscations de terrains, y fondant des colonies militaires ou bien vendant aux enchères publiques les biens confisqués, qui tombaient généralement entre les mains d'usuriers turcs ou autres. Pour échapper aux confiscations ou à la pression fiscale beaucoup de paysans se plaçaient, comme au Moyen Âge en Allemagne, sous la protection de l'Église, qui devint ainsi propriétaire d'im-

³³³ « Presque toujours, le père de famille en mourant recommande à ses descendants de vivre dans l'indivision, suivant l'exemple de leurs aïeux : c'est là sa dernière exhortation et son vœu le plus cher. » (A. Hanotaux et A. Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, 1873, tome 2, Droit civil, pp. 468-473.) Les auteurs ont le front de faire précéder cette description du commentaire suivant : « Dans la ruche laborieuse de la famille associée tous sont réunis dans un but commun, tous travaillent dans un intérêt général mais nul n'abdique sa liberté et ne renonce à ses droits héréditaires. Chez aucune nation on ne trouve de combinaison qui soit plus près de l'égalité et plus loin du communisme ! »

menses domaines. Enfin, la répartition des propriétés en Algérie se présentait, après ces nombreuses vicissitudes, de la manière suivante : les domaines d'État comprenaient 1 500 000 hectares de terrain ; 3 000 000 d'hectares de terres non cultivées appartenaient également à l'État comme « propriété commune de tous les croyants » (*bled el Islam*) ; 3 000 000 d'hectares étaient la propriété privée des Berbères, depuis l'époque romaine ; en outre, sous la domination turque, 1 500 000 hectares étaient devenus propriété privée. Les tribus arabes gardaient en indivision 5 000 000 d'hectares. Quant au Sahara, il comprenait environ 3 000 000 d'hectares de terres cultivables dans le domaine des oasis, qui appartenaient soit à des domaines gérés collectivement par les grandes familles, soit à des domaines privés. Les 23 000 000 d'hectares restants étaient pratiquement déserts.

Après la conquête de l'Algérie, les Français firent grand bruit autour de leur oeuvre de civilisation. On sait que l'Algérie, qui s'était délivrée au début du XVIII^e siècle du joug turc, était devenue un repaire de pirates infestant la Méditerranée et se livrant au trafic d'esclaves chrétiens. L'Espagne et l'Union Nord-Américaine, qui elles-mêmes à l'époque pouvaient se glorifier de hauts faits dans le domaine du trafic d'esclaves, déclarèrent une guerre sans merci aux infamies des Musulmans. La Révolution française prêcha également une croisade contre l'anarchie algérienne. La France avait donc entrepris la conquête de l'Algérie en proclamant les mots d'ordre de la lutte contre l'esclavage et de l'instauration de la civilisation. La pratique allait bientôt montrer ce qui se cachait derrière ces phrases. On sait qu'au cours des quarante années écoulées depuis la conquête de l'Algérie, aucun État européen n'a changé aussi souvent de régime politique que la France. A la Restauration avait succédé la révolution de Juillet et la royauté bourgeoise, celle-ci fut chassée par la révolution de Février qui fut suivie de la seconde République, du second Empire, enfin de la débâcle de 1870 et de la troisième République. La noblesse, la haute finance, la petite bourgeoisie, les larges couches de la moyenne bourgeoisie se cédaient successivement le pouvoir politique. Mais la politique française en Algérie demeura immuable à travers ces vicissitudes, elle resta orientée du début à la fin vers le même but : au bord du désert africain elle découvrait le centre d'intérêt de tous les bouleversements politiques en France au XIX^e siècle : la domination de la bourgeoisie capitaliste et de sa forme de propriété.

Le 30 juin 1873, le député Humbert, rapporteur de la Commission pour le règlement de la situation agricole en Algérie, déclara à une séance de la Chambre : « *Le projet de loi que nous proposons à votre étude n'est rien d'autre que le couronnement de l'édifice dont le fondement a été posé par une série d'ordonnances, de décrets, de lois et de senatus-consultes, qui tous en-*

semble et chacun en particulier poursuivent le même but : l'établissement de la propriété privée chez les Arabes. »

La destruction et le partage systématiques et conscients de la propriété collective, voilà le but et le pôle d'orientation de la politique coloniale française pendant un demi-siècle, quels que fussent les orages qui secouèrent la vie politique intérieure. On servait en ceci un double intérêt clairement reconnu.

Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entraînait un état de guerre permanent dans la colonie³³⁴.

En outre la ruine de la propriété collective était la condition préalable à la domination économique du pays conquis; il fallait en effet arracher aux Arabes les terres qu'ils possédaient depuis un millénaire pour les confier aux mains des capitalistes français. A cet effet on jouait de cette même fiction, que nous connaissons déjà, selon laquelle toute la terre appartiendrait, conformément à la loi musulmane, aux détenteurs du pouvoir politique. Comme les Anglais en Inde, les gouverneurs de Louis-Philippe en Algérie déclaraient « impossible » l'existence de la propriété collective des grandes familles. Sur la base de cette fiction, la plupart des terres cultivées, notamment les terrains communaux, les forêts et les prairies furent déclarées propriété de l'État et utilisées à des buts de colonisation. On construisit tout un système de cantonnements par lequel les colons français s'installèrent au milieu des territoires indigènes, tandis que les tribus elles-mêmes se trouvèrent parquées dans un territoire réduit au minimum. Les décrets de 1830, 1831, 1840, 1844, 1845 et 1846, « légalisèrent » ces vols de terrains appartenant aux tribus arabes. Mais ce système de cantonnements ne favorisa aucunement la colonisation. Il donna simplement libre cours à la spéculation et à l'usure. La plupart du temps, les Arabes s'arrangèrent pour racheter les terrains qui leur avaient été volés, ce qui les obligea naturellement à s'endetter. La pression fiscale française accentua cette tendance. En particulier la loi du 16 juin 1851, qui proclamait les forêts domaines d'État, vola ainsi 2 400 000 hectares de pâturages et de taillis privant les tribus éleveuses de bétail de leurs moyens d'existence. Cette avalanche de lois, d'ordonnances et de décrets donna lieu à une confusion indescriptible dans les réglementations de la propriété. Pour exploiter la fièvre de spéculation foncière et dans l'espoir de récupérer bientôt leurs terres, beaucoup d'indigènes vendirent leurs domaines à des Français, mais ils vendaient souvent le même terrain à deux ou

³³⁴ « Nous devons nous hâter - déclara le député Didier, rapporteur de la Commission à une séance de la Chambre en 1851 - de dissoudre les associations familiales, car elles sont le levier de toute opposition contre noire domination. »

trois acheteurs à la fois ; parfois il s'agissait d'un domaine qui ne leur appartenait pas en propre, mais était la propriété commune et inaliénable de leur tribu. Ainsi une société de spéculation de Rouen crut avoir acheté 20 000 hectares de terre, tandis qu'en réalité elle n'avait un titre - contestable - de propriété que pour un lot de 1 370 hectares. Une autre fois, un terrain de 1 230 hectares se réduisit après la vente et le partage à 2 hectares. Il s'ensuivit une série infinie de procès, où les tribunaux faisaient droit par principe à toutes les réclamations des acheteurs et respectaient tous les partages. L'insécurité de la situation, la spéculation, l'usure et l'anarchie se répandaient universellement. Mais le plan du gouvernement français, qui voulait s'assurer le soutien puissant d'une masse de colons français au milieu de la population arabe, échoua misérablement. C'est pourquoi la politique française sous le Second Empire changea de tactique : le gouvernement, après avoir pendant trente ans nié la propriété collective des tribus, fut obligé, sous la pression des faits, d'en reconnaître officiellement l'existence, mais d'un même trait de plume il proclamait la nécessité de la partager de force. Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 a cette double signification : « *Le gouvernement, déclarait le général Allard au Sénat, ne perd pas de vue que le but commun de la politique est d'affaiblir l'influence des chefs de tribus et dissoudre ces tribus. De cette manière les derniers restes de féodalisme (!) seront supprimés, les adversaires du projet gouvernemental sont les défenseurs de ce féodalisme... L'établissement de la propriété privée, l'installations de colons français au milieu des tribus arabes... seront les moyens les plus sûrs pour accélérer le processus de dissolution des tribus* ³³⁵. »

Pour procéder au partage des terres, la loi de 1863 instaura des commissions particulières composées de la manière suivante : un général de brigade ou un capitaine comme président, puis un sous-préfet, un employé des autorités militaires arabes et un fonctionnaire de l'Administration des Domaines. Ces experts tout désignés des questions économiques et sociales africaines avaient une triple tâche : il fallait d'abord délimiter les frontières des territoires des tribus, puis répartir le domaine de chaque tribu entre les branches diverses des grandes familles, enfin diviser ces terrains familiaux eux-mêmes en petites parcelles individuelles. Cette expédition des généraux de brigade fut ponctuellement exécutée à l'intérieur de l'Algérie. Les commissions se rendirent sur place. Elles jouaient à la fois le rôle d'arpenteurs, de distributeurs de parcelles, et en outre, de juges dans tous les litiges qui s'élevaient à propos des terres. C'était au gouverneur général de l'Algérie de confirmer en dernière instance les plans de répartition. Dix ans de travaux difficiles des commissions aboutirent au résultat suivant : de 1863 à 1873, sur 700 propriétés des tribus arabes, 400 furent réparties entre les grandes familles. Ici déjà se trouvait en

³³⁵ Cité par Kowalesky, *op. cit.*, p. 217. Comme on le sait, il est d'usage en France, depuis la Révolution de stigmatiser toute opposition au gouvernement comme une apologie ouverte ou indirecte du « féodalisme ».

germe l'inégalité future entre la grande propriété foncière et le petit lotissement, car selon la grandeur des terrains et le nombre des membres de la tribu, chaque membre se vit attribuer tantôt des parcelles de 1 à 4 hectares, tantôt des terrains de 100 et parfois même de 180 hectares. Le partage des terres n'alla cependant pas plus loin. Malgré les généraux de brigade, les mœurs des Arabes offraient des résistances insurmontables au partage ultérieur des terres familiales. Le but de la politique française : l'établissement de la propriété privée et la transmission de cette propriété aux Français, avait donc encore une fois échoué dans l'ensemble.

Seule la Troisième République, régime officiel de la bourgeoisie, a trouvé le courage et le cynisme d'aller droit au but et d'attaquer le problème de front, sans s'embarasser de démarches préliminaires. En 1873, l'Assemblée élabora une loi, dont le but avoué était le partage immédiat des terres des 700 tribus arabes en parcelles individuelles, l'introduction de la propriété privée par la force. Le prétexte de cette loi était la situation désespérée qui régnait dans la colonie. Il avait fallu autrefois la grande famine indienne de 1866 pour éclairer l'opinion publique en Angleterre sur les beaux résultats de la politique coloniale anglaise et provoquer l'institution d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la situation désastreuse de l'Inde. De même, à la fin des années 1860, l'Europe fut alarmée par les cris de détresse de l'Algérie, où quarante ans de domination française se traduisaient par la famine collective et par un taux de mortalité extraordinairement élevé parmi les Arabes. On réunit une commission chargée d'étudier les causes et l'effet des lois nouvelles sur la population arabe ; l'enquête aboutit à la conclusion unanime que la seule mesure susceptible de sauver les Arabes était l'instauration de la propriété privée. En effet, la propriété privée seule permettrait à chaque Arabe de vendre et d'hypothéquer son terrain et le sauverait ainsi de la ruine. On déclara ainsi que le seul moyen de soulager la misère des Arabes qui s'étaient endettés parce que les Français leur avaient volé leurs terres et les avaient soumis à un lourd système d'impôts, était de les livrer aux mains des usuriers. Cette farce fut exposée à la Chambre avec le plus grand sérieux et les dignes membres de l'Assemblée l'accueillirent avec non moins de gravité. Les vainqueurs de la Commune de Paris triomphaient sans pudeur.

La Chambre invoquait surtout deux arguments pour appuyer la nouvelle loi. Les avocats du projet de loi gouvernementale répétaient sans relâche que les Arabes eux-mêmes souhaitaient ardemment l'introduction de la propriété privée. En effet ils la souhaitaient, surtout les spéculateurs de terrains et les usuriers algériens, qui avaient le plus grand intérêt à « libérer » leurs victimes des liens protecteurs des tribus et de leur solidarité. Tant que le droit musulman était en vigueur en Algérie, les propriétés des tribus et des familles restaient inaliénables, ce qui opposait des difficultés insurmontables à l'hypothèque des terres. Il fallait à présent abolir complètement l'obstacle pour laisser libre

champ à l'usure. Le deuxième argument était d'ordre « scientifique ». Il faisait partie du même arsenal intellectuel où puisait l'honorable James Mill lorsqu'il étalait les preuves de sa méconnaissance du système de propriété indien : l'économie politique classique anglaise. Les disciples de Smith et de Ricardo proclamaient avec emphase que la propriété privée est la condition nécessaire de toute culture du sol intensive en Algérie, qui seule parviendrait à supprimer la famine; il est évident en effet que personne ne veut investir ses capitaux ou faire une dépense intensive de travail dans une terre qui ne lui appartient pas et dont il ne peut goûter seul les produits. Mais les faits parlaient un autre langage. Ils démontraient que les spéculateurs français se servaient de la propriété privée, instaurée par eux en Algérie, à de tout autres fins qu'à une culture plus intensive et à une meilleure exploitation du sol. En 1873, sur les 400 000 hectares de terres appartenant aux Français, 120 000 hectares étaient aux mains de compagnies capitalistes, la Compagnie Algérienne et la Compagnie de Sétif ; celles-ci, loin de cultiver elles-mêmes les terres, les affermaient aux indigènes, qui les cultivaient selon les méthodes traditionnelles. Un quart des propriétaires français restants se désintéressaient également de l'agriculture. Il était impossible de susciter artificiellement des investissements de capitaux et des méthodes intensives de culture, comme il est impossible de créer des conditions capitalistes à partir de rien. C'étaient là des rêves nés de l'imagination avide des spéculateurs français et de la confusion doctrinale de leurs idéologues, les économistes classiques. Abstraction faite des prétextes et des ornements par lesquels on voulait justifier la loi de 1873, il s'agissait simplement du désir non dissimulé de dépouiller les Arabes de leur terre, qui était la base de leur existence. Malgré toute la pauvreté de l'argumentation et l'hypocrisie manifeste de sa justification, la loi qui devait ruiner la population algérienne et anéantir sa prospérité matérielle fut votée à la quasi-unanimité le 26 juillet 1873.

Cependant cette politique de brigandage devait échouer avant longtemps. La Troisième République ne sut pas mener à bien la difficile politique qui consistait à substituer d'un coup aux liens familiaux communistes ancestraux la propriété bourgeoise privée. Le Second Empire y avait également échoué. En 1890, la loi de 1873, complétée par celle du 28 avril 1887, ayant été appliquée pendant dix-sept ans, on avait le résultat suivant : on avait dépensé 14 millions de francs pour aménager 1 600 000 hectares de terres. On calculait que cette méthode aurait dû être poursuivie jusqu'en 1950 et qu'elle aurait coûté 60 millions de francs supplémentaires. Cependant, le but, qui était de supprimer le communisme tribal, n'aurait pas encore été atteint. Le seul résultat que l'on atteignit incontestablement fut la spéculation foncière effrénée, l'usure florissante et la ruine des indigènes.

Puisqu'on avait échoué à l'établissement par la force de la propriété privée, on tenta une nouvelle expérience. Bien que dès 1890, les lois de 1873 et de 1887 aient été étudiées et condamnées par une commission instituée par le

gouvernement général d'Algérie, sept ans s'écoulèrent avant que les législateurs des bords de la Seine eussent le courage d'entreprendre une réforme dans l'intérêt du pays ruiné. La nouvelle politique abandonnait le principe de l'instauration forcée de la propriété privée à l'aide de méthodes administratives. La loi du 27 février 1897 ainsi que l'instruction du gouvernement général d'Algérie du 7 mars 1898 prévoient que l'instauration de la propriété privée se fera surtout à la demande des propriétaires ou des acquéreurs³³⁶.

Cependant certaines clauses permettaient à un seul propriétaire l'accession à la propriété privée sans qu'il ait besoin du consentement des copropriétaires du sol ; en outre, à tous moments, la pression de l'usurier pouvait s'exercer sur les propriétaires endettés pour les pousser à l'accession « volontaire » à la propriété ; ainsi la nouvelle loi offrait des armes aux capitalistes français et indigènes pour poursuivre la désintégration et le pillage des territoires des tribus et des grandes familles.

La mutilation de l'Algérie dure depuis quatre-vingts ans; les Arabes y opposent aujourd'hui d'autant moins de résistance qu'ils sont, depuis la soumission de la Tunisie en 1881 et plus récemment du Maroc, de plus en plus encerclés par le capital français et lui sont livrés pieds et poings liés. La dernière conséquence de la politique française en Algérie est l'émigration massive des Arabes en Turquie d'Asie³³⁷.

L'introduction de l'économie marchande

La seconde condition indispensable à l'acquisition de moyens de production ainsi qu'à la réalisation de la plus-value, c'est l'accession au commerce et l'intégration au sein de l'économie marchande des organisations sociales dont l'économie naturelle a été détruite.

Toutes les classes et sociétés non capitalistes doivent acheter les marchandises produites par le capital et lui vendre leurs propres produits. Il semble qu'on puisse ici au moins commencer à parier de « paix » et d'« égalité », du « *do ut des* », et d'« action civilisatrice ». Le capitalisme peut bien arracher par la

³³⁶ Cf. G. K. Anton, *Neuere Agrarpolitik in Algerien und Tunesien, Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, 1900, p. 1341 et suiv.

³³⁷ Dans son discours du 20 juillet 1912 devant la Chambre des Députés, le rapporteur de la commission pour la réforme de l'indigénat (c'est-à-dire de la justice administrative) en Algérie, Albin Rozet, lit état de l'émigration de milliers d'Algériens dans le district de Sétif. Il rapporta que l'année précédente, en un mois, 1 200 indigènes avaient émigré de Tlemcen. Le but de l'émigration est la Syrie. Un émigrant écrivait de sa nouvelle patrie : « *Je me suis établi maintenant à Damas et je suis parfaitement heureux. Nous sommes ici, en Syrie, de nombreux Algériens, émigrants comme moi ; le gouvernement nous donne une terre ainsi que les moyens de la cultiver.* » Le gouvernement d'Algérie lutte contre l'émigration de la manière suivante : il refuse les passeports (voir le Journal Officiel du 21 mai 1912, p. 1594 et suiv.).

violence leurs moyens de production aux structures sociales étrangères et forcer les travailleurs à devenir les objets de l'exploitation capitaliste, mais il ne peut pas les contraindre par la violence à acheter ses marchandises, il ne peut pas les forcer à réaliser sa plus-value. L'introduction des moyens de transport - chemins de fer, bateaux, canaux - est la condition préalable de l'expansion de l'économie marchande dans les territoires où règne une économie naturelle, ce qui semble confirmer cette hypothèse. La conquête de l'économie marchande commence généralement par la création d'ouvrages grandioses de civilisation, par la construction de transports modernes, comme les lignes de chemin de fer traversant les forêts vierges et franchissant les montagnes, les télégraphes tendant leurs fils au-dessus des déserts, les paquebots qui font escale dans les ports du monde entier. Cependant le caractère pacifique de ces bouleversements techniques est illusoire. Les relations commerciales des compagnies des Indes orientales avec les pays fournisseurs d'épices étaient des actes de brigandage, de chantage ou des escroqueries grossières accomplis sous la bannière du commerce, comme le sont aujourd'hui les relations des capitalistes américains avec les Indiens du Canada à qui ils achètent des fourrures, ou celles des marchands allemands avec les nègres d'Afrique. Un exemple classique du commerce « pacifique » avec les sociétés arriérées est fourni par l'histoire moderne de la Chine à laquelle les Européens ont fait la guerre tout au long du XIX^e siècle pour l'ouvrir par la force au commerce. Persécutions des chrétiens provoquées par les missionnaires, désordres suscités par les Européens, massacres périodiques où une population de paysans pacifiques et sans défense dut se mesurer avec la technique perfectionnée des forces européennes alliées, lourdes contributions de guerre, système de la dette publique, d'emprunts européens, de contrôle européen des finances avec comme conséquence l'occupation des forteresses chinoises, ouverture forcée de ports libres et concessions de chemin de fer obtenues sous la pression des capitalistes européens, telles furent les méthodes employées pour ouvrir la Chine au commerce des marchandises depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à la révolution chinoise.

L'ère de l'ouverture de la Chine à la civilisation européenne, c'est-à-dire à l'échange de marchandises avec le capital européen, fut inaugurée par la guerre de l'opium, par laquelle la Chine fut contrainte d'acheter ce poison des plantations indiennes pour aider les capitalistes anglais à le monnayer. Au XVII^e siècle la culture de l'opium fut introduite au Bengale par la Compagnie anglaise des Indes orientales et l'usage du stupéfiant fut répandu en Chine grâce à sa filiale de Canton. Au début du XIX^e siècle, le prix de l'opium avait tellement baissé qu'il devint bientôt un « objet de consommation du peuple ». En 1821 encore 4 628 caisses d'opium étaient importées en Chine pour un prix

moyen de 1 325 dollars, puis le prix tomba de 50 %, et en 1825 l'importation chinoise s'éleva à 9 621 caisses, en 1830 à 26 670 caisses³³⁸.

Les effets désastreux de la drogue et notamment de l'espèce la plus commune et la moins chère dont usait la population pauvre, devinrent une calamité publique et obligèrent la Chine à en prohiber l'importation. Dès 1828, le vice-roi de Canton avait interdit l'importation de l'opium, mais cette mesure ne réussit qu'à détourner le trafic vers d'autres ports. L'un des censeurs de Pékin fut chargé d'une enquête à ce sujet et rédigea le rapport suivant :

« J'ai appris que les fumeurs d'opium ont un tel désir de cette drogue néfaste qu'il font tout pour s'en procurer la jouissance. S'ils n'ont pas l'opium à l'heure habituelle, ils se mettent à trembler, des gouttes de sueur coulent sur leur front et sur leur visage et ils sont incapables de se livrer à la moindre occupation. Mais dès qu'on leur apporte une pipe d'opium, ils en aspirent quelques bouffées et sont aussitôt guéris.

« L'opium est donc devenu pour tous ceux qui le fument un besoin absolu, et il ne faut pas s'étonner que lorsqu'ils sont convoqués par l'Autorité publique ils préfèrent subir n'importe quel châtement plutôt que de révéler le nom de celui qui leur fournit l'opium. Parfois on apporte des présents aux autorités locales pour les inciter à tolérer ce mal ou à interrompre une enquête commencée. La plupart des marchands qui fournissent des marchandises à Canton vendent également de l'opium au marché noir.

« Je suis d'avis que l'opium est un mal bien plus grand que le jeu et qu'il faudrait punir les fumeurs d'opium aussi sévèrement que les joueurs. »

Le censeur proposait de condamner chaque fumeur d'opium découvert à quatre-vingts coups de bambou, celui qui refuserait d'indiquer le nom du vendeur à cent coups de bambou et à un exil de trois ans. Et avec une franchise inconnue des autorités européennes, le Caton de Pékin terminait son rapport par la réflexion suivante : *« Il semble que l'opium soit surtout importé par des fonctionnaires indignes qui, en accord avec des négociants cupides, le font parvenir à l'intérieur du pays ; là ce vice est d'abord pratiqué par des jeunes gens de bonne famille, par de riches particuliers et des marchands et il se répand finalement dans le peuple. J'ai appris qu'il existe des fumeurs d'opium dans toutes les provinces, non seulement parmi les fonctionnaires civils mais aussi dans l'armée. Tandis que les fonctionnaires des différents districts renforcent par des édits l'interdiction légale de la vente de l'opium, leurs parents,*

³³⁸ En 1854, 77 379 caisses d'opium furent importées. Plus tard l'importation diminua un peu à cause de l'extension de la production indigène. Cependant la Chine resta le client principal des plantations indiennes. En 1873-1874, 6 400 000 kilos d'opium furent récoltés en Inde, dont 6 100 000 kilos furent vendus à la Chine. Aujourd'hui encore l'Inde exporte annuellement 4 800 000 kilos pour une valeur de 150 millions de marks, et ceci presque exclusivement à la Chine et à l'archipel malais.

*leurs amis, leurs subordonnés, leurs serviteurs continuent à fumer comme auparavant et les négociants profitent de l'interdiction pour faire monter les prix. La police, elle-même, gagnée à ces habitudes, achète la drogue au lieu d'aider à la faire disparaître, et c'est aussi la raison pour laquelle les interdictions et les mesures légales restent peu appliquées*³³⁹. »

A la suite de ce rapport, on promulgua en 1833 une loi plus sévère qui rendait chaque fumeur d'opium passible de cent coups de bambou et de deux mois de pilori. Les gouverneurs des provinces durent rendre compte dans leurs rapports annuels des résultats de la lutte contre l'opium. La campagne eut le double effet suivant : d'une part on se mit à cultiver le pavot sur une grande échelle à l'intérieur de la Chine, en particulier dans les provinces de Honan, de Se-Tchouan et de Kweitchan, et, d'autre part, l'Angleterre déclara la guerre à la Chine pour l'obliger à lever l'embargo sur l'opium. C'est alors que commença « l'ouverture » glorieuse de la Chine à la culture européenne sous la forme de pipes d'opium.

La première attaque porta sur Canton. Les fortifications de la ville sur le bras principal de l'estuaire du fleuve Perle étaient très primitives. La seule défense consistait, chaque jour au coucher du soleil, à barrer le fleuve par des chaînes de métal fixées à des poteaux ancrés dans l'eau à des distances différentes. Il faut ajouter que les canons chinois n'avaient pas de hausse leur permettant de régler leur tir, ils étaient donc assez inoffensifs. C'est avec ces défenses primitives, tout juste bonnes à empêcher quelques navires de commerce d'entrer dans le port, que les Chinois subirent la première attaque anglaise. Dix navires de guerre anglais suffirent pour forcer l'entrée du port, le 7 septembre 1839. Les 16 jonques de guerre et les 13 bateaux-pompes que les Chinois mirent en ligne pour leur défense furent bombardés et dispersés en trois quarts d'heure. Après cette première victoire les Anglais réussirent à renforcer leur flotte de guerre et passèrent au début de 1841 à une nouvelle attaque. Cette fois ils attaquèrent à la fois la flotte et le port. La flotte chinoise consistait en un certain nombre de jonques de guerre. La première fusée incendiaire pénétra dans la chambre à poudre d'une jonque, faisant sauter celle-ci avec tout son équipage. Peu de temps après, 11 jonques, y compris le bateau amiral, furent détruites, le reste de la flotte chercha son salut dans une fuite éperdue. Les opérations à terre prirent un peu plus de temps. L'artillerie chinoise était totalement inefficace ; les Anglais avancèrent au beau milieu des fortifications, grimpèrent jusqu'à un point stratégique qui n'était même pas gardé et massacrèrent d'en haut les Chinois sans défense. La bataille se solda par les pertes suivantes : du côté chinois 600 morts, du côté anglais 1 mort et 30 blessés, dont plus de la moitié avaient été atteints par l'explosion accidentelle d'un réservoir de poudre. Quelques semaines plus tard les Anglais se livraient à un nouvel exploit. Il

³³⁹ Cité par le major J. Scheibert, *Der Krieg in China*, 1903, p. 179.

s'agissait de s'emparer des forts d'Anunghoy et de Nord Wantong. Les Anglais disposaient pour cette tâche de 12 vaisseaux de ligne entièrement équipés. Par ailleurs, les Chinois négligeant encore une fois l'essentiel, avaient omis de fortifier l'île de Sud Wantong. Ainsi les Anglais purent débarquer en toute tranquillité une batterie pour bombarder le fort d'un côté tandis que les croiseurs le prenaient sous leur feu de l'autre côté. Quelques minutes suffirent pour chasser les Chinois des forts. Le débarquement eut lieu sans rencontrer la moindre résistance. La scène inhumaine qui suivit - selon un rapport anglais - restera toujours dans la mémoire des officiers anglais comme un sujet de remords. Les Chinois, en effet, cherchant à s'enfuir de leurs retranchements, étaient tombés dans les fossés, qui étaient remplis de soldats sans défense suppliant qu'on leur fasse grâce. Les Sepoys tirèrent sans relâche - contre l'ordre de leurs officiers, paraît-il - sur cette masse de corps humains étendus à terre. C'est ainsi que Canton fut ouverte au commerce des marchandises.

Les autres ports connurent le même sort. Le 4 juillet 1841 trois bateaux de guerre anglais armés de 120 canons apparurent au large des îles à l'entrée de la ville de Mingpo. Le lendemain d'autres vaisseaux se joignirent aux premiers. Le soir l'amiral anglais envoya un message au gouverneur chinois exigeant la capitulation des îles. Le gouverneur déclara qu'il n'était pas en mesure de résister mais qu'il ne pouvait se rendre sans ordre de Pékin : il demandait donc un délai. Ce délai ne lui fut pas accordé, et à deux heures et demie du matin, les Anglais assaillirent l'île sans défense. En neuf minutes, le fort et les maisons situées sur la plage étaient réduits en un tas de cendres fumantes. Les troupes débarquèrent sur la côte abandonnée et couverte de lances, de sabres, de boucliers, de fusils brisés, où gisaient quelques morts ; ils s'avancèrent jusqu'aux remparts de la ville insulaire de Tinghaï. Le lendemain matin, avec le renfort des équipages de bateaux nouvellement arrivés, ils posèrent des échelles contre les murailles qui étaient à peine protégées et, quelques minutes plus tard ils étaient maîtres de la ville. Les Anglais proclamèrent cette victoire glorieuse dans un ordre du jour modeste : *« Le sort avait décidé que le matin du 5 juillet 1841 serait un jour mémorable où le drapeau de Sa Majesté d'Angleterre flotterait au-dessus de la plus belle île de l'Empire Céleste du Milieu, première bannière européenne s'élevant victorieuse au-dessus de ces contrées florissantes ³⁴⁰ »*.

Le 25 août 1841, les Anglais arrivèrent en vue de la ville d'Amoy dont les forts étaient équipés de plusieurs centaines de canons du plus grand calibre chinois. Comme la plupart de ces canons étaient parfaitement inefficaces et comme par ailleurs les commandants chinois étaient peu préparés à soutenir une attaque, la prise du port fut, une fois encore, un jeu d'enfants. Protégés par un tir continu, les vaisseaux anglais s'approchèrent des murailles de Kou-

³⁴⁰ Major Scheibert, *op. cit.*, p. 207.

langsou, puis les marins débarquèrent et repoussèrent après une courte résistance les troupes chinoises. 26 jonques de guerre équipées de 120 petits canons qui avaient été abandonnées par leur équipage, furent prises par les Anglais. Une batterie servie par des Tatares résista héroïquement au feu réuni de cinq bateaux anglais. Après avoir débarqué, les Anglais les attaquèrent par derrière et les massacrèrent dans un bain de sang.

C'est ainsi que se termina la glorieuse guerre de l'opium. Par le traité de paix du 27 août 1842, l'île de Hong-Kong fut cédée aux Anglais: en outre, Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Mingpo et Shangaï durent être ouvertes au commerce. Quinze ans plus tard il y eut une deuxième guerre contre la Chine, menée cette fois par les Anglais et les Français réunis. En 1857, les troupes alliées attaquèrent Canton avec le même héroïsme que pendant la première guerre. La paix de Tientsin en 1858 avait pour clauses la libre exportation de l'opium, l'ouverture du pays au commerce et le droit pour les missions de pénétrer à l'intérieur de la Chine. Dès 1859, les Anglais ouvrirent à nouveau les hostilités et décidèrent de détruire les fortifications chinoises au bord du Peiho. Mais ils furent repoussés après une bataille meurtrière qui fit 464 victimes, morts et blessés³⁴¹.

L'Angleterre et la France avaient de nouveau réuni leurs forces. A la fin du mois d'août 1860, des troupes anglaises de 12 600 hommes et des troupes françaises de 7 500 hommes, réunies sous le commandement du géné-

³⁴¹ Un édit impérial du 3^e jour de la 3^e lune de la 10^e année Hsien-Feng (6 septembre 1860) proclame : « Nous n'avons jamais interdit ni à l'Angleterre ni à la France le commerce avec la Chine, et pendant de longues années la paix a régné entre ces pays et nous-mêmes; mais il y a trois ans, les Anglais ont envahi notre ville de Canton, animés d'intentions malveillantes, et ont emprisonné nos fonctionnaires. Nous avons à cette époque réfréné nos désirs de vengeance et avons évité les représailles, parce que nous avons dû reconnaître que l'entêtement du vice-roi Yeh était jusqu'à un certain point responsable des hostilités. Il y a deux ans, le chef barbare Elgin est monté vers le Nord et nous avons ordonné au vice-roi de Schihli, T'an-Ting-Siang d'examiner la situation avant de passer aux négociations. Mais le barbare a profité de notre surprise pour attaquer les forts de Takon et avancer vers Tientsin. Soucieux d'éviter à notre peuple les horreurs de la guerre, nous réfrénâmes encore une fois notre désir de vengeance et ordonnâmes à Kuei-Liang de procéder à des négociations de paix. Malgré les exigences scandaleuses des barbares, nous donnâmes l'ordre à Kuei-Liang de se rendre à Shangaï en vue de négocier le traité commercial proposé, et nous acceptâmes même de le ratifier en signe de notre bonne foi.

« Malgré cela, le chef barbare Bruce fit de nouveau preuve d'un entêtement déraisonnable et, au cours de la 8^e lune, il apparut avec une escadre de bateaux de guerre dans le port de Takou. Sur ce, Seng Ko Liu Th'in l'attaqua violemment et l'obligea à une retraite précipitée. De tout cela il ressort que la Chine n'a pas rompu les relations et que les barbares étaient dans leur tort. Au cours de l'année, les chefs barbares Elgin et Gros sont apparus de nouveau au large de nos côtes, mais la Chine, ne souhaitait pas en venir à des mesures extrêmes, leur permit de débarquer et de se rendre à Pékin en vue de ratifier le traité. Qui aurait pu croire que pendant tout ce temps les barbares n'avaient rien fait d'autre que semer l'intrigue, qu'ils amenaient une armée de soldats et de l'artillerie, grâce auxquels ils attaquèrent par derrière les forts de Takou et marchèrent sur Tientsin après en avoir chassé les défenseurs ! » (China unter der Kaiserinwitwe, Berlin 1912, p. 25 - Cf. dans le même ouvrage le chapitre intitulé « Die Flucht nach Jehol ».)

ral Cousin-Montauban, commencèrent par s'emparer des forts de Takou sans tirer un seul coup de fusil, puis pénétrèrent jusqu'à Tientsin et enfin avancèrent jusque devant Pékin. Le 21 septembre 1860 eut lieu la bataille sanglante de Palikao, qui livra Pékin aux puissances européennes. Les vainqueurs entrèrent dans la ville à peu près désertée et absolument sans défense et commencèrent par piller le palais impérial ; le général Cousin, plus tard maréchal et « comte de Palikao », participa personnellement et activement au pillage. Mais Lord Elgin fit incendier le palais « en guise de représailles »³⁴².

Les puissances européennes obtinrent alors le droit d'avoir des ambassadeurs à Pékin et à Tientsin, et d'autres villes furent ouvertes au commerce. Tandis qu'en Angleterre, à Londres, à Manchester et dans d'autres régions industrielles une ligue anti-opium luttait contre la diffusion de ce stupéfiant, et qu'une commission nommée par le Parlement en proclamait la nocivité, la convention de Tchifou en 1876 garantissait la libre exportation de l'opium en Chine. En même temps tous les traités signés avec la Chine garantissaient aux Européens - négociants ou missionnaires - le droit d'acquérir des terres. La fraude consciente joua ici son rôle à côté de la force des armes. Non seulement l'ambiguïté des textes du traité préparait les voies à l'extension progressive des territoires occupés par le capital européen dans les ports affermés, mais des falsifications reconnues du texte chinois de la convention supplémentaire française de 1860, traduit par l'abbé Delamarre, missionnaire catholique, permirent d'extorquer des concessions aux Chinois : les missions reçurent l'autorisation d'acquérir du terrain non seulement dans les ports affermés mais encore dans toutes les provinces de l'empire. La diplomatie française et les missions protestantes en particulier furent unanimes à condamner l'escroquerie raffinée du religieux ; elles n'en tinrent pas moins à exiger l'application de ce droit élargi des missions françaises et à en réclamer l'extension aux missions protestantes³⁴³.

³⁴² Les exploits des héros européens pour l'ouverture de la Chine au commerce sont liés à un joli épisode de l'histoire intérieure de la Chine. Juste en revenant du pillage du palais d'été des souverains mandchous, le « Gordon chinois » entreprit une campagne contre les rebelles de Taiping et il prit même en 1863 le commandement des forces armées Impériales. La répression de la rébellion fut l'œuvre de l'armée anglaise. Mais tandis qu'un nombre considérable d'Européens, parmi lesquels un amiral français, sacrifiaient leur vie pour maintenir la dynastie mandchoue en Chine, les représentants du commerce européen profitèrent de ces combats pour conclure de bonnes affaires, fournissant des armes aux champions européens de l'ouverture de la Chine au commerce aussi bien qu'aux rebelles contre qui ils se battaient. « *En outre, par amour des affaires, le commerçant le plus honnête fut amené à fournir des armes et des munitions aux deux parties ; comme les difficultés d'approvisionnement étaient plus grandes pour les rebelles que pour les forces impériales, que par conséquent les prix de livraison étaient plus élevés pour les premiers, on traita de préférence avec eux ces marchés qui leur permettaient de résister non seulement aux troupes de leur propre gouvernement, mais encore aux troupes anglaises et françaises.* » (M. v. Brandt, *88 Jahre in Ost-asien*, 1901, vol. 3 « China », p. 11.)

³⁴³ Dr O. Franke, *Die Rechtsverhältnisse am Grundeigentum En China*. Leipzig, 1903, pp. 82 et suiv.

L'ouverture de la Chine au commerce, introduite par la guerre de l'opium, fut scellée par la série des « affermages » et par l'expédition chinoise de 1900, où la défense des intérêts commerciaux du capital européen se transforma ouvertement en un pillage international des terres. L'impératrice douairière soulignait ce contraste entre la théorie initiale et la pratique des « civilisateurs » européens en Chine, lorsqu'elle écrivait à la reine Victoria après la prise des forts de Takou :

« A Votre Majesté, salut ! Au cours de toutes les négociations entre l'Angleterre et l'empire chinois depuis le début des relations entre les deux pays, il n'a jamais été question d'extension territoriale de la part de la Grande-Bretagne, mais uniquement de son désir ardent de servir les intérêts de son commerce. Constatant le fait que notre pays est précipité dans une guerre pénible, nous nous rappelons que 70 % ou 80 % du commerce chinois se font avec l'Angleterre. En outre, vos tarifs douaniers maritimes sont les plus bas du monde et vous imposez peu de limitations à l'importation étrangère dans vos ports. Pour ces raisons nos relations amicales avec les négociants anglais dans les ports affermés se sont maintenues sans interruption pendant le dernier demi-siècle pour notre avantage à tous deux. Mais un changement soudain s'est produit et une méfiance générale s'est élevée contre nous. C'est pourquoi nous vous prions de songer que, si par quelque combinaison de circonstances, notre Empire venait à perdre son indépendance et si les puissances s'unissaient pour exécuter leur plan concerté de longue date, à savoir s'emparer de notre territoire - (dans une dépêche envoyée en même temps à l'empereur du Japon, l'impulsive Tsou Hsi parle ouvertement « des puissances avides de l'Occident dont les regards de tigre affamé se portent en notre direction ») - cette action aurait des conséquences désastreuses pour votre commerce. Actuellement notre empire s'efforce de mettre sur pied une armée et d'assurer les moyens de sa défense. Cependant nous faisons confiance à vos bons offices de médiation et nous attendons impatiemment votre décision³⁴⁴. »

Entre-temps, au cours de chaque guerre, les civilisateurs européens se livraient au pillage et au vol sur une grande échelle dans les palais impériaux chinois, dans les bâtiments publics et les monuments de la civilisation antique, tant en 1860, lorsque les Français pillèrent le palais impérial avec ses trésors inestimables, qu'en 1900, lorsque « toutes les nations » dérobèrent à l'envi les biens publics et privés. Destruction des villes les plus anciennes et les plus importantes, ruine de l'agriculture dans de vastes régions, pression fiscale insupportable pour le paiement des contributions de guerre, tels étaient les phénomènes qui accompagnaient chaque attaque européenne et allaient de pair avec les progrès du commerce. Chacun des plus de quarante ports affermés chinois (treaty-ports) a été acheté par des flots de sang, des massacres et des ruines.

³⁴⁴ China unter der Kaiserin-Witwe, p. 334.

La lutte contre l'économie paysanne

Un dernier et très important chapitre de la lutte contre l'économie naturelle est la séparation de l'agriculture et de l'artisanat, l'élimination des métiers paysans de l'économie paysanne. A l'origine de sa carrière historique, l'artisanat est une occupation annexe de l'agriculture, chez les peuples civilisés sédentaires il s'y rattache comme catégorie subsidiaire. L'histoire de l'artisanat européen au Moyen Âge est l'histoire de son émancipation de l'agriculture, de sa séparation du domaine féodal, de sa spécialisation et de sa constitution en branche indépendante de production organisée dans les villes sous l'égide des corporations. Malgré la transformation ultérieure de la production artisanale en manufacture, puis en grande industrie capitaliste, l'artisanat restait dans les fermes étroitement lié à l'agriculture. Dans l'économie paysanne, l'artisanat jouait un rôle important comme travail annexe à domicile, accompli en surplus du travail agricole dans le temps de loisir pour satisfaire les besoins domestiques³⁴⁵.

Le développement de la production capitaliste arrache à l'économie paysanne tous ses métiers l'un après l'autre pour les concentrer dans la production massive industrielle. L'histoire de l'industrie textile en est un exemple typique. Mais la même chose se produit plus discrètement dans toutes les branches artisanales de l'agriculture. Pour obliger la masse des paysans à acheter ses marchandises, le capital s'efforce de réduire l'économie paysanne à la seule branche dont il ne peut s'emparer immédiatement ni sans difficulté, étant donné les rapports de propriété en Europe : l'agriculture³⁴⁶.

Extérieurement, tout semble se passer pacifiquement. Ce processus paraît s'effectuer insensiblement, par des moyens purement économiques. Il est évident que l'industrie domestique des paysans ne peut soutenir la comparaison avec la production massive industrielle, à la spécialisation poussée, aux outils perfectionnés, capable d'utiliser l'analyse scientifique et d'organiser le processus de production, d'avoir accès aux sources de matières premières du monde entier. Mais en réalité ce processus de la séparation de l'agriculture et de l'arti-

³⁴⁵ En Chine les industries domestiques ont été longtemps pratiquées même par la bourgeoisie jusqu'à une époque très récente, et même dans les villes commerciales aussi grandes et aussi anciennes que par exemple Ningpo avec ses 300 000 habitants. « *Dans la génération précédente, les femmes faisaient elles-mêmes les souliers, les chapeaux, les chemises et tout ce dont leurs maris et elles-mêmes avaient besoin. A Ningpo. une jeune femme qui achetait chez un marchand un objet qu'elle aurait pu confectionner de ses mains était très mal vue.* » (Dr Nyok Shing Tsur, *Die gewerblichen Betriebsformen der Stadt Ningpo*, Tübingen, 1909, p. 51.)

³⁴⁶ Sans doute la situation est-elle renversée dans la dernière phase de l'histoire de l'économie paysanne, lorsque la production capitaliste fait sentir ses derniers effets. Chez les petits paysans ruinés, le travail agricole incombe entièrement aux femmes, aux vieillards et aux enfants, tandis que les hommes font un travail salarié à l'usine ou un travail à domicile pour des entreprises capitalistes. Un exemple typique est celui des petits paysans du Wurtemberg.

sanat est introduit par des facteurs tels que la pression fiscale, la guerre, la vente forcée et la monopolisation des terrains nationaux, c'est-à-dire par des méthodes ressortissant de l'économie nationale, du pouvoir politique et du code pénal. Nulle part ces méthodes n'ont été employées aussi radicalement qu'aux États-Unis d'Amérique.

Les chemins de fer, c'est-à-dire le capital européen et surtout anglais, conduisirent les fermiers américains dans les régions immenses de l'Est et de l'Ouest où ils exterminèrent les Indiens par les armes à feu, les chiens policiers, l'eau-de-vie et la syphilis, les refoulant de plus en plus vers l'Ouest ; après quoi ils s'approprièrent leurs terres, devenues « vacantes », les déboisèrent et les défrichèrent. Le fermier américain, l'« homme des bois » de la bonne vieille époque d'avant la guerre de Sécession était un autre type d'homme que le fermier d'aujourd'hui. Il savait à peu près tout faire, et dans sa ferme isolée, il se suffisait presque tout à fait à lui-même sans avoir besoin du monde extérieur. « *Le fermier américain d'aujourd'hui* - écrivait au début des années 1890 le sénateur Peffer, un des dirigeants de la *Farmers Alliance* - est un tout autre type d'homme que son ancêtre d'il y a 50 à 100 ans. Beaucoup de gens aujourd'hui se souviennent de l'époque où les fermiers étaient dans une grande mesure des artisans, où ils fabriquaient eux-mêmes une grande partie de ce dont ils avaient besoin dans la vie quotidienne. Chaque fermier avait une collection d'outils à l'aide desquels il fabriquait des instruments en bois, tels que des fourches, des pelles, des manches de pelles et de charrues, des moyeux de voitures et une foule d'autres ustensiles en bois. En outre, le fermier produisait le chanvre et le lin, la laine des moutons et le coton. On travaillait ces fibres à la ferme même, on les filait et les tissait; de même les vêtements, le linge étaient confectionnés à la maison, tout cela pour la consommation domestique. Dans chaque ferme il y avait un petit atelier destiné aux travaux de charpenterie, de menuiserie et de mécanique. Dans la maison même se trouvait un métier à carder et à tisser; on tissait les tapis, les couvertures et on faisait toute la literie sur place. Dans chaque ferme on élevait des oies; les duvets et les plumes servaient à garnir les oreillers et les édredons, le surplus était vendu au marché de la ville voisine. En hiver, le froment, la farine, le maïs étaient apportés au marché dans des voitures attelées de 6 ou 8 chevaux. Ce marché était parfois éloigné de 100 ou 200 milles. On y achetait pour toute l'année suivante de l'épicerie, certaines étoffes et autres marchandises semblables. On trouvait parfois parmi les fermiers des artisans spécialisés. Pour fabriquer une voilure à la ferme, il fallait un ou deux ans. On rassemblait les matériaux nécessaires dans le voisinage ; le contrat passé avec le voisin prévoyait exactement l'espace du bois à utiliser; celui-ci devait être fourni à un moment donné, puis séché en un temps déterminé, si bien que lorsque la voiture était terminée, les deux parties du contrat savaient d'ou venait tel morceau de bois et combien de temps il avait séché. Pendant l'hiver, le charpentier du voisinage fabriquait les fenêtres, les plafonds, les portes, les manteaux de cheminées, les poutres pour

la saison suivante. *Quand les gels d'automne arrivaient, le cordonnier s'installait dans un coin de la demeure du fermier et fabriquait des souliers pour toute la famille. Tout cela se faisait chez soi, on payait une partie des dépenses en produits de la ferme. Lorsque l'hiver venait, il était temps de songer aux provisions de viande ; celle-ci était préparée et fumée pour la conservation. Le verger fournissait les fruits pour le moût, la compote de pommes et toutes sortes de conserves qui suffisaient parfaitement à satisfaire les besoins de la famille pendant toute l'année et même au-delà. On battait le blé au fur et à mesure des besoins, juste autant qu'il fallait d'argent liquide. On mettait tout en conserves, qui étaient utilisées pour la consommation personnelle. Le résultat d'une telle gestion était qu'on avait besoin de peu d'argent pour faire marcher l'entreprise. 100 dollars suffisaient probablement en moyenne dans la ferme la plus importante pour entretenir des valets, réparer les instruments de travail et faire face à d'autres dépenses éventuelles*³⁴⁷.

La Guerre de Sécession devait brusquement mettre fin à cette vie idyllique. L'énorme dette de 6 milliards de dollars dont elle avait grevé l'Union provoqua une augmentation considérable de toutes les charges fiscales. Après la guerre, des tarifs protectionnistes croissants favorisèrent le développement rapide des transports modernes, de l'industrie en général et de l'industrie des constructions mécaniques en particulier. Pour encourager la construction des chemins de fer et la colonisation du pays par les fermiers, on offrit généreusement aux compagnies de chemins de fer des terrains nationaux immenses : dans la seule année 1867, les compagnies reçurent plus de 74 millions d'hectares de terrain. Le réseau des chemins de fer s'agrandit de manière extraordinaire. En 1860 il comprenait moins de 50 000 km, dès 1870 il couvrait plus de 85 000 km, dès 1880 plus de 150 000 km (pendant la même période, entre 1870 et 1880, le réseau européen entier était passé de 130 000 à 169 000 km). Les chemins de fer et les spéculateurs de terrains attirèrent une émigration massive d'Europe aux États-Unis. Pendant la période de vingt-trois ans allant de 1869 à 1892, plus de 4 millions et demi d'immigrants arrivèrent aux États-Unis. En même temps l'Union s'émancipait peu à peu de l'industrie européenne et notamment de l'industrie anglaise : elle créait ses propres manufactures, développait sa propre industrie textile, métallurgique et de constructions mécaniques. L'agriculture subit la révolution la plus rapide. Dès les premières années qui suivirent la guerre civile, les propriétaires de plantations du Sud furent obligés par l'émancipation des nègres d'introduire l'emploi de la charrue à vapeur. À l'ouest en particulier, où l'on avait construit des lignes de chemin de fer, de nouvelles fermes avaient surgi, et s'étaient mises immédiatement au niveau de la technique la plus moderne. Le rapport de la Commission agricole

³⁴⁷ W. A. Pfeffer, *The Farmer's side. His troubles and their remedy*, New York, 1891. Part. II: *How we got here*. Chap. I : *Changed condition of the Farmer*. pp. 56-57. Cf. aussi A. M. Simons, *The American Farmer*, 2e éd. Chicago 1906, p. 71 et suiv

des États-Unis pour l'année 1867 écrivait : « *En même temps que l'emploi des machines révolutionne l'agriculture à l'Ouest, réduisant la part du travail humain au minimum connu jusqu'à présent (...) l'agriculture tirait profit de talents d'administration et de gestion remarquables. Des fermes de plusieurs milliers d'hectares sont gérées avec plus de compétence, les moyens existants sont utilisés plus rationnellement et plus économiquement, et le rendement est plus élevé que dans les fermes de 40 hectares* ³⁴⁸. »

Pendant ce temps, les charges fiscales, directes et indirectes, augmentèrent considérablement. Pendant la guerre civile, on promulgua une nouvelle loi financière. La loi sur les contributions de guerre du 30 juin 1864, qui constitue la base fondamentale du système actuellement en vigueur, augmenta énormément les impôts sur la consommation et sur le revenu. En même temps, les contributions de guerre servirent de prétexte à une véritable orgie de tarifs protectionnistes destinés à compenser les taxes qui grevaient la production du pays ³⁴⁹.

Les Morill, Stevens et consorts qui profitaient de la guerre pour renforcer leur programme protectionniste, créèrent un système par lequel ils se servaient ouvertement et cyniquement de la politique douanière pour tous les intérêts privés du profit. Chaque producteur autochtone réclamant au Congrès une douane spéciale pour son profit particulier voyait ses vœux exaucés avec complaisance. On éleva les tarifs douaniers aussi haut que chacun le demandait. « *La guerre - écrit l'Américain Taussig - avait exercé à plusieurs égards une action noble et énergique sur notre vie nationale, mais son influence immédiate sur les affaires et sur toute la législation concernant les intérêts financiers était démoralisante. Les législateurs perdaient souvent de vue la ligne de partage entre le devoir public et les intérêts privés. Des fortunes énormes s'étaient créées grâce à des modifications législatives, réclamées et mises en oeuvre par les mêmes hommes qui en étaient les bénéficiaires. Le pays constatait à regret que l'honneur et l'honnêteté des politiciens n'étaient pas sans tache.* » Cette loi sur le tarif douanier, qui allait provoquer une révolution dans la vie économique du pays et devait rester en vigueur pendant vingt ans sans subir aucune modification, qui constitue aujourd'hui encore la base de la légi-

³⁴⁸ Cité par Lafargue « *Getreidebau und Getreidehandel in den Vereinigten Staaten* », *Die Neue Zeit*, 1885, p. 344 (l'article a paru d'abord en 1883 dans une revue russe).

³⁴⁹ « *The three revenue acts of June 30, 1864, practically form one measure, and that probably the greatest measure of taxation which the world has seen. The internal revenue act was arranged, as Mr David A. Wells had said, on the principle of the Irishman at Donnybrook fair : « Whenever you see a head, hit it ; whenever you see a commodity, tax it.* » Everything was taxed, and taxed heavily » (F. W. Taussig, *The Tariff History of the United States*, New York, 1888, p. 164).

slation douanière américaine, fut votée en trois jours au Congrès et en deux jours au Sénat - sans critique, sans débat, sans opposition d'aucune sorte³⁵⁰.

Ce cours nouveau dans la politique financière des États-Unis ouvrait l'ère de la corruption parlementaire éhontée, de la manipulation cynique et avouée des élections, de la législation et de la presse aux fins des intérêts particuliers du grand capital.

« *Enrichissez-vous* » *, devint le mot d'ordre de la vie publique, après celui de la « noble guerre » pour libérer l'humanité de la « plaie de l'esclavage » ; à la Bourse, le Yankee libérateur de nègres faisait des orgies de spéculations frauduleuses ; au Congrès, il s'attribuait à lui-même, comme législateur, les terrains nationaux, s'enrichissait grâce aux tarifs douaniers et aux impôts, aux monopoles et à l'émission d'actions fictives, au vol des biens publics. L'industrie devint prospère. Les temps étaient révolus où le petit et le moyen fermier vivaient presque sans argent liquide et pouvaient eux-mêmes battre leur blé selon leurs besoins d'argent. A présent le fermier devait toujours disposer d'argent, de beaucoup d'argent pour payer ses impôts. Bientôt il lui fallut vendre tous ses produits pour racheter aux industriels ce dont il avait besoin sous forme de marchandises. « *Si nous regardons le présent, écrit Peffer, nous constatons un changement presque universel. Dans tout l'Ouest en particulier, les fermiers battent leur blé presque tous en même temps, ils le vendent également en une seule fois. Le fermier vend son bétail et achète de la viande fraîche, ou du lard, il vend ses cochons et achète du jambon ou de la viande de porc, il vend ses légumes et ses fruits et les rachète sous la forme de conserves. S'il cultive du chanvre, il bat le chanvre au lieu de le filer, de tisser de la toile et de confectionner du linge pour ses enfants comme c'était le cas il y a cinquante ans; aujourd'hui il vend la semence mais brûle la paille. Sur cinquante fermiers, un seul peut-être élève des moutons; les autres comptent sur les grandes fermes d'élevage et achètent la laine toute prête sous forme d'étoffes ou de vêtements. Le costume du fermier n'est plus cousu à la maison mais acheté à la ville; au lieu de fabriquer lui-même les outils dont il a besoin, fourches, pelles, etc., il achète à la ville le manche de sa hache ou de son marteau, les cordes et les ficelles et autres marchandises de ce genre, les tissus pour ses vêtements ou les vêtements eux-mêmes, les fruits en conserves, le lard, la viande, le jambon ; il achète aujourd'hui presque tout ce qu'il produisait autrefois, et pour tout cela il lui faut de l'argent. En outre il faut noter le fait suivant, qui paraît plus étrange que tout le reste : tandis qu'autrefois le foyer de l'Américain était libre de dettes - dans un cas sur mille, une maison était grevée d'hypothèques en ga-*

³⁵⁰ « *The necessity of the situation, the critical state of the country, the urgent need of revenue, may have justified this haste, which, it is safe to say, is unexampled in the history of civilised countries* » (Tauszig, *op. cit.*, p. 168).

* En français dans le texte.

rantie d'un prêt - et que, l'entreprise pouvant être gérée à peu de frais, les fermiers avaient toujours assez d'argent; aujourd'hui, où l'oit a besoin de dix fois plus d'argent, on n'en trouve presque plus. A peu près la moitié des fermes sont grevées d'hypothèques qui englobent toute leur valeur, et les intérêts sont exorbitants. Ce sont les industriels qui sont cause de ce bouleversement étrange, avec leurs fabriques de laine et de toile, leurs usines de bois, leurs usines textiles, leurs fabriques de conserves de viande et de fruits, etc. ; les petits ateliers des fermes ont cédé la place aux grandes usines de la ville. L'atelier du charron local a fait place à l'énorme fabrique de la ville où 100 à 200 voitures sont fabriquées par semaine, l'échoppe du cordonnier est remplacée par la grande usine de la ville où la plus grande partie du travail s'effectue à l'aide de machines³⁵¹. »

Enfin le travail agricole s'est lui-même mécanisé. « Aujourd'hui le fermier laboure, sème et fauche avec des machines. La machine fauche, lie les gerbes et on bat le blé à la vapeur; le fermier peut lire soir journal du matin tout en labourant, et il est assis sur le siège d'une machine couverte pour faucher³⁵². »

Cette révolution de l'agriculture américaine depuis la « grande guerre » n'était pourtant pas la fin mais le début des bouleversements où le fermier se trouvait entraîné. L'histoire du fermier nous introduit elle-même dans la deuxième phase de l'accumulation capitaliste, dont elle est une illustration exemplaire. Le capitaliste combat et repousse partout l'économie naturelle, la production pour la satisfaction des seuls besoins domestiques, la combinaison de l'agriculture avec l'artisanat, et leur substitue l'économie marchande simple. Il a besoin de l'économie marchande comme débouché pour sa propre plus-value. La production marchande est la seule forme générale sous laquelle puisse se développer le capitalisme. Mais dès que l'économie marchande s'est installée sur les ruines de l'économie naturelle, le capital lui déclare la guerre. Le capitalisme entre en concurrence avec l'économie marchande ; après l'avoir fait surgir, il lui dispute les moyens de production, la main-d'œuvre et les débouchés. Tout d'abord il s'agissait d'isoler le producteur, de l'arracher aux liens protecteurs de la communauté, puis de séparer l'agriculture de l'artisanat ; à présent le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production.

Nous avons vu qu'à la suite de la « grande guerre » de l'Union américaine. les grandes sociétés capitalistes monopolistiques et les spéculateurs iso-

³⁵¹ W. A. Peffer, *op. cit.*, p. 58.

³⁵² W. A. Peffer, *op. cit.*, Introduction p. 6. Sering évalue au milieu des années 1880 l'argent liquide nécessaire pour un « début très modeste » de la ferme la plus petite dans le Nord-Ouest à la somme de 1 200 à 1 400 dollars. (*Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas*, Leipzig, 1887, p. 431.)

lés s'étaient livrés au pillage des terrains nationaux. La construction accélérée de chemins de fer et encore plus la spéculation sur les chemins de fer donnèrent lieu à une spéculation foncière effrénée. qui livra des fortunes immenses et des duchés entiers aux escrocs et aux compagnies. En outre, une nuée d'agents, employant toutes les méthodes de la publicité la plus tapageuse et la plus dénuée de scrupules, attirèrent un flot immense d'immigrants venus d'Europe. à qui ils faisaient miroiter toutes sortes d'avantages. Les immigrants s'établirent d'abord dans les États de l'Est, sur la côte Atlantique. Mais plus l'industrie se développait, plus l'agriculture était refoulée vers l'Ouest. Le « centre du froment », qui se trouvait en 1850 à Columbus dans l'Ohio, se déplaça au cours des cinquante années suivantes et se trouva repoussé de 99 milles vers le Nord et de 680 milles vers l'Ouest. En 1850, les États de la côte Atlantique fournissaient 51,4 % de la récolte entière de blé, en 1880, ils n'en fournissaient plus que 13,6 %, tandis que les États du Centre et du Nord produisaient en 1880 71,7 % et les États de l'Ouest, 9,4 % de la récolte.

En 1825, le Congrès de l'Union, sous la direction de Monroe, avait décidé de transplanter les Indiens de l'Est du Mississipi au-delà du fleuve à l'Ouest. Les Peaux-Rouges résistèrent désespérément, mais ceux qui avaient survécu aux massacres des quarante campagnes menées contre eux furent évacués vers l'Ouest, comme des troupeaux de buffles, pour y être parqués dans des réserves comme les animaux sauvages. L'Indien devait céder la place au fermier. A son tour le fermier dut céder la place au capital. Il fut refoulé même au-delà du Mississipi.

Suivant le tracé des chemins de fer, le fermier allait en direction de l'Ouest et du Nord-Ouest, vers la Terre Promise que les agents des grands spéculateurs fonciers faisaient miroiter à ses yeux. Mais les terres les plus fertiles et les mieux situées étaient prises par les compagnies et constituaient des grandes entreprises gérées selon des méthodes capitalistes. Le fermier transplanté dans le désert vit surgir à côté de lui un concurrent dangereux et un ennemi mortel, la « ferme Bonanza », c'est-à-dire l'entreprise agricole capitaliste, inconnue jusqu'à présent, dans l'ancien comme dans le nouveau monde. Tous les moyens de la science et de la technique moderne y étaient mis en action pour produire de la plus-value.

Lafargue écrivait en 1880 :

« On peut considérer Olivier Dalrymple, dont le nom aujourd'hui est célèbre des deux côtés de l'Atlantique, comme le représentant le plus typique de l'agriculture financière. Depuis 1874 il dirige à la fois une ligne de bateaux à vapeur sur la Rivière Rouge et six fermes appartenant à une société financière et couvrant une superficie globale de 30 000 hectares. Il divisa chacune d'elles en sections de 800 hectares, dont chacune à son tour était divisée en trois sous-sections de 267 hectares, gérées par des chefs de travaux et des con-

tremaîtres. Dans chaque section il y avait des baraquements pouvant loger 50 hommes et des écuries pour les chevaux et les mulets, ainsi que des cuisines, des magasins pour les vivres destinés aux hommes et aux animaux, des remises pour les machines, enfin des ateliers de forge et de serrurerie. Chaque section possédait son équipement complet : vingt paires de chevaux, huit doubles charrues, douze semeuses, tirées par des chevaux, douze herses à dents d'acier, douze faucheuses-lieuses, deux batteuses et seize voitures ; tout est prévu pour que les machines et les animaux de trait (hommes, chevaux, mulets) soient gardés en bon état et assurent le meilleur rendement. Toutes les sections sont reliées entre elles et avec la direction centrale par téléphone.

Dans ces six fermes de 30 000 hectares travaille une armée de 600 ouvriers organisés militairement; à l'époque de la moisson, la direction centrale embauche encore 500 à 600 ouvriers auxiliaires qui sont répartis parmi les différentes sections. A l'automne, les travaux terminés, on congédie les ouvriers à l'exception des chefs de travaux et de dix hommes par section. Dans beaucoup de fermes du Dakota et du Minnesota, ni les chevaux ni les mulets ne passent l'hiver à leur lieu de travail. Dès que les chaumes sont arrachés, on conduit les chevaux par troupeaux de 100 à 200 paires à une distance de 1000 à 1500 kilomètres en direction du Sud; ils ne reviendront qu'au printemps.

« Les mécaniciens à cheval suivent les charrues, les semeuses et faucheuses mécaniques pour en surveiller le fonctionnement, dès que se produit un incident quelconque, ils galopent jusqu'à la machine pour la réparer immédiatement et la remettre en marche. Les céréales récoltées sont portées jusqu'à la batteuse qui est en marche jour et nuit sans interruption. Ce sont des bottes de paille qui servent de combustible, on les enfourne dans le foyer de la batteuse par des tuyaux. Des machines battent, secouent, pèsent et mettent en sacs le blé. Puis on le porte jusqu'à une voie de chemin de fer qui passe à côté de la fertile ; de là il est expédié à Duluth ou à Buffalo. Chaque année Dalrymple ensemeince 2 000 hectares supplémentaires de terres. En 1880 ses champs de blé avaient une surface de 10 000 hectares³⁵³. »

A la fin des années 1870, il existait déjà quelques capitalistes et quelques compagnies possédant de 14 000 à 18 000 hectares de terres à blé. Depuis l'époque où Lafargue écrivait ces lignes, l'agriculture capitaliste américaine avait fait des progrès énormes et s'était dans une grande mesure mécanisée.

³⁵³ Lafargue, *loc. cit.*, p. 345.

Le Report of the U. S. Commissioner of Labor pour 1898 présente le tableau suivant pour illustrer les avantages du travail mécanique par rapport au travail manuel :

	Temps de travail exécuté à la machine par unité donnée		Temps de travail pour le même travail exécuté manuellement par unité	
	heures	min.	heures	min.
Planter les petites cé-	1	32,7	10	
Moissonner et battre les céréales	1	—	46	
Planter le maïs	—	37,5	6	
Planter le maïs	3	4,5	5	
Planter le maïs	—	3,6	66	
Planter le coton	1	3,0	8	
Planter le coton	12	5,1	60	
Faucher le foin (à la machine)	1	0,6	7	
Rentrer et botteler le	11	3,4		
Planter les pommes de	1	2,5		
terre et les tomates	1	4,0	10	
Planter et cultiver les tomates	134	5,2	324	

Le fermier américain ne pouvait soutenir la concurrence avec des entreprises capitalistes de cette envergure. Au même moment où le bouleversement général des finances, de la production, des transports, le forçait à abandonner toute forme de production destinée aux seuls besoins domestiques et à produire exclusivement pour le marché, l'expansion gigantesque de l'agriculture fit baisser les prix des produits agricoles. Au même moment où le sort de la masse des fermiers était étroitement dépendant du marché, le marché agricole de l'Union américaine, qui était un marché purement local, se transforma

en marché mondial, chasse gardée d'un petit nombre d'entreprises capitalistes gigantesques et de leurs spéculations.

L'année 1879 marque une étape dans l'histoire de l'agriculture européenne et américaine, elle ouvre l'ère de l'exportation massive de froment américain en Europe.

Voici les chiffres de l'exportation de froment des États-Unis en Europe (en millions de bushels) :

9	1868/6	7,9	1
5	1874/7	1,8	7
0	1879/8	53,2	1
6	1885/8	7,7	5
1	1890/9	5,1	5
900	1899/1	01,9	1

(Jurasccheks Uebersichten der Weltwietschaft, vol. VII, sect. I, p. 32.)

En même temps le prix du bushel de froment dans la ferme baissait dans les proportions suivantes (en cents) :

0/79	187	05
0/89	188	3
5	189	1
6	189	3
7	189	1
8	189	8

Depuis 1899, où il a atteint le point le plus bas avec le prix de 58 cent% par bushel, le prix a remonté :

1900	62
1901	62
1902	63
1903	70
1904	90

(*Juraschek ... p. 18.*)

D'après les *Monatliche Nachweise über den auswärtigen Handel*, le prix de la tonne de blé atteignait en juin 1912 (en marks) :

à Berlin	27,82	2
à Mannheim	47,93	2
à Odessa		1

		73,94	
	à New York	78,08	1
	à Londres	70,96	1
	à Paris	43,69	2

Les avantages de cette extension des débouchés furent naturellement monopolisés par le capital : d'une part. les fermes gigantesques s'agrandirent encore, écrasant de leur concurrence le petit fermier, et, d'autre part, celui-ci devint la proie des spéculateurs qui lui achetaient toutes ses céréales. afin d'exercer une pression sur le marché mondial. Réduit à l'impuissance par le pouvoir immense du capital, le fermier s'endetta.. signe typique du déclin de l'agriculture. L'hypothèque des fermes devint bientôt une calamité publique. En 1890, le ministre de l'Agriculture des Etats-Unis, Rusk, écrivait dans une circulaire spéciale au sujet de la situation désespérée des fermiers : « *Le poids des hypothèques sur les fermes, les maisons et les terres prend des proportions assez inquiétantes ; dans certains cas peut-être les emprunts furent faits un peu hâtivement. mais dans l'ensemble, c'est la nécessité qui contraignait à les contracter... Ces emprunts qui comportaient des intérêts énormes, sont devenus des charges très lourdes du fait de la baisse des prix des produits agricoles ; le fermier risque bien souvent d'y perdre sa maison et sa terre. C'est un problème très difficile pour tous ceux qui s'efforcent de remédier à la situation des fermiers. On constate d'après les prix actuels que pour gagner un dollar destiné à payer ses dettes, un fermier est obligé de vendre une quantité plus grande de produits qu'à l'époque oit il a emprunté ce dollar. Les intérêts s'accroissent, tandis qu'il est devenu pratiquement impossible d'éponger le gros de la dette elle-même; et, étant donné cette situation. le renouvellement de l'hypothèque est devenu très difficile* ³⁵⁴ . »

D'après le recensement du 29 mai 1891, 2,5 millions d'entreprises sont hypothéquées, dont les deux tiers sont exploitées par le propriétaire lui-même. La dette de ces derniers se monte à peu près à 2,2 milliards de dollars. « *Ainsi, conclut Peffer, la situation des fermiers est tout à fait critique (farmers are passing through the « valley and shadow of death »)* ».

« *La ferme est devenue une affaire peu rentable, le prix des produits agricoles a baissé de 50 % depuis la grande guerre. Depuis dix ans. la valeur*

³⁵⁴ Peffer, *op. cit.*, part. 1 : « *Where we are* », chap. 2 : « *Progress of Agriculture* », pp. 30-31.

*des fermes a diminué d'environ 25 à 50 % ; les fermiers sont endettés jusqu'au cou, les emprunts sont garantis par des hypothèques sur leurs exploitations, la plupart du temps ils ne sont pas en mesure de renouveler l'emprunt, car l'hypothèque se dévalorise de plus en plus ; beaucoup de fermiers perdent leur exploitation, et ils continuent d'être écrasés par l'engrenage des dettes. Nous sommes les victimes d'une puissance sans pitié; la ferme va à la ruine*³⁵⁵. »

Le fermier, endetté et ruiné, n'avait plus d'autre ressource que de s'embaucher comme ouvrier agricole pour gagner de l'argent en dehors de son exploitation, ou alors d'abandonner la ferme et de secouer la poussière de la « Terre promise », du « Paradis du froment » - devenu son enfer; mais ce n'était possible que si son insolvabilité n'avait pas livré sa ferme aux griffes du créancier, ce qui fut le cas de milliers de fermes. On pouvait voir autour des années 1880, des quantités de fermes abandonnées et en ruines. « *Si le fermier ne peut rembourser ses dettes dans les délais prévus, écrivait Sering en 1887, les intérêts qu'il doit payer s'élèvent à 12,15 puis à 20 %. La banque, le fabricant de machines, l'épicier, le harçèlent et le privent des bénéfices de son travail. Le fermier finit par devenir simplement locataire de sa ferme, ou alors il va plus loin vers l'Ouest, pour tenter une nouvelle fois sa chance. Nulle part en Amérique du Nord je n'ai vu autant de fermiers endettés, déçus et mécontents que dans les régions à céréales des prairies du Nord-Ouest. Je n'ai rencontré dans le Dakota aucun fermier qui ne fût disposé à vendre sa ferme*³⁵⁶. »

Le commissaire de l'Agriculture du Vermont écrivait en 1889 à propos de l'abandon fréquent des fermes : « Dans cet État, on voit de grandes étendues de terres en friche, mais propres à la culture, que l'on peut acheter à des prix approchant ceux de l'Ouest. En outre, ces terrains sont situés près d'églises et d'écoles et bénéficient des avantages de la proximité des chemins de fer. Le commissaire n'a pas visité tous les districts de l'État dont il est question dans le rapport, mais il en a vu assez pour se convaincre qu'un territoire considérable, aujourd'hui abandonné, mais autrefois cultivé, est devenu un désert ; cependant une partie importante des terres pourrait, au prix d'un travail assidu, produire un bon revenu. »

En 1890, le commissaire de l'État du New Hampshire publia une brochure de 67 pages consacrée à la description de fermes à vendre aux prix les plus minimes. Il y est question de 1442 fermes en ruines y compris les locaux d'habitation, et abandonnées depuis peu. Le même état de choses existe dans d'autres régions. Des milliers d'acres de terres à froment et à maïs étaient en friche et se transformaient en désert. Les spéculateurs fonciers faisaient une publicité habile pour repeupler ce territoire abandonné, ils attiraient dans le

³⁵⁵ Peffer, *op. cit.*, p. 42.

³⁵⁶ Sering, *Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas*, p. 433.

pays des groupes d'immigrants, nouvelles victimes qui connurent en moins de temps encore le même sort que leurs prédécesseurs³⁵⁷.

Dans une lettre privée, on peut lire la description suivante :

« Il n'y a plus nulle part de terrains d'État à proximité des chemins de fer et des marchés, tout se trouve entre les mains des spéculateurs. Le colon s'installe sur une terre vacante et paye un bail. Mais sa ferme ne le fait vivre qu'à grand'peine, et il ne peut pas soutenir la concurrence avec les grands fermiers. Il cultive juste la partie de ses terres prescrite par la loi, mais il est obligé de trouver une source annexe de revenus à côté de l'agriculture. Dans l'Orégon, par exemple, j'ai rencontré un colon qui fut pendant cinq ans propriétaire de 160 acres, mais qui durant l'été, dès la fin du mois de juin, travaillait douze heures par jour à l'entretien ou à la construction de routes pour gagner 1 dollar. Ce fermier figurait donc lui aussi sur la liste des 5 millions de cultivateurs recensés en 1890. Ou encore dans l'Eldorado, j'ai rencontré par exemple des fermiers qui ne cultivaient que la surface de terre nécessaire pour nourrir leur bétail et eux-mêmes, refusant de produire pour le marché, ce qui ne leur aurait rien rapporté. Leur source principale de revenus était la recherche de l'or, l'abattage et la vente du bois, etc. Ces gens vivent dans l'aisance, mais cette aisance n'est pas due à l'agriculture. Il y a deux ans, nous travaillions à Long Cañon dans le comté d'Eldorado, et nous habitions tout le temps dans une hutte bâtie sur un lopin de terre dont le propriétaire ne venait qu'une fois par an quelques jours, mais travaillait le reste du temps aux chemins de fer à Sacramento. Son lopin de terre n'était pas du tout cultivé. Il y a quelques années une petite partie du terrain avait étéensemencée pour satisfaire à la loi, quelques acres sont entourés de fils de fer et il y a une remise et une log cabin. Mais depuis ces dernières années, tout est vide. La clef de la hutte se trouve chez le voisin, qui a mis aussi à notre disposition cette hutte. Au cours de nos pérégrinations, nous avons vu beaucoup de lopins de terre abandonnés après qu'on y ait fait des essais de culture. Il y a trois ans, on m'a proposé de reprendre une ferme et sa maison d'habitation pour 100 dollars. Plus tard, la maison vide s'est effondrée sous le poids de la neige. Dans l'Orégon, nous avons vu des fermes abandonnées avec de petites maisons d'habitation et des jardins potagers. L'une d'entre elles, que nous avons visitée, était très belle de construction : c'était un bloc solide, construit de main de maître, contenant quelques instruments, mais tout avait été abandonné par le fermier. Chacun pouvait prendre possession du tout sans déboursier un sou³⁵⁸. »

Que fait donc le fermier ruiné de l'Union? Il prend son bâton et suit la direction du centre du froment et des chemins de fer. Le « paradis du froment »

³⁵⁷ Peffer, *op. cit.*, pp. 35-36.

³⁵⁸ Cité par Nikolai-on, *op. cit.*, p. 224.

s'est déplacé partiellement vers le Canada, près du Saskatschevan et du fleuve Mackenzie ; là le froment pousse encore le long du 62° parallèle. Une partie des fermiers de l'Union a suivi cette ligne³⁵⁹, pour subir ensuite le même sort au Canada. Depuis ces dernières années, le Canada a fait son apparition sur le marché mondial parmi les pays exportateurs de blé, mais là, plus encore qu'ailleurs, l'agriculture est dominée par le grand capital³⁶⁰.

Mais la vente massive des terrains publics à des sociétés capitalistes privées a été faite au Canada sur une échelle beaucoup plus large qu'aux États-Unis. Le *Charter and Landgrant* de la Canadian Pacific Railways est un exemple inouï de brigandage public par le capital privé. Non seulement la société s'est vu attribuer le monopole de la construction des chemins de fer pour vingt ans, concéder gratuitement l'étendue du terrain à construire d'environ 713 milles anglais, et d'une valeur approximative de 35 millions de dollars ; non seulement elle reçut de l'État une garantie de dix ans à 3 % pour un capital d'actions de 100 millions de dollars ainsi qu'un prêt de 27 millions 1/2 de dollars ; pour couronner le tout, la société se vit offrir un territoire de 25 millions d'acres à choisir parmi les terres les plus fructueuses et les mieux situées se trouvant à proximité immédiate de la voie de chemin de fer. Tous les colons futurs de cette surface immense de terre étaient donc d'avance livrés sans merci au bon vouloir de la société ferroviaire. La Compagnie réalisa immédiatement en argent 5 millions d'acres, les vendant à la Compagnie territoriale du Nord-Ouest, qui est une société de capitalistes anglais dirigée par le duc de Manchester. Le deuxième groupe capitaliste qui se vit offrir des terrains publics est la Compagnie de l'Hudsonsbay ; en échange de la renonciation à ses privilèges au

³⁵⁹ En 1901, le Canada avait accueilli 49 149 immigrants. En 1911, plus de 300 000 personnes ont immigré, dont 138 000 sujets britanniques et 134 000 sujets américains. Comme l'atteste un rapport de Montréal à la fin du mois d'août 1912, l'arrivée des fermiers américains se poursuivit au cours de ce même printemps.

³⁶⁰ « Je n'ai visité au cours de mon voyage dans l'Ouest canadien qu'une seule ferme, comprenant moins de 1 000 acres. D'après le recensement du Dominion of Canada de 1881, il y avait au Manitoba à l'époque du recensement 2 384 337 acres de terrain occupés par seulement 9 077 propriétaires ; chacun possédait donc environ 2 017 acres. C'est une surface moyenne plus considérable que ce que l'on trouve dans n'importe quel État de l'Union américaine » (Sering, *op. cit.*, p. 376). Sans doute la grande propriété était-elle peu répandue au au-début des années 1880. Cependant Sering décrit déjà la « Bell-farm », appartenant à une société par actions, qui comprenait une surface de 26 680 hectares et était manifestement organisée sur le modèle de la ferme Dalrymple. Dans les années 1880, Sering, qui considérait avec un certain scepticisme les perspectives de la concurrence canadienne, a estimé que la « ceinture fertile » du Canada de l'Ouest occupait une superficie de 311 000 m², c'est-à-dire un territoire correspondant à 3/5 de l'Allemagne ; dans cette superficie il calculait que, selon les méthodes de culture extensive, il n'y avait que 38 millions d'acres de terres cultivables ; de ces terres cultivables, seulement 15 millions d'acres étaient propres, selon lui, à l'éventuelle culture du froment (Sering, *op. cit.*, pp. 337-338). Selon les estimations de la « Manitoba Free Press » du milieu de juin 1912, la surface cultivée de froment de printemps au Canada comprenait en été 1912 11,2 millions d'acres pour une surface de 19,2 d'acres de froment de printemps aux États-Unis (cf. *Berliner Tageblatt, Handelszeitung* n° 305 du 8 juin 12).

Nord-Ouest, la Compagnie avait droit à 1/20 de toutes les terres situées entre le lac Winnipeg, qui est la frontière des États-Unis, les Rocky Mountains et le Saskatchevan du Nord. Ces groupes de capitaux ont ainsi reçu à eux deux 5/9 de toutes les terres colonisables. Une grande partie des terrains restants avaient été attribués par l'État à 26 « Compagnies coloniales » capitalistes ³⁶¹.

C'est ainsi que le fermier du Canada se trouve presque partout livré au pouvoir du capital et de la spéculation. Malgré cela, on constate une immigration massive venue non seulement d'Europe mais encore des États-Unis.

Tels sont donc les grands traits de la domination capitaliste dans le monde. Le capitalisme, après avoir dépouillé le paysan anglais de sa terre, l'a contraint à fuir à l'Est des États-Unis, puis de là, le refoula à l'Ouest pour le transformer, sur les ruines de l'économie indienne, en un petit producteur de marchandises ; puis, après l'avoir ruiné une fois encore, il le chasse de l'Ouest vers le Nord, où l'ont précédé les chemins de fer et où la ruine le suit ; le fermier a le capital comme guide devant lui et comme bourreau derrière lui. L'enchérissement croissant des produits agricoles a succédé à la chute des prix des années 1890. mais le petit fermier américain n'en tire pas plus de profit que le paysan européen.

Certes le nombre des fermes s'accroît sans cesse. Dans les dix dernières années du XIX^e siècle, il est passé de 4,6 millions à 5.7 millions, et au cours des dix années suivantes il a continué d'augmenter en valeur absolue. En même temps la valeur totale des fermes s'est accrue pendant les dix dernières années, elle est passée de 751,2 millions de dollars à 1 652,8 millions de dollars ³⁶².

Il semble que l'augmentation générale des prix des produits agricoles aurait dû aider le cultivateur à se maintenir à la surface. Cependant nous voyons que le nombre de ceux qui ne sont que locataires de leurs fermes augmente encore plus vite que le nombre total des cultivateurs. Voici quelle en était la proportion aux États-Unis :

1880	en	5 %	2
1890	en	8,4 %	2
1900	en	5,3 %	3

³⁶¹ Sering, *op. cit.*, p. 361 et suiv.

³⁶² Ernst Schultze, *Das Wirtschaftsleben der Vereinigten Staaten. Jahrbuch für Gesetzg., Verw. und Volksw.* 1912, cahier IV, p. 1721.

1910	en	3
		7,2 %

Malgré l'augmentation des prix agricoles, les cultivateurs propriétaires des fermes cèdent de plus en plus la place aux fermiers locataires. Mais ceux-ci, qui représentent donc plus d'un tiers de tous les cultivateurs de l'Union, correspondent aux États-Unis comme couche sociale à nos ouvriers agricoles européens ; comme eux, ce sont les véritables esclaves salariés du capital, un élément toujours fluctuant ; au prix d'une tension extrême de toutes leurs forces, ils produisent des richesses pour le capital, sans gagner pour eux-mêmes autre chose qu'une existence misérable et incertaine.

Dans un cadre historique différent - en Afrique du Sud - le même processus dévoile plus clairement encore les « méthodes pacifiques » de la concurrence du capital avec le petit producteur de marchandises.

A la colonie du Cap et dans les républiques boers, une économie purement paysanne régnait jusqu'aux alentours de 1860. Pendant longtemps, les Boers menèrent la vie d'éleveurs nomades, ils avaient pris aux Hottentots et aux Cafres les meilleurs pâturages, les avaient exterminés ou chassés autant qu'ils le pouvaient. Au XVIII^e siècle, la peste apportée par les bateaux de la Compagnie des Indes orientales leur rendait de grands services en anéantissant des tribus entières de Hottentots et en libérant ainsi des terres pour les immigrants hollandais.

En avançant vers l'Est, ils se heurtèrent aux tribus bantoues et commencèrent la longue série des guerres contre les Cafres. Les Hollandais pieux et grands liseurs de la Bible se regardaient comme le peuple élu, se faisant grand mérite de leur morale puritaine démodée et de leur connaissance parfaite de l'Ancien Testament ; cependant, non contents de dépouiller les indigènes de leurs terres, ils constituèrent leur économie paysanne comme des parasites sur le dos des nègres, contraignant ceux-ci à travailler pour eux comme esclaves et les affaiblissant systématiquement dans ce but. L'eau-de-vie joua dans ce processus un rôle capital, si important même, que la prohibition de l'alcool ne put être maintenue par le gouvernement anglais dans la colonie du Cap à cause de la résistance des puritains.

En général l'économie des Boers resta, jusqu'aux alentours de 1860, patriarcale et fondée sur l'économie naturelle. Ce n'est qu'en 1859 que le premier chemin de fer fut construit en Afrique du Sud. Certes, le caractère patriarcal n'empêchait nullement les Boers d'être durs et brutaux. On sait que Livingstone se plaignait bien plus des Boers que des Cafres. Les nègres leur semblaient un objet prédestiné par Dieu et par la nature à travailler pour eux comme esclaves, et comme tels, le fondement indispensable de l'économie

paysanne ; c'était à tel point que l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises en 1836 provoqua parmi eux le « grand Trek », bien que les propriétaires eussent reçu un dédommagement de 3 millions de livres sterling. Les Boers quittèrent la colonie du Cap, traversant le fleuve Orange et le Vaal, refoulant les Matabélés vers le Nord au-delà du Limpopo et les déchaînant contre les Makalakas. Comme le fermier américain avait chassé l'Indien devant lui vers l'Ouest sous la poussée de l'économie capitaliste, de même le Boer refoulait les nègres vers le Nord. Les « républiques libres » entre l'Orange et le Limpopo furent créées en protestation de la violation par la bourgeoisie anglaise du droit sacré de l'esclavage. Les minuscules républiques des Boers menaient une guérilla permanente contre les nègres bantous. Et c'est sur le dos des nègres que fut menée la guerre, longue de dizaines d'années, entre les Boers et le gouvernement anglais. Le prétexte du conflit entre les Anglais et les républiques boers était la question noire, ou plutôt l'émancipation des nègres que prétendait introduire la bourgeoisie anglaise. En réalité, il s'agissait de la concurrence entre l'économie paysanne et la politique coloniale du grand capitalisme autour des Hottentots et des Cafres, c'est-à-dire autour de leurs territoires et de leurs forces de travail. Le but des deux concurrents était le même : ils voulaient asservir, chasser ou exterminer les indigènes, détruire leur organisation sociale, s'appropriier leurs terres et les contraindre au travail forcé pour les exploiter. Seules les méthodes étaient différentes. Les Boers préconisaient l'esclavage périmé comme fondement d'une économie naturelle patriarcale ; la bourgeoisie anglaise voulait introduire une exploitation moderne du pays et des indigènes sur une grande échelle. La loi fondamentale de la république du Transvaal proclamait avec une brutalité obtuse : « *Le peuple ne tolère pas l'égalité entre les blancs et les noirs ni dans l'État ni à l'église* ». Dans l'Orange et le Transvaal un nègre n'avait pas le droit de posséder de terres, de voyager sans passeport ni de se trouver dans la rue après la tombée de la nuit. Bryce raconte l'histoire d'un paysan, à l'est de la colonie du Cap (un Anglais pour préciser), qui avait fouetté un Cafre à mort. Après que le paysan eût comparu devant le tribunal et eût été acquitté, ses voisins le raccompagnèrent chez lui, musique en tête. Très souvent les blancs essayaient de se dispenser de payer les travailleurs indigènes libres, en les contraignant par des mauvais traitements à s'enfuir, une fois leur travail achevé.

La bourgeoisie anglaise poursuivait une tactique complètement opposée. Elle se posa longtemps comme la protectrice des indigènes, flattant en particulier les chefs de tribus, elle appuyait leur autorité et s'ingéniait à leur ôter le droit de disposer de terres. Plus encore, elle rendait, autant que possible, les chefs propriétaires du territoire tribal, selon une méthode éprouvée, bien que ce fût absolument contraire à la tradition et à la situation sociale des noirs. Dans toutes les tribus, en effet, la terre était propriété collective, et même les souverains les plus cruels et les plus despotiques, tels que Lobengula, chef des Matabélés, avaient pour seul droit et pour seule tâche d'attribuer à chaque

famille une parcelle de terrain à cultiver ; cette parcelle n'appartenait à la famille que tant que celle-ci la cultivait. Le but final de la politique anglaise était clair: depuis longtemps, elle se préparait à piller les terres sur une grande échelle, en se servant des chefs indigènes comme d'instruments. D'abord elle se contenta de « pacifier » les noirs par de grandes opérations militaires. Jusqu'en 1879, elle entreprit neuf expéditions sanglantes en pays cafre pour vaincre la résistance des Bantous.

Mais le capital anglais ne dévoila ouvertement et énergiquement ses intentions véritables qu'à l'occasion de deux événements importants : la découverte des mines de diamants de Kimberley de 1867 à 1870 et la découverte des mines d'or du Transvaal de 1882 à 1885, ouvrirent une ère nouvelle dans l'histoire de l'Afrique du Sud. La Compagnie anglo-sud-africaine, c'est-à-dire Cecil Rhodes, entra en action. L'opinion publique anglaise se retourna brusquement, et l'envie de s'approprier les trésors de l'Afrique du Sud poussa le gouvernement anglais à prendre des mesures énergiques. La bourgeoisie anglaise ne recula devant aucun frais ni aucun sacrifice sanglant pour s'emparer des territoires d'Afrique du Sud. Les immigrants se ruèrent en Afrique. Jusqu'alors l'immigration était peu importante ; les Etats-Unis détournaient de l'Afrique toute l'émigration européenne. Depuis la découverte des mines de diamant et d'or, le nombre de blancs dans la colonie sud-africaine fit un bond en avant : entre 1885 et 1895, 100 000 Anglais avaient émigré dans la seule colonie du Witwaterrand. La modeste économie paysanne passa à l'arrière-plan, l'industrie extractive prit la première place et avec elle le capital minier.

La politique du gouvernement britannique changea alors de cours. Aux environs de 1850, l'Angleterre avait reconnu les républiques boers par les traités de Sand River et de Bloemfontein. A présent les Anglais entreprirent l'encerclement politique des États boers en occupant tous les territoires à l'entour, pour empêcher toute expansion de leur part ; en même temps ils sacrifièrent les nègres qu'ils avaient longtemps protégés et privilégiés. Le capital anglais avançait d'étape en étape. En 1868, l'Angleterre prit possession du Basutoland - naturellement à la « demande répétée » des indigènes ³⁶³. En 1871, les Anglais séparèrent les terres à diamants du Witwaterrand de l'État d'Orange et en firent une colonie de la Couronne sous le nom de « Griqualand-Ouest ». En 1879, ils conquièrent le Zoulouland et l'intégrèrent à la colonie du Natal. En 1885, ils s'emparèrent du Betchouanaland et l'annexèrent à la colonie du Cap. En 1888,

³⁶³ « *Moshesh, the great Basuto leader, tho whose courage and statesmanship the Basutos owed their very existence as a people, was still alive at the time, but constant war with the Boers of the Orange Free State had brought him and his followers to the last stage of distress. Two thousand Basuto warriors had been killed, cattle had been carried off, native homes had been broken up and crops destroyed. The tribe was reduced to the position of starving refugees, and nothing could save them but the protection of the British Government, which they had repeatedly implored.* » (C. P. Lucas, *A historical Geography of the British Colonies*. Oxford, vol. IV, p. 60.)

ils soumièrent les Matabélés et le Macholand; en 1889, la Compagnie anglo-sud-africaine obtint une concession dans ces deux derniers territoires - ceci également à la demande instante des indigènes et pour leur être agréable³⁶⁴. En 1884 et en 1887 la baie de Sainte-Lucie et toute la côte Est jusqu'aux frontières des colonies Portugaises furent annexées ; en 1894, l'Angleterre s'empara du Tongaland. Les Matabélés et les Machanas s'insurgèrent dans un dernier sursaut désespéré, mais la société, Rhodes en tête, commença par étouffer la rébellion dans le sang, pour user ensuite des méthodes éprouvées de civilisation et de pacification des indigènes : deux grandes lignes de chemin de fer furent construites dans le territoire rebelle.

Les républiques boers se sentaient de plus en plus menacées par cet encerclement soudain. Mais à l'intérieur aussi le désordre régnait. Le flot immense de l'immigration et les vagues de la nouvelle et tumultueuse économie capitaliste menaçaient d'abattre les frontières des petites républiques paysannes. Il y avait un contraste frappant entre l'économie paysanne à la campagne et dans l'État d'une part, et les exigences et les besoins de l'accumulation capitaliste d'autre part. Les républiques manquèrent à chaque instant à leur tâche. Une administration primitive et maladroite, la menace permanente d'une insurrection cafre, vue non sans quelque satisfaction par l'Angleterre, la corruption introduite dans les rouages du « *Volksrad* » et jouant le jeu des grands capitalistes grâce à la concussion, l'absence d'une police sûre capable de maintenir l'ordre dans cette société indisciplinée d'aventuriers, l'insuffisance d'approvisionnement de l'eau et des moyens de transports pour une colonie de 100 000 immigrants brusquement surgie du sol, une législation du travail incapable de régler et d'assurer l'exploitation des nègres dans les mines, des barrières douanières considérables enchérissant encore le prix de la main-d'œuvre pour les capitalistes, les prix élevés de transport du charbon - tous ces facteurs provoquèrent la faillite brusque et éclatante des républiques des Boers.

Dans leur stupidité obtuse, les Boers se défendirent contre le cataclysme capitaliste qui les anéantissait par la méthode la plus primitive qu'on puisse imaginer dans l'arsenal de paysans entêtés et bornés : ils privèrent de tous droits politiques les étrangers (*Uitlanders*), qui leur étaient bien supérieurs en nombre et incarnaient en face d'eux le capital, la puissance et le sens de l'histoire. Mais c'était là une mauvaise plaisanterie et les temps étaient graves. La gestion maladroite des Boers provoqua une chute de dividendes, ce qui ne put être longtemps toléré. Le capital des mines perdit patience. La Société anglo-sud-africaine construisit des chemins de fer, vainquit les Cafres, fomenta des insurrections d'étrangers, enfin provoqua la guerre des Boers. L'ère de

³⁶⁴ « *The eastern section of the territory is Mashonaland, where, with the permission of King Lobengula, who claimed it, the British South Africa Company first established themselves.* » (Lucas, *op. cit.*, p. 77.)

l'économie paysanne était close. Aux Etats-Unis, la guerre avait été le point de départ de la révolution capitaliste, en Afrique du Sud elle en fut l'aboutissement, avec le même résultat dans les deux pays : le capital triompha de la petite économie paysanne, construite elle-même sur les ruines de l'économie naturelle, incarnée par l'organisation primitive des indigènes. La résistance des républiques boers contre l'Angleterre fut aussi inefficace et aussi désespérée que l'avait été celle du fermier américain contre la domination capitaliste aux États-Unis. C'est le capital qui prit officiellement les rênes du pouvoir dans la nouvelle Union Sud-Africaine, qui remplaça les petites républiques boers par un grand État moderne, réalisant le programme impérialiste de Cecil Rhodes. Au conflit ancien entre les Hollandais et les Anglais succéda le conflit entre le capital et le travail : un million d'exploiteurs blancs des deux nations conclurent une alliance fraternelle à l'intérieur de l'Union, s'entendant pour priver une population de 5 millions de travailleurs noirs de leurs droits civiques et politiques. Cet accord ne toucha pas seulement les nègres des républiques boers, mais également les nègres de la colonie du Cap, à qui autrefois le gouvernement anglais avait accordé l'égalité civique et qui ont perdu partiellement leurs droits. Ce noble ouvrage, où la politique impérialiste des conservateurs culminait dans un coup de force cynique, devait être achevé par le parti libéral, avec l'approbation enthousiaste des « crétins libéraux d'Europe » qui voyaient avec fierté et émotion dans la liberté et l'autonomie octroyées par l'Angleterre à une poignée de blancs en Afrique du Sud la preuve de la force créatrice et de la grandeur du libéralisme anglais.

La destruction du petit artisanat indépendant par la concurrence du capital est un chapitre à part, moins spectaculaire sans doute, mais tout aussi douloureux. Le paragraphe le plus sombre en est l'histoire du travail industriel à domicile. Nous ne pouvons ici analyser en détail ce phénomène.

Voici donc le résultat général de la lutte entre le capitalisme et la production marchande simple : le capital se substitue à l'économie marchande simple, après avoir installé celle-ci à la place de l'économie naturelle. Si le capitalisme vit des formations et des structures non capitalistes, il vit plus précisément de la ruine de ces structures, et s'il a absolument besoin pour accumuler d'un milieu non capitaliste, c'est qu'il a besoin d'un sol nourricier aux dépens duquel l'accumulation se poursuit en l'absorbant. Vue dans une perspective historique, l'accumulation capitaliste est une sorte de métabolisme entre les modes de production capitaliste et précapitaliste. Sans les formations précapitalistes, l'accumulation ne peut se poursuivre, mais en même temps elle consiste dans leur désintégration et leur assimilation. L'accumulation capitaliste ne peut donc pas plus exister sans les structures non capitalistes que celles-ci coexister avec l'accumulation. L'accumulation du capital a pour condition vitale la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes.

L'hypothèse de base du schéma marxien de l'accumulation ne correspond donc qu'à la tendance historique objective du mouvement de l'accumulation et à son terme théorique. L'accumulation tend à substituer à l'économie naturelle l'économie marchande simple, et l'économie capitaliste à l'économie marchande simple ; elle tend enfin à établir la domination absolue et générale de la production capitaliste dans tous les pays et dans toutes les branches de l'économie. Mais le capital s'engage ici dans une impasse. Le résultat final une fois acquis - en théorie du moins - l'accumulation devient impossible, la réalisation et la capitalisation de la plus-value deviennent des problèmes insolubles. Au moment où le schéma marxien de la reproduction élargie correspond à la réalité, il marque l'arrêt, les limites historiques du processus de l'accumulation, donc la fin de la production capitaliste. L'impossibilité de l'accumulation signifie du point de vue capitaliste l'impossibilité du développement ultérieur des forces de production, et donc la nécessité historique objective de l'effondrement du capitalisme. D'où le comportement contradictoire du capitalisme dans la phase ultime de sa carrière historique : l'impérialisme.

Le schéma marxien de la reproduction élargie ne correspond donc pas aux conditions de l'accumulation tant que celle-ci se poursuit: l'accumulation ne se laisse pas enfermer dans le cadre rigide des échanges réciproques et de l'interdépendance entre les deux grandes sections de la production sociale (section des moyens de production et section des moyens de consommation), ainsi que l'indique le schéma. L'accumulation n'est pas seulement un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste, mais elle est surtout un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste, où chacune des deux grandes sections de la production peut effectuer l'accumulation partiellement de manière autonome et indépendamment de l'autre section, où cependant les mouvements des deux sections s'entrecroisent et s'enchevêtrent continuellement. Les rapports compliqués qui résultent de ces mouvements, la différence de rythme et de direction dans le cours de l'accumulation des deux sections, leurs relations matérielles et leurs rapports de valeur avec les modes de production non capitalistes ne se laissent pas réduire à une expression schématique exacte. Le schéma marxien de l'accumulation n'est que l'expression théorique du moment précis où la domination capitaliste a atteint sa dernière limite ou va l'atteindre, et en ce sens il a le même caractère de fiction scientifique que le schéma de la reproduction simple qui formulait théoriquement le point de départ de la production capitaliste. L'analyse exacte de l'accumulation capitaliste et de ses lois se trouve quelque part entre ces deux fictions.

L'emprunt international

La phase impérialiste de l'accumulation - ou phase de la concurrence mondiale du capital - est celle de l'industrialisation et de l'émancipation capita-

liste de l'arrière-pays aux dépens duquel le capital réalisait jusque-là sa plus-value. Les méthodes spécifiques de cette phase sont : les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les révolutions et les guerres. La période de 1900 à 1910 est particulièrement caractéristique pour l'action impérialiste du capital dans le monde, notamment en Asie et sur les confins européens de l'Asie : Russie, Turquie, Perse, Inde, Japon, Chine, ainsi qu'en Afrique du Nord. L'extension de la production marchande succédant à l'économie naturelle, l'extension de la production capitaliste succédant à l'économie marchande simple ont été marquées par des guerres, des crises sociales et par la destruction de formations sociales entières. De même, aujourd'hui l'émancipation capitaliste des pays économiquement dépendants du capital et des colonies s'accomplit au travers de guerres et de révolutions. Dans ce processus de l'émancipation capitaliste des pays économiquement dépendants du capital, la révolution est nécessaire pour briser les formes d'État périmées datant des époques de l'économie naturelle et de la production marchande simple et pour créer un appareil d'État moderne conforme aux exigences de la production capitaliste. C'est dans cette catégorie qu'il faut classer les révolutions russe, turque et chinoise. Ces révolutions, notamment la révolution russe et la révolution chinoise, ne servent pas immédiatement les buts politiques de la domination capitaliste, elles font apparaître à côté des antagonismes anciens précapitalistes des contradictions nouvelles menaçant déjà la domination capitaliste ; c'est ce qui conditionne leur profondeur et leur élan puissant, mais entrave et retarde en même temps leur cours victorieux. La guerre est généralement le moyen par lequel un jeune État capitaliste secoue la tutelle de l'ancien État, le baptême du feu et la mise à l'épreuve de l'indépendance capitaliste d'un État moderne. C'est pourquoi la réforme militaire ainsi que la réforme des finances constituent partout le prélude à l'émancipation économique.

L'extension du réseau ferré reflète à peu près la marche en avant du capital. En Europe, l'accroissement du réseau ferroviaire fut le plus rapide autour des années 1840, en Amérique autour de 1850, autour de 1860 en Asie, autour de 1870 et 1880 en Australie, autour de 1890 en Afrique.

Le réseau de chemins de fer comprenait (en kilomètres) :					
	en Europe	en Amérique	en Asie	en Afrique	en Australie
1 840	2 925	475 4			
1 810	23 504	15 064			

860	1 61 862	53 935	139 3	455	367
870	1 10 4 914	93 139	818 5	1 786	1 765
880	1 16 8 983	174 666	162 87	4 646	784 7
890	1 22 3 869	131 417	33 724	9 386	18 889
900	1 28 3 878	402 171	60 301	20 114	24 014
910	1 33 3 848	526 382	101 916	36 854	31 014

Le taux d'accroissement était donc le suivant :					
	Europe	Amérique	Asie	Afrique	Australie
40-50	18 71 0 %	215 %			
50-80	18 12 1 %	257 %			
80-70	18 10 2%	73 %	4 86%	35 0 %	35 0%
70-80	18 62 %	88 %	9 9 %	15 6 %	33 3 %
80-90	18 3 2%	89 %	1 07 %	10 4 %	14 2 %
90-1900	18 27 %	21 %	7 9 %	11 4 %	27 %

L'emprunt international lié à la construction des voies ferrées et à l'augmentation des armements accompagne toutes les phases de l'accumulation capitaliste : l'avènement de l'économie marchande, l'industrialisation de l'arrière-pays du capitalisme, et la transformation capitaliste de l'agriculture, ainsi que l'émancipation des jeunes États capitalistes. Les fonctions de l'emprunt international dans l'accumulation capitaliste sont très variées : il sert à transfor-

mer en capital l'argent de couches non capitalistes, argent qui est d'une part l'équivalent de marchandises (épargnes de la petite bourgeoisie moyenne) et d'autre part le fonds de consommation des classes parasites du capitalisme ; il sert à transformer le capital-argent en capital productif au moyen d'entreprises nationales comme la construction de voies ferrées et la fourniture d'armements ; il sert à transférer le capital accumulé des anciens pays capitalistes dans les nouveaux pays capitalistes. Au XVI^e et au XVII^e siècle, des emprunts transfèrent du capital des villes italiennes en Angleterre, au XVIII^e siècle de Hollande en Angleterre, au XIX^e d'Angleterre aux républiques américaines et en Australie, de France, d'Allemagne et de Belgique en Russie, actuellement d'Allemagne en Turquie, d'Angleterre, d'Allemagne et de France en Chine et, par l'intermédiaire de la Russie en Perse. Dans la période impérialiste, le capital joue le rôle le plus important comme moyen d'émancipation des jeunes pays capitalistes.

Les contradictions de la phase impérialiste se manifestent très nettement dans les contradictions du système des emprunts internationaux. Ces emprunts sont indispensables à l'émancipation des jeunes États capitalistes ascendants et en même temps ils constituent le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes de tenir les jeunes pays en tutelle, de contrôler leurs finances et d'exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale. Ils sont le moyen le plus efficace d'ouvrir de nouvelles sphères d'investissement au capital accumulé des vieux pays, mais aussi de créer à ceux-ci en même temps des concurrences nouvelles, d'élargir brusquement le champ d'action de l'accumulation capitaliste tout en le rétrécissant en même temps.

Ces contradictions du système international des emprunts démontrent combien les conditions de la réalisation et celles de la capitalisation de la plus-value diffèrent quant au temps et au lieu. La réalisation de la plus-value n'exige que l'extension générale de la production marchande ; la capitalisation de la plus-value en revanche exige le refoulement progressif de la production marchande simple par la production capitaliste, ce qui enserme dans des limites de plus en plus étroites aussi bien la réalisation de la plus-value que sa capitalisation. L'emploi du capital international pour l'extension du réseau de chemins de fer mondial reflète ces transformations. Entre 1830 et 1860, la construction de chemins de fer et les emprunts contractés à cette fin servaient surtout à refouler l'économie naturelle et à étendre l'économie marchande. C'est le cas des chemins de fer d'Amérique du Nord construits à l'aide du capital européen, et des chemins de fer russes construits autour de 1860 à l'aide d'emprunts. Par contre, la construction de chemins de fer en Asie et en Afrique depuis environ vingt ans sert presque exclusivement les buts de la politique impérialiste, c'est-à-dire la monopolisation économique et la domination politique de l'arrière-pays du capitalisme. C'est le cas de la construction des chemins de fer d'Extrême-Orient et de Russie d'Asie. On sait que l'occupation militaire de la Mandchourie par la

Russie avait été préparée par l'envoi de troupes destinées à protéger les ingénieurs russes qui travaillaient à la construction du chemin de fer de Mandchourie. Les concessions de chemins de fer accordées à la Russie en Perse ont la même fonction, ainsi que les entreprises allemandes en Asie Mineure et en Mésopotamie, et les entreprises anglaises et allemandes en Afrique.

Il nous faut ici dissiper un malentendu au sujet des placements de capitaux dans les pays étrangers et de la demande de capitaux de ces pays. L'exportation de capitaux anglais en Amérique était de la plus haute importance dès les alentours de 1820, c'est elle qui fut la cause principale de la première véritable crise industrielle et commerciale en 1825. Depuis 1824, la Bourse de Londres était submergée de titres émis par les pays de l'Amérique du Sud. En 1824-1825 les nouveaux États d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale contractèrent à Londres des emprunts se chiffrant à plus de 20 millions de livres sterling. En outre, le marché anglais fut inondé d'énormes masses d'actions industrielles sud-américaines. Le brusque essor industriel et l'ouverture des marchés américains ont entraîné une exportation énorme de marchandises anglaises dans les pays sud-américains et d'Amérique centrale. L'exportation de marchandises britanniques dans ces pays est passée de 2 900 000 livres en 1821 à 6 400 000 livres en 1825.

Les cotonnades constituaient l'objet le plus important de cette exportation. Sous l'impulsion d'une forte demande, la production anglaise de coton s'agrandit rapidement. Beaucoup de nouvelles usines furent créées. Le coton brut travaillé en Angleterre passa de 129 millions de livres sterling en 1821 à 167 millions de livres sterling en 1825.

Ainsi tous les éléments de la crise étaient donnés. Tougan-Baranowsky demande : « Où les pays d'Amérique du Sud ont-ils pris les moyens d'acheter en 1825 deux fois plus de marchandises qu'en 1821 ? Ce sont les Anglais eux-mêmes qui leur ont fourni ces moyens. Les emprunts contractés à la Bourse de Londres ont servi à payer les marchandises importées. Les fabricants anglais s'illusionnèrent sur la demande qu'ils avaient créée eux-mêmes et durent se convaincre combien leurs espoirs étaient exagérés »³⁶⁵.

Tougan considérait donc le fait que la demande sud-américaine de produit anglais avait été suscitée par le capital anglais comme une « illusion », comme un rapport économique anormal. Il reprend ici la doctrine d'un théoricien avec qui il prétendait ne rien avoir de commun. L'idée que la crise anglaise de 1825 peut s'expliquer par le développement « étrange » du rapport entre le capital anglais et la demande sud-américaine est contemporaine de cette crise : Sismondi en personne avait posé la même question que Tougan-

³⁶⁵ Tougan-Baranowsky, Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen, p. 74.

Baranowsky, et décrivait la situation avec une grande précision dans ses *Nouveaux principes d'économie politique* :

« L'ouverture de l'immense marché qu'offrait aux producteurs industriels l'Amérique espagnole, m'avait paru l'événement qui pouvait le plus soulager les manufactures anglaises. Le gouvernement britannique en jugea de même; et dans les sept ans qui se sont écoulés depuis la crise commerciale de 1818, une activité inouïe s'est exercée pour faire pénétrer le commerce anglais jusque dans les parties les plus reculées du Mexique, de Colombie, du Brésil, de Rio de la Plata, du Chili et du Pérou. Avant que le ministère se fût déterminé à reconnaître ces nouveaux États, il eut soin d'y protéger le commerce anglais par des stations fréquentes de vaisseaux de ligne, dont les commandants remplissaient des fonctions plus diplomatiques que militaires. Il a ensuite bravé les clameurs de la Sainte Alliance et reconnu les nouvelles républiques, au moment où toute l'Europe, au contraire, conjurait leur ruine. Mais quelque immense que fût le débouché qu'offrait l'Amérique libre, il n'aurait point encore suffi pour absorber toutes les marchandises que l'Angleterre avait produites par-delà les besoins de la consommation, si les emprunts des nouvelles républiques n'avaient tout à coup augmenté démesurément leurs moyens d'acheter des marchandises anglaises. Chaque État de l'Amérique emprunta aux Anglais une somme suffisante pour mettre en action son gouvernement: et, quoique ce fut un capital, il la dépensa entièrement dans l'année comme un revenu, c'est-à-dire qu'il l'employa tour entière à acheter des marchandises anglaises pour le compte du public, où à payer celles qui avaient été expédiées pour le compte des particuliers. De nombreuses compagnies furent en même temps formées, avec d'immenses capitaux, pour exploiter toutes les mines d'Amérique, mais tout l'argent qu'elles ont dépensé est de même revenu en Angleterre pour payer ou les machines dont elles ont directement fait usage, ou les marchandises expédiées aux lieux où elles devaient travailler. Tant qu'a duré ce singulier commerce, où les Anglais demandaient seulement aux Américains de vouloir bien acheter, avec des capitaux anglais, des marchandises anglaises, et de les consommer pour l'amour d'eux, la prospérité des manufactures anglaises a paru brillante. Non plus le revenu, mais le capital anglais a été employé à activer la consommation ; les Anglais achetant et payant eux-mêmes leurs propres marchandises qu'ils envoyaient en Amérique, ne se sont épargné que le plaisir d'en jouir eux-mêmes³⁶⁶. »

Sismondi en tire pour sa part la conclusion personnelle que seul le revenu, c'est-à-dire la consommation personnelle, constitue la limite réelle du

³⁶⁶ J. C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique* ou : *De la richesse dans ses rapports avec la population*, Genève-Paris, Jeheber, 1951-1953, 3^e édition, vol. 1, 24, chap. 4, pp. 277-279. « Comment la richesse commerciale suit l'accroissement du revenu. »

marché capitaliste, et il profite de cet exemple pour mettre en garde une fois de plus contre les dangers de l'accumulation.

En réalité les événements qui avaient précédé la crise de 1825 sont restés jusqu'à nos jours typiques pour la période de croissance et d'expansion du capital, et les rapports « étranges » constituent l'une des bases de l'accumulation capitaliste. Notamment dans l'histoire du capital anglais, ces rapports se répètent régulièrement avant chaque crise, comme Tougan-Baranowsky le prouve lui-même par les chiffres et les faits suivants : la crise de 1836 avait pour cause immédiate la saturation des marchés américains par les marchandises anglaises. C'est encore l'argent anglais qui avait payé ces marchandises. En 1834, aux Etats-Unis, l'importation de marchandises dépassa les exportations de 6 millions de dollars, en même temps l'importation de métaux précieux dépassait l'exportation de presque 16 millions de dollars ; en 1836, l'année de la crise, l'excédent des marchandises importées se monta à 52 millions de dollars, et cependant l'excédent de métaux précieux importés s'élevait encore à 9 millions de dollars. Cet afflux d'argent et de marchandises provenait surtout d'Angleterre, où les actions de chemins de fer des Etats-Unis étaient achetées en masse. En 1835 et 1836, 61 nouvelles banques furent fondées aux Etats-Unis avec un capital de 52 millions de dollars - principalement d'origine anglaise. Ainsi, cette fois encore, les Anglais payaient eux-mêmes leur exportation. De la même manière, à la fin des années 1850, on trouve encore le capital anglais derrière l'essor industriel sans précédent du Nord des Etats-Unis, qui finalement conduisit à la guerre civile. Ce capital créa à nouveau aux Etats-Unis des débouchés élargis pour l'industrie anglaise.

Ce n'est pas uniquement le capital anglais, mais le capital européen tout entier qui prit part, dans la mesure de ses possibilités, à ce « commerce étrange » ; Schäßle écrit qu'en cinq ans, entre 1849 et 1854, il y eut dans les Bourses d'Europe au moins un million de florins investis dans des valeurs américaines. L'essor industriel général provoqué par ces investissements aboutit au krach mondial de 1857. Autour de 1860, le capital anglais s'empessa de créer en Asie une situation analogue à celle des Etats-Unis. Le capital afflua en Asie Mineure et en Inde, finançant la construction de grandes lignes ferroviaires - en 1860 le réseau de chemins de fer des Indes britanniques comprenait 1 350 km, en 1870, 7 685 km, en 1880, 14 977 km, en 1890 27 000 km - en conséquence la demande de marchandises anglaises augmenta. Mais en même temps, le capital anglais, à peine la guerre de Sécession était-elle terminée, se tourna à nouveau vers les Etats-Unis, finançant la plus grande partie des énormes constructions de chemins de fer de l'Union entre 1860 et 1870 : en 1850, le réseau ferroviaire comprenait 14 151 km, en 1860 49 292 km, en 1870 85 139 km, en 1880 150 717 km, en 1890 268 409 km. Les matériaux nécessaires aux constructions ferroviaires étaient également fournis par l'Angleterre ; c'est là l'une des causes principales de l'expansion soudaine de l'industrie anglaise du char-

bon et de l'acier, et c'est pourquoi ces branches de production furent tellement affectées par les crises américaines de 1866, de 1873 et de 1874. Ce que Sismondi regardait comme une folie évidente s'est réalisé dans cet exemple : les Anglais construisaient aux Etats-Unis des chemins de fer avec leur propre fer et leurs propres matériaux, les payant avec leur propre capital et s'abstenant de « jouir » de ces chemins de fer. Malgré toutes les crises périodiques, le capital européen tirait un tel profit de cette folie que, vers 1875, la Bourse de Londres fut saisie d'une fièvre de prêts à l'étranger.

Entre 1870 et 1875, les emprunts furent contractés à Londres pour une valeur de 260 millions de livres sterling - ce qui entraîna immédiatement une croissance rapide des exportations de marchandises anglaises dans les pays d'outre-mer. Bien que ces pays fissent périodiquement faillite, le capital continua à y affluer en masse. A la fin des années 1870, certains pays avaient partiellement ou complètement suspendu le paiement des intérêts : la Turquie, l'Égypte, la Grèce, la Bolivie, Costa-Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, Saint-Domingue, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela. Cependant, dès la fin des années 1880, la fièvre de prêts aux États d'outremer reprenait : des États d'Amérique du Sud, des colonies d'Afrique du Sud, absorbent d'énormes quantités de capital européen. Ainsi les emprunts de la République argentine s'élevaient en 1874 à 10 millions de livres sterling, en 1890 à 59,1 millions de livres sterling. Là aussi l'Angleterre construisait des chemins de fer avec son propre fer et son propre charbon et les payait de son propre capital. Le réseau de chemins de fer argentin comprenait en 1883 3 123 km, en 1896 13 691 km.

En même temps les exportations anglaises augmentaient. En voici les chiffres (en livres sterling) :

	Fer	Machines	Charbon
<i>1886</i>	21,8 millions	10,1 millions	9,8 millions
<i>1890</i>	31,6 millions	16,4 millions	19 millions

En Argentine en particulier l'importation globale de produits anglais passa de 4,7 millions de livres en 1885 à 10,7 millions de livres quatre ans plus tard.

En même temps le capital anglais affluait en Australie sous forme de prêts d'État. Dans les trois colonies de Victoria, de la Nouvelle Galles du Sud et de Tasmanie, les emprunts s'élevaient à la fin des années 1880 à 112 millions de livres, dont 81 millions furent investis dans la construction ferroviaire. Les chemins de fer d'Australie comprenaient en 1881 4 900 milles, en 1895 15 600 milles. Ici aussi l'Angleterre fournissait à la fois le capital et les matériaux

de construction. C'est pourquoi elle fut également touchée par les crises de 1890 en Argentine, au Transvaal, au Mexique, en Uruguay et par celle de 1893 en Australie.

Depuis vingt ans, il s'est produit un seul phénomène nouveau les capitaux allemands, français et belges participèrent à côté du capital anglais aux investissements à l'étranger, et notamment aux prêts. Entre les années 1850 et la fin des années 1880, la construction ferroviaire en Asie Mineure fut financée par le capital anglais. Ensuite le capital allemand envahit l'Asie Mineure et entreprit d'exécuter l'énorme projet de construction du chemin de fer d'Anatolie et de Bagdad. Les investissements des capitaux allemands en Turquie entraînent un accroissement des exportations allemandes dans ce pays. Celles-ci s'élevaient en 1896 à 28 millions de marks, en 1911 à 113 millions de marks ; en 1901, pour la seule Turquie d'Asie, elles comprenaient 12 millions et en 1911 37 millions de marks. Ici aussi les marchandises allemandes importées sont payées en grande partie par le capital allemand et les Allemands s'abstiennent seulement - selon le mot de Sismondi - du plaisir de consommer leurs propres produits.

Examinons les choses de plus près. La plus-value réalisée qui, faute de pouvoir être capitalisée, ne trouve pas d'emploi en Angleterre ou en Allemagne, est investie dans les chemins de fer, les canaux ou les mines en Argentine, en Australie, en Afrique ou en Mésopotamie, etc. Les machines, le matériel, etc., sont fournis par le pays d'origine du capital et payés par ce même capital. Mais c'est exactement ce qui se passe dans le pays même de production capitaliste : avant de pouvoir fonctionner, le capital doit acheter lui-même ses éléments productifs et s'incarner en eux. Sans doute ici les produits sont-ils consommés dans le pays même, tandis que dans le premier cas ils le sont à l'étranger. Cependant le but de la production capitaliste n'est pas la consommation de ses produits, mais la plus-value, l'accumulation. Le capital sans emploi n'avait pas la possibilité d'accumuler dans son pays d'origine faute de demande de produits additionnels. Mais à l'étranger, où la production capitaliste n'est pas encore développée, une demande additionnelle a surgi de gré ou de force dans des milieux non capitalistes. C'est précisément le *transfert* de la « jouissance » des produits qui est décisif, car la consommation des deux classes de la société capitaliste : capitalistes et ouvriers, n'entre pas en ligne de compte pour le capital. Les nouveaux consommateurs doivent naturellement payer la « jouissance » des produits, réaliser la plus-value, ce qui implique des moyens de paiement. Ceux-ci leur sont fournis en partie par les échanges de marchandises qui surgissent avec la pénétration du capital. La construction de chemins de fer, l'exploitation des mines (mines d'or, etc.) entraînent immédiatement un commerce actif, qui réalise peu à peu le capital investi dans les chemins de fer et les mines ainsi que la plus-value produite par le capital. Le capital exporté peut chercher à opérer par lui-même comme société anonyme, ou bien il peut participer, par

l'intermédiaire de l'État débiteur (emprunts), à la nouvelle activité industrielle ou aux moyens de transports du pays ; les créanciers peuvent parfois perdre partiellement ou totalement le capital ainsi placé, car les sociétés anonymes font assez souvent faillite lorsqu'elles sont basées sur des évaluations inexactes ou sous de fausses spéculations, ou encore l'État débiteur peut être lui-même acculé à la banqueroute. Mais tout cela ne change rien à l'opération comme telle.

Le capital individuel peut aussi souvent être englouti par les crises dans son pays d'origine. L'essentiel, c'est que le capital accumulé du vieux pays capitaliste trouve dans le pays jeune une nouvelle possibilité de produire et de réaliser la plus-value, c'est-à-dire de continuer l'accumulation. Les nouveaux pays possèdent d'immenses domaines dominés par l'économie naturelle, à laquelle se substitue l'économie marchande, ou, s'il y règne une économie marchande simple, celle-ci est refoulée par le capital. La construction de chemins de fer et l'exploitation de mines (notamment de mines d'or) sont des exemples typiques d'investissement de capital des vieux pays capitalistes dans de jeunes pays ; ces investissements ont la propriété de provoquer brusquement, dans des conditions d'économie naturelle, un commerce actif de marchandises ; dans l'histoire économique, ils sont tous deux les signes de la dissolution rapide des anciennes formations économiques, ils marquent l'avènement de crises sociales, le développement d'une économie moderne, en particulier de l'économie marchande, puis de la production capitaliste.

Le rôle des emprunts internationaux et des placements de capitaux dans des actions de mines ou de chemins de fer étrangers est aussi la meilleure illustration critique du schéma de la reproduction élargie de Karl Marx. Dans ces deux cas, la reproduction élargie est la capitalisation de la plus-value déjà réalisée précédemment (à moins que les emprunts ne soient alimentés par les épargnes de couches petites-bourgeoises ou semi-prolétariennes). La forme, le moment et les circonstances de la réalisation préalable du capital exporté par les vieux pays, tout cela n'a rien à voir avec son nouveau champ d'accumulation. Le capital anglais investi dans les chemins de fer d'Argentine était peut-être auparavant de l'opium indien réalisé en Chine. En outre le capital anglais qui construit des chemins de fer en Argentine est d'origine anglaise, non seulement sous sa forme de valeur, comme capital-argent, mais encore sous sa forme matérielle : le fer, le charbon, les machines, etc., sont fournis par l'Angleterre ; cela signifie que la plus-value se présente dès l'origine en Angleterre sous une forme matérielle propice à l'accumulation. La force de travail, forme matérielle du capital variable, est le plus souvent d'origine étrangère : elle est constituée par la main-d'œuvre indigène que le capital des vieux pays s'assujettit comme nouvel instrument d'exploitation.

Mais nous pouvons envisager par hypothèse le cas où la main-d'œuvre elle-même est immigrée du pays d'origine du capital. Il est de fait, par exemple,

que des mines d'or nouvellement découvertes attirent, surtout dans les premiers temps, une immigration massive des vieux pays capitalistes, et qu'elles sont souvent exploitées par la main-d'œuvre de ces pays. Nous pouvons imaginer le cas où dans un pays nouveau, le capital-argent, les moyens de production et les forces de travail proviennent d'un vieux pays capitaliste, par exemple l'Angleterre. Pourtant l'accumulation n'a pu s'effectuer en Angleterre, bien que toutes les conditions matérielles de l'accumulation y fussent données : la plus-value réalisée sous forme de capital-argent, le surproduit sous sa forme productive et des réserves de main-d'œuvre. L'Angleterre ni les clients pour lesquels elle produisait jusqu'alors n'avaient pas besoin de chemins de fer ni d'une extension de l'industrie. Seule l'ouverture de vastes territoires non capitalistes, en agrandissant le cercle des consommateurs, a pu permettre au capital de poursuivre la reproduction élargie, c'est-à-dire l'accumulation.

Cependant, qui sont ces nouveaux consommateurs ? Qui paie en dernier ressort l'emprunt international, qui réalise la plus-value des entreprises capitalistes fondées avec ces emprunts ? L'histoire de l'Égypte et de la Turquie fournit une réponse classique à cette question. L'histoire de l'Égypte dans la seconde moitié du XIX^e siècle est caractérisée par trois faits saillants : la création d'entreprises capitalistes modernes de grande envergure, l'accroissement inouï de la dette publique et l'effondrement de l'économie paysanne. En Égypte, le servage s'est maintenu jusqu'à l'époque moderne, et le Wali, puis le Khédivé ont poursuivi dans le domaine de la propriété foncière leur politique personnelle par des méthodes de force. Mais, précisément cette situation primitive offrait un terrain extrêmement favorable pour les opérations du capital européen. D'un point de vue économique, il suffisait de créer les conditions nécessaires à une économie fondée sur le capital. Pour ce faire, on fit jouer directement l'autorité de l'État, et Méhemet Ali, le créateur de l'Égypte moderne, employa jusqu'aux années 1830 une méthode d'une simplicité patriarcale : chaque année, il « achetait » aux fellahs, au nom de l'État, leur récolte entière, pour leur revendre au prix fort le minimum nécessaire à leur subsistance et à l'ensemencement des terres. Par ailleurs, il faisait venir du coton des Indes, de la canne à sucre d'Amérique, de l'indigo et du poivre et prescrivait aux fellahs, au nom de l'État, la quantité qu'ils devaient planter, le coton et l'indigo étant déclarés monopoles d'État, ne pouvant donc être vendus qu'à l'État, et rachetés également par l'État. C'est par de telles méthodes que le commerce fut introduit en Égypte. Sans doute Méhemet Ali contribua-t-il grandement à l'augmentation de la productivité du travail : il fit remettre en état les anciennes canalisations, creuser des puits et surtout il entreprit la construction du grand barrage de Kalioub sur le Nil, le premier de la série des grandes entreprises capitalistes en Égypte. Celles-ci comprirent par la suite quatre grands secteurs : il y eut en premier lieu les travaux de canalisation, parmi lesquels le barrage de Kalioub, qui fut construit entre 1845 et 1853, et coûta 50 millions de marks, sans compter le travail gratuit des paysans - mais se révéla d'abord inutilisable ; ensuite

des voies de circulation, dont la plus importante, le canal de Suez, devait avoir des conséquences fatales pour l'histoire de l'Égypte ; puis l'introduction de la culture du coton et de la canne à sucre. Avec la construction du canal de Suez, l'Égypte s'était déjà mise sous la dépendance du capital européen, bientôt elle lui fut livrée pieds et poings liés. Le capital français fut le premier, suivi par le capital anglais ; la concurrence des deux pays se poursuivit pendant les vingt années suivantes à travers tous les désordres et les troubles intérieurs de l'Égypte. Les opérations du capital français, qui finança la construction du barrage inutilisable sur le Nil ainsi que le percement du canal de Suez, offraient peut-être l'exemple le plus curieux de l'accumulation du capital européen aux dépens de la situation primitive de l'Égypte. Pour prix des bienfaits de ce canal, qui devait détourner d'Égypte tout le commerce d'Europe et d'Asie et diminuer sensiblement la participation égyptienne à ce commerce, le pays s'engageait tout d'abord à fournir pendant des années le travail gratuit de 20 000 serfs, et ensuite à acheter pour 70 millions de marks d'actions, soit 40 % du capital total de la Compagnie de Suez. Ces 70 millions constituèrent le noyau de l'énorme dette égyptienne qui, vingt ans plus tard, entraîna l'occupation militaire du pays par l'Angleterre. On introduisit un bouleversement soudain dans les méthodes d'irrigation: on remplaça par des pompes à vapeur les antiques « sakias », c'est-à-dire les norias actionnées par des bœufs ; dans le seul delta, 50 000 de ces norias fonctionnaient pendant sept mois de l'année. A présent, des bateaux à vapeur modernes assuraient la circulation sur le Nil entre Le Caire et Assouan. Le changement le plus profond dans la situation économique de l'Égypte fut produit par la culture du coton. A la suite de la guerre de Sécession américaine et de la disette anglaise de coton, qui avaient fait monter le prix du kilo de 60 ou 80 pfennigs à 4 ou 5 marks, l'Égypte s'empressa à son tour de cultiver le coton. Tout le monde en plantait, mais surtout la famille du vice-roi. Le vice-roi sut agrandir rapidement ses propriétés, soit par le pillage pratiqué sur une grande échelle, soit par la confiscation, par l'« achat », forcé ou par le vol pur et simple. D'innombrables villages devinrent brusquement propriété du vice-roi sans que personne sût expliquer le fondement légal de tels actes. En un temps incroyablement court, cet ensemble immense de domaines devait être transformé en plantations de coton, ce qui bouleversa entièrement toute la technique de l'agriculture égyptienne traditionnelle. On construisit des digues pour protéger les champs de coton des crues périodiques du Nil, en même temps on introduisait un système d'irrigation artificielle abondante et régulière. Ces travaux, ainsi que le labourage continu en profondeur, inconnu des fellahs qui ne faisaient qu'égratigner le sol avec une charme datant du temps des Pharaons, enfin le travail intensif au moment de la récolte - tout cela posait des exigences énormes à la main-d'œuvre égyptienne. Celle-ci était encore constituée par les paysans astreints à la corvée, et l'État s'arrogeait le droit d'en disposer sans réserve. Les fellahs étaient déjà employés de force par milliers à la construction du barrage de Kalioub et du canal de Suez ; à présent ils étaient occupés à la

construction de digues et de canaux, et à des travaux de culture dans les propriétés du vice-roi. Le Khédive avait maintenant besoin pour lui-même des 20 000 serfs qu'il avait mis à la disposition de la Compagnie de Suez, d'où le premier conflit avec le capital français. Une sentence d'arbitrage de Napoléon III attribua à la Compagnie de Suez un dédommagement de 67 millions de marks ; le Khédive accepta cette sentence d'autant plus volontiers qu'il pouvait extorquer la somme à ces mêmes fellahs qui étaient l'objet du conflit. On entreprit donc les travaux de canalisation. On commanda en Angleterre et en France un grand nombre de machines à vapeur, de pompes centrifuges et de locomotives. Par centaines, ces machines étaient expédiées d'Angleterre à Alexandrie, ensuite elles étaient transportées par bateau sur les canaux et le Nil, puis à dos de chameau dans l'intérieur du pays. Pour travailler le sol, on avait besoin de charrues à vapeur d'autant plus qu'en 1864 une épidémie avait décimé le cheptel. Ces machines provenaient aussi la plupart du temps d'Angleterre. La maison Fowler fut agrandie aux frais de l'Égypte spécialement pour les besoins du vice-roi³⁶⁷.

L'Égypte eut brusquement besoin d'une troisième sorte de machines : des appareils à égrener et des presses à emballer le coton. Par douzaines, les installations furent dressées dans les villes du delta. Sagasig, Tanta, Samanud

³⁶⁷ « Il y eut, rapporte l'ingénieur Eyth, représentant de la maison Fowler, un échange fiévreux de télégrammes entre Le Caire, Londres et Leeds. Quand sera-t-il possible à Fowler de livrer 150 charrues à vapeur ? - Réponse : dans un an. Tous les efforts seront faits en ce sens. - Cela ne suffit pas. 150 charrues à vapeur doivent parvenir à Alexandrie avant le printemps. - Réponse : impossible. La maison Fowler, dans ses dimensions d'alors, pouvait en effet à peine fabriquer trois charrues à vapeur par semaine. Il faut songer du reste qu'une telle machine coûtait 50 000 marks, qu'il s'agissait donc d'une commande de 7,5 millions de marks.

Télégramme suivant d'Ismaël Pacha : *Que coûterait l'agrandissement immédiat de la fabrique ? Le vice-roi est prêt à fournir l'argent nécessaire. - Vous pouvez penser qu'à Leeds, on battait le fer tant qu'il était chaud. Mais d'autres usines anglaises et françaises reçurent des commandes de charrues à vapeur. L'arsenal d'Alexandrie, qui était le débarcadère des propriétés du vice-roi était envahi à hauteur de maison de roues, de cuves, de tambours, de câbles, de caisses et de boîtes de toute sorte, et les hôtels de deuxième ordre du Caire se remplissaient de techniciens frais émoulus que l'on avait recrutés en toute hâte parmi des mécaniciens, des forgerons, de jeunes paysans et des jeunes gens pleins de promesses mais sans formation professionnelle précise, car chacune de ces charrues à vapeur devait être montée par au moins un pionnier spécialisé de la civilisation. Hommes et matériel étaient expédiés en masse par les effendis vers l'intérieur du pays, simplement pour gagner de la place, afin qu'au moins le bateau suivant puisse décharger sa marchandise. Il faut imaginer comment tout cela arrive au lieu de destination prévu, ou plutôt partout ailleurs qu'au lieu de destination. Il y avait d'un côté 10 cuves au bord du Nil, et 10 lieues plus loin les machines dont elles faisaient partie ; d'un côté, un énorme tas de câbles, et à 20 heures de marche de là vers le Nord, les bobines d'enroulage des câbles. Ici un monteur anglais était assis, affamé et désespéré, sur une montagne de caisses françaises, ailleurs un autre ouvrier vidait bouteille sur bouteille d'alcool de son pays. Les effendis et les katibs couraient - invoquant l'aide d'Allah - entre Stut et Alexandrie, et dressaient des listes infinies de choses dont ils n'allaient pas la moindre idée. Et pourtant, en fin de compte, une partie de ces appareils se mit à fonctionner. La charrue à vapeur fumait dans la Haute Égypte. La civilisation et le progrès avaient fait fin pas en avant.* » (Lebendige Kräfte, Sieben Vorträge aus dem Gebiete der Technik, Berlin, 1908, p. 219.)

et d'autres villes encore se mirent à fumer comme les villes industrielles anglaises. De grandes fortunes circulaient dans les banques d'Alexandrie et du Caire. Dès l'année suivante il y eut un effondrement des cours du coton : après la paix de l'Union américaine, le prix du coton tomba en quelques jours de 27 pence la livre à 15, 12, puis finalement à 6 pence la livre. L'année suivante Ismaïl Pacha se lança dans une nouvelle spéculation : la production de la canne à sucre. Le travail forcé des fellahs devait faire concurrence aux États du Sud de l'Union où l'esclavage avait été aboli. Pour la seconde fois, il y eut une révolution dans l'agriculture égyptienne. Les capitalistes français et anglais trouvèrent un nouveau champ d'accumulation rapide. En 1868 et 1869, l'Égypte commanda dix-huit énormes fabriques de sucre, capables de produire chacune 200 000 kilos de sucre par jour, quatre fois plus que les installations connues jusqu'alors. Six d'entre elles furent commandées en Angleterre, douze en France. Cependant, à cause de la guerre franco-allemande, on repassa la plus grande partie de la commande à l'Angleterre. On devait construire ces fabriques à des intervalles de 10 kilomètres le long du Nil, elles devaient chacune être le centre d'un district de canne à sucre d'une superficie de 10 km². Pour fonctionner à plein, chaque fabrique avait besoin d'une livraison quotidienne de 2 000 tonnes de canne à sucre. Tandis qu'il y avait là 100 vieilles charrues à vapeur cassées, datant de l'époque du coton, on en commanda 100 nouvelles pour la culture de la canne à sucre. Les fellahs furent amenés par milliers dans les plantations, tandis que des milliers d'autres étaient employés de force à la construction du canal d'Ibrahîniya. Le bâton et le fouet ne chômaient pas. Bientôt il y eut un problème de transport : il fallut bientôt construire autour de chaque fabrique pour y amener les masses de canne à sucre, un réseau de chemins de fer, des rails mobiles, des lignes de câbles volants, des locomotives pour routes. Ces commandes énormes furent passées au capital anglais. En 1872, on ouvrit la première fabrique géante. Provisoirement, 4 000 chameaux pourvoyaient au transport de la canne à sucre. Mais on vit bientôt qu'il était impossible de livrer la quantité de canne nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. Le personnel était tout à fait incompetent, le fellah, habitué au travail forcé, ne pouvait pas être transformé à coups de fouet en ouvrier moderne. L'entreprise s'effondra, avant que beaucoup de machines commandées ne fussent même installées. Avec la spéculation sur le sucre se termine en 1873 l'ère des grandes entreprises capitalistes en Égypte.

Qui fournit le capital pour ces entreprises ? Les emprunts internationaux. En 1863, un an avant sa mort, Saïd Pacha contracte le premier emprunt d'une valeur nominale de 68 millions de marks, mais qui, déduction faite des commissions, de l'escompte, etc., se montait à 50 millions de marks nets. Il légua cette dette à Ismaïl, ainsi que le traité de Suez qui imposait à l'Égypte une contribution de 340 millions de marks. En 1864, Ismaïl contracta un premier emprunt d'une valeur nominale de 114 millions à 7 %, et d'une valeur réelle de 97 millions à 8,25 %. Cet emprunt fut dépensé en un an, 67 millions servirent à

dédommager la Compagnie de Suez, et le reste fut englouti dans l'épisode du coton. En 1865, la Banque anglo-égyptienne accorda le premier « prêt de Daira », comme on l'appelle. Les propriétés privées du Khédive servaient de caution à ce prêt, qui était d'une valeur nominale de 68 millions à 9 % et d'une valeur réelle de 50 millions à 12 %. En 1866, Frühling et Göschen accordèrent un nouveau prêt d'une valeur nominale de 60 millions et d'une valeur réelle de 52 millions ; en 1867, la Banque Ottomane accorda un prêt d'une valeur nominale de 40 millions, d'une valeur réelle de 34 millions. La dette en suspens se montait alors à 600 millions. Pour en consolider une partie, on contracta auprès de la banque Oppenheim et Neffen un emprunt d'une valeur de 238 millions à 4 %, en réalité Ismaïl ne reçut que 162 millions à 13,5 %. Cette somme permit d'organiser la grande fête d'inauguration du canal de Suez, qui fut célébrée devant toutes les personnalités du monde de la finance, des cours et du demi-monde européen. Une prodigalité insensée fut déployée à cette occasion ; en outre, une nouvelle commission de 20 millions fut offerte au chef turc, le sultan. En 1870, un prêt fut accordé par la maison Bischoffsheim et Goldschmidt pour une valeur nominale de 242 millions à 7 %, et pour une valeur réelle de 100 millions à 13 %. Puis, en 1872 et 1873, Oppenheim accorda deux prêts, l'un, modeste, de 80 millions à 14 %, et l'autre très important, d'une valeur nominale de 640 millions à 8 % ; ce dernier réussit à réduire de moitié la dette en suspens, mais comme il fut utilisé à racheter les lettres de change qui étaient aux mains des banquiers européens, il ne rapporta en fait que 220 millions.

En 1874, on tenta encore un emprunt de 1 000 millions de marks en échange d'une rente annuelle de 9 % ; mais il ne rapporta que 68 millions. Les papiers égyptiens étaient de 54 % au dessous de leur valeur nominale. En treize ans, depuis la mort de Saïd Pacha, la dette publique était passée de 3 293 000 livres sterling à 94 110 000 livres sterling, c'est-à-dire environ 2 milliards de marks³⁶⁸. La faillite était à la porte.

Au premier regard ces opérations financières semblent le comble de l'absurdité. Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux. on paie les énormes commandes industrielles faites au capital anglais et français avec l'argent emprunté au capital anglais et français.

Mais en réalité, bien que tout le monde en Europe soupirât et déplorât la gestion insensée d'Ismaïl, le capital européen réalisa en Égypte des bénéfices sans précédent - nouvelle version de la parabole biblique des vaches grasses, unique dans l'histoire mondiale du capital. Et surtout chaque emprunt était l'occasion d'une opération usuraire qui rapportait aux banquiers européens 1/5 et même 1/3 ou davantage de la somme prétendument prêtée. Ces bénéfices usu-

³⁶⁸ Earl of Cromer, *Egypt today*, Londres, 1908, vol. I, p. 11.

raires devaient cependant être payés d'une manière ou d'une autre. Où en puiser les moyens ? C'est l'Égypte qui devait les livrer, et la source en était le fellah égyptien. C'est l'économie paysanne qui livrait en dernier ressort tous les éléments des grandioses entreprises capitalistes. Elle fournissait la terre, puisque les soi-disant propriétés du khédive, acquises aux dépens des villages grâce au pillage et au chantage, avaient pris des proportions immenses depuis quelque temps ; elles étaient la base des plans de canalisation, des plantations de coton et de sucre. L'économie paysanne fournissait également une main-d'œuvre gratuite, qui devait en outre pourvoir à ses propres frais d'entretien pendant tout le temps de son exploitation. Les miracles techniques créés par les ingénieurs européens et les machines européennes dans le secteur des canalisations, des transports, de l'agriculture et de l'industrie égyptiennes étaient réalisés grâce au travail forcé des paysans. Des masses énormes de paysans travaillaient au barrage de Kalioub et au canal de Suez, à la construction de chemins de fer et de digues, dans les plantations de coton et dans les sucreries ; ils étaient exploités sans bornes selon les besoins du moment et passaient d'un travail à l'autre. Bien que les limites techniques de l'utilisation du travail forcé Pour les buts du capital moderne fussent à chaque instant manifestes, cette insuffisance était compensée par la domination absolue exercée sur la main-d'œuvre : la quantité des forces de travail, la durée de l'exploitation, les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre dépendaient entièrement du bon vouloir du capital.

En outre l'économie paysanne ne fournissait pas seulement la terre et la main-d'œuvre, mais aussi l'argent, par l'intermédiaire du système fiscal. Sous l'influence de l'économie capitaliste, les impôts extorqués aux petits paysans devenaient de plus en plus lourds. L'impôt foncier augmentait sans cesse : à la fin des années 1860, il s'élevait à 55 marks par hectare, tandis que les grandes propriétés n'étaient imposées que de 18 marks par hectare, et que la famille royale ne payait aucun impôt sur ses immenses domaines. A cela s'ajoutaient encore des taxes spéciales, par exemple celles destinées à l'entretien des travaux de canalisation qui servaient presque uniquement aux propriétés du vice-roi ; elles se montaient à 2,50 marks par hectare. Le fellah devait payer, pour chaque dattier qu'il possédait, une taxe de 1,35 mark, pour la case où il habitait, 75 pfennigs. En outre il y avait un impôt personnel de 6,50 marks pour chaque individu masculin âgé de plus de dix ans. Sous le gouvernement de Méhemet Ali, les fellahs payaient au total 50 millions de marks d'impôts, sous celui de Saïd 100 millions de marks, sous celui d'Ismaïl 163 millions de marks.

Plus la dette envers le capital européen s'accroissait, plus il fallait extorquer d'argent à l'économie paysanne³⁶⁹. En 1869 tous les impôts furent

³⁶⁹ Du reste l'argent extorqué aux fellahs égyptiens parvint au capital européen par le détournement la Turquie. Les emprunts turcs de 1854, 1855, 1871, 1877 et 1886 se fondent sur le tribut égyptien augmenté plusieurs fois, et payé directement à la banque d'Angleterre.

augmentés de 10 % et perçus d'avance pour l'année 1870. En 1870, l'impôt foncier fut augmenté de 10 marks par hectare. Les villages de Haute Égypte commencèrent à se dépeupler, on démolissait les cases, on laissait le sol en friche pour éviter de payer des impôts. En 1876, l'impôt sur les dattiers fut augmenté de 50 pfennigs. Les hommes sortirent des villages pour abattre leurs dattiers, et on dut les en empêcher par des feux de salve. On raconte qu'en 1879 10 000 fellahs moururent de faim au nord de Siut faute de se procurer l'argent nécessaire pour payer la taxe sur l'irrigation de leurs champs et qu'ils avaient tué leur bétail pour éviter de payer l'impôt ³⁷⁰.

On avait maintenant saigné à blanc le fellah. L'État égyptien avait rempli sa fonction de collecteur d'argent au service du capital européen, on n'avait plus besoin de lui. Le Khédive Ismaïl fut congédié. Le capital pouvait maintenant liquider les opérations.

En 1875 l'Angleterre avait racheté 172 000 actions du canal de Suez pour 80 millions de marks, pour lesquelles l'Égypte devait encore 360 000 livres égyptiennes d'intérêts. Des commissions anglaises chargées de la « remise en ordre » des finances égyptiennes entrèrent maintenant en action. Chose étrange, le capital européen n'était pas effrayé par l'état désespéré de ce pays en faillite, mais offrait sans cesse de nouveaux prêts considérables pour le « sauver ». Cowe et Stokes proposèrent un prêt de 1 520 millions de marks à 7 % pour convertir toutes les dettes, Rivers Wilson estimait nécessaire un prêt de 2 060 millions de marks. Le Crédit Foncier acheta des millions de lettres de change en suspens et essaya de consolider la dette totale par un prêt de 1 820 millions de marks, sans y réussir toutefois. Mais plus la situation financière paraissait désespérée et sans issue, plus s'avancait irrémédiablement le moment où le pays entier devait devenir la proie du capital européen, ainsi que toutes ses forces productives. En octobre 1878, les représentants des créanciers européens abordèrent à Alexandrie. Le capital français et le capital anglais procédèrent à un double contrôle des finances. Puis, au nom de ce double contrôle, on introduisit de nouveaux impôts, les paysans furent battus et opprimés, de telle sorte que les paiements des intérêts partiellement suspendus en 1876 purent être repris en 1877 ³⁷¹.

³⁷⁰ « *It is stated by residents in the Delta* », rapportait le *Times* d'Alexandrie le 31 mars 1879, « *that the third quarter of the year's taxation is now collected, and the old methods of collection applied. This sounds strangely by the side of the news that people are dying by the roadside, that great tracts of country are uncultivated, because of the fiscal burdens, and that the farmers have sold their cattle, the women their finery, and that the usurers are filling the mortgage offices with their bonds and the courts with their suits of foreclosure.* » (Cité par Th. Rothstein, *Egypt's Ruin*, 1910, pp. 69-70.)

³⁷¹ « *This produce* », écrivait le correspondant du *Times* à Alexandrie, « *consists wholly of taxes paid by the peasants in kind, and when one thinks of the poverty stricken, over-driven, under-fed fellahen in their miserable hovels, working late and early to fill the pockets of the creditors, the punc-*

C'est alors que les droits du capital européen devinrent le pivot de la vie économique et le seul point de vue régissant le système financier. En 1878, on constitua une nouvelle commission et un ministère à moitié européen. En 1879, les finances égyptiennes furent soumises à un contrôle permanent du capital européen, représenté par la Commission de la Dette Publique égyptienne au Caire. En 1878 les Tshifliks, c'est-à-dire les terres de la famille du vice-roi, d'une superficie de 451 000 acres, furent transformés en domaine de l'État et hypothéqués aux capitalistes européens en garantie de la dette d'État. Il en fut de même des terrains de Daira appartenant au Khédive, situés pour la plupart en Haute Égypte et comprenant 85 131 acres ; ils furent par la suite vendus à un consortium. Quant aux autres grandes propriétés privées, elles passèrent aux mains des sociétés capitalistes, notamment à la Compagnie de Suez. Les domaines ecclésiastiques des mosquées et des écoles furent réquisitionnés par l'Angleterre pour couvrir les frais de son occupation. On n'attendait plus qu'un prétexte pour le coup final : il fut fourni par la rébellion de l'armée égyptienne, affamée par le contrôle financier européen, tandis que les fonctionnaires européens touchaient des salaires énormes, et par une révolte, machinée de l'extérieur, de la population d'Alexandrie qui était saignée à blanc. En 1882, l'armée anglaise occupa l'Égypte pour ne plus en sortir. La soumission du pays était l'aboutissement des opérations grandioses du capital en Égypte depuis vingt ans, et la dernière étape de la liquidation de l'économie paysanne égyptienne par le capital européen³⁷². On se rend compte ici que la transaction apparemment absurde entre le capital prêté par les banques européennes et le capital industriel européen se fondait sur un rapport très rationnel et très sain du point de vue de l'accumulation capitaliste, bien que les commandes égyptiennes fussent payées par le capital emprunté et que les intérêts d'un emprunt fussent couverts par le capital de l'autre emprunt. Si l'on fait abstraction de tous les échelons intermédiaires qui masquent la réalité, on peut ramener ce rapport au fait que l'économie égyptienne a été engloutie dans une très large mesure par le capital européen. D'immenses étendues de terres, des forces de travail considérables et une masse de produits transférés à l'État sous forme d'impôts, ont été finalement transformés en capital européen et accumulés. Il est évident que cette

tuai poliment of the coupon ceases to be wholly a subject of gratification. » (Cité par Th. Rothstein, *op. cit.*, p. 49.)

³⁷² Eyth, parfait représentant de la civilisation capitaliste dans les pays primitifs, conclut son étude remarquable sur l'Égypte, qui nous a fourni les données principales, par une profession de foi impérialiste caractéristique : « *La leçon du passé a aussi une importance capitale pour l'avenir : même si l'on ne peut éviter des conflits vers dans lesquels le Droit et l'Injustice sont difficiles à distinguer, et où la justice politique et historique signifie le malheur de millions de gens, tandis que leur salut serait lié à une Injustice politique, l'Europe doit poser une main ferme sur ces pays qui ne sont plus capables, par leurs propres moyens, d'être à la hauteur de la vie moderne ; dans le monde entier, l'autorité la plus ferme mettra fin aux désordres, et il en sera de même sur les bords du Nil* » (*op. cit.*, p. 247). Rothstein (*op. cit.*) nous renseigne suffisamment sur l'« ordre » créé par l'Angleterre « au bord du Nil ».

transaction qui fit s'accomplir en deux ou trois décennies une évolution historique qui eût duré des siècles dans des circonstances normales, ne fut rendue possible que par le fouet. C'est précisément l'état primitif de l'organisation sociale égyptienne qui offrait au capital européen cette base d'opérations incomparable pour son accumulation. A côté de l'accroissement incroyable du capital, le résultat économique en est la ruine de l'économie paysanne en même temps que le développement des échanges commerciaux obtenu au prix d'une exploitation intensive des forces productives du pays. Sous le gouvernement d'Ismail, la surface des terres cultivées et endiguées passa de 2 à 2,7 millions d'hectares, le réseau de canalisations de 73 000 à 87 000 km, le réseau ferroviaire de 410 à 2 020 km. A Suez et à Alexandrie, on construisit des docks, et à Alexandrie de grandes installations portuaires. On mit en service une ligne de bateaux à vapeur pour les pèlerins de La Mecque sur la mer Rouge et le long des côtes syriennes et de l'Asie Mineure. Le chiffre des exportations égyptiennes passa de 89 millions de marks en 1861 à 288 millions en 1864. Les importations qui s'élevaient à 24 millions sous le gouvernement de Saïd Pacha, montèrent sous le gouvernement d'Ismail à 100 ou 110 millions de marks. Le commerce qui, après l'ouverture du canal de Suez, n'avait repris que dans les années 1880, comprenait en 1890 des importations pour une valeur de 163 millions de marks, et des exportations pour une valeur de 249 millions de marks; en 1911, les marchandises importées atteignaient une valeur de 355 millions de marks, les marchandises exportées une valeur de 593 millions de marks. Sans doute l'Égypte elle-même est-elle devenue, dans ce développement brutal de l'économie marchande, la proie du Capital européen. En Égypte comme en Chine ou plus récemment au Maroc, on découvre comme agent d'exécution de l'accumulation le militarisme caché derrière les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les travaux de canalisation et autres ouvrages de civilisation. Pendant que les pays orientaux évoluent avec une hâte fiévreuse de l'économie naturelle à l'économie marchande et de celle-ci à la production capitaliste, ils sont dévorés par le capital européen, car ils ne peuvent s'engager dans cette transformation révolutionnaire sans se livrer à lui pieds et poings liés.

Un autre exemple récent est celui des grandes affaires du capital allemand en Turquie d'Asie. Très tôt, le capital européen et notamment le capital anglais avaient essayé de s'emparer de ces territoires qui se trouvent sur l'ancienne route commerciale entre l'Europe et l'Asie³⁷³.

³⁷³ Dès le début des années 1830, le gouvernement anglo-indien donna l'ordre au colonel Chesney de chercher à savoir si l'Euphrate était navigable, afin d'établir le plus vite possible une liaison entre la Méditerranée et le Golfe Persique ou l'Inde. Une première mission de reconnaissance eut lieu pendant l'hiver 1831 lis après de longs préparatifs, l'expédition proprement dite se fit entre 1835 et 1837. A la suite de quoi des fonctionnaires et des officiers britanniques explorèrent et contrôlèrent de grandes régions de la Mésopotamie orientale. Ces travaux se poursuivirent jusqu'en 1866 sans résultat pratique pour le gouvernement anglais. L'idée d'établir une voie de communication entre la

Dans les années 1850 et 1860, le capital anglais finança la construction des lignes de chemins de fer de Smyrne-Aïdin-Diner, et Smyrne-Kassaba-Alachehir ; il obtint également une concession pour le prolongement de la ligne jusqu'à Afiunkarahissar, enfin il afferma la première ligne de la voie d'Anatolie, Haïdar-Pacha-Ismid. Peu à peu, le capital français obtint de participer à la construction de chemins de fer. En 1888 le capital allemand entre en scène. Des négociations secrètes, où le groupe capitaliste français, représenté par la Banque Ottomane, joua un grand rôle, aboutirent à la fusion des intérêts internationaux ; l'entreprise d'Anatolie et de la voie de Bagdad devait être financée à 60 % par le groupe allemand et à 40 % par le groupe international³⁷⁴. La Compagnie de chemins de fer d'Anatolie, société turque, soutenue principalement par la Deutsche Bank, fut fondée le 14 Redcheb de l'an 1306, c'est-à-dire le 4 mars 1889 ; elle devait reprendre la ligne de Haidar-Pacha à Ismid qui était en service depuis le début des années 1870, ainsi que la concession de la ligne Ismid-Eskichehir-Angora (845 km). La société est également habilitée à exécuter les travaux de la ligne Haidar-Pacha-Skutari et les embranchements vers Brussa, et à construire une ligne complémentaire d'Eskichehir à Konia (environ 445 km), enfin la ligne d'Angora à Césarée (425 km). Le gouvernement turc offrait à la société une garantie d'État assurant des recettes brutes annuelles de 10 300 francs par kilomètre pour le parcours Haidar-Pacha-Ismid, de 15 000 francs pour la ligne Ismid-Angora. A cette fin le gouvernement nomma comme agent d'exécution l'Administration de la Dette Publique Ottomane ; celle-ci devait percevoir les dîmes des sandchaks d'Ismid, d'Ertigul, de Kutahia et d'Antora. Sur le produit de ces dîmes, l'Administration de la Dette Ottomane devait prélever la part correspondant à la recette annuelle et la verser à la société de chemins de fer. Le gouvernement garantit pour le parcours d'Angora à Césarée une recette brute annuelle de 775 livres-or turques, c'est-à-dire de 17 800 francs-or par kilomètre ; et pour le parcours d'Eskichehir à Konia, une recette de 604 livres turques équivalant à 17 741 francs. à condition toutefois dans ce dernier cas que les recettes n'excèdent pas la garantie de plus de 219 livres turques, soit 4995 francs par kilomètre. Dans le cas où la recette brute dépasserait le plafond garanti, le gouvernement devait obtenir 25 % du surplus. Les dîmes des sandchaks de Trébizonde et de Gumuchhané seront payées directement à l'administration de la Dette Publique qui, de son côté, fournit les compléments de garantie nécessaires à la société de chemins de fer. Les dîmes destinées à assurer la garantie gouvernementale constituent un tout. En 1898, la

Méditerranée et l'Inde en passant par le Golf Persique fut reprise plus tard en Angleterre sous une autre forme ; ce fut le projet du chemin de fer du Tigre. En 1879, Cameron entreprit, à la demande du gouvernement anglais, un voyage à travers la Mésopotamie pour étudier le tracé de la voie projetée (Baron Max von Oppenheim. *Vom Mittel meer zum Persischen Golf durch den Hauran, die Syrische Wüste und Mesopotamien*, vol. II, pp. 5 et 36.)

³⁷⁴ S. Schneider, *Die Deutsche Bagdadbahn*, 1900, p. 3.

garantie offerte pour le parcours d'Eskichehir à Konia est passée de 219 livres turques à 296.

En 1899, la société obtint une concession pour la construction et la mise en service d'un port et des installations portuaires à Haïdar-Pacha, pour la construction d'élévateurs à grains et d'entrepôts de marchandises de toutes sortes, elle acquit le droit de faire charger et décharger les marchandises par son propre personnel, et enfin, dans le domaine de la police des douanes, l'autorisation d'installer une sorte de port franc.

En 1901, la société obtint une concession pour la construction du trajet de Konia-Bagdad-Basra au golfe Persique (2400 km), qui se rattache à la voie d'Anatolie par l'embranchement de Konia-Eregli-Burgulu. Pour reprendre la concession, l'ancienne société anonyme fonda une nouvelle société qui chargea une société de chantiers fondée à Francfort de la construction de la ligne.

De 1893 à 1910, le gouvernement turc a donné des garanties supplémentaires de 48,4 millions de francs pour la ligne de Haidar-Pacha à Angora, et de 1,8 million de livres turques pour la ligne d'Eskichehir à Konia, donc au total environ 90,8 millions de francs³⁷⁵.

En 1907, la société acquit une concession pour les travaux d'assèchement du lac de Karaviran et d'irrigation de la plaine de Konia. Ces travaux doivent être exécutés pour le compte du gouvernement en l'espace de six ans. Cette fois, la société avance au gouvernement les capitaux nécessaires jusqu'à concurrence de 19,5 millions de francs, avec intérêt de 5 % et un délai de remboursement de trente-six ans. Pour cela le gouvernement a hypothéqué : 1) une somme annuelle de 25 000 livres turques, payables sur les surplus des dîmes versées à l'Administration de la Dette Publique comme garantie kilométrique ou comme garantie des divers emprunts

2) Le surplus des dîmes perçues sur les territoires irrigués dépassant la moyenne des cinq dernières années ; 3) les bénéfices nets tirés des installations d'irrigation ; 4) les bénéfices de la vente des terrains asséchés ou irrigués. Pour exécuter les installations, la société de Francfort fonda une société « pour l'irrigation de la plaine de Konia » au capital de 135 millions de francs.

En 1908, la société obtint une concession pour le prolongement de la ligne de Konia jusqu'à Bagdad et jusqu'au golfe Persique, assortie d'une garantie kilométrique. Pour payer cette garantie, un emprunt du chemin de fer de Bagdad à 4 % avait été contracté, en trois tranches de 54, 108 et 119 millions de francs; il était cautionné par les dîmes des vilayets d'Aïdin, de Bagdad, de Mossul, de Diarbekir, d'Urfa et d'Aleppo et par les taxes sur les moutons des vilayets de Konia, d'Adana et d'Aleppo, etc.

³⁷⁵ Saling, *Börsenjahrbuch*, 1911-1912, p. 2211.

On voit apparaître ici le fondement de l'accumulation. Le capital allemand construit en Turquie d'Asie des chemins de fer, des ports et des barrages. Pour toutes ces entreprises, il extorque une plus-value nouvelle aux Asiatiques qu'il emploie comme main-d'œuvre.

Saling, *op. cit.*, pp. 360-361. L'ingénieur Pressel, originaire du Wurtemberg, qui travaillait en Turquie pour le compte du baron von Hirsch, fait le compte total des contributions que le gouvernement turc devait verser au capital européen pour la construction des chemins de fer. Il donne les chiffres éloquentes que voici : ³⁷⁶

	Longueur en km	Garantie payée (en francs)
Les trois lignes de Turquie d'Europe	1 888,8	33 099 352
Réseau construit jusqu'en 1900 en Turquie d'Asie	2 513,2	53 811 338
Commissions et autre frais payés à la Dette Publique au titre de la garantie kilométrique		9 351 209
<i>Total</i>		96 262 000

Mais il s'agit de réaliser cette plus-value en même temps que les moyens de production venant d'Allemagne (matériaux ferroviaires, machines, etc.). Comment y parvient-on ? En partie grâce aux échanges commerciaux

³⁷⁶ Notons que tout ceci ne se rapporte qu'à la période allant jusqu'en 1899 : c'est seulement à partir de cette date que la garantie kilométrique sera payée. Il n'y avait pas moins de 28 sandchaks parmi les 74 de Turquie d'Asie dont les dîmes étaient confisquées pour la garantie kilométrique. Et toutes ces contributions permirent de construire en Turquie d'Asie, entre 1856 et 1900, en tout 2 513 kilomètres de voies ferrées. (W. von Bressel, *Les chemins de fer en Turquie d'Asie*, Zurich, 1900, p. 59.)

Pressel donne, comme expert, un exemple des procédés employés par les sociétés de chemins de fer à l'égard de la Turquie. Il affirme que la Société d'Anatolie s'était engagée, par la concession de 1873 à construire d'abord la ligne de Bagdad, via Angora ; mais qu'elle déclara ensuite qu'il lui était impossible d'exécuter son propre projet, abandonnant à son sort la ligne assurée par la garantie kilométrique et entreprenant la construction d'un autre itinéraire via Konia. « *Au moment où les sociétés réussirent à acquérir la ligne Smyrne-Aidin-Dine, elles en exigèrent le prolongement jusqu'à la ligne de Konia, et une fois cet embranchement construit, les sociétés remueront ciel et terre pour faire passer le trafic de marchandises par ce nouvel itinéraire, qui n'est pas assorti de garantie kilométrique et qui, surtout, n'est absolument pas tenu de partager les bénéfices avec le gouvernement. Résultat : le gouvernement n'aura aucun bénéfice sur la ligne d'Aidin et les sociétés encaisseront des millions. Le gouvernement paiera pour la construction des lignes de Kassaba et d'Angora presque tout le montant de la garantie kilométrique et ne pourra espérer jamais profiter des 25 % du surplus des recettes brutes dépassant 15 000 francs, part qui lui était garantie dans le contrat.* » (*Loc. cit.*, p. 7.)

suscités par les chemins de fer, les installations portuaires, etc., et entretenus artificiellement dans les conditions de l'économie naturelle d'Asie Mineure ; en partie par la force, si les échanges commerciaux n'augmentent pas assez vite pour les besoins du capital ; l'État use alors de son autorité pour transformer les revenus en nature de la population en marchandises d'abord, puis en argent, et pour les employer à réaliser le capital ainsi que la plus-argent, et pour les employer à réaliser le capital ainsi que la plus-value. C'est là la fonction de la « garantie kilométrique » assurant les recettes brutes des entreprises autonomes du capital étranger, ainsi que des cautions des emprunts. Dans les deux cas, les « dîmes » (ueschürs) prélevées selon des modalités variables à l'infini, sont des tributs en nature versés par les paysans turcs ; elles sont passées peu à peu de 12 à 12,5 %. Le paysan des vilayets d'Asie doit verser des dîmes, sinon elles sont prélevées de force par les gendarmes et les autorités centrales ou locales. Les dîmes, manifestation très ancienne du despotisme asiatique fondé sur l'économie naturelle, ne sont pas directement perçues par le gouvernement turc, mais par l'intermédiaire de collecteurs d'impôts analogues aux fermiers généraux de l'ancien régime, c'est-à-dire que l'État leur adjuge séparément, par vente aux enchères, à l'avance la recette probable des tributs de chaque vilayet (ou province). Si la dîme d'une province est achetée par un spéculateur isolé ou par un consortium, ceux-ci revendent la dîme de chaque sandchak (ou district) à d'autres spéculateurs qui, à leur tour, cèdent leur part à toute une série de petits agents. Tous ces intermédiaires veulent couvrir leurs frais et retirer le plus de profit possible ; si bien qu'au moment où la dîme est perçue, elle a grossi dans des proportions énormes. Le collecteur d'impôts cherche à se dédommager de ses erreurs de calcul aux frais du paysan. Ce dernier, généralement couvert de dettes, attend impatiemment l'instant où il pourra vendre sa récolte. Mais souvent, après avoir fauché son blé, il doit attendre pour le battre des semaines entières, jusqu'au moment où il conviendra au collecteur de dîmes de prélever la part qui lui revient. La récolte menace de pourrir sur pied, et le collecteur, généralement lui-même marchand de grains, exploite cette situation pour obliger à lui vendre le blé à un prix très bas ; il sait s'assurer l'appui des fonctionnaires, notamment des mouktars (chefs locaux), contre les protestations des mécontents³⁷⁷.

En même temps que les taxes sur les tabacs, les spiritueux, la dîme sur la soie et les redevances des pêcheries, le Conseil International d'Administration de la Dette Publique Ottomane perçoit les dîmes qui servent de caution à la garantie kilométrique des chemins de fer et aux emprunts. Dans chaque cas, le Conseil se réserve le droit d'intervenir dans les contrats des fermiers-collecteurs à propos des dîmes, et de faire verser les recettes de chaque vilayet directement dans les caisses régionales du Conseil. Si l'on ne réussit pas à trou-

³⁷⁷ Charles Morawitz, *Die Türkei im Spiegel ihrer Finanzen*, 1903, p. 84.

ver de collecteur, les dîmes sont emmagasinées en nature par le gouvernement turc ; les clés des dépôts sont confiées au Conseil, celui-ci revend les dîmes pour son propre compte.

Ainsi le métabolisme économique entre la petite paysannerie d'Asie Mineure, de Syrie et de Mésopotamie et le capital allemand s'effectue de la manière suivante : dans les plaines des vilayets de Konia, de Bagdad, de Basra, etc., le grain vient au monde comme simple produit d'usage de l'économie paysanne primitive ; immédiatement il passe en la possession du collecteur d'impôts en tant que tribut versé à l'État. C'est seulement entre les mains de ce dernier que le blé devient marchandise, puis, de marchandise, se transforme en argent, pour être versé à l'État. Cet argent n'est pas autre chose que le blé du paysan sous une forme modifiée ; il n'a pas été produit en tant que marchandise. Maintenant, comme garantie d'État, il sert à payer en partie la construction et le trafic ferroviaires, c'est-à-dire à réaliser à la fois la valeur des moyens de production qui y sont utilisés et la plus-value extorquée aux paysans et aux ouvriers asiatiques pendant la construction et la mise en service. En outre, comme les moyens de production utilisés à la construction du chemin de fer sont fabriqués en Allemagne, le blé du paysan, transformé en argent, sert encore à réaliser la plus-value extorquée aux ouvriers allemands pendant la fabrication de ces moyens de production. En accomplissant cette fonction, l'argent passe des caisses de l'État turc dans celles de la Deutsche Bank pour y être accumulé comme plus-value capitaliste, sous forme de profits d'émission, tantièmes, dividendes et intérêts au profit des sieurs Gwinner, Siemens, de leurs co-administrateurs, des actionnaires et des clients de la Deutsche Bank et de tout le système compliqué des sociétés filiales.

S'il n'y a pas de fermier-collecteur, comme le cas est prévu dans les concessions, la série compliquée des métamorphoses se réduit à sa forme la plus simple et la plus claire : le blé du paysan revient directement à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, c'est-à-dire aux représentants du capital européen, et devient, sous sa forme naturelle même, un revenu du capital allemand et étranger. Il fait s'accomplir l'accumulation du capital européen avant même de s'être départi de sa forme d'usage propre, qui est paysanne et asiatique ; il réalise la plus-value capitaliste avant d'être devenu marchandise et d'avoir réalisé sa propre valeur. Le métabolisme s'effectue d'une manière brutale et directe entre le capital européen et l'économie paysanne asiatique, tandis que l'État turc est réduit à son rôle réel d'appareil politique destiné à exploiter l'économie paysanne pour le compte du capital - ce qui est la fonction véritable de tous les États orientaux dans la période de l'impérialisme capitaliste. L'affaire qui consiste à payer les marchandises allemandes avec le capital allemand n'est pas, comme on pourrait le croire, un cercle vicieux absurde, où les braves Allemands offriraient aux Turcs malins la « jouissance » des grands ouvrages de civilisation ; il s'agit au fond d'un échange entre le capital allemand et l'éco-

nomie paysanne asiatique, un échange qui s'accomplit par la pression de l'État. D'une part les progrès de l'accumulation capitaliste et l'extension des « sphères d'intérêts » servent de prétexte à l'expansion politique et économique du capital allemand en Turquie ; d'autre part la désagrégation rapide, la ruine et l'exploitation de l'économie paysanne par l'État favorisent l'établissement des échanges commerciaux et des chemins de fer, tandis que l'État turc devient de plus en plus dépendant financièrement et politiquement du capital européen ³⁷⁸.

Le protectionnisme et l'accumulation

L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde. Géographiquement, ce milieu représente aujourd'hui encore la plus grande partie du globe. Cependant le champ d'expansion offert à l'impérialisme apparaît comme minime comparé au niveau élevé atteint par le développement des forces productives capitalistes ; il faut tenir compte en effet de la masse énorme du capital déjà accumulé dans les vieux pays capitalistes et qui lutte pour écouler son surproduit et pour capitaliser sa plus-value, et, en outre, de la rapidité avec laquelle les pays pré-capitalistes se transforment en pays capitalistes. Sur la scène internationale, le capital doit donc procéder par des méthodes appropriées. Avec le degré d'évolution élevé atteint par les pays capitalistes et l'exaspération de la concurrence des pays capitalistes pour la conquête des territoires non capitalistes, la poussée impérialiste, aussi bien dans son agression contre le monde non capitaliste que dans les conflits plus aigus entre les pays capitalistes concurrents, augmente d'énergie et de violence. Mais plus s'accroissent la violence et l'énergie avec lesquelles le capital procède à la destruction des civilisations non capitalistes, plus il rétrécit sa base d'accumulation. L'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus sûr et le plus rapide d'y mettre objectivement un terme. Cela ne signifie pas que le point final ait besoin à la lettre d'être atteint. La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase finale du capitalisme une période de catastrophes. Les économistes classiques, dans la période du « *Sturm und Drang* » de l'économie, exprimaient l'espoir d'un développement pacifique de l'accumulation capitaliste et célébraient « le commerce et l'industrie qui ne peuvent

³⁷⁸ « *Du reste dans ce pays tout est difficile et compliqué. Dès que le gouvernement veut créer un monopole pour le papier de cigarettes ou les cartes à jouer, aussitôt la France et l'Autriche-Hongrie interviennent pour mettre un veto dans l'intérêt de leur commerce. S'il s'agit de pétrole, c'est la Russie qui soulèvera des objections et même les puissances les moins intéressées feront dépendre leur accord sur n'importe quelle question de quelque autre accord. L'histoire de la Turquie ressemble au dîner de Sancho Pança : dès que le ministre des Finances veut entreprendre quelque chose, un diplomate se lève, l'interrompt et lui oppose son veto.* » Morawitz: *op. cit.*, p. 70.)

prosperer que par la paix » ; ils prêchaient l'idéologie officielle manchestérienne de l'harmonie des intérêts entre les nations industrielles de la terre - autre aspect de l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail ; ces espoirs semblèrent se confirmer dans la courte période de libre-échange qui régna en Europe autour de 1860 et 1870 ; ils se fondaient sur le faux dogme de l'école de Manchester, selon lequel l'échange de marchandises est la seule condition de l'accumulation capitaliste, et l'accumulation identique à la simple production marchande. L'école de Ricardo identifiait, comme nous l'avons vu, l'accumulation capitaliste et les conditions de sa reproduction avec la production marchande simple et avec les conditions de la circulation simple de marchandises. Cette doctrine se manifesta avec plus d'évidence encore chez le libre-échangisme vulgaire tourné vers la pratique. Toute l'argumentation des libre-échangistes groupés autour de Cobden ne faisait que traduire les intérêts des cotonniers du Lancashire. Leur attention était surtout dirigée sur les acheteurs à gagner et leur dogme était le suivant : « Nous devons acheter à l'étranger afin de trouver à notre tour des acheteurs pour nos produits industriels, c'est-à-dire pour les cotonnades. » Cobden et Bright, en réclamant le libre-échange, notamment l'abaissement des prix des biens de consommation, prétendaient défendre les intérêts du consommateur : mais il ne s'agissait pas de l'ouvrier qui mange du pain, mais du capitaliste qui consomme la force de travail.

Cet évangile ne traduisait jamais réellement les intérêts de l'accumulation capitaliste dans son ensemble. En Angleterre même, il fut démenti dès les années 1840 par les guerres de l'opium, qui prêchaient par la canonnade l'harmonie des intérêts des nations commerçantes en Extrême-Orient. passant ensuite, avec l'annexion de Hong-Kong, à l'opposé de cette doctrine, au système des « sphères d'intérêts »³⁷⁹. Sur le continent européen, le libre-échange des années 1860 n'exprima jamais les intérêts du capital industriel, parce que les pays libre-échangistes du continent étaient à l'époque des pays principalement

³⁷⁹ Ce n'est pas seulement le cas de l'Angleterre. « Dès 1859 une brochure diffusée dans toute l'Allemagne, et dont la rédaction est attribuée au fabricant Diergardt de Viersen, adjurait l'Allemagne de s'assurer à temps le marché d'Extrême-Orient. Une seule méthode permet, affirmait la brochure, d'obtenir quelque chose des Japonais et des Asiatiques en général, c'est le déploiement de la force militaire. La flotte allemande construite avec les économies du peuple avait été un rêve de jeunesse, elle était depuis longtemps vendue aux enchères par Hannibal Fischer. La Prusse avait quelques bateaux mais pas de puissance navale imposante. Cependant on décida d'armer une escadre en vue d'entamer des négociations commerciales en Extrême-Orient. Le royale d'Eulenburg, l'un des hommes d'État prussiens les plus capables et les plus pondérés, prit la direction de cette expédition, dont les buts étaient également scientifiques. Cet homme mena à bien sa mission dans les conditions les plus difficiles avec une grande habileté. On dut renoncer au projet de relations commerciales avec les îles Hawaiï. Par ailleurs l'entreprise atteignit son but. Bien que la presse berlinoise jouât les prophètes et déclarât, à chaque nouvelle difficulté survenue, que tout cela était prévisible depuis longtemps et que ces dépenses pour les manœuvres navales étaient une dilapidation de l'argent des contribuables, le ministère de la nouvelle ère politique ne se laissa pas troubler. La gloire du succès revint aux successeurs. » (W. Lotz, *Die Ideen der Deutschen Handelspolitik*, p. 80.)

agricoles, et que la grande industrie y était peu développée. Le système du libre-échange fut bien plutôt appliqué comme une mesure politique en vue de constituer des nouveaux États nationaux en Europe centrale. En Allemagne, selon les vues de Manteuffel et de Bismarck, c'était un instrument spécifiquement prussien pour mettre l'Autriche à la porte de la Confédération allemande et de l'union douanière, et pour créer le nouvel empire allemand sous l'hégémonie de la Prusse. Économiquement, le libre-échange s'appuyait seulement sur les intérêts du capital marchand, notamment sur le capital des villes hanséatiques pour qui le commerce international était d'importance vitale, et sur les intérêts agricoles des consommateurs ; quant à l'industrie elle-même, seule celle du fer put être gagnée au libre-échange et encore ne put-on lui arracher que la concession de l'abolition des douanes rhénanes. L'industrie textile d'Allemagne du Sud resta intransigeante et maintint son opposition protectionniste. En France, les ailes qui inaugurèrent le libre-échange par les clauses préférentielles furent conclus par Napoléon III sans le consentement et même contre la volonté de la Chambre, constituée par les industriels et les agrariens. Le gouvernement du Second Empire se contenta d'instaurer comme pis-aller des traités commerciaux, qui furent acceptés faute de mieux par l'Angleterre - pour ne pas susciter d'opposition parlementaire en France et pour établir en fin de compte le libre-échange sur une base internationale derrière le dos du corps législatif. Le premier traité important entre la France et l'Angleterre surprit l'opinion publique française³⁸⁰. Entre 1853 et 1862, le vieux système protectionniste français fut aboli par trente-deux décrets impériaux, qui furent ratifiés en 1863 « par voie législative », afin que les formes fussent respectées. En Italie le libre-échange était une arme de la politique de Cavour, et résultait du besoin où il était de s'appuyer sur la France. Dès 1870, sous la poussée de l'opinion publique, une enquête fut ouverte, qui révéla le peu d'intérêt des milieux concernés pour la politique libre-échangiste. Enfin, en Russie, la tendance libre-échangiste des années 1860 ne fit que jeter les bases de l'économie marchande et de la grande industrie : elle accompagna l'abolition du servage et la construction d'un réseau ferré³⁸¹.

³⁸⁰ « Une négociation officielle fut ouverte [entre les gouvernements français et allemand, après que Michel Chevalier ait eu les premières conversations préliminaires avec Gobden. R.L.] au bout de peu de jours : elle fut conduite avec le plus grand mystère. Le 7 janvier 1860, Napoléon III annonça ses intentions dans une lettre-programme adressée au ministre d'État, M. Fould. Cette déclaration éclata comme un coup de foudre. Après les incidents de l'année qui venait de finir on comptait qu'aucune modification du régime douanier ne serait tentée avant 1861. L'émotion fut générale, néanmoins le traité fut signé le 23 janvier. » (Auguste Devers, *La politique commerciale de la France depuis 1860. Écrits de la ligue politique sociale*, II, p. 136.)

³⁸¹ A la suite de la débâcle de la campagne de Crimée, des réformes durent être instaurées : la révision du tarif douanier russe dans un sens libéral en 1857 et 1868, la suppression définitive du système douanier insensé de Kankrin, en étaient l'expression et le complément. Mais la réduction des tarifs douaniers répondait surtout aux intérêts immédiats des propriétaires fonciers nobles, qui, à la fois comme consommateurs de marchandises étrangères et comme producteurs de blé pour l'exporta-

Ainsi le libre-échange comme système international ne pouvait être a priori qu'un épisode dans l'histoire de l'accumulation du capital, pour cette raison même, il est faux d'attribuer le revirement général et le retour au protectionnisme qui eut lieu à la fin des années 1870, à une réaction de défense des autres pays capitalistes contre le libre-échange de la Grande-Bretagne³⁸².

Cette idée est démentie par plusieurs faits : ainsi en Allemagne, en France et en Italie, ce furent les agrariens qui prirent l'initiative du retour au protectionnisme, non contre la concurrence de l'Angleterre, mais contre celle des États-Unis; par ailleurs, les menaces contre l'industrie naissante en Russie, par exemple, venaient plutôt de l'Allemagne que de l'Angleterre, et, en Italie, plutôt de la France. De même, ce n'est pas le monopole industriel de l'Angleterre qui est cause de la dépression universelle et permanente qui suivit la crise des années 1870, et qui avait suscité le désir du protectionnisme. Le revirement protectionniste avait des causes plus générales et plus profondes. Les purs principes libre-échangistes qui entretenaient l'illusion de l'harmonie des intérêts sur le marché mondial furent abandonnés dès que le grand capital in-

tion, avaient tout à gagner de la suppression des barrières douanières entre la Russie et l'Europe occidentale. Le journal qui représentait les intérêts agricoles, le *Freie Oekonomische Gesellschaft*, constate en effet : « *Entre 1822 et 1882, le plus grand producteur de la Russie, qui est l'agriculture, a subi quatre fois des pertes considérables, ce qui l'a mise dans une situation extrêmement critique, et chaque fois la cause directe en était l'élévation énorme des tarifs douaniers. Inversement la période de trente-deux ans qui va de 1915 à 1877, pendant laquelle les tarifs étaient modérés, s'est écoulée sans heurt, mises à part les trois guerres et une guerre civile [l'auteur entend par là la révolte polonaise de 1863, R. L.], dont chacune provoqua des sacrifices financiers plus ou moins grands de la part de l'État.* » (*Memorandum der Kaiserlichen Freien Oekonomischen Gesellschaft in Sachen der Revision des russischen Zolltarifs*, Petersburg, 1890, p. 148.)

La preuve qu'en Russie, jusqu'à une époque très récente, les avocats du libre-échange ou du moins de l'abaissement des tarifs douaniers, ne peuvent être considérés comme les défenseurs des intérêts du capital industriel, c'est que l'organe scientifique du mouvement libre-échangiste, la *Freie Oekonomische Gesellschaft*, combattait le protectionnisme, dans les années 1890 encore, y voyant une méthode de « transplantation artificielle » de l'industrie capitaliste en Russie ; c'est dans l'esprit d'un « populisme réactionnaire » que la revue attaquait le capitalisme comme donnant naissance au prolétariat moderne, « ces masses de gens inaptes au service militaire, sans propriété et sans patrie, qui n'ont rien à perdre, et ont depuis longtemps une mauvaise réputation ». (Op. cit., p. 171.)

³⁸² Fr. Engels partageait cette opinion. Dans une lettre à Nikolai-on, il écrit le 18 juin 1892 : « *Des écrivains anglais, aveuglés par les intérêts patriotiques, ne peuvent pas comprendre pourquoi le libre-échange, dont l'Angleterre a donné l'exemple, est refusé partout avec tant d'opiniâtreté et remplacé par le protectionnisme. Naturellement ils n'osent tout simplement pas admettre que ce système - aujourd'hui presque universel - du protectionnisme est une mesure de défense plus ou moins sensée (dans certains cas même parfaitement absurde) contre ce même libre-échange anglais, qui amena le monopole industriel anglais à son apogée. Dans le cas de l'Allemagne, qui est devenue un grand État Industriel grâce au libre-échange, cette réaction est stupide ; le protectionnisme s'y étend aujourd'hui aux produits agricoles et aux matières premières, ce qui augmente les prix de revient de la production industrielle ! Je regarde ce retour général au protectionnisme non comme un hasard, mais comme une réaction contre le monopole industriel de l'Angleterre, qui semble intolérable. Comme je l'ai déjà dit, la forme de cette réaction peut être fautive, inadéquate ou pire encore, mais la nécessité historique de cette réaction me semble claire et évidente.* » (*Briefe....* p. 71.)

dustriel eut pris suffisamment pied dans les principaux États du continent européen pour se rendre compte des conditions de l'accumulation. Or, ces conditions d'accumulation battent en brèche la vieille doctrine de la réciprocité des intérêts des États capitalistes. Elles provoquent au contraire leur antagonisme et la concurrence pour la conquête des milieux non capitalistes.

Au début de l'ère du libre-échange, les guerres contre la Chine commençaient seulement à ouvrir l'Extrême-Orient au commerce, et le capital européen faisait ses premiers pas en Égypte. Aux alentours de 1880, en même temps que le protectionnisme, la politique d'expansion est pratiquée avec une intensité croissante : une succession ininterrompue d'événements se poursuit à travers les années 1880 : l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre, les conquêtes coloniales allemandes en Afrique, l'occupation française de Tunis et l'expédition au Tonkin, les percées de l'Italie à Assab et Massua, la guerre d'Abyssinie et la création de l'Érythrée, les conquêtes anglaises en Afrique du Sud. Le conflit entre l'Italie et la France pour la sphère d'intérêts de Tunis fut le préambule caractéristique de la guerre douanière franco-italienne ; sept ans plus tard, cet épisode violent a mis fin sur le continent européen à l'harmonie des intérêts, chère à la doctrine du libre-échangiste. Le mot d'ordre du capital devint la monopolisation des régions non capitalistes, aussi bien à l'intérieur des vieux États capitalistes qu'à l'extérieur, dans les pays d'outre-mer. En revanche, le libre-échange, la politique de la « porte ouverte » devinrent l'expression spécifique du désarmement économique des pays non capitalistes en face du capitalisme international, l'expression de l'équilibre entre les diverses puissances industrielles concurrentes le prélude à l'occupation partielle ou totale des pays non capitalistes soit comme colonies, soit comme sphères d'influence. Si l'Angleterre seule est restée jusqu'ici fidèle au libre-échange, cela tient en première ligne à ce qu'elle était l'empire colonial le plus ancien et qu'elle trouva dès le début dans ses immenses possessions territoriales extra-capitalistes une base d'opérations offrant à son accumulation des perspectives illimitées jusqu'à nos jours, et la soustrayant en fait à la concurrence des autres pays capitalistes. C'est ce qui explique la tendance générale des pays capitalistes à s'isoler les uns des autres par des tarifs douaniers ; cependant, en même temps, ils développaient de plus en plus les échanges commerciaux, et devenaient toujours plus dépendants les uns des autres quant au renouvellement des conditions matérielles de leur reproduction. Pourtant, du point de vue du développement technique des forces productives, le protectionnisme est aujourd'hui superflu et il contribue même parfois à la conservation artificielle de méthodes de production périmées. Comme celle qui est au fond des emprunts internationaux, la contradiction immanente de la politique protectionniste ne fait que refléter la contradiction historique entre les intérêts de l'accumulation - c'est-à-dire la réalisation et la capitalisation de la plus-value - et le pur point de vue de l'échange de marchandises.

Ceci se manifeste dans le fait que le système moderne de hauts tarifs douaniers, exigés par l'expansion coloniale et les conflits plus aigus à l'intérieur du milieu capitaliste, fut introduit surtout en vue d'accroître les armements. En Allemagne comme en France, en Italie et en Russie, le retour au protectionnisme fut lié à l'extension du militarisme et introduit en fonction de celui-ci ; il servit de base à la course aux armements de terre, puis de mer, qui se développa à cette époque. Le libre-échange européen auquel correspondait le système militaire continental avec la priorité donnée à l'armée de terre, a cédé la place au protectionnisme comme fondement et complément du système militaire impérialiste où la priorité était toujours donnée à la marine.

L'accumulation capitaliste, dans son ensemble, a donc, comme processus historique concret, deux aspects différents : l'un concerne la production de la plus-value - à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole - et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié. Dans les deux phases cependant, à l'usine comme sur le marché, elle reste exclusivement dans les limites d'un échange de marchandises, d'un échange de grandeurs équivalentes, sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe.

L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.

La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la « concurrence pacifique », des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure.

En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste. La carrière historique du capital ne peut être appréciée qu'en fonction de ces deux aspects. Le capital n'est pas qu'à sa naissance « dégouttant de sang et de boue par tous les pores », mais pendant toute sa marche à travers le

monde ; c'est ainsi qu'il prépare, dans des convulsions toujours plus violentes, son propre effondrement.

Le militarisme, champ d'action du capital

Le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de l'« accumulation primitive », c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies. Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens. à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste.

Le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation. En recherchant quels étaient les acheteurs des masses de produits recelant la plus-value capitalisée, nous avons à plusieurs reprises écarté l'État et ses organes. Nous les avons classés parmi les couches à revenu dérivé, dans les catégories annexes qui tirent leurs ressources de la plus-value (et dans une certaine mesure du salaire), et où l'on trouve également les représentants des professions libérales ainsi que toutes sortes de parasites de la société actuelle (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire... »). Mais cette interprétation repose sur deux hypothèses : à savoir premièrement que nous supposons, conformément au schéma marxien de la reproduction, que l'État tire ses impôts uniquement de la plus-value et du salaire capitaliste³⁸³ ; et deuxièmement que nous ne considé-

³⁸³ Cette hypothèse est formulée par le Dr Renner, qui en fait la base de son traité des impôts. Il écrit : « Toute quantité de valeur créée en une année se répartit en quatre catégories. Les impôts d'une année ne peuvent être prélevés que sur ces quatre sources : le profit, l'intérêt, la rente et le salaire. » (*Das arbeitende Volk und die Steuern*, 1909, p. 9.)

Cependant Renner mentionne aussitôt après l'existence des paysans, mais ne leur consacre qu'une phrase : « Un paysan par exemple est en même temps entrepreneur, ouvrier et propriétaire foncier, son entreprise lui rapporte à la fois un salaire, un profit et une rente. » C'est évidemment une abstraction pure que de répartir la paysannerie dans toutes les catégories de la production capitaliste, et de considérer le paysan comme réunissant dans sa personne un entrepreneur (le sien propre), un ouvrier salarié et un propriétaire foncier. Si l'on veut comme Renner envisager la paysannerie comme une catégorie unique, sans faire de distinction, sa spécificité économique réside précisé-

rons l'État et ses organes que comme des consommateurs. S'il s'agit en effet de la consommation personnelle des fonctionnaires de l'État (donc du « mercenaire »), cela signifie qu'une partie de la consommation de la classe ouvrière est transférée aux parasites de la classe capitaliste, dans la mesure où ce sont les travailleurs qui y pourvoient.

Supposons un instant que tout l'argent extorqué aux travailleurs sous forme d'impôts indirects et représentant une diminution de leur consommation soit employé à payer des traitements aux fonctionnaires et à ravitailler l'armée. Alors il n'y aura pas de modification dans la reproduction du capital social total. La section des moyens de consommation, et par conséquent aussi celle des moyens de production, restent inchangées, car l'ensemble des besoins de la société n'a varié ni en qualité ni en quantité. Ce qui a changé, c'est simplement le rapport de valeur entre v , c'est-à-dire la marchandise - force de travail, et les produits de la section II, c'est-à-dire les moyens de subsistance. Ce même v , qui est l'expression en argent de la force de travail, est échangé maintenant contre une quantité moindre de moyens de consommation. Que deviennent les produits restants de la section II ? Au lieu d'être consommés par les ouvriers, ils sont distribués aux fonctionnaires de l'État et à l'armée. A la consommation des ouvriers se substitue, pour une quantité égale, celle des organes de l'État capitaliste. Dans des conditions de reproduction identiques, il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total : une portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v , est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus-value relative s'était accrue d'une certaine somme, qui s'ajouterait à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites. Ainsi l'exploitation brutale de la classe ouvrière par le mécanisme des impôts indirects, qui servent à l'entretien de l'appareil de l'État capitaliste, aboutit à une augmentation de la plus-value, ou plutôt de la partie *consommée* de la plus-value ; il faut simplement mentionner que ce partage supplémentaire entre la plus-value et le capital variable a lieu après coup, c'est-à-dire une fois l'échange entre le capital et la force de travail accompli. Mais la consommation des organes de l'État capitaliste ne contribue en rien à la réalisation de la plus-value capitalisée, parce que cet accroissement de la plus-value consommée - même s'il se fait aux dépens de la classe ouvrière - se produit après coup. Inversement on peut dire : si la classe ouvrière ne supportait pas la plus grande partie des frais d'entretien des fonctionnaires de l'État et du « mercenaire », les capitalistes eux-mêmes en auraient la charge. Une partie correspondante de la plus-value devrait être directement assignée à l'entretien des organes de leur domination de classe ; elle serait prélevée sur leur propre consommation qu'ils restreindraient d'autant, ou

ment dans le fait qu'elle ne peut être rattachée ni à l'entreprise capitaliste, ni au prolétariat, et qu'elle représente une production marchande simple, et non pas capitaliste.

encore, ce qui est plus vraisemblable, sur la portion de la plus-value destinée à la capitalisation. Ils ne pourraient pas capitaliser autant, parce qu'ils seraient obligés de dépenser davantage pour l'entretien direct de leur propre classe. Les charges de l'entretien de leurs parasites étant rejetées en grande partie sur la classe ouvrière (et sur les représentants de la production simple de marchandises : le paysan, l'artisan), les capitalistes peuvent consacrer une partie plus importante de la plus-value à la capitalisation. Mais cette opération de transfert n'implique aucunement la possibilité de la capitalisation, en d'autres termes elle ne crée aucun marché nouveau qui permette d'utiliser la plus-value libérée à produire et à réaliser des marchandises nouvelles. La question change d'aspect si les ressources concentrées entre les mains de l'État par le système des impôts sont utilisées à la production des engins de guerre.

Par le système des impôts indirects et des tarifs protectionnistes, les frais du militarisme sont principalement supportés par la classe ouvrière et la paysannerie. Il faut considérer séparément les deux sortes d'impôts. D'un point de vue économique, les choses se passent de la manière suivante, en ce qui concerne la classe ouvrière : à moins que les salaires n'augmentent de manière à compenser l'enchérissement des vivres - or ce n'est pas le cas actuellement pour la grande masse de la classe ouvrière, et même pour la minorité organisée dans les syndicats à cause de la pression des cartels et des organisations d'employeurs - les impôts indirects représentent le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État³⁸⁴. Le capital variable, représenté par une certaine somme d'argent, mobilisera comme auparavant une quantité correspondante de travail vivant, autrement dit il sert à employer la quantité correspondante de capital constant à la production et à produire la quantité correspondante de plus-value. Cette circulation du capital une fois accomplie, il se fait un partage entre la classe ouvrière et l'État : une partie de la somme reçue par les ouvriers en échange de leur force de travail passe à l'État ; autrefois, le capital s'appropriait tout le capital variable sous sa forme matérielle comme pouvoir d'achat ; aujourd'hui, la classe ouvrière ne retient sous forme d'argent qu'une partie du capital variable, le reste passant à l'État. Cette opération a lieu invariablement une fois le cycle du capital achevé, entre le capital et le travail et pour ainsi dire derrière le dos du capital. Elle ne modifie nullement directement les étapes fondamentales de la circulation du capital et de la production de la plus-value, et ne les concerne pas tout d'abord.

Mais elle affecte en réalité les conditions de la reproduction du capital total. Le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État signifie une réduction correspondante de la participation de la classe ouvrière à

³⁸⁴ Nous ne traiterons pas ici du problème des cartels et des trusts comme phénomènes spécifiques de la phase impérialiste, issus de la concurrence interne entre les différents groupes capitalistes pour la monopolisation des champs d'accumulation existants et pour la répartition du profit ; cela dépasserait les limites que nous nous sommes fixées.

la consommation des moyens de subsistance. Pour le capital total, cela implique qu'il produira une quantité moindre de moyens de subsistance pour la classe ouvrière, à supposer que le capital variable (sous forme d'argent et comme force de travail) et la quantité de plus-value appropriée restent constants ; il y aura donc une diminution de la part du prolétariat dans le produit total de la société. Au cours de la reproduction du capital total, on produira donc une quantité de moyens de subsistance inférieure à celle correspondant à la grandeur de valeur du capital variable, puisqu'il y a eu modification du rapport de valeur entre le capital variable et la quantité de moyens de subsistance où il est réalisé : la quantité des impôts indirects s'exprime par l'enchérissement du prix des moyens de subsistance, tandis que conformément à notre hypothèse la force de travail comme valeur argent reste invariable, ou du moins ne varie pas en proportion de l'enchérissement des moyens de subsistance. En quel sens se produira la modification des rapports matériels de reproduction ? Quand on réduit les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de la force de travail, on libère par là même une quantité correspondante de capital constant et de travail vivant. Ce capital constant et ce travail vivant peuvent être employés à une production différente, s'il y a pour cette production dans la société une demande effective *. C'est l'État qui représente cette nouvelle demande, puisqu'il s'est approprié une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière grâce à la législation fiscale. Cette fois cependant l'État ne demande pas de moyens de subsistance - nous négligeons ici la demande de moyens de subsistance pour l'entretien des fonctionnaires de l'État, fournis également par les impôts : nous en avons déjà tenu compte sous la rubrique des « tierces personnes » - mais une catégorie spécifique de produits, les engins de guerre du militarisme, les armements navals ou de terre.

Nous reprenons l'exemple du deuxième schéma marxien de l'accumulation, afin d'examiner de plus près les transformations de la reproduction sociale :

I. $5\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 7\ 000$ moyens de production.

II. $1\ 430\ c + 8\ 285\ v + 285\ pl = 2\ 000$ moyens de consommation.

Supposons maintenant qu'à la suite des impôts indirects et de l'enchérissement consécutif des moyens de subsistance, le salaire réel, c'est-à-dire la consommation de la classe ouvrière, soit réduit de 100. Les ouvriers reçoivent donc comme auparavant un salaire en argent de $1000\ v + 285\ v = 1285\ v$ (en argent), mais pour cette somme ils ne peuvent acheter des moyens de subsis-

* Nous traduisons l'expression « *zahlungsfähige Nachfrage* » par « demande effective » au sens classique du terme. (N. d. T.)

tance que pour une valeur de 1 185. La somme de 100, correspondant à l'enchérissement des moyens de subsistance, passe à l'État sous forme d'impôt. En outre les paysans, etc. lui versent 150 sous forme de taxe d'armement, il reçoit donc en tout 250. Ces 250 unités représentent une nouvelle demande, très exactement une demande d'armements. Cependant nous ne nous occuperons provisoirement que des 100 unités prélevées sur les salaires ouvriers. Cette demande d'armements pour une valeur de 100 nécessite la création d'une branche de production correspondante qui doit avoir un capital constant de 71.5 et un capital variable de 14,25 en admettant une composition organique du capital identique, c'est-à-dire moyenne, à celle du schéma de Marx :

$$71,5 c + 14,25 v + 14,25 pl = 100 \text{ (armements).}$$

En outre cette branche de production a besoin de moyens de production pour une valeur de 71.5 et de moyens de subsistance pour une valeur d'environ 13 (presque équivalente à la diminution des salaires réels de 1/13, valable également pour ces ouvriers).

On peut objecter immédiatement que le profit résultant de cette extension des débouchés n'est qu'apparent, puisque la diminution de la consommation réelle de la classe ouvrière aura pour conséquence inévitable un rétrécissement de la production des moyens de subsistance. Ce rétrécissement prendra, dans la section II, la forme suivante :

$$71,5 c + 14,25 v + 14,25 pl = 100.$$

En outre la section des moyens de production devra également restreindre sa production si bien que, par suite de la réduction de la consommation de la classe ouvrière, les deux sections présenteront le tableau suivant :

$$\text{I. } 4949 c + 989,75 v + 989,75 pl = 6\,928,5$$

$$\text{II. } 1358,5 c + 270,75 v + 270,75 pl = 1900.$$

Si maintenant, par l'intermédiaire de l'État, 100 unités donnent lieu à une production d'armements pour une même valeur et simultanément stimulent la production des moyens de production, il semble au premier abord qu'il s'agisse d'une simple transformation extérieure de la forme matérielle de la production sociale : on produirait à la place d'une certaine quantité de moyens de subsistance une quantité équivalente d'engins de guerre. Le capital n'a fait que gagner d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. Mais on peut donner une inter-

prétation différente : ce qu'un grand nombre de capitalistes produisant des moyens de subsistance pour la masse ouvrière perdent comme débouchés profite à un petit groupe de grands industriels de la branche des armements.

Les choses ne se passent ainsi que tant que l'on envisage le capitaliste individuel. Il importe peu à celui-ci que la production soit orientée vers telle ou telle branche. Pour le capitaliste individuel il n'existe pas de sections de la production globale telles que les établit le schéma. Il n'y a que des marchandises et des acheteurs ; il est donc tout à fait indifférent au capitaliste individuel de produire des vivres ou des engins de mort, des conserves de viande ou des plaques blindées.

Les adversaires du militarisme se réclament souvent de ce point de vue pour montrer que les armements de guerre comme investissements économiques pour le capital ne font que faire passer les profits de certains capitalistes dans la poche des autres³⁸⁵. D'autre part le capital et son sycophante cherchent à imposer ce point de vue à la classe ouvrière, essayant de la persuader que les impôts indirects et la demande de l'État ne font qu'entraîner une modification de la forme matérielle de la reproduction ; on substitue à certaines marchandises la production de croiseurs et de canons qui donnent à l'ouvrier du travail et du pain autant et même davantage, quelle que soit la branche de production.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le schéma pour vérifier la part d'exactitude dans ces affirmations en ce qui concerne les ouvriers. Supposons, pour simplifier la comparaison, que la production des engins de guerre emploie exactement autant d'ouvriers qu'autrefois la production de moyens de subsistance pour les salariés ; nous aurons le résultat suivant : pour un travail accompli correspondant au salaire de 2 285 v, ils pourront acheter des moyens de subsistance pour 1 185.

Les conséquences sont différentes du point de vue du capital total, pour qui les 100 unités prélevées par l'État et représentant une demande de matériel de guerre constituent un débouché nouveau. A l'origine, cette somme

³⁸⁵ Dans une réponse à Vorontsov, très appréciée des marxistes russes, le professeur Manuilov écrivait « Il faut faire ici une distinction très nette entre le groupe d'entrepreneurs qui produit des engins de guerre et l'ensemble de la classe capitaliste. Pour les fabricants de canons, de fusils et de tout autre matériel de guerre, l'existence de l'armée est sûrement avantageuse, probablement même indispensable. Il est tout à fait possible que la suppression du système de la paix armée signifierait la ruine pour Krupp; mais nous ne parlons pas d'un groupe particulier d'entrepreneurs, mais des capitalistes en tant que classe et de la production capitaliste dans son ensemble. » De ce dernier point de vue, il faut constater que « si le poids des impôts repose principalement sur la masse de la population ouvrière, chaque accroissement de ses charges diminue le pouvoir d'achat de la population et en même temps la demande de marchandises ». Ce fait prouve « que le militarisme considéré du point de vue de la production du matériel de guerre enrichit sans doute certains capitalistes, mais nuit aux autres, représente un gain d'un côté, mais une perte de l'autre » (*Vesnik Pravda. Journal de jurisprudence*, Saint-Petersbourg, 1890, n° 1, *Militarisme et Capital* »).

était du capital variable, comme telle elle a rempli sa fonction, a été échangée contre du travail vivant, qui a produit de la plus-value. Par la suite, elle interrompt la circulation du capital variable, s'en sépare et réapparaît comme propriété de l'État sous forme d'un pouvoir d'achat nouveau. En quelque sorte créée à partir de rien, elle semble constituer un nouveau champ de débouchés. Sans doute la vente des moyens de subsistance aux ouvriers sera-t-elle d'abord réduite de 100 unités. Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est un consommateur et acheteur de marchandises aussi valable que n'importe quel autre, qu'un capitaliste, que l'État, le paysan « étranger », etc. N'oublions pas cependant que pour le capital total, l'entretien de la classe ouvrière n'est qu'un mal nécessaire et détourne du but véritable de la production, qui est la création et la réalisation de la plus-value. Si l'on réussit à extorquer la même quantité de plus-value sans être obligé de fournir à la force de travail la même quantité de moyens de subsistance, l'affaire n'en est que plus brillante. C'est comme si le capital était parvenu, sans enchérissement des moyens de subsistance, à réduire d'autant les salaires sans diminuer le rendement des ouvriers. Une réduction constante des salaires entraîne pourtant à la longue la diminution de la production de moyens de subsistance. S'il réduit fortement les salaires, le capital se moque de produire une quantité moindre de moyens de subsistance pour les ouvriers, au contraire il profite de chaque occasion pour le faire ; de même le capital pris dans son ensemble n'est pas mécontent si, grâce aux impôts indirects sans compensation d'augmentation de salaires, la demande de moyens de subsistance de la classe ouvrière diminue. Sans doute, quand il y a réduction directe des salaires, le capitaliste empêche-t-il la différence de capital variable, et celle-ci fait augmenter la plus-value relative dans le cas où les prix des marchandises sont restés stables ; maintenant au contraire, cette différence est encaissée par l'État. Seulement par ailleurs il est difficile d'obtenir les réductions générales et permanentes de salaires à n'importe quelle époque, mais en particulier lorsque les organisations syndicales ont atteint un degré élevé de développement. Les vœux pieux du capital se heurtent alors à des barrières sociales et politiques très puissantes. En revanche, la diminution des salaires réels peut être obtenue rapidement, aisément et dans tous les domaines par le système des impôts indirects, et il faut attendre longtemps avant qu'une résistance se manifeste, celle-ci s'exprime du reste sur le plan politique et n'est pas suivie de résultat économique immédiat. La restriction consécutive de la production des moyens de subsistance apparaît du point de vue du capital total non pas comme une diminution de la vente, mais comme une économie de frais généraux dans la production de la plus-value. La production de moyens de subsistance pour les ouvriers est une condition *sine qua non* de la création de la plus-value, c'est-à-dire de la reproduction de la force de travail vivante ; elle n'est jamais un moyen de réaliser la plus-value.

Reprenons notre exemple :

$$\text{I. } 5\,000\text{ c} + 1\,000\text{ v} + 1\,000\text{ pl} = 7\,000\text{ moyens de production.}$$

$$\text{II. } 1\,430\text{ c} + 285\text{ v} + 285\text{ pl} = 2\,000\text{ moyens de consommation.}$$

Au premier abord il semble que la section II produise et réalise de la plus-value même dans la production des moyens de consommation pour les ouvriers, ainsi que la section I dans la mesure où elle produit les moyens de production nécessaires à la production de ces mêmes moyens de subsistance. Cependant l'illusion se dissipe lorsque nous considérons le produit social total. Celui-ci se présente comme suit :

$$6\,430\text{ c} + 1\,285\text{ v} + 1\,285\text{ pl} = 9\,000.$$

Maintenant supposons que la consommation des ouvriers soit diminuée de 100 unités. La réduction correspondante dans les deux sections se manifesterait dans des modifications de la reproduction, exprimées par le tableau suivant :

$$\text{I. } 4\,949\text{ c} + 989,75\text{ v} + 989,75\text{ pl} = 6\,928,5.$$

$$\text{II. } 1\,358,5\text{ c} + 270,75\text{ v} + 270,75\text{ pl} = 1\,900.$$

Et le produit social global sera :

$$6\,307,5\text{ c} + 1\,260,5\text{ v} + 1\,260,5\text{ pl} = 8\,828,5.$$

On constate au premier coup d'œil une diminution générale du volume total de la production, et également de la production de la plus-value. Cette impression n'est valable que tant que nous envisageons les grandeurs abstraites de valeur dans la composition du produit total, sans tenir compte de sa composition matérielle. En examinant les choses de plus près, nous constatons que la réduction n'affecte que les frais d'entretien de la force de travail. Dorénavant on produira moins de moyens de subsistance ou de moyens de production, mais ceux-ci servaient exclusivement à l'entretien des ouvriers. Il y a moins de capital employé et le produit social est moindre. Mais le but de la production capitaliste n'est pas d'employer dans l'absolu le plus de capital possible, mais de créer la plus grande quantité possible de plus-value. Le capital n'a diminué que parce que l'entretien des ouvriers exige moins de capital. Tandis qu'autrefois l'ensemble des frais d'entretien des ouvriers occupés dans la société était ex-

primé par 1 285 unités, aujourd'hui il faut déduire de ces frais d'entretien le déficit survenu dans le produit global, qui est de 171,5 (9 000 - 8 828,5), et nous obtenons alors le produit social modifié comme suit :

$$6\,430\,c + 1\,113,5\,v + 1\,285\,pl = 8\,828,5.$$

Le capital constant et la plus-value n'ont pas changé. Seul le capital variable de la société, le travail payé a diminué. Ou encore si l'on est surpris que le capital constant n'ait pas changé, supposons, comme c'est le cas en réalité, une diminution du capital constant correspondant à la diminution des moyens de subsistance des ouvriers ; nous obtenons alors un produit social total qui se compose comme suit :

$$6\,307,5\,c + 1\,236\,v + 1\,285\,pl = 8\,828,5.$$

Dans les deux cas, la plus-value reste inchangée, malgré la diminution du produit total, car les frais d'entretien des ouvriers, et seulement ceux-ci, ont diminué.

On peut imaginer les choses comme suit : le produit social total peut être divisé, d'après sa valeur, en trois parties proportionnelles représentant exclusivement d'une part le capital constant global, d'autre part le capital variable global et enfin la plus-value globale. Tout se passe alors comme si la première portion de produits ne contenait pas un atome de travail nouvellement ajouté, et comme si la deuxième et la troisième portion ne contenaient pas un seul moyen de production. Dans sa forme matérielle, la masse des produits est le résultat de la période de production dont elle est issue ; bien que le capital constant comme grandeur de valeur résulte de périodes de production antérieures et ne soit que transféré sur de nouveaux produits, on peut donc diviser aussi le nombre global des ouvriers occupés en trois catégories : ceux qui ne font que produire le capital total constant de la société, ceux qui ont pour tâche exclusive de pourvoir à l'entretien de l'ensemble des ouvriers et enfin ceux qui créent la plus-value entière de la classe capitaliste.

Si la consommation des ouvriers diminue, il n'y aura de réduction que dans la seconde catégorie d'ouvriers, dont un certain nombre seront licenciés. Mais par définition ces ouvriers ne créent pas de plus-value pour le capital, leur licenciement ne représente donc pas, du point de vue du capital, une perte mais un profit, puisqu'il diminue les frais de production de la plus-value.

En revanche, la demande de l'État qui se produit simultanément présente l'attrait d'une nouvelle sphère de réalisation de la plus value. Une partie

de l'argent, mobilisé dans la circulation du capital variable, se détache du cycle et constitue comme propriété de l'État une demande nouvelle. Pratiquement, du point de vue de la technique fiscale, le processus est évidemment différent : en fait le montant des impôts indirects est avancé à l'État par le capital et c'est le consommateur qui le rembourse au capitaliste au cours de la vente des marchandises ; mais cela ne change rien à la réalité économique des choses. L'essentiel, du point de vue économique, est que la somme ayant fonction de capital variable serve d'abord de véhicule à l'échange entre le capital et la force de travail ; ensuite au cours de l'échange entre l'ouvrier comme consommateur et le capitaliste comme vendeur de marchandises, elle passe des mains de l'ouvrier aux caisses de l'État sous forme d'impôt. La somme mise en circulation par le capital ne remplit que de cette manière sa fonction dans l'échange avec la force de travail, mais ensuite elle commence une carrière entièrement nouvelle par l'intermédiaire de l'État, comme pouvoir d'achat nouveau, étranger au capital et à la classe ouvrière, orienté vers une branche particulière de la production qui ne sert ni à l'entretien de la classe capitaliste ni à celui de la classe ouvrière ; ainsi elle offre au capital une occasion nouvelle à la fois de créer et de réaliser de la plus-value. Nous constatons tout à l'heure que lorsque les impôts indirects sont utilisés à pourvoir aux salaires des fonctionnaires et à l'entretien de l'armée, « l'économie » faite sur la consommation des ouvriers permet de faire peser les frais de la consommation personnelle des parasites de la classe capitaliste et des instruments de sa domination sur les ouvriers plutôt que sur les capitalistes, de les prélever sur le capital variable plutôt que sur la plus-value et en même temps de libérer une quantité équivalente de plus-value pour la capitalisation. A présent nous voyons que les impôts indirects extorqués aux ouvriers, s'ils sont utilisés à la production de matériel de guerre, offrent au capital un nouveau champ d'accumulation.

Pratiquement, sur la base du système d'impôts indirects, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure d'une part l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et d'autre part il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié ³⁸⁶.

Examinons la deuxième source du pouvoir d'achat de l'État, dans notre exemple les 150 unités de la somme globale des 250, investies en armements. Ces 150 se distinguent essentiellement des 100 unités que nous avons considérées jusqu'à présent. Ces 150 unités ne sont pas prélevées sur les ouvriers, mais

³⁸⁶ En fin de compte, la détérioration des conditions normales de renouvellement de la force de travail provoque une détérioration de la force de travail elle-même, la diminution du rendement et de la productivité moyenne du travail, menace donc les conditions de la production de la plus-value. Mais le capital ne ressentira ces résultats que bien plus tard, aussi n'en tient-il tout d'abord pas compte dans ses calculs économiques. Ces résultats se font seulement sentir dans le durcissement des réactions de défense des travailleurs.

sur la petite bourgeoisie - artisans et paysans - (nous laissons de côté la participation relativement minime de la classe capitaliste aux impôts).

La somme d'argent extorquée à la masse paysanne - que nous choisissons ici pour représenter la masse des consommateurs non prolétaires - et transférée à l'État sous forme d'impôts n'est pas à l'origine avancée par le capital, elle ne se détache pas de la circulation capitaliste. Dans la main des paysans, cette somme est l'équivalent de marchandises réalisées, la valeur d'échange de la production simple de marchandises, l'État bénéficie d'une partie du pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes, autrement dit d'un pouvoir d'achat qui de prime abord sert au capital à réaliser la plus-value à des fins d'accumulation. On peut se demander quelles transformations économiques découlent pour le capital et de quel ordre, du transfert du pouvoir d'achat de ces couches non capitalistes à l'État à des fins militaires. Il semble au premier abord qu'il s'agisse de transformation dans la forme matérielle de la reproduction. Le capital produira, au lieu d'une quantité donnée de moyens de production et de subsistance pour les consommateurs paysans, du matériel de guerre pour l'État pour une somme équivalente. En fait la transformation est plus profonde. Surtout l'État peut mobiliser, grâce au mécanisme des impôts, des sommes prélevées sur le pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes plus considérables que celles que ceux-ci auraient dépensées pour leur propre consommation.

En réalité, c'est le système fiscal moderne qui est dans une large mesure responsable de l'introduction forcée de l'économie marchande chez les paysans. La pression fiscale oblige le paysan à transformer progressivement en marchandises une quantité toujours plus grande de ses produits, et en même temps le force à acheter toujours davantage ; elle fait entrer dans la circulation le produit de l'économie paysanne et contraint les paysans à devenir acheteurs de marchandises capitalistes. Enfin, si nous considérons toujours la production paysanne de marchandises, le système de taxation prive l'économie paysanne d'un pouvoir d'achat bien supérieur à celui qui eût été mis en jeu réellement. Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées pour les placer dans les caisses d'épargne et dans les banques, attendant d'être investies, sont à présent disponibles dans les caisses de l'État et constituent l'objet d'une demande, et offrent des possibilités d'investissement pour le capital. En outre, la multiplicité et l'éparpillement des demandes minimales de diverses catégories de marchandises, qui ne coïncident pas dans le temps et peuvent être satisfaites par la production marchande simple, qui n'intéressent donc pas l'accumulation capitaliste, font place à une demande concentrée et homogène de l'État. La satisfaction d'une telle demande implique l'existence d'une grande industrie développée à un très haut niveau, donc des conditions très favorables à la production de la plus-value et à l'accumulation. De plus, le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme

de commandes de matériel de guerre faites par l'État, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique. C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse, qui a pour tâche de faire l'opinion publique. C'est pourquoi ce champ spécifique de l'accumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée. Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même.

Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde se transforme ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accumulation privilégié. Le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays ou des couches non capitalistes. En même temps, dans les pays capitalistes, ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat ; il dépouille progressivement les premiers de leur force productive et restreint le niveau de vie des seconds, pour accélérer puissamment l'accumulation aux dépens de ces deux couches sociales. Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital.

Plus s'accroît la violence avec laquelle à l'intérieur et à l'extérieur le capital anéantit les couches non capitalistes et avilit les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se transforme en une série de catastrophes et de convulsions, qui, se joignant aux crises économiques périodiques finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière internationale contre la domination du capital avant même que celui-ci n'ait atteint économiquement les dernières limites objectives de son développement.

Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui. Et pourtant il est en même temps la première forme économique incapable de subsister seule, à l'aide de son seul milieu et de son soi nourricier. Ayant tendance à devenir une forme mondiale, il se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production. Il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante

; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction. A un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre.

La crise de la social-démocratie (1915)

« Brochure de Junius »

Socialisme ou Barbarie ?

La scène a changé fondamentalement. La marche des six semaines sur Paris a pris les proportions d'un drame mondial ; l'immense boucherie est devenue une affaire quotidienne, épuisante et monotone, sans que la solution, dans quelque sens que ce soit, ait progressé d'un pouce. La politique bourgeoise est coincée, prise à son propre piège : on ne peut plus se débarrasser des esprits que l'on a évoqués.

Finie l'ivresse. Fini le vacarme patriotique dans les rues, la chasse aux automobiles en or ; les faux télégrammes successifs ; on ne parle plus de fontaines contaminées par des bacilles du choléra, d'étudiants russes qui jettent des bombes sur tous les ponts de chemin de fer de Berlin, de Français survolant Nuremberg ; finis les débordements d'une foule qui flairait partout l'espion ; finie la cohue tumultueuse dans les cafés où l'on était assourdi de musique et de chants patriotiques par vagues entières ; la population de toute une ville changée en populace, prête à dénoncer n'importe qui, à molester les femmes, à crier : hurra ! et à atteindre au paroxysme du délire en lançant elle-même des rumeurs folles ; un climat de crime rituel, une atmosphère de pogrome, où le seul représentant de la dignité humaine était l'agent de police au coin de la rue.

Le spectacle est terminé. Les savants allemands, ces « lémures vacillants », sont depuis longtemps, au coup de sifflet, rentrés dans leur trou. L'allégresse bruyante des jeunes filles courant le long des convois ne fait plus d'escorte aux trains de réservistes et ces derniers ne saluent plus la foule en se penchant depuis les fenêtres de leur wagon, un sourire joyeux aux lèvres ; silencieux, leur carton sous le bras, ils trottinent dans les rues où une foule aux visages chagrins vaque à ses occupations quotidiennes.

Dans l'atmosphère dégrisée de ces journées blêmes, c'est un tout autre chœur que l'on entend : le cri rauque des vautours et des hyènes sur le champ de bataille. Dix mille tentes garanties standard ! Cent mille kilos de lard, de poudre de cacao, d'ersatz de café, livrables immédiatement, contre paiement comptant ! Des obus, des tours, des cartouchières, des annonces de mariage pour veuves de soldats tombés au front, des ceinturons de cuir, des intermédiaires qui vous procurent des contrats avec l'armée - on n'accepte que les offres sérieuses ! La chair à canon, embarquée en août et septembre toute gorgée de patriotisme, pourrit maintenant en Belgique, dans les Vosges, en Masurie, dans des cimetières où l'on voit les bénéfices de guerre pousser dru. Il s'agit d'engranger vite cette récolte. Sur l'océan de ces blés, des milliers de mains se tendent, avides de rafler leur part.

Les affaires fructifient sur des ruines. Des villes se métamorphosent en monceaux de décombres, des villages en cimetières, des régions entières en déserts, des populations entières en troupes de mendiants, des églises en écuries.

Le droit des peuples, les traités, les alliances, les paroles les plus sacrées, l'autorité suprême, tout est mis en pièces. N'importe quel souverain par la grâce de Dieu traite son cousin, s'il est dans le camp adverse, d'imbécile, de coquin et de parjure, n'importe quel diplomate qualifie son collègue d'en face d'infâme fripouille, n'importe quel gouvernement assure que le gouvernement adverse mène son peuple à sa perte, chacun vouant l'autre au mépris public ; et des émeutes de la faim éclatent en Vénétie, à Lisbonne, à Moscou, à Singapour ; et la peste s'étend en Russie, la détresse et le désespoir, partout.

Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.

Et au cœur de ce sabbat de sorcière s'est produit une catastrophe de portée mondiale : la capitulation de la social-démocratie internationale. Ce serait pour le prolétariat le comble de la folie que de se bercer d'illusions à ce sujet ou de voiler cette catastrophe : c'est le pire qui pourrait lui arriver. « Le démocrate » (c'est-à-dire le petit-bourgeois révolutionnaire) dit Marx, « sort de la défaite la plus honteuse aussi pur et innocent que lorsqu'il a commencé la lutte : avec la conviction toute récente qu'il doit vaincre, non pas qu'il s'apprête, lui et son parti, à réviser ses positions anciennes, mais au contraire parce qu'il attend des circonstances qu'elles évoluent en sa faveur. » Le prolétariat moderne, lui, se comporte tout autrement au sortir des grandes épreuves de l'histoire. Ses erreurs sont aussi gigantesques que ses tâches. Il n'y a pas de schéma préalable, valable une fois pour toutes, pas de guide infallible pour lui montrer le chemin à parcourir. Il n'a d'autre maître que l'expérience historique. Le chemin pénible de sa libération n'est pas pavé seulement de souffrances sans bornes, mais aussi d'erreurs innombrables. Son but, sa libération, il l'atteindra s'il sait s'instruire de ses propres erreurs. Pour le mouvement prolétarien, l'autocritique, une autocritique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre.

Dans la guerre mondiale actuelle, le prolétariat est tombé plus bas que jamais. C'est là un malheur pour toute l'humanité. Mais c'en serait seulement fini du socialisme au cas où le prolétariat international se refuserait à mesurer la profondeur de sa chute et à en tirer les enseignements qu'elle comporte.

Ce qui est en cause actuellement, c'est tout le dernier chapitre de l'évolution du mouvement ouvrier moderne au cours de ces vingt-cinq dernières années. Ce à quoi nous assistons, c'est à la critique et au bilan de l'œuvre accomplie depuis près d'un demi-siècle. La chute de la Commune de Paris avait

scellé la première phase du mouvement ouvrier européen et la fin de la Ire Internationale. A partir de là commença une phase nouvelle. Aux révolutions spontanées, aux soulèvements, aux combats sur les barricades, après lesquels le prolétariat retombait chaque fois dans son état passif, se substitua alors la lutte quotidienne systématique, l'utilisation du parlementarisme bourgeois, l'organisation des masses, le mariage de la lutte économique et de la lutte politique, le mariage de l'idéal socialiste avec la défense opiniâtre des intérêts quotidiens immédiats. Pour la première fois, la cause du prolétariat et de son émancipation voyait briller devant elle une étoile pour la guider : une doctrine scientifique rigoureuse. A la place des sectes, des écoles, des utopies, des expériences que chacun faisait pour soi dans son propre pays, on avait un fondement théorique international, base commune qui faisait converger les différents pays en un faisceau unique. La théorie marxiste mit entre les mains de la classe ouvrière du monde entier une boussole qui lui permettait de trouver sa route dans le tourbillon des événements de chaque jour et d'orienter sa tactique de combat à chaque heure en direction du but final, immuable.

C'est le parti social-démocrate allemand qui se fit le représentant, le champion et le gardien de cette nouvelle méthode. La guerre de 1870 et la défaite de la Commune de Paris avaient déplacé vers l'Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier européen. De même que la France avait été le lieu par excellence de la lutte de classe prolétarienne pendant cette première phase, de même que Paris avait été le cœur palpitant et saignant de la classe ouvrière européenne à cette époque, de même la classe ouvrière allemande devint l'avant-garde au cours de la deuxième phase. Au prix de sacrifices innombrables, par un travail minutieux et infatigable, elle a édifié une organisation exemplaire, la plus forte de toutes ; elle a créé la presse la plus nombreuse, donné naissance aux moyens de formation et d'éducation les plus efficaces, rassemblé autour d'elle les masses d'électeurs les plus considérables et obtenu le plus grand nombre de sièges de députés. La social-démocratie allemande passait pour l'incarnation la plus pure du socialisme marxiste. Le parti social-démocrate occupait et revendiquait une place d'exception en tant que maître et guide de la II^e Internationale. En 1895, Friedrich Engels écrivit dans sa préface célèbre à l'ouvrage de Marx les luttes de classes en France :

« Mais, quoi qu'il arrive dans d'autres pays, la social-démocratie allemande a une position particulière et, de ce fait, du moins dans l'immédiat, aussi une tâche particulière. Les deux millions d'électeurs qu'elle envoie aux urnes, y compris les jeunes gens et les femmes qui sont derrière eux en qualité de non-électeurs, constituent la masse la plus nombreuse et la plus compacte, le " groupe de choc " décisif de l'armée prolétarienne internationale. »

La social-démocratie allemande était, comme l'écrivit la **Wiener Arbeiterzeitung** le 5 août 1914 « le joyau de l'organisation du prolétariat conscient. » La social-démocratie française, italienne et belge, les mouvements ou-

vriers de Hollande, de Scandinavie, de Suisse et des États-Unis marchaient sur ses traces avec un zèle toujours croissant. Quant aux Slaves, les Russes et les sociaux-démocrates des Balkans, ils la regardaient avec une admiration sans bornes, pour ainsi dire inconditionnelle. Dans la II^e Internationale, le « groupe de choc » allemand avait un rôle prépondérant. Pendant les congrès, au cours des sessions du bureau de l'Internationale socialiste, tout était suspendu à l'opinion des Allemands. En particulier lors des débats sur les problèmes posés par la lutte contre le militarisme et sur la question de la guerre, la position de la social-démocratie allemande était toujours déterminante. « Pour nous autres Allemands, ceci est inacceptable » suffisait régulièrement à décider de l'orientation de l'Internationale. Avec une confiance aveugle, celle-ci s'en remettait à la direction de la puissante social-démocratie allemande tant admirée : elle était l'orgueil de chaque socialiste et la terreur des classes dirigeantes dans tous les pays.

Et à quoi avons-nous assisté en Allemagne au moment de la grande épreuve historique ? A la chute la plus catastrophique, à l'effondrement le plus formidable. Nulle part l'organisation du prolétariat n'a été mise aussi totalement au service de l'impérialisme, nulle part l'état de siège n'est supporté avec aussi peu de résistance, nulle part la presse n'est autant bâillonnée, l'opinion publique autant étranglée, la lutte de classe économique et politique de la classe ouvrière aussi totalement abandonnée qu'en Allemagne.

Or, la social-démocratie allemande n'était pas seulement l'avant-garde la plus forte de l'Internationale, elle était aussi son cerveau. Aussi faut-il commencer par elle, par l'analyse de sa chute ; c'est par l'étude de son cas que doit commencer le procès d'autoréflexion. C'est pour elle une tâche d'honneur que de devancer tout le monde pour le salut du socialisme international, c'est-à-dire de procéder la première à une autocritique impitoyable. Aucun autre parti, aucune autre classe de la société bourgeoise ne peut étaler ses propres fautes à la face du monde, ne peut montrer ses propres faiblesses dans le miroir clair de la critique, car ce miroir lui ferait voir en même temps les limites historiques qui se dressent devant elle et, derrière elle, son destin. La classe ouvrière, elle, ose hardiment regarder la vérité en face, même si cette vérité constitue pour elle l'accusation la plus dure, car sa faiblesse n'est qu'un errement et la loi impérieuse de l'histoire lui redonne la force, lui garantit sa victoire finale.

L'autocritique impitoyable n'est pas seulement pour la classe ouvrière un droit vital, c'est aussi pour elle le devoir suprême. Sur notre navire, nous transportons les trésors les plus précieux de l'humanité confiés à la garde du prolétariat, et tandis que la société bourgeoise, flétrie et déshonorée par l'orgie sanglante de la guerre, continue de se précipiter vers sa perte, il faut que le prolétariat international se reprenne, et il le fera, pour ramasser les trésors que, dans un moment de confusion et de faiblesse au milieu du tourbillon déchaîné de la guerre mondiale, il a laissé couler dans l'abîme.

Une chose est certaine, la guerre mondiale représente un tournant pour le monde. C'est une folie insensée de s'imaginer que nous n'avons qu'à laisser passer la guerre, comme le lièvre attend la fin de l'orage sous un buisson pour reprendre ensuite gaiement son petit train. La guerre mondiale a changé les conditions de notre lutte et nous a changés nous-mêmes radicalement. Non que les lois fondamentales de l'évolution capitaliste, le combat de vie et de mort entre le capital et le travail, doivent connaître une déviation ou un adoucissement. Maintenant déjà, au milieu de la guerre, les masques tombent et les vieux traits que nous connaissons si bien nous regardent en ricanant. Mais à la suite de l'éruption du volcan impérialiste, le rythme de l'évolution a reçu une impulsion si violente qu'à côté des conflits qui vont surgir au sein de la société et à côté de l'immensité des tâches qui attendent le prolétariat socialiste dans l'immédiat toute l'histoire du mouvement ouvrier semble n'avoir été jusqu'ici qu'une époque paradisiaque.

Historiquement, cette guerre était appelée à favoriser puissamment la cause du prolétariat. Chez Marx qui, avec un regard prophétique, a découvert au sein du futur tant d'événements historiques, on peut trouver dans les luttes de classes en France ce remarquable passage :

« En France, le petit bourgeois fait ce que, normalement, devrait faire le bourgeois industriel ; l'ouvrier fait ce qui, normalement, serait la tâche du petit-bourgeois ; et la tâche de l'ouvrier, qui l'accomplit ? Personne. On ne la résout pas en France, en France on la proclame. Elle n'est nulle part résolue dans les limites de la nation ; la guerre de classes au sein de la société française s'élargit en une guerre mondiale où les nations se trouvent face à face. La solution ne commence qu'au moment où, par la guerre mondiale, le prolétariat est mis à la tête du peuple qui domine le marché mondial, à la tête de l'Angleterre. La révolution, trouvant là non son terme, mais son commencement d'organisation, n'est pas une révolution au souffle court. La génération actuelle ressemble aux Juifs que Moïse conduit à travers le désert. Elle n'a pas seulement un nouveau monde à conquérir, il faut qu'elle périsse pour faire place aux hommes qui seront à la hauteur du nouveau monde. »

Ceci fut écrit en 1850, à une époque où l'Angleterre était le seul pays capitaliste développé, où le prolétariat anglais était le mieux organisé et semblait appelé à prendre la tête de la classe ouvrière internationale grâce à l'essor économique de son pays. Remplacez l'Angleterre par l'Allemagne et les paroles de Marx apparaissent comme une préfiguration géniale de la guerre mondiale actuelle. Cette guerre était appelée à mettre le prolétariat allemand à la tête du peuple et ainsi à produire un « début d'organisation » en vue du grand conflit général international entre le Capital et le Travail pour le pouvoir politique.

Et quant à nous, avons-nous présenté d'une façon différente le rôle de la classe ouvrière dans la guerre mondiale ? Rappelons-nous comment naguère encore nous décrivions l'avenir :

« Alors arrivera la catastrophe. Alors sonnera en Europe l'heure de la marche générale, qui conduira sur le champ de bataille de 16 à 18 millions d'hommes, la fleur des différentes nations, équipés des meilleurs instruments de mort et dressés les uns contre les autres. Mais, à mon avis, derrière la grande marche générale, il y a le grand chambardement. Ce n'est pas de notre faute : c'est de leur faute. Ils poussent les choses à leur comble. Ils vont provoquer une catastrophe. Ils récolteront ce qu'ils ont semé. Le crépuscule des dieux du monde bourgeois approche. Soyez-en sûrs, il approche ! »

Voilà ce que déclarait l'orateur de notre fraction, Bebel, au cours du débat sur le Maroc au Reichstag.

Le tract officiel du parti, *Impérialisme ou Socialisme*, qui a été diffusé il y a quelques années à des centaines de milliers d'exemplaires, s'achevait sur ces mots :

« Ainsi la lutte contre le capitalisme se transforme de plus en plus en un combat décisif entre le Capital et le Travail. Danger de guerre, disette et capitalisme - ou paix, prospérité pour tous, socialisme ; voilà les termes de l'alternative. L'histoire va au-devant de grandes décisions. Le prolétariat doit inlassablement oeuvrer à sa tâche historique, renforcer la puissance de son organisation, la clarté de sa connaissance. Dès lors, quoi qu'il puisse arriver, soit que, par la force qu'il représente, il réussisse à épargner à l'humanité le cauchemar abominable d'une guerre mondiale, soit que le monde capitaliste ne puisse périr et s'abîmer dans le gouffre de l'histoire que comme il en est né, c'est-à-dire dans le sang et la violence, à l'heure historique la classe ouvrière sera prête et le tout est d'être prêt. »

Dans le Manuel pour les électeurs sociaux-démocrates de l'année 1911, destiné aux dernières élections parlementaires, on peut lire à la page 42, à propos de la guerre redoutée :

« Est-ce que nos dirigeants et nos classes dirigeantes croient pouvoir exiger de la part des peuples une pareille monstruosité ? Est-ce qu'un cri d'effroi, de colère et d'indignation ne va pas s'emparer d'eux et les amener à mettre fin à cet assassinat ? »

« Ne vont-ils pas se demander : pour qui et pourquoi tout cela ? Sommes-nous donc des malades mentaux, pour être ainsi traités ou pour nous laisser traiter de la sorte ? »

« Celui qui examine à tête reposée la possibilité d'une grande guerre européenne ne peut aboutir qu'à la conclusion que voici : »

« La prochaine guerre européenne sera un jeu de va-tout sans précédent dans l'histoire du monde, ce sera selon toute probabilité la dernière guerre. »

C'est dans ce langage et en ces termes que nos actuels députés au Reichstag firent campagne pour leurs 110 mandats.

Lorsqu'en été 1911 le saut de panthère de l'impérialisme allemand sur Agadir et ses cris de sorcière eurent rendu imminent le péril d'une guerre euro-

péenne, une assemblée internationale réunie à Londres adopta le 4 août la résolution suivante :

« Les délégués allemands, espagnols, anglais, hollandais et français des organisations ouvrières se déclarent **prêts à s'opposer avec tous les moyens dont ils disposent à toute déclaration de guerre**. Chaque nation représentée prend l'engagement **d'agir** contre toutes les menées criminelles des classes dirigeantes, conformément aux décisions de son Congrès national et du Congrès international. »

Cependant, lorsqu'en novembre 1912 le Congrès international se réunit à Bâle, alors que le long cortège des délégués ouvriers arrivait à la cathédrale, tous ceux qui étaient présents furent saisis d'un frisson devant la solennité de l'heure fatale qui approchait et ils furent pénétrés d'un sentiment d'héroïque détermination.

Le froid et sceptique Victor Adler s'écriait :

« Camarades, il est capital que, nous retrouvant ici à la source commune de notre pouvoir, nous y puisions la force de faire ce que nous pouvons dans nos pays respectifs, selon les formes et les moyens dont nous disposons et avec tout le pouvoir que nous possédons, pour nous opposer au crime de la guerre. Et si cela devait s'accomplir, si cela devait réellement s'accomplir, **alors nous devons tâcher que ce soit une pierre, une pierre de la fin**. »

« Voilà le sentiment qui anime toute l'Internationale. »

« Et si le meurtre et le feu et la peste se répandent à travers l'Europe civilisée - nous ne pouvons y penser qu'en frémissant et la révolte et l'indignation nous déchirent le cœur. **Et nous nous demandons : les hommes, les prolétaires, sont-ils vraiment encore des moutons**, pour qu'ils puissent se laisser mener à l'abattoir sans broncher ?... »

Troelstra prit la parole au nom des « petites nations » ainsi qu'au nom de la Belgique :

« Le prolétariat des petits pays se tient corps et âme à la disposition de l'Internationale pour tout ce qu'elle décidera en vue d'écarter la menace de guerre. Nous exprimons à nouveau l'espoir que, si un jour les classes dirigeantes des grands États appellent aux armes les fils de leur prolétariat pour assouvir la cupidité et le despotisme de leurs gouvernements dans le sang des petits peuples et sur leur sol - alors, grâce à l'influence puissante de leurs parents prolétaires et de la presse prolétarienne, les fils du prolétariat y regarderont à deux fois avant de nous faire du mal à nous, leurs amis et leurs frères, pour servir cette entreprise contraire à la civilisation. »

Et après avoir lu le manifeste contre la guerre au nom du bureau de l'Internationale, Jaurès conclut ainsi son discours :

« L'Internationale représente toutes les forces morales du monde ! Et si sonnait un jour l'heure tragique qui exige de nous que nous nous livrions tout entiers, cette idée nous soutiendrait et nous fortifierait. Ce n'est pas à la légère, mais bien **du plus profond de notre être que nous déclarons : nous sommes prêts à tous les sacrifices !** »

C'était comme un serment de Rutli. Le monde entier avait les yeux fixés sur la cathédrale de Bâle, où les cloches sonnaient d'un air grave et solennel pour annoncer la grande bataille à venir entre l'armée du Travail et la puissance du Capital.

Le 3 décembre 1912, David, l'orateur du groupe social-démocrate, déclarait au Reichstag :

« Ce fut une des plus belles heures de ma vie, je l'avoue. Lorsque les cloches de la cathédrale accompagnèrent le cortège des sociaux-démocrates internationaux, lorsque les drapeaux rouges se disposaient dans le chœur de l'église autour de l'autel, et que le son de l'orgue saluait les délégués des peuples qui venaient proclamer la paix - j'en ai gardé une impression absolument inoubliable. ... **Les masses cessent d'être des troupeaux dociles et abrutis.** C'est un élément nouveau dans l'histoire. Auparavant les peuples se laissaient aveuglément exciter les uns contre les autres par ceux qui avaient intérêt à la guerre, et se laissaient conduire au meurtre massif. Cette époque est révolue. **Les masses se refusent désormais à être les instruments passifs et les satellites d'un intérêt de guerre, quel qu'il soit.** »

Une semaine encore avant que la guerre n'éclate, le 26 juillet 1914, les journaux du parti allemand écrivaient :

« Nous ne sommes pas des marionnettes, nous combattons avec toute notre énergie un système qui fait des hommes des instruments passifs de circonstances qui agissent aveuglément, de ce capitalisme qui se prépare à transformer une Europe qui aspire à la paix en une boucherie fumante. Si ce processus de dégradation suit son cours, si la volonté de paix résolue du prolétariat allemand et international qui apparaîtra au cours des prochains jours dans de puissantes manifestations ne devait pas être en mesure de détourner la guerre mondiale, alors, **qu'elle soit à moins la dernière guerre, qu'elle devienne le crépuscule des dieux du capitalisme.** » (Frankfurter Volksstimme.)

Le 30 juillet 1914, l'organe central de la social-démocratie allemande s'écriait :

« Le prolétariat socialiste allemand décline toute responsabilité pour les événements qu'une classe dirigeante aveuglée jusqu'à la démence est en train de provoquer. Il sait que **pour lui une nouvelle vie s'élèvera des ruines.** Les **responsables**, ce sont ceux qui **aujourd'hui détiennent le pouvoir !** »

« Pour eux, il s'agit d'une question de **vie ou de mort !** »

« **L'histoire du monde est le tribunal du monde.** »

Et c'est alors que survint cet événement inouï, sans précédent : le 4 août 1914.

Cela devait-il arriver ainsi ? Un événement d'une telle portée n'est certes pas le fait du hasard. Il doit résulter de causes objectives profondes et étendues. Cependant ces causes peuvent résider aussi dans les erreurs de la social-démocratie qui était le guide du prolétariat, dans la faiblesse de notre volonté de lutte, de notre courage, de notre conviction. Le socialisme scientifique nous a appris à comprendre les lois objectives du développement historique. Les hommes ne font pas leur histoire de toutes pièces. Mais ils la font eux-mêmes. Le prolétariat dépend dans son action du degré de développement social de l'époque, mais l'évolution sociale ne se fait pas non plus en dehors du prolétariat, celui-ci est son impulsion et sa cause, tout autant que son produit et sa conséquence. Son action fait partie de l'histoire tout en contribuant à la déterminer. Et si nous pouvons aussi peu nous détacher de l'évolution historique que l'homme de son ombre, nous pouvons cependant bien l'accélérer ou la retarder.

Dans l'histoire, le socialisme est le premier mouvement populaire qui se fixe comme but, et qui soit chargé par l'histoire, de donner à l'action sociale des hommes un sens conscient, d'introduire dans l'histoire une pensée méthodique et, par là, une volonté libre. Voilà pourquoi Friedrich Engels dit que la victoire définitive du prolétariat socialiste constitue un bond qui fait passer l'humanité du règne animal au règne de la liberté. Mais ce « bond » lui-même n'est pas étranger aux lois d'airain de l'histoire, il est lié aux milliers d'échelons précédents de l'évolution, une évolution douloureuse et bien trop lente. Et ce bond ne saurait être accompli si, de l'ensemble des prémisses matérielles accumulées par l'évolution, ne jaillit pas l'étincelle de la volonté consciente de la grande masse populaire. La victoire du socialisme ne tombera pas du ciel comme fatum, cette victoire ne peut être remportée que grâce à une longue série d'affrontements entre les forces anciennes et les forces nouvelles, affrontements au cours desquels le prolétariat international fait son apprentissage sous la direction de la social-démocratie et tente de prendre en main son propre destin, de s'emparer du gouvernail de la vie sociale. Lui qui était le jouet passif de son histoire, il tente d'en devenir le pilote lucide.

Friedrich Engels a dit un jour : « *La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie.* » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation - sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement

si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien - ou bien encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. Au cours de cette guerre, l'impérialisme a remporté la victoire. En faisant peser de tout son poids le glaive sanglant de l'assassinat des peuples, il a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte. Tout ce fardeau de honte et de désolation ne sera contrebalancé que si, au milieu de la guerre, nous savons retirer de la guerre la leçon qu'elle contient, si le prolétariat parvient à se ressaisir et s'il cesse de jouer le rôle d'un esclave manipulé par les classes dirigeantes pour devenir le maître de son propre destin.

La classe ouvrière paie cher toute nouvelle prise de conscience de sa vocation historique. Le Golgotha de sa libération est pavé de terribles sacrifices. Les combattants des journées de Juin, les victimes de la Commune, les martyrs de la Révolution russe - quelle ronde sans fin de spectres sanglants ! Mais ces hommes-là sont tombés au champ d'honneur, ils sont, comme Marx l'écrivit à propos des héros de la Commune, « ensevelis à jamais dans le grand cœur de la classe ouvrière ». Maintenant, au contraire, des millions de prolétaires de tous les pays tombent au champ de la honte, du fratricide, de l'auto-mutilation, avec aux lèvres leurs chants d'esclaves. Il a fallu que cela aussi ne nous soit pas épargné. Vraiment nous sommes pareils à ces Juifs que Moïse a conduits à travers le désert. Mais nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons pourvu que nous n'ayons pas désappris d'apprendre. Et si jamais le guide actuel du prolétariat, la social-démocratie, ne savait plus apprendre, alors elle périrait « pour faire place aux hommes qui soient à la hauteur d'un monde nouveau ».

Devant le fait indéniable de la Guerre

« Maintenant nous nous trouvons devant la réalité brutale de la guerre. Les affres d'une invasion ennemie nous menacent. Nous n'avons pas aujourd'hui à trancher pour ou contre la guerre, mais sur la question des moyens requis en vue de la défense du pays. La liberté future de notre peuple dépend pour beaucoup, sinon entièrement, d'une victoire du despotisme russe, qui s'est couvert du sang des meilleurs hommes de son propre peuple. Il s'agit d'écartier cette menace, de garantir la civilisation et l'indépendance de notre pays. Nous appliquons un principe sur lequel nous avons toujours insisté : à l'heure du danger, nous n'abandonnons pas notre propre patrie. Nous nous sentons par là en concordance de vues avec l'Internationale, qui a reconnu de tous temps le droit de chaque peuple à l'indépendance nationale et à l'autodéfense, de même que nous condamnons en accord avec elle toute guerre de conquête. Inspirés par ces principes, nous votons les crédits de guerre demandés. »

Par cette déclaration, le groupe parlementaire donnait le 4 août le mot d'ordre qui allait déterminer l'attitude des ouvriers allemands pendant la guerre. Patrie en danger, défense nationale, guerre populaire pour l'existence, la civilisation et la liberté - tels étaient les mots clés que proposait la représentation parlementaire de la social-démocratie.

Tout le reste en découlait comme une simple conséquence : la position de la presse du parti et de la presse syndicale, le tumulte patriotique des masses, l'Union sacrée, la dissolution soudaine de l'Internationale, tout cela n'était que la conséquence inévitable de la première orientation qui fut adoptée au Reichstag.

Si réellement sont en jeu l'existence de la nation et la liberté, si celle-ci ne peut être défendue que par le fer meurtrier, si la guerre est la sainte cause du peuple, alors tout est clair et évident, alors il faut accepter en bloc. Qui veut le but doit vouloir les moyens. La guerre est un meurtre méthodique, organisé, gigantesque. En vue d'un meurtre systématique, chez des hommes normalement constitués, il faut cependant d'abord produire une ivresse appropriée. C'est depuis toujours la méthode habituelle des belligérants. La bestialité des pensées et des sentiments doit correspondre à la bestialité de la pratique, elle doit la préparer et l'accompagner. Dès lors, le **Wahre Jakob** du 28 août avec l'image du « batteur » allemand, les feuilles du parti à Chemnitz, Hambourg, Kiel, Francfort et Cobourg, entre autres, avec leur excitation patriotique en vers et en prose, dispensèrent le narcotique spirituel dont le prolétariat avait besoin une fois qu'il ne pouvait plus sauvegarder son existence et sa liberté qu'en plongeant le fer meurtrier dans le sein de ses frères russes, français et anglais. Ces feuilles instigatrices sont donc plus logiques avec elles-mêmes que celles

qui veulent réunir le jour et la nuit, concilier la guerre avec l'« humanité », le meurtre avec l'amour fraternel, l'approbation des moyens nécessaires à la guerre avec la fraternité socialiste des peuples.

Mais si le mot d'ordre donné le 4 août par le groupe parlementaire était juste, alors serait prononcée contre l'Internationale ouvrière une condamnation sans appel, et qui ne vaudrait pas seulement pour cette guerre. Pour la première fois dans le mouvement ouvrier moderne, il y a une coupure entre les impératifs de la solidarité internationale des prolétaires et les intérêts de liberté et d'existence nationale des peuples, pour la première fois nous découvrons que l'indépendance et la liberté des nations exigent impérieusement que les prolétaires de pays différents se massacrent et s'exterminent les uns les autres. Jusqu'à présent, nous vivions avec la conviction que les intérêts des nations et les intérêts de classe du prolétariat concordaient harmonieusement, qu'ils étaient identiques, qu'on ne pouvait en aucun cas les opposer. C'était la base de notre théorie et de notre pratique, l'esprit qui animait notre agitation parmi les masses populaires. Étions-nous sur ce point essentiel de notre conception du monde, victimes d'une erreur monstrueuse ? Nous voilà devant la question vitale qui se pose au mouvement socialiste international.

La guerre mondiale n'est pas la première mise à l'épreuve de nos principes internationaux. Notre parti a subi sa première épreuve il y a quarante-cinq ans. A ce moment, le 21 juillet 1870, Wilhelm Liebknecht et August Bebel firent la déclaration suivante devant le parlement d'Allemagne du Nord :

« La guerre actuelle est une guerre dynastique, entreprise dans l'intérêt de la dynastie Bonaparte, de même que la guerre de 1866 fut entreprise dans l'intérêt de la dynastie Hohenzollern. »

« Nous ne pouvons pas accepter les crédits que l'on exige du Reichstag pour la conduite de la guerre, parce que ce serait un vote de confiance au gouvernement prussien, lequel par la manière dont il a agi en 1866 a préparé la guerre actuelle. »

« Mais nous pouvons tout aussi peu refuser les crédits demandés, car ce serait interprété comme une approbation de la politique insolente et criminelle de Bonaparte. »

« En tant qu'ennemis par principe de toute guerre dynastique, en tant que sociaux-républicains et membres de l'Association internationale des travailleurs, qui lutte sans distinction de nationalité contre tous les oppresseurs et qui cherche à réunir tous les opprimés en une grande fraternité, nous ne pouvons nous déclarer ni directement ni indirectement pour la guerre actuelle, et nous nous abstenons donc de voter, en exprimant avec confiance l'espoir que les peuples d'Europe, instruits par les funestes événements actuels, mettront tout en oeuvre pour conquérir le droit à disposer d'eux-mêmes et pour éliminer la domination des armes et le pouvoir de classe, qui sont à l'origine de tout le mal politique et social. »

Par cette déclaration, les représentants du prolétariat allemand plaçaient clairement et sans ambages leur cause sous le signe de l'Internationale et ils refusaient carrément d'admettre que la guerre contre la France fût une guerre nationale au service de la liberté. On sait que Bebel affirme dans ses mémoires qu'il aurait voté contre l'approbation des emprunts si, au moment du vote, il avait eu connaissance de ce qu'on ne devait apprendre que dans les années qui suivirent.

Au cours de cette guerre, que l'opinion publique bourgeoise tout entière et l'énorme majorité du peuple influencée par les machinations de Bismarck considéraient alors comme l'intérêt vital de la nation allemande, les dirigeants de la social-démocratie soutenaient le point de vue suivant : les intérêts vitaux de la nation et les intérêts de classe du prolétariat international ne font qu'un, et tous les deux sont **opposés** à la guerre. C'est seulement avec la guerre mondiale actuelle et avec la déclaration du groupe social-démocrate du 4 août 1914 qu'est apparu pour la première fois ce terrible dilemme : liberté nationale d'un côté, socialisme international de l'autre !

Le changement d'orientation dans les principes de la politique prolétarienne qui constituait le fait le plus important de la déclaration de notre groupe parlementaire fut donc, en tout état de cause, une illumination tout à fait soudaine. C'était une simple réplique de la version présentée le 4 août dans le discours du trône et dans celui du chancelier. « Nous ne sommes pas poussés par un désir de conquête, disait-on dans le discours du trône, nous sommes animés par la volonté inflexible de garder la place que Dieu nous a donnée, pour nous et pour toutes les générations à venir. Grâce aux documents qui vous sont communiqués, vous vous rendrez compte que mon gouvernement et avant tout mon chancelier se sont efforcés jusqu'au dernier moment d'éviter le pire. C'est en état de légitime défense, la conscience pure et les mains propres, que nous empoignons l'épée. » Et Bethmann-Hollweg déclara : « Messieurs, nous nous trouvons maintenant en état de légitime défense, et nécessité n'a point de loi. - Celui qui est menacé comme nous le sommes et qui combat pour son intérêt suprême ne doit songer qu'à la manière de se battre. - Nous combattons pour les fruits de notre travail pacifique, pour l'héritage de notre passé et pour notre avenir. » C'est exactement le contenu de la déclaration social-démocrate :

1° nous avons tout fait pour maintenir la paix, la guerre nous est imposée par d'autres ; 2° maintenant que la guerre est là, nous devons nous défendre ; 3° dans cette guerre tout est en jeu pour le peuple allemand. La déclaration de notre fraction parlementaire ne fait que répéter sous une forme un peu différente les déclarations du gouvernement. De même que celles-ci insistaient sur les tentatives diplomatiques de Bethmann-Hollweg pour maintenir la paix, et sur les télégrammes du Kaiser, le groupe rappelle les manifestations de paix organisées par la social-démocratie avant la déclaration de guerre. De même que le discours du trône se défend de tout désir de conquête, le groupe refuse la

guerre de conquête en se référant aux principes du socialisme. Et lorsque l'empereur et le chancelier s'écrient : nous combattons pour notre intérêt suprême ; je ne connais pas de partis, je ne connais que des Allemands - la déclaration social-démocrate répond en écho : pour notre peuple tout est en jeu, nous n'abandonnons pas notre patrie à l'heure du danger. Sur un point seulement, la déclaration social-démocrate s'écarte du schéma du gouvernement : elle place le despotisme russe au premier plan de son argumentation, comme mettant en danger la liberté de l'Allemagne. Dans le passage du discours du trône concernant la Russie, c'étaient des regrets : « Le cœur lourd, j'ai dû mobiliser mon armée contre un voisin avec lequel elle a combattu en commun sur tant de champs de bataille. C'est avec un chagrin sincère que je vois se briser une amitié loyalement respectée par l'Allemagne. » Le groupe social-démocrate a transposé la rupture douloureuse d'une amitié loyalement respectée avec le tsarisme russe en une fanfare de la liberté contre le despotisme, de sorte que sur le seul point où il se montre indépendant vis-à-vis de la déclaration gouvernementale, il se sert des traditions révolutionnaires du socialisme pour donner une caution démocratique à la guerre et pour lui forger un prestige populaire.

Comme nous l'avons dit plus haut, tout ceci apparut le 4 août comme l'effet d'une inspiration tout à fait soudaine. Tout ce que la social-démocratie avait dit jusqu'à ce jour, tout ce qu'elle avait dit la veille même du déclenchement de la guerre, tout cela s'opposait radicalement à cette déclaration. Ainsi le **Vorwärts** écrivait-il, le 25 juillet, lorsque fut publié l'ultimatum autrichien à la Serbie qui provoqua la guerre :

« Ils veulent la guerre, les éléments sans scrupules qui font la pluie et le beau temps au palais de Vienne. Ils veulent la guerre - c'est ce qui ressort depuis des semaines des cris sauvages que fait entendre la presse fanatique jaune et noire. Ils veulent la guerre, l'ultimatum autrichien à la Serbie le montre clairement au monde entier. »

« Parce que le sang de François-Ferdinand et de sa femme a coulé sous les coups d'un fanatique, il faut verser le sang de milliers d'ouvriers et de paysans, et un crime dément doit donner lieu à un crime bien plus dément encore ! ... L'ultimatum autrichien à la Serbie est peut-être l'allumette qui va mettre le feu aux quatre coins de l'Europe ! »

« Car cet ultimatum est tellement exorbitant dans sa forme comme dans ses exigences que si le gouvernement serbe y cédaît docilement, il devait s'attendre à être expulsé sur-le-champ par les masses populaires. »

« C'était un crime de la part de la presse chauvine d'Allemagne, que de stimuler les désirs de guerre de son alliée fidèle jusqu'à la dernière extrémité, et sans aucun doute M. Bethmann-Hollweg a-t-il également assuré M. Berchtold de son soutien. Mais en procédant de la sorte, on joue un jeu tout aussi dangereux à Berlin qu'à Vienne... »

Le **Leipziger Volkszeitung** écrivait le 24 juillet :

« [...] Le parti militaire autrichien mise tout sur une carte, puisque dans aucun pays au monde le chauvinisme national et militariste n'a rien à perdre [...]. En Autriche, les cercles chauvinistes sont en pleine faillite, leurs vociférations nationalistes doivent renflouer leur ruine économique et ils comptent sur la guerre pour remplir leurs caisses par le vol et le meurtre... »

Le même jour, le **Dresdner Volkszeitung** s'exprimait ainsi :

« A l'heure qu'il est, les fauteurs de guerre de la salle de bal de Vienne nous doivent encore ces preuves décisives qui autoriseraient l'Autriche à poser des exigences à la Serbie. »
« Aussi longtemps que le gouvernement autrichien ne sera pas en mesure de les fournir, il se met dans son tort aux yeux de l'Europe entière en bousculant ainsi la Serbie de façon provocatrice et offensante, et même si les torts de la Serbie étaient prouvés, si l'attentat de Sarajevo avait bien été préparé sous les yeux du gouvernement serbe, les exigences contenues dans cette note dépasseraient toutes les limites. Seuls les desseins de guerre les plus frivoles peuvent expliquer qu'un gouvernement adresse de telles prétentions à un autre État. »

Voici le point de vue du **Münchener Post** du 25 juillet :

« Cette note autrichienne est un document sans précédent dans l'histoire des deux siècles derniers. Sur la base d'un dossier d'enquête dont le contenu est resté caché jusqu'ici à l'opinion publique européenne, et sans justifier ses dires par un procès public contre les meurtriers du couple d'héritiers du trône, il pose à la Serbie des exigences dont l'acceptation équivaldrait à un suicide... »

Le **Schleswig-Hollsteinische Volksteitung** déclarait le 24 juillet :

« L'Autriche provoque la Serbie, l'Autriche-Hongrie veut la guerre, elle commet un crime qui peut mettre l'Europe entière à feu et à sang... »

« L'Autriche joue un jeu de va-tout. Elle ose adresser à l'Etat serbe une provocation à laquelle celui-ci ne peut consentir, à moins qu'il soit tout à fait sans résistance. »

« Tout homme civilisé doit protester de la manière la plus énergique contre cette attitude criminelle des maîtres de l'Autriche ; ce doit être avant tout la tâche des ouvriers ainsi que de tous ceux qui gardent encore le moindre sens de la paix et de la civilisation, que de tenter le maximum pour enrayer la folie sanguinaire qui s'est déclarée à Vienne. »

Le **Magdeburger Volkstimme** du 25 juillet déclarait :

« Tout gouvernement serbe qui ferait mine, si peu que ce soit, de prendre au sérieux l'une ou l'autre de ces exigences, serait chassé sur l'heure du Parlement par le peuple. »

« Les agissements de l'Autriche sont d'autant plus répréhensibles que les Berchtold se présentent devant le gouvernement serbe et, de ce fait, devant l'Europe, avec des assertions qui ne reposent sur rien. »

« On ne peut plus de nos jours machiner ainsi une guerre, qui deviendrait une guerre mondiale. On ne peut pas procéder ainsi, si on ne veut pas troubler la paix de tout un continent. Ce n'est pas comme cela qu'on peut faire des conquêtes morales ou qu'on peut persuader de son propre droit les États non engagés. Il est dès lors à supposer que la presse, et ensuite les gouvernements européens, vont rappeler à l'ordre ces hommes d'État viennois outrecuidants et insensés, d'une manière franche et énergique. »

Le **Frankfurter Volksstimme** écrivait le 24 juillet :

« Poussés par les instigations de la presse ultramontaine qui pleurait son meilleur ami en François-Ferdinand et qui voulait venger sa mort sur le peuple serbe, et forts de l'appui d'une partie des fauteurs de guerre allemands, dont le langage est devenu de jour en jour plus menaçant et plus ignoble, les gouvernants autrichiens se sont laissés entraîner à adresser à l'État serbe un ultimatum qui non seulement est rédigé dans un langage d'une arrogance inouïe, mais contient certaines exigences que le gouvernement serbe ne peut absolument pas accepter. »

Le **Elberfelder Freie Presse** écrivait le même jour :

« Un télégramme du Bureau officieux Wolf rapporte les exigences autrichiennes à l'égard de la Serbie. Il ressort de ce texte que les hommes au pouvoir à Vienne poussent à la guerre de toutes leurs forces, car ce qu'ils demandent dans la note remise hier soir à Belgrade n'est rien d'autre qu'une sorte de protectorat autrichien sur la Serbie. Il serait d'une nécessité urgente que la diplomatie de Berlin fasse entendre aux provocateurs viennois qu'elle ne peut lever le petit doigt pour soutenir des exigences d'une telle outrecuidance et que dès lors un retrait des prétentions autrichiennes s'impose. »

Et le **Bergische Arbeiter Stimme** de Solingen :

« L'Autriche veut le conflit avec la Serbie, et utilise l'attentat de Sarajevo uniquement comme prétexte pour placer la Serbie dans son tort du point de vue moral. Mais l'affaire a quand même été trop grossièrement emmanchée pour que l'opinion publique européenne s'y laisse prendre... »

« Néanmoins, au cas où les fauteurs de guerre de la salle de bal de Vienne croiraient que leurs alliés italiens et allemands devraient venir à leur aide dans un conflit où la Russie serait également entraînée, alors qu'ils abandonnent leurs vaines illusions. L'Italie verrait d'un oeil très favorable un affaiblissement de l'Autriche-Hongrie, qui est son concurrent sur l'Adriatique et dans les Balkans, et, de ce fait, elle ne se mouillera pas pour soutenir l'Autriche. En Allemagne, les gouvernants ne pourront pas - même s'ils sont assez fous pour le vouloir - oser risquer la vie d'un seul soldat pour soutenir la politique criminelle et autoritaire des Habsbourg sans déclencher contre eux la colère du peuple. »

Voilà comment notre presse tout entière, sans exception, jugeait la guerre une semaine encore avant son déclenchement. On le voit, il ne s'agissait pas pour elle de l'existence et de la liberté de l'Allemagne, mais de l'aventu-

risme criminel du parti de la guerre autrichien ; non pas de légitime défense, de défense nationale et d'une guerre qu'on est contraint de faire au nom de la liberté, mais d'une provocation frivole, d'une menace éhontée visant l'indépendance et la liberté d'un pays étranger, la Serbie.

Qu'est-ce qui a bien pu se passer le 4 août pour qu'une conception si nettement marquée, et aussi unanimement répandue, soit soudain bouleversée du tout au tout ? Un seul fait nouveau était intervenu : le Livre Blanc présenté le même jour au Reichstag par le gouvernement allemand. Et il contenait à la page 4 le passage suivant :

« Dans ces conditions, l'Autriche devait se dire qu'il serait incompatible avec la dignité et la sauvegarde de la monarchie de tolérer plus longtemps sans agir cette agitation de l'autre côté de la frontière. Le gouvernement royal et impérial nous fit connaître son point de vue et nous demanda ce que nous en pensions. C'est de tout cœur que nous pûmes donner à notre allié notre accord quant à son appréciation de la situation et l'assurer que toute action qu'il jugerait nécessaire en vue de mettre fin en Serbie à un mouvement dirigé contre l'existence de la monarchie rencontrerait notre approbation. En disant cela, nous étions tout à fait conscients qu'une manœuvre de guerre éventuelle de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie amènerait la Russie à intervenir, ce qui, conformément à notre devoir d'allié, pourrait dès lors nous impliquer dans la guerre. Connaissant les intérêts vitaux qui étaient en jeu pour l'Autriche-Hongrie, nous ne pouvions cependant pas conseiller à notre allié une modération qui aurait été incompatible avec sa dignité, ni lui refuser notre soutien dans un moment aussi difficile. Nous le pouvions d'autant moins que le travail de sape persistant des Serbes menaçait sensiblement nos propres intérêts. Si on avait toléré plus longtemps que les Serbes mettent en danger l'existence de la monarchie voisine avec l'aide de la Russie et de la France, cela aurait eu pour conséquence l'effondrement progressif de l'Autriche et l'assujettissement de tous les peuples slaves au sceptre russe, ce qui rendrait intolérable la position de la race germanique en Europe centrale. Une Autriche moralement affaiblie et qui s'effondrerait sous la poussée du panslavisme russe ne serait plus pour nous un allié sur lequel nous puissions compter et auquel nous puissions nous fier, ce qui est pour nous une nécessité en raison de l'attitude de plus en plus menaçante de nos voisins de l'Est et de l'Ouest. Nous laissons donc l'Autriche entièrement libre d'agir comme elle l'entend contre la Serbie. Nous ne sommes pour rien dans ce qui a préparé cette situation. »

Avec ce texte, qui constitue le seul passage important et décisif de tout le Livre Blanc, le groupe parlementaire social-démocrate avait sous les yeux les explications précises du gouvernement allemand, à côté desquelles tout autre livre, qu'il soit jaune, gris, bleu ou orange, est absolument dépourvu d'intérêt pour éclairer les antécédents diplomatiques et les causes immédiates de la guerre. Il tenait là la clé qui lui aurait permis de juger de la situation. Une semaine plus tôt, toute la presse social-démocrate s'écriait que l'ultimatum était une provocation criminelle et espérait que le gouvernement allemand agirait de

manière à entraver l'action des fauteurs de guerre viennois et à modérer leur ardeur. La social-démocratie, ainsi que l'opinion publique allemande tout entière, était persuadée que le gouvernement allemand, depuis l'ultimatum autrichien, suait sang et eau pour maintenir la paix en Europe. La presse social-démocrate unanime supposait que le gouvernement avait été aussi surpris par cet ultimatum que l'avait été l'opinion publique allemande, chez qui il avait fait l'effet d'une bombe. Or, le Livre Blanc déclarait noir sur blanc : 1° que le gouvernement autrichien avait demandé l'accord de l'Allemagne avant de s'engager dans une démarche à l'égard de la Serbie ; 2° que le gouvernement allemand était pleinement conscient de ce que l'attitude de l'Autriche conduirait à une guerre avec la Serbie, et, dans un deuxième temps, à une guerre européenne ; 3° que le gouvernement allemand n'avait pas exhorté l'Autriche à la modération, mais qu'il déclarait au contraire qu'une Autriche conciliante et affaiblie ne serait plus un allié valable pour l'Allemagne ; 4° que, avant que l'Autriche n'agisse contre la Serbie, le gouvernement allemand l'avait, quoi qu'il arrive, fermement assurée de son assistance en cas de guerre, et enfin 5° que, malgré l'importance de l'enjeu, le gouvernement allemand n'avait pas gardé le contrôle sur l'ultimatum décisif adressé à la Serbie, mais qu'au contraire il « avait laissé entière liberté » à l'Autriche.

Notre groupe parlementaire apprit tout cela le 4 août. Et, le même jour, il apprit encore un fait nouveau, de la bouche même du gouvernement : que les armées allemandes avaient déjà pénétré en Belgique. Disposant de tous ces éléments, le groupe social-démocrate en conclut qu'il s'agissait d'une guerre défensive de l'Allemagne contre une invasion étrangère, qu'il y allait de l'existence de la patrie et de la civilisation et que c'était une guerre libératrice contre le despotisme russe.

Est-ce que l'arrière-plan évident de la guerre et le décor qui le dissimulait péniblement, est-ce que tout le jeu diplomatique qui voilait la déclaration de guerre, les hauts cris pour ce monde d'ennemis qui attentaient à la vie de l'Allemagne, qui voulaient l'affaiblir, l'abaisser, la soumettre, tout cela pouvait-il être une surprise pour la social-démocratie allemande, était-ce trop demander à sa faculté de jugement, à son sens critique aiguisé ? Certainement pas ! Notre parti avait déjà eu l'expérience de deux grandes guerres allemandes et de chacune de ces guerres on peut tirer une leçon mémorable.

Même s'il ne connaît rien à l'histoire, chacun sait aujourd'hui que la première guerre de 1866 contre l'Autriche avait été préparée méthodiquement et de longue main par Bismarck, et que sa politique conduisait dès le premier instant au déclenchement de la guerre avec l'Autriche. Le prince héritier Frédéric, qui devint plus tard empereur, avait rapporté lui-même dans son journal à la date du 14 novembre de cette année ce point de vue du chancelier :

« En entrant en fonctions, il (Bismarck) aurait pris la ferme résolution d'amener la Prusse en guerre avec l'Autriche, mais il se serait bien gardé d'en parler alors avec Sa Majesté, il ne voulait pas en parler prématurément, avant qu'il ait jugé le moment opportun. »

« Que l'on compare cet aveu - dit Auer dans sa brochure les Fêtes de Sedan et la social-démocratie - avec les termes de l'appel que le roi Guillaume lançait à son peuple :

« La Patrie est en danger ! »

« L'Autriche et une partie considérable de l'Allemagne se dressent en armes contre elle ! »

« Il y a quelques années à peine, spontanément et en oubliant tous les torts du passé, j'ai tendu la main de l'alliance à l'empereur d'Autriche, comme il le fallait pour libérer un pays allemand de la domination étrangère. - - Mais mon espoir a été déçu. L'Autriche ne veut pas oublier que ses princes ont régné jadis sur l'Allemagne : dans la Prusse, pays plus jeune qu'elle, mais qui se développe fortement, elle se refuse à voir son allié naturel ; elle ne veut voir en elle qu'un rival et un ennemi. Elle estime qu'il faut combattre toutes les aspirations de la Prusse parce que ce qui profite à la Prusse nuit à l'Autriche. La vieille jalousie funeste s'est rallumée et brille de tous ses feux ; la Prusse doit être affaiblie, anéantie, déshonorée. A son égard, aucun traité ne compte plus ; on ne dresse pas seulement les princes allemands contre la Prusse, on les pousse à rompre leur alliance avec elle. En Allemagne, nous avons des ennemis qui nous entourent de toutes parts, et leur cri de guerre à tous est : humilier la Prusse. »

« Pour implorer la bénédiction du ciel sur cette guerre juste, le roi Guillaume décréta que le 18 juin serait un jour de prière et de repentir dans tout le pays. A cette occasion, il déclara : " Il n'a pas plus à Dieu de couronner mes efforts de succès ni de réaliser les souhaits de paix de mon peuple. " »

Si notre groupe n'avait pas complètement oublié l'histoire de son propre parti, est-ce que la fanfare officielle qui accompagnait la déclaration de guerre ne devait pas lui apparaître comme une réminiscence de certains airs et de certaines paroles qu'il connaît depuis bien longtemps ?

Mais ce n'est pas tout. Il y eut ensuite la guerre de 1870 avec la France. Et il est un document qui, dans l'histoire, reste inséparablement associé à son déclenchement : c'est la **dépêche d'Ems**. Ce document est devenu le symbole de la politique bourgeoise en matière de « fabrication de guerre », et il représente également un épisode mémorable de l'histoire de notre parti. En effet, en la personne du vieux Liebknecht, la social-démocratie considéra à cette époque comme sa tâche et son devoir de dévoiler « comment les guerres sont fabriquées » et de le montrer aux masses populaires.

Ce n'est d'ailleurs pas Bismarck qui inventa ce moyen de fabriquer une guerre uniquement en la camouflant en une « défense de la patrie menacée ». Il ne faisait qu'appliquer, avec l'absence de scrupules qui lui était propre, une

vieille recette de la politique bourgeoise, largement répandue et valant pour tous les pays.

Car, depuis que l'opinion dite publique joue un rôle dans les calculs des gouvernements, y a-t-il jamais eu une guerre où chaque parti belligérant n'ait pas tiré l'épée du fourreau d'un cœur lourd, uniquement pour la défense de la patrie et de sa propre cause juste, devant l'invasion indigne de son adversaire ? Cette légende appartient tout autant à l'art de la guerre que la poudre et le plomb. Le jeu est ancien. Le seul élément nouveau, c'est qu'un parti social-démocrate ait pris part à ce jeu.

Le développement de l'Impérialisme

Toutefois, une cohérence encore plus grande et une connaissance encore plus approfondie préparaient notre parti à discerner la nature véritable et les buts réels de cette guerre et à ne se laisser surprendre par elle à aucun égard. Les événements et les forces motrices qui ont conduit au 4 août n'étaient un secret pour personne. La guerre mondiale avait été préparée pendant des dizaines d'années, avec la publicité la plus large, au grand jour, pas à pas et heure par heure. Et si aujourd'hui plusieurs socialistes imputent avec colère la catastrophe à la « diplomatie secrète » qui aurait fomenté cette diablerie derrière les coulisses, c'est bien à tort qu'ils prêtent au pauvre coquin une puissance occulte qu'il n'a pas, tout comme le Botocudo qui fouette son fétiche en l'accusant de l'orage. Ceux qui « dirigeaient » les destinées de l'État n'étaient alors, comme toujours, que des pions manœuvrés sur l'échiquier de la société bourgeoise par des processus et des mouvements qui les dépassaient. Et si quelqu'un s'était efforcé pendant tout ce temps de comprendre lucidement ces processus et ces mouvements, et était capable de le faire, c'était bien la social-démocratie allemande.

Deux lignes de force de l'évolution historique la plus récente conduisent tout droit à la guerre actuelle. L'une part de la période de la constitution des « États nationaux », c'est-à-dire des États capitalistes modernes ; elle a pour point de départ la guerre de Bismarck contre la France. La guerre de 1870, qui, suite à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, avait jeté la République française dans les bras de la Russie, provoqué la scission de l'Europe en deux camps ennemis et inauguré l'ère de la folle course aux armements, a apporté le premier brandon au brasier mondial actuel. Alors que les troupes de Bismarck se trouvaient encore en France, Marx écrivit au comité de Braunschweig :

« Celui qui n'est pas complètement assourdi par le tapage de l'heure présente, et qui n'a pas intérêt à assourdir le peuple allemand, doit comprendre que la guerre de 1870 donnera naissance à une guerre entre la Russie et l'Allemagne aussi nécessairement que celle de 1866 a amené celle de 1870. Nécessairement et inéluctablement, sauf au cas improbable du déclenchement préalable d'une révolution en Russie. Si cette éventualité improbable ne se produit pas, alors la guerre entre l'Allemagne et la Russie doit dès maintenant être considérée comme un fait accompli. Que cette guerre soit utile ou nuisible, cela dépend entièrement de l'attitude actuelle des vainqueurs allemands. S'ils prennent l'Alsace et la Lorraine, la France combattrait contre l'Allemagne aux côtés de la Russie. Il est superflu d'en indiquer les conséquences funestes. »

A l'époque, on se moqua de cette prophétie : le lien qui unissait la Prusse et la Russie semblait si solide qu'il paraissait insensé de penser un seul instant que la Russie autocratique pût s'allier avec la France républicaine. Ceux qui soutenaient cette conception étaient tout simplement considérés comme

fous à lier. Et cependant, tout ce que Marx a prédit s'est réalisé point par point. « On reconnaît bien là - dit Auer dans ses Fêtes de Sedan - la politique social-démocrate, qui voit clairement ce qui est, à la différence de cette politique au jour le jour qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez. »

Mais, bien entendu, cet enchaînement d'une guerre à l'autre ne signifie pas que ce serait l'idée d'une revanche à prendre sur la mainmise opérée par Bismarck qui, depuis 1870, aurait poussé la France avec une fatalité inéluctable à l'épreuve de force avec le Reich allemand, et que la guerre mondiale actuelle consisterait essentiellement en cette « revanche » tant proclamée pour l'Alsace-Lorraine. Ce sont les fauteurs de guerre allemands qui ont forgé la légende nationaliste commode d'une France sinistre et assoiffée de vengeance qui « ne pouvait pas oublier » sa défaite, tout comme les organes de presse dévoués à Bismarck racontaient en 1866 l'histoire de la princesse Autriche qui, détrônée, « ne pouvait pas oublier » le rang qu'elle occupait jadis avant que n'arrive la charmante Cendrillon prussienne. En réalité, la revanche de l'Alsace-Lorraine n'était plus qu'un hochet grotesque agité par quelques pitres patriotiques, et le lion de Belfort, une vieille bête d'armoiries.

Dans la politique française, l'annexion était depuis longtemps dépassée ; elle avait été remplacée par de nouvelles préoccupations, et ni le gouvernement ni aucun parti sérieux en France ne songeaient plus à une guerre territoriale avec l'Allemagne. Si l'héritage de Bismarck fut en définitive le premier pas vers la conflagration actuelle, c'est bien plus en ce sens que, d'une part, il a poussé l'Allemagne et la France, et par là toute l'Europe, sur la pente glissante de la course aux armements, et que, d'autre part, il a eu comme conséquence inévitable l'alliance de la France avec la Russie, et de l'Allemagne avec l'Autriche. Par là, on obtenait un renforcement extraordinaire du tsarisme russe en tant qu'élément déterminant de la politique européenne. Et c'est précisément à partir de cette époque que la Prusse-Allemagne et la République française se mettent systématiquement à faire assaut de courbettes pour obtenir les faveurs de la Russie. Ainsi, on obtenait l'association politique du Reich allemand avec l'Autriche-Hongrie, qui, comme le montrent les mots qui figurent dans le Livre Blanc, trouve son couronnement dans la « fraternité d'armes » de la guerre actuelle.

Ainsi, la guerre de 1870 a eu comme conséquences : en politique extérieure, d'amener le regroupement politique de l'Europe autour de l'axe formé par l'opposition franco-allemande ; et dans la vie des peuples européens, d'assurer la domination formelle du militarisme. Cette domination et ce regroupement ont cependant donné ensuite à l'évolution historique un tout autre contenu.

La deuxième ligne de force qui débouche sur la guerre actuelle et confirme avec tant d'éclat la prédiction de Marx découle d'un phénomène à carac-

tère international que Marx n'a plus connu : le développement impérialiste de ces vingt-cinq dernières années.

L'essor du capitalisme qui s'est affirmé après la période de guerre des années 60 et 70 dans l'Europe reconstruite et qui, notamment après qu'eut été surmontée la longue dépression consécutive à la fièvre de spéculation et au krach de 1873, avait atteint un sommet sans précédent dans la haute conjoncture des années 90, cet essor inaugurerait, comme on le sait, une nouvelle période d'effervescence pour les États européens : leur expansion à qui-mieux-mieux vers les pays et les zones du monde restées non capitalistes. Déjà, depuis les années 80, on assistait à une nouvelle ruée particulièrement violente vers les conquêtes coloniales. L'Angleterre s'empare de l'Égypte et se crée un empire colonial puissant en Afrique du Sud ; en Afrique du Nord, la France occupe Tunis et, en Asie orientale, elle occupe le Tonkin, l'Italie s'implante en Abyssinie, la Russie achève ses conquêtes en Asie centrale et pénètre en Mandchourie, l'Allemagne acquiert ses premières colonies en Afrique et dans le Pacifique et finalement les États-Unis entrent également dans la danse en acquérant avec les Philippines des « intérêts » en Asie orientale. Ce dépeçement de l'Afrique et de l'Asie déroule, à partir de la guerre sino-japonaise de 1895, une chaîne presque ininterrompue de guerres sanglantes, qui culmine dans la grande campagne de Chine et s'achève avec la guerre russo-japonaise de 1904.

Ces événements, qui se succédèrent coup sur coup, créèrent de nouveaux antagonismes en dehors de l'Europe : entre l'Italie et la France en Afrique du Nord, entre la France et l'Angleterre en Égypte, entre l'Angleterre et la Russie en Asie centrale, entre la Russie et le Japon en Asie orientale, entre le Japon et l'Angleterre en Chine, entre les États-Unis et le Japon dans l'océan Pacifique - une mer mouvante, un flux et reflux d'oppositions aiguës et d'alliances passagères, de tensions et de détentes, au milieu de laquelle une guerre partielle menaçait d'éclater à intervalle régulier entre les puissances européennes, mais, chaque fois, était différée à nouveau. Dès lors, il était clair pour tout le monde :

1° Que cette guerre de tous les États capitalistes les uns contre les autres sur le dos des peuples d'Asie et d'Afrique, guerre qui restait étouffée mais qui couvait sourdement, devait conduire tôt ou tard à un règlement de comptes général, que le vent semé en Afrique et en Asie devait un jour s'abattre en retour sur l'Europe sous la forme d'une terrible tempête, d'autant plus que ce qui se passait en Asie et en Afrique avait comme contre-coup une intensification de la course aux armements en Europe.

2° Que la guerre mondiale éclaterait enfin aussitôt que les oppositions partielles et changeantes entre les États impérialistes trouveraient un axe central, une opposition forte et prépondérante autour de laquelle ils puissent se condenser temporairement. Cette situation se produisit lorsque l'impérialisme allemand fit son apparition.

L'avènement de l'impérialisme s'étant produit en Allemagne sur une période très courte, il peut y être observé en vase clos. L'essor sans équivalent de la grosse industrie et du commerce depuis la fondation du Reich a donné lieu ici dans les années 80 à deux formes particulièrement caractéristiques de l'accumulation du capital : le plus fort développement de cartels en Europe ainsi que la plus grosse formation et la plus grosse concentration bancaires dans le monde entier. C'est le développement des cartels qui a organisé l'industrie lourde, c'est-à-dire précisément la branche du capital qui est directement intéressée par les fournitures d'État, les armements militaires et les entreprises impérialistes (constructions de chemins de fer, exploitations de mines, etc.) et en a fait le facteur le plus influent à l'intérieur de l'État.

C'est la concentration bancaire qui a comprimé le capital financier en une puissance bien distincte, d'une énergie toujours plus grande et toujours plus tendue, une puissance qui régnait souverainement dans l'industrie, le commerce et le crédit, était prépondérante dans l'économie privée comme dans l'économie publique, douée d'un pouvoir d'expansion souple et illimité, toujours en quête de profit et de zones d'activité, une puissance impersonnelle de grande envergure, audacieuse et sans scrupules, d'emblée internationale, et qui, dans sa structure même, était taillée à la dimension du monde, futur théâtre de ses exploits.

Qu'on y ajoute le régime personnel le plus fort, le plus versatile dans ses initiatives politiques, et le parlementarisme le plus faible, incapable de toute opposition, qu'on y joigne en outre toutes les couches de la bourgeoisie réunies dans l'opposition la plus abrupte à la classe ouvrière, et abritées derrière le gouvernement, et l'on pouvait prévoir dès lors que ce jeune impérialisme, plein de force, qui n'était gêné par aucune entrave d'aucune sorte, et qui fit son apparition sur la scène mondiale avec des appétits monstrueux, alors que le monde était déjà pour ainsi dire partagé, devait devenir très rapidement le facteur imprévisible de l'agitation générale.

Cela apparut déjà dans le changement radical intervenu dans la politique militaire de l'Empire à la fin des années 90 avec les deux projets de loi sur la force navale, qui furent présentés coup sur coup en 1898 et 1899. Fait sans précédent, ils allaient doubler brusquement les effectifs de la flotte de guerre, et ils comportaient un plan énorme de construction navale calculé sur près de deux décennies. Cela ne représentait pas seulement une vaste réorganisation de la politique financière et de la politique commerciale du Reich (le tarif douanier de 1902 n'était que l'ombre qui suivait les deux lois sur la force navale), laquelle était le prolongement logique de la politique sociale et des rapports entre les classes et entre les partis à l'intérieur de la société ; les lois sur la force navale indiquaient avant tout un changement manifeste dans la politique extérieure du Reich, telle qu'elle avait prévalu depuis sa fondation. Alors que la politique de Bismarck reposait sur le principe que l'Empire était

une puissance terrestre et devait le rester, la flotte allemande étant considérée tout au plus comme un accessoire superflu de la défense des côtes - le secrétaire d'État Hollmann déclarait lui-même en mars 1897 à la commission du budget du Reichstag : « Pour la défense des côtes, nous n'avons certes pas besoin d'une marine : les côtes se défendent très bien toutes seules » -, c'est un tout autre programme que l'on fixa : l'Allemagne devait devenir la première puissance sur terre et sur mer. De ce fait, on passait de la politique continentale de Bismarck à la politique mondiale, les armements étaient désormais destinés à l'attaque et non plus à la défense. Le langage des faits était si clair que l'on fournit même le commentaire nécessaire au Reichstag. Le 11 mars 1896, après le fameux discours du Kaiser à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'empire allemand, discours dans lequel le Kaiser avait développé le nouveau programme en guise d'avant-première au projet de loi, le leader du Zentrum, Lieber, parlait déjà de « plans navals illimités » contre lesquels il fallait protester vigoureusement. Un autre leader du Zentrum, Schadler, s'écria au Reichstag, le 23 mars 1898, à l'occasion du premier projet de loi sur la flotte de guerre : « Le peuple considère que nous ne pouvons pas être à la fois la première puissance sur terre et sur mer. Si tout à l'heure on me crie qu'on ne veut absolument pas de cela, je répondrai : oui, messieurs, vous en êtes au début, et à vrai dire un très copieux début. » Et lorsque vint le second projet de loi le même Schadler déclarait au Reichstag, le 8 février 1900, après avoir fait allusion à toutes les déclarations antérieures qui disaient qu'il ne fallait pas songer à de nouvelles lois sur la force navale : « [...] et aujourd'hui cette loi dérogatoire qui inaugure ni plus ni moins la création d'une flotte mondiale et l'établissement d'une politique mondiale, en doublant le volume de notre flotte au moyen d'un programme qui doit s'étendre sur près de deux décennies. » D'ailleurs le gouvernement lui-même exposa ouvertement le programme politique qui correspondait à la nouvelle orientation : le 11 décembre 1899, von Bülow, alors secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, déclarait à l'occasion de la présentation du second projet de loi sur la force navale : « Si les Anglais parlent d'une Greater Britain, si les Français parlent d'une Nouvelle France, si les Russes se tournent vers l'Asie, de notre côté nous avons la prétention de créer une Grösseres Deutschland... Si nous ne construisions pas une flotte qui soit capable de défendre notre commerce et nos compatriotes à l'étranger, nos missions et la sécurité de nos côtes, nous mettrions en danger les intérêts les plus vitaux du pays. Dans les siècles à venir, le peuple allemand sera le marteau ou l'enclume. » Si on retire les fleurs de rhétorique de la défense des côtes, des missions et du commerce, il reste ce programme lapidaire : pour une Plus Grande Allemagne, pour une politique du marteau à l'égard des autres peuples. Contre qui ces provocations étaient-elles dirigées en premier lieu ? Cela ne faisait pas le moindre doute : la nouvelle politique agressive de l'Allemagne devait faire d'elle le concurrent de la première puissance navale au monde : l'Angleterre. Et c'est bien ainsi qu'on l'a compris dans ce pays. La réforme navale et

les déclarations d'intentions qui l'accompagnaient suscitèrent en Angleterre la plus vive inquiétude, une inquiétude qui ne s'est pas calmée depuis lors. En mars 1910, Lord Robert Cecil déclarait à nouveau à la Chambre basse au cours du débat sur la flotte navale que chacun se demandait quelle raison plausible l'Allemagne pouvait bien avoir de construire une flotte gigantesque, sinon l'intention de rivaliser avec l'Angleterre. La rivalité sur mer qui durait des deux côtés depuis quinze ans, et finalement la construction fébrile des dreadnoughts et super-dreadnoughts, c'était déjà la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le projet de loi maritime du 11 décembre 1899 était une déclaration de guerre de l'Allemagne, dont l'Angleterre accusa réception le 4 août 1914.

Bien entendu, cette rivalité sur mer n'avait rien à voir avec une quelconque rivalité économique au sujet de la maîtrise du marché mondial. Le « monopole anglais » sur le marché mondial, qui étranglait prétendument le développement économique de l'Allemagne, sur lequel on raconte aujourd'hui même tant de balivernes, c'est encore une de ces légendes patriotiques, parmi lesquelles on trouve aussi cette croyance indéracinable à la « revanche » d'une France furibonde. Dès les années 90, pour le malheur des capitalistes anglais, ce monopole n'était déjà plus que de l'histoire ancienne. Le développement industriel de la France, de la Belgique, de l'Italie, de la Russie, de l'Inde, du Japon, mais surtout de l'Allemagne et des États-Unis, y avait mis fin depuis la première moitié du XIXe siècle jusqu'aux années 60. Au cours des dernières décennies du siècle, tous les pays, les uns après les autres, faisaient leur entrée sur le marché mondial à côté de l'Angleterre, et le capitalisme se développait régulièrement et au pas de charge en direction d'une économie capitaliste mondiale. Quant à la suprématie maritime de l'Angleterre qui, aujourd'hui encore, provoque tant d'inquiétude même chez certains sociaux-démocrates allemands, et dont la destruction semble à ces braves être d'une nécessité urgente pour la prospérité du socialisme international, cette suprématie maritime - conséquence de l'expansion de l'Empire britannique sur les cinq continents - troubla si peu le capitalisme allemand jusqu'à présent que, sous son joug, il grandit tout au contraire avec une rapidité inquiétante pour devenir un robuste gaillard aux joues pleines de santé. C'est précisément l'Angleterre et ses colonies qui ont servi de tremplin à l'essor du gros capitalisme allemand, tout comme inversement l'Allemagne a été le client principal et le plus indispensable de l'Empire britannique. Bien loin de se contrarier mutuellement, les développements respectifs du gros capital anglais et du gros capital allemand étaient faits pour s'entendre et étaient enchaînés l'un à l'autre dans une vaste division du travail, ce qui fut favorisé dans une large mesure par le libre-échange anglais. Le commerce allemand des marchandises et ses intérêts sur le marché mondial étaient donc absolument étrangers au changement de front dans la politique allemande et à la construction de la flotte.

Quant aux possessions coloniales de l'Allemagne, elles n'étaient pas davantage susceptibles d'amener un affrontement mondial périlleux et une concurrence maritime avec l'Angleterre. La défense des colonies allemandes ne nécessitait pas que l'Allemagne détienne la suprématie maritime, car, de par leur nature, quasi-personne ne les enviait à l'Allemagne, et surtout pas l'Angleterre. Et si maintenant, au cours de la guerre, l'Angleterre et le Japon s'en sont emparés, il ne faut y voir qu'une mesure courante consécutive à l'état de guerre, tout comme l'appétit de l'impérialisme allemand se précipite maintenant sur la Belgique sans que personne ait jamais proposé avant la guerre d'annexer la Belgique : on l'aurait pris pour un fou. Jamais on n'en serait venu à une guerre, sur terre ou sur mer, à propos de l'Afrique du Sud ou du Sud-Est, de la Terre de Guillaume ou du bassin du Tsing-Tau ; tout juste avant la guerre, il y avait même un accord tout prêt entre l'Angleterre et l'Allemagne en vue d'assurer un partage équitable des colonies portugaises entre ces deux puissances.

Le développement de la puissance maritime et le déploiement de la bannière de la politique mondiale du côté allemand laissaient donc présager de nouvelles et considérables incursions de l'impérialisme dans le monde. Avec cette flotte offensive de première qualité et avec les accroissements militaires qui, parallèlement à sa construction, se succédaient à une cadence accélérée, c'était un instrument de la politique future que l'on créait, politique dont la direction et les buts laissaient le champ libre à de multiples possibilités. La construction navale et l'armement militaires constituaient en eux-mêmes l'affaire la plus colossale de la grosse industrie allemande, et, en même temps, ils ouvraient des perspectives infinies au capital des cartels et des banques qui brûlaient d'étendre ses opérations au monde entier. Par là était acquis le ralliement de tous les partis bourgeois au drapeau de l'impérialisme. L'exemple des nationaux-libéraux, troupe de choc de l'industrie lourde impérialiste, fut suivi par le Zentrum, lequel, en acceptant en 1900 le projet de loi sur la force navale qu'il avait si hautement dénoncé parce qu'il inaugurerait une politique mondiale, devenait définitivement un parti gouvernemental ; le parti libéral lui emboîta le pas à l'occasion du tarif douanier de famine qui faisait suite à la loi sur la flotte de guerre ; le parti des junkers fermait la marche, lui qui, d'adversaire farouche qu'il était de l'« épouvantable flotte » et de la construction du canal, était devenu un zélateur et un parasite du militarisme maritime, du brigandage colonial et de la politique douanière qui leur était liée. Les élections parlementaires de 1907, appelées « élections de Hottentots », montrèrent à nu l'Allemagne bourgeoise tout entière, dans un paroxysme d'enthousiasme impérialiste, solidement réunie sous un seul drapeau, l'Allemagne de von Bülow, qui se sentait appelée à jouer le rôle de marteau du monde. Et ces élections, avec leur atmosphère de pogrom, un prélude à l'Allemagne du 4 août, étaient également une provocation qui visait non seulement la classe ouvrière allemande, mais tous les autres États capitalistes, un poing brandi vers aucun État en particulier, mais vers tous à la fois.

La Turquie

La Turquie devint le terrain d'opération le plus important de l'impérialisme allemand ; il eut pour promoteurs dans ce pays la Deutsche Bank avec ses entreprises gigantesques en Asie qui se trouvent au centre de la politique allemande pour l'Orient. Au cours des années 50 et 60, c'est surtout le capitalisme anglais qui entretenait des relations économiques avec la Turquie d'Asie ; il achevait le chemin de fer de Smyrne et avait également affermé le premier tronçon de la ligne d'Anatolie jusqu'à Ismid. En 1888, le capital allemand fait son apparition : Abdul Hamid lui confie l'exploitation du tronçon construit par les Anglais et la construction du nouveau tronçon entre Ismid et Angora avec des embranchements vers Scutari, BrussaKonnia et Kaisarile. La Deutsche Bank obtient en 1899 la concession et l'exploitation d'un port avec installation à Haidar Pascha et la direction exclusive sur le commerce et les douanes dans le port. En 1901, le gouvernement turc lui confie la concession pour le grand chemin de fer de Bagdad au golfe Persique, et en 1907, la concession pour l'assèchement de la mer de Karaviran et l'irrigation de la plaine de Koma.

Cette « oeuvre civilisatrice » grandiose et pacifique avait un revers : la ruine grandiose et « pacifique » de la paysannerie de l'Asie mineure. Les frais nécessaires à ces entreprises colossales sont évidemment avancés par la Deutsche Bank selon un système de dette publique aux multiples ramifications ; l'État turc devient à tout jamais le débiteur de MM. Siemens, Gwinner, Helfferich, etc., comme c'était déjà le cas auparavant pour le capital anglais, français et autrichien. Ce débiteur ne devait pas seulement se mettre à pomper constamment d'énormes sommes hors des caisses de l'État pour payer les intérêts des emprunts, mais devait aussi produire une garantie pour les bénéfices bruts du chemin de fer ainsi construit. Les moyens de transport et les méthodes de placement les plus modernes se greffent ici sur une situation économique tout à fait retardataire, et qui reste essentiellement fondée sur l'économie naturelle, à savoir sur l'économie paysanne la plus primitive. Le trafic et les profits nécessaires pour le chemin de fer ne peuvent évidemment pas provenir du sol aride de cette économie qui, sucée sans scrupules jusqu'à la moelle par le despotisme oriental depuis des siècles, produit à peine quelques miettes pour la nourriture des paysans eux-mêmes et de quoi payer des impôts à l'État. En raison de la nature économique et culturelle du pays, le commerce des marchandises et le transport des personnes sont très peu développés et ne peuvent augmenter que très lentement. Afin de compenser ce qui manque pour former le profit capitaliste requis, l'État accorde donc annuellement une « garantie kilométrique » aux sociétés de chemin de fer. C'est selon ce système que les lignes de la Turquie européenne furent construites par le capitalisme autrichien et français, et il fut également appliqué pour les entreprises de la Deutsche Bank en Turquie d'Asie. En guise de gage et d'assurance que le supplément sera bien payé, le

gouvernement turc a cédé aux représentants du capitalisme européen, le « conseil d'administration de la dette publique », la source principale des revenus de l'État turc : les dîmes de toute une série de provinces. De 1893 à 1910, le gouvernement turc a versé ainsi, pour la ligne d'Angora et le tronçon Eskischehir-Konia, par exemple, un « supplément » d'environ 90 millions de francs. Les « dîmes » mises en gage par l'État turc à ses créanciers européens sont les impôts paysans archaïques, en nature : en blé, en moutons, en soie, etc. Les dîmes ne sont pas perçues directement, mais par l'intermédiaire de fermiers, analogues aux fameux receveurs d'impôts de la France de l'Ancien Régime : l'État leur vend aux enchères, c'est-à-dire au plus offrant et contre paiement comptant, le revenu probable de l'impôt de chaque vilayet (province). Si la dîme d'un vilayet est acquise par des spéculateurs ou par un consortium, ceux-ci revendent la dîme de chaque sandjak (district) à d'autres spéculateurs, qui cèdent à leur tour leur part à toute une série de petits agents. Comme chacun veut couvrir ses frais et empocher le plus de bénéfice possible, la dîme grossit comme une avalanche à mesure qu'elle se rapproche du paysan. Si le fermier s'est trompé dans ses comptes, il cherche à se dédommager aux dépens du paysan. Celui-ci attend avec impatience, presque toujours endetté, le moment de pouvoir vendre sa récolte ; mais quand il a fauché ses blés, il doit souvent attendre des semaines pour les battre, avant que le fermier ne daigne prendre la part qui lui revient. Le fermier qui, généralement, est en même temps négociant en blés, profite de cette situation où le paysan craint que la moisson entière ne se gâte sur le champ, pour lui extorquer sa récolte au plus bas prix, et il sait s'assurer l'aide des fonctionnaires et spécialement du muktar (gouverneur local) pour faire face aux plaintes éventuelles des mécontents. Et si on ne parvient pas à trouver un fermier, les dîmes sont touchées directement en nature par le gouvernement, sont emmagasinées et cédées aux capitalistes et servent de compensation à la dette. Voilà comment fonctionne le mécanisme interne de la « régénération économique de la Turquie » effectuée par l'œuvre civilisatrice du capital européen !

Ces opérations permettent d'atteindre deux résultats différents : d'une part, l'économie paysanne de l'Asie mineure devient l'objet d'un processus bien organisé de succion pour le plus grand bien du capital bancaire et industriel européen et, en l'occurrence, surtout du capital allemand. Ainsi augmentent les « sphères d'intérêt » de l'Allemagne en Turquie, ce qui fournit le point de départ à une « protection » politique de la Turquie. En même temps, l'appareil de succion nécessaire à l'exploitation économique de la paysannerie, à savoir le gouvernement turc, devient l'instrument obéissant, le vassal de la politique extérieure allemande. Depuis longtemps déjà, les finances, la politique fiscale et les dépenses de l'État turc étaient placées sous contrôle européen. L'influence allemande, elle, s'est emparée tout spécialement de la organisation militaire.

Tout cela fait apparaître que l'impérialisme allemand a intérêt à ce que la puissance de l'État turc soit renforcée, pour que son effondrement n'intervienne pas trop tôt. Une liquidation accélérée de la Turquie conduirait à son partage entre l'Angleterre, la Russie, l'Italie et la Grèce entre autres, et, de ce fait, cette base unique en son genre pour les grandes opérations du capital allemand devrait disparaître. En même temps, il en résulterait un surcroît de puissance extraordinaire pour la Russie et l'Angleterre tout comme pour les États méditerranéens. Il s'agissait donc pour l'impérialisme allemand de conserver l'appareil commode de l'Etat turc « indépendant » et l'« intégralité » de la Turquie, assez longtemps pour que le pays soit dévoré de l'intérieur par le capital allemand, comme cela s'était passé auparavant pour l'Égypte avec les Anglais et, récemment encore, pour le Maroc avec les Français, et qu'il tombe comme un fruit mûr dans les mains de l'Allemagne. Le célèbre porte-parole de l'impérialisme allemand, Paul Rohrbach, déclare par exemple, avec la plus grande franchise :

« Il est dans la nature des choses que la Turquie, entourée de tous côtés de voisins pleins de convoitises, cherche un appui auprès d'une puissance qui n'ait, autant que possible, aucun intérêt territorial en Orient. Cette puissance, c'est l'Allemagne. De notre côté, nous subirions un grand dommage si la Turquie venait à disparaître. Si la Russie et l'Angleterre sont les héritiers principaux des Turcs, il est clair que ces deux Etats en recevront un surcroît de puissance considérable. Mais au cas où la Turquie serait partagée de telle sorte qu'un morceau important de son territoire nous échoirait, cela représenterait aussi pour nous des difficultés sans fin, car la Russie, l'Angleterre et, d'une certaine manière également la France et l'Italie, sont des voisins des possessions actuelles de la Turquie et sont à même de prendre possession de leur part et de la défendre tant sur mer que sur terre. Quant à nous, par contre, nous nous trouvons en dehors de toute communication avec l'Orient [...] Une Asie Mineure ou une Mésopotamie allemandes : ce projet ne pourra devenir une réalité qu'à une condition : c'est que la Russie et, du même coup, la France, soient obligées de renoncer à leurs buts et à leurs idéaux actuels, c'est-à-dire qu'au préalable, l'issue de la guerre actuelle se soit décidée dans le sens des intérêts allemands. » (La Guerre et la politique allemande, p. 36.)

L'Allemagne, qui jura solennellement le 8 novembre 1898, à l'ombre du grand Saladin, de garantir et de protéger le monde musulman et le drapeau vert du Prophète, mit donc tout son zèle à renforcer pendant dix ans le régime du sultan sanglant Abdul Hamid, et après une courte période de disgrâce, elle poursuivit son oeuvre sous le régime des Jeunes Turcs. En dehors des affaires lucratives de la Deutsche Bank, la mission allemande s'occupa principalement de la réorganisation et de l'entraînement du militarisme turc. La modernisation de l'armée créait naturellement de nouvelles charges qui retombaient sur le dos des paysans turcs, mais elle promettait également de nouvelles affaires brillantes pour Krupp et pour la Deutsche Bank. En même temps, le militarisme

turc se plaçait sous la dépendance du militarisme prusso-allemand et devenait le point d'appui de la politique allemande en Asie mineure.

Que la « régénération » de la Turquie entreprise par l'Allemagne n'était qu'une tentative de réanimation artificielle d'un cadavre, c'est ce qui apparaît à travers les péripéties de la révolution turque. Tout d'abord, lorsque l'élément idéologique était prédominant au sein des Jeunes Turcs, alors qu'ils concevaient des projets grandioses et se berçaient d'illusions en croyant pouvoir donner une nouvelle jeunesse à la Turquie par un véritable renouveau interne, leurs sympathies politiques se tournaient résolument vers l'Angleterre, en laquelle ils voyaient l'idéal de l'État libéral moderne, tandis que l'Allemagne, qui depuis des années était le protecteur officiel du régime sacré du vieux sultan, faisait figure d'ennemi des Jeunes Turcs. La révolution de 1908 semblait marquer la faillite de la politique orientale de l'Allemagne, et en général c'est ainsi qu'on l'interpréta ; il semblait que la révocation d'Abdul Hamid, c'était aussi la révocation de l'influence allemande. Cependant, une fois arrivés au pouvoir, les Jeunes Turcs démontrèrent progressivement leur incapacité complète à réaliser une réforme économique, sociale et nationale de grande envergure, leur caractère contre-révolutionnaire montrait de plus en plus le bout de l'oreille, et ils ne tardèrent pas à en revenir, tout naturellement, aux méthodes de domination ancestrales qui étaient celles d'Abdul Hamid : organiser périodiquement des bains de sang en dressant les uns contre les autres les peuples vassaux, et exploiter la paysannerie sans ménagements, à la mode orientale, ces deux méthodes constituant les deux piliers de l'État. Du même coup, la « Jeune Turquie » eut à nouveau comme souci essentiel de conserver artificiellement ce régime de violence, et elle fut ainsi amenée dans le domaine de la politique extérieure à renouer avec les traditions d'Abdul Hamid, c'est-à-dire à en revenir à l'alliance avec l'Allemagne.

Compte tenu de la multiplicité des questions nationales qui écartelaient l'Etat turc : les questions arménienne, kurde, syrienne, arabe, grecque (naguère encore la question albanaise et la question macédonienne) ; de la naissance d'un capitalisme puissant et vigoureux dans les jeunes États balkaniques voisins ; et surtout de la désagrégation économique que le capitalisme international et la diplomatie internationale avaient produite depuis des années en Turquie, tout le monde, et en premier lieu la social-démocratie allemande, voyait bien qu'une régénération réelle de l'État turc était une opération vouée à l'échec. Déjà à l'occasion du grand soulèvement de Crète en 1896, avait eu lieu dans la presse du parti allemand une discussion approfondie de la question d'Orient qui conduisit à réviser le point de vue jadis défendu par Marx du temps de la guerre de Crimée et à rejeter définitivement l'idée d'« intégrité de la Turquie », en tant qu'héritage de la réaction européenne. Et c'était bien une idée typiquement prussienne que de penser qu'il suffisait d'un chemin de fer stratégique susceptible d'amener une mobilisation rapide et de quelques instructeurs

militaires énergiques pour rendre viable une baraque aussi vermoulue que l'Etat turc³⁸⁷.

³⁸⁷ Le 3 décembre 1912, après la première guerre balkanique, l'orateur du groupe social-démocrate s'exprimait en ces termes au Reichstag : « Hier, on a fait remarquer à cette même tribune que la politique orientale de l'Allemagne n'était pas responsable de l'effondrement de la Turquie, que ç'avait été une bonne politique. M. le chancelier de l'Empire croyait que nous avions rendu bien de bons services à la Turquie et M. Bassermann disait que nous avions amené la Turquie à accomplir des réformes judicieuses. Sur ce dernier point, je ne suis au courant de rien (hilarité chez les sociaux-démocrates) ; et derrière les bons services je voudrais mettre aussi un point d'interrogation. Pourquoi la Turquie s'est-elle effondrée ? Ce qui s'est effondré là-bas, c'est un régime de junkers semblable à celui que nous avons à l'est de l'Elbe. (" Très juste ! " - sur les bancs sociaux-démocrates. Rires à droite) L'effondrement de la Turquie est un phénomène parallèle à l'effondrement du régime des junkers mandchous en Chine. Pour les régimes de junkers ça a l'air d'aller de plus en plus mal partout. (Acclamations des sociaux-démocrates : "Tant mieux !") Ils ne répondent plus aux exigences du monde moderne. »

« Je disais que la situation en Turquie ressemblait jusqu'à un certain point à celle que nous connaissons à l'est de l'Elbe. Les Turcs sont une caste dirigeante de conquérants, ils ne sont qu'une petite minorité. A côté des Turcs, on trouve encore les non-Turcs qui ont adopté la religion musulmane, mais les véritables Turcs d'origine ne sont qu'une petite minorité, une caste guerrière, une caste qui, comme en Prusse, s'est emparée de tous les postes clés, dans l'administration, dans la diplomatie et dans l'armée ; une caste qui, vis-à-vis des papans bulgares et serbes, a poursuivi la même politique seigneuriale que nos spahis à l'est de l'Elbe. (Hilarité.) Aussi longtemps que la Turquie avait une économie naturelle, cela allait encore ; car alors, un tel régime de seigneurs est encore supportable dans une certaine mesure, parce que le seigneur ne pousse pas encore tellement l'exploitation de ses manants ; s'il a de quoi bien manger, et de quoi bien vivre, il est content. Mais au moment où la Turquie, entrant en contact avec l'Europe, devint une économie monétaire moderne, l'oppression des junkers turcs devint de plus en plus insupportable. La classe paysanne fut pressée comme un citron, et une grande partie des paysans réduite à la mendicité ; beaucoup se firent brigands. Voilà ce que sont les Komitaschis ! (Rires à droite) Les junkers turcs n'ont pas seulement fait la guerre contre l'ennemi extérieur, non, en dessous de cette guerre contre l'ennemi extérieur une révolution paysanne s'est accomplie en Turquie. Voilà ce qui a rompu l'échine des Turcs et voilà ce qui a provoqué l'effondrement de leur régime de junkers ! Et on dit maintenant que le gouvernement allemand a rendu de bons services dans ce pays ! Mais les meilleurs services qu'il aurait pu rendre à la Turquie, et aussi au régime des junkers, il ne les a pas rendus ! Il aurait dû leur conseiller d'accomplir les réformes qu'ils étaient tenus de faire en vertu du protocole de Berlin : de libérer véritablement leurs paysans, comme la Bulgarie et la Serbie l'avaient fait. Mais comment une diplomatie allemande de junkers en aurait-elle été capable ? »

« [...] Les instructions que M. von Marschall recevait de Berlin ne pouvaient en tout cas l'amener à rendre réellement de bons services aux Jeunes Turcs. Ce qu'elles leur ont apporté - je ne veux même pas parler des choses militaires -, c'est un certain état d'esprit qu'elles ont introduit dans le corps des officiers turcs : l'esprit de l'« officier de garde élégant » (hilarité chez, les sociaux-démocrates), un esprit qui s'est avéré si extraordinairement funeste pour l'armée turque dans le combat. On raconte notamment qu'on a trouvé des officiers morts qui portaient des chaussures laquées. La prétention de dominer la masse du peuple et la masse des soldats en toutes choses, cette morgue de l'officier, cette façon de commander de haut, tout cela a pourri à la racine les rapports de confiance au sein de l'armée turque, et, dès lors, on peut donc comprendre que cet état d'esprit ait contribué à provoquer la débâcle de l'armée turque. »

« Messieurs, nos avis divergent sur le point de savoir qui est responsable de l'effondrement de la Turquie. La transmission d'un certain esprit prussien n'est pas responsable à lui seul de l'effondrement de la Turquie, bien sûr que non, mais il y a contribué, il l'a précipité. L'effondrement lui-même était dû fondamentalement à des causes économiques, comme je l'ai montré. »

En été 1912 déjà, le régime des Jeunes Turcs devait faire place à la contre-révolution. Le premier acte de la « régénération turque » dans cette guerre fut, fait significatif, le coup d'État, l'abolition de la Constitution, c'est-à-dire aussi à cet égard le retour formel au régime d'Abdul Hamid.

Le militarisme turc, qui avait été formé par l'Allemagne, fit déjà lamentablement faillite au cours de la première guerre des Balkans. Et quant à la guerre actuelle qui a entraîné la Turquie dans son tourbillon sinistre en tant que « protégée » de l'Allemagne, elle devra, quelle que soit son issue et avec une fatalité inéluctable, poursuivre ou même accomplir définitivement la liquidation de l'Empire turc.

La position de l'impérialisme allemand en Orient, c'est-à-dire, au premier chef, les intérêts de la Deutsche Bank, avait fait entrer l'Empire allemand en conflit avec tous les autres États, et tout d'abord avec l'Angleterre. Non seulement celle-ci avait dû laisser des entreprises anglaises céder la place à leurs rivales allemandes en Anatolie et en Mésopotamie, perdant ainsi de copieux bénéfices, ce dont elle s'accommoda finalement, mais surtout la construction de lignes stratégiques et le renforcement du militarisme turc sous l'influence de l'Allemagne se produisait à l'un des points les plus sensibles pour l'Angleterre sur la carte politique mondiale : à un croisement entre l'Asie centrale, la Perse et l'Inde, d'une part, et l'Égypte, d'autre part.

« L'Angleterre - écrivait Rohrbach dans son livre le Chemin de fer de Bagdad - ne peut être attaquée sur terre et être sévèrement touchée qu'à un seul endroit en dehors de l'Europe : en Égypte. En perdant l'Égypte, l'Angleterre ne perdrait pas seulement la maîtrise du canal de Suez et la communication avec l'Inde et l'Asie, mais elle perdrait vraisemblablement aussi ses possessions en Afrique centrale et orientale. La conquête de l'Égypte par une puissance musulmane comme la Turquie pourrait en outre susciter des réactions dangereuses dans les Indes chez les 60 millions de sujets musulmans de l'Angleterre, ainsi qu'en Afghanistan et en Perse. Mais la Turquie ne peut envisager de conquérir l'Égypte qu'à plusieurs conditions : qu'elle dispose d'un réseau de chemin de fer complet en Asie Mineure et en Syrie ; qu'après avoir prolongé la ligne d'Anatolie elle puisse parer à une attaque de l'Angleterre sur la Mésopotamie, qu'elle améliore son armée et augmente ses effectifs ; et que sa situation économique générale et ses finances fassent des progrès. »

Et dans son livre paru au début de la guerre, la Guerre et la politique allemande, il dit :

« Le chemin de fer de Bagdad était tout d'abord destiné à mettre les points stratégiques principaux de l'Empire turc en Asie Mineure en communication immédiate avec la Syrie et les provinces arrosées par l'Euphrate et le Tigre. Naturellement, il était à prévoir que cette ligne de chemin de fer, rattachée aux lignes de Syrie et d'Arabie, qui sont en partie à l'état de projet, en partie en chantier ou déjà achevées, permettrait d'amener des troupes turques, prêtes à intervenir, en direction

de l'Égypte. Personne ne niera qu'en supposant une alliance entre l'Allemagne et la Turquie, et à plusieurs autres conditions qu'il serait encore moins simple de réaliser que cette alliance, le chemin de fer de Bagdad représenterait pour l'Allemagne une assurance-vie politique. »

Les porte-parole mi-officiels de l'impérialisme allemand exposaient donc ouvertement les projets et les intentions de celui-ci en Orient. Ils définissaient les grandes lignes de la politique allemande : une tendance agressive qui compromettrait gravement l'équilibre qui avait existé jusqu'alors dans la politique mondiale, et un fer de lance visiblement dirigé contre l'Angleterre. La politique orientale de l'Allemagne devenait ainsi la traduction dans les faits de la politique maritime inaugurée en 1899.

En même temps, en soutenant le principe de l'intégrité de la Turquie, l'Allemagne entra en conflit avec les États balkaniques, dont l'histoire et l'es-sor intérieur s'identifiaient avec la liquidation de la Turquie d'Europe. Enfin, elle entra en conflit avec l'Italie, dont les appétits impérialistes étaient dirigés en premier lieu contre les possessions turques. A la conférence marocaine d'Algésiras de 1905, l'Italie se trouvait déjà aux côtés de l'Angleterre et de la France. Et six ans plus tard, l'expédition tripolitaine de l'Italie qui faisait suite à l'annexion de la Bosnie par l'Autriche, et qui donna le départ à la première guerre des Balkans, c'était déjà le défi de l'Italie, l'éclatement de la Triple Alliance et l'isolement de la politique allemande.

Quant à la deuxième direction des efforts d'expansion de l'Allemagne, c'est à l'ouest qu'elle se manifesta, dans l'affaire du Maroc. Nulle part ailleurs, l'éloignement par rapport à la politique de Bismarck ne fut aussi net. Comme on le sait, Bismarck favorisait délibérément les aspirations coloniales de la France à seule fin de la détourner des points chauds de la politique continentale et notamment de l'Alsace-Lorraine. La nouvelle orientation politique de l'Allemagne, tout au contraire, s'en prenait directement à l'expansion coloniale de la France. Mais il y avait de sensibles différences entre la situation au Maroc et la situation en Turquie d'Asie. Il existait très peu d'intérêts capitalistes allemands véritables au Maroc. Sans doute, au cours de la crise du Maroc, les impérialistes allemands firent-ils grand bruit autour des revendications de la firme capitaliste Mannesmann de Remscheid, qui avait prêté de l'argent au sultan du Maroc et reçu en échange des concessions minières, jusqu'à en faire une affaire d'« intérêt vital pour la patrie ». Mais du fait que chacun des deux groupes capitalistes concurrents au Maroc - aussi bien le groupe Mannesmann que la société Krupp-Schneider - présentaient un mélange tout à fait international d'entrepreneurs allemands, français et espagnols, on ne peut pas parler sérieusement et avec quelque succès d'une « sphère d'intérêts allemands ». D'autant plus symptomatiques étaient la résolution et l'énergie avec lesquels l'Empire allemand fit connaître tout à coup en 1905 sa prétention à collaborer au règlement de l'affaire du Maroc et protesta contre l'hégémonie française dans le

pays. C'était le premier accrochage avec la France sur le plan de la politique mondiale. En 1895 encore, l'Allemagne était tombée sur le dos du Japon victorieux, aux côtés de la France et de la Chine, pour l'empêcher d'exploiter sa victoire sur la Chine à Chimonoseki. Cinq ans plus tard, elle entra, bras dessus bras dessous avec la France, dans la grande phalange internationale formée en vue de l'expédition de pillage contre la Chine. Et maintenant, au Maroc, on assistait à un changement radical dans les relations franco-allemandes. Par deux fois, au cours des sept années que dura la crise du Maroc, on frôla de justesse une guerre entre la France et l'Allemagne. Il ne s'agissait plus cette fois d'une « revanche » pour une quelconque rivalité continentale entre les deux États. Ici c'était un tout autre conflit qui prenait naissance, et qui provenait de ce que l'impérialisme allemand chassait sur les terres de l'impérialisme français. En définitive, au terme de cette crise, l'Allemagne accepta de se contenter du territoire congolais, et reconnut par là qu'elle ne possédait pas d'intérêts à défendre au Maroc. Mais c'est précisément pourquoi l'escarmouche allemande au Maroc avait une signification politique lourde de conséquences. Du fait que ses buts et ses revendications exactes restaient indéterminés, la politique de l'Allemagne au Maroc trahissait ses appétits illimités : on la voyait tâtonnant à la recherche d'une proie. Cette politique était généralement considérée comme une déclaration de guerre impérialiste à la France. L'opposition entre les deux États apparaissait là en pleine lumière. Là-bas, un développement industriel lent, une population stagnante, un État de rentiers qui investit de préférence à l'étranger et qui est encombré d'un grand empire colonial dont il ne parvient qu'à grand-peine à maintenir la cohésion ; de ce côté-ci, un capitalisme jeune et puissant qui s'installe au premier rang, qui court le monde pour y faire la chasse aux colonies. Il n'était pas question pour l'impérialisme allemand d'envisager la conquête des colonies anglaises. Dès lors, sa fringale dévorante ne pouvait se tourner, en dehors de la Turquie d'Asie que vers les possessions françaises. Ces possessions permettaient également de faire miroiter devant l'Italie la possibilité d'un dédommagement aux dépens de la France, au cas où elle se sentirait lésée par les appétits de conquête de l'Allemagne dans les Balkans - et de la retenir ainsi au sein de la Triple Alliance en l'associant à une entreprise commune. Il est clair que les prétentions de l'Allemagne sur le Maroc devaient inquiéter l'impérialisme français au plus haut point, si l'on songe qu'une fois établie en n'importe quel point du Maroc, l'Allemagne aurait eu à tout instant la possibilité de mettre le feu aux quatre coins de l'Empire français d'Afrique du Nord en procédant à des livraisons d'armes, car la population de cette région vivait dans un état de guerre chronique contre les conquérants français. Et si l'on aboutit à un compromis, si l'Allemagne consentit finalement à renoncer à ses prétentions, on n'avait fait qu'écarter le danger immédiat alors que persistaient

l'inquiétude générale de la France et l'antagonisme politique qui avait été ainsi créé³⁸⁸.

La politique marocaine de l'Allemagne n'amenait pas seulement celle-ci en conflit avec la France, mais indirectement aussi avec l'Angleterre. Comme Gibraltar est le deuxième carrefour le plus important de la politique mondiale de l'Angleterre, l'arrivée soudaine de l'impérialisme allemand au Maroc, à proximité immédiate de Gibraltar, avec les prétentions qu'il manifestait et le style brutal de son action, devait apparaître aux Anglais comme une manifestation hostile à leur égard. Sur le plan formel également, la première note de protestation de l'Allemagne s'en prenait directement à l'arrangement intervenu en 1904 entre la France et l'Angleterre au sujet du Maroc et de l'Égypte, et les exigences allemandes tendaient nettement à éliminer l'Angleterre du règlement de l'affaire du Maroc. L'effet que cette prise de position devait inévitablement produire sur les rapports anglo-allemands ne pouvait être un secret pour personne. Le correspondant à Londres du *Frankfurter Zeitung* dépeint clairement la situation ainsi créée dans l'édition du 8 novembre 1911 :

« Voilà le bilan : au total, un million de nègres au Congo, un amer déboire contre la " perfide Albion ". L'Allemagne digérera son amertume. Mais qu'advient-il de nos rapports avec l'Angleterre, qui ne peuvent absolument se poursuivre sans changements, mais qui, selon toute vraisemblance historique, doivent conduire soit à une aggravation, soit même à la guerre, ou bien doivent rapidement s'améliorer... L'expédition du Panther était, comme un correspondant berlinois du *Frankfurter Zeitung* l'exprimait récemment de façon frappante, une bourrade qui devait montrer à la France que l'Allemagne n'avait pas cessé d'exister... Quant à l'impression que cette estocade devait produire à Londres, il est impossible que l'on ait jamais pu en douter un seul instant à Berlin, et que l'on soit resté dans l'incerti-

³⁸⁸ La bruyante excitation entretenue depuis des années dans les milieux impérialistes allemands autour de la question du Maroc n'était pas faite pour calmer les appréhensions de la France. L'association pangermanique défendait tout haut le programme d'annexion du Maroc, qu'elle considérait naturellement comme une « question vitale » pour l'Allemagne, et elle diffusa un tract de la plume de son président Heinrich Clatz sous le titre : *L'Ouest du Maroc allemand !* Lorsque le professeur Schiedmann chercha à justifier l'arrangement conclu par le département des Affaires étrangères et son renoncement au Maroc en invoquant les intérêts du commerce au Congo, le Post s'en prit à lui de la manière suivante :

« M. le professeur Schiedmann est russe de naissance, et peut-être n'est-il pas même de pure descendance allemande. Dès lors, personne ne peut lui en vouloir s'il considère d'un air froid et moqueur des questions qui piquent au plus vif la conscience nationale et la fierté que tout Allemand authentique porte en lui. Le jugement d'un étranger qui parle de ce qui est le battement de cœur patriotique et la palpitation douloureuse de l'âme inquiète du peuple allemand comme s'il s'agissait d'une fantaisie politique passagère ou d'une aventure de conquistadores doit provoquer à juste titre notre colère et notre mépris, d'autant plus que cet étranger jouit de l'hospitalité de l'État prussien en tant que professeur à l'Université de Berlin. Que l'homme qui ose insulter ainsi les sentiments les plus sacrés du peuple allemand dans l'organe directeur du parti conservateur soit le maître et le conseiller de notre Kaiser en matière politique, et qu'il soit considéré, à tort ou à raison, comme son porte parole, cela nous remplit d'une profonde tristesse. »

tude à ce sujet ; du moins aucun correspondant ici n'a douté que l'Angleterre ne se porte énergiquement aux côtés de la France. Comment le Norddeutsche Allgemeine Zeitung peut-il encore s'accrocher à ce cliché selon lequel l'Allemagne aurait à discuter " uniquement avec la France " ! Depuis quelque cent ans, la politique européenne s'est développée de telle sorte que, de plus en plus, les intérêts politiques sont enchevêtrés les uns aux autres. Si un pays est dans une mauvaise passe, la nature des lois politiques dans lesquelles nous vivons veut que les uns se frottent les mains et que les autres se désolent. Lorsqu'il y a deux ans les Autrichiens eurent des démêlés avec la Russie à propos de la Bosnie, l'Allemagne entra dans la lice " en armes étincelantes ", quoiqu'à Vienne, comme on le déclara plus tard, on eût préféré régler l'affaire tout seul... Il n'est pas concevable que l'on ait pu croire à Berlin que les Anglais, qui venaient à peine de sortir d'une période de climat tout à fait hostile à l'Allemagne, auraient tout à coup été d'avis que nos pourparlers avec la France ne les concernaient en rien. Il s'agissait en dernier ressort d'une question de puissance, car une bourrade, même si elle peut paraître amicale, est une voie de fait, et personne ne peut dire si, peu de temps après, elle ne sera pas suivie d'un coup de poing sur la mâchoire. Depuis, la situation est devenue moins critique. Au moment où Lloyd George prit la parole, existait de manière aiguë, nous avons là-dessus des informations très précises, le danger d'une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre... Est-ce que - compte tenu de cette politique suivie depuis longtemps par sir Edward Grey et ses partisans, et dont nous ne discutons pas ici le bien-fondé - on devait s'attendre de leur part à une autre attitude sur la question du Maroc ? Il nous semble que si Berlin y a compté, c'est toute sa politique qui est du même coup condamnée. »

Ainsi, la politique impérialiste de l'Allemagne en Asie comme au Maroc avait créé un antagonisme violent entre l'Allemagne d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre. Où en étaient les rapports entre l'Allemagne et la Russie ? Comment s'était produit l'affrontement dans ce cas-ci ? Dans l'atmosphère de pogrom qui s'était emparée de l'opinion publique allemande pendant les premiers mois de la guerre, on gobait n'importe quoi. On croyait que les femmes belges crevaient les yeux des blessés allemands, que les Cosaques mangeaient des bougies de stéarine et qu'ils empoignaient les nourrissons par leurs petites jambes pour les mettre en pièces - on croit aussi que les buts de la Russie en cette guerre consistent à annexer l'Empire allemand, à anéantir la civilisation allemande et à implanter l'absolutisme de la Warthe jusqu'au Rhin, et de Kiel à Munich.

L'organe social-démocrate Chemnitzer Volksstimme écrivait le 2 août :

« En ce moment nous ressentons tous le devoir de lutter contre le règne de knout russe avant tout. Les femmes et enfants allemands ne doivent pas devenir les victimes des bestialités russes, l'Allemagne ne sera pas le butin des Cosaques. Car si le Triple Alliance l'emporte, ce ne sera pas un gouverneur français ou un républicain français mais le tsar russe qui règnera sur l'Allemagne. C'est pourquoi nous

défendons en ce moment toute la culture allemande et toute la liberté allemande contre un ennemi barbare qui ne connaît pas de merci. »

Le Fränkische Tagespost s'écriait le même jour :

« Nous ne voulons pas que les Cosaques, qui ont déjà occupé toutes les localités frontalières, fassent irruption dans notre pays et apportent la ruine dans nos villes. La social-démocratie n'a jamais cru aux intentions pacifiques du tsar russe, pas même le jour où il a publié son manifeste de paix ; nous ne voulons pas que ce tsar, qui est déjà le pire ennemi du peuple russe, commande à un peuple de race allemande. »

Et le Königsberger Volkszeitung du 3 août écrivait :

« Mais aucun de nous, qu'il soit astreint ou non au service militaire, ne peut en douter un seul instant : aussi longtemps que durera la guerre, le devoir de chacun est de faire tout ce qu'il peut pour maintenir loin de nos frontières cet odieux régime tsariste. Si le tsarisme remporte la victoire, des milliers de nos camarades seront envoyés dans les geôles horribles de la Russie. Sous le sceptre russe, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est réduit à néant ; pas la moindre trace là-bas d'une presse social-démocrate ; les syndicats sociaux-démocrates et les réunions social-démocrates sont interdits. Et c'est pourquoi, à cette heure, aucun de nous n'aurait l'idée de se désintéresser de l'issue de la guerre ; au contraire, tout en maintenant notre opposition à la guerre, nous voulons agir tous ensemble pour nous garder nous-mêmes des atrocités de ces canailles qui gouvernent la Russie. »

Examinons de plus près les rapports de la civilisation allemande avec le tsarisme russe, qui forment un chapitre entier dans l'attitude de la social-démocratie au cours de cette guerre. Pour ce qui est du désir que le tsar aurait d'annexer l'Empire allemand, on pourrait tout aussi bien admettre que la Russie envisageait d'annexer l'Europe ou même la Lune. Dans la guerre actuelle, il ne s'agit d'une question d'existence, en tout et pour tout, que pour deux États : la Belgique et la Serbie. Et les canons allemands furent dirigés contre eux parce qu'on criait de tous côtés que l'existence de l'Allemagne était en jeu. Avec des fanatiques du meurtre rituel, toute discussion est évidemment exclue. Toutefois, les gens qui prennent en considération non les instincts de la populace et les grands mots démagogiques et sublimes de la presse nationaliste provocatrice, mais plutôt les points de vue politiques, ceux-là doivent comprendre que le tsarisme pouvait se fixer comme but aussi bien l'annexion de la Lune que celle de l'Allemagne. Ce sont de franches crapules qui dirigent la politique russe, mais pas des fous, et la politique de l'absolutisme a de toute façon ceci en commun avec toute autre politique qu'elle se meut non dans les nuages, mais dans le monde des possibilités réelles, dans un espace où les choses entrent rudement en contact. En ce qui concerne la crainte de voir nos camarades allemands arrêtés et déportés à vie en Sibérie, et de voir l'absolutisme russe s'introduire dans l'Empire allemand, les hommes politiques du tsar sanglant,

malgré leur infériorité intellectuelle, ont mieux compris le matérialisme historique que les journalistes de notre parti : ces politiciens savent très bien qu'une forme de gouvernement donnée ne se laisse pas « exporter » à volonté n'importe où, mais que chaque forme de gouvernement correspond à certaines conditions économiques et sociales bien précises : ils savent, pour en avoir fait l'amère expérience, que même en Russie les conditions de leur domination ont presque fait leur temps ; ils savent enfin que le règne de la réaction se sert dans chaque pays de la forme qui lui convient, toute autre forme lui étant intolérable, et que la variante de l'absolutisme qui correspond aux rapports entre les classes et les partis que connaît l'Allemagne, c'est l'État policier des Hohenzollern et le suffrage censitaire de la Prusse. En examinant froidement les choses, on voit qu'il n'existait de prime abord aucune raison de craindre que le tsarisme russe se serait vraiment senti obligé d'ébranler ces produits de la civilisation allemande, même dans le cas improbable de sa victoire totale.

En réalité, c'était sur un plan tout à fait différent que la Russie et l'Allemagne entrèrent en opposition. Ce n'est pas dans le domaine de la politique intérieure qu'ils s'affrontèrent, domaine où, au contraire, grâce à leurs tendances communes et à leur affinité intime, une amitié ancienne et traditionnelle s'était établie depuis un siècle entre les deux États, mais, en dépit de la solidarité de leur politique intérieure, dans le domaine de la politique extérieure, sur les terrains de chasse de la politique mondiale.

Tout comme celui des États occidentaux, l'impérialisme russe est un tissu d'éléments de nature différente. Son fil le plus solide n'est pas constitué, comme en Allemagne ou en Angleterre, par l'expansion économique d'un capital affamé d'accumulation, mais par les intérêts politiques de l'État. Il est vrai que l'industrie russe, ce qui est absolument caractéristique de la production capitaliste, en raison de l'inaptitude de son marché intérieur, exporte depuis longtemps vers l'Orient, vers la Chine, la Perse, l'Asie centrale, et que le gouvernement tsariste cherche par tous les moyens à favoriser cette exportation qui lui donne le fondement rêvé pour sa « sphère d'intérêts ». Mais ici, la politique de l'État détient le rôle actif, elle n'est pas dirigée par les autres facteurs. Dans les tendances conquérantes du régime tsariste s'exprime, d'une part, l'expansion traditionnelle d'un Empire puissant dont la population comprend aujourd'hui 170 millions d'êtres humains et qui, pour des raisons économiques et stratégiques, cherche à obtenir le libre accès des mers, de l'océan Pacifique à l'est, de la Méditerranée au sud, et, d'autre part, intervient ce besoin vital de l'absolutisme : la nécessité sur le plan de la politique mondiale de garder une attitude qui impose le respect dans la compétition générale des grands États, pour obtenir du capitalisme étranger le crédit financier sans lequel le tsarisme n'est absolument pas viable. A tout cela s'ajoute l'intérêt dynastique qui, comme dans toutes les monarchies, en raison de l'opposition de plus en plus vive entre le régime et la grande masse de la population, avait besoin de maintenir en perma-

nence son prestige à l'étranger, et d'y chercher une diversion aux difficultés intérieures : recette indispensable de la politique.

Toutefois, les intérêts bourgeois modernes entrent toujours davantage en ligne de compte comme facteur de l'impérialisme dans l'Empire des tsars. Le jeune capitalisme russe, qui sous le régime absolutiste ne peut naturellement pas parvenir à un épanouissement complet et qui, en gros, ne peut quitter le stade du système primitif de vol, voit cependant s'ouvrir devant lui un avenir prodigieux dans les ressources naturelles immenses de cet Empire gigantesque. Il ne fait aucun doute que dès qu'elle sera débarrassée de l'absolutisme, la Russie deviendra rapidement - et à supposer que la situation de la lutte des classes internationale lui en laisse encore le répit - le premier État capitaliste moderne. C'est parce qu'elle pressent cet avenir et qu'elle est, pour ainsi dire par avance, affamée d'accumulation, que la bourgeoisie russe est dévorée par une fièvre impérialiste violente, et qu'elle manifeste avec ardeur ses prétentions dans le partage du monde. Cette fièvre historique trouve en même temps un soutien dans les très puissants intérêts actuels de la bourgeoisie russe. Tout d'abord dans les intérêts concrets de l'industrie des armements et de ses fournisseurs ; en Russie également, l'industrie lourde fortement organisée en cartels joue un grand rôle. En second lieu, l'opposition à l'« ennemi intérieur », au prolétariat révolutionnaire, a particulièrement renforcé l'estime que la bourgeoisie porte au militarisme et à l'action de diversion que représente l'évangile de la politique mondiale, et elle a ainsi rapproché la bourgeoisie du régime contre-révolutionnaire. L'impérialisme des milieux bourgeois de la Russie, et surtout des milieux libéraux, grandi à vue d'œil dans l'air orageux de la Révolution et dans ce baptême du feu, il a donné une physionomie moderne à la politique étrangère traditionnelle de l'Empire des tsars.

Or, le but principal de la politique traditionnelle du tsarisme aussi bien que des appétits modernes de la bourgeoisie russe, ce sont les Dardanelles, qui, selon le mot célèbre de Bismarck, donnent la clé des possessions russes sur la mer Noire. C'est en vue de ce but que la Russie a mené depuis le XVIII^e siècle une série de guerres sanglantes contre la Turquie, qu'elle a entrepris de libérer les Balkans et qu'au service de cette mission elle a entassé des monceaux énormes de cadavres à Ismail, Navarin, Sinope, Sistrice et Sébastopol, à Plevna et à Schipka. Tout cela, disait-on, pour défendre les frères slaves et les chrétiens contre les atrocités des Turcs ; cette séduisante légende de guerre joua auprès des moujiks russes le même rôle que la « défense de la civilisation et de la liberté allemandes contre les atrocités russes » elle joue maintenant auprès de la social-démocratie allemande. La bourgeoisie russe était plus enthousiaste pour les perspectives sur la Méditerranée que pour la mission civilisatrice en Mandchourie et en Mongolie. C'est pourquoi la guerre japonaise fut très critiquée par la bourgeoisie libérale qui la considérait comme une aventure insensée, parce que, selon elle, la politique russe se détournait de sa tâche essen-

tielle : les Balkans. Mais, d'une autre manière encore, la guerre malheureuse contre le Japon a eu le même effet. L'extension de la puissance russe en Asie orientale et en Asie centrale jusqu'au Tibet et vers la Perse devait inquiéter vivement la vigilance de l'impérialisme anglais. Préoccupée pour son énorme empire indien, l'Angleterre devait suivre l'avance russe en Asie avec une méfiance croissante. Et l'opposition anglo-russe en Asie fut effectivement l'opposition politique la plus forte de la conjoncture internationale au début de ce siècle, et elle devrait très vraisemblablement devenir le nœud du futur développement impérialiste après la guerre actuelle. La défaite fracassante de la Russie en 1904 et l'éclatement de la révolution modifièrent la situation. L'affaiblissement visible de l'empire des tsars eut comme conséquence d'amener une détente dans ses rapports avec l'Angleterre, détente qui conduisit même à un arrangement sur un blocage commun de la Perse en 1907, et qui permit des relations de bon voisinage en Asie centrale. Par là, la Russie se voyait avant tout interdire l'accès à de grandes entreprises en Asie et elle rassembla toute son énergie en vue de son vieil objectif : la politique des Balkans. C'est dans cette région que la Russie tsariste, après un siècle d'amitié solide et fidèle avec la civilisation allemande, entra pour la première fois dans un conflit pénible avec elle. Le chemin des Dardanelles passe par le cadavre de la Turquie, mais l'Allemagne considérait l'intégrité de ce cadavre comme sa tâche politique principale. Il est vrai que les principes de la politique russe dans les Balkans avaient déjà changé plus d'une fois : irritée de l'« ingratitude » des Slaves des Balkans qu'elle avait libérés et qui cherchaient à s'arracher à leurs liens de vassalité vis-à-vis de l'empire du tsar, la Russie avait, elle aussi, défendu pendant tout un temps le programme de l'« intégrité » de la Turquie, et pour elle aussi, il était sous-entendu que le partage était remis dans l'attente d'une époque plus favorable. Cependant, la liquidation finale de la Turquie a maintenant sa place dans les plans de la Russie tout comme dans la politique anglaise. Celle-ci, en vue de renforcer sa propre position dans les Indes et en Égypte, s'efforce de réunir en un grand empire musulman sous le sceptre britannique les territoires qui séparent ces deux parties de son empire, à savoir l'Arabie et la Mésopotamie. Ainsi, l'impérialisme russe, tout comme auparavant l'impérialisme anglais, tomba en Orient sur l'impérialisme allemand, lequel, se considérant comme l'usufruitier attiré de la décomposition de la Turquie, montait la garde sur le Bosphore³⁸⁹.

³⁸⁹ Au mois de janvier 1908, l'homme politique libéral russe Pierre Strouvé écrivait, d'après la presse allemande : « Maintenant, il est temps de dire qu'il n'existe qu'un moyen pour créer une grande Russie, c'est de concentrer toutes nos forces sur une seule région qui soit accessible à la civilisation russe et où elle pourra exercer une influence réelle. Cette région, c'est tout le bassin de la mer Noire, c'est-à-dire l'ensemble des pays européens et asiatiques riverains de la mer Noire. Là, nous disposons d'une base réelle pour asseoir solidement notre souveraineté économique : des hommes, du charbon et du fer. C'est sur cette base réelle, et sur elle seulement, que, par un travail civilisateur infatigable soutenu de tous côtés par l'État, on pourra édifier une grande Russie économiquement forte. »

Mais la politique russe dans les Balkans se heurtait encore plus directement à l'Autriche qu'à l'Allemagne. L'impérialisme autrichien est le complément politique de l'impérialisme allemand, son frère siamois et son destin funeste tout à la fois.

L'Allemagne se retrouva isolée de tous côtés à cause de sa politique mondiale, et son seul allié était l'Autriche. Sans doute, l'alliance avec l'Autriche est-elle ancienne, c'est encore Bismarck qui l'a établie en 1879, mais elle a changé entièrement de caractère depuis lors. De même que l'opposition avec la France, cette alliance a pris un tout autre contenu au cours de l'évolution des dernières décennies. Bismarck songeait seulement à défendre les possessions acquises jusqu'en 1870 grâce à la guerre de 1864. La Triple Alliance qu'il avait conclue avait un caractère conservateur d'un bout à l'autre : elle signifiait que l'Autriche devait renoncer définitivement à entrer dans la confédération allemande, elle représentait la consécration de la situation créée par Bismarck, la victoire de l'éparpillement national de l'Allemagne et de l'hégémonie militaire de la Grande Prusse. Les tendances de l'Autriche vers les Balkans déplaisaient à Bismarck tout autant que les acquisitions de l'Allemagne en Afrique. Dans ses Pensées et souvenirs, il dit :

« Il est naturel que les habitants du bassin du Danube aient des besoins et des projets qui dépassent les frontières actuelles de la monarchie : la constitution de l'empire allemand montre la voie par laquelle l'Autriche peut parvenir à réconcilier ses intérêts politiques et matériels qui sont compris entre la frontière orientale qui est de race roumaine et le golfe de Cattaro. Mais ce n'est pas le rôle de l'Empire

Au début de la guerre mondiale actuelle, le même Strouvé écrivait, encore avant l'intervention de la Turquie :

« Chez les politiciens allemands apparaît une politique d'autonomie turque, dont l'idée maîtresse est le programme de l'égyptisation de la Turquie sous la sauvegarde de l'Allemagne. Le Bosphore et les Dardanelles devraient devenir un Suez allemand. Avant la guerre entre l'Italie et la Turquie qui délogea les Turcs de leurs positions en Afrique, et avant la guerre des Balkans, qui les chassa presque d'Europe, la tâche suivante apparaissait déjà clairement pour l'Allemagne : conserver la Turquie et maintenir son indépendance dans l'intérêt de la stabilité économique et politique de l'Allemagne. Après les guerres que nous venons de mentionner, cette tâche ne changea que dans la mesure où la faiblesse extrême de la Turquie s'était montrée au grand jour ; dans ces conditions, une alliance devait dégénérer aussitôt en un protectorat ou une tutelle qui devait finalement amener l'Empire ottoman au même point que l'Égypte. Or, il est absolument clair qu'une Égypte allemande sur la mer Noire et la mer de Marmara serait tout à fait intolérable pour la Russie. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que le gouvernement russe ait aussitôt protesté contre les démarches qui préparaient une telle politique et notamment contre la mission du général Liman von Sanders, qui devait non seulement réorganiser l'armée turque, mais même commander un corps d'armée à Constantinople. La Russie obtint là-dessus des satisfactions formelles, mais, en réalité, la situation ne changea pas d'un pouce. Dans ces conditions, en décembre 1913, une guerre était imminente entre la Russie et l'Allemagne : l'exemple de la mission militaire Liman von Sanders avait révélé que la politique de l'Allemagne tendait à l'"égyptisation" de la Turquie. Cette nouvelle direction de la politique allemande aurait suffi à elle seule à provoquer un conflit armé entre l'Allemagne et la Russie. Nous entrons donc en décembre 1913 dans une époque de mûrissement d'un conflit qui devait inévitablement prendre le caractère d'un conflit mondial. »

allemand que de prêter main forte à ses sujets pour réaliser les vœux qu'ils peuvent entretenir quant à leurs rapports avec leurs voisins. »

Comme il l'avait exprimé un jour avec force dans un mot célèbre, la Bosnie ne valait pas pour lui l'os d'un grenadier de Poméranie. La meilleure preuve de ce que Bismarck ne pensait effectivement pas à mettre la Triple Alliance au service des efforts d'expansion de l'Autriche, c'est le Traité de réassurance conclu en 1884 avec la Russie, et aux termes duquel, au cas où une guerre éclaterait entre la Russie et l'Autriche, l'Empire allemand ne se porterait en aucun cas aux côtés de l'Autriche, mais conserverait une « neutralité bienveillante ». Depuis que s'est accompli le virage de la politique allemande vers l'impérialisme, ses relations avec l'Autriche se modifièrent également. L'Autriche-Hongrie se trouve située entre l'Allemagne et les Balkans, donc sur le chemin de ce centre de la politique orientale de l'Allemagne. Avoir l'Autriche pour adversaire équivaldrait, en raison de l'isolement général dans lequel s'est placée la politique allemande, à renoncer à tous ses projets sur le plan de la politique mondiale. Dans le cas d'un affaiblissement ou même de la ruine de l'Autriche-Hongrie, qui entraînerait aussitôt une liquidation de la Turquie et un renforcement énorme de la puissance de la Russie, des États balkaniques et de l'Angleterre, l'Allemagne réaliserait sans doute son unification et renforcerait sa puissance, mais il faudrait sonner le glas de la politique impérialiste de l'empire allemand³⁹⁰.

Le sauvetage et la conservation de la monarchie habsbourgeoise devenait donc logiquement la tâche accessoire de l'impérialisme allemand, tout comme la conservation de la Turquie était sa tâche principale.

L'existence même de l'Autriche représente cependant un état permanent de guerre latente dans les Balkans. Depuis que le processus irrésistible de décomposition de la Turquie a conduit à la formation et à la consolidation des États balkaniques dans la proximité immédiate de l'Autriche, ce fut le début d'une opposition entre l'État habsbourgeois et ses jeunes voisins. Il est évident que la naissance à ses côtés d'États nationaux indépendants et viables devait accélérer la décomposition de cette monarchie déjà délabrée qui, étant elle-même constituée d'une mosaïque de pièces détachées de ces mêmes nationalités, ne sait les diriger que sous la férule des paragraphes dictatoriaux. La non-viabilité foncière de l'Autriche se manifeste précisément dans sa politique balkanique et tout spécialement dans ses rapports avec la Serbie. En dépit de ses appétits impérialistes qui se jetaient sans discernement tantôt sur Salonique, tantôt sur Durazzo, l'Autriche n'était pas en état d'annexer la Serbie le cas

³⁹⁰ Dans le tract impérialiste Pourquoi la guerre allemande ?, nous lisons : « La Russie avait déjà éprouvé auparavant la tentation de nous offrir l'Autriche allemande, ces dix millions d'Allemands qui étaient restés en dehors de notre unification nationale en 1866 et en 1870-71. Si nous leur livrions la monarchie des Habsbourg, cette trahison pourrait recevoir salaire. »

échéant, même si celle-ci n'avait pas reçu un surcroît de force et d'étendue à la suite des deux guerres balkaniques. En incorporant la Serbie, l'Autriche aurait nourri en son sein d'une manière dangereuse l'une des plus turbulentes parmi les nationalités slaves du sud qu'elle ne parvenait déjà à maîtriser qu'à grande-peine malgré le régime brutal et stupide de sa réaction³⁹¹.

L'Autriche ne pouvait cependant pas non plus tolérer le développement normal autonome de la Serbie et en tirer profit par des relations économiques normales. En effet, la monarchie habsbourgeoise n'est pas une organisation politique d'État bourgeois, mais seulement un trust unissant par des liens assez lâches quelques coteries de parasites sociaux qui veulent se remplir les poches en exploitant au maximum les ressources du pouvoir tant que la monarchie tient encore debout. Pour favoriser les agriculteurs hongrois et pour maintenir artificiellement les produits agricoles à un prix élevé, l'Autriche interdit l'importation du bétail et des fruits à la Serbie, privant ainsi ce pays paysan du débouché principal de ses produits. Dans l'intérêt des cartels industriels autrichiens, elle contraignit la Serbie à obtenir à l'est l'accès de la mer Noire en concluant une alliance militaire avec la Bulgarie, et à l'ouest l'accès de la mer Adriatique en acquérant un port en Albanie. La politique balkanique de l'Autriche visait donc uniquement à étrangler la Serbie. Mais en même temps, elle visait à empêcher tout rapprochement mutuel entre les États balkaniques et à entraver leur essor intérieur ; elle constituait à elle seule un danger permanent. Tantôt par l'annexion de la Serbie, tantôt en manifestant ses prétentions sur le sandjak de Novibazar et sur Salonique, tantôt en revendiquant la côte albanaise, l'impérialisme autrichien menaçait continuellement l'existence et les possibilités de développement des États balkaniques. Conformément aux tendances de l'Autriche et en raison de la concurrence de l'Italie, on allait même créer après la seconde guerre balkanique l'image dérisoire d'une « Albanie indépendante » sous un prince allemand qui, dès la première heure, ne fut rien d'autre que le jouet des intrigues des puissances impérialistes rivales.

L'Autriche ne pouvait cependant pas non plus tolérer le développement normal autonome de la Serbie et en tirer profit par des relations économiques normales. En effet, la monarchie habsbourgeoise n'est pas une organisation po-

³⁹¹ Le Kölnische Zeitung écrivait après l'attentat de Sarajevo, c'est-à-dire à la veille de la guerre, alors qu'on ne connaissait pas encore le dessous des cartes de la politique allemande officielle : « Celui qui n'est pas au courant de la situation posera la question : comment se fait-il que malgré les bienfaits qu'elle a prodigués à la Bosnie, non seulement l'Autriche n'est pas aimée dans ce pays, mais est même carrément détestée par les Serbes qui constituent 42 % de la population ? Seul quelqu'un qui connaît le peuple et la situation comprendra la réponse à cette question : un non-initié, surtout s'il est accoutumé aux idées et aux réalités européennes, l'écouterait bouche-bée sans comprendre. Voici la réponse noir sur blanc : l'administration de la Bosnie fut un gâchis complet dans sa conception et dans ses principes fondamentaux et c'est l'ignorance absolument criminelle qui règne encore en partie aujourd'hui, après plus d'une génération (depuis l'occupation) au sujet de la situation réelle de ce pays, qui en porte la responsabilité. »

litique d'État bourgeois, mais seulement un trust unissant par des liens assez lâches quelques coteries de parasites sociaux qui veulent se remplir les poches en exploitant au maximum les ressources du pouvoir tant que la monarchie tient encore debout. Pour favoriser les agriculteurs hongrois et pour maintenir artificiellement les produits agricoles à un prix élevé, l'Autriche interdit l'importation du bétail et des fruits à la Serbie, privant ainsi ce pays paysan du débouché principal de ses produits. Dans l'intérêt des cartels industriels autrichiens, elle contraignit la Serbie à obtenir à l'est l'accès de la mer Noire en concluant une alliance militaire avec la Bulgarie, et à l'ouest l'accès de la mer Adriatique en acquérant un port en Albanie. La politique balkanique de l'Autriche visait donc uniquement à étrangler la Serbie. Mais en même temps, elle visait à empêcher tout rapprochement mutuel entre les États balkaniques et à entraver leur essor intérieur; elle constituait à elle seule un danger permanent. Tantôt par l'annexion de la Serbie, tantôt en manifestant ses prétentions sur le sandjak de Novibazar et sur Salonique, tantôt en revendiquant la côte albanaise, l'impérialisme autrichien menaçait continuellement l'existence et les possibilités de développement des États balkaniques. Conformément aux tendances de l'Autriche et en raison de la concurrence de l'Italie, on allait même créer après la seconde guerre balkanique l'image dérisoire d'une « Albanie indépendante » sous un prince allemand qui, dès la première heure, ne fut rien d'autre que le jouet des intrigues des puissances impérialistes rivales.

Ainsi, au cours des dernières décennies, la politique impérialiste de l'Autriche devint le carcan qui empêchait un développement normal vers le progrès dans les Balkans, et elle conduisait tout naturellement à ce dilemme inévitable : ou bien la monarchie habsbourgeoise, ou bien le développement des États balkaniques ! Les Balkans, qui s'étaient émancipés de la souveraineté turque, se voyaient confrontés à une nouvelle tâche : se débarrasser de l'obstacle que représentait l'Autriche. Historiquement, la liquidation de l'Autriche-Hongrie n'est que la continuation du démembrement de la Turquie et est, comme lui, imposée par l'évolution historique.

Mais ce dilemme ne laissait pas d'autre solution que la guerre, et même la guerre mondiale. En effet, derrière la Serbie, on trouvait la Russie, qui ne pouvait renoncer à son influence dans les Balkans et à son rôle de « protecteur » sans compromettre la totalité de son programme impérialiste en Orient. Exactement à l'opposé de la politique autrichienne, la politique russe avait pour objectif de réunir les États balkaniques, sous protectorat russe évidemment. La confédération balkanique, dont la victoire dans la guerre de 1912 avait presque entièrement liquidé la Turquie d'Europe, était l'œuvre de la Russie, et il entraînait dans les intentions de celle-ci qu'elle soit principalement dirigée contre l'Autriche. Sans doute la confédération se disloqua-t-elle dès la première guerre balkanique malgré tous les efforts de la Russie, mais la Serbie qui sortit victorieuse de cette guerre était destinée à devenir l'alliée de la Russie de la même

manière que l'Autriche devenait son ennemi mortel. L'Allemagne, enchaînée au destin de la monarchie habsbourgeoise, fut obligée de donner son soutien à sa politique archi-réactionnaire et ainsi d'entrer doublement en conflit avec la Russie.

La politique balkanique de l'Autriche l'amena également à entrer en conflit avec l'Italie, qui s'intéressait vivement à la fois à la liquidation de l'Autriche et à celle de la Turquie. L'impérialisme italien trouve à ses désirs d'expansion le prétexte le plus proche et le plus commode, parce que le plus populaire, dans les possessions italiennes de l'Autriche et, dans le nouveau partage des Balkans, ses prétentions visent surtout la côte albanaise de l'Adriatique qui fait face à l'Italie. La Triple Alliance qui avait déjà subi une rude épreuve dans la guerre de Tripoli fut complètement ravagée par la crise que connurent les Balkans depuis les deux guerres balkaniques, et ses deux puissances centrales étaient en conflit avec le reste du monde. L'impérialisme allemand, enchaîné à deux cadavres en décomposition, se dirigeait tout droit vers la guerre mondiale.

Ce cheminement était du reste tout à fait conscient. C'est surtout l'Autriche qui donnait l'impulsion, elle qui courait depuis des années à la catastrophe avec un fatal aveuglement. Sa clique dirigeante cléricale et militaire, avec à sa tête l'archiduc François-Ferdinand et l'homme de main de celui-ci, le baron von Chlumetzki, était bel et bien à l'affût d'un prétexte pour lancer les opérations. En 1909, pour déclencher dans les pays allemands la fureur guerrière qu'elle recherchait, elle fit fabriquer tout spécialement par le professeur Friedmann les fameux documents qui dévoilaient une conspiration diabolique aux multiples ramifications dirigée contre la monarchie habsbourgeoise, documents qui n'avaient qu'un seul défaut : ils étaient faux de *a* à *z*. Quelques années plus tard, se répandit pendant des jours la nouvelle que le consul autrichien Prohaska avait subi un martyre atroce à Uestub, ce qui devait faire l'effet d'une bombe, alors que pendant ce temps-là, Prohaska, qui se portait comme un charme, se promenait en sifflotant dans les rues de Uestub. Enfin, il y eut l'attentat de Sarajevo, enfin se produisit le crime révoltant et authentique que l'on attendait depuis si longtemps. « Si un sacrifice a jamais eu un effet libérateur et rédempteur, c'est bien celui-là », exultaient les porte-parole de l'impérialisme allemand. Les impérialistes autrichiens exultaient encore plus fort et décidèrent d'utiliser les cadavres des archiducs tant qu'ils étaient encore frais³⁹². Ils s'en-

³⁹² Pourquoi la guerre allemande ? p. 21. L'organe de la clique de l'archiduc « Grande-Autriche » écrivait semaine après semaine des articles incendiaires de ce style :

« Si on veut venger dignement la mort de l'archiduc héritier François-Ferdinand en respectant ses volontés, alors il faut exécuter aussi rapidement que possible le testament politique de cette victime innocente du développement funeste de la situation au sud de l'Empire. »

« Cela fait déjà dix ans que nous attendons d'être enfin délivrés de toutes les tensions accablantes qui se font si cruellement sentir dans toute notre politique. »

tendirent rapidement avec l'Allemagne, la guerre fut conclue et on expédia le télégramme qui allait mettre le feu aux poudres à l'intérieur du monde capitaliste.

Mais l'incident de Sarajevo n'avait fait que fournir le prétexte.

Pour ce qui est des causes et des oppositions, tout était déjà mûr pour la guerre depuis longtemps, la configuration que nous connaissons aujourd'hui était déjà prête depuis dix ans. Chaque année qui s'écoulait et chaque nouvel événement politique qui s'est produit au cours de ces dernières années rapprochaient un peu plus l'échéance : la révolution turque, l'annexion de la Bosnie, la crise du Maroc, l'expédition de Tripoli, les deux guerres des Balkans. C'est dans la perspective de cette guerre que furent proposés tous les projets de loi de ces dernières années : on se préparait consciemment à l'inévitable conflagration générale. Cinq fois au cours de ces dernières années, il s'en est fallu d'un cheveu que la guerre n'ait éclaté : en été 1905, lorsque l'Allemagne fit connaître pour la première fois ses prétentions dans l'affaire du Maroc d'une manière péremptoire ; en été 1908, après la rencontre des monarques à Reval, lorsque l'Angleterre, la Russie et la France voulurent envoyer un ultimatum à la Turquie à cause de la question macédonienne, et que, pour défendre la Turquie, l'Allemagne était prête à se lancer dans une guerre qui ne fut empêchée que par l'éclatement soudain de la révolution turque³⁹³ ; au début de 1909, lorsque la Russie répondit à l'annexion de la Bosnie par une mobilisation, sur quoi l'Allemagne déclara en bonne forme qu'elle était prête à entrer en guerre aux côtés de l'Autriche ; en été 1911, lorsque le Panther fut envoyé à Agadir, ce qui au-

-
- « Nous savons que l'Autriche grandiose et nouvelle, la Grande-Autriche qui ira délivrer ses peuples dans l'allégresse, ne pourra naître que par une guerre, et c'est pourquoi nous voulons la guerre. »
- « Nous voulons la guerre parce que nous sommes profondément convaincus que seule une guerre nous permettra de réaliser d'une manière radicale et soudaine notre idéal d'une Grande-Autriche puissante où, dans l'éclat lumineux d'un avenir sublime et joyeux, pourront s'épanouir la pensée politique et les projets missionnaires de l'Autriche : apporter la liberté et la civilisation aux peuples des Balkans. »
- « Depuis la mort du grand homme dont la main puissante et l'énergie opiniâtre auraient fondé la Grande-Autriche du jour au lendemain, la guerre reste notre seul espoir. »
- « C'est notre dernière carte, sur laquelle nous misons tout. »
- « Peut-être l'énorme indignation que cet attentat a soulevée en Autriche et en Hongrie provoquera-t-elle une explosion contre la Serbie, et ultérieurement aussi contre la Russie. »
- « L'archiduc François-Ferdinand à lui seul n'a pu que préparer cet impérialisme, il n'a pu l'accomplir. Il faut espérer que sa mort aura été le sacrifice nécessaire qui provoquera l'embrasement impérialiste de toute l'Autriche. »

³⁹³ « Du côté de la politique allemande, on était évidemment informé de ce qui devait se passer, et aujourd'hui, on ne trahit plus un secret en disant que, comme d'autres flottes européennes, les forces navales de l'Allemagne se trouvaient alors sur le pied de guerre, prêtes à intervenir immédiatement. » (Rohrbach, La guerre et la politique allemande, p. 32.)

rait inévitablement provoqué le déclenchement de la guerre, si l'Allemagne n'avait pas renoncé à réclamer sa part du Maroc et ne s'était pas contentée du Congo. Et enfin, au début de l'année 1913, quand l'Allemagne, voyant que la Russie envisageait de pénétrer en Arménie, déclara pour la deuxième fois en bonne forme qu'elle était prête à faire la guerre.

C'est ainsi que la guerre mondiale actuelle était dans l'air depuis huit ans. Si, à chaque fois, elle fut différée, c'est uniquement parce que l'une des parties impliquées n'avait pas encore terminé ses préparatifs militaires. La guerre mondiale actuelle était déjà mûre dans l'aventure du Panther en 1911 - sans le couple d'archiducs assassinés, sans les aviateurs français au-dessus de Nuremberg, et sans l'invasion russe en Prusse orientale. L'Allemagne l'a simplement remise à une date qui lui conviendrait mieux. Ici aussi, il suffit de lire l'explication naïve des impérialistes allemands :

« Du côté "pan-germanique", on reproche à la politique allemande de s'être montrée trop faible durant la crise du Maroc en 1911 ; pour liquider cette idée fautive, il suffit de rappeler qu'au moment où nous avons envoyé le Panther à Agadir, l'aménagement du canal de la mer du Nord était encore en chantier, que l'aménagement d'Helgoland en une grande place forte maritime n'était pas encore terminé et que les rapports de force entre notre flotte et la puissance navale anglaise en dreadnoughts et en armements auxiliaires nous étaient nettement plus défavorables que trois ans après. Le canal, l'île d'Helgoland et la puissance de notre flotte étaient, comparativement à ce qu'ils sont aujourd'hui, en 1914, soit fortement périmés, soit absolument inaptes pour la guerre. Dès lors, sachant que l'on rencontrerait un peu plus tard des chances de succès bien plus favorables, vouloir provoquer une guerre décisive aurait été une folie pure et simple³⁹⁴. »

Il fallait d'abord mettre la flotte allemande en état et faire passer au Reichstag les projets de lois militaires. En été 1914, l'Allemagne se sentit préparée pour la guerre, alors que la France en était encore à élaborer péniblement le service militaire de trois ans, et alors que la Russie n'avait pas encore accompli son programme, ni pour la force navale ni pour l'armée de terre. Le même Rohrbach - qui n'est pas seulement le porte-parole le plus sérieux de l'impérialisme allemand, mais, étant très proche des milieux dirigeants de la politique allemande, est presque leur voix officieuse - écrit au sujet de la situation en 1914 :

« Quant à nous, c'est-à-dire l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, notre crainte essentielle était que si la Russie adoptait pour quelque temps une attitude manifestement conciliante, nous aurions été moralement obligés d'attendre jusqu'au moment où la France et la Russie auraient été réellement prêtes. » (loc. cit. p. 83)

³⁹⁴ Rohrbach, La Guerre et la politique allemande, p. 41.

Autrement dit : la crainte essentielle en juillet 1914, c'était que l'« action de paix » du gouvernement allemand puisse être couronnée de succès, et que la Russie et la Serbie puissent se laisser fléchir. Il s'agissait cette fois de les contraindre à la guerre. Et cela réussit. « C'est avec une profonde douleur que nous voyons échouer nos efforts visant à maintenir la paix mondiale », etc.

Dès lors, lorsque les bataillons allemands pénétrèrent en Belgique, lorsque le Reichstag fut placé devant le fait accompli de la guerre et de l'état de siège, il n'y avait pas de quoi être frappé de stupeur, car ce n'était pas une situation nouvelle et inouïe, ce n'était pas un événement qui, compte tenu du contexte politique, pouvait surprendre la social-démocratie allemande. La guerre mondiale déclarée officiellement le 4 août était celle-là même pour laquelle la politique impérialiste allemande et internationale travaillait inlassablement depuis des dizaines d'années, celle-là même dont, depuis dix ans, la social-démocratie allemande, d'une manière tout aussi inlassable, prophétisait l'approche presque chaque année, celle-là même que les parlementaires, les journaux et les brochures sociales-démocrates stigmatisèrent à de multiples reprises comme étant un crime frivole de l'impérialisme, qui n'avait rien à voir ni avec la civilisation ni avec les intérêts nationaux mais qui, bien au contraire, agissait à l'encontre de ces deux principes.

Effectivement : ce n'est pas l'« existence et le développement libre » de l'Allemagne qui sont en jeu dans cette guerre, comme le dit la déclaration du groupe parlementaire social-démocrate, ce n'est pas la civilisation allemande, comme l'écrit la presse sociale-démocrate, mais ce sont bien plutôt les profits actuels de la Deutsche Bank en Turquie d'Asie et les profits futurs des Mannesmann et Krupp au Maroc, c'est l'existence du régime réactionnaire de l'Autriche, ce « monceau de pourriture organisée qui s'appelle la monarchie habsbourgeoise », comme l'écrivait le Vorwärts du 25 août 1914, ce sont les cochons et les pruneaux hongrois, c'est le paragraphe 14, ce sont les trompettes d'enfants et la civilisation de FriedmannProhasta, c'est le maintien de la domination turque des Bachibouzouks en Asie Mineure et de la contre-révolution dans les Balkans.

Une grande partie de la presse de notre parti était profondément choquée de ce que les « gens de couleur et les sauvages », les Nègres, les Sikhs, les Maoris, étaient poussés à la guerre par les adversaires de l'Allemagne. Or, ces peuples jouent à peu près le même rôle dans la guerre actuelle que les prolétaires socialistes des États européens. Et si on apprenait par les communiqués de Reuter que les Maoris de Nouvelle-Zélande brûlaient d'envie de se faire massacrer pour le roi d'Angleterre, ils manifesteraient le même discernement dans la conscience de leurs propres intérêts que celui dont a fait preuve le groupe parlementaire social-démocrate en confondant le salut de la monarchie habsbourgeoise, de la Turquie et de la caisse de la Deutsche Bank avec l'exis-

tence et la liberté du peuple allemand et de la civilisation allemande. Il est vrai qu'une grande différence les sépare malgré tout : il y a une génération, les Maoris pratiquaient encore le cannibalisme, et pas la théorie marxiste.

Mais le Tsarisme !

Mais le tsarisme ! C'est lui indiscutablement qui a décidé de l'attitude adoptée par notre parti, surtout tout au début de la guerre. Dans sa déclaration, le groupe social-démocrate avait lancé le mot d'ordre : contre le tsarisme ! Dans la presse sociale-démocrate, c'est devenu aussitôt un combat pour la « civilisation » européenne tout entière.

Le **Frankfurter Volksstimme** écrivait déjà le 31 juillet :

« La social-démocratie allemande a depuis longtemps accusé le tsarisme d'être le rempart sanglant de la réaction européenne, depuis l'époque où Marx et Engels poursuivaient tous les faits et gestes de ce régime barbare de leurs analyses pénétrantes, jusqu'à l'époque actuelle, où il remplit ses prisons de prisonniers politiques mais tremble pourtant devant tout mouvement ouvrier. Puisse maintenant venir l'occasion d'en finir avec cette société effroyable sous les drapeaux de guerre allemands. »

Le **Pfälzische Post** de Ludwigshafen, le même jour :

« C'est un principe qu'a forgé notre inoubliable August Bebel : il s'agit ici du combat de la civilisation contre la barbarie, auquel le prolétariat participe également. »

Le **Münchener Post** du 1er août :

« Dans l'accomplissement du devoir de la défense du pays contre le tsarisme sanglant, nous ne voulons pas qu'on fasse de nous des citoyens de deuxième classe. »

Le **Volksblatt** de Halle daté du 5 août :

« S'il est exact que nous sommes attaqués par la Russie - et c'est ce que toutes les dépêches nous ont donné à entendre jusqu'ici -, il va de soi que la social-démocratie approuve tous les moyens mis en oeuvre pour la défense. Nous devons de toutes nos forces chasser le tsarisme du pays ! »

Et le même journal, le 18 août :

« Maintenant, les dés en sont jetés, maintenant ce n'est plus seulement le devoir de défendre notre patrie et de sauvegarder l'existence de la nation qui nous fait prendre les armes, comme tous les autres Allemands, mais aussi la conscience que l'ennemi contre lequel nous nous battons à l'est est également l'ennemi de tout progrès et de toute civilisation... La défaite de la Russie équivaut à la victoire de la liberté en Europe. »

Le **Volksfreund** de Braunschweig écrivait le 5 août :

« La pression irrésistible de la violence militaire emporte tout sur son passage. Mais les ouvriers conscients ne subissent pas seulement une contrainte exté-

rieure, ils obéissent à leur propre conviction, lorsqu'ils défendent leur sol devant l'envahisseur venu de l'est. »

Le **Arbeiterzeitung** d'Essen s'écriait déjà le 3 août :

« Si maintenant ce pays est menacé par les desseins de la Russie, alors, puisqu'il s'agit de combattre le militarisme russe dont les crimes contre la liberté et la civilisation ne se comptent plus, nous n'accepterons pas d'être en reste avec personne dans le pays quant à l'accomplissement du devoir et à l'esprit de sacrifice... A bas le tsarisme ! A bas le rempart de la barbarie ! Voilà le mot d'ordre. »

De même, le **Volkswacht** de Bielefeld daté du 4 août :

« Le mot d'ordre est partout le même : Contre le despotisme russe et sa perfidie ! »

Le journal du parti à **Elberfeld** daté du 5 août :

« Il est de l'intérêt vital de toute l'Europe occidentale d'éliminer ce tsarisme abominable et assoiffé de crimes. Mais cette action qui concerne toute l'humanité est contrecarrée par l'avidité des classes capitalistes d'Angleterre et de France qui veulent priver le capital allemand des sources de profit qu'il exploitait jusqu'ici. »

Le **Rheinische Zeitung** de Cologne :

« Amis, faites votre devoir, tous autant que vous êtes, là où vous envoie le destin ! Vous luttez pour la civilisation européenne, pour la liberté de votre patrie et pour votre propre prospérité. »

Le **Schleswig-Holsteinische Volkszeitung** du 7 août écrivait :

« Il va de soi que nous vivons à l'époque du capitalisme et que nous aurons très certainement aussi des luttes de classes après la Grande Guerre. Mais ces luttes se dérouleront dans un Etat plus libre qu'aujourd'hui ; elles se limiteront beaucoup plus au domaine économique et il sera impossible à l'avenir, une fois que le tsarisme russe aura disparu, de traiter les sociaux-démocrates comme des réprouvés, comme des bourgeois de deuxième classe dépourvus de droits politiques. »

Le 11 août, le **Hamburger "Echo"** s'écriait :

« Car nous n'avons pas seulement à mener une guerre de défense contre l'Angleterre et la France, nous avons à faire avant tout la guerre au tsarisme, et cette guerre-là nous la faisons avec un enthousiasme et sans réserve. Car c'est une guerre pour la civilisation. »

Et l'organe du parti à **Lübeck** déclarait encore le 4 septembre :

« Si la liberté de l'Europe est sauvegardée après le déchaînement de la guerre, l'Europe le devra à la puissance des armes allemandes. C'est contre l'enne-

mi mortel de toute démocratie et de toute liberté que tendent tous nos efforts dans ce combat ! »

Voilà l'appel qui retentissait de tous côtés dans la presse du parti social-démocrate allemand.

Au stade initial de la guerre, le gouvernement allemand accepta l'aide qu'on lui offrait : d'une main nonchalante, il piqua sur son casque le laurier du libérateur de la civilisation européenne. Il consentit à jouer le rôle de « libérateur de nations », quoique avec un malaise visible et une grâce un peu lourde. Le commandement général « pour les deux grandes armées » avait même - nécessité n'a point de loi appris à parler juif, et, dans la Pologne russe, il chatouillait les « mendiants et les conspirateurs » derrière les oreilles. De même, on promit monts et merveilles aux Polonais s'ils trahissaient en masse le gouvernement tsariste alors que, au Cameroun, accusé à tort de ce même crime de « haute trahison », le Duala Manga Bell était pendu sans tambours ni trompettes au milieu du vacarme de la guerre, sans avoir à subir de fastidieuses procédures judiciaires. Et la social-démocratie prenait part à tous ces sauts d'ours de l'impérialisme allemand en difficulté. Tandis que le groupe parlementaire couvrait le corps de ce chef de tribu du Cameroun d'un silence discret, la presse social-démocrate remplissait l'air de ses chants d'allégresse et louait la liberté qui était apportée par les « crosses de fusil » allemandes aux pauvres victimes du tsarisme.

L'organe théorique du parti, le **Neue Zeit**, écrivait dans son numéro du 28 août :

« La population frontalière de l'empire du " Petit Père " a salué avec des clameurs de triomphe les troupes d'avant-garde allemandes car, pour tous les Polonais et tous les Juifs de ces régions, l'idée de patrie n'évoque que la corruption et le knout. Ce sont de pauvres diables et de vrais sans-patrie, ces sujets exploités du sanglant Nicolas, et même s'ils en éprouvaient le désir, ils n'auraient rien d'autre à défendre que leurs chaînes, et c'est pourquoi maintenant ils ne vivent que dans l'espoir que des crosses de fusil allemandes, brandies par des poings allemands, puissent sous peu fracasser tout le système tsariste... Tandis que la tempête fait rage au-dessus de leurs têtes, la classe ouvrière allemande est animée par une volonté politique consciente : se défendre à l'ouest contre les alliés de la barbarie orientale, conclure avec eux une paix honorable et poursuivre la destruction du tsarisme jusqu'au dernier souffle des chevaux et des hommes. »

Le groupe social-démocrate avait prêté à la guerre le caractère d'une défense de la nation et de la civilisation allemandes ; la presse social-démocrate, elle, la proclama libératrice des peuples étrangers. Hindenburg devenait l'exécuteur testamentaire de Marx et Engels.

La mémoire de notre parti lui a décidément joué un mauvais tour au cours de cette guerre : il oubliait complètement tous ses principes, tous ses

serments et toutes les résolutions adoptées dans les congrès internationaux au moment même où il s'agissait de les appliquer, mais, pour comble de malchance, il se souvenait d'un « testament » de Marx et le ressortait de la poussière des temps au moment même où il aurait mieux valu qu'il y reste, pour en faire l'ornement du militarisme prussien que Marx voulait combattre « jusqu'au dernier souffle des chevaux et des hommes ». C'étaient les sonneries de trompettes refroidies du Neue **Rheinische Zeitung** et de la révolution allemande de Mars, dirigées contre la Russie asservie à Nicolas Ier qui, soudain, en l'an de grâce 1914, vinrent frapper les oreilles de la social-démocratie et lui fourrer dans les mains les « crosses de fusil allemandes » pour partir en campagne, bras dessus bras dessous avec les junkers prussiens, contre la Russie de la grande Révolution.

C'est ici qu'il s'agit de procéder à une « révision », et de passer en revue l'expérience historique de près de soixante-dix ans avec à la main les maîtres mots de la révolution de Mars.

En 1848, le tsarisme russe était effectivement « le rempart de la réaction européenne ». Produit spécifique des rapports sociaux de la Russie, profondément enraciné dans un système médiéval reposant sur l'économie naturelle, l'absolutisme russe était l'appui en même temps que le guide tout-puissant de la réaction monarchique ébranlée par la révolution bourgeoise et affaiblie en Allemagne par le particularisme des petits États. En 1851, Nicolas Ier pouvait faire entendre à Berlin par l'intermédiaire de l'envoyé prussien, von Rochow, qu'il « aurait beaucoup aimé qu'en novembre 1848, la révolution ait été étouffée dans l'oeuf par l'entrée du général von Wrangel à Berlin » et qu'il « y aurait eu d'autres moments où on n'aurait pas dû donner une mauvaise Constitution ». Ou, une autre fois, dans une admonestation à Manteuffel : qu'il avait le ferme espoir que, sous sa noble conduite, le ministère royal défendrait de la façon la plus énergique les droits de la couronne devant les chambres, et qu'il ferait valoir les principes conservateurs. Le même Nicolas Ier pouvait aussi accorder l'ordre de Alexandre Nevski à un président du Conseil prussien pour le récompenser de ses « efforts constants... en vue de renforcer l'ordre légal en Prusse ».

Déjà avec la guerre de Crimée, les choses changèrent considérablement. Cette guerre entraîna la faillite militaire et, du même coup, la faillite politique du vieux système. L'absolutisme russe se vit obligé d'entrer sur la voie des réformes, de se moderniser, de s'adapter aux conditions bourgeoises, et ainsi il avait mis le doigt dans un engrenage diabolique qui, peu à peu, devait finir par le happer tout entier. Les événements de la guerre de Crimée nous permettent en même temps d'effectuer une mise à l'épreuve instructive du dogme de la libération que des « crosses de fusil » peuvent apporter à un peuple asservi.

La faillite militaire de Sedan a donné la république à la France. Mais cette république n'était pas un cadeau de la soldatesque de Bismarck : hier

comme aujourd'hui, la Prusse n'avait rien à offrir aux autres peuples que son propre régime de junkers. En France, la république était le fruit d'une maturation intérieure, résultait des luttes sociales qui eurent lieu depuis 1789 et des trois révolutions. Quant au krach de Sébastopol, il eut le même effet que celui d'Iéna : faute d'un mouvement révolutionnaire à l'intérieur du pays, il ne conduisit qu'à une rénovation intérieure et à la consolidation de l'ancien régime.

Mais les réformes des années 60 en Russie, qui ont ouvert la voie au développement bourgeois-capitaliste, ne pouvaient être réalisées qu'avec les moyens financiers d'une économie bourgeoise-capitaliste. Et ces moyens étaient fournis par le capital d'Europe occidentale - de France et d'Allemagne. C'est à ce moment que s'est nouée cette nouvelle situation qui dure jusqu'à nos jours : l'absolutisme russe est entretenu par la bourgeoisie d'Europe occidentale. Le « rouble russe » ne coule plus à flots dans les chambres diplomatiques et, comme le déplorait amèrement le prince Guillaume de Prusse encore en 1854, « jusque dans l'antichambre du roi », mais tout au contraire, c'est l'or allemand et français qui coule vers Saint-Pétersbourg pour y nourrir le régime tsariste qui, sans cette sève vivifiante, aurait déjà achevé sa mission depuis longtemps. Dès cette époque, le tsarisme n'est plus seulement un produit des conditions économiques de la Russie : le système capitaliste de l'Europe occidentale devient sa deuxième racine. Depuis, la situation se transforme de plus en plus à chaque décennie. A mesure que la racine originelle de la monarchie est rongée en Russie même par le développement du capitalisme russe, son autre racine, la racine occidentale, se fortifie de plus en plus. Au soutien financier s'ajouta d'une manière croissante le soutien politique, à cause de la concurrence que se livraient la France et l'Allemagne depuis la guerre de 1870. Plus des forces révolutionnaires se dressaient contre l'absolutisme au sein même du peuple russe, et plus elles rencontraient de résistances venant des pays d'Europe occidentale, qui assuraient le tsarisme menacé de leur appui moral et politique. Au début des années 80, le mouvement terroriste du vieux socialisme russe avait ébranlé pour un certain temps le régime tsariste, et il avait sérieusement ruiné son autorité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ; c'est ce moment que choisit Bismarck pour conclure avec la Russie son Traité de réassurance et lui donner un appui dans la politique internationale. D'autre part, plus la Russie était courtisée par la politique allemande, et plus les caisses de la bourgeoisie française lui étaient largement ouvertes. Puisant dans ces deux sources de revenus, l'absolutisme cherchait à prolonger son existence en luttant contre le flot désormais croissant du mouvement révolutionnaire à l'intérieur du pays.

Alors, le développement capitaliste que le tsarisme avait choyé de ses propres mains commença enfin à porter ses fruits : à partir des années 90, on assista au mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat russe. Les fondements du tsarisme se mettent à trembler et à chanceler dans le pays même.

L'unique « rempart de la réaction européenne » se voit bientôt contraint d'accorder « une mauvaise constitution » et doit désormais chercher à son tour un « rempart » salvateur devant le flot qui monte dans son propre pays. Et il le trouve : en Allemagne. L'Allemagne de Bülow acquitte la dette de reconnaissance que la Prusse de Wrangel et de Manteuffel avait contractée. Le scénario est complètement inversé : l'aide fournie par la Russie en vue de lutter contre la révolution allemande est remplacée par l'aide que fournit l'Allemagne en vue de lutter contre la révolution russe. Dénonciations, interdictions de séjour, extraditions... - comme au temps béni de la Sainte Alliance, une chasse en règle aux « agitateurs » se déchaîne en Allemagne contre les combattants russes pour la liberté, et les poursuit jusqu'au seuil de la révolution russe. La persécution trouve son couronnement dans le procès de Königsberg, mais de plus, ce procès illumine comme un éclair toute la période de l'évolution historique depuis 1848, le renversement complet des rapports entre l'absolutisme russe et la réaction européenne. *Tua res agitur !* s'écrie un ministre de la Justice prussien à l'adresse des classes dirigeantes allemandes, en montrant du doigt les fondements chancelants du régime tsariste. « L'établissement d'une république démocratique en Russie devrait avoir des répercussions sensibles en Allemagne », déclare à Königsberg le premier procureur Schulze. - « Si la maison de mon voisin est en flammes, la mienne aussi est en danger » Et son adjoint Caspar souligne : « Les intérêts publics de l'Allemagne sont évidemment concernés au premier chef par le sort du bastion de l'absolutisme. Il est indubitable que les flammes d'un mouvement révolutionnaire peuvent facilement rejaillir sur l'Allemagne... » Ici, on peut enfin saisir de manière tangible comment la taupé de l'évolution historique effectue son travail de sape et change les choses du tout au tout : elle avait enterré le mot d'ordre de « rempart de la réaction européenne ». Maintenant, c'est la réaction européenne, et en premier lieu celle des junkers prussiens, qui est le rempart de l'absolutisme russe ; c'est grâce à elle qu'il tient encore debout et c'est en elle qu'il peut être mortellement touché. Les événements de la Révolution russe devaient confirmer cela.

La révolution fut écrasée. Mais, si on les examine un peu plus profondément, les raisons de cet échec provisoire sont instructives pour la position de la social-démocratie allemande au cours de la guerre actuelle. Deux causes peuvent expliquer la défaite du soulèvement russe de 1905-1906, malgré la richesse extraordinaire de sa force révolutionnaire, malgré la lucidité et la ténacité dont il a fait preuve. La première est une cause interne, elle réside dans la nature même de la révolution : dans l'immensité de son programme historique, dans la masse de problèmes économiques et politiques qu'elle a soulevés, tout comme la grande Révolution française l'avait fait un siècle auparavant, et qui, comme la question agraire, par exemple, sont absolument insolubles dans l'ordre social actuel ; dans la difficulté de créer une forme moderne d'État assurant la domination de classe de la bourgeoisie contre la résistance contre-révolutionnaire de toute la bourgeoisie de l'Empire. De ce point de vue, la ré-

volution russe a échoué parce qu'elle était une révolution prolétarienne avec des tâches bourgeoises, ou, si l'on veut, une révolution bourgeoise avec des moyens de lutte socialistes prolétariens, le heurt violent de deux époques qui s'entrechoquent dans la foudre et le tonnerre, le produit aussi bien du développement attardé des rapports de classes en Russie que de leur développement avancé en Europe occidentale ; de ce point de vue, sa défaite en 1906 n'était pas sa faillite, mais seulement la conclusion du premier chapitre, qui doit être suivi par d'autres chapitres avec la nécessité d'une loi naturelle. Quant à la deuxième cause, il s'agit à nouveau d'une cause extérieure, et c'est en Europe occidentale qu'il faut la chercher. Une fois de plus, la réaction européenne se précipitait au secours de son protégé en détresse. Pas encore avec la poudre et le plomb, quoiqu'en 1905 déjà, les « crosses de fusil allemandes brandies par des poings allemands » n'attendaient qu'un signe de Saint-Pétersbourg pour pénétrer dans la Pologne voisine. Mais avec des remèdes simples qui étaient tout aussi efficaces : elle donna un coup d'épaule au tsarisme par des subsides financiers et des alliances politiques. Avec de l'argent français, le tsarisme acheta la mitraille avec laquelle il abattit les révolutionnaires russes, et il reçut de l'Allemagne le réconfort politique et moral qui lui permit de reprendre contenance après les affronts que lui avaient infligés les torpilles japonaises et les poings des prolétaires russes. En 1910, l'Allemagne reçut officiellement le tsarisme russe à bras ouverts. En recevant ce monstre sanguinaire devant les portes de la capitale du Reich, l'Allemagne ne donnait pas seulement sa bénédiction à l'étranglement de la Perse, mais surtout au travail de bourreau de la contre-révolution russe ; c'était le banquet officiel de la « civilisation » allemande et européenne sur le prétendu tombeau de la Révolution russe. Et, chose étonnante, au moment même où elle assistait dans son propre pays à ce festin funèbre célébré sur les hécatombes de la révolution russe, la social-démocratie allemande garda un silence complet et elle avait totalement oublié le « testament de nos maîtres » de l'année 1848. Alors que maintenant, au début de la guerre, depuis que la police le permet, la plus petite feuille du parti se grise d'expressions sanglantes contre le bourreau de la liberté russe, en 1910, au moment où le bourreau lui-même était fêté à Potsdam, elle n'a pas soufflé mot, n'a pas fait entendre la moindre protestation, n'a pas publié le moindre article de solidarité avec la liberté russe, n'a pas introduit de veto contre le soutien de la contre-révolution russe ! Et cependant, ce voyage triomphal du tsar en Europe en 1910 a montré, on ne peut mieux, que les prolétaires russes qui furent assassinés ne sont pas seulement des victimes de la réaction de leur pays natal, mais aussi de la réaction d'Europe occidentale, et que, tout comme les combattants de mars 1848, ils ne se sont pas seulement fracassé le crâne contre la réaction dans leur propre pays, mais aussi contre son « rempart » à l'étranger.

Et pourtant, la source vive de l'énergie révolutionnaire du prolétariat russe est aussi inépuisable que la coupe des souffrances qu'il a endurée sous le double régime de knout du tsarisme et du capital. Après une période de croi-

sade barbare de la contre-révolution, la fermentation révolutionnaire a recommencé. Depuis 1911, depuis le massacre de Lena, la masse ouvrière s'est relevée et elle a repris le combat, le flot a recommencé à monter et à écumer. D'après les communiqués officiels, les grèves économiques en Russie ont compté 46.623 ouvriers et 256.385 jours de grève en 1910, 96.730 ouvriers et 768.556 jours de grève en 1911, 98.771 ouvriers et 1.214.881 jours de grève dans les cinq premiers mois de 1912. Les grèves politiques de masse, les protestations et démonstrations rassemblèrent 1.005.000 ouvriers en 1912 et 1.272.000 en 1913. En 1914, le flot continuait à monter, avec un grondement sourd, et il se faisait de plus en plus menaçant. Le 22 janvier, pour célébrer l'anniversaire du début de la révolution, il y eut une grève de masse comprenant 200.000 ouvriers. En juin, tout comme avant l'éclatement de la révolution, un foyer révolutionnaire prit naissance dans le Caucase, à Bakou. 40.000 ouvriers firent la grève de masse. Les flammes en rejaillirent jusqu'à Saint-Pétersbourg : là-bas, le 17 juillet, 80.000 ouvriers se mirent en grève ; le 20 juillet, 200.000 ouvriers ; le 23 juillet, la grève générale commença à s'étendre à tout l'Empire russe, on dressa des barricades, la révolution était en marche... Encore quelques mois, et elle faisait certainement son apparition, drapeaux au vent. Encore quelques années, et elle pouvait peut-être paralyser le tsarisme au point qu'il n'aurait plus pu servir à la danse impérialiste de tous les Etats, prévue pour 1916. Cela aurait peut-être modifié toute la configuration de la politique mondiale et bouleversé tous les plans de l'impérialisme...

Mais c'est l'inverse qui s'est produit : la réaction allemande a bouleversé tous les plans du mouvement révolutionnaire russe. La guerre fut déclenchée par Vienne et Berlin, et elle a enseveli la Révolution russe sous ses décombres - peut-être à nouveau pour des années. Les « crosses de fusil allemandes » n'ont pas écrasé le tsarisme, mais ses opposants. Elles ont fourni au tsarisme la guerre la plus populaire que la Russie ait connue depuis un siècle. Cette fois, tout contribuait à auréoler le gouvernement russe d'un prestige moral : le fait, évident partout sauf en Allemagne, que la guerre avait été provoquée par Vienne et par Berlin, l'Union sacrée proclamée en Allemagne et le délire nationaliste qu'elle déchaînait, le sort de la Belgique, la nécessité de courir au secours de la République française - jamais l'absolutisme n'avait eu une position aussi favorable dans une guerre européenne. Le drapeau de la révolution qui symbolisait tant d'espoirs fut englouti dans les remous tumultueux de la guerre - mais il sombra avec honneur, et il ressortira de cette boucherie immonde pour flotter à nouveau, malgré les crosses de fusil allemandes, malgré la victoire ou la défaite du tsarisme sur les champs de bataille.

Les rébellions nationales que l'on attendait en Russie n'ont pas eu lieu. Les minorités nationales se sont évidemment moins laissé leurrer par la mission libératrice des cohortes de Hindenburg que la social-démocratie allemande. Pratiques comme ils le sont, les Juifs pouvaient faire ce calcul simple

sur leurs doigts : si les « poings allemands » n'avaient pas réussi une seule fois à « écraser » la réaction dans leur propre pays, s'ils permettaient l'existence du suffrage censitaire, ils étaient encore bien moins à même d'« écraser » l'absolutisme russe. Les Polonais, en proie au triple enfer de la guerre, ne pouvaient en vérité pas répondre à haute voix au message de salut plein de promesses de leurs « libérateurs » venus de Wreschen, où on inculquait le Notre-Père allemand aux enfants polonais en les marquant de raies sanglantes, ou à celui des membres des commissions de colonisation prussiennes - mais ils pouvaient avoir traduit dans leur for intérieur, en un polonais encore plus énergique, la sentence allemande de Goetz von Berlichingen. Tous : Polonais, Juifs et Russes avaient fait très tôt la simple constatation que les « crosses de fusil allemandes » avec lesquelles on leur fracassait le crâne ne leur apportaient pas la liberté, mais la mort.

La légende de libération forgée dans cette guerre par la social-démocratie allemande avec le testament de Marx est plus qu'une mauvaise plaisanterie : c'est un acte frivole. Pour Marx, la révolution russe était un tournant de l'histoire. Toutes les perspectives politiques et historiques qu'il traçait étaient liées à cette restriction : « pour autant que la révolution n'éclate pas entre-temps en Russie ». Marx croyait à la révolution russe et il l'attendait, même lorsqu'il n'avait encore devant les yeux qu'une Russie asservie. Entre-temps, la révolution s'était produite. Elle n'avait pas remporté la victoire du premier coup, mais on ne peut plus ne pas en tenir compte, elle est à l'ordre du jour, elle vient précisément de se relever. Et voilà que tout à coup, les sociaux-démocrates allemands reviennent avec les « crosses de fusil allemandes » et déclarent la Révolution russe nulle et non avenue, ils la rayent de l'histoire. Ils ont soudain ressorti les archives de 1848 : Vive la guerre contre la Russie ! Mais en 1848, il y avait la révolution en Allemagne, et en Russie une réaction désespérément figée. En 1914 par contre, la Russie avait la révolution dans le corps, alors que l'Allemagne était dirigée par le régime des junkers prussiens. Ce n'est pas à partir des barricades allemandes, comme Marx en 1848, mais directement de la cave de Pandour, où un petit lieutenant les tenait enfermés, que les « libérateurs de l'Europe » allemands se sont lancés dans leur mission civilisatrice contre la Russie ! Dans une étreinte fraternelle avec les junkers prussiens, qui sont le rempart le plus solide du tsarisme russe ; bras dessus bras dessous avec des ministres et des procureurs de Königsberg avec lesquels ils avaient conclu une Union sacrée - ils se sont élancés contre le tsarisme et ont fracassé leurs « crosses de fusil »... sur le crâne des prolétaires russes ! On peut difficilement imaginer une farce historique plus sanglante, une insulte plus brutale à la Révolution russe et au testament de Marx. Elle forme l'épisode le plus sombre de l'attitude politique de la social-démocratie durant cette guerre.

Car la libération de la civilisation européenne ne devait être qu'un épisode : très vite, l'impérialisme allemand abandonna ce masque encombrant et

s'attaqua ouvertement à la France et surtout à l'Angleterre. Une partie de la presse du parti le suivit également dans ce revirement. Au lieu de s'en prendre au tsar sanglant, elle se mit à livrer la perfide Albion et son esprit de boutique au mépris général, et à libérer la civilisation européenne de la domination maritime de l'Angleterre après l'avoir délivrée de l'absolutisme russe. La situation affreusement embrouillée dans laquelle le parti s'était placé ne pouvait pas se manifester d'une manière plus éclatante que dans les efforts convulsifs de la meilleure partie de sa presse, laquelle, effrayée par ce front réactionnaire, s'efforçait par tous les moyens de ramener la guerre à son but initial, en insistant sur le « testament de nos maîtres » c'est-à-dire sur un mythe qu'elle-même, la social-démocratie, avait forgé ! « C'est le cœur lourd que j'ai dû mobiliser mon armée contre un voisin avec lequel elle a combattu en commun sur tant de champs de bataille. C'est avec une douleur sincère que je vois se briser une amitié loyalement respectée par l'Allemagne. » C'était clair, simple, et honnête. Le groupe et la presse sociaux-démocrates avaient transposé cela dans un article du **Neue Rheinische Zeitung**. Mais lorsque la rhétorique des premières semaines de la guerre fut balayée par le prosaïsme lapidaire de l'impérialisme, l'unique et faible explication de l'attitude de la social-démocratie allemande s'en alla en fumée.

La fin de la lutte des classes

L'autre aspect de l'attitude de la social-démocratie était l'acceptation officielle de l'Union sacrée, c'est-à-dire la suspension de la lutte de classes pour la durée de la guerre. La déclaration du groupe lue au Reichstag le 4 août fut même le premier acte de cet abandon de la lutte de classes : le texte était d'accord à l'avance avec les députés du gouvernement et des partis bourgeois, l'acte solennel du 4 août était un numéro patriotique préparé en coulisse qui était destiné au peuple et à l'étranger, et dans lequel la social-démocratie jouait déjà à côté des autres participants le rôle qu'elle avait adopté.

Le vote des crédits par le groupe parlementaire montra l'exemple à toutes les instances dirigeantes du mouvement ouvrier. Les chefs syndicaux firent aussitôt cesser toutes les luttes de salaires et ils communiquèrent officiellement leur position aux entrepreneurs en invoquant les devoirs de l'Union sacrée. La lutte contre l'exploitation capitaliste fut spontanément interrompue pour toute la durée de la guerre. Ces mêmes chefs syndicaux prirent l'initiative de fournir aux agriculteurs de la main-d'œuvre des villes, de manière que la rentrée des récoltes ne soit pas interrompue. La direction du mouvement des femmes socialistes proclama l'union avec les femmes de la bourgeoisie et forma avec elles un « service national des femmes » de sorte que la part la plus importante des effectifs du parti restée au pays après la mobilisation ne s'occupait pas de faire de l'agitation sociale-démocrate, mais était enrôlée dans des bonnes oeuvres d'intérêt national : distribuer de la soupe, donner des conseils, etc. Sous la loi des socialistes, le parti avait le plus souvent utilisé les élections parlementaires pour propager ses idées et affirmer sa position en dépit de tous les états de siège et des persécutions dont était l'objet la presse social-démocrate. Maintenant, au cours des secondes élections parlementaires pour le Reichstag, les diètes locales et les représentations communales, la social-démocratie renonça officiellement à toute lutte électorale, c'est-à-dire à toute agitation et à toute discussion idéologique dans le sens de la lutte de classe prolétarienne, et réduisit les élections à leur simple contenu bourgeois : amasser le plus de mandats possible, sur lesquels elle se mettait d'accord à l'amiable avec les partis bourgeois. Le vote du budget par les députés sociaux-démocrates dans les diètes locales et dans les représentations communales - à l'exception de la diète prussienne et de la diète d'Alsace-Lorraine -, accompagné d'un appel solennel à l'Union sacrée, souligna la rupture brutale avec la pratique d'avant le début de la guerre. La presse sociale-démocrate, à quelques rares exceptions près, exaltait tout haut le principe de l'unité nationale dans l'intérêt vital du peuple allemand. Au moment de la déclaration de guerre, elle mit même ses lecteurs en garde contre les retraits des sommes déposées dans les caisses d'épargne ; par là, elle contribua grandement à empêcher des troubles dans la vie économique du pays et elle permit aux fonds des caisses d'épargne de servir

aux emprunts de guerre de façon notable ; elle conseillait les femmes prolétaires de ne pas informer leurs maris envoyés au front de la misère où elles se trouvaient ainsi que leurs enfants, et de ne pas les mettre au courant de l'insuffisance des approvisionnements fournis par l'État, mais leur suggérait plutôt de « produire un effet apaisant et exaltant » sur les combattants en leur dépeignant les charmes du bonheur familial et « en leur décrivant avec bienveillance l'aide dont elles avaient bénéficié jusqu'ici³⁹⁵ ».

Elle louait le travail éducateur du mouvement ouvrier moderne comme fournissant une aide précieuse à la conduite de la guerre, comme par exemple dans ce morceau classique :

« C'est dans le besoin qu'on reconnaît ses vrais amis. Ce vieux proverbe se confirme à l'heure présente. En butte à tant de vexations et de tracasseries, les sociaux-démocrates se lèvent comme un seul homme pour défendre la patrie, et les centrales syndicales allemandes, à qui on a si souvent mené la vie dure en Allemagne prussienne, annoncent toutes unanimement que leurs meilleurs hommes se trouvent sous les drapeaux. Même des journaux d'entreprise du genre du *Generalanzeiger*, annoncent ce fait et ajoutent qu'ils sont persuadés que " ces gens " accompliront leur devoir comme les autres et que là où ils se trouveront, les coups tomberont peut-être le plus dru. »

« Quant à nous, nous sommes persuadés que, grâce à leur instruction, nos syndiqués peuvent faire bien mieux que " rentrer dedans ". Avec les armées de masse modernes, les généraux n'ont pas la tâche facile pour mener la guerre : les obus modernes d'infanterie qui permettent de toucher une cible jusqu'à 3.000 mètres et avec précision jusqu'à 2.000 mètres font qu'il est tout à fait impossible aux chefs d'armée de faire avancer de grands corps de troupes en colonne de marche serrée. C'est pourquoi il faut au préalable " s'étirer ", et cet étirement exige à son tour un nombre beaucoup plus grand de patrouilles et une grande discipline et une grande clarté de jugement, aussi bien de la part des détachements que des hommes isolés, et c'est là qu'on voit quel rôle éducateur ont joué les syndicats et à quel point on peut compter sur cette éducation dans des jours aussi difficiles que ceux-ci. Le soldat russe et le soldat français peuvent bien accomplir des prodiges de bravoure, mais pour ce qui est de la réflexion froide et calme, le syndiqué allemand les surpassera. En plus de cela, il y a le fait que, dans les zones frontalières, les gens organisés connaissent souvent tous les recoins du terrain comme leur poche, et que beaucoup de fonctionnaires syndicaux possèdent aussi leur connaissance des langues, etc. Ainsi donc, si on a pu dire en 1866 que la marche en avant des troupes prussiennes était une victoire du maître d'école, il faudra parler cette fois-ci d'une victoire du fonctionnaire syndical. » (Frankfurter Volksstimme du 18 août 1914).

L'organe théorique du parti, *Neue Zeit* (numéro 23 du 25 septembre 1914), déclarait :

³⁹⁵ Voir l'article de l'organe du parti à Nuremberg, reproduit dans le *Hamburger Echo* du 6 octobre 1914.

« Tant que la question est posée simplement sous la forme victoire ou défaite, on fait passer au second plan toutes les autres, y compris celle de la finalité de la guerre. Donc passent au second plan, à plus forte raison au sein de l'armée et de la population, toutes les différences entre les partis, les classes, les nations. »

Et dans le numéro 8 (du 27 novembre 1914), la même revue **Neue Zeit** écrit dans un article intitulé « Les limites de l'Internationale » :

« La guerre mondiale divise les socialistes en camps différents et essentiellement en différents camps nationaux. **L'Internationale est incapable d'empêcher cela**, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un instrument efficace en temps de guerre ; l'Internationale est essentiellement un instrument valable en temps de paix. »

Sa grande « mission historique » serait « la lutte pour la paix, **la lutte de classes en temps de paix** ».

Ainsi donc, la social-démocratie déclare qu'à la date du 4 août 1914, et jusqu'à la conclusion future de la paix, la lutte de classes n'existe plus. Ainsi, dès qu'a tonné en Belgique le premier coup des canons de Krupp, l'Allemagne s'est métamorphosée en un pays de cocagne, le pays de la solidarité des classes et des harmonies sociales.

Mais comment peut-on, à la vérité, imaginer ce miracle ? On sait bien que la lutte de classes n'est nullement une invention, une création délibérée de la social-démocratie que celle-ci pourrait à son gré et de sa propre initiative supprimer pendant certaines périodes. La lutte de classes du prolétariat est plus ancienne que la social-démocratie ; c'est un produit élémentaire de la société de classes qui se déchaîne avec l'avènement du capitalisme en Europe. Ce n'est pas la social-démocrate qui a poussé le prolétariat moderne à la lutte de classes, c'est au contraire le prolétariat qui a suscité la social-démocratie afin qu'elle coordonne la lutte des fractions diverses, dans l'espace et dans le temps, de la lutte de classes et qu'elle fasse prendre conscience à tous du but à atteindre. Qu'est-ce que la déclaration de guerre a changé à cela ? Est-ce que par hasard la propriété privée, l'exploitation capitaliste, la domination de classe ont cessé ? Est-ce que par hasard, dans un accès de patriotisme, les possédants auraient déclaré : « Aujourd'hui, étant donné la guerre et tant qu'elle durera, les moyens de production : terrains, fabriques, usines, nous les remettons entre les mains de la communauté, nous renonçons à en tirer profit pour nous seuls, nous abolissons tous les privilèges politiques et nous les sacrifions sur l'autel de la patrie aussi longtemps qu'elle sera en danger » ? Hypothèse tout à fait absurde qui fait penser aux histoires que l'on raconte aux petits enfants. Et pourtant, ce serait la seule prémisse qui, logiquement, aurait pu entraîner la classe ouvrière à déclarer : « La lutte de classes est interrompue. » Mais bien sûr, rien de tel ne s'est passé. Au contraire, tous les rapports de propriété, l'exploitation, la domination de classe et même l'absence de droits politiques pour le prolétariat, sous les diverses formes qu'elle prend dans notre Reich germano-prussien, sont restés in-

tacts. Le tonnerre des canons en Belgique et en Prusse orientale n'a pas changé d'un iota la structure économique, sociale et politique de l'Allemagne.

La suppression de la lutte de classes a donc été une mesure parfaitement unilatérale. Tandis que pour la classe ouvrière, « l'ennemi de l'intérieur », c'est-à-dire l'exploitation et l'oppression capitalistes, a continué d'exister, les dirigeants de la classe ouvrière : la social-démocratie et les syndicats, dans un mouvement de magnanimité patriotique, ont livré sans combat la classe ouvrière à son ennemi pour toute la durée de la guerre. Tandis que les classes dominantes restent sur le pied de guerre, en possession de tous leurs droits de propriétaires et de maîtres, la social-démocratie a ordonné au prolétariat de « désarmer ».

Le miracle de l'harmonie des classes, de la fraternisation de toutes les couches sociales, avait déjà un précédent dans une société bourgeoise : les événements de 1848 en France.

« Dans l'esprit des prolétaires - écrit Marx dans son ouvrage les luttes de classes en France - qui confondaient en général l'aristocratie financière avec la bourgeoisie, dans l'imagination de braves républicains qui niaient l'existence même des classes ou l'admettaient tout au plus comme une conséquence de la monarchie constitutionnelle, dans les phrases hypocrites des fractions bourgeoises jusque-là exclues du pouvoir, le pouvoir de la bourgeoisie se trouvait abolie avec l'instauration de la République. Tous les royalistes se transformèrent alors en républicains et tous les millionnaires de Paris en ouvriers. Le mot qui répondait à cette suppression imaginaire des rapports de classe, c'était la fraternité, la fraternisation et la fraternité universelle. Cette abstraction débonnaire des antagonismes de classes, cet équilibre sentimental des intérêts de classe contradictoires, cette exaltation enthousiaste au-dessus de la lutte de classes, la fraternité, telle fut vraiment la devise de la révolution de Février. [...] Le prolétariat de Paris se laissa aller à cette généreuse ivresse de fraternité. [...] Le prolétariat parisien, qui reconnaissait dans la République sa propre création, acclamait naturellement chaque acte du Gouvernement provisoire qui lui permettait de prendre pied plus facilement dans la société bourgeoise. Il se laissa docilement employer par Caussidière à des fonctions de police pour protéger la propriété à Paris, de même qu'il laissa régler à l'amiable les conflits de salaires entre ouvriers et maîtres par Louis Blanc. Il mettait son point d'honneur à maintenir immaculé, aux yeux de l'Europe, l'honneur bourgeois de la République. »

En février 1848, le prolétariat parisien avait lui aussi suspendu naïvement la lutte de classes, mais, bien entendu, il venait d'écraser la monarchie de Juillet par son action révolutionnaire et venait d'imposer la république. Le 4 août 1914, ce fut la révolution de Février mise sur la tête : la suppression de la lutte de classes non pas sous la république, mais sous la monarchie militaire, non pas après une victoire du peuple sur la réaction, mais après une victoire de la réaction sur le peuple, non pas par la proclamation de « liberté, égalité, fraternité », mais par la proclamation de l'état de siège, l'étranglement de la liberté

de presse et la suppression de la Constitution ! Le gouvernement proclama solennellement l'Union sacrée et reçut de tous les partis l'engagement de la respecter scrupuleusement. Mais, en politicien expérimenté, il ne se fiait pas aux promesses, et assura l'Union sacrée par les moyens tangibles de la dictature militaire. Cela aussi, la social-démocratie l'accepta sans broncher. Dans sa déclaration au Reichstag le 4 août, de même que dans celle du 2 décembre, le groupe parlementaire ne prenait pas la moindre précaution contre la gifle de l'état de siège. En plus de l'Union sacrée et des crédits de guerre, la social-démocratie approuvait par son silence l'état de siège qui la livrait pieds et poings liés au bon vouloir des classes dirigeantes. Elle admettait du même coup que l'état de siège, le musellement du peuple et la dictature militaire étaient des mesures nécessaires à la défense de la patrie. Mais l'état de siège n'était dirigé contre personne d'autre que contre la social-démocratie. C'était uniquement du côté social-démocrate que l'on pouvait s'attendre à rencontrer des difficultés, de la résistance, des protestations contre la guerre. Au moment même où, avec l'approbation de la social-démocratie, on proclamait l'Union sacrée, donc la suppression des oppositions de classes, la social-démocratie elle-même fut déclarée en état de siège, on proclamait le combat contre la classe ouvrière sous sa forme la plus aiguë : sous la forme de la dictature militaire. Comme fruit de sa capitulation, la social-démocratie reçut ce que, si elle avait pris le parti de résister, elle aurait dû subir dans le pire des cas, celui d'une défaite : l'état de siège ! La déclaration solennelle du groupe parlementaire en appelle, pour justifier son vote des crédits militaires, au principe socialiste du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. La première étape de ce « droit » de la nation allemande à disposer d'elle-même, au cours de cette guerre, fut la camisole de force de l'état de siège dans laquelle on fourrait la social-démocratie ! Assurément, l'histoire a rarement vu un parti se tourner à ce point en dérision.

En acceptant le principe de l'Union sacrée, la social-démocratie a renié la lutte de classes pour toute la durée de la guerre. Mais par là, elle reniait le fondement de sa propre existence, de sa propre politique. Dans chacune de ses fibres, est-elle autre chose que lutte de classes ? Quel rôle peut-elle jouer maintenant pendant la durée de la guerre, après avoir abandonné son principe vital : la lutte de classes ? En reniant la lutte de classes, la social-démocratie s'est donné à elle-même son congé pour toute la durée de la guerre en tant que parti politique actif, en tant que représentant de la classe ouvrière. Mais par là, elle s'est privée de son arme la plus importante : la critique de la guerre du point de vue particulier de la classe ouvrière. Elle a abandonné la « défense nationale » aux classes dominantes, se bornant à placer la classe ouvrière sous leur commandement et à assurer le calme pendant la durée de l'état de siège, c'est-à-dire qu'elle joue le rôle de gendarme de la classe ouvrière.

Mais la social-démocratie a, par son attitude, compromis très gravement la cause de la liberté allemande pour une période qui déborde singulière-

ment la durée de la guerre actuelle, cause qui est actuellement confiée, si l'on en croit la déclaration du groupe parlementaire, aux canons de Krupp. Dans les cercles dirigeants de la social-démocratie, on compte beaucoup sur le fait que, après la guerre, la classe ouvrière verra s'élargir considérablement les libertés démocratiques et qu'on lui assurera l'égalité des droits avec la bourgeoisie, en récompense de son attitude patriotique pendant la guerre. Mais jamais encore dans l'histoire les classes dominantes n'ont concédé aux classes dominées des droits politiques à titre de pourboire en raison de l'attitude adoptée par ces dernières pour complaire aux classes dominantes. Au contraire, l'histoire est pleine d'exemples de dirigeants manquant brutalement de parole, même dans le cas où des promesses solennelles avaient été faites avant une guerre. En réalité, la social-démocratie ne garantit pas, par son comportement, l'élargissement des libertés politiques en Allemagne dans l'avenir, mais ébranle les libertés qui existaient avant la guerre. La manière avec laquelle l'état de siège et la suppression de la liberté de la presse, de la liberté d'association et de la vie publique sont supportés en Allemagne depuis des mois sans le sans le moindre combat, et sont même en partie approuvés du côté social-démocrate³⁹⁶ - tout cela est sans exemple dans l'histoire de la société moderne.

En Angleterre règne une complète liberté de presse, en France la liberté de la presse est loin d'être aussi muselée qu'en Allemagne. Dans aucun pays, l'opinion publique n'a disparu aussi complètement comme en Allemagne pour être remplacée par la simple « opinion » officielle, c'est-à-dire par les ordres du gouvernement. Même en Russie, on ne connaît que les ravages du crayon rouge du censeur ; on n'y connaît absolument pas la disposition selon laquelle la presse de l'opposition doit imprimer tels quels des articles que lui remet le gouvernement et doit, dans ses propres articles, soutenir certaines conceptions qui lui sont dictées et imposées par les autorités gouvernementales au cours d'« entretiens confidentiels avec la presse ». Allemagne même, on n'a rien connu de comparable à la situation actuelle au cours de la guerre de 1870. La presse jouissait d'une liberté illimitée et, à la grande colère de Bismarck, les événements de la guerre faisaient l'objet de critiques parfois très vives et de conflits d'opinions très animés, notamment au sujet des objectifs de guerre, des questions d'annexion et des questions constitutionnelles. Lorsque Johann Jakob fut arrêté, une vague d'indignation déferla sur toute l'Allemagne, et Bismarck lui-même désavoua cet attentat de la réaction comme étant une grave maladresse. Telle était la situation en Allemagne après que Bebel et Liebknecht, au nom de la classe ouvrière allemande, eurent nettement refusé de

³⁹⁶ La **Chemnitzer Volkstimme** écrivait le 21 octobre 1914 : « En tout cas, la censure militaire en Allemagne est dans l'ensemble plus convenable et plus raisonnable qu'en France ou en Angleterre. Les hauts cris au sujet de la censure, qui cachent souvent l'absence d'une position cohérente sur le problème de la guerre, ne font qu'aider les ennemis de l'Allemagne à répandre le mensonge selon lequel l'Allemagne serait une seconde Russie. Celui qui croit sérieusement ne pas pouvoir écrire selon ses opinions sous la censure militaire actuelle, il n'a qu'à déposer la plume et se taire. »

s'associer au patriotisme délirant qui régnait alors. Il fallut attendre la social-démocratie patriotique et ses 4 millions et demi d'électeurs pour assister à cette fête de réconciliation attendrissante de l'Union sacrée et à l'approbation des crédits de guerre par le groupe social-démocrate, à la suite de quoi on infligea à l'Allemagne la dictature militaire la plus dure qu'un peuple majeur ait jamais eu à subir. Qu'une chose pareille soit possible actuellement en Allemagne, qu'elle soit acceptée non seulement par la presse bourgeoise, mais par la presse sociale-démocrate qui est si développée et si influente, d'une manière résignée, et sans la moindre résistance notable - ce fait en dit long, hélas, sur le destin de la liberté allemande. Cela prouve que, dans la société allemande, les libertés politiques ne reposent sur aucun fondement véritable, puisqu'on peut les enlever sans difficulté ni anicroche. N'oublions pas que la portion congrue des droits politiques qui existait dans l'Empire allemand avant la guerre n'était pas, comme en France ou en Angleterre, le fruit de luttes révolutionnaires importantes et répétées, qu'elle n'était pas ancrée dans la vie du peuple par des traditions, mais qu'elle était le cadeau de la politique de Bismarck après une contre-révolution victorieuse qui avait duré plus de deux ans. La Constitution allemande n'avait pas mûri sur les champs de bataille de la révolution, mais dans le jeu diplomatique de la monarchie militaire prussienne, c'était le ciment avec lequel fut construit l'Empire allemand. Les dangers que courait le « développement libre » de l'Allemagne ne se trouvaient donc pas en Russie, comme le pensait le groupe parlementaire, mais bien en Allemagne même. Ils résidaient dans cette origine contre-révolutionnaire particulière de la Constitution allemande, dans ces groupes réactionnaires de la société allemande qui, depuis la fondation de l'Empire, n'ont pas cessé de mener une guerre silencieuse contre la chétive « liberté allemande », à savoir : les junkers prussiens, les provocateurs de la grosse industrie, le Zentrum archi-réactionnaire, le libéralisme allemand en lambeaux, le régime personnel, et enfin, ce à quoi, tous ensemble, ils ont donné naissance : la domination du sabre, le cours de Saverne qui, juste avant la guerre, fêtait ses victoires en Allemagne. Il y a, il est vrai, une excuse vraiment libérale pour expliquer le calme de cimetièrre qui règne actuellement sur l'Allemagne : il ne s'agirait que d'une renonciation « provisoire » pour la durée de la guerre. Mais un peuple politiquement mûr peut aussi peu renoncer « provisoirement » à ses droits politiques qu'un homme vivant ne peut « renoncer » à respirer. Un peuple qui admet par son attitude que l'état de siège est une chose nécessaire pendant la guerre admet du même coup que la liberté politique n'est tout compte fait, pas si indispensable que cela. En se résignant à l'état de siège actuel - et elle ne faisait rien d'autre en approuvant inconditionnellement les crédits de guerre et en admettant le principe de l'Union sacrée -, la social-démocratie ne peut qu'exercer un effet démoralisateur sur les masses populaires qui sont le seul soutien de la Constitution, alors que dans une mesure égale elle stimule et encourage le parti de la réaction, qui est l'ennemi de la Constitution.

En renonçant à la lutte de classes, notre parti s'est du même coup ôté la possibilité d'exercer une influence réelle sur la durée de la guerre et sur la tournure que pourrait prendre la conclusion de la paix. Et par là, sa propre déclaration officielle se retourne contre lui. Un parti qui se déclarait solennellement contre toutes les annexions - et les annexions sont la conséquence logique de la guerre impérialiste, dès l'instant où il y a des succès militaires - se dessaisissait en même temps de toutes ses armes et de tous les moyens qui lui auraient permis de mobiliser les masses populaires et l'opinion publique, de les rallier à son point de vue, et, par leur intermédiaire, d'exercer une pression efficace et de contrôler la guerre pour contribuer au rétablissement de la paix. Au contraire : bien loin d'exercer un contrôle, la social-démocratie, en adoptant la politique d'Union sacrée, assurait au militarisme la tranquillité sur ses arrières et lui permettait d'aller de l'avant sans tenir compte d'autres intérêts que ceux des classes dominantes, elle lui laissait déchaîner sans entraves ses instincts impérialistes innés qui aspirent précisément à des annexions, et ne peuvent conduire qu'à des annexions. Autrement dit, en acceptant le principe de l'Union sacrée, et en désarmant politiquement la classe ouvrière, la social-démocratie a condamné sa propre protestation solennelle contre les annexions à rester lettre morte.

Mais, ce faisant, elle a obtenu encore autre chose : la prolongation de la guerre. Et ici, on peut toucher du doigt le dangereux piège que recèle, pour la politique du prolétariat, le dogme actuellement admis selon lequel nous ne pouvions lutter contre la guerre qu'aussi longtemps que celle-ci menace ; une fois que la guerre est là, le rôle de la politique sociale-démocrate serait terminé ; la seule question serait alors victoire ou défaite, autrement dit, la lutte de classes cesserait pour la durée de la guerre. En réalité, c'est après le déclenchement de la guerre que la tâche la plus importante de la politique sociale-démocrate commence. On lit dans la résolution adoptée à Stuttgart en 1907 par le Congrès de l'Internationale et confirmée à Bâle en 1912, résolution qui avait été adoptée à l'unanimité par les représentants du parti et des syndicats allemands :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est le devoir de la social-démocratie d'agir pour la faire cesser promptement et de s'employer, de toutes ses forces, à exploiter la crise économique et politique provoquée par la guerre pour mettre en mouvement le peuple et hâter de la sorte l'abolition de la domination capitaliste. »

Or, qu'a fait la social-démocratie pendant cette guerre ? Exactement le contraire de ce qu'ordonnaient les congrès de Stuttgart et de Bâle. En votant les crédits, en maintenant la politique d'Union sacrée, elle s'emploie à empêcher par tous les moyens la crise économique et politique, à empêcher que la guerre n'amène les masses à se mettre en mouvement. De toutes ses forces, elle s'emploie à sauver la société capitaliste de sa propre anarchie consécutive à la

guerre, donc elle s'emploie à prolonger la guerre indéfiniment et à accroître le nombre de ses victimes.

Mais il paraît qu'il n'y aurait de toute façon pas eu un homme de moins tué sur le champ de bataille si la social-démocratie n'avait pas voté les crédits de guerre : voilà le raisonnement que l'on entend parmi nos parlementaires. Et la presse de notre parti défend généralement le point de vue suivant : nous devons participer à la défense du pays et la soutenir précisément pour réduire au minimum le nombre des victimes sanglantes de la guerre, dans l'intérêt de notre peuple. Mais la politique poursuivie par la social-démocratie a abouti exactement à l'inverse : c'est l'attitude « patriotique » de la social-démocratie, c'est l'Union sacrée assurée à l'arrière qui ont permis à la guerre impérialiste de déchaîner ses furies sans être inquiétée. Jusqu'alors, la peur de l'agitation intérieure, de la fureur du peuple misérable était le cauchemar perpétuel des classes dirigeantes et, du même coup, le garde-fou le plus efficace à leurs désirs de guerre. On connaît le mot de von Bülow, qui disait que c'était essentiellement par crainte de la social-démocratie que l'on s'efforçait autant que possible de différer toute guerre. Rohrbach écrit à la page VII de son livre *la Guerre et la politique allemande* : « Si des catastrophes naturelles n'interviennent pas, la seule chose qui puisse contraindre l'Allemagne à la paix, c'est la famine des sans-pain. » Il songeait évidemment à une famine qui s'exprime, qui se met nettement en évidence, et qui oblige les classes dirigeantes à la prendre en considération. Écoutons enfin ce que dit un homme militaire éminent, un théoricien de la guerre, le général von Bernhardt. Dans son grand ouvrage, *De la guerre actuelle*, il écrit :

« Ainsi donc, les armées de masse modernes rendent la conduite de la guerre plus difficile à tous les points de vue. Mais en outre, elles présentent en elles-mêmes et pour elles-mêmes un facteur de danger qu'il ne faut pas sous-estimer. »

« Le mécanisme d'une telle armée est si colossal et si compliqué qu'il ne peut rester opérationnel et maîtrisable que si ses rouages fonctionnent, au moins dans l'ensemble, d'une manière sûre et si on évite au maximum les fortes secousses morales. A vrai dire, on ne doit pas espérer l'élimination complète de tels phénomènes dans une guerre mouvementée, et il ne faut pas s'attendre à une campagne limpide et victorieuse. Toutefois, on peut les surmonter s'ils se manifestent sur une échelle réduite. Mais si de grandes masses échappent au contrôle du haut commandement, si elles sont prises de panique, si l'intendance fait défaut sur une grande échelle, si l'esprit d'insubordination s'empare des troupes, dans ce cas, de telles masses non seulement ne sont plus capables de résister à l'ennemi, mais elles deviennent un danger pour elles-mêmes et pour le commandement de l'armée ; elles font sauter les liens de la discipline, troublent arbitrairement le cours des opérations et placent ainsi le haut commandement devant des tâches qu'il n'est pas en mesure d'accomplir. »

« La guerre menée avec des armées de masse modernes est donc, en tout état de cause, un jeu risqué, qui est excessivement éprouvant pour les forces personnelles et financières de l'Etat. Dans de telles conditions, il n'est que naturel que des dispositions soient prises partout pour mettre rapidement un terme à la guerre lorsqu'elle éclate et pour supprimer rapidement l'énorme tension que provoque la levée en masse de nations entières. »

Des politiciens bourgeois et des experts militaires considéraient donc la guerre moderne menée avec des armées de masse comme un « jeu risqué », et c'était là la raison essentielle qui pouvait faire hésiter les maîtres actuels du pouvoir à déclencher la guerre et les amener à tout faire pour qu'elle s'achève rapidement au cas où elle éclaterait. L'attitude de la social-démocratie au cours de la guerre actuelle - attitude qui, à tous points de vue, a eu pour effet d'amortir « l'énorme tension » - a dissipé leurs inquiétudes, elle a abattu les seules digues qui s'opposaient au torrent déchaîné du militarisme. Il s'est produit quelque chose que ni un Bernhardi, ni aucun homme politique bourgeois n'auraient jamais osé espérer : dans le camp de la social-démocratie a retenti le mot d'ordre de « tenir bon », c'est-à-dire de continuer le carnage. Et ainsi, ces milliers de victimes qui tombent depuis des mois et dont les corps couvrent les champs de bataille, nous les avons sur la conscience.

Invasion et lutte des classes

Mais malgré tout - maintenant que nous n'avons pas pu empêcher que la guerre n'éclate, maintenant que la guerre est quand même une réalité, que le pays se trouve devant une invasion ennemie - devons-nous laisser notre propre pays sans défense, l'abandonner à l'ennemi - les Allemands abandonner leur pays aux Russes, les Français et les Belges aux Allemands, les Serbes aux Autrichiens ? Est-ce que le principe socialiste du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ne dit pas que chaque peuple a le droit et le devoir de protéger sa liberté et son indépendance ? Quand la maison est en flammes, ne doit-on pas avant tout éteindre le feu, au lieu de rechercher celui qui l'a mis ? Cet argument de la « maison en flammes » a joué un grand rôle dans l'attitude des socialistes, en Allemagne comme en France, et il a également fait école dans des pays neutres ; traduit en hollandais, cela devient : quand le bateau coule, ne doit-on pas avant tout chercher à boucher les fuites ?

Assurément, un peuple qui capitule devant l'ennemi venu de l'extérieur est un peuple indigne, tout comme est indigne le parti qui capitule devant l'ennemi intérieur. Les pompiers de la « maison en flammes » n'ont oublié qu'une chose : c'est que, dans la bouche d'un socialiste défendre la patrie ne signifie pas servir de chair à canon sous les ordres de la bourgeoisie impérialiste. Tout d'abord, en ce qui concerne « l'invasion », est-ce vraiment là l'épouvantail devant lequel toute lutte de classe à l'intérieur du pays devrait disparaître, comme envoûtée et paralysée par un pouvoir surnaturel ? D'après la théorie policière du patriotisme bourgeois et de l'état de siège, toute lutte de classes est un crime contre les intérêts de la « défense nationale », parce que, selon cette théorie, la lutte de classes met en péril et affaiblit la force armée de la nation. La social-démocratie officielle s'est laissé impressionner par ces hauts cris. Et pourtant, l'histoire moderne de la société bourgeoise montre sans cesse que, pour la bourgeoisie, l'invasion ennemie n'est pas la plus abominable de toutes les horreurs, comme elle la dépeint aujourd'hui, mais un moyen éprouvé dont elle se sert volontiers pour lutter contre l'« ennemi intérieur ». Est-ce que les Bourbons et les aristocrates de France n'ont pas fait appel à l'invasion étrangère contre les Jacobins ? Est-ce que la contre-révolution de l'Autriche et des États pontificaux n'a pas appelé en 1849 l'invasion française contre Rome, et l'invasion russe contre Budapest ? Est-ce que le « parti de l'ordre » en France n'a pas ouvertement brandi la menace d'une invasion des Cosaques, pour faire fléchir l'Assemblée nationale ? Et est-ce que par le fameux traité du 18 mai 1871 - conclu entre Jules Favre, Thiers et Cie. et Bismarck - on n'est pas convenu de la remise en liberté de l'armée bonapartiste et du soutien direct des troupes prussiennes en vue d'écraser la Commune de Paris ? Pour Karl Marx, cette expérience historique suffisait pour dénoncer, il y a quarante-cinq ans déjà, les

« guerres nationales » des États bourgeois modernes comme une escroquerie. Dans sa fameuse Adresse du Conseil général de l'Internationale, il dit :

« Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, l'armée victorieuse et l'armée vaincue s'unissent pour massacrer en commun le prolétariat, cet événement inouï prouve, non pas comme le croit Bismarck, l'écrasement définitif de la nouvelle société montante, mais bien l'effondrement de la vieille société bourgeoise. Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale ; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qui est jetée de côté, aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux font bloc contre le prolétariat ! »

L'invasion et la lutte de classes ne sont donc pas contradictoires dans l'histoire bourgeoisie comme on le lit dans les légendes officielles, mais l'une se sert de l'autre pour s'exprimer. Si pour les classes dirigeantes, l'invasion représente un moyen éprouvé de lutter contre la lutte des classes, de même pour les classes révolutionnaires, la lutte de classe la plus violente s'est toujours révélée le meilleur moyen de lutter contre l'invasion. Au seuil des temps modernes, l'histoire turbulente des villes, et spécialement des villes italiennes, agitées par d'innombrables bouleversements intérieurs et par des hostilités extérieures, l'histoire de Florence, de Milan avec son combat séculaire contre les Hohenstaufen, montre déjà que la violence et le tumulte des luttes de classes intérieures non seulement n'affaiblissent pas la capacité de résistance de la société aux dangers extérieurs, mais qu'au contraire sa force se trempe dans le feu de ces luttes et qu'elle devient capable de braver tout affrontement avec un ennemi venu de l'extérieur. Mais l'exemple le plus prestigieux de tous les temps, c'est la grande Révolution française. Si jamais l'expression « des ennemis de tous côtés » a eu un sens, c'est bien pour la France de 1793, et pour le cœur de cette France, Paris. Si Paris et la France n'ont pas été submergés par le flot de l'Europe coalisée, des invasions qui déferlaient de tous côtés, et si au contraire ils leur ont opposé une gigantesque résistance, alors que le péril ne faisait qu'augmenter et que les attaques ennemies se multipliaient, s'ils ont mis en déroute chaque nouvelle coalition par le mirage à chaque fois renouvelé d'une ardeur combative inépuisable, ce n'était dû qu'aux forces illimitées que déchaînait le grand règlement de comptes des classes à l'intérieur de la société. Aujourd'hui, avec une perspective d'un siècle, nous voyons clairement que seule l'expression vive de ce règlement de comptes, seule la dictature du peuple parisien et son radicalisme brutal, ont été capables de tirer de la nation les moyens et les forces suffisantes pour défendre et affirmer la société bourgeoise qui venait à peine de naître contre un monde plein d'ennemis : contre les intrigues de la dynastie, les machinations traîtresses des aristocrates, les manigances du clergé, la rébellion de Vendée, la trahison des généraux, la résistance de soixante départements et chefs-lieux de province, et contre les armées et les

flottes réunies de la coalition monarchique européenne. Une expérience séculaire démontre, par conséquent, que ce n'est pas l'état de siège, mais la lutte de classes pleine d'abnégation qui éveille le respect de soi-même, l'héroïsme et la force morale des masses populaires, qui est la meilleure défense, la meilleure protection d'un pays contre l'ennemi du dehors. Le même quiproquo tragique est arrivé à la social-démocratie, lorsque, pour justifier son attitude dans cette guerre, elle s'est réclamée du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. C'est vrai : le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, à la libre disposition de son propre destin. Mais c'est une véritable dérision du socialisme que de proposer les États capitalistes actuels comme expression de ce droit de libre disposition. Dans lequel de ces États la nation a-t-elle donc pu disposer jusqu'ici des formes et des conditions de son existence nationale, politique ou sociale ?

Ce que signifie la libre disposition du peuple allemand, ce que suppose un tel principe, les démocrates de 1848, les défenseurs de la cause du prolétariat allemand, Marx, Engels et Lassalle, Bebel et Liebknecht l'ont proclamé et soutenu : *c'est la grande République allemande*. C'est pour cet idéal que les combattants de Mars ont versé leur sang sur les barricades à Vienne et à Berlin ; c'est pour réaliser ce programme que Marx et Engels voulaient contraindre la Prusse à faire la guerre contre le tsarisme russe en 1848. Pour accomplir ce programme national, il était tout d'abord nécessaire de liquider ce « monceau de pourriture organisée » appelé monarchie habsbourgeoise, et d'abolir la monarchie militaire prussienne tout comme les deux douzaines de monarchies naines en Allemagne. La défaite de la révolution allemande, la trahison de la bourgeoisie allemande envers ses propres idéaux démocratiques conduisirent au régime de Bismarck et à son oeuvre politique : la grande Prusse actuelle, avec les vingt patries sous un seul casque à pointe, appelé Empire allemand. L'Allemagne actuelle est édifiée sur le tombeau de la révolution de Mars, sur les ruines du droit de libre disposition nationale du peuple allemand. La guerre actuelle, qui, en plus de la conservation de la Turquie, a pour buts la conservation de la bourgeoisie habsbourgeoise et le renforcement de la monarchie militaire prussienne, est un nouvel enterrement des morts de Mars et du programme national de l'Allemagne. Et il y a une véritable ironie diabolique de l'histoire dans le fait que les sociaux-démocrates, les héritiers des patriotes allemands de 1848, entrent dans cette guerre en brandissant l'étendard du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». A moins que, par hasard, la IIIe République avec ses possessions coloniales dans quatre continents et ses atrocités coloniales dans deux continents soit l'expression de la « libre disposition » de la nation française ? Ou bien peut-être l'Empire britannique avec les Indes et la domination d'un million de Blancs sur une population noire de cinq millions d'habitants en Afrique du Sud ? Ou encore la Turquie ou l'Empire tsariste ?... Seul un politicien bourgeois, pour qui l'humanité est représentée par les races de seigneurs et une nation par ses classes dirigeantes, peut parler de « libre disposi-

tion » à propos d'États coloniaux. Au sens socialiste du concept de liberté, il ne saurait y avoir de nation libre, lorsque son existence nationale repose sur la mise en esclavage d'autres peuples, car les peuples coloniaux eux aussi sont des peuples et ils font partie de l'État. Le socialisme international reconnaît aux nations le droit d'être libres, indépendantes, égales. Mais lui seul est capable de créer de telles nations, lui seul est en mesure de faire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes une réalité. Ce mot d'ordre du socialisme est lui aussi, comme tous les autres, non pas une sanctification de l'état de choses existant, mais une indication et un stimulant pour la politique active du prolétariat qui s'emploie à opérer des transformations révolutionnaires. Tant qu'il existe des États capitalistes et en particulier tant que la politique impérialiste détermine et modèle la vie intérieure et extérieure des États, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne ressemble en rien à la manière dont il est pratiqué pendant la guerre comme en temps de paix.

Il y a plus. Dans le cadre impérialiste actuel, il ne saurait plus y avoir de guerre défensive, de guerre nationale, et les socialistes qui ne tiendraient pas compte de ce cadre historique déterminant, qui, au milieu du tumulte du monde, voudraient se placer à un point de vue particulier, au point de vue d'un pays, bâtiraient d'entrée de jeu leur politique sur du sable.

Précédemment déjà, nous avons essayé de montrer les arrières-plans du conflit actuel entre l'Allemagne et ses adversaires. Il était nécessaire d'éclairer les ressorts réels et les connexions internes de la guerre actuelle parce que, dans la prise de position de notre groupe parlementaire comme dans les arguments de notre presse, l'argument décisif a été : défense de la liberté et de la culture allemandes. Contre cette affirmation, il faut s'en tenir à la vérité historique : il s'agit ici d'une guerre préventive préparée depuis des années par l'impérialisme allemand, provoquée par les objectifs de sa Weltpolitik et déclenchée sciemment, dans l'été 1914, par la diplomatie allemande et autrichienne. Mais en outre, quand on veut porter un jugement général sur la guerre mondiale et apprécier son importance pour la politique de classe du prolétariat, la question de savoir qui est l'agresseur et l'agressé, la question de la « culpabilité » est totalement sans objet. Si l'Allemagne mène moins que quiconque une guerre défensive, ce n'est pas non plus le cas de la France et de l'Angleterre ; car ce que ces nations « défendent », ce n'est pas leur position nationale, mais celle qu'elles occupent dans la politique mondiale, ce sont leurs vieilles possessions impérialistes menacées par les assauts du nouveau venu allemand. Si les incursions de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme autrichien en Orient ont sans aucun doute apporté l'étincelle, de leur côté l'impérialisme français en exploitant le Maroc, l'impérialisme anglais par ses préparatifs en vue de piller la Mésopotamie et l'Arabie et par toutes les mesures prises pour assurer son despotisme en Inde, l'impérialisme russe par sa politique des Balkans dirigée vers Constantinople, ont petit à petit rempli la poudrière. Les préparatifs mili-

taires ont bien joué un rôle essentiel : celui du détonateur qui a déclenché la catastrophe, mais il s'agissait d'une compétition à laquelle participaient tous les États. Et si c'est l'Allemagne en 1870 qui, par la politique de Bismarck, a donné la première impulsion à la course aux armements, la politique du Second Empire lui avait préparé le terrain et elle fut encouragée par la suite par la politique aventurière de la IIIe République, par ses expansions en Asie orientale et en Afrique.

Ce qui donna aux socialistes français l'illusion qu'il s'agissait de « défense nationale », c'est le fait que le gouvernement français et le peuple français tout entier n'entretenaient aucune intention belliqueuse en juillet 1914. « Aujourd'hui, tout le monde en France est pour la paix, sincèrement et loyalement, sans réserves et sans restrictions », attestait Jaurès dans son dernier discours, qu'il prononça à la veille de la guerre à la Maison du peuple de Bruxelles. Le fait est parfaitement plausible, et il peut expliquer psychologiquement l'indignation qui s'est emparée des socialistes français quand une guerre criminelle fut imposée de force à leur pays. Mais cela ne suffit pas pour juger la guerre mondiale en tant que phénomène historique et pour permettre à la politique prolétarienne de prendre position à son sujet. L'histoire qui a donné naissance à la guerre actuelle n'a pas commencé en juillet 1914, mais elle remonte à des années en arrière, pendant lesquelles elle s'est nouée fil après fil avec la nécessité d'une loi naturelle, jusqu'à ce que le filet aux mailles serrées de la politique mondiale impérialiste ait enveloppé les cinq continents - un formidable complexe historique de phénomènes dont les racines descendent dans les profondeurs plutoniques du devenir économique, et dont les branches extrêmes font signe en direction d'un nouveau monde encore indistinct qui commence à poindre, des phénomènes qui, par leur ampleur gigantesque, rendent inconsistants les concepts de faute et d'expiation, de défense et d'attaque.

La politique impérialiste n'est pas l'œuvre d'un pays ou d'un groupe de pays. Elle est le produit de l'évolution mondiale du capitalisme à un moment donné de sa maturation. C'est un phénomène international par nature, un tout inséparable qu'on ne peut comprendre que dans ses rapports réciproques et auquel aucun État ne saurait se soustraire.

C'est de ce point de vue seulement qu'on peut évaluer correctement dans la guerre actuelle la question de la « défense nationale ». L'État national, l'unité et l'indépendance nationales, tels étaient les drapeaux idéologiques sous lesquels se sont constitués les grands États bourgeois du cœur de l'Europe au siècle dernier. Le capitalisme est incompatible avec le particularisme des petits États, avec un émiettement politique et économique ; pour s'épanouir, il lui faut un territoire cohérent aussi grand que possible, d'un même niveau de civilisation ; sans quoi, on ne pourrait élever les besoins de la société au niveau requis pour la production marchande capitaliste, ni faire fonctionner le mécanisme de la domination bourgeoise moderne. Avant d'étendre son réseau sur le globe

tout entier, l'économie capitaliste a cherché à se créer un territoire d'un seul tenant dans les limites nationales d'un État. Ce programme, étant donné l'équilibre politique et national tel qu'il avait été transmis par le féodalisme médiéval, ne pouvait être réalisé que par des voies révolutionnaires. Il ne l'a été qu'en France au cours de la grande Révolution. Dans le reste de l'Europe (tout comme la révolution bourgeoise d'ailleurs), ce programme est resté à l'état d'ébauche, il s'est arrêté à mi-chemin. L'Empire allemand et l'Italie d'aujourd'hui, le maintien de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie jusqu'à nos jours, l'Empire russe et le Commonwealth britannique en sont des preuves vivantes. Le programme national n'a joué un rôle historique, en tant qu'expression idéologique de la bourgeoisie montante aspirant au pouvoir dans l'État, que jusqu'au moment où la société bourgeoise s'est tant bien que mal installée dans les grands États du centre de l'Europe et y a créé les instruments et les conditions indispensables de sa politique.

Depuis lors, l'impérialisme a complètement enterré le vieux programme bourgeois démocratique : l'expansion au-delà des frontières nationales (quelles que soient les conditions nationales des pays annexés) est devenue la plate-forme de la bourgeoisie de tous les pays. Certes, la phrase nationale est demeurée, mais son contenu réel et sa fonction se sont mués en leur contraire. Elle ne sert plus qu'à masquer tant bien que mal les aspirations impérialistes, à moins qu'elle ne soit utilisée comme cri de guerre, dans les conflits impérialistes, seul et ultime moyen idéologique de capter l'adhésion des masses populaires et de leur faire jouer leur rôle de chair à canon dans les guerres impérialistes.

La tendance générale de la politique capitaliste actuelle domine la politique des États particuliers comme une loi aveugle et toute-puissante, tout comme les lois de la concurrence économique déterminent rigoureusement les conditions de production pour chaque entrepreneur particulier.

Imaginons un instant - pour dissiper le fantôme de la « guerre nationale » qui domine actuellement la politique sociale-démocrate que, dans l'un des États contemporains, la guerre ait effectivement débuté comme une simple guerre de défense nationale ; nous voyons que des succès militaires conduisent avant toute chose à l'occupation des territoires étrangers. Mais en présence de groupes capitalistes hautement influents, qui sont intéressés à des acquisitions impérialistes les appétits d'expansion se réveillent au cours de la guerre, et la tendance impérialiste qui, au début de celle-ci, était en germe ou sommeillait, va se développer comme en serre chaude et va déterminer le caractère de la guerre, ses buts et ses conséquences. En outre, le système d'alliance entre les États militaires qui, depuis des dizaines d'années, domine les relations politiques des États implique nécessairement que chacune des parties belligérantes, d'un point de vue purement défensif, cherche à attirer des alliés dans son camp. De ce fait, la guerre entraîne sans cesse de nouveaux pays et ainsi, inévitable-

ment, les intérêts impérialistes de la politique mondiale sont touchés, et de nouveaux intérêts se créent. L'Angleterre a entraîné le Japon dans la guerre, a fait passer la guerre d'Europe en Asie orientale et a mis les destinées de la Chine à l'ordre du jour, a attisé les rivalités entre le Japon et les États-Unis, entre elle et le Japon - et ainsi a accumulé de quoi alimenter de nouveaux conflits. De même, dans l'autre camp, l'Allemagne a entraîné la Turquie dans la guerre, ce qui amène à liquider aussitôt la question de Constantinople, la question des Balkans et du Proche-Orient. Celui qui n'aurait pas compris que, dans ses causes et ses points de départ, la guerre mondiale était déjà une guerre purement impérialiste, peut apercevoir en tout cas, d'après ses effets, que la guerre devait, dans les conditions actuelles, se transformer en un processus impérialiste de partage du monde selon un enchaînement tout à fait mécanique et inévitable. C'est ce qui s'est produit pour ainsi dire depuis le début. Comme l'équilibre de forces reste constamment précaire entre les parties belligérantes, chacune d'elles est obligée d'un point de vue purement militaire de renforcer sa propre position et de se préserver du danger de nouvelles hostilités, et de tenir en laisse les pays neutres en procédant à toute une série de combines sur les peuples et les pays. Voir les « offres » germano-autrichiennes, d'une part, et anglo-russes, d'autre part, qui sont faites en Italie, en Roumanie, en Grèce et en Bulgarie. La prétendue « guerre de défense nationale » a donc comme conséquence chez les pays non engagés un déplacement général des possessions et des rapports de force, qui va expressément dans le sens de l'expansion. Enfin, comme aujourd'hui tous les États capitalistes ont des possessions coloniales et qu'en cas de guerre, même si celle-ci débute comme une « guerre de défense nationale », les colonies y sont attirées pour des raisons purement militaires, et comme chaque État belligérant cherche à occuper les colonies de l'adversaire ou du moins à y provoquer un soulèvement - voir la mainmise des colonies allemandes par l'Angleterre et les tentatives qui sont faites pour déclencher la « guerre sainte » dans les colonies anglaises et françaises -, toute guerre actuelle doit automatiquement se transformer en une conflagration mondiale de l'impérialisme.

Ainsi, cette idée d'une guerre modeste et vertueuse pour la défense de la patrie qui obsède aujourd'hui nos parlementaires et nos journalistes est une pure fiction qui empêche toute saisie d'ensemble de la situation historique dans son contexte mondial. L'élément déterminant quant à la nature de la guerre, c'est la nature historique de la société contemporaine et de son organisation militaire, et non pas les déclarations solennelles ni même les intentions sincères des « dirigeants » politiques.

Le schéma d'une pure « guerre de défense nationale » pouvait peut-être à première vue s'appliquer à un pays comme la Suisse. Mais, comme par hasard, il se fait que la Suisse n'est pas un État national et que, de plus, elle n'est pas représentative des États actuels. Sa « neutralité » et le luxe de sa milice ne

sont précisément que des produits négatifs de l'état de guerre latent des grandes puissances militaires qui l'entourent et ils ne seront durables qu'aussi longtemps qu'elle pourra s'accommoder de cette situation. Une telle neutralité est foulée aux pieds en un clin d'œil par les bottes de l'impérialisme, au cours d'une guerre mondiale : c'est ce dont témoigne le sort de la Belgique. Ici, nous en arrivons tout spécialement à la situation des petits États. Le cas de la Serbie constitue aujourd'hui le meilleur moyen de mettre à l'épreuve le mythe de la « guerre nationale ». S'il est un État qui a pour lui le droit à la défense nationale d'après tous les indices formels extérieurs, c'est bien la Serbie. Privée de son unité nationale par les annexions de l'Autriche, menacée par l'Autriche dans son existence nationale, acculée à la guerre par l'Autriche, la Serbie mène une véritable guerre de défense nationale pour sauvegarder son existence et sa liberté. Si la position du groupe social-démocrate allemand est juste, alors les sociaux-démocrates serbes qui ont protesté contre la guerre devant le parlement de Belgrade et qui ont refusé les crédits de guerre sont tout simplement des traîtres : ils auraient trahi les intérêts vitaux de leur propre pays. En réalité, les Serbes Lapstewitch et Kazlerowitch ne sont pas seulement entrés en lettres d'or dans l'histoire du socialisme international, mais ont fait preuve d'une pénétrante vision historique des circonstances réelles de la guerre, et par là ils ont rendu un service à leur pays et à l'instruction de leur peuple. Formellement, la Serbie mène sans nul doute une guerre de défense nationale. Mais les tendances de sa monarchie et de ses classes dirigeantes vont dans le sens de l'expansion, comme les tendances des classes dirigeantes de tous les États actuels, sans tenir compte des frontières nationales, et prennent par là un caractère agressif. Il en est ainsi pour la tendance de la Serbie vers la Côte Adriatique, où elle a vidé avec l'Italie un véritable différend impérialiste sur le dos des Albanais, et dont l'issue se décida finalement en dehors de la Serbie, entre les grandes puissances. Cependant, le point capital est le suivant : derrière l'impérialisme serbe, on trouve l'impérialisme russe. La Serbie elle-même n'est qu'un pion sur le grand échiquier de la politique mondiale et toute analyse de l'attitude de la Serbie face à la guerre qui ne tient pas compte de tout ce contexte et de l'arrière-plan politique général n'est bâtie que sur du sable.

Ceci concerne également la dernière guerre des Balkans. Si on considère les choses isolément et d'une manière formelle, les jeunes États balkaniques étaient historiquement dans leur bon droit, ils accomplissaient le vieux programme démocratique de l'État national. Cependant, replacés dans leur contexte historique réel qui a fait des Balkans le centre de la politique mondiale impérialiste, les guerres des Balkans n'étaient objectivement qu'un détail du tableau d'ensemble des hostilités, un maillon de la chaîne fatidique des événements qui ont conduit à la guerre mondiale avec une fatale nécessité. La social-démocratie internationale a réservé à Bâle aux socialistes des pays balkaniques l'ovation la plus chaleureuse pour leur refus de toute collaboration morale ou politique à la guerre des Balkans et pour avoir démasqué le vrai visage de cette

guerre par là, elle a condamné par avance l'attitude des socialistes allemands et français dans la guerre actuelle.

Tous les petits États se trouvent cependant aujourd'hui dans la même situation que les États balkaniques ; ainsi, par exemple, la Hollande. « Quand le bateau coule, il faut avant tout songer à boucher les fuites. » De quoi pourrait-il s'agir en effet pour la petite Hollande, sinon tout simplement de défense nationale, de la défense de l'existence et de l'indépendance du pays ? Si on prend uniquement en considération les intentions du peuple hollandais, il ne serait question que de défense nationale. Mais la politique prolétarienne qui repose sur la connaissance historique ne peut tenir compte des intentions subjectives d'un pays particulier, elle doit se placer à un niveau international et s'orienter par rapport à la totalité de la situation de la politique mondiale. La Hollande, qu'elle le veuille ou non, n'est, elle aussi, qu'un petit rouage dans tout l'engrenage de la politique et de la diplomatie mondiales actuelles. Ceci apparaîtrait aussitôt d'une manière évidente au cas où la Hollande serait effectivement entraînée dans le Maelstrom de la guerre mondiale. Tout d'abord, ses adversaires chercheraient à frapper ses colonies ; la stratégie de la Hollande au cours de cette guerre aurait donc tout naturellement pour but la conservation de ses possessions actuelles, et la défense de l'indépendance nationale du peuple flamand de la mer du Nord déboucherait en fait sur la défense de son droit à dominer et à exploiter le peuple malais de l'archipel indonésien. Mais ce n'est pas tout : livré à lui-même, le militarisme hollandais se briserait comme une coquille de noix dans le tourbillon de la guerre mondiale ; la Hollande ferait aussitôt partie, qu'elle le veuille ou non, d'une des grandes associations d'États combattants, et de la sorte elle deviendrait aussi le support et l'instrument de tendances purement impérialistes.

Ainsi, c'est à chaque fois le cadre historique de l'impérialisme actuel qui détermine le caractère de la guerre pour chaque pays particulier, et ce cadre fait que, *de nos jours, les guerres de défense nationale ne sont absolument plus possibles.*

C'est ce qu'écrivait également Kautsky il y a quelques années à peine dans sa brochure *Patriotisme et social-démocratie* (Leipzig, 1907) :

« Si le patriotisme de la bourgeoisie et le patriotisme du prolétariat sont deux choses tout à fait différentes, et même opposées, il y a quand même des situations dans lesquelles ces deux sortes de patriotisme peuvent converger pour agir de concert, même dans le cas d'une guerre. La bourgeoisie et le prolétariat d'une nation sont l'un comme l'autre intéressés à son indépendance et à son autonomie, ils veulent tous deux l'élimination et l'éloignement de toute sorte d'oppression et d'exploitation par une nation étrangère ; au cours des luttes nationales naissant de pareilles aspirations, le patriotisme du prolétariat s'est toujours uni à celui de la bourgeoisie. Depuis lors, cependant, le prolétariat est devenu une force qui, chaque fois que l'État subit un grand ébranlement, se montre dangereuse pour les classes diri-

geantes ; depuis lors, à la fin de toute guerre, la révolution menace, comme l'ont montré la Commune de Paris et le terrorisme russe après la guerre russo-turque ; et depuis lors, même la bourgeoisie des nations qui ne sont pas du tout ou trop peu indépendantes et unifiées a effectivement abandonné ses buts nationaux lorsqu'ils ne pouvaient être atteints que par le renversement du gouvernement, car elle déteste et redoute la révolution plus qu'elle n'aime l'indépendance et la grandeur de la nation. C'est pourquoi elle renonce à l'indépendance de la Pologne et laisse subsister des formes d'États aussi antédiluviens que l'Autriche et la Turquie, qui, il y a une génération déjà, semblaient destinés à disparaître. De ce fait, les problèmes nationaux qui, aujourd'hui encore, ne peuvent être résolus que par la guerre ou la révolution ne pourront désormais trouver une solution qu'après la victoire préalable du prolétariat. Car ils prendront aussitôt, en raison de la solidarité internationale, une toute autre forme aujourd'hui, dans la société de l'exportation et de l'oppression. Le prolétariat des États capitalistes n'aura plus à s'occuper comme aujourd'hui de ses luttes pratiques, il pourra consacrer toutes ses forces à d'autres tâches. » (pp. 12-14.)

« Entre-temps, il devient de moins en moins vraisemblable que le patriotisme prolétaire et le patriotisme bourgeois puissent encore s'unir pour défendre la liberté de leur pays. » La bourgeoisie française, dit-il, s'est unie au tsarisme. La Russie n'est plus un danger pour la liberté de l'Europe occidentale, parce que affaiblie par la révolution. « Dans ces conditions, on ne doit plus s'attendre à assister encore à une guerre de défense nationale au cours de laquelle le patriotisme prolétarien et le patriotisme bourgeois pourraient s'allier. » (p. 16.)

« Nous avons vu précédemment qu'avaient cessé les oppositions qui, au XIXe siècle encore, pouvaient obliger bien des peuples libres à entrer en conflit armé avec leurs voisins, nous avons vu que le militarisme actuel ne servait plus du tout la défense des intérêts essentiels du peuple, mais seulement du profit ; qu'il ne contribuait plus à maintenir l'indépendance et l'intégrité nationales qui ne sont menacées par personne, mais seulement à conserver et à étendre les conquêtes d'outre-mer qui favorisent uniquement le profit capitaliste. Les oppositions actuelles entre les États ne permirent plus de mener une guerre à laquelle le patriotisme prolétarien ne devrait pas s'opposer de la manière la plus catégorique. » (p. 23.)

Que résulte-t-il de tout cela en ce qui concerne l'attitude pratique de la social-démocratie dans la guerre actuelle ? Devait-elle déclarer : puisque cette guerre est une guerre impérialiste, puisque l'Etat dans lequel nous vivons ne répond pas au droit socialiste de libre disposition, ni à l'idéal national, nous ne nous en soucions pas, nous l'abandonnons à l'ennemi ? Jamais l'attitude passive du laisser faire, laisser passer ne peut être la ligne de conduite d'un parti révolutionnaire comme la social-démocratie. Le rôle de la social-démocratie, ce n'est pas de se placer sous le commandement des classes dirigeantes pour défendre la société de classe existante, ni de rester silencieusement à l'écart en attendant que la tourmente soit passée, mais bien de suivre une politique de classe indépendante qui, dans chaque grande crise de la société bourgeoise, aiguillonne les classes dirigeantes à aller de l'avant et, par là, chasse la crise :

voilà son rôle, en tant qu'avant-garde du prolétariat en lutte. Au lieu de draper la guerre impérialiste dans le vote fallacieux de la défense nationale, il s'agissait précisément de prendre au sérieux le droit de libre disposition des peuples et la défense nationale, de s'en servir comme de leviers révolutionnaires, et de les retourner contre la guerre impérialiste. L'exigence la plus élémentaire de la défense de la nation est que la nation prenne elle-même sa défense en main. La première étape dans cette direction est : la milice, à savoir : pas seulement l'armement immédiat de tous les hommes adultes, mais avant tout aussi la possibilité pour le peuple de décider de la guerre et de la paix, et encore le rétablissement immédiat de tous les droits politiques, car la plus grande liberté politique est le fondement indispensable de la défense nationale populaire. Proclamer ces véritables mesures de défense nationale et exiger leur application, c'était là la première tâche de la social-démocratie. Pendant quarante ans, nous avons expliqué aux classes dirigeantes et aux masses populaires que seule la milice était à même de défendre réellement la patrie et de la rendre invincible. Et voilà qu'au moment où arrivait la première grande épreuve, nous avons, comme si c'était l'évidence même, abandonné la défense du pays à l'armée permanente, cette chair à canon sous la férule des classes dirigeantes. Visible-ment, nos parlementaires n'ont même pas remarqué qu'en accompagnant de leurs « vœux ardents » cette chair à canon qui partait au front et en reconnaissant qu'elle était la véritable défense de la patrie, en admettant sans aucun commentaire que l'armée royale prussienne permanente était sa sauvegarde à l'heure de la plus grande détresse, ils laissaient froidement tomber le point capital de notre programme politique : la milice, qu'ils réduisaient à néant la signification de quarante ans d'agitation sur la question de la milice, qu'ils en faisaient une fumisterie utopique que personne ne prendra plus jamais au sérieux³⁹⁷.

Les maîtres du prolétariat international comprenaient autrement la défense de la patrie. Lorsque le prolétariat prit le pouvoir en 1871 dans la ville de Paris assiégée par les Prussiens, Marx commentait ainsi avec enthousiasme son action :

³⁹⁷ « Si malgré tout le groupe parlementaire social-démocrate a voté à l'unanimité les crédits de guerre - écrivait l'organe du parti à Munich, le 6 août -, s'il a accompagné de ses vœux ardents tous ceux qui s'en allaient défendre le Reich allemand, ce n'était pas de sa part une " manœuvre tactique ", c'était la conséquence tout à fait naturelle de l'attitude d'un parti qui a toujours été prêt à confier la défense du pays à une armée populaire pour remplacer un système qui lui paraissait refléter la domination de classe plutôt que la volonté de la nation de se défendre contre des attaques insolentes. »

Paraissait !... Dans le *Neue Zeit*, la guerre actuelle est même directement érigée en « guerre populaire », l'armée permanente en « armée populaire » (voir n° 20 et 23 de août-septembre 1914). L'écrivain militaire social-démocrate Hugo Schulz, dans un compte rendu de guerre du 24 août 1914, fait l'éloge du « puissant esprit de milice » qui « anime » l'armée habsbourgeoise !...

« Paris, siège central de l'ancien pouvoir gouvernemental, et, en même temps, forteresse sociale de la classe ouvrière française, avait pris les armes contre la tentative faite par Thiers et ses ruraux pour restaurer et perpétuer cet ancien pouvoir gouvernemental que leur avait légué l'Empire. Paris pouvait seulement résister parce que, du fait du siège, il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers. C'est cet état de fait qu'il s'agissait maintenant de transformer en une institution durable. Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes. [...] Si la Commune était donc la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française, et par suite le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier, et, à ce titre, en sa qualité de champion audacieux de l'émancipation du travail, internationale au plein sens du terme. Sous les yeux de l'armée prussienne qui avait annexé à l'Allemagne deux provinces françaises, la Commune annexait à la France les travailleurs du monde entier. » (*Adresse du Conseil général de l'Internationale*)

Et comment nos vieux maîtres concevaient-ils le rôle de la social-démocratie dans une guerre comme celle que nous connaissons aujourd'hui ? Friedrich Engels décrivait comme suit les lignes fondamentales de la politique que le parti du prolétariat doit adopter dans une grande guerre :

« Une guerre où les Russes et les Français envahiraient l'Allemagne serait pour celle-ci un combat de vie ou de mort dans lequel elle ne pourrait assurer son existence nationale qu'en recourant aux mesures les plus révolutionnaires. Le gouvernement actuel, s'il n'y est pas forcé, ne déclenchera certes pas la révolution. Mais nous, nous avons un parti fort qui peut l'y forcer, ou le remplacer, s'il le faut : le parti social-démocrate. »

« Et nous n'avons pas oublié l'exemple prestigieux que nous a donné la France de 1793. Le jubilé du centenaire de 1793 approche. Si l'ardeur conquérante du tsarisme et l'impatience chauviniste de la bourgeoisie française devaient retarder l'avance victorieuse mais pacifique des sociaux-démocrates allemands, ceux-ci - soyez-en sûrs sont prêts à prouver au monde que les prolétaires allemands d'aujourd'hui ne sont pas indignes des sans-culottes et que 1893 peut être placé à côté de 1793. Et si les soldats étrangers mettent le pied en territoire allemand, ils seront accueillis par ces paroles de la Marseillaise : »

« Quoi, ces cohortes étrangères
Feraient la loi dans nos foyers ? »

En bref : la paix signifie la certitude de la victoire du parti social-démocrate allemand en dix ans environ. La guerre lui apportera soit la victoire en deux ou trois ans, soit la ruine complète pour quinze à vingt ans au moins. »

Lorsqu'il écrivait cela, Engels envisageait une tout autre situation que la situation actuelle. Il avait encore sous les yeux le vieil Empire tsariste, alors que nous, depuis lors, nous avons connu la grande Révolution russe. De plus, il songeait à une véritable guerre de défense nationale de l'Allemagne attaquée simultanément à l'est et à l'ouest. Enfin, il avait surestimé le degré d'évolution

de la situation en Allemagne et les perspectives d'une révolution sociale : les vrais militants ont souvent tendance à surestimer le rythme de l'évolution. Mais ce qui ressort en tout cas clairement de son analyse, c'est que par défense nationale dans le sens de la politique social-démocrate, Engels n'entendait pas le soutien du gouvernement des junkers prussiens et de son état-major, mais une action révolutionnaire qui suivrait l'exemple des jacobins français.

Oui, les sociaux-démocrates doivent défendre leur pays lors des grandes crises historiques. Et la lourde faute du groupe social-démocrate du Reichstag est d'avoir solennellement proclamé dans sa déclaration du 4 août 1914 : « A l'heure du danger, nous ne laisserons pas notre patrie sans défense », et d'avoir, dans le même temps, renié ses paroles. Il a laissé la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger. Car son premier devoir envers la patrie était à ce moment de lui montrer les dessous véritables de cette guerre impérialiste, de rompre le réseau de mensonges patriotiques et diplomatiques qui camouflait cet attentat contre la patrie ; de déclarer haut et clair que, dans cette guerre, la victoire et la défaite étaient également funestes pour le peuple allemand ; de résister jusqu'à la dernière extrémité à l'étranglement de la patrie au moyen de l'état de siège ; de proclamer la nécessité d'armer immédiatement le peuple et de le laisser décider lui-même la question de la guerre ou de la paix ; d'exiger avec la dernière énergie que la représentation populaire siège en permanence pendant toute la durée de la guerre pour assurer le contrôle vigilant de la représentation populaire sur le gouvernement et du peuple sur la représentation populaire ; d'exiger l'abolition immédiate de toutes les limitations des droits politiques, car seul un peuple libre peut défendre avec succès son pays ; d'opposer, enfin, au programme impérialiste de guerre - qui tend à la conservation de l'Autriche et de la Turquie, c'est-à-dire de la réaction en Europe et en Allemagne -, le vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, Engels et Lassalle : le mot d'ordre de la grande et indivisible République allemande. Tel est le drapeau qu'il fallait déployer devant le pays, qui aurait été véritablement national, véritablement libérateur, et qui aurait répondu aux meilleures traditions de l'Allemagne et de la politique de classe internationale du prolétariat.

La grande heure historique de la guerre mondiale réclamait manifestement une action politique résolue, une prise de position aux vues larges et étendues, une orientation supérieure du pays que seule la social-démocratie était appelée à proposer. Au lieu de cela, on assista à une faillite lamentable et sans exemple de la part de la représentation parlementaire de la classe ouvrière, qui avait la parole à ce moment. Par la faute de ses dirigeants, la social-démocratie n'a même pas suivi une fausse politique : elle n'a pas suivi de politique du tout, en tant que parti d'une classe doué de sa propre vision du monde, elle s'est mise complètement hors circuit ; elle a abandonné sans broncher le pays au sort redoutable de la guerre impérialiste et à la dictature du sabre et,

par-dessus le marché, elle a assumé la responsabilité de la guerre. La déclaration du groupe parlementaire dit qu'il a seulement voté en faveur des moyens nécessaires à la défense du pays, mais que, par contre, il décline la responsabilité de la guerre. Or, c'est précisément l'inverse qui est vrai. Les moyens nécessaires à cette « défense nationale », c'est-à-dire à la boucherie humaine déclenchée par l'impérialisme au moyen des armées de la monarchie militaire, la social-démocratie n'avait pas du tout besoin de les voter, car leur mise en oeuvre ne dépendait pas le moins du monde du vote des sociaux-démocrates : ceux-ci étaient en minorité face à la majorité compacte des trois quarts du Reichstag bourgeois. Par son vote spontané, le groupe social-démocrate n'a abouti qu'à une chose : à attester l'unité du peuple tout entier pendant la guerre, à proclamer l'Union sacrée, c'est-à-dire la suspension de la lutte de classes, l'interruption de la politique d'opposition de la social-démocratie au cours de la guerre, donc à assumer la coresponsabilité morale de la guerre. Par son vote spontané, elle a marqué cette guerre du sceau de la défense démocratique de la patrie, a contribué à tromper les masses sur les vraies conditions et les vraies tâches de la défense de la patrie et contresigné cette mystification.

Ainsi le grave dilemme : intérêts de la patrie et solidarité internationale du prolétariat, le conflit tragique qui a incité nos parlementaires à rallier « d'un cœur lourd » le camp de la guerre impérialiste, n'est que pure invention, une fiction nationaliste bourgeoise. Au contraire, entre les intérêts du pays et les intérêts de classe de l'Internationale prolétarienne, il existe aussi bien pendant la guerre que pendant la paix une parfaite harmonie : la guerre, comme la paix, exige le développement le plus intense de la lutte de classes et la défense la plus résolue du programme social-démocrate.

Mais que devait faire notre parti pour souligner son opposition à la guerre et ses exigences ? Devait-il proclamer la grève de masse ? Ou bien exhorter les soldats à refuser de servir ? C'est ainsi que l'on pose la question habituellement. Répondre oui à de telles questions serait tout aussi ridicule que si le parti se mettait à décréter : « Si la guerre éclate, alors nous faisons la révolution. » Les révolutions ne sont pas « faites », et les grands mouvements populaires ne sont pas mis en scène avec des recettes techniques qui sortiraient de la poche des dirigeants des instances du parti. De petits cercles de conspirateurs peuvent bien « préparer » un putsch pour un jour et une heure précis, ils peuvent au moment voulu donner le signal de l'« attaque » à quelques milliers de partisans. Mais dans les grands moments de l'histoire, les mouvements de masse ne sont pas dirigés par des moyens aussi primitifs. La grève de masse « la mieux préparée » peut dans certaines circonstances faire long feu lamentablement, juste au moment où un chef de parti lui donne « le signal », ou bien, après un premier élan, tomber à plat. Si de grandes manifestations populaires et des actions de masse ont effectivement lieu sous une forme ou une autre, ce qui en décide, c'est tout un ensemble de facteurs économiques, politiques et psy-

chiques, la tension des oppositions de classe à un moment donné, le degré de conscience et de combativité des masses tous facteurs imprévisibles qu'aucun parti ne peut produire artificiellement. C'est là toute la différence entre les grandes crises de l'histoire et les petites actions de parade qu'en période calme un parti bien discipliné peut exécuter délicatement sous la baguette de ses « instances ». L'heure historique exige à chaque fois les formes correspondantes du mouvement populaire et en crée elle-même de nouvelles et improvise des moyens de lutte inconnus jusque-là, trie et enrichit l'arsenal du peuple, insouciant de toutes les prescriptions des partis.

Ce que les dirigeants de la social-démocratie avaient à proposer en tant qu'avant-garde du prolétariat conscient, ce n'était donc pas des prescriptions et des recettes ridicules de nature technique, mais le mot d'ordre politique, la formulation claire des tâches et des intérêts politiques du prolétariat au cours de la guerre. Ce qu'on a dit de la grève de masse à propos de la révolution russe peut s'appliquer à tout mouvement de masse :

« S'il est donc vrai que c'est à la période révolutionnaire que revient la direction de la grève de masse au sens de l'initiative de son déclenchement et de la prise en charge des frais, il n'est pas moins vrai qu'en un tout autre sens la direction dans les grèves de masse revient à la social-démocratie et à ses organismes directeurs. Au lieu de se poser le problème de la technique et du mécanisme de la grève de masse, la social-démocratie est appelée, dans une période révolutionnaire, à en prendre la direction politique. La tâche la plus importante de " direction " dans la période de la grève de masse, consiste à donner le mot d'ordre de la lutte, à l'orienter, à régler la tactique de la lutte politique de telle manière qu'à chaque phase et à chaque instant du combat soit réalisée et mise en activité la totalité de la puissance du prolétariat déjà engagé et lancé dans la bataille et que cette puissance s'exprime par la position du parti dans la lutte ; il faut que la tactique de la social-démocratie ne se trouve jamais, quant à l'énergie et à la précision, au-dessous du niveau du rapport des forces en présence, mais que, au contraire, elle dépasse ce niveau ; alors, cette direction politique se transformera automatiquement en une certaine mesure en direction technique. Une tactique socialiste conséquente, résolue, allant de l'avant, provoque dans la masse un sentiment de sécurité, de confiance, de combativité ; une tactique hésitante, faible, fondée sur une sous-estimation des forces du prolétariat, paralyse et désoriente la masse. Dans le premier cas, les grèves de masse éclatent " spontanément " et toujours " en temps opportun " ; dans le deuxième cas, la direction du parti a beau appeler directement à la grève - c'est en vain³⁹⁸. »

La preuve qu'il ne s'agit pas de la forme extérieure, technique, de l'action, mais de son contenu politique, c'est par exemple le fait que la tribune du Parlement, cet endroit unique d'où on peut se faire entendre librement et avoir

³⁹⁸ R. Luxemburg, Grève de masses, parti et syndicats, Hamburg, 1907.

une audience internationale, pouvait dans ce cas-ci devenir un outil prodigieux de stimulation du peuple si elle avait été utilisée par les députés sociaux-démocrates dans le but de formuler d'une manière claire et distincte les intérêts, les tâches et les exigences de la classe ouvrière dans cette crise.

Et les masses auraient-elles soutenu ces mots d'ordre de la social-démocratie par leur attitude ? Personne ne peut le dire dans le feu de l'action. Mais ce n'est pas du tout le point décisif. « Avec confiance », nos parlementaires ont bien laissé partir en guerre les généraux de l'armée prusso-allemande, sans exiger de leur part l'assurance qu'ils seraient vainqueurs et que la possibilité d'une défaite était exclue. Ce qui vaut pour les armées militaires vaut aussi pour les armées révolutionnaires : elles engagent le combat là où il se présente sans réclamer au préalable la certitude de la réussite. Dans le pire des cas, la voix du parti serait restée au début sans effet visible. Et l'attitude virile de notre parti lui aurait vraisemblablement valu les plus grandes persécutions comme c'avait été le cas en 1870 pour Bebel et Liebknecht. « Mais qu'est-ce que cela peut faire ? » - disait très simplement Ignaz Auer en 1895 dans son discours sur les Fêtes de Sedan - « un parti qui veut conquérir le monde doit maintenir bien haut ses principes, sans tenir compte des dangers que cela implique ; il serait perdu s'il agissait autrement ! »

« Il n'est jamais facile de nager à contre-courant - écrivait le vieux Liebknecht - et lorsque le courant se précipite avec la vitesse et la masse impétueuse d'un Niagara, alors c'est encore moins une sinécure. »

« Les camarades les plus âgés ont encore en mémoire la haine des socialistes dans l'année de la plus grande honte nationale : de la honte de la Loi des socialistes - 1878. Des millions de gens voyaient alors en tout social-démocrate un meurtrier et un criminel de droit commun, et, en 1870, un traître à la patrie et un ennemi mortel. De telles explosions de l'"âme du peuple" ont, par leur force élémentaire monstrueuse, quelque chose de déconcertant, de stupéfiant, d'oppressant. On se sent impuissant devant une puissance supérieure, une force majeure excluant toute hésitation. On n'a aucun adversaire saisissable. C'est comme une épidémie : elle est dans les hommes, dans l'air, partout. »

« L'explosion de 1878 n'était cependant pas comparable en force et en sauvagerie à celle de 1870. Pas seulement l'ouragan de passion humaine qui plie, abat, détruit tout ce qu'il saisit, mais encore la machinerie redoutable du militarisme fonctionnant à plein rendement - et nous entre les rouages de fer qui mugissaient tout autour et dont le contact était synonyme de mort, et entre les bras de fer qui sifflaient tout autour de nous et pouvaient à tout instant nous saisir. A côté de la force élémentaire des esprits déchaînés, le mécanisme le plus complet de l'art du meurtre que le monde ait jamais connu. Et tout cela dans le mouvement le plus effréné - toutes les chaudières prêtes à exploser. Où reste alors la force individuelle, la volonté individuelle ? Surtout si on sait qu'on fait partie d'une minorité, et si on n'a même plus un point d'appui sûr dans le peuple.»

« Notre parti était encore en formation. Nous étions soumis à l'épreuve la plus difficile qui se puisse concevoir, avant que l'organisation nécessaire ne soit créée. Lorsque vint la haine des socialistes, l'année de l'ignominie pour nos ennemis, l'année de la gloire pour la social-démocratie, nous avions déjà une organisation si forte et si ramifiée que chacun était réconforté par la conscience d'un appui puissant et que personne de sensé ne pouvait croire que le parti pût succomber. »

« Ce n'était donc pas une sinécure, alors, de nager à contre-courant. Mais qu'y avait-il à faire ? Ce qui devait être, devait être. Cela voulait dire : serrer les dents et, quoi qu'il advienne, laisser venir. Ce n'était pas le moment d'avoir peur... Or, Bebel et moi... nous ne nous occupions pas un seul instant des avertissements. Nous ne pouvions pas battre en retraite, nous devions rester à notre poste, advienne que pourra. »

Ils restèrent à leur poste, et la social-démocratie allemande s'est nourrie pendant quarante ans de la force morale dont elle avait fait preuve alors contre un monde d'ennemis.

C'est ainsi que cela se serait aussi passé cette fois-ci. Au début, le seul résultat aurait peut-être été que l'honneur du prolétariat allemand aurait été sauf, que les milliers et les milliers de prolétaires qui périssent maintenant dans les tranchées, le jour, la nuit et dans le brouillard, ne seraient pas morts dans un désarroi spirituel accablant, mais en gardant à l'esprit cette faible lueur d'espoir : ce qui leur était le plus cher au monde, la social-démocratie internationale, libératrice des peuples, n'était pas une illusion. Mais déjà la voix courageuse de notre parti aurait eu pour effet de tempérer fortement l'ivresse chauvine et l'inconscience de la foule, elle aurait gardé du délire les cercles populaires les plus éclairés, elle aurait contrecarré le travail d'intoxication et d'abrutissement du peuple par les impérialistes. Et précisément, la croisade contre la social-démocrate aurait rapidement dégrisé les masses populaires. Par la suite, à mesure que les hommes de tous les pays sont pris d'un sentiment de nausée devant cette boucherie humaine lugubre et interminable, où le caractère impérialiste de la guerre se trahit de plus en plus, où le tohubohu de la spéculation sanguinaire devient de plus en plus insolent tout ce qu'il y a de vivant, de sincère, d'humain et de progressiste se rassemblerait autour du drapeau de la social-démocratie. Et surtout, dans le tourbillon, la ruine et la débâcle, la social-démocratie, comme un rocher au milieu de la mer mugissante, serait restée le grand phare de l'Internationale sur lequel tous les autres partis ouvriers se seraient bien-tôt orientés. L'énorme autorité morale dont jouissait la social-démocratie allemande dans tout le monde prolétaire jusqu'au 4 août 1914 aurait sans aucun doute provoqué rapidement un changement au milieu de cette confusion générale. Par là, l'atmosphère favorable à la paix et la pression des masses populaires en vue de la paix auraient été renforcées dans tous les pays, la fin de ce meurtre de masse aurait été accélérée, les guerres mondiales sous la direction de l'Angleterre seraient réduites le lendemain en raison du nombre de ses victimes. Le prolétariat allemand serait resté la sentinelle vigilante du so-

cialisme et de la libération de l'humanité - et cela, c'était bien un acte patriotique qui n'était pas indigne des disciples de Marx, Engels et Lassalle.

La lutte contre l'Impérialisme

Malgré la dictature militaire et la censure de la presse, malgré la faillite de la social-démocratie, malgré la guerre fratricide, la lutte des classes ressort avec une force élémentaire de l'« Union sacrée » et la solidarité internationale des ouvriers surgit des vapeurs sanglantes des champs de bataille. Non pas dans les tentatives faiblardes pour galvaniser artificiellement la vieille Internationale, non pas dans les promesses qui sont renouvelées par-ci, par-là de faire à nouveau cause commune aussitôt que la guerre sera terminée. Non, c'est maintenant, pendant la guerre, et à partir de la guerre, qu'apparaît à nouveau, avec une force et une importance toutes nouvelles, le fait que les prolétaires de tous les pays ont un seul et même intérêt. La guerre mondiale réfute elle-même la mystification à laquelle elle avait donné lieu.

Victoire ou défaite ? Tel est le mot d'ordre lancé par le militarisme dominant dans chacun des pays belligérants, et auquel les dirigeants sociaux-démocrates ont fait chorus. Pour les prolétaires d'Allemagne, de France, d'Angleterre et de Russie de même que pour les classes dirigeantes de ces pays, tout devrait être suspendu à l'alternative de la victoire ou de la défaite sur les champs de bataille. Aussitôt que les canons se mettent à tonner, le prolétariat de chaque pays devrait être intéressé à sa victoire et à la défaite des autres pays. Voyons donc ce que la guerre peut apporter au prolétariat.

D'après la version officielle reprise telle quelle par les leaders de la social-démocratie, la victoire représente pour l'Allemagne la perspective d'un essor économique illimité et sans obstacle, et la défaite, au contraire, la menace d'une ruine économique. Cette conception s'appuie à peu près sur le schéma de la guerre de 1870. Or, la prospérité que connut l'Allemagne après la guerre de 1870 ne résultait pas de la guerre, mais bien de l'unification politique, même si celle-ci n'avait que la forme rabougrie de l'Empire allemand créé par Bismarck. L'essor économique découla de l'unification politique malgré la guerre et malgré les nombreux obstacles réactionnaires qu'elle entraîna. L'effet propre de la guerre victorieuse, ce fut de consolider la monarchie militaire de l'Allemagne et le régime des junkers prussiens, alors que la défaite de la France avait contribué à liquider l'Empire et à instaurer la République. Mais aujourd'hui il en va autrement dans tous les États impliqués. Aujourd'hui la guerre ne fonctionne plus comme une méthode dynamique susceptible de procurer au jeune capitalisme naissant les conditions politiques indispensables de son épanouissement « national ». A la rigueur peut-on admettre que la guerre possède ce caractère en Serbie, et seulement si on la considère isolément. Réduite à son sens historique objectif, la guerre mondiale actuelle est d'un point de vue général, une lutte de concurrence d'un capitalisme déjà parvenu à sa pleine maturité, pour la souveraineté mondiale et pour l'exploitation des dernières zones du monde restées non capitalistes. C'est pourquoi on assiste à un changement complet dans

le caractère de la guerre elle-même et de ses effets. Le degré élevé du développement économique de la production capitaliste se manifeste aussi bien dans le niveau extraordinairement élevé de la technique c'est-à-dire de la puissance de destruction des armements de guerre, que dans son niveau approximativement égal pour tous les pays belligérants. L'organisation internationale de l'industrie de guerre se reflète actuellement dans l'équilibre des forces qui se rétablit sans cesse à travers les décisions et les hésitations partielles de la balance, et qui diffère sans cesse une décision générale. A son tour, l'indécision des opérations militaires a pour conséquence que de nouveaux effectifs sont constamment envoyés au feu : aussi bien de nouvelles masses de population dans les pays belligérants que de nouveaux pays qui étaient restés neutres jusque-là. La guerre trouve partout à profusion de nouveaux désirs impérialistes et de nouveaux conflits à exploiter, elle en crée elle-même de nouveaux et ainsi elle se propage et fait boule de neige. Mais plus il y a de masses colossales de population et de pays qui sont entraînés dans la guerre, et plus sa durée se prolonge. Tout cela ensemble fait qu'avant même qu'intervienne une décision militaire, la guerre produit un phénomène que les guerres précédentes des temps modernes n'ont pas connu : la ruine économique de tous les pays qui y prennent part et même d'une manière croissante des pays qui sont formellement non impliqués. A mesure que la guerre se prolonge, ce phénomène se confirme et se renforce : à chaque mois qui passe, la possibilité de récolter les fruits d'une victoire militaire s'éloigne encore de dix ans. Ni la victoire ni la défaite ne peuvent en fin de compte rien changer à ce phénomène, qui rend au contraire tout à fait douteuse une décision purement militaire : il est de plus en plus vraisemblable que la guerre s'achèvera finalement par l'épuisement extrême de tous les adversaires. Dans ces conditions, si l'Allemagne devait sortir victorieuse de la guerre - même si les fauteurs de guerre impérialistes accomplissaient leurs rêves ambitieux, s'ils réussissaient à poursuivre le massacre jusqu'à l'élimination complète de tous leurs adversaires -, elle ne remporterait qu'une victoire à la Pyrrhus. Elle aurait pour trophées : l'annexion de quelques territoires dépeuplés et réduits à la mendicité et, chez elle, le spectre ricanant de la ruine qui surviendra lorsque auront disparu le carton-pâte d'une économie financière soutenue par les emprunts de guerre et les villages de Potemkine du « bien-être inébranlable du peuple » maintenus en activité par les livraisons de guerre. Il crève les yeux que même l'État le plus victorieux ne peut espérer réparer, si peu que ce soit, avec les indemnités de guerre, les dégâts subis pendant la guerre. En guise de compensation et pour compléter sa « victoire », l'Allemagne assisterait à la ruine peut-être plus grande encore du camp opposé, de la France et de l'Angleterre, c'est-à-dire des pays avec lesquels elle est le plus étroitement liée du point de vue économique, son renouveau économique dépendant en grande partie de leur propre prospérité. C'est dans ce cadre qu'après la guerre - une guerre « victorieuse », bien entendu - il s'agira pour le peuple allemand de payer après coup la note des frais de guerre que les parlementaires patriotes ont

« approuvés » par avance, c'est-à-dire de supporter à la fois la charge d'une série interminable d'impôts et le poids d'une réaction militaire renforcée : voilà quel sera le seul fruit durable et tangible de sa « victoire ».

Si on cherche maintenant à se représenter les pires conséquences d'une défaite, on constate qu'à l'exception des annexions impérialistes elles ressemblent trait pour trait à l'ensemble des conséquences qui résulteraient inéluctablement d'une victoire : c'est que les effets de la guerre elle-même sont si profonds et si étendus que son issue militaire ne peut y changer grand-chose.

Imaginons néanmoins un instant que l'État victorieux entende malgré tout se décharger du plus gros de la ruine et en accabler son adversaire vaincu, et qu'il étrangle son développement économique par des entraves de toutes sortes. La classe ouvrière allemande peut-elle après la guerre aller de l'avant avec succès si l'action syndicale des ouvriers français, anglais, belges et italiens est entravée par un dépérissement économique ? Jusqu'en 1870, le mouvement ouvrier progressait encore indépendamment dans chaque pays, et les décisions tombaient dans des villes isolées. C'est sur le pavé de Paris que se sont livrées et décidées les batailles du prolétariat. Mais le mouvement ouvrier actuel, avec sa lutte quotidienne laborieuse et mesurée et son organisation de masse, est fondé sur la coopération de tous les pays qui connaissent la production capitaliste. S'il est vrai que la cause ouvrière ne peut prospérer que sur la base d'une vie économique saine et vigoureuse, alors cela ne vaut pas seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, l'Angleterre, la Belgique, la Russie, l'Italie. Et si le mouvement ouvrier stagne dans tous les États capitalistes d'Europe, si on y trouve partout des salaires bas, des syndicats faibles et peu de résistance de la part des exploités, alors il est impossible que le mouvement syndical soit florissant en Allemagne. A ce point de vue, le dommage est en fin de compte exactement le même pour la lutte économique du prolétariat si le capitalisme allemand se renforce aux dépens du capitalisme français ou si le capitalisme anglais se renforce aux dépens du capitalisme allemand.

Mais tournons-nous vers les conséquences politiques de la guerre. Ici, on devrait pouvoir trancher plus facilement que dans le domaine économique. Depuis toujours, les sympathies et le soutien des socialistes sont allés à celui des belligérants qui combattait pour le progrès historique et contre la réaction. Dans la guerre mondiale actuelle, quel camp représente le progrès et quel camp la réaction ? Il est clair qu'on ne peut juger de cette question d'après les étiquettes extérieures des États belligérants, telles que « démocratie » ou « absolutisme », mais uniquement d'après les tendances objectives de la position adoptée par chaque camp dans la politique mondiale. Avant de pouvoir juger de ce qu'une victoire allemande peut apporter au prolétariat allemand, nous devons envisager les conséquences qu'elle aurait sur la configuration d'ensemble de la situation politique en Europe. La victoire nette de l'Allemagne aurait comme première conséquence l'annexion de la Belgique et probablement aussi

de quelques morceaux de territoires à l'Est et à l'Ouest et d'une partie des colonies françaises ; elle permettrait en même temps la conservation de la monarchie habsbourgeoise qui s'enrichirait de nouveaux territoires, et enfin la conservation de l'« intégrité » fictive de la Turquie sous protectorat allemand, c'est-à-dire pratiquement la transformation immédiate de l'Asie mineure et de la Mésopotamie en provinces allemandes, sous une forme ou une autre. La deuxième conséquence, ce serait l'hégémonie militaire et économique effective de l'Allemagne en Europe. S'il faut s'attendre à ce qu'une victoire nette de l'Allemagne produise tous ces résultats, ce n'est pas parce qu'ils correspondent aux souhaits des braillards impérialistes au cours de la guerre actuelle, mais bien parce qu'ils découlent inévitablement de la position adoptée par l'Allemagne dans la politique mondiale, des oppositions avec l'Angleterre, la France et la Russie dans lesquelles l'Allemagne est prise et qui au cours de la guerre se sont développées bien au-delà de leurs dimensions initiales. Il suffit cependant de se représenter ces résultats pour comprendre qu'en aucun cas ils ne pourraient donner lieu à un équilibre stable de la politique mondiale. Malgré la ruine qu'aura représentée la guerre pour tous les pays impliqués et plus encore peut-être pour les vaincus, le lendemain même de la conclusion de la paix, des préparatifs en vue d'une nouvelle guerre mondiale commenceront à se faire sous la direction de l'Angleterre, pour secouer le joug du militarisme prusso-allemand qui devrait peser sur l'Europe et l'Asie. Une victoire de l'Allemagne ne serait donc qu'un prélude à une deuxième guerre mondiale qui surviendrait aussitôt après, et de ce fait, ne serait que le point de départ à de nouveaux préparatifs militaires fiévreux ainsi qu'au déchaînement de la réaction la plus noire dans tous les pays, mais en premier lieu en Allemagne même. D'autre part, la victoire de l'Angleterre et de la France conduirait, très vraisemblablement, à la perte pour l'Allemagne d'une partie au moins de ses colonies et de sa métropole et à coup sûr à la faillite de la position de l'impérialisme allemand dans la politique mondiale. Ce qui signifie : le morcellement de l'Autriche-Hongrie et la liquidation complète de la Turquie. Ces deux États sont maintenant des produits si archi-réactionnaires, et leur chute correspond à ce point aux exigences de l'évolution du progrès, que, dans le cadre concret actuel de la politique mondiale, la chute de la monarchie habsbourgeoise et de la Turquie ne pourrait aboutir à rien d'autre qu'à la distribution de leurs territoires et de leurs populations entre la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie. Cette redistribution géographique de grande envergure et ce réajustement des forces dans les Balkans et dans la Méditerranée se prolongerait inévitablement en Asie par la liquidation de la Perse et par un nouveau démantèlement de la Chine. Par là, le conflit anglo-russe et le conflit anglo-japonais passeraient à l'avant-plan de la politique mondiale, ce qui, aussitôt après la liquidation de la guerre mondiale actuelle, entraînerait peut-être une nouvelle guerre mondiale dont l'enjeu pourrait être Constantinople, et ce qui ferait en tout cas de cette guerre une perspective ultérieure inévitable. De ce côté, la victoire conduirait donc aussi à de nouveaux

préparatifs militaires fiévreux dans tous les Etats - l'Allemagne vaincue prenant évidemment la tête des opérations - et par là ouvrirait une ère de domination incontestée du militarisme et de la réaction dans l'Europe entière, avec comme but final une nouvelle guerre mondiale.

Ainsi, si dans la guerre actuelle elle doit prendre position pour l'un ou l'autre des deux camps au point de vue du progrès et de la démocratie, en considérant globalement la politique mondiale et ses perspectives futures, la politique prolétarienne est, somme toute, coincée entre Charybde et Scylla, et la question : victoire ou défaite revient dans ces conditions, pour la classe ouvrière européenne, tant sur le plan politique que sur le plan économique, à un choix désespéré entre deux malheurs. Ce n'est donc qu'une funeste illusion de la part des socialistes français que de s'imaginer qu'en écrasant l'Allemagne par les armes ils vont frapper le militarisme ou même l'impérialisme en plein cœur et ouvrir la voie à la démocratie pacifique dans le monde. Tout au contraire : quel que soit le vainqueur de la guerre, l'impérialisme et son serviteur le militarisme y trouveront largement leur compte, sauf dans un cas : si, par son intervention révolutionnaire, le prolétariat vient brouiller leurs comptes.

En effet, la leçon la plus importante que la politique du prolétariat doit tirer de la guerre actuelle, c'est l'absolue certitude que ni en Allemagne, ni en France, ni en Angleterre, ni en Russie, le prolétariat ne peut faire sien le mot d'ordre : **victoire ou défaite**, un mot d'ordre qui n'a de sens véritable que pour l'impérialisme et qui, dans chaque grand État, équivaut à la question : renforcement ou perte de sa puissance dans la politique mondiale, de ses annexions, de ses colonies et de sa prédominance militaire. Si on considère la situation actuelle globalement, la victoire ou la défaite de chacun des deux camps est tout aussi funeste pour le prolétariat européen, de son point de vue de classe. C'est la **guerre** elle-même, et quelle que soit son issue militaire, qui représente pour le prolétariat européen la plus grande défaite concevable, et c'est l'élimination de la guerre et la paix imposée aussi rapidement que possible par la lutte internationale du prolétariat qui peuvent apporter la seule victoire à la cause prolétarienne. Et c'est uniquement cette victoire qui permettra de sauver réellement la Belgique et la démocratie européenne.

Dans la guerre actuelle, le prolétariat conscient ne peut identifier sa propre cause à aucun des deux camps. En résulte-t-il que la politique du prolétariat exige le maintien du statu quo ? Que nous n'ayons d'autre programme d'action que ce vœux : que subsiste l'ancien état de choses, que tout reste comme avant la guerre ? D'abord nous ne saurions jamais tenir pour idéal l'état de choses existant qui d'ailleurs ne résulte nullement de la libre détermination des peuples ; qui plus est, on ne peut plus en revenir à l'état de choses ancien parce qu'il n'existe plus, même si venaient à subsister les actuelles frontières entre les États. Même avant d'avoir épuisé toutes ses conséquences, la guerre a amené un changement si considérable dans les rapports de force et dans l'éva-

luation des forces antagonistes, dans les alliances et les oppositions politiques, elle a si radicalement modifié les relations des États entre eux et des classes à l'intérieur de la société, elle a anéanti tant de vieilles illusions et de vieilles lunes, créé tant de nouvelles urgences et de nouvelles tâches, que le retour à la vieille Europe telle qu'elle existait avant le 4 août 1914 est tout à fait exclu, tout comme il est impossible de retourner à la situation qui avait précédé une révolution, même lorsque cette révolution a été écrasée. D'ailleurs, la politique du prolétariat ne connaît pas de « retour en arrière », elle ne peut qu'aller de l'avant, il lui faut toujours aller au-delà de ce qui existe, dépasser ce qui vient d'être créé. C'est en ce sens seulement qu'il peut opposer sa propre politique à celle de chacun des deux camps impérialistes en guerre.

Mais pour les partis sociaux-démocrates, cette politique ne saurait consister à se retrouver dans des conférences internationales pour élaborer à qui-mieux-mieux des projets, chacun pour soi ou tous ensemble, et pour inventer des recettes subtiles à l'usage de la diplomatie bourgeoise : il ne s'agit pas de lui expliquer comment elle doit conclure la paix pour permettre à l'avenir une évolution pacifique et démocratique. Toutes les revendications qui tendent par exemple à un « désarmement » total ou partiel, à l'abolition de la diplomatie secrète, au démembrement de tous les grands États en vue de créer des petits États nationaux, et tutti quanti, relèvent toutes sans exception de l'utopie, tant que la classe capitaliste tient les rênes en main ; d'autant plus que, étant donné l'orientation impérialiste actuelle, la bourgeoisie ne saurait renoncer au militarisme, à la diplomatie secrète, au grand État multinational centralisé puisque aussi bien tous ces postulats reviennent au fond, si l'on veut être conséquent, à cette simple « exigence » l'abolition de l'État de classe capitaliste. La politique du prolétariat ne peut reconquérir la place qui lui revient en donnant des conseils utopiques ou en élaborant des projets qui permettraient, au moyen de réformes partielles, d'adoucir, de dompter, de modérer l'impérialisme dans le cadre de l'État bourgeois. Le problème réel que pose aux partis socialistes cette guerre mondiale, et de la solution duquel dépendent les destins du mouvement ouvrier, c'est la **capacité d'action des masses prolétariennes dans leur lutte contre l'impérialisme**. Ce qui manque au prolétariat international, ce ne sont pas des postulats, des programmes, des mots d'ordre, ce qui lui fait défaut ce sont des actions, une résistance efficace, la capacité d'attaquer l'impérialisme au moment opportun, dans la guerre justement, et de mettre en pratique le vieux mot d'ordre « guerre à la guerre ». C'est ici qu'il faut faire le saut, c'est ici que se situe le nœud gordien de la politique du prolétariat et de son avenir. Il est vrai que l'impérialisme, avec toute la violence brutale de sa politique et la chaîne ininterrompue de catastrophes sociales qu'il provoque, est une nécessité historique pour les classes dirigeantes du monde capitaliste moderne. Rien ne serait plus funeste pour le prolétariat que de garder encore la moindre illusion et le moindre espoir au sortir de la guerre actuelle quant à la possibilité d'une évolution idyllique et paisible du capitalisme. Mais la conclusion qui ré-

sulte pour la politique prolétarienne de la nécessité historique de l'impérialisme n'est pas qu'elle doit capituler devant l'impérialisme pour ronger ensuite à ses pieds l'os qu'il voudra bien lui jeter après sa victoire.

La dialectique de l'histoire progresse au milieu des contradictions et, avec chaque chose nécessaire, elle met au monde son contraire. La domination de classe bourgeoise est sans aucun doute une nécessité historique, mais le soulèvement contre elle de la classe ouvrière n'en est pas moins nécessaire. Le capitalisme est une nécessité historique, mais son fossoyeur aussi, le prolétariat socialiste ; la domination mondiale de l'impérialisme est une nécessité historique, mais également son renversement par l'Internationale prolétarienne. A chaque pas existent deux nécessités historiques qui se contestent l'une l'autre, et la nôtre, la nécessité du socialisme, a plus de souffle. Notre nécessité est pleinement justifiée dès le moment où l'autre, la domination de classe bourgeoise, cesse d'être porteuse de progrès historique et devient un carcan et un danger pour l'évolution ultérieure de la société. C'est précisément ce que la guerre actuelle a révélé à propos de l'ordre capitaliste.

La force impérialiste d'expansion du capitalisme qui marque son apogée et constitue son dernier stade a pour tendance, sur le plan économique, la métamorphose de la planète en un monde où règne le mode de production capitaliste, l'éviction de toutes les formes de production et de société périmées, pré-capitalistes, la transmutation de toutes les richesses de la terre et de tous les moyens de production en capital, tandis que les masses laborieuses de tous les pays sont transformées, elles, en esclaves salariés. En Afrique, en Asie, du cap Nord au cap Horn et à l'océan Pacifique, les derniers vestiges de communautés communistes primitives, de conditions de domination féodales, d'économies paysannes patriarcales, de productions artisanales séculaires sont anéantis, foulés aux pieds par le capitalisme qui extermine des peuples entiers et efface de la surface du globe des civilisations millénaires pour y substituer les moyens les plus modernes d'extorquer du profit. Cette marche triomphale au cours de laquelle le capitalisme fraie brutalement sa voie par tous les moyens : la violence, le pillage et l'infamie, possède un côté lumineux : elle a créé les conditions préliminaires à sa propre disparition définitive ; elle a mis en place la domination mondiale du capitalisme à laquelle seule la révolution mondiale du socialisme peut succéder. Tel était le seul aspect culturel et progressiste de ce que l'on a appelé la grande oeuvre civilisatrice du capitalisme dans les pays primitifs. Pour les économistes et les politiciens bourgeois libéraux, des chemins de fer, des allumettes suédoises, des canalisations de rue et des comptoirs de commerce représentent le « progrès » et la « civilisation ». Mais, en eux-mêmes, ces ouvrages greffés sur des conditions économiques primitives ne représentent ni le progrès, ni la civilisation, car ils sont vendus au prix de la ruine économique accélérée des pays où ils sont introduits, leurs peuples ayant à subir d'un seul coup la misère et l'épouvante de deux âges : celui des rapports de

domination de l'économie naturelle traditionnelle et celui de l'exploitation capitaliste la plus moderne et la plus raffinée. C'est seulement en tant que conditions préliminaires à la suppression de la domination du capital et à l'abolition de la société de classes que, dans un sens historique plus large, les ouvrages de la marche triomphale du capitalisme portaient la marque du progrès. C'est en ce sens que l'impérialisme, en dernière analyse, travaillait pour nous.

La guerre mondiale est un tournant dans l'histoire du capitalisme. Pour la première fois, le fauve que l'Europe capitaliste lâchait sur les autres continents fait irruption d'un seul bond en plein milieu de l'Europe. Un cri d'effroi parcourut le monde lorsque la Belgique, ce précieux petit bijou de la civilisation européenne, ainsi que les monuments culturels les plus vénérables du nord de la France furent ravagés par l'impact d'une force de destruction aveugle. Le « monde civilisé » qui avait assisté avec indifférence aux crimes de ce même impérialisme : lorsqu'il voua des milliers de Hereros à la mort la plus épouvantable et remplit le désert de Kalahari des cris déments d'hommes assoiffés et des râles de moribonds, lorsque sur le Putumayo en l'espace de dix ans quarante mille hommes furent torturés à mort par une bande de chevaliers d'industrie venus d'Europe et que le reste d'un peuple fut rendu infirme, lorsqu'en Chine une civilisation très ancienne fut mise à feu et à sang par la soldatesque européenne et livrée à toutes les horreurs de la destruction et de l'anarchie, lorsque la Perse, impuissante, fut étranglée par les lacets toujours plus serrés de la tyrannie étrangère, lorsqu'à Tripoli les Arabes furent soumis par le feu et l'épée au joug du capital et que leur civilisation et leurs habitations furent rayées de la carte - ce même « monde civilisé » vient seulement de se rendre compte que la morsure du fauve impérialiste est mortelle, que son haleine est scélérate. Il vient de le remarquer maintenant que le fauve a enfoncé ses griffes acérées dans le sein de sa propre mère, la civilisation bourgeoise européenne. Et cette découverte se propage sous la forme de l'hypocrisie bourgeoise qui veut que chaque peuple ne reconnaisse l'infamie que dans l'uniforme national de son adversaire. « Les barbares allemands ! » - comme si chaque peuple qui se prépare au meurtre organisé ne se transformait pas à l'instant même en une horde de barbares ; « les horreurs cosaques ! » comme si la guerre n'était pas en soi l'horreur des horreurs et comme si le fait d'exalter la boucherie humaine comme une entreprise héroïque dans un journal de jeunesse socialiste n'était pas de la graine d'esprit cosaque !

Mais le déchaînement actuel du fauve impérialiste dans les campagnes européennes produit encore un autre résultat qui laisse le « monde civilisé » tout à fait indifférent : c'est **la disparition massive du prolétariat européen**. Jamais une guerre n'avait exterminé dans ces proportions des couches entières de population ; jamais, depuis un siècle, elle n'avait frappé de cette façon tous les peuples civilisés d'Europe. Dans les Vosges, dans les Ardennes, en Belgique, en Pologne, dans les Carpates, sur la Save, des millions de vies hu-

maines sont anéanties, des milliers d'hommes sont réduits à l'état d'infirmes. Or, c'est la population ouvrière des villes et des campagnes qui constitue les neuf dixièmes de ces millions de victimes. C'est notre force, c'est notre espoir qui est fauché quotidiennement sur ces champs de bataille par rangs entiers, comme des épis tombent sous la faucille ; ce sont les forces les meilleures, les plus intelligentes, les mieux éduquées du socialisme international, les porteurs des traditions les plus sacrées, les représentants les plus audacieux, les plus héroïques du mouvement ouvrier moderne, les troupes d'avant-garde de l'ensemble du prolétariat mondial : les ouvriers d'Angleterre, de France, de Belgique, d'Allemagne, de Russie qui sont maintenant massacrés après avoir été bâillonnés. Ces ouvriers des nations capitalistes dirigeantes d'Europe sont ceux à qui incombe la mission historique d'accomplir la révolution socialiste. C'est seulement d'Europe, c'est seulement de ces pays capitalistes les plus anciens que peut venir, lorsque l'heure aura sonné, le signal de la révolution sociale qui libérera l'humanité. Seuls les ouvriers anglais, français, belges, allemands, russes et italiens peuvent ensemble prendre la tête de l'armée des exploités et des opprimés des cinq continents. Eux seuls peuvent, quand le temps sera venu, faire rendre des comptes au capitalisme pour ses crimes séculaires envers tous les peuples primitifs, pour son oeuvre d'anéantissement sur l'ensemble du globe, et eux seuls peuvent exercer des représailles. Mais pour que le socialisme puisse faire sa trouée et remporter la victoire, il faut qu'existent des masses dont la puissance réside tant dans leur niveau culturel que dans leur nombre. Et ce sont ces masses précisément qui sont décimées dans cette guerre. La fleur de l'âge viril et de la jeunesse, des centaines de milliers de prolétaires dont l'éducation socialiste, en Angleterre et en France, en Belgique, en Allemagne et en Russie, était le produit d'un travail d'agitation et d'instruction d'une dizaine d'années, d'autres centaines de milliers qui demain pouvaient être acquis au socialisme - ils tombent et ils tuent misérablement sur les champs de bataille. Le fruit de dizaines d'années de sacrifices et d'efforts de plusieurs générations est anéanti en quelques semaines, les troupes d'élite du prolétariat international sont décimées.

La saignée de la boucherie de Juin avait paralysé le mouvement ouvrier français pour une quinzaine d'années. La saignée du carnage de la Commune l'a encore retardé de dix ans. Ce qui a lieu maintenant est un massacre massif sans précédent qui réduit de plus en plus la population ouvrière adulte de tous les pays civilisés qui font la guerre à n'être plus composée que de femmes, de vieillards et d'infirmes. C'est une saignée qui risque d'épuiser mortellement le mouvement ouvrier européen. Encore une guerre de ce genre, et les perspectives du socialisme sont enterrées sous les ruines entassées par la barbarie impérialiste. C'est beaucoup plus grave que la destruction scandaleuse de Louvain et de la cathédrale de Reims. C'est un attentat non pas à la culture bourgeoise du passé, mais à la civilisation socialiste de l'avenir, un coup mortel porté à cette force qui porte en elle l'avenir de l'humanité et qui seule peut

transmettre les trésors précieux du passé à une société meilleure. Ici, le capitalisme découvre sa tête de mort, ici il trahit que son droit d'existence historique a fait son temps, que le maintien de sa domination n'est plus compatible avec le progrès de l'humanité.

Ici encore la guerre actuelle s'avère non seulement un gigantesque assassinat, mais aussi un suicide de la classe ouvrière européenne. Car ce sont les soldats du socialisme, les prolétaires d'Angleterre, de France, d'Allemagne, de Russie, de Belgique qui depuis des mois se massacrent les uns les autres sur l'ordre du capital, ce sont eux qui enfoncent dans leur cœur le fer meurtrier, s'enlaçant d'une étreinte mortelle, chancelant ensemble, chacun entraînant l'autre dans la tombe.

« L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout ! Vive la démocratie ! Vive le tsar et le panslavisme ! » Dix mille toiles de tentes garanties standard, cent mille kilos de lard, d'ersatz-café livrables immédiatement ! Les dividendes grimpent et les prolétaires tombent, et avec chacun d'eux c'est un combattant de l'avenir, un soldat de la révolution, un de ceux qui délivreront l'humanité du joug du capitalisme, qui descend au tombeau.

Cette folie cessera le jour où les ouvriers d'Allemagne et de France, d'Angleterre et de Russie se réveilleront enfin de leur ivresse et se tendront une main fraternelle couvrant à la fois le cœur bestial des fauteurs de guerre impérialistes et le rauque hurlement des hyènes capitalistes, en poussant le vieux et puissant cri de guerre du Travail :

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Annexe : Thèses sur les tâches de la social-démocratie

Une majorité de camarades des quatre coins de l'Allemagne a adopté les thèses suivantes, qui présentent une application du programme d'Erfurt au problème actuel du socialisme international.

1° La guerre mondiale actuelle a réduit à néant les résultats du travail de quarante années de socialisme européen, en ruinant l'importance de la classe ouvrière révolutionnaire en tant que facteur de pouvoir politique, en ruinant le prestige moral du socialisme, en faisant éclater l'Internationale prolétarienne, en conduisant ses sections à un fratricide mutuel et en enchaînant les vœux et les espoirs des masses populaires dans les pays capitalistes les plus importants au vaisseau de l'impérialisme.

2° En votant les crédits de guerre et en proclamant l'Union sacrée, les dirigeants officiels des partis sociaux-démocrates d'Allemagne, de France et d'Angleterre (à l'exception du parti ouvrier indépendant) ont renforcé l'impérialisme sur ses arrières, ont engagé les masses populaires à supporter patiemment la misère et l'horreur de la guerre, et ainsi ont contribué au déchaînement effréné de la fureur impérialiste, au prolongement du massacre et à l'accroissement du nombre de ses victimes ; ils partagent donc la responsabilité de la guerre et de ses conséquences.

3° Cette tactique des instances officielles du parti dans les pays belligérants, et en tout premier lieu en Allemagne, qui était jusqu'ici le pays pilote de l'Internationale, équivaut à une trahison des principes les plus élémentaires du socialisme international, des intérêts vitaux de la classe ouvrière et de tous les intérêts démocratiques des peuples. A cause de cette tactique, la politique socialiste était également condamnée à l'impuissance dans les pays où les dirigeants du parti sont restés fidèles à leurs devoirs : en Russie, en Serbie, en Italie, et - avec une exception - en Bulgarie.

4° En abandonnant la lutte de classes pour toute la durée de la guerre, et en la renvoyant à la période d'après-guerre, la social-démocratie officielle des pays belligérants a donné le temps aux classes dirigeantes de tous les pays de renforcer considérablement leur position aux dépens du prolétariat sur le plan économique, politique et moral.

5° La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale ni les intérêts économiques ou politiques des masses populaires quelles qu'elles soient, c'est uniquement un produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation et de l'oppression des régions qui ne sont pas encore soumises au Capital. A l'époque de cet impérialisme déchaîné il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de

mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme.

6° Pour aucune nation opprimée, la liberté et l'indépendance ne peuvent jaillir de la politique des États impérialistes et de la guerre impérialiste. Les petites nations, dont les classes dirigeantes sont les jouets et les complices de leurs camarades de classe des grands États, ne sont que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances, et, tout comme les masses ouvrières des grandes puissances, elles sont utilisées comme instruments pendant la guerre pour être sacrifiées après la guerre aux intérêts capitalistes.

7° Dans ces conditions, quel que soit le vainqueur et quel que soit le vaincu, la guerre mondiale actuelle représente une défaite du socialisme et de la démocratie; quelle que soit son issue, elle ne peut conduire qu'au renforcement du militarisme, des conflits internationaux et des rivalités sur le plan de la politique mondiale, sauf au cas d'une intervention révolutionnaire du prolétariat international. Elle augmente l'exploitation capitaliste, accroît la puissance de la réaction dans la politique intérieure, affaiblit le contrôle de l'opinion publique et réduit de plus en plus le Parlement à n'être que l'instrument docile du militarisme. En même temps, la guerre mondiale actuelle développe toutes les conditions favorables à de nouvelles guerres.

8° La paix mondiale ne peut être préservée par des plans utopiques ou foncièrement réactionnaires, tels que des tribunaux internationaux de diplomates capitalistes, des conventions diplomatiques sur le « désarmement », la « liberté maritime », la suppression du droit de capture maritime, des « alliances politiques européennes », des « unions douanières en Europe centrale », des États tampons nationaux, etc. On ne pourra pas éliminer ou même enrayer l'impérialisme, le militarisme et la guerre aussi longtemps que les classes capitalistes exerceront leur domination de classe de manière incontestée. Le seul moyen de leur résister avec succès et de préserver la paix mondiale, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance.

9° L'impérialisme, en tant que dernière phase et apogée de la domination politique mondiale du Capital, est l'ennemi mortel commun du prolétariat de tous les pays. Mais il partage aussi avec les phases antérieures du capitalisme le destin d'accroître les forces de son ennemi mortel à mesure même qu'il se développe. Il accélère la concentration du capital, la stagnation des classes moyennes, l'accroissement du prolétariat, suscite la résistance de plus en plus forte des masses, et conduit ainsi à l'intensification des oppositions entre les classes. Dans la paix comme dans la guerre, la lutte de classe prolétarienne doit concentrer toutes ses forces en premier lieu contre l'impérialisme. Pour le prolétariat international, la lutte contre l'impérialisme est en même temps la lutte pour le pouvoir politique dans l'État, l'épreuve de force décisive entre socia-

lisme et capitalisme. Le but final du socialisme ne sera atteint par le prolétariat international que s'il fait front sur toute la ligne à l'impérialisme et s'il fait du mot d'ordre « guerre à la guerre » la règle de conduite de sa pratique politique, en y mettant toute son énergie et tout son courage.

10° Dans ce but, la tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à rassembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante et à créer une puissante organisation internationale possédant une seule conception d'ensemble de ses intérêts et de ses tâches, et une tactique et une capacité d'action politique unifiées, de manière à faire du prolétariat le facteur décisif de la vie politique, rôle auquel l'histoire le destine.

11° La guerre a fait éclater la IIe Internationale. Sa faillite s'est avérée par son incapacité à lutter efficacement pendant la guerre contre la dispersion nationale et à adopter une tactique et une action communes pour le prolétariat de tous les pays.

12° Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes des pays belligérants envers les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière, compte tenu du fait qu'ils ont abandonné les positions de l'Internationale pour rallier celles de la politique bourgeoise-impérialiste, il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l'impérialisme dans tous les pays. Pour accomplir sa tâche historique, elle devra s'appuyer sur les principes suivants :

La lutte de classe à l'intérieur des États bourgeois contre les classes dirigeantes, et la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays sont les deux règles de conduite indispensables que la classe ouvrière doit appliquer dans sa lutte de libération historique. Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat, le prolétariat socialiste ne peut renoncer à la lutte de classe et à la solidarité internationale, ni en temps de paix, ni en temps de guerre : cela équivaldrait à un suicide.

L'action de classe du prolétariat de tous les pays doit, en temps de paix comme en temps de guerre, se fixer comme but principal de combattre l'impérialisme et de faire obstacle à la guerre. L'action parlementaire, l'action syndicale et l'activité globale du mouvement ouvrier doivent être subordonnées à l'objectif suivant : opposer dans tous les pays, de la manière la plus vive, le prolétariat à la bourgeoisie, souligner à chaque pas l'opposition politique et spirituelle entre les deux classes, tout en mettant en relief et en démontrant l'appartenance commune des prolétaires de tous les pays à l'Internationale.

Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat réside dans l'Internationale. L'Internationale décide en temps de paix de la tactique des sections nationales au sujet du militarisme, de la politique coloniale, de la

politique commerciale, des fêtes de mai, et de plus elle décide de la tactique à adopter en temps de guerre.

Le devoir d'appliquer les décisions de l'Internationale précède tous les autres devoirs de l'organisation. Les sections nationales qui contreviennent à ses décisions s'excluent elles-mêmes de l'Internationale.

Dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre, les forces décisives ne peuvent être engagées que par les masses compactes du prolétariat de tous les pays. La tactique des sections nationales doit par conséquent avoir pour objectif principal de former la capacité d'action politique des masses et leur sens de l'initiative, d'assurer la coordination internationale des actions de masse, de développer les organisations politiques, de telle sorte que par leur intermédiaire on puisse compter à chaque fois sur le concours rapide et énergique de toutes les sections et que la volonté de l'Internationale se concrétise dans l'action des masses ouvrières les plus larges dans tous les pays.

La première tâche du socialisme est la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. L'action des sections nationales, tant au Parlement que dans la presse, doit avoir pour but de dénoncer le fait que la phraséologie traditionnelle du nationalisme est l'instrument de la domination bourgeoise. Aujourd'hui, la seule défense de toute liberté nationale effective est la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme. La patrie des prolétaires, dont la défense prime tout, c'est l'Internationale socialiste.

La révolution russe (1918)

I. Nécessité de la critique

La révolution russe est sans conteste le fait le plus considérable de la guerre mondiale. La façon dont elle a éclaté, son radicalisme sans exemple, son action durable, tout cela réfute admirablement l'argument à l'aide duquel la social-démocratie allemande s'est efforcée, dès le début, de justifier la campagne de conquêtes de l'impérialisme allemand, à savoir la mission réservée aux baïonnettes allemandes de renverser le tsarisme et de délivrer ses peuples opprimés. Les dimensions formidables prises par la révolution en Russie, l'action profonde par laquelle elle a bouleversé toutes les valeurs de classe, développé tous les problèmes économiques et sociaux, et, par une marche conséquente, avec, pour ainsi dire, la fatalité d'un processus logique, elle est passée du premier stade de la république bourgeoise à des stades de plus en plus élevés - le renversement du tsarisme n'étant plus dans ce processus qu'un court épisode, presque une bagatelle - tout cela montre, clair comme le jour, que l'affranchissement de la Russie ne fut pas l'œuvre de la guerre et de la défaite militaire du tsarisme, des "*baïonnettes allemandes dans des poings allemands*", comme disait Kautsky, mais qu'elle avait en Russie même des racines profondes. Ce n'est pas l'aventure guerrière de l'impérialisme allemand, sous l'écusson idéologique de la social-démocratie allemande, qui a provoqué la révolution en Russie. Elle n'a fait au contraire que l'interrompre pour quelque temps, à ses débuts, après la première vague des années 1911-1913, et lui créer ensuite les conditions les plus difficiles et les plus anormales.

Mais pour tout observateur qui réfléchit, ce cours des choses est un argument de plus contre la théorie, défendue par Kautsky et tout le parti social-démocrate allemand, d'après laquelle la Russie, pays économiquement arriéré, en majeure partie agricole, ne serait pas encore mûre pour la révolution sociale. Cette théorie, qui n'admet comme possible en Russie qu'une révolution bourgeoise, d'où découle par conséquent, pour les socialistes de ce pays, la nécessité de collaborer avec le libéralisme bourgeois, est aussi celle de l'aile opportuniste du mouvement ouvrier russe, des mencheviks dirigés par Dan et Axelrod. Les uns et les autres, les opportunistes russes comme les opportunistes allemands, s'accordent entièrement, dans cette façon de comprendre la révolution russe, avec les socialistes gouvernementaux d'Allemagne. D'après eux la Révolution russe n'aurait pas dû dépasser le stade que l'impérialisme allemand, dans l'imagination de la social-démocratie, posait comme noble but à la guerre, à savoir le renversement du tsarisme. Si elle est allée au-delà, si elle s'est posé comme tâche la dictature du prolétariat, cela a été, selon cette doctrine, une simple faute de l'aile radicale du mouvement ouvrier russe, des bolcheviks; et

tous les déboires que la révolution a connus par la suite, toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, ne sont que la conséquence de cette erreur. Théoriquement, cette doctrine, que le *Vorwärts* présente comme le fruit de la pensée "marxiste", aboutit à cette originale découverte "marxiste" : que la révolution socialiste est une affaire nationale et pour ainsi dire domestique, de chaque Etat en particulier. Dans la vapeur bleue de ce schéma abstrait, un Kautsky sait naturellement décrire en détail les relations économiques mondiales du capital, qui font de tous les Etats modernes un organisme indivisible. Mais la Révolution russe - fruit de l'entrelacement des relations internationales et de la question agraire - ne peut aboutir dans le cadre de la société bourgeoise.

Pratiquement, cette doctrine tend à écarter la responsabilité du prolétariat international, en premier lieu du prolétariat allemand, en ce qui concerne le sort de la Révolution russe, à nier, en un mot, les connexions internationales de cette révolution. En réalité, ce qu'ont démontré la guerre et la Révolution russe, ce n'est pas le manque de maturité de la Russie, mais l'incapacité du prolétariat allemand à remplir sa mission historique; et faire ressortir ce fait avec toute la netteté désirable est le premier devoir d'une étude critique de la Révolution russe. En misant sur la révolution mondiale du prolétariat, les bolcheviks ont précisément donné le témoignage le plus éclatant de leur intelligence politique, de leur fidélité aux principes et de la hardiesse de leur politique. C'est en cela que se manifestent les progrès formidables réalisés par le développement capitaliste au cours de la dernière décennie. La révolution de 1905-1907 ne trouva qu'un faible écho en Europe. C'est pourquoi elle ne pouvait être qu'un début. La suite et la fin en étaient liées au développement européen.

Il est clair que seule une critique approfondie, et non pas une apologie superficielle, peut tirer de tous ces événements les trésors d'enseignement qu'ils comportent. Ce serait en effet une folie de croire qu'au premier essai d'importance mondiale de dictature prolétarienne, et cela dans les conditions les plus difficiles qu'on puisse imaginer, au milieu du désordre et du chaos d'une conflagration mondiale, sous la menace constante d'une intervention militaire de la part de la puissance la plus réactionnaire d'Europe, et en face de la carence complète du prolétariat international, ce serait une folie, dis-je, de croire que, dans cette première expérience de dictature prolétarienne réalisée dans des conditions aussi anormales, tout ce qui a été fait ou n'a pas été fait en Russie ait été le comble de la perfection. Tout au contraire, la compréhension la plus élémentaire de la politique socialiste et de ses conditions historiques nécessaires obligent à admettre que, dans des conditions aussi défavorables, l'idéalisme le plus gigantesque et l'énergie révolutionnaire la plus ferme ne peuvent réaliser ni la démocratie ni le socialisme, mais seulement de faibles rudiments de l'une et de l'autre.

Bien comprendre ce fait, avec toutes ses conséquences profondes, est un devoir élémentaire pour les socialistes de tous les pays. Car ce n'est qu'à une

telle compréhension amère qu'on peut mesurer toute la responsabilité du prolétariat international en ce qui concerne le sort de la Révolution russe. D'autre part, ce n'est que de cette manière qu'apparaît l'importance décisive de l'action internationale de la révolution prolétarienne - comme une condition essentielle, sans laquelle les plus grands efforts et les plus sublimes sacrifices du prolétariat dans un seul pays doivent inévitablement tomber dans un tourbillon de contradictions et d'erreurs.

Il ne fait d'ailleurs aucun doute que c'est avec les plus grandes hésitations que Lénine et Trotsky, les cerveaux éminents qui dirigent la révolution russe, ont fait plus d'un pas décisif sur leur chemin épineux, semé de pièges de toutes sortes, et que rien ne saurait être plus éloigné de leur esprit que de voir l'Internationale accepter comme un modèle suprême de politique socialiste, ne laissant place qu'à l'admiration béate et à l'imitation servile, tout ce qu'ils ont dû faire ou ne pas faire sous la contrainte et dans le tumulte des événements.

Ce serait une erreur de craindre qu'un examen critique des voies suivies jusqu'ici par la révolution russe soit de nature à ébranler le prestige du prolétariat russe, dont le fascinant exemple pourrait seul triompher de l'inertie des masses ouvrières allemandes. Rien de plus faux. Le réveil de la combativité révolutionnaire du prolétariat allemand ne saurait être provoqué, conformément aux méthodes de la social-démocratie allemande de bienheureuse mémoire, par des moyens de suggestion collective, par la foi aveugle en quelque autorité infaillible, que ce soit celle de ses propres "instances" ou celles de l'"exemple russe". Ce n'est pas en créant un enthousiasme artificiel, mais, au contraire, uniquement en lui faisant comprendre la terrible gravité, la complexité des tâches à accomplir, en développant sa maturité politique et sa capacité de jugement, que la social-démocratie, pendant de longues années, et sous les prétextes les plus divers, s'est efforcée d'étouffer systématiquement, que l'on pourra mettre le prolétariat allemand en mesure de remplir sa mission historique. Se livrer à une étude critique de la révolution, sous tous ses aspects, c'est le meilleur moyen d'éduquer la classe ouvrière, tant allemande qu'internationale, en vue des tâches que lui impose la situation présente.

II. Le parti bolchevik, force motrice de la révolution russe

La première période de la révolution russe, depuis le moment où elle a éclaté, en mars, jusqu'au coup d'État d'octobre, répond exactement, dans son cours général, au schéma du développement, tant de la Révolution anglaise que de la Révolution française. C'est la forme de développement typique de tout premier grand heurt des forces révolutionnaires créées au sein de la société bourgeoise contre les chaînes de la vieille société.

Son développement se poursuit naturellement selon une ligne ascendante, en partant de débuts modérés, jusqu'à des buts de plus en plus radicaux, et, parallèlement, de la collaboration des classes et des partis à la domination exclusive du parti le plus radical.

Au début, en mars 1917, la révolution fut dirigée par les "cadets"³⁹⁹, c'est-à-dire la bourgeoisie libérale. La première vague du flot révolutionnaire emporta tout : la quatrième Douma, le produit le plus réactionnaire du plus réactionnaire des systèmes électoraux, celui des quatre classes, issu du coup d'Etat, se transforma du jour au lendemain en un organe de la révolution. Tous les partis bourgeois, y compris les droites nationalistes, formèrent soudain un seul bloc uni contre l'absolutisme. Celui-ci s'écroula dès le premier choc, presque sans combat, comme un organe pourri qu'il suffisait de toucher du doigt pour le faire tomber. De même, la courte tentative faite par la bourgeoisie libérale pour sauver au moins la dynastie et le trône fut brisée en quelques heures. Le flot impétueux des événements submergea en quelques jours des territoires que la Révolution française avait mis des dizaines d'années à conquérir. Il apparut ici que la Russie réalisait les résultats d'un siècle de développement européen, et, avant tout, que la révolution de 1917 était une continuation directe de celle de 1905-1907, et non un cadeau des "libérateurs allemands". En somme, la révolution reprenait en mars 1917 au point exact où la précédente avait interrompu son oeuvre, dix ans auparavant. La République démocratique était le produit tout prêt, intérieurement mûr, du premier assaut de la révolution.

Alors commença la seconde étape, la plus difficile. Dès le début, la force motrice de la révolution fut le prolétariat des villes. Mais ses revendications étaient loin d'être épuisées par l'instauration de la démocratie politique, elles portaient avant tout sur la question brûlante de la politique internationale : la paix immédiate. En même temps, la révolution se précipita sur la masse de l'armée, qui éleva la même revendication d'une paix immédiate, et sur la masse de la paysannerie, qui mit au premier plan la question agraire, ce pivot de la révolution depuis 1905.

La paix immédiate et la terre : avec ces deux mots d'ordre, la scission intérieure du bloc révolutionnaire était faite. Le premier était en contradiction absolue avec les tendances impérialistes de la bourgeoisie libérale, dont le porte-parole était Milioukov. Le second, véritable spectre pour l'aile droite de la bourgeoisie, la noblesse terrienne, était en même temps, en tant qu'attentat à la sacro-sainte propriété individuelle, un point douloureux pour l'ensemble des classes possédantes.

³⁹⁹ Les Cadets : Parti Constitutionnel Démocrate apparu en 1905. Ses dirigeants étaient Milioukov et Strouve.

C'est ainsi que, au lendemain même de la première victoire de la révolution, commença dans son sein une lutte autour de ces deux questions brûlantes : la paix et la question agraire. La bourgeoisie libérale lança une tactique de diversion et de faux-fuyants. Les masses ouvrières, l'armée, les paysans, exerçaient une pression de plus en plus forte. Il ne fait aucun doute qu'à ces deux questions, celle de la paix et celle de la terre, étaient liés les destins mêmes de la bourgeoisie politique, de la république. Les classes bourgeoises qui, submergées par la première vague de la révolution, s'étaient laissées entraîner jusqu'à la forme d'Etat républicain, commencèrent à chercher en arrière des points d'appui pour pouvoir organiser en silence la contre-révolution. La marche sur Petrograd des cosaques de Kalédine exprima nettement cette tendance. Si ce premier assaut avait été couronné de succès, c'en était fait, non seulement de la question de la paix et de la question agraire, mais aussi du sort de la démocratie elle-même. Une dictature militaire, avec un régime de terreur contre le prolétariat, puis le retour à la monarchie, en eussent été les conséquences inévitables.

On peut mesurer par là ce qu'a d'utopique et au fond de réactionnaire la tactique suivie par les socialistes russes de la tendance Kautsky, les mencheviks. Entêtés dans leur fiction du caractère bourgeois de la révolution russe - puisque la Russie n'était pas encore mûre pour la révolution sociale ! -, ils s'accrochaient désespérément à la collaboration avec les libéraux bourgeois, c'est-à-dire à l'union forcée des éléments, qui, séparés par la marche logique, interne, du développement révolutionnaire, étaient déjà entrés en opposition violente. Les Axelrod, les Dan, voulaient à tout prix collaborer avec les classes et les partis qui menaçaient précisément des plus grands dangers la révolution et sa première conquête, la démocratie⁴⁰⁰.

Dans cette situation, c'est à la tendance bolcheviste que revient le mérite historique d'avoir proclamé dès le début et suivi avec une logique de fer la tactique qui seule pouvait sauver la démocratie et pousser la révolution en avant. Tout le pouvoir aux masses ouvrières et paysannes, tout le pouvoir aux soviets -c'était là en effet le seul moyen de sortir de la difficulté où se trouvait engagée la révolution, c'était là le coup d'épée qui pouvait trancher le nœud

⁴⁰⁰ C'est, à vrai dire, un étonnement que d'observer comment cet homme laborieux (Kautsky) a, durant les quatre années de la guerre mondiale, par un travail d'écriture infatigable, tranquille et méthodique, creusé trou après trou dans la théorie du socialisme, une besogne dont le socialisme sort pareil à une passoire sans une place saine. L'impassibilité dénuée de sens critique avec laquelle ses partisans assistent à ce travail appliqué de leur théoricien officiel et avalent ses découvertes toujours nouvelles sans remuer un cil ne rencontre d'équivalent que l'impassibilité avec laquelle les partisans de Scheidemann et Cie assistent à la façon dont ceux-ci criblent littéralement de trous le socialisme. Le fait est que les deux genres de travail se complètent parfaitement; Kautsky, gardien officiel du temple du Marxisme, ne fait en réalité, depuis qu'a éclaté la guerre, qu'accomplir théoriquement ce que les Scheidemann font dans la pratique : 1° l'Internationale, un instrument de paix; 2° désarmement et Société des nations; 3° enfin, démocratie et non socialisme.

gordien, tirer la révolution de l'impasse et lui ouvrir un champ de développement illimité.

Le parti de Lénine fut ainsi le seul en Russie qui comprit les vrais intérêts de la révolution; dans cette première période, il en fut la force motrice, en tant que seul parti qui poursuivit une politique réellement socialiste.

C'est ce qui explique également pourquoi les bolcheviks, au début minorité calomniée et traquée de toutes parts, furent en peu de temps poussés à la pointe du mouvement, et purent rassembler sous leurs drapeaux toutes les masses vraiment populaires : le prolétariat des villes, l'armée, la paysannerie, ainsi que les éléments révolutionnaires de la démocratie, à savoir l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires.

Au bout de quelques mois, la situation réelle de la révolution russe se trouva résumée dans l'alternative suivante : ou victoire de la contre-révolution ou dictature du prolétariat, ou Kalédine ou Lénine. Telle est la situation qui se produit très rapidement dans chaque révolution, une fois dissipée la première ivresse de la victoire, et qui découlait en Russie des questions brûlantes de la paix et de la terre, pour lesquelles il n'y avait pas de solution possible dans les cadres de la révolution "bourgeoise".

La révolution russe n'a fait que confirmer par là l'enseignement fondamental de toute grande révolution, dont la loi est la suivante : ou aller de l'avant rapidement et résolument, abattre d'une main de fer tous les obstacles, et reculer ses buts de plus en plus loin, ou être rejetée en arrière de son point de départ et écrasée par la contre-révolution. S'arrêter, piétiner sur place, se contenter des premiers résultats obtenus, cela est impossible dans une révolution. Et quiconque veut transporter dans la tactique révolutionnaire ces petites habiletés de la lutte parlementaire, montre uniquement qu'il ignore non seulement la psychologie, la loi profonde de la révolution, mais encore tous les enseignements de l'histoire.

Le cours de la Révolution anglaise de 1642 montre comment précisément les tergiversations lamentables des presbytériens, la guerre menée avec hésitation contre l'armée royale, guerre au cours de laquelle les chefs presbytériens évitèrent de propos délibéré une bataille décisive et une victoire sur Charles I^{er}, obligèrent les Indépendants à les chasser du parlement et à s'emparer du pouvoir. Et de même, au sein de l'armée des Indépendants, ce fut la masse petite-bourgeoise des soldats, les "niveleurs" de Lilburn, qui constituèrent la force de choc de tout le mouvement indépendant; de même qu'enfin ce furent les éléments prolétariens de la masse des soldats, ceux qui étaient les plus radicaux du point de vue social, regroupés dans le mouvement des "diggers", qui représentèrent à leur tour le levain du parti démocratique des "niveleurs".

Sans l'action exercée par les éléments révolutionnaires prolétariens sur la masse des soldats, sans la pression de la masse démocratique des soldats sur la couche inférieure bourgeoise du parti des Indépendants, il n'y aurait eu ni "épuration" du Long Parlement, ni victoire sur l'armée des Cavaliers et sur les Ecosais, ni procès et exécution de Charles I^o, ni suppression de la Chambre des Lords et proclamation de la République.

Que se passa-t-il pendant la Révolution française ? Après quatre années de luttes, la prise du pouvoir par les jacobins apparut comme le seul moyen de sauver les conquêtes de la révolution, de réaliser la République, de détruire la féodalité, d'organiser la défense révolutionnaire à l'intérieur comme à l'extérieur, d'étouffer les conspirations de la contre-révolution, d'étendre à toute l'Europe la vague révolutionnaire venue de France.

Kautsky et ses coreligionnaires politiques russes, qui voulaient que la révolution russe conservât son caractère bourgeois du début, font un pendant exact à ces libéraux allemands et anglais du siècle dernier, qui distinguaient dans la Révolution française deux périodes bien distinctes : la "bonne", celle des girondins, et la "mauvaise", et défendent une conception tout à fait plate de l'histoire, ne pouvant naturellement pas comprendre que, sans le coup d'Etat des jacobins, même les premières conquêtes timides et incomplètes de la phase girondine auraient été bientôt ensevelies sous les ruines de la révolution. Que la seule possibilité réelle, en dehors de la dictature jacobine, telle que la posait la marche inexorable du développement historique en 1793, était, non pas une démocratie "modérée", mais la restauration des Bourbons ! Dans aucune révolution on ne peut observer le "juste milieu", car sa loi naturelle exige une décision rapide. De deux choses l'une : ou bien la locomotive escalade la côte historique à toute vapeur, ou bien, entraînée par son propre poids, elle redescend la pente jusqu'au point d'où elle était partie, entraînant avec elle dans l'abîme tous ceux qui tenteraient, à l'aide de leurs faibles forces, de la retenir à mi-chemin.

Ainsi s'explique que, dans toute révolution, le seul parti qui puisse s'emparer du pouvoir est celui qui a le courage de lancer le mot d'ordre le plus radical et d'en tirer toutes les conséquences. Ainsi s'explique le rôle pitoyable des mencheviks russes, Dan, Tseretelli, etc., qui, après avoir exercé au début une influence énorme sur les masses, ont été, après une longue période d'oscillations, où ils se débattirent des pieds et des mains pour n'avoir pas à prendre le pouvoir, ignominieusement balayés de la scène.

Le parti de Lénine a été le seul qui ait compris le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire, et qui, par son mot d'ordre : "*Tout le pouvoir aux ouvriers et aux paysans !*", a fait, presque du jour au lendemain, de ce parti mino-

ritaire, persécuté, calomnié, "clandestin", dont les chefs étaient comme Marat, obligés de se cacher dans des caves, le maître absolu de la situation⁴⁰¹.

Les bolcheviks ont, de même, posé immédiatement comme but à cette prise du pouvoir le programme révolutionnaire le plus avancé : non pas défense de la démocratie bourgeoise, mais dictature du prolétariat en vue de la réalisation du socialisme. Ils ont ainsi acquis devant l'histoire le mérite impérissable d'avoir proclamé pour la première fois le but final du socialisme comme un programme immédiat de la politique pratique.

Tout ce qu'un parti peut apporter, en un moment historique, en fait de courage, d'énergie, de compréhension révolutionnaire et de conséquence, les Lénine, Trotsky et leurs camarades l'ont réalisé pleinement. L'honneur et la capacité d'action révolutionnaire, qui ont fait à tel point défaut à la social-démocratie, c'est chez eux qu'on les a trouvés. En ce sens, leur insurrection d'Octobre n'a pas sauvé seulement la révolution russe, mais aussi l'honneur du socialisme international.

III. Deux mots d'ordre petit-bourgeois

Les bolcheviks sont les héritiers historiques des "niveleurs" anglais et des jacobins français. Mais la tâche qui leur incombait dans la Révolution russe au lendemain de la prise du pouvoir était incomparablement plus difficile que celle de leurs devanciers⁴⁰². Assurément, le mot d'ordre de la prise et du partage des terres par les paysans était la formule la plus brève, la plus simple et la plus lapidaire pour atteindre un double but : détruire la grande propriété foncière; lier les paysans au gouvernement révolutionnaire. Comme mesure politique pour renforcer le gouvernement socialiste-prolétarien, c'était là une tactique excellente. Malheureusement, elle avait deux faces, et son revers, c'est que la prise directe des terres et leur partage entre les paysans n'a absolument rien de commun avec le socialisme.

⁴⁰¹ Par là, les bolcheviks ont résolu la fameuse question de la "*majorité du peuple*" qui, depuis toujours, pèse comme un cauchemar sur la poitrine des socialistes allemands. Elèves du crétinisme parlementaire, ils transfèrent simplement à la révolution la prudence terre-à-terre de la petite classe parlementaire : pour faire passer quelque chose, il faudrait d'abord avoir la majorité. De même, par conséquent, de la révolution : "*Devenons d'abord majorité.*" La véritable dialectique de la révolution renverse cette sagesse de taupe parlementaire : la voie n'est pas de la majorité à la tactique révolutionnaire, mais de la tactique révolutionnaire à la majorité. Seul un parti qui sait les conduire, c'est-à-dire les pousser en avant, gagne dans la tempête la masse des adhérents. La détermination avec laquelle Lénine et ses camarades ont, au moment décisif, lancé le seul mot d'ordre capable de mobiliser : "*tout le pouvoir aux mains du prolétariat et des paysans*", a fait d'eux, en une nuit, d'une minorité persécutée, calomniée, illégale, dont les chefs étaient, comme Marat, forcés de se cacher dans les caves, les maîtres absolus de la situation.

⁴⁰² Importance de la question agraire. Dès 1905. Puis, dans la troisième Douma, les paysans de droite ! Question paysanne et défense nationale. Armée. (*Notes de R. Luxemburg non rédigées*)

La transformation socialiste de l'économie suppose, en ce qui concerne l'agriculture, deux choses :

Tout d'abord, la nationalisation de la grande propriété, comme présentant le degré techniquement le plus avancé de la concentration des moyens de production agricole, qui seule peut servir de base à l'économie socialiste dans les campagnes. Si, bien entendu, il n'est pas nécessaire d'enlever au petit cultivateur son lopin de terre et si on peut lui laisser tranquillement le soin de se convaincre par lui-même des avantages de l'exploitation collective, pour le gagner d'abord au groupement coopératif, puis au système de l'exploitation collective, toute transformation socialiste de l'économie agricole doit commencer naturellement par la grande et la moyenne propriété. Elle doit transférer, avant tout, le droit de propriété à la nation, ou, ce qui revient au même avec un gouvernement socialiste, à l'Etat, car cela seul garantit la possibilité d'organiser la production agricole sur une base socialiste.

Mais, deuxièmement, l'une des conditions indispensables de cette transformation, c'est de supprimer l'opposition entre l'agriculture et l'industrie, qui constitue le trait caractéristique de la société bourgeoise, pour faire place à une pénétration et à une fusion complète de ces deux branches de production, à une transformation, tant de la production agraire que de la production industrielle, selon un point de vue commun. De quelque façon qu'en soit pratiquement organisée la gestion, qu'elle soit confiée aux municipalités des villes, comme certains le proposent, ou à l'Etat, en tout cas, la condition préalable est une réforme réalisée d'une façon unitaire et dirigée par le centre, cette réforme supposant elle-même la nationalisation du sol. Nationalisation de la grande et moyenne propriété, union de l'industrie et de l'agriculture, telles sont les deux conditions fondamentales de toute transformation socialiste de l'économie, sans lesquelles il n'y a pas de socialisme.

Que le gouvernement des soviets en Russie n'ait pas réalisé ces réformes considérables, qui pourrait le lui reprocher ? Ce serait une mauvaise plaisanterie d'exiger ou d'attendre de Lénine et de ses amis que, dans le court intervalle de leur domination, dans le tourbillon vertigineux des luttes intérieures et extérieures, pressés de tous côtés par des ennemis sans nombre et des résistances insurmontables, ils résolvent l'un des problèmes les plus difficiles, nous pouvons même dire le plus difficile, de la transformation socialiste, ou seulement s'y attaquent. Quand nous serons au pouvoir, même en Occident et dans les conditions les plus favorables, nous nous casserons plus d'une dent sur cette noix avant d'avoir résolu même les plus simples parmi les mille difficultés complexes de cette tâche gigantesque.

Mais il y a une chose, en tout cas, qu'un gouvernement socialiste au pouvoir doit faire : c'est prendre des mesures qui aillent dans le sens de ces

conditions fondamentales d'une transformation socialiste de l'agriculture. Il doit éviter tout ce qui barrerait la route conduisant à cette transformation.

Or le mot d'ordre lancé par les bolcheviks : prise immédiate et partage des terres par les paysans, devait agir précisément dans le sens inverse. Car non seulement ce n'est pas une mesure socialiste, mais elle barre la route qui y mène, elle accumule devant la transformation socialiste de l'agriculture des difficultés insurmontables.

La prise de possession des terres par les paysans, conformément au mot d'ordre bref et lapidaire de Lénine et de ses amis : "*Allez et prenez la terre !*" conduisait au passage subit et chaotique de la grande propriété foncière non à la propriété sociale, mais une nouvelle propriété privée, et cela par l'émiettement de la grande propriété en une foule de petites et moyennes propriétés, de la grande exploitation relativement avancée en une quantité de petites exploitations primitives, travaillant, du point de vue technique, avec les méthodes de l'époque des pharaons. Mais ce n'est pas tout : par cette mesure et la façon chaotique, purement arbitraire, dont elle fut appliquée, les différences sociales dans les campagnes n'ont pas été supprimées, mais aggravées au contraire. Quoique les bolcheviks aient recommandé aux paysans de former des comités pour faire de la prise de possession des terres de la noblesse en quelque sorte une action collective, il est clair que ce conseil d'un caractère tout à fait général ne pouvait rien changer à la pratique véritable et aux rapports de classes à la campagne. Avec ou sans comités, ce sont les paysans riches et les usuriers, lesquels représentent la bourgeoisie rurale et détiennent, dans tous les villages russes, le pouvoir effectif, qui ont été, en réalité, les principaux profiteurs de la révolution agraire. Sans qu'il soit nécessaire de l'avoir vu de ses propres yeux, chacun peut se rendre compte que le résultat du partage des terres n'a pas été de supprimer, mais d'accroître au contraire l'inégalité sociale et économique au sein de la paysannerie et d'y aggraver les antagonismes de classes. Mais ce déplacement de forces s'est fait au détriment des intérêts prolétariens et socialistes. Autrefois, une réforme socialiste à la campagne se heurtait uniquement à la résistance d'une petite caste de grands propriétaires fonciers, tant nobles que capitalistes, ainsi que d'une petite fraction de la bourgeoisie rurale, dont l'expropriation par une masse populaire révolutionnaire n'est qu'un jeu d'enfant. Maintenant, après la prise de possession de la terre par les paysans, l'ennemi se dresse devant toute socialisation de l'agriculture, c'est une masse énorme et considérablement grossie de paysans propriétaires qui défendront de toutes leurs forces leur propriété nouvellement acquise contre toutes les atteintes du pouvoir socialiste. Maintenant, la question de la socialisation future de l'agriculture, et par conséquent de la production, en Russie, est devenue une question de lutte entre le prolétariat des villes et la masse paysanne. A quel point cet antagonisme s'est aggravé aujourd'hui, c'est ce que prouve le boycottage des villes par les paysans, lesquels conservent par devers eux les denrées ali-

mentaires, afin d'en tirer des profits usuraires, exactement comme font les hobereaux prussiens.

Le petit paysan français était devenu le plus vaillant défenseur de la Révolution française, qui lui avait donné la terre enlevée aux émigrés. Il porta, comme soldat de Napoléon, le drapeau français à la victoire, parcourut en tous sens l'Europe entière et détruisit la féodalité dans un pays après l'autre. Il se peut que Lénine et ses amis aient attendu un effet semblable de leur mot d'ordre agraire. Mais le paysan russe, ayant pris la terre de sa propre autorité, n'a pas songé même en rêve à défendre la Russie et la révolution, à qui il la devait. Il s'est claquemuré dans sa nouvelle propriété, abandonnant la révolution à ses ennemis, l'Etat à la ruine et la population des villes à la famine.

La réforme agraire de Lénine a créé pour le socialisme dans les campagnes une nouvelle et puissante couche d'ennemis, dont la résistance sera beaucoup plus dangereuse et plus opiniâtre que l'était celle de l'aristocratie foncière.

Si la défaite militaire a abouti à l'effondrement et à la ruine de la Russie, les bolcheviks en portent incontestablement une part de responsabilité. Les difficultés objectives de la situation, les bolcheviks les ont aggravées eux-mêmes par ce mot d'ordre, qu'ils ont mis au premier plan de leur politique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ou ce qui se cachait en réalité derrière ce mot d'ordre : le dépècement de la Russie. Cette formule, proclamée sans cesse avec une obstination dogmatique, du droit des différentes nations de l'empire russe à décider elles-mêmes de leur propre sort, "*jusque et y compris leur séparation complète d'avec la Russie*", était un cri de guerre particulier de Lénine et ses amis dans leur lutte contre l'impérialisme, tant celui de Milioukov que celui de Kerensky. Elle fut l'axe de leur politique intérieure après le coup d'Etat d'octobre. Elle constitua toute la plate-forme des bolcheviks à Brest-Litovsk, la seule arme qu'ils eussent à opposer à la puissance de l'impérialisme allemand.

Ce qui frappe, tout d'abord, dans l'obstination et l'entêtement avec lesquels Lénine et ses amis se sont tenus à ce mot d'ordre, c'est qu'il est en contradiction flagrante, tant avec le centralisme, si souvent affirmé, de leur politique, qu'avec leur attitude à l'égard des autres principes démocratiques. Tandis qu'ils faisaient preuve du mépris le plus glacial à l'égard de l'Assemblée constituante, du suffrage universel, de la liberté de la presse et de réunion, bref de tout l'appareil des libertés démocratiques fondamentales des masses populaires, libertés dont l'ensemble constituait le "droit de libre détermination" en Russie même, ils faisaient de ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes un noyau de la politique démocratique, pour l'amour duquel il fallait faire taire toutes les considérations pratiques de la critique réaliste. Alors qu'ils ne s'en laissaient imposer en rien par le vote populaire pour l'Assemblée constituante en Russie, vote

émis sur la base du suffrage le plus démocratique du monde et dans la pleine liberté d'une république populaire, et que, pour de froides considérations critiques, ils en déclaraient les résultats simplement nuls et non avenus, ils défendaient à Brest-Litovsk le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme le vrai palladium de toute liberté et de toute démocratie, quintessence inaltérée de la volonté des peuples, et comme l'instance décisive suprême dans la question du sort politique des nations.

La contradiction, qui est ici flagrante, est d'autant plus incompréhensible que, dans les formes démocratiques de la vie politique de tous les pays, il s'agit effectivement, comme nous le verrons encore plus loin, de bases extrêmement précieuses et même indispensables de la politique socialiste, alors que ce fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'une phrase creuse, une foutaise petite-bourgeoise.

Que signifie ce droit en effet ? C'est un principe élémentaire de la politique socialiste, qu'elle combat, comme toute sorte d'oppression, celle d'une nation par une autre. Si, malgré tout, des hommes politiques aussi réfléchis que Lénine, Trotsky et leur amis, qui n'ont que haussements d'épaules ironiques pour des mots d'ordre utopiques tels que "*désarmement*", "*société des nations*", etc., ont fait cette fois leur cheval de bataille d'une phrase creuse du même genre, cela est dû, nous semble-t-il, à une sorte de politique d'opportunité. Lénine et ses amis comptaient manifestement sur le fait qu'il n'y avait pas de plus sûr moyen de gagner à la cause de la révolution les nombreuses nationalités allogènes que comptait l'empire russe que de leur accorder, au nom de la révolution et du socialisme, le droit absolu de disposer de leur propre sort. C'était une politique analogue à celle que les bolcheviks adoptaient à l'égard des paysans russes, qu'ils pensaient gagner à l'aide du mot d'ordre de prise de possession directe des terres et lier ainsi au drapeau de la révolution et du gouvernement prolétarien. Malheureusement, dans un cas comme dans l'autre, le calcul s'est révélé entièrement faux : tandis que Lénine et ses amis espéraient manifestement que, parce qu'ils avaient été les défenseurs de la liberté nationale, et cela jusqu'à la séparation complète, la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Lituanie, les pays baltes, le Caucase, etc., deviendraient autant d'alliés fidèles de la Révolution russe, nous avons précisément assisté au spectacle inverse : l'une après l'autre, toutes ces "nations" utilisèrent la liberté qu'on venait de leur octroyer pour s'allier à l'impérialisme allemand contre la Révolution russe. L'intermède avec l'Ukraine à Brest-Litovsk, qui a amené un tournant décisif des négociations et de toute la situation politique, tant intérieure qu'extérieure, des bolcheviks, en est un exemple frappant. L'attitude de la Finlande, de la Pologne, de la Lituanie, des pays baltes, et des nations du Caucase, montre de la façon la plus convaincante que nous n'avons pas affaire ici à une exception fortuite, mais à un phénomène typique.

Assurément, dans tous les cas, ce ne sont pas les "nations" qui ont fait cette politique réactionnaire, mais seulement les classes bourgeoises et petites-bourgeoises, qui, en opposition complète avec les masses prolétariennes de leur pays, ont fait de ce "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" un instrument de leur politique contre-révolutionnaire. Mais - et nous touchons ici au nœud du problème -, le caractère utopique, petit-bourgeois, de ce mot d'ordre nationaliste consiste précisément en ceci, que, dans la dure réalité de la société de classes, surtout dans une période d'antagonismes extrêmes, il se transforme en un moyen de domination de la classe bourgeoise. Les bolcheviks devaient apprendre à leurs dépens et à ceux de la révolution que, sous le règne du capitalisme, il n'y a pas de libre détermination des peuples, que, dans une société de classes, chaque classe de la nation cherche à se "déterminer" d'une manière différente, que, pour les classes bourgeoises, les considérations de liberté nationale passent complètement après celles de la domination de classe. La bourgeoisie finlandaise, comme la petite-bourgeoisie ukrainienne, étaient entièrement d'accord pour préférer la domination allemande à la liberté nationale, dès que celle-ci devait être liée au danger du "bolchevisme".

L'espoir de changer ces rapports réels de classes en leur contraire au moyen des "plébiscites", qui constituaient le principal objet des délibérations de Brest-Litovsk, et, en se basant sur les sentiments de la masse populaire, d'obtenir un vote en faveur du rattachement à la Révolution russe, cet espoir témoignait, s'il était sincère, d'un optimisme incompréhensible de la part de Lénine et de Trotsky; s'il n'était qu'une manœuvre tactique dans la lutte avec la politique de force allemande, c'était un jeu dangereux. Même sans l'occupation militaire allemande, le fameux "plébiscite", à supposer qu'on en serait venu là dans les pays limitrophes, eût, vu l'état d'esprit de la masse paysanne et des couches importantes de prolétaires encore indifférents, les tendances réactionnaires de la petite-bourgeoise et les mille moyens dont disposait la bourgeoisie pour influencer le vote, donné partout un résultat dont les bolcheviks n'eussent pas eu lieu de se féliciter. On peut, dans ces problèmes de plébiscite sur la question nationale, admettre comme une règle absolue que les classes dominantes s'arrangent ou bien pour l'empêcher, quand il ne fait pas leur jeu, ou, s'il y a lieu, pour en influencer les résultats à l'aide de toutes les manœuvres qui font précisément que nous ne pourrions jamais introduire le socialisme par voie de plébiscite.

Le fait que la question des revendications et tendances nationales ait été jetée en plein milieu des luttes révolutionnaires, et, par le traité de Brest-Litovsk, portée au premier plan et même considérée comme le "schibboleth"⁴⁰³ de la politique socialiste et révolutionnaire, ce fait a jeté le plus grand trouble dans les rangs du socialisme et a ébranlé les positions du prolétariat précisé-

⁴⁰³ Mot de passe d'une secte juive.

ment dans les pays limitrophes. En Finlande, le prolétariat socialiste, aussi longtemps qu'il luttait en tant que partie intégrante de la phalange révolutionnaire de Russie, avait déjà conquis une position dominante. Il possédait la majorité à la Diète, dans l'armée, il avait réduit la bourgeoisie à une impuissance complète, et était maître de la situation dans le pays. L'Ukraine russe avait été, au début du siècle, alors que les folies du "nationalisme ukrainien", avec les "Karbovantse" et les "Universals"⁴⁰⁴ de même que le "dada" de Lénine d'une "Ukraine indépendante" n'avaient pas encore été inventés, la forteresse du mouvement révolutionnaire russe. C'est de là, de Rostov, d'Odessa, de la région du Don, qu'avaient jailli les premiers torrents de lave de la révolution (dès les années 1902-1904), qui embrasèrent rapidement toute la Russie du Sud, préparant ainsi l'explosion de 1905. Le même phénomène se reproduisit dans la révolution actuelle, où le prolétariat de la Russie du Sud fournit les troupes d'élite de la phalange prolétarienne. La Pologne et les Etats baltes étaient, depuis 1905, les foyers les plus ardents et les plus sûrs de la révolution, où le prolétariat socialiste joue un rôle prépondérant.

Comment se fait-il que, dans ces pays, la contre-révolution ait brusquement triomphé ? C'est que, précisément, le mouvement nationaliste a, en le détachant de la Russie, paralysé le prolétariat, et l'a livré à la bourgeoisie nationale. Au lieu de viser, selon l'esprit même de la nouvelle politique internationale de classe, qu'ils représentaient par ailleurs, à grouper en une masse la plus compacte possible les forces révolutionnaires sur tout le territoire de l'empire russe, en tant que territoire de la révolution, d'opposer, en tant que commandement suprême de leur politique, la solidarité des prolétaires de toutes les nationalités à l'intérieur de l'empire russe à toutes les séparations nationalistes, les bolcheviks ont, par leur mot d'ordre nationaliste retentissant du "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusque et y compris la séparation complète*", fourni à la bourgeoisie, dans tous les pays limitrophes, le prétexte le plus commode, on pourrait même dire la bannière, pour leur politique contre-révolutionnaire. Au lieu de mettre en garde les prolétaires dans les pays limitrophes contre tout séparatisme, comme piège de la bourgeoisie, ils ont, au contraire, par leur mot d'ordre, égaré les masses, les livrant ainsi à la démagogie des classes possédantes. Ils ont, par cette revendication nationaliste, provoqué, préparé eux-mêmes, le dépècement de la Russie, et mis ainsi aux mains de leurs propres ennemis le poignard qu'ils devaient plonger au cœur de la Révolution russe.

Certes, sans l'aide de l'impérialisme allemand, sans "*les crosses allemandes dans les poings allemands*", écrivait la *Neue Zeit* de Kautsky, jamais les Lubinsky et autres canailles de l'Ukraine, jamais les Erich, les Manner-

⁴⁰⁴ Les Karbovantse étaient la monnaie frappée en Ukraine. L'Universal était l'assemblée nationale de toute l'Ukraine.

heim⁴⁰⁵ en Finlande, et les barons baltes, ne seraient venus à bout des masses prolétariennes socialistes de leur pays. Mais le séparatisme national fut le cheval de Troie, grâce auquel les "camarades" allemands ont été introduits, fusil au poing, dans tous ces pays. Certes, ce sont les antagonismes de classes réels et les rapports de forces militaires qui ont amené l'intervention de l'Allemagne. Mais ce sont les bolcheviks qui ont fourni l'idéologie à l'aide de laquelle on masque cette campagne de la contre-révolution, renforçant ainsi les positions de la bourgeoisie et affaiblissant celles du prolétariat. La meilleure preuve en est l'Ukraine, qui devait jouer un rôle si néfaste dans les destinées de la Révolution russe. Le nationalisme ukrainien était en Russie quelque chose de tout à fait différent de ce qu'était par exemple le nationalisme tchèque, polonais ou finlandais, une simple lubie, une sorte de manie de quelques douzaines d'intellectuels petits-bourgeois, n'ayant aucune base dans les conditions économiques, politiques ou intellectuelles du pays, ne s'appuyant sur aucune tradition historique, étant donné que l'Ukraine n'a jamais constitué une nation ou un Etat indépendant, n'a jamais possédé une culture nationale, en dehors de quelques poésies romantico-réactionnaires, et n'eût par conséquent pas pu devenir un organisme politique sans le cadeau de baptême du "*droit des peuples à disposer d'eux mêmes*"⁴⁰⁶.

Cette sorte de phraséologie a parfois dans l'histoire des luttes de classes une importance très réelle. C'est une véritable fatalité pour le socialisme que, dans cette guerre mondiale, il lui ait été réservé de fournir des mots d'ordre à la politique contre-révolutionnaire. Au moment de la déclaration de guerre, la social-démocratie allemande se hâta de couvrir le brigandage de l'impérialisme allemand d'un manteau idéologique tiré du magasin d'accessoires du marxisme, en déclarant qu'elle était la guerre de libération contre le tsarisme russe que souhaitaient nos vieux maîtres. Avec le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il était réservé aux adversaires des socialistes de gouvernement, aux bolcheviks, d'apporter de l'eau au moulin de la contre-révolution et de fournir ainsi un prétexte idéologique, non seulement pour l'écrasement de la Révolution russe elle-même, mais pour la liquidation

⁴⁰⁵ Mannerheim, Karl-Gustav-Emil (1867-1951). Officier russe, il servit dans la guerre russo-japonaise puis dans la première guerre mondiale. Commandant en chef des armées blanches dans la guerre civile finlandaise, il fut, de 1918 à 1919, régent de Finlande.

⁴⁰⁶ C'est absolument comme si, un beau matin les gens de la Wasserkante voulaient fonder sur Fritz Reuter une nouvelle nation et un Etat bas-allemand. Et ce sont ces bouffonneries insensées de quelques professeurs et étudiants d'université que Lénine et consorts ont, par leur agitation doctrinaire au nom du "*droit à l'autodétermination jusque et y compris, etc.*", gonflées artificiellement en un facteur politique. A ce qui n'était au début que farce, ils ont donné une telle importance qu'elle devint la plus sanglante des gravités : non pas un mouvement national sérieux, qui n'a de toutes façons toujours pas de racines, mais une enseigne et un fanion de rassemblement pour la contre-révolution ! C'est de cette bulle d'air que les baïonnettes allemandes ont rampé jusqu'à Brest-Litovsk.

contre-révolutionnaire projetée de la guerre mondiale. Sous ce rapport, nous avons de bonnes raisons d'examiner de très près la politique des bolcheviks. Le "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", accouplé à la "société des nations" et au "désarmement", par la grâce de Wilson, est le cri de guerre sous lequel se déroulera le conflit imminent entre le socialisme international et le monde bourgeois. Il est clair que ce mot d'ordre et toute l'idéologie nationale, qui constituent actuellement le plus grand danger pour le socialisme international, ont reçu précisément de la Révolution russe et des négociations de Brest-Litovsk un renforcement extraordinaire. Nous aurons encore à nous occuper en détail de cette plate-forme. Les conséquences tragiques de ce mot d'ordre dans la Révolution russe, aux épines duquel les bolcheviks devaient se prendre et s'écorcher jusqu'au sang, doivent servir au prolétariat international d'avertissement.

De tout cela est sortie la dictature de l'Allemagne. Du traité de Brest-Litovsk au "traité annexe" ! Les 200 victimes expiatoires de Moscou. C'est de là que sont venus la terreur et l'écrasement de la démocratie.

IV. La dissolution de l'Assemblée constituante

Nous allons examiner cela de plus près, d'après quelques exemples.

Un fait qui a joué un rôle prépondérant dans la politique des bolcheviks, c'est la fameuse dissolution de l'Assemblée constituante en novembre 1917. Cette mesure a exercé une influence décisive sur toute leur attitude ultérieure, elle fut en quelque sorte le point crucial de leur tactique. C'est un fait que Lénine et ses amis, jusqu'à leur victoire d'octobre, exigeaient avec fureur la convocation de l'Assemblée constituante, et que la politique d'atermoiements du gouvernement Kerensky sur ce point était un de leurs principaux griefs contre ce gouvernement qui leur fournissait un motif d'attaques extrêmement violentes. Dans son étude intitulée : *De la révolution d'Octobre au traité de Brest-Litovsk*, Trotsky dit même que le coup d'Etat d'Octobre a été en fait "*le salut pour la Constituante*", comme pour la révolution, en général. "Et quand nous disions, poursuit-il, que la voie d'accès vers la Constituante passait, non par le pré-parlement de Tseretelli, mais par la prise du pouvoir par les soviets, nous étions tout à fait sincères."

Et voilà qu'après ces déclarations le premier acte de Lénine, au lendemain de la révolution d'Octobre, fut précisément de dissoudre cette même Assemblée constituante dont elle devait être la voie d'accès ! Quels sont les motifs qui ont amené cette volte-face si stupéfiante ? Trotsky s'en explique longuement dans l'ouvrage susmentionné, et nous allons rapporter ici ses arguments :

"Si les mois qui précédèrent la révolution d'Octobre furent une période de poussée à gauche des masses et d'afflux irrésistible des ou-

vriers, soldats et paysans, du côté des bolcheviks, ce mouvement se manifesta au sein du parti socialiste-révolutionnaire par le renforcement de l'aile gauche aux dépens de la droite. Cependant, dans les listes du parti, dominaient encore pour les trois quarts des vieux noms de l'aile droite...

"A cela s'ajoutait encore cette circonstance que les élections elles-mêmes eurent lieu pendant les premières semaines qui suivirent la révolution d'Octobre. La nouvelle du changement qui s'était produit se répandit d'une façon relativement lente, en cercles concentriques, de la capitale à la province, et des villes aux villages. Dans beaucoup d'endroits, les masses paysannes étaient très peu au courant de ce qui se passait à Petrograd et à Moscou. Elles votèrent pour le groupe "Terre et Liberté" et pour leurs représentants dans les comités agraires, qui étaient, pour la plupart, des partisans des "Narodniki".

"Mais, par là, elles votaient en même temps pour Kerensky et Avxentief, qui avaient dissous ces mêmes comités et fait arrêter leurs membres... Cet état de choses permet de comprendre à quel point la Constituante était restée en arrière du développement de la lutte politique et des changements réalisés dans le rapport des forces entre les différents partis."

Tout cela est on ne peut mieux et très convaincant. Seulement, on ne peut que s'étonner que des gens aussi intelligents que Lénine et Trotsky ne soient pas arrivés à la conclusion tout indiquée qui découlait des faits ci-dessus. Etant donné que l'Assemblée constituante avait été élue longtemps avant le tournant décisif d'Octobre et reflétait dans sa composition l'image du passé périmé et non pas le nouvel état de choses, la conclusion s'imposait d'elle-même qu'il fallait casser cette Constituante surannée, donc mort-née, et prescrire sans tarder de nouvelles élections en vue d'une nouvelle Constituante ! Ils ne pouvaient ni ne voulaient confier le sort de la révolution à une Assemblée qui représentait la Russie de Kerensky, la période d'hésitations et de coalition avec la bourgeoisie. Parfait ! Il ne restait plus, dès lors, qu'à convoquer immédiatement à sa place une assemblée issue de la Russie rénovée et plus avancée.

Au lieu de cela, Trotsky conclut de l'insuffisance particulière de l'Assemblée constituante réunie en octobre à l'inutilité absolue de toute Assemblée constituante, en général, et, même, il va jusqu'à nier la valeur de toute représentation populaire issue d'élections générales en période de révolution.

"Grâce à la lutte ouverte et directe pour le pouvoir, les masses laborieuses accumulent en peu de temps une expérience politique considérable, et montent rapidement, dans leur évolution, d'un degré à l'autre. Le lourd mécanisme des institutions démocratique est d'autant plus incapable de suivre cette évolution que le pays est plus grand et son outillage technique plus imparfait." (Trotsky.)

Nous voilà déjà arrivés au "*mécanisme des institutions démocratiques*" en général. À cela on peut objecter tout d'abord que cette appréciation des institutions représentatives exprime une conception quelque peu schématique et rigide, que contredit expressément l'expérience de toutes les époques révolutionnaires du passé. D'après la théorie de Trotsky, toute assemblée élue ne reflète une fois pour toutes les idées, la maturité politique et l'état d'esprit du corps électoral que juste au moment où il se rend aux urnes. Ainsi l'assemblée démocratique serait toujours le reflet de la masse à l'époque des élections, tout comme, d'après Herschel⁴⁰⁷, le ciel étoilé nous montre les astres, non pas tels qu'ils sont au moment où nous les contemplons, mais tels qu'ils étaient au moment où ils envoyaient leurs rayons d'une distance incommensurable sur la Terre. Ce qui revient à nier complètement tout lien vivant entre les élus et leurs électeurs, toute influence réciproque des uns sur les autres.

Cette conception est en contradiction complète avec toute l'expérience de l'histoire. Celle-ci nous montre, au contraire, que le fluide vivant de l'opinion populaire baigne constamment les corps représentatifs, les pénètre, les dirige. Sinon comment expliquer que, dans tous les parlements bourgeois, nous assistons de temps à autre aux plus réjouissantes cabrioles des "représentants du peuple", qui, animés soudain d'un "esprit nouveau", font entendre des accents tout à fait inattendus, que, de temps à autre, les momies les plus desséchées prennent des airs de jeunesse, et que les Scheidemann de tout acabit trouvent tout à coup dans leur poitrine des accents révolutionnaires, quand la colère gronde dans les usines, dans les ateliers et dans les rues ?

Et cette action vivante et permanente des masses sur les corps élus devrait s'arrêter juste en période de révolution devant le schéma figé des enseignes de partis et des listes de candidats ? Tout au contraire ! La révolution crée précisément, par la flamme qui ranime, cette atmosphère politique vibrante, impressionnable, où les vagues de l'opinion publique, le pouls de la vie populaire, agissent instantanément et de la façon la plus admirable sur les corps représentatifs. C'est ce qui explique les scènes émouvantes bien connues au début de toutes les révolutions, où l'on voit des parlements réactionnaires ou très modérés, élus sous l'ancien régime par un suffrage restreint, se transformer soudain en porte-parole héroïques de la révolution, en organes de l'insurrection. L'exemple classique, c'est le fameux "Long parlement" en Angleterre, qui, élu et réuni en 1642, resta sept ans en fonctions, et refléta successivement tous les changements de l'opinion publique, des rapports des classes, du développement de la révolution, jusqu'à son point culminant, depuis la timide escarmouche du début avec la Couronne sous le contrôle d'un speaker "à genoux", jusqu'à la suppression de la Chambre des Lords, l'exécution de Charles I^o et la proclamation de la république !

⁴⁰⁷ Herschel, Sir William (1738-1822). Astronome anglais né à Hanovre. Il créa l'astronomie stellaire.

Et cette même transformation merveilleuse ne s'est-elle pas reproduite dans les états généraux de France, dans le parlement censitaire de Louis-Philippe, et même - le dernier exemple, le plus frappant, que Trotsky avait à sa portée - dans la quatrième Douma, qui, élue en l'an de grâce 1909, sous la domination la plus figée de la contre-révolution, se sentit animée soudain, en 1917, du souffle ardent de l'insurrection et devint le point de départ de la révolution !

Tout cela montre que "*le lourd mécanisme des institutions démocratiques*" trouve un correctif puissant précisément dans le mouvement vivant des masses, dans leur pression continue. Et plus l'institution est démocratique, plus le pouls de la vie politique des masses est vivant et fort, et plus directe et précise est l'action exercée par elles, en dépit du caractère figé des programmes des partis et du caractère périmé des listes de candidats, etc. Assurément toute institution démocratique, comme toute les institutions humaines d'ailleurs, a ses limites et ses défauts. Mais le remède inventé par Lénine et Trotsky, qui consiste à supprimer la démocratie en général, est pire que le mal qu'il est censé guérir : il obstrue en effet la seule source vivante d'où peuvent sortir les moyens de corriger les insuffisances congénitales des institutions sociales, à savoir la vie politique active, libre, énergique, de larges masses populaires.

Prenons un autre exemple frappant : le suffrage élaboré par le gouvernement des soviets. On ne voit pas très bien quelle portée pratique on lui attribue. De la critique que font Trotsky et Lénine des institutions démocratiques, il ressort qu'ils repoussent en principe les représentations nationales émanant d'élections générales et ne veulent s'appuyer que sur les soviets. Mais alors pourquoi a-t-on proclamé le suffrage universel ? C'est ce qu'on ne voit pas très bien. D'ailleurs, autant que nous sachions, ce suffrage universel n'a jamais été appliqué : on n'a jamais entendu parler d'élections à aucune sorte de représentation populaire faite sur cette base. Il est plus probable qu'il n'est resté qu'un droit théorique, existant uniquement sur le papier, mais, tel qu'il est, il n'en constitue pas moins un produit très remarquable de la théorie bolcheviste de la dictature. Tout droit de vote, comme d'ailleurs tout droit politique, doit être mesuré, non pas d'après des schémas abstraits de justice et autres mots d'ordre tirés de la phraséologie bourgeoise-démocratique, mais d'après les conditions économiques et sociales, pour lesquelles il est fait. Le suffrage élaboré par le gouvernement des soviets est précisément calculé en vue de la période de transition de la forme de société bourgeoise-capitaliste à la forme de société socialiste, en vue de la période de dictature du prolétariat. Conformément à l'interprétation de cette dictature, que représentent Lénine et Trotsky, ce droit n'est accordé qu'à ceux qui vivent de leur propre travail, et refusé aux autres.

Or il est clair qu'un pareil système électoral n'a de sens que dans une société qui est aussi, économiquement, en état de permettre à tous ceux qui veulent travailler de vivre d'une façon digne et convenable de leur propre tra-

vail. Est-ce le cas de la Russie actuelle ? Etant donné les difficultés énormes contre lesquelles a à lutter la Russie, séparée du marché mondial et coupée de ses principales sources de matières premières, étant donné la désorganisation épouvantable de la vie économique, le bouleversement total des rapports de production, par suite des transformations des rapports de propriété dans l'agriculture comme dans l'industrie et le commerce, il est évident qu'un nombre considérable d'existences sont tout à coup déracinées, jetées hors de leur voie, sans aucune possibilité matérielle de trouver dans le mécanisme économique quelque emploi que ce soit pour leur force de travail. Cela ne s'applique pas seulement à la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers, mais encore aux larges couches de la classe moyenne et à la classe ouvrière elle-même. Car c'est un fait que l'effondrement de l'industrie a provoqué un reflux en masse du prolétariat des villes à la campagne, où il cherche à s'employer dans l'agriculture. Dans de telles conditions, un suffrage politique qui a pour condition économique l'obligation pour tous de travailler est une mesure absolument incompréhensible. Elle a pour but, dit-on, d'enlever les droits politiques aux seuls exploités. Et tandis que des forces de travail productives sont déracinées en masse, le gouvernement des soviets se voit obligé, au contraire, dans un grand nombre de cas, de remettre pour ainsi dire en ferme l'industrie nationale aux anciens propriétaires capitalistes. De même, en avril 1918, il s'est vu contraint de conclure un compromis avec les coopératives de consommation bourgeoises. En outre, l'utilisation des techniciens bourgeois s'est révélée indispensable. Une autre conséquence de ce phénomène est que des couches croissantes du prolétariat, telles que les gardes rouges, etc., sont entretenues par l'Etat à l'aide des fonds publics. En réalité, ce système prive de leurs droits des couches croissantes de la petite-bourgeoise et du prolétariat, pour lesquelles l'organisation économique ne prévoit aucun moyen d'exercer l'obligation au travail.

Un système électoral, qui fait du droit de vote un produit utopique de l'imagination, sans aucun lien avec la réalité sociale, est une pure absurdité. Et c'est pourquoi ce n'est pas un instrument sérieux de la dictature prolétarienne. C'est un anachronisme, une anticipation de la situation juridique qui pourrait se concevoir dans une économie socialiste déjà réalisée, mais non pas dans la période transitoire de la dictature prolétarienne.

Lorsque toute la classe moyenne, les intellectuels bourgeois et petits-bourgeois, au lendemain de la Révolution d'octobre, boycottèrent pendant des mois le gouvernement des soviets paralyse les communications par chemins de fer, par postes et télégraphes, l'enseignement, l'appareil administratif, se révoltant ainsi contre le gouvernement ouvrier, alors toutes les mesures de pression contre eux, retrait des droits politiques, de moyens d'existence économique, etc., s'imposaient bien entendu pour briser leur résistance avec un poing de fer. C'est en cela que se manifestait justement la dictature socialiste, laquelle ne doit reculer devant aucun moyen de contrainte pour imposer certaines me-

sures dans l'intérêt de la collectivité. Par contre, un système électoral qui prononce contre de vastes couches de la société une privation générale de droits, qui les met politiquement hors des cadres de la société, alors qu'il est lui-même hors d'état de leur faire économiquement une place à l'intérieur de ces cadres, une privation de droits qui n'est pas une mesure concrète en vue d'un but concret, mais une règle générale d'effet durable, ce n'est pas une nécessité de la dictature, mais une improvisation non viable⁴⁰⁸.

Mais avec cela la question est loin d'être épuisée : nous n'avons pas fait entrer en ligne de compte la suppression des principales garanties démocratiques d'une vie publique saine et de l'activité politique des masses ouvrières : libertés de la presse, d'association et de réunion, qui ont été entièrement supprimées pour tous les adversaires du gouvernement des soviets. Pour justifier la suppression de ces droits, l'argumentation de Trotsky sur la lourdeur des corps élus démocratiques est tout à fait insuffisante. Par contre, c'est un fait absolument incontestable que, sans une liberté illimitée de la presse, sans une liberté absolue de réunion et d'association, la domination des larges masses populaires est inconcevable.

Lénine dit : l'Etat bourgeois est un instrument d'oppression de la classe ouvrière, l'Etat socialiste un instrument d'oppression de la bourgeoisie. C'est en quelque sorte l'Etat capitaliste renversé sur la tête. Cette conception simpliste oublie l'essentiel : c'est que si la domination de classe de la bourgeoisie n'avait pas besoin d'une éducation politique des masses populaires, tout au moins au-delà de certaines limites assez étroites, pour la dictature prolétarienne, au contraire, elle est l'élément vital, l'air sans lequel elle ne peut vivre.

"Grâce à la lutte ouverte et directe pour le pouvoir, les masses laborieuses accumulent en peu de temps une expérience politique considérable, et montent rapidement, dans leur évolution, d'un degré à l'autre."

Ici, Trotsky se réfute lui-même, et réfute en même temps ses propres amis. C'est justement parce que cela est vrai qu'ils ont, en supprimant toute vie publique, obstrué eux-mêmes la source de l'expérience politique et des progrès du développement. Ou faut-il admettre que l'expérience et le développement étaient nécessaires jusqu'à la prise du pouvoir par les bolcheviks, mais qu'à ce moment-là ils avaient atteint leur apogée et devenaient désormais superflus ? (Discours de Lénine : La Russie est plus que mûre pour le socialisme ! ! !)

⁴⁰⁸ Dans la marge, sans indication de l'endroit où cette remarque devait être insérée : *"Aussi bien les Soviets en tant qu'épine dorsale, que la Constituante et le suffrage universel"*.

Sur une feuille annexe, R. Luxemburg écrit : *"Les bolchéviks qualifiaient les Soviets de réactionnaires parce que, disaient-ils, composés en majorité de paysans (délégués des paysans et délégués des soldats). Quand les Soviets se sont rangés de leur côté, ils sont devenus les justes représentants de l'opinion populaire. Mais ce revirement soudain dépendait uniquement de la paix et de la question de la terre"*.

En réalité, c'est tout le contraire. Précisément les tâches gigantesques auxquelles les bolcheviks se sont attelés avec courage et résolution nécessitaient l'éducation politique des masses la plus intense et une accumulation d'expérience qui n'est pas possible sans liberté politique⁴⁰⁹.

La liberté seulement pour les partisans du gouvernement, pour les membres d'un parti, aussi nombreux soient-ils, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme de la "justice", mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et perd de son efficacité quand la "liberté" devient un privilège.

La condition que suppose tacitement la théorie de la dictature selon Lénine et Trotsky, c'est que la transformation socialiste est une chose pour laquelle le parti de la révolution a en poche une recette toute prête, qu'il ne s'agit plus que d'appliquer avec énergie⁴¹⁰. Par malheur - ou, si l'on veut, par bonheur -, il n'en est pas ainsi. Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites qu'on n'aurait plus qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme en tant que système économique, juridique et social, est une chose qui reste complètement enveloppée dans les brouillards de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs qui montrent la direction générale dans laquelle il faut s'engager, indications d'ailleurs d'un caractère surtout négatif. Nous savons à peu près ce que nous aurons à supprimer tout d'abord pour rendre la voie libre à l'économie socialiste. Par contre, de quelle sorte seront les mille grandes et petites mesures concrètes en vue d'introduire les principes socialistes dans l'économie, dans le droit, dans tous les rapports sociaux, là, aucun programme de parti, aucun manuel de socialisme ne peut fournir de renseignement. Ce n'est pas une infériorité, mais précisément une supériorité du socialisme scientifique sur le socialisme utopique, que le socialisme ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né de l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche vivante de l'histoire, laquelle, tout comme la nature organique dont elle est en fin de compte une partie, a la bonne habitude de faire naître toujours, avec un besoin social véritable, les moyens de le satisfaire, avec le problème sa solution. Mais

⁴⁰⁹ Remarque dans la marge gauche sans renvoi précis: *"Une liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti - si nombreux soient-ils -, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de ceux qui ne pensent pas comme vous. Ce n'est pas par quelque souci fanatique de "justice", mais parce que tout ce que la liberté politique a de vivifiant, de salutaire et de purifiant dépend de ce caractère essentiel, et que ces vertus cessent d'agir quand la "liberté" devient un privilège"*.

⁴¹⁰ Remarque dans la marge gauche: *"Les bolcheviks ne vont tout de même pas nier, la main sur le coeur, qu'ils ont dû tâtonner à chaque pas, faire des tentatives, des expériences, des essais dans un sens et dans un autre et qu'une bonne portion des mesures qu'ils ont prises ne sont pas des merveilles. C'était forcé et cela nous arrivera à tous quand nous nous y mettrons, même si, sans doute, les conditions ne seront pas partout aussi difficiles"*.

s'il en est ainsi, il est clair que le socialisme, d'après son essence même, ne peut être octroyé, introduit par décret. Il suppose toute une série de mesures violentes, contre la propriété, etc. Ce qui est négatif, la destruction, on peut le décréter, ce qui est positif, la construction, on ne le peut pas. Terres vierges. Problèmes par milliers. Seule l'expérience est capable d'apporter les correctifs nécessaires et d'ouvrir des voies nouvelles. Seule une vie bouillonnante, absolument libre, s'engage dans mille formes et improvisations nouvelles, reçoit une force créatrice, corrige elle-même ses propres fautes. Si la vie publique des Etats à liberté limitée est si pauvre, si schématique, si inféconde, c'est précisément parce qu'en excluant la démocratie elle ferme les sources vives de toute richesse et de tout progrès intellectuels. (A preuve les années 1905 et suivantes et les mois de février-octobre 1917.) Ce qui vaut pour le domaine politique vaut également pour le domaine économique et social. Le peuple tout entier doit y prendre part. Autrement le socialisme est décrété, octroyé, par une douzaine d'intellectuels réunis autour d'un tapis vert.

Un contrôle public est absolument nécessaire. Sinon l'échange des expériences n'est possible que dans le cercle fermé des fonctionnaires du nouveau gouvernement. La corruption est inévitable (paroles de Lénine, Bulletin d'informations n°29⁴¹¹). La pratique du socialisme exige toute une transforma-

⁴¹¹ Remarque sur une feuille séparée :

"Discours de Lénine sur la discipline et la corruption" [Renvoie à l'article du bulletin d'information social-démocrate, ci-dessus].

"Même chez nous et partout l'anarchie sera inévitable. L'élément lumpenproletarien est inhérent à la société bourgeoise, impossible de l'en séparer.

Preuves:

1. Prusse orientale. Les pillages des "cosaques".
2. L'apparition partout en Allemagne des brigandages et des vols ("fauche", personnel des postes et des chemins de fer, police, frontières complètement abolies entre la société policée et le banditisme).
3. preuve. La rapide dépravaion des responsables syndicaux. Contre ça des mesures terroristes draconiennes sont impuissantes. Au contraire, elles sont un élément de corruption supplémentaire. Seul antidote : idéalisme et activité sociale des masses, liberté politique illimitée."

Idées développées par R. Luxemburg sur une autre feuille:

"Dans toute révolution la lutte contre le Lumpenproletariat constitue un problème spécifique de grande importance. Nous aussi, en Allemagne et partout, nous y serons confrontés. L'élément lumpenproletarien est profondément inhérent à la société bourgeoise, pas seulement en tant que couche particulière, que déchet social qui prend des dimensions gigantesques, surtout aux époques où les murs de l'ordre social s'effondrent, mais en tant que partie intégrante de la société tout entière. Ce qui s'est passé en Allemagne - et peu ou prou dans tous les autres pays - a montré avec quelle facilité toutes les couches de la société bourgeoise succombent à la dépravaion : les degrés qui séparaient les hausses de prix abusives, les fraudes des hobereaux polonais, les affaires fictives, les falsifications de produits alimentaires, l'escroquerie, les malversations de fonctionnaires, du vol, de l'effraction et du gangstérisme ont disparu au point que la frontière entre les citoyens honorables et les bandits s'est évanouie. Ici se répète le phénomène de la dépravaion constante et rapide des vertus bourgeoises lorsqu'elles sont transplantées outre-mer sur un terrain social étran-

tion intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme, qui fait passer par-dessus toutes les souffrances, etc. Personne ne le sait mieux, ne le montre avec plus de force, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Seulement il se trompe complètement sur les moyens : décrets, puissance dictatoriale des directeurs d'usines, punitions draconiennes, règne de la terreur, autant de moyens qui empêchent cette renaissance. La seule voie qui y conduise, c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Tout cela ôté, que reste-t-il ? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs issus d'élections générales les soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie dans les soviets eux-mêmes soit de plus en plus paralysée. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie reste le seul élément actif. C'est une loi à laquelle nul ne peut se soustraire. La vie publique entre peu à peu en sommeil. Quelques douzaines de chefs d'une énergie inlassable et d'un idéalisme sans borne dirigent le gouvernement, et, parmi eux, ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente, au fond par conséquent un gouvernement de coterie - une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois !). Et il y a

ger, dans les conditions de la colonisation. En se débarrassant des barrières et des soutiens conventionnels de la morale et du droit, la société bourgeoise, dont la loi vitale profonde est l'immoralité, est la proie d'un encaissement pur et simple: exploitation effrénée et directe de l'homme par l'homme. Partout la révolution prolétarienne aura à lutter contre cet ennemi, instrument de la contre-révolution.

Et pourtant, même à cet égard, la terreur est un glaive émoussé, voire à deux tranchants. La justice militaire la plus draconienne est impuissante contre les explosions de débordements lumpenprolétaires. Il y a plus : tout régime d'état de siège prolongé aboutit inévitablement à l'arbitraire et tout arbitraire a un effet déprimant sur la société. Le seul moyen efficace dont dispose la révolution prolétarienne consiste, ici encore, à prendre des mesures radicales dans le domaine politique et social, et à transformer le plus rapidement possible les garanties sociales concernant la vie de la masse et... à déchaîner l'idéalisme révolutionnaire qu'on ne peut maintenir à la longue que dans un climat de liberté politique sans limites, par une intense activité des masses.

De même que, contre les infections et les germes infectieux, l'action libre des rayons du soleil est le moyen le plus efficace pour purifier et guérir, de même la révolution et son principe novateur, la vie intellectuelle qu'elle suscite, l'activité et l'autoresponsabilité des masses, dont la forme est la liberté politique la plus large... sont le seul soleil qui guérissent et purifie."

plus : un tel état de choses doit provoquer nécessairement un ensauvagement de la vie publique : attentats, fusillades d'otages, etc.

L'erreur fondamentale de la théorie Lénine-Trotsky est précisément que, tout comme Kautsky, ils opposent la démocratie à la dictature. "*Dictature ou démocratie*", ainsi se pose la question pour les bolcheviks comme pour Kautsky. Ce dernier se prononce bien entendu pour la démocratie, et même pour la démocratie bourgeoise, puisqu'il l'oppose à la transformation socialiste. Lénine-Trotsky se prononcent au contraire pour la dictature d'une poignée de personnes, c'est-à-dire pour la dictature selon le modèle bourgeois. Ce sont là deux pôles opposés, tout aussi éloignés l'un et l'autre de la véritable politique socialiste. Le prolétariat, une fois au pouvoir, ne peut, suivant le bon conseil de Kautsky, renoncer à la transformation socialiste sous prétexte que "*le pays n'est pas mûr*" et se vouer à la seule démocratie, sans se trahir lui-même et sans trahir en même temps l'Internationale et la révolution. Il a le devoir et l'obligation, justement, de se mettre immédiatement, de la façon la plus énergique, la plus inexorable, la plus brutale, à l'application des mesures socialistes, et, par conséquent, d'exercer la dictature, mais une dictature de classe, non celle d'un parti ou d'une clique, dictature de classe, c'est-à-dire avec la publicité la plus large, la participation la plus active, la plus illimitée, des masses populaires, dans une démocratie complète. "*En tant que marxistes, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle*", écrit Trotsky. Assurément, nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle. Mais du socialisme et du marxisme non plus, nous n'avons jamais été idolâtres. S'ensuit-il pour cela que nous ayons le droit, à la façon de Cunow⁴¹²-Lensch-Parvus⁴¹³ de jeter au rancart le socialisme ou le marxisme quand ils nous gênent ? Trotsky et Lénine sont la négation vivante de cette question. Nous n'avons jamais été idolâtres de la démocratie formelle, cela ne veut dire qu'une chose : nous avons toujours distingué le noyau social de la forme politique de la démocratie bourgeoise, nous avons toujours démasqué le dur noyau d'inégalité et de servitude sociales qui se cache sous la douce enveloppe de l'égalité et de la liberté formelles, non pour la rejeter, mais pour inciter la classe ouvrière à ne pas se contenter de l'enveloppe, tout au contraire à conquérir le pouvoir politique pour la remplir d'un contenu social nouveau. La tâche historique qui incombe au prolétariat, une fois au pouvoir, c'est de créer, à la place de la démocratie bourgeoise, la démocratie socialiste, et non pas de supprimer toute démocratie. Mais la démocratie socia-

⁴¹² Cunow, Heinrich (1862-1936). Professeur à l'université de Berlin, membre du SPD, écrivain. Pendant la guerre, il fut à l'extrême droite du parti.

⁴¹³ Parvus, pseudonyme d'Alexander L. Helphand (1867-1924). Révolutionnaire russe émigré en Allemagne. Membre du SPD à partir de 1891, il combattit le révisionnisme. Prit part en 1905 à la révolution en Russie. Il participa alors avec Trotsky à l'élaboration de la théorie de la révolution permanente. De 1910 à 1914, il séjourne dans les Balkans et se livre à la spéculation. De retour en Allemagne, il rejoint l'extrême droite du SPD.

liste ne commence pas seulement en terre promise, quand aura été créée l'infrastructure de l'économie socialiste, à titre de cadeau de Noël pour le bon peuple qui aura entre-temps fidèlement soutenu la poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec la destruction de la domination de classe et la prise du pouvoir par le parti socialiste. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat.

Parfaitement : dictature ! Mais cette dictature consiste dans la manière d'appliquer la démocratie, non dans son abolition, dans des interventions énergiques, résolues, dans les droits acquis et les rapports économiques de la société bourgeoise, sans lesquelles la transformation socialiste ne peut être réalisée. Mais cette dictature doit être l'œuvre de la classe et non d'une petite minorité dirigeante, au nom de la classe, autrement dit, elle doit sortir pas à pas de la participation active des masses, être sous leur influence directe, soumise au contrôle de l'opinion publique, produit de l'éducation politique croissante des masses populaires.

Et c'est certainement ainsi que procéderaient les bolcheviks, s'ils ne subissaient pas l'effroyable pression de la guerre mondiale, de l'occupation allemande, de toutes les difficultés énormes qui s'y rattachent, qui doivent nécessairement défigurer toute politique socialiste animée des meilleures intentions et s'inspirant des plus beaux principes.

Un argument très net en ce sens est fourni par l'emploi si abondant de la terreur par le gouvernement des soviets, et notamment au cours de la période qui a commencé après l'attentat contre l'ambassadeur allemand⁴¹⁴. Cette vérité banale que les révolutions ne sont pas baptisées à l'eau de rose est en soi assez insuffisante.

Tout ce qui se passe en Russie s'explique parfaitement : c'est une chaîne inévitable de causes et d'effets dont les points de départ et d'arrivée sont la carence du prolétariat allemand et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. Ce serait exiger de Lénine et de ses amis une chose surhumaine que de leur demander encore, dans des conditions pareilles, de créer, par une sorte de magie, la plus belle des démocraties, la dictature du prolétariat la plus exemplaire et une économie socialiste florissante. Par leur attitude résolument révolutionnaire, leur énergie sans exemple et leur fidélité inébranlable au socialisme international, ils ont vraiment fait tout ce qu'il était possible de faire dans des conditions si terriblement difficiles. Le danger commence là où, faisant de nécessité vertu, ils créent une théorie de la tactique que leur ont imposée ces conditions fatales, et veulent la recommander au prolétariat interna-

⁴¹⁴ Il s'agit de l'attentat contre le comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne à Moscou dont l'assassinat, en juillet 1918, par des socialistes-révolutionnaires fut le point de départ de la répression de l'opposition par les bolcheviks.

tional comme le modèle de la tactique socialiste. De même que, par là, ils s'exposent eux-mêmes tout à fait inutilement et placent leur véritable et incontestable mérite historique sous le boisseau de fautes imposées par la nécessité, ils rendent aussi au socialisme international, pour l'amour duquel ils ont lutté et souffert, un mauvais service quand ils prétendent lui apporter comme des idées nouvelles toutes les erreurs commises en Russie sous la contrainte de la nécessité, qui ne furent au bout du compte que des conséquences de la faillite du socialisme international dans cette guerre mondiale.

Les socialistes gouvernementaux d'Allemagne peuvent bien crier que la domination des bolcheviks en Russie n'est qu'une caricature de dictature du prolétariat. Qu'elle l'ait été ou non, ce ne fut précisément que parce qu'elle était une conséquence de l'attitude du prolétariat allemand, laquelle n'était pas autre chose qu'une caricature de lutte de classes. Nous vivons tous sous la loi de l'histoire, et l'ordre socialiste ne peut précisément s'établir qu'internationalement. Les bolcheviks ont montré qu'ils peuvent faire tout ce qu'un parti vraiment révolutionnaire peut faire dans les limites des possibilités historiques. Qu'ils ne cherchent pas à faire des miracles. Car une révolution prolétarienne modèle et impeccable dans un pays isolé, épuisé par la guerre, étranglé par l'impérialisme, trahi par le prolétariat international, serait un miracle. Ce qui importe, c'est de distinguer dans la politique des bolcheviks l'essentiel de l'accessoire, la substance de l'accident. Dans cette dernière période, où nous sommes à la veille des luttes décisives dans le monde entier, le problème le plus important du socialisme est précisément la question brûlante du moment : non pas telle ou telle question de détail de la tactique, mais la capacité d'action du prolétariat, la combativité des masses, la volonté de réaliser le socialisme. Sous ce rapport, Lénine, Trotsky et leurs amis ont été les premiers qui aient montré l'exemple au prolétariat mondial; ils sont jusqu'ici encore les seuls qui puissent s'écrier avec Hutten : "*J'ai osé !*"⁴¹⁵

C'est là ce qui est essentiel, ce qui est durable dans la politique des bolcheviks. En ce sens, il leur reste le mérite impérissable d'avoir, en conquérant le pouvoir et en posant pratiquement le problème de la réalisation du socialisme, montré l'exemple au prolétariat international, et fait faire un pas énorme dans la voie du règlement de comptes final entre le Capital et le Travail dans le monde entier. En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Et c'est dans ce sens que l'avenir appartient partout au "bolchevisme".

⁴¹⁵ Hutten, Ulrich von (1488-1523). Théologien allemand, célèbre par ses virulentes attaques, au début de la Réforme, contre le clergé et les moines.

« L'ordre règne à Berlin » (1919)

Die Rote Fahne, n° 14. 14 janvier 1919

« L'ordre règne à Varsovie », déclara le ministre Sébastiani, en 1831, à la Chambre française, lorsque, après avoir lancé son terrible assaut sur le faubourg de Praga, la soldatesque de Souvorov⁴¹⁶, eut pénétré dans la capitale polonaise et qu'elle eut commencé son office de bourreau.

« L'ordre règne à Berlin », proclame avec des cris de triomphe la presse bourgeoise, tout comme les Ebert et les Noske⁴¹⁷, tout comme les officiers des « troupes victorieuses » que la racaille petite-bourgeoise accueille dans les rues de Berlin en agitant des mouchoirs et en criant : « Hourrah ! » Devant l'histoire mondiale, la gloire et l'honneur des armes allemandes sont saufs. Les lamentables vaincus des Flandres et de l'Argonne ont rétabli leur renommée en remportant une victoire éclatante... sur les 300 « Spartakistes » du Vorwärts. Les exploits datant de la glorieuse invasion de la Belgique par des troupes allemandes, les exploits du général von Emmich, le vainqueur de Liège, pâlissent devant les exploits des Reinhardt⁴¹⁸ et Cie dans les rues de Berlin. Assassinat de parlementaires venus négocier la reddition du Vorwärts et que la soldatesque gouvernementale a frappés à coups de crosse, au point que l'identification des corps est impossible, prisonniers collés au mur, dont on a fait éclater les crânes et jaillir la cervelle : qui donc, en présence de faits aussi glorieux pourrait encore évoquer les défaites subies devant les Français, les Anglais et les Américains ? L'ennemi, c'est « Spartacus » et Berlin est le lieu où nos officiers s'entendent à remporter la victoire. Et le général qui s'entend à organiser ces victoires, là où Ludendorff a échoué, c'est Noske, l'« ouvrier » Noske.

Qui n'évoquerait l'ivresse de la meute des partisans de « l'ordre », la bacchanale de la bourgeoisie parisienne dansant sur les cadavres des combattants de la Commune, cette bourgeoisie qui venait de capituler lâchement de-

⁴¹⁶ Erreur de Rosa Luxemburg : Souvorov est mort en 1800. Les troupes russes étaient commandées par Paskevitch. Note de G.B.

⁴¹⁷ NOSKE, Gustav (1868-1946). Bûcheron, il adhéra dès 1897 à la social-démocratie et fut élu député au Reichstag en 1906. En novembre 1918, il fut nommé gouverneur de Kiel pour réprimer le soulèvement des marins. Membre du Conseil des commissaires du Peuple, c'est sur son ordre que les Corps francs écrasèrent la révolte spartakiste. Ministre de la défense de février 1919 à mars 1920, son parti l'obligea à démissionner après le putsch de Kapp.

⁴¹⁸ REINHARDT, Walther (1872-1930). Officier d'État Major pendant la première guerre mondiale, dernier ministre prussien de la guerre, il fut nommé en octobre 1919, chef de la direction de l'armée. Il démissionna en même temps que Noske, après le putsch de Kapp.

vant les Prussiens et de livrer la capitale à l'ennemi extérieur après avoir levé le pied ? Mais quand il s'est agi d'affronter les prolétaires parisiens affamés et mal armés, d'affronter leurs femmes sans défense et leurs enfants, ah comme le courage viril des fils de bourgeois, de cette « jeunesse dorée », comme le courage des officiers a éclaté Comme la bravoure de ces fils de Mars qui avaient cané devant l'ennemi extérieur s'est donné libre cours dans ces atrocités bestiales, commises sur des hommes sans défense, des blessés et des prisonniers !

« L'ordre règne à Varsovie », « l'ordre règne à Paris », « l'ordre règne à Berlin ». Tous les demi-siècles, les gardiens de « l'ordre » lancent ainsi dans un des foyers de la lutte mondiale leurs bulletins de victoire. Et ces « vainqueurs » qui exultent ne s'aperçoivent pas qu'un « ordre », qui a besoin d'être maintenu périodiquement par de sanglantes hécatombes, va inéluctablement à sa perte.

Cette « Semaine Spartakiste » de Berlin, que nous a-t-elle apporté, que nous enseigne-t-elle ? Au cœur de la mêlée, au milieu des clameurs de triomphe de la contre-révolution, les prolétaires révolutionnaires doivent déjà faire le bilan des événements, les mesurer, eux et leurs résultats, au grand étalon de l'histoire. La révolution n'a pas de temps à perdre, elle poursuit sa marche en avant, - par-dessus les tombes encore ouvertes, par-delà les « victoires » et les « défaites » - vers ses objectifs grandioses. Et le premier devoir de ceux qui luttent pour le socialisme internationaliste, c'est d'étudier avec lucidité sa marche et ses lignes de force.

Pouvait-on s'attendre, dans le présent affrontement, à une victoire décisive du prolétariat révolutionnaire, pouvait-on escompter la chute des Ebert-Scheidemann et l'instauration de la dictature socialiste ? Certainement pas, si l'on fait entrer en ligne de compte tous les éléments qui décident de la réponse. Il suffit de mettre le doigt sur ce qui est à l'heure actuelle la plaie de la révolution : le manque de maturité politique de la masse des soldats qui continuent de se laisser abuser par leurs officiers et utiliser à des fins contre-révolutionnaires est à lui seul la preuve que, dans ce choc-ci, une victoire durable de la révolution n'était pas possible. D'autre part, ce manque de maturité n'est lui-même que le symptôme du manque général de maturité de la révolution allemande.

Les campagnes, d'où est issu un fort pourcentage de la masse des soldats, continuent de n'être à peu près pas touchées par la révolution. Jusqu'ici, Berlin est à peu près isolé du reste du Reich. Certes en province, les foyers révolutionnaires - en Rhénanie, sur la côte de la mer du Nord, dans le Brunswick, la Saxe, le Wurtemberg - sont corps et âme aux côtés du prolétariat berlinois. Mais ce qui fait défaut, c'est la coordination de la marche en avant, l'action commune qui donnerait aux coups de boutoir et aux ripostes de la classe ouvrière berlinoise une tout autre efficacité. Ensuite - et c'est de cette cause plus profonde que proviennent ces imperfections politiques - les luttes écono-

miques, ce volcan qui alimente sans cesse la lutte de classe révolutionnaire, ces luttes économiques n'en sont encore qu'à leur stade initial.

Il en résulte que, dans la phase actuelle, on ne pouvait encore escompter de victoire définitive, de victoire durable. La lutte de la semaine écoulée constituait-elle pour autant une « faute » ? Oui, s'il s'agissait d'un « coup de boutoir » délibéré, de ce qu'on appelle un « putsch » ! Mais quel a été le point de départ des combats ? Comme dans tous les cas précédents, le 6 décembre, le 24 décembre : une provocation brutale du gouvernement ! Naguère l'attentat contre les manifestants sans armes de la Chaussée-estrasse, le massacre des matelots, cette fois le coup tenté contre la Préfecture de Police, ont été la cause des événements ultérieurs. C'est que la révolution n'agit pas à sa guise, elle n'opère pas en rase campagne, selon un plan bien mis au point par d'habiles « stratèges ». Ses adversaires aussi font preuve d'initiative, et même en règle générale, bien plus que la Révolution.

Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant ; si l'on ne voulait pas que fussent ébranlés les rangs du prolétariat révolutionnaire et le crédit dont jouit au sein de l'Internationale ⁴¹⁹ la révolution allemande.

Du reste, des masses berlinoises jaillit spontanément, avec une énergie si naturelle, la volonté de résistance, que, dès le premier jour, la victoire morale fut du côté de la « rue ».

Or il existe pour la Révolution une règle absolue : ne jamais s'arrêter une fois le premier pas accompli, ne jamais tomber dans l'inaction, la passivité. La meilleure parade, c'est de porter à l'adversaire un coup énergique. Cette règle élémentaire qui s'applique à tout combat vaut surtout pour les premiers pas de la révolution. Il va de soi - et pareil comportement témoigne de la justesse, de la fraîcheur de réaction du prolétariat, - qu'il ne pouvait se satisfaire d'avoir réinstallé Eichhorn à son poste. Spontanément, il occupa d'autres positions de la contre-révolution : les sièges de la presse bourgeoise, le bureau de l'agence d'informations officieuse, le Vorwärts. Ces démarches étaient inspirées à la masse par ce qu'elle comprenait d'instinct : la contre-révolution n'allait pas pour sa part se satisfaire de sa défaite, mais préparer une épreuve de force générale.

Là encore nous nous trouvons en présence d'une de ces grandes lois historiques de la révolution, sur laquelle viennent se briser toutes les habiletés,

⁴¹⁹ Il s'agit encore à ce moment-là d'une Internationale toute théorique puisque le premier Congrès de la III^e Internationale n'a pas encore eu lieu. Note de G.B.

toute la « science » de ces petits révolutionnaires de l'U.S.P.⁴²⁰, qui dans chaque lutte ne sont en quête que d'une chose ; de prétextes pour battre en retraite. Dès que le problème fondamental d'une révolution a été clairement posé - et dans celle-ci c'est le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann, premier obstacle à la victoire du socialisme - alors ce problème ne cesse de resurgir dans toute son actualité, et, avec la fatalité d'une loi naturelle, chaque épisode de la lutte le fait apparaître dans toute son ampleur, si peu préparée à le résoudre que soit la révolution, si peu propice que soit la situation.

« A bas Ebert-Scheidemann ! » Ce mot d'ordre jaillit inmanquablement à chaque nouvelle crise révolutionnaire ; c'est la formule qui, seule, épuise tous les conflits partiels et qui, par sa logique interne, qu'on le veuille ou non, pousse n'importe quel épisode de la lutte jusqu'à ses conséquences extrêmes.

De cette contradiction entre la tâche qui s'impose et l'absence, à l'étape actuelle de la révolution, des conditions préalables permettant de la résoudre, il résulte que les luttes se terminent par une défaite formelle. Mais la révolution est la seule forme de « guerre » - c'est encore une des lois de son développement - où la victoire finale ne saurait être obtenue que par une série de « défaites ».

Que nous enseigne toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme? La première flambée de la lutte de classe en Europe s'est achevée par une défaite. Le soulèvement des canuts de Lyon, en 1831, s'est soldé par un lourd échec. Défaite aussi pour le mouvement chartiste en Angleterre. Défaite écrasante pour la levée du prolétariat parisien au cours des journées de juin 1848. La Commune de Paris enfin a connu une terrible défaite. La route du socialisme - à considérer les luttes révolutionnaires - est pavée de défaites.

Et pourtant cette histoire mène irrésistiblement, pas à pas, à la victoire finale ! Où en serions-nous aujourd'hui sans toutes ces « défaites », où nous avons puisé notre expérience, nos connaissances, la force et l'idéalisme qui nous animent ? Aujourd'hui que nous sommes tout juste parvenus à la veille du combat final de la lutte prolétarienne, nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car de chacune nous tirons une portion de notre force, une partie de notre lucidité.

Les combats révolutionnaires sont à l'opposé des luttes parlementaires. En Allemagne, pendant quatre décennies, nous n'avons connu sur le plan parlementaire que des « victoires »; nous volions littéralement de victoire en victoire. Et quel a été le résultat lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une défaite morale et politique écrasante, un effondrement inouï, une

⁴²⁰ L'U.S.P. était le parti social-démocrate indépendant au sein duquel militaient notamment Kautsky et Bernstein.

banqueroute sans exemple. Les révolutions par contre ne nous ont jusqu'ici apporté que défaites, mais ces échecs inévitables sont précisément la caution réitérée de la victoire finale.

A une condition il est vrai ! Car il faut étudier dans quelles conditions la défaite s'est chaque fois produite. Résulte-t-elle du fait que l'énergie des masses est venue se briser contre la barrière des conditions historiques qui n'avaient pas atteint une maturité suffisante, ou bien est-elle imputable aux demi-mesures, à l'irrésolution, à la faiblesse interne qui ont paralysé l'action révolutionnaire ?

Pour chacune de ces deux éventualités, nous disposons d'exemples classiques : la révolution française de février, la révolution allemande de mars. L'action héroïque du prolétariat parisien, en 1848, est la source vive où tout le prolétariat international puise son énergie. Par contre, les navrantes petitesesses de la révolution allemande de mars sont comme un boulet qui freine toute l'évolution de l'Allemagne moderne. Elles se sont répercutées - à travers l'histoire particulière de la social-démocratie allemande - jusque dans les événements les plus récents de la révolution allemande, jusque dans la crise que nous venons de vivre.

A la lumière de cette question historique, comment juger la défaite de ce qu'on appelle la « semaine spartakiste » ? Proviend-elle de l'impétuosité de l'énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation, ou de la faiblesse de l'action menée ?

De l'une et de l'autre ! Le double caractère de cette crise, la contradiction entre la manifestation vigoureuse, résolue, offensive des masses berlinoises et l'irrésolution, les hésitations, les attermoissements de la direction, telles sont les caractéristiques de ce dernier épisode.

La direction a été défaillante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les masses choisissent. Les masses constituent l'élément décisif, le roc sur lequel on bâtira la victoire finale de la révolution.

Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques, qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite.

« L'ordre règne à Berlin ! » sbires stupides ! Votre « ordre » est bâti sur le sable. Dès demain la révolution « se dressera de nouveau avec fracas » proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi

J'étais, je suis, je serai ! ⁴²¹

⁴²¹ Vers extrait du poème de F. Freiligrath « La Révolution ». (Note de G.B.)